1

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Strasbourg, ville hospitalière - Accueil des personnes déplacées venant d'Ukraine et soutien local aux victimes du conflit.

Numéro V-2022-584

Huit ans après le début du conflit en 2014, la Fédération de Russie a envahi l'Ukraine le 24 février 2022, faisant des milliers de victimes et provoquant l'exode de trois millions de personnes à ce jour. Les besoins humanitaires sont considérables.

L'élan de solidarité mondial envers l'Ukraine est sans précédent, alors que les sanctions économiques et politiques envers la Fédération de Russie se durcissent et se multiplient et que celle-ci, après avoir été suspendue de son droit de représentation au sein du Comité des ministres et de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe le 25 février dernier, se retire de tous les organes du Conseil de l'Europe, y compris de la Cour européenne des droits de l'homme qui siège à Strasbourg.

La France a débloqué 100 millions d'euros pour financer des équipements humanitaires répondant aux besoins les plus urgents. Un pont aérien humanitaire est organisé via la Pologne pour les acheminer auprès des autorités en Ukraine ou vers les pays voisins qui accueillent des personnes déplacées. Les collectivités territoriales françaises et européennes témoignent depuis le début du conflit d'une profonde solidarité et d'un soutien fort à l'égard des populations victimes de ce conflit armé qui risque de s'inscrire dans la durée.

Strasbourg, Capitale européenne des droits humains et de la démocratie, mais aussi ville hospitalière et accueillante dans la continuité de son histoire, apporte son soutien au peuple ukrainien et aux victimes du conflit, à la fois en mobilisant les forces vives de son territoire et également en attribuant des aides financières d'urgence.

Aux côtés de l'État, en lien avec les associations, les collectivités locales se retrouvent en première ligne pour recevoir, accueillir ces nouveaux et nouvelles arrivant·es et garantir leurs droits fondamentaux.

L'ampleur de la crise ukrainienne exige un cadre exceptionnel de coordination et de mobilisation des acteurs dans une dynamique partagée pour l'accueil de ceux et celles qui viennent pour trouver refuge sur notre territoire.

A travers les compétences municipales, les services de la ville sont ainsi mobilisés au quotidien pour accompagner les besoins des personnes déplacées et les personnes vulnérables dans le temps (protection maternelle et infantile, action sociale de proximité menée dans nos centres médicaux sociaux, inscriptions scolaires, santé scolaire, vaccination, mobilisation relative à l'hébergement d'urgence…).

À ce titre, la Ville :

- en partenariat avec la Préfecture, facilite la coordination des acteurs par la mise à disposition et la gestion de la salle de la bourse où est hébergé le Centre d'accueil ;
- soutient en fonctionnement les associations de solidarités qui agissent en faveur des plus vulnérables ;
- dédie spécifiquement une ligne budgétaire aux dynamiques relatives à la Ville hospitalière dans son budget 2022 ;
- s'engage à abonder cette ligne pour accompagner les effets et la mobilisation face à cette crise de ses partenaires ;
- soutient les Strasbourgeois·es dans leurs initiatives de solidarité.

Sous l'impulsion de la Maire, et des élu·es thématiques engagés au plus près des acteurs et des personnes, la Ville a ainsi mis en place un plan d'actions global depuis le début de la crise pour faire face à l'urgence à court terme et anticiper l'impact de la crise dans les semaines et les mois à venir.

1) La mobilisation en faveur de l'accueil des réfugié·es sur notre territoire

- Centre d'accueil et orientation des personnes

Suite à la mise en œuvre de la directive européenne offrant la protection temporaire aux personnes déplacées d'Ukraine, un dispositif d'accueil global spécifique, mis en place en collaboration avec la Préfecture du Bas-Rhin et ses partenaires, est opérationnel depuis le 11 mars dernier.

Ce centre permet un premier examen de la situation administrative des personnes accueillies et l'identification de leurs besoins pour une orientation adaptée vers des places d'hébergement, un accompagnement relatif à la santé, et le cas échéant un soutien psychologique.

Ce Centre d'accueil et d'orientation est ouvert 7 jours sur 7 de 9 à 12h, et de 14h à 17h.

Ce centre est dédié à un premier accueil centralisé et coordonné et comprend :

- Un point préfecture pour examiner les possibilités d'octroi du statut de protection temporaire ;
- Une permanence des équipes du Foyer Notre Dame pour informer sur les droits ouverts, la prise de rendez-vous en préfecture pour l'obtention du titre de séjour, et l'orientation des personnes vers les hébergements dédiés ;

- La présence d'une équipe des Hôpitaux Universitaires en lien avec la Cellule d'Urgence Médico Psychologique pour un appui médico-psychologique, et l'ARS ;
- La présence de la Croix Rouge pour une consultation médicale, un service de rétablissement des liens familiaux qui permettra aux personnes de reprendre contact avec leurs proches ;
- Un espace petite enfance et accueil familles est également mis en place.

Mis en place en urgence, ce dispositif sera amené à évoluer en fonction des premiers retours d'expériences. Il pourra également être complété par d'autres actions complémentaires en fonction des besoins.

- **Soutien aux solidarités locales : associations et habitant·es**

De nombreux et nombreuses habitant·es du territoire se sont manifesté·es et souhaitent également s'engager pour venir en aide au peuple ukrainien. Leur générosité est orientée vers les associations qui demandent de privilégier les dons financiers.

Plusieurs rencontres ont eu lieu entre les associations du territoire et les élu·es de la Ville de Strasbourg afin d'identifier :
- avec **les ONG et les professionnel·les,** les leviers de l'action de soutien, les besoins et les mesures en cours ;
- **les moyens** que peuvent mettre en place l'État, les collectivités locales (stockage, subventions, communication…) et les associations (coordination entre associations et spécialistes de l'humanitaire, Banque alimentaire, fédération des acteurs de la solidarité, Croix Rouge, Protection civile, Paroles sans frontières, Humanis, Caritas, Secours Populaire, Emmaüs, Médecins du Monde, GESCOD, associations qui peuvent proposer dons et soutien vers l'Ukraine).

Ci-dessous les moyens mobilisés en nature récapitulés :

Prestation	**Bénéficiaire**	**Total mensuel**	**Observation**
Locaux de la Bourse	**Préfecture du Bas-Rhin**	5 618 €	L'État sera sollicité pour la prise en charge des dépenses directes.
Gardiennage des locaux de la Bourse		41 410 €	
Sous-total État		**47 028 €**	
Local de stockage Port Autonome (3 500 m²)	**Protection civile**		Prise en charge par le Port Autonome de Strasbourg.
Véhicule de transport		1 446 €	
60 tables 1.80 x 0.80 m bois		1 296 €	
30 chaises d'intérieur		623 €	

30 barrières		493 €	
Sous-total Protection civile		3 858 €	
Total général		**50 886 €**	

2) Contribution de la Ville de Strasbourg aux fonds FACECO et Cités Unies France

Afin de soutenir les victimes réfugiées dans les pays limitrophes ou encore présentes en Ukraine, il est proposé au Conseil municipal de contribuer à hauteur de 50 000 € au fonds d'action extérieure des collectivités territoriales (FACECO) mis en place par le centre de crise et de soutien (CDCS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, ainsi qu'au fonds de solidarité mis en place par Cités Unies France, réseau de près de 400 collectivités territoriales françaises œuvrant à l'international, dont Strasbourg est membre.

- Le FACECO se mobilise autour de deux types d'actions :

Les actions menées **directement au profit des Ukrainien·nes dans leur pays et des populations réfugiées** dans les pays limitrophes (Pologne, Moldavie, Roumanie et autres pays frontaliers européens) qui se concrétisent par l'achat et l'acheminement de matériel d'hébergement d'urgence (tentes, sacs de couchage, kits d'hygiène) et de matériel médical (médicaments, kits trauma, postes sanitaires mobiles…), en lien avec les autorités compétentes.
Ces actions sont validées au niveau européen via le mécanisme de réponse aux crises, ce qui garantit l'adéquation de la réponse d'urgence avec les besoins exprimés par les autorités ukrainiennes ou celles des pays limitrophes de l'Ukraine.

Les actions qui permettront **le soutien à des projets sur place** et dont l'identification est en cours via des équipes des différentes ONG sur le terrain, avec lesquelles le MEAE travaille habituellement (Première Urgence International, Humanité & Inclusion, ACTED, Médecins du Monde…), que ce soit dans les pays frontaliers ou en Ukraine. Un certain nombre d'ONG continue d'avoir des équipes locales présentes en Ukraine qui permettront une action rapide sur le territoire ukrainien dès que les conditions seront réunies.

À ce jour, une trentaine de collectivités ont manifesté leur intention d'abonder le FACECO pour un montant global d'approximativement 1 800 000 €. **Strasbourg propose d'y contribuer à hauteur de 25 000 €.**

- Cités Unies France a ouvert un fonds de solidarité Ukraine

Au regard de l'exode massif des populations civiles qui conduit les collectivités territoriales des pays frontaliers de l'Ukraine à être en première ligne dans l'accueil des réfugiés, ce fonds a pour vocation de venir en aide aux personnes réfugiées et de pourvoir

à leurs besoins en renforçant les capacités des collectivités territoriales frontalières de Pologne, de Roumanie et de Moldavie. Les actions proposées seront ciblées en fonction des besoins, en coordination avec les élus locaux des territoires concernés, en lien avec l'association des communes et régions d'Europe (CCRE) et avec Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), et seront liées à la reconstruction et au renforcement de la résilience des territoires
Un compte dédié est ouvert. Les collectivités donatrices seront membres du comité des donateurs qui sera associé à toutes les étapes de mise en œuvre et chargé du suivi rigoureux et transparent de son utilisation.
Une contribution de Strasbourg à ce fonds permettra de mutualiser et maximiser l'impact de l'aide apportée et de soutenir des actions en lien direct avec les compétences spécifiques des collectivités territoriales.
Il est proposé d'y consacrer une aide d'un montant de 25 000 €.

3) Mise en place d'outils d'information et orientation des personnes

Une page web dédiée sur le site strasbourg.eu ainsi qu'une adresse mail – solidarite.ukraine@strasbourg.eu – ont été mis en place très rapidement afin d'orienter et de répondre au mieux à toutes les personnes déplacées et à toutes celles qui souhaitent leur apporter une aide de différentes manières : dons matériels et financiers, propositions d'hébergement, bénévolat, etc.

Les propositions centralisées sont analysées et exploitées en liaison avec les associations pour, sur le long terme, faire face aux besoins des réfugiées sur notre territoire et les accompagner, au fur et à mesure des actions qui seront mises en place.

Ce plan d'actions est mis en œuvre et consolidé en continu par une cellule de coordination, animée par la Direction générale des services. Elle regroupe l'ensemble des services de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg. En contact direct et permanent avec la cellule de crise Ukraine de la Préfecture du Bas-Rhin, elle peut mobiliser dans des délais très brefs tou·tes les intervenant·es de la collectivité pour faire face aux sollicitations des partenaires.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- de contribuer au Fonds d'action extérieure des collectivités territoriales (FACECO) pour l'Ukraine, géré par le Centre de crise et de soutien (CDCS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), à hauteur de 25 000 €

- d'allouer à Cités Unies France une contribution d'un montant de 25 000 € pour abonder le Fonds de solidarité Ukraine

- d'imputer ces dépenses sur la fonction AD06C - programme 8052 dont le disponible avant le vote est de 53 964,43 euros

autorise

la Maire ou son-sa représentant·e à signer les conventions d'attribution y afférentes et à prendre tout acte nécessaire à l'exécution de cette délibération.

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-145724-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Conseil municipal du 21 mars 2022

Point 1 à l'ordre du jour : Strasbourg, ville hospitalière - Accueil des personnes déplacées venant d'Ukraine et soutien local aux victimes du conflit.

SERVICE DES ASSEMBLEES

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 62 voix + 2
+2 : Mme Christelle WIEDER et Mme Elsa SCHALCK ont rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitaient voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 21 MARS 2022 - Point n°1

Strasbourg, ville hospitalière - Accueil des personnes déplacées venant d'Ukraine et soutien local aux victimes du conflit.

Pour	Contre	Abstention
62	0	0

AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia

2

Communication au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Rapport de développement durable 2020.

Numéro V-2022-325

Au regard de l'article 255 de la loi du 12 juillet 2010 sur l'Environnement, loi dite « Grenelle 2 », les collectivités territoriales et les EPCI à fiscalité propre de plus de 50.000 habitants sont soumises à la présentation d'un rapport sur la situation interne et territoriale en matière de développement durable. Ce rapport est communiqué préalablement aux débats sur le projet de budget pour l'année suivante.

Tel que mentionné dans le décret du 17 juin 2011, ce rapport a pour objectif d'établir un état des lieux du territoire, des politiques publiques, des orientations et des programmes mis en œuvre sur celui-ci.

Ainsi, le présent rapport est articulé autour de 5 finalités de politiques publiques :

1. lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère,
2. préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources,
3. cohésion sociale et solidarités entre territoires et entre générations,
4. dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables,
5. épanouissement de tous les êtres humains.

Enfin le bilan des ressources internes est également présenté : commande publique, ressources logistiques, construction et patrimoine bâti.

Outre le fait qu'il permet de dresser une liste d'indicateurs pertinents pour suivre l'avancée des politiques publiques, il contribue également à rendre accessible au plus grand nombre les données territorialisées et leurs évolutions, afin d'alimenter les débats démocratiques.

Par ailleurs, depuis l'édition du rapport 2017, ce rapport s'appuie sur le cadre des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) adoptés par l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2015. Ce rapport permet alors de mettre la situation et l'action locales en perspective des objectifs globaux et mondiaux. C'est alors que les indicateurs rassemblés en conclusion de chaque finalité sont associés aux ODD et aux cibles

concernées afin de fournir un tableau de suivi des évolutions, permettant une analyse plus étayée et complète.

Ainsi, sur le territoire de la ville les faits saillants pour l'année 2020 peuvent être résumés de la manière suivante :

- **<u>Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère</u>**

2020 : un engagement de l'action climatique et solidaire sur tous les fronts avec un état d'urgence climatique déclaré le 4 juillet 2020

Par cette déclaration, la Ville reconnait ses vulnérabilités, déjà perceptibles à travers les épisodes de chaleurs extrêmes, les fortes intempéries, la pollution de l'air, mais aussi le besoin et la volonté d'agir face aux conséquences du dérèglement climatique.

Les travaux engagés en 2020 ont permis de disposer en juin 2021 d'une stratégie plus ambitieuse, alignée avec les objectifs européens (réduction de 55% des émissions de gaz à effet de serre), sur la base de la stratégie climat adoptée en février 2020. Le plan d'actions (délibéré en 2021) vise à atténuer au maximum les effets les effets du changement climatique, en limitant les émissions dans tous les domaines, et, d'autre part, d'adapter les vingt quartiers de la ville au climat de demain, enjeu de santé, de bien-être, de justice sociale et d'équité territoriale.

Dès 2020, les travaux se sont ainsi accélérés autour de la mise en oeuvre du Plan Canopée, de la déminéralisation de cours d'écoles et d'espaces publics, le développement d'installations photovoltaïques sur deux chantiers patrimoniaux et via la mise à disposition de toitures, de l'amorce d'une transition alimentaire ambitieuse en premier lieu dans les cantines, des premières étapes d'un big bang des mobilités actives et collectives, une mobilisation collective autour de l'Alliance pour le Climat, ou encore un accompagnement solidaire et individualisé des habitant.e.s eurométropolitain.e.s grâce aux travaux de préfiguration de l'Agence du climat – le guichet des solutions.

Des indicateurs territoriaux climat air énergie soulignent l'impérieuse nécessité de réduire la consommation d'énergie et de développer les énergies renouvelables.

Via les travaux de l'Observatoire Climat-Air-Energie Grand Est porté par Atmo Grand Est, le territoire dispose d'un baromètre de l'évolution annuelle des émissions de polluants atmosphériques des gaz à effet de serre, de la consommation et production d'énergie.

- **GES :** Sur la base du dernier inventaire (année de réf 2019), la tendance à la stagnation observée ces dernières années des émissions de GES se confirme (-22% entre 1990 et 2019- objectif plan climat -55%) avec des variations contraires au sein des différents secteurs. Les émissions de GES s'élèvent à 3,90 tCO_2 par habitant strasbourgeois, deux fois moins qu'au niveau de la région Grand Est. 95% des émissions de GES sont liées à l'usage de l'énergie, d'où une forte corrélation entre les deux indicateurs. La capacité de séquestration carbone du territoire reste très limitée (<1% des émissions) malgré la présence des trois massifs forestiers.
- **Energie :** la consommation d'énergie a augmenté entre 2018 et 2019 (+2%) avec une tendance encore très éloignée des objectifs fixés dans le plan climat de réduction de (baisse de 3,2% observée en 2019 pour un objectif de 30% d'ici à 2030 (réf 2012). La production d'énergies renouvelables atteint 15,4% des besoins du territoire (obj 40% en 2030) grâce notamment à la production hydraulique (87,1%). Le photovoltaïque représente un millième de la production d'EnR du territoire.

- **Air** : Strasbourg fait partie des 11 territoires français exposés au contentieux européen et citée sur le dioxyde d'azote. Les émissions des polluants atmosphériques, à savoir, les oxydes d'azote (NOx- source principale trafic routier), particules inférieures à 10 µm (PM10) ou 2,5 µm (source principale secteur bâti), composés organiques volatils (COVNM), ammoniac (NH_3 source principale secteur énergie-déchets) diminuent largement depuis 2005 (référence du plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques) à l'exception de l'ammoniac (NH_3) qui connait une augmentation de 11% avec une tendance toutefois moins marquée depuis 2012.

Qualité de l'air, tendance générale et influence de la crise sanitaire

Contrairement aux indicateurs précédents, qui, de par la méthodologie utilisée, ne sont disponibles qu'avec un décalage temporel, la situation de la qualité de l'air est appréhendée en temps réel.

- Lors du premier confinement (mars-avril 2020), la qualité de l'air s'est nettement améliorée. La diminution du trafic routier a été de l'ordre de plus de 70% pendant cette période. En conséquence, les oxydes d'azote, ont vu leur concentration chuter : les concentrations de NO_2 ont baissé de plus de 40 % par rapport aux observations des quatre années précédentes sur la même période.
- Sans tenir compte de l'année 2020, les concentrations annuelles en NO_2 mesurées sur les stations du réseau d'ATMO Grand Est ces dernières années montrent une tendance à la baisse (-26% entre 2010 et 2019), notamment en proximité trafic. Cette diminution est plus prononcée sur la première moitié de la décennie et ralentit depuis 2015, liée pour partie au renouvellement du parc automobile.
- Des projets innovants visent à toujours mieux appréhender la qualité de l'air et sa gestion comme le programme d'actions intitulé « SCOL'AIR » (lauréat en 2020 de l'appel à projet AACT'AIR de l'ADEME) portant sur la mise en œuvre de nouvelles campagnes de mesure de qualité de l'air aux abords et/ou à l'intérieur des établissements accueillant des jeunes enfants.

La mise en place d'un système d'indicateurs plus spécifiques comme outil de pilotage des politiques publiques

Différentes démarches ont été engagées ou poursuivies afin de disposer d'un pilotage plus précis de la politique air-climat-énergie, les travaux sur la labélisation territoire engagé transition écologique (nouvelle dénomination de Cit'ergie) qui débouchera sur l'obtention du label en 2021 (niveau 4 étoiles sur 5) tout comme l'analyse du budget sous le prisme des GES avec la méthode I4CE qui permet de nourrir les débats budgétaires et de questionner les dépenses pour les orienter le plus possible vers la transition climatique.

➢ <u>Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources</u>

La préservation du socle naturel fait partie intégrante de la politique de développement du territoire déployée sur Strasbourg avec une stratégie de la mobilisation pour la préservation de la biodiversité qui a permis d'identifier les leviers à actionner pour favoriser l'émergence d'un écosystème urbain vivant où, dans une logique de tissu naturel urbain, la nature, la biodiversité, les milieux aquatiques soient les garants d'un espace de vie et de bien-être pour les habitants, adapté aux changements climatiques qui sont à l'œuvre.

Biodiversité :

- La dynamique engagée de mobilisation se poursuit via le dispositif Strasbourg ça pousse ou la charte Tous unis pour plus de biodiversité. 20 hectares supplémentaires ont été protégés au titre des Espaces plantés à conserver ou à créer (EPCC) et 200 hectares supplémentaires protégés car contribuant aux Continuités Écologiques.
- **Le classement en réserve naturelle nationale de la forêt de la Robertsau** constitue un fait marquant.
- Le **Plan Canopée** qui structure la végétalisation de la ville par l'Arbre urbain –validé par le Conseil municipal en août 2020 avec des premières priorités mises en œuvre dès le 2nd semestre 2020. 966 arbres ont été plantés sur la saison de plantation 2020-2021 (dont 155 arbres d'alignement plantés sur le territoire de la ville de Strasbourg).
- 2020 fut également l'année de lancement de la **démarche de déminéralisation / végétalisation des cours d'écoles et accueil du jeune enfant** qui s'intensifiera dès 2021 pour viser 75% des sites d'ici 2026. Trois sites scolaires ont été traités : Branly (conseil des XV) Rhin (Port du Rhin) et Fischart (Meinau) avec des 1ères réunions de concertation mi-septembre et des travaux débutés en octobre. Au bilan : 3500m² d'enrobés décroutés soit 15% de la surface minérale - 86 arbres plantés, 26 bacs potagers pédagogiques implantés).

Aménagements d'espaces publics

- Une trentaine **d'opérations d'aménagement** ont été menées à terme sur le territoire de la ville de Strasbourg, dont la rue Michel Ange à l'Elsau, la rue Boileau à Hautepierre, le square Mathias Merian, le secteur Laiterie à la Gare, significatifs en matière de valorisation de l'espace public intégrant pour certains des rénovations sur l'éclairage public, création d'espaces verts, création d'aire de jeux, réaménagement complet de la rue en zone 30…
- **Quand la pandémie influe aussi l'aménagement de l'espace public :** la création de zones de rencontre a été en très forte augmentation en 2020, en raison notamment des aménagements liés à la pandémie et de l'urbanisme tactique mis en place. Une multiplication par 2,8 des mètres linéaires de zones de rencontres créés est observée entre 2019 et 2020, soit 8 725ml mis en place.

➢ Cohésion sociale et solidarités entre territoires et entre générations

L'année 2020 a été marqué le renforcement des ambitions d'intégration des enjeux de résilience et de transformation écologique et climatique du territoire, et l'engagement de cadres stratégiques pour le mandat en matière de mobilités décarbonées, d'urbanisme résilient, de poursuite de la production de logements pour tous.

Une amplification forte des ambitions en faveur des mobilités et des transports décarbonés

- L'année 2020 a été marquée par **la mise en service de l'extension du Tram F à Koenigshoffen, et la mise en service de la ligne de BHNS H**.

- Le cadre de développement d'« **Une ambition inédite en matière de mobilités : vers un pacte durable et équilibré pour l'Eurométropole de Strasbourg et ses habitants** » sur le mandat, qui bénéficiera notamment au territoire strasbourgeois, a

été délibéré au Conseil de l'Eurométropole de décembre 2020 : développement des transports collectifs (extension des lignes de tramway vers l'Ouest, les communes nord et le maillage au centre ville, extension de la ligne G du BHNS), mise en œuvre d'un réseau express métropolitain, création des pôle d'échanges multimodaux.

- **La crise sanitaire a eu un impact fort sur les déplacements, et a amené les collectivité, en lien avec les opérateurs à adapter l'offre et les conditions sanitaires**. La pandémie a entrainé l'extension de tous les abonnements de stationnement à du 24h/24 durant les périodes de confinement et confinement partiel. Une mesure exceptionnelle prise dans le contexte de la crise sanitaire en faveur des habitants. Le travail avec la CTS a consisté à adapter l'offre aux périodes de confinement, en fonction des besoins des usagers (avec une prise en compte particulière des personnels hospitaliers) et des contraintes des personnels de conduite disponibles. Les équipes ont mis en place les protocoles sanitaires et les mesures de distanciation impératives. **L'adaptation au contexte imposé par la pandémie s'est traduite par la mise en place d'aménagements provisoires de l'espace public tels les « corona-pistes »**, qui ont permis de poursuivre le développement des infrastructures vélo et d'expérimenter une nouvelle modalité d'intervention, ou de réglementations (centre-ville en zone de rencontre) permettant d'accompagner les changements de pratiques et de permettre les distanciations dans des espaces contraints. Il a même été possible de concrétiser des actions de mobilisation qui se sont traduites par des changements de comportements facilement observables. Ainsi, l'édition 2020 du challenge « Au Boulot à Vélo 2020 », en dépit d'un contexte particulier, a connu un beau succès.

Urbanisme :
- **La stratégie de poursuite de la limitation de la consommation des terres agricoles au profit du renouvellement urbain se poursuit et s'amplifie.** Ainsi, 82% des logements autorisés entre 2015 et 2020 sont situés dans le tissu urbain existant et n'ont pas généré d'artificialisation d'espaces agricoles, naturels et forestiers.
- L'année a été marquée par la préparation de la Modification n°3 d PLU, approuvée en 2021, qui intègre de nouvelles prescriptions volontaristes dans les champs de l'énergie, du climat et de la biodiversité.

Habitat :
- Depuis 2009, le nombre total de logements autorisés est de 47 446 dont 15 845 logements aidés (logements sociaux). Afin de suivre et évaluer la politique menée, la collectivité s'est dotée d'outils de suivi à travers trois nouveaux observatoires mis progressivement en place à partir de 2014 : l'observatoire local des loyers, l'observatoire de la promotion immobilière et l'observatoire des copropriétés.
- L'habitat participatif poursuit son développement par la structuration du réseau des acteurs de l'habitat participatif et le développement d'autres projets sur toute la métropole via une délibération cadre du 16 novembre 2020.

Politique de la ville :
- **La Ville, en lien avec l'Eurométropole, a poursuivi sa forte mobilisation en faveur de la rénovation urbaine des quartiers prioritaires, en faveur de sa politique d'équité sociale et territoriale.**

- Si l'Eurométropole connait une forte inégalité socio-spatiale, avec une forte pression sur le logement social qui se concentre principalement dans 5 communes dont 67,5% à Strasbourg, la Ville en lien avec l'Eurométropole poursuit son fort engagement dans les quartiers prioritaires.
- L'engagement du **2ème programme de renouvellement urbain**, dont la convention pluriannuelle a été signée en mars, a mobilisé 1,03 Mds€ d'investissements publics prévisionnels dans 7 QPV de 2021 à 2030.
- Dans la suite de la signature, **deux candidatures à des appels à projets nationaux ont été déposés afin de renforcer la prise en compte des enjeux de traitement écologique et intégré à l'aménagement des eaux pluviales, ainsi que de l'agriculture urbaine** : « Eau et QPV » de l'AERM et « Quartiers Fertiles » de l'ANRU.

➢ Épanouissement de tous les êtres humains

Une politique volontariste de réduction des inégalités sociales a été engagée de manière systémique en 2020. Des moyens supplémentaires ont été dégagés permettant d'engager la transition écologique par la justice sociale et l'attention portée aux plus fragiles. Située parmi les agglomérations françaises avec le plus fort écart de revenus, Strasbourg fait de l'urgence sociale un pilier de son développement à venir. Une analyse des besoins sociaux est engagée dès 2020 pour apporter les réponses les plus adaptées à son territoire.

Éducation :
- **Les moyens destinés à l'accueil des enfants dans les écoles maternelles et élémentaires ont été renforcés en début du mandat par la décision de création de 15 postes d'ATSEM.** Ceux-ci sont entrés en fonction sont entrés en fonction le 4 janvier 2021.
- Dans le cadre du plan Canopée destiné à réduire les ilots de chaleur en ville, **la déminéralisation et la végétalisation des cours d'écoles a été engagée dans trois sites** scolaires : Branly (conseil des XV) Rhin (Port du Rhin) et Fischart (Meinau). Après les premières réunions de concertation en août 2020, les travaux ont débuté le 19 octobre pendant les vacances scolaires de la Toussaint. En quelques chiffres et sur l'ensemble des 3 écoles :
  - 3500m² d'enrobés décroutés (sur 22 000 m² de surface minérale soit 15%)
  - 86 arbres plantés
  - 26 bacs potagers pédagogiques implantés
  - Montant des travaux : 400 000 € TTC.
- L'alimentation des écoliers est une responsabilité de santé mais aussi un important levier de réduction des émissions carbone. **En septembre 2020, la Ville propose une restauration sur 59 sites dont 46 restaurants municipaux et 51% des effectifs de la restauration scolaires bénéficiaient d'une livraison de repas conditionnés en contenants inertes réutilisables en inox**. Une transformation ambitieuse du service de restauration collective a été amorcée dans l'objectif de combiner haut niveau de qualité nutritionnelle et sanitaire, une moindre empreinte environnementale et une meilleure soutenabilité économique et sociale. **Cette transformation a débuté en 2020 par une nouvelle consultation avec l'ensemble des parties prenantes du**

territoire dans le but d'initier un projet de transition alimentaire et se poursuit en 2021 et 2022.

Solidarité :

- Cette politique volontariste des solidarités et de la santé s'appuie sur une structure intégrée regroupant les compétences de la Ville, du CCAS (Centre Communal d'Action Sociale), de l'Eurométropole et du Département mais aussi de l'État, ce qui constitue un modèle unique en France. Cette organisation favorise l'accompagnement global des personnes.
- Les synergies d'action permettent d'offrir un guichet unique au service de tous les Strasbourgeois. La précarité touche de nombreux citoyens strasbourgeois et le taux de pauvreté s'élève à 26% (2018). Il atteint 32% chez les jeunes de moins de 30 ans réalisant leur propre déclaration fiscale. Strasbourg concentre 53% des bénéficiaires du RSA socle non majoré dans le Bas-Rhin alors que la ville ne représente qu'un quart de la population du Département. L'isolement progresse : entre 2007 et 2017, les personnes seules ont vu leur nombre augmenter de 8% et les foyers monoparentaux de 10%, soit 5 800 ménages supplémentaires qui connaissent, de fait, un risque accru de fragilisation monétaire et social.
- Au cours de l'année 2019, plus de 8800 personnes ont formulé au moins une demande d'hébergement individuel auprès du 115 du Bas-Rhin : 47% des demandes émanaient de familles avec enfants et 34% d'hommes seuls. 4 068 personnes distinctes ont bénéficié d'un moins une nuit de mise à l'abri, soit seulement 46% des demandeurs. La pandémie a accru ces situations de précarité et d'isolement. **C'est pourquoi en 2020 la collectivité s'est adaptée et a, d'une part poursuivi son action d'accueil et d'accompagnement sur rendez-vous et en distanciel, et d'autre part mis en place des moyens pour répondre aux urgences de précarité, notamment alimentaire.**

Santé – autonomie :

- Comme partout ailleurs en France, la population vieillit. La part de strasbourgeois de moins de 20 ans diminue par rapport à celle des plus de 60 ans. Le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus représente près de 19% des Strasbourgeois, et 7% après 75 ans. Le vieillissement de la population strasbourgeoise se poursuit à un rythme inférieur à celui des autres échelles de collectivités alsaciennes (+7,5% à Strasbourg contre +13,6% pour le Bas-Rhin pour les plus de 60 ans).
- Ce vieillissement est plus significatif dans les quartiers populaires de Strasbourg avec une hausse de plus de 16% entre 2012 et 2017, contre 7,5% à l'échelle de la Ville.

Egalité :

- **Parmi les 3 axes du programme d'action, celui concernant l'imprégnation d'une culture d'égalité vise notamment à sensibiliser à la présence des femmes dans le domaine public.**
- À Strasbourg le nombre de noms de rues de femmes connait une augmentation forte : **en 2020 ce sont 23% des rues qui font référence à des femmes.** Cette progression encourageante est le fruit du travail mené par la Commission de dénomination du nom des rues et 4 quartiers en projet Citadelle, Starlette, Coop et Rives & Port du Rhin honoreront des personnalités féminines. Les premiers espaces au sein des quartiers Citadelle, Starlette et Coop ont été nommés par la commission (délibération au conseil municipal du 10 février 2020).

- **Dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables**

Développement économique :

- L'année 2020 semblait être une année prometteuse en terme de fréquentation touristique mais la pandémie de Covid-19 a bouleversé cette dynamique avec la fermeture temporaire de nombreux établissements touristiques. Le secteur du tourisme a connu l'une de ses pires crises. L'impact est très visible à travers les chiffres de la fréquentation hôtelière qui a connu une baisse de 68% dès 2020. De fait, la collecte de la taxe de séjour passe de 4 833 268 € en 2019 à 1 636 441 € en 2020.
- La fin d'année 2020 a été marquée par la seconde vague de l'épidémie et l'annulation du marché de Noël.
- Néanmoins, le territoire a poursuivi sa croissance continue de l'emploi salarié marchand depuis 2015 (source ACCOS - URSSAF), avec un taux de chômage en baisse à 7,5 % sur la ZE de Strasbourg au 4e trimestre 2020 (source INSEE). Par ailleurs, ce sont plus de 66 millions de levées de fonds pour des entreprises en croissance et des startups en 2020 qui ont tout de même été mobilisés, bien que ce montant soit inférieur que les années précédentes en raison de la crise.
- **Malgré l'impact économique de la crise sanitaire de la COVID 19, l'année 2020 a permis de poser les premières briques destinées à structurer les orientations du nouveau mandat, en débutant par l'élaboration du Pacte pour une économie locale durable.** À la fois feuille de route commune du territoire, cet acte d'engagement des acteurs économiques locaux et positionnement stratégique vise à assurer un développement économique local équilibré sobre en ressources, à l'impact réduit sur l'environnement, qui profite au plus grand nombre ; amplifier la dynamique collective et les démarches locales de transitions (écologique, sociale, numérique) ; conforter Strasbourg, laboratoire européen des transitions.

Insertion :

- **L'année 2020 a vu le lancement de la dynamique « Territoires zéro chômeurs longue durée ».** L'Eurométropole de Strasbourg a délibéré le 18 décembre 2020 de son adhésion à l'association nationale « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée » (TZCLD) pour s'engager dans l'expérimentation territoriale. Cette démarche vise à résorber le chômage de longue durée en se fondant sur 3 principes : personne n'est inemployable, un grand nombre de travaux utiles et d'une grande diversité restent à réaliser et la privation d'emploi coûte plus cher que la production d'emploi.

Cultures familiales :

- Atout essentiel à la résilience du territoire, les différentes formes de cultures familiales ont fait l'objet d'une attention accrue en 2020. Ainsi, ce sont 30 nouvelles parcelles de jardins familiaux, soit 4847 parcelles au total, qui ont été créées et mises à disposition ainsi que de 4 jardins partagés supplémentaires, soit 33 au total. Elles participent à la dynamique engagée de santé, de résilience alimentaire et d'accroissement de l'autosuffisance du territoire dont l'urgence a été mise en exergue par la crise sanitaire.

Communiqué le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

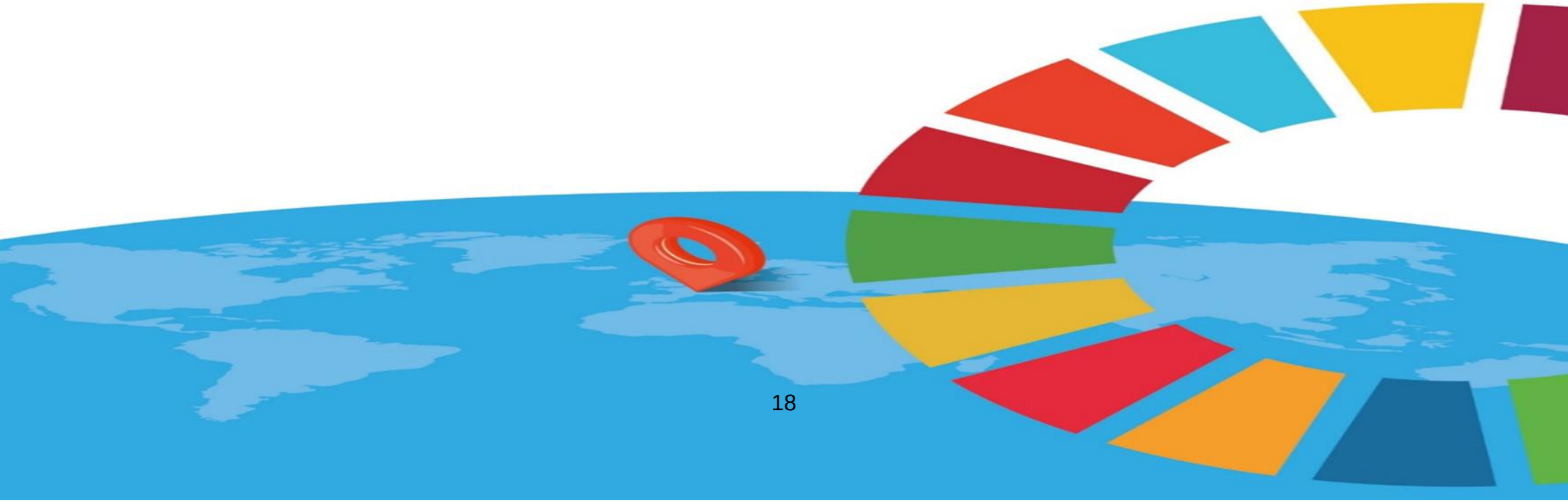
Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-145047-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Rapport de Développement Durable

Ville de Strasbourg

2020



SOMMAIRE

Présentation Page 3

PARTIE 1 – VILLE BAS CARBONE Page 4
Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère

1. Climat et gaz à effet de serre 4
2. Transition énergétique 9
3. Qualité de l'air 13
4. Tableau des indicateurs 17

PARTIE 2 – VILLE OASIS page 21
Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources

1. Ville jardin 21
2. Espaces publics verts et de nature 23
3. Risques environnementaux 24
4. Santé environnementale 25
5. Tableau des indicateurs 27

PARTIE 3 – VILLE ÉQUILIBRÉE page 30
Cohésion sociale et solidarité entre territoires

1. Mobilités et transports 30
2. Urbanisme et habitat 33
3. Politique de la ville et renouvellement urbain 36
4. Territoires 37
5. Tableau des indicateurs 41

PARTIE 4 – VILLE INCLUSIVE page 44
Épanouissement de tous les êtres humains

1. Enfance et éducation 44
2. Solidarités et action sociale 47
3. Santé, autonomie et handicap 49
4. Sport 51
5. Égalité de genre 56
6. Participation citoyenne 59
7. Tableau des indicateurs 62

PARTIE 5 – VILLE COOPÉRATIVE page 66
Dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsable

1. Emploi durable et insertion 66
2. Alimentation saine et marchés 68
3. Coopération transfrontalière et internationale 70
4. Tableau des indicateurs 75

PARTIE 6 – RESSOURCES page 78

1. Commande publique 78
2. Ressources logistiques 80
3. Construction et patrimoine bâti 81
4. Éclairage public 84
5. Tableau des indicateurs 86

Comment lire le Rapport de Développement Durable ?

5 finalités du Développement durable, inscrits en 2006 dans le cadre de référence les projets territoriaux de développement durable et issus des Agendas 21 locaux.

- la lutte contre le changement climatique ;
- la préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources ;
- la cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations ;
- l'épanouissement de tous les êtres humains ;
- une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

1 tableau d'indicateurs de suivi conjoint Ville et EMS pour chaque finalité afin de

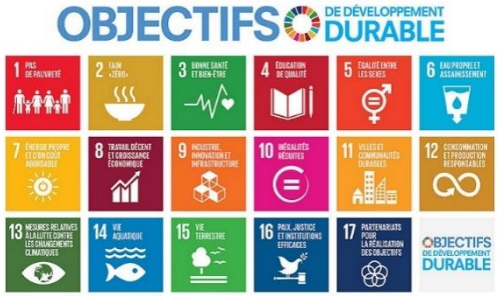
- Permettre une lecture comparée de Strasbourg et de l'Eurométropole
- Suivre les évolutions sur le long terme
- Mettre en lien les indicateurs locaux avec les cibles et ODD concernés
- Permettre une lecture globale et transversale des évolutions avec des marqueurs

24 thématiques présentées de manière transversale avec les directions qui y contribuent, de manière à fournir :

- Une identification des objectifs à échéance du mandat, 2030 ou 2050
- Une analyse qualitative de la situation
- Une revue des principales actualités de l'année

Les Objectifs du Développement Durable

En septembre 2015, 193 pays, dont la France, se sont engagés à mettre en œuvre les 17 Objectifs de Développement Durable de l'ONU. Un Nouveau Programme pour les Villes, adopté à Quito en 2016 sous l'égide d'ONU-Habitat, a permis d'établir un Agenda 2030 pour l'atteinte des 17 Objectifs. Ceux-ci s'adressent, tel un langage universel, à tous les pays, considérés tous comme en voie de développement durable, et à tous les acteurs de la société.



La Feuille de route de la France pour l'Agenda 2030 a été présentée le 20 septembre 2019 devant l'ensemble des acteurs engagés pour la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable. Cette Feuille de route, élaborée de façon concertée, fixe le cap pour une France entreprenante, solidaire et écologique autour de six enjeux prioritaires, que vous pouvez retrouver sous : https://www.agenda-2030.fr/actualites/feuille-de-route-de-la-france-pour-lagenda-2030-368

L'ONU estime que 65% des ODD ne pourront être atteints qu'avec l'aide du niveau local. C'est pourquoi, ils ont fait l'objet d'une expérimentation au niveau local, tant à la Ville qu'à l'Eurométropole dans une démarche interne d'intégration dans l'activité de l'administration locale selon 5 axes de travail : planification, pilotage, monitoring, finances, communication.



Lien ONU :

https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/

PARTIE 1 – VILLE BAS CARBONE
Lutte contre le changement climatique et pour la protection de l'atmosphère

Strasbourg et son territoire au climat continental sont d'ores et déjà confrontés au changement climatique avec des relevés de Météo-France qui enregistrent une élévation des températures moyennes d'environ 1,4°C depuis les années 1900 et une accélération du processus ces dernières années (avec en moyenne +0,3°C par décennie). Le record absolu de température jamais mesuré sur la station Entzheim a été battu en juin 2019 avec 38,9 °C (à l'ombre). Ces changements impactent directement la vie des habitants avec des aléas climatiques de plus en plus fréquents : épisodes de chaleur intenses, renforcés par le phénomène d'ilot de chaleur urbain, pics de pollution à l'ozone avec les effets sanitaires associés, évènements pluvieux intenses avec les risques associés aux débordements des réseaux, des cours d'eaux.

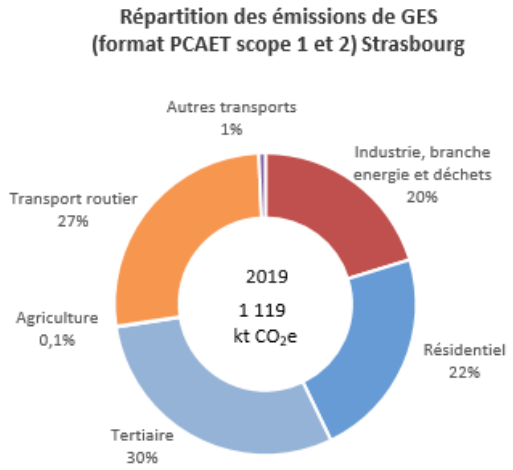
Pour lutter contre le dérèglement climatique, la Ville de Strasbourg a renforcé ses politiques publiques de manière régulière depuis les années 1990 : par les investissements en faveur de l'implantation du tram puis dès 2009 à travers ses différents Plans Climat. Ceux-ci se sont attachés à diminuer ses émissions de gaz à effet de serre, réduire les consommations d'énergie, augmenter l'usage des énergies renouvelables et favoriser les mobilités durables. Ils ont été accompagnés d'actions d'adaptation et de résilience pour anticiper et limiter les risques liés aux évènements extrêmes : aux pics de pollution (1996), aux vents forts (2001), à la canicule (depuis 2003), aux risques d'inondation (avec le récent transfert de compétence GEMAPI à l'Eurométropole).

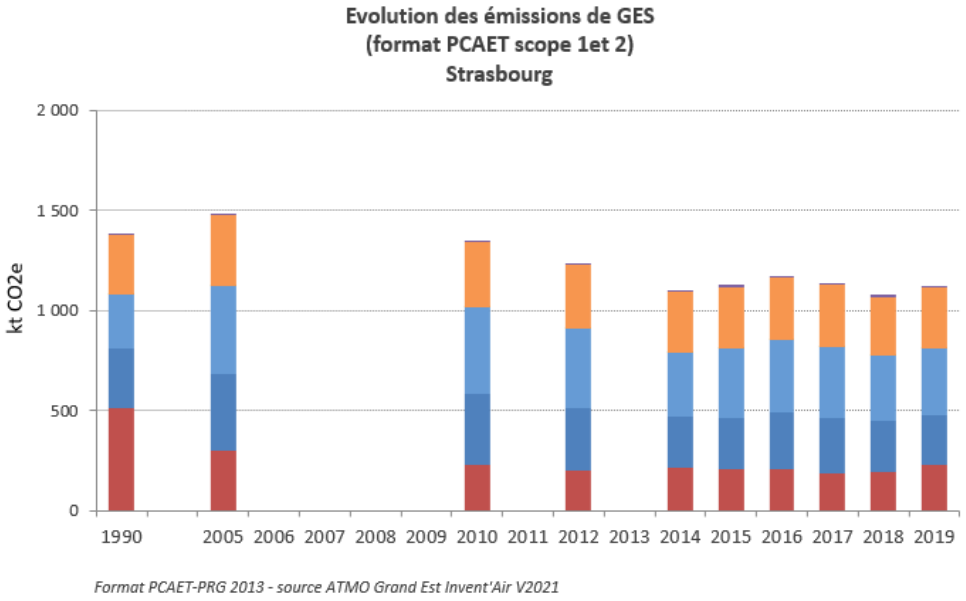
1 – Climat gaz à effet de serre

1. Analyse de la situation territoriale des émissions de GES

Objectifs Climatiques			
	2020	**2030**	**2050**
Gaz à effet de serre (GES)	- 30% (réf 1990)	- 55 % (réf 1990)	Neutralité carbone
Consommation d'énergie finale	- 30% (réf 1990)	- 30% (réf 2012)	-55% (réf 2012)
Énergies renouvelables	20 à 30%	40%	100%

Afin de déterminer l'impact de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre (GES) sur les changement climatiques, l'indicateur utilisé est le Pouvoir de réchauffement global (PRG, exprimé en CO_2e - CO_2, CH_4, N_2O, HFC, PFC, SF_6, NF_3) ; il s'exprime en équivalent CO_2(CO_2e). Le format de rapportage intègre les scope 1 et 2 (format PCAET), sans appréhender l'empreinte carbone du territoire (scope 3). Les données et illustrations sont issues de l'Observatoire régional Climat Air-Énergie porté par ATMO Grand Est selon une méthodologie de référence nationale.





Format PCAET-PRG 2013 - source ATMO Grand Est Invent'Air V2021

➢ **Grandes tendances depuis 1990 et 2005 :**

- Les émissions de GES ont baissé de 22% entre 1990 et 2019, avec depuis 2012 une baisse de 9% mais avec une tendance à la stagnation observée ces dernières années.
- 95% des émissions de GES sont liées à l'usage de l'énergie, d'où des enjeux très intimement liés
- La séquestration carbone par la biomasse est très limitée sur le territoire, elle permet de capter moins de 1 % des émissions de GES sur le territoire (contre 22% au niveau Grand Est)

Chiffre clés	
Émissions de gaz à effet de serre Emissions de tCO2e/hab	-22 % (1990 – 2019) 3,90 t/hab (7,85t/hab Grand Est)

La situation de Strasbourg témoigne d'un niveau d'émissions (à 3,90 tCO_2e/hab) résultant de politiques publiques structurantes mises en place depuis 30 ans notamment :

- mobilité durable : tram, voies cyclables, espaces piétonniers (les émissions liées au transport routier sont en baisse de 5% depuis 2012 en lien avec les moyens mis en œuvre et l'amélioration du parc roulant)
- urbanisme ambitieux : densification, ville des courtes distances, mixités urbaines, reconquête des friches industrielles
- mutation du secteur industriel (baisse voire arrêt d'une partie de l'activité locale depuis 1990 mais un secteur industriel qui augmente ses émissions de GES et énergétique due à la fois au contexte national et à la volonté locale (sur les réseaux de chaleur par exemple). Les secteurs industriel/branche énergie et déchet (regroupés en lien avec le respect de la confidentialité concernant certaines données) retrouvent en 2019, les niveaux d'émissions de GES de 2010.

Le détail des émissions de GES par secteur montre des tendances très contrastées :

Secteur	Emissions directes et indirectes en kt CO_2e format PCAET - Strasbourg										Evolution	Evolution
	1990	2005	2010	2012	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2019//1990	2019//2018
Industrie, branche energie et d	513	302	225	196	216	207	207	182	190	227	-56%	20%
Résidentiel	299	379	357	314	252	258	281	281	259	253	-15%	-2%
Tertiaire	268	438	435	400	320	344	361	356	323	333	24%	3%
Agriculture	1	1	1	1	1	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9	-29%	-3%
Transport routier	294	354	321	315	306	308	312	311	296	298	1%	1%
Autres transports	11	10	10	8	8	8	9	9	8	8	-30%	4%
	1 387	1 485	1 348	1 235	1 104	1 126	1 171	1 139	1 076	1 119	-22%	4%

Source Atmo Grand Est Invent'air 2019-V2021

Secteur résidentiel : les émissions ont baissé de 15% entre 1990 et 2019 en lien avec la baisse des consommations liées aux réglementations thermiques (politique nationale) et aux opérations de réhabilitation des logements (politique locale de rénovation urbaine, soutien aux bailleurs sociaux…) et à l'utilisation des énergies moins carbonées (dans le résidentiel, baisse du fioul et report EnR).

Secteur tertiaire (bureaux, commerces, services…) : les émissions ont grimpé de 24% sur la même période, témoignant d'une dérive des consommations énergétiques. À noter qu'après une période de forte hausse, une baisse est observée depuis 2010. La stratégie globale de réhabilitation thermique sur le territoire, adoptée par le conseil de l'Eurométropole en déc 2021, devrait permettre de renforcer la tendance observée, en lien avec l'application du décret n° 2019-771 du 23 juillet 2019 relatif aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire.

Pour les transports routiers, les émissions ont retrouvé les niveaux de 1990 mais sont en baisse de 16% depuis 2005, en lien avec les moyens mis en œuvre (plus de 1,3 milliard € depuis 2008, uniquement sur les transports collectifs) et l'amélioration du parc roulant. Deux tendances sont observées : d'une part, le transport de voyageurs, dont les émissions baissent au fil du temps, et d'autre part les émissions liées au fret (transport de marchandises) qui ont augmenté ces dernières années.

Pour le contenu carbone de l'électricité[1] (0,06 tCO_2/MWh d'électricité consommé en 2020), les données sont calculées à partir du contenu carbone national (en baisse de 24% depuis 2008) lié à une production nucléaire (67% en 2020) hydraulique, éolienne, solaire et de bioénergies (25%) qui représente environ 93 % de la production totale d'électricité en France.

Les secteurs énergie et industrie et déchets voient leurs émissions baisser drastiquement par rapport à 1990 (-56%), mais un rebond est observé ces dernières années sur le territoire avec une augmentation de 20% entre 2018 et 2019.

- Zoom depuis 2012 :

Les émissions de gaz à effet de serre ont baissé de 9% entre 2012 et 2019 avec une variation au sein des secteurs également contrastée :

- Une baisse des secteurs résidentiels (-16%) et secteur tertiaire (-17%) : à noter une année 2019 qui possède un indice de rigueur climatique > 0,9, synonyme d'une année légèrement plus chaude que l'année 2012.
- À contrario, une reprise des émissions du secteur industriel –branche énergie et déchet (+16%)

- Zoom sur l'énergie :

95% des émissions directes et indirectes de GES sont liées à l'usage de l'énergie, l'atteinte des objectifs ambitieux de réduction ne peut que passer par une sobriété dans les consommations énergétiques, accompagnée d'une décarbonation de l'énergie avec le développement des EnR.

[1] Sources : Base carbone Électricité - 2020 - mix moyen – consommation comparé à celui de 2008 https://bilans-ges.ademe.fr/fr/basecarbone/donnees-consulter/liste-element/categorie/64 et pour le contenu de la production https://www.rte-france.com/actualites/bilan-electrique-francais-2020

2 – Bilan de gaz à effet de serre – patrimoine et compétence

L'article 75 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite Grenelle II, a inséré l'article L. 229-25 dans le Code de l'environnement imposant à certaines catégories d'acteurs privés et publics l'obligation de réaliser un bilan des émissions de gaz à effet de serre. Ce BEGES s'inscrit dans le cadre plus général des autres obligations des collectivités à réaliser un plan climat-air-énergie territorial (PCAET).

Le Bilan de Gaz à Effet de Serre (BEGES) sur le patrimoine et les compétences de la Ville de Strasbourg pour l'année de référence 2019 a été réalisé en 2021. Les émissions de l'année 2019 s'élèvent à près de 39 000 tCO_2e, avec une incertitude de 5%. Cela prend en compte les émissions directes mais aussi une partie des émissions indirectes de la collectivité. Ce bilan permet de constater que le premier poste d'émissions est lié au patrimoine bâti de la ville (72% des émissions). En effet, la consommation énergétique des bâtiments reste en majorité carbonée (70% des émissions des bâtiments sont liées à l'utilisation de gaz naturel et de produits pétroliers). Ce bilan sera pris comme référence pour suivre l'évolution des émissions de la Ville en tant qu'administration publique dans une démarche d'amélioration continue. A noter que contrairement à l'Eurométropole de Strasbourg, les délégations de service public de la Ville sont minoritaires dans le bilan GES final.

Bilans GES

3 – Actualité de l'année 2020

- Les 1ers mois de l'année 2020 ont été l'occasion de délibérer la stratégie climatique de la ville de Strasbourg, en écho à l'adoption du plan climat de l'Eurométropole en décembre 2019. Puis avec le nouvel exécutif, une ambition climatique a été très largement réaffirmée avec dès le 4 juillet, la déclaration de l'Etat d'urgence climatique et un engagement dans un travail de révision de la stratégie et de l'élaboration du plan d'actions associés au service d'une transition juste et solidaire., qui seront tous deux délibérés en juin 2021.

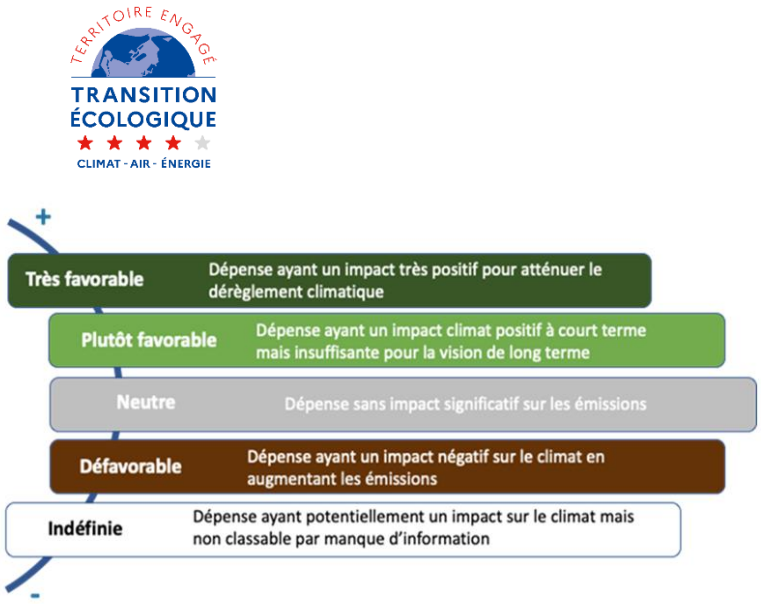




- L'atteinte des objectifs inscrits dans les plans climat de l'Eurométropole et de la ville de Strasbourg appelle une mobilisation générale de l'ensemble des acteurs, citoyen.nes du territoire, portée par une dynamique engageante afin d'impulser et d'accélérer la transformation écologique du territoire, un des piliers de la feuille de route politique. Pour y répondre, le 9 septembre 2020, lors de la Foire européenne, a été lancée par la présidente et les deux présidentes déléguées de l'Eurométropole une « Alliance pour le Climat » ayant pour premier objet d'appeler les « forces vives » du territoire à se mobiliser autour des enjeux climatiques, de marquer leur volonté de s'engager dans la transformation écologique du territoire en lien avec la déclaration d'état d'urgence climatique. Plusieurs réalisations concrètes ont été mises en place : « Le Journal du Climat » envoyée aux membres de l'Alliance, la création et l'animation d'un groupe de travail intercommunal sur le Climat auquel participe activement Strasbourg.

- Les travaux menés afin dans le cadre de la démarche de labellisation Cit'ergie (Territoire engagé Climat-Air-Energie de l'ADEME) – conjointement Ville et Eurométropole de Strasbourg avec l'ensemble des directions afin de finaliser un diagnostic et s'engager dans une préparation de l'audit de labellisation. Réalisé en septembre 2021, celui-ci permettra à la Ville et l'Eurométropole de se voir décerner une note de 4 étoiles sur 5. Ce label vise à inscrire la collectivité dans une démarche d'amélioration continue apportant un outil structurant de suivi et d'évaluation des politiques climat-air-énergie et de montée en compétences dont le niveau sera réévalué chaque année.

- Analyser un budget sous le prisme du climat permet de nourrir les débats budgétaires et de questionner les dépenses pour les orienter le plus possible vers la transition climatique. L'Eurométropole de Strasbourg a participé à la démarche de co-construction d'une méthodologie d'évaluation climat des budgets locaux, portée par I4CE et les Villes de Paris et Lille, les Métropoles de Lille et Lyon, l'Association des Maires de France, France Urbaine, l'Ademe et EIT ClimateKIC. La Ville et l'Eurométropole ont appliqué cette méthodologie à leur compte administratif 2019 (sections investissements et fonctionnement) et ont renouvelé l'exercice sur le BP 2021 section investissements pour les 2 collectivités. Au final pour la Ville, plus de 14% de dépenses favorables (voire très favorables) au climat, contre 4% d'investissements défavorables au climat.



2 - Transition énergétique

La transition énergétique fixe une double ambition à l'horizon en 2050 en accord avec les objectifs d'ores et déjà posés du Plan climat 2030 : devenir une ville bas-carbone et atteindre 100% d'énergies renouvelables.

Afin de planifier la transition énergétique du territoire et atteindre son objectif de 100% renouvelables en 2050, la collectivité a souhaité disposer d'un Schéma Directeur des Energies. Celui-ci a été adopté en décembre 2019 et alimente le plan climat de l'Eurométropole. Il est décliné autour de 4 axes structurants : une baisse massive des consommations, le développement des énergies renouvelables, l'évolution des réseaux énergétiques et leur adaptabilité à la stratégie énergétique du territoire, une mobilité efficiente et décarbonée avec les grands objectifs suivants :

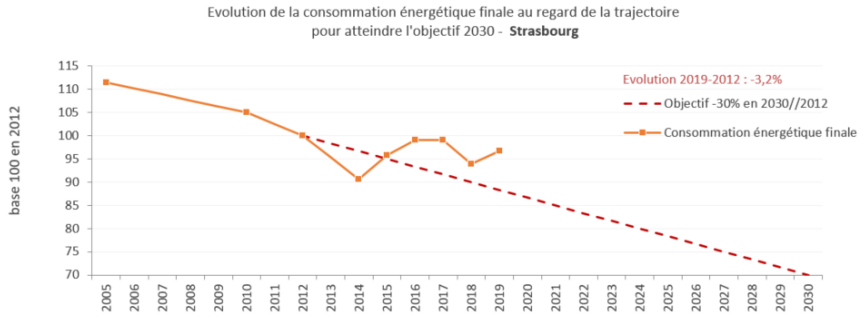
Objectifs Transition énergétique		
	2030	**2050**
Consommation énergétique	Réduire de 30% les consommations énergétiques finales (réf 2012)	Réduire de 55% la consommation énergétique
EnR&R	Atteindre 40% d'EnR&R dans la consommation finale d'énergie	100% énergies renouvelables
Photovoltaïque	Augmenter le parc installé à 26 MWc	Augmenter le parc installé à 172 MWc

1. Analyse de la situation

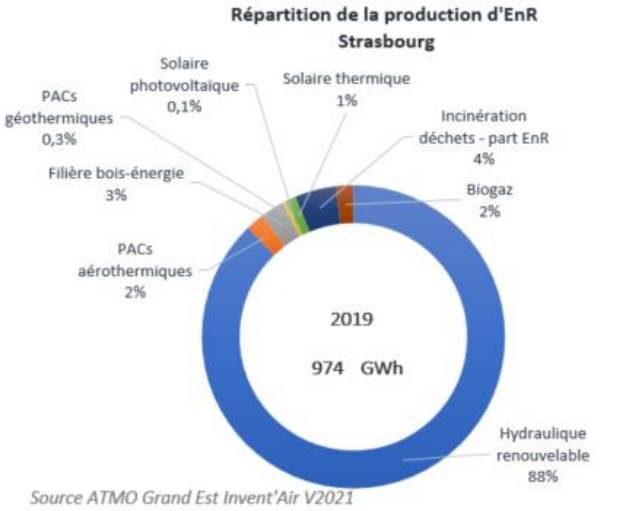
Les données et illustrations sont issues de l'Observatoire régional Climat Air-Énergie porté par ATMO Grand Est. La réduction de la consommation énergétique (sobriété, efficacité) est un enjeu majeur pour atteindre la neutralité carbone avec un basculement vers une énergie décarbonée.

La consommation énergétique se répartit entre quatre secteurs majoritaires : tertiaire (35%), résidentiel (26%), transport (23%) et industrie (20%)

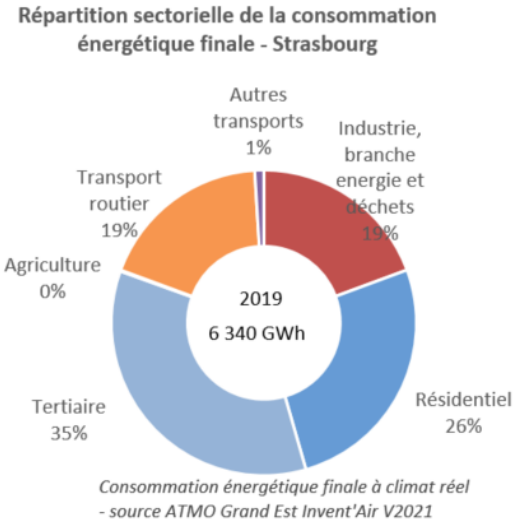
- La consommation énergétique du territoire a baissé de 13,2% depuis 2005, mais la tendance reste très éloignée des objectifs fixés dans le plan climat de (réduction de 30% d'ici à 2030). En corrigeant des variations climatiques, cette baisse est de 9%. Par rapport à l'année de référence 2012, la consommation d'énergie en 2019 est en baisse de 3,2%.
- La production d'énergies renouvelables atteint 15,4% des besoins du territoire, grâce notamment à la production hydraulique (principalement par la centrale sur le Rhin) qui représente 87,1% de la production, le bois énergie, les pompes à chaleur, le biogaz et la géothermie de surface. Le photovoltaïque représente un millième de la production EnR du territoire.
- La facture énergétique du territoire métropolitain (différence entre les dépenses énergétiques et les recettes via la vente d'EnR) est de 1,139 milliard d'€ avec environ 20% des ménages en situation de précarité énergétique (dépenses liées au logement).
- Sur la période 2010-2020, près de 570 millions d'euros ont ainsi été investis sur le territoire métropolitain pour la transition écologique. 515 projets ont notamment bénéficié de 84 millions d'aides de l'ADEME et de la Région Grand Est par le biais du programme Climaxion. L'ADEME a accompagné 242 projets sur cette période par une contribution de 72 millions d'euros (représentant 21% d'aides en moyenne par projet).



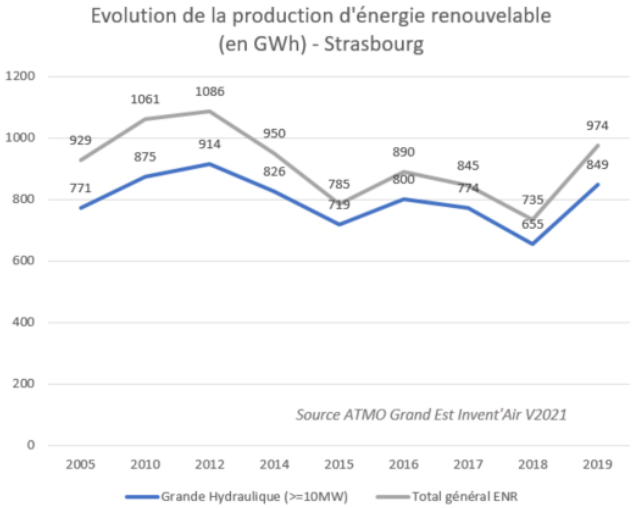
Consommation énergétique finale non corrigée du climat en base 100 (2012) et objectif de réduction Plan Climat 2030 - source ATMO Grand Est Invent'Air V2021



Source ATMO Grand Est Invent'Air V2021



Consommation énergétique finale à climat réel - source ATMO Grand Est Invent'Air V2021



L'objectif territoire « 100 % renouvelables en 2050 » nécessite l'accélération du développement des énergies renouvelables. Des perspectives de développement des énergies renouvelables et de récupération sont envisagées en ce qui concerne les énergies fatales au Port autonome de Strasbourg. Le solaire constitue la seconde source de développement.

Les épisodes sismiques récents liés aux projets de géothermie profonde amènent aujourd'hui l'Eurométropole à réinterroger la feuille de route territoriale de transition énergétique pour proposer des alternatives au modèle proposé permettant l'atteinte de l'objectif « 100% renouvelables en 2050 » une révision du Schéma directeur des Energies est ainsi proposée au conseil de février 2022.

Elle sera couplée à des documents cadres stratégiques structurant dont les délibérations sont à venir: un schéma directeur des réseaux de chaleur, une stratégie de sobriété énergétique, une stratégie solaire, une stratégie autour du parc bâti (habitat, tertiaire dont parc public de la collectivité).

Ex : objectifs rénovation parc- bâti	
2020	Toutes nouvelles constructions publiques BEPOS et Bas-carbone
2030	Rénovation du parc bâti énergivore BBC compatible (104 kWhEP/m².an) dont la moitié occupée par des ménages modestes en 2030 8 000 logements rénovés par an jusqu'en 2030 dont plus de la moitié occupée par des ménages modestes
2030	Réduction de 36% des consommations énergétiques du secteur résidentiel d'ici 2030 (réf 2012) Réduire de 48% des consommations énergétiques du secteur tertiaire d'ici 2030 (réf 2012)
2030	Réduire de 18% la consommation énergétique industrielle d'ici 2030 (réf 2017)

Une Convention pluriannuelle de renouvellement urbain qui réunit 27 signataires prévoit 1,03 Mds€ investissements publics prévisionnels dans les 7 Quartiers Prioritaires de la Ville sur 10 ans.

Un outil de pilotage et de monitoring efficace, Cit'ergie permet de suivre la mise en œuvre des objectifs énergétiques, articulés avec le plan climat. Issu du processus European Energy Award, Cit'ergie fournit à la fois un outil opérationnel d'amélioration continue et un moyen de reconnaissance de la qualité de la politique énergétique et climatique portée par la collectivité.
A noter qu'en 2021, Cit'ergie a évolué vers le label territoire engagé pour la transition écologique –label Climat-Air-énergie avec 5 niveaux de performance. La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, se sont engagées conjointement dans la démarche afin de renforcer l'articulation des démarches Climat-Air-Énergie portées par les deux collectivités.

Préalablement au dépôt de candidature, chaque collectivité doit avoir mis à jour l'état des lieux initial et validé sa stratégie ainsi que sa déclinaison opérationnelle sur quatre ans. Cette étape a été accomplie afin de se conformer à la dernière version du référentiel, comportant 61 actions au lieu des 79 du référentiel 2016 appliqué jusqu'alors. À cette occasion, un suivi des indicateurs plus fin a été réalisé et restitué en CoPil de suivi annuel 2020.

L'engagement de la ville de Strasbourg est apprécié sur la base de ses compétences propres ou des leviers d'action exercés auprès de sa sphère d'influence dans les six domaines du référentiel concernant directement ou indirectement les consommations d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre associées.

En lien avec Cit'ergie, la collectivité s'engage à la conduite d'une politique locale et interne de la maîtrise de l'énergie en développant une stratégie visant à la réduction des consommations énergétiques du parc bâti, en contribuant à la mise en œuvre des énergies propres et renouvelables, ainsi qu'en sensibilisant les habitants, personnels et usagers.

Mis en œuvre par les économes de flux, la sobriété, l'un des trois piliers fondamentaux de la démarche Négawatt, est un élément incontournable du scénario de transition énergétique représentant une baisse d'environ 10 à 15% des consommations énergétiques.

2. Actualité de l'année 2020

- ✓ Accompagnement à la création d'une structure citoyenne « EnCES - Les brasseurs d'énergie » avec l'objectif de développer, d'installer et d'exploiter des équipements destinés à la production d'énergie d'origine renouvelable. Mise à disposition de 4 toitures par la collectivité pour accueillir des installations photovoltaïques.

- ✓ Développement d'installations photovoltaïques sur deux chantiers patrimoniaux : le bâtiment du Parc Véhicule Ateliers (100 kWc) ainsi que sur le nouveau Parc d'Exposition, avec une installation de plus de 1 MWc de puissance.

- ✓ Lancement d'une procédure de désignation d'un nouvel exploitant sur le réseau de chaleur de Hautepierre avec des objectifs de transition aux énergies renouvelables, de sécurisation de l'alimentation énergétique et l'extension du réseau vers les quartiers Cronenbourg, Koenigshoffen et Hohberg.

- ✓ Poursuite de la procédure de désignation d'un nouvel exploitant, dans le cadre d'une SEMOP, sur le réseau de chaleur Strasbourg Centre avec une volonté de massifier le développement du réseau sur le Neudorf, la Meinau, la Montagne Verte, le quartier gare, Rotterdam, la grande ile…, de moderniser les installations existantes, d'augmenter le taux d'EnR&R.

- ✓ Les réseaux de chaleur de l'Esplanade et du Wacken ont été récompensé par le label Ecoréseau délivré par AMORCE. Cette labélisation s'appuie sur 3 critères :

  - un critère environnemental avec un taux d'EnR&R supérieur à 50%
  - un critère économique
  - un critère social avec la mise en place d'une Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) et/ou d'un comité de suivi

- ✓ Géothermie profonde : les épisodes sismiques survenus fin 2020 en lien avec les activités géothermiques de l'entreprise Fonroche à Vendenheim, ont conduit à la prise de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2020, suspendant les projets de géothermie profonde. Cette situation a conduit la création d'une Mission d'information et d'évaluation sur la géothermie profonde, tant sur les causes de cet accident technologique que sur les conséquences qui en découlent en termes d'approvisionnement énergétique de la métropole. La géothermie profonde se voulait assurer à long terme 20% de l'approvisionnement énergétique local et 40% de la chaleur injectée sur les réseaux de chaleur strasbourgeois.



Production d'énergie photovoltaïque au gymnase Menora

Objectifs pour la qualité de l'air	
2030	Respect des valeurs OMS 2005 pour la qualité de l'air - NO_2 = 40 µg/m³ - PM10 = 20 µg/m³ - PM2,5 = 10 µg/m³

Nota bene : en septembre 2021, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a révisé ses valeurs guides pour les principaux polluants présents dans l'atmosphère. Les données collectées par l'OMS indiquent que la pollution atmosphérique a des effets néfastes sur la santé à des concentrations encore plus faibles que ce qui était admis jusqu'alors. Pour s'adapter à ce constat, l'OMS a abaissé la quasi-totalité de ses seuils de référence. Ainsi, la concentration de PM2,5 diminue de 10 µg/m³ à 5 µg/m³, tandis que celle de PM10 diminue de 20 µg/m³ à 15 µg/m³. La diminution la plus significative concerne le NO_2 qui passe de 40 µg/m³ à 10 µg/m³.

1. Analyse de la situation

La pollution atmosphérique nuit à la santé de toutes et tous, en premier lieu des enfants, et représente un facteur de risque important pour le développement de maladies respiratoires aiguës (comme la pneumonie) et de maladies pulmonaires et cardiovasculaires chroniques (bronchopneumopathie chronique obstructive ou accidents vasculaires cérébraux, par exemple).

Enjeu majeur de santé publique, l'amélioration de la qualité de l'air fait partie des engagements de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg. Ces engagements sont inscrits dans une feuille de route élaborée en cohérence avec le Plan de Protection de l'Atmosphère de l'agglomération strasbourgeoise porté par l'État. L'objectif est de contribuer à réduire de manière drastique et pérenne les niveaux de pollution, et de repasser rapidement sous la valeur limite européenne autorisée pour le dioxyde d'azote (NO_2). S'agissant des particules fines, bien que n'étant plus concernée depuis 2014 par d'éventuels dépassements réglementaires, la ville de Strasbourg poursuit sa lutte contre ces émissions dans l'objectif d'atteindre, d'ici 2030, les lignes directrices de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) fixées en 2005.

➢ Évolution des émissions

A l'échelle de l'Eurométropole, les émissions des polluants atmosphériques (oxydes d'azote (NOx), particules inférieures à 10 µm (PM10) ou 2,5 µm, dioxyde de soufre (SO_2), composés organiques volatils (COVNM), ammoniac (NH_3) diminuent largement depuis 2005 (référence du plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques) à l'exception du NH_3 (+11%) avec une tendance toutefois moins marquée depuis 2012.
Selon les polluants, les sources principales d'émissions varient depuis le secteur du bâti pour les particules PM10 et PM2,5 au trafic routier pour les NOx (oxydes d'azote) et à l'agriculture pour le NH_3 (ammoniac).

➢ Évolution des concentrations

Malgré une tendance à l'amélioration de la qualité de l'air pour les polluants réglementés (NO_2, PM10 et PM2,5) depuis une douzaine d'années, des dépassements de la valeur limite européenne en NO_2 persistent sur les stations situées à proximité des zones où le trafic routier est important même si l'écart par rapport à ce seuil réglementaire fixé à 40 µg/m³ est désormais faible. L'agglomération strasbourgeoise fait ainsi partie des onze territoires français ne respectant pas les normes européennes en matière de qualité de l'air. En août 2021, le Conseil d'État a d'ailleurs condamné l'État français à payer dix millions d'euros pour n'avoir pas pris les mesures suffisantes pour améliorer la qualité de l'air. Cette somme record pourra être renouvelée dans six mois si la situation ne s'améliore pas.

En 2020, les périodes de confinement liées à la pandémie de COVID-19 ont eu des impacts importants sur la qualité de l'air. En particulier pour les concentrations de NO_2, pour rappel fortement corrélées au trafic routier, qui ont connu une forte baisse. L'année 2020 ne peut ainsi pas être considérée comme une année représentative de la qualité de l'air sur le territoire.

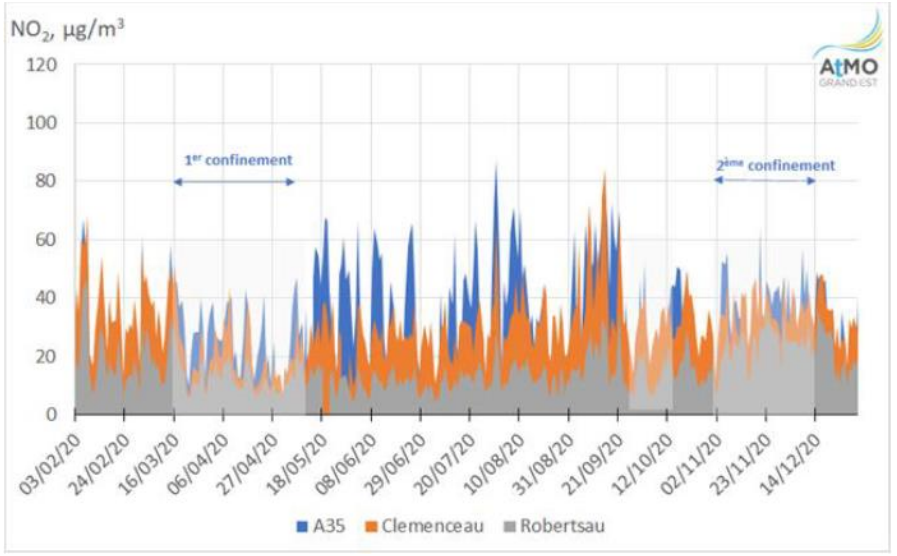
Impact des confinements sur la qualité de l'air en 2020

- Impact sur le dioxyde d'azote NO_2

Lors du premier confinement (mars-avril 2020), la qualité de l'air s'est nettement améliorée. En effet, la diminution du trafic routier a été de l'ordre de plus de 70% pendant cette période. En conséquence, les oxydes d'azote, ont vu leur concentration chuter, rendant la qualité de l'air meilleure. Les concentrations de NO_2 ont baissé de plus de 40 % par rapport aux observations des quatre années précédentes sur la même période.

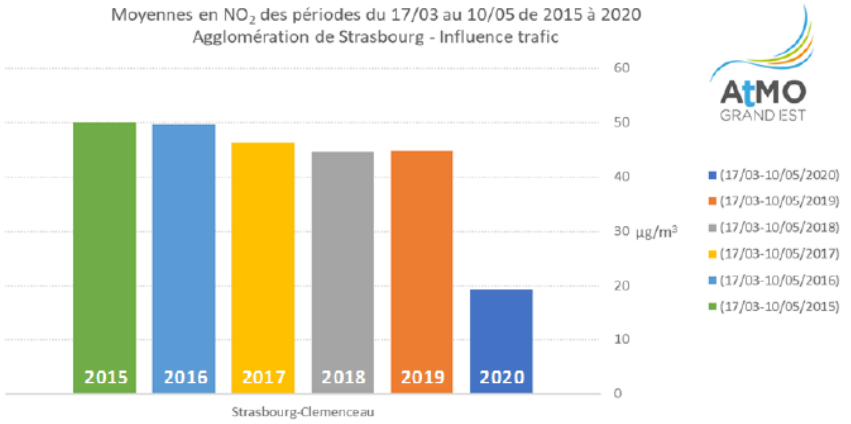
Les mesures de NO_2 aux stations montrent que l'impact a été particulièrement marqué à proximité de l'autoroute A35. À la station A35 d'ATMO Grand Est, la baisse des concentrations de NO_2 a été immédiate dès le début du confinement. Dès que celui-ci a été levé, les concentrations sont revenues à des niveaux observés habituellement. Cependant, en zone urbaine, les concentrations de NO_2 aux stations urbaines sont revenues à leurs niveaux habituels seulement à partir de septembre 2020. Cela est probablement dû à une combinaison de baisses de trafic lié au télétravail, à la fermeture des écoles, et aux périodes de congés.

Les évolutions des concentrations en NOx au niveau d'une station de « trafic » (en bleu avec la station A35), une station « urbaine trafic » (avec en orange la station Clemenceau) et une station dite « urbaine de fond » (avec en gris la station de la Robertsau) sont représentées sur le graphique ci-dessous.



Source : ATMO Grand Est

Le second graphique ci-après représente une comparaison de la moyenne des concentrations en NOx au niveau d'une station trafic en 2020 par rapport aux années précédentes pour la même période (du 17 mars au 10 mai).



Sans tenir compte de l'année 2020, les concentrations annuelles en NO_2 mesurées sur les stations du réseau d'ATMO Grand Est ces dernières années montrent une tendance à la baisse (-26% entre 2010 et 2019), notamment en proximité trafic. Cette diminution est plus prononcée sur la première moitié de la décennie et ralentit depuis 2015. Cette décroissance des concentrations en NO_2 est liée pour partie au renouvellement du parc automobile qui s'accompagne d'une baisse des émissions de NOx.

- Impact sur les particules

Au contraire du dioxyde d'azote, les particules PM10 ne sont pas majoritairement émises par le trafic routier.
ATMO Grand Est a constaté que les concentrations se sont maintenues à des niveaux « proches des niveaux habituellement observés au printemps » avec toutefois des niveaux en réduction pour la part « combustibles fossiles », en particulier pendant les « heures de pointe ».
Il est également à noter que la première période de confinement en mars-avril 2020 n'a pas empêché la survenue d'un épisode de pollution le 28 mars, lié à des imports importants de particules issues de l'Est de l'Europe, voire de sables désertiques, en complément des émissions territoriales des secteurs de l'agriculture, du résidentiel et de l'industrie.
En conclusion, comme le souligne l'OMS, les mesures réalisées lors de la crise sanitaire ont démontré, entre autres, l'impact du secteur des transports sur la qualité de l'air.

Au bilan, pour les niveaux de particules PM10, une tendance à la baisse est mesurée depuis 2010 (-25% entre 2010 et 2019), mais la tendance depuis 2016, bien qu'en légère baisse, se rapproche plus d'une stagnation des niveaux. Il est probable que l'amélioration du parc automobile, intégrant la généralisation des filtres à particules à partir de 2010, soit pour partie à l'origine cette baisse des niveaux de PM10.

Une seule station du réseau d'ATMO Grand Est mesure les niveaux de PM2.5 sur l'agglomération strasbourgeoise. Elle montre une tendance à la baisse de la mesure depuis 2010 (-25% entre 2010 et 2019) mais, comme pour les PM10, la tendance depuis 2016, bien qu'en légère baisse, se rapproche plus d'une stagnation des niveaux. Il est probable, à l'image de ce qui a été observé pour les PM10, que l'amélioration du parc automobile soit pour partie à l'origine de la baisse des niveaux de PM2.5.

Impact de la pollution atmosphérique sur la COVID-19

Selon plusieurs études, les personnes habitant dans des zones polluées sont exposées à un risque accru face à la COVID-19. En effet, la pollution atmosphérique est reconnue pour fragiliser les voies respiratoires et l'organisme en général et pour engendrer des déficiences ou des inflammations respiratoires qui sont des facteurs aggravants de l'impact de la COVID-19.
La quantification de cette influence est difficile à établir mais la pollution contribue bien à la charge de morbidité de la COVID-19.
L'OMS souligne que les personnes qui souffrent de pathologies sous-jacentes risquent davantage d'être atteintes d'une forme grave de COVID-19. La pollution atmosphérique contribue donc très probablement à la charge de morbidité attribuable à la COVID-19.

D'autre part, l'aération des lieux clos est devenue primordiale dans la lutte contre la COVID-19, dont la transmission par aérosols a été reconnue par l'Organisation mondiale de la Santé. Les établissements scolaires ont ainsi vu leur protocole d'aération renforcé partout en France, y compris à Strasbourg.

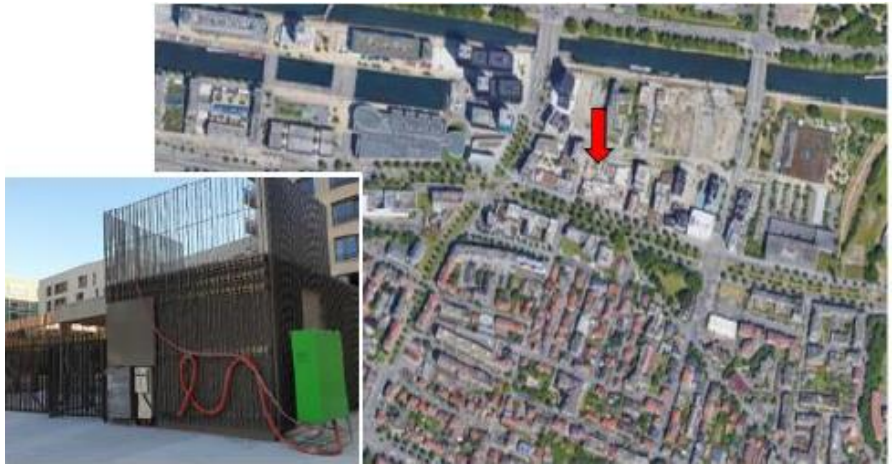
2. Actualités de l'année 2020

- ✓ Le plan pollution de l'Eurométropole a été déclenché à trois reprises en 2020 : deux fois pour des épisodes concernant les particules et une fois pour un épisode concernant l'ozone. Toutefois, contrairement aux années précédentes, ces épisodes ont été de courte durée et n'ont pas entrainé de déclenchement de la circulation différenciée.
  De leur côté, les mesures de ce plan ont fait l'objet d'un renforcement au mois d'août 2020 avec l'instauration de la gratuité des transports en commun dès le premier jour d'alerte. Il s'agit là encore de favoriser, le plus tôt possible le report modal afin de limiter l'intensité et la durée de l'épisode.

- ✓ Mise à jour du calendrier pour la Zone à Faibles Émissions : annonce de l'interdiction de circulation de tous les véhicules sans vignette Crit'air et avec Crit'air 5 à partir du 1er janvier 2022.

- ✓ Lauréats de l'appel à projet AACT'AIR de l'ADEME : programme d'actions intitulé « SCOL'AIR » portant sur la mise en œuvre de nouvelles campagnes de mesure de qualité de l'air aux abords et/ou à l'intérieur des établissements accueillant des jeunes enfants, identifiés comme étant potentiellement les plus exposés à des dépassements de valeur limite de qualité de l'air.

- ✓ Un an de mesure des particules ultrafines au niveau de la nouvelle station de mesure d'ATMO Grand Est située dans la cour de l'école Solange Fernex (cf. photo ci-dessous).
  Il a été démontré grâce à cette station que la concentration en nombre de particules ultrafines est supérieure au bord des routes par rapport aux sites urbains de fond, en particulier pour les particules inférieures à 100 nm.



Station de mesure d'ATMO Grand Est située dans la cour de l'école Solange Fernex



Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère

Cibles ODD	Indicateurs locaux	Unités	Ville de Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030	Eurométropole de Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030
			2015	2016	2017	2018	2019	2020			2015	2016	2017	2018	2019	2020		
13	Signataires de l'Alliance pour le Climat (cumul)	nb						814										
13.2	GES : émissions directes et indirectes	kt CO_2 eq	1 126	1 171	1 139	1 076	1 119		↗	624, soit moins 55%	2 097	2 182	2 182	2 073	2 096		↗	1815, soit moins 40% a minima
13.2	GES : émissions directes et indirectes / habitant	t CO_2 eq /hab	4,00	4,10	4,10	3,78	3,90		↗		4,30	4,44	4,42	4,14	4,15		→	
13.2	GES : émissions du résidentiel	t CO_2 eq	258 106	280 591	280 667	258 908	252 925		↘		467 306	508 512	508 149	470 586	456 639		↘	
13.2	GES : émissions du tertiaire	t CO_2 eq	344 039	361 139	355 634	322 694	332 585		↗		508 608	527 637	532 029	481 833	497 233		↗	
13.2	GES : émissions du transport routier	t CO_2 eq	308 019	311 743	311 191	296 287	298 191		↗		699 811	709 496	718 396	687 538	693 435		↗	
13.2	GES : émissions du secteur "autres transports"	t CO_2 eq	7 814	9 013	8 700	7 509	7 810		↗		20 608	22 408	21 605	23 142	19 897		↘	
13.2	GES : émissions de l'agriculture	t CO_2 eq	955	916	945	904	876		↘		28 855	27 962	29 102	28 384	28 573		↗	
13.2	GES : émissions des déchets	t CO_2 eq									39 886	37 885	39 734	45 154	50 549		↗	
13.2	Emissions de GES de l'industrie hors branche énergie	t CO_2 eq									319 950	335 696	321 286	325 534	338 611		↗	
13.2	Climat : évolution des émissions de GES depuis 1990	%		-23								-32						
13.2	Consommation d'énergie finale - à climat réel	GWh PCI	6 270	6 492	6 486	6 148	6 340		↗	4586	11 417	11 883	12 052	11 499	11 721		↗	8 503
13,2	Consommation d'énergie finale - corrigée des variations climatiques	GWh PCI	6 519	6 479	6 598	6 430	6 556		↗	4607	11 847	11 859	12 246	11 986	12 092		↗	8 539
13.2	Consommation d'énergie finale par habitant	kWh/hab	22 614	23 247	23 085	21 597	22 075		↗		23 429	24 182	24 393	22 974	23 197		↗	
13.2	Consommation énergétique finale	base 100 (année 2012)	96	99	99	94	97		↗	70	94	98	99	95	96		↗	70
13.2	Consommation énergétique corrigée des variations saisonnières	base 100 (année 2012)	99	98	100	98	100		↗	70	97	97	100	98	99		↗	70
13.2	Consommation d'énergie finale par secteur (climat réel) :	GWh PCI	6 270	6 492	6 486	6 148	6 340		↗	4586	11 417	11 883	12 052	11 499	11 721		↗	8 503
13.2	*pour la chaleur et le rafraîchissement*	GWh PCI																
13.2	*pour l'électricité*	GWh PCI	1 951	1 993	1 992						3 503	3 598	3 565	3 458	3 474		↗	
13.2	*Résidentiel*	GWh PCI	1 731	1 855	1 866	1 768	1 659		↘		3 314	3 583	3 598	3 412	3 192		↘	2 291
13.2	*Tertiaire*	GWh PCI	2 101	2 212	2 243	2 058	2 216		↗		3 179	3 330	3 418	3 121	3 365		↗	1 777
13.2	*Transport routier*	GWh PCI	1 193	1 211	1 215	1 159	1 168		↗		2 708	2 753	2 802	2 687	2 712		↗	1 959
13.2	*Autres transports*	GWh PCI	60	64	63	60	61		↗		139	145	144	158	139		↘	99
13.2	*Agriculture*	GWh PCI	13	12	11	9	8		↘		61	56	55	49	46		↗	45
13.2	*Déchets*	GWh PCI	-	-	-	-	-				-	-	-	-	-			



Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère

Cibles ODD	Indicateurs locaux	Unités	Ville de Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030	Eurométropole de Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030
			2015	2016	2017	2018	2019	2020			2015	2016	2017	2018	2019	2020		
13.2	Industrie + branche énergie pour Strasbourg	GWh PCI	1 172	1 137	1 088	1 093	1 228		↗		2 016	2 016	2 037	2 071	2 268		↗	1 670
13.2	Production d'énergie totale	GWh	787	901	845	735	1 007		↗		920	1 063	1 012	919	1 193		↗	
13.2	Production d'énergie renouvelable totale	GWh	785	890	845	735	974		↗		911	1 046	1 006	913	1 155		↗	
13.2	Production d'énergie totale	% de la consommation	12,6%	13,9%	13,0%	12,0%	15,9%		↗		8,1%	8,9%	8,4%	8,0%	10,2%		↗	
13.2	*Carburant ou combustible - Bois-énergie*	MWh	17 795	24 998	22 087	24 838	24 907		↗		56 821	79 820	70 525	79 308	79 529		↗	
13.2	*Carburant ou combustible - Cultures énergétiques*	MWh	-	-	-	-	-				504	504	504	504	504		→	
13.2	*Carburant ou combustible - Pétrole*	MWh	-	-	-	-	-				7 013	5 756	5 973	6 010	5 792		↘	
13.2	*Carburant ou combustible - Biogaz*	MWh	-	-	-	-	-				3 200	9 600	15 523	20 908	13 738		↘	
13.2	*Chaleur- Biogaz*	MWh	10 770	10 319	8 291	9 147	8 845		↘		5 756	7 013	5 973	6 010	5 792		↘	
13.2	*Electricité - Biogaz*	MWh	9 849	8 907	8 291	9 001	8 687		↘		9 849	8 907	8 291	9 001	8 687		↘	
13.2	*Electricité - Hydraulique*	MWh	718 982	800 094	773 739	655 478	849 420		↗		727 560	813 718	786 315	669 000	863 918		↗	
13.2	*Electricité - Photovoltaïque*	MWh	1 020	1 175	1 274	1 660	1 456		↘		6 196	6 878	6 603	6 900	6 545		↘	
13.2	*Electricité - éolien*	MWh	-	-	-	-	-				-	-	-	-	-			
13.2	*PACs aérothermiques et géothermiques*	MWh	15 221	16 765	18 190	19 942	22 284		↗		77 705	85 497	92 613	101 011	112 435		↗	
13.2	*Solaire thermique*	MWh	8 808	9 283	9 422	9 469	9 518		↗		16 946	17 043	15 798	16 677	17 140		↗	
13.2	*Incinération déchets-part EnR thermique*	MWh	2 565	14 381	-	-	41 968		↗		2 565	14 381	-	-	41 968		↗	
13.2	*Incinération déchets-part EnR électrique*	MWh	-	-	-	-	1 508		↗		-	-	-	-	1 508		↗	
13.2	*Incinération déchets-part non EnR thermique*	MWh	1 935	10 849	-	-	31 660		↗		1 935	10 849	-	-	31 660		↗	
13.2	*Incinération déchets-part non EnR électrique*	MWh	-	-	-	-	1 137		↗		-	-	-	-	1 137		↗	
13.2	*Energie produite par la valorisation des biodéchets en kWh/an (à défaut kg/hab.an de biodéchets collectés de manière séparative -méthanisation et/ou compostage-)*	kg/hab/an													23,5			
13.2	*Taux de valorisation énergétique du biogaz des centres de stockage des déchets (en %)*	%	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-	-	-	-	
13.2	*Combustibles minéraux solides*	GWh	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-	-	-	-	
13.2	Production de chaleur EnR totale	MWh	37 363	50 748	35 904	38 557	82 615		↗		108 773	137 722	117 850	127 201	212 048		↗	
13.2	Production d'électricité EnR totale	MWh	729 851	813 977	787 046	671 539	866 746		↗		743 604	829 503	801 208	684 901	880 657		↗	



Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère

Cibles ODD	Indicateurs locaux	Unités	Ville de Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030	Eurométropole de Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030
			2015	2016	2017	2018	2019	2020			2015	2016	2017	2018	2019	2020		
13.2	Taux de production d'électricité renouvelable sur le territoire	%	37,4%	40,8%	39,5%						21,2%	23,1%	22,5%	19,8%	25,3%		↗	
7.2	Part de l'énergie renouvelable dans la consommation d'énergie finale	%	20,3%	21,0%	21,1%	22,1%			↗		14,2%	14,7%	15,0%	16,0%	16,50%		↗	4000,0%
7.2	Part de l'énergie renouvelable **locale** dans la consommation d'énergie finale	%	12,5%	13,7%	13,0%	12,0%	15,4%		↗		8,0%	8,8%	8,3%	7,9%	9,9%		↗	
7.2	Part des énergies renouvelables dans la consommation des entreprises	%									3,9%	5,1%	6,1%	7,1%	7,9%		↗	
7.2	Equivalent logements raccordés aux réseaux de chaleur	nb d'hab	42 519	38 346	40 960	54 000			↗		42 519	38 346	40 960	54 000			↗	
7.2	Taux d'énergie renouvelable et de récupération (ENR&R) des réseaux de chaleur sur le territoire	%	0,7%	15,6%	27,7%	31,4%	39,3%	41,8%	↗		0,7%	15,6%	27,7%	31,4%	39,3%	41,8%	↗	
7.2	Taux de couverture des besoins de chaleur du territoire (résidentiel et tertiaire) par les réseaux de chaleur ENR&R	%		16,6%	18,1%	18,6%	11,2%					9,7%	10,6%	10,9%	6,0%			
7.2	Production de chaleur/froid renouvelable	GWh		393,9	348,8	358,3			↗			578,1	522,8	525,0			↗	
7.2	Taux de production d'énergie renouvelable pour la chaleur et le rafraîchissement sur le territoire	%		10,67%	9,55%	10,21%			↗			9,38%	8,39%	8,92%			↗	
6.1	Consommation énergétique du système d'alimentation en eau potable (captage/traitement/distribution)	kWh/hab	-	-	-	-	-				0,2334	0,2367	0,2381	0,2377	0,2375		↘	
6.1	Rendement du système d'alimentation en eau potable (captage/traitement/distribution)	m3 brut/m3 vendu	-	-	-	-	-				83,60%	85,07%	85,12%	86,48%	87,98%		↗	
6.2	Consommation énergétique des STEP	kWh/kgDBO5 éliminé									3,2	2,7	2,4	2,5	2,4		↘	
11.6 et 3.9	Air : nb de jour où la qualité de l'air est dégradée	nb de jours														154	↘	
	Air : populations exposées à des dépassements des lignes directrices OMS 2005																	
11.6 et 3.9	*PM10 (20 µg/m3 en moyenne annuelle)*	nb d'hab													25 000	3 200	↘	0
11.6 et 3.9	*PM2,5 (10 µg/m3 en moyenne annuelle)*	nb d'hab													491 400	27 956	↘	0
11.6 et 3.9	*NO2 (40 µg/m3 en moyenne annuelle) = seuil réglementaire*	nb d'hab													300	100	↘	0
	Air : concentration NO2 en moyenne annuelle																	
11.6 et 3.9	*Strasbourg A 35*	µg/m3	48	46	42	48	42	34			48	46	42	48	42	34		
11.6 et 3.9	*Strasbourg Clémenceau*	µg/m3	50	48	47	45	42	32			50	48	47	45	42	32		
11.6 et 3.9	*Strasbourg Nord*	µg/m3	22	22	21	20	20	17			22	22	21	20	20	17		
11.6 et 3.9	*Strasbourg Danube*	µg/m3						22								22		
3.9	Air : évolution des concentration de dioxyde d'azote (NO2)										-26%						↘	
3.9	Air : évolution des concentrations PM10 en moyenne annuelle depuis 2010	%									-25%						↘	
3.9	Air : évolution des concentrations PM2,5 en moyenne annuelle depuis 2010	%									-25%						↘	



Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère

Cibles ODD	Indicateurs locaux	Unités	Ville de Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030	Eurométropole de Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030
			2015	2016	2017	2018	2019	2020			2015	2016	2017	2018	2019	2020		
11.6 et 3.9	Air : concentration PM10 en moyenne annuelle																	
11.6 et 3.9	*Strasbourg A 35*	µg/m3	28	26	27	26	23	22			28	26	27	26	23	22		
11.6 et 3.9	*Strasbourg Clémenceau*	µg/m3	28	22	24	23	22	20			28	22	24	23	22	20		
11.6 et 3.9	*Strasbourg Nord*	µg/m3	22	20	20	21	19	19			22	20	20	21	19	19		
11.6 et 3.9	*Strasbourg Danube*	µg/m3						18								18		
11.6 et 3.9	Air : concentration PM2,5 en moyenne annuelle (Strasbourg Danube)	µg/m3						10								10		
11.6 et 3.9	Air : Emissions annuelles de NOx	tonnes	2088	2196	2185	1909	1843				4204	4237	4224	3729	3611			
11.6 et 3.9	Air : Emissions annuelles de PM10	tonnes	299	286	294	271	267				711	716	717	664	654			
11.6 et 3.9	Air : Emissions annuelles de PM2,5	tonnes	195	192	189	175	172				497	504	487	449	441			
11.6 et 3.9	Air : Emissions annuelles de COV	tonnes	1538	1532	1507	1505	1533				3388	3419	3331	3279	3319			
11.6 et 3.9	Air : Emissions annuelles de SO2	tonnes	173	133	92	106	86				276	232	203	220	196			
11.6 et 3.9	Air : Emissions annuelles de NH3	tonnes	49	57	55	54	56				364	385	385	380	391			
11.6 et 3.9	Air : Emissions directes de polluants atmosphériques du secteur agriculture par ha	tonnes/ha									17							
4.7	Associations soutenues	Nb												28	27			
4.7	Projets associatifs soutenus	Nb												52	42			
4.7	Montant alloué aux associations d'éducation à l'environnement	euros												271040	210000			
4.7	Education à l'environnement : scolaires sur site	Nb de pers.									5 632	6 311	6 292	6 240	6903	2083		
4.7	Education à l'environnement : scolaires hors site	Nb de pers.									4 392	5 106	2 362	1 551	1901	1038		
4.7	Education à l'environnement : temps périscolaire	Nb de pers.									789	849	603	889	554	281		
13.3	Education à l'environnement : tout public sur site	Nb de pers.									7 544	6 872	7 688	8.799	5729	NC		
13.3	Education à l'environnement : tout public hors site	Nb de pers.									228	921	366	268	402	322		
12.5	Sites de compostage collectif	nb										16	29	34	38	38		
12.5	Subvention au compostage	nb										447	412	301	709	441		
12.5	Animations compostage	Nb de pers.										NC	383	560	478	143		

PARTIE 2 – VILLE OASIS
Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources

Reconnue pour son action en faveur de la biodiversité avec le titre de Capitale française de la biodiversité en 2014, la ville de Strasbourg a développé en 2016 une stratégie de la mobilisation pour la préservation de la biodiversité en accord avec les engagements de la Stratégie Nationale pour la Biodiversité et les cadres européens et internationaux. Elle recouvre les principaux facteurs de perte de biodiversité, et permet de hiérarchiser et structurer les actions dans des objectifs partagés par les différents acteurs (pouvoirs publics, professionnels, associations, citoyens, écoliers, étudiants…). Cette visibilité accrue permet d'identifier les leviers à actionner pour favoriser l'émergence d'un écosystème urbain vivant où, dans une logique de tissu naturel urbain, la nature, la biodiversité, les milieux aquatiques soient les garants d'un espace de vie et de bien-être pour les habitants, adapté aux changements climatiques qui sont à l'œuvre.

1 - Ville jardin

Objectifs Biodiversité	
2025	**2030**
- Atteindre 150 signataires de la Charte Biodiversité	- Restaurer 3% /an des continuités écologiques et 100% des nouveaux aménagements en cohérence avec les continuités écologiques
	- Doubler le nombre de signataires de la Charte Biodiversité
	- Multiplier par 5 le nombre de projets Strasbourg ça pousse réalisés

1. Analyse de la situation

Le travail engagé à l'échelle de la ville pour identifier son armature verte réunit des chercheurs, des paysagistes, des architectes, des urbanistes, des gestionnaires d'espaces verts, des naturalistes. Il œuvre en plusieurs phases pour reconnecter des parcs urbains par un continuum végétal.

L'indice de canopée mesure la surface occupée par les arbres isolés ou en boisement d'un territoire. Il est aujourd'hui d'environ 22% sur la globalité du territoire de la ville de Strasbourg mais avec une très forte disparité selon les quartiers. Son suivi annuel permettra de mesurer l'efficacité des politiques de plantation et de relâcher des arbres en taille architecturée.

- « Strasbourg ça pousse »

Afin de matérialiser le tissu naturel urbain, une démarche dénommée « Strasbourg ça pousse », a été engagée avec les habitants pour encourager la végétalisation de la ville et augmenter la visibilité des démarches engagées. Le portail internet, www.strasbourgcapousse.eu mis en ligne en 2017, permet de localiser des jardins, composteurs, arbres fruitiers et autres, sur une carte.

Ce site constitue un guichet unique pour présenter l'offre des espaces à jardiner dans la ville et recueillir les projets des habitants qui souhaitent végétaliser l'espace public : pieds d'arbre, trottoirs, ou façades. Les projets sont ensuite étudiés par une

commission de la Ville de Strasbourg sur des critères de faisabilité technique, intérêt environnemental et impact économique. 100 000 € sont dédiés chaque année à la déminéralisation.

- Les parcs

Aujourd'hui les 441 ha de parcs et squares ouverts au public comprennent 116 ha dans 9 grands parcs, 8 jardins majeurs, 30 km de berges aménagées, 120 places de jeux.

La gestion différenciée, ainsi qu'une tendance générale à une extensification de l'entretien, sont appliquées à toutes nos surfaces qui ne sont plus désherbées chimiquement (zéro pesticide). Ils ont été depuis plusieurs années, primés par plusieurs instances.

- Les arbres et forêts

Les arbres en ville : il y a environ 85 000 arbres, dont 43 000 dans les parcs et espaces verts publics, qui structurent la trame verte de Strasbourg.

Les forêts rhénanes se répartissent en trois massifs :

- la forêt de la Robertsau, au Nord de la ville, couvre 493 ha, classement en réserve naturelle nationale obtenu en juillet 2020
- la forêt du Neuhof, au sud de la ville, couvre 757 ha. Elle est classée en réserve naturelle nationale avec le massif limitrophe d'Illkirch-Graffenstaden depuis 2012.
- l'île du Rohrschollen, située au sud de la ville entre le canal d'Alsace et le Vieux Rhin, est classée en réserve naturelle depuis mars 1997. Elle a une superficie de 309 ha, dont 157 ha de forêts.

Les forêts de production : la Ville de Strasbourg est propriétaire de 4 forêts de production de plaine d'Alsace (Herrenwald), de moyenne montagne (Oedenwald et Elmerforst) et de montagne (Hohwald).

- Les réserves naturelles et de biodiversité

La réserve naturelle nationale de Neuhof Illkirch a démarré une démarche de concertation pour concilier l'accueil du public avec les obligations de conservation et de restauration de ce milieu naturel sensible.

2. Actualités de l'année 2020

Pour « Strasbourg ça pousse », ce sont 100 projets qui ont été étudiés pour 50 réalisés et 20 en cours d'études pour un montant de 40 000 euros (TTC) de travaux.



Plantation d'arbres en ville – Parc des Contades

2 - Espaces publics verts et de nature

La qualité environnementale des espaces publics est une exigence forte pour l'avenir car elle concoure directement à la qualité de vie, aux déplacements actifs dans un environnement sain et donc à la santé des habitants, particulièrement des plus fragiles.

Objectifs Aménagements des espaces publics 2030 - 2050
- Atteindre 80% de la population située à moins de 300 m d'un îlot de fraîcheur
- Planter 10 000 arbres d'ici 2030
- Atteindre 30% de canopée d'ici 2050

1. Analyse de la situation

En juillet 2020, le projet de classement en Réserve naturelle nationale de la forêt de la Robertsau – la Wantzenau a enfin abouti. Porté par l'État, il a bénéficié de l'appui technique et de terrain des services de la collectivité en tant que gestionnaires d'une très grande partie de la forêt sur le ban communal de Strasbourg.

Par ailleurs, un arrêté préfectoral a validé le Plan de circulation de la Réserve naturelle nationale de Neuhof Illkirch, élaboré en concertation avec les différents usagers de la forêt, durant l'année 2020. Le nouveau plan d'aménagement forestier de la forêt de Neuhof, lui, a été publié.

De son côté, l'exploitation des gros bois dans 400 ha de forêts de la Ville de Strasbourg a fait l'objet d'un moratoire, dans l'attente d'une évaluation des impacts des derniers épisodes de sècheresse sur la forêt et de la prise en compte les changements climatiques attendus ces prochaines décennies. L'objectif est de maintenir une économie forestière durable.

Enfin, le Plan Canopée – qui structure la végétalisation de la ville par l'Arbre urbain – a été validé par le Conseil municipal en août 2020 et ses premières priorités ont pu rapidement être mises en œuvre.

2. Actualités de l'année 2020

- ✓ Plantation de 966 arbres sur la saison de plantation 2020-2021 (dont 155 arbres d'alignement plantés sur le territoire de la ville de Strasbourg, de compétence EMS).
- ✓ Déminéralisation / Végétalisation des cours d'écoles dans trois sites scolaires : Branly (conseil des XV) Rhin (Port du Rhin) et Fischart (Meinau). Les premières réunions de concertation pour cette opération confiée au service en août 2020 ont débuté mi-septembre. Les travaux ont débuté le 19 octobre pendant les vacances scolaires de la Toussaint. En quelques chiffres et sur l'ensemble des 3 écoles, 3500m² d'enrobés décroutés (sur 22 000 m² de surface minérale soit 15%), 86 arbres plantés, 26 bacs potagers pédagogiques implantés.
- ✓ En 2020, une trentaine d'opérations d'aménagement ont été menées à terme sur le territoire de la ville de Strasbourg, dont les plus significatifs en matière de valorisation de l'espace public.
  - Strasbourg Sud, Ouest : Rue Michel Ange à l'Elsau : rénovation de l'éclairage public et réalisation d'espaces verts en accompagnement des travaux de voirie consistant en un réaménagement complet avec recalibrage du profil de la rue et aménagement visant à réduire les vitesses et pour améliorer la qualité de vie au sein du quartier (réduction de la largeur de chaussée, réorganisation du stationnement, sécurisation des traversées piétonnes, …).
  - Rue Boileau à Hautepierre : rénovation de l'éclairage public et réalisation d'espaces verts en accompagnement des travaux de voirie consistant en un réaménagement complet de cette rue en zone 30, mise en sens unique de la rue avec un contre sens cyclable, réorganisation du stationnement dans la rue, sécurisation des traversées piétons/cycles au carrefour avec la route d'Oberhausbergen.
  - Strasbourg Centre-Nord-Est : square Mathias Merian, réaménagement de la place en square de quartier. Création d'une aire de jeux.
  - Secteur Laiterie à la Gare : rénovation de l'éclairage public et réalisation d'espaces verts en accompagnement des travaux de voirie. Création d'un square et d'une aire de jeux.

3 - Risques environnementaux

Objectifs Gestion et prévention des risques environnementaux	
2024	Préservation des écosystèmes terrestres, biodiversité et espèces menacées
2027	Atteindre d'ici 2027 un bon état écologique et chimique des masses d'eaux (Directive Cadre européenne sur l'Eau – DCE)

1. Analyse de la situation

➢ Sites et sols pollués

La Ville de Strasbourg a développé depuis 2007 sa compétence en interne associé à un accompagnement d'entreprises spécialisées externes pour la gestion des sites et sols potentiellement pollués sur son territoire. Ce pilotage permet d'anticiper les problématiques de terres polluées en amont des phases de renouvellement urbain et d'assurer la compatibilité sanitaire des projets vis-à-vis de la qualité des milieux souterrains (sols et eaux souterraines) par des actions de diagnostic, de surveillance, d'évaluation des risques sanitaires et de réhabilitation. Une action de fond consiste également à capitaliser les données collectées pour assurer la mémoire de la qualité de ces milieux dans le temps.

En 2020, les travaux de dépollution des sols et des eaux souterraines se sont poursuivis sur un terrain de la ville de Strasbourg (Bois du Kupferhammer) situé au sein du Parc Naturel Urbain Ill-Bruche. Le traitement de cette pollution orpheline historique se fait par une technique « in-situ » ne nécessitant pas d'excavation et permettant le maintien des boisements. Les premiers résultats obtenus sont positifs. À moyen terme, les opérations entreprises doivent permettre un retour à une qualité des eaux souterraines conforme aux critères de potabilité, y compris en aval éloigné.

➢ Risques liés à la présence de galeries

Le programme de prévention des risques liés à la présence d'anciennes galeries consiste à informer les populations de l'existence de ces risques ; prendre en compte les menaces représentées par ces anciens ouvrages dans la réglementation relative aux constructions et à l'urbanisme ; appuyer les services de sécurité ou de secours lorsque des désordres apparaissent et, d'une façon générale, intervenir avec des spécialistes pour parvenir à une gestion rationnelle du risque.

Les inspections programmées en 2020 ont été réalisées et un levé 3D d'un site a été réalisé en prévision de travaux de sécurisation.

➢ Risques majeurs

L'information des citoyens sur les risques naturels et technologiques majeurs est un droit inscrit dans le Code de l'Environnement. Cette réglementation décrit les responsabilités du Maire, qui doit informer ses administrés quant aux risques majeurs auxquels ils sont exposés, les dommages prévisibles, les bons comportements à adopter en cas de danger, ainsi que les moyens de protection et de secours mis en œuvre par les pouvoirs publics. Être bien informé est essentiel pour être acteur de sa sécurité.

2. Actualités de l'année 2020

- ✓ Réalisation d'affiches sur les consignes de sécurité figurant dans le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (diffusion prévue en 2021 dans certains établissements définis par les articles R. 125-12 à R. 125-14 du Code de l'environnement).
- ✓ Préparation d'une stratégie d'amélioration de la culture du risque sur le territoire de la Ville de Strasbourg (AMO prévue en 2021).

4 – Santé environnementale

1. Analyse de la situation

L'action en santé environnementale vise à répondre aux problématiques sanitaires rencontrées par les habitants par la mise en œuvre des mesures préventives et curatives de protection de la santé des populations face aux risques de santé issus des milieux, des modes de vie et des inégalités sociales et territoriales.

Depuis 2009, la lutte contre l'habitat indigne et la lutte contre le bruit sont les problématiques dominantes à l'origine de signalements.

Le Plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) sur le territoire de la métropole (Compétence Eurométropole) a privilégié parmi ses axes stratégiques la résorption de points noirs bruits identifiés au sein d'écoles municipales. Ainsi depuis l'approbation du PPBE en 2014, quatre structures scolaires et de petite enfance ainsi que 100 logements du parc social appartenant à OPHEA et Habitation Moderne en situation de dépassement des valeurs limites de bruit routier ont fait l'objet de travaux visant à améliorer leurs performances acoustiques. Achevés en 2020, ces travaux ont été subventionnés à hauteur de 900 000 euros par l'ADEME.

La Mission d'Information et d'Evaluation (MIE) relative à la gestion des rats en ville et des animaux liminaires dans l'habitat se veut répondre aux problématiques de prolifération de rongeurs et de punaises de lit à Strasbourg. Dans le prolongement de la délibération de septembre 2020, les auditions de différents acteurs de terrain et des diagnostics ont été menés pour établir un diagnostic de territoire (causes, stratégie et solutions à développer). Des outils pédagogiques grand public ont été développés.

Dans le cadre de l'engagement dans le charte « Villes et territoires sans perturbateurs endocriniens » du Réseau Environnement Santé, des actions ont été engagées pour prévenir l'exposition des habitant-es aux perturbateurs endocriniens : ateliers de sensibilisation (femmes enceintes, jardiniers amateurs), renforcement d'une commande publique vertueuse, suppression progressive des contenants en plastique dans les cantines scolaires.

En matière de prévention des risques liés aux ondes électromagnétiques, une cartographie des niveaux d'exposition de la population aux champs électromagnétiques générés par les antennes relais de téléphonie mobiles sur l'intégralité de la ville de Strasbourg est tenue à jour en temps réel. Les données d'ingénierie (type d'antenne avec son diagramme de rayonnement, fréquences, puissance, azimut, et tilts) des systèmes d'émission (2G, 3G, 4G) sont décrites afin de pouvoir modéliser la diffusion des ondes électromagnétiques produites par ces équipements à travers le tissu urbain. En 2020, 163 dossiers informations mairie transmis par les opérateurs pour lesquels se sont tenus 2 comités techniques opérationnels (en mars et décembre) et 2 commissions consultatives de suivi de la charte (en janvier et décembre).

Une interface directe ouverte sur le site Internet de la ville permet à tout habitant de s'informer sur le niveau d'exposition de son lieu de vie.

2. Actualités de l'année 2020

En 2020, la pandémie de la COVID-19 a entrainé un recul des sollicitations en matière de signalements sanitaires des Strasbourgeois en particulier lors des périodes de confinement. Le signalement de bruits gênants par des administrés en situation de télétravail a été observée.

Pour autant, les doléances relatives à la salubrité des logements, aux nuisances sonores et à l'existence d'infestation de rongeurs ont perduré tout au long de l'année.

La collectivité a produit des conseils techniques liés à la pandémie de COVID 19, sur les modalités de fonctionnement des systèmes de ventilation, de climatisation, les pratiques d'aération, ... tant à l'appui des avis des instances nationales, qu'auprès des gestionnaires d'établissements recevant du public (écoles, restaurants, …).

En matière de prévention des risques liés aux ondes électromagnétiques :

- ✓ Évolution de la technologie de téléphonie mobile 5G, qui s'est concrétisée par l'attribution par l'Etat de nouvelles bandes de fréquence (3,5 GHz) aux opérateurs en octobre et par l'autorisation accordée dès novembre pour lancer le déploiement des premières installations radioélectriques 5G sur l'ensemble du territoire national.
- ✓ Arrivée des premiers dossiers d'information mairie (DIM) relatifs aux futurs équipements en 5G
- ✓ Évolution des moyens logiciels permettant d'intégrer cette nouvelle technologie et de pouvoir continuer les simulations de l'exposition aux champs radioélectriques.
- ✓ Élaboration en fin d'année d'un projet d'extension et d'actualisation de la charte strasbourgeoise relative aux antennes relais de téléphonie mobile aux communes de l'Eurométropole, pour une mise en œuvre en 2021.



Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources

Cibles ODD	Indicateurs locaux	Unités	Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030	Eurométropole de Strasbourg						Tendance /n-1	Valeur cible 2030
			2015	2016	2017	2018	2019	2020			2015	2016	2017	2018	2019	2020		
13.1	Indice de canopée			26,09	26,09	26,09	26,09		→	30 (en 2050)		20,31	20,31	20,31	20,31		→	
13.1	Plan Canopée : nb d'arbres plantés sur l'espace public							155		plus 10000						966		
13.1	Terres artificialisées (hors habitat)	ha										19,40	40,9	69	10,70	8,90	↘	
	Espaces de biodiversité																	
15.5	*Surface des forêts rhénanes avec plan de gestion*	ha				1 407	1 407	1 407	→							+Reichstett		
15.5	*Sites Natura 2000*	ha				2327	2327	2327	→					4358	4358	4358	→	
15.5	*Réserves naturelles nationales*	ha				1254	1254	1254	→					1785	1785	1785	→	
15.5	*APB*	ha				472	472	472	→					635	635	635	→	
15.5	*Réserves biologiques forestières*	ha												77	77	77	→	
15.5	*Réservoirs de biodiversité (hors RNN)*	ha				315	315	315	→					4000	4000		→	
15.5	*Réservoirs Crapauds verts*	ha												424	424		→	
15.5	*Zones de protection strictes Grand hamster*	ha												1766	1766		→	
15.5	*Espaces contribuant aux continuités écologiques*	ha												4210	4210		→	
15.5	*Berges faisant l'objet d'une marge de recul*	km												339	339		→	
13.1	Population à moins de 300m d'un espace vert de toute surface	%				82%	97%		↗						97%			
13.1	Population à moins de 300m d'un espace vert > 5ha	%				64%	85%		↗						86%			
11.7	Parcs et squares ouverts au public	ha				441	447		↗									
11.7	Surface totale de parcs, jardins, espaces verts, boisements et espaces naturels, cimetières paysagers, emprises sportives végétalisées, jardins familiaux	ha				2166												
11.7	Espaces verts ouverts au public et géré par le domaine privé (bailleurs sociaux,...)	ha				1026												
11.7	Moyenne / hab de l'ensemble des surfaces d'espaces verts gérés par collectivité et privés	m²				115,1												
11.7	Arbres d'alignement	nb					41 800							43000	43200		↗	
11.7	Petits boisements	ha						33ha						55	55	50ha	→	
11.7	Arbres en ville	nb											81000	85 000	85 000	82 000	↘	
15.3	Quantité annuelle d'engrais/m² d'espaces verts	litres /m²						1,16										
13.1	Séquestration nette de dioxyde de carbone des sols et de la forêt (teq CO2)	téq CO2	-2355	-2419	-2247,17139	-2 161	-2 233		↘		-14 698	-15 097	-14 024	-13 484	-13 937		↘	
13.1	Séquestration de la forêt (teq CO2)	téq CO2									-14 735	-15 134	-14 061	-13 521	-13 974		↘	
13.1	Séquestration dans les autres sols (teq CO2)	téq CO2									37	37	37	37	37		→	



Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources

Cibles ODD	Indicateurs locaux	Unités	Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030	Eurométropole de Strasbourg						Tendance /n-1	Valeur cible 2030
			2015	2016	2017	2018	2019	2020			2015	2016	2017	2018	2019	2020		
11.7	Opérations d'aménagement sur l'espace public	nb												239		284		
11.7	*Aires piétonnes*	ml				715	785	1285	↗					715	785	1285	↗	
11.7	*zones de rencontre*	ml				1415	2600	8465	↗					3246	3155	8725	↗	
11.7	*zones 30*	ml				10 918	4770	9228	↗					26 917	25729	48203	↗	
15.1	Nature : signataires de la Charte Tous Unis pour plus de Biodiversité	nb												95	102	114	↗	
11.7	Nature : actions d'aménagement "Strasbourg ça pousse"	nb			26	35	42	39	↘									
11.7	Nature : surfaces aménagées "Strasbourg ça pousse"	m²			127	228	197	76	↘									
	Eau																	
6.1	*Abonnements*	nb									66 785	67 744	70 623	71 969	72683	72650	→	-
6.1	*Habitants desservis*	hab									483 174	483 194	494 255,0	498 227	499357	505916	→	-
6.1	*Volume distribué / jour*	m3									88 239	88 897	85 213	85 971	85590	85042	æ	
6.1	*Prix moyen /m3*	Euros TTC									2,89 €	2.88 €	2.88 €	2,86 €	2,86 €	2,86 €	→	
6.3	*Taux de conformité*	%									99,65%	99.83 %	99,50%	99,80%	99,60%	100,00%	↗	100%
6.4	*Volume global utilisé par jour et par habitant*	Litres				166					210	209	198	198	182	194	↗	
6.4	*Taux de perte dans les réseaux*	%				14,93%					16,36%	14,93%	14,88%	12,83%	11,45%	12,58%	↗	<15%
	Assainissement																	
6.2	*Longueur des réseaux*	km									1 658	1 668	1718	1 729	1699	1650	→	-
6.2	*Nb d'ouvrages sur le réseau*	nb									94 193	94 193	96 294	99 275	103 902	101 713	→	-
6.2	*Volume annuel traité*	m"									65 977 008	78 316 452	64 956 314	68 683 367	68228205	68874915	→	-
6.2	*Conformité*	%									100%	100%	100%	100%	100%	100%	→	100%
15.1	Linéaire de cours d'eau restaurés	mL														925		
13.1	Nombre de déversoirs d'orage instrumentés											44	51	64	64			
13,1	Linéaire d'aménagements hydraulique douce (haies, fascines, ...) nouvellement créés	mL														3040		
13,1	Linéaire d'aménagements hydraulique douce (haies, fascines, ...) conventionnés	mL														7790		
3.9	Ondes électromagnétiques téléphonie mobile - Nombre de dossiers d'information mairie (DIM) présentés en comité technique opérationnel (CTO)	nb	92	72	93	99	51	163	↗									
9.c	Ondes électromagnétiques téléphonie mobile - Nombre d'antennes ajoutées sur le territoire	nb					1002											
3.9	Ondes électromagnétiques téléphonie mobile - Nombre de demandes d'information et de mesures relatives aux champs radioélectriques dans le lieu de vie effectuées par la population	nb	16	10	14	18	13	2	↘									



Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources

Cibles ODD	Indicateurs locaux	Unités	Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030	Eurométropole de Strasbourg						Tendance /n-1	Valeur cible 2030
			2015	2016	2017	2018	2019	2020			2015	2016	2017	2018	2019	2020		
3.10	Nuisances sonores : population exposée à des bruits routiers au delà des seuils réglementaires	Nb d'hab			21628								29897					
3.10	Nuisances sonores : population exposée à des bruits ferroviaires au delà des seuils réglementaires	Nb d'hab			2								60					
3.10	Nuisances sonores : part de la population exposée à des bruits d'aéronefs au-delà des seuils réglementaires	Nb d'hab			33								20					
3.9	Signalements qualité de vie	nb	914	776	963	988			↗									
11.1	*Part habitat indigne*	%	56	56	40	42	66		↗									
3.10	*Part nuisances sonores*	%	9	11	23	13			↘									
3.9	*Part nuisances animales*	%	22	15	19	27			↗									
3.3	*Part sécurité alimentaire*	%	2	5	6	4			↘									
3.9	*Divers*	%	11	13	12	14			↗									

PARTIE 3 – VILLE ÉQUILIBRÉE
Cohésion sociale et solidarités entre territoires

Les zones urbaines constituent l'espace où bientôt, en Europe, vivront 80% de la population. Dans la perspective de limiter la hausse des températures due au changement climatique, les transformations à opérer doivent se construire à cette échelle de peuplement et répondre dans le même temps aux inégalités sociales et territoriales. Ces inégalités sont l'héritage du modèle de développement urbain issu des 30 glorieuses : aujourd'hui notre territoire a dépassé le cap des 500 000 habitants ce qui représente 45% des habitants Bas-Rhin. L'Eurométropole, par sa compétence première de planification et d'aménagement urbain se doit d'assumer son rôle moteur de construction d'une nouvelle vision pour le bassin de vie où elle se situe.

Le choix de réimplanter le tram à Strasbourg acté en 1989 visait à préserver la cathédrale, le site remarquable de la Grande Ile (classé UNESCO en 1988) et la santé des habitants. Le modèle de durabilité strasbourgeois est né dans le cœur de la ville a permis de concilier l'attractivité économique du centre historique et la réappropriation de l'espace public par les habitants en limitant la place de la voiture. Les extensions suivantes du tram ont permis de connecter les quartiers (Neuhof, Hautepierre, Meinau) et la première couronne (Schiltigheim, Hoenheim, Illkirch-Graffenstaden, Ostwald) au centre-ville. Ces investissements ont amélioré l'égalité d'accès des citoyens du territoire à la ville centre, au logement, aux équipements et aux services. Cette politique mobilité est reconnue en Europe et dans le monde et de nombreuses délégations de villes sont accueillies pour échanger autour des solutions mises en œuvre sur notre territoire. À l'avenir, les investissements dans de nouvelles infrastructures de mobilité devront permettre le développement équilibré de tout le territoire et un égal accès à la qualité de vie pour les habitants.

1 - Mobilités et transport

Objectifs Mobilité et transports 2030
- Réduire de 30% le nombre de kilomètres parcourus en voiture sur le territoire et limiter la part modale voiture à 30%
- Augmenter l'usage du vélo à 16% (+ 3200 déplacements/jour, + 3000 cyclistes/an) et atteindre 25 000 utilisateurs de Vélo à Assistance Électrique (VAE) en 2025
- Finaliser le réseau Vélostras d'ici 2028
- Augmenter la part modale de la marche à pied 37% (+2500 déplacements à pied/jour)
- Augmenter la part modale des transports en commun 17%
- Atteindre un minimum de 15% d'énergie renouvelable dans tous les modes de transport
- Installer 250 bornes de recharge électriques sur l'espace public d'ici 2026

1. Analyse de la situation

L'ensemble du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg est desservi par les transports en commun. Le centre-ville de Strasbourg se situe ainsi à un maximum de 40 minutes de tous points du territoire en transport en commun (tram, bus, cars départementaux ou réseau régional ferré). Le trafic en entrée de ville a été réduit de 241 000 véhicules/jour en 1990 à 146 160 véhicules/jour en 2018. La circulation en centre-ville maîtrisée par la création de parkings et la mise en place de boucles de circulation. Ces observations confirment la tendance observée à partir de 1997 de réduction de l'usage de la voiture, notamment pour les déplacements de proximité qui représentent 2/3 de l'ensemble des déplacements, et confortent la place de l'Eurométropole de Strasbourg parmi les agglomérations de France en tête en termes de mobilité durable.

Proportion de la population vivant à moins de 300 mètres d'un service de transport public		
	Strasbourg	Eurométropole
2019	89%	87%

➢ Transports collectifs

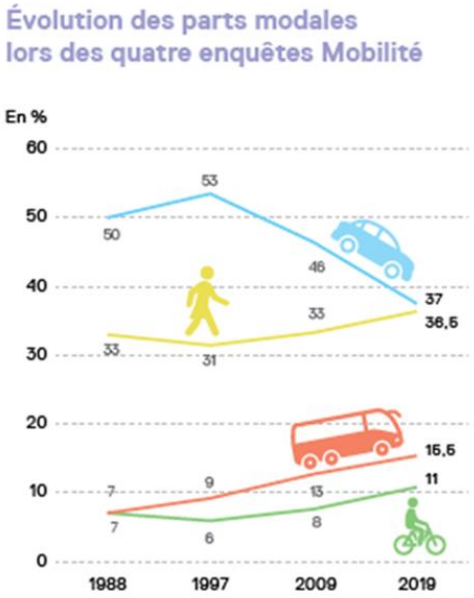
À l'échelle de l'Eurométropole, l'usage des transports publics (bus et tram) continue de croître, avec une augmentation de 2,4% du nombre de voyages en 2019, soit pas moins de 350 130 voyages effectués en moyenne chaque jour. L'agglomération strasbourgeoise est toujours la première agglomération cyclable de France avec notamment 11,7 % des déplacements domicile - travail qui se font à vélo. Sur la commune de Strasbourg, cette part modale s'élève à 16,2% (INSEE, 2017).

L'année 2020 a vu la mise en service de la ligne de BHNS H et de ses véhicules électriques innovants Aptis. Autre satisfaction : le déploiement de l'usage du transport à la demande sur le secteur sud-ouest de l'agglomération est un succès. C'était aussi la dernière année du contrat de concession CTS datant de 1990. Cette échéance a donné lieu à un intense travail de préparation pour mettre en place le nouveau contrat de concession de la CTS à compter du 1er janvier 2021.

➢ Mobilités actives

Le Plan d'Actions des Mobilités Actives (PAMA), adopté en mars 2019, s'inscrit dans la démarche du Grenelle des Mobilités. Son objectif est d'avoir une politique cohérente en faveur des piétons et des cyclistes, et de relancer une dynamique en faveur de la marche et du vélo. La stratégie « modes actifs » est pensée de manière globale et intégrée, tant pour le piéton que pour le vélo. Si la poursuite de l'aménagement des réseaux cyclables et piétons est prévue, ce nouveau plan développe tout particulièrement les actions liées aux services et à la communication, ainsi que l'accompagnement des actions des communes. La vision « services » et « marketing » se renforce et doit permettre de capter de nouveaux usagers encore éloignés de la pratique de la marche et du vélo, notamment en 1ère et 2ème couronnes de l'Eurométropole. La part modale vélo pour les trajets domicile-travail sur la commune de Strasbourg s'élève à 16,2% (INSEE, 2017).

L'année a également été un temps fort pour apporter un écho dynamique aux appels à projets « Vélo » de l'État. Ce processus a permis d'accélérer et d'augmenter le cofinancement de maillons manquants du réseau cyclable, préparant ainsi l'actualisation du schéma directeur vélo en 2021.



➢ Stationnement

Dans le cadre de mesures exceptionnelles prises pour lutter contre la crise sanitaire, la gratuité du stationnement sur voirie a été effective durant le premier confinement de mars-mai 2020, avant qu'une gratuité partielle soit adoptée pour la période juin à mi-août 2020. Pour faciliter la nouvelle organisation des habitants imposée par les circonstances, l'extension de tous les abonnements dans les

parkings en ouvrage à la formule 24/24 a été activée durant les périodes de confinement et de confinement partiel. Le chantier du Parking P3 des Halles a lui aussi avancé. A procédure de mise en concurrence, lancée en juin 2019, s'est poursuivie en 2020, avec quelques mois de retard consécutifs aux interdictions et limitations sanitaires. Le nouveau contrat de concession a été attribué au mois de juin 2021 avec un démarrage des travaux fin 2021.

- Bornes de recharge électriques

La mise en service des premières bornes est prévue en septembre 2021. En prévision, d'ici l'été 2022 , àur Strasbourg, 46 bornes (29 de type 22 kW, 10 de type 50 KW, 7 supers chargeurs) seront mises en service, mobilisant 92 emplacements de stationnement. Parmi ces 46 bornes, 13 figurent dans le centre payant, mobilisant 26 places.

A noter qu'après l'été 2022, le déploiement des bornes électriques se poursuivra avec la société ENGIE (sur la base d'un avenant) : a minima 150 bornes et le cas échéant encore 250 bornes de plus, d'ici 2026. A ce stade, nous n'avons pas plus d'éléments sur les puissances ou les localisations.

2- Actualités de l'année 2020

- ✓ Mise en service de l'extension du Tram F à Koenigshoffen, le 29 août 2020
- ✓ Lancement des études Tram vers l'Ouest (prolongement de la ligne F jusqu'à Wolfisheim) avec des ateliers de concertation pour un développement urbain respectueux des enjeux climatiques. Objectif : développer une offre de transport en commun maillée, efficace et qualitative en rendant plus accessibles les pôles et équipements publics des secteurs traversés.
- ✓ Réalisation de bassin de Geispolsheim (3 500 m3)
- ✓ Extension de tous les abonnements de stationnement à du 24/24 durant les périodes de confinement et confinement partiel. Une mesure exceptionnelle prise dans le contexte de la crise sanitaire en faveur des habitants.
- ✓ Mise en service de la ligne de BHNS H et de ses véhicules électriques innovants Aptis.
- ✓ Déploiement de l'usage du transport à la demande sur le secteur sud-ouest de l'agglomération.
- ✓ Études sur le tramway nord et la ligne G
- ✓ Appropriation du projet TSPO (Transport en site propre de l'Ouest strasbourgeois) et poursuite des travaux

3 - Focus COVID

La crise sanitaire a eu un impact fort sur les déplacements. Le travail avec la CTS a consisté à adapter l'offre aux périodes de confinement, en fonction des besoins des usagers (avec une prise en compte particulière des personnels hospitaliers) et des contraintes des personnels de conduite disponibles. Les équipes ont mis en place les protocoles sanitaires et les mesures de distanciation impératives. L'adaptation au contexte imposé par la pandémie s'est traduite par la mise en place d'aménagements provisoires de l'espace public tels les « corona-pistes » ou de réglementations (centre-ville en zone de rencontre) permettant d'accompagner les changements de pratiques et de permettre les distanciations dans des espaces contraints. Il a même été possible de concrétiser des actions de mobilisation qui se sont traduites par des changements de comportements facilement observables. Ainsi, l'édition 2020 du challenge « Au Boulot à Vélo 2020 », en dépit d'un contexte particulier, a connu un beau succès.

2 - Urbanisme et habitat

Objectifs Urbanisme	
2024	Aménager 10 éco-quartiers sur le territoire métropolitain

❖ Urbanisme

1. Analyse de la situation

L'arrêt de l'étalement urbain et la régénération de la ville sur elle-même incarné par le projet Deux-Rives, répondent aux enjeux climatiques identifiés dès 2008. Le POS de l'époque, document réglementaire de planification, est déjà un cadre évolutif, vivant, au service du territoire et de ses projets. La reconversion du secteur Deux-Rives est au cœur d'une vision intégrée d'aménagement et de continuité urbaine répondant aux objectifs de durabilité et l'éco-quartier Danube en est un projet démonstrateur. Lieu d'expérimentation de nouvelles techniques et de nouvelles modalités d'élaboration des projets (atelier de projet, workshop, partenariats renforcés entre tous les acteurs …), ce territoire de 6 ha accueille, sur 85 000m², 650 logements dont 40% en locatif aidé, 10% en autopromotion, 10% en accession sociale et 40% en accession privée.

À partir de 2016, dans le cadre du nouveau Plan local d'Urbanisme l'approche urbanistique est repensée avec une approche à deux niveaux : le règlement qui norme et impose, et les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) qui encadrent des objectifs et définissent des principes d'aménagement dans une logique de projet. Ainsi deux OAP (Air-énergie-Climat et Trame verte et bleue) sont mises en place en concertation avec les partenaires, pour stimuler la transformation et proposer une approche innovante, de qualité de vie, de richesse et de résilience du territoire, à travers la démarche du Pacte (Pour Aménager et Construire en Transition Écologique). C'est dans le second volet du PACTE en 2019, que sont déclinés les objectifs du Plan Climat 2030 en matière d'urbanisme.

Le PACTE, annexé au Plan Climat, et construit autour d'un processus participatif large est basé sur une gouvernance innovante qui met en avant la coopération. Élaboré en 4 mois avec plus de 600 partenaires volontaires de la fabrication de la ville, il réunit aujourd'hui plus de 120 signataires d'une ambition commune face aux enjeux écologiques et sociaux. La concertation s'est tenue autour de 12 thématiques. 70 engagements thématiques et transversaux qui doivent trouver des prolongements adaptés (réglementaire, opérationnel, montée en compétence, expérimentation…) ; 16 initiatives portées par les partenaires sont autant de « chantiers collectifs » engagés pour aller plus loin sur des sujets ciblés.

La « démarche spécifique Ecoquartiers » vise à renforcer l'émergence et l'accompagnement de projets dont l'objectif est de créer les conditions d'une bonne appropriation du projet par les habitants actuels (riverains) comme par ceux qui viendront s'y installer, afin de promouvoir des pratiques en lien avec les ambitions environnementales et sociales portées dans les projets urbains et les aménagements qui y sont développés.

La ceinture verte des glacis de Strasbourg fait l'objet d'une actualisation annuelle des droits à bâtir de la loi de 1990 réalisée sur les anciennes zones issues des lois de 1922/27 abrogées. Les surfaces des deux zones ont été précisément calculées en 2019 et intègrent depuis 2016 les polygones exceptionnels. La loi du 5 décembre 1990 limite l'emprise constructible de chacune des deux zones à 20 % des surfaces globales respectives des dites zones, déduction faite des emprises déjà construites. Le bilan 2019 montre une situation stable par rapport à l'année précédente.

Dans la conduite des projets d'aménagement, les enjeux de la nouvelle mandature ont été pris en compte et ont permis des évolutions notables pour les projets : intégration de la végétalisation, prise en compte d'une meilleure mixité programmatique, amélioration de la mobilité active, relèvement des performances énergétiques, renforcement de la qualité et du cadre de vie (exemples : opération Archipel 2, Porte des Romains, opération Manufacture, projet tertiaire CUBE …)

2. Actualité de l'année 2020

Démarche Ecoquartier

- Participation aux deux journées nationales à Paris pour les 10 ans de la démarche Ecoquartier ;
- Poursuite des animations liées à la participation citoyenne dans certains Ecoquartiers :

Opérations d'aménagement

- Prise en compte des enjeux de la nouvelle mandature et mise au point des évolutions de projets correspondantes : intégration de la végétalisation, prise en compte d'une meilleure mixité programmatique, amélioration de la mobilité active, relèvement des performances énergétiques, renforcement de la qualité et du cadre de vie (opération Techno Parc à Strasbourg, ZAC des Deux Rives à Strasbourg, ZAC Danube à Strasbourg, ZAC Parc D'innovation d'Illkirch, ZAC les Vergers Saint Michel à Reichstett, ZAC les Rives du Bohrie à Ostwald, Zone commerciale Nord à Vendenheim…).

Police du bâtiment

- La révision-extension du Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) se poursuit : le renouvellement des membres de la Commission locale a été délibéré en septembre, par le Conseil de l'Eurométropole. La Commission locale du 23 novembre a validé fiches « unité foncière » et « espace public », le règlement graphique, les enjeux des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) thématiques et les périmètres des OAP sectorielles.



Aménagement d'un ilot de fraicheur, Place du tribunal

❖ Habitat

Objectifs Habitat	
2030	2050
- Rénover en BBC compatible 8000 logements par an dont la moitié occupée par des ménages modestes	Rénover l'ensemble du parc bâti en BBC
- Baisser les consommations du tertiaire de plus de 40% (réf 2012)	
- Construire 300 à 400 logements en bois /an	

1. Analyse de la situation

La demande de logement reste structurellement forte malgré la décision d'augmenter l'offre de logements accessibles au cœur de l'agglomération. Depuis l'adoption du 4ème PLH et du PLU (intégrant un volet Habitat valant PLH) en vigueur

au 1er janvier 2017, chaque projet d'aménagement s'est vu contraint de prévoir 25 à 35 % de logements aidés.

Volet Habitat du PLU faisant office de PLH : afin de suivre et évaluer la politique menée, la collectivité s'est dotée d'outils de suivi à travers trois nouveaux observatoires mis progressivement en place depuis 2014 : l'observatoire local des loyers, l'observatoire de la promotion immobilière et l'observatoire des copropriétés.

Programme d'intérêt général (PIG) « Habiter l'Eurométropole » : le PIG et les aides propres de l'Eurométropole ont permis de rénover 785 logements dont 27 locatifs, 226 appartenant à des propriétaires occupants et 441 concernant des lots de copropriétés fragiles. Pour 691 logements, le gain énergétique a dépassé après travaux 25 %.

Opération programmée d'amélioration de l'habitat : démarrage opérationnel de la nouvelle OPAH copropriétés dégradées 2019-2024 dont le périmètre couvre 10 copropriétés (soit 1 225 logements).

En matière de développement urbain durable, Strasbourg participe au Réseau national des collectivités pour l'habitat participatif qui regroupe plus de 30 membres (villes, métropoles, conseils régionaux, parc naturel régional). Depuis mars 2015, la Ville de Lille gère le volet coordination technique. Toutefois, à la demande des élu(e)s du Conseil d'administration, la Ville de Strasbourg conserve le portage technique et la gestion des grands dossiers et partenariats nationaux pilotés par le Réseau (loi, décrets…). Ainsi, les missions assurées en 2018 comprennent pour l'essentiel :

- la gestion de la mise en œuvre des décrets d'application dédiés à l'habitat participatif dans la loi ALUR (concertation, réunions au cabinet du Ministère du logement et/ou avec les Ministre(s) concerné(es) ;
- la participation aux réunions plénières et conseils d'administration du Réseau. Au niveau local, 30 opérations d'habitat participatif concernent près de 150 ménages.

2. Actualités de l'année 2020

✓ Lancement grand public de la plateforme de captation des logements privés FAC'il, dans le cadre du volet logement du Plan quinquennal pour le « Logement d'abord ». Les premiers résultats de l'outil sont encourageants avec près d'une cinquantaine de logements captés.



✓ Rénovation énergétique du parc public des logements sociaux : la nouvelle convention de partenariat Eurométropole – AREAL – CDC a été élaborée visant systématiquement dans les opérations de rénovation du parc social l'atteinte du niveau BBC Rénovation.

✓ Etude-action de promotion d'un environnement intérieur sain (PEIS) – Volet Santé du PLU : l'action expérimentale initiale (2017-2019) a été reconduite et étendue au parc privé, dans le cadre d'un partenariat avec la CAF.

✓ Étude pré-opérationnelle d'Opération programmée d'amélioration de l'habitat : lancement d'une étude pré-opérationnelle pour évaluer l'opportunité et la faisabilité d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) sur le quartier de Koenigshoffen.

3 - Politique de la ville et renouvellement urbain

1- Analyse de situation

L'Eurométropole compte 18 Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) soit 16 % de la population totale, et 4 territoires de veille sur 6 communes. À Strasbourg ce sont 13 QPV qui rassemblent 24 % population totale et 2 territoires de veille. Les 18 QPV accueillent près de 50 % du parc de logements sociaux de la métropole et 59 % du parc social de Strasbourg. Pour certains de ces territoires, des dispositifs spécifiques sont déployés : 2 zones franches urbaines (ZFU), 1 quartier de reconquête républicaine (QRR), 7 QPV en renouvellement urbain. La Politique de la Ville vise à lutter contre les inégalités socio-spatiales à l'échelle de l'agglomération en intervenant sur les quartiers les plus fragiles sur le temps long avec le renouvellement urbain, et au quotidien avec le volet cohésion sociale, emploi et gestion urbaine de proximité.

L'Eurométropole est caractérisée par de très fortes inégalités. Les 24% de logements sociaux se concentrent principalement dans 5 communes particulièrement à Strasbourg (67,5%). Par ailleurs le territoire connaît une très forte pression sur le logement social qui s'illustre en 2019 par un rapport de 1 à 5 entre les 23 116 demandes actives de logements social et les 4 309 attributions de logements sociaux. L'EMS se classe au 3ème rang des plus grandes intercommunalités sur le plan du taux de pauvreté, qui s'élève à 22% en 2019. Elle se distingue par la plus forte inégalité de revenu entre les plus populations les plus riches et les populations les plus pauvres (hors région parisienne). Les importantes inégalités de revenu sont encore plus marqués à l'échelle infra-communale à Strasbourg, avec un taux de pauvreté à 26% en 2019.

Les QPV concentrent des populations en grande situation de précarité économique et sociale. Il s'agit principalement des territoires de grands ensembles construits en rupture de l'urbanisme préexistant, conçus autour du « tout voiture », et dont le patrimoine de logements s'est globalement dégradé. Leur isolement et celui de leurs habitants sont renforcés par une image et une perception négatives.

2 - Actualités de l'année 2020

Le soutien aux initiatives portées par les acteurs associatifs : l'appel à projets annuel a été retravaillé pour gagner en opérationnalité et le développement des outils de dématérialisation a été poursuivi ; l'instruction partenariale a été ajustée pour répondre rapidement aux besoins croissants des QPV; une mobilisation renforcée a été mise en place pour accompagner l'émergence de projets de conciergeries solidaires de quartier et le développement de l'offre d'animation estivale.

L'animation du réseau professionnel et l'accompagnement des partenaires de la Politique de la ville ont été portés à travers l'organisation d'un séminaire « Vers des politiques locales de Jeunesse plus intégrées » : 90 agents, 7 réunions thématiques « La politique de la Ville et… », 5 webinaires et une formation pluri-acteurs « Égalité femmes-hommes dans les projets de développement social urbain » qui a réuni 100 participants.

L'engagement du 2e programme de renouvellement urbain : le dispositif de coordination opérationnelle (interne et partenarial) a été mis en place ; la construction d'outils ou de chartes nécessaires à la mise en œuvre (hors site, protocole foncier, heures d'insertion…) et les études environnementales ont été engagés ; deux candidatures à des appels à projets : « Eau et QPV » de l'AERM et « Quartiers Fertiles » de l'ANRU.

Recapitalisation de la société anonyme d'économie mixte LOCUSEM par un apport en numéraire de la Ville de Strasbourg à hauteur de 750 000 € acté par la délibération du Conseil du 14 décembre. À travers cette recapitalisation, l'Eurométropole et la ville de Strasbourg souhaitent renforcer la capacité d'investissement de LOCUSEM en tant qu'acteur du renouvellement urbain et du développement économique du territoire.

4 - Territoires

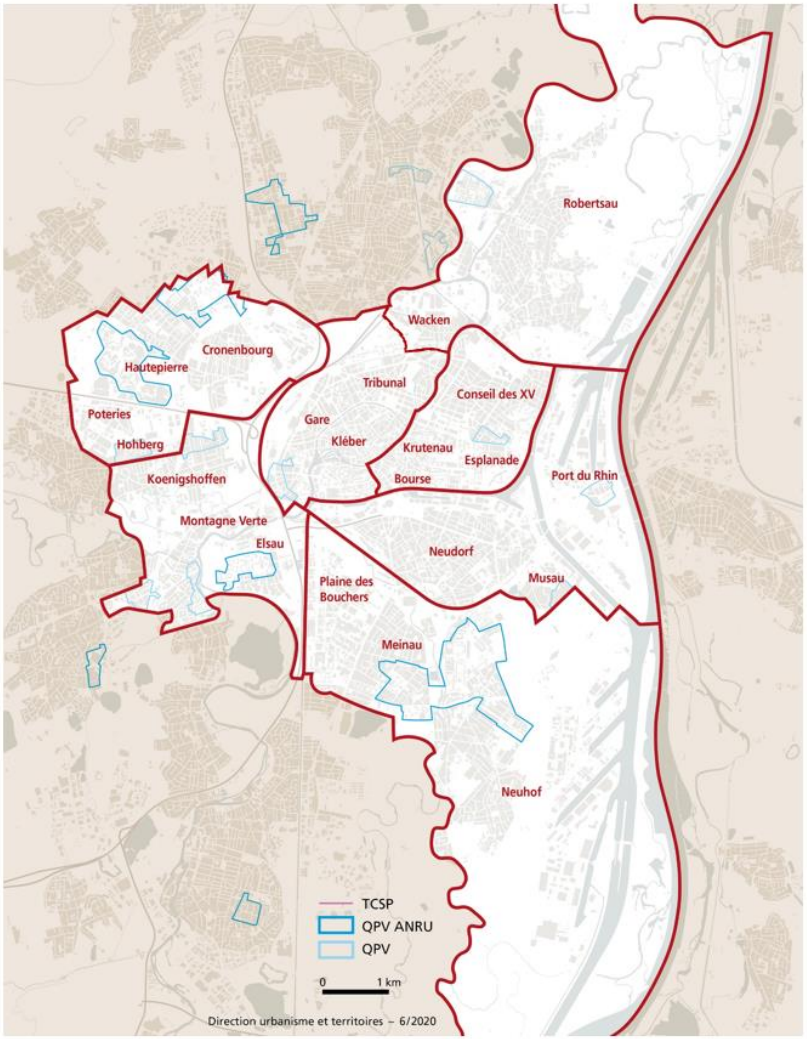
Objectifs Territoires
- Contribuer à l'amélioration du cadre de vie, avec et pour les habitant-e-s et permettre un développement cohérent des quartiers pour toutes les personnes qui vivent la ville dans tous les domaines : aménagement (équipements, voirie, espace verts …), services aux habitants, vie de quartier (animations …)
- Garantir des modes d'intervention équitables entre quartier, en s'appuyant sur la politique de la ville, dans une logique proactive de réduction des inégalités.

1 - Analyse de la situation

Les directions de territoire s'inscrivent dans une volonté d'impliquer toujours mieux les habitants dans les processus de prises de décisions. Durant cette année marquée par la pandémie de la COVID, les démarches de participation citoyenne dans les projets ont été maintenues sur l'ensemble de nos actions. Cela s'est traduit par la mise en place de démarches de concertation sur de nombreux secteurs : secteurs en rénovation urbaine, Laiterie, PNU Ill Bruche et Ill-Rhin, Espex 23, cœur historique de la Robertsau, etc.

En matière de développement social, les dynamiques territoriales se sont poursuivies dans les différents quartiers notamment par l'organisation et l'animation des ateliers territoriaux des partenaires (plus de 70 instances, communautés d'acteurs mobilisées autour des questions de santé, d'éducation, de cadre de vie, d'emploi ...) et par des appels téléphoniques aux acteurs et actrices du territoire (écoles, EHPAD, associations…).

La coordination des acteur.trice.s de quartier dans le cadre des animations d'été 2020 a permis la réalisation d'un diagnostic territorial afin d'identifier les secteurs plus ou moins bien couverts, de mobiliser des partenaires pour enrichir l'offre d'animation et d'ajuster l'offre secteur par secteur pour une programmation enrichie et équitable.



Les questions d'égalité de genre ont été appréhendées fortement par la concrétisation de projets devenus opérationnels, par les stratégies internes au sein des services, et par la diffusion d'une culture professionnelle égalitaire dans les métiers du développement social et urbain avec la formation de 180 personnes (agents et associations).

En matière de développement urbain, les directions de territoire ont maintenu une veille active sur les dysfonctionnements et les aménagements urbains, en lien avec les différents services thématiques concernés (Voiries, Espaces Verts, collecte des déchets ...). Elles ont par ailleurs contribué au pilotage et/ou à l'accompagnement de projets pour répondre aux besoins du territoire en service et en équipement public. Enfin, elles ont participé à la définition et à la mise en place de rues écoles – avec des dispositifs de sécurisation des piétons – et au recensement des espaces publics à végétaliser ...

Durant la pandémie, les directions de territoire se sont mobilisées de manière collective dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire, en apportant leur expertise de terrain mais également dans des compléments d'intervention (exemples : traduction en plusieurs langues et distribution des attestations de déplacement dans les commerces de proximité dits « essentiels » ; diffusion d'un bulletin d'information aux forces vives des quartiers sur les informations pratiques liées au confinement (dépistage, collecte, ouverture des équipements, initiatives solidaires…)

2. Actualités des territoires en 2020

➢ Conseil des XV / Bourse – Esplanade - Krutenau

- Aménagements de proximité et concertations : au Gymnase Louvois, création d'un cheminement piétonnier et d'un réseau d'éclairage public ; information et accompagnement des porteurs de projet autour du dispositif « Strasbourg ça pousse », aménagement de la piste cyclable du quai des Alpes, création d'une nouvelle piste sur la rue du Maréchal-Juin, aménagement de la place Albert 1er, aménagements et concertations.
- Budget participatif : 7 projets ont été lauréats sur le territoire du conseil des Quinze-Spach-Rotterdam dont deux réalisés dès la fin 2019 (distributeur d'histoires courtes et illuminations de la place Arnold).
- Redynamisation du tissu associatif de l'Esplanade : en lien avec l'ouverture de la maison de proximité, de nouvelles associations (Unicité pour l'inclusion numérique des seniors, permanences de SOS Aide aux habitants, soutien juridique, soutien psychologique, Café des aidants, écrivain public de l'AMSED rencontre employeurs et chercheurs d'emplois AMSED, petits déjeuners de partenaires égalité des genres, actions d'insertion seniors et femmes, Retravailler Alsace) ont pris place dans les groupes de travail sur le secteur de l'Esplanade.
- Réflexion « Devenir de l'Esplanade » : démarche urbaine et sociale d'enquête et de réflexion sur les aménagements urbains ;
- Atelier de projet et mise en place du dispositif ESPEX 23 à la cité Rotterdam (clarifier les usages de l'espace et de proposer des aménagements et des modes de gestion adaptés) ;
- Projet de préfiguration d'aménagement de la place Sainte-Madeleine.

➢ Gare-Kléber / Strasbourg Centre

- Requalification des espaces publics du quartier Laiterie : les études, les nombreuses rencontres in situ et les réunions publiques ont permis de diminuer la présence de la voiture (moins 150 places de stationnement, nouveau sens de circulation rue du Ban de la Roche, piétonisation de la rue du Hohwald), d'offrir plus d'espace public à destination des riverains, des commerces et des structures culturelles.

- Dynamiques de territoire et mise en œuvre du Contrat de Ville : fortes de temps supplémentaires dédiés au développement de nouvelles formes d'actions, les structures socio-culturelles du QPV Laiterie ont tissé ou renforcé de nouveaux partenariats avec des acteurs toujours plus nombreux (le Quai 67, les Arpentistes…). Le café social - Le Treize - est né à la sortie de l'été, rue du Hohwald, au cœur d'un site en construction, lauréat de l'appel à manifestation d'intérêt « Fabrique numérique de territoire ». Cette dynamique prend corps dans la force du partenariat entre les structures socio-culturelles du secteur et se reflète à travers l'engouement des habitants pour la fête du quartier qui a remporté un

grand succès.

➢ Robertsau / Wacken

- Aménagements de proximité significatifs et concertations : gestion des problèmes d'adduction d'eau pour l'EurOasis (chemin Goeb) ; aires de jeux rue du Bocage (Cité Ungemach) et mail Saint-François ; coordination de l'adaptation du fonctionnement de la rue école rue de l'Abbé-Wetterlé ; mise en place du nettoyage et de l'entretien du Canal des Français dans le Parc Pourtalès ; travail sur la déminéralisation et l'identification des secteurs pour le plan Canopée ; intervention sur les berges du Mulhwasser ; libération du dépôt sauvage rue Kamm ;

- Stationnement et voirie : parking Lovisa, rue Constant-Strohl, rue Schott, rue Charles-de-Foucauld, zone bleue Tivoli… ; préparation de la fin d'année avec repérage des voitures ventouses ou épaves et proposition de solutions alternatives à la Cité de l'Ill.

➢ Cronenbourg-Hautepierre-Poteries-Hohberg

- Le projet de trame verte urbaine de proximité, a connu ses premières réalisations concrètes en 2020. Un important travail cartographique a été réalisé pour alimenter la cartothèque permettant une visibilité de l'action par une mise à jour régulière sur l'ensemble des quartiers de la DT (incivilités, arceaux vélos, rues écoles, patrimoine des différents bailleurs et syndics, typologie et implantation des commerces…). La cartothèque s'est enrichie de cartes « terre-pleins centraux et autres espaces publics à déminéraliser pour matérialiser une trame verte, distance « école-espace vert » dans une idée de rayonnement des parcs et squares, axes de mobilités douces à développer et franchissements difficiles, identification d'ilots de chaleur dans le cadre du plan canopée ou de sites pouvant accueillir de l'agriculture urbaine, agrandissement de la boucle sportive « Vitaboucle » pour couvrir l'ensemble du territoire…

➢ Koenigshoffen, Elsau, Montagne Verte

- Maison des services publics de Koenigshoffen et de l'Elsau : suite à la remise de l'étude de définition confiée au prestataire Ateliers RTT en janvier 2020, l'équipe projet a procédé à une première expression des besoins par service. Un premier comité de pilotage a été réuni en octobre.

- Ecoquartier de l'Elsau : plusieurs opérations ont été engagés : appel à projet pour un groupe d'habitat participatif rue Schongauer ; création d'un tiers-lieu en entrée de quartier ; développement de l'agriculture urbaine.

- Le Parc naturel urbain Ill-Bruche : poursuite de l'appui à l'organisation de la 6e fête du PNU (annulée à cause du confinement), pilotage du programme des journées européennes du patrimoine, organisées en septembre en lien avec l'arrivée du tramway à Koenighoffen et la valorisation des fouilles archéologiques, animation du groupe opérationnel « Patrimoine et animation »

- Tram à Koenigshoffen : contribution à la définition du projet de valorisation des fouilles archéologiques dans le cadre de l'accompagnement artistique de l'arrivée du tram et a soutenu l'organisation de temps forts ouverts aux scolaires et aux forces vives sur les chantiers de fouilles.

➢ Meinau / Neuhof

L'année 2020 marque à la fois l'achèvement des opérations inscrites aux premiers projets de renouvellement urbain de la Meinau et du Neuhof, l'aboutissement de l'élaboration et du conventionnement du Nouveau programme de renouvellement urbain sur les deux quartiers, dont la convention a été signée avec l'ANRU et l'ensemble des partenaires, pour tous les territoires de l'Eurométropole concernés le 27 mars, et l'engagement de la mise en œuvre opérationnelle des projets.

Le Nouveau programme de renouvellement urbain du Neuhof et de la Meinau, représente 200 M€ d'investissements publics. L'année 2020 a notamment permis :

- l'engagement des instances de pilotage du projet : OPCU, suivi de la qualité urbaine, suivi du relogement, comités techniques ;
- l'engagement d'études transversales opérationnelles : transports et déplacements, réseau de chaleur ;
- l'élaboration des cahiers de prescriptions urbaines, architecturales et paysagères pour le cadrage des projets de requalification-résidentialisation, des nouvelles opérations de logements et des futures opérations d'espaces publics ;
- l'engagement des procédures environnementales réglementaires ;
- la validation de la stratégie d'évolution des modes de collecte, avec la programmation du déploiement de la collecte enterrée sur les secteurs Lizé - Mâcon et Hautefort.

➢ Neudorf – Deux-Rives

Cadre de vie :

- Identification des rues à réaménager selon des critères de végétalisation / déminéralisation, mobilités douces, rues écoles ; premiers traitements (rue Guynemer, rue Neufeld…) ;
- Promotion et suivi de la mise en place de « Strasbourg ça pousse » dans différentes rues du territoire (sondages habitants, rencontres…) ;
- Liens avec les habitants (rencontres, coordination services et élus) : secteur Corps-de-Garde - Musau, rue de Gerstheim, rue de Soultz…
- Propreté : signalements encombrants, sites à prioriser, veille ;

Chantiers :

- suivi des travaux d'urbanisation en lien avec les habitants, usagers et partenaires (Danube, abords de l'opération Nolistra, presqu'île Malraux, rue Coulaux, rue Jean-Monnet, place de l'Hip-podrome, route du Polygone, rue de Nomeny…) ;
- suivi des opérations de défrichement des talus SNCF sur le secteur Neudorf-sud et organisation d'une rencontre entre riverains et SNCF,
- Animaux liminaires : suivi des actions de lutte contre la prolifération des rats, relance des alertes sur la gestion des étourneaux et mobilisation de nouveaux partenaires, suivi des actions de lutte contre le nourrissage des pigeons.

Prévention et sécurité :

- Participation au Groupe de proximité opérationnelle
- Stationnement et voirie : relais auprès de la police municipale des besoins en verbalisation (rue d'Erstein, rue des Bouleaux – rue du Climont, allée Alice-Bommer, Danube, allée des Chuchotements) ;
- Saint Sylvestre / Halloween : repérage des voitures ventouses ou épaves, des chantiers sensibles, interdiction de stationner à la cité Loucheur pour nouvel an (coordination, communication)
- Etudes de prévention situationnelle (vidéo-protection, liens bailleurs…).



Cohésion sociale et solidarités entre territoires et entre générations

Cibles ODD	Indicateurs locaux	Unités	Ville de Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030	Eurométropole de Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030
			2015	2016	2017	2018	2019	2020			2015	2016	2017	2018	2019	2020		
	Transport public																	
11.2	*Linéaire de tramway*	km													69,2			
11.2	*Lignes de bus*	km													416,4			
11.2	*Lignes de BHNS*	km																
11.2	*Nombre de voyage effectué en TC en moyenne/jour*	Nb										319178	327945	341917	350130		↗	
11.2	*Fréquentation des TC*	voyages/hab																
11.2	Population vivant à moins de 300 metres d'un service de transport public.	Nb d'hab			255 548		250060		↘				419 077		429857		↗	
11.2	Proportion de la population vivant à moins de 300 metres d'un service de transport public.	%			92		89		↘				86		87		↗	
	Mobilités actives																	
11.8	*Aménagement cyclable sur voirie (création et amélioration)*	km/an	26	24	9,9	19,7	11,7		↘		45	43,5	17,7	43	36		↘	
11.8	*Stationnement en ouvrage*	nb de places	2 470	2 480	2 816	2 816	2 562		↘		2 800	1 998	3 370	3 402	3202		↗	
11.8	*Places vélo installées sur voirie*	nb /an	2308	1495	1560	1410	1852		↗		2578	1539	1660	1550	2238		↗	
11.8	*Nb de places totales*	Nb		27723	25909	29842	28624		↘			37610	36272	41238	43276		↗	
11.8	*Marquage de vélos*	Nb										3 600	3 750	3808	3614		↘	
4.7	*Formation vélo écoles*	Nb										212	211	276	270		↘	
11.8	Dispositif Vel'Hop										6248	6248	6519	6575			↗	
11.8	*Nb de journées de location*	Nb									1 909 095	2 047 000	1 986 000	1 913 000	1922000		↗	
11.8	*Nb de stations automatiques*	Nb									20	20	20	20	20		→	
11.8	*Nb de boutiques*	Nb									5	5	5	5	5		→	
11.2	Plan de déplacement des Entreprises																	
11.2	*Nb de structures*	Nb	4	12	22	37	42	85	↗		7	20	45	78	84	160	↗	
11.2	*Nb de salariés couverts*	Nb	943	2 952	11 043	14 042	27411	33260	↗		2096	8028	18057	24821	32295	39516	↗	
11.2	Part de la population active couverte par un PDME - Plans de mobilité employeur (%)	%																
11.2	Part modale des déplacements alternatifs à la voiture individuelle pour les déplacements domicile-travail des agents de la collectivité (%)	%																
11.8	Challenge Au Boulot à vélo																	
11.8	*Nb d'établissements*	Nb										159	203	299	382		↗	
11.8	*Nb de participants*	Nb										3 900	5 800	8 200	11000		↗	
11.2	Part d'établissements scolaires couverts par un PDES ou un pédibus/vélobus	%																



Cohésion sociale et solidarités entre territoires et entre générations

Cibles ODD	Indicateurs locaux	Unités	Ville de Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030	Eurométropole de Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030
			2015	2016	2017	2018	2019	2020			2015	2016	2017	2018	2019	2020		
	Stationnement																	
9.1	Places de stationnement voiture en ouvrage Ville	Nb				1550	1550	1550	→									
9.1	Nombre de places de stationnement public pour les voitures par habitant (nb/hab)	Nb/hab																
10.2	Part stationnement handicapés/ stationnement global																	
9.1	Bornes de recharge électriques : nombre de places de stationnement dédiées à la charge sur voirie	Nb		35	35	35	35		→			42	48	51	51		→	
9.1	Bornes de recharge électriques : nombre de places de stationnement dédiées à la charge en parkings Ville					2	2	2	→									
11.2	Autopartage - Citiz																	
11.2	*Nb de véhicules*	Nb										125	127	131	166		↗	
11.2	*Nb de stations*	Nb										67	71	73	92		↗	
11.2	*Nb d'abonnés*	Nb										6500	6800	8000	8000		→	
	Parts modales																	
11.2	*vélo*	%													11%			
11.2	*piéton*	%													37%			
11.2	*transports en commun*	%													15,50%			
11.2	*voiture*	%													36,50%			
11.2	*Nb des deplacements en voiture*																	
16.1	**Signalisation**																	
7.3	*Feux à leds*	Nb									9 667	10 148	10558,0				↗	
7.3	*Feux à leds*	Part									89%	91%	93%				↗	
10.2	*Feux à synthèse vocale*	Nb									2 936	3 224	3 404				↗	
10.2	*Feux à synthèse vocale*	Part									75%	81%	83%				↗	



Cohésion sociale et solidarités entre territoires et entre générations

Cibles ODD	Indicateurs locaux	Unités	Ville de Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030	Eurométropole de Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030
			2015	2016	2017	2018	2019	2020			2015	2016	2017	2018	2019	2020		
	Urbanisme																	
11.3	Surface du Parc naturel urbain (Ill-Bruche et Ill-Rhin)	ha				2503												
11.3	Ceinture verte : surface batie																	
11.3	*loi de 1922 (zone de 624,7ha)*	ha											58,8	60,69	61,25		↗	
11.3	*loi de 1927 (zone de 184,7 ha)*	ha											12,8	12,8	13,06		↗	
11.3	Ceinture verte : nombre de constructions																	
11.3	*loi de 1922 (zone de 624,7ha)*	nb											2404	2391	2398		↗	
11.3	*loi de 1927 (zone de 184,7 ha)*	nb											796	801	817		↗	
17.17	Nombre de signataires du Pacte pour un Urbanisme durable	nb														130		
	Logement																	
11.1	*Nombre de logements autorisés (obj. PLH : 3 000 logts)*	nb		3422	1579	1417	2237	629	↘		4 123	5 594	4710	4 438	5828	2380	↘	
11.1	*Nombre de logements situés dans des écoquartiers*	nb											7100					
1.2	*Nombre de logements sociaux agréés (obj. 1 100 logts sociaux)*	nb		623	301	751			↗		1 322	1 239	1403	1224	1345	977	↘	
1.2	*Nombre de logements sociaux aidés réhabilités (rénovés énergétiquement ?)*	nb									1 464	2 016	1 411	1 686	671	123	↘	
1.4	*Nombre de logements en accèssion sociale à la propriété*	nb									60	118	146	8	167	75	↘	
1.2	*nb de logements concernés par OPAH*	nb													1125			
11.1	*nb de logements concernés par POPAC ?*	nb													232			
1.2	*Suivi du dispositf vacance de logements*	nb													267			
7.3	Aide aux particuliers PIG "Habiter mieux" (amélioration énergétique des bâtiments)	nb									294	260	522	834	563	785	↗	
7.3	Nombre de logements sociaux ayant fait l'objet d'une rénovation thermique	nb												1679				
1.3	Nombre de ménages demandeurs et bénéficiaires du FSL pour l'aide au paiement du loyer ou des factures d'énergie sur le territoire	nb													5 200	5081	↘	
10.2	Aide au handicap et perte d'autonomie : nb de logements aidés	nb									28	45	34	37	75	79	↗	
	Contrat de ville																	
10.3	Nb d'actions soutenues dans le cadre de l'appel à projets annuel du Contrat de ville (2015-2022)	nb	-	338	259	243	237	277	↗		-	139	67	59	57	79	↗	
10.3	Volume financier des soutiens dans le cadre de l'appel à projets annuel du Contrat de ville (2015-2022)	M€	-	1,8	1,2	0,94	1,08	1,324	↗		-	0,9	0,55	0,32	0,6	0,56	↘	

PARTIE 4 – VILLE INCLUSIVE
Épanouissement de tous les êtres humains

La politique de solidarité que Strasbourg s'honore à déployer au service des habitants les plus fragiles trouve son origine dans l'humanisme rhénan et la tradition de ville hospitalière forgée au fil des siècles et des heurts de l'histoire européenne. Elle ne s'est jamais démentie, à tel point que, malgré les lois de décentralisation qui ont fixé la répartition des compétences sur les questions sanitaires et sociales en confiant notamment aux Départements la responsabilité des politiques d'action sociale, la Ville de Strasbourg a naturellement poursuivi son action sociale de manière déléguée pour le compte du Département (sur l'action sociale, la protection des mineurs, l'insertion, la Protection Maternelle et Infantile) mais aussi pour le compte de l'État (la santé scolaire).

Cette politique volontariste des solidarités et de la santé s'appuie sur une structure intégrée regroupant les compétences de la Ville, du CCAS (Centre Communal d'Action Sociale), de l'Eurométropole et du Département mais aussi de l'État, ce qui constitue un modèle unique en France. Cette organisation favorise l'accompagnement global des personnes. Les synergies d'action permettent d'offrir un guichet unique au service de tous les Strasbourgeois.

1 - Enfance et éducation

La réussite éducative des enfants et des jeunes constitue une priorité pour Strasbourg qui a été reconnue « ville amie des enfants ». Éduquer un enfant, un jeune c'est lui donner la possibilité de s'émanciper et de s'épanouir. Sa réussite est un bien commun entre les mains de tous les acteurs éducatifs, de la petite enfance à l'adolescence : parents, enseignants, agents associatifs et agents communaux. L'éducation est pensée dans son ensemble : formelle, non formelle et informelle à travers une approche globale de l'enfant. En effet, l'identité sociale et culturelle d'un enfant et d'un adolescent se construit à travers différents temps et espaces éducatifs, celui de la famille, de l'école, des établissements, de ses pairs et de l'espace public.

La politique petite enfance, grâce à la richesse de l'offre d'accueil existante et forte des compétences des acteurs-rices et professionnels-les, est articulée autour des orientations suivantes : assurer une offre d'accueil de qualité et égalitaire pour tous les jeunes enfants et leurs parents ; éveiller les jeunes enfants dans un environnement sain ; conduire une politique familiale ambitieuse en coopérant avec les jeunes enfants, les parents et les partenaires.

Objectifs Petite enfance et éducation
La création de 150 à 200 places d'accueil nouvelles en établissements collectifs dans un objectif d'équité territoriale.
Le soutien de tous les parents en recherche d'emploi en accordant une priorité dans l'affectation des places en crèche.
Le développement d'une restauration de qualité et respectueuse de l'environnement ainsi que le soutien des liens du jeune enfant avec la nature.
Le soutien des parents dans l'exercice de leurs responsabilités éducatives.
Végétaliser entre 15 et 18 cours d'école et d'EAJE par an

Les orientations en faveur de l'éducation

- Garantir l'équité territoriale pour un égal accès à l'éducation (Projet de Réussite éducative, Cités éducatives, tarification solidaire, santé, création postes d'ATSEM, activités culture et sport)
- Grandir dans un cadre de vie sain et durable (construction, rénovation, rénovation énergétique, plan numérique, végétalisation des cours, restauration, éducation à l'environnement, rues scolaires, nettoyage des établissements)
- Engager un processus démocratique autour des questions éducatives pour une citoyenneté ouverte aux autres et au monde (éducation à la citoyenneté, lutte contre les discriminations, égalité fille/garçon, Europe, international et bilinguisme).

1. Analyse de la situation

L'accueil de la petite enfance est fortement portée par les associations partenaires, gestionnaires d'établissements, qui gèrent en effet une part importante des places proposées sur le territoire de la ville : 73 établissements sont gérés par 40 associations différentes, tandis que 34 établissements relèvent de la gestion municipale. C'est pourquoi, l'engagement de la collectivité se concrétise par le versement de subventions (9,390 M€ en 2020) et par un travail d'animation de réseau, de conseil et d'accompagnement des associations.

Les moyens destinés à l'accueil des enfants dans les écoles maternelles et élémentaires ont été renforcés en début du mandat par la création de 15 postes d'ATSEM. Ceux-ci ont été affectés le 4 janvier 2021 : 1 ATSEM par classe de Toute Petite Section, Petite Section, Petite Section (avec des enfants de Moyenne et Grande section avec 50% de petits) et 1 ATSEM en Moyenne section en Réseau d'Éducation Prioritaire, REP+ et Quartier Politique de la Ville (QPV). Cela permet également de mettre à disposition 1 ATSEM par classe de Petite Section, Petite Section (avec des enfants de Moyenne et Grande Section avec 50% de petits) sur les territoires non REP, REP+ et QPV.

➢ Un cadre plus protecteur : la végétalisation des cours d'école et des EAJE

Concrétisation des engagements de la nouvelle équipe municipale, 6 premières cours d'école ont été végétalisées dès la Toussaint 2020. Afin de prolonger cette transformation qui s'inscrit comme une priorité importante pour améliorer l'environnement scolaire des enfants, 9 cours d'écoles élémentaires et 2 cours d'établissements de la petite enfance seront aménagées en 2021 dans le cadre d'une concertation renforcée.

C'étaient les premiers jalons d'un programme plus ambitieux dont la réalisation va se déployer sur l'ensemble du mandat. Un appel à candidatures a été lancé auprès des écoles publiques et Établissements d'accueil de jeunes enfants (EAJE) municipaux pour végétaliser entre 15 et 18 cours d'école et d'EAJE par an entre 2022 et 2026.

➢ La restauration scolaire

La Ville propose une restauration sur 59 sites dont 46 restaurants municipaux. En septembre 2020, 51% de nos effectifs fréquentant les cantines scolaires bénéficiaient d'une livraison de repas conditionnés en contenants inertes réutilisables en inox.
Une transformation ambitieuse du service de restauration collective de la petite enfance et de l'enfance, a été amorcé avec pour objectif de combiner haut niveau de qualité nutritionnelle et sanitaire, une moindre empreinte environnementale et une meilleure soutenabilité économique et sociale. Cette transformation se décline en deux étapes :

1 - Une nouvelle consultation pour la restauration scolaire et la petite enfance a été lancée en 2020 dans le but d'initier un projet de transition alimentaire avec l'ensemble des parties prenantes du territoire avec la perspective d'une mise en œuvre en septembre 2021. La finalité consiste à promouvoir collectivement une alimentation plus qualitative, attentive à la santé des enfants, respectueuse de l'environnement, adaptée à un modèle d'agriculture plus soutenable et dont l'accès est facilité pour les catégories les plus modestes.

2 - La conception d'une nouvelle organisation de la restauration, pour diversifier les modes de confection des repas afin de favoriser à terme et tant que possible la

cuisine sur place et la liaison chaude en s'appuyant sur des écosystèmes locaux à l'échelle des quartiers.

- Le projet éducatif

Un projet éducatif sur l'ensemble des temps de l'enfant avec l'organisation de manifestations autour de l'école permet de concrétiser une démarche éducative. Ces actions ont cependant été fortement perturbées par la crise sanitaire notamment le confinement puis une reprise réalisée avec beaucoup d'inquiétudes.

Le jardin des sciences, en adaptant son calendrier d'interventions : les dispositifs de soutien ont été maintenus pour les parents volontaires, notamment l'apprentissage du français à l'école maternelle pour les parents, réalisé à distance avec un effectif réduit par rapport aux années précédentes (sous équipement des familles et difficultés techniques). 45 écoles ont été candidates pour accueillir le dispositif. Il a pu profiter à la moitié de l'effectif habituel soit 150 personnes contre 300 l'année précédente. À travers ces ateliers, il s'agit de favoriser l'accompagnement à la fonction parentale des familles en impliquant les parents dans la scolarité de leur enfant. Ils facilitent leur compréhension du fonctionnement de l'école, mais aussi de présenter les attentes de l'école vis-à-vis des élèves et des parents. Les relations parents-enseignants sont ainsi revitalisées.

Les ateliers éducatifs se déroulent en temps périscolaire après l'école pour les enfants. Ils sont gratuits et touchent 60% des enfants du CP au CM2, et proposent 350 ateliers par semaine assurés par une centaine d'opérateurs. En 2020, les ateliers éducatifs et les dispositifs de soutien à la scolarité des enfants du premier degré ont été maintenus, malgré de fortes perturbations liées au confinement puis aux restrictions sanitaires et des conséquences importantes (appréhension scolaire, retards dans les apprentissages, difficultés pour les familles de suivre la scolarité de leurs enfants).

L'accompagnement à la scolarité (CLAS), a connu un arrêt puis une reprise à distance avec des effectifs en baisse. Le financement des acteurs a été cependant maintenu.

Le Projet de réussite éducative (PRE) : Les enfants bénéficiaires sont en grande majorité scolarisés dans un établissement relevant de la politique de la Ville. 58% sont scolarisés dans l'enseignement primaire et 42% sont dans le secondaire.

2. Actualités de l'année 2020

- ✓ Projets patrimoniaux scolaires réceptionnés : compte tenu de la crise du COVID et de l'arrêt de nombreux chantiers, peu d'opérations sont arrivées à terme en 2020, mais quelques réalisations sont néanmoins notables :
  - Livraison des nouvelles classes de l'école élémentaire Stockfeld,
  - Passage à l'inox des cantines Branly et Brigitte,
  - Mise en sécurité de l'école maternelle Reuss.

- ✓ Principaux projets menés par le service Famille et petite enfance en 2020, outre l'adaptation et le maintien du service public à destination des jeunes enfants et des parents pendant la pandémie, qui a fortement marqué leur travail :
  - Travaux de restructuration et d'extension du multi-accueil de l'Elsau remis en service en octobre,
  - Poursuite des travaux de rénovation de la maison de l'enfance rue de Wasselonne et l'engagement de la création de deux nouveaux établissements (rue des fleurs et rue des glacières) pour lesquels le concours d'architectes s'est tenu fin 2020,
  - Une démarche pour l'amélioration de la qualité de la restauration dans les établissements municipaux de la Petite enfance,

Le renouvellement du progiciel informatique de la Direction de l'Enfance et de l'éducation doit se concrétiser au printemps 2023 par la création d'un « Kiosque Famille » permettant aux parents des 30 000 enfants bénéficiant de prestations en Petite Enfance et en Enfance (scolaire et périscolaire) de mener leurs démarches en ligne pour les inscriptions, les réservations de services (repas de cantine…) et le paiement. En 2020, les services ont, suite à l'élaboration d'un cahier des charges et à un appel d'offre, analysé en plein confinement les propositions de 3 sociétés informatiques, puis commencé l'étude détaillée avec le prestataire retenu. Ce travail se poursuivra en 2021 pour finaliser l'étude détaillée qui permettra au prestataire informatique de procéder aux paramétrages et développements correspondant aux besoins et attentes de la Direction de l'Enfance et de l'Éducation.

2 - Solidarités et action sociale

Objectifs Solidarités et action sociale 2030
Lutter contre les inégalités pour donner à chacun-e une place pleine et entière
Favoriser l'accès aux droits des personnes et les accompagner pour leur permettre d'agir pour leur avenir
Accompagner les publics en situation d'exclusion
Favoriser l'insertion sociale et professionnelles des personnes éloignées de l'emploi
Protéger et venir en aide dans l'urgence
Prévenir et lutter contre toutes les discriminations
Protéger les mineurs, soutenir la jeunesse et les actions d'éducation populaire

1. Analyse de la situation

Strasbourg est un territoire marqué par une forte pauvreté et des inégalités prononcées. Le taux de pauvreté s'élève à 26% (2018) et atteint 32% chez les jeunes de moins de 30 ans réalisant leur propre déclaration fiscale. 53% des bénéficiaires du RSA socle non majoré dans le Bas-Rhin vivent à Strasbourg alors que la ville ne représente qu'un quart de la population du Département.

L'isolement progresse : entre 2007 et 2017, les personnes seules ont vu leur nombre augmenter de 8% et les foyers monoparentaux de 10%, soit 5 800 ménages supplémentaires qui connaissent, de fait, un risque accru de fragilisation monétaire et social.

Dans un contexte économique dégradé, la pauvreté revêt des nouvelles formes : augmentation du nombre de travailleurs pauvres, augmentation du nombre de personnes dépendant uniquement des prestations sociales et précarisation des ménages les plus pauvres. Source d'exclusion supplémentaire, l'accès aux droits s'est complexifié par le développement de l'outil numérique, parfois peu accessible pour une partie de la population.

Le statut de Capitale Européenne et sa position géographique frontalière, donnent à la ville de Strasbourg une place singulière en ce qui concerne les migrations internationales. Strasbourg est la ville de France où la part d'immigrés est la plus élevée (21,4%) parmi les villes de plus de 200.000 habitants. Entre 2012 et 2017, la part d'immigrés a augmenté en France de 0.8 points de pourcentage pour 1.8 points à Strasbourg. Le nombre d'immigrés y a augmenté de 11,7% depuis 2012 pour atteindre 59.993 immigrés en 2017 (cf. Tableau 12). Si Strasbourg est une terre d'accueil depuis longtemps, le territoire voit le nombre de demandeurs d'asile progresser considérablement, pour atteindre près 4000 personnes arrivées sur notre territoire en 2018. L'indignité de certaines situations et la détresse humaine de ces personnes nous oblige à repenser nos dispositifs d'accueil en profondeur et non répondre au coup par coup.

Au cours de l'année 2019, plus de 8800 personnes ont formulé au moins une demande d'hébergement individuel auprès du 115 du Bas-Rhin : 47% des demandes émanaient de familles avec enfants et 34% d'hommes seuls. 4 068 personnes distinctes ont bénéficié d'un moins une nuit de mise à l'abri, soit seulement 46% des demandeurs. Près de 300 personnes sans domicile ont été recensées lors de la Nuit de la solidarité.

Terre solidaire, Strasbourg est une ville dotée d'un tissu associatif riche et divers qui a été plus que jamais mobilisé tout au long de la crise sanitaire pour répondre aux besoins de sa population. Des nouvelles formes d'engagement ont vu le jour avec l'essaimage de divers collectifs citoyens dans les quartiers.

3. Actualités de l'année 2020

L'année 2020 a été inévitablement marquée par la nécessaire adaptation des actions de solidarités au contexte de crise sanitaire liée à la COVID 19 : mise en place de plans de continuité d'activité dès le premier confinement de mars 2020, afin de continuer à accompagner la population à distance et à accueillir certaines personnes dans le cadre de l'urgence grâce au maintien d'ouverture du CCAS et d'un centre médico-social pendant le premier confinement. La réouverture des

équipements a été privilégiée sur chaque unité territoriale dès que possible. L'aide sociale communale a continué à attribuer des aides, notamment d'urgence, aux personnes en difficulté financière et tout particulièrement à des personnes privées d'activité professionnelle en raison du confinement.

L'organisation ou le soutien à des temps forts des solidarités sur le territoire :

- Le 9 mars 2020, le soutien à un collectif d'associations pour l'organisation de la Nuit des solidarités, qui a mobilisé plus de 200 volontaires ;
- La tenue d'une Agora des solidarités le 10 novembre 2020 en format webinaire avec les partenaires associatifs et institutionnels de la Direction sur le champ des solidarités : près de 180 personnes ont pu assister à une table ronde sur le sujet « Crise sanitaire : quelles conséquences pour les solidarités ? » et réfléchir en petits groupes aux enjeux d'une co-construction des politiques municipales de solidarité ;
- L'organisation par la mission lutte contre les discriminations d'un séminaire avec nos partenaires, au format numérique, les 26 et 30 novembre 2021. Ces temps de travail furent le terrain de riches échanges permettant de dessiner les contours d'un plan d'actions qui structurera l'action de la Ville sur le plan de la lutte contre les discriminations pour les prochaines années ;

L'émergence de nouvelles organisations, actions et équipements pour répondre aux besoins du territoire et des habitant·es :

- La coordination de rencontres inter-caritatives élargies aux nouveaux acteurs citoyens pour favoriser une articulation concertée des opérations d'aide alimentaire dans cette période chamboulée ;

- La préfiguration du Service Public de l'Insertion, destiné à améliorer la qualité et la réactivité de l'orientation et de l'accompagnement des nouveaux bénéficiaires du RSA sur une unité territoriale de la Ville puis son extension à l'ensemble du territoire communal ;
- L'ouverture, en octobre 2020, de la Maison de services du quartier « Conseil des XV », implantée au cœur de la cité Rotterdam et qui accueille en son sein une Mairie de quartier et un centre médico-social, où sont assurées des interventions d'action sociale et de protection maternelle et infantile ;



Maison de services de quartier Conseil des Quinze

- La création de nouvelles places d'hébergement d'urgence réalisée dès novembre. 4 associations ont été retenues dans le cadre d'un appel à projets et gèrent 104 places d'hébergement dont 74 sont fléchées vers les femmes victimes de violences ;
- Le renouvellement du Conseil d'administration du CCAS en octobre. Instance paritaire composée pour moitié de membres élus issus du Conseil municipal et pour moitié de membre nommés par la Maire et représentant les associations du territoire, le CCAS a reçu près d'une quarantaine de candidatures pour les 8 postes de membres nommés à pourvoir. 4 membres consultatifs ont été nommés en sus. Dans l'année qui suit le renouvellement, le CCAS a pour obligation légale de réaliser une Analyse des Besoins Sociaux du Territoire, qui constituera un projet conséquent de l'année 2021.

3 Santé, autonomie et handicap

Objectifs Santé, autonomie et handicap
Réduire les inégalités territoriales et sociales de santé
Améliorer la prévention et la participation aux dépistages organisés des cancers
Structurer et renforcer la filière de réduction des risques
Améliorer l'offre de soins de premier recours, l'accès aux droits et aux soins des personnes les plus vulnérables
Renforcer les actions de nutrition (équilibre alimentaire et activité physique) pour diminuer la prévalence du surpoids chez les enfants et lutter contre les maladies chroniques chez les adultes
Améliorer le parcours des personnes âgées isolées et en perte d'autonomie

La politique municipale de santé a pour objectif de réduire les inégalités territoriales et sociales de santé dans une logique de promotion de la santé. Pour ce faire, La Ville s'appuie sur différentes entités de travail et vise à créer des synergies de travail entre l'action des services de terrain auprès de la population, la mise en œuvre de projet innovants et la mise en réseau des partenaires en faveur de la promotion de la santé via le contrat local de santé de la ville de Strasbourg et le dispositif Atelier Santé Ville, outil de mise en œuvre de la politique santé dans les quartiers politique de la Ville.

1. Analyse de la situation

➢ Santé

Au cours des 30 dernières années, la mortalité a rapidement diminué également dans l'Eurométropole. Mais au regard des indicateurs de mortalité, l'Eurométropole n'est pas homogène, avec un état de santé nettement plus défavorable à Strasbourg qu'en première et surtout seconde couronne.

Les écarts sont particulièrement marqués pour la mortalité prématurée (décès avant 65 ans) : elle est pour les Strasbourgeois (204 décès /100.000 hab.) supérieure à celle des habitants du Bas-Rhin, du Grand-Est et de la France métropolitaines.

Strasbourg est une ville marquée par des inégalités territoriales d'accès aux soins, conséquences d'une offre de soins répartie très inégalement :

- Toutes activités de médecins (généralistes et spécialistes) confondues, les quartiers dits « aisés » et « moyennement aisés » de Strasbourg concentrent 83 % de l'offre de soins alors qu'ils ne représentent que 62 % de la population.
- 58 % de l'offre de soins en médecins spécialistes se concentrent dans trois quartiers de la ville (Centre-Ville, Orangerie — Conseil des XV et Tribunal) qui comptent 13 % de la population de l'Eurométropole.
- Seuls deux QPV sur les dix-huit que compte l'Eurométropole disposent de médecins spécialistes (Quartier prioritaire de Lingolsheim et Cronenbourg).

➢ Autonomie

Comme partout ailleurs en France, la population vieillit. La part de strasbourgeois de moins de 20 ans diminue par rapport à celle des plus de 60 ans. Le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus représente près de 19% des Strasbourgeois, et 7% après 75 ans. Le vieillissement de la population strasbourgeoise se poursuit à un rythme inférieur à celui des autres échelles de collectivités alsaciennes (+7,5% à Strasbourg vs +13,6% pour le Bas-Rhin pour les plus de 60 ans). Ce vieillissement est plus significatif dans les quartiers populaires de Strasbourg avec une hausse de plus de 16% entre 2012 et 2017, contre 7,5% à l'échelle de la Ville. Le nombre de bénéficiaires de l'APA, prestation liée à la perte d'autonomie, augmente plus fortement à Strasbourg que dans le reste du Bas-Rhin.

La crise sanitaire a mis en danger de façon très brutale mais néanmoins durable les personnes âgées, qui pour beaucoup ont vu en 2020 leurs interactions sociales drastiquement réduites de même que leur autonomie pour réaliser leurs démarches, courses, ou visites sans risque. Cela a appelé une vigilance majeure pour assurer une présence auprès des séniors et réinventer des façons de les soutenir ainsi que leurs aidant-es.

➢ Handicap

La démographie du handicap peut être appréhendée principalement par la statistique des demandes de droits après des Maisons départementales des personnes handicapées. On constate une hausse du nombre de bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapé de plus de 25% entre 2012 et 2017. En 2017, vivent à Strasbourg 5.592 allocataires de l'AAH âgés de 20 à 59 ans, soit 35,5% des 15.713 allocataires bas-rhinois en 2019. Autre aide, la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) est une aide financière versée par le département. Elle permet de rembourser les dépenses liées à une perte d'autonomie liée à un handicap. Son nombre de bénéficiaires à Strasbourg en 2019, à savoir 1439, représente 28% des bénéficiaires du Bas-Rhin et cela peut atteindre 30% pour la tranche d'âge 45-49 ans, alors que la population strasbourgeoise ne représente que 25% de l'ensemble du Bas-Rhin. De plus, la progression du nombre de bénéficiaires entre 2017 et 2019 est supérieure de 9 points à Strasbourg (+16%) par rapport au reste du Bas-Rhin (+7%).

L'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) est une aide financière destinée à compenser les dépenses liées à la situation de handicap de l'enfant de moins de 20 ans. L'AEEH est versée aux parents. Elle peut être complétée, dans certains cas, par d'autres allocations. Le nombre de bénéficiaires de cette allocation résidant à Strasbourg, 903 en 2019, a augmenté de 35,6% depuis 2013, soit 14 points d'augmentation de plus que pour le Bas-Rhin.

2. Actualités de l'année 2020

L'année 2020 a été inévitablement marquée par la nécessaire adaptation des activités de santé au contexte de crise sanitaire liée à la COVID 19 : mise en place de plans de continuité d'activité dès le premier confinement de mars 2020, afin de continuer à assurer les missions de protection maternelle et infantile, de santé scolaire et dentaire ou encore de planification et d'éducation familiale.

Elle a également été marquée par l'émergence de nouvelles organisations, actions et équipements pour répondre aux besoins des habitant·es :

- La création de la « Maison Sport Santé », sous forme de Groupement d'Intérêt Public, qui pilote désormais plusieurs actions de promotion de la santé : Sport santé sur ordonnance et PRECCOSS de lutte contre l'obésité infantile.
- Lauréat de l'Appel à manifestation d'intérêt (AMI) spécial COVID dans le cadre de « Territoires de Santé de Demain » pour favoriser l'innovation en santé, dans le cadre du projet Territoires de santé de demain (TSD). Cette initiative a été dotée de plus d'un million d'euros dans le budget supplémentaire voté par le Conseil du 12 juin 2020.

Des actions de prévention de la propagation de l'épidémie et de soutien aux plus fragiles face à ses conséquences ont également vu le jour :

- Des actions de médiation sur l'espace public et des campagnes de communication pour sensibiliser la population au respect des gestes barrière ;
- Des campagnes de dépistage dans les quartiers Politique de la Ville et en centre-ville
- Aux côtés de l'Eurométropole, la conduite de plusieurs opérations d'envoi de masques, notamment en fin d'année 2020, aux ménages ayant des ressources modestes ;
- La mise en œuvre, dans le cadre d'une convention avec la préfecture, d'une « Cellule Territoriale d'appui à l'isolement », ayant pour objectif de répondre aux préoccupations que les médecins généralistes ou la CPAM pourraient émettre quant « aux difficultés sociales » de personnes dont l'isolement serait nécessaire pour limiter la propagation du virus ;
- La construction, en fin d'année 2020 d'un dispositif d'ampleur résidant dans l'ouverture d'un centre de vaccination contre la COVID 19, constituant un projet majeur de l'année 2021 ;

4. Sport

La Ville de Strasbourg a exprimé sa volonté d'utiliser les Jeux Olympiques de Paris 2024 et Paralympiques comme levier pour réaliser cette ambition ; elle s'inscrit ainsi dans le label « Terre de Jeux 2024 » dès décembre 2019, et certains de ses équipements sont identifiés comme « Centre de préparation aux Jeux » Olympiques et a été labellisée. Elle encourage et accompagne les communes dans cette démarche.

Il s'agit de s'engager à contribuer à faire vivre à tous les émotions des Jeux, de changer le quotidien des gens par l'activité sportive et de permettre au plus grand nombre de vivre l'aventure olympique et paralympique dès maintenant.

Objectifs du Masterplan Sport
Vivre mieux : développer la pratique sportive pour améliorer la santé physique et mentale des citoyens
Vivre ensemble : promouvoir l'égalité et le sport citoyen, le respect mutuel et la lutte contre l'exclusion
Performance : améliorer l'environnement menant les athlètes à la performance sportive et soutenir la tenue d'événements d'envergure, tout en renforçant la vitalité économique du monde sportif

Les politiques sportives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, se veulent promouvoir un territoire physiquement actif et sportivement durable. A cette fin, elles se donnent pour mission de :

- Accompagner les territoires et soutenir les clubs et manifestations sportives,
- Développer des animations sportives et de loisirs,
- Observer les évolutions liées aux pratiques sportives,
- Assurer la gestion des ressources et du patrimoine sportif,

1. Analyse de la situation

L'activité des acteurs sportifs a été fortement perturbée en 2020 avec pour la plupart un arrêt que ce soit pour les entraînements et encore plus les compétitions et manifestations.

- Le sport vivre ensemble

L'impact de cette crise a été important pour les clubs, tant au niveau au niveau de la baisse du nombre d'adhérents (30% en moyenne), une suspension de la vie sociale des clubs, des difficultés liées à l'emploi salarié pour certains, les annulations des manifestations... Cependant l'impact n'a pas été identique selon la structuration des clubs, de l'assise financière de ces derniers et des disciplines.

La Ville de Strasbourg a accompagné les clubs dans cette période avec :

- Des aménagements d'accès aux équipements (notamment de plein air) pour permettre le maintien partiel d'activité en fonction de l'évolution des consignes sanitaires,
- Des contacts permanents avec les référents des clubs, notamment sur l'organisation des reprises et mises en place des protocoles sanitaires,
- La conservation des dispositifs et montants de subvention malgré l'inactivité, forcée, des clubs, pour un montant de 1,4 M€,
- Les exonérations de redevance d'occupation du domaine public autant que les dispositions légales l'ont permis, incluant un remboursement pour la période de non occupation des équipements sportifs (43 000 €),
- Un dialogue maintenu avec les clubs à travers l'organisation de séminaires par bassin de Vie avec les clubs sportifs afin d'évoquer les difficultés et les projets.

Concernant les activités en régie, elles ont essentiellement été développées via des tutos vidéo, et réorientées en extérieur.

Le Terrain de Jeu et d'Aventure de Hautepierre (TJA) propose un accueil souple, libre et gratuit aux enfants de Hautepierre. Le mode d'accueil proposé depuis lors s'avère particulièrement adapté à la réalité d'un quartier comme Hautepierre, où de nombreux enfants n'ont pas les possibilités d'accéder à des formes d'accueil institutionnalisées.
En 2020, le Terrain de Jeu et d'Aventures a continué de proposer ses activités sur ses créneaux presque habituels, avec une jauge réduite et un protocole sanitaire adaptés, pour accueillir près de 7 500 enfants en accueil de loisirs sans hébergement - ALSH (ex Centres de vacances et de loisirs) et inscriptions libres, soit un peu moins de la moitié par rapport à l'année précédente ; la participation de la CAF (Caisse d'allocations familiales) à l'accueil de loisirs se situe à 9615 € pour l'année 2020.

Le dispositif sport citoyen créé en 2016 a pour objectif de faire des clubs sportifs des lieux privilégiés d'éducation à la citoyenneté pour les jeunes des quartiers et de contribuer à un rééquilibrage de l'égalité urbaine dans le domaine du sport. Il s'articule autour de plusieurs actions :

- Dans le développement de la présence humaine (sensibilisée et formée) dans les QPV
- Dans l'accompagnement des acteurs associatifs dans la mise en place de formations citoyennes sur les valeurs de la république, sur la lutte contre toutes formes de violences, de discriminations, de sexismes et d'engagement dans la prévention de la radicalisation dans le sport ;
- Par l'accompagnement des clubs haut niveau dans leurs actions sociales,
- Par l'attribution d'un label « sport citoyen » à tous ces clubs qui agissent pour plus de cohésion, d'inclusion et d'apprentissage de la citoyenneté.
- Par la mise en place de la bourse d'aide à la licence sportive en direction des enfants (6-18 ans) des quartiers carencés.

La démarche a permis la progression du nombre de clubs labélisés entre la saison 2019-2020 (44 clubs labélisés) et 2020-2021 (53 clubs labellisés).

La bourse d'aide à la licence sportive est attribuée en fonction des revenus familiaux et de lieu de résidence, pour les jeunes de moins de 18 ans. Elle permet à son/sa bénéficiaire d'obtenir un allègement des frais d'adhésion à une association sportive de la ville d'un montant de 80 €. Depuis la saison sportive 2018-2019, le dispositif s'adresse à tous les jeunes de moins de 18 ans de tous les QPV de Strasbourg. Pour la saison 2020-2021, le nombre d'inscriptions est de 1088, en baisse par rapport à la saison précédente.

Les activités physiques pour tous en accès libre favorisent la pratique sportive dans une optique de bien-être de la personne, en ayant soin de participer à la réduction des inégalités sociales (en direction des familles, des seniors, des adultes, des adolescents et des enfants…) et territoriales en direction des secteurs géographiques en situation de fragilité.
En 2020, la collectivité a proposé dans ce cadre 80 créneaux hebdomadaires d'activités physiques pour tous, au bénéfice de 1200 à 1800 participants-es chaque semaine en fonction des périodes (automne, hiver, printemps), réorientées pour beaucoup vers des activités extérieures et sous forme de tuto / visio.

De plus, un nouveau dispositif « sport solidarité avec les réfugiés » au bénéfice des personnes migrantes et réfugiées a été mis en place autour du « savoir nager » « savoir rouler » savoir bouger », lauréat du label Impact 2024 mis en place par le Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, avec plus d'une centaine de bénéficiaires sur cette 1ère année d'expérimentation.

Les 9 parcours Vitaboucle représentent 70 km de parcours balisés répartis sur la ville de Strasbourg, l'offre du dispositif s'est largement étoffée. Pour compléter l'offre d'activité, ce sont 17 aires d'agrès qui sont accessibles sur les parcours de Strasbourg de l'aire du Baggersee à celle de la Cité de l'Ill, en passant par l'aire de CREPS, jusqu'à celle de l'Orangerie. Les aires d'agrès sont un bon moyen d'inciter les usagers à pratiquer une activité sportive en accès libre. Leur répartition sur le territoire est un moyen de donner à toutes et tous l'envie et la possibilité de s'entretenir physiquement en créant des spots de rencontre entre sportifs qui permet de créer une émulation pour ce type de pratiques.

- Le sport performance

La crise du COVID a fortement perturbé les activités et événements du sport performance (report ou annulation de manifestations sportives, arrêt ou

réorganisation des championnats nationaux, report à 2021 des jeux Olympiques et Paralympiques de Tokyo).

Afin de soutenir les activités de ses clubs dans cette période difficile la ville de Strasbourg a maintenu le niveau de ses soutiens financiers prévus, le cas échéant en adaptant les dispositifs de subventionnement ou de marchés publics (actions/prestations de substitutions via des avenants, reports de soutiens sur la saison sportive suivante…), pour un montant de 3 M€. Ces actions ont permis aux clubs de faire face à leurs échéances à court terme, et marquent la volonté d'accompagnement de la collectivité. Les actions sociales engagées avec les clubs sportifs professionnels ont par ailleurs été réorientées vers les trois piliers de la nouvelle municipalité (écologie, social, démocratie) afin de mieux répondre aux nouveaux enjeux de la politique sportive municipale.

L'organisation d'un séminaire Sport performance mercredi 16 décembre 2020 (dirigeants, entraineurs, athlètes, partenaires institutionnels et économiques, personnes qualifiées, soit 65 participants au total) a permis de maintenir le dialogue et de mieux mesurer l'impact, pour des pistes d'avenir.

- Le sport vivre mieux

Le Sport santé sur ordonnance, lancé en novembre 2012 a accueilli depuis plus de 3800 bénéficiaires. Le nombre d'actifs est de 727. Les 7 éducateurs suivent chacun environ 120 personnes. Les activités ont lieu du lundi matin au dimanche 12h, et représentent 90 créneaux hebdomadaires.
L'équipe du sport santé sur ordonnance a dû faire preuve de beaucoup de sens de l'adaptation. Dès le 16 mars les relations avec les bénéficiaires ont été effectués sous forme virtuelle. Des fiches de séances ont été communiquées par mail, les éducateurs ont gardé le contact avec les bénéficiaires en les appelant au téléphone. Au fur et à mesure, les rendez-vous de suivi ont été repris - soit par téléphone, soit par visio-conférence - pour ceux qui avaient les équipements nécessaires. Des séances virtuelles ont été mise en place sur zoom, à raison de 7 à 8 hebdomadaires ; certaines d'entre-elles ont eu lieu via zoom et en présentiel, combinant les deux formules après le déconfinement. Certaines associations partenaires ont également mis des zooms en place. Un événement Facebook live a rassemblé plus de 400 personnes. Un forum de discussion s'est tenu tous les vendredi après-midi par zoom.

Les rendez-vous d'inclusion qui avaient été suspendus durant le confinement (en raison des tests de forme à effectuer) ont repris dès le déconfinement. Une nouvelle prescription donnait accès au sport santé sur ordonnance : prise en charge de personnes ayant eu la Covid et nécessitant une reprise d'activité physique pour retrouver un peu de forme.

La tournée des pratiques douces (yoga, taïchi, sonmudo, Giqong, pilâtes, remise en forme) rencontre un grand succès. Tous les dimanches matins au gymnase Bon pasteur ou en plein air à l'Orangerie se réunissent de 20 à 40 personnes pour suivre les cours de pratiques douces. Les associations partenaires proposent des cours ouverts et gratuits pour les participants adultes. Durant l'année les cours se succèdent pour permettre une découverte et une initiation, libre aux participants d'adhérer à une association s'ils veulent se spécialiser. Durant l'été la fréquentation va jusqu'à 60 personnes par cours en plein air.

2. Actualités de l'année 2020

Pilotage : sous l'impulsion de la nouvelle équipe municipale, chacune des missions développées et l'ensemble des projets portés intègre systématiquement les dimensions sociale, écologique et démocratique.

Sont poursuivis les axes de travail tels que le Schéma Directeur de l'Offre Sportive et des Équipements Sportifs (SDOSES), le projet Harpe, la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable, et la dynamique d'innovation. L'année 2020 a également été consacrée à organiser le transfert du Sport sur ordonnance au GIP Maison sport santé, et à avancer sur la création de l'Observatoire actif international du sport.

Politique sportive : elle vise à faire de Strasbourg un territoire physiquement actif et sportivement durable, en étant orientée « au plus près des plus éloignés » de la pratique.

Opérations livrées en 2020 :

- Transformation du terrain de football en terrain synthétique au centre sportif Jean-Nicolas Muller (1 131 470 € TTC)
- Création d'un préau sportif Karine C (960 000 € TTC)
- Création d'une salle de musculation au gymnase de la Rotonde (365 000 € TTC)

Manifestations sportives accompagnées en 2020

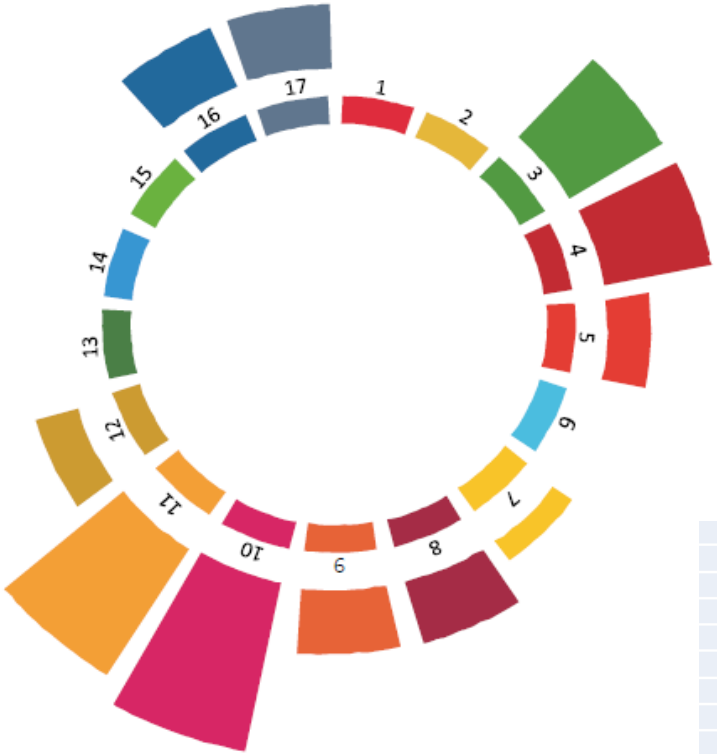
- nombre : 134
- coût des opérations 324 258 €
- nombre d'heures : 3 059
- nombre d'équipements : 13 982
- utilisation des engins : 608 kilomètres



Préau extérieur, Karine C

Management ODD de la Direction des Sports

ODD	Actions
ODD 3	Lutter contre la sédentarité des jeunes et réduire le temps passé devant les écrans
	Se maintenir physiquement actifs dans le temps
	Faire du sport un vecteur de confiance en soi
	Améliorer le savoir être et le savoir-faire en développant le savoir nager et le savoir pédaler
	Favoriser la rencontre entre les sportifs de hauts niveaux et les amateurs
ODD 4	Lutter contre la sédentarité des jeunes et réduire le temps passé devant les écrans
	Encourager les mobilités actives (marche, vélo, ...) pour se rendre au travail et/ou à l'école
	Encourager la pratique sportive loisirs en clubs et en entreprises
	Favoriser la rencontre entre les sportifs de hauts niveaux et les amateurs
	Favoriser l'intégration et l'apprentissage des règles civiques par le sport
ODD 5	Favoriser la pratique sportive féminine (en matière d'offre et d'aménagement urbain)
	Valoriser les équipes et athlètes féminines
ODD 7	Modifier durablement les comportements dans l'usage des équipements sportifs
ODD 8	Renforcer les partenariats entre les acteurs sportif privé et public
	Favoriser la création d'emplois et la formation dans le domaine du sport
	Valoriser l'image d'un territoire positif et vertueux
ODD 9	professionnel et citoyen)
	Accompagner la structuration des disciplines et favoriser un écosystème vertueux
	Faciliter l'accès aux équipements sportifs publics pour les sportifs de haut niveau
ODD 10	Favoriser la pratique sportive des plus éloignés et chez les personnes exclues socialement
	Favoriser l'activité physique des séniors, du lien social et de leur participation dans la vie associative
	Adapter les équipements et les espaces publics pour l'accès et la pratique sportive des PH
	Valoriser l'insertion des PH à travers le sport de Haut Niveau
	Soutenir l'acquisition de matériels handisports
	Promouvoir l'engagement bénévole auprès des jeunes et leur insertion professionnelle (ESS)
	Optimiser l'EPS et promouvoir la continuité éducative avec les clubs
	Former les éducateurs et intervenants dans les clubs
ODD 11	Faciliter l'accès aux équipements sportifs publics
	Créer des lieux de pratiques sportive libre, multifonctionnels et ouverts à toutes et tous, sans encadrement ni contrainte
	Animer et accompagner la pratique sportive dans l'espace public et l'activation des parcs
	Favoriser la mise en place d'événements sportifs conviviaux dans les bassins de vie
	Créer et animer des plaines d'aventures sportives (PAS)
	Célébrer et retransmettre les grandes compétitions sportives
	équipements de mise en sécurité
ODD 12	Limiter les déchets et favoriser les éco-gestes dans la pratique sportive et dans l'organisation des événements sportifs
	Modifier durablement les comportements dans l'usage des équipements sportifs
ODD 16	Valoriser l'image d'un territoire positif et vertueux
	Accompagner la structuration des disciplines et favoriser un écosystème vertueux
	Identifier les athlètes à forts potentiels, et les accompagner dans leur triple projet (sportif, professionnel et citoyen)
ODD 17	Accueillir des événements sportifs internationaux et exemplaires
	Développer et renforcer les partenariats et les accords de coopération à l'international
	Renforcer les partenariats entre les acteurs sportif privé et public



Cibles ODD	nb impacts
1	0
2	0
3	5
4	5
5	2
6	0
7	1
8	3
9	3
10	8
11	7
12	2
13	0
14	0
15	0
16	3
17	3

5. Égalité de genre

Objectifs Égalité de genre 2030
- Garantir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes au sein de l'administration
- Irriguer la ville d'une culture d'égalité
- Soutenir, encourager et favoriser les initiatives et les politiques publiques en faveur des droits des femmes et pour l'égalité

➢ Analyse de la situation

La Ville de Strasbourg est engagée au service de l'égalité hommes-femmes dès 2010 avec sa signature de la Charte européenne pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale. L'intégration de l'égalité hommes-femmes dans les politiques publiques a donné lieu à l'adoption d'un premier plan d'action pour les droits des femmes et l'égalité de genre pour la période 2012-2016 puis d'un second pour la période 2017-2020. L'année 2020 a marqué le terme du deuxième plan municipal présenté en conseil municipal du 23 janvier 2017.

➢ Objectif n°1 : Favoriser une politique volontariste au sein de l'administration

Un comité de pilotage Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes a évalué la situation à l'aune du rapport de situation comparée rédigé conformément aux directives nationales. Parmi les axes de travail interne estimés prioritaires :

- Modifier les comportements et les pratiques : depuis 2011, une offre de formation construite et évolutive sur la thématique Droits des femmes égalité de genre vise à décliner l'approche intégrée de l'égalité sur le territoire dans les projets de développement social du contrat de ville et les projets d'aménagement urbains. Pour 2019-2020 et en lien avec le groupe de travail Genre et Ville, ce sont 214 agents-es qui ont suivi ces formations, auxquel.l.es il faut ajouter les professionnels externes.
- Réforme du régime indemnitaire : l'adoption du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) en septembre 2019 a été l'occasion de franchir une étape importante vers plus d'égalité de rémunération. Les filières les plus féminisées (filière culturelle et filière sociale) sont désormais rémunérées selon la même grille que les agents de la filière administrative pour les catégories B et A, ce qui n'était pas le cas auparavant.
- Démarrage des travaux pour la mise en place d'une cellule d'écoute visant notamment la prévention et la lutte contre les violences à caractère sexuel et sexiste au sein de l'administration

➢ Objectif n°2: Imprégner la ville d'une culture de l'égalité

Cet objectif se décline autour d'actions de sensibilisation, d'information et de formation selon plusieurs axes :

- Améliorer l'accès à l'information et à la documentation sur le genre. L'organisation d'une campagne de communication dans le cadre de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes (8 mars) a permis de mettre en valeur 5 femmes alsaciennes et de diffuser un programme d'actions. Une newsletter mensuelle informatisée a été adressée à 2 700 destinataires réguliers et connait une augmentation régulière des demandes d'inscriptions. L'onglet « égalité droits des femmes » sur le site Internet de la Ville est très visité avec 4 470 vues toutes pages confondues. Une nouvelle page consacrée à la thématique « Genre et Ville » a été créée. Une page Facebook est suivie par 2 125 abonnés-es.
- Sensibiliser à la présence symbolique des femmes dans le domaine public. À Strasbourg le nombre de noms de rues de femmes et de féministes connait une augmentation forte : ce sont désormais 23% des rues qui font référence à des femmes. Cette progression encourageante – même si, dans l'absolu, il reste

insuffisant - est le fruit du travail mené par la Commission de dénomination du nom des rues, composée d'élus-es, d'historiens-nes, de membres de la Mission droits des femmes et égalité de genre et des services de la Ville. Ce sont 4 quartiers en projet Citadelle, Starlette, Coop et Rives & Port du Rhin aborderont les noms de personnalités féminines. Les premiers espaces au sein des quartiers Citadelle, Starlette et Coop ont été nommés par la commission (délibération au conseil municipal du 10 février 2020).

Objectif n°3 : Soutenir, encourager et favoriser les initiatives associatives et les politiques publiques en faveur des droits des femmes et pour l'égalité

- Améliorer la synergie entre les acteurs et actrices. Le suivi et pilotage de la commission plénière égalité femmes -hommes créée en 2009 a vu 3 réunions et 34 associations membres en 2020. Le séminaire du 12 décembre 2020 a permis de co-construire des stratégies cohérentes, d'identifier des objectifs et de faire émerger des pistes et grands projets pour les années à venir. La participation aux actions de partenaires sur les quartiers, au sein des ateliers territoriaux de partenaires et des rencontres sur les territoires a permis de …
- Soutenir les associations locales. En 2020, 4 associations ont été financées : le CIDFF, Le Planning Familial, Le Mouvement du Nid, SOS Femmes Solidarité.
- Amplifier la prise en compte de la question de l'égalité dans toutes les politiques municipales.

Des exemples :

Politique sportive : pour améliorer l'accès des femmes et des familles monoparentales aux activités sportives grâce à des créneaux spécifiques adaptés souvent couplés à des pratiques douces : participation de femmes à hauteur de 90 à 100% dans 3 créneaux méridiens par semaine.

Politique de prévention : le soutien au dispositif de protection des femmes en grand danger (avec une participation au financement de la mise à disposition sous condition de 20 téléphones d'urgence) ; le travail spécifique sur la prostitution (prévention, santé et accès aux soins, insertion professionnelle) ; l'amélioration du dispositif de lieux d'accueil et d'hébergement (soutien financier aux associations gestionnaires de structures d'accueil et d'hébergement des femmes victimes de violences telle l'association Home protestant - femmes de paroles, ou SOS femmes solidarité) qui a permis que 225 strasbourgeoises soient accueillies dans les 104 places d'hébergement.

Politique de développement urbain : le plan d'action piloté par le groupe de travail « Genre et Ville » (réunissant des agent-e-s de directions aménagements, urbanisme, prévention urbaine, directions de territoire, mission droits des femmes et égalité de genre, RH), s'est traduit par plusieurs réalisations phares :

- Rédaction d'un cahier des préconisations urbaines sensibles au genre
- Ajout de mentions « sensibles au genre » dans certains cahiers des charges (groupes scolaires Meinau et Starlette, zone sportive Port du Rhin, zone de workout urbain à Hautepierre…)
- Intégration de l'enjeu de l'égalité filles-garçons dans la délibération sur la végétalisation des cours d'école
- Contribution à différentes stratégies des services techniques : éclairage des espaces publics, programme de déploiement des toilettes publiques…
- Présentation des travaux du groupe projet dans le cadre de coopérations internationales avec Boston et San Diego
- Sensibilisation d'agent-e-s et de cadres lors de séminaires ou de réunions de direction
- Formation de 180 personnes (agent-e-s et associations) dans le cadre d'un programme de formation en lien avec la direction de projet politique de la ville (3 modules : politique de la ville ; aménagement ; projets spécifiques droits des femmes).

➢ Actualités de l'année 2020

✓ Il faut noter qu'en 2020, la programmation initiale, a été revue pour tenir compte de la situation liée à la COVID mais ont pu se tenir, soit en distanciel soit en présentiel avec les mesures de précaution sanitaires adaptées.
✓ L'édition 2020 de colloque sur la question des violences faites aux femmes dans le cadre de la journée internationale de lutte contre les violences

faites aux femmes (25 novembre) a dû être annulée en raison de la crise sanitaire.

- ✓ Les formations pour la PMS sur le harcèlement de rue (violences sexistes et sexuelles dans l'espace public) prévues en 2020 ont été reportées à 2021.
- ✓ Organisation d'événements (conférence d'Yves Raibaud, animations de rue, expositions, journée du 8 octobre 2020 à l'Esplanade…)
- ✓ Séminaire du 12 décembre 2020



Rencontres des associations féministes (octobre 2020)

6 Participation citoyenne

Objectifs Participation citoyenne
- Impliquer plus étroitement les citoyens dans les affaires de la cité en leur accordant une plus grande place dans la décision
- Favoriser un dialogue transparent entre les citoyens et les institutions, dans un climat de confiance et de respect
- Diversifier et mobiliser les publics en développant divers outils et formats de rencontre

La participation citoyenne repose sur des dispositifs de gouvernance et des outils établis par le Pacte pour la Démocratie à Strasbourg délibéré en avril 2018. Parmi les pièces maîtresses, le budget participatif et les pétitions citoyennes ont vu leurs modalités de mise en œuvre précisées dans le cadre de nouvelles délibérations adoptées à la mi-octobre 2020.

En matière de gouvernance (tripartite : citoyens-nes, élus-es, agents-es), le Pacte institue un Comité d'éthique, un Conseil de la Participation Citoyenne et un groupe d'évaluation. Ces deux derniers sont issus du précédent Conseil de Suivi et d'Evaluation de la Participation Citoyenne qui a été scindé.

La plateforme numérique de la participation citoyenne est l'outil de communication de la politique publique de démocratie locale. Elle abrite les autres dispositifs, collecte les concertations de la collectivité et recense les initiatives citoyennes.

Le Pacte s'est enfin attaché à substituer à la logique d'instances institutionnelles pérennes une logique de fonctionnement par projets concrets co-construits le plus en amont possible. Cette évolution vers plus d'autonomie des lieux traditionnels de la démocratie participative (conseils de quartier, conseils citoyens, conseil des résidents étrangers) amorcée fin 2018 s'est poursuivie en 2020 et après les élections, à l'appui d'une réflexion de fond sur la refonte des instances dans le sens d'une plus grande ouverture, sur la base d'un nouveau découpage (de 10 à 20 quartiers) pour permettre une plus grande proximité entre la collectivité et les citoyens-nes.

1. Analyse de la situation

La Participation citoyenne a eu à faire face en 2020 à divers évènements qui ont impacté cette politique publique et ses orientations. En premier lieu les élections municipales de mars, la période pré-électorale ayant démarré 6 mois avant, au 1er septembre 2019. En deuxième lieu, la crise sanitaire, laquelle a elle-même induit un décalage du deuxième tour des élections (du 22 mars au 28 juin) et imposé 2 périodes de confinement durant lesquelles le télétravail a été de mise (de la mi-mars à la mi-mai puis au mois de novembre avant d'être allégé et abandonné à la mi-décembre au profit d'un couvre-feu à 18h.

La situation et son caractère exceptionnel ont, notamment lors du premier confinement, conduit la Participation citoyenne à s'adapter, à redéfinir ses priorités et à réorienter ses interventions dans une période cruciale pour la démocratie où les préoccupations des citoyens-nes, le besoin d'expression et de consultation, principalement sur des sujets sanitaires d'actualité, réclamaient une écoute, une réactivité et des réponses appropriées. Autre évènement : l'installation, à partir du mois de juillet mais en réalité surtout progressivement à partir de la rentrée de septembre, du nouvel exécutif politique. Il s'est alors agi de contribuer à la traduction et à l'accompagnement des premières orientations en matière de démocratie locale de la nouvelle équipe en place. Pour ces raisons, la traduction ou l'interprétation de l'activité 2020 de la Participation citoyenne par des chiffres ne peut en soi suffire pour en mesurer le volume et l'impact. Ce d'autant plus que les chiffres 2020 ne peuvent être véritablement comparés sur la base d'une période ou année antérieure de référence, sauf peut-être pour le Budget participatif, le dispositif n'ayant pas été gelé pendant la période électorale. En effet, le Pacte pour la démocratie à Strasbourg, lui-même voté tard dans le mandat, n'a été lancé qu'en octobre 2018 et s'est heurté dès septembre 2019 à l'entrée en période pré-électorale.

➢ Comité d'éthique

La création d'un comité d'éthique est inscrite dans l'article 6 du Pacte pour la démocratie à Strasbourg et a pour mission d'en garantir les principes. Il peut donner son avis sur les méthodes et les moyens mis en œuvre pour l'application du Pacte et être saisi par toute personne physique ou morale qui estimerait que les obligations issues du pacte n'ont pas été respectées ou qu'il y aurait eu manquement à la déontologie.

Le comité d'éthique du Pacte s'est réuni 3 fois en 2020 (contre 4 fois en 2019 et son installation en mars de cette même année). Les 2 premières séances ont été consacrées au traitement de saisines (8 avis ont été rendus). Il a été renouvelé par tirage au sort à la suite du Conseil de la Participation Citoyenne du 4 novembre 2020. La 3ème séance, de relance a eu lieu le 18 décembre 2020. Elle a permis d'accueillir et de présenter le dispositif aux nouveaux assesseurs-ses citoyens-nes ainsi désignés-es.

Bilan depuis son installation en mars 2019 jusqu'à fin 2020 :

- 7 séances du comité
- 20 avis rendus



➢ Le Conseil de la participation citoyenne

Institué par le Pacte pour la démocratie à Strasbourg, il associe élus-es, citoyens-nes et agents-es pour le suivi et l'amélioration continue de la démarche. C'est un espace tripartite, grand public, de présentation, dialogue et pilotage.

Deux rencontres au moins sont programmées par an. Le 1er Conseil de la Participation Citoyenne de la nouvelle mandature a ainsi été organisé le 4 novembre 2020 par visioconférence en raison de la situation sanitaire, qui a permis à 280 citoyens-nes de participer.

➢ Groupe d'évaluation

C'est une assemblée tripartite (2 élues, 5 agents-es, 18 habitants-es « titulaires » +13 « suppléants » / tirage au sort) constituée fin décembre 2018, le groupe évaluation a eu 3 missions pendant l'année 2019.



➢ Comité usagers du numérique

Première séance le 1er octobre 2018 : les participants-es ont déterminé les missions sur la base de verbes d'actions rassemblés par grandes thématiques. Le programme de travail (1 séance /mois) correspondant à la fois aux attentes des participants-es et aux domaines de compétences de la Ville et de l'Eurométropole : Plateforme citoyenne participer.strasbourg.eu - Portail MonStrasbourg.eu - Services numériques en mobilité - Inclusion numérique. C'est une instance partagée entre la Ville et l'Eurométropole.

Un rapport a été produit à la fin de l'année 2019 par le Comité, versé à la feuille de route digitale de l'Eurométropole dans lequel les participants plaident pour que le futur comité se réunisse dans d'autres lieux, dans les quartiers par exemple ; que les usagers puissent interviewer des acteurs de l'inclusion numérique et les citoyens accompagnées par ces acteurs ; le comité doit se faire connaître car il est peu connu du grand public. L'accent est mis sur l'inclusion numérique, le futur comité devra axer ses travaux sur cette thématique. Concernant l'animation des séances, il serait

préférable d'avoir des facilitateurs. Les membres du comité souhaitent s'impliquer davantage, ne pas donner seulement leur avis mais de réellement co-concevoir un plan d'action. Enfin, l'idée de lier des partenariats avec des entreprises est plébiscitée.

2. Actualités de l'année 2020

- ✓ Lancement de plusieurs appels à volontaires et tirages au sort de citoyens-nes en vue de leur participation à différents comités ou groupes de travail en lien avec la crise sanitaire. Ainsi pour le conseil consultatif de sortie du confinement mis en place le 30 avril 2020 par la Maire et pour certains des groupes de travail thématiques destinés à nourrir le travail de ce dernier et animés par ses adjoints. Celui relatif à « la contribution des citoyen-nes à la stratégie de sortie du confinement » a plus particulièrement mobilisé la MPC (co-élaboration d'un questionnaire – 307 réponses – analyse des contributions par le groupe tripartite en lien avec la MPC – rédaction d'un rapport de synthèse publié sur la plateforme de la participation citoyenne).

- ✓ L'activité des Conseils de quartier en 2020 s'est essentiellement résumée à la réalisation d'un bilan de leur fonctionnement depuis fin 2018, en lien avec un prestataire (3 réunions de janvier à mars 2020 ayant réuni un à deux participants par CQ). Le principe d'une nouvelle formule intitulée « Ateliers Territoriaux Citoyens » (ATC) a été validé dans ses grandes lignes par les élu.e.s fin 2020.

- ✓ La phase de faisabilité de la saison 2 du Budget participatif n'a pu être menée dans les délais prévus par la délibération du 21 octobre 2019 (fin de l'instruction envisagée à fin septembre 2020), pour diverses raisons liées notamment au volume de projets à instruire par certains services.

- ✓ Lancement de Conférences Citoyennes (large discussion avec les citoyen.nes sur tout sujet d'importance sociétale ayant un fort impact sur la population). La première, sur les nouveaux usages du numérique et la 5G, a été lancée début décembre à l'échelle des deux collectivités.

- ✓ Préparation du premier Débat d'Orientation Budgétaire Citoyen, lancé en 2021 pour la Ville et l'Eurométropole.



Épanouissement de tous les êtres humains

Cibles ODD	Indicateurs locaux	Unités	Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030	Eurométropole de Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030
			2015	2016	2017	2018	2019	2020			2015	2016	2017	2018	2019	2020		
	Solidarité																	
1.2	Taux de pauvreté	%	25,00%	25,00%	25,00%	26,00%			↗		19,50%	19,50%	19,50%	20,60%			↗	
1.2	Revenu disponible médian des foyers fiscaux	€	18 115 €	18 270 €	18 580 €	18 790 €			↗		19 940 €	20 209 €	20 450 €	20 760 €			↗	
1.2	Part des foyers fiscaux non imposables	%	49,00%	52,00%	52,00%	53,00%			↗		44,10%	47,00%	47,10%	48,10%			↗	
1.3	Nombre de ménages reçus en rv en CMS	nb/an		20488	21160	18699	15707		↘									
1.3	Nombre de visites à domicile	nb /an		8435	6828	6107	6156		↗									
1.3	Nombre de familles rencontrées par un intervenant social	nb /an		20488	21160	18699	15707	13347	↘									
16.1	Nombre d'informations préoccupantes traitées pour une situation supposée d'enfance en danger ou en risque de danger	nb / an					753	532	↘									
1.2	Nombre annuel de secours financiers exceptionnels	nb /an		228	271	173	183		↗									
1.4	Nombre de douches prises	nb /an				6544	16156	10136	↘									
1.2	Aides communales																	
1.2	*nb de demandes*	nb	8927	7977	7774	6050	6439	6629	↗									
1.2	*nb d'aides accordées*	nb	6998	6194	6465	4971	5667		↗									
1.2	*montant moyen accordé*	€	177	186	203		215	221	↗									
1.2	*Nombre de jeunes de 16 à 25 ans soutenus par le Fonds d'Aide aux Jeunes*	nb													600	762	↗	
1.2	Nuitées d'hébergement d'urgence CCAS	nb de nuitées									27 941	27 516	26 490	26 449	27 749	15714	↘	
1.2	Personnes orientées en longue durée	nb de personnes									208	227	181	208	166	295	↘	
1.2	Personnes orientées en courtes durées	nb de personnes									1220	1 239	1 634	1510	1659		↗	
5.1	Ecart de salaires entre les hommes et les femmes	%												17				
1.3	Revenu de Solidarité Active																	
1.3	*Part de bénéficiaires du RSA / population totale*	%												7,8				
1.3	*nb de contrats RSA validés*	nb		16866	16934	17319	16018	12943	↘									
1.3	*nb de ménages ayant signé un contrat*	nb		9650	9900	10211	9357	8443	↘									
1.3	*taux de contractualisation*	%									54	52	51				↘	



Épanouissement de tous les êtres humains

Cibles ODD	Indicateurs locaux	Unités	Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030	Eurométropole de Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030
			2015	2016	2017	2018	2019	2020			2015	2016	2017	2018	2019	2020		
10.2	Gens du voyage																	
10.5	*Nombre de places*	nb										283	283	298	298	298	→	
10.6	*Taux d'occupation*	%										85	81	78	81	78,6	↘	
10.7	*Nb de personnes accueillies*	nb										2800	2420	3200	3500	2575	↘	
	Santé, autonomie et handicap																	
16.9	Naissances	nb	3886	3956	3921	3793	3843	3513	↘									
3.2	Visites prénatales à domicile	nb	739	749	659	747	792	707	↘									
5.6	Visites post natales de PMI	nb	2158	3 229	3215	3193	3000	2712	↘									
3.2	Consultations du jeune enfant	nb	10738	11567	11888	10389	9205	7457	↘									
3.4	Dépistages bucco-dentaires	nb	21408	22179	22880	22247	22600	10868	↘									
3.4	Accompagnement PRECOSS	nb	85	260	361	500	220	264	↗									
10.2	Ménages suivis par le CLIC	nb	896	860	1070	900	717	860	↗									
13.1	Personnes inscrites au registres Canicule	nb	1 822	1 436		1 127	1061	900	↘									
10.2	Autonomie : usagers de Mobistras	nb de personnes												3314	2500	2500	→	
3.4	Sport Santé sur Ordonnance : nombre de crénaux d'activité	nb de creneaux	82	82	96	98	106	90	↘									
3.4	Sport Santé sur Ordonnance : nombre de personnes accueillies	nb de personnes	1000	1600	2200	2871	2953	3831	↗									
3.4	Sport Santé sur ordonnance : nombre de personnes actives	nb de personnes	700	600	860	900	803	727	↘									
3.11	Réseau des villes SSSO	nb de villes				60	68		↗									
	Enfance et éducation																	
4.1	Nombre d'élèves scolarisés	nb	24 215	24 036	24 956	25 422	25 500	24 923	↘									
4.2	Nombre d'élèves scolarisés de moins de 3 ans	nb	443	512	522	499	410	409	↘									
4.1	Nombre d'élèves inscrits en périscolaire (cantine + APM)	nb	25143	26028	26638	23000	23000	21515	↘									
4.1	Nombre de dérogations scolaires demandées	nb	1490	1632	1527	1455	1502	1212	↘									
4.2	Nombre de place en établissement d'accueil du jeune enfant	nb				3881	3941	4017	↗									
4.2	Nombre de place auprès d'assistantes maternelles	nb				2487	7476	2487	↘									
4.2	Nombre d'associations gestionnaires d'établissement d'accueil de la petite enfance	nb				76	73	72	↘									



Épanouissement de tous les êtres humains

Cibles ODD	Indicateurs locaux	Unités	Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030	Eurométropole de Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030
			2015	2016	2017	2018	2019	2020			2015	2016	2017	2018	2019	2020		
18	Education artistique : nombre d'enfants accueillis par le service éducatif des musées de	nb				15000												
3.6	Education Sécurité routière : nombre d'enfants ayant participé au permis vélo	nb				800												
2.2	Nombre de sites de restauration scolaire	nb	57	57	59	59	62	62	→									
2.2	Nb d'enfants inscrits à la restauration scolaire	nb	16 300	16 400	16500	16500	16500	16500	→									
2.2	Nb de repas servis / jour	nb	10 600	11 760	11500	12600	12600	12500	→									
2.4	Nb de sites "Bio"	nb	23	23	44	44	46	tous	↗									
12.5	Valorisation des biodéchets dans les restaurants scolaires (Agrivalor)	nb					109	113	↗									
4.7	Jardins pédagogiques dans les écoles	nb	39	39	46	46	48	50	↗									
10.3	Activités péri-scolaires : nombre d'activités	nb					350	340	↘									
10.3	Activités péri-scolaires : nombre d'enfants inscrits	nb					4600	4000	↘									
10.3	Projets de réussite éducative : nombre d'enfants suivis (à datte de fin d'année scolaire)	nb					377	367	↘									
	Sport																	
10.2	Nombre de clubs	nb					210											
10.2	Fréquentation annuelle des équipements sportifs	nb		5 125 000	4 700 000	4 700 000			→									
10.2	Nombre de licenciés dans les clubs sportifs	nb		75 000	73 000	73 000	73000		→									
17.17	Nombre de bénévoles	nb					1000											
	Natation																	
9.1	*Surface d'eau pour 10 000 habitants*	m2											115	127	129		↗	
9.1	*Fréquentation annuelle des piscines*	nb									1 396 259	1 409 753	1 404 957	1 459 489	1 427 792		↘	
	Patinoire																	
9.1	*Entrées grand public*	nb												82 213	80 750		↘	
9.1	*entrées scolaires*	nb												29 602	29 108		↘	
9.1	*entrées clubs*	nb												36 000	33 100		↘	
	Plans d'eau																	
9.1	*entrées Baggersee*	nb											61 690	98 830	86 500		↘	
9.1	*entrées Lac Achard*	nb											142 190	130 140	108 000		↘	
9.1	Parcours Vitaboucle	km	29,00	61,50	69,30	69,30			→					147				
9.1	Aires d'agrès	nb				17												



Cibles ODD	Indicateurs locaux	Unités	Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030	Eurométropole de Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030
			2015	2016	2017	2018	2019	2020			2015	2016	2017	2018	2019	2020		
	Culture																	
18	Médiathèque Malraux : nb d'entrées/an	nb	595 470	524 159	512 184	488265	472804	211643	↘									
18	Nombre d'abonnés Carte Pass'relle	nb	60 963	67 464	72 465	73452	75 873	52 191	↘									
	Participation citoyenne																	
16.7	Projets déposés pour le Budget participatif	nb					214	247	↗									
16.7	Projets lauréats pour le Budget participatif	% /total déposé					31	19										
16.7	Plateforme numérique : nombre de pages vues	nb				21 514	215000	106500	↘									
16.7	Plateforme numérique de la participation citoyenne : nb d'utilisateurs	nb				4 498	41200	40000	↘									
16.7	Pétitions citoyennes déposées	nb				14	18	-										
16.7	Pétitions citoyennes recevables et ouvertes à signature	nb				11	13	-										
16.7	Pétitions : nombre de signatures globales	nb				5 212	4037	-										

PARTIE 5 – VILLE COOPERATIVE

Dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables

Strasbourg, métropole centre, se caractérise par ses fonctions d'attractivité économique et sociales fortes. Dans le cadre de la Feuille de route Strasbourg Eco2030, la Ville de Strasbourg favorise une démarche de mobilisation des acteurs du territoire au service de l'emploi durable et non délocalisable. Elle promeut également le lien avec son territoire dans le cadre d'une démarche de soutien à l'agriculture locale local et aux circuits courts. Animée et active tout au long de l'année, elle développe de multiples compétences en matière de marchés d'approvisionnement et d'hygiène et santé environnementale, qui ont un impact concret sur la qualité de vie des habitants.

1 - Emploi durable et insertion

Objectifs Emploi durable et insertion 2030
- Répondre aux besoins des entreprises et des filières du territoire, favoriser les transitions professionnelles de la population active et l'accès à l'emploi des personnes au chômage
- Faciliter l'accès à l'emploi des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville avec un accent particulier sur le public jeune
- Proposer aux publics privés d'expérience professionnelle significative, des solutions d'insertion dans l'activité

1. Analyse de la situation

➢ L'insertion par l'activité économique

Les clauses d'insertion dans les marchés publics de la Ville de Strasbourg ont permis en 2020 :

- 730 personnes en emploi
- 157 334 heures de travail pour des publics en difficulté d'insertion professionnelle

Sur le territoire de la Ville et de l'Eurométropole, les structures d'insertion par l'activité économique proposent une offre de près de 269 postes en insertion s'adressant aux personnes éloignées de l'emploi.

Cette année 2020 a vu le lancement de la dynamique « Territoires zéro chômeurs longue durée ». L'Eurométropole de Strasbourg a délibéré le 18 décembre 2020 de son adhésion à l'association nationale « Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée » (TZCLD) pour s'engager dans l'expérimentation territoriale. Cette démarche vise à résorber le chômage de longue durée en se fondant sur 3 principes : personne n'est inemployable, un grand nombre de travaux utiles et d'une grande diversité restent à réaliser et la privation d'emploi coûte plus cher que la production d'emploi.

Le projet suppose de mettre en place une Entreprise à But d'Emploi (EBE) qui propose des emplois supplémentaires sur le territoire en articulation avec le tissu économique local pour des personnes privées durablement d'emploi volontaires à l'expérimentation. L'embauche en CDI permet de leur redonner confiance en soi, de favoriser le lien social et le sentiment d'utilité ainsi que d'augmenter leur pouvoir d'achat. Ce projet contribue à replacer une économie locale au cœur de bassin de vie et développe les compétences de la main d'œuvre disponible pour les entreprises. Le projet est organisé autour d'un processus bien établi : une fabrique du consensus territorial impliquant institutions, associations, entreprises, citoyens, chômeurs, bénévoles…, le recensement des capacités et envies des demandeurs d'emploi concernés et enfin, la recherche et la création d'activités utiles et non-concurrentes.

- **Approche sociale**

Le service insertion favorise l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté en gérant, animant et coordonnant des dispositifs d'aides financières et de contractualisation (Revenu de solidarité Active, Aides Sociales Communales, Fonds d'Aide aux Jeunes et Fonds Solidarité Logement) afin de permettre aux personnes en difficulté sociale et professionnelle d'accéder à leurs droits pour subsister et les accompagner vers plus d'autonomie. Il renforce également l'animation territoriale et thématique et en favorisant le développement d'actions expérimentales ou innovantes.



Accompagnement à l'insertion au CMS de Hautepierre

2 - Agriculture et alimentation

Depuis 2010, l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg, la Chambre d'agriculture d'Alsace et l'Organisation professionnelle de l'agriculture biologique en Alsace ont défini une stratégie commune de développement durable de l'agriculture locale.

Objectifs Agriculture et alimentation (EMS)	
- Préserver les espaces agricoles et maintenir les entreprises agricoles	
- Développer une agriculture diversifiée et respectueuse de l'environnement	
- Développer les circuits courts et de proximité	
- Rapprocher agriculteurs et citadins	
2030	Atteindre 15% de surface en bio et signes de qualité
2030	Atteindre 50% de produits locaux et bio dans les cantines

1. Analyse de la situation

30% du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg est aujourd'hui encore cultivé. En 2019, la surface agricole utile déclarée à la PAC représentait 11 843 ha. Ces surfaces sont exploitées par 435 exploitations agricoles dont 225 agriculteurs domiciliés sur l'EMS ; leur nombre est en recul.

Le Plan local d'urbanisme adopté en 2016 a permis de reclasser 850 ha constructibles en zones agricoles (zone A) ou en zone naturelle et forestière (zone N) inconstructibles, mais la pression sur le foncier agricole reste forte. Depuis 2015 la surface agricole utile de l'EMS a baissé de 1,2%. C'est pourquoi, en parallèle de cet effort de pérennisation du foncier, des protocoles d'accord définissant les modalités d'indemnisation de trois types de préjudices (évictions pour emprise en 2016, occupations temporaires en 2020, gestion du risque inondation et coulées d'eau boueuse en 2018) ont été établis pour faciliter les projets de la collectivité tout en préservant les capacités productives des agriculteurs.

L'évolution des systèmes de production et pratiques agricoles constitue un défi majeur qui ne peut être partagé que si la rentabilité des entreprises est assurée. Aussi, les partenaires ont investi sur la détection des besoin et projets ainsi que sur la sensibilisation et l'accompagnement individuel ou collectif des agriculteurs du territoire. Sur la période 2010/2020, plus de 250 diagnostics agricoles ont permis de compléter l'état des lieux et d'apporter l'information relative aux bonnes pratiques. Dans le prolongement, l'accompagnement individuels a permis de faire passer la surface en agriculture biologique de 50 ha en 2010 à 305 ha en 2020 et le nombre d'agriculteurs de 7 à 19 agriculteurs AB. Pour autant, elle reste très faible (2,3% de la surface totale EMS contre 8,5% en Alsace et 9,5% au niveau national) du fait du caractère urbain du territoire. De même 26 projets de diversification de productions ont été accompagnés sur cette même période. Ces évolutions permettent à la collectivité, propriétaire de foncier, d'inclure des clauses environnementales dans ses contrats (pratique de l'AB, maintien de prairies, limitation d'intrants…) ; au nombre de 23, ces baux ruraux à clauses environnementales portent sur plus de 130 ha en 2020 sur un total de 500 ha propriété de la Ville ou de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les partenaires se sont également employés à développer la vente directe par la mise à disposition du domaine public et la mobilisation du levier de la commande publique. Au total, quelque 230 producteurs du département, dont 53 de l'Eurométropole, alimentent près de 140 points de vente sur l'Eurométropole.

La restauration collective, qui représente quelques 11 500 repas servis aux scolaires de la Ville de Strasbourg par l'Alsacienne de Restauration, a permis d'assurer un débouché pour 250 tonnes de produits bio chaque année, dont 65% d'origine alsacienne, permettant aux producteurs bio alsaciens et leur plateforme de collecte et conditionnement Solibio de réaliser des investissements et de consolider des emplois.
Ville et Eurométropole souhaitent aujourd'hui enclencher une amplification du processus de transition agricole pour aboutir à des résultats plus significatifs et davantage corrélés aux besoins alimentaires, aux enjeux de santé environnementale et à l'urgence climatique du territoire. Ce processus doit permettre de consolider toujours davantage l'économie agricole par

l'accroissement des débouchés locaux. Aussi, un travail de refonte du partenariat avec la Chambre d'agriculture Alsace et Bio en grand Est a été mené par les membres du comité de pilotage renouvelé en 2020. Il a abouti à un programme de 32 actions (contre une quinzaine précédemment). Outre le travail déjà conduit et à poursuivre, il est prévu également de considérer des sujets nouveaux ou sensibles :

- La cession/transmission d'entreprises. Plus d'une cinquantaine d'agriculteurs sur l'EMS vont cesser leur activité d'ici 2026. S'ils exploitent en moyenne 50 ha, ce sont près de 2 500 ha qui vont changer de main au cours des 5 ans à venir. Parvenir à en orienter vers des projets d'installation suppose de travailler de concert avec l'ensemble de la profession agricole et des acteurs publics.

- La protection de l'eau. Avec l'appui significatif de l'Agence de l'eau via le contrat de territoire eau et climat, les aires d'alimentation des 10 captages que compte le territoire seront considérées de manière prioritaire pour le déploiement des actions d'accompagnement au changement des pratiques et de cultures afin de protéger mieux la ressource en eau potable de la plus grande nappe phréatique d'Europe.

- La réduction de l'empreinte carbone de et par l'activité agricole. Qu'il s'agisse de techniques culturales alternatives, de méthanisation, de réutilisation d'eaux usées pour l'irrigation, les sujets sont nombreux et placent cette activité traditionnelle au cœur d'une économie circulaire d'avenir. L'innovation (agronomique et technologique) et l'ingénierie financière (paiement pour services environnementaux par exemple) que nous serons en mesure de développer permettront de sécuriser le passage à l'acte des chefs d'entreprises agricoles.

- Le développement des circuits de proximité. Si la vente directe s'est développée, l'essentiel de la consommation alimentaire se fait hors domicile ou via les grandes surfaces. Les industries agro-alimentaires, les sociétés de restauration collective, les collecteurs de l'aide alimentaire sont autant d'acteurs à mobiliser pour consolider les débouchés locaux pour des productions elles aussi locales.

- Enfin la communication s'est pour l'essentiel traduite par l'organisation d'un évènementiel grand public annuel vecteur de diffusion du message « Mangeons local ». Elle mérite d'être renforcée pour faciliter la prise de conscience des agriculteurs et des consommateurs de la nécessité d'une transition agricole à des fins de souveraineté alimentaire. Car en effet, avec près de 500 000 habitants, le bassin de consommation eurométropolitain représente un débouché déterminant pour la production agricole alsacienne. Une zone de chalandise de cette importance doit questionner l'impact climatique et environnemental de ses modes de consommation ; ceux-ci influencent sans conteste la production, premier maillon du système alimentaire que Ville et Eurométropole ont conscience, de façon accrue depuis la crise sanitaire, de devoir relocaliser. C'est pourquoi, le travail engagé avec la profession agricole s'inscrit dans une stratégie plus large de mise en perspective d'un système alimentaire territorial et de mise en réseau des acteurs qui le composent. À ce titre, l'Eurométropole bénéfice de la reconduction du label « projet Alimentaire territorial » jusqu'en 2026.

Jardins familiaux

La grande majorité de ces jardins sont de gestion communale ce qui fait de Strasbourg la première ville de France à assurer en régie directe la gestion et le développement de cette œuvre sociale. 41% des 4 847 jardins sont néanmoins gérés par le monde associatif.

Les jardins de gestion associative répondent aux nouveaux besoins de surfaces plus faciles à entretenir et suffisantes pour en tirer quelques légumes et fruits frais.

En 2020, 30 nouvelles parcelles de jardins familiaux, soit 4847 parcelles au total, ont été créées et mise à disposition ainsi que de 4 jardins partagés supplémentaires, soit 33 au total.

2. Actualité de l'année 2020

Comme les années précédentes, les partenaires ont organisé un Tour des Fermes, évènementiel grand public qui met en scène l'agriculture du territoire et incite au changement de comportements alimentaires par la diffusion du message « mangeons local ».

3 - Coopération transfrontalière et internationale -

La coopération incarne une « diplomatie de villes » complémentaire à l'action des États et contribue à la réalisation de l'Agenda 2030 des Nations Unies adopté en septembre 2015. Elle lie les territoires et les populations dans la solidarité pour la transformation. Elle contribue à faire entendre la voix de Strasbourg, capitale politique et parlementaire de l'Europe, siège de grandes institutions de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe dont la Cour européenne des Droits de l'Homme, au-delà des frontières européennes.

Objectifs stratégie transfrontalière, européenne et internationale
Faire participer tous les citoyens à la dynamique internationale, européenne et transfrontalière de Strasbourg
Faire rayonner Strasbourg par son exemplarité, devenir un exemple en termes de transition écologique, de justice sociale, de promotion des droits humains et de démocratie en Europe et dans le monde
Intégrer les trois dimensions de notre territoire – transfrontalier, européen, mondial dans l'ensemble des politiques publiques de la Ville

1 - Analyse de la situation

La crise sanitaire mondiale a fortement impacté les actions de coopération internationale. Toutefois, bien que certaines actions aient dû être annulées ou reportées, la Ville et les acteurs du territoire ont su s'adapter, renforcer les outils existants et développer de nouvelles modalités pour maintenir les liens à l'international et continuer à mener des actions de coopération.

- La coopération transfrontalière

Les mesures de restriction de circulation et de franchissement de la frontière franco-allemande ont, en effet, amené la collectivité à renforcer son soutien aux instances d'information et de conseil de proximité (Infobest Kehl-Strasbourg, Centre européen de la consommation) et à traiter un flux très important de questions de résidents confrontés à des législations française et allemande souvent différentes dans la gestion de la pandémie. L'Infobest a ainsi bénéficié d'un renforcement temporaire de son équipe pris en charge par ses partenaires co-financeurs dont l'Eurométropole.

L'Euro-Institut a notamment continué d'accompagner l'équipe binationale de la Maison de la petite enfance franco-allemande. L'Euro-Institut, fortement affecté par la situation sanitaire, a néanmoins réussi à s'adapter rapidement et à proposer de nombreuses formations en distanciel.

Strasbourg a fait valoir la nécessité d'une prise en compte des bassins de vie transfrontaliers auprès des autorités nationales et européennes, notamment au sein du Comité de coopération transfrontalière instauré par le Traité d'Aix-la-Chapelle où fut aussi porté le sujet de la reconnaissance mutuelle des vignettes Crit Air françaises et allemandes. Les relations de proximité avec Kehl sont restées denses et régulières avec le souhait de les approfondir par une convention de partenariat, tout comme avec l'Eurodistrict où la collectivité a œuvré pour un recentrage de ses champs thématiques d'intervention (mobilités, bilinguisme, culture, environnement).

- Coopération internationale et réseaux de villes

A la suite des élections municipales, une nouvelle dynamique d'investissement des réseaux européens et internationaux a été lancée. La Maire de Strasbourg a été désignée co-présidente de la commission Europe de France urbaine, une fonction qui lui permet de renforcer la visibilité de Strasbourg auprès des partenaires nationaux sur les différents enjeux européens du moment pour les territoires : Plan de relance, Conférence sur l'Avenir de l'Europe, Présidence française de l'UE 2022. La maire a également eu l'opportunité d'intervenir lors de la conférence annuelle d'Eurocities tandis que son adjointe aux relations européennes et internationales, et Strasbourg a intégré les instances politiques des réseaux européens et internationaux suivants : AFCCRE, CCRE, Platforma et CUF. Un suivi et une veille

régulière sur les actions de ces réseaux perdurent en lien avec les directions thématiques concernées.

Les jumelages et partenariats de la ville de Strasbourg se traduisent concrètement par :

- la mobilisation d'expertise interne dans différents domaines (élus et techniciens),
- la mobilisation d'acteurs du territoire permettant d'enrichir les partenariats et de les ancrer dans la ville,
- l'organisation d'événements et de rencontres permettant d'impliquer les populations.

Ils permettent des échanges d'expertise dans les domaines clés de la durabilité.

Mobilités

Lauréate de l'appel à projet « partenariats pour des villes durables » de la Commission européenne, Strasbourg a démarré en juin 2020 le projet AUTREMENT (Aménagement Urbain du Territoire pour REinventer les Mobilités et ENgager les Tunisiens), fruit de sa coopération avec la municipalité tunisienne de Kairouan qui s'étend désormais à la municipalité tunisienne de Mahdia avec l'appui de trois partenaires techniques. Malgré la crise sanitaire, les premiers mois ont été prometteurs : mise en place d'un bureau projet à Kairouan et d'outils de coordination, échanges à distance sur les activités du projet en particulier sur les aménagements urbains tactiques, actions de communication, etc.

Sport

Dans le cadre du programme européen International Urban Cooperation (IUC) la coopération avec San Diego (USA), s'est poursuivis jusqu'à octobre en matière de développement urbain afin de promouvoir, notamment, le bien-être et les mobilités actives. Une délégation strasbourgeoise composée d'experts du sport et des mobilités a été accueillie par les experts urbains de San Diego en janvier. Un plan d'actions en a résulté et a abouti à de nombreuses actions dans les villes inspirées par les expériences respectives, tels qu'un guide des manifestations sportives éco-responsables. Un échange d'expérience tripartite a été par ailleurs organisé avec les villes de San Diego et de Montréal par visioconférence en novembre sur le Master plan parcs et l'activation des espaces publics.

Une délégation technique s'est rendue à Lausanne au mois de janvier 2020, à l'occasion des Jeux olympiques de la Jeunesse (JOJ), afin de se rendre compte non seulement de l'envergure, mais aussi de la philosophie toute particulière qui anime cet événement. À la suite de ce déplacement, des échanges techniques et des visites de sites sur des thématiques spécifiques devaient être organisés mais ont dû être ajournés en raison de la situation sanitaire.

Urbanisme

Dans la continuité de la collaboration sur les éco-quartiers, une délégation d'urbanistes de la ville de Montréal, conduite par la directrice de l'urbanisme a été reçue à Strasbourg pour une visite d'étude faisant suite à une intervention en table ronde à Paris pour présenter la démarche imaginée par Montréal lors de la rencontre dédiée aux 10 ans de la démarche Ecoquartier pilotée par le Ministère du logement et de la transition écologique. Les pratiques partagées localement ont permis d'établir un diagnostic reposant sur les complémentarités de chaque territoire dans le domaine de l'urbanisme en transition et de la participation citoyenne, posant ainsi les bases d'un futur projet de coopération. Ce sont en grande partie ces bases de réflexion partagées qui ont permis, fin 2020, de construire le dossier de coopération entre Strasbourg et Montréal « Penser la ville en transition avec les citoyens », déposé aux ministères des affaires étrangères français et québécois et qui a été retenu désigné parmi les lauréats début 2021.

Avec la ville d'Oran, en dépit du contexte sanitaire et de l'impossibilité de déplacements entre les deux villes, l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Strasbourg (ENSAS) et la Faculté d'Architecture de l'Université des Sciences et Techniques d'Oran (USTO) ont poursuivi de façon remarquable leurs ateliers urbains à distance chaque semaine, dans le cadre de l'accord de partenariat qui les unit depuis 2017.

Strasbourg a également poursuivi son engagement aux côtés de la ville de Bethléem, en partenariat trilatéral avec Paris, dans le cadre d'un projet initié en 2019 intitulé « Réinventer l'espace public à Bethléem » et cofinancé par l'Agence

française du développement. La collectivité apporte ainsi son expertise par le biais d'une assistance à maitrise d'ouvrage en matière d'animations de Noël. L'objectif est notamment d'améliorer l'attractivité du marché de Noël embryonnaire à ce jour à Bethléem, tant pour les touristes étrangers que les habitants, et de permettre à la population de vivre une expérience de Noël authentique en cohérence avec l'identité et les traditions locales.

Jeunesse

Dans le cadre du jumelage avec Dresde, le dispositif permettant d'octroyer des bourses de recherche à des doctorants, chercheurs post-doctorants ou permanents a été reconduit. Ainsi 3 étudiants inscrits à l'Université de Strasbourg et souhaitant effectuer un séjour dans un centre de recherche de Dresde, ont été lauréats de 3 bourses attribuées dans ce cadre. Les mobilités des chercheurs ont cependant été reportées au deuxième semestre 2021.

Le dispositif Mobilitwin qui s'adresse aux étudiants inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur de Strasbourg a permis de soutenir le départ de 17 jeunes à Dresde, 3 à Boston, 4 à Stuttgart et 8 à Leicester.

Culture

Les liens entre associations de Strasbourg et d'Oran se sont maintenus en dépit du contexte sanitaire et de l'impossibilité de déplacements entre les deux villes. L'année 2020 a été marquée par la poursuite des activités (numériques) de l'association Rue Méditerranée qui favorise le rapprochement culturel et citoyen entre Strasbourg et Oran.

Santé

Strasbourg est restée pleinement engagée dans l'approfondissement des échanges d'expérience avec sa ville partenaire russe de Vologda, particulièrement dans la politique de prévention du Sida. Une action effectuée en lien avec les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg et les acteurs associatifs locaux mobilisés sur ces questions, comme le COREVIH Grand Est, Trait d'Union ou encore l'association Ithaque. Une satisfaction a récompensé cet effort : les deux villes ont en effet été identifiées comme binôme de villes pilotes par l'Ambassade de France à Moscou depuis 2019.

➢ Strasbourg, capitale européenne

L'année diplomatique strasbourgeoise a vu l'annulation de toutes les sessions du Parlement européen (PE) à Strasbourg à partir de mars 2020 et l'organisation des sessions plénières à distance, puis de manière hybride à Bruxelles entre mars et décembre 2020. Seules les sessions plénières de janvier et de février se sont tenues à Strasbourg. Concernant les sessions parlementaires du Conseil de l'Europe, seule la session de janvier de l'APCE (Assemblée plénière du Conseil de l'Europe) a eu lieu en présentiel en 2020, les suivantes ont été organisées à distance. Le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe a annulé sa 38e session de mars 2020 tandis que celle d'automne s'est tenue à distance.

Créée et installée par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg en août 2020, « l'Agora Strasbourg Capitale européenne » regroupe toutes les forces vives du territoire qui œuvrent pour la stratégie européenne de Strasbourg. Formée des anciennes instances Task Force « Strasbourg The Seat » et CŒURS (Comité pour l'Europe de et à Strasbourg), elle réunit les partenaires institutionnels (Ville et Eurométropole de Strasbourg, la Collectivité européenne d'Alsace (CEA), Région Grand Est, l'Etat), les acteurs associatifs et transfrontaliers. Elle a pour objectif de porter collectivement une stratégie européenne dont l'un des enjeux prioritaires est la promotion du siège du Parlement européen à Strasbourg. L'Agora est le lieu de dialogue, de coordination des actions menées en commun, de portage et de mise en œuvre d'initiatives pour la promotion de l'Europe à Strasbourg.

Dix ans après la signature du premier accord de partenariat entre la ville de Strasbourg et le Conseil de l'Europe, la Maire de Strasbourg et la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe ont souhaité renforcer davantage la coopération entre les deux partenaires sur les grands enjeux contemporains en lien avec les priorités de la nouvelle municipalité, à savoir le renouveau démocratique, la préservation des droits humains, la lutte contre les inégalités sociales et territoriales, ainsi que les défis sanitaires et environnementaux. Dès fin 2020, la rédaction d'un nouvel accord de partenariat a démarré ainsi que le recensement de

projets communs en vue de faciliter la mise en relation des services de la Ville et du Conseil de l'Europe à tous les niveaux et pour toutes les thématiques concernées.

En raison de la pandémie, le Conseil de l'Europe a décidé d'annuler le programme « IN » du Forum mondial de la Démocratie et d'opter pour un nouveau concept, « 12 mois pour une question » officiellement activé depuis le 18 novembre 2020. Ainsi, le thème du Forum « La démocratie au secours de l'environnement ? » sera débattu sous diverses formes, mois par mois, tout au long de l'année 2021, sur le site Internet du Conseil de l'Europe, en vue d'une édition au format normal en novembre 2021, si les conditions sanitaires le permettent. Le Forum propose d'engager la réflexion et le débat sur les moyens de sensibilisation à mobiliser pour espérer des changements rapides et sur le rôle de chacun. e dans ce processus. La ville de Strasbourg a décidé de s'associer à cette édition 2020-2021 en proposant des séquences du 13 au 18 novembre 2020, entièrement à distance.

Après plusieurs mois de fermeture liée au contexte sanitaire, l'offre culturelle, événementielle et pédagogique du Lieu d'Europe a dû être adaptée. Une cinquantaine d'événements ont pu y être organisés malgré le contexte sanitaire, au cours desquels plus de 7 400 visiteurs ont été réunis. La programmation du Lieu d'Europe s'est articulée autour de temps forts festifs que sont la Fête de l'Europe, les animations estivales ou encore les Journées européennes du Patrimoine, et a été rythmée par l'actualité européenne de Strasbourg (présidences tournantes du Comité des ministres du Conseil de l'Europe) ou encore les grands rendez-vous culturels de notre ville, comme Strasculture. Le Lieu d'Europe a fait en 2020 de l'ouverture à de nouveaux publics l'une de ses priorités en travaillant plus en proximité avec des centres socio-culturels et pour la première fois avec les EHPAD de Strasbourg en leur proposant de réaliser de l'art postal à destination des villes jumelles et partenaires de Strasbourg dans le cadre du projet Mail Art. 2020 a aussi été pour le Lieu d'Europe l'occasion d'entamer de grands chantiers : la préparation de l'extension du Lieu d'Europe lui-même, la refonte de son exposition permanente, la rénovation de la serre et des statues du parc sont venus s'ajouter la diversification des publics, l'amélioration de l'accessibilité des événements et des éco-diagnostics, plaçant l'année sous le signe du développement et de l'inclusion.

2 Actualités de l'année 2020

➢ Aides d'urgence

Jacmel (Haïti) : Strasbourg a voulu apporter sa contribution aux réponses apportées à la dégradation de la situation sanitaire qui s'est, hélas, conjuguée aux difficultés spécifiques engendrées par la pandémie. La situation a conduit notre partenaire jacmélien, le SGCPJ (Service de gestion des centres préscolaires de Jacmel), à fermer ses 30 jardins d'enfants pendant 4 mois (faisant suite à plusieurs mois de fermetures en 2019 à cause de la crise institutionnelle et sécuritaire). En l'absence de cotisations des parents des 2000 enfants qui fréquentent ses centres, le SGCPJ s'est retrouvé dans une très grande précarité financière. Les partenaires strasbourgeois (ville et GESCOD) ont décidé de prendre en charge les salaires du personnel pour les mois d'avril, mai et juin 2020. Le SGCPJ a pu rouvrir progressivement fin juillet. Le service Petite Enfance de la collectivité est fortement investi dans ce partenariat depuis 2012.

Beyrouth (Liban) : la Ville de Strasbourg a tenu à manifester sa solidarité à l'égard du Liban, touché au cœur par les explosions meurtrières dans le port de Beyrouth, à travers une contribution de 15 000 € au Fonds de solidarité Liban initié par le réseau Cités Unies France (CUF). Elle participe régulièrement aux réunions du comité des donateurs qui fixe les orientations pour l'utilisation des fonds récoltés et détermine le programme d'actions et les projets soutenus.

➢ Évènements et faits marquants

L'année 2020 a été marquée par le 60ème anniversaire de jumelage entre Strasbourg et Boston. Malgré les perturbations liées à la situation sanitaire, différents évènements ont pu être organisés, en lien avec la ville de Boston et les comités de jumelage de part et d'autre de l'Atlantique, tant au niveau économique que culturel, célébrant la diversité des liens et relations unissant les acteurs des deux villes.

Toutes les festivités liées au 30ème anniversaire du jumelage avec Dresde ont malheureusement été annulées en 2020. Les Maires de Strasbourg et de Dresde ont tenu, tous deux, à adresser un témoignage de solidarité réciproque aux habitants de leurs villes respectives, sous la forme d'une vidéo qui a été partagée sur les réseaux sociaux. Lors des commémorations relatives au 75ème anniversaire du bombardement qui a ravagé la capitale de la Saxe à la fin de la Seconde guerre mondiale, Strasbourg a marqué une présence fraternelle. Une conférence portant sur les relations entre les deux cités entre 1960 à 1990 – qui ont préfiguré le jumelage - a été organisée le 3 octobre, date de commémoration de l'unification allemande.

Les relations avec Stuttgart ont conservé une activité régulière avec l'organisation de rencontres citoyennes au Lieu d'Europe en juillet 2020, la réalisation d'un calendrier du jumelage, la présence d'un stand de Strasbourg à la Longue nuit des consulats à Stuttgart en septembre 2020. Les maires ont également adopté une déclaration politique en mai 2020, à l'occasion de l'anniversaire du discours fondateur de Robert Schuman, pour appeler au renforcement de l'intégration européenne et au rôle des villes dans les situations de crise.

Depuis septembre 2020, la Maison Europe Grand Est, basée à Bruxelles et pilotée par la région Grand Est, assure un service de veille, de suivi et d'animation sur les sujets européens pour ses membres, à commencer par l'Eurométropole. Son action sera complétée par l'intervention d'un.e représentant.e permanent.e de Strasbourg à Bruxelles.

Au cours de l'année 2020, dans le cadre de la préparation de la programmation européenne 2021-2027 et des négociations autour du plan de relance européen, les élus de la Ville et l'Eurométropole ont contribué aux plaidoyers envers les décideurs nationaux et européens pour faire des villes et des métropoles des bénéficiaires directs de ces fonds.



Dynamique de développement suivant des modes de production et de consommations responsables

Cibles ODD	Indicateurs locaux	Unités	Ville de Strasbourg						Tendance /n-1	Valeur cible 2030	Eurométropole de Strasbourg						Tendance /n-1	Valeur cible 2030
			2015	2016	2017	2018	2019	2020			2015	2016	2017	2018	2019	2020		
	Economie, commerce, tourisme																	
8.2	Traffic fluvial : tonnage transporté en cale sèche	Million de tonnes												5,9	7,6	6,8	↘	
8.3	Création d'entreprises	nb									3883	4428	4907	5763	6627	6942	↗	
8.3	Implantation d'entreprises	%													15%			
9.5	Montant annuel des levées de fonds pour les Start'up	M€											46M€	115 M€	88 M€	66 M€	↘	
8.3	Création de Start'up French tech	nb														51		
9.3	Entreprises accompagnées par "Parcours du créateur en QPV"	nb												184				
9.5	Brevets publiés par les entreprises françaises à strasbourg	nb														63		
8.1	Volume des transactions de locaux tertiaires	m2												75000	72000	78300	↗	
8.4	Taux de vacances des commerces	%													6%			
8.11	Traffic aérien : nb de passagers de l'aéroport	Million de voyageurs												1,3	1,3	0,5	↘	
8.9 et 18	Fréquentation des Musées strasbourgeois	nb de visiteurs	550 974	565 961	587 342	652 234	671 700	249 616										
8.9	Nb de chambres en hôtel et résidence de tourisme	nb												9000	10532	11287	↗	
8.9	Taux d'hébergements labellisés Ecolabel européen (ou équivalent)	%														3		
	Fréquentation hôtelière																	
8.9	*Nuitées*	nb									3 492 278	3 708 912	3 967 857	4 092 981	3 999 521	1 279 616	↘	
8.9	*Evolution nuitées*	%									4,86%	6,20%	6,98%	3,15%	-2,28%	-68,00%	↘	
8.9	*Taxe de séjour*	€									2 803 271	4 462 892	4 696 959	5 581 879	5 979 097	1 636 441	↘	
8.9	*Evolution montants collectés*	%									4,68%	59,20%	5,24%	18,84%	7,12%	-72,63%	↘	
	Emploi et insertion																	
8.5	Evolution du nombre d'emplois privés	nb										184633	188925	192734	193955	191893	↘	
8.5	Nombre de Français travaillant dans l'Ortenau Kreis	nb														7817		
8.5	Taux de chômage (ZE selon le BIT)	%									10,4		9	8,9	8,2	7,8	↘	
8.6	Taux de chômage (EMS selon INSEE)	%											15,6	15,6				
8.7	Taux de chômage dans l'Ortenau Kreis	%														3,9		
8.6	Taux de chômage des femmes (EMS selon INSEE)	%												15,2				



Dynamique de développement suivant des modes de production et de consommations responsables

Cibles ODD	Indicateurs locaux	Unités	Ville de Strasbourg						Tendance /n-1	Valeur cible 2030	Eurométropole de Strasbourg						Tendance /n-1	Valeur cible 2030
			2015	2016	2017	2018	2019	2020			2015	2016	2017	2018	2019	2020		
	Ateliers et chantiers d'insertion																	
8.5	*Conventions*	nb									271	261	269	272	303		↗	
8.5	*taux de retour à l'emploi*	%									42%	50%	49%	54%	48%	44%	↘	
12.7	Clauses d'insertion dans les marchés publics (volume d'heures)	nb d'heures	165 509	168 947	197 176	182 941	168 789	157 334	↘		156 461	189 905	198 128	197 495	208427	186227	↘	
12.7	Clauses d'insertion dans les marchés publics (bénéficiaires)	nb de personnes	584	572	748	783	764	730	↘		594	663	716	724	691	686	↘	
	Clauses sociales tous donneurs d'ordre																	
12.7	*Nb d'entreprise*	nb									353	347	323	332	336	339	↗	
12.7	*Nb d'heures*	h									677 688	784 725	767 587	770 188	777 380	853 757	↗	
17.17	Projets soutenus par le FEDER	nb												15	14	14	↘	
17.17	Projets soutenus par le FSE	nb												24	17	19	↘	
	Déchets et économie circulaire																	
11.6	Déchets ménagers tous flux confondus	kg/hab/an									468 Sinoe: 456	467 Sinoe: 455	454 Sinoe: 443	457 Sinoe: 446	451 Sinoe: 440	420 (nvelle base Sinoe)	↘	
11.6	Production de déchets ménagers et assimilés (avec déblais et gravats) par habitant	kg/hab.an																
11.6	Déchets résiduel	kg/ hab/an									255 Sinoe: 249	253 Sinoe:247	250 Sinoe:244	253 Sinoe:247	247 Sinoe 241	238 (nvelle base Sinoe)	↘	
12.5	Recyclage déchets ménagers et assimilés	%									29%	28,80%	30,40%	31,60%	31,22%	26,77%	↘	
	Collectes sélectives																	
12.5	*Conteneurs à verre*	nb									640	678	698	699	709	710	↗	
12.5	*Verre collecté*	kg									24	24,7	25,4	25,8	25,4 (Sinoe)	25,9	↗	
12.5	*Papiers, cartons, emballages : conteneurs*	nb									360	374	422	461	519	564	↗	
12.5	*Papiers, cartons, emballages : total collecté*	kg									57,4	58,2	57,3	57,1	54,8 (Sinoe)	51,8	↘	
12.5	*Déchetteries : entrées*	Nombre									840 218	929 740	936 900	998 637	987 875	920 820	↘	
12.5	*Décheteries : recyclage matière*	%									68,50%	68,20%	68,70%	68,80%	68,80%	67,32%	↘	
12.5	*Ordures ménagères résiduelles*	kg/hab									255	253	250	253	247,2 (Sinoe 241)	238,4	↘	
12.5	*Recyclage des déchets du BTP*	%																
	Agriculture et alimentation																	
2.4	Surfaces agricoles utiles	ha												11843				
2.4	Circuits courts d'alimentation																	
2.4	*nombre de producteurs*	nb												53				
2.4	*Points de distribution*	nb												176	140			



Dynamique de développement suivant des modes de production et de consommations responsables

Cibles ODD	Indicateurs locaux	Unités	Ville de Strasbourg						Tendance /n-1	Valeur cible 2030	Eurométropole de Strasbourg						Tendance /n-1	Valeur cible 2030
			2015	2016	2017	2018	2019	2020			2015	2016	2017	2018	2019	2020		
2.4	Surfaces AB	ha									170	170	230	264	289	305	↗	
2.4	Nb d'exploitations en bio	nb									16	16	17	19	19	21	↗	
2.4	Surfaces en baux environnementaux	ha									94,25	102,74	123	123	131	136	↗	
2.4	Nb de contrats	nb									12	15	18	18	22	27	↗	
2.3	Jardins familiaux	nb	4774	4797	7865	4825	4814	4847	↗									
2.3	Potagers urbains collectifs	nb	66	66	70	70	78	88	↗									
2.3	Jardins partagés	nb	19	21	21	25	29	29	→									
2.3	Surface dédiée à la production vivrière (jardins familiaux, PUC, jardins partagés)	ha						162										
8.3	Nombre total de titulaires d'emplacements dans les marchés	nb				389												
8.3	Nombre de titulaires d'emplacement de commerçants en produits aimentaires	nb				186												
8.3	Part des commerçants en produits alimentaires	%				47%												

PARTIE 6 – RESSOURCES

La collectivité se doit d'être exemplaire en matière de gestion de ses ressources et activités afin de répondre aux exigences de sobriété et de réduction de son empreinte environnementale.

1 - Commande publique

Objectifs Commande publique (SPASER)
- Structurer la politique d'achat public durable et conforter sa planification
- Accroitre la visibilité de la politique d'achat public durable de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg
- Approfondir l'utilisation de l'achat public comme levier de politiques publiques en donnant une force contraignante au schéma

1. Analyse de la situation

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg s'appuient sur leurs Schémas de Promotion des Achats Socialement et Écologiquement Responsables (SPASER) comme levier de maîtrise des dépenses publiques mais aussi comme un outil de mise en œuvre des politiques publiques locales. Ce schéma décrit les engagements des deux collectivités sur trois volets : achat socialement responsable, achat écoresponsable et protecteur de la santé, achat équitable.

Cette démarche est issue des lois relatives à l'économie sociale et solidaire de 2014 et à la transition énergétique de 2015 qui imposent aux acheteurs publics dont le volume des achats annuels excède 100 millions d'euros d'élaborer un tel schéma afin de les conduire à mieux intégrer le développement durable dans leurs marchés publics.

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, passant environ 2 500 marchés par an pour un volume financier approchant les 340 millions d'euros, s'étaient pleinement emparées du sujet. Strasbourg fait ainsi partie du petit nombre de collectivités à adopter son SPASER, engagement politique majeur permettant sa déclinaison opérationnelle au niveau des marchés publics.

2. Actualité de l'année 2020

Le premier SPASER, adopté en 2018 était prévu jusqu'à la fin de l'année 2020. Il a ainsi été remis sur l'établi avec l'arrivée de la nouvelle municipalité en 2020. Toutes les directions ainsi que de nombreux partenaires externes ont été appelés à participer à sa refonte. Au total, 50 personnes réparties en 15 ateliers ont pu proposer des modifications ou ajouts en vue de sa réécriture.

Les objectifs annoncés, par rapport au premier SPASER étaient les suivants :

- Un renforcement général des items et un renforcement particulier de l'axe gouvernance
- Un adossement du texte aux objectifs de développement durable de l'ONU
- Un renforcement de l'égaconditionnalité

Ainsi, le nouveau SPASER porte sur 4 axes :

- un achat public social et solidaire, pour soutenir l'économie sociale et solidaire et poursuivre l'intégration de considérations éthiques et sociales dans les marchés,
- un achat public éco-responsable et protecteur de la santé, pour réduire les déchets, optimiser leur valorisation, limiter les pollutions, préserver les ressources naturelles et maîtriser la consommation énergétique,
- un achat public tourné vers le monde économique pour faciliter davantage l'accès des artisans, PME et TPE aux marchés publics, promouvoir le commerce équitable et développer les circuits courts,
- une gouvernance et une communication, pour faire connaître le SPASER au sein et à l'extérieur de la collectivité et partager largement, avec l'ensemble des partenaires de cette dernière, ses orientations et les bonnes pratiques qu'il définit.

Le nouveau SPASER a ainsi été entériné par l'assemblée délibérante en juin 2021 et couvrira la période 2021-2026.

220 marchés publics de la ville de Strasbourg ont comporté des clauses d'insertion sociales et ont donné lieu à la réalisation de plus de 157 000 heures d'insertion, dont 4500 heures de formation.

La Ville de Strasbourg a poursuivi la construction d'outils en interne en vue de développer l'achat durable et ses concrétisations, visibles en particulier sur https://www.strasbourg.eu/achat-public.

L'année 2020 aura été marquée par une avancée dans le cadre de la programmation des achats où pour la première fois, ceux-ci étaient connus et listés bien à l'avance. Ceci a permis à notre facilitateur – le Relais 2D – bien en amont du lancement des marchés - d'identifier ceux pouvant comporter des clauses sociales. Ce premier jalon permettra par la suite d'identifier les marchés sur lesquels un effort pourra être porté sur le volet environnemental.

Le chantier de la cartographie des achats s'est poursuivi et a pu montrer ses premiers résultats. L'objectif poursuivi était la construction de deux types de cartographies : l'un dédié à la direction générale et des élus (vue d'ensemble) et l'autre dédié aux directions opérationnelles (vue plus spécifique). Ces cartographies visent notamment à identifier les marchés stratégiques à la fois sur le volet économique et sur le volet achat durable.

Les conditions sanitaires n'ont pas permis la tenue du salon de l'achat public comme les précédentes années. En revanche, divers webinaires à l'attention des entreprises ont été organisés : sur les grands projets de la Ville, sur la mise en œuvre du développement durable etc… Un webinaire dédié à la commande publique responsable a pu mettre à disposition des chefs de projets l'ensemble des outils achats sur les axes du SPASER : environnemental, social et équitable.

L'effort s'est poursuivi concernant le réemploi. Forts des résultats concernant l'utilisation du réemploi dans les marchés publics (achats de mobilier à la pépinière de Hautepierre ainsi que sur d'autres sites), un marché d'acquisition, de location et de réparation d'appareil électroménagers en réemploi a été lancé dans le cadre du groupement de commande permanent avec plusieurs autres collectivités.
Par ailleurs, une formation conjointement préparée par le réseau Commande Publique Alsace, le Service des Achats et de la Commande Publique et La Direction du Développement et de l'Attractivité a été dispensée aux acteurs locaux du réemploi.

Objectifs Ressources logistiques 2030

1. Analyse de la situation

➢ Imprimerie

En 2020, le bilan carbone du Service Imprimerie s'est amélioré de 56% en passant de 444 à 285 tonnes de CO_2 par rapport à l'année 2019. L'année 2020 a permis :

- Création de l'accueil unique.
- Renouvellement des triples certifications ISO 9001- ISO 14001 et passage de l'OHSAS 18001 à l'ISO 45001, ainsi que les certifications PEFC et FSC garantissant la provenance du papier et la bonne gestion des forêts ainsi que le label Imprim'vert.
- Optimisation de formats d'impression offset a engendré une économie de 5,81 tonnes de papier offset et a compensé la hausse de production suite à la ré-internalisation de certaines productions.
- Mise en production d'un nouveau logiciel de gestion pour les commandes imprimerie.
- Acquisition d'un traceur scanner plieuse et d'un traceur hybride Led UV

➢ Parc, véhicules et Ateliers

Service ressource au service de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, il agit avec une clé de répartition validée par la Commission Mixte Paritaire. Pour 2020, l'action du service PVA se répartissait à 28,18 % pour la Ville et 71,82 % pour l'Eurométropole de Strasbourg.

Pour la Ville de Strasbourg, en 2020, la classification selon les vignettes Crit'air est la suivante :

Étiquettes de lignes	Catégorie	Sans	Gris	Brun	Orange	Jaune	Violet	Vert	Total
VILLE	Total véhicules légers			2	7	28	69	8	114
	Total poids lourds	1	9	2	4	6	6	0	28
	Total utilitaires	0	1	11	40	64	44	28	188
	Total moto					12			12
	Total scooter	4		11	21	21			57
Total VILLE		**5**	**10**	**26**	**72**	**131**	**119**	**36**	**399**

Attribution des vignettes Crit'air aux véhicules du parc de la Ville

2. Actualités de l'année 2020

En 2020, le service PVA a renouvelé ses certifications ISO 9001 (qualité) ISO 14001 (environnement) et ISO 45001 (sécurité). L'activité du service a subi une baisse due à la crise sanitaire et notamment lors du premier confinement qui a fortement réduit l'usage des véhicules dans les services. Toutefois le service en mobilisant l'ensemble des agents des ateliers a confectionné plus de 200 distributeurs de gel hydro-alcoolique actuellement opérationnels dans de nombreux lieux publics.

D'autre part, avec l'appui de la direction des sports, de la direction de l'enfance et de l'éducation, du service des moyens généraux, le service PVA a procédé à l'installation (et au repli) du centre d'accueil d'une centaine de lits COVID à l'EPIDE. Un nouveau programme d'acquisition lié à la mise en place de la zone à faible émission (ZFE) a été engagé pour remplacer les véhicules sans vignette ou avec vignette N°5.

3 - Patrimoine bâti

Correspondant à près de 5% de la consommation énergétique de l'ensemble du secteur tertiaire du territoire eurométropolitain, le patrimoine bâti de la Ville de Strasbourg représente un levier important pour la transition énergétique et écologique du territoire.

Les objectifs du Plan Climat EMS applicables au patrimoine de la collectivité sont :

Objectifs patrimoine bâti		
	2030	**2050**
Consommation énergétique (en énergie finale à climat constant)	- 40%	- 60%
Émissions de gaz à effet de serre	- 40%	- 90%
Contribution au développement de la part des EnR dans la consommation énergétique du territoire	40%	100%

1. Analyse de la situation

Initiée à l'été 2018, la stratégie énergétique et environnementale au niveau du patrimoine bâti a été renforcée lors de la délibération du nouveau Plan Climat Air Énergie Territorial de l'Eurométropole de Strasbourg le 18 décembre 2019. Applicable sur l'ensemble du patrimoine bâti appartenant à la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, elle sera également délibérée en 2021 dans le cadre du plan d'actions Cit'Ergie de la Ville de Strasbourg.

Cette stratégie comprend 5 volets :

- Améliorer nos connaissances du patrimoine
- Favoriser un usage mutualisé des surfaces et limiter la construction de surfaces de plancher supplémentaires
- Rénover d'un point de vue énergétique le parc bâti dans sa globalité
- Construire des bâtiments exemplaires au niveau énergétique et environnemental
- Augmenter la production d'énergies renouvelables et réduire les consommations d'énergie fossile pour aller vers la neutralité carbone

Pour les opérations de rénovations, les objectifs visés sont les suivants :

- Analyser l'efficacité énergétique du bâtiment pour toute opération
- Atteindre le niveau de performance équivalent au label BBC Rénovation, voire tendre vers une performance « bâtiment passif » pour certaines opérations. Si les contraintes patrimoniales ne le permettent pas, viser un maximum d'objectifs parmi la liste suivante : gain d'une à plusieurs classes énergie/climat, division par 2 voire 3 des consommations de chauffage, réduction de 25 à 50% des consommations d'électricité
- En cas de rénovation partielle, s'assurer d'être « BBC compatible »
- Prioriser les systèmes de production des énergies renouvelables et étudier les potentialités d'installation de panneaux solaires thermiques et/ou photovoltaïques en toiture
- Poursuivre la démarche « bâtiment intelligent » raisonnée, en choisissant les solutions les plus adaptées aux usages et à la performance du bâtiment

Les objectifs ont également été renforcés pour les constructions neuves :

- Optimiser les surfaces construites en réinterrogeant les besoins, tout en favorisant l'adaptabilité et la réversibilité du bâtiment
- Viser à minima les objectifs « Énergie 3 » et « Carbone 1 » du label E+/C-, renforcés par une exigence « bâtiment passif », incluant une production photovoltaïque minimale, l'optimisation de l'empreinte carbone du bâtiment sur son cycle de vie, voire tendre vers le bâtiment à énergie positive

Des objectifs complémentaires sont également fixés au niveau des opérations d'un point de vue impact carbone, qualité de l'air, gestion des eaux pluviales, confort d'été, lutte contre les îlots de chaleur, et respect de la biodiversité.

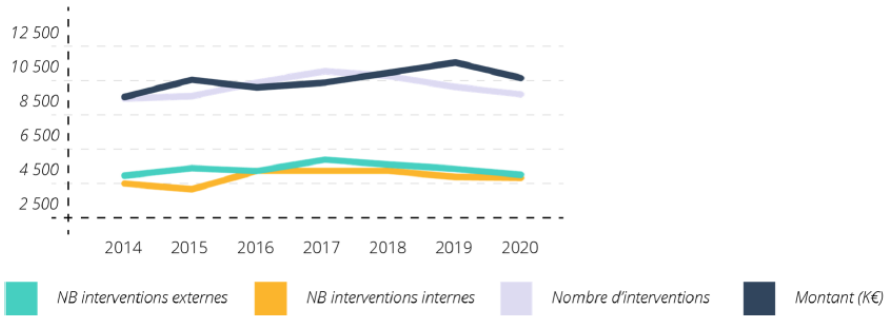
En 2019, on dénombre 1 230 bâtiments de toutes natures comme des écoles, musées, gymnases, crèches ou encore des logements. De taille importante avec une surface totale de 1 380 000 m² $_{SHOB}$, le patrimoine bâti de la Ville de Strasbourg représente un enjeu important pour la collectivité.

Le parc bâti de la Ville de Strasbourg a consommé 181 GWh d'énergie finale * en 2019, soit une diminution de 3,4% par rapport à 2018. Cela représente une diminution de 2% par rapport à 2012, qui est l'année de référence concernant les objectifs du Plan Climat Air Énergie Territorial.
Au-delà des opérations de rénovation énergétique, l'exploitation des bâtiments, les comportements des usagers ainsi que les travaux entrainant des fermetures temporaires (exemple : fermeture des bains municipaux depuis juin 2018) peuvent avoir un impact sur l'évolution des consommations et entrainent une certaine variabilité d'année en année.

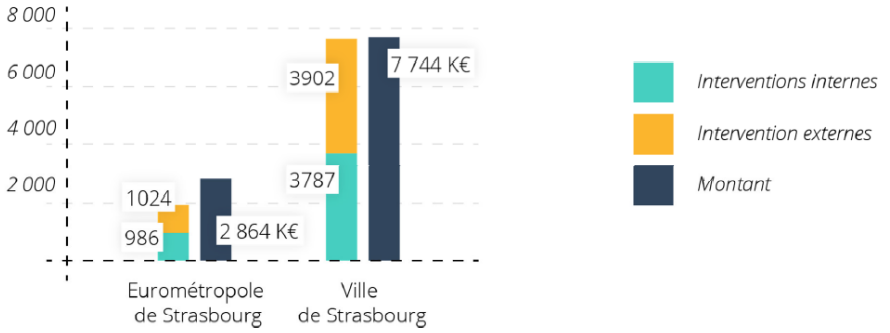
Le parc bâti de la Ville de Strasbourg a émis 22 700 tonnes équivalent CO2 en 2019 (-18,7% par rapport à 2018), soit une baisse de 36,5% depuis 2008 (année de référence des émissions de gaz à effet de serre du parc bâti). L'écart est lié principalement aux clauses des marchés de fourniture d'électricité qui ont évoluées en 2019 (100% EnR pour les grandes et moyennes puissances).

** Données issues de la nouvelle version du bilan carbone réalisée lors d'un stage débuté en 2020. Il a notamment permis d'améliorer l'estimation des consommations énergétiques des bâtiments pour lesquels les factures ne sont aujourd'hui pas connues.*

L'année 2020 a permis de réaliser 9 699 interventions de maintenance technique sur le patrimoine bâti de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, pour un montant de 10,6 M€ TTC. Sur le périmètre de la Ville de Strasbourg uniquement, ceci correspond à 7 689 interventions pour un montant de 7,74 M€ TTC.



Évolution annuelle des interventions réalisés par le service maintenance bâtiment



Répartition des interventions réalisés par le service maintenance bâtiment en 2020

- Équipements « développement durable » dont l'exploitation et la maintenance sont réalisées par le service maintenance bâtiment :

Types d'installation	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Télégestion (site)	118	128	132	137	**144**	**147**
Eau chaude solaire	6	6	6	6	**11**	**14**
Géothermie	5	5	5	10	**5**	**4**
Aérothermie	3	3	3	40	**57**	**34**
Chaudière bois	7	7	7	8	**9**	**8**

L'année 2020 a aussi été l'occasion de préparer les arbitrages budgétaires du mandat des nouveaux élus. Ce programme donne une large priorité aux projets scolaires ainsi qu'aux rénovations énergétiques, et sera notamment délibéré dans le cadre du plan pluriannuel d'investissements.

2. Actualités de l'année 2020

Les équipements neufs livrés en 2020 :

- ✓ Le bâtiment en bois pour l'école maternelle Meinau

Les équipements neufs en cours de travaux en 2020 :

- ✓ Le restaurant du groupe scolaire Schluthfeld
- ✓ Le restaurant du groupe scolaire Erckmann Chatrian
- ✓ L'extension de l'école élémentaire et le restaurant scolaire Finkwiller
- ✓ L'extension du groupe scolaire Gutenberg
- ✓ L'extension du gymnase Canardière

Les opérations de restructurations et rénovations thermiques livrées en 2020 :

- ✓ La maison de service du conseil des XV (reconversion d'un bâtiment de l'école élémentaire)
- ✓ Villa Massol

Les travaux de restructurations et de rénovations thermiques en cours en 2020 :

- ✓ Le groupe scolaire du Hohberg
- ✓ Le groupe scolaire Gustave Doré
- ✓ Le groupe scolaire Schluthfeld
- ✓ L'école élémentaire Branly
- ✓ La restructuration de l'école élémentaire Finkwiller
- ✓ La restructuration du gymnase Canardière
- ✓ L'annexe du centre socio-culturel de l'Escale

L'année 2020 a aussi été caractérisée par la mise en service du nouveau théâtre du Maillon.

En complément, un poste de chargé de mission « bâtiments circulaires » a été recruté en octobre 2020 pour définir en priorité la stratégie à suivre concernant l'économie circulaire et l'empreinte carbone pour les opérations réalisées sur le patrimoine bâti.

4 - Éclairage publique

Objectifs Éclairage publique 2030	
Baisse des consommations d'énergie entre 2020 et 2030	- 40 à - 50%
Nb sources de 250 W ou plus	0
Nb sources de 150 W	ou < 320
% source LED	> 80%
Nb luminaires boule	0 *(au 1er janvier 2025)*
Température de couleur moyenne	< 3 000 K

1. Analyse de la situation

En 2020, le parc d'éclairage public et d'illumination est constitué de 850 km de réseau, 28 000 points lumineux d'éclairage public, 4 700 points d'illumination permanente, 430 armoires de commande. Le département a déployé un logiciel de gestion des éclairages, smartgéo, avec une partie GMAO, gestion de la maintenance assistée par ordinateur.

Évolution par rapport à 2015-2019	
Réseaux (km)	**+ 5,0%**
Luminaires (nb)	**+ 12,3%**
Armoires (nb)	**+ 2,4%**

En 2020, la consommation d'énergie liée aux éclairages et illuminations est de 12,5 GWh/an. Les usages énergétiques significatifs et données 2020 sont:

- 1 401 luminaires en 250W
- 6 998 luminaires en 150W
- 21 % de de sources en technologie LED
- 630 luminaires type boule
- Température de couleur moyenne estimée à 2 700 K

Le département éclairage public est certifié depuis 2018 ISO 50-001 : management de l'énergie. La politique énergétique répond aux enjeux de la Ville, de maîtriser les consommations de la collectivité, d'assurer un éclairage au plus juste des usagers et limiter l'impact de la l'éclairage sur l'environnement. Elle est axée sur 5 axes :



L'objectif de la Ville est, par référence à l'année 2010, de réduire la consommation électrique de 20 à 25 % à l'horizon 2020. L'atteinte de cet objectif passe par les actions suivantes : éco-réalisation, modulation des niveaux d'éclairement, remplacement d'appareillages de forte puissance, suppression des sources énergivores et maîtrise des temps d'allumage.

Consommation électrique	
Objectifs 2011-2020	**Réalisé 2019***
- 3 400 MWh	- 2 889 MWh

**Somme des économies réalisées 2011-2019*

2. Actualités de l’année 2020 –

- ✓ Lancement d'une démarche de trame nocturne visant à conserver des zones d'obscurité et de prévenir, réduire et limiter les nuisances lumineuses. Les communes de l'Eurométropole ont été informées de la démarche et sont invitées à s'y associer,
- ✓ Mise en œuvre d'éclairages publics avec des spectres de lumière étroit entre 1 900K à 2 200 K dans quelques espaces de nature afin de moins impacter la biodiversité,
- ✓ Déploiement d'éclairages autonomes photovoltaïques ont été déployés sur une piste cyclable et sur les parkings Rue Baden Powell,
- ✓ Mise en place d'une nouvelle politique d'éclairement qui se traduit par la généralisation d'un abaissement de 25% entre 20h et 23 heures et de 50% entre 23h et 6 heures du matin



Ressources

Cibles ODD	Indicateurs locaux	Unités	Ville deStrasbourg						Tendance	Valeur cible 2030	Eurométropole de Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030
			2015	2016	2017	2018	2019	2020			2015	2016	2017	2018	2019	2020		
	Ressources logistiques																	
	Courriers																	
12.2	*Réceptionnés*	nb									436216	419216	343711	208969	279220	210000	↘	
12.2	*Affranchis*	nb									1 206 560	881 000	903 128	744 079	935337	990000	↗	
12.2	*Montant d'affranchissement*	€									758 071 €	728 374 €	624 823 €	580 283	614274	765000	↗	
12.2	*Mises sous plis*	nb									473 373	418 899	558 849	601 368	798633	425000	↘	
	Papier																	
12.2	*Ramettes papier utilisées*	nb						1465			31 081	37 835	34 910	36 129	33 660	17 133	↘	
12.2	*Papier recyclé*	%						97,13			82%	91%	75%	46%	37%	51%	↗	
12.2	*Papier certifié PEFC/FSC*	%						100			18%	9%	25%	54%	63%	49%	↘	
	Impressions																	
12.2	*Impressions numériques (noir et blanc)*	nb									4 316 746	3 823 224	4 270 263	3 057 313	3 076 090	1 857 733	↘	
12.2	*Impressions numériques (couleur)*	nb									2 152 399	1 997 355	2 022 298	2 461 251	3 110 909	1 882 457	↘	
12.2	*Impressions Offset total*	nb									236	204	170	162	181	66	↘	
12.2	*dont impressions Offset avec papier recyclé*	nb									93	86	78	76	68	34	↘	
12.2	Consommation totale de papier	tonnes									318	299	270	182	201	78	↘	
13.2	Consommation de papier : émissions de CO2	tonnes CO2									600	583	535	529	444	285	↘	
12.7	Part des marchés intégrant des clauses environnementales	%			16,34	14,82	13,67	11,22	↘				22,26	21,67	19,93	13,20	↘	
	Parc véhicules et atelier																	
12.6	*Berlines et berlines société*	nb			115	119	120	114	↘	80			199	203	209	200	↘	170
12.6	*Véhicules utilitaires*	nb			187	191	189	188	↘	150			333	326	324	303	↘	280
12.6	*Camions et poids lourds*	nb			31	34	35	33	↘	30			295	302	287	286	↘	270
12.6	*Vélos, autres deux-roues et tricycles*	nb			345	375	371	340	↘	500			949	991	988	864	↘	1000
12.6	*VAE, vélos cargos et tricycles électriques*	nb						15	↗	100						32	↗	200
12.6	*Matériels de déneigement*	nb			96	101	100	94	↘	90			277	258	250	233	↘	230
12.6	*Autres engins et matériels*	nb			1391	1008	1357	1332	↘	1300			960	938	1030	1063	↗	1000
12.6	*Total*	nb			1820	1828	2172	2116	↘				3013	3018	3088	2981	↘	3150
	PVA : énergies et carburants																	
13.2	*Consommation totale GPL, gaz de pétrole liquéfié, GNV, gaz naturel*	litres et kg			12 332	12 849	14818	10524	↘				126805	122090	126531	133171	↗	
13.2	*Consommation en kWh (gazole, essence, GPL, GNV, électricité, biogaz, agrocarburants...) des véhicules de type "véhicule particulier" pour le fonctionnement de la collectivité*	kWh			786 513	797 402	743206	581410	↘				936216	911987	883401	652998	↘	
13.2	*Consommation annuelle d'énergie des véhicules (VP) de la collectivité*	kWh/an.employé			192	194	181	142	↘				322,8331	314,47828	304,62103	225,17172	↘	
13.2	*Facture énergétique en € des carburants pour l'ensemble des véhicules de la collectivité*	€			335 882	383 035	360930	271180	↘	300000			2323202	2307744	2255751	1917245	↘	2000000
13.2	*Facture énergétique en € des carburants pour l'ensemble des véhicules de la collectivité / employé*	€/an.employé			82	93	88	66	↘	73			801,10414	795,77379	777,84517	661,11897	↘	689,6551724



Ressources

Cibles ODD	Indicateurs locaux	Unités	Ville deStrasbourg						Tendance	Valeur cible 2030	Eurométropole de Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030
			2015	2016	2017	2018	2019	2020			2015	2016	2017	2018	2019	2020		
13.2	*Production de CO2*	tonnes			725	713	675	523	↘	400			4 685	4 629	4 528	3 853	↘	3500
	Vignettes Crit'air																	
11.6	*Vert*	nb				26	30	36	↗	80				9	16	26	↗	170
11.6	*Violet*	nb				101	112	119	↗	180				210	214	223	↗	550
11.6	*Jaune*	nb				157	134	130	↘	0				206	209	214	↗	0
11.6	*Orange*	nb				57	68	66	↘	0				172	166	159	↘	0
11.6	*Brune*	nb				27	23	21	↘	0				74	68	64	↘	0
11.6	*Grise*	nb				10	9	6	↘	0				74	54	49	↘	0
11.6	*Sans*	nb				7	5	2	↘	0				24	22	17	↘	0
11.6	*Total*	nb				385	381	380	↘	260				769	749	752	↘	720
	Construction et partimoine bati																	
7.3	*Nombre de bâtiments de la collectivité*	nb	1181	1196	1191	1205	1230		↗		517	534	540	541	507		↘	
7.3	*Superficie SHON (hors emphythéoses)*	m²	1 025 294	1 016 030	1 021 098	1 036 325	1 049 309		↗		576 643	575 445	577 731	549 931	537 384		↘	
7.3	*Consommation d'énergie finale à climat constant des bâtiments (hors transferts de compétences entre la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole)*	kWh	184 023 733	182 324 607	184 204 596	187 352 501	181 085 306		↘	110 876 666	95 083 490	89 529 463	95 344 547	96 450 354	89 501 763		↘	58 144 904
7.3	*Taux de couverture par les énergies renouvelables (tous usages confondus)*	%			11	11	30		↗				17	19	51		↗	
	Patrimoine immobilier de la collectivité (parc bâti public uniquement)																	
7.3	*Nombre de bâtiments*	nb					778								187			
7.3	*Superficie SHON (hors emphythéoses)*	m²					844 878								415 582			
	Energie																	
7.3	*Consommation d'énergie finale à climat constant des bâtiments publics uniquement (hors transferts de compétences entre la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole)*	kWh					140 937 537								74 282 775			48 524 806
7.3	*Consommation d'énergie finale à climat constant des bâtiments publics uniquement (rapporté au nb d'habitant)*	kWh/hab					491								147			
7.3	*Consommation d'énergie finale à climat constant des bâtiments publics uniquement (rapporté à la surface du patrimoine)*	kWh/m²					167								179			
7.3	*Production photovoltaïque issue des bâtiments (revente uniquement)*	kWh		131 355	110 411	133 150	130 560	105 213	↘									
7.3	*Consommation brute d'énergie finale des bâtiments (part payée par la collectivité uniquement)*	kWh	109 730 164	119 598 765	117 695 946	111 813 707	105 099 260	95 904 510	↘		49 101 503	53 981 684	63 455 618	64 408 970	64 069 120	56 785 166	↘	
7.3	*Coûts des factures énergétique (part payée par la collectivité uniquement)*	€	8 753 632	8 966 407	9 194 188	9 402 132	9 498 112	8 657 857	↘		4 125 085	4 635 628	5 272 898	5 593 619	6 013 671	5 366 379	↘	
7.3	*Part d'électricité d'origine renouvelable (part payée par la collectivité uniquement)*	%	23%	23%	23%	45%	86%	86%	→	100%	25%	25%	25%	50%	97%	97%	→	100%
7.3	*Consommations d'eau (part payée par la collectivité uniquement)*	m3			457 427	423 869	384 754	253 808	↘				333 152	345 498	366 874	261 871	↘	
7.3	*Factures d'eau (part payée par la collectivité uniquement)*	€			1 115 743	1 068 701	996 396	661 629	↘				881 827	926 121	1 010 907	710 026	↘	
7.3	*Budget travaux rénovation énergétique patrimoine public (euros)*	€					6 270 709 €	7 740 727 €	↗						192 977 €	794 269 €	↗	



Ressources

Cibles ODD	Indicateurs locaux	Unités	Ville deStrasbourg						Tendance	Valeur cible 2030	Eurométropole de Strasbourg						Tendance	Valeur cible 2030
			2015	2016	2017	2018	2019	2020			2015	2016	2017	2018	2019	2020		
	Eclairage public																	
7.3	Réseaux d'éclairage public	km	803	814	824	829	843	852	↗	900								
7.3	*Luminaires*	nb	28500	29000	30000	32 000	32 000	33000	→	33000								
7.3	*Armoires*	nb	420	420	420	430	430	430	→	430								
7.3	Consommation énergie annuelle éclairage public	GWh/an	14,7	14,3	13,9	13,7	13,4	12,8	↘	7,5								
7.3	Consommation énergie annuelle éclairage public / hab	kWh/ hab.an	52,5	51,0	49,5	49,0	48,0	46,0	↘	27,0								
7,3	Dépenses énergétiques - éclairage public (euros)	€	1900000	2000000	1900000	1900000	2000000	1800000	↘	./								
7.3	Nombre luminaires 250W	nb	./	2614	2334	2051	1873	1401	↘	0								
7.3	Nombre luminaires 150W	nb	./	8394	8256	7986	7666	6998	↘	320								
7.3	% de sources en technologie LED	%	./	8%	12%	14%	15%	21%	↗	80%								
7.3	Nb de luminaires type "boule"	nb	./	./	./	./	744	630	↘	0								
7.3	Température de couleur moyenne estimée	K	./	./	./	2670	2700		↗	3000								
7.1	Valorisation des CEE	kWhcumac valorisés/an	0	9 297 804	4 930 178	6 592 410	26 014 070	14 496 439	↘		0	1 270 500	0	0	4 130 476	3 741 978		
7.1	Valorisation des CEE	€/an	0	64 015	34 511	46 147	182 098	101 475	↘		0	8 233	0	0	28 913	26 194		

3

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Budget primitif 2022 de la ville de Strasbourg.

Numéro V-2022-167

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
et après avoir reçu communication du rapport sur la situation de la collectivité en matière de développement durable,

1) approuve le budget primitif pour l'exercice 2022 de la Ville de Strasbourg tel que figurant aux documents budgétaires joints en annexe, et arrête aux sommes suivantes, pour l'ensemble du budget, le montant des chapitres

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
011	Charges à caractère général	94 273 448,00 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	208 386 758,00 €
014	Atténuation de produits	516 000,00 €
022	Dépenses imprévues	1 200 000,00 €
023	Virement à la section d'investissement	7 100 000,00 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	19 400 000,00 €
65	Autres charges de gestion courante	80 218 430,00 €
656	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	296 000,00 €
66	Charges financières	2 950 500,00 €
67	Charges exceptionnelles	2 166 340,00 €

68	Dotations aux amortissements et aux provisions	792 524,00 €
		417 300 000,00 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
013	Atténuations de charges	1 062 455,00 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	11 500,00 €
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	29 334 110,00 €
73	Impôts et taxes	279 799 020,00 €
74	Dotations et participations	89 839 507,00 €
75	Autres produits de gestion courante	12 610 247,00 €
76	Produits financiers	1 751 911,00 €
77	Produits exceptionnels	2 877 300,00 €
78	Reprises sur amortissements et provisions	13 950,00 €
		417 300 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
020	Dépenses imprévues	500 000,00 €
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	11 500,00 €
041	Opérations patrimoniales	10 000 000,00 €
13	Subventions d'investissement	33 195,27 €
16	Emprunts et dettes assimilées	41 075 000,00 €
20	Immobilisations incorporelles	1 580 457,08 €
204	Subventions d'équipement versées	16 656 409,70 €
21	Immobilisations corporelles	31 048 807,49 €
23	Immobilisations en cours	88 124 496,46 €
26	Participations et créances rattachées à des participations	12 500,00 €
27	Autres immobilisations financières	605 000,00 €
454101	Travaux sur immeubles menaçant ruine	50 000,00 €
454104	Travaux au titre de la lutte contre l'habitat insalubre	3 000,00 €
454105	Travaux pour tiers - Eclairage public	50 000,00 €
458104	Espex Singrist	49 634,00 €
		189 800 000,00 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
021	Virement de la section de fonctionnement	7 100 000,00 €
024	Produit des cessions d'immobilisations	22 940 000,00 €

040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	19 400 000,00 €
041	Opérations patrimoniales	10 000 000,00 €
10	Dotation fonds divers et réserves	11 500 000,00 €
13	Subventions d'investissement	8 008 579,76 €
16	Emprunts et dettes assimilées	110 065 586,24 €
21	Immobilisations corporelles	35 000,00 €
27	Autres immobilisations financières	601 200,00 €
454201	Travaux sur immeubles menaçant ruine	50 000,00 €
454205	Travaux pour tiers - Eclairage public	50 000,00 €
458204	Espex Singrist	49 634,00 €
		189 800 000,00 €

2) approuve le budget primitif pour l'exercice 2022 du budget annexe de l'école européenne -tel que figurant aux documents budgétaires joints en annexe- et arrête aux sommes suivantes, pour l'ensemble du budget, le montant des chapitres.

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
011	Charges à caractère général	1 055 000,00 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	20 000,00 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	25 000,00 €
		1 100 000,00 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	399 000,00 €
74	Dotations et participations	687 300,00 €
75	Autres produits de gestion courante	13 700,00 €
		1 100 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
21	Immobilisations corporelles	25 000,00 €
		25 000,00 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	25 000,00 €
		25 000,00 €

3) fixe les taux de fiscalité directe locale pour 2022, à un niveau inchangé, comme suit:

taxe foncière sur les propriétés bâties : 37,44%

taxe foncière sur les propriétés non bâties : 72,52%.

4) arrête pour le budget de 2022, le taux de participation de l'Eurométropole de Strasbourg aux charges de pensions assumées par la Ville à 40,95 %, en vertu de l'article 26 de la loi du 31 décembre 1966 relative aux communautés urbaines ;

5) La dette

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1611-3-2,

Vu la délibération n° 6 en date du 4 juillet 2020 ayant confié à la Maire la compétence en matière d'emprunts ;

Vu la délibération n° 11, en date du 24 juin 2019 ayant approuvé l'adhésion à l'Agence France Locale de la Ville de Strasbourg,

Vu les statuts des deux sociétés du groupe Agence France Locale et considérant la nécessité d'octroyer à l'Agence France Locale, une garantie autonome à première demande, au bénéfice de certains créanciers de l'Agence France Locale, à hauteur de l'encours de dette de la Ville de Strasbourg, afin que la Ville de Strasbourg puisse bénéficier de prêts auprès de l'Agence France Locale,

Vu le document décrivant le mécanisme de la garantie, soit le Modèle 2016-1 en vigueur à la date des présentes,

I – Considérant qu'au 01/01/2022, l'encours de la dette présente les caractéristiques suivantes :

L'encours de la dette s'élève à 273 573 406 €.
La dette est ventilée en appliquant la double échelle de cotation fondée sur l'indice sous-jacent et la structure et en précisant pour chaque élément sa part respective dans le total de l'encours, sa valorisation et le nombre de contrats concernés soit 36 contrats de 273 573 406 € représentant 100% de l'encours de dette classée 1-A.

Considérant, que compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, la Ville de Strasbourg souhaite recourir à des produits de financement dont l'évolution des taux doit être limitée.

a) *approuve la détermination du profil de la dette comme suit :*

L'encours de la dette peut être augmenté au maximum de la somme inscrite au budget. Les emprunts ainsi que les instruments financiers retenus respecteront une ventilation conforme aux critères suivants :

- *100% maximum de l'encours de la dette classée 1-A ou 2-A,*
- *50% maximum de l'encours de la dette classée 1-B,*
- *0% pour les autres classifications.*

b) *approuve le recours, dans le souci d'optimiser sa gestion de la dette et dans le cadre des dispositions de la circulaire interministérielle du 25 juin 2010, à des produits de financement qui pourront être :*

- *et/ou des emprunts de type « schuldschein »,*
- *et/ou des emprunts classiques : taux fixe ou variable sans structuration,*
- *et/ou des emprunts bancaires à barrières sur EURIBOR*
- *des emprunts obligataires (stand alone, EMTN ou groupés).*

La durée des produits de financement ne pourra excéder 40 années.
Les index de référence des contrats d'emprunts pourront être :

- *le T4M*
- *le TAM*
- *l'€STER*
- *l'EURIBOR*
- *le livret A*
- *l'inflation*
- *l'OAT.*

Pour l'exécution de ces opérations, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins cinq établissements spécialisés.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers pour un montant maximum de :

- *0,20% de l'encours visé par l'opération pour les primes,*
- *0,30% du montant de l'opération envisagée pour les commissions, pendant toute la durée de celle-ci,*
- *un forfait de 80 000 €*

c) *autorise la Maire, respectivement l'Adjoint chargé du ressort, à contracter les produits nécessaires à la couverture du besoin de financement de la collectivité, conformément aux termes de l'article L. 2122-22 du C.G.C.T. dans les conditions et limites ci-dessus ;*

d) *autorise à ces fins, la Maire, respectivement l'Adjoint chargé du ressort :*

- *à lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations,*
- *à lancer des émissions obligataires ou à participer à des emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et signer les actes y relatifs,*

- *à lancer des émissions de type « schuldschein » et signer les actes y relatifs,*
- *à retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,*
- *à passer les ordres pour effectuer l'opération retenue,*
- *à résilier l'opération retenue,*
- *à signer les contrats répondant aux conditions posées aux alinéas précédents,*
- *à définir le type d'amortissement et procéder à un différé d'amortissement,*
- *à procéder à des tirages échelonnés dans le temps, à des remboursements anticipés et/ou consolidation, sans intégration de la soulte,*
- *et notamment pour les réaménagements de dette, la faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable, la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêt, la possibilité d'allonger la durée du prêt, la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement,*
- *et enfin à conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.*

II – Considérant, que compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, la Ville de Strasbourg souhaite recourir à des instruments de couverture afin de se protéger contre d'éventuelles hausses des taux ou au contraire afin de profiter d'éventuelles baisses.
Considérant que ces instruments permettent de modifier un taux (contrats d'échange de taux ou swap), de figer un taux (contrats d'accord de taux futur ou FRA, contrats de terme contre terme ou FORWARD/FORWARD), de garantir un taux (contrats de garantie de taux plafond ou CAP, contrats de garantie de taux plancher ou FLOOR, contrats de garantie de taux plafond et de taux plancher ou COLLAR) ;

a) *approuve le recours, dans le dans le souci d'optimiser sa gestion de la dette et dans le cadre des dispositions de la circulaire interministérielle du 25 juin 2010, de recourir à des opérations de couverture des risques de taux qui pourront être :*
- *des contrats d'échange de taux d'intérêts (SWAP),*
- *et/ou des contrats d'accord de taux futur (FRA),*
- *et/ou des contrats de garantie de taux plafond (CAP),*
- *et/ou des contrats de garantie de taux plancher (FLOOR),*
- *et/ou des contrats de garantie de taux plafond et de taux plancher (COLLAR).*

La durée des contrats de couverture ne pourra excéder 20 années.
En toute hypothèse, cette durée ne peut être supérieure à la durée résiduelle des emprunts auxquels les opérations sont adossées.

Les index de référence des contrats de couverture pourront être :
- *le T4M,*
- *le TAM,*
- *l'€STER,*
- *l'EURIBOR,*
- *l'OAT.*

En toute hypothèse, les opérations de couverture sont toujours adossées aux emprunts constitutifs de la dette et le montant de l'encours de la dette sur lequel portent les opérations de couverture ne peut excéder l'encours global de la dette de la collectivité.

Pour l'exécution de ces opérations, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers pour un montant maximum de :

- *0,10% de l'encours visé par l'opération pour les primes,*
- *0,15% du montant de l'opération envisagée pour les commissions, pendant toute la durée de celle-ci,*
- *un forfait de 10 000 euros.*

b) autorise la Maire, respectivement l'Adjoint chargé du ressort, à recourir à des opérations de couverture sur les contrats d'emprunts constitutifs du stock de la dette, ainsi que sur les emprunts nouveaux ou de refinancement à contracter sur l'exercice et qui seront inscrits en section d'investissement du budget primitif.

c) autorise la Maire, respectivement l'Adjoint chargé du ressort, à ces fins :

- *à lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations,*
- *à retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,*
- *à passer les ordres pour effectuer l'opération retenue,*
- *à résilier l'opération retenue,*
- *à signer les contrats de couverture répondant aux conditions posées aux alinéas précédent;*

III - la Ville de Strasbourg ayant adhéré à l'Agence France locale le 24 juin 2019:

a) décide que la garantie de la Ville de Strasbourg est octroyée dans les conditions suivantes aux titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale (les bénéficiaires) :

- *le montant maximal de la garantie pouvant être consenti pour l'année 2022 est égal au montant maximal des emprunts que la Ville de Strasbourg est autorisée à souscrire pendant l'année 2022;*
- *la durée maximale de la garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenus par la Ville de Strasbourg pendant l'année 2022 auprès de l'Agence France Locale augmentée de 45 jours ;*
- *la garantie peut être appelée par chaque bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou plusieurs bénéficiaires ou par la Société Territoriale ; et*
- *si la garantie est appelée, la Ville de Strasbourg s'engage à s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé, dans un délai de 5 jours ouvrés ;*
- *le nombre de garanties octroyées par la Maire ou son-sa représentant-e au titre de l'année 2022 sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale, dans la limite des sommes inscrites au budget primitif de référence, et que le montant maximal de chaque garantie sera égal au nombre tel qu'il figure dans l'acte d'engagement ;*

b) *autorise la Maire ou son-sa représentant-e pendant l'année 2022, à signer le ou les engagements de garantie pris par la Ville de Strasbourg, dans les conditions définies ci-dessus, conformément au modèle présentant l'ensemble des caractéristiques de la garantie, figurant* ***en annexe I*** *;*

c) *autorise la Maire ou son-sa représentant-e à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;*

d) *en tant qu'actionnaire de l'Agence France Locale - Société Territoriale, informe que le compte rendu d'activité est consultable en* ***annexe II*** *;*

5) approuve les versements suivants :

Bénéficiaire	***Type de dépense***	***Nature comptable***	***Montant***
Crédit Municipal	*Subvention de fonctionnement (subvention d'équilibre)*	*65737*	*85 000 €*
Crédit Municipal	*Subvention d'équipement*	*204172*	*17 000 €*
Crédit Municipal	*Prêt*	*274*	*300 000 €*

6) approuve, sur le budget principal, le rattrapage des subventions transférables

Débit 13916 subventions transférées au compte de résultat - subventions d'équipement - autres établissements publics locaux pour 1 341€
Crédit 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés pour 1 341€

7) informe que les documents budgétaires sont consultables à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/share-access/sharings/zkzx3IkR.4llllL0D

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 29 mars 2022

(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-145488C-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE
MEMBRES

Version 2016.1

AGENCE FRANCE LOCALE

Par et pour les collectivités

TABLE DES MATIERES

TITRE I DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION 2
1. Définitions 2
2. Règles d'interprétation 3
TITRE II MODALITÉS DE LA GARANTIE 5
3. Objet de la Garantie 5
4. Bénéficiaires de la Garantie 5
5. Plafond de la Garantie 5
6. Nature juridique de l'obligation du Garant 6
TITRE III APPEL DE LA GARANTIE 7
7. Personnes habilitées à appeler la Garantie 7
8. Conditions de l'appel en Garantie 7
9. Modalités d'appel 7
TITRE IV PAIEMENT AU TITRE DE LA GARANTIE 11
10. Date de paiement 11
11. Modalités de paiements 11
TITRE V DURÉE DE LA GARANTIE 12
12. Date d'effet 12
13. Terme 12
14. Résiliation anticipée 12
TITRE VI RECOURS 13
15. Subrogation 13
16. Recours entre les Membres 13
TITRE VII COMMUNICATION 14
17. Information des Bénéficiaires 14
18. Publicité 14
19. Notifications 14
TITRE VIII STIPULATIONS FINALES 15
20. Impôts et taxes 15
21. Droit applicable et tribunaux compétents 15
LISTE DES ANNEXES 16

GARANTIE AUTONOME A PREMIERE DEMANDE

ENTRE

(1) La Collectivité ayant signé un Engagement de Garantie (le ***Garant***) ;

ET

(2) **AGENCE FRANCE LOCALE**, société anonyme à directoire et conseil de surveillance, dont le siège social est situé « Tour Oxygène », 10-12 Boulevard Vivier Merle, 69003 Lyon, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Lyon sous le numéro 799 379 649 (l'***Agence France Locale***) ;

EN PRÉSENCE DE :

(3) **AGENCE FRANCE LOCALE – SOCIÉTÉ TERRITORIALE**, société anonyme à conseil d'administration, dont le siège social est situé 41, quai d'Orsay, 75007 Paris, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 799 055 629 (la ***Société Territoriale***) ;

EN FAVEUR DE :

(4) de tout titulaire de tout Titre Garanti décrit à l'Article 4.1 (le ***Bénéficiaire***) à titre de stipulation pour autrui, conformément aux dispositions de l'article 1121 du Code civil.

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSÉ CE QUI SUIT

(A) La Société Territoriale et l'Agence France Locale ont été constituées respectivement les 3 et 17 décembre 2013 dans le but de contribuer au financement des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre français, conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 *de séparation et de régulation des activités bancaires*, codifié à l'article L. 1611-3-2 du Code général des collectivités territoriales.

(B) Le Garant est Membre du Groupe Agence France Locale et a vocation à bénéficier de financements consentis par l'Agence France Locale.

(C) Conformément aux dispositions légales, aux statuts de la Société Territoriale et au pacte d'actionnaires conclu entre les Membres du Groupe Agence France Locale, la Société Territoriale et l'Agence France Locale (le ***Pacte***), la qualité de Membre de plein d'exercice du Groupe Agence France Locale et le bénéfice de financements consentis par l'Agence France Locale sont conditionnés à l'octroi par chacun des Membres d'une garantie conforme au modèle arrêté par le Conseil d'administration de la Société Territoriale.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT

TITRE I
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1. DÉFINITIONS

Les termes utilisés avec une majuscule dans la présente Garantie auront la signification qui leur est donnée ci-dessous :

Agence France Locale a le sens qui lui est donné en comparution du présent Modèle de Garantie ;

Annexe signifie une annexe à la présente Garantie ;

Appel en Garantie signifie tout appel au titre de la présente Garantie réalisé conformément aux stipulations de la présente Garantie ;

Article signifie un article du présent Modèle de Garantie ;

Bénéficiaire a le sens qui lui est donné en comparution du présent Modèle de Garantie ;

Collectivité signifie les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre français ainsi que toute entité qui serait légalement autorisée à participer au mécanisme mis en œuvre par le Groupe Agence France Locale ;

Date d'Expiration a le sens qui lui est donné à l'Article 13.1 ;

Demande d'Appel a le sens qui lui est donné à l'Article 8.3 ;

Demande de Remboursement signifie la somme de toute demande de remboursement effectuée auprès du Garant par ou au nom d'un ou plusieurs autres Membres dans le cadre du mécanisme décrit à l'Article 16 ;

Encours de Crédit signifie la somme de tout montant dû, à tout instant, par le Garant, en principal, intérêts et accessoires à l'Agence France Locale, à l'exclusion des montants dus par le Garant, en principal, intérêts et accessoires à l'Agence France Locale au titre des encours de crédits initialement consentis pour une période maximale de 364 jours ;

Engagement de Garantie signifie l'engagement de garantie conforme au modèle figurant en Annexe A au présent Modèle de Garantie qui a été signé par le Garant ;

Garant a le sens qui lui est donné en comparution du présent Modèle de Garantie ;

Garantie signifie la garantie autonome à première demande consentie par le Garant en application des termes de sa ou de ses Engagement(s) de Garanties et du présent Modèle de Garantie ;

Garantie Société Territoriale signifie toute garantie consentie par la Société Territoriale en considération des obligations financières de l'Agence France Locale ;

Groupe Agence France Locale désigne collectivement la Société Territoriale et l'Agence France Locale ;

Jour Ouvré signifie tout jour autre que le samedi, le dimanche, un jour férié ou un jour durant lequel les banques sont tenues par la loi d'être fermées en France ou autorisées par la loi à être fermées en France ;

Membre signifie le Garant ainsi que toute Collectivité ayant adhéré au Groupe Agence France Locale conformément aux statuts de la Société Territoriale ainsi qu'au Pacte ;

Modèle de Garantie signifie le présent document régissant les modalités de la Garantie donnée par le Garant au titre d'un ou plusieurs Engagements de Garantie ;

Pacte a le sens qui lui est donné au paragraphe (C) du préambule du présent Modèle de Garantie ;

Partie signifie le Garant, l'Agence France Locale ainsi que tout Bénéficiaire ayant accepté de devenir une partie à la présente Garantie ;

Plafond de la Garantie a le sens qui lui est donné à l'Article 5 ;

Plafond Initial a le sens qui lui est donné à l'Article 5 ;

Remboursement Effectif signifie la somme de tout montant effectivement payé au Garant en lien avec la présente Garantie par d'autres Membres, l'Agence France Locale, la Société Territoriale ou une personne ayant bénéficié d'un paiement indu au titre de la présente Garantie ;

Représentant a le sens qui lui est donné à l'Article 7 ;

Site a le sens qui lui est donné à l'Article 5.2(c) ;

Société Opérationnelle a le sens qui lui est donné en comparution du présent Modèle de Garantie ;

Société Territoriale a le sens qui lui est donné en comparution du présent Modèle de Garantie ;

Titres Garantis a le sens qui lui est donné à l'Article 4.1.

2. RÈGLES D'INTERPRÉTATION

2.1. Principes Généraux

2.1.1 La signification des termes définis s'applique indifféremment au singulier et au pluriel de ces termes et, le cas échéant, au masculin ou au féminin.

2.1.2 Les titres utilisés dans le présent Modèle de Garantie ont été insérés uniquement pour la commodité de lecture et n'affectent ni le sens ni l'interprétation du présent Modèle de Garantie.

2.1.3 A moins que le contexte nécessite qu'il en soit autrement, toute référence à une disposition légale s'entend de la disposition telle qu'elle aura été modifiée, remplacée ou codifiée dans la mesure où cette modification, ce remplacement ou cette codification est applicable ou est susceptible de s'appliquer aux opérations stipulées par le présent Modèle de Garantie.

2.1.4 Toute référence à un autre document s'entend de ce document tel qu'il pourra être modifié ou remplacé.

2.1.5 Les exemples suivant les termes « inclure », « incluant », « notamment », « en particulier » et autres termes ayant le même sens ne sont pas limitatifs.

2.2. Modèle de Garantie et Engagements de Garantie

2.2.1 La présente Garantie est basée sur le Modèle de Garantie dans sa version 2016.1 qui a été arrêté par le Conseil d'Administration de la Société Territoriale le 26 novembre 2015.

2.2.2 Lors de la conclusion de tout contrat ou acte emportant augmentation de l'Encours de Crédit d'un Membre, ce dernier est invité à signer un Engagement de Garantie au titre duquel il s'engage à consentir une garantie, en application et conformément aux stipulations du présent Modèle de Garantie, dans la limite de la somme des Plafonds Initiaux stipulés dans ledit Engagement de Garantie et les Engagements de Garanties préalables et non expirés.

2.2.3 Bien que chaque Engagement de Garantie soit signé à l'occasion de la conclusion d'un contrat ou d'un acte emportant augmentation de l'Encours de Crédit du Garant, l'engagement dudit Garant n'est conditionné qu'à la réalité de l'Encours de Crédit et non à la validité des contrats ou actes ayant conduit à sa conclusion.

2.2.4 Chaque Engagement de Garantie fait l'objet d'une approbation par l'organe compétent du Garant, le cas échéant de façon groupée, de façon à garantir la validité de l'engagement dudit Garant.

2.3. Pluralité de Modèles de Garantie

2.3.1 Chaque Engagement de Garantie et le Modèle de Garantie constituent ensemble un tout indivisible et le Garant ne peut pas se voir opposer un Modèle de Garantie qu'il n'aurait pas expressément accepté dans un Engagement de Garantie.

2.3.2 En cas de conclusion d'un Engagement de Garantie par le Garant faisant référence à un Modèle de Garantie différent de la version 2016.1, les Encours de Crédit dudit Garant feront l'objet d'une individualisation.

2.3.3 Les titulaires de Titres Garantis émis jusqu'à la date de signature de l'Engagement de Garantie faisant référence à un Modèle de Garantie donné, pourront se prévaloir, pour la totalité de l'Encours de Garantie dudit Garant au choix, soit du dernier Modèle de Garantie accepté par le Garant dans un Engagement de Garantie à la date d'émission desdits Titres Garantis, soit des Modèles de Garantie postérieurs également acceptés par le Garant dans un Engagement de Garantie subséquent, étant néanmoins précisé que tout Appel en Garantie devra faire référence à un seul Modèle de Garantie.

2.3.4 Les titulaires de Titres Garantis émis postérieurement à la date de signature de l'Engagement de Garantie faisant référence à un Modèle de Garantie postérieur à la version 2016.1 ne pourront se prévaloir que des Modèles de Garantie postérieurs acceptés par le Garant.

TITRE II
MODALITÉS DE LA GARANTIE

3. OBJET DE LA GARANTIE

Le Garant s'engage inconditionnellement et irrévocablement à payer à tout Bénéficiaire, à première demande, toute somme indiquée dans l'Appel en Garantie dans la limite du Plafond de Garantie visé à l'Article 5. L'Appel en Garantie devra être strictement conforme aux exigences du TITRE III de la présente Garantie.

4. BÉNÉFICIAIRES DE LA GARANTIE

4.1. La Garantie est conférée au bénéfice de toute personne titulaire d'un titre éligible, la détention d'un titre éligible résultant de :

(a) l'inscription en compte, dans les registres de l'Agence France Locale ou d'un intermédiaire financier, comme titulaire d'un titre financier dont les modalités indiquent qu'il est éligible au bénéfice de la Garantie ;

(b) la détention d'un document signé par l'Agence France Locale indiquant que ce document est éligible au bénéfice de la Garantie ;

(ci-après un ***Titre Garanti***).

4.2. La Garantie concerne les Titres Garantis existants ainsi que les Titres Garantis futurs ou à émettre.

5. PLAFOND DE LA GARANTIE

5.1. Le plafond de la Garantie (le ***Plafond de la Garantie***) consentie par le Garant est égal à tout instant au montant total de son Encours de Crédit auprès de l'Agence France Locale :

(a) diminué de tout Appel en Garantie, à l'exception de l'Appel en Garantie pour les besoins duquel doit être calculé le Plafond de la Garantie ;

(b) augmenté de tout paiement reçu par ce Membre en application d'un Remboursement Effectif ;

(c) diminué de toute Demande de Remboursement.

5.2. Il est par ailleurs précisé que :

(a) les éléments conduisant à une réduction du Plafond de la Garantie ne sont plus opposables aux Bénéficiaires à compter de la date à laquelle ils ont appelé la Garantie ;

(b) en cas d'Appel en Garantie et/ou de Demandes de Remboursement multiples,

(i) il sera tenu compte, pour la détermination du Plafond de la Garantie, des demandes reçues le Jour Ouvré précédant la date de calcul ;

(ii) il ne sera pas tenu compte des demandes reçues postérieurement au Jour Ouvré précédant la date de calcul et, dans l'hypothèse où le Plafond de la Garantie serait inférieur au total desdites demandes, l'obligation de paiement du Garant bénéficiera aux Bénéficiaires au prorata de leur demandes ;

(c) tout Bénéficiaire peut à tout moment se prévaloir dans un Appel en Garantie du montant de l'Encours de Crédit estimé au dixième ($10^{ème}$) Jour Ouvré suivant la date d'Appel en Garantie, tel que publié par l'Agence France

Locale sur son site internet (le ***Site***) pour chaque Membre conformément à l'Article 17.1, ce montant étant réputé faire foi jusqu'à ce qu'une Partie apporte la preuve contraire.

5.3. Afin d'éviter toute ambigüité, le Plafond de la Garantie ne peut en aucun cas excéder la somme de chaque Plafond Initial stipulé dans chaque Engagement de Garanties dont la Date d'Expiration n'est pas intervenue.

6. NATURE JURIDIQUE DE L'OBLIGATION DU GARANT

6.1. La présente Garantie constitue une garantie autonome au sens de l'article 2321 du Code civil.

6.2. En conséquence, le Garant ne peut opposer ou faire valoir aucune exception ou objection de quelque nature que ce soit (à l'exception de celles figurant à l'article 2321 du Code civil), et notamment toute exception ou objection que l'Agence France Locale pourrait avoir à l'encontre du Bénéficiaire, sous réserve néanmoins du respect des stipulations de la présente Garantie.

6.3. Sous réserve des stipulations de l'Article 14, toutes les stipulations de la présente Garantie conserveront leur plein effet quelle que soit l'évolution de la situation financière, juridique ou autre de l'Agence France Locale ou du Garant. En particulier, la Garantie conservera son plein effet vis-à-vis des Bénéficiaires au cas où l'Agence France Locale demanderait la nomination d'un mandataire *ad hoc* ou d'un conciliateur (ou ferait l'objet d'une telle demande), conclurait un accord amiable avec ses créanciers ou ferait l'objet de l'une des procédures du Livre VI du Code de commerce.

TITRE III
APPEL DE LA GARANTIE

7. PERSONNES HABILITÉES À APPELER LA GARANTIE

La présente Garantie pourra être appelée par les personnes suivantes :

(a) chaque Bénéficiaire, pour ce qui le concerne ;

(b) le représentant de la masse ou toute personne habilitée à exercer des sûretés ou garanties pour le compte des Bénéficiaires conformément au droit applicable ou aux stipulations des Titres Garantis (le ***Représentant***), pour le compte des personnes qu'il est habilité à représenter ; ou

(c) la Société Territoriale, pour le compte de tout Bénéficiaire.

8. CONDITIONS DE L'APPEL EN GARANTIE

8.1. Appel par les Bénéficiaires

L'Appel en Garantie par les Bénéficiaires n'est soumis à aucune condition.

8.2. Appel par les Représentants

L'Appel en Garantie par les Représentants n'est soumis à aucune condition.

8.3. Appel par la Société Territoriale

La Société Territoriale peut décider d'appeler la Garantie dans les cas limitativement énumérés ci-dessous :

(a) en cas d'appel de la Garantie Société Territoriale ;

(b) en cas de demande de l'Agence France Locale de procéder à un Appel en Garantie (une ***Demande d'Appel***).

9. MODALITÉS D'APPEL

9.1. Principe

9.1.1 Une demande de paiement qui remplit, en substance et formellement, les exigences stipulées par le présent acte (en ce compris les modèles d'Appels en Garantie figurant en Annexe) constitue un appel en garantie pour les besoins de la présente Garantie (un ***Appel en Garantie***). La Garantie peut-être appelée en une ou plusieurs fois.

9.1.2 Un Appel en Garantie effectué pour un montant supérieur au Plafond de la Garantie sera réputé avoir été fait pour un montant égal au Plafond de la Garantie sans que cela remette en cause sa validité.

9.1.3 Un Appel en Garantie doit nécessairement être libellé en euros (EUR) ou toute autre devise ayant cours légal en France.

9.1.4 Un Appel en Garantie doit nécessairement indiquer sur quel Modèle de Garantie il est basé. Néanmoins, et conformément aux stipulations de l'Article 2.2, un Appel en Garantie peut bénéficier de la totalité du Plafond de la Garantie, y compris lorsque le Plafond de la Garantie résulte de la conclusion de plusieurs Engagements de Garantie par le Garant.

9.1.5 Un Appel en Garantie doit nécessairement être rédigé en français.

9.1.6 Une demande de paiement non conforme à ces exigences ne sera pas considérée comme valable et sera réputée ne jamais avoir été émise.

9.2. Appel par les Bénéficiaires

9.2.1 Tout Appel en Garantie par un Bénéficiaire devra être formulé au moyen d'une demande écrite strictement conforme au modèle figurant en Annexe B, laquelle devra être signée par une personne dûment autorisée par le Bénéficiaire concerné et être notifiée au Garant avec copie à la Société Territoriale.

9.2.2 Tout Appel en Garantie par un Bénéficiaire devra être accompagné, à peine de nullité, des documents suivants :

(a) la copie des documents juridiques relatifs aux Titres Garantis, avec indication de la clause stipulant que lesdits titres bénéficient de la Garantie ;

(b) pour les Titres Garantis émis sous forme de titres financiers, l'attestation d'inscription en compte ;

(c) la déclaration sur l'honneur du Bénéficiaire indiquant

(i) l'existence d'un défaut de paiement, sans que cette déclaration ne puisse remettre en cause le caractère autonome de la Garantie ;

(ii) qu'il n'a pas réalisé d'appel en garantie au titre de la Garantie Société Territoriale en vue du recouvrement de la même somme (ou que cet appel n'a pas été honoré conformément aux termes de ladite Garantie Société Territoriale), en tout hypothèse sans que cette déclaration ne préjudicie au droit du Bénéficiaire de diviser son appel ;

(iii) qu'il n'a pas réalisé d'appel en garantie au titre de garanties consenties par d'autres Membres en vue du recouvrement de la même somme (ou que ces appels n'ont pas été honorés conformément aux termes desdites garanties), en tout hypothèse sans que cette déclaration ne préjudicie au droit du Bénéficiaire de diviser son appel ;

(d) le relevé d'identité bancaire sur lequel les sommes appelées doivent être virées dans l'hypothèse où les modalités des Titres Garantis concernés ne rendent pas obligatoire le paiement par l'intermédiaire d'un système de compensation ou de règlement-livraison de titres.

9.3. Appel par un Représentant

9.3.1 Tout Appel en Garantie par un Représentant devra être formulé au moyen d'une demande écrite strictement conforme au modèle figurant en Annexe C, laquelle devra être signée par le Représentant ou une personne dûment habilitée par ce dernier conformément aux dispositions légales applicables et être notifiée au Garant avec copie à la Société Territoriale.

9.3.2 Tout Appel en Garantie par un Représentant devra être accompagné, à peine de nullité, des documents suivants :

(a) la copie des documents juridiques relatifs aux Titres Garantis, avec indication de la clause stipulant que lesdits titres bénéficient de la Garantie ;

(b) la liste des titulaires de Titres Garantis concernés par l'appel et l'allocation du montant appelé entre lesdits Titulaires ou, le cas échéant, les modalités d'allocation et de paiement si les Titres Garantis sont admis dans un système de compensation ou de règlement-livraison ;

(c) la déclaration sur l'honneur du Représentant indiquant

(i) l'existence d'un défaut de paiement, sans que cette déclaration ne puisse remettre en cause le caractère autonome de la Garantie ;

(ii) qu'il n'a pas réalisé d'appel en garantie au titre de la Garantie Société Territoriale en vue du paiement de la même somme (ou que cet appel n'a pas été honoré conformément aux termes de ladite Garantie Société Territoriale), en toute hypothèse, sans que cette déclaration ne préjudicie au droit du demandeur de diviser son appel ;

(iii) qu'il n'a pas réalisé d'appel en garantie au titre de garanties consenties par d'autres Membres en vue du paiement de la même somme (ou que ces appels n'ont pas été honorés conformément aux termes desdites garanties), en toute hypothèse, sans que cette déclaration ne préjudicie au droit du Bénéficiaire de diviser son appel ;

(d) le relevé d'identité bancaire sur lequel les sommes appelées doivent être virées dans l'hypothèse où les modalités des Titres Garantis concernés ne rendent pas obligatoire le paiement par l'intermédiaire d'un système de compensation ou de règlement-livraison de titres ;

(e) une copie du document en vertu duquel le Représentant a été nommé ou a le droit d'agir au nom des Bénéficiaires.

9.4. Appel par la Société Territoriale

9.4.1 Tout Appel en Garantie par la Société Territoriale devra être formulé au moyen d'une demande écrite strictement conforme au modèle figurant en Annexe D, laquelle devra être signée par le Directeur Général de la Société Territoriale ou par toute personne dûment habilitée à cet effet conformément aux dispositions légales applicables.

9.4.2 Tout Appel en Garantie par la Société Territoriale résultant d'un appel de la Garantie Société Territoriale devra être accompagné, à peine de nullité, des documents suivants :

(a) la copie de l'appel reçu au titre de la Garantie Société Territoriale, y compris ses annexes ou la copie de la Demande d'Appel émise par l'Agence France Locale, à l'exclusion de ses annexes ;

(b) la déclaration sur l'honneur du demandeur confirmant l'appel de la Garantie Société Territoriale ou l'existence d'une Demande d'Appel ;

(c) la liste des titulaires de Titres Garantis concernés par l'appel et l'allocation du montant appelé entre lesdits titulaires ou, le cas échéant, les modalités d'allocation et de paiement si les Titres Garantis sont admis dans un système de compensation ou de règlement-livraison ;

(d) le relevé d'identité bancaire du compte ouvert dans les livres de la Caisse des dépôts et consignations pour le compte des titulaires de Titres Garantis visés au paragraphe (c) ci-dessus, sur lequel les sommes appelées doivent être virées accompagné de la copie de l'instruction de paiement visée à l'Article 9.4.3.

9.4.3 En cas d'Appel en Garantie, la Société Territoriale instruit, simultanément à l'émission de l'Appel en Garantie, la Caisse des dépôts et consignations de payer les titulaires de Titres Garantis visés à l'Article 9.4.2(c) à la date à laquelle les sommes appelées leur seraient dues par l'Agence France Locale.

9.4.4 La notification d'appel devra également indiquer la date à laquelle le versement des fonds appelés devra avoir été effectué.

9.4.5 La forme et les modalités des Demandes d'Appels sont arrêtées par le Conseil d'Administration et ne sont pas une condition de validité de l'Appel en Garantie effectué par la Société Territoriale.

TITRE IV
PAIEMENT AU TITRE DE LA GARANTIE

10. DATE DE PAIEMENT

10.1. Libération en cas d'appel par les Bénéficiaires ou leurs Représentants

En cas d'Appel en Garantie par les Bénéficiaires ou leurs Représentants, le Garant devra payer le montant appelé au plus tard cinq (5) Jours Ouvrés après la date de réception de l'Appel en Garantie.

10.2. Libération en cas d'appel par la Société Territoriale

En cas d'Appel en Garantie par la Société Territoriale, le Garant devra payer le montant appelé au plus tard cinq (5) Jours Ouvrés après la date de réception de l'Appel en Garantie ou à toute date ultérieure stipulée dans l'Appel en Garantie.

11. MODALITÉS DE PAIEMENTS

11.1. Compte et mode de paiement

Les fonds doivent être versés par virement bancaire sur le compte indiqué dans l'Appel en Garantie.

11.2. Devise de paiement

Les fonds doivent être versés en euros (EUR) ou toute autre devise ayant cours légal en France.

TITRE V
DURÉE DE LA GARANTIE

12. DATE D'EFFET

La présente Garantie entre en vigueur à la date de signature par le Membre d'un Engagement de Garantie.

13. TERME

13.1. Date d'Expiration

La Garantie prend fin à la date d'échéance stipulée dans l'Engagement de Garantie (la ***Date d'Expiration***).

13.2. Effet du terme

La Garantie ne peut plus faire l'objet d'aucun d'Appel en Garantie à l'issue de la Date d'Expiration.

14. RÉSILIATION ANTICIPÉE

14.1. Cas de résiliation anticipée

Nonobstant les stipulations de l'Article 13, la Garantie peut être résiliée par anticipation :

(a) à tout moment avec l'accord du Garant, de la Société Territoriale et de l'Agence France Locale ; ou

(b) en cas d'ouverture d'une procédure du Livre VI du Code de commerce à l'encontre de l'Agence France Locale, à la demande du Garant ; ou

(c) de façon automatique, en cas de signature par le Garant d'un Engagement de Garantie visant une version ultérieure de Modèle de Garantie.

14.2. Effet de la résiliation anticipée

14.2.1 La résiliation de la Garantie ne limite pas les capacités d'appel des titulaires de Titres Garantis dont les Titres Garantis sont antérieurs à la date de résiliation.

14.2.2 Aucune personne ne pourra en revanche se prévaloir de la Garantie à raison d'un titre financier ou d'un document postérieur à la date de résiliation.

TITRE VI
RECOURS

15. SUBROGATION

En cas de paiement de toute somme au titre d'un Appel en Garantie, le Garant est subrogé dans les droits du Bénéficiaire à hauteur du montant payé et sur la base du Titre Garanti ayant servi de fondement à l'Appel en Garantie.

16. RECOURS ENTRE LES MEMBRES

En cas de paiement de toute somme au titre d'un Appel en Garantie, le Garant bénéfice d'un recours personnel contre les autres Membres dont les modalités sont stipulées dans le Pacte.

TITRE VII
COMMUNICATION

17. INFORMATION DES BÉNÉFICIAIRES

17.1. L'Agence France Locale s'engage à rendre publiques, sur son Site, à tout moment, les informations suivantes :

(a) l'Encours de Crédit de chaque Membre le premier (1er) Jour Ouvré précédant la date de mise à jour du Site ou à toute date ultérieure ;

(b) l'Encours de Crédit estimé de chaque Membre, en l'absence de remboursement anticipé de tout ou partie de l'encours consenti le dixième (10ème) Jour Ouvré suivant la date de mise à jour du Site ;

(c) l'allocation des Encours de Crédit susvisés par version des Modèles de Garantie ;

(d) l'adresse et la personne à qui doit être envoyé un Appel en Garantie pour chaque Garant ;

(e) le montant des Appels en Garantie dont elle a connaissance.

17.2. L'Agence France Locale s'engage à mettre à jour le Site chaque Jour Ouvré.

17.3. L'Agence France Locale s'engage à souscrire un contrat avec un prestataire de service informatique externe qui sera en mesure et aura l'obligation de publier les informations susvisées sur un site internet de secours en cas de défaillance du Site. En cas de défaillance financière de l'Agence France Locale, ce dernier aura l'obligation de maintenir l'information accessible pendant une période minimale de six (6) mois à compter de l'ouverture d'une procédure de règlement ou de liquidation judicaire à l'encontre de l'Agence France Locale.

18. PUBLICITÉ

L'Agence France Locale est autorisée à porter à la connaissance de tout Bénéficiaire par tout moyen de son choix, l'existence et les termes de la présente Garantie.

19. NOTIFICATIONS

19.1. Toute notification ou communication au titre de la présente Garantie, y compris tout Appel en Garantie, devra être effectuée par écrit et adressée, au choix de l'émetteur de la notification :

(a) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ;

(b) par remise en main propre contre décharge, que ce soit par l'émetteur de la notification lui-même ou par porteur ou service de courrier rapide ; ou

(c) par huissier de justice.

19.2. Toute communication faite ou tout document envoyé par une personne à une autre au titre de la Garantie ou concernant celle-ci produira ses effets à compter de :

(a) sa réception attestée par l'avis de réception, la décharge ou l'huissier de justice ;

(b) du Jour Ouvré suivant la présentation de la notification attestée par l'avis de dépôts, un tiers ou l'huissier de justice.

19.3. Toute notification ou communication au Garant, à l'Agence France Locale ou à la Société Territoriale devra être adressée à l'adresse indiquée sur le Site.

TITRE VIII
STIPULATIONS FINALES

20. IMPÔTS ET TAXES

20.1. Tout paiement dû par le Garant sera effectué sans aucune retenue à la source ou prélèvement au titre de tout impôt ou taxe de toute nature, imposé, levé ou recouvré par ou pour le compte de l'Etat, ou l'une de ses autorités ayant le pouvoir de lever l'impôt, à moins que cette retenue à la source ou ce prélèvement ne soit prévu par la loi ou toute convention internationale applicable.

20.2. Si en vertu de la législation française, les paiements dus par le Garant au titre de la Garantie devaient être soumis à un prélèvement ou à une retenue au titre de tout impôt ou taxe, présent ou futur, le Garant ne procédera à aucune majoration des paiements.

21. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPÉTENTS

21.1. La présente Garantie est régie par le droit français.

21.2. Tout litige relatif à la présente Garantie sera de la compétence exclusive du Tribunal de grande instance compétent.

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A MODÈLE D'ENGAGEMENT DE GARANTIE 17
ANNEXE B MODÈLE D'APPEL EN GARANTIE APPEL PAR UN BÉNÉFICIAIRE.....18
ANNEXE C MODÈLE D'APPEL EN GARANTIE APPEL PAR UN REPRÉSENTANT.....20
ANNEXE D MODÈLE D'APPEL EN GARANTIE APPEL PAR LA SOCIÉTÉ TERRITORIALE.....22

ANNEXE A
MODÈLE D'ENGAGEMENT DE GARANTIE



ENGAGEMENT DE GARANTIE

[Désignation du Garant**]**, représenté[e] par **[●]** en sa qualité de **[●]**

- consent une garantie autonome à première demande dont les modalités sont régies par le Modèle de Garantie Version 2016.1 dont une copie est annexée au présent Engagement de Garantie ;
- le montant initial de la garantie consentie en application du présent Engagement de Garantie est de_____ (_____) euros[1] (le ***Plafond Initial***) ;
- le présent Engagement de Garantie expirera le _____ (la ***Date d'Expiration***)[2] ;
- déclare que le présent Engagement de Garantie a été approuvé par son organe délibérant conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, ses documents constitutifs ;
- déclare accepter sans réserve les stipulations du Modèle de Garantie.

Le présent Engagement de Garantie est régi par le droit français et sera interprété conformément à celui-ci.

Tout litige relatif notamment à la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent Engagement de Garantie relèvera de la compétence exclusive du Tribunal de grande instance compétent.

Fait à **[●]**

Le **[●]**

Pour le Garant[3] Pour l'Agence France Locale

En présence de la Société Territoriale[4]

---

1 Indication du montant en chiffres et en lettres obligatoire.

2 La date d'expiration doit être au plus tôt quarante-cinq (45) Jours Ouvrés après la date d'échéance contractuelle de l'acte ou du contrat ayant conduit à la signature de l'Engagement de Garantie.

3 Signature précédée de la mention manuscrite « bon pour garantie autonome à première demande d'un montant plafond de [Plafond Initial, en chiffres et en lettres] euros ».

4 Un pouvoir général de contresigner les Engagements de Garantie pourrait être consenti par la Société Territoriale à l'Agence France Locale.

ANNEXE B
MODÈLE D'APPEL EN GARANTIE
APPEL PAR UN BÉNÉFICIAIRE

A : [Coordonnées du Garant figurant sur le Site]

avec copie à Agence France Locale – Société Territoriale
A l'attention de Monsieur le Directeur Général
[Coordonnées de la Société Territoriale figurant sur le Site]

Date : [*insérer la date*]

Lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou Courrier remis en main propre contre décharge

Demande de paiement au titre de la Garantie Autonome à Première Demande version 2016.1

Madame, Monsieur,

1. Nous faisons référence à la garantie à première demande que vous avez consentie conformément au Modèle de Garantie version 2016.1 arrêté par le Conseil d'Administration de la société Agence France Locale – Société Territoriale (la ***Garantie***) dont nous déclarons accepter le bénéfice et l'ensemble des stipulations.

2. A moins qu'ils ne soient autrement définis dans le présent Appel en Garantie, les termes ou expressions commençant par une majuscule utilisés ci-après ont le sens qui leur est attribué dans la Garantie.

3. Nous constatons qu'à la date de la présente, l'Agence France Locale ne nous a pas payé la somme de [*indiquer le montant*] euros (le ***Montant Réclamé***). Le détail du Montant Réclamé ainsi que des Titres Garantis figure ci-dessous :

ISIN*	**Common Code***	**Date du Titre Garanti**	**Date d'échéance du Titre Garanti**	**Montant impayé (principal)**	**Montant impayé (intérêts)**	**Autres montants dus impayés (intérêts de retard, frais, etc.)**	**Montant total impayé**

** si applicable*

4. Nous certifions qu'à la date des présentes, et sans que cela puisse remettre en cause le caractère autonome de la Garantie :

(a) le Montant Réclamé est dû et exigible conformément à (aux) (l')article(s) [insérer le(s) numéro(s) de (l')article] des modalités des Titres Garantis [en cas de Titres Garantis émis dans le cadre de différents programmes d'émission, préciser ces programmes et leurs modalités] [et qu'il n'a pas été payé pendant une période de plus de [___] Jours Ouvrés après sa date

d'exigibilité (après expiration des périodes de grâce applicables et des périodes de règlement amiable prévues par les Modalités des Titres Garantis)] ; et

(b) le Montant Réclamé n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au titre de la Garantie Société Territoriale (ou cette demande de paiement n'a pas été honorée conformément aux termes de ladite Garantie Société Territoriale);

(c) le Montant Réclamé n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au titre de garanties consenties par d'autres Membres (ou ces demandes de paiement n'ont pas été honorées conformément aux termes desdites garanties).

5. Conformément à l'Article 9.2 de la Garantie, vous trouverez ci-joint :

(a) la copie des documents juridiques relatifs aux Titres Garantis, avec indication de la clause indiquant que lesdits titres bénéficient de la Garantie ;

(b) pour les Titres Garantis émis sous forme de titres financiers, l'attestation d'inscription en compte ;

(c) la déclaration sur l'honneur du Bénéficiaire indiquant l'existence d'un défaut de paiement ;

(d) le relevé d'identité bancaire sur lequel les sommes appelées doivent être virées.

6. Conformément aux termes du TITRE III de la Garantie, nous vous demandons, en votre qualité de Garant au titre de la Garantie, de nous payer le Montant Réclamé.

7. Conformément aux termes de l'Article 10.1 de la Garantie, le Montant Réclamé doit être payé dans le délai de cinq (5) Jours Ouvrés suivant la date de réception du présent Appel en Garantie.

8. [Le Montant Réclamé devra être payé sur le compte bancaire ayant les références suivantes : [***insérer le numéro IBAN du compte***], ouvert dans les livres de [***insérer le nom de l'établissement teneur de compte***].][5]

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

_____

Pour [*Insérer le nom du Bénéficiaire*]
en qualité de Bénéficiaire
Par : **[*Insérer le nom du signataire*]**
Titre : **[*Insérer le titre du signataire*]**

[5] Dans l'hypothèse où les modalités des Titres Garantis concernés ne rendent pas obligatoire le paiement par l'intermédiaire d'un système de compensation ou de règlement-livraison.

ANNEXE C
MODÈLE D'APPEL EN GARANTIE
APPEL PAR UN REPRÉSENTANT

A : [Coordonnées du Garant figurant sur le Site]

avec copie à : Agence France Locale – Société Territoriale
A l'attention de Monsieur le Directeur Général
[Coordonnées de la Société Territoriale figurant sur le Site]

Date : [*insérer la date*]

Lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou Courrier remis en main propre contre décharge

Demande de paiement au titre de la Garantie Autonome à Première Demande version 2016.1

Madame, Monsieur,

1. Nous faisons référence à la garantie à première demande que vous avez consentie conformément au Modèle de Garantie version 2016.1 arrêté par le Conseil d'Administration de la société Agence France Locale – Société Territoriale (la ***Garantie***) dont nous déclarons au nom et pour le compte des titulaires de Titres Garantis que nous représentons accepter le bénéfice et l'ensemble des stipulations.

2. A moins qu'ils ne soient autrement définis dans le présent Appel en Garantie, les termes ou expressions commençant par une majuscule utilisés ci-après ont le sens qui leur est attribué dans la Garantie.

3. Nous constatons qu'à la date de la présente, l'Agence France Locale n'a pas payé la somme de [*indiquer le montant*] euros (le ***Montant Réclamé***) aux titulaires de Titres Garantis dont nous sommes les Représentants. Le détail du Montant Réclamé ainsi que des Titres Garantis figure ci-dessous :

ISIN*	**Common Code***	**Date du Titre Garanti**	**Date d'échéance du Titre Garanti**	**Montant impayé (principal)**	**Montant impayé (intérêts)**	**Autres montants dus impayés (intérêts de retard, frais, etc.)**	**Montant total impayé**

** si applicable*

4. Nous certifions qu'à la date des présentes, et sans que cela puisse remettre en cause le caractère autonome de la Garantie :

(a) le Montant Réclamé est dû et exigible conformément à (aux) (l')article(s) [*insérer le(s) numéro(s) de (l')article*] des modalités des Titres Garantis [*en cas de Titres Garantis émis dans le cadre de différents programmes d'émission, préciser ces programmes et leurs modalités*] [et qu'il n'a pas été payé pendant une période de plus de [___] Jours Ouvrés après sa date

d'exigibilité (après expiration des périodes de grâce applicables et des périodes de règlement amiable prévues par les Modalités des Titres Garantis) ;] et

(b) le Montant Réclamé n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au titre de la Garantie Société Territoriale (ou cette demande de paiement n'a pas été honorée conformément aux termes de ladite Garantie Société Territoriale);

(c) le Montant Réclamé n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au titre de garanties consenties par d'autres Membres (ou ces demandes de paiement n'ont pas été honorées conformément aux termes desdites garanties).

5. Conformément à l'Article 9.3 de la Garantie, vous trouverez ci-joint :

(a) la copie des documents juridiques relatifs aux Titres Garantis, avec indication de la clause indiquant que lesdits titres bénéficient de la Garantie ;

(b) la liste des titulaires de Titres Garantis concernés par l'appel et l'allocation du montant appelé entre lesdits Titulaires ;

(c) la déclaration sur l'honneur du Représentant indiquant l'existence d'un défaut de paiement ;

(d) le relevé d'identité bancaire sur lequel les sommes appelées doivent être virées ;

(e) une copie du document en vertu duquel le Représentant a été nommé ou a le droit d'agir au nom des Bénéficiaires.

6. Conformément aux termes du TITRE III de la Garantie, nous vous demandons, en votre qualité de Garant au titre de la Garantie, de payer le Montant Réclamé.

7. Conformément aux termes de l'Article 10.1 de la Garantie, le Montant Réclamé doit être payé dans le délai de cinq (5) Jours Ouvrés suivant la date de réception du présent Appel en Garantie.

8. [Le Montant Réclamé devra être payé sur le compte bancaire ayant les références suivantes : [***insérer le numéro IBAN du compte***], ouvert dans les livres de [***insérer le nom de l'établissement teneur de compte***].][6]

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

_____

Pour [*Insérer le nom du Représentant*]
en qualité de [préciser la qualité du Représentant l'autorisant à agir]
Par : **[*Insérer le nom du signataire*]**
Titre : **[*Insérer le titre du signataire*]**

[6] Dans l'hypothèse où les modalités des Titres Garantis concernés ne rendent pas obligatoire le paiement par l'intermédiaire d'un système de compensation ou de règlement-livraison.

ANNEXE D
MODÈLE D'APPEL EN GARANTIE
APPEL PAR LA SOCIÉTÉ TERRITORIALE

A : [Coordonnées du Garant figurant sur le Site]

Date : [*insérer la date*]

Lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou Courrier remis en main propre contre décharge

Demande de paiement au titre de la Garantie Autonome à Première Demande version 2016.1

Madame, Monsieur,

1. Nous faisons référence à la garantie à première demande que vous avez consentie conformément au Modèle de Garantie version 2016.1 arrêté par le Conseil d'Administration de la société Agence France Locale – Société Territoriale (la ***Garantie***).

2. A moins qu'ils ne soient autrement définis dans le présent Appel en Garantie, les termes ou expressions commençant par une majuscule utilisés ci-après ont le sens qui leur est attribué dans la Garantie.

3. Nous vous informons que la Société Territoriale vient de recevoir [un appel en garantie au titre de la Garantie Société Territoriale / une Demande d'Appel en Garantie] pour un montant total de [*indiquer le montant*] euros (le ***Montant Réclamé***).

4. En conséquence, nous vous demandons de payer le Montant Réclamé aux titulaires de Titres Garantis conformément au détail figurant ci-dessous :

ISIN*	**Common Code***	**Date du Titre Garanti**	**Date d'échéance du Titre Garanti**	**Montant (principal)**	**Montant (intérêts)**	**Autres montants dus (intérêts de retard, frais, etc.)**	**Montant total**

** si applicable*

5. Conformément à l'Article 9.4 de la Garantie, vous trouverez ci-joint :

(a) la copie de l'appel reçu au titre de la Garantie Société Territoriale, y compris ses annexes ou la copie de la Demande d'Appel émise par l'Agence France Locale, à l'exclusion de ses annexes ;

(b) la déclaration sur l'honneur de la Société Territoriale confirmant l'appel de la Garantie Société Territoriale ou l'existence d'une Demande en Paiement ;

(c) la liste des titulaires de Titres Garantis concernés par l'appel et l'allocation du montant appelé entre lesdits Titulaires ;

(d) le relevé d'identité bancaire du compte ouvert dans les livres **[**de l'Agence France Locale **/** la Caisse des dépôts et consignations**]** au nom de la Société Territoriale et pour le compte des titulaires de Titres Garantis visés au paragraphe 9.4.2(c) ci-dessus, sur lequel les sommes appelées doivent être virées accompagné de la copie de l'instruction de paiement visée à l'Article 9.4.3.

6. Conformément aux termes du TITRE III de la Garantie, nous vous demandons, en votre qualité de Garant au titre de la Garantie, de payer le Montant Réclamé.

7. Conformément aux termes de l'Article 10.2 de la Garantie, le Montant Réclamé doit être payé **[**dans le délai de cinq (5) Jours Ouvrés suivant la date de réception du présent Appel en Garantie **/** le _____**]**.

8. Le Montant Réclamé devra être payé sur le compte bancaire ayant les références suivantes : [***insérer le numéro IBAN du compte***], ouvert dans les livres de la Caisse des dépôts et consignations.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

_____

Pour la Société Territoriale
Par : **[*Insérer le nom du signataire*]**
Titre : **[*Insérer le titre du signataire*]**

RAPPORT D'ACTIVITÉ ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

2020



Photo : Brest Métropole (29) - Téléphérique

LA BANQUE QUI CHANGE DES BANQUES

CAFL La banque des collectivités



Communauté d'Agglomération du bassin de Bourg-en-Bresse (01) – Aménagement d'une piste cyclable

"La Communauté d'Agglomération du bassin de Bourg-en-Bresse se compose de 74 communes et de 135 000 habitants sur une superficie de 1 236 km2. La collectivité affiche son objectif de solidarité territoriale notamment en direction des communes les moins favorisées. Dans un contexte contraint, la Communauté d'Agglomération du bassin de Bourg-en-Bresse a adopté son budget primitif avec deux objectifs : assurer la relance et la transition écologique.

Trois raisons ont justifié l'adhésion de la CA3B à l'AFL : la première est budgétaire, nous sommes convaincus par le modèle de l'AFL dont la notation par essence liée à celle de l'Etat garantit des taux d'emprunt compétitifs ; la deuxième est prospective, si une nouvelle crise financière intervenait nous savons que contrairement aux banques classiques, l'AFL, qui ne prête qu'aux collectivités, demeurera une source de financements solide ; enfin, la troisième raison est la solidarité : plus l'AFL comptera de membres, plus elle sera robuste et attractive pour les investisseurs plus les communes modestes pourront bénéficier de ses services.
Par ailleurs, nous suivons aussi avec intérêt le travail de l'AFL en faveur de la finance durable.

Le projet phare du mandat est sans doute les travaux de requalification du camping et de la base de loisirs de la Plaine Tonique à Montrevel-en-Bresse. Mais l'agglomération a aussi pour projet de réhabiliter la Ferme de la Forêt à Saint-Trivier de Courtes, la poursuite du projet de voie verte « La Traverse » le long de l'ancienne ligne de chemin de fer ou encore l'inauguration du Conservatoire d'agglomération."

M. Jean-François Debat - Président de la Communauté d'Agglomération du bassin de Bourg-en-Bresse (01)

"La commune de Planzolles se situe sur le piémont ardéchois cévenol, où 139 habitants vivent toute l'année. En réflexion depuis plusieurs années et après plusieurs investissements réalisés, nous avons décidé de lancer un projet permettant de redynamiser le centre-bourg de la commune.

Pour ce faire, nous avons choisi de créer un espace de vie dédié à la rencontre, avec un bistrot auberge ainsi qu'un commerce avec un espace multiservices. De plus, compte tenu d'une réelle demande d'hébergement croissante, nous allons créer un gîte collectif accueillant au minimum 18 personnes. Ce projet va permettre de créer des emplois mais aussi de recréer du lien social en associant l'ensemble des générations dans la commune. Le projet étant fixé, les travaux ont pu débuter en mars 2020 et l'adhésion à l'AFL nous a permis de le financer.

M. Christophe Deffreix
Maire de la commune de Planzolles (07)



Commune de Planzolles (07) Emplacement du futur gîte

SOMMAIRE

ÉDITO P.4

LE MOT DES PRESIDENTS P.5

UNE BANQUE QUI INCARNE LES VALEURS DU MONDE LOCAL P.6

UN MODÈLE DE GOUVERNANCE UNIQUE P.8

LES TEMPS FORTS DE 2020 P.10

UNE BANQUE EN CIRCUITS COURTS P.12

UNE BANQUE ENGAGÉE EN FAVEUR D'UN DÉVELOPPEMENT TOUJOURS PLUS DURABLE DES TERRITOIRES P.14

UNE BANQUE QUI INCARNE LA FINANCE DURABLE P.16

UNE BANQUE QUI MUTUALISE L'ACCÈS DES COLLECTIVITÉS AUX MARCHÉS FINANCIERS P.18

UNE ENTREPRISE SOUCIEUSE DE SON IMPACT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL P.20

UNE BANQUE QUI AFFICHE UN ÉQUILIBRE FINANCIER P.22



Commune de Francueil (37) Création de logements sociaux

Située à 31 km à l'est de Tours, la commune de Francueil compte aujourd'hui 1410 habitants. En 2020, nous avons décidé d'accélérer la démarche de refinancement de notre dette dont le taux moyen nous semblait particulièrement élevé. Nous avons fait connaissance avec l'AFL qui très vite nous a séduits non seulement par la qualité de ses propositions, mais aussi par la démarche et le suivi qui étaient proposés.

Aussi pour moi, être ambassadeur de l'AFL me donne la possibilité de faire connaître une banque encore peu répertoriée surtout dans mon département d'Indre et Loire et de proposer ma propre expérience en faisant part de la qualité de la démarche de l'AFL, du début de l'opération avec une analyse pertinente de la situation financière de la collectivité, puis des propositions de travail et de produits adaptés pour aller vers un suivi et un conseil dans le temps.

Nous avons comme projet en centre bourg une réserve de terrains d'environ 3 ha pour lesquels nous prévoyons une opération d'aménagement et de programmation dans le but d'un développement harmonieux de l'habitat et de la qualité de vie. "

M. Pierre Ehlinger - Maire de la commune de Francueil (37)

ÉDITO

L'année 2020 demeurera une année historique à bien des égards pour les collectivités locales et pour l'AFL, la banque qu'elles ont créée. Marqué par la crise sanitaire de la Covid-19, le monde local a été bouleversé dans ses priorités et dans son fonctionnement. L'AFL s'est efforcée d'adapter au plus vite son organisation pour poursuivre sa mission : celle de répondre aux besoins de ses collectivités membres.

Dans ce contexte extrêmement difficile pour chacun d'entre nous, nous retiendrons trois faits marquants pour l'AFL :

Le premier est le fait d'avoir poussé un cran plus loin le caractère responsable et durable inhérent à notre modèle et pensé comme tel depuis sa création. Intégration dans les statuts de la raison d'être de l'entreprise, validation de valeurs, développement de nouveaux cercles de dialogue avec nos actionnaires, première émission d'obligations durables, renforcement de l'exemplarité de l'AFL en tant qu'entreprise (télétravail, mobilités douces, déconnexion professionnelle, égalité femmes-hommes, signature électronique des documents…), les chantiers ont été nombreux pour asseoir encore davantage la responsabilité sociétale de l'AFL, présente depuis l'origine.

Le second est le fait d'atteindre l'équilibre financier dans le bilan de l'AFL. L'activité a été soutenue en 2020 : 59 nouveaux membres, 1 milliard d'euros de crédits octroyés sur l'année, plus d'1 milliard d'euros levé sur les marchés dans de très bonnes conditions, 203 millions d'euros d'apports en capital votés par les collectivités actionnaires… la banque des collectivités s'ancre toujours plus dans le paysage du financement de l'investissement public local.

Le troisième est la poursuite du développement de l'AFL grâce à l'élargissement de la base d'actionnaires permis par la loi « Engagement et Proximité » et la publication du décret afférent en mai 2020. L'AFL a pu intégrer des premiers syndicats mixtes et intercommunaux, 6 au total sur l'année 2020 dont Tisséo, le syndicat des mobilités de l'agglomération toulousaine. Cela offre désormais de nouvelles perspectives de financement aux collectivités qui ont organisé certaines de leurs compétences sous la forme de syndicats et demain à l'ensemble des établissements publics locaux.

Alors que le contexte sanitaire est synonyme d'incertitudes à l'échelle locale, les collectivités membres peuvent plus que jamais compter sur la banque qu'elles ont créée pour les accompagner dans la relance économique de leur territoire.



Olivier Landel, Directeur général de l'AFL-ST



Yves Millardet, Président du directoire de l'AFL

LE MOT DES PRÉSIDENTS

La crise sanitaire que nous traversons depuis le début de l'année 2020 a profondément impacté ce qui fait l'essence de nos territoires : la vie quotidienne de nos concitoyens, notre tissu économique, social et culturel local, mais aussi l'organisation des services publics et de la vie démocratique locale, notamment avec le report des élections municipales.

Dans ce contexte, nos collectivités ont maintenu le cap. Assumant l'impact quotidien de la crise sanitaire jusqu'à la campagne de vaccination mais aussi la nécessaire relance économique par l'investissement.

Cette situation a eu un impact différencié sur les finances des collectivités locales. Baisse de recettes, hausse des dépenses, report d'investissements, évolution de trésorerie, chaque collectivité a fait face à des imprévus au cours de l'année mais, nous, représentants du monde local avons su nous montrer résilients.

Avec une enveloppe d'1,5 milliard d'euros de prêts sur 12 mois proposée aux membres, l'Agence France Locale a su répondre aux attentes des collectivités, que ce soit pour des besoins de court terme comme à plus long terme.

Devenue également partenaire de l'ANCT, l'Agence nationale de la cohésion des territoires, notre banque est de ce fait un acteur majeur en matière de financement dans les différents programmes nationaux et les contrats de relance et de transition écologique.

La transition écologique, justement, qui est au cœur des préoccupations des collectivités, peut désormais être refinancée de manière durable à travers les emprunts spécifiques que l'AFL propose à ses membres dans un process innovant et peu contraignant pour les collectivités.

N'oublions jamais la raison d'être de l'AFL que nous avons intégré à nos statuts : « incarner une finance responsable pour renforcer le pouvoir d'agir du monde local afin de répondre aux besoins présents et futurs des habitants ». L'activité de l'AFL a bel et bien vocation à optimiser la dépense publique afin d'offrir plus de services publics aux habitants, pour le même coût. Et nous y parvenons chaque jour un peu plus 5 ans après le début de l'activité de notre établissement.

Sacha Briand, Vice-président de Toulouse Métropole chargé des finances, Président du Conseil de surveillance de l'AFL depuis septembre 2020.

Jacques Pélissard, Président du Conseil d'administration de l'AFL-ST jusqu'en mars 2021, Président d'honneur de l'AFL.





Jacques Pélissard

La création de l'AFL fut un combat politique très important que j'ai mené en tant que Président de l'AMF avec l'ensemble des présidents d'associations d'élus locaux, et c'est un honneur d'avoir contribué, pendant plusieurs années, à la défense des intérêts des collectivités locales françaises en présidant cette banque qui est la leur. Je suis très heureux aujourd'hui de passer le flambeau à une élue qui partage ces convictions ».



Pia Imbs, Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg, Présidente du Conseil d'administration de l'AFL-ST depuis mars 2021.

Je suis honorée de cette nomination et de la confiance accordée par les membres du Conseil. Plus que jamais dans ce contexte, l'AFL incarne la rénovation de l'action publique, la solidarité entre les collectivités et constitue un authentique outil de décentralisation ; sa structuration juridique lui permet d'être performante sur les marchés, tout en fournissant les éléments de sécurisation nécessaire à une gestion saine et transparente. Je suis fière de pouvoir participer à ses développement et rayonnement, en ma qualité de Présidente. »

UNE BANQUE QUI INCARNE LES VALEURS DU MONDE LOCAL

Banque publique de développement, l'AFL a la particularité d'avoir été créée par et pour les collectivités locales, dans une logique coopérative qui a puisé son inspiration dans les pays nordiques. Les collectivités en sont les uniques actionnaires, les uniques bénéficiaires et les uniques garantes.

LA RAISON D'ÊTRE DE L'AFL

Cette raison d'être reflète l'ADN du Groupe AFL :

« Incarner une finance responsable pour renforcer le pouvoir d'agir du monde local afin de répondre aux besoins présents et futurs des habitants. »

Cette raison d'être s'est accompagnée d'un manifeste initié par les collectivités locales actionnaires visant à traduire par des mots cet ADN :

« En créant la première banque que nous détenons et pilotons à 100%, nous, collectivités locales françaises, avons posé un acte politique fort en faveur de la décentralisation.

Notre établissement, l'Agence France Locale, n'est pas un établissement financier comme les autres. Créé par et pour les collectivités, il agit pour le monde local, pour renforcer notre liberté, notre capacité à développer des projets et notre responsabilité d'acteurs publics.

Sa culture de la prudence nous préserve des dangers de la complexité et la richesse de sa gouvernance, des dérives liées aux conflits d'intérêt. L'objectif fondamental : offrir un accès à la ressource au monde local, dans les meilleures conditions et en toute transparence.

Les principes de solidarité et d'équité nous guident. Convaincus qu'ensemble on va plus loin, nous avons souhaité un établissement agile, qui s'adresse à toutes les collectivités, aux plus importantes Régions comme aux plus petites Communes. Nous concevons le profit comme un moyen d'optimiser la dépense publique, non comme une fin.

À travers l'AFL, nous soutenons un monde local engagé pour relever les défis sociaux, économiques et environnementaux. L'AFL renforce notre pouvoir d'agir : mener des projets sur nos territoires, pour aujourd'hui comme pour demain, au service des habitants.

Nous sommes fiers d'avoir une banque qui affiche un développement à notre image, toujours plus responsable et plus durable.

Nous sommes l'Agence France Locale. »

LE SAVIEZ-VOUS ?

A l'AFL, les collectivités sont non seulement actionnaires mais ambassadrices du modèle.
Une douzaine de collectivités (une par Région) se sont ainsi portées volontaires pour se faire le porte-voix du modèle de l'AFL à l'échelle de leur Région !

En décembre 2020, le Conseil d'administration de l'AFL-ST a sélectionné trois valeurs qui doivent permettre d'ancrer l'identité de l'AFL et de guider ses activités. Ces valeurs sont les suivantes :

EXPERTISE

Offrir aux collectivités une expertise fine sur les marchés financiers et les activités bancaires mais aussi sur les finances locales et en matière de gestion de leur dette.



DES ÉTUDES ET INTERVENTIONS FRÉQUENTES

- Etude sur la transition écologique avec l'INET
- Baromètre de la santé financière des collectivités
- Présentations de l'actualité des marchés financiers

SOLIDARITÉ

De la plus petite Commune à la grande Région, en zone rurale ou urbaine, en métropole ou en outre-mer, toutes les collectivités sont concernées et mutualisent leur accès à la ressource financière pour en optimiser le coût.

DES PARTENARIATS AVEC L'ENSEMBLE DES REPRESENTANTS DU MONDE LOCAL

TRANSPARENCE

En tant qu'actionnaires, les collectivités impulsent les orientations stratégiques du Groupe et ont accès en toute transparence aux informations qui concernent l'activité de leur banque.



UN DIALOGUE RÉGULIER AVEC LES ACTIONNAIRES

- Un premier séminaire des deux conseils en décembre 2020 pour échanger sur la stratégie de l'AFL à l'horizon 2030 ;
- Cinq réunions d'information et d'échange avec les 40 plus grands actionnaires ;
- Une réunion d'actualité avec l'ensemble des actionnaires en mai 2020.

UN MODÈLE DE GOUVERNANCE UNIQUE

La gouvernance du Groupe AFL s'appuie sur une structure à deux niveaux, assurant une séparation des pouvoirs entre l'établissement de crédit et sa maison-mère dans l'objectif de :

- Définir la stratégie et la mettre en œuvre – y compris la stratégie en matière de risque – la revoir régulièrement et surveiller cette mise en œuvre ;
- Prévenir les risques de conflits d'intérêt au sein des collectivités qui sont à la fois actionnaires et emprunteuses à travers une étanchéité.

L'AFL-ST : COMPAGNIE FINANCIÈRE

SON ACTIONNARIAT :

Propriété exclusive des collectivités membres, actionnaires ensemble à **100%** : Communes, Départements, Régions, Etablissements publics de coopération intercommunale (avec ou sans fiscalité propre) et Etablissements publics territoriaux.

SA MISSION :

- Promotion du Groupe AFL, notamment auprès de la sphère publique locale et représentation des intérêts des collectivités membres
- Gestion des adhésions au Groupe AFL
- Définition des grandes orientations stratégiques du Groupe AFL
- Pilotage du système de double garantie mis en place au sein du Groupe AFL

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION :

3 collèges

13 collectivités représentées

SA COMPOSITION AU 31 DÉCEMBRE 2020

Jacques Pélissard – Président jusqu'au 23/03/2021 – **Pia Imbs** depuis.
Sacha Briand – Vice-président depuis le 25/09/2020 – il succède à **Richard Brumm**

BLOC RÉGIONAL :

RÉGION PAYS DE LA LOIRE : Laurent Dejoie - Vice-président en charge des finances

RÉGION OCCITANIE : Claire Fita - Présidente de la Commission des finances

BLOC DÉPARTEMENTAL :

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE : Dominique Echaroux – Vice-président en charge des finances

DÉPARTEMENT DE LA SAVOIE : Luc Berthoud Président de la commission finances

DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS: Daniel Guiraud - Vice-président en charge des finances et de l'administration générale

BLOC COMMUNAL :

COMMUNE DE CONCHES-EN OUCHE : Jérôme Pasco – Maire

COMMUNE DE GRENOBLE : Hakim Sabri Adjoint au maire en charge des finances

MÉTROPOLE DU GRAND NANCY : Pierre Boileau – Vice-président délégué aux finances

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE : Michel Colin – Vice-président à l'évaluation des politiques publiques, aux contrôles financier et de gestion et assurances

MÉTROPOLE DE LYON : Emeline Baume - Vice-présidente en charge de l'économie, emploi, commerce, numérique et commande publique jusqu'au 29/03/2021 – Bertrand Artigny depuis

EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG : Syamak Agha Babaei - Vice-président en charge du budget et des finances

COMMUNE DE ROQUEFORT-SUR-SOULZON : jusqu'au 28/01/2021 - Bernard Sirgue - Maire

TOULOUSE MÉTROPOLE : Dominique Faure première Vice-présidente en charge de l'économie, de l'innovation et de l'emploi

LA DIRECTION GÉNÉRALE :

Olivier Landel – Directeur général
Yves Millardet – Directeur général délégué

L'AFL : ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT SPÉCIALISÉ

SON ACTIONNARIAT :

Détenue à plus de **99,99%** par La Société Territoriale

SA MISSION :

- Gestion opérationnelle du Groupe AFL
- Financement sur les marchés
- Octroi de crédits aux collectivités membres

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE :

11 personnalités qualifiées dont

6 administrateurs indépendants

SA COMPOSITION AU 31 DECEMBRE 2020

Sacha Briand – Président (depuis le 28/09/2020 – il succède à Richard Brumm)

Jacques Pélissard – Vice-président (jusqu'au 06/05/2021 – Pia Imbs depuis)

Sophie L'Hélias (depuis le 4/02/2021) – Présidente et fondatrice de LEADERXXCHANGE

Lars Andersson – Fondateur de Kommuninvest

Victoire Aubry – Membre du comité exécutif

d'Icade en charge des finances, du juridique et des systèmes d'information

François Drouin – Président d'ETIFINANCE

Nicolas Fourt – Directeur général délégué d'ACOFI Gestion

Mélanie Lamant – Directrice de la stratégie et de l'accompagnement des acteurs à l'ANRU jusqu'au 06/05/2021 – Barbara Falk depuis

Olivier Landel – Délégué général de France urbaine et directeur général de l'AFL-ST

Daniel Lebègue – Président d'honneur de l'Observatoire sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises (jusqu'au 06/05/2021)

Rollon Mouchel-Blaisot – Préfet, Directeur du Programme national Action cœur de Ville

Carol Sirou – Présidente de Safineia Advisors LLC

LE DIRECTOIRE :

Yves Millardet – Président du Directoire

Ariane Chazel – Directrice engagements et risques

Thiébaut Julin – Directeur financier



Métropole de Lille (59)
Le patio du lycée hôtelier

LES TEMPS FORTS DE 2020

JANVIER

- L'AFL démarre sa sixième année d'activité avec **352 membres** et plus de **3 milliards d'euros de crédits octroyés** !

FEVRIER

- L'AFL renouvelle son partenariat avec l'Association des élèves administrateurs de l'INET.
- L'AFL intervient à la Journée d'actualité sur les finances locales organisée par le CNFPT dans le Rhône.

MARS

- L'AFL publie ses résultats annuels 2019 : l'activité et les résultats démontrent une nouvelle fois la solidité et l'attractivité de son modèle.
- Malgré la crise sanitaire, l'AFL adapte son organisation (100% télétravail des équipes) pour poursuivre son activité.
- L'AFL clôture sa 25e augmentation de capital qui officialise l'adhésion de 8 nouvelles collectivités dont la Communauté d'agglomération du Bassin de Bourg-en Bresse.





Saint-Julien-en-Genevois (74) - Réalisation d'un groupe scolaire

AVRIL

- L'AFL ouvre une enveloppe de prêts d'1,5 milliards d'euros sur 12 mois aux collectivités
- L'AFL a organisé 2 webinaires avec IDEALco, l'un portant sur les conséquences de la Covid-19 pour les finances locales, l'autre sur la crise des marchés financiers et le lien avec le financement des collectivités.

MAI

- La loi engagement et proximité élargit le périmètre des entités pouvant adhérer à l'AFL grâce à la publication du décret au Journal officiel le 11 mai 2020.
- L'AFL se dote d'une raison d'être et présente sa nouvelle identité visuelle.
- L'AFL-ST tient le 28 mai son Assemblée Générale à huis-clos ainsi qu'une réunion d'actualité en visioconférence avec l'ensemble des collectivités actionnaires.
- L'AFL lance avec les élèves administrateurs de l'INET une étude sur le financement de la transition écologique.

JUIN

- L'AFL accueille un premier syndicat intercommunal parmi ses membres : le syndicat intercommunal des Eaux de l'Euron Mortagne.
- La petite équipe de l'AFL déménage ! Elle prend ses quartiers dans de nouveaux locaux, toujours à Lyon, dont elle est propriétaire.

JUILLET – AOÛT

- L'AFL publie son premier baromètre de la santé financière des collectivités.
- L'AFL émet sa première obligation durable pour un montant de 500 millions d'euros : un véritable outil de la finance durable au service des investissements sociaux et environnementaux des collectivités.
- Les Départements de Loire-Atlantique et de l'Allier rejoignent l'AFL.
- L'AFL signe un premier partenariat avec l'ACCD'OM pour renforcer sa visibilité auprès des collectivités d'outre-mer.
- L'AFL octroie un prêt de 4,176 milliards de francs pacifiques (soit 35 millions d'euros) à la Polynésie française.
- Les solutions de financement de l'AFL sont désormais disponibles sur le site AidesTerritoires.



Ville de Nantes (44) (crédits : Guillaume Piolle)

SEPTEMBRE

- L'AFL publie ses résultats semestriels : elle franchit une étape majeure de sa construction en afichant un résultat brut d'exploitation à l'équilibre.
- Sacha Briand est nommé Président du Conseil de surveillance de l'AFL et Vice-président du Conseil d'administration.
- L'AFL renouvelle son partenariat avec le Master 2 Management des Opérations de Marché de l'Université de Lyon.

OCTOBRE

- L'AFL signe un premier partenariat avec l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).
- L'AFL signe une première convention de partenariat avec l'Association des petites villes de France (APVF).
- L'AFL intervient lors des Etats généraux de la relance économique en Ile-de-France organisés par son partenaire, l'AMIF.
- Pour la première fois, une souche obligataire de l'AFL atteint le milliard d'euros en valeur.

NOVEMBRE

- L'APVF et l'AFL officialisent leur premier partenariat.
- L'AFL a signé son 1000e contrat de crédit et a dépassé les 4 milliards d'euros de prêts octroyés depuis le début de son activité en 2015.
- L'AFL a participé à la soirée partenaires de l'AATF, dont elle est partenaire, le 26 novembre 2020.

DECEMBRE

- L'AFL lance son premier partenariat avec le SNDGCT à l'occasion de deux webinaires organisés à destination des DGS et DGA adhérents.
- L'AFL participe aux ETS 2020 des 15 et 16 décembre organisés en format 100% digital, notamment à travers l'animation de 3 mini conférences.
- La Région Grand Est vote son adhésion à l'AFL.
- L'AFL achève l'année avec 59 nouvelles collectivités actionnaires dont trois nouveaux Départements : l'Allier, la Loire-Atlantique et le Calvados.

UNE BANQUE EN CIRCUIT COURT



Commune de Noyon (60) - Vue aérienne

D'OÙ VIENT L'ARGENT ?

FONDS PROPRES :

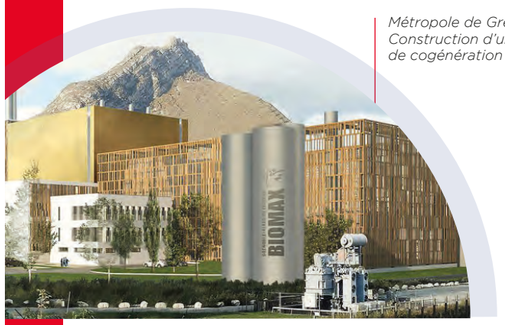
20,2 millions de capital promis par les collectivités actionnaires.

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE :

5 MILLIARDS D'EUROS levés sur les marchés financiers depuis 2015.

157 investisseurs différents depuis 2015.

1,13 MILLIARD D'EUROS levé en 2020 dont 500 millions sous la forme d'obligations durables.



Métropole de Grenoble (38) Construction d'une centrale de cogénération

OÙ VA L'ARGENT ?

Nos collectivités actionnaires au 31 décembre 2020 :

411 COLLECTIVITÉS

- 2 Régions
- 10 Départements
- 2 Collectivités d'Outre-mer
- 12 Métropoles
- 5 Communautés urbaines
- 23 Communautés d'agglomération
- 40 Communautés de communes
- 5 Établissements publics territoriaux
- 6 Syndicats mixtes et intercommunaux
- 306 communes

45 % de la population française résidant dans une collectivités membre de l'AFL.

18% poids des membres de l'AFL dans la dette publique locale au 31 décembre 2020.

Notre plus petit membre au 31 décembre 2020 :
Vennezey (54) : 53 habitants.

Notre plus grand membre au 31 décembre 2020 :
Région Occitanie : 5,9 millions d'habitants.

1 MILLIARD € de crédits octroyés en 2020.

219 CONTRATS de crédit signés en 2020.

158 COLLECTIVITÉS ont emprunté auprès de l'AFL en 2020.

80% c'est la part des consultations dans lesquelles l'AFL est retenue en 2020.

4,3 MILLIARDS € de crédits octroyés depuis 2015.

40% de part de marché parmi les membres de l'AFL sur les financements 2020

Notre plus petit prêt en 2020 :
15 000€

Notre plus gros crédit en 2020 :
50 millions €

À QUOI SERT L'ARGENT ?

Une seule raison d'être :

« Incarner une finance responsable pour renforcer le pouvoir d'agir du monde local afin de répondre aux besoins présents et futurs des habitants »



UNE BANQUE ENGAGÉE EN FAVEUR D'UN DÉVELOPPEMENT TOUJOURS PLUS DURABLE DES TERRITOIRES



Département de l'Allier - Travaux du collège Jules Ferry de Montluçon (03)

Avec cette adhésion, le Département diversifie ses sources de financement, diminuant ainsi sa dépendance vis-à-vis des financeurs bancaires classiques dans une période où les incertitudes sont fortes. Notre Département va également avoir besoin de moyens conséquents pour à la fois encaisser le choc lié à la crise économique, mais aussi en amortir les effets au niveau du Département et des collectivités du territoire.
Plus que jamais, la solidarité va être nécessaire pour sortir de cette crise par le haut, et le modèle de l'AFL nous semble répondre à cet enjeu ."

M. Claude Riboulet,
Président du Conseil Départemental de l'Allier (03)

"Nous avons décidé de construire une nouvelle usine de traitement nous garantissant des facilités d'accès et de surveillance du site mais aussi un plus grand respect des normes sanitaires en vigueur sur le plan de la qualité de l'eau. Pour financer la construction de notre nouvelle usine, nous avons choisi l'AFL car les taux proposés étaient intéressants et qu'il était important pour nous de travailler avec une banque qui appartient aux collectivités locales. En tant que premier Syndicat membre, je suis très satisfait de la réactivité avec laquelle notre projet a été traité et j'invite mes confrères à se faire leur propre avis en consultant l'AFL lors de leurs études de marché. "

M. Nicolas Gérard,
Président du Syndicat intercommunal des eaux de l'Euron Mortagne (55)
Premier syndicat à avoir adhéré à l'AFL

"Nous menons actuellement un projet écologique important avec la mise aux normes de notre système d'assainissement collectif. Nous avons arrêté notre choix sur une station d'épuration plantée de roseaux, avec le soutien essentiel de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse qui nous assure des subventions à hauteur de 50%. Pour compléter ce financement, nous avons contracté deux emprunts auprès de l'AFL : l'un de 90 000€ sur 30 ans et l'autre sous forme d'un prêt relais de 2 ans.

Maire depuis quelques années désormais, j'avais déjà eu l'occasion d'évoquer l'AFL avec mes collègues. Si pour ce projet, nous avons entamé des démarches auprès de plusieurs établissements bancaires, l'AFL nous a apporté la réponse la plus pertinente avec un taux d'intérêt attractif et des conditions intéressantes. Nous avons également bénéficié d'un interlocuteur disponible, efficace et rigoureux. Des qualités qui nous ont motivées pour concrétiser un contrat durable.

Mme. Dominique Wederhake,
Maire de Vennezey (54)



Commune de Vennezey (54) Eglise



Commune de Bois-Guillaume (76) - Vue aérienne

Située au nord de la Métropole Rouen Normandie, Bois-Guillaume s'inscrit dans une démarche de transition écologique ambitieuse : rénovation énergétique des bâtiments, développement de l'agriculture urbaine, végétalisation des espaces publics…
La ville a également pour priorité de renforcer le vivre-ensemble et le partage. Ainsi, parmi ses grands projets pour le mandat à venir : création d'une maison de l'enfance, création d'une halle de sport, aménagement d'un cœur de ville, création d'une ferme maraîchère, rénovation énergétique des bâtiments communaux…
Le financement de ces investissements sera assuré par l'autofinancement, par des subventions d'équipement à solliciter auprès de partenaires externes, mais aussi par recours à l'emprunt.

Dans ce contexte, une adhésion à l'AFL présentait trois avantages principaux pour la Ville de Bois-Guillaume : une diversification du « tour de table » lors des appels de fonds de la Ville, soit une sécurité supplémentaire dans l'obtention de l'intégralité des financements nécessaires ; bénéficier des taux attractifs que l'AFL peut proposer à ses membres grâce à son modèle économique et enfin, pouvoir emprunter sur des périodes plus longues que ce que proposent habituellement les établissements de crédit traditionnels."

M. Théo Perez ,
Maire de Bois-Guillaume (76)

"Bernay-Saint-Martin est une petite commune de 835 habitants. La volonté du Conseil municipal de s'inscrire dans une démarche écologique soutient nombre de ses projets. Nous avons souhaité développer les outils de la transition énergétique au niveau d'un ancien corps de ferme que nous avons acquis en 2016. Il s'agit de favoriser l'accès au logement écologique abordable, en contribuant à la réhabilitation d'un espace ancien.

Le projet de l'éco quartier « des mottes » programmé, il fallait réaliser un plan de financement autorisant la vente des parcelles à un prix peu élevé.

Le montage du budget prévisionnel impliquait le recours à l'emprunt et j'ai tout de suite pensé à l'AFL dont la présentation faite par M. Pelissard lors du Congrès des maires m'avait interpellée. Nous pouvions ainsi rejoindre et apporter notre petite pierre à l'édifice de cette banque « pas comme les autres », créée par et pour les collectivités. L'accueil et l'accompagnement qui nous furent réservés par l'AFL ont apaisé les craintes de certains élus, liées à cette démarche engageante mais politiquement en phase avec notre vision. Malgré la situation sanitaire complexe, l'action à distance, facilitatrice a permis de signer le contrat dans les délais et voir notre projet aboutir avec un taux d'intérêt des plus intéressants."

Mme. Annie Poinot Rivière,
Maire de Bernay-Saint-Martin (17)



Commune d'Entrepierres (04) - Pont

"La Commune d'Entrepierres regroupe un peu moins de 400 habitants, elle se situe en zone montagne. La particularité de la commune est son étendue (environ 45 km2, soit près de 27kms de route à entretenir), Dans cette situation, notre principal enjeu est de favoriser le bien-vivre ensemble au sein de la commune. Nous avons pris contact avec l'AFL en 2020 pour un emprunt visant à mener à bien l'aménagement du centre de la commune à travers la création d'une seconde classe au sein de l'école et la transformation d'un bâtiment en salle polyvalente. L'objectif est de renforcer le lieu de centralité de notre commune et d'attirer les habitants pour enforcer les liens sociaux. L'enjeu est également au terme des travaux de pouvoir accueillir sur un seul site, la soixantaine d'élèves dans deux classes au sein de l'école maternelle de la commune.
J'avais fait la connaissance de l'AFL dans le Journal des maires et le concept m'avait séduit. J'avais défendu auprès du conseil municipal le fait d'emprunter auprès d'un organisme qui appartient aux collectivités. Au moment de réaliser l'emprunt, l'offre de l'AFL était la plus intéressante ce qui a facilité la décision du conseil municipal. Nous avons par ailleurs été très bien accueillis, avec une véritable considération pour nos besoins, des réponses rapides à nos questions, une approche étape par étape, bien adaptée aux petites communes comme la nôtre."

M. Jean Philippe Barbut, Premier adjoint au maire d'Entrepierres (04) délégué aux finances

UNE BANQUE QUI INCARNE LA FINANCE DURABLE

Pour la première fois, en 2020, l'AFL a donné à ses collectivités membres un accès à la finance durable grâce à une première émission d'obligations durables via un dispositif innovant.



Commune de Huningue (68)
Aménagement des Berges du Rhin

QUEL DISPOSITIF ?

L'AFL a répertorié les dépenses durables du budget principal de ses collectivités actionnaires comptant plus de 3 500 habitants en trois grandes catégories d'investissements :

1

L'accès à des services sociaux essentiels et de base (éducation et culture, emploi, accès aux services de santé essentiels, inclusion sociale) ;

2

La transition énergétique et écologique (transports publics à bas carbone, prévention et contrôle de la pollution, énergies renouvelables, ...) ;

3

Les infrastructures durables, les villes et la cohésion territoriale (gestion durable de l'eau, habitat accessible, infrastructures durables et accessibles).

EN CHIFFRES :

Près de 40% de dépenses d'investissement œuvrant directement au service du développement durable ont été identifiées sur le périmètre.

Parmi elles :

- **Près de 60%** concernent l'accès aux services sociaux essentiels et de base.
- **Un peu plus de 30%** servent les infrastructures durables, le développement des communes et à la cohésion territoriale.
- **50%** servent l'objectif de développement durable de l'ONU n°4 « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ».
- **Plus de 20%** de ces investissements servent l'ODD n°11 « faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ».
- **Un peu moins de 10%** servent l'objectif n°9 « bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation ».
- **Environ 8%** visent l'objectif n°10 «Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre ».

PRINCIPAUX DOMAINES D'INTERVENTIONS

PRINCIPAUX DOMAINES D'INTERVENTION		CONTRIBUTION AUX ODD de l'ONU
Accès aux services sociaux essentiels de base	Contribution à un meilleur accès à l'éducation et à la culture par le biais d'installations et d'équipements à vocation éducative, sportive et culturelle Soutien au développement de l'activité économique dans le but de promouvoir et de préserver l'emploi dans les zones défavorisées Aide à l'accès aux services de santé essentiels Promotion de l'inclusion sociale en donnant aux populations vulnérables un accès équitable aux services essentiels	Education et culture Emploi Accès aux services de santé essentiels Inclusion sociale
Transaction énergétique et écologique	Contribution à la transition énergétique et au developpement durable en favorisant une économie bas-carbone et résiliente au changement climatique (transport publics à faibles émissions de carbone, énergies renouvlagbes, etc), et la prévention et le contrôle de la pollution	Transports publics à faibles émissions de carbone Prévention et contrôle de la pollution Energies renouvelables
Infrastructures durables, développement des communes et cohésion territoriale	Promotion de développement des territoires, des transformations urbaines, de la réduction de la fracture territoriale, du développement des infrastructures et des services publics essentiels Priorité aux territoires défavorisés	Gestion durable de l'eau et des eaux usées Logements abordables Infrastructures à coût abordable et durable

L'ÉMISSION D'OBLIGATIONS DURABLES

En cohérence avec les engagements sociaux et environnementaux de ses membres actionnaires précédemment présentés, l'AFL a mis en place en 2020 un programme d'émissions obligataires durables. La méthodologie permet de flécher l'allocation du produit des émissions durables vers les investissements sociaux et environnementaux.

- **A qui sont proposées les obligations ?**

À des investisseurs spécialisés dans les investissements durables ou disposant de poches avec ce type d'investissements ou simplement soucieux d'allouer leur fonds à des investissements socialement responsables. L'émission d'obligations durables est l'un des outils privilégiés de la finance durable.

- **L'avantage du dispositif ?**

La méthodologie de l'AFL permet de donner un accès au financement durable, à tous les membres de l'AFL (marché jusqu'alors réservé aux plus grandes collectivités). Elle sert en outre toute la structure, et par là tous ses actionnaires, par sa contribution au refinancement de l'AFL.

- **La reconnaissance du dispositif ?**

En janvier 2020, Vigeo Eiris (auditeur indépendant) a considéré que le dispositif mis en place est conforme aux quatre grands principes encadrant les obligations vertes et sociales et a exprimé son plus haut niveau d'assurance sur les engagements de l'AFL.

- **Le succès de l'émission**

Forte de ce dispositif, en juillet 2020, l'AFL a effectué avec succès sa première émission obligataire durable.

500 MILLIONS D'EUROS

MATURITÉ DE 7 ANS

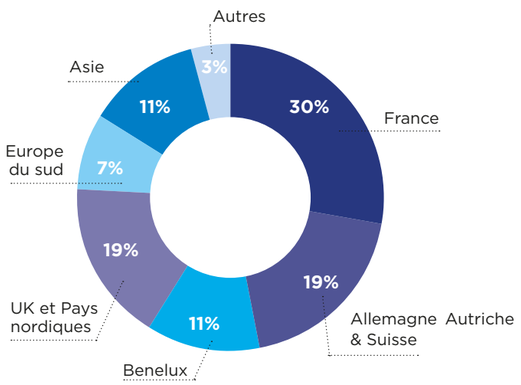
21 NOUVEAUX INVESTISSEURS
SUR UN TOTAL DE 42

UNE BANQUE QUI MUTUALISE L'ACCÈS DES COLLECTIVITÉS AU MARCHÉ OBLIGATAIRE

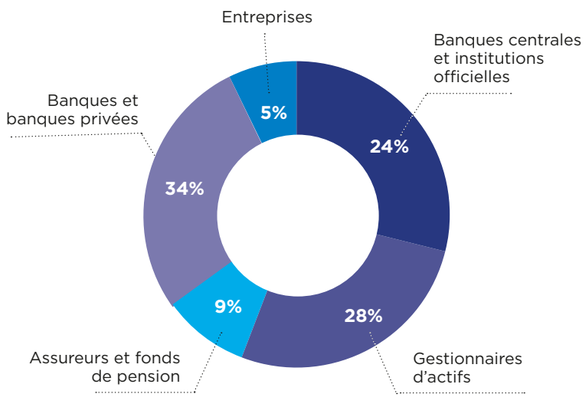
Au cours de l'année 2020, l'AFL a effectué plusieurs émissions obligataires pour un montant total de 1 130 millions d'euros (incluant la première émission d'obligations durables de 500 millions d'euros).

En dépit de la crise sanitaire et des très fortes tensions enregistrées sur les marchés de capitaux, les ressources levées au cours de l'année 2020 par l'AFL se sont faites dans de bonnes conditions à une marge moyenne de 32 points de base contre la courbe des obligations assimilables du trésor (OAT).

LES INVESTISSEURS PAR PROVENANCE GÉOGRAPHIQUE :



PAR TYPOLOGIE



MOODY'S

Aa3 /P-1

Notation Moody's
(dernière opinion de crédit : 27 avril 2020)
Perspective stable

S&P Global Ratings

AA- / A-1+

Notation S&P
(dernière opinion de crédit : 27 mai 2020)
Perspective stable

1,13 MILLIARD €

levés sur le marché obligataire par des émissions à long terme en 2020

5 MILLIARDS €

levés depuis la création de l'AFL



Commune de Waville (54) - Vue aérienne



"Dès sa création, nous avons fait le choix d'accompagner l'AFL dans son développement car son modèle coopératif de banque publique de développement et son engagement dans la responsabilité sociale et environnementale correspondaient aux valeurs que Commerzbank promeut de longue date. Six ans plus tard, nous sommes très fiers du chemin parcouru aux côtés de l'AFL qui a levé plus de 5 milliards d'euros sur le marché obligataire et dont la qualité de la signature est régulièrement reconnue, notamment par les investisseurs allemands que nous savons sensibles au financement responsable de l'économie locale, au service du développement durable des territoires.

Marie-Claire Ouziel, Global Head of Bonds, Commerzbank"



Métropole du Grand Nancy (54) Espace Thiers



LE SAVIEZ-VOUS ?

L'AFL ne travaille qu'avec des contreparties approuvées c'est à dire en conformité avec les réglementations, en particulier les réglementations liées à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ces exigences, qui s'imposent aussi aux banques chefs de file des émissions de titres de dette de l'AFL, permettent à l'AFL d'avoir un confort raisonnable permettant d'affirmer l'origine licite des fonds qu'elle lève dans le cadre de ces opérations."

Par Ariane Chazel, Directrice engagements et risques de l'AFL, Membre du Directoire

UNE ENTREPRISE CONSCIENTE DE SON IMPACT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Dès sa création, l'AFL a pris des engagements pour limiter son impact social et environnemental. En 2020, l'AFL a réitéré ces engagements dans le cadre de sa démarche RSE. Ils impactent les thématiques achats, mobilités douces, conciliation vie professionnelle-vie personnelle, égalité des chances, écogestes au travail pour lesquels des chantiers sont initiés.

NOS ENGAGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX

Prendre en compte des enjeux sociaux et environnementaux dans la politique des achats :

Mise en place d'une politique d'achats intégrant des critères RSE dans le choix de ses fournisseurs ;

Plus de plastique à l'AFL; C'est l'objectif pour les achats de fournitures et matériaux mais aussi d'objets publictaires.

Digitaliser ses processus métiers

Dématérialisation des processus d'adhésion et de mise en place de crédits (signature électronique) ; des notes de frais et des bulletins de paie ; d'un espace de stockage de documents pour les membres des instances de l'AFL ;

Déploiement d'une charte sur le Télétravail pour les collaborateurs.

Réduire son impact environnemental et les émissions de gaz à effet de serre :

Une banque qui maîtrise ses ressources : -30% de surface occupée suite au déménagement de l'AFL ;

591 Kg de CO2 évités grâce au recyclage des déchets via l'organisme ELISE ;

4H : c'est le temps de trajet en train en-deça duquel le train est systématiquement privilégié pour les déplacements professionnels.

Parce que les 30 collaborateurs de l'AFL sont les premiers acteurs de la performance de l'entreprise, l'AFL a défini et déployé, dès sa création, une politique de ressources humaines visant à favoriser l'épanouissement et le développement des compétences de ses collaborateurs.

NOS ENGAGEMENTS SOCIAUX

Développer une politique de formation

Plusieurs formations ont été suivies au cours de l'année 2020.

Respect des Droits de l'Homme

Respect des principes des Nations Unies des droits de l'Homme.

Favoriser l'insertion des personnes handicapées et l'emploi

L'AFL fait appel à l'organisme Les Papillons du jour notamment pour l'achat de ses fournitures.

Veiller au bien-être des collaborateurs

Mise en place d'un télétravail renforcé pendant la crise Covid-19 pour assurer la sécurité des salariés ;

Pour prévenir les risques psycho-sociaux, accueil de certains collaborateurs dans les locaux dans le respect du protocole sanitaire des entreprises.

Favoriser la mixité

Mise en place de règles de respect de la mixité pour le Directoire et le Conseil de Surveillance de l'AFL ;

Participer à l'Insertion professionnelle des jeunes

3 contrats de professionnalisation ;
3 contrats d'apprentissage et 3 stagiaires pour des missions très diversifiées ont été recrutés en 2020.

Appliquer une politique de lutte contre les discriminations

Non-discrimination dans les recrutements, les évolutions professionnelles et la politique de rémunération ;

Respect de la dignité et de l'égalité de traitement entre tous les collaborateurs ;

Respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective.



Communauté de communes de la Vallée du Lot et du Vignoble Touzac (46) Le Pont Suspendu

UNE BANQUE QUI AFFICHE UN ÉQUILIBRE FINANCIER

(RÉSULTATS AU 31/12/2020 CHIFFRES CONSOLIDÉS ET SOUS RÉFÉRENTIEL IFRS)

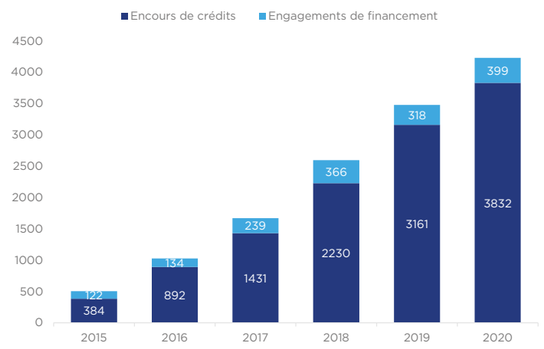
Les résultats au 31 décembre 2020 confirment la croissance régulière des activités de la banque des collectivités locales depuis sa création en 2015, portée par un flux permanent de nouvelles adhésions et une activité de crédit en rapide augmentation. Le résultat brut d'exploitation est positif et s'établit à 2 515K€, le résultat net à 2 296K€ pour un produit net bancaire de 13 789K€. Ce résultat provient de la combinaison de la croissance des intérêts générés par l'activité de crédit avec une bonne maîtrise des charges d'exploitation.



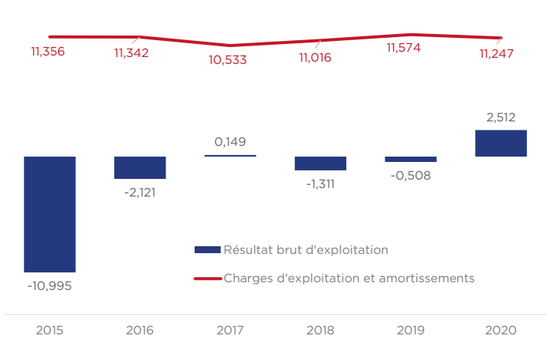
L'arrivée à l'équilibre d'un nouvel établissement de crédit en France est une réussite à souligner et à mettre au crédit des collectivités locales françaises. La mission de l'AFL a trouvé un sens supplémentaire face à la montée des risques consécutive à la crise de la Covid-19 et à ses effets sur l'activité économique et financière.

Thiebaut Julin,
Directeur financier de l'AFL,
Membre du Directoire

LE PORTEFEUILLE DE CRÉDITS (EN MILLIONS D'EUROS)



RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION ET CHARGES (EN MILLIONS D'EUROS)





Région Occitanie TER

PRINCIPAUX POSTES DES COMPTES CONSOLIDÉS EN K€ (NORMES IFRS)

	2020	2019
Caisses, banques centrales et dépôts à vue	685 587	182 211
Titres	785 870	675 618
Prêts et créances	3 831 563	3 160 500
Dettes représentées par un tiers	5 295 982	4 036 974
Fonds propres	157 968	131 490
Produit net bancaire - PNB	13 789	11 106
Marge nette d'intérêt - MNI	11 830	10 123
Charges générales d'exploitation	11 274	11 609
Résultat brut d'exploitation	2 515	-503
Résultat net	2 296	-1 186
Ratio de solvabilité	15,13%	15,78%
Ratio LCR	525%	428%

DÉTAIL DES CHARGES D'EXPLOITATION EN K€ (NORMES IFRS)

	2020	2019
Charges générales d'exploitation	11 274	11 609
Charges de personnel	5 263	4 863
Charges administratives dont :	4 547	4 457
- Systèmes d'information	1 813	1 586
- Conseil	228	211
- Honoraires juridiques et notation	389	369
- Fonction dépositaire	255	234
- Promotion	158	327
- Impôts et taxes	746	533
Dotation aux amortissements	1 464	2 289

430 COLLECTIVITÉS ACTIONNAIRES DU GROUPE AFL

AU 30 AVRIL 2021

Auvergne-Rhône-Alpes

Ain (01)
Communauté d'agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse, Communauté de communes Rives de l'Ain, Pays du Cerdon, Commune du Pont d'Ain, Commune de Sainte-Euphémie, Commune de Thil, Commune de Thoiry, Commune de Valserhône

Allier (03)
Conseil Départemental de l'Allier, Communauté d'agglomération Vichy Communauté, Commune d'Arfeuilles, Commune de Cusset, Commune de Domérat, Commune d'Espinasse-Vozelle, Commune de Saint-Marcel-en-Marcillat, Commune de Vichy

Ardèche (07)
Communauté de communes Pays Beaume Drobie, Communauté de communes DRAGA, Commune d'Ailhon, Commune d'Aubenas, Commune de Bourg-Saint-Andéol, Commune de Chirols, Commune de Planzolles, Commune de Saint-Just-d'Ardèche, Commune de Saint-Mélany, Commune de Valgorge

Drôme (26)
Communauté de communes du Val de Drôme, Commune de Cliousclat

Isère (38)
Métropole de Grenoble, Communauté de communes Cœur de Chartreuse, Commune de Bourgoin-Jallieu, Commune de Grenoble, Commune de Jarrie, Commune de Saint-Pierre-d'Entremont

Loire (42)
Commune de Boën-sur-Lignon, Commune de Bourg-Argental, Commune de Saint-Jean-Bonnefonds, Commune de Saint-Sauveur-en-Rue, Commune d'Usson-en-Forez

Haute-Loire (43)
Commune de Chadron

Puy-de-Dôme (63)
Communauté urbaine Clermont Auvergne Métropole, Commune de Billom, Commune de Clermont-Ferrand, Commune de La Monnerie le Montel, Commune de Loubeyrat, Commune de Pontaumur, Commune de Puy-Saint-Gulmier, Commune de Riom, Commune de Teilhède, Commune de Youx

Rhône (69)
Métropole de Lyon, Communauté de communes du Pays Mornantais, Communauté de communes de la Vallée du Garon, Commune de Chassieu, Commune de La Mulatière, Commune de Millery, Commune de Villeurbanne

Savoie (73)
Conseil Départemental de la Savoie, Communauté d'agglomération du Grand Chambéry, Communauté de Communes Cœur de Savoie, Commune de Challes-les-Eaux, Commune de Corbel, Commune de La Motte-Servolex, Commune de Montmélian, Commune de Motz, Commune du Pont-de-Beauvoisin, Commune de Saint-Béron, Commune de Saint-Pierre-d'Entremont

Haute-Savoie (74)
Communauté d'agglomération d'Annemasse - Les Voirons Agglomération, Syndicat intercommunal d'adduction en eau potable de Combloux Domancy, Commune de Combloux, Commune d'Étrembières, Commune de Saint-Julien-en-Genevois

Bourgogne-Franche-Comté

Côte-d'Or (21)
Communauté de communes de la Plaine Dijonnaise, Commune de Collonges-et-Premières, Commune de Grosbois-en-Montagne, Commune d'Izier, Commune de Longvic, Commune de Tart

Doubs (25)
Communauté urbaine du Grand Besançon, Commune de Huanne-Montmartin, Commune de Rigney

Jura (39)
Commune de Lons-le-Saunier

Saône-et-Loire (71)
Conseil Départemental de la Saône-et-Loire, Communauté urbaine Creusot Montceau, Communauté d'agglomération du Grand-Chalon, Commune d'Autun, Commune de Chalon-sur-Saône, Commune de Cressy-sur-Somme, Commune de Mâcon, Commune de Saint Martin d'Auxy

Bretagne

Côtes-d'Armor (22)
Commune de Lannion

Finistère (29)
Brest Métropole, Communauté d'agglomération Morlaix communauté, Commune de Brest, Commune de Lesneven, Commune de Plouzané, Commune de Plouvorn

Ile-et-Vilaine (35)
Commune du Ferré, Commune de Fleurigné, Commune de Langouet, Commune de Le Verger, Commune de Lieuron, Commune de Saint-Marc-le-Blanc, Commune de Visseiche

Morbihan (56)
Commune de Malestroit, Commune de Saint-Armel, Commune de Saint-Avé

Centre-Val de Loire

Eure-et-Loir (28)
Commune de La Saucelle

Indre (36)
Communauté de Communes Région de Levroux, Commune de Gargilesse-Dampierre

Indre-et-Loire (37)
Commune de Francueil, Commune de Rochecorbon, Commune de Tours

Loir-et-Cher (41)
Communauté d'agglomération de Blois – Agglopolys, Commune de Vendôme

Loiret (45)
Communauté de communes Plaine du Nord Loiret, Commune de Gidy, Commune de Pannes

Corse

Commune de Monacia-d'Aullène

Grand Est

Région Grand Est

Ardennes (08)
Communauté de communes Ardenne Rives de Meuse, Commune d'Aubrives, Commune de Foisches, Commune de Hargnies

Aube (10)
Communauté de communes des Portes de Romilly-sur-Seine, Commune de Spoy

Marne (51)
Commune de Gueux

Meurthe-et-Moselle (54)
Métropole du Grand Nancy, Communauté de communes du Bassin de Pompey, Communauté de communes Mad et Moselle, Communauté de communes Moselle et Madon, Communauté de Communes du Pays-Haut-Val-d'Alzette, Communauté de Communes Vezouze-en-Piemont, Syndicat intercommunal des eaux de l'Euron Mortagne, Syndicat intercommunal scolaire du Sanon, Commune d'Anthelupt, Commune d'Athienville, Commune de Bathelémont, Commune de Bauzemont, Commune de Bayon, Commune de Bernécourt, Commune de Bezange-la-Grande, Commune de Bonviller, Commune de Bruley, Commune de Bures, Commune de Crion, Commune de Croismare, Commune de Dieulouard, Commune de Flainval, Commune d'Hénaménil, Commune de Juvrecourt, Commune de Laxou, Commune de Maixe, Commune de Mandres-aux-Quatre-Tours, Commune de Montigny-sur-Chiers, Commune de Mouacourt, Commune de Pagney-derrière-Barine, Commune de Parroy, Commune de Richardménil, Commune de Sionviller, Commune de Sommerviller, Commune de Vennezey, Commune de Virecourt, Commune de Waville, Commune de Xures

Meuse (55)
Conseil Départemental de la Meuse, Commune de Pretz-en-Argonne

Moselle (57)
Communauté d'agglomération du Val de Fensch, Communauté de communes du Warndt, Commune de Corny-sur-Moselle, Commune de Jouy-aux-Arches, Commune de Metz, Commune de Morhange, Commune de Roussy-le-Village, Commune de Scy-Chazelles

Bas-Rhin (67)
Eurométropole de Strasbourg, Commune de Mundolsheim, Commune de Schiltigheim, Commune de Strasbourg

Haut-Rhin (68)
Communauté de communes Pays de Rouffach, Communauté de communes de la Région de Guebwiller, Communauté de communes Sundgau, Commune de Buschwiller, Commune d'Huningue, Commune de Wittenheim

Vosges (88)
Communauté d'agglomération d'Epinal, Communauté de communes des Ballons des Hautes-Vosges, Commune de Rupt-sur-Moselle, Commune des Voivres

Hauts-de-France

Aisne (02)
Conseil Départemental de l'Aisne

Nord (59)
Métropole Européenne de Lille, Communauté urbaine de Dunkerque, Communauté d'agglomération de Valenciennes, Communauté de communes du Cœur de l'Avesnois, Communauté de communes Pévèle Carembault, Commune d'Anzin, Commune d'Attiches, Commune d'Aulnoy-lez-Valenciennes, Commune de Cysoing, Commune de Croix, Commune de Genech, Commune de Landas, Commune de Mons-en-Pévèle, Commune de Montrécourt, Commune de Raimbeaucourt, Commune de Sailly-lez-Lannoy, Commune de Saint-Saulve, Commune de Saulzoir, Commune de Thun l'Evêque, Commune de Waziers, Commune de Wavrin

Oise (60)
Communauté de communes du Pays Noyonnais, Commune de Grandvilliers, Commune de Noyon, Commune de Plailly

Pas-de-Calais (62)
Communauté urbaine d'Arras, Communauté d'agglomération Pays de Saint Omer, Commune de Carvin, Commune de Merlimont, Commune de Noyelles-sous-Lens, Commune de Rang-du-Fliers, Commune de Saint-Augustin

Somme (80)
Communauté d'agglomération Amiens Métropole, Commune d'Amiens, Commune de Rumigny

Île-de-France

Seine-et-Marne (77)
Commune de Bernay-Vilbert, Commune de Chelles

Yvelines (78)
Commune de Meulan-en-Yvelines, Commune de Vaux-sur-Seine

Essonne (91)
Conseil Départemental de l'Essonne, Commune de Brunoy, Commune de Grigny, Comme de La Ferté-Alais, Commune de Viry-Châtillon

Hauts-de-Seine (92)
Commune de Bagneux, Commune de Gennevilliers

Seine-Saint-Denis (93)
Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis, Etablissement public territorial Est Ensemble, Etablissement public territorial GPGE, Etablissement public territorial Plaine Commune, Commune du Blanc-Mesnil, Commune de Bondy, Commune de Clichy-sous-Bois, Commune d'Epinay-sur-Seine, Commune de Livry-Gargan, Commune de Montfermeil, Commune de Montreuil, Commune de Noisy-le-Grand, Commune du Pré-Saint-Gervais, Commune de Rosny-sous-Bois, Commune de Saint-Denis

Val-de-Marne (94)
Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre, Etablissement public territorial Grand Paris Sud Est Avenir, Etablissement public territorial Paris-Est-Marne et Bois, Commune de Bry-sur-Marne, Commune de Créteil, Commune du Kremlin Bicêtre, Commune de Nogent-sur-Marne, Commune de Vincennes

Val-d'Oise (95)
Communauté d'agglomération Val Parisis, Commune de Bessancourt, Commune de Garges-lès-Gonesse, Commune de Gonesse, Commune de Saint-Brice-sous-Forêt, Commune de Taverny

Normandie

Calvados (14)
Conseil Départemental du Calvados, Commune de Fontenay le Pesnel, Commune de Giberville

Eure (27)
Communauté de communes du Pays de Conches, Communauté de communes Roumois Seine, Commune de Conches-en-Ouche, Commune d'Evreux, Commune de Gisors, Commune de Muzy, Commune de Saint-Pierre-des-Fleurs, Commune de Saint-Pierre-du-Bosguérard
Commune du Thuit-de-l'Oison, Commune de Vernon

Manche (50)
Commune de Cherbourg-en-Cotentin

Orne (61)
Communauté urbaine d'Alençon, Commune d'Alençon

Seine-Maritime (76)
Métropole Rouen Normandie, Commune de Bois-Guillaume, Commune de La Feuillie

Nouvelle-Aquitaine

Charente-Maritime (17)
Communauté d'agglomération de la Rochelle, Communauté de communes de Gémozac, Commune de Bernay-Saint-Martin, Commune de Gémozac, Commune de Jazennes, Commune de Matha

Creuse (23)
Commune de Bourganeuf

Dordogne (24)
Communauté d'agglomération du Grand Périgueux, Commune de Bergerac, Commune de Beynac-et-Cazenac, Commune de Château-L'Evêque, Commune de Peyrignac, Commune de Saint-Martial-d'Albarède, Commune de Sainte-Nathalène, Commune de Vitrac

Gironde (33)
Bordeaux Métropole, Commune de Bordeaux, Commune du Bouscat, Commune de Castillon-la-Bataille, Commune de Créon, Commune de Moulis-en-Médoc, Commune de Peujard, Commune de Saint-Louis-de-Montferrand, Commune de Saint-Pierre-d'Aurillac, Commune de Saint-Romain-la-Virvée, Commune de Val-de-Livenne

Landes (40)
Commune de Biscarosse, Commune de Commensacq, Commune de Léon, Commune de Mimizan, Commune de Pouillon, Commune de Saint-Martin-de-Seignanx

Lot-et-Garonne (47)
Commune de Casseneuil, Commune de Saint-Maurin

Pyrénées-Atlantiques (64)
Communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées, Commune de Guéthary, Commune d'Oloron-Sainte-Marie, Commune de Pau, Commune de Saint-Etienne-de-Baïgorry

Vienne (86)
Communauté urbaine du Grand Poitiers, Commune de Dissay, Commune des Ormes

Occitanie

Région Occitanie

Ariège (09)
Conseil Départemental de l'Ariège

Aveyron (12)
Commune de Roquefort-sur-Soulzon

Gard (30)
Communauté de communes Cèze Cévennes, Communauté de communes du Pont du Gard Syndicat mixte des eaux du Plateau de Signargues, Commune de Comps, Commune de Domazan, Commune d'Estézargues, Commune de Fournès, Commune de Roquemaure, Commune de Saint-André d'Olérargues, Commune de Saint-Gilles, Commune de Saint-Victor-de-Malcap, Commune de Valliguières, Commune de Vénéjan

Haute-Garonne (31)
Toulouse Métropole, Communauté de communes des Coteaux du Girou, Communauté de communes des Hauts Tolosans, Tisséo Collectivités, Commune d'Aussonne, Commune de Bagnères-de-Luchon, Commune de Colomiers, Commune d'Empeaux, Commune de Flourens, Commune de Grenade, Commune de Larroque, Commune de Roquesérière, Commune de Toulouse, Commune de Villariès

Gers (32)
Commune de Condom

Hérault (34)
Sète Agglopôle Méditerranée, Commune de Balaruc-les-Bains, Commune de Capestang, Commune de Pomérols

Lot (46)
Communauté de communes de la Vallée du Lot et du Vignoble, Commune des Arques, Commune de Castelfranc, Commune de Duravel

Hautes-Pyrénées (65)
Communauté de communes Adour Madiran, Commune de Capvern, Commune de Pujo

Pyrénées-Orientales (66)
Commune de Pollestres, Commune du Soler, Commune de Théza

Tarn (81)
Commune de Fiac

Tarn-et-Garonne (82)
Communauté de communes du Quercy Caussadais

Pays de la Loire

Région Pays de la Loire

Loire-Atlantique (44)
Conseil Départemental de Loire-Atlantique, Nantes métropole, Pôle d'Équilibre Territorial et Rural du Segréen – Anjou Bleu, Commune d'Ancenis-Saint-Géréon, Commune de Bougenais, Commune de Loireauxence, Commune de Nantes, Commune du Pallet, Commune de Rezé, Commune de Saint-Nazaire, Commune des Sorinières, Commune de Vertou

Maine-et-Loire (49)
Communauté d'agglomération de Saumur, Communauté de communes Loire Layon Aubance, Syndicat d'eau de l'Anjou, Commune de Beaucouzé, Commune d'Épieds, Commune du Lion d'Angers, Commune de Rochefort-sur-Loire, Commune de Saint-Augustin-des-Bois, Commune de Saumur

Mayenne (53)
Commune de Cossé-le-Vivien

Sarthe (72)
Communauté de communes de l'Huisne Sarthoise, Commune d'Allonnes

Vendée (85)
Communauté d'agglomération La Roche-sur-Yon, Commune de La Faute-sur-Mer, Commune de Saint-Hilaire-de-Riez

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Alpes de Haute-Provence (04)
Commune d'Allons, Commune de Banon, Commune d'Entrepierres, Commune de Mison

Hautes-Alpes (05)
Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins, Commune d'Andon
Syndicat intercommunal de l'eau potable du grand bassin cannois (SICASIL)

Alpes-Maritimes (06)
Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins, Commune d'Andon
Syndicat intercommunal de l'eau potable du grand bassin cannois (SICASIL)

Bouches du Rhône (13)
Métropole d'Aix-Marseille Provence, Commune de Marseille, Commune de Peypin, Commune du Puy-Sainte-Réparade

Var (83)
Communauté de communes du Pays de Fayence, Commune de Gonfaron, Commune de Roquebrune-sur-Argens, Commune de Seillans

Vaucluse (84)
Commune de Mérindol, Commune de Pertuis

Collectivités d'outre-mer

Réunion (974)
Syndicat ILEVA, Communauté d'agglomération du Sud, Communauté d'agglomération du Territoire de la Côte Ouest, Commune de la Possession

Saint-Pierre-et-Miquelon (975)
Collectivité d'outre-mer de Saint-Pierre-et-Miquelon

Polynésie Française (987)
Collectivité d'outre-mer de Polynésie Française, Commune de Bora-Bora

Vous êtes une collectivité :

Philippe ROGIER
Directeur des adhésions et du crédit
04 81 11 29 32
philippe.rogier@afl-banque.fr

Laurence LEYDIER
Directrice adjointe des adhésions et du crédit
04 81 11 29 37
laurence.leydier@afl-banque.fr

Astrée BOYET
Chargée de relation collectivités locales
04 69 84 81 02
astree.boyet@afl-banque.fr

Mathieu ROSNARHO
Chargé de relation collectivités locales
04 87 91 34 21
mathieu.rosnarho@afl-banque.fr

Vous êtes un investisseur :

Thiebaut JULIN
Directeur financier
04 81 11 29 33
thiebaut.julin@afl-banque.fr

Romain NETTER
Directeur du financement
à moyen et long terme
04 26 07 60 91
romain.netter@afl-banque.fr

Maëlien BOREL
Opérateur font-office financement
à moyen et long terme
04 26 07 60 90
maelien.borel@afl-banque.fr

www.agence-france-locale.fr

Agence-France-Locale **@AgenceFRLocale** **contact@afl-banque.fr**

AFL
La banque
des collectivités

Conseil municipal du 21 mars 2022

Point 3 à l'ordre du jour : Budget primitif 2022 de la ville de Strasbourg

SERVICE DES ASSEMBLEES

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 46 voix + 1
+1 : Mme Khadija BEN ANNOU a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

Contre : 17 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 21 MARS 2022 - Point n°3

Budget primitif 2022 de la ville de Strasbourg.

Pour	**46**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre	**17**	**BARRIERE Caroline, BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, OEHLER Serge, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHALCK Elsa, TRAUTMANN Catherine, VETTER Jean-Philippe**
Abstention	**0**	

4

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Budget primitif 2022 de l'Œuvre Notre-Dame.

Numéro V-2022-168

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil d'Administration de la Fondation
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

1. *approuve le budget primitif pour l'exercice 2022 de l'Œuvre Notre-Dame tel que figurant aux documents budgétaires joints en annexe,*

   a) *arrête aux sommes suivantes pour l'ensemble du budget, le montant des chapitres :*

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Chapitre	Libellé chapitre	
011	Charges à caractère général	982 400,00 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 823 420,00 €
022	Dépenses imprévues	19 580,00 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	550 000,00 €
66	Charges financières	1 300,00 €
67	Charges exceptionnelles	23 300,00 €
		3 400 000,00 €

Chapitre	Libellé chapitre

70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 335 940,00 €
74	Dotations et participations	1 001 000,00 €
75	Autres produits de gestion courante	968 500,00 €
77	Produits exceptionnels	94 560,00 €
		3 400 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

1. CREDITS DE PAIEMENT

Chapitre	**Libellé chapitre**	
020	Dépenses imprévues	16 905,47 €
16	Emprunts et dettes assimilées	10 000,00 €
20	Immobilisations incorporelles	15 000,00 €
21	Immobilisations corporelles	971 000,00 €
23	Immobilisations en cours	1 587 094,53 €
		2 600 000,00 €

Chapitre	**Libellé chapitre**	
024	Produit des cessions d'immobilisations	1 841 000,00 €
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	550 000,00 €
10	Dotation fonds divers et réserves	5 000,00 €
16	Emprunts et dettes assimilées	204 000,00 €
		2 600 000,00 €

2. AUTORISATIONS DE PROGRAMME

En Dépenses	**10 186 169,56 €**
En Recettes	**500 402,68 €**

b) autorise les augmentations d'autorisations de programme :

- *2020-AP0242 de 400.000€ pour l'acquisition et la réhabilitation du bâtiment Site de la Meinau ;*
- *2019-AP0225 de 108.000€ pour la restauration du portail Saint Laurent*

c) autorise la révision des autorisations de programme telle que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe,

2. *approuve le remboursement à l'Eurométropole de Strasbourg des frais de personnel pour les agents affectés à l'Œuvre Notre-Dame en fonction du décompte qui sera adopté par la commission mixte paritaire qui statuera sur l'exercice 2022 ;*

3. *informe que les documents budgétaires sont consultables à partir du lien suivant :*

   https://partage.strasbourg.eu/share-access/sharings/VkzI3p_K.MqqqqzsS

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 29 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-145205C-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

5

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Modification des autorisations de programme de la ville de Strasbourg suite au vote du budget primitif 2022.

Numéro V-2022-334

Chaque étape budgétaire est l'occasion de mettre à jour les autorisations de programme (AP) en dépenses et en recettes.

Le budget primitif 2022 propose une évolution des autorisations de programme à hauteur de **+88,7 M€** en dépenses et de **-2,3 M€** en recettes. Le montant total des AP s'élève désormais à 1,4 Mds€ en dépenses et à 222,8 M€ en recettes.

Ces montants correspondent à l'ensemble des projets en cours, incluant pour les dépenses les montants déjà mandatés les exercices précédents, et ce pour les programmes non encore clôturés. Les recettes inscrites sont liées aux programmes de dépenses et comprennent des subventions perçues ou à percevoir et les cessions prévisionnelles.

S'agissant des dépenses à **88,7 M€**, il convient de signaler les modifications suivantes :

- Dans le domaine de l'éducation et de la petite enfance, en hausse de **43,7 M€** :

    - +13,6 M€ pour l'AP de construction et de rénovation des structures de la petite enfance, dont +5,5 M€ pour la relocalisation de la halte-garderie rue de Flandres, +5,1 M€ pour une nouvelle maison de la petite enfance à Cronenbourg ainsi que les transformations des jardins d'enfants en multi accueil pour deux lieux, pour un montant total de 3 M€ ;

    - +12,3 M€ pour les quatre autres augmentations d'AP concernant les travaux pour les bâtiments scolaires sur les périodes 2015-2017 (+2,1 M€), 2016-2018 (+2 M €), 2020-2022 (+4,2 M€) et 2022-2026 pour le restaurant scolaire de l'école Sturm (+4 M€) ;

    - +8,9 M€ pour les programmes de rénovation urbaine concernant les groupes scolaires Reuss (+5,3 M€) et Eleonore (+3,6 M€) ;

- +8,8 M€ pour la réhabilitation thermique des écoles pour la période 2021-2026 concernant les groupes scolaires de la Niederau à la Robertsau (+5,5 M€) et celle de Rosa Parks à Hautepierre (+3,3 M€) ;

- +0,1 M€ pour l'AP de participation de la ville aux travaux de restauration scolaire du collège Truffaut à Hautepierre ;

- Dans le domaine de la culture à **+18,7 M€** :

  - +12,1 M€ sur l'AP des travaux d'aménagement sur les équipements culturels pour la période 2021-2025, principalement +11,3 M€ pour le programme d'augmentation de la jauge de la laiterie à 1200 places ;

  - +2,8 M€ pour la nouvelle AP concernant la création d'une médiathèque sur le secteur Deux-Rives ;

  - +2,6 M€ pour l'AP de réhabilitation des musées sur la période 2022-2025, dont 1,9 M€ pour la rénovation du salon d'assemblée du Palais Rohan et 0,7 M€ pour des travaux au musée d'art moderne ;

  - +0,9 M€ pour l'actualisation de l'AP concernant l'ancienne COOP dont +0,6 M € pour la création de studios de musique ;

- Dans le secteur des solidarités, de la santé et de la jeunesse, à **+7,5 M€**, la restructuration du centre d'hébergement Fritz Kiener (7,9 M€) dont l'Eurométropole participera à hauteur de 50% ;
-

- Dans le poste mobilités et aménagement des espaces publics, à **+5,6 M€** :

  - +3,9 M€ pour une nouvelle AP concernant les jardins familiaux, collectifs, partagés et associatifs ;

  - +2,1 M€ pour l'AP des parkings en ouvrage mixte ;

  - +2 M€ pour l' AP de gestion durable de l'éclairage public ;

  - +0,4 M€ pour le programme de rénovation urbaine ;

  - +0,3 M€ pour l'AP d'accompagnement des projets de voirie sur la période 2015-2017 ;

  - -3,1 M€ pour l'AP du plan lumière ;

- Dans le secteur de la rénovation du patrimoine bâti, à **+5,6 M€** :

- +2,8 M€ pour l'AP de travaux dans les immeubles municipaux, dont +1,8 M€ pour la 3è tranche du palais des fêtes et +1 M€ pour la nouvelle AP de réfection des logements de service ;

- +2,3 M€ pour l'AP de maison des services publics, concernant celle de l'Elsau (+1,8 M€) et de Koenigshoffen (+0,5 M€) ;

- +0,5 M€ pour l'AP de la villa Kayserguet (lieu d'Europe) ;

- Dans le poste du développement économique, à **+5,1 M€**, l'actualisation du projet Archipel au Wacken ;

- Dans le secteur de l'urbanisme, à **+1,1 M€**, les créations d'AP de cohabitation avec la faune sauvage (+0,5 M€) et de travaux sur les copropriétés dégradées (+0,6 M€)

- Dans le domaine des sports, à **+0,8 M€**, la création du programme de l'Ilot sportif Sud (+0,9 M€) ;

- Dans le domaine de la sécurité, à **+0,7 M€**, la subvention de l'Eurométropole dans le cadre de la mise en place de bornes pour le projet des rues écoles ;

Les recettes sont quant à elles en diminution de **2,3 M€**. Elles concernent, pour :

- **+4 M€**, l'AP concernant le centre d'hébergement Fritz Kiener, correspondant à la part portée par l'Eurométropole au titre de sa compétence d'hébergement d'urgence ;

- **+2,1 M€,** le secteur de l'éducation et de la petite enfance, dont +1,4 M€ pour la maison de la petite enfance à Cronenbourg ainsi que les programmes de relocalisation et de transformation des jardins d'enfants ;

- **+0,9 M€**, l'actualisation des recettes pour l'AP de la rénovation urbaine ;

- **-0,4 M€** la mise à jour des recettes dans le domaine du sport ;

- **-8,8 M€**, le projet Manufacture, la cession du bâtiment quai Koch n'étant plus d'actualité.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le nouveau montant des autorisations de programme comme suit :

- *En dépenses 1 383 683 643,67 €*
- *En recettes 222 772 513,26 €*

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-145204-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

CONSEIL MUNICIPAL DU 21 MARS 2022 - Point n°5

Modification des autorisations de programme de la ville de Strasbourg suite au vote du budget primitif 2022.

Pour	**45**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, ROTH Pierre, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre	**16**	**BARRIERE Caroline, BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, JAKUBOWICZ Pierre, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, OEHLER Serge, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHALCK Elsa, TRAUTMANN Catherine, VETTER Jean-Philippe**
Abstention	**0**	

6

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Communication relative à la désignation des délégataires :

- de la chaufferie collective et du réseau de chaleur des quartiers de Hautepierre et Poteries à Strasbourg ;
- du réseau de chaleur de Strasbourg Centre et configuration de la Société d'économie mixte à opération unique (SEMOP) exploitante - prolongation des concessions relatives à l'exploitation des réseaux de chaleur de l'Esplanade et de l'Elsau dont elle est issue.

Numéro V-2022-270

Éléments de contexte

L'Eurométropole de Strasbourg s'est vu conférer la qualité d'Autorité Organisatrice de Distribution d'Énergie (AODE) par la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 et exerce notamment à ce titre, la compétence de création, d'aménagement, d'entretien et de gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbain.
Les réseaux de chaleur publics constituent un outil essentiel des politiques publiques énergie-climat, sociales et économiques. Moyen le plus efficient de distribution collective en milieu urbain, ils sont un levier d'accélération de la transition énergétique et de maîtrise des coûts.

L'Eurométropole dispose ainsi à ce jour de quatre réseaux de chaleur, tous situés sur le ban communal de Strasbourg : les trois réseaux « historiques » de Hautepierre-Poteries, Elsau-Petite France et de l'Esplanade, ainsi que celui entré en service en 2016 du Wacken. Ils assurent la fourniture de chaleur et d'eau chaude sanitaire à 50 000 équivalents logements et représentant 9% des besoins de chaleur de l'agglomération.

L'actualité met durement en évidence le caractère vital de ce service essentiel, la hausse des cours mondiaux des énergies fossiles mettant nombre de ménages en situation de précarité énergétique et d'impayés comme l'a illustré le bouclier tarifaire mis en place par l'Eurométropole de Strasbourg sur le réseau de chaleur de Hautepierre-Poteries.

Le Schéma Directeur des Énergies adopté par le conseil métropolitain en décembre 2019, identifiait déjà le caractère stratégique des réseaux de chaleur publics et prescrivait leur modernisation, leur conversion aux énergies

renouvelables, ainsi que leur extension à l'ensemble des zones denses de l'agglomération. Les projections fixent ainsi un doublement des quantités d'énergies distribuées d'ici 2030, lesquelles devront très majoritairement être décarbonées.

Les délibérations relatives au renouvellement des contrats de concession des réseaux de chaleur de l'Esplanade, de l'Elsau-Petite France et de Hautepierre-Poteries, qui seront présentées le 25 mars prochain en Conseil métropolitain s'inscrivent pleinement dans ces orientations.
Le renouvellement concomitant à leur échéance des 3 contrats de délégation de service public (DSP), au 1er juin prochain pour Hautepierre-Poteries, au 1er juillet pour l'Esplanade et l'Elsau, constitue en effet une opportunité pour donner une impulsion nouvelle à ce service public.
Pour mémoire, le principe de la fusion des deux réseaux de chaleur de l'Elsau et de l'Esplanade a été adopté par décision du Conseil de l'Eurométropole du 22 décembre 2017. La fusion de ces réseaux déjà organiquement connectés permettra d'établir des synergies, par la mutualisation des potentiels de développement, des moyens de production et des énergies renouvelables et d'appliquer une tarification optimisée et harmonisée de ce nouvel outil de distribution.

Les enjeux

Les enjeux du renouvellement du contrat de concession des trois réseaux de chaleur sont similaires, à savoir :

- **Engager ou consolider la transition vers un réseau décarboné** : Au-delà de l'urgence climatique nécessitant la décarbonation des sources d'énergie, la pérennité économique des concessions impose une conversion accélérée aux énergies renouvelables ; en effet, la hausse incontrôlable des énergies fossiles et l'accroissement continu de la taxation carbone déséquilibrent l'équilibre de leur modèle économique et exposent les abonnés à des prix insoutenables, comme l'illustrent les difficultés actuelles du réseau de chaleur de Hautepierre-Poteries, qui dépend totalement de l'approvisionnement en gaz.
- **Développer un bouquet énergétique renouvelable diversifié, en fonction des potentiels du territoire**, afin de contribuer à la neutralité carbone du territoire, mais aussi d'atteindre une plus grande autonomie énergétique et de réduire les aléas d'approvisionnement.

- **Moderniser et sécuriser les concessions**, dont les outils de production et de distribution (réseau, outils de production, sous-stations) datent des années 1960 à 1980 et souffrent d'une insuffisance d'investissement.

- **Développer massivement la distribution collective de chaleur vertueuse au profit de nouveaux quartiers**, afin d'offrir à terme ce service à tous les usagers en secteur dense. Ainsi, le périmètre du réseau de chaleur Hautepierre-Poteries est-il étendu aux quartiers Cronenbourg, Koenigshoffen et Hohberg ; celui de l'Esplanade et de l'Elsau, fusionnés au sein de l'entité « Strasbourg Centre », s'étendra à la Musau, Meinau, Neudorf, Rotterdam, Conseil des XV, Neustadt, quartier Européen, centre-ville et gare. C'est ainsi l'essentiel du ban communal strasbourgeois qui sera couvert.

- **Garantir aux usagers un tarif compétitif et soutenable dans la durée**, afin de réduire la précarité énergétique, par l'atteinte de tailles critiques compensant la baisse continue des puissances souscrites, la mise en œuvre d'outils d'intelligence artificielle, ainsi que par un recours à des énergies aux prix soutenables et non volatiles.

- **Assurer un maillage entre réseaux pour une valorisation optimale des ressources d'énergies renouvelables et des synergies sur les systèmes de production**.

Caractéristiques des offres

Les procédures de renouvellement des délégations de service publics relatives aux réseau de Hautepierre-Poteries d'une part, du réseau fusionné « Strasbourg Centre » d'autre part, ont été engagées à l'automne 2020. À l'issue de la sélection des candidats et des négociations menées entre juin et octobre 2021, 3 offres finales ont été remises pour chacune des deux délégations.

L'analyse des offres sur la base des critères prédéfinis a conduit la Présidente de l'Eurométropole à proposer au Conseil métropolitain de retenir :

- **L'offre de ENGIE Solutions pour l'exploitation du réseau de chaleur de Hautepierre-Poteries ;**
- **L'offre de R-CUA pour l'exploitation du réseau de chaleur Strasbourg Centre.**

Sous réserve d'approbation par ledit Conseil, ces offres modifieront en profondeur le contexte énergétique sur Strasbourg, sur plusieurs plans :

- Une extension considérable de l'offre : Les linéaires des 2 réseaux vont plus que doubler, passant de 23 à 49 Km à Hautepierre-Poteries, de 32 à 67 Km sur Strasbourg Centre, couvrant l'essentiel des quartiers intégrés aux périmètres concessifs. Ces extensions considérables seront réalisées à compter de 2023 jusqu'en 2029.

- En corollaire, le nombre de bâtiments raccordés va s'accroître dans les mêmes proportions, les sous-stations passant dans un cas, de 153 à 350, dans l'autre, de 116 à 350. Au total, ce sont environ 30 000 équivalents-logements supplémentaires qui pourront être raccordés dans les prochaines années.

- La fourniture d'énergie va considérablement s'accroître, passant de 140 GWh à 248 à Hautepierre d'ici 2034 et de 256 GWh à 351 à Strasbourg Centre. Ces volumes intègrent la perspective de baisse progressive des puissances souscrites sur les 20 prochaines années, du fait de la rénovation thermique des logements et de l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments.

- Cette énergie sera majoritairement renouvelable : Sur le réseau Hautepierre-Poteries, seul réseau public du territoire à dépendre encore totalement des énergies fossiles, le taux moyen d'ENR&R s'établira à 65,6% (79,3% en intégrant l'électricité verte). Le cahier des charges prévoit plusieurs scénarios, en fonction de la disponibilité ou non d'énergie issue de la géothermie profonde ; quel que soit le scénario ultimement retenu par l'Eurométropole, ENGIE valorisera la récupération d'énergie sur les

groupes froids des HUS, qui fourniront 27% de l'énergie distribuée. En l'absence de géothermie profonde, une centrale biomasse sera par ailleurs développée sur le site de l'actuelle chaufferie. Sur Strasbourg Centre, deux scénarios sont inscrits au dossier de consultation d'entreprises : une solution de référence incluant l'import de chaleur issue de l'aciérie BSW de Kehl, ainsi qu'une solution alternative au choix des candidats. R-CUA propose dans tous les cas de récupérer l'énergie fatale issue du Port Autonome ; dans le scénario alternatif, l'entreprise développera en parallèle une centrale biomasse, portant le taux d'ENR&R du réseau à 80%.

- Un impact environnemental positif : La fourniture massive d'ENR&R se traduira par une baisse considérable des émissions carbone, du fait de l'abandon des énergies fossiles. Par ailleurs, dans l'hypothèse où les exploitants proposés devaient développer des centrales biomasse, celles-ci sont très performantes, du fait de l'emploi des meilleures techniques disponibles en matière d'épuration : ENGIE s'engage sur des niveaux d'émission inférieur de 50% aux valeurs limites d'émission ; R-CUA propose de développer une unité de pyrogazéification, réduisant très fortement les émissions atmosphériques.

- Des niveaux d'investissement considérables : Les exploitants proposés investiront fortement dans le renouvellement des équipements de production d'appoint gaz – qui seront intégralement remplacés – et dans la modernisation et le passage à la basse température des réseaux de distribution. ENGIE investira ainsi entre 58 et 92 millions € selon les scénarii et R-CUA investira quant à lui entre 83 et 110 millions €, soutenant ainsi l'économie verte de l'agglomération.

- Des tarifs compétitifs et stables dans la durée : Les tarifs finaux de chaleur ont fortement augmenté ces derniers mois du fait de la hausse des prix du gaz, passant de 73 à 79€ TTC/MWh en moyenne avant la crise énergétique actuelle, à 202€/MWh à Hautepierre, 129€/MWh à l'Esplanade et 152€/MWh à l'Elsau. Après mise en œuvre des approvisionnements ENR&R, les prix à Hautepierre se situeront dans une fourche de 67 à 74 € TTC/MWh en prix constants sur la durée de la délégation, inférieurs à la situation d'avant crise ; À Strasbourg Centre, les prix se situeront à 89 € TTC/MWh en moyenne sur la durée du contrat. Ces tarifs très attractifs sont des gages d'un développement futur des réseaux, très au-delà des engagements contractuels.

Le conseil de l'Eurométropole de Strasbourg avait approuvé par délibération du 23 octobre 2020 la création d'une SEMOp (Société d'Économie Mixte à Opération Unique) pour exploiter le réseau de chaleur Strasbourg Centre.
Le choix d'une SEMOp pour cette concession avait été fait au regard de l'importance de ce réseau qui sera à terme un des plus importants de France, du volume très important d'investissements à réaliser, des enjeux de centralité qu'il contient, ainsi qu'en réponse aux insatisfactions passées des abonnés des réseaux de l'Esplanade et de l'Elsau.
L'Eurométropole participera à hauteur de 34%, au côté de R-CUA (51%) et de la Banque des Territoires (15%).
En conséquence, le conseil de l'Eurométropole du 25 mars 2022 approuvera également le principe de constitution avec la société R-CUA et la Banque des Territoire d'une Société d'Économie Mixte à Opération Unique (SEMOp), et les principales caractéristiques de cette société.

La mise en œuvre de ces contrats permettra ainsi d'accélérer la transformation écologique de Strasbourg et d'atteindre à la neutralité carbone pour les besoins de chaleur à l'échéance 2050. Cette dynamique sera renforcée par l'évolution réglementaire du classement des réseaux, rendant obligatoire le raccordement aux réseaux de chaleur vertueux de tout bâtiment faisant l'objet d'une autorisation d'urbanisme à compter de 2023. Cette disposition sera reprise dans la future modification N° 4 du PLUi, pour en préciser les périmètres d'application.

L'objectif de moyen terme est d'offrir ce service public à tous les quartiers de Strasbourg. Des projets sont en cours d'instruction, qui devraient permettre de déployer des réseaux de chaleur complémentaires, notamment au profit de la Robertsau, du Neuhof et de la Meinau-sud, pour aboutir à une couverture complète du ban communal, mais aussi d'élargir le périmètre couvert par les réseaux de chaleur au territoire eurométropolitain.

Communiqué le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-145613-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

7

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Attribution de la délégation de service public relative à l'exploitation du cinéma municipal.

Numéro V-2022-548

Le cinéma municipal constitue un élément clé de l'offre culturelle strasbourgeoise et tout particulièrement de l'offre de cinéma « Art & Essai ».
L'établissement situé en cœur de ville comprend deux salles équipées pour des projections numériques et argentiques, la grande salle accueillant 258 fauteuils, la petite salle 63 fauteuils.

Le contrat actuellement en vigueur arrivera à échéance le 8 avril 2022.

La ville de Strasbourg a entériné au Conseil municipal du 25 janvier 2021 le choix d'une gestion déléguée du cinéma municipal sous forme d'affermage, et par la même, lelancement de la procédure de renouvellement de la DSP pour la durée suivante :

- une phase de préexploitation à compter du 09 avril 2022
- une durée d'exploitation de 5 ans à compter de la remise de l'équipement suite aux travaux démarrant le 09 avril 2022

À l'issue de la procédure, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la proposition de la Maire quant au choix du nouveau délégataire, ainsi que les termes du contrat.

I. <u>Rappel de la procédure :</u>

Le 25 janvier 2021, au vu de l'avis favorable émis par la Commission consultative des services publics locaux du 14 janvier 2021, le Conseil Municipal a délibéré sur le principe d'une gestion déléguée pour la gestion et l'exploitation du cinéma municipal, en application des articles L.1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants du Code généraldes collectivités territoriales.
Un avis d'appel public à la concurrence a été publié le 24 février 2021 au Bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP), au Journal officiel de l'Union Européenne (JOUE), dans la revue spécialisée Écran total et sur la plateforme internet mutualisée de marchés publics.

Suite à la publication de cet avis, quatre candidatures ont été réceptionnées le 6 avril 2021, à savoir celles de l'association les Rencontres cinématographiques d'Alsace (RCA), de la société Cinémascoop, de l'association Le Troisième Souffle et de l'association Circé.
La Commission de service public réunie le 22 avril 2021 a autorisé trois candidats à déposer une offre, à savoir les RCA, Cinémascoop et Le Troisième Souffle, et a exclu celle de Circé au motif que l'association, alors en cours de constitution, ne présentait pas les garanties professionnelles et financières permettant de garantir la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

Le dossier de consultation des entreprises a été envoyé aux trois candidats admis à présenter une offre le 6 mai 2021.

Les offres des trois candidats admis à déposer une offre ont été réceptionnées le 6 juillet 2021. Les trois offres ont été déclarées conformes, les propositions répondant aux stipulations du règlement de consultation.

Au vu de l'avis de la Commission de délégation de service public du 9 septembre 2021 portant analyse des offres reçues, et recommandations d'engager des négociations avec les trois candidats, la Maire, autorité habilitée à signer la convention, a décidé d'engager des négociations avec l'ensemble des candidats ayant déposé une offre.

Monsieur Christian Brassac, Conseiller municipal délégué en charge de la commande publique responsable a reçu mandat de Madame la Maire le 23 septembre 2021 pour mener les négociations avec les trois candidats, conformément à l'avis de la commission de délégation de service publics.

Trois tours de négociation se sont tenus aux dates suivantes :

	1er tour (3h)	**2ème tour (2h)**	**3ème tour (1h)- visio**
RCA	2 novembre 2021	7 décembre 2021	13 janvier 2022
Cinémascoop	3 novembre 2021	15 décembre 2021	13 janvier 2022
Le Troisième Souffle	5 novembre 2021	15 décembre 2021	13 janvier 2022

À l'issue du troisième tour de négociation, les trois candidats ont été invités à fournir leur offre finale avant le 7 février 2022 à 14h.

Ces différentes séances ont permis aux candidats de préciser un certain nombre d'éléments métiers, techniques, juridiques et financiers de leurs offres et au final d'en améliorer la qualité.

II. <u>Éléments substantiels du projet de service à déléguer :</u>

Le cahier des charges de la délégation de service public intègre, d'une part, les enjeux actuels du secteur du cinéma et de l'audiovisuel et d'autre part, les attentes de la Ville au plan social et sociétal, en écho aux trois piliers du mandat.

Pour rappel, les principaux objectifs énoncés au cahier des charges sont les suivants (non exhaustifs) :

- développer une offre diversifiée valorisant les cinématographies européennes, de recherche, de découverte et de répertoire, avec une programmation annuelle (dont une part significative de cinématographies non nationales), qui permettra à la salle d'avoir les labels « art et essai » (selon les critères du CNC),
- valoriser et promouvoir le patrimoine cinématographique et audiovisuel,
- valoriser et promouvoir les nouvelles formes de l'Image,
- valoriser, à travers la programmation culturelle, les enjeux sociétaux actuels, tant locaux qu'internationaux (écologie et développement durable, justice sociale, démocratie, renforcement du statut européen de Strasbourg, inclusion, égalité femme- homme…), notamment via la forme du documentaire et de rencontres-débats avec les acteurs de la transformation,
- inscrire fortement le cinéma municipal dans la dynamique de la filière Image du territoire élargi (en lien avec la politique de l'Eurométropole menée sur cette compétence), et développer un travail partenarial avec l'ensemble de l'écosystème à l'échelle de la Ville, de l'Eurométropole, du Grand Est et du Rhin supérieur (festivals, producteurs, diffuseurs, réalisateurs…), valoriser les productions régionales et soutenir l'émergence d'acteurs du territoire,
- promouvoir la concertation et les synergies et développer des projets communs avec les acteurs de la vie culturelle locale notamment en matière de programmation, de manifestations et de tout ce qui peut dynamiser et contribuer à la valorisation de la culture, participation aux temps forts évènementiels et culturels du territoire,
- collaborer avec les organisateurs d'événements culturels, cinématographiques et audiovisuels d'envergure locale, régionale, nationale et internationale contribuant àpromouvoir Strasbourg comme capitale culturelle européenne et promouvoir le croisement des esthétiques (cinéma, spectacle vivant, arts visuels…),
- sensibiliser, développer des actions et animations encadrées à destination des jeunes publics, tant scolaires qu'extrascolaires, en lien avec les dispositifs nationaux en direction desdits publics, développement d'actions d'accompagnement du public jeune à la découverte du cinéma,
- développer des actions permettant la mixité du public, tant générationnelle que sociale ; ouvrir le projet sur l'ensemble des quartiers de Strasbourg,
- prendre en compte l'équité territoriale et développer de projets hors-les-murs, dans les différents quartiers de la ville ;
- développer une image et une communication attractive et dynamique, en capacité à s'adresser à un public large et diversifié,
- développer une vision partenariale et une gouvernance partagée et ouverte aux acteurs de la filière audiovisuelle et cinéma du territoire et/ou aux acteurs des champs sociaux et culturels,
- maintenir le principe de non-concurrence avec l'exploitation commerciale

En déclinaison des priorités du mandat et de la municipalité, des enjeux de gouvernance, de partenariat et de développement local sont également au cœur de cette procédure :

- la consolidation d'une dynamique partenariale et collaborative avec la Ville de Strasbourg, ses équipements et l'ensemble de l'écosystème territorial
- la construction d'une gouvernance collégiale, ouverte et inclusive reposant sur un modèle coopératif
- l'inscription du bar, dans son modèle et dans son fonctionnement, dans la dynamique d'exploitation du cinéma et dans un ancrage local fort et exemplaire.

Le délégataire aura l'obligation d'assurer le service affermé conformément aux termes du cahier des charges. Le suivi et le contrôle du service rendu sera assuré par la collectivité ou par un représentant librement désigné par elle.

Des comptes rendus annuels techniques et financiers préciseront l'évolution du service rendu. Ils intègreront les indicateurs qualitatifs et quantitatifs définis dans le contrat.

Une comptabilité analytique et spécifique au périmètre de la délégation sera produite annuellement pour la présentation des comptes d'exploitation.

Le délégataire assurera la mission à ses risques et périls.

Le délégataire assurera l'entretien, la maintenance et les petites réparations pour l'exploitation des équipements et installations du site.
Le délégataire, en tant que responsable de la bonne exécution des réglementations liées à la classification des lieux en tant qu'établissement recevant du public (ERP), s'engagera à assurer la sécurité des personnes et des lieux, ainsi qu'à veiller au bon fonctionnement des installations et à leur conformité.
Les éventuels travaux de mise en conformité seront planifiés, exécutés et financés par le délégant, en concertation avec le délégataire. Il est précisé que la collectivité, propriétaire des installations, est bénéficiaire du soutien financier du CNC à l'industrie cinématographique (TSA), au titre des investissements consentis.

Les tarifs seront proposés par le délégataire puis fixés par la Ville ; ils tiendront compte des prix pratiqués par les autres cinémas de Strasbourg et la billetterie respectera les règles du Centre national du Cinéma et de l'Image Animée.

En contrepartie de l'exploitation du service, le délégataire versera à la collectivité une redevance annuelle d'affermage.

III. Choix du délégataire :

Un examen comparatif détaillé des offres a été réalisé. Les offres ont été jugées sur la base des critères suivants, pondérés comme indiqué ci-après et faisant l'objet d'une note sur cent :

Modalités d'exploitation du cinéma (conditions de fonctionnement du service, développement d'une offre diversifiée valorisant les cinématographies européennes, de recherche et découverte et de répertoire, cohérence et lisibilité de la programmation, qualité du service auprès de tous les publics développement des partenariats avec les opérateurs culturels, institutionnels, audiovisuels et cinématographiques, valorisation, à travers la programmation culturelle, des enjeux sociétaux actuels, tant locaux qu'internationaux (écologie et développement durable, justice sociale, démocratie, renforcement du statut européen de Strasbourg, inclusion, égalité femme-homme…), notamment via la forme du documentaire et de rencontres-débats avec les acteurs de la transformation ;etc.)	60%
Modalités financières dont notamment - clarté, pertinence des hypothèses retenues dans les comptes prévisionnels d'exploitation, - montant de la subvention pour compensation des contraintes de service public, - grille tarifaire	25%
Entretien-maintenance des locaux et du site	15%

Les trois offres ont été analysées et évaluées au regard du contenu des offres définitives déposées par chacun des candidats, synthétisant les échanges écrits et oraux de l'ensemble des séances de négociation.

Les offres présentées sont de qualité et répondent aux critères du cahier des charges dela collectivité, chaque candidat ayant travaillé les critères et y ayant répondu de manière singulière. Il est à noter le sérieux et l'investissement des candidats dans la préparation de leurs offres aussi bien que dans la préparation des trois tours d'entretiens et la qualitéde leurs réponses et des débats à l'occasion de chacune des séances.

Au terme de cette analyse, il est proposé au Conseil Municipal de retenir l'offre proposée par l'association Le Troisième Souffle pour les raisons suivantes :

L'offre de Le Troisième Souffle répond aux critères du cahier des charges de la Ville et apporte un projet « augmenté » en ce qu'elle formule une vision forte, singulière et incarnée d'un lieu du cinéma d'aujourd'hui, notamment dans une approche transdisciplinaire, tout en sanctuarisant, comme socle du projet, l'offre cinématographique et en renouvelant la mise en valeur des cinématographies européennes. Cette offre est celle qui tire le mieux parti des lieux et qui propose l'intégration la plus forte du bar au projet artistique et culturel (gestion du cinéma par une SCIC, à laquelle une SCOP est associée pour le bar). La conception de la médiation,notamment faisant prévaloir une acception intergénérationnelle de cette question, et les moyens qui y sont dédiés ainsi que la gouvernance horizontale, coopérative et ouverte aux habitants, l'ambition de travail hors-les-murs, et le fort réseau de partenaires culturels locaux sont les points qui permettent de distinguer cette offre. L'accessibilité de la programmation aux publics en situation de handicap a été mise en exergue ainsi que le travail sur l'éco-responsabilité et l'égalité de genre.

L'analyse comparée multicritères des offres présentées par les trois candidats conduit à désigner l'offre de l'association Le Troisième Souffle comme étant celle qui répond le plus à l'attendu de la Collectivité concernant le projet culturel de l'établissement (valeurtechnique), l'ensemble des hypothèses financières (valeur financière) et programmatique (entretien / maintenance) présentées apparaissant par ailleurs encohérence avec ce projet culturel.

Au final, les notes sont les suivantes :
- Association Rencontres cinématographiques d'Alsace : 69,2 /100 ;
- Cinémascoop : 83,7 /100
- Le Troisième Souffle : 90,5 /100.

Le détail de la notation est précisé dans l'annexe jointe à la présente délibération.

Il est donc proposé au Conseil municipal de retenir l'offre de l'association Le Troisième Souffle sur une durée d'exploitation de 5 ans.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission
plénièreaprès en avoir délibéré

vu le Code général des collectivités
territorialeset notamment ses
articles L.1411-1 et suivants
vu la troisième partie du code de la commande
publiquerelative aux contrats de concessions,

vu la délibération du 25 janvier 2021 approuvant le lancement
de la procédure dedélégation de service public relative à la
gestion et à l'exploitation du cinéma municipal de Strasbourg,
vu le rapport de la Commission de délégation de service public du 22
avril 2021présentant la liste des candidats admis à présenter une offre,
vu l'avis de la Commission de délégation de service
public du 9 septembre 2021 sur lesoffres des candidats,
vu le rapport de la Maire de la ville de Strasbourg
présentant les motifs du choix dudélégataire,
vu le projet de contrat ainsi
que ses principales annexes,

approuve

- *le choix de l'association Le Troisième Souffle pour la gestion et l'exploitation du cinéma municipal de Strasbourg, dans le cadre d'une période de préexploitation*

à compter du 9 avril 2022 et pour une durée d'exploitation de 5 ans à compter de la remise de l'équipement,

- *le contrat de délégation de service public, ci-annexé, à conclure avec l'association Le Troisième Souffle ;*

Autorise

- *l'autorité responsable de la personne publique délégante au titre de l'article L. 1411-1 du Code général des collectivités territoriales, à signer le contrat de délégation de service public ainsi approuvé avec l'association Le Troisième Souffle et tous les documents afférents à la mise en œuvre de la présente délibération, et à faire exécuter tous les actes en découlant.*

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-145611-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Conseil municipal du 21 mars 2022

Point 7 à l'ordre du jour : Attribution de la délégation de service public relative à l'exploitation du cinéma municipal.

SERVICE DES ASSEMBLEES

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 44 voix + 1
+1 : M. Patrice SCHOEPFF a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 14 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 21 MARS 2022 - Point n°7

Attribution de la délégation de service public relative à l'exploitation du cinéma municipal.

Pour **44**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GONDREXON Etienne, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre **0**	
Abstention **14**	**BARRIERE Caroline, BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHALCK Elsa, VETTER Jean-Philippe**

CONVENTION D'AFFERMAGE

POUR L'EXPLOITATION, LA GESTION ET L'ANIMATION DU CINEMA MUNICIPAL DE LA VILLE DE STRASBOURG

SOMMAIRE

I. OBJET – PERIMETRE – DUREE 8

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DU DÉLÉGATAIRE 8
ARTICLE 2 – DÉFINITION ET OBJET DU CONTRAT 8
ARTICLE 3 – DURÉE DU CONTRAT 9
ARTICLE 4 - PÉRIMÈTRE DU SERVICE 9
ARTICLE 5 – MISSIONS DU DÉLÉGATAIRE 9
Article 5.1- Accueil du public 9
Article 5.2 - Programmation 10
Article 5.3 - Promotion et développement de l'équipement 10
Article 5.4 - Gestion de l'équipement et des locaux 11
Article 5.5 - Activités annexes 12

II. PRINCIPES GENERAUX 12

ARTICLE 6 – EXCLUSIVITÉ DU SERVICE 12
ARTICLE 7 - CONTINUITÉ DU SERVICE 13
ARTICLE 8 – SOUS–TRAITANCE DE LA MISSION 13
ARTICLE 9 : CESSION DE LA CONVENTION OU SUBDÉLÉGATION 14

III. CONDITIONS D'EXPLOITATION 14

ARTICLE 10 - CONTRATS EN COURS À LA DATE D'EFFET DE LA DÉLÉGATION 14
ARTICLE 11 – OBLIGATIONS GÉNÉRALES 15
ARTICLE 12 – ACCUEIL DU PUBLIC ET POLITIQUE TARIFAIRE 15
ARTICLE 13 - HORAIRES D'OUVERTURE 15
ARTICLE 14 - POLITIQUE D'EXPLOITATION 15
ARTICLE 15 – PARTICIPATION CITOYENNE 17
ARTICLE 16- GOUVERNANCE 17
ARTICLE 17– OBLIGATION DE NON CONCURRENCE 17
ARTICLE 18 - POLITIQUE DE COMMUNICATION 18
Article 18.1- Le site internet et réseaux sociaux 18
Article 18.2 - La charte graphique 19
ARTICLE 19 – RÈGLEMENT ET AFFICHAGE 19
ARTICLE 20 - MISE À DISPOSITION DE LA SALLE ET DES ESPACES DE RÉCEPTION 19
ARTICLE 21 - DROIT D'UTILISATION DU DÉLÉGANT 20
ARTICLE 22 - EXPLOITATION DU BAR OUVERT AU PUBLIC 20
ARTICLE 23 - ESPACE DE MÉDIATION 21
ARTICLE 24 – UTILISATION DE MARQUES PROFESSIONNELLES 21
ARTICLE 25 – LOCATIONS PUBLICITAIRES 21

IV. EQUIPEMENTS MIS A DISPOSITION 21

ARTICLE 26 - DESCRIPTION DES ÉQUIPEMENTS ET INSTALLATIONS MIS À DISPOSITION 21
ARTICLE 27 - MESURES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ 22
ARTICLE 28 - SOUS-LOCATION 23

ARTICLE 29 - FOURNITURES ET FLUIDES 23
V. TRAVAUX – ENTRETIEN - MAINTENANCE 24
ARTICLE 30 - TRAVAUX ET ENTRETIEN À LA CHARGE DU DÉLÉGATAIRE 24
ARTICLE 31 - EXÉCUTION D'OFFICE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN 24
ARTICLE 32 - RENOUVELLEMENT DES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS 25
Article 32.1 - Biens de retour 25
Article 32.2 - Biens de reprise 25
Article 32.3 – Biens propres 25
ARTICLE 33 - TRAVAUX À LA CHARGE DU DÉLÉGANT 25
ARTICLE 34 - TRAVAUX DE MODIFICATION OU D'AMÉLIORATION DE L'ÉQUIPEMENT 26
ARTICLE 35 - TRAVAUX D'EXTENSION 27
ARTICLE 36 - TRAVAUX PENDANT L'EXPLOITATION 27
ARTICLE 37 - PROCÉDURES DE CONTRÔLE DES TRAVAUX ET DE L'ÉTAT DU BÂTIMENT 28
Article 37.1 - Droit de visite du bâtiment et de ses équipements 28
Article 37.2 - Bilan annuel des travaux réalisés 28
Article 37.3 - Présentation des bilans et documents aux services techniques du délégant 28
ARTICLE 37 BIS - COMPENSATION EN CAS DE RETARD DANS LA MISE À DISPOSITION DE L'ÉQUIPEMENT AU DÉLÉGATAIRE ENTRANT 28
VI. PERSONNEL 29
ARTICLE 38 - REPRISE DU PERSONNEL 29
ARTICLE 39 - GESTION DU PERSONNEL 29
ARTICLE 40 - FORMATION DU PERSONNEL 29
ARTICLE 41 - POLITIQUE SOCIALE 30
VII. CONDITIONS FINANCIERES 30
ARTICLE 42 - COMPTE D'EXPLOITATION PRÉVISIONNEL 30
ARTICLE 43 - TARIFS ET SUJÉTIONS TARIFAIRES 30
ARTICLE 44 - FRAIS DE MISSION ET RÉCEPTION 30
ARTICLE 45 – SUBVENTION D'EXPLOITATION POUR COMPENSATION DES CONTRAINTES DE SERVICE PUBLIC 31
ARTICLE 46 - RÉEXAMEN DES CONDITIONS FINANCIÈRES 31
ARTICLE 47 - REDEVANCE 32
ARTICLE 48 - CONDITIONS DE RÉVISION DE LA REDEVANCE ET DE LA SUBVENTION D'EXPLOITATION 32
ARTICLE 49 - CHARGES, IMPÔTS ET TAXES 32
ARTICLE 50 - SOUTIEN FINANCIER DE L'ETAT (TSA) 32
ARTICLE 51 - ENREGISTREMENT ET FRAIS 32
VIII. CONTROLE ET SUIVI DU CONTRAT 33
ARTICLE 52 - COMPTES-RENDUS 33
Article 52.1 - Rapports intermédiaires 33
Article 52.2 - Compte-rendu annuel d'activité 33
Article 52.2.1- Synthèse générale de l'année écoulée 34
Article 52.2.2 - Rapport technique 34
Article 52.2.3 - Compte-rendu financier 35

ARTICLE 53 – ENQUÊTE DE SATISFACTION 36
ARTICLE 54 – CONTRÔLE DU DÉLÉGANT 36
Article 54.1 - Objet du contrôle 36
Article 54.2 - Exercice du contrôle 36
Article 54.3 - Obligations du délégataire 36
ARTICLE 55 - COMITÉ DE SUIVI 37
Article 55.1 - Objet 37
Article 55.2 - Composition 37
Article 55.3 - Fonctionnement 37
IX. RESPONSABILITÉS – ASSURANCES 38
ARTICLE 56- RESPONSABILITÉS ET ASSURANCE DU DÉLÉGATAIRE 38
Article 56.1 - Exploitation du service et responsabilité 38
Article 56.2 - Obligations du délégataire en cas de sinistre 39
Article 56.3 - Justification des assurances 39
X. GARANTIES, SANCTIONS ET CONTENTIEUX 40
ARTICLE 57 - CAUTIONNEMENT 40
ARTICLE 58 - SANCTIONS PÉCUNIAIRES 40
ARTICLE 59 - SANCTION COERCITIVE : LA MISE EN RÉGIE PROVISOIRE 41
ARTICLE 60 - MESURES D'URGENCE 41
ARTICLE 61 - CONTENTIEUX AVEC LES TIERS 41
XI. FIN DE CONTRAT 42
ARTICLE 62 - CAS DE FIN DE CONTRAT 42
Article 62.1 - Expiration du contrat 42
Article 62.2 - Résiliation du contrat pour motif d'intérêt général 42
Article 62.3 - Résiliation pour force majeure 43
Article 62.4 - Résiliation pour faute grave 43
Article 62.5 - Dissolution, redressement judiciaire ou liquidation du délégataire 43
ARTICLE 63 - CONTINUITÉ DU SERVICE EN FIN DE CONTRAT 43
ARTICLE 64 - REPRISE DES AUTRES CONTRATS ET ENGAGEMENTS DU DÉLÉGATAIRE 44
ARTICLE 65 - PRISE EN MAIN PAR UN NOUVEL EXPLOITANT 44
ARTICLE 66 - LIBÉRATION ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX EN FIN DE CONTRAT 45
ARTICLE 66 - SORT DES BIENS EN FIN DE CONTRAT 45
Article 66.1- Biens de retour 45
Article 66.2 - Biens de reprise 46
Article 66.3 - Biens propres 46
ARTICLE 67 - REPRISE DES STOCKS 46
ARTICLE 68 - SORT DU PERSONNEL EN FIN DE CONTRAT 46
XII. DISPOSITIONS DIVERSES 47
ARTICLE 69 - PROCÉDURE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET DES LITIGES 47
ARTICLE 70 - NULLITÉ PARTIELLE 47
ARTICLE 71 - ELECTION DE DOMICILE 47
ARTICLE 72 - DOCUMENTS ANNEXÉS AU CONTRAT 48

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
dont le siège administratif est au 1 Parc de l'Etoile à Strasbourg
représentée par sa Maire, Jeanne BARSEGHIAN , dûment habilitée à la signature de la présente convention par délibération du Conseil municipal lors de sa séance du 21 mars 2022,

ci-après dénommée « le délégant »

D'UNE PART

ET

L'association Le Troisième Souffle,
dont le siège social est à 15 rue de l'Ail à Strasbourg, représentée par son Président, Till ZIMMERMANN,

ci-après dénommée « le délégataire »,

D'AUTRE PART

Il a été exposé ce qui suit :

PREAMBULE

En plein cœur de la cité, la Ville de Strasbourg est propriétaire d'un complexe cinématographique abritant deux salles de projections (258 et 63 places), un espace salon avec mezzanine, un bar avec cuisine et sanitaires indépendants et des bureaux répartis sur 4 pièces.

Considérant les arts et les cultures comme vecteurs d'émancipation et de développement humain, la Ville souhaite un projet fort pour le cinéma municipal, faisant écho aux enjeux de justice sociale, de démocratie et de transition écologique promus par la municipalité et associant de manière dynamique les citoyens. Le projet pour le cinéma municipal constitue également l'un des axes fort de la politique culturelle et plus particulièrement de la politique audiovisuelle et cinéma qui entend accompagner la redynamisation de l'offre cinématographique de centre-ville, renforcer le soutien à l'écosystème strasbourgeois du champ de l'image, aux temps forts festivaliers, au développement et au soutien au film documentaire ainsi qu'à l'éducation à l'image. Le projet du cinéma municipal concourt également au renforcement de la vocation européenne de Strasbourg et à l'émergence d'une citoyenneté européenne, notamment au moyen du développement de partenariats avec les institutions européennes ou encore la participation à la dynamique de l'agora citoyenne.

Dans ce but, l'ambition de la Ville est de faire du cinéma municipal un équipement-vitrine des dynamiques à l'œuvre sur le territoire élargi dans le champ de l'Image (en lien notamment avec la politique de l'Eurométropole en matière d'audiovisuel et de cinéma), mais aussi ouvert sur l'Europe et le monde, de manière à rendre compte des débats, échanges et questions d'actualité qui animent la société. Le cinéma municipal a également vocation à devenir moteur et animateur au sein des réseaux locaux, régionaux, nationaux et internationaux du champ de l'audiovisuel et du cinéma, ainsi qu'un lieu de convivialité, notamment au moyen du bar qui permettra au cinéma d'être largement ouvert sur la ville.

A ce titre, sa programmation, son positionnement, et les projets qu'il développera devront s'adresser au public, dans sa diversité, et favoriser le débat et l'initiative citoyenne. Le projet devra comporter un volet important tourné vers la transmission et l'éducation à l'Image, dont le but sera de favoriser l'esprit critique et la capacité d'analyse, auprès des enfants, des adolescents mais aussi plus largement auprès de différents publics. Le projet devra irriguer tous les quartiers de Strasbourg. Le projet devra faire écho aux acteurs du territoire et s'ouvrir aux dynamiques collaboratives et collectives, favoriser la mise en réseau, les partenariats, les collaborations, avec les acteurs du champ de la culture d'une part, et avec la société civile et le monde associatif d'autre part. La programmation, l'organisation de l'équipe, les aménagements des locaux et la communication intégreront pleinement ces priorités.

Pour ce qui concerne la programmation, les objectifs sont les suivants :

- développer une offre diversifiée valorisant les cinématographies européennes, de recherche et découverte et de répertoire, avec une programmation annuelle (dont une part significative de cinématographies non nationales), qui permettra à la salle d'avoir les labels « art et essai » (selon les critères du CNC)

- valoriser et promouvoir le patrimoine cinématographique et audiovisuel ;

- valoriser et promouvoir les nouvelles formes de l'Image ;

- valoriser, à travers la programmation culturelle, les enjeux sociétaux actuels, tant locaux qu'internationaux (écologie et développement durable, justice sociale, démocratie, Europe, inclusion, égalité femme-homme…), notamment via la forme du documentaire et de

rencontres-débats avec les acteurs de ces transformations à l'œuvre dans notre société ;

- inscrire fortement le cinéma municipal dans la dynamique de la filière Image du territoire élargi (en lien avec la politique de l'Eurométropole menée sur cette compétence), et développer un travail partenarial avec l'ensemble de l'écosystème à l'échelle de la Ville, de l'Eurométropole, du Grand Est et du Rhin supérieur (festivals, producteurs, diffuseurs, réalisateurs…), valoriser des productions régionales et soutenir l'émergence d'acteurs du territoire ;

- promouvoir la concertation et les synergies à travers le développement de projets communs avec les acteurs de la vie culturelle locale notamment en matière de programmation et de participation aux temps forts évènementiels et culturels du territoire, ou de tout autre manifestation contribuant à la dynamisation et à la valorisation des dynamiques culturelles du territoire ;

- collaborer avec les organisateurs d'événements culturels, cinématographiques et audiovisuels d'envergure locale, régionale, nationale et internationale contribuant à promouvoir Strasbourg comme capitale culturelle européenne et promouvoir le croisement des esthétiques (cinéma, spectacle vivant, arts visuels…) ;

- sensibiliser, développer des actions et animations encadrées à destination des jeunes publics, tant scolaires qu'extrascolaires, en lien avec les dispositifs nationaux en direction desdits publics, développement d'actions d'accompagnement du public jeune à la découverte du cinéma ;

- développer des actions permettant la mixité du public, tant générationnelle que sociale ; ouvrir le projet sur l'ensemble des quartiers de Strasbourg ;

- prendre en compte l'équité territoriale et développer de projets hors-les-murs, dans les différents quartiers de la ville ;

- développer l'accessibilité de l'offre aux publics en situation de handicap et veiller à ce que toutes les propositions et modalités de lien avec le projet artistique soient pensées de manière inclusives ;

- développer une image et une communication ouvertes, dynamiques et souples, en capacité de s'adresser avec générosité à un public large et diversifié ;

- développer une vision partenariale et une gouvernance partagée, ouvertes aux acteurs de la filière audiovisuelle et cinéma du territoire et/ou aux acteurs des champs sociaux et culturels ;

- maintenir le principe de non-concurrence avec l'exploitation commerciale. En contrepartie des contraintes de service public, le délégataire pourra, le cas échéant, percevoir une subvention d'exploitation ;

- valoriser, au moyen d'initiatives adaptées, la dimension patrimoniale du cinéma, classé au titre des Monuments historiques.

L'établissement classé « Art et Essai » devra obtenir les trois labels existants :
- **recherche et découverte**, relatif à une programmation significative de films ayant un caractère de recherche ou d'innovation artistique ;
- **jeune public**, qui caractérise une programmation significative, régulière et systématique de films présentant un intérêt pédagogique pour le jeune public sur le temps scolaire et hors scolaire ;
- **patrimoine et répertoire**, qui concerne des films de reprise présentant un intérêt artistique ou historique, et notamment considérés comme des « classiques de l'écran ».

En outre, le cinéma municipal veillera à consacrer une part importante de sa programmation aux films européens non nationaux afin d'assurer sa présence au sein du réseau Europa Cinémas.

L'activité du cinéma municipal prenant place dans un contexte parmi les plus concurrentiels de France, avec une offre cinématographique sur l'Eurométropole répartie sur 6 cinémas comptant 49 salles, le délégataire veillera à respecter la synergie et l'obligation de non concurrence avec les cinémas du secteur privé à laquelle il est tenu au titre de la délégation de service public (article 17 du présent contrat).

Par délibération du 21 mars 2022, le délégant a décidé de confier à un tiers l'exploitation, la gestion et l'animation du cinéma municipal dans le cadre d'une convention de délégation de service public, conclue à l'issue d'une procédure de passation organisée conformément aux articles L.1411-1 et suivants et R.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

A l'issue de cette procédure, l'Assemblée délibérante de la Ville de Strasbourg a décidé de retenir l'association **Le Troisième Souffle**, qui accepte de prendre en charge l'exploitation, la gestion et l'animation du cinéma municipal selon les conditions fixées à la présente convention.

L'association Le Troisième Souffle a vocation à se transformer en Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) avant fin juillet 2022.

La présente convention a pour objet de préciser le contenu de la mission confiée au délégataire, de définir les modalités d'exploitation desdits équipements et de préciser les attentes de la collectivité tant en matière d'éducation à l'image, que d'action culturelle et de médiation, d'insertion dans le tissu associatif local et de soutien à la filière professionnelle régionale de l'image.

Ceci exposé, il a été arrêté ce qui suit :

I. OBJET – PERIMETRE – DUREE

Article 1 - Identification du délégataire

La présente convention de délégation de service public est signée par le représentant dûment mandaté de l'association **Le Troisième Souffle**, candidat retenu par le délégant au terme de la procédure de publicité et de mise en concurrence mise en œuvre à cet effet.

Les statuts de l'organisme délégataire figurent en annexe n°8.

Article 2 – Définition et objet du contrat

La présente convention a pour objet de confier par voie d'affermage à l'association **Le Troisième Souffle** une mission de service public consistant à l'exploitation, la gestion et l'animation du cinéma municipal de la Ville de Strasbourg.

Le délégataire a pour mission de gérer et d'exploiter les équipements mis à sa disposition dans une perspective culturelle et de participer au dynamisme des activités audiovisuelles et cinématographiques du territoire ou accueillies localement.

Le délégataire utilise pour l'exécution de sa mission les biens et équipements d'exploitation nécessaires au fonctionnement du service, appartenant au délégant et mis à disposition du délégataire.

Le délégant conserve le contrôle du service et doit obtenir du délégataire tous les renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

Le délégataire, responsable du fonctionnement du service, l'exploite à ses risques et périls, conformément au présent contrat.

Le délégataire responsable de la gestion des équipements qui lui sont confiés, est également responsable de leur entretien et de leur maintenance.

Le délégataire est autorisé à percevoir auprès des usagers un prix fixé, dans les conditions ci-après stipulées.

Le délégataire verse au délégant une redevance dont le montant est fixé selon les modalités prévues au présent contrat. Le cas échéant, le délégataire pourra prétendre à une subvention d'exploitation dans la mesure où il justifie de contraintes sur l'exploitation.

Article 3 – Durée du contrat

Cette durée sera décomposée en deux périodes distinctes :

- La phase préalable à l'exploitation, qui entrera en vigueur le 09 avril 2022 pour une durée prévisionnelle de 6 à 8 mois, pendant laquelle la Ville de Strasbourg fera réaliser les travaux de rénovation de l'équipement.
- La phase d'exploitation d'une durée de 5 ans à compter de la remise par la Ville de Strasbourg au délégataire de l'équipement rénové.

Aucune reconduction tacite ou expresse n'est admise.

Article 4 - Périmètre du service

Le délégataire assure l'exploitation, la gestion et l'animation du service au sein du périmètre dont le plan détaillé figure en annexe n°1.

Le délégant est habilité, lorsque des considérations économiques ou techniques, ou lorsque la préservation de l'intérêt général le justifient, à modifier le périmètre d'intervention du délégataire. Toute modification de ce type ouvre droit à une renégociation des conditions financières du présent contrat et à l'établissement d'un avenant, conformément à l'article 46 du présent contrat.

Article 5 – Missions du délégataire

Le délégataire a pour principales missions :

Article 5.1- Accueil du public

En tant que structure de la Ville de Strasbourg, le délégant porte une attention particulière à l'exemplarité quant à l'accueil des publics.

Le délégataire sera ainsi chargé :

- d'assurer l'accueil et l'information des différentes catégories d'usagers,
- d'adapter les moyens de communication au public en situation de handicap et de veiller à l'accessibilité de l'information à toutes et tous,
- de veiller à la sécurité et à la qualité du service qui lui est confié, et notamment au respect des règles de sécurité applicables aux Etablissements recevant du public (ERP),
- de développer l'accueil du public hors de ses murs, dans les différents quartiers de Strasbourg, en lien avec les structures éducatives et socio-culturelles du territoire.

Article 5.2 - Programmation

Le cinéma municipal devra obtenir les trois labels Art et Essai (« Recherche & Découverte », « Jeune Public » et « Patrimoine & Répertoire »), délivrés par le Centre National du Cinéma (CNC) dès l'année N+1 du présent contrat et devra répondre aux critères lui permettant d'être membre du réseau Europa cinémas.

La programmation de l'équipement, conformément aux termes de l'article 14 des présentes détaillant la politique de programmation, sera principalement orientée vers :

- l'accès du public le plus large à la création cinématographique dans les meilleures conditions d'exposition, en intervenant principalement sur une offre non couverte par le secteur privé ;
- la concentration d'une programmation thématique et ciblée quant à ses différentes catégories de publics intégrant des questions de société et d'actualité, en mesure de développer un esprit critique et d'analyse et pensée en complémentarité de l'offre privée développée sur le territoire ;
- les cinématographies européennes selon les critères des salles du réseau Europa Cinémas, avec une attention particulière aux cinématographies de langue allemande ;
- la promotion des cinématographies répondant aux critères du classement « Art & Essai » du CNC, et particulièrement les œuvres « Recherche et Découverte » présentant un caractère de recherche ou de nouveautés dans le domaine de la création cinématographique, les œuvres de reprise « Patrimoine et Répertoire » présentant un intérêt artistique et/ou historique majeur considérées comme « classiques de l'écran », les œuvres « jeunes publics » ;
- une programmation et des événements réguliers valorisant et mettant en lumière les œuvres écrites, produites et/ réalisées sur le territoire ou par des acteurs du territoire dans le but de donner de la visibilité à la filière locale ;
- une programmation et des événements réguliers relayant les œuvres soutenues au titre des dispositifs mis en œuvre par l'Eurométropole (fonds de soutien d'aide à la production, aide structurelle, Bureau Europe créative, bureau d'accueil des tournages…) ;
- le développement d'une offre audacieuse et dynamique et de formats pertinents et inventifs de rencontres avec le public et particulièrement le jeune public, les familles et le public adolescent, ceci avec pour objectif d'augmenter la fréquentation de ces typologies de publics ;
- le développement d'une offre et d'un accompagnement pédagogique pour le public scolaire en temps scolaire et périscolaire pour l'ensemble des niveaux (maternelle, élémentaire, collège, lycée, université) et le développement d'une politique ambitieuse d'éducation à l'image, s'appuyant notamment sur les dispositifs nationaux (Passeurs d'images, Collège et Lycée au Cinéma…) et développés avec les associations compétentes au plan local ;
- le développement de programmations en lien avec des formes expérimentales ou nouvelles (réalité virtuelle ou augmentée) et plus difficiles (documentaire, court-métrage) ;
- le développement, en concertation régulière avec les services de la collectivité, de programmations thématiques en lien avec les objectifs prioritaires de la Ville de Strasbourg en matière de politique publique et les événements-phares organisés par la Ville ou sur son territoire,
- le développement de partenariats récurrents avec les acteurs culturels du territoire (festivals, salles de spectacles….) ;

Dans ce cadre, le délégataire s'engage à respecter ses obligations de non-concurrence avec l'exploitation commerciale, telle que définie à l'article 17 de la présente convention.

Article 5.3 - Promotion et développement de l'équipement

Le cinéma municipal est une composante importante de la politique culturelle et tout particulièrement audiovisuelle et cinématographique de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg et, à ce titre, le fermier s'engage à mettre en œuvre toute action

permettant de contribuer au rayonnement de la collectivité sur son champ d'activité.

C'est ainsi que le fermier doit :

- veiller à l'identification du cinéma en tant qu'équipement de la Ville de Strasbourg et favoriser la diffusion de la politique culturelle de la collectivité ;
- mener des actions de développement, de promotion et de communication de l'équipement et veiller à leur accessibilité à tous les publics ;
- intégrer le cinéma municipal aux réseaux locaux, régionaux, nationaux et internationaux et promouvoir par ce biais l'image de la Ville de Strasbourg, capitale européenne ;
- penser les horaires de programmation en fonction des nouveaux usages du public, les adapter en fonction de la typologie de public visée et les rendre lisibles par tout moyen ;
- mettre en œuvre une stratégie de développement et de fidélisation des publics, notamment par le biais d'une politique volontariste d'abonnements, et développer la fréquentation du cinéma municipal avec un objectif en fin de convention situé à 65 000 spectateurs par an. L'évaluation liée aux objectifs de fréquentation s'inscrit dans une démarche profondément qualitative, quant au ciblage et à la fidélisation des publics, à l'inscription du cinéma municipal dans une dynamique de réseaux et au développement d'une approche innovante quant aux questions du rayonnement et des publics ;
- garantir d'exercer son activité en respectant la clause de non-concurrence avec l'exploitation commerciale et entretenir un dialogue constructif avec l'ensemble des autres équipements cinématographiques de la Ville ;
- conduire des actions de sensibilisation et de médiation en faveur des différents publics, en particulier de ceux qui ne sont pas déjà acquis à une démarche cinéphilique (jeune public, étudiants, seniors, publics dits « empêchés », etc.) ;
- développer une synergie avec la vie culturelle locale, et en particulier avec les acteurs du secteur audiovisuel et cinématographique, dans la programmation et l'accueil de séances et évènements comprenant notamment la mise en œuvre de conditions favorables (tarifs adaptés, personnels dédiés, convivialité, accompagnement de la communication, etc.) ;
- favoriser la programmation de retransmissions de spectacles vivants (hors sorties nationales ou live) sur grand écran, notamment dans le cadre du développement de partenariats avec les temps forts des salles de spectacle et des festivals du territoire ;
- Examiner les demandes pouvant émaner de sociétés de production pour accueillir des tournages au sein du cinéma, mettre en place une politique tarifaire adaptée à la nature des projets dans ce cadre .

Il est précisé qu'actuellement le nom « L'Odyssée » est propriété de l'actuel délégataire (RCA).

Article 5.4 - Gestion de l'équipement et des locaux

Le délégataire, responsable du maintien en état des équipements et de leur entretien, veillera à leur bonne marche et à la tenue des locaux dans une démarche qualitative optimisée.

Ainsi, le délégataire veillera :

- à employer ou à faire appel à tout personnel qualifié afin d'assurer l'ensemble de ses missions ;
- à encadrer et à former le personnel qu'il emploie pour les missions qui lui sont confiées ;
- à effectuer les travaux d'entretien, de maintenance, de réparations et de renouvellement dans les conditions fixées au chapitre V du présent contrat ;
- de maintenir en état la sécurité des locaux, et notamment en conformité avec les dispositions légales relatives aux établissements recevant du public (ERP) ;
- à assurer la propreté de l'établissement ;
- à assurer la gestion, la comptabilité et la facturation ;
- à percevoir les droits d'entrée auprès des usagers, ainsi que le montant des locations conformément aux tarifs votés par le Conseil municipal sur proposition du délégataire.

Article 5.5 - Activités annexes

Le délégataire pourra, dans le respect des règles édictées pour ce type d'équipement, et en préservant le principe de service public, exploiter toutes les activités de services accessoires au service public délégué, telles que bar, vente de boissons et/ou de produits alimentaires, vente de programmes, d'insignes, de disques et DVD, de publicités visuelle et auditive, de droits de photographie, télévision et radiophonie, distributeurs automatiques de confiseries et de boissons, jeux divers, etc.

Ces activités devront participer à l'amélioration de la qualité du service et s'autofinancer.

Le délégataire pourra faire toute proposition pour l'évolution et l'amélioration des activités qui lui sont confiées ou l'aménagement d'activités annexes. Ces missions, qui devront faire l'objet d'une autorisation préalable et expresse du délégant, ne devront entraîner aucune charge financière pour celui-ci, ni mettre en cause la qualité et la continuité du service public.

Le délégataire précisera dans son offre (cf. note méthodologique en annexe n°9) de manière détaillée comment il compte effectuer ces missions.

II. PRINCIPES GENERAUX

Dans le cadre du présent contrat, le délégataire s'engage à assurer la sécurité, le bon fonctionnement, la continuité, la qualité et la bonne organisation des missions qui lui sont confiées. Le délégataire doit exploiter le service en professionnel compétent et y apporter tout son temps et ses soins.

Le délégataire organise librement son exploitation, sans préjudice du droit de contrôle reconnu au délégant et sous réserve du strict respect des principes d'égalité des usagers, de continuité du service et des prescriptions du présent contrat notamment en matière de tarifications, d'horaires d'ouverture, de niveau de qualité minimale des prestations, ainsi que de toutes les prescriptions que le délégant peut à tout moment imposer en considération de la préservation de l'intérêt public.

Le délégataire est seul responsable de toute contravention ou autre action qui pourrait être constatée par quelque autorité que ce soit à l'occasion de l'exploitation du service qui lui est confiée. D'une manière générale, il fait son affaire de l'ensemble des risques et litiges directement ou indirectement liés à l'exploitation et de toutes leurs conséquences, notamment financières.

Le délégataire doit veiller à ne rien faire, ni laisser faire qui puisse avoir pour conséquence d'entraîner la dépréciation, la diminution du rendement ou la cessation d'exploitation, même provisoire, du service affermé.

Le délégant s'engage à assurer une jouissance paisible des biens utilisés par le délégataire au titre de la présente convention, et à respecter l'ensemble des obligations qu'il a souscrites, notamment en matière de travaux.

Dans tous les cas, le délégataire doit veiller à n'accueillir aucune manifestation ou n'organiser aucune activité qui porterait, directement ou indirectement, atteinte à la vocation initiale du service ou serait de nature à porter atteinte à l'ordre ou à la sécurité publics ; dans ce cas, le délégant se réserve la possibilité de s'opposer à l'organisation d'une telle manifestation.

De même, le délégataire ne peut, sauf accord préalable du délégant, changer l'affectation des ouvrages, aménagements et équipements objets de la présente convention.

Article 6 – Exclusivité du service

Pendant la durée du contrat, sous réserve des dispositions de l'article 21, le délégataire a le droit exclusif d'assurer la mission qui lui est confiée auprès des usagers du service.

Sous réserve du respect des dispositions fixées au titre III et des utilisateurs visés à l'article 21 de la présente convention, le délégataire a seul le droit d'utiliser ou de mettre à disposition les ouvrages affermés.

Article 7 - Continuité du service

Le délégataire est tenu de respecter les principes de continuité du service public et d'égalité entre les usagers devant le service.

Toute interruption dans l'exploitation doit être expressément signifiée au délégant. Le délégataire doit prévoir et justifier toute fermeture du bâtiment pour raisons techniques ou autres motifs, supérieure à une demi-journée : l'information doit être communiquée au délégant 15 jours avant, si cette interruption est prévisible, et 2 jours après dans le cas contraire.

Cette notification devra notamment indiquer la cause de l'arrêt et les solutions techniques et/ou de remplacement que le délégataire envisage de mettre en œuvre afin d'assurer la continuité de l'exploitation de l'équipement.

En tout état de cause, tout arrêt du service pourra entraîner la mise en cause de la responsabilité du délégataire dans les conditions prévues par les articles 56 à 60 et 62.4 du présent contrat.

Le délégataire n'est exonéré de sa responsabilité en cas d'arrêt du service que dans les hypothèses suivantes :

- destruction totale des ouvrages ou d'une ampleur telle qu'elle rend impossible la continuité de l'exploitation ne résultant pas de la faute du délégataire,
- arrêt du service dû à un manquement du délégant à l'une quelconque des obligations de faire ou de ne pas faire lui incombant au titre de la présente convention et présentant pour le délégataire un caractère de force majeure,
- événement extérieur, imprévisible, indépendant de la volonté du délégataire qui rend l'exécution du contrat totalement impossible.

Article 8 – Sous–traitance de la mission

Le délégataire pourra sous-traiter à des tiers les missions ou une partie des missions qui lui sont confiées dans le cadre du présent contrat. Pour tout contrat de sous-traitance supérieur à une valeur de 15 000 € par an, le délégataire devra solliciter l'accord préalable et exprès du délégant. Le délégant dispose d'un délai d'un mois à compter de sa saisine pour faire connaître sa réponse. Passé ce délai, le silence de la collectivité délégante vaut agrément de l'entreprise proposée.

Cet accord lui est notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

A ce titre, le délégataire doit préalablement informer le délégant sur les caractéristiques principales du sous-traitant, sur les stipulations du contrat passé, en particulier sur les conditions de rémunérations, et ce, afin que toute transparence soit assurée.

Le délégant se réserve le droit d'écarter le cocontractant proposé et d'imposer dans le contrat proposé, telle clause qu'il jugerait indispensable.

Les contrats de sous-traitance ne pourront être conclus pour une durée supérieure à celle de la présente convention, sauf accord exprès préalable de la collectivité. Les contrats de sous-traitance qui sont nécessaires à la continuité du service doivent comporter une clause réservant expressément à la collectivité la faculté de se substituer au délégataire dans le cas où il serait mis fin à la convention de délégation et, le cas échéant, d'y mettre fin. Les autres contrats de sous-traitance prendront fin de plein droit en même temps que la présente convention, quelle qu'en soit la cause. Le délégataire devra obligatoirement faire figurer cette dernière disposition sur les documents contractuels le liant à des tiers.

Le délégataire aura obligation de délivrer copie de ces documents au délégant dès signature des contrats.

Les mouvements financiers générés par les activités sous-traitées doivent obligatoirement figurer dans les comptes-rendus financiers annuels fournis par le délégataire au délégant tel qu'il est prévu au présent contrat. Les comptes-rendus financiers seront soumis pour validation à la collectivité.

Le sous-traitant ne peut lui-même sous-traiter, sauf si cette sous-traitance est prévue dans le cadre du contrat primaire de sous-traitance.

Le délégataire fera son affaire de tout différend trouvant son origine dans l'exécution des contrats de sous-traitance et restera responsable vis-à-vis du délégant de la bonne exécution de ces services et activités par les tiers.

Dans tous les cas de figure, le délégataire reste entièrement responsable à l'égard de la collectivité délégante de la bonne exécution des prestations ou services confiés à des tiers en exécution du présent contrat.

Lors de la conclusion de contrats avec des tiers, le délégataire est tenu de les informer des dispositions du présent contrat qui leur sont applicables.

Article 9 : Cession de la convention ou subdélégation

La cession ou la subdélégation de la présente convention devront être justifiées et recueillir l'autorisation préalable et explicite de la Maire de la Ville de Strasbourg ou de son.sa représentant.e. À défaut, la cession ou la subdélégation seront entachées de nullité absolue et ne sera pas opposable à l'administration.

La demande d'autorisation de cession ou de subdélégation devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception dans les meilleurs délais.

Le nouveau délégataire ou subdélégataire devront reprendre à leur compte l'ensemble des droits et obligations de la présente convention et ce depuis l'origine.

La cession ou subdélégation seront refusées s'il était porté atteinte à un élément essentiel de la présente convention.

La délivrance de l'autorisation est également subordonnée à la présentation par le cessionnaire ou subdélégataire de garanties professionnelles et financières justifiant de la bonne exécution du service public.

Les opérations non assimilables à une cession ou subdélégation – tels que la modification statutaire, la filialisation, la prise de contrôle par une autre société, le changement de propriétaire du capital social – donnent lieu à une information préalable de la collectivité délégante. Si la modification venait à priver le délégant des garanties essentielles, la résiliation du contrat pourra être prononcée.

III. CONDITIONS D'EXPLOITATION

Outre ses missions générales visées à l'article 5, le délégataire est tenu au respect des dispositions suivantes :

Article 10 - Contrats en cours à la date d'effet de la délégation

Sauf accord préalable des parties concernées (délégant, précédent délégataire et l'association **Le Troisième Souffle)**, les contrats de sous-traitance concernant le précédent contrat de délégation de service public seront en principe résiliés au 09 avril 2022.

Dans le cas où il apparaîtrait que des contrats en cours et régulièrement conclus ne figurent pas sur cette liste, le délégataire et le délégant se rapprocheraient pour examiner quelle suite

leur donner. En cas de désaccord, il sera fait application de la procédure décrite à l'article 70 du présent contrat.

Article 11 – Obligations générales

Le délégataire s'engage :

- à garantir le respect des législations en vigueur tout particulièrement les normes cinématographiques fixées par la Commission Supérieure Technique (CST) et par la Commission Hygiène et Sécurité de l'Eurométropole de Strasbourg ainsi que la réglementation sur l'hygiène et le bruit ;
- à observer une stricte neutralité, ainsi qu'une égalité de traitement vis à vis des usagers du service public délégué. En tant que cinéma municipal, une parfaite exemplarité dans l'accueil de ses usagers sera observée ;
- à assurer personnellement l'exécution de la mission qui lui est confiée à partir des moyens mis à sa disposition. Toutefois, sous la responsabilité du délégataire, certaines activités annexes pourront être sous-traitées conformément aux termes de l'article 8 du présent contrat ;
- à ne pas louer l'équipement pour des manifestations politiques ou cultuelles sans accord préalable du délégant.

Article 12 – Accueil du public et politique tarifaire

Le délégataire est tenu d'organiser, les jours d'ouverture, l'accueil du public de manière à assurer le confort et la sécurité optimale des personnes, notamment en termes de convivialité, de sécurité de propreté des lieux et d'accessibilité aux personnes en situation de handicap. Les notions de convivialité, d'accueil de tous les publics, dans leur diversité, ainsi que l'attention particulière aux publics éloignés de la culture et aux personnes aux situations de handicap devront être prédominantes dans la politique d'accueil des publics.

Il est également tenu de mettre en place et de maintenir, à ses frais, une signalétique efficace à destination du public concernant la programmation, les horaires et les tarifs des séances.

Une politique tarifaire solidaire, attractive et accessible à toutes et tous devra être proposée, conformément à la mission de service public du cinéma. Pour ce qui concerne la location des espaces, une politique tarifaire accessible devra être proposée aux partenaires du champ de l'audiovisuel et du cinéma, et aux partenaires culturels afin de favoriser le développement de partenariats .

Article 13 - Horaires d'ouverture

Le cinéma municipal devra être en mesure d'accueillir le public tous les jours de la semaine, et durant toute l'année, de 11 heures à minuit (hors éventuelles séances scolaires du matin).

Article 14 - Politique d'exploitation

Le projet culturel du cinéma municipal s'inscrit dans le cadre de la politique publique de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg en faveur du secteur audiovisuel et cinématographique.

Comme précisé à l'article 2 de la présente convention, les objectifs de la collectivité en matière de programmation portent sur une moyenne annuelle de 300 à 400 films répartis sur 2 500 à 3 500 séances pour un objectif de fréquentation payante situé à 65 000 en fin de délégation. Tel que formulé à l'article 5.3 des présentes, l'évaluation liée aux objectifs de fréquentation s'inscrit dans une démarche profondément qualitative, quant au ciblage et à la fidélisation des publics, à l'inscription du cinéma municipal dans une dynamique de réseaux et au développement d'une approche innovante quant aux questions du rayonnement et des publics.

De même, le cinéma municipal devra obtenir les trois labels Art et Essai délivrés par le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée dans l'année N+1 de la présente convention.

Dans ce contexte, comme précisé à l'article 5, le délégataire s'engage à assurer :

- l'accès du public au plus large éventail de la création cinématographique dans les meilleures conditions d'exposition, en intervenant sur une offre non couverte par les cinémas du secteur privé ;
- les cinématographies européennes qui doivent constituer au moins 50% de sa programmation, suivant en cela les critères des salles du réseau Europa Cinémas ;
- la promotion du cinéma « Art et Essai » permettant de bénéficier des labels suivants : « Recherche et Découverte (RD), « Jeune Public » (JP) et « Patrimoine et Répertoire » (PR), conformément aux critères de classement CNC ;
- l'ouverture de la programmation à des genres spécifiques, en phase avec la création cinématographique contemporaine et innovante (documentaires, courts-métrages, création numérique, etc.) ;
- la présentation des films prioritairement en version originale, hors films à destination des très jeunes publics (4 à 9 ans), notamment les films d'animation ;
- la collaboration avec les organisateurs d'événements cinématographiques, notamment avec ceux présentant une dimension internationale promouvant Strasbourg en tant que métropole de l'audiovisuel européen ;
- le développement de la diffusion d'œuvres de langue allemande en cherchant à établir une coopération active avec les institutions et les associations agissant dans ce domaine,
- la participation aux initiatives de sensibilisation au cinéma des publics jeunes. Concernant le temps scolaire, le délégataire intégrera les dispositifs « Ecole et cinéma », « Collège au cinéma » et « Lycéens et apprentis au cinéma ». Hors temps scolaire, le délégataire s'efforcera d'intégrer le dispositif « Passeurs d'images». La dynamisation de la fréquentation « jeunes publics » constituant un enjeu majeur de la délégation de service public, le cinéma municipal veillera au développement d'initiatives originales, en matière d'animation et d'encadrement des séances, pour enrichir son action de programmation ;
- la mise en place d'une programmation et d'actions régulières spécifiques aux publics séniors (3ème âge et 4ème âge), dans et hors les murs ;
- la sensibilisation en direction de publics n'ayant pas un accès privilégié au cinéma, notamment en favorisant l'accès des personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite, le développement de l'accessibilité des films et des contenus aux personnes en situation de handicap ;
- le développement de programmations thématiques en lien avec les objectifs prioritaires de la Ville de Strasbourg en matière de lutte contre les discriminations, d'éducation, de parité, de débat démocratique, de développement durable, etc. Le cinéma municipal veillera à une concertation régulière avec les directions de la collectivité concernées par ces programmations à des fins de synergie quant aux éventuelles initiatives (évènements, débats, publications, etc.) qui pourraient y être attachées ;
- le développement d'une fenêtre régulière de diffusion de la production audiovisuelle et/ou cinématographique du territoire, et plus particulièrement des films bénéficiaires des dispositifs de soutien à l'audiovisuel et au cinéma de Strasbourg Eurométropole et/ou de la Région Grand Est, ou des travaux d'étudiants issus des formations professionnelles des champs de l'audiovisuel et du cinéma et ce dans des conditions favorables de présentation. Le délégataire propose dans son programme de développement culturel (annexe n°9) un cadre précis des modalités d'accueil de ces manifestations (fréquence des accueils dans l'année, des modalités techniques, des procédures de sollicitations de projections, un accord-cadre avec des associations représentatives, des tarifications appliquées, etc.) ;
- le développement d'une synergie avec la vie culturelle locale et en particulier avec les acteurs du secteur audiovisuel et cinématographique (organisations professionnelles, associations, organismes de formation ou école, chaînes de télévision, etc.), dans la programmation et l'accueil de séances et d'évènements comprenant notamment la mise en

œuvre de conditions favorables (tarifs adaptés, personnels dédiés, convivialité, accompagnement de la communication, etc.) ;

- le développement d'une politique de valorisation du patrimoine que constitue le cinéma municipal, classé au titre des Monuments historiques.

La politique d'exploitation du délégataire est précisée de manière détaillée en annexe n°9.

Article 15 – Participation citoyenne

Le délégataire s'engage à mettre en œuvre une politique dynamique de concertation et de participation citoyenne permettant d'associer les citoyens, dans leur diversité, au projet développé par le délégataire afin que celui-ci puisse être largement approprié par les habitants, en ayant une attention en terme de représentativité et d'équité territoriale.

Article 16- Gouvernance

Il est attendu du délégataire une gouvernance transparente et ouverte, à même d'associer largement, à la fois, la société civile, le champ associatif, les acteurs des champs culturel et social et des représentants des professionnels de l'audiovisuel et du cinéma. Une instance coopérative se réunissant régulièrement devra être mise en œuvre par le délégant afin d'associer les différents parties prenantes au projet développé.

Article 17– Obligation de non concurrence

De manière à respecter la synergie avec l'exploitation commerciale de l'agglomération, le délégataire, dans le cadre des dispositions des articles 1 et 14 s'engage :

- à centrer son activité sur la mission d'intérêt général qui lui a été confiée en permettant une meilleure exposition des films pour les publics ciblés ;
- à ne diffuser les films en sortie nationale qu'à la condition exclusive qu'ils ne trouvent pas de diffusion dans les salles commerciales de Strasbourg au moment de leur sortie nationale. En toute hypothèse, une attention particulière sera portée dans la programmation aux films européens non majoritairement français, en particulier ceux qui bénéficient des labels « art et essai » et « recherche et découverte » ;
- à ne faire de reprises des films en sortie nationale, que dans un délai de quinze jours après le dernier jour d'exploitation dans les salles commerciales de l'agglomération. Ce délai de reprise est limité aux films ayant au préalable été exploités en séances « prime time » de 18 h et 20 h ;
- dans le cas de certains films difficiles, et sous réserve d'une concertation avec les salles du circuit commercial de nature équivalente (Art & Essai), la reprise des films pourra être immédiate ;
- le cinéma municipal ayant pour vocation la défense du patrimoine cinématographique, les reprises de films anciens en copies neuves pourront être programmées dès leur sortie nationale, sous réserve d'une concertation avec les salles du circuit commercial de nature équivalente (Art & Essai – label patrimoine) ;
- à ne pas être à l'initiative de la sortie de films en tandem.

La modification de l'une de ces obligations doit faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

Par dérogation à ce principe, le cinéma municipal pourra, dans le cadre de quatre à cinq manifestations exceptionnelles annuelles s'intégrant dans la mission de service public rappelée ci-dessus, présenter quatre à cinq films exploités dans le secteur privé de la zone

de chalandise en sortie nationale. Ces films devront avoir un lien direct avec l'objet de la manifestation concernée. Leur programmation se fera de préférence en ouverture ou en clôture de l'évènement en question. En tout état de cause elle ne pourra pas dépasser une représentation par jour, ni être supérieure en nombre de séances à l'exposition des autres films présentés durant la manifestation et ne pas inclure de séance scolaire. Dans le cas où un film est demandé en sortie nationale à la fois par le cinéma municipal dans le cadre d'une manifestation exceptionnelle et par un exploitant privé, les deux parties s'entretiendront au préalable des conditions d'exposition de ce film dans le respect des orientations rappelées ci-dessus. La Ville devra être informée en pareille situation.

Le délégataire veillera à ouvrir un dialogue effectif et respectueux avec les autres exploitants d'équipements cinématographiques afin de favoriser les synergies et complémentarités pour le meilleur bénéfice de la collectivité et du public.

Tous les litiges feront l'objet d'une procédure, à titre de conciliation, auprès du Médiateur du cinéma.

Article 18 - Politique de communication

Le délégataire s'engage à mettre en œuvre une politique active et dynamique de communication et de promotion du cinéma municipal à même de toucher particulièrement le public éloigné de la culture et le public jeune, ainsi que l'ensemble des publics.

Il devra ainsi :

- faire connaître la liste des films programmés sur une période d'un mois, une semaine avant leur diffusion, et assurer la promotion de cette programmation durant ce délai. Toute modification de programmation ou d'horaire de séance feront obligatoirement l'objet d'errata dans tous les supports d'informations sous-visés au minimum 2 jours avant la diffusion ;
- la programmation devra être diffusée et présentée en ligne de manière dématérialisée, sur un site internet dédié, sur les réseaux sociaux, et via les plateformes et sites dédiés reprenant les horaires des séances de cinéma. Les contenus présentés sur le site internet, au-delà des horaires, devront être enrichis d'articles, de notices et/ou de critiques de films écrits aussi bien par l'équipe gérant le cinéma municipal que par ses publics, notamment les jeunes publics dans le cadre des dispositifs d'éducation à l'image ;
- l'édition d'un support papier de type flyer/dépliant ou magazine présentant la grille de programmation est facultatif ;
- afficher, de manière lisible, dynamique et accessible aux personnes en situation de handicap, à l'intérieur et à l'extérieur du cinéma le détail des films programmés dans la semaine, leurs horaires de diffusion et le tarif des séances ;
- se rapprocher des opérateurs et des dispositifs offrant des réductions ou des avantages à caractère culturel (notamment les cartes « Culture », « Atout voir », « Vitaculture » pour les jeunes). Par ailleurs, une attention toute particulière sera portée à la mise en place d'une stratégie active de développement et de fidélisation du public d'abonnés (prospection systématique des publics potentiels, offres tarifaires attractives, formules d'abonnement ou de réduction adaptées). Le plan de communication mis en œuvre touchera tant les actions conduites directement par la direction de l'établissement que les actions accueillies au titre des partenariats avec les milieux audiovisuels et cinématographiques locaux.

Article 18.1- Le site internet et réseaux sociaux

Le délégataire assurera l'exploitation d'un site Internet dynamique, exclusivement dédié à la délégation, sur lequel sont présentés notamment la programmation actualisée, les tarifs et formules d'abonnement, l'ouvrage et ses caractéristiques techniques illustrés par une galerie de photos, les services proposés et le fonds documentaire, les modalités d'accès et les liens vers les sites Internet des partenaires.

Le site internet du cinéma municipal sera prolongé d'une newsletter régulière permettant de toucher un fichier qualifié de destinataires (abonnés, partenaires, professionnels, associations, etc.) et favorisant une communication ciblée autour de chaque temps fort organisé par l'établissement (cycle, avant-première).

Le délégataire cédera à l'issue de la convention au délégant, si ce dernier le souhaite, le site, sa conception, ainsi que l'ensemble des informations relatives à l'exploitation de l'équipement à l'exception de celles à caractère commercial. La valeur des biens sera fixée à l'amiable, ou à défaut à dire d'expert, et payée dans les 60 jours calendaires suivant leur reprise par le délégant.

Si le site Internet mis en place et utilisé par l'ancien délégataire devait être repris par un nouveau délégataire, il pourra faire l'objet d'une refonte.

Le délégataire veillera à ce que le cinéma municipal soit présent, de manière dynamique et attractive, sur les réseaux sociaux afin de toucher largement le public.

Article 18.2 - La charte graphique

Le délégataire pourra renouveler la charte graphique et le logo du cinéma. La charte graphique devra contenir le logo de la Ville de Strasbourg et fera l'objet d'un accord préalable du délégant.

Ce nom commercial doit être présent, dans le respect scrupuleux de la charte graphique et du logo sur tous les supports de communication et les documents de correspondance commerciale du délégataire. Il figurera, dans le respect de la charte, sur l'enseigne extérieure du cinéma ; le remplacement de l'enseigne se fera, le cas échéant, aux frais du délégant.

La politique de communication du délégataire est précisée de manière détaillée en annexe n°9.

Article 19 – Règlement et affichage

Le règlement qui fixe les conditions de sécurité et d'évacuation doit être soumis pour approbation au délégant et affiché de manière visible dans l'établissement, selon les mêmes conditions que les tarifs. Toute modification ultérieure du règlement ne peut intervenir que par une décision du délégant, éventuellement sur proposition motivée du délégataire. Il est affiché selon les mêmes conditions que les tarifs.

Pour chaque manifestation payante le délégataire doit s'assurer qu'un affichage spécial des tarifs en vigueur est réalisé de manière à être clairement lisible par le public à l'entrée des locaux et à la caisse.

De même, l'avis annuel du contrôle de sécurité doit être affiché.

Article 20 - Mise à disposition de la salle et des espaces de réception

Il est rappelé que l'un des objectifs du délégant est de développer une synergie avec la vie culturelle locale et ses acteurs, et particulièrement le secteur audiovisuel et cinématographique, dans la programmation et les évènements/ manifestations pouvant prendre place régulièrement au cinéma municipal.

L'un des outils de cette politique est la possibilité de mise à disposition de l'équipement aux acteurs des tissus associatifs et professionnels.

La définition des conditions spécifiques de mise à disposition régulière des salles et/ou des espaces de réception aux opérateurs culturels, et plus particulièrement audiovisuels et cinématographiques, de même que l'adaptation de tarifs préférentiels, pourront faire l'objet de conventions tripartites entre le délégataire, le délégant et les opérateurs concernés. Cette convention aura pour objet de déterminer les modalités de travail entre les uns et les autres (nombre de manifestations accueillies, dispositions tarifaires, mesures d'accompagnement

pour la promotion, conditions d'accueil, etc.). Cette convention sera annexée ultérieurement au contrat de délégation de service public.

L'objectif de la collectivité est qu'un minimum de 20 mises à disposition annuelles soient dédiées à l'organisation de manifestations autour du cinéma et de l'audiovisuel en partenariat avec les acteurs des tissus associatifs et professionnels locaux.

L'accueil et l'accompagnement des usagers susvisés se feront au minimum par un personnel de caisse, un projectionniste et un membre de l'équipe de direction du cinéma municipal.
En outre, une attention particulière sera portée à la qualité du matériel et à la propreté des locaux mis à disposition des usagers visés au présent article, pour l'organisation de leurs manifestations.

Article 21 - Droit d'utilisation du délégant

Le délégataire s'engage à mettre à la disposition du délégant, à sa demande, des places gratuites à l'attention des personnalités occasionnellement invitées par le délégant.
Le nombre maximal de ces invitations délivrées à titre gracieux au délégant ne saurait excéder un total mensuel de 20 places.

Par ailleurs, dans l'objectif d'une synergie renforcée entre les objectifs prioritaires de politique publique de la collectivité (tels que définis à l'article 5.2 des présentes) et le délégataire de missions de service public, le délégant bénéficie d'un accès total et gratuit à l'équipement : la grande salle de 258 places, la petite salle de 63 place et les espaces salon du 1er étage, pour lui-même ou tout partenaire de son choix, pour accueillir toute manifestation dans la limite maximale de 15 soirées et 10 après-midi par an :

- concernant les soirées, l'accès concerne la grande salle pour une séance projection de 20h à 22h15 (amplitude maximum) et les salons de 21h à 23h30 (amplitude maximum) ; elles seront prioritairement organisées le lundi ou le jeudi, sans exclure néanmoins les autres jours ;
- concernant les après-midi, l'accès concerne la grande salle ou la petite salle pour une séance projection de 14h à 16h (amplitude maximum) et les salons de 16h à 17h30 (amplitude maximum) ; elles seront prioritairement organisées le jeudi ou le samedi, sans exclure néanmoins les autres jours.

Ces séances et leurs prolongements (débats, conférences, cocktails,…) sont programmées sous réserve d'en avertir le délégataire 2 mois à l'avance et sous réserve de l'absence d'impératifs de réservation préalable. Dans cette hypothèse, le délégataire s'engage à trouver une date avoisinante en commun accord avec le délégant.

Si les besoins du délégant venaient à dépasser ces 25 mises à disposition, il bénéficiera des tarifs de locations de salles préférentiels applicables aux associations.
La modification de l'une de ses obligations doit faire l'objet d'un accord entre les parties.

Article 22 - Exploitation du bar ouvert au public

Le délégant autorise le délégataire à exploiter le bar du cinéma municipal dans le respect de la réglementation en vigueur (notamment les lois sur les alcools et le tabac) et des spectateurs du cinéma.

Il est attendu de la Ville que l'activité du bar réponde à celle du cinéma, tant en terme de philosophie de projet, que d'horaires d'ouverture et d'interaction avec la programmation du cinéma. Il est attendu que le bar devienne un lieu fédérateur, renfort des activités du cinéma, et qu'il propose une offre accessible à toutes et tous et de qualité, dans le respect du circuit-court et des critères de développement durable.

Le délégataire pourra sous-traiter l'exploitation du bar ouvert au public à condition que le sous-traitant ait recueilli l'agrément préalable et écrit du délégant qui aura un droit de regard sur le partenaire proposé par le délégataire, et que l'échéance du contrat d'exploitation ne soit pas postérieure à celle de la convention de délégation de service public.

Cet accord lui est notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si le délégant ne répond pas à la demande du délégataire dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la réception de la demande par lettre recommandée avec accusé de réception, celle-ci est réputée acceptée.

Il fera son affaire de l'obtention de la ou les licences relatives aux établissements de débits de boissons.

Article 23 - Espace de médiation

Dans le cadre de sa mission de service public, le cinéma municipal devra développer un espace de médiation dans ses locaux. Celui-ci aura pour vocation d'accueillir le public scolaire, de permettre l'organisation d'ateliers de pratiques, de permettre le développement de formats de rencontres (ateliers-débats, rencontres d'avant-séances….) et d'accueillir également le public famille dans le cadre d'activités dédiées.

Article 24 – Utilisation de marques professionnelles

L'utilisation de marques professionnelles ou commerciales du délégataire à l'occasion de l'exploitation du service est autorisée, mais la mise en place d'une ou plusieurs enseignes, leurs emplacements et leurs caractéristiques sont soumis à l'accord préalable et exprès du délégant, sous réserve du respect de la charte graphique du délégant.

Toute autre publicité extérieure devra être autorisée par le délégant.

Article 25 – Locations publicitaires

À l'intérieur de l'équipement, le délégataire pourra rechercher la possibilité de location d'emplacements publicitaires fixes ou mobiles, lumineux ou non, ainsi que toute forme de publicité à caractère exclusivement commercial après accord préalable et express du délégant. Les modalités de ces locations publicitaires (nom de l'annonceur, tarifs) seront préalablement précisées au délégant. Les recettes afférentes seront perçues par le délégataire.

IV. EQUIPEMENTS MIS A DISPOSITION

Article 26 - Description des équipements et installations mis à disposition

Le délégataire utilise l'ensemble des biens et équipements d'exploitation appartenant au délégant et composés de :

- une salle de cinéma de 258 places en rez-de-chaussée et balcon et ses équipements de projection numérique et argentique,
- une salle de 63 places en sous-sol et ses équipements de projection numérique et argentique,
- une salle de médiation,
- un espace "salons" et mezzanine au 1er étage,
- 4 bureaux et dépendances au 3ème étage,
- un bar et dépendances en rez-de-chaussée.

Un état des lieux et un inventaire qualitatif et quantitatif des ouvrages et biens d'exploitation mis à disposition par le délégant sont établis contradictoirement au plus tard 30 jours calendaires après la notification de la présente convention et annexés au contrat. Cet état des lieux et cet inventaire précisent notamment la situation juridique des biens et leur état, particulièrement au regard des dispositions relatives aux établissements recevant du public, notamment en matière de sécurité, d'hygiène et de bruit, les informations sur les contrôles,

travaux et entretiens.

La comparaison des états des lieux et inventaire sert, le cas échéant, à déterminer les travaux de remise en état et à fixer les indemnités correspondantes qui sont calculées à la charge du délégataire.

En cas de modification dans la consistance des lieux, d'adjonction ou de suppression d'installations fixes d'équipements, de matériels ou de mobiliers effectuées par le délégant ou le délégataire, des états des lieux et des inventaires complémentaires sont établis autant que nécessaire.

Le délégataire utilise les biens et équipements décrits en annexe dans l'état où ils se trouvent et qu'il déclare bien connaître. Il reconnaît ne pouvoir exiger de travaux ou réparations autres que ceux expressément mis à la charge du délégant par la présente convention, ou qui viendraient à être rendus obligatoires par une évolution de la réglementation notamment en matière de sécurité, d'hygiène et de bruit. Cet état des lieux figure en annexe n°12.

Au jour de la signature du présent contrat, le délégataire est réputé avoir accepté les équipements meubles et immeubles en l'état, sous la seule réserve de la conformité de l'état des lieux.

Le délégataire est tenu d'utiliser les biens et équipements d'exploitation conformément à la réglementation en vigueur, présente et à venir, notamment en matière d'hygiène, de sécurité, et de bruit.

Il est personnellement chargé de la réalisation de tous les travaux relevant de sa compétence et précisés à l'article 30, de l'obtention de toutes les autorisations et de l'accomplissement de toutes les formalités requises à cet effet, sous réserve des dispositions de l'article 33.

En vertu de la présente convention, le délégataire bénéficie des autorisations d'occupation du domaine public nécessaires à l'exploitation de l'équipement. Il est investi de tous les droits qui en découlent.

Article 27 - Mesures d'hygiène et de sécurité

Le cinéma municipal est déclaré comme un ERP de type LNW de 3ème catégorie. L'effectif total du bâtiment, personnel compris, est limité à 493 personnes.

Le délégataire respectera les textes, les règlements et les consignes de sécurité en vigueur dans les locaux dont il a la charge ainsi que les règles de sécurité relatives aux établissements recevant du public (ERP) et les normes régissant des activités qu'il aura à organiser ou à assurer. Il s'engage à les respecter et à les faire respecter par son personnel. Il en résulte notamment que :

- le délégataire doit respecter l'ensemble des règles d'hygiène et de sécurité applicables, auxquelles sont soumises les personnes publiques effectuant le même type de prestations ;
- le directeur technique, ou à défaut le directeur administratif, est tenu d'assister aux visites de la salle et des dépendances par la commission de sécurité compétente ;
- le délégataire, en tant que responsable unique de la sécurité incendie, prendra à sa charge tous les contrôles et les rapports de vérifications réglementaires (système de sécurité incendie annuel et triennal, désenfumage, électrique, extincteurs, etc.) et ce quelque soit le montant. Tous ces rapports seront insérés et classés dans le registre de sécurité ;
- en cas d'avis défavorable de la sous-commission départementale de sécurité et d'accessibilité, le délégataire prendra également à sa charge les levées de réserve concernant l'entretien, la maintenance ou le renouvellement relevant de ses obligations, quelque soit le montant ;
- en cas d'incident tenant aux mesures d'hygiène et de sécurité, le délégataire devra mettre tout en œuvre pour intervenir dans le délai de 2 heures.

Il instruira les personnels, placés sous son autorité et travaillant dans les locaux de l'établissement, des précautions à prendre pour assurer leur propre sécurité et celles des

autres personnes fréquentant les lieux. De ce fait, il communiquera les informations, les enseignements et les instructions, relatifs aux règles élémentaires de sécurité, aux conditions de circulation dans les locaux, à l'exécution de leur travail et aux dispositions à prendre en cas d'accident ou de sinistres.

Le registre de sécurité devra être tenu à jour.

Le respect de l'ensemble des règles susmentionnées s'opérera sous l'autorité du responsable d'établissement.

En tant que professionnel de l'exploitation cinématographique, le délégataire doit signaler au délégant toute réglementation ou évolution de celle-ci susceptible d'exiger des modifications ou une mise aux normes des ouvrages.

Les travaux de mise en conformité seront planifiés, exécutés et financés par le délégant, en concertation avec le délégataire qui, par ailleurs nommera un référent bâtiment et sécurité au sein de son équipe afin d'optimiser le suivi de l'ensemble des questions liées aux travaux, à la sécurité et aux normes applicables aux établissements recevant du public (ERP).

Toutes les responsabilités au regard de la sécurité du public, de la surveillance, du gardiennage et des règles d'hygiène publique, ainsi que tous autres règlements appliqués aux lieux recevant du public sont assurés par le délégataire.

Le délégataire assure la surveillance et le gardiennage des ouvrages et équipements. Ceux-ci doivent être garantis par une société spécialisée ou par un système d'alarme.

Article 28 - Sous-location

Sauf autorisation préalable et expresse de la Maire ou de son/sa représentant-e, toute sous-location totale ou partielle est interdite au délégataire, les lieux loués formant un tout indivisible dans la commune intention des parties.

Article 29 - Fournitures et fluides

Le délégataire prend à sa charge, à compter de la date d'effet du présent contrat, l'ensemble des abonnements concernant l'eau, l'électricité, le téléphone et généralement, toutes autres sources de fluides ou d'énergie dont il acquittera de façon régulière les primes et cotisations de sorte que le déléguant ne soit jamais inquiété à ce sujet. Il rembourse au délégant les sommes qu'il aurait pu déposer à titre de garantie. Une attention particulière sera observée quant à la sobriété énergétique de l'équipement.

Les prestataires de services et fournisseurs concernés doivent être informés, par lettre recommandée avec accusé de réception, de la conclusion de la présente convention dans un délai de 30 jours calendaires à compter de sa signature et au moins 15 jours calendaires avant l'échéance de leur contrat si cette dernière intervient avant.

Le délégataire acquittera de façon régulière les primes et cotisations y afférentes de sorte que la collectivité délégante ne soit jamais inquiétée à ce sujet. Il remboursera à la collectivité délégante les sommes qu'elle aurait pu déposer à titre de garantie.

Le délégataire est tenu de poursuivre les contrats de fournitures et d'entretien conclus antérieurement. Il pourra les dénoncer dans les conditions contractuelles.

Le délégataire souscrira à son compte l'ensemble des abonnements pour le téléphone et toutes autres énergies et fluides nécessaires à l'exploitation du service qui lui est confié et acquittera régulièrement les primes et cotisations de façon à permettre un fonctionnement continu du service qui lui est confié. A ce titre, il assumera notamment, les frais de chauffage et de climatisation des installations.

V. TRAVAUX – ENTRETIEN - MAINTENANCE

Article 30 - Travaux et entretien à la charge du délégataire

Le délégataire s'engage à tenir les lieux mis à sa disposition en bon état de réparations locatives pendant toute la durée du présent contrat et à effectuer à ses frais tous les travaux d'entretien et de réparations locatives telles qu'elles sont définies par l'annexe 4 à la présente convention et par le décret n°87-712 du 26 août 1987 et inclus dans le périmètre de l'affermage afin de maintenir, pendant toute la durée du contrat, les biens qui lui sont confiés en parfait état de fonctionnement et d'exploitation effective ; le délégant conservant à sa charge exclusive les réparations ressortant de l'article 606 du Code civil (réparations à la charge du propriétaire).

Le délégataire est tenu de souscrire pour les installations et équipements spécialisés un contrat d'entretien complet auprès d'entreprises spécialisées. Dans l'éventualité où le délégataire a recours à une sous-traitance supérieure à 15 000 € par an, le délégataire devra se conformer aux modalités précisées dans l'article 8 de la présente convention. Il devra fournir au délégant copie des contrats dès leur entrée en vigueur et justifier de leur paiement à la première demande écrite du délégant dans un délai de 30 jours à compter de la réception de ladite demande par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le délégant devra être informé de toute modification de ces contrats.

Le délégataire communique au délégant, chaque année, les contrats d'entretien technique qu'il a souscrits pour ces objets et/ou déclare avoir à sa disposition, les moyens et/ou personnels nécessaires pour effectuer les opérations, sous réserve d'avoir en sa possession les attestations de compétence reconnues et nominatives du personnel.

Le délégataire ne pourra souscrire de contrats pour une durée supérieure à celle de la convention, sauf accord express préalable du délégant.

Le nettoyage et l'entretien des lieux sont à la charge du délégataire qui s'engage à les effectuer ou à les faire effectuer, dans une démarche écoresponsable, aussi souvent que nécessaire en conformité avec toutes les réglementations en vigueur, notamment avec les règles d'hygiène, de sécurité et de bruit applicables à l'activité affermée.

Les appareils, matériels et produits nécessaires à ces opérations, qui répondent obligatoirement aux dispositions techniques et réglementaires afférentes à ce type d'activité, sont à la charge du délégataire.

Il prendra toute précaution contre le gel et la neige.

Le délégataire ne devra rien faire ou laisser faire qui puisse détériorer les locaux mis à disposition. Il devra prévenir immédiatement la Ville de toute atteinte qui serait portée à sa propriété, de toute dégradation ou détérioration qui viendrait à se produire dans les biens immobiliers et qui rendraient nécessaires des travaux incombant à la Ville.

Article 31 - Exécution d'office des travaux d'entretien

Faute pour le délégataire de pourvoir à l'entretien des ouvrages et installations du service public, le délégant fait procéder aux frais et charges du délégataire à l'exécution des travaux nécessaires au fonctionnement du service ou ceux nécessaires au respect des règlements administratifs, de sécurité et de police, après une mise en demeure, réalisée par lettre recommandée avec accusé de réception, restée en tout ou partie infructueuse dans un délai de 45 jours calendaires à compter de sa réception par le délégataire.

Le délégant se réserve alors le droit de poursuivre le remboursement des frais ainsi engagés par toutes voies de droit, auprès du délégataire défaillant.

Ce délai pourra être prolongé après accord de la collectivité, dans le cas où le délai d'exécution des travaux ou de livraison du matériel nécessaires serait supérieur à 45 jours.

En cas de carence, le délégataire s'expose à une pénalité :

- de 3,5 pour mille du montant des travaux effectués par la collectivité du fait de la carence, s'il n'y a pas eu obligation de fermeture de l'équipement,
- de 20% de la totalité du montant des travaux dans le cas où le défaut d'entretien aura entraîné la fermeture de l'équipement.

Le délégataire est tenu de supporter, le cas échéant, les conséquences dommageables pour son exploitation des travaux sus-indiqués sans pour autant pouvoir prétendre à une quelconque indemnité de la part du délégant, ni de diminution de la redevance.

En cas de mise en danger des personnes, le délégant est habilité à intervenir sans délai, sans préjudice des poursuites pénales éventuellement ouvertes.

Article 32 - Renouvellement des installations et équipements

Article 32.1 - Biens de retour

Les biens de retour sont l'ensemble des biens indispensables ou nécessaires à l'exploitation créés ou acquis par le délégataire au cours de la délégation et qui contribuent substantiellement au fonctionnement du service délégué. Ces biens ainsi que tous les autres biens propriétés du délégant et mis à la disposition du délégataire sont propriété du délégant et lui reviennent gratuitement à la fin de la gestion déléguée. Ils ne peuvent faire l'objet d'aucune cession, aliénation, location ou sûreté quelconque par le délégataire pendant toute la durée de la gestion déléguée, sauf demande et accord préalable du délégant.

Sous réserve des dispositions du dernier alinéa du présent article, le délégataire doit renouveler à ses frais les mobiliers et matériels devenus inutilisables pour quelque raison que ce soit, y compris l'usure normale et la vétusté, de telle sorte que le parc des mobiliers et matériels soit toujours au moins égal à celui qui lui a été confié.

Les mobiliers et matériels ainsi acquis sont la propriété directe et immédiate du délégant.

Par exception, s'agissant des investissements lourds : fauteuils, moquette des salles de projection, moquette des espaces communs ouverts au public, matériel de projection (image et son) et installation de billetterie, sols, rideau de scène, et compte tenu des contraintes liées à l'exploitation, la collectivité garde à sa charge leur renouvellement pour vétusté.

Article 32.2 - Biens de reprise

Les biens dits « de reprise » sont l'ensemble des biens utiles à l'exploitation et financés par le délégataire. Le délégataire est propriétaire de ces biens pendant toute la durée de la délégation et sont renouvelés à ses seuls frais.

Les mobiliers et matériels ainsi acquis demeureront la propriété du délégataire jusqu'à l'expiration de la présente convention.

Le délégant, s'il le souhaite, en acquerra la propriété dans les conditions fixées à l'article 66.2 de la présente convention.

Article 32.3 – Biens propres

Tous les autres biens, non visés aux articles précédents, qui ne sont pas strictement nécessaires à l'exploitation sont désignés comme des biens propres et pourront être rachetés par le délégant après accord des parties.

Article 33 - Travaux à la charge du délégant

Le délégant s'engage à assumer les réparations relevant du propriétaire, telles qu'elles sont définies à l'article 1720 du Code civil et dans l'annexe 4 de la présente convention.

Concernant les travaux revêtant un caractère d'urgence, le délégataire est tenu d'informer immédiatement le délégant, des grosses réparations à effectuer.

Le délégataire est tenu d'assumer toutes les réparations autres que celles mises à la charge du délégant en application du premier alinéa du présent article.

Afin d'inscrire les investissements dans le processus budgétaire du délégant, le délégant et le délégataire conviennent d'une première rencontre au plus tard le 1er avril de l'année N-1 pour la préparation des travaux de l'année N et leur répartition entre le délégant et le délégataire.

Le délégataire pourra proposer au délégant, à cette occasion, un programme de travaux neufs qui devra faire apparaître leur nature exacte, les raisons pour lesquelles ils s'avèrent nécessaires, leurs incidences éventuelles sur le service et les avantages qu'ils présentent au regard de la qualité du service et du développement des équipements, afin que la collectivité puisse décider en toute opportunité de leur réalisation.

Cette préparation donnera lieu à autant de rencontres que les parties jugent nécessaires et devra aboutir à une planification des travaux et de leur répartition au plus tard le 30 juin de l'année N-1.

Sur la durée de la délégation, le délégant portera prioritairement son effort d'investissement sur :
- le rafraîchissement et l'aménagement de la zone d'accueil,
- le rafraîchissement de l'espace salons du 1er étage,
- le désenfumage du sous-sol

Ces travaux, dores et déjà programmés, seront réalisés en début de délégation, et pour une période de 6 à 8 mois (sous réserve d'aléas de chantier). Durant cette période, le cinéma municipal sera fermé.

Pour ce qui concerne d'éventuels travaux ultérieurs, le délégant devra tenir compte, dans la détermination de la date de commencement des travaux envisagés, des contraintes de programmation. Il devra dans ce but se rapprocher du délégataire afin de déterminer la période au cours de laquelle lesdits travaux seront réalisés.

Le délégataire aura accès au chantier, sous réserve de se conformer aux règles de sécurité applicable audit chantier, et pourra, le cas échéant, faire toutes les observations et recommandations nécessaires à la collectivité.

A l'issue des travaux réalisés, il sera procédé à une mise à jour contradictoire de l'inventaire annexé au contrat.

Le délégataire devra exploiter l'ouvrage tel qu'il aura été modifié, sans modification de ses conditions d'exploitation.

La responsabilité du délégataire ne pourra être mise en cause pour les conséquences issues de la carence du délégant dans la réalisation des travaux lui incombant au titre du présent article.

Article 34 - Travaux de modification ou d'amélioration de l'équipement

Le délégataire ne pourra effectuer dans les biens immobiliers des travaux pouvant changer sa destination ou nuire à sa solidité et de même il ne pourra faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance normale sous peine d'être responsable de tout désordre ou accident.

Tous les travaux réalisés par le délégataire emportant des changements de distribution, démolition ou percements de murs, des poutres ou des planchers, d'installations de machinerie quelle qu'en soit la source d'énergie devront faire l'objet d'une autorisation préalable et écrite de la Maire ou de son représentant. Lesdits travaux devront être effectués aux frais, risques et périls exclusifs du preneur conformément aux normes en vigueur et sous la surveillance d'un architecte ou d'un bureau d'études technique agréé par lui.

Le délégataire ne pourra modifier l'aménagement intérieur des locaux, ni installer de nouvelles cloisons, même démontables – sur le plan de situation projeté en cours de convention, sans

avoir obtenu l'accord écrit et préalable de la Maire ou de son.sa représentant.e, sur le plan de distribution projeté.

Tous les travaux d'améliorations, d'embellissements, de cloisonnements ou de constructions quelconques, y compris ceux nécessités par de nouvelles dispositions réglementaires et à l'exception des travaux de mise en conformité et de sécurité, faits par le délégataire à la prise de possession ou en cours de convention deviendront lors de son départ la propriété du délégant et sans préjudice du droit qui lui est réservé d'exiger la remise en état des locaux dans leur état primitif et aux frais du délégataire. Il est toutefois précisé que les équipements matériels et installations non fixés à demeure, et en dehors de ceux livrés avec le bâtiment par le délégant, et qui de ce fait ne peuvent être considérés comme immeuble par destination resteront la propriété du délégataire et devront être enlevés par elle lors de la sortie des locaux, à charge pour elle de remettre les biens immobiliers, objet des présentes, en état après cet enlèvement.

Article 35 - Travaux d'extension

Le délégant est maître d'ouvrage au sens de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 au titre de tous les travaux d'extension entraînant un accroissement du patrimoine de la collectivité.

Le délégataire est consulté par le délégant sur l'avant-projet de tous les travaux à exécuter, et notamment sur les travaux de raccordement aux ouvrages du service.

Les travaux ainsi entrepris le seront aux frais et risques du délégant et sous son entière responsabilité. Ils devront être exécutés dans les règles de l'art et dans le respect de toutes les réglementations en vigueur, de telle sorte que le délégataire ne puisse voir sa responsabilité mise en cause à leur égard.

Les améliorations apportées aux biens de retour par le délégataire, tels qu'ils sont définis à l'article 32.1 de la présente convention, deviennent la propriété immédiate du délégant, sans aucune indemnité ni compensation de quelque nature que ce soit.

Les améliorations faites par le délégataire portant sur les autres biens demeurent sa propriété pendant toute la durée de la convention, et deviennent, si le délégant en manifeste la volonté, la propriété de ce dernier à l'expiration de l'exploitation dans les conditions visées à l'article 66.2 et 66.3. En cas de résiliation anticipée de la convention par le délégant, pour un motif autre que le non-respect par le délégataire de ses obligations contractuelles, le délégant sera, pour les biens susvisés, redevable d'une indemnité dont le montant, fixé à dire d'expert, ne saura dépasser la valeur nette comptable desdites améliorations.

Tous les travaux d'amélioration, ou ceux tendant à changer la structure des équipements affermés, apportés par le délégataire, doivent être préalablement autorisés par le délégant.

Article 36 - Travaux pendant l'exploitation

Le délégataire doit supporter sans indemnité les inconvénients normaux résultant de l'exécution par le délégant, ou pour son compte, de travaux susceptibles d'affecter les ouvrages, équipements et aménagements affermés ainsi que leurs abords et provoquant une gêne pour l'exploitation. Il ne pourra réclamer aucun changement de tarification ni aucune modification de sa rémunération du fait du préjudice pouvant résulter de la réalisation de ces travaux

Le délégant doit informer 15 jours avant le début des travaux le délégataire de la nature et de la durée des travaux. Dans toute la mesure du possible, le délégant prend en compte les observations du délégataire.

Le délégant est tenu d'indemniser le délégataire si les travaux ainsi entrepris génèrent un trouble grave et anormal à l'exploitation des ouvrages, équipements et installations existant ou leur provoquent une détérioration.

Si le trouble ainsi occasionné par lesdits travaux est de nature à compromettre le bon fonctionnement des ouvrages, le délégataire peut, en accord avec le délégant, interrompre provisoirement l'ouverture et le fonctionnement de l'installation.

Article 37 - Procédures de contrôle des travaux et de l'état du bâtiment

Article 37.1 - Droit de visite du bâtiment et de ses équipements

Le délégant planifiera une visite annuelle et en informera le délégataire 10 jours à l'avance. Il se réserve toutefois le droit d'effectuer à tout moment une visite des ouvrages et de leurs équipements.

Article 37.2 - Bilan annuel des travaux réalisés

Le délégataire tient un journal de bord des travaux réalisés, qu'il s'agisse de ceux relatifs à l'entretien, la maintenance ou aux réparations lui incombant, ou des travaux relatifs à des aménagements ou modifications.

Ce document, dont le modèle est élaboré en concertation avec le délégant, est régulièrement mis à jour par le délégataire et tenu à la disposition du délégant. Il lui est remis en fin de contrat.

La non-production du journal de bord à la demande de l'autorité délégante et dans le délai fixé par elle, peut donner lieu à l'application de la pénalité prévue à l'article 58 du présent contrat.

Article 37.3 - Présentation des bilans et documents aux services techniques du délégant

Ces bilans et documents devront être présentés lors d'une réunion qui se tiendra au minimum une fois par an entre le délégataire et les représentants du délégant au cours du dernier trimestre de chaque année. Cette rencontre donnera lieu à une présentation des travaux réalisés au cours de l'année écoulée notamment par le biais du journal de bord mis à jour. Le délégataire devra fournir un suivi des consommations des fluides de toute nature (chauffage, eau, électricité, etc.).

Article 37 bis - Compensation en cas de retard dans la mise à disposition de l'équipement au délégataire entrant

Le délégant a d'ores et déjà programmé des travaux de rénovation et de mise aux normes du cinéma municipal. Ces travaux seront réalisés pour une durée prévisionnelle de 6 à 8 mois (sous réserve d'aléas de chantier). Ils débuteront à compter du 9 avril 2022. Durant cette période, le cinéma sera fermé. Le matériel technique (nécessitant une mise en fonctionnement et un entretien hebdomadaire) demeurera néanmoins à disposition du nouveau délégataire.

Le délégant s'engage à ce que le cinéma rouvre au plus tard le 1er janvier 2023 afin que le délégataire entrant puisse exploiter le service et bénéficier de tous les produits d'exploitation escomptés, à savoir – sans être exhaustif, les recettes de billetterie, recettes annexes et accessoires, ventes de prestations de formation ou d'atelier pédagogique, ainsi que les subventions versées par l'Etat, le CNC, toutes collectivités ou organismes publics, pour les activités développées au titre de la délégation, qu'elles soient dans ou hors les murs du cinéma.En cas de retard dans les travaux et la mise à disposition de l'équipement au délégataire entrant, le délégant s'engage à indemniser sans majoration le délégataire à hauteur de ses frais fixes d'exploitation, ainsi que les possibles réductions de subventions d'exploitation inscrites au compte d'exploitation prévisionnel du fait d'une activité qui serait amputée de la durée des retards.

Il conviendra que le délégant s'engage à respecter des délais raisonnables d'annonce des retards pour que délégataire puisse anticiper l'engagement de charges et communiquer auprès de ses partenaires.

VI. PERSONNEL

Article 38 - Reprise du personnel

Conformément à l'article L.1224-1 du Code du travail, le délégataire est tenu de reprendre le personnel employé antérieurement à l'exploitation du cinéma municipal.

Le tableau en annexe n°3 présente la liste des salariés que le délégataire reprendra. Les modalités de reprise sont précisées en annexe n°9.

Article 39 - Gestion du personnel

Le délégataire fera son affaire personnelle de l'embauche, du licenciement et du règlement du personnel salarié affecté à l'exploitation du service. Le délégataire s'acquittera personnellement des charges correspondantes en respectant la législation du travail et de la sécurité sociale.

Le délégataire pourra proposer toute organisation qu'il juge utile et suffisante en fonction de ses méthodes d'exploitation, mais il devra obligatoirement :

- disposer d'une personne référente et dûment affectée pour l'accueil et l'animation des séances scolaires, d'un référent entretien-maintenance du bâtiment et d'une personne affectée aux relations avec les tiers notamment les associations ;
- disposer du personnel nécessaire (en nombre et en qualification) pour accomplir de façon optimale les missions qui lui sont confiées par le délégant, salariés strictement affectés au cinéma municipal .

Ainsi, le délégataire se conformera à toutes les obligations que ces activités entraîneront, notamment en matière fiscale (impôts, etc.), ainsi qu'en ce qui concerne la réglementation de la Sécurité sociale, de la Caisse d'Allocation Familiale, du Registre du commerce, du Registre des associations, etc., de telle sorte que la Ville de Strasbourg ne puisse être engagée en aucune façon par les activités personnelles du délégataire. Le délégataire devra notamment se conformer au Code du Travail et à la législation en vigueur, notamment en matière d'hygiène et de sécurité.

Le délégataire doit assurer à ses frais les contrôles périodiques relatifs au Code du Travail et à la législation en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité du personnel.

Un état détaillé du personnel, l'ensemble des conditions de rémunération du personnel et leurs diplômes devront être fournis par le délégataire. Le délégataire fournit et actualise régulièrement l'organigramme du personnel du cinéma municipal à l'occasion des rapports annuels d'activité.

Le personnel est entièrement rémunéré par le délégataire, charges sociales, fiscales, et patronales comprises. Les rémunérations devront être conformes aux conventions et pratiques du secteur.

Toute embauche dont le terme va au-delà de la durée de la présente convention, effectuée par le délégataire dans l'année précédant l'expiration de la convention est soumise à l'accord préalable de la Maire de Strasbourg ou de son représentant. Le délégant s'engage à répondre dans un délai maximum de 45 jours.

Article 40 - Formation du personnel

Le plan de formation à destination des personnels est communiqué, annuellement, par le délégataire, à l'autorité délégante. Une attention particulière devra être portée par le délégataire à la formation continue de son personnel et à l'accompagnement de leurs pratiques, en lien avec les évolutions du secteur d'activité.

Le plan de formation de la 1ère année d'exploitation sera détaillé.

Article 41 - Politique sociale

Le délégataire se conformera à la convention collective applicable au secteur d'activité.

La convention collective applicable est **la Convention collective nationale de l'exploitation cinématographique.**

Le délégataire définit une politique sociale en matière de personnel : diversité dans le processus de recrutement, embauche de personnes en insertion professionnelle ou à mobilité réduite, etc, dont les modalités seront précisées.

VII. CONDITIONS FINANCIERES

La rémunération du délégataire est composée de :

- la perception des recettes versées par les usagers,

- la perception des recettes tirées des activités annexes.

Article 42 - Compte d'exploitation prévisionnel

Le compte d'exploitation prévisionnel constitue la base sur laquelle est défini l'équilibre financier de la convention et sur lesquelles le délégataire s'engagera à ses risques et périls pour toute la durée de la délégation. Il constituera une annexe (n° 2) au futur contrat de la délégation de service public.

Article 43 - Tarifs et sujétions tarifaires

Nonobstant les dispositions traitant de la gratuité et des tarifs réduits applicables au délégant dans l'article 21 de la présente convention, le délégataire propose au délégant chaque année les tarifs qu'il compte appliquer aux usagers pour l'année à venir. Il les communique préalablement pour accord au délégant avant le 1er octobre précédant l'année d'application. Un état tarifaire sera annexé au compte-rendu d'activité présenté annuellement par le délégataire en application de l'article 52.2 de la convention.

Les tarifs sont fournis hors taxes et toutes taxes comprises, ils détaillent notamment les tarifs des locations de salle et les éventuelles réductions pratiquées par le délégataire.

Le cas échéant, la TVA au taux de 5,5 % est incluse dans ces tarifs.

Le cinéma municipal étant inscrit dans le réseau des salles strasbourgeoises dont l'accès est ouvert aux détenteurs de cartes abonnement UGC à accès illimité, le délégataire s'engage à maintenir son inscription dans ledit réseau dans le cadre de la présente convention.

Article 44 - Frais de mission et réception

Les frais de mission et de réception devront être justifiés par le contenu de la mission confiée au délégataire et être directement liés à l'objet de la délégation de service public.

Ils devront correspondre dans des proportions raisonnablement équivalentes aux ratios frais de mission et réception HT sur le total des charges HT indiqués dans le prévisionnel d'exploitation annexé au contrat (annexe n°2).

Tout dépassement de ces ratios devra être justifié par le délégataire.
Les frais de mission et réception ne satisfaisant pas à ces conditions seront exclus du périmètre de la délégation. Ils seront pris en charge par le délégataire, hors comptabilité de la délégation.

Article 45 – Subvention d'exploitation pour compensation des contraintes de service public

Le délégataire, compte tenu des contraintes de service public imposées par le délégant percevra une subvention d'exploitation annuelle d'un montant tel qu'indiqué dans le tableau ci-après :

en euros HT	2022 *n*	2023 *n + 1*	2024 *n + 2*	2025 *n + 3*	2026 *n + 4*	2027 *n + 5*	Total
Ville de Strasbourg : subvention de fonctionnemen	348 295	240 000	235 000	230 000	225 000	220 000	**1 498 295**
Ville de Strasbourg : subvention d'investissement	6 280						**6 280**
Total	**354 575**	**240 000**	**235 000**	**230 000**	**225 000**	**220 000**	**1 504 575**

Au total, sur la durée de la convention, le délégant s'engage à verser au délégataire une subvention d'un montant de **1 504 575 euros HT.**

Cette subvention est destinée à compenser des contraintes de service public imposées par le délégant. A ce titre, elle n'est pas soumise à la TVA.

Pour l'année 2022 :

- 200 000 euros versés au plus tard 30 jours après la notification du contrat ;
- Le reliquat versé au plus tard le 15 octobre 2022.

Pour les années suivantes, la subvention sera versée chaque année de la manière suivante : 50% de la subvention sera versée avant le 15 février de l'année en cours, les 50% restants seront versés avant le 15 juillet de l'année en cours, sous réserve des conditions spécifiées ci-dessus. Le délégataire adressera au délégant la facture correspondante au minimum 30 jours avant la date d'échéance.

La subvention d'exploitation sera révisée annuellement conformément à l'article 48 de la présente convention.

Article 46 - Réexamen des conditions financières

Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques, fiscales, réglementaires et techniques, et pour s'assurer que la formule d'indexation prévue au contrat est bien représentative des coûts réels, les conditions économiques de la convention sont soumises à réexamen notamment dans les cas suivants :

- en cas de révision du périmètre de la délégation ;
- en cas de modification importante des conditions d'exploitation du service et/ou de fréquentation de l'équipement, liée à une décision du délégant modifiant les conditions d'exploitation fixées par les parties à la présente convention ;
- si les conditions financières de la délégation de service public venaient à varier de façon substantielle, à la hausse ou à la baisse ;
- en cas d'évolution de la réglementation, notamment en matière d'environnement et de sécurité qui entraînerait la nécessité de procéder à d'importants travaux de mise en conformité impliquant une modification significative des conditions d'exploitation ;
- en cas de variation de plus ou moins 30% du montant réel du poste impôts et taxes par rapport au montant inscrit dans le compte prévisionnel d'exploitation annexé au présent contrat ;
- en cas de résiliation partielle de la présente convention.

Ce réexamen pourra intervenir à l'initiative du délégataire ou du délégant sur production des justificatifs nécessaires.

La procédure de révision des conditions financières n'entraînera pas l'interruption du jeu normal de la formule d'indexation, qui continuera à s'appliquer jusqu'à l'achèvement de la procédure.

Si la définition ou la contexture de l'un des paramètres entrant dans la formule d'indexation vient à être modifiée ou si un paramètre cesse d'être publié, de nouveaux paramètres seront introduits d'un commun accord entre le délégant et le délégataire par échange de lettres avec accusé de réception, afin de maintenir, conformément aux intentions des parties, les conditions économiques du contrat.

Le réexamen des conditions financières ne suspend pas leur application normale.

La révision fera l'objet d'un avenant.

Article 47 - Redevance

Le délégataire est tenu de verser annuellement au délégant une redevance fixe égale à 3 600 € (trois mille six cents euros) HT représentant la mise à disposition des équipements.

Cette redevance est prise en compte dans la détermination des prix de revient.

Le montant de la redevance sera versé en une fois à réception du titre de paiement émis par le délégant.

Article 48 - Conditions de révision de la redevance et de la subvention d'exploitation

La subvention visée à l'article 45 et la redevance visée à l'article 47 de la présente convention seront révisées annuellement au 1er janvier en fonction de l'indice FSD 2, selon la formule suivante :

$$R = Ro \frac{FSD2}{FSD2o}$$

R = redevance due l'année n

Ro = 100
FSD2 = indice des frais et services divers, modèle n°2 (dernier indice connu de l'année n-1)
FSD2o = dernier indice connu à la date de signature de la convention

Article 49 - Charges, impôts et taxes

Tous les impôts et taxes liés à l'exploitation du service délégué sont à la charge du délégataire qui sera l'exploitant fiscal de la délégation, à l'exception des taxes foncières liées à la propriété de l'équipement et de la contribution foncière des entreprises.

Une copie de la présente convention est remise par le délégataire au plus tard un mois après sa conclusion aux services fiscaux compétents.

Article 50 - Soutien financier de l'Etat (TSA)

Conformément aux dispositions du décret n°98-750 du 24.08.98, le délégant ayant la charge des investissements et étant propriétaire des locaux et du fonds de commerce, il est également bénéficiaire du fonds de soutien.

Article 51 - Enregistrement et frais

Le délégataire s'engage à remplir, à ses frais, toutes les formalités légales, administratives, judiciaires et fiscales que nécessite la présente convention et à rembourser au délégant sur première demande, les frais résultant de l'accomplissement des formalités qu'il aurait remplies en ses lieux et places.

VIII. CONTROLE ET SUIVI DU CONTRAT

La production des comptes-rendus et comptes de l'exploitation (article 52) devra permettre une lecture détaillée de l'exécution de la délégation.

Ces documents devront être transmis au délégant sous format papier en trois exemplaires et sous format informatique. Le format informatique employé pour les tableaux numériques sera de type Microsoft Excel.

Article 52 - Comptes-rendus

Article 52.1 - Rapports intermédiaires

Rapports hebdomadaires

Le délégataire s'engage à fournir par courriel de manière bimensuelle le détail hebdomadaire des entrées, séance par séance, film par film.

Sur chaque semaine de programmation, et pour chaque film, le délégataire communiquera au délégant le nombre d'entrées de la semaine en spécifiant le nombre d'entrées payantes et le nombre d'entrées gratuites, le prix moyen des billets sur ce film et le taux de location du film.

Rapports trimestriels

Le délégataire fournira tous les trimestres un bilan intermédiaire d'activité.

Le mémoire technique présentera des tableaux de bords mensuels intégrant les indicateurs pertinents de l'activité, notamment :

- le nombre de films programmés,
- le nombre de séances,
- le nombre de manifestations cinématographiques organisées par le délégataire,
- le nombre de manifestations cinématographiques organisées par le milieu professionnel et accueillies par le délégataire,
- la fréquentation par type de publics (scolaires, ciné-clubs, individuels, abonnements),
- la mise à disposition de salles au milieu professionnel,
- le nombre de manifestations cinématographiques organisées et accueillies par le milieu associatif auquel le délégataire a participé
- les actions menées au titre de la participation citoyenne,

Le délégataire fournira un compte analytique par cycle ou quinzaine (nombre d'entrées, produits générés, charges notamment achats de films et frais de mission et de réception pour les projets cofinancés par des financements publics).

Article 52.2 - Compte-rendu annuel d'activité

Le délégataire produira chaque année à la collectivité, un compte-rendu annuel détaillé comportant les comptes et retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation, ainsi qu'une analyse de la qualité du service, soit l'ensemble des documents prévus à l'article 52. Le délégataire remettra son rapport avant le 31 mai suivant la fin de l'exercice.

Ce rapport est présenté par le délégataire au délégant lors d'une réunion annuelle, qui aura lieu au plus tard 15 jours après la remise du rapport. Ce compte-rendu annuel sera accompagné d'un budget prévisionnel actualisé.

Il devra être assorti d'une annexe permettant à la Ville d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Il est convenu que le dernier jour de l'exercice est fixé au 31 décembre.

La non-production des documents dans les délais susvisés constitue une faute contractuelle qui sera sanctionnée dans les conditions définies à l'article 58 du présent contrat.

Le délégataire devra se conformer aux dispositions légales ou réglementaires en matière de compte-rendu des délégataires de service public publiées au Journal Officiel, même si les textes ne devaient pas être applicables immédiatement.

Le rapport annuel comprend une synthèse générale de l'année écoulé, un rapport technique et un rapport financier.

Article 52.2.1- Synthèse générale de l'année écoulée

Elle comprendra à minima les indicateurs suivants pour chaque équipement :

- nombre de personnes accueillies par type de public et en particulier scolaires et seniors,
- prix moyen du ticket d'entrée,
- nombre de films programmés (dont nombre de productions locales),
- nombre de séances (dont séances pour le jeune public, les familles, les scolaires),
- nombre de manifestations accueillies et organisées par le délégataire
- nombre de mises à disposition de l'équipement pour des manifestations organisées par un tiers (société privée, association, etc.),
- nombre de manifestations organisées par le milieu professionnel auxquelles le cinéma municipal a participé,
- les opérations marketing et de communication,
- les actions relevant de la participation citoyenne
- les attestations relatives aux labels dont le délégataire est titulaire.

Article 52.2.2 - Rapport technique

Au titre du rapport technique, le délégataire fournit pour la période écoulée au moins les éléments suivants :

- la quantité et le coût des fluides (en tant que de besoin achetés, consommés, état de stocks) ;
- les effectifs du service d'exploitation (répartition par type de fonction, équivalence ETP, rémunération brute), ainsi que des explications sur les variations de l'effectif par rapport à l'année précédente ;
- les modifications éventuelles de l'organisation du service.

Le délégataire indiquera le mode de calcul de chaque élément.

Le candidat pourra proposer d'autres indicateurs ou ratios qui lui semblent pertinents.

Dans le cadre du compte-rendu technique annuel, il expliquera les variations des ratios réalisés, ainsi que les écarts constatés par rapport aux estimations du prévisionnel et par rapport à l'exercice précédent.

Le rapport d'activité annuel comprendra un état du patrimoine comprenant :

- un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;
- le détail des travaux réalisés durant l'exercice par le délégataire, conformément à l'article 37.2 de la convention, ainsi qu'une présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation ;
- un état récapitulatif des travaux investissements répartis entre le délégant et le délégataire tel que prévu à l'annexe 4 de la présente convention ;
- un état annuel des travaux d'entretien courant par équipement ;

- le cas échéant, le programme des travaux d'entretien courant à envisager pour le ou les exercices suivants ;
- un inventaire qualitatif et quantitatif, actualisé chaque année, des biens désignés au contrat comme biens de reprise, biens de retour et biens propres du service délégué (valeur comptable brute des immobilisations, valeur nette comptable des immobilisations, dotations de l'année, cumul des dotations).

Le délégataire et le délégant établiront également chaque année conjointement un état des lieux détaillé de l'équipement.

Le rapport technique comportera des informations sur les contrôles, travaux et entretiens (état détaillé des interventions techniques, y compris des équipements de surveillance et de sécurité, date, montant, objectifs, résultats, incidents, etc.).

Article 52.2.3 - Compte-rendu financier

Il comprend les éléments suivants :

- Une analyse des dépenses et des recettes de l'exercice :
  - un état et une analyse des dépenses de l'exercice ;
  - un état et une analyse des recettes de l'exercice, faisant notamment apparaître les subventions obtenues auprès du CNC pour l'année écoulée au titre de la labellisation des salles, et les subventions éventuellement obtenues au titre d'évènements fléchés sur leur financement.

  Le délégataire produit les comptes de résultat de la délégation, ainsi que les clés de répartition par activité afférents à chacun des exercices écoulés. Ces comptes devront être certifiés conformes par un commissaire aux comptes.

  Ces documents rappelleront les conditions économiques générales de l'exercice. Ils mettront en évidence les cas où une ou plusieurs conditions de réexamen des conditions financières du contrat sont réunies.

  Ces documents précisent, en outre, et pour chaque équipement :

  - en dépenses : le détail par nature des charges de fonctionnement (personnel, entretien et réparation, détail explicatif des frais de siège), des charges d'investissement, des charges d'entretien et réparation, charges exceptionnelles et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur, ainsi que le montant de la redevance d'affermage ;
  - en recettes : le détail des recettes de l'exploitation réparties suivant leur type et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur. Doivent notamment être précisées à ce titre les sommes perçues auprès des usagers (par catégorie de tarif), celles versées par le délégant au titre de la compensation des contraintes de service public, celles par d'autres subventionneurs, ainsi que les recettes perçues au titre des activités annexes, et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur.
- Pour apprécier par anticipation l'évolution des conditions d'exploitation, le délégataire est tenu de produire chaque année, les comptes prévisionnels suivants :
  - compte de résultat analytique prévisionnel actualisé de l'exercice en cours (N) comparé au compte de résultat analytique prévisionnel initial ;
  - comptes de résultat analytiques prévisionnels de l'exercice suivant (N+1).
- La grille des tarifs, ainsi qu'une ventilation des entrées par catégorie, locations de salle et réductions, compte tenu des capacités du logiciel fourni par le délégant.

Le compte-rendu financier comprendra en outre la production des comptes sociaux, ainsi que ses annexes sous format « liasse fiscale CERFA ».

Article 53 – Enquête de satisfaction

La qualité de l'accueil des différentes catégories de publics, de la programmation et du service rendu constitue une priorité du délégant.

Ainsi, tous les deux ans, une enquête sera menée par un organisme indépendant permettant l'évaluation de la satisfaction des usagers du cinéma municipal . Cette enquête sera réalisée sur la base du questionnaire partagé par le délégant et le délégataire, qui sera établi au cours de la première année de l'entrée en vigueur de la convention.

Ce questionnaire devra permettre d'interroger un nombre et des catégories de spectateurs représentatifs du public fréquentant le cinéma municipal. Elle interviendra tous les deux ans au cours du premier semestre, à partir de la seconde année d'exploitation , soit en 2023.

Le délégant et le délégataire pourront modifier le questionnaire au cours de la convention selon l'évolution du service rendu.

Les frais occasionnés par cette enquête seront partagés à moitié entre le délégant et le délégataire. Ainsi, le délégataire payera la totalité de l'enquête et se verra reversé la moitié du coût de celle-ci dans le cadre de la subvention d'exploitation.

Les résultats de l'enquête de satisfaction pourront être présentés au comité de suivi visé à l'article 55 de la présente convention.

Le délégataire proposera à cette occasion dans l'une des réunions annuelles entre le délégant et le délégataire un plan d'action tenant compte des conclusions de cette enquête.

Article 54 – Contrôle du délégant

Article 54.1 - Objet du contrôle

Le délégant dispose d'un droit de contrôle permanent sur l'exécution technique et financière du présent contrat par le délégataire, ainsi que sur la qualité du service rendu aux usagers.

Ce contrôle comprend notamment :

- un droit d'information sur la gestion du service délégué,
- le pouvoir de prendre toutes les mesures prévues par le présent contrat lorsque le délégataire ne se conforme pas aux obligations stipulées à sa charge.

Article 54.2 - Exercice du contrôle

Le délégant organise librement à ses frais le contrôle prévu par le présent contrat.

Il peut en confier l'exécution, soit à ses propres agents, soit à des organismes qu'il choisit. Tout contrôle exercé au titre du suivi de la délégation par le délégant est notifié au moins 10 jours au préalable par le délégant qui précise la qualité des personnes chargées du contrôle.

Conformément à l'article 37.1, le délégant effectuera à minima une visite annuelle des installations techniques.

Chaque contrôle fera l'objet d'un compte-rendu de visite présenté en comité de suivi.

Article 54.3 - Obligations du délégataire

Le délégataire facilite l'accomplissement du contrôle. A cet effet, il doit notamment :

- autoriser à tout moment l'accès des installations du service délégué aux personnes mandatées par le délégant ;
- répondre à toute demande d'information de sa part consécutive à une réclamation d'usagers ou de tiers ;
- justifier auprès du délégant des informations qu'il aura fournies, notamment dans le cadre du rapport annuel, par la production de tout document technique ou comptable utile se rapportant au contrat (le grand livre, par exemple) ;

- conserver, pendant toute la durée du contrat et pendant une durée de cinq années après son expiration, les documents nécessaires au contrôle et présentant un intérêt significatif pour la gestion du service affermé.

Les représentants désignés par le délégataire ne peuvent pas opposer le secret professionnel aux demandes d'information se rapportant au présent contrat.

Article 55 - Comité de suivi

Un comité de suivi est constitué entre les parties. Il a pour mission de veiller au bon déroulement du présent contrat et de faciliter sa mise en œuvre. Il n'a qu'un rôle consultatif. Il se réunit au moins deux fois par an au mois de mai et au mois de novembre.

Un comité d'usagers du cinéma devra être mis en place par le délégataire avec pour objectif d'associer les usagers à l'évaluation et au suivi des actions développées. Ce comité devra être réuni une fois par an.

Article 55.1 - Objet

Le comité de suivi a pour objet :

- de présenter les éléments de son rapport annuel (bilan d'activité, technique, financier),
- de présenter les résultats de l'enquête de satisfaction et le plan d'actions du délégataire,
- d'examiner les projets, propositions et caractéristiques d'évolution du service préconisés par l'une ou l'autre des parties, notamment sur la base des indicateurs mentionnés dans la convention et de tout indicateur jugé utile par les parties,
- d'étudier de manière concertée les conditions de réalisation du service,
- de présenter le(s) compte(s)-rendu(s) de visite,
- d'apprécier et d'évaluer le service délégué, en prenant en considération, en particulier, les moyens et équipements mis à disposition ou souhaitables, et d'une manière générale, de rapprocher les points de vue de la collectivité délégante et du délégataire sur tous les aspects relevant du présent contrat.

Article 55.2 - Composition

Le comité de suivi est composé de représentants de la collectivité délégante et du délégataire. Il est constitué au maximum par 8 représentants, désignés à parité.

En tant que de besoin, et à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, pourront participer aux réunions du comité de suivi, les agents de la collectivité délégante ou du délégataire en charge des affaires examinées ou des personnes qualifiées.

Article 55.3 - Fonctionnement

Le comité de suivi se réunit sur convocation adressée au moins 8 jours avant, en préalable à l'élaboration du projet de compte de résultat prévisionnel du service concédé et lors de la préparation du rapport annuel et de l'arrêté des comptes de l'année écoulée.
Ses réunions sont organisées par le délégant. En outre, il peut se réunir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties pour toute affaire relevant de son objet, sans condition particulière de convocation ni de délais.

Le délégant sera chargé de dresser en séance le procès-verbal de réunion qui sera signé à l'issue de celle-ci par les membres du comité.

IX. Responsabilités – Assurances

Article 56- Responsabilités et assurance du délégataire

Article 56.1 - Exploitation du service et responsabilité

Le délégataire fera son affaire de tous les risques et litiges pouvant survenir du fait de la gestion du service et des biens utilisés. La responsabilité du délégant ne pourra être recherchée à l'occasion de litiges provenant de la gestion de l'exploitant.

Le délégant, fera garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle peut encourir en qualité de propriétaire.

Elle assurera la totalité de l'ensemble immobilier en valeur de construction à neuf, contre les risques d'incendie, d'explosions, tempête, ouragan, cyclone, dégâts des eaux, chutes d'appareils de navigation aérienne, à une ou plusieurs compagnies notoirement solvables et maintiendra cette assurance pendant toute la durée de la convention.

Le délégataire est seul responsable vis-à-vis des tiers de tous risques, accidents, dégâts ou dommages de quelque nature que ce soit. Le délégataire répond de toutes les détériorations survenues par suite d'abus de jouissance, de son fait ou du fait de sa clientèle. Il lui appartient de conclure les assurances qui couvriront la totalité des biens confiés au fermier, dans le cadre de l'affermage, ainsi que tous risques qui correspondent aux risques de ce type d'exploitation.

Néanmoins, sauf faute imputable au délégataire, ce dernier ne sera en aucune manière responsable des accidents ou préjudices subis par les usagers consécutifs à l'état de l'immeuble appartenant à la collectivité publique.

Le délégataire fera assurer auprès des compagnies notoirement solvables pour des sommes suffisantes les agencements et embellissements, même immeubles par destination, son matériel, au minimum contre les évènements suivants : incendie, explosions, foudre, fumées, chutes d'appareils de navigation aérienne ou d'engins spatiaux, franchissement du mur du son, tempêtes, action du vent, grêle, glace, choc de véhicule terrestre identifié ou non, acte de vandalisme, attentats, dommage provenant de tout liquide, effondrement de bâtiment, bris de machines, dommages électriques, pertes de recettes ou d'exploitation, frais supplémentaires, catastrophes naturelles, etc. ;

Les dommages corporels seront garantis à hauteur de **30 000 000 euros / sinistre**, valeur 2021.

Les garanties individuelles devront, au minimum, être conformes aux stipulations de l'article R-211-7 du Code des assurances.

Le délégataire est assuré de manière à couvrir parfaitement la responsabilité qu'il peut encourir, notamment en cas d'accident, intoxication alimentaire, de l'air ou d'empoisonnement pouvant survenir du fait de son exploitation.

Le délégataire fera son affaire personnelle de toute insuffisance éventuelle d'assurance du fait de son exploitation, sauf cas de force majeure et événements non assurables.

Les polices, assurant à concurrence de la valeur vénale les équipements, devront porter sur tous les risques : locatifs, eau, électricité, foudre, incendie et explosions, foudre, fumées, tempêtes, chute d'appareils de navigation aérienne, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, actes de vandalisme.

Il contractera en outre, pour son compte, une assurance le couvrant pour la perte d'exploitation et le préjudice résultant de l'annulation d'un évènement, pour l'indisponibilité de l'équipement faisant suite à un cas de force majeure.

Il doit être prévu dans le ou les contrats d'assurances souscrits par le délégataire, que :

- les compagnies ne pourront se prévaloir de déchéance pour retard de paiement des primes de la part du délégataire que 45 jours après la notification à la Ville de Strasbourg de ce

défaut de paiement. La Ville de Strasbourg aura la faculté de se substituer au délégataire défaillant pour effectuer ce paiement sous réserve de son recours contre le défaillant ;

- les compagnies d'assurance ont communication des termes spécifiques du présent contrat afin de rédiger en conséquence leurs garanties ;
- les compagnies d'assurances du délégataire renoncent à tous recours contre le délégant, le cas de malveillance excepté.

Les contrats d'assurance devront satisfaire les obligations suivantes :

- les compagnies ne pourront se prévaloir de déchéance pour retard de paiement des primes de la part du délégataire que 45 jours après la notification à la Ville de ce défaut de paiement. La Ville aura la faculté de se substituer au délégataire défaillant pour effectuer ce paiement sous réserve de son recours contre le défaillant ;
- les risques assurés seront réévalués au moins tous les trois ans.

Chaque année, avant la date d'échéance du contrat d'assurance, le délégataire doit procéder à une réactualisation des garanties.

Article 56.2 - Obligations du délégataire en cas de sinistre

Le délégataire doit prendre toutes dispositions pour qu'il y ait le moins d'interruption possible dans l'exécution du service, que ce soit du fait du sinistre ou du fait des travaux de remise en état engagés à la suite du sinistre.

En cas de sinistre, l'indemnité versée par les compagnies sera intégralement affectée à la remise en état de l'ouvrage et de ses équipements. A ce titre, les indemnités seront réglées au délégataire, qui devra se charger des travaux de remise en état, sans dépréciation de l'estimation de la valeur de l'équipement avant le sinistre. Si la durée des travaux devait excéder l'échéance de la délégation, la collectivité se réserve le droit d'assumer les travaux de remise en état. Dans ce cas, les indemnités lui seraient versées directement. Elle informera le délégataire de sa position dans les quinze jours après qu'elle ait eu connaissance du sinistre.

Les travaux de remise en état devront commencer immédiatement après le sinistre, après expertise et accord de la compagnie d'assurances, et au plus tard dans les six mois.

Les compagnies d'assurance auront communication des termes spécifiques de la présente convention afin de rédiger en conséquence leurs garanties, par une ampliation certifiée de la présente convention.

Toutefois, l'ensemble de ces dispositions n'engage pas la responsabilité du délégant si, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de la prime de ces assurances s'avéraient insuffisants.

Article 56.3 - Justification des assurances

Les attestations d'assurances devront être communiquées au délégant au plus tard quinze (15) jours après signature de la présente convention. Les avenants à ces polices seront à produire dans le même délai décompté à partir de leur souscription.

Toutefois, cette communication n'engage en rien la responsabilité de la collectivité pour le cas où, à l'occasion du sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de ces assurances s'avéreraient insuffisants.

Les attestations d'assurance font apparaître les mentions suivantes :

- le nom de la compagnie d'assurance,
- les activités garanties,
- les risques garantis,
- les montants de chaque garantie,
- les montants des franchises et des plafonds des garanties,

- les principales exclusions,
- la période de validité.

La non-production des attestations d'assurance, à la demande du délégant et dans le délai fixé par elle, peut donner lieu à l'application de la pénalité prévue à l'article 58 du présent contrat.

Dans l'hypothèse où le délégataire ne serait pas en mesure de produire ces attestations dans un délai de deux mois, le délégant pourra mettre en œuvre les dispositions de l'article 62.4.

X. GARANTIES, SANCTIONS ET CONTENTIEUX

Article 57 - Cautionnement

Le délégataire est tenu de fournir pendant toute la durée de la convention une garantie bancaire à première demande à hauteur de 10 000 euros.

Sur le cautionnement, seront prélevés le montant des pénalités et les sommes restantes dues à la collectivité par le délégataire en vertu du présent contrat, notamment les redevances.

Seront également prélevées sur le cautionnement, les dépenses faites en raison des mesures prises, aux frais du délégataire pour assurer la sécurité publique, la reprise de la délégation en cas de régie provisoire, ou la remise en bon état d'entretien des ouvrages et équipements en fin de contrat.

Toutes les fois qu'une somme quelconque aura été prélevée sur le cautionnement, le délégataire devra la compléter à nouveau dans un délai d'un mois.

La non-reconstitution du cautionnement, après une mise en demeure restée sans effet pendant un mois, ouvrira droit pour la collectivité à procéder à une résiliation sans indemnité.

Article 58 - Sanctions pécuniaires

Dans les conditions prévues ci-dessous, faute pour le délégataire de remplir les obligations qui lui sont imposées par la présente convention, et sans préjudice des dommages et intérêts envers les tiers ou de l'application des sanctions coercitives ou résolutoires applicables, des pénalités pourront lui être infligées par le délégant. Les pénalités sont prononcées au profit de la collectivité par la Maire de Strasbourg.

Les pénalités feront l'objet d'un titre de recette émis au maximum une fois par mois. Ces titres seront accompagnés du justificatif des calculs de pénalités du mois écoulé.

Les pénalités sont indiquées hors taxes. Leur montant sera majoré du taux de TVA en vigueur.

En cas de défaillance dans l'exploitation du service, sauf cas de force majeure, de destruction de l'équipement ou de retard imputable à l'administration ou à la collectivité, des pénalités seront appliquées au délégataire dans les conditions suivantes :

- en cas de retard dans l'entrée en fonctionnement du service ou d'interruption générale du service,
- en cas de non production des documents prévus au chapitre VIII, après mise en demeure de la collectivité restée sans effet dans le délai imparti,
- en cas d'interruption partielle du service, après mise en demeure de la collectivité restée sans effet dans le délai imparti,
- en cas de constatation de la non-conformité de l'exploitation du service aux prescriptions du présent contrat après mise en demeure de la collectivité restée sans effet dans le délai imparti,
- en cas de constatation du non-respect des règles en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité, après mise en demeure de la collectivité restée sans effet dans le délai imparti,

- en cas de négligence dans le renouvellement ou l'entretien des matériels, après mise en demeure restée sans effet dans un délai de quinze jours, sauf en cas de risque pour les personnes où le délai est de deux jours,
- en cas de retard de 45 jours dans le versement de la redevance, après mise en demeure de la collectivité restée sans effet pendant un mois.

La mise en demeure sera formalisée par une lettre recommandée avec accusé de réception.

Le montant de ces pénalités est de 500 € HT par infraction ou par jour de retard. Le versement des pénalités devra être effectué à compter de la réception de l'avis de paiement du receveur des finances.

S'agissant de la perte d'un ou de plusieurs labels d'exploitation relatifs au classement « Art et Essai » du cinéma municipal , la sanction pécuniaire serait égale à 60% du montant de la subvention normalement versée par le CNC au titre de la labellisation de l'année N-1.
Concernant l'exercice N+1 (2023), la non obtention des 3 labels « Recherche et Découverte », « Jeune Public » et « Patrimoine et Répertoire », (cf. article 5.2 du présent contrat), donnerait quant à elle lieu à une sanction pécuniaire forfaitaire de 3 000 € par label non obtenu.

Ces sommes seraient amputées au versement du solde de la subvention d'exploitation de l'année N.

Le montant des sanctions pécuniaires ne peut être porté au compte-rendu financier de l'exploitation.

Article 59 - Sanction coercitive : la mise en régie provisoire

Le délégataire assure la continuité du service en toutes circonstances, sauf en cas de force majeure ou de destruction totale des ouvrages ou de retard imputable à l'administration ou à la collectivité.

En cas d'interruption tant totale que partielle du service, la collectivité a le droit d'assurer le service par le moyen qu'elle juge bon.

Si l'interruption du service n'est pas due à un cas de force majeure ou à l'une des causes d'exonération mentionnées à l'alinéa précédent, il peut être décidé la mise sous séquestre. La collectivité peut soit reprendre le service en régie, soit en confier l'exécution à un tiers aux frais du délégataire. Elle peut à cet effet prendre possession temporairement des locaux, matériels, approvisionnement, véhicules de liaison, etc., et, d'une manière générale, de tout moyen nécessaire à l'exploitation.

La mise sous séquestre doit être précédée d'une mise en demeure adressée au lieu du domicile du délégataire, par lettre recommandée avec accusé de réception, et qui serait restée sans effet à l'expiration d'un délai de quinze jours, sauf en cas de mesures d'urgence visées à l'article suivant.

La mise sous séquestre cesse dès que le délégataire est de nouveau en mesure de remplir ses obligations, sauf si la déchéance est prononcée.

Article 60 - Mesures d'urgence

Outre les mesures prévues aux articles précédents, le délégant peut, en cas de carence grave du délégataire, de menace à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes, prendre toute mesure adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire de l'exploitation.

Les conséquences financières de ces décisions sont à la charge du délégataire, sauf force majeure, destruction totale des ouvrages, retard imputable au délégant ou circonstances indépendantes de la volonté du délégataire.

Article 61 - Contentieux avec les tiers

Le délégataire gère les contentieux liés à la délégation.

Toute indemnité due à des tiers par le fait du délégataire est prise en compte, à titre de dépense, au bilan de la délégation.

Toutefois, en cas de faute lourde du délégataire, les indemnités en cause restent à sa charge définitive, à titre de pénalités et ne sont pas intégrées au compte de la délégation.

Toute indemnité versée par une assurance au délégataire, quelle qu'en soit l'origine, est créditée au compte de la délégation.

XI. FIN DE CONTRAT

Article 62 - Cas de fin de contrat

Le contrat cesse de produire ses effets dans les conditions prévues aux articles ci-après :

- à la date d'expiration du contrat,
- en cas de résiliation du contrat pour motif d'intérêt général ou force majeur,
- en cas de déchéance du délégataire,
- en cas de dissolution ou redressement judiciaire ou liquidation du délégataire.

Article 62.1 - Expiration du contrat

À la date d'expiration du contrat, les investissements sont réputés être intégralement amortis.

Les biens, propriété de l'autorité délégante sont restitués à cette dernière en bon état d'entretien et de fonctionnement compte tenu de leur âge, de leur destination et de leur usage.

L'autorité délégante est subrogée au délégataire dans tous ses droits et obligations envers les tiers relatifs à l'exécution du service.

Article 62.2 - Résiliation du contrat pour motif d'intérêt général

La collectivité peut mettre fin au contrat avant son terme normal pour des motifs d'intérêt général, sous condition d'observer un préavis de trois mois, sauf cas d'urgence impérieuse.

La notification de la décision sera adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au lieu du domicile du délégataire.

Dans ce cas, le délégataire a droit à une indemnisation du préjudice subi.
Le montant des indemnités sera défini d'un commun accord par les parties. Il correspond notamment aux éléments suivants :

- la valeur nette comptable des investissements financés par le délégataire au titre du présent contrat sur la base des tableaux d'amortissement fournis par le délégataire et validés par le délégant ;
- la valeur de reprise des stocks et approvisionnements correspondant à une marche normale de l'exploitation ;
- les frais et charges de toutes natures liés à la rupture des contrats de travail, sauf en cas de reprise du personnel par le délégant ou un nouvel exploitant ;
- le gain manqué déterminé à l'amiable ou à défaut à dires d'expert mandaté conjointement par les deux parties.

En cas de désaccord, il sera fait application de la procédure décrite à l'article 70 du présent contrat.

L'indemnité est versée au délégataire par la collectivité délégante dans un délai de 3 mois à compter de la prise d'effet de la résiliation.

Article 62.3 - Résiliation pour force majeure

Au cas où des événements présentant les caractéristiques de la force majeure rendraient impossible pendant une période d'au moins 12 (douze) mois ou qui dépassera nécessairement 12 (douze) mois, l'exécution du contrat, sa résiliation peut être prononcée par le délégant, dans les conditions et selon les principes dégagés par la jurisprudence du Conseil d'Etat ou, à la demande du délégataire, par le tribunal compétent.

Les conséquences attachées à cette résiliation seront réglées dans les mêmes conditions que celles fixées à l'article 62.2 des présentes.

Article 62.4 - Résiliation pour faute grave

Le présent contrat sera résilié de plein droit, sans indemnités ni mise en demeure préalable :

- en cas de dissolution de la société ou de l'organisme ;
- en cas de cession non régulièrement autorisée du présent contrat à un tiers ;
- en cas de fraude ou de malversation de la part du délégataire.

La résiliation du présent contrat pourra être prononcée, mais après une mise en demeure préalable d'avoir à remédier aux manquements constatés, notamment :

- en cas d'inobservations graves et répétées des clauses du présent contrat ou de celles des documents qui y sont annexés ;
- si le service vient à être interrompu totalement ou partiellement pendant plus d'un mois, sauf cas de force majeure ;
- si, du fait du délégataire, la sécurité vient à être compromise par défaut d'entretien des installations ou du matériel ;
- dans tous les cas où par incapacité, négligence ou mauvaise foi, le délégataire compromet l'intérêt général.

Sous réserve du remboursement de la valeur nette comptable des investissements financés par le délégataire, la déchéance prononcée à l'encontre du délégataire n'ouvre droit à aucune indemnité pour ce dernier. Cependant, le délégant se réserve le droit de réclamer des dommages intérêts en réparation de son préjudice.

L'indemnité est versée au délégataire par le délégant dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification de la déchéance.

Article 62.5 - Dissolution, redressement judiciaire ou liquidation du délégataire

En cas de dissolution de l'organisme exploitant, le délégant pourra prononcer la déchéance sans attendre que les procédures engagées aient abouti (notamment la clôture de la liquidation amiable). Cette déchéance pourra donc intervenir de plein droit, dès la date de dissolution publiée au registre du commerce et sans que le délégataire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

En cas de redressement judiciaire de l'organisme, la déchéance pourra être prononcée si l'administrateur judiciaire ne demande pas la continuation de la convention dans le mois suivant la date du jugement.

Article 63 - Continuité du service en fin de contrat

Le délégant a la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le délégataire, de prendre pendant les derniers six mois du contrat toutes les mesures pour assurer la continuité du service en réduisant autant que possible la gêne qui en résultera pour le délégataire.

D'une manière générale, la collectivité peut prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif de l'ancien au nouveau régime d'exploitation.

Le délégataire doit, dans cette perspective, fournir à la collectivité tous les éléments d'information qu'elle estimerait utiles.

A la fin du contrat, le délégant sera subrogé aux droits et obligations du délégataire.

Le délégataire maintient un fonctionnement habituel de l'exploitation jusqu'à la fin de la présente convention.

En outre, le délégataire s'engage à ne pas prendre, l'année précédant l'expiration de la présente convention ou le cas échéant dès notification de la fin anticipée de la convention, de décision ou ensemble de décisions qui soient de nature à affecter substantiellement les conditions techniques, économiques et financières du service dont l'exploitation lui est confiée, ainsi que le personnel affecté à la délégation, sans l'accord préalable formalisé du délégant.

Article 64 - Reprise des autres contrats et engagements du délégataire

Au terme normal du présent contrat, le délégant se réserve le droit de poursuivre ou de faire poursuivre par un tiers de son choix, les contrats et engagements que le délégataire aura passés, pour son compte, avec des tiers pour l'exécution du présent contrat.

Le délégant notifiera sa décision au délégataire et à son cocontractant dans un délai de deux mois courant à compter de la date de notification de la résiliation, ou de l'échéance du contrat.

En cas de poursuite de l'un des contrats susvisés, le délégant se substituera, ou se fera substituer, dans les droits et obligations du délégataire, sans que celle-ci ou son contractant ne puisse en aucune manière s'y opposer.

En cas de non poursuite, le délégant ne pourra en aucune façon voir sa responsabilité recherchée, ni être tenue au versement d'une quelconque indemnité au bénéfice du délégataire ou de son cocontractant.

Le délégataire devra veiller à ce que soient insérées dans les contrats qu'il passe avec des tiers, les stipulations propres à permettre l'application du présent article.

En cas de méconnaissance par le délégataire d'une des stipulations du présent article, qui rendrait notamment impossible la poursuite par le délégant (ou tout tiers désigné par lui) de l'un des contrats ou engagements visé au présent article, le délégant pourra (sans préjudice des dispositions de l'alinéa précédent) obtenir la poursuite de la prestation, objet du contrat en cause, ou la réalisation d'une prestation de même nature, aux frais et risques du délégataire.

En cas d'expiration anticipée du présent contrat, et quelle qu'en soit la cause, le délégant pourra être substitué au délégataire dans le cadre des contrats que celui-ci aura passés, pour son compte, avec des tiers, ou pourra procéder à leur résiliation à ses frais et risques.

Le délégataire, dès lors, ne saurait supporter les conséquences de ces éventuelles résiliations, modifications ou adaptations des contrats décidées par le délégant.

Article 65 - Prise en main par un nouvel exploitant

Le délégataire prêtera son concours au nouvel exploitant pour faciliter sa prise en main progressive du service, jusqu'au transfert total à l'échéance du contrat de délégation, et assurer la parfaite continuité du service.

Le délégataire permettra notamment un accès concerté du nouvel exploitant aux installations du service pendant une période dont la durée sera à définir, mais qui ne pourra être inférieure à 2 mois.

Le délégataire s'engagera à ne pas entraver d'éventuelles démarches commerciales que le nouvel exploitant pourrait engager dans les six derniers mois avant la reprise effective du service.

Le délégataire prêtera un concours renforcé pour assurer une parfaite transmission de l'exploitation au nouvel exploitant le dernier jour de la délégation.

Au cas où des circonstances imprévues apparaîtraient dans les heures précédant l'échéance du contrat, qui pourraient affecter la continuité du service, le délégant pourra demander au délégataire de poursuivre momentanément quelques-unes des activités du service nécessaires pour assurer la continuité du service. Le délégataire ne pourra se soustraire à

cette demande. Le délégant rembourserait alors ensuite le délégataire des frais complémentaires engagés au-delà de la date et de l'heure d'échéance du contrat.

Article 66 - Libération et remise en état des lieux en fin de contrat

A la fin du contrat de délégation, le délégataire doit évacuer les lieux. Il est tenu de remettre à la collectivité, en état normal d'entretien, tous les biens et équipements qui font partie intégrante du contrat, tels qu'ils figurent à l'inventaire. A cette occasion un nouvel inventaire sera réalisé.

12 mois avant l'expiration normale de la délégation, les parties arrêteront et estimeront, après expertise, les travaux nécessaires à la remise en état normal d'entretien de l'ensemble des ouvrages délégués compte-tenu des états des lieux initiaux dressés conformément aux dispositions de l'article 26, et compte-tenu d'un état normal d'usure et de vétusté.

Le délégant peut exiger, le cas échéant, la remise en état initiale des biens affermés.

Le délégataire devra exécuter les travaux correspondants avant l'expiration de la délégation Si la remise en état n'est pas terminée dans le délai fixé par le délégant, le délégataire entendu, le délégant peut faire procéder d'office aux travaux nécessaires par un entrepreneur de son choix et poursuivre le remboursement de frais ainsi engagés par toutes voies de droit, auprès du délégataire défaillant.

Avant tout enlèvement de matériels ou marchandises, le délégataire doit justifier au délégant du paiement des impôts, des redevances restant éventuellement dues au délégant, des contributions et taxes dont il a la charge en raison de son activité dans le cadre du présent cahier des charges.

Ces enlèvements devront faire l'objet d'une autorisation expresse de l'autorité délégante.

Article 66 - Sort des biens en fin de contrat

Article 66.1- Biens de retour

Les biens de retour tels que définis à l'article 32.1 de la présente convention sont la propriété du délégant et reviennent obligatoirement à celui-ci à la fin de la gestion déléguée à titre gratuit.

Par dérogation, dans l'hypothèse où les biens acquis par le délégataire en cours de délégation n'auraient pas été entièrement amortis à la fin de la délégation et sous réserve d'une autorisation préalable expresse du délégant, ils donneront lieu au versement d'une indemnité correspondant à la valeur nette comptable du bien et payée dans les trois mois qui suivent la fin du contrat. Si une délibération est nécessaire, le délégant s'engage à ce que la délibération correspondante soit présentée au plus tard dans les six mois après la fin du contrat, le paiement de l'indemnité devant intervenir dans les trente jours suivant la délibération considérée.

Les biens de retour inscrits à l'inventaire, y compris leurs accessoires, sont remis au délégant en fin de contrat dans les conditions suivantes :

- ces biens doivent être remis en bon état d'entretien et de fonctionnement. A cette fin, le délégant et le délégataire établissent, un an avant la fin de la présente convention, un état des biens concernés et, s'il y a lieu, une liste des interventions (travaux d'entretien et travaux de renouvellement) que le délégataire devra avoir exécutées au plus tard un mois avant la fin de la présente convention. A défaut, il pourra se voir appliquer une pénalité égale aux dépenses que le délégant supportera pour réaliser les interventions prévues en lieu et place du délégataire, sans préjudice du droit pour le délégant d'exécuter à ses frais les opérations de maintenance nécessaires ;
- à la date de son départ, le délégataire assure le nettoyage des équipements et installations du service délégué, ainsi que l'évacuation de tous les objets inutilisables ;
- dans l'hypothèse où le délégataire n'a pas exécuté tout ou partie des travaux dont il a la charge en vertu notamment à l'article 30 de la présente convention, il verse au délégant

une somme correspondant au montant des travaux non exécutés, augmentée des pénalités prévues à l'article 58 du présent contrat.

En outre, à l'échéance du contrat, ou en cas de changement de délégataire pour quelque raison que ce soit, le délégataire s'engage à remettre au délégant une sauvegarde de l'ensemble des données actives et archivées depuis le début de la délégation, et ce dans un format directement exploitable par le délégant.

Article 66.2 - Biens de reprise

Le délégataire est propriétaire de ces biens pendant toute la durée de la délégation.

Le délégant n'a aucune obligation de rachat ou de versement d'une indemnité des biens de reprise. Cependant, lorsque le financement du bien de reprise a été réalisé après autorisation expresse du délégant, ce dernier rachètera le bien de reprise moyennant le paiement de la valeur nette comptable du bien considéré au terme effectif du contrat. La valeur des biens ne faisant pas l'objet d'amortissement, elle sera fixée à l'amiable.

En tout état de cause, si le délégant exerce cette option de rachat à la valeur nette comptable, le délégataire ne pourra s'y opposer.

En cas de désaccord entre les parties sur le montant de cette indemnité, il sera recouru par la plus diligente des parties à un expert qui sera rémunéré pour moitié par le délégant et pour moitié par le délégataire.

Cette indemnité sera payée dans le délai de trois mois suivant la remise des biens. Six mois avant l'expiration de la présente convention, les parties se retrouveront pour en arrêter le montant définitif.

Article 66.3 - Biens propres

Les biens propres pourront être rachetés par le délégant après accord des parties.
La valeur de ces biens sera fixée à l'amiable ou, à défaut à dire d'expert, et payée dans les 60 jours calendaires suivant leur rachat par le délégant.

Tout retard dans le paiement des sommes dues donnera lieu à intérêts de retard calculés selon le taux d'intérêt légal du décret en vigueur majoré de deux points.

L'inventaire prévu à l'article 26 fera l'état des biens propres, de retour et de reprise à la date d'entrée en vigueur de la convention. Cet état sera annexé à la présente convention et actualisé annuellement, lors de la remise des comptes-rendus annuels prévus par l'article 52 de la présente convention.

Article 67 - Reprise des stocks

Le délégant reprendra ou fera son affaire du rachat par le futur délégataire, contre indemnité, les stocks nécessaires à l'exploitation, financés en tout ou partie par le délégataire pour l'exploitation du service.

La valeur de ces stocks repris est fixée à l'amiable sur la base de sa valeur vénale ou à dire d'expert en cas de désaccord, les frais d'expertise étant à la charge du délégataire, et payée au délégataire dans les trois (3) mois qui suivent leur reprise par le délégant.

Dans les douze (12) mois précédent le terme du contrat, le délégataire communique au délégant la liste des stocks et le montant de l'indemnité prévisionnelle. Le délégataire communiquera au délégant, dans le mois qui précède la fin du contrat, la liste actualisée desdits stocks et le montant de l'indemnité proposée. L'indemnité définitive proposée sera fixée sur la base de la valeur nette comptable du stock au dernier jour de la délégation.

Article 68 - Sort du personnel en fin de contrat

6 mois avant l'expiration de la présente convention, les parties conviennent de se rapprocher pour examiner la situation des personnels, au regard des règles applicables.

Dans le cas d'une poursuite de l'exploitation par un nouvel exploitant, il est expressément convenu que les dispositions de l'article L1224-1 du Code du travail en matière de reprise du personnel s'appliquent.

XII. DISPOSITIONS DIVERSES

Article 69 - Procédure de règlement des différends et des litiges

Si un différend survient entre le délégataire et le délégant, le délégataire expose dans un mémoire les motifs du différend et toutes les conséquences de nature administrative, technique et/ou financière qui en résultent selon lui. Ce mémoire est transmis par lettre recommandée avec accusé de réception au délégant. Dans tous les cas et nonobstant l'existence de ce différend, le délégataire doit exécuter fidèlement les directives émanant du délégant ou relevant de la présente convention.

Le délégant notifie au délégataire sa proposition pour le règlement du différend dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la date de réception du mémoire.

L'absence de proposition du délégant dans ce délai équivaut à un rejet de la demande du délégataire.

Dans le cas où le délégataire ne s'estimerait pas satisfait de la décision du délégant, il doit dans un délai de 30 jours calendaires à compter de cette décision, qu'elle soit implicite ou explicite, saisir une commission de conciliation composée de trois personnes.

A cet effet, le délégataire et le délégant disposent d'un délai de 30 jours calendaires pour nommer chacun un conciliateur. Les deux conciliateurs ainsi nommés désignent d'un commun accord dans un délai de huit (8) jours calendaires le président de la commission de conciliation.

A défaut de nomination de tout ou partie des conciliateurs dans les délais précités, le Président du tribunal administratif de Strasbourg est saisi à la requête de la partie la plus diligente afin soit de désigner le(s) conciliateur(s) manquant(s), soit afin que le tribunal administratif exerce lui-même cette mission de conciliation.

La commission une fois constituée dispose d'un délai de 30 jours calendaires pour entendre les parties, requérir auprès d'elles toutes informations pertinentes et leur proposer une solution de règlement amiable de leur différend.

Dans le cas où, dans un délai de 30 jours calendaires, cette proposition ne rencontrerait pas l'assentiment des parties ou dans le cas où, dans ce même délai, la commission de conciliation ne ferait pas de proposition, le différend serait alors soumis au tribunal administratif de Strasbourg à la requête de la partie la plus diligente.

Article 70 - Nullité partielle

La nullité d'une ou plusieurs clauses du contrat n'entraîne pas la nullité de l'ensemble de celui-ci. Tout article ou disposition du contrat qui sera, totalement ou en partie seulement, tenu pour illégal, nul, invalide ou inapplicable sous l'empire des lois et règlements en vigueur, en tout lieu où ce contrat sera ou pourra être applicable, sera modifié dans la moindre mesure possible, permettant de rendre ledit contrat valide et applicable étant entendu que les parties négocieront de bonne foi, en tenant compte de l'esprit du contrat et de la commune intentions des parties, d'une disposition alternative à substituer à l'article ou la disposition tenu pour illégal, nul, invalide ou inapplicable. Toutes les autres dispositions resteront applicables et produiront leurs effets.

Article 71 - Election de domicile

Pour l'exécution de la présente et de ses suites, les parties font élection de domicile à Strasbourg.

En cas de changement de domiciliation du délégataire, et à défaut pour lui de l'avoir signifié par lettre recommandée avec accusé de réception, il est expressément convenu que toute délivrance sera valablement faite si elle l'a été au domicile susvisé.

Article 72 - Documents annexés au contrat

Sont annexés au présent contrat :

Annexe 1 : plan de l'équipement,

Annexe 2 : comptes prévisionnels cadre**,**

Annexe 3 : liste du personnel repris en vertu de l'article L 1224-1 du code du travail au 31 mars 2021,

Annexe 4 : répartition des obligations délégant / délégataire.

Annexe 5 : plan prévisionnel des renouvellements du ressort du délégataire,

Annexe 6 : grille tarifaire,

Annexe 7 : proposition d'enquête de satisfaction des usagers,

Annexe 8 : statuts de l'organisme,

Annexe 9 : note méthodologique sur la politique d'exploitation et de développement culturel, et les moyens mis en œuvre,

Annexe 10 : proposition d'état trimestriel d'activité.

- **Documents réalisés après la notification :**

Annexe 11 : état des lieux des ouvrages et biens d'exploitation et inventaire (réalisé dans les 30 jours calendaires suivant la notification du présent contrat) des biens mobiliers affermés et mis à la disposition du délégataire,

Annexe 12 : procès-verbal de prise en charge des équipements.

Fait à Strasbourg,
(en 2 exemplaires)

Le

L'Autorité Délégante La Ville de Strasbourg	**Le Délégataire de service public**
représentée par sa Maire,	représentée par son (ou sa) Président (e)

Transmission au Préfet pour le contrôle de légalité le :

Notifié au délégataire le :

Information au Préfet de la notification au Délégataire le :

Grille tarifaire

	2023		2024		2025		2026		2027		Part du nombre total d'entrées payantes par tarif
	n+1		n+2		n+3		n+4		n+5		
	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC	
Plein (ticket à l'unité)	7,58 €	8,00 €	7,58 €	8,00 €	7,58 €	8,00 €	7,58 €	8,00 €	7,58 €	8,00 €	25%
Réduit (pour l'achat d'un carnet de 10 tickets) *	4,74 €	5,00 €	4,74 €	5,00 €	4,74 €	5,00 €	4,74 €	5,00 €	4,74 €	5,00 €	25%
Séance jeune public	2,84 €	3,00 €	2,84 €	3,00 €	2,84 €	3,00 €	2,84 €	3,00 €	2,84 €	3,00 €	5%
Séance scolaire - dispositifs nationaux	2,37 €	2,50 €	2,37 €	2,50 €	2,37 €	2,50 €	2,37 €	2,50 €	2,37 €	2,50 €	18%
Séance scolaire - hors dispositif **	4,27 €	4,50 €	4,27 €	4,50 €	4,27 €	4,50 €	4,27 €	4,50 €	4,27 €	4,50 €	12%
Cartes UGC	3,70 €	3,90 €	3,70 €	3,90 €	3,70 €	3,90 €	3,70 €	3,90 €	3,70 €	3,90 €	15%
Prix moyen	**4,72 €**	**4,98 €**	**4,72 €**	**4,98 €**	**4,72 €**	**4,98 €**	**4,72 €**	**4,98 €**	**4,72 €**	**4,98 €**	**100%**
Carte de membre	12,50 €	15,00 €	12,50 €	15,00 €	12,50 €	15,00 €	12,50 €	15,00 €	12,50 €	15,00 €	

* Le tarif réduit est accessible à l'unité pour les catégories de spectateur·trice·s suivant·e·s :
- Les moins de 25 ans
- les personnes en situation de handicap (carte invalidité) et leur accompagnant
- Les demandeurs d'emploi
- Les intermittents du spectacle
- Les artistes auteurs
- La carte Evasion (pour les seniors)
- La carte Culture et la carte Atout Voir
- Les bénéficiaires du RSA
- Les cartes d'abonnés/adhérents des structures partenaires (à définir)
- Les volontaires en service civique
- Les cartes Jeun'Est

** Le tarif scolaire hors dispositif varie entre :
- 4€ TTC pour des films figurant dans la programmation du Cosmos
- 5€ TTC pour des propositions de séance hors programmation du Cosmos

8

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Une ordonnance verte pour les femmes enceintes de Strasbourg : participation à la stratégie de lutte contre l'exposition aux perturbateurs endocriniens.

Numéro V-2022-285

Les préoccupations concernant l'exposition de l'être humain à des substances chimiques affectant son système hormonal ne sont pas nouvelles : dès 1991, la déclaration de Wingspread voit apparaître le concept de perturbateur endocrinien au sein de la communauté scientifique. Pour autant, la prise en compte de l'impact des perturbateurs endocriniens sur la santé a fait l'objet d'une attention bien plus récente des pouvoirs publics, et le terme s'est depuis répandu dans le langage commun. Selon le baromètre IRSN 2019, la moitié des français interrogés considèrent ainsi aujourd'hui que les risques liés aux perturbateurs endocriniens sont forts.

La France est un pays précurseur sur cette question en Europe, et s'est dotée dès 2014 d'une Stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens (SNPE). À l'échelle nationale, la Ville de Strasbourg se positionne comme l'une des collectivités dynamiques concernant la lutte contre l'exposition de ses habitant-es aux perturbateurs endocriniens, au travers des actions menées depuis quelques années. Elle est notamment co-pilote avec la Ville de Paris du groupe « Perturbateurs endocriniens » du Réseau français des Villes-Santé de l'OMS.

Localement, les associations de parents d'élèves se sont tout d'abord emparées de la question des contenants plastiques dans la restauration scolaire dès 2016. Notre collectivité s'est ainsi engagée à remplacer progressivement ces barquettes par de la vaisselle inerte réutilisable dans les cantines scolaires ; à ce jour, 57 % des effectifs scolaires sont concernés par cette mesure. La prise de conscience de l'importance de ce sujet a par ailleurs conduit la Ville de Strasbourg à rejoindre, par motion au Conseil municipal du lundi 22 janvier 2018, la charte « Villes et territoires sans perturbateurs endocriniens » initiée par le Réseau Environnement Santé (RES). Cet engagement est un symbole fort et répond à une volonté d'agir sur cet enjeu majeur de santé publique. Cette action est inscrite au cadre stratégique du Plan Climat de la Ville de Strasbourg voté en 2021 dans son axe 2 Strasbourg Ville Résiliente qui place la nature au cœur de sa politique d'adaptation au changement climatique, Objectif 6 Promotion de la santé et transformation écologique du territoire, Fiche 6.4.3 « une ordonnance verte pour les femmes enceintes ».

Par ailleurs, la Ville de Strasbourg dispose historiquement de compétences spécifiques en ce qui concerne la protection maternelle et infantile (PMI) par délégation de la Collectivité européenne d'Alsace et la santé scolaire par délégation de l'Éducation nationale. La Ville est ainsi dotée d'une véritable force d'action en matière de santé et de périnatalité.

Afin d'aller plus loin vers la réduction de l'exposition aux perturbateurs endocriniens, il est proposé de consolider la politique déjà engagée et de mettre l'accent sur la protection des femmes enceintes et de leur futur enfant, et ce, au-delà des inégalités territoriales et sociales au travers :

- d'une stratégie renforcée de lutte contre les perturbateurs endocriniens,
- de la mise en place d'une « ordonnance verte » à destination de toutes les femmes enceintes du territoire Strasbourgeois.

- **Protéger les populations contre l'exposition aux perturbateurs endocriniens : un enjeu prioritaire**

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), *« un perturbateur endocrinien est une substance ou un mélange de substances, qui altère les fonctions du système endocrinien et de ce fait induit des effets néfastes dans un organisme intact, chez sa progéniture ou au sein de (sous)-populations ».*
Ces substances sont omniprésentes dans l'environnement quotidien et entrent dans la composition de nombreux produits : produits ménagers, cosmétiques, alimentation et contenants, mobiliers, jouets, textiles, matériaux de construction etc. Dans le cadre du programme national de biosurveillance, il a par ailleurs été démontré que certains perturbateurs endocriniens (phtalates, bisphénols, …) étaient présents dans l'organisme de l'ensemble de la population, avec des niveaux d'imprégnation plus élevés chez les enfants.

À l'origine de mécanismes d'action complexes, les perturbateurs endocriniens ont des effets néfastes sur l'environnement et sur la santé humaine. De nombreuses études ont démontré un lien probable entre des expositions, potentiellement multiples et chroniques, et des troubles de la croissance, du développement sexuel ou neurologique, des troubles de la reproduction ainsi que l'apparition de cancers hormono-dépendants et maladies métaboliques comme le diabète.

Les effets des perturbateurs endocriniens sont particulièrement délétères lors de certaines périodes appelées « fenêtres d'exposition » correspondant à la vie fœtale, l'enfance et la puberté. Une exposition lors de la grossesse peut ainsi causer des anomalies du développement intra-utérin de l'enfant, mais aussi l'apparition plusieurs années après (voire dans les générations suivantes) de troubles et de pathologies à l'âge adulte. Le contrôle et la réduction de l'exposition aux perturbateurs endocriniens pendant la grossesse apparaît donc comme un enjeu prioritaire.

La suppression des perturbateurs endocriniens à la source est un des objectifs à poursuivre pour réduire ces expositions. Cette mesure relève des échelles européenne et nationale, pour lesquelles la réglementation actuelle ne prend pas suffisamment en compte les perturbateurs endocriniens et doit nécessairement évoluer de manière plus contraignante vis-à-vis du secteur industriel.

Dans l'attente d'une telle évolution, un changement des comportements par l'adoption de bons gestes au quotidien doit pleinement participer à prévenir les effets néfastes des perturbateurs endocriniens sur la santé. Le rôle de la collectivité est alors d'apporter des outils pour accroître les connaissances des habitant-es et accompagner l'adoption de réflexes leur permettant de limiter l'exposition aux perturbateurs endocriniens présents dans leur environnement.

- **La stratégie de la collectivité pour lutter contre l'exposition des citoyens aux perturbateurs endocriniens**

Dans le cadre de la charte « Villes et territoires sans perturbateurs endocriniens », la collectivité a développé un programme d'actions contribuant à :

- améliorer ses pratiques d'achats et ses modalités d'intervention interne en vue de limiter la présence de perturbateurs endocriniens : diagnostic d'exposition mené en 2021 dans une structure petite enfance aboutissant à l'édition d'un guide « Vers une crèche sans perturbateurs endocriniens », réflexions vers une commande publique plus vertueuse à l'appui notamment du Schéma de Promotion des Achats Socialement et Écologiquement Responsables (SPASER) ;
- permettre un meilleur partage des connaissances et l'adoption de pratiques plus vertueuses auprès du public : ateliers collectifs de sensibilisation aux perturbateurs endocriniens menés entre 2019 et 2021 auprès de femmes enceintes et de jardiniers amateurs, globalement bien appréciés du public.

L'ambition de la collectivité est de poursuivre et renforcer cette dynamique en articulant une stratégie complète et pionnière. Celle-ci s'intégrera notamment au futur Contrat local de santé III de la Ville de Strasbourg. Elle s'articulera sur les volets suivants :

- **Communication, information et sensibilisation** : En plus de la poursuite des actions de sensibilisation déjà engagées, un plan de communication dédié à la question des perturbateurs endocriniens sera décliné. L'enjeu est d'acculturer le grand public à ce sujet « émergent » et de communiquer largement sur les bons gestes à adopter pour s'en protéger. Cette démarche se traduira par l'organisation de conférences et webinaires grand public, d'ateliers à destination des publics vulnérables, l'édition de supports de communication, …

- **Renforcement de la commande publique vertueuse** : La commande publique est un levier majeur pour réduire voire supprimer la présence de perturbateurs endocriniens dans l'environnement du quotidien. Les marchés publics de la collectivité doivent nécessairement contraindre les fournisseurs à proposer, dans la mesure du possible, des produits exempts de perturbateurs endocriniens.

  Le travail en lien avec le service de la commande publique sera ainsi amplifié afin d'intégrer des critères spécifiques dans les marchés, en s'appuyant notamment sur un décret récent visant à la mise en ligne des informations permettant d'identifier les perturbateurs endocriniens dans les produits.

- **Mise en réseau et partage d'expériences** : La Ville de Strasbourg, au travers de ses actions, dispose d'outils à valoriser et partager. Il est ainsi proposé

d'accompagner les communes de l'Eurométropole et les acteurs privés (structures de petite enfance, aménageurs et constructeurs, …) dans la réduction de l'exposition des usagers aux perturbateurs endocriniens. Cet axe s'appuiera sur la formation de groupes de travail pour le partage d'outils et d'expertise, et l'édition de fiches méthodologiques et de guides pratiques.

- **La mise en œuvre d'une « ordonnance verte »**

L'objectif du projet d'ordonnance verte est de protéger la santé des strasbourgeoises et de leur futur enfant, et de les rendre actrices en :

- les sensibilisant aux enjeux de santé environnementale, à l'existence des perturbateurs endocriniens et leurs impacts potentiels sur la santé en vue de l'adoption de bons gestes,
- les accompagnant dans ce changement par un accès facilité à une alimentation saine. Les perturbateurs endocriniens étant présents dans de nombreux aliments, une alimentation issue de l'agriculture biologique permet en effet de s'affranchir de cette exposition.

L'impact attendu est une augmentation de la connaissance en santé environnementale, et par conséquent une modification durable des comportements dans un souci de réduction des risques.

Toute femme enceinte de la Ville de Strasbourg pourra prendre part au dispositif, dont l'accès sera prescrit par un-e professionnel-le de santé (médecin généraliste, sage-femme, gynécologue, etc.) et se matérialisera par une « ordonnance verte ». À l'appui de l'expérimentation menée en 2019, la prescription donnera droit à :

- **Des ateliers de sensibilisation à la santé environnementale et aux perturbateurs endocriniens avec un-e éco-conseiller-e ou autre professionnel-le**

Les bénéficiaires participeront à trois séances de sensibilisation : une dès l'entrée dans le dispositif, une au cours de la grossesse, et une optionnelle en fin de grossesse voire juste après la naissance. Les thématiques abordées pourront être les suivantes :

- Les perturbateurs endocriniens : de quoi s'agit-il, où les retrouve-t-on, quels bons gestes pour s'en protéger ? ;
- L'intérêt d'une alimentation saine et biologique pour la santé ;
- L'environnement du futur enfant : qualité de l'air intérieur, bruit, cosmétiques, jouets, produits ménagers, mobilier, …

- **La distribution hebdomadaire de paniers de légumes issus de l'agriculture biologique**

L'approvisionnement hebdomadaire de paniers sera effectué à titre gracieux, dans l'un des points de retrait du territoire. Ces paniers seront exclusivement composés de fruits et de légumes issus de circuits courts.

L'organisation de l'approvisionnement sera prise en charge par un prestataire désigné par marché public, producteur local ou association pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP).

Par ailleurs, la mobilisation des femmes enceintes pour rejoindre le dispositif sera assurée par un prestataire dédié. La communication pourra s'appuyer sur la déclaration de grossesse, en lien avec les services de PMI, et être relayée par les professionnels de santé ainsi que les institutions partenaires (CPAM, CAF, …).

Ce projet pluriannuel sera lancé en 2022. Une première expérimentation d'une durée d'un an visera à accompagner environ 800 femmes enceintes.

La mise en œuvre de cette expérimentation requiert le lancement d'un marché de prestations d'un an, comprenant a minima trois volets :

1. La mobilisation du public de femmes enceintes pour l'entrée dans le dispositif, estimé à 30 000 € TTC,
2. L'organisation de séances de sensibilisation par un prestataire spécialisé en santé environnementale, estimé à 30 000 € TTC,
3. La distribution des paniers de légumes par un opérateur du territoire (AMAP ou autres), estimé à 270 000 € TTC.

Le montant total du projet intégrant ces trois volets sur une durée d'un an est de **330 000 € TTC**.

L'intégralité de cette première expérimentation sera financée par la collectivité ; à terme, des co-financements par d'autres acteurs du territoire seront recherchés lors de la relance du dispositif. Plus particulièrement, ce projet s'intégrera au Contrat local de santé III de la Ville de Strasbourg donnant ainsi lieu à des partenariats et financements dédiés.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu la motion au Conseil du 22 mars 2018 relative à l'engagement de la Ville de Strasbourg dans la charte « Villes et Territoires sans perturbateurs endocriniens » proposée par le Réseau environnement et santé (RES),
après avoir délibéré,

approuve

- *Les orientations générales de la politique de lutte contre l'exposition aux perturbateurs endocriniens de la Ville de Strasbourg,*
- *L'expérimentation d'une « Ordonnance verte » à destination des femmes enceintes du territoire pour un montant de 330 000 € TTC sur un an.*

décide

- *d'imputer la dépense dédiée à la sensibilisation et à la distribution de paniers, estimée à 300 000 € TTC, sur le budget du service Hygiène et santé environnementale fonction 512 – nature 617 – activité SE 00C*
- *d'imputer la dépense liée à la mobilisation du public cible, estimée à 30 000 € TTC, sur le budget du service Santé et autonomie ligne AS05A – 6226*

autorise

- *la Maire ou son-sa représentant-e à lancer la procédure d'appel d'offres, conformément au code des marchés publics et à signer et exécuter les marchés en résultant.*

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144787-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Conseil municipal du 21 mars 2022

Point 8 à l'ordre du jour : Une ordonnance verte pour les femmes enceintes de Strasbourg : participation à la stratégie de lutte contre l'exposition aux perturbateurs endocriniens.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 56 voix + 2
+2 : M. Joël STEFFEN et M. Jean WERLEN ont rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitaient voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 21 MARS 2022 - Point n°8

Une ordonnance verte pour les femmes enceintes de Strasbourg : participation à la stratégie de lutte contre l'exposition aux perturbateurs endocriniens.

Pour	Contre	Abstention
56	0	0

AGHA BABAEI Syamak, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline

9

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Groupe Scolaire Camille Claus : implantation du restaurant scolaire dans le Foyer Saint Joseph.

Numéro V-2022-223

L'école Camille Claus est la plus grande école maternelle de Strasbourg (14 classes). Elle bénéficie d'un bâtiment à l'architecture remarquable, dessiné au début du XXe siècle par les architectes de la Ville Johann Karl Ott et Fritz Beblo. Malgré une extension en 1996, les surfaces sont arrivées à saturation et ne permettent plus de répondre aux besoins actuels. Par ailleurs, une association sportive (Gymnastique Cercle Saint Michel) occupe la moitié du gymnase de l'école.

Le restaurant scolaire, actuellement implanté au rez-de-jardin, est largement sous-dimensionné. L'office et la salle de restauration présentent des surfaces insuffisantes au regard des effectifs de pensionnaires. Le restaurant possède une capacité de 144 repas en 2 services de 72 repas, ce qui représente seulement 39 % de l'effectif total de l'école maternelle (372 élèves en 2019).
Le restaurant ne répond pas aux standards de fonctionnement de la collectivité et plusieurs espaces font défaut : un hall d'accès comprenant une zone de lavage des mains, des sanitaires enfants, des sanitaires adultes, un local ménage, un local déchet.

Le Foyer St Joseph qui est implanté en limite de cour d'école a été mis en vente fin 2020 par la paroisse du même nom. La ville de Strasbourg en a fait l'acquisition.
Ce bâtiment s'articule autour d'un vaste rez-de-chaussée surélevé (625 m² type salle de sport grande hauteur) auquel était associé un restaurant. Cet équipement est complété par un entresol (au niveau -1) bénéficiant d'un apport généreux de lumière naturelle, un parking sous-terrain d'une trentaine de places (au niveau -2) et deux logements (R+1 et R+2).

Les études de faisabilité ont montré la possibilité d'implanter le nouveau restaurant scolaire au niveau -1 avec accès direct à la cour de l'école, ce qui permet de préserver l'étage sportif pour les besoins de l'école et du quartier.

<u>Programme des travaux :</u>

La réhabilitation du foyer Saint Joseph permet de répondre aux besoins scolaires de l'école Camille Claus voisine, par :

- le transfert et l'agrandissement de la restauration scolaire afin de répondre à la fréquentation de 95 % des élèves ; le programme intègre la préparation sur place,
- le transfert de l'activité du Cercle Saint Michel (gymnastique) sur une surface de 200 m².

Un espace de 400 m² dans le gymnase ainsi que l'actuel espace vestiaire restent alors disponibles et à aménager. Cette prestation figurera en tranche conditionnelle dans le marché du maître d'œuvre et fera éventuellement l'objet d'une augmentation de l'autorisation de programme ou d'une opération ultérieure.

Le projet s'accompagne de la modification de la rampe actuelle du foyer, dont la forme et le positionnement nuisent à la fonctionnalité future du restaurant, du gymnase et du parking.
La libération des espaces dans l'école permet par ailleurs dans le cadre d'une opération à venir de :
- créer un pôle périscolaire de surface adaptée aux effectifs de l'école,
- créer 2 salles de jeux supplémentaires dans les espaces du gymnase historique libérés suite au transfert de l'activité du Cercle St Michel dans le Foyer St Joseph,
- créer 2 salles de classe supplémentaires.

Stratégie énergétique et environnementale :
La réhabilitation du foyer Saint-Joseph sera réalisée sur un niveau BBC rénovation. Un niveau de performance passif (hors consommations cuisine) est étudié en option. De plus le recours aux énergies renouvelables sera proposé par le biais d'une production photovoltaïque en maximisant la part autoconsommée et d'une production d'eau chaude sanitaire solaire pour les logements.

Mise en accessibilité
Le projet prévoit la mise en accessibilité du foyer Saint-Joseph.

Coût des travaux :

L'estimation du coût de l'opération s'élève à 6 050 000 € TTC et se décline comme suit :

- Travaux (rénovation et mise en conformité du gymnase existant, extension, aménagements extérieurs)	5 100 000 € TTC
- Honoraires (maîtrise d'œuvre, contrôleur technique, coordination sécurité-santé, etc.)	750 000 € TTC
- Divers (publications légales, panneau de communication, aléas, etc.)	200 000 € TTC

Calendrier :

Le planning prévisionnel de l'opération est le suivant :

- Études de programmation :	1er trimestre 2022
- Procédure de choix du maître d'œuvre :	février à septembre 2022

- Études de maîtrise d'œuvre : octobre 2022 à septembre 2023
- Consultation des marchés travaux : quatrième trimestre 2023
- Démarrage des travaux : premier trimestre 2024
- Livraison : septembre 2025

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le projet d'implantation du restaurant scolaire dans le Foyer Saint Joseph pour le Groupe Scolaire Camille Claus, conformément au programme ci-avant exposé,

décide

d'imputer les dépenses d'investissement de 6 050 000 € TTC des travaux de réhabilitation du Foyer Saint Joseph et d'implantation du restaurant scolaire Camille Claus sur l'autorisation de programme 1343,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :
- *à mettre en concurrence les marchés d'études, de travaux et de fournitures des différentes phases de travaux, conformément au Code des Marchés Publics et à signer tous les actes en résultant ;*
- *à signer les dossiers de demande de déclaration préalable, de permis de démolir et de construire ;*
- *à solliciter auprès de la Collectivité européenne d'Alsace, de la Région Grand-Est, et des autres financeurs les subventions y afférentes et à signer tous les actes en résultant.*

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022

(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144446-DE-1-1)

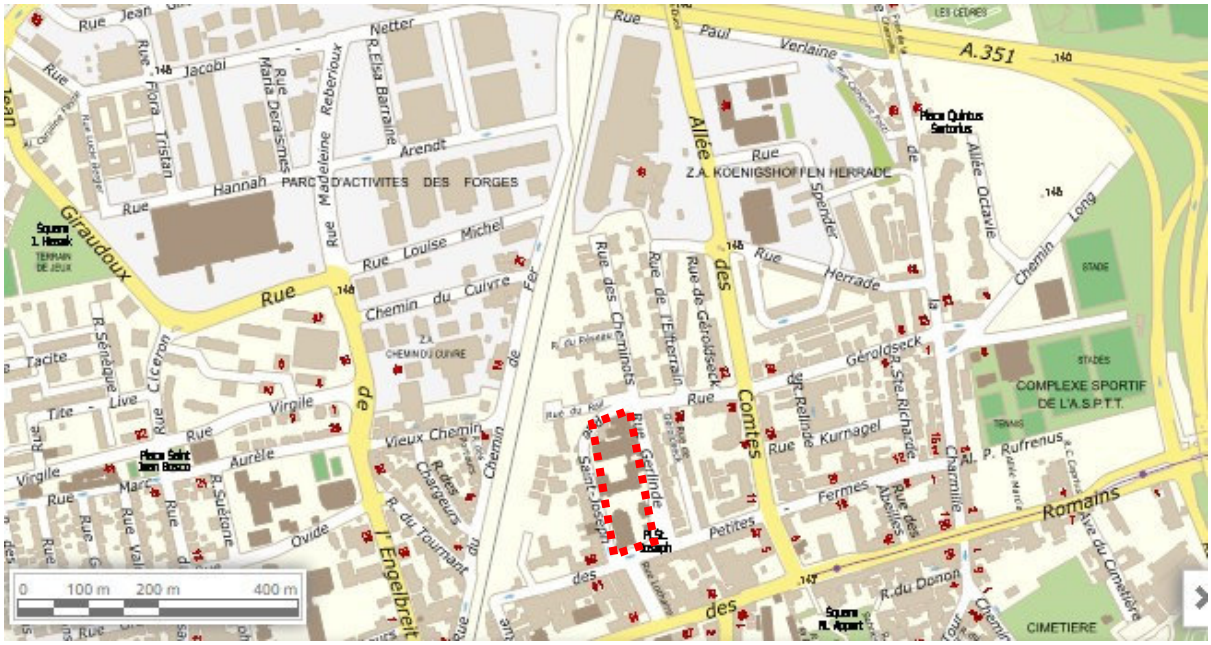
et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Groupe Scolaire Camille Claus :
implantation du restaurant scolaire dans le Foyer Saint Joseph

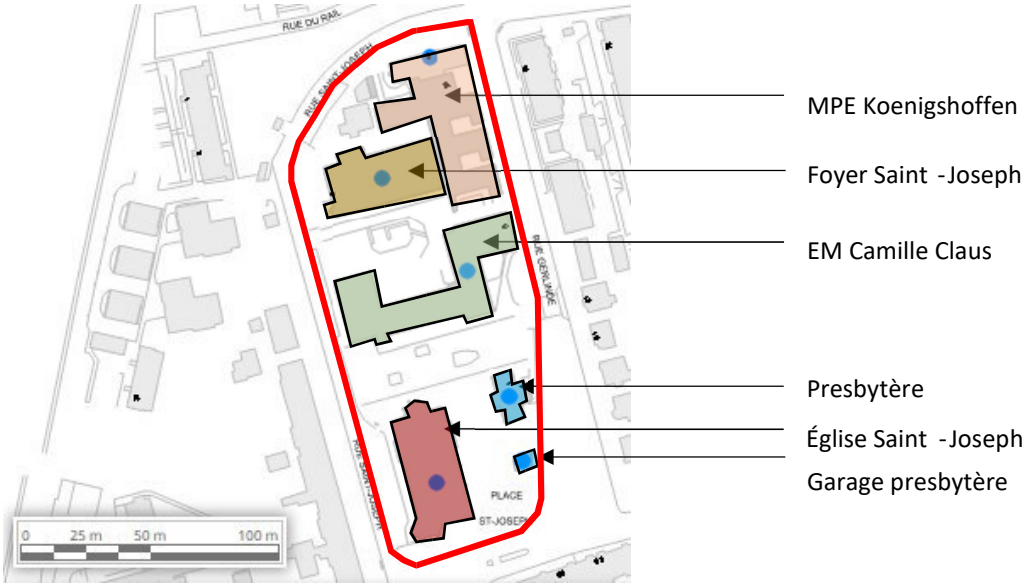
Annexe 1 : plan de situation



Annexe 2 : vue du quartier



Annexe 3 : vue des abords en limite Nord du site



10

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Transformation des jardins d'enfants municipaux en crèche.

Numéro V-2022-264

La loi pour une école de la confiance du 28 juillet 2019, prévoit l'instruction scolaire obligatoire à partir de 3 ans. Cette loi impacte tous les jardins d'enfants (JE) dont les jardins d'enfants municipaux où sont accueillis les enfants jusqu'à 4 ans.

Par conséquence la ville prévoit de transformer les jardins d'enfants municipaux en crèches pour enfants de 10 semaines à 3 ans permettant un accueil de qualité et un service complet avec possibilité d'accueil à temps plein et la restauration pour tous.

6 jardins d'enfants municipaux fonctionnent à ce jour: Fritz, Bâle, Stoltz, Tuileries, Flandre et Canardière. À l'exception du site Canardière qui a été entièrement restructuré en 2010, ces structures ne répondent plus de façon suffisante aux besoins des familles et des enfants et ne permettent pas l'accueil d'enfants de moins de 2 ans. Les contraintes de locaux ne permettent pas d'offrir un service de restauration pour tous les enfants ni des espaces de sommeil nécessaires.

En conséquent, et conformément aux orientations de la Ville en matière de politique petite enfance adoptées en Conseil Municipal le 21 juin 2021, il est proposé de transformer les 6 jardins d'enfants municipaux en crèche.

La présente délibération a pour objet d'engager, pour un montant total de 3 600 000 € TTC, **les projets de transformation de 3 jardins d'enfants en multi-accueil :**

- jardin d'enfants - halte-garderie Fritz,
- jardin d'enfants - halte-garderie Bâle,
- jardin d'enfants et halte-garderie Flandre.

Les transformations sont proposées à partir des locaux existants moyennant des travaux d'aménagement qui ne nécessitent pas de restructuration lourde.
L'objectif dans un équipement Petite Enfance de type crèche est de pouvoir offrir à chaque enfant accueilli, un lieu de jeux et de motricité, un espace de repos, un espace adapté pour se restaurer, ainsi que des espaces sanitaires associés en nombre suffisant.
L'étude pour une cuisine permettant la préparation des repas sur place ou le cas échéant en liaison chaude dans chacun des établissements est intégrée dans cette évolution.

Il est prévu la mise en accessibilité des 3 établissements en application de l'arrêté du 8 décembre 2014 relatif à l'accessibilité des personnes handicapées des ERP situés dans le cadre bâti existant.

Stratégie énergétique et environnementale :

Les transformations des jardins d'enfants en crèche ne nécessitent pas de gros travaux de restructuration mais des adaptations des locaux existants, l'amélioration énergétique sera donc apportée au niveau des interventions projetées. Les travaux de remplacement de la production et distribution de chaleur permettront également d'améliorer le bilan énergétique des bâtiments si besoin.

Les options constructives et techniques retenues permettront de réduire au maximum les risques de dégradation et de pollution de l'air intérieur, notamment par des COV (composés organiques volatiles) et autres substances chimiques nocives :
- maîtrise des sources de pollutions potentielles,
- mise en œuvre d'une ventilation efficace.

Descriptif des opérations

a- Transformation du Jardin d'enfants - halte-garderie Fritz

Le bâtiment construit sur 4 niveaux à la fin du XIX^{ème} siècle a dès son origine accueilli une crèche. La ville de Strasbourg a pris en charge cette structure accueillant un Jardin et Foyer d'enfants en 1945. Il a fait l'objet d'une restructuration en 1991 qui a intégré un système de restauration en liaison froide en rez-de-jardin. Une mise en sécurité a été réalisée en 2008.
Le jardin d'enfants et halte-garderie sera transformé en une crèche de 40 places.
Il s'agit également de proposer aux enfants accueillis dans cette structure une restauration de qualité, avec des produits locaux et adaptés à la petite enfance, par une cuisine avec préparation sur place.

Programme des travaux

- Au rez-de-jardin:
- réorganisation de la cuisine pour l'adapter aux besoins d'une préparation sur place.
- création des locaux annexes et règlementaires : locaux de stockage, déchets, vestiaires, locaux détentes.
- adaptations pour accès par ascenseur.

- Au Rez-de-Chaussée et 1er étage : 2 unités de vie
- adaptations pour création de 2 unités de vie composées de 2 salles de jeux, 2 salles de repos, une salle de motricité, une salle de repas.
- agrandissement du bureau de la direction.
- création de locaux ménage et adaptation des locaux de propreté.

- Au 2ème étage :
- préservation des espaces dévolus aux enfants (dont les activités peuvent se dérouler également au RdC ou 1er étage, dans le cas de présence d'enfants handicapés moteurs) ainsi qu'au personnel.
- transformation d'un local rangement en point de lecture.

Calendrier :
Le planning prévisionnel de l'opération est le suivant :

- Études de maîtrise d'œuvre : 3ème trimestre 2021 et 1er trimestre 2022
- Consultation des marchés travaux : 2ème trimestre 2022
- Démarrage des travaux : Juillet 2022
- Livraison : Aout 2023

b- Transformation du Jardin d'enfants - halte-garderie Bâle
Le bâtiment en R+1 plus combles, situé au 138 rue de Bâle est propriété du bailleur social Ophéa. La Ville de Strasbourg le loue en vertu d'un contrat de location entré en vigueur le 1er juillet 1996, d'une durée de 9 ans, renouvelé tacitement depuis. Par conséquent, la réalisation des travaux projetés est soumise à autorisation préalable du propriétaire. Une demande a été faite en ce sens par la collectivité.
Le jardin d'enfants et halte-garderie qui se développe sur un R+1 et sous-sol sera transformé en crèche de 60 places.
Il s'agit également de proposer aux enfants accueillis dans cette structure une restauration de qualité, avec des produits locaux et adaptés à la petite enfance, par une cuisine avec préparation sur place.

Programme des travaux :

Au sous-sol :
- création d'un local pour stockage de produits secs de 20 m².

Au Rez-De-Chaussée :
- adaptation de la cuisine pour cuisine de restauration sur place y compris locaux du personnel.
- amélioration fonctionnelle des locaux suivants : lingerie, salle de propreté, salles de jeux, salle de motricité.
- création salle de repos supplémentaire.

Au 1er étage :
- création de 2 salles de repos.
- amélioration fonctionnelle des locaux suivants : sanitaires, local du personnel, salle de jeux côté ouest.

Combles:
- création d'une salle de motricité (pour petit groupe).
- création d'une salle de réunion pour le personnel, au-dessus salle d'activités.

Calendrier :
Le planning prévisionnel de l'opération est le suivant :

- Études de maîtrise d'œuvre : 2ème trimestre 2022 et 3ème trimestre 2022
- Consultation des marchés travaux : 4ème trimestre 2022
- Démarrage des travaux : Juillet 2023

- Livraison : Août 2024

c- Transformation du Jardin d'enfants et halte-garderie Flandre
Le jardin d'enfants et halte-garderie est situé en rez-de-chaussée du bâtiment - propriété du bailleur social Ophéa- situé 8 rue de Flandre.
Le jardin d'enfants et halte-garderie, qui se développe sur un rez-de-chaussée sera transformé en crèche de 20 places.

Programme des travaux :
Au Rez-de-Chaussée :
- création d'une salle de repos.
- agrandissement des espaces de préparation des repas.

Calendrier :
Le planning prévisionnel de l'opération prévoit des travaux sur la période 2025-2026.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *l'opération de transformation du jardin d'enfants et halte-garderie Fritz en crèche conformément au programme ci-avant exposé ;*

- *l'opération de transformation du jardin d'enfants et halte-garderie Bâle en crèche conformément au programme ci-avant exposé ;*

- *l'opération de transformation du jardin d'enfants et halte-garderie rue de Flandre en crèche conformément au programme ci-avant exposé ;*

décide

- *d'imputer les dépenses d'investissement des travaux de transformation du jardin d'enfants et halte-garderie Fritz en crèche sur la ligne budgétaire créée au BP 2022 (Programme provisoire 20008) fonction 64 nature 2313 ;*

- *d'imputer les dépenses d'investissement des travaux transformation du jardin d'enfants et halte-garderie Bâle en crèche sur la ligne budgétaire créée au BP 2022 (Programme provisoire 20009) fonction 64 nature 2313 ;*

- *d'imputer les dépenses d'investissement des travaux de transformation du jardin d'enfants et halte-garderie rue de Flandre en crèche sur la ligne budgétaire qui sera créée au BP 2022 (Programme provisoire 20007) fonction 64 nature 2313 ;*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :

- *à mettre en concurrence les marchés d'études, de travaux et de fournitures conformément à la réglementation des Marchés Publics et à signer et exécuter tous les actes en résultant ;*

- *à signer les dossiers de demande de permis de démolir et de construire ;*

- *à lancer toutes les procédures administratives nécessaires ;*

- *à solliciter auprès de la CAF du Bas Rhin et des autres financeurs les subventions y afférentes et à signer tous les actes en résultant.*

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144675-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Conseil municipal du 21 mars 2022

Point 10 à l'ordre du jour : Transformation des jardins d'enfants municipaux en crèche.

SERVICE DES ASSEMBLEES

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 62 voix + 2
+2 : Mme Hülliya TURAN, qui détenait également la procuration de M. Aurélien BONNAREL, a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 21 MARS 2022 - Point n°10

Transformation des jardins d'enfants municipaux en crèche.

Pour **62**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZOURGUI Nadia**
Contre **0**	
Abstention **0**	

11

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Travaux de dépollution et de déconstruction d'immeubles situés à Strasbourg et propriétés de la Ville de Strasbourg.

Numéro V-2022-187

La délibération porte sur l'engagement de l'opération de dépollution et déconstruction de l'immeuble situé 7 route des Romains, propriété de la Ville de Strasbourg. Il s'agit d'une démolition rendue nécessaire compte-tenu de l'insalubrité du bâtiment et de son très mauvais état.

La Ville de Strasbourg a acquis de l'Eurométropole de Strasbourg le 11/02/2011 un ensemble bâti situé 7 route des Romains, cadastré Section MZ N°54 de 3,86 ares. L'ensemble, libre de toute occupation, est constitué d'un bâtiment (ancienne imprimerie) de 275 m².

Les travaux de déconstruction évalués à 70 000 € TTC consistent en l'établissement des différents diagnostics, la coupure des réseaux, le désamiantage, le curage intérieur, la déconstruction du bâti, le nivellement de la parcelle et la réalisation d'une clôture à l'alignement.

Les travaux interviendront de manière prévisionnelle au courant du second semestre 2022.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *l'opération de dépollution et déconstruction de l'ensemble immobilier sis 7 route des Romains à Strasbourg conformément au programme ci-avant exposé,*

décide

- *d'imputer les dépenses d'investissement pour les travaux de dépollution et déconstruction de l'immeuble situé 7 route des Romains sur le programme 941, CRB : CP71,*

autorise

la Maire ou son-sa représentante :

- *à solliciter auprès des autorités compétentes le permis de démolir et toutes autres autorisations nécessaires ;*

- *à solliciter auprès de tous les partenaires concernés les participations aux subventions qui pourront être mises en œuvre et à signer tous documents en résultant.*

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144611-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Conseil Municipal du 21 mars 2022 - Annexe à la délibération :

Travaux de dépollution et de déconstruction d'immeubles

71 rue Kempf - Strasbourg



30 route d'Oberhausbergen - Strasbourg



7 route des Romains – Strasbourg



12

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Extension des cimetières Sud et Musulman de Strasbourg.
Autorisation de la Ville à l'Eurométropole de Strasbourg pour la réalisation des travaux.
Approbation d'une convention de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro V-2022-188

La présente délibération porte sur l'extension des cimetières sud et musulman situés sur le ban communal de Strasbourg et plus précisément sur :

- l'autorisation donnée par la Ville à l'Eurométropole de Strasbourg pour la réalisation des travaux conformément à l'article L 5211-57 du Code général des collectivités territoriales,
- l'approbation d'une convention de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg.

Les compétences de l'Eurométropole de Strasbourg - fondées sur la délibération du 30 janvier 2015 du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg qui a déterminé l'intérêt métropolitain des équipements de cimetières - reprennent les compétences précédemment exercées par la Communauté urbaine de Strasbourg, à savoir la création et l'extension de nouveaux cimetières et l'extension des cimetières communaux et intercommunaux existants.

Cette compétence inclut l'acquisition du foncier et les travaux d'infrastructures comprenant les études, la préparation des terrains, l'installation des réseaux, des voies de circulation, des plantations d'alignement et des clôtures. Cette compétence exclut la gestion des cimetières et les travaux relevant du fonctionnement courant ou des installations d'équipement ou de sépultures (pose de columbariums, plantations du Souvenir, ou creusements de tombes, cavurnes, caveaux…).

Les possibilités d'inhumations des deux cimetières arrivent à saturation et ne permettent plus la création de nouveaux emplacements, induisant une difficulté de gestion des inhumations aggravée par la pandémie liée au Covid-19.

La réalisation d'une extension de 12 450 m2 environ sur les parcelles n°31, 32, 33, 34, 35, 36, et 37 de la section EY, attenantes aux cimetières actuels, propriétés de l'Eurométropole de Strasbourg, permettra la création de nouvelles sections pour les inhumations.

PROGRAMME DES TRAVAUX :

L'opération concerne deux cimetières juxtaposés :
- Le cimetière Sud situé au 184 Rue du Rhin Tortu à Strasbourg d'environ 86 450 m2
- Le cimetière musulman situé au 15 rue du Baggersee à Strasbourg d'environ 24 900 m2

Le terrain a fait l'objet d'un remplacement de la terre en place lors de la création du cimetière musulman, conformément à l'étude hydrogéologique réalisée en 2009.

Le terrain d'extension des deux cimetières se situant à plus de 35 m de toute habitation, le projet ne nécessite pas de procédure d'enquête publique.

Néanmoins, et hors obligation règlementaire, une démarche spécifique de communication sera mise en œuvre :
- Une information aux usagers par un affichage sur place
- Une information aux représentants de la communauté musulmane qui seront en particulier associés au processus de validation de l'élément représentant la symbolique de l'eau (en remplacement du bassin déconstruit dans le cimetière existant
- Une information aux riverains par le biais de la Direction de territoire
- Une information au public par le biais de Strasbourg magazine, les DNA, … lorsque le projet d'aménagement aura été validé.

Le programme des travaux comprend :

A la charge de l'Eurométropole de Strasbourg :
- les travaux de défrichage, terrassement et de remblaiement ;
- les travaux de création de réseaux, incluant ceux nécessaires au branchement de l'élément décoratif (eau et électricité) ;
- les travaux d'aménagement proprement dit : créations d'allées, pavages, bordures, clôtures et portails ;
- les arbres d'alignement et les haies de clôtures ;
- la création d'un espace technique ;
- la mise en place de points d'eau et plateformes des espaces de collecte des déchets.

A la charge de la Ville de Strasbourg :
- la réalisation d'un élément décoratif lié à l'eau pour le cimetière musulman incluant les branchements aux réseaux (eau et électricité) ;
- la dépose de l'alarme intrusion du cimetière musulman ;
- les plantations et végétaux autres que ceux pris en charge par l'Eurométropole de Strasbourg.

COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX :

Le montant prévisionnel d'opération s'établirait à 560 000 € TTC, toutes dépenses confondues, réparties de la manière suivante :

A la charge de l'Eurométropole de Strasbourg :

Travaux :	*405 000 € TTC*
Honoraires de maîtrise d'œuvre :	*65 000 € TTC*
Divers (SPS, publicité, tolérance, révisions, provisions pour aléas)	*30 000 € TTC*

A la charge de la Ville de Strasbourg :

Travaux :	*60 000 € TTC*

PLANNING DES TRAVAUX :

Le planning prévisionnel de l'opération est le suivant :

Études de maîtrise d'œuvre :	1er semestre 2022
Consultation des entreprises :	3ème trimestre 2022
Travaux :	4ème trimestre 2022-1er trimestre 2023

Le planning de l'opération prévoit une livraison au printemps 2023.

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG ET LA VILLE DE STRASBOURG :

Afin d'assurer une cohérence globale d'aménagement du site, il a été convenu d'arrêter les bases d'un montage commun. Ce montage s'inscrit dans la logique du groupement de commandes associant les deux entités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg et a pour objectif l'allègement des formalités et des frais de gestion administrative liés au lancement et au traitement de la procédure de consultation unique.

L'Eurométropole de Strasbourg, coordonnateur du groupement de commandes, sera chargée :

- de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement,
- de la signature et de la notification des marchés de travaux.

Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurera de la bonne exécution des marchés et prendra en charge directement les dépenses relevant de sa compétence.

L'Eurométropole de Strasbourg, coordonnateur du groupement, tiendra à la disposition de la ville de Strasbourg les informations relatives à l'activité du groupement.

Après réalisation des travaux, la ville de Strasbourg prendra en charge tous les frais afférents à la gestion et à l'entretien du cimetière conformément à la répartition des compétences entre les communes et l'Eurométropole de Strasbourg.

La conduite d'opération sera assurée par les services de la Direction architecture et patrimoine.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

émet

- *un avis favorable à la réalisation par l'Eurométropole de Strasbourg de l'extension des cimetières Sud et Musulman conformément au programme de travaux ci-avant exposé*

approuve

- *le projet d'extension des cimetières Sud et Musulman de Strasbourg conformément au programme ci-avant exposé ;*

- *la constitution d'un groupement de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Strasbourg pour les travaux d'extension des cimetières sud et musulman ;*

- *le paiement direct par chacune des deux collectivités des dépenses liées à leur domaine de compétence ;*

autorise

la Maire ou son-sa représentant (e)

- *à signer la convention de groupement de commandes avec l'Eurométropole de Strasbourg, convention dont un projet est joint en annexe,*

décide

- *d'imputer les dépenses d'investissement sur le budget AU06*

- *la prise en charge par la ville de Strasbourg de tous les frais afférents à la gestion et à l'entretien du cimetière conformément à la répartition des compétences entre communes et Eurométropole de Strasbourg après la réalisation des travaux ;*

autorise
la Maire ou son-sa représentant(e)

- *à mettre en concurrence les marchés d'études, de travaux et de fournitures conformément à la réglementation des Marchés Publics et à signer et exécuter tous les actes en résultant.*

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144467-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

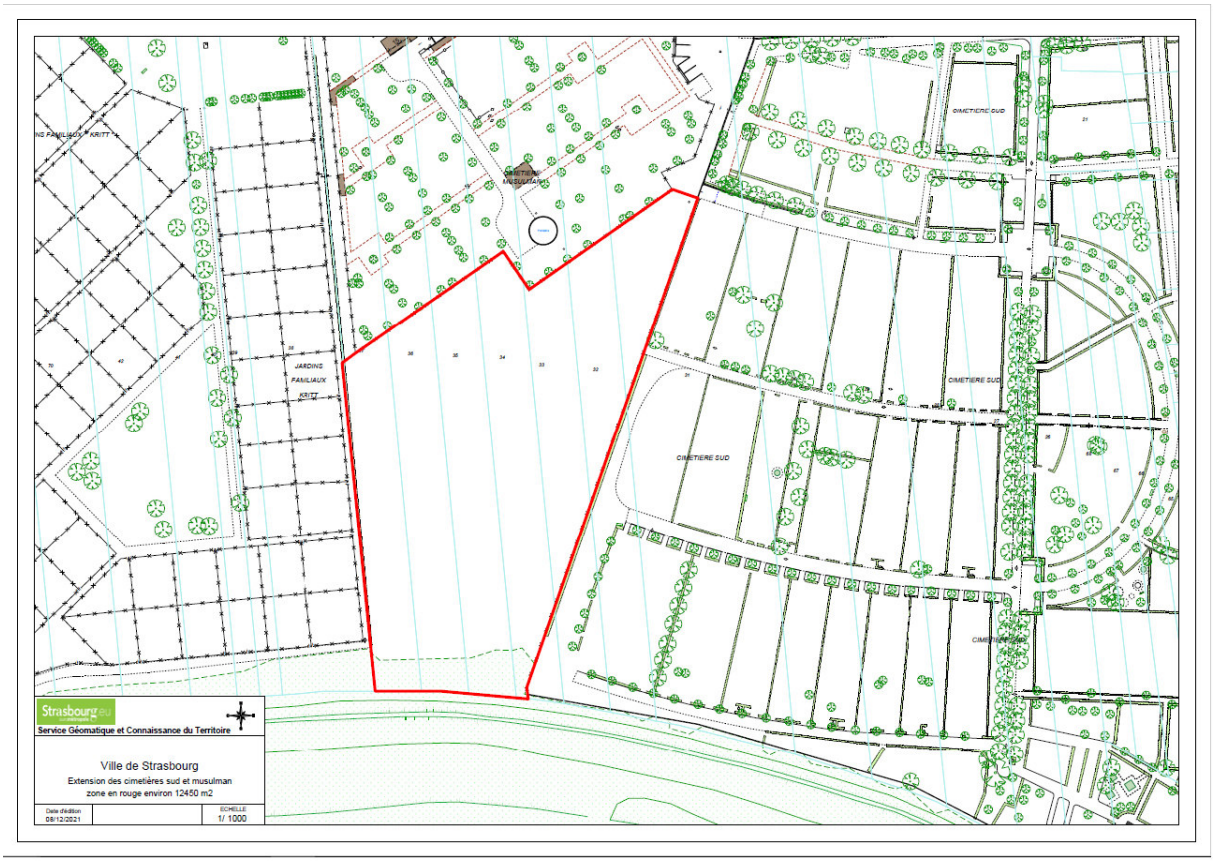
Conseil Municipal du 21 mars 2022

Annexe à la Délibération

Extension des cimetières sud et musulman et convention de groupement de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg



Plan de situation des parcelles :



Eurométropole de Strasbourg **Ville de Strasbourg**

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE DE STRASBOURG ET L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique

Travaux d'extension des cimetières sud et musulman

- Sous maîtrise d'ouvrage de la Ville de Strasbourg
  Pour :
  - la réalisation d'un élément décoratif lié à l'eau pour le cimetière musulman incluant les réseaux ;
  - la dépose de l'alarme intrusion du cimetière musulman ;
  - les plantations et végétaux autres que ceux pris en charge par l'Eurométropole

- Sous maîtrise d'ouvrage de l'Eurométropole de Strasbourg pour les travaux d'extension des cimetières sud et musulman de la Ville de Strasbourg

Vu les articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique relatifs aux groupements de commandes, il est constitué :

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Madame Pia IMBS, Présidente, agissant en application d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole du 25 mars 2022

Et

La Ville de Strasbourg représentée par Madame Jeanne Barseghian, Maire, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 21 mars 2022

Un groupement de commandes pour les travaux d'extension des cimetières sud et musulman de la Ville de Strasbourg.

PROJET

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Constitution du groupement:

Il est constitué entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la Commande publique, notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8, et la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement et nature des prestations :

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique, ci-après désigné « le groupement », a pour objet la passation de marchés publics pour des prestations de travaux d'extension des cimetières sud et musulman de la Ville de Strasbourg.

Par ailleurs, la présente convention vise à répartir le financement des prestations pour les travaux d'extension des cimetières sud et musulman de la Ville de Strasbourg.

Les travaux à réaliser par l'Eurométropole de Strasbourg portent sur :
- les travaux de défrichage, terrassement et de remblaiement ;
- les travaux de création de réseaux, incluant ceux nécessaires au branchement de l'élément décoratif (eau et électricité) ;
- les travaux d'aménagement proprement dit : créations d'allées, pavages, bordures, clôtures et portails ;
- les arbres d'alignement et les haies de clôtures ;
- la création d'un espace technique ;
- la mise en place de points d'eau et plateformes des espaces de collecte des déchets ;

Les travaux à réaliser par la Ville de Strasbourg portent sur :
- la réalisation d'un élément décoratif lié à l'eau pour le cimetière musulman incluant les branchements aux réseaux (eau et électricité) ;
- la dépose de l'alarme intrusion du cimetière musulman ;
- les plantations et végétaux autres que ceux pris en charge par l'Eurométropole ;

Article 3 : Organes du groupement :

Les membres du groupement, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg, ont convenu de désigner cette dernière en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux termes des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique.

En application des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique, la commission d'appels d'offres de l'Eurométropole, agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour attribuer les marchés. Elle est composée conformément aux dispositions du Code général des collectivités locales applicables au coordonnateur.

PROJET

Article 4: Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés.

Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée,
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation,
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres,
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...),
- de communiquer, le cas échéant, à l'adhérent les documents nécessaires des marchés en ce qui le concerne,
- de signer et de notifier les marchés,
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents, de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la commande publique,
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée la Ville de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution du marché et en particulier à informer l'adhérent de tout dysfonctionnement constaté.

Article 6 : Financement des travaux

Les travaux d'extension des cimetières sud et musulman de la Ville de Strasbourg sont financés sur le budget des deux collectivités concernées par cette opération.

Les montants des financements sont répartis au prorata des travaux à la charge respective de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg, comme précisé à l'article 2, soit :

- xxxxx € TTC pour l'Eurométropole de Strasbourg
- xxxxx € TTC pour la Ville de Strasbourg

Article 7 : Durée

La présente convention entre en vigueur à l'issue de sa signature par l'ensemble des parties. Elle prend fin à l'échéance des marchés de travaux.

PROJET

Article 8 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront réglés en priorité à l'amiable ou seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 2 exemplaires originaux.

À Strasbourg, le :	À Strasbourg, le :
Pour la Ville de Strasbourg La Maire	Pour l'Eurométropole de Strasbourg La Présidente
Jeanne BARSEGHIAN	Pia IMBS

PROJET

13

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Construction d'un centre socio-culturel dans le quartier du Neuhof et désignation des membres élu.e.s de la commission d'appel d'offres.

Numéro V-2022-257

L'actuel centre socio-culturel (CSC) Ziegelwasser situé dans le quartier du Neuhof (dit « Espace Ziegel ») a été construit en 1985 et est intégré dans le bâtiment du groupe scolaire Ziegelwasser. Il accueille actuellement, dans des espaces mutualisés avec le groupe scolaire, des activités enfance, jeunesse, famille et seniors. Il propose son offre sociale et culturelle aux habitants de la partie Nord du Neuhof, classée en Quartier prioritaire de la politique de la Ville (QPV).

Dans le cadre des études et concertations préalables au deuxième projet de renouvellement urbain du Neuhof, il a été identifié la nécessité de créer un nouvel équipement pour ce CSC. En effet, les locaux actuels sont devenus inadaptés aux activités développées par l'exploitant.

Cette opération a donc été programmée et inscrite à la convention du deuxième programme de renouvellement urbain conclue avec l'ANRU pour la période 2019/2030, et signée en 2020. Elle participe d'une recomposition d'ensemble des équipements publics sur le secteur Lyautey, en lien notamment avec la création du nouveau collège du Neuhof par la Collectivité européenne d'Alsace et la future réhabilitation du groupe scolaire Ziegelwasser.

La présente délibération porte sur la construction d'un nouveau bâtiment qui permettra de mettre à disposition des locaux adaptés aux activités du centre socio-culturel.

Le terrain sur lequel sera construit le nouveau bâtiment (1 515 m²) est situé rue de Thenon, à proximité des locaux actuels, sur une friche issue de démolitions du premier projet de renouvellement urbain. L'acquisition du foncier d'assiette du projet par la ville de Strasbourg auprès de l'actuel propriétaire, l'opérateur Pierres et territoires de France-Alsace, fera l'objet d'une prochaine délibération en 2022.

Le projet complétera l'aménagement urbain du Manège Solignac, réalisé dans le cadre du premier projet de renouvellement urbain ; il s'articule aujourd'hui autour d'un espace public (square, stationnement) et comprend plus de 2 000 m² de bâtiments datant du début du 20ème siècle et présentant un grand intérêt architectural.

Ce projet a été conçu en lien étroit avec les équipes du CSC Neuhof, qui animent les locaux actuels et feront vivre le nouvel équipement. Il associera largement l'ensemble des habitant.es, les acteurs associatifs et institutionnels, ainsi que toutes les parties prenantes afin constituer un élément fédérateur et un marqueur du développement humain et urbain du quartier. Il matérialise la volonté de la Ville de Strasbourg de renforcer l'équité territoriale et la cohésion sociale par le renforcement de l'offre d'accompagnement et de services publics, en proximité, au plus près des besoins des familles et des habitant.es

Le programme des travaux :

L'opération consiste à construire un bâtiment neuf, d'une surface utile d'environ 1000 m², qui permettra de proposer les espaces ci-dessous :
- des salles d'activités,
- des salles pour la pratique artistique,
- des salles dédiées à l'accompagnement scolaire,
- une salle de pratique musicale,
- une cuisine pédagogique et un espace Cafet,
- des locaux administratifs,
- des locaux de rangements.

Ces locaux permettront de mettre en place deux Accueils Collectifs de Mineurs (un de 45 places pour les 6-12 ans et l'autre de 34 places pour les 12-17 ans).
Le DACIP (Dispositif d'Accompagnement Collectif et Individuel de Proximité) dont la mission est de faciliter l'accès à l'emploi aux personnes disposera dans cet équipement de surfaces dédiées.

Volet énergétique et environnemental :

Le niveau de performance visé pour le bâtiment neuf est le niveau Passif afin de respecter les engagements à long terme inscrits dans le « Plan Climat Air Energie Territorial ».

En complément de la performance énergétique, une approche environnementale globale avec des exigences minimales obligatoires sera intégrée au projet : qualité de l'air intérieur, systèmes économes en eau, sensibilisation des exploitants…

La qualité environnementale du bâtiment pourra être améliorée par :
- la mise en place d'une production photovoltaïque maximisant la part autoconsommée,
- le recours à des matériaux peu émissifs en C02 et biosourcés,
- une végétalisation des toitures.

Calendrier :

Le planning prévisionnel de l'opération est le suivant :

Désignation du maître d'œuvre	2nd et 3ème trimestres 2022
Etudes de maîtrise d'œuvre	4ème trimestre 2022 – 3ème trimestre 2023

Appel d'offres travaux	4ème trimestre 2023
Travaux	1er trimestre 2024 – 4ème trimestre 2024

Montant des travaux:

La ville de Strasbourg se réserve la possibilité de confier le pilotage de l'opération à un mandataire.

Le coût des travaux est estimé à 3 100 000 € HT pour un montant global d'opération de 5 000 000 € TTC (hors mandat de maîtrise d'ouvrage), réparties comme suit :

Honoraires (Maitrise d'œuvre, CT, SPS, SSI, etc) :	*680 000 € TTC*
Divers (publicité, jury, tolérance, provisions pour aléas, etc.) :	*500 000 € TTC*
Travaux de dépollution :	*100 000 € TTC*

Le maître d'œuvre sera sélectionné à la suite d'un concours de maîtrise d'œuvre, tel que défini par le Code de la Commande Publique.
La prime maximale allouée aux candidats sélectionnés pour remettre un projet est fixée à 25 000 € TTC.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'opération de construction d'un centre socio-culturel dans le quartier du Neuhof conformément au programme ci-avant exposé,

décide

d'imputer les dépenses d'investissement de l'opération sur l'autorisation de programme AP2018/0219 programme 1279

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :

- *à mettre en concurrence les marchés d'études, de travaux et de fournitures conformément au code de la commande publique et à signer et exécuter tous les actes en résultant,*

- *à passer un mandat de maitrise d'ouvrage conformément au code de la commande publique et à signer et exécuter tous les actes en résultant,*

- *à signer les dossiers de demandes de permis de démolir et de construire,*

- *à lancer toutes les procédures administratives,*

- *à solliciter auprès de la Collectivité européenne d'Alsace, de la Région Grand Est, de l'Etat, et des autres financeurs, les subventions afférentes et à signer tous les actes en résultant,*

désigne

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique, les membres élus de la commission d'appel d'offres composant le jury de concours de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un centre socio-culturel dans le quartier du Neuhof

Titulaires :

Guillaume LIBSIG
Hervé POLESI
Lucette TISSERAND
Ariane HENRY
Jonathan HERRY

Suppléants :

Suzanne BROLLY
Syamak AGHA BABAEI
Marina LAFAY
Benjamin SOULET
Pierre OZENNE

Le maître d'œuvre sera sélectionné à l'issue d'un concours de maîtrise d'œuvre, tel que défini par le Code de la commande publique.

La prime maximale allouée aux candidats sélectionnés pour remettre un projet est fixée à 25 000 € TTC.

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144682-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Conseil municipal du 21/03/2022

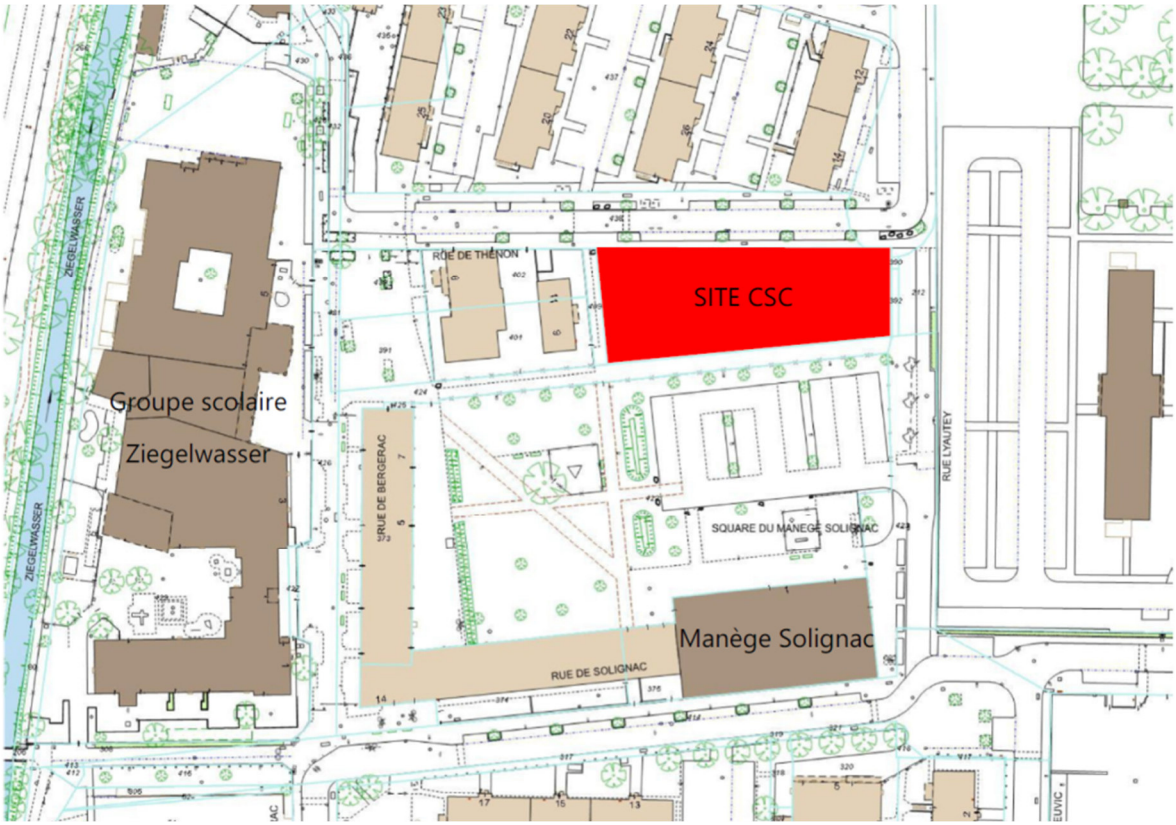
Annexe à la Délibération

Travaux de Construction d'un centre socio-culturel dans le quartier du Neuhof

Localisation du site :



Îlot d'implantation :





14

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Transactions amiables sur le territoire de la ville de Strasbourg.

Numéro V-2022-190

I. Acquisition d'une parcelle sise rue des Meules à Strasbourg Koenigshoffen

La ville de Strasbourg a été sollicitée d'une demande d'acquisition d'une parcelle située rue des Meules à Strasbourg Koenigshoffen. La parcelle est située en zone naturelle (N6) du PLUi et est cadastrée comme suit :

STRASBOURG
Section NC n°35 de 2,70 ares,
propriété en indivision des consorts LIX.

Cette parcelle est située le long de la piste cyclable et à proximité immédiate du Jardin Pédagogique mis à disposition du Centre Socio-Culturel de Koenigshoffen. Le terrain de 270 m² supporte des arbres qui n'ont pas été entretenus par les propriétaires. Pour cette raison, le jardin pédagogique du CSC Camille Claus, a dû être fermé afin d'éviter tous risques d'accidents.

Afin de sécuriser la piste cyclable et de pouvoir ouvrir à nouveau le Jardin Pédagogique, la Ville a engagé une action en justice auprès des consorts LIX en intervention forcée, afin de permettre le nettoyage et l'entretien de la parcelle.

Dans le cadre de cette procédure judiciaire, les consorts LIX ont proposé à la ville de Strasbourg de céder ladite parcelle à l'euro symbolique, sous condition :
- que la parcelle soit cédée en l'état,
- et que la Ville prenne en charge tous les frais et toutes les formalités liés à la cession.

Afin de permettre la sécurisation du site, il est proposé que la ville de Strasbourg acquière ladite parcelle aux conditions financières indiquées ci-dessus.

II. Cession par la ville de Strasbourg d'une parcelle au profit de la copropriété 74 Avenue de Colmar à Strasbourg Neudorf

La ville de Strasbourg est propriétaire de la parcelle cadastrée section DX n°896/297 de 0,07 are avenue de Colmar à Strasbourg Neudorf.

Monsieur Pierre MARCUSSON, représentant du syndicat des copropriétaires « 74 avenue de Colmar, Liaisons Immobilières » a formulé une demande d'acquisition de cette parcelle située à l'avant de la copropriété.

Il s'agit d'une régularisation de la situation existante, la parcelle appartenant au domaine privé de la collectivité est surbâtie de l'immeuble constituant la copropriété.

L'emprise n'est pas aménagée en voirie et n'est pas grevée par un emplacement réservé au Plan local d'urbanisme intercommunal, ni par un plan d'alignement.

Elle est située en zone UB2 au Plan local d'urbanisme intercommunal correspondant à une zone urbaine à vocation mixte.

Un accord financier a été trouvé à 2 450 € (deux mille quatre cent cinquante euros, charges et taxes éventuelles en sus à la charge de l'acquéreur) soit une valeur à l'are de 35 000 €.

Le montant de cette vente est conforme à l'avis du service de la division du domaine rendu le 24 novembre 2021.

L'acquéreur prendra la parcelle en l'état, sans garantie de la ville de Strasbourg, au niveau de l'état du sol et du sous-sol.

III. Mainlevées

1) Mainlevée d'un droit à la résolution grevant la parcelle sise 36 rue des Coquelicots

L'office notarial de Lingolsheim s'est rapproché de la Ville afin d'obtenir la radiation du droit à la résolution détenu par la Ville en vertu d'un acte de cession en date du 27 août 1980.

Cette inscription portée sur la parcelle cadastrée section LX n°264/22 a été effectuée en garantie pour la Ville du respect par l'acquéreur de l'emprise d'y construire une habitation dans les deux ans suivant son acquisition, ainsi que du suivi d'un ensemble de dispositions propres à encadrer les conditions d'utilisation du bien, devenues obsolètes aujourd'hui du fait de l'application de la réglementation issue du Plan local d'urbanisme intercommunal.

Il est donc inutile de maintenir le dispositif visant à assurer le respect de ces dispositions et il est ainsi proposé de donner une suite favorable à la demande de mainlevée du droit à la résolution au profit de la Ville, en vue de sa radiation au Livre foncier.

2) Mainlevée d'un droit à la résolution grevant la parcelle sise 33 rue d'Ypres à Strasbourg

La ville de Strasbourg a été saisie d'une demande de mainlevée du droit à la résolution inscrit à son profit au Livre Foncier portant sur la parcelle cadastrée :

Commune de STRASBOURG
Lieudit : rue d'Ypres
Section AD n°264/47 de 7,38 ares

Ce droit à la résolution résulte d'un acte en date du 1er septembre 1928 et garantit l'obligation quant à la construction d'une maison individuelle à usage d'habitation, obligation qui a été respectée.

Aussi, cette parcelle étant depuis sur-bâtie, il n'y a plus lieu de maintenir l'inscription de ce droit à la résolution figurant au Livre Foncier.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la présente mainlevée.

IV. Désaffectation et déclassement

1) Désaffectation de l'ensemble immobilier situé 6 et 6A rue Prechter à Strasbourg

La ville de Strasbourg était propriétaire d'un ensemble immobilier situé 6 et 6A rue Prechter à Strasbourg, relevant de son domaine public.
Afin de pouvoir le céder à la société anonyme d'HLM Vilogia, le conseil municipal, par une délibération du 10 février 2020, a approuvé le déclassement par anticipation du domaine public de cet ensemble immobilier, a décidé que sa désaffectation interviendrait au plus tard le 14 février 2021, et a pris acte que la désaffectation effective de cet immeuble serait constatée par acte d'huissier mandaté par la société acquéreuse.
Depuis cette date, l'immeuble a été cédé à la société Vilogia par un acte du 15 septembre 2020. Par un procès-verbal du 5 mars 2021, Me VITELLI, huissier de justice, a relevé sa désaffectation effective. Celle-ci peut donc être constatée.

2) Déclassement par anticipation de l'emprise sise 92 avenue du Rhin à Strasbourg

La ville de Strasbourg est propriétaire des parcelles cadastrées section DR, numéros 666, 667, 670, et section DP, numéros 550 et 572, représentant une surface totale de 23,46 ares, sises avenue du Rhin à Strasbourg.

Par délibération du Conseil municipal du 22 mars 2021, la Ville a délibéré la conclusion d'une promesse de vente avec le groupe Lazard, de l'emprise foncière sise 92 avenue du Rhin, notamment sous condition suspensive de déclassement de l'emprise. L'adaptation de la mise en œuvre de ce projet implique désormais de déclasser par anticipation l'emprise objet de la future cession.

Ces terrains sont actuellement attachés au domaine public. La cession de cette emprise est conditionnée au déclassement de celle-ci du domaine public. Pour autant, ces parcelles vont continuer à être mises à la disposition du public après leur déclassement afin que celui-ci puisse continuer à y pratiquer du sport, tant que les travaux de construction n'auront pas commencé. Leur désaffectation immédiate n'est donc pas envisagée car elle irait à l'encontre de la satisfaction de l'intérêt général.

L'article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques mentionne que le déclassement de telles emprises peut être prononcé, par anticipation, dès que leur désaffectation est décidée, et ce, alors même que les nécessités du service public justifient que cette désaffectation ne prenne effet que dans un délai postérieur à la décision de déclassement.
En l'espèce, il est donc prévu d'approuver le déclassement par anticipation des parcelles telles que représentées sur le plan joint. Dans le cadre de cette procédure, une étude d'impact a été établie et est produite en annexe.

La désaffectation de ces emprises sera constatée par huissier de justice mandaté par le groupe Lazard, et permettra ainsi de signer l'acte définitif de vente.

Dans ce contexte, il appartient au conseil municipal de prononcer le déclassement par anticipation des parcelles concernées, conformément à l'article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques.

V. Délibérations modificatives

1) Secteur Centre-Ville : Complément et modification apportés à la délibération du Conseil municipal du 21 juin 2021 - Vente de volumes immobiliers sis 1 rue du 22 Novembre et 6 rue du Jeu des Enfants à Strasbourg

En application de la délibération du 21 juin 2021, la promesse de vente signée le 5 octobre 2021 entre la Ville et la SCI DU MAENNELSTEIN, d'une durée de validité de neuf mois, soit jusqu'au 5 juillet 2022, comporte les conditions suspensives suivantes, stipulées à la charge de l'acquéreur :

- libération complète des 2ème et 3ème étages ;
- obtention de toute autorisation d'urbanisme et commerciale nécessaire à l'exploitation d'un commerce sous l'enseigne « Mr Bricolage ».
- obtention par l'acquéreur de son financement pour un montant maximum de 3 000 000 € TTC,

Les conditions suspensives ne pourront pas être levées dans le calendrier initialement envisagé, du fait notamment de retards pris dans le chiffrage des travaux de l'acquéreur et dans le calendrier de libération des locaux.

Il est ainsi proposé de conclure un avenant à la promesse de vente, afin de proroger son échéance de validité au 30 novembre 2022 et de prévoir le report du terme du délai de réalisation de la condition suspensive de libération complète des locaux du 15 mars au 31 août 2022.

L'avenant à la promesse comportera également la suppression du délai relatif au dépôt de la demande de permis de construire et le report du terme du délai d'obtention définitive dudit permis et de toute autre autorisation d'urbanisme qui serait nécessaire à l'acquéreur pour l'exploitation d'un commerce sous l'enseigne « Mr BRICOLAGE » du 5 mai au 21 novembre 2022.

L'avenant à la promesse prévoira en outre la suppression du délai relatif au dépôt du dossier d'emprunt, la suppression du plafond d'emprunt de 3 000 000 € TTC et le terme du délai d'obtention du ou des prêts au 1er juillet 2022 au plus tard.

La ligne d'imputation budgétaire est également modifiée dans le cadre de la présente délibération.

2) Secteur Strasbourg Koenigshoffen : **Délibération modificative de la délibération du 10 février 2020 portant sur les acquisitions foncières en vue de la création d'un nouveau groupe scolaire rue Jean Mentelin**

Le Conseil municipal a approuvé lors de sa séance du 10 février 2020 les acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'un nouveau groupe scolaire rue Jean Mentelin à Strasbourg Koenigshoffen, soit 46,04 ares auprès de l'Eurométropole et 56,01 ares auprès de la Collectivité européenne d'Alsace.

Les acquisitions auprès de la Collectivité européenne d'Alsace étaient conditionnées par le versement d'une subvention d'investissement au profit de cette dernière d'un montant de 130 000 € HT.

La Collectivité européenne d'Alsace renonçant au versement de celle-ci, il est proposé au Conseil municipal :
- d'annuler le versement de cette subvention qui ne constitue plus une condition de cette acquisition ;
- d'annuler la mise en œuvre de la convention financière prévue à cet effet entre la ville et la Collectivité européenne d'Alsace.

Toutes les autres dispositions de la délibération du 10 février 2020 restent inchangées.

3) Secteur axe Strasbourg-Kehl : modification des conditions de la vente au profit du groupe LAZARD

Par délibération du Conseil municipal du 22 mars 2021, la vente par la Ville au profit du groupe LAZARD d'une emprise foncière de 23,46 ares a été entérinée.

Ladite emprise est située au coin de la rue de Metzeral et de l'avenue du Rhin à Strasbourg et est vendue pour permettre la réalisation d'un ensemble immobilier de bureaux en structure bois.

La présente délibération technique modifie celle prise en séance du Conseil municipal du 22 mars 2021 s'agissant uniquement des points suivants, en vue de permettre la conclusion d'un avenant à la promesse d'ores et déjà signée le 12 juillet 2021 :

- Elle prévoyait que la promesse serait consentie sous condition suspensive de déclassement.
    - Il est proposé la suppression pure et simple de cette modalité de déclassement qui est remplacée par une procédure de déclassement par anticipation qui permettra

aux riverains d'occuper ces espaces jusqu'à la veille du commencement des travaux.

- Elle prévoyait que la vente soit signée dans un délai de 11 mois à compter de ladite délibération.
  - La promesse de vente ayant pour date butoir le 31 mars 2022 il est proposé de proroger la date butoir promesse de vente au 31 mars 2023.

- Elle prévoyait l'aménagement aux frais de l'acquéreur d'une aire de sport.
  - Il est proposé de compléter cette clause par une clause d'affectation d'une durée de 15 ans restreignant l'affectation de celle-ci. Ainsi l'aire de sport aménagée, gérée et entretenue aux frais exclusifs de l'acquéreur ne pourra faire l'objet d'aucune autre affectation pendant une durée de 15 ans à compter de la signature de l'acte de vente du bien. Elle fera l'objet d'une publication au Livre Foncier.

Les autres conditions de la vente prévues par la délibération du Conseil municipal du 22 mars 2021 restent inchangées.

VI. Subventions

1) Secteur Strasbourg Neuhof : subvention au profit du bailleur Habitation Moderne - 21 route d'Altenheim – mise en œuvre du dispositif de minoration du prix du foncier

L'Eurométropole a exercé par décision du 14 juin 2017, le droit de préemption urbain sur l'immeuble sis 21 route d'Altenheim à Strasbourg-Neuhof (67100). L'emprise foncière de 09,61 ares est surbâtie d'un ensemble immobilier d'environ 220m² répartie sur 8 lots (2 locaux d'activité, 2 appartements et 4 caves).

Ce droit de préemption a été exercé en vue de la réalisation d'une opération de mise en œuvre de la politique locale de l'habitat.

L'unité foncière a été acquise aux termes d'un acte du 15 mai 2018 au prix de 456 500€ augmenté des frais d'acquisition, en vue d'une revente au bailleur social.

Le projet d'Habitation Moderne, porte sur la démolition de l'immeuble actuel, et la réalisation d'une opération de logements locatifs sociaux. L'opération permettra la création de 18 logements, savoir :
- Un programme d'une surface de plancher totale de 1150 m² environ à laquelle pourra s'ajouter une marge de 5% dans la limite de 1200 m² ;
- La création de 13 logements en PLUS et de 5 logements en PLAI répartis sur 2 bâtiments.

La réalisation de l'opération est conditionnée par un accompagnement de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg. Par délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 25 juin 2021, la métropole a entériné un dispositif de participation financière dans le cadre de la réalisation de logements locatifs sociaux sur son territoire par la prise en charge :

- Par l'Eurométropole d'un abattement sur le prix de cession à hauteur de 5 000 € par logement.
- Sous condition de la participation équivalente de la commune sur le ban de laquelle est réalisée l'opération.

Il sera proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg dans sa séance du 25 mars prochain d'acter la mise en œuvre dudit dispositif et de prévoir un abattement sur le prix de cession de 90 000€.

Il est donc proposé que la Ville de Strasbourg verse une subvention d'un montant de 90 000 € au profit bailleur en vue de la réalisation de son projet de logements locatifs sociaux, sous condition suspensive de la délibération à intervenir du Conseil de l'Eurométropole.

Cette subvention fera l'objet d'une convention de subventionnement.

2) Secteur Strasbourg-Neuhof : subvention au profit de la société Habitation Moderne - 41, route d'Altenheim – mise en œuvre du dispositif de minoration du prix du foncier

Par délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 25 juin 2021, l'Eurométropole a entériné un dispositif de participation financière dans le cadre de la réalisation de logements locatifs sociaux sur son territoire par la constitution d'un abattement sur le prix de cession à hauteur de 5000 € maximum par logement, en vue de la réalisation de logements locatifs sociaux, pour des opérations sous critères d'éligibilité.

Par délibérations, de la Commission Permanente du 3 juin 2016, puis du Conseil de L'Eurométropole en sa séance du 19 novembre 2021, la Métropole a acté la revente de l'ensemble immobilier auprès du bailleur social Habitation Moderne, en vue de la réalisation d'une opération de dix logements locatifs sociaux

Toutefois le bilan d'aménagement révèle aujourd'hui des difficultés de réalisation de l'opération, sans mise en œuvre du dispositif visé ci-dessus.

Il sera proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg dans sa séance du 25 mars prochain d'acter la mise en œuvre dudit dispositif et de prévoir un abattement sur le prix de cession de 12 000 €.

Conformément au dispositif précité, il est proposé d'allouer une subvention à hauteur de 12 000 € pour l'ensemble de l'opération réalisée par le bailleur HABITATION MODERNE, sous condition suspensive de la délibération à intervenir du Conseil de l'Eurométropole.

Cette subvention fera l'objet d'une convention de subventionnement.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu l'avis du service de la division du domaine du 24 novembre 2021
vu la délibération du 10 février 2020
vu le procès-verbal d'huissier du 5 mars 2021
vu les dispositions de l'article L. 2141-2 du code
général de la propriété des personnes publiques
vu l'étude d'impact
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

I. L'acquisition par la ville de Strasbourg de la parcelle cadastrée comme suit :

STRASBOURG
Parcelle section NC n°35 de 2,70 ares,

Moyennant le prix d'un euro symbolique (1.00 €),
À conditions suivantes :
L'acquisition de la parcelle se fera en l'état,
La Ville prendra en charge tous les frais et formalités liés à l'acquisition.

II. la cession par la ville de Strasbourg au profit du syndicat des copropriétaires « 74 Avenue de Colmar Liaison Immobilières », représenté par M. Pierre MARCUSSON (ou par toute personne physique ou morale qui s'y substituerait) de la parcelle cadastrée suivante sise 74, Avenue de Colmar à Strasbourg Neudorf:

Section DX n° 896/297 de 0,07 are

moyennant le prix de 2450 € hors taxes et frais éventuellement dus par les acquéreurs,

L'acquéreur prendra la parcelle en l'état, sans garantie de la ville de Strasbourg, au niveau de l'état du sol et du sous-sol.

III. Mainlevées

1) Mainlevée d'une inscription de droit à la résolution au profit de la Ville de Strasbourg 36 rue des Coquelicots

- *la mainlevée du droit à la résolution au bénéfice de la Ville sur la parcelle cadastrée section LX n°264/22, inscrit au Livre Foncier sous le numéro AMALFI : C2008STR034250* ; *nature de l'inscription : définitive ; N° d'ordre de l'inscription : 1*

- *la radiation au Livre foncier du droit à la résolution au bénéfice de la Ville sur la parcelle cadastrée section LX n°264/22.*

2) Mainlevée d'une inscription de droit à la résolution inscrit au profit de la ville de Strasbourg 33 rue d'Ypres

Commune de STRASBOURG
Lieudit : rue d'Ypres
Section AD n°264/47 de 7,38 ares

IV. Désaffectation et déclassement

2) Déclassement par anticipation de l'emprise sise 92 avenue du Rhin à Strasbourg

- *Approuve le déclassement par anticipation du domaine public des parcelles cadastrées section DR, numéros 666, 667, 670, et section DP, numéros 550 et 572 ;*
- *Décide que la désaffectation des parcelles cadastrées section DR, numéros 666, 667, 670, et section DP, numéros 550 et 572 interviendra au plus tard le 20 mars 2025 ;*
- *Dit que la désaffectation effective des parcelles cadastrées section DR, numéros 666, 667, 670, et section DP, numéros 550 et 572 sera constatée par acte d'huissier mandaté par le groupe Lazard ou toute société substituée dans ses droits et obligations sur autorisation écrite de la ville de Strasbourg ;*

V. Délibérations modificatives

1) Complément et modification apportés à la délibération du Conseil municipal du 21 juin 2021 – Plan patrimoine - Vente de trois volumes immobiliers correspondant aux locaux des deuxième et troisième étages de l'immeuble sis 1 rue du 22 Novembre et 6 rue du Jeu des Enfants à Strasbourg.

la conclusion d'un avenant au compromis de vente signé le 5 octobre 2021 ayant pour objet :
- *la prorogation de son échéance de validité du 5 juillet 2022 au 30 novembre 2022 ;*
- *le report au 31 août 2022 de la date limite de validité de la condition suspensive de libération complète des deuxième et troisième étages par la ville de Strasbourg ;*
- *la suppression du délai encadrant le dépôt de la demande de permis de construire ;*
- *le report du terme du délai d'obtention définitive du permis de construire et de toute autre autorisation d'urbanisme qui serait nécessaire à l'acquéreur pour l'exploitation d'un commerce sous l'enseigne « Mr BRICOLAGE » du 5 mai 2022 au 21 novembre 2022.*
- *la suppression du délai encadrant la demande d'emprunt ;*
- *la suppression du plafond d'emprunt ;*
- *le report du terme du délai d'obtention du ou des prêts au 1er juillet 2022 ;*

2) l'annulation du versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 130 000 € HT au profit de la Collectivité européenne d'Alsace ;

3) Secteur axe Strasbourg-Kehl : modification des conditions de la vente au profit du groupe LAZARD

- *La suppression de la clause relative au déclassement sous condition suspensive au profit d'une procédure de déclassement par anticipation ;*

- *La prorogation de la promesse de vente consentie au profit du groupe LAZARD (ou de toute Société substituée dans ses droits et obligations), en vue de la vente des parcelles suivantes :*

Ban de Strasbourg
Lieudit Rue de Metzeral
Section DR n° 666/1 d'une contenance cadastrale de 4,93 ares
Section DR n° 670/1 d'une contenance cadastrale de 4,33 ares

Lieudit Route du Rhin
Section DR n° 667/1 d'une contenance cadastrale de 00,52 ares
Section DP n° 550/1 d'une contenance cadastrale de 8,59 ares
Section DP n° 572/1 d'une contenance de 5,09 ares

Soit une contenance cadastrale totale de 23,46 ares

- *l'aire de sport qui devra être aménagée, gérée et entretenue aux frais exclusifs de l'acquéreur ne pourra faire l'objet d'aucune autre affection pendant une durée de 15 ans à compter de la signature de l'acte de vente du bien sus-visé et faire l'objet d'une publication au Livre Foncier.*

Les autres conditions de la vente prévues par la délibération du Conseil municipal du 22 mars 2021 restent inchangées.

VI. Subventions

1) Secteur Strasbourg-Neuhof : subvention allouée par la Ville dans le cadre de la revente par l'Eurométropole de Strasbourg au profit de la société Habitation Moderne de l'immeuble sis 21 route d'Altenheim à Strasbourg

Dans le cadre de la vente par l'Eurométropole de Strasbourg au profit de la Société Habitation Moderne d'un bien dont l'Eurométropole est propriétaire sis 21 Route d'Altenheim à Strasbourg-Neuhof (67100), cadastré comme suit :

Commune de Strasbourg
Section IS n° 57 lieudit Route d'Altenheim d'une contenance cadastrale de 04,71 ares
Section IS n° 319/55 lieudit Route d'Altenheim d'une contenance cadastrale de 02,55 ares
Section IS n° 328/57 lieudit Route d'Altenheim d'une contenance cadastrale de 02,65 ares

Soit une contenance cadastrale totale de 09,61 ares

La vente se réalisera au prix de vente actualisé déduction faite de l'abattement s'élèvera à 366.500€.

Le versement d'une subvention, sous condition suspensive de la délibération du Conseil de l'Eurométropole, de 5000€ par logement soit pour 18 logements la somme de 90.000€ au titre du dispositif de participation financière par la Ville de Strasbourg pour la réalisation de logements locatifs sociaux sous réserve des conditions suivantes :

- *réalisation d'une opération de logements locatifs sociaux ;*
- *programme de 30% de logements en PLAI minimum et aucun logement en PLS;*
- *nécessité d'intervention de l'Eurométropole contrôlable au titre du bilan de l'opération du bailleur ;*
- *la mise en œuvre de cette aide est conditionnée :*
- *Par la participation au moins égale de la commune sur le ban de laquelle l'opération est réalisée ;*
- *Par la participation au moins égale de l'Eurométropole par une subvention en cas de cession d'un foncier ou d'un immeuble ;*

- *biens cédés vacants à au moins 75% et pas d'opération en VEFA*

Le versement de cette subvention fera l'objet d'un conventionnement avec les services référents.

2) Secteur Strasbourg-Neuhof : subvention allouée par la Ville dans le cadre de la revente par l'Eurométropole de Strasbourg au profit de la société Habitation Moderne de l'immeuble sis 41, route d'Altenheim à Strasbourg

Dans le cadre de la vente par l'Eurométropole de Strasbourg au profit de la Société Habitation Moderne d'un bien dont l'Eurométropole est propriétaire sis 41 Route d'Altenheim à Strasbourg-Neuhof (67100), cadastré comme suit :

Ban de Strasbourg
Lieudit Route d'Altenheim
Section IS numéro 131/42 d'une contenance cadastrale de 10 are 44 centiares

Soit une contenance cadastrale totale de 10 ares 44 centiares

La vente se réalisera au prix de vente actualisé déduction faite de l'abattement s'élèvera à 451.411,42€.

Le versement d'une subvention de 12.000€, sous condition suspensive de la délibération du Conseil de l'Eurométropole, au titre du dispositif de participation financière par la Ville de Strasbourg pour la réalisation de logements locatifs sociaux sous réserve des conditions suivantes :

- *réalisation d'une opération de logements locatifs sociaux ;*

- *programme de 30% de logements en PLAI minimum et aucun logement en PLS; nécessité d'intervention de l'Eurométropole contrôlable au titre du bilan de l'opération du bailleur ;*
- *la mise en œuvre de cette aide est conditionnée :*
- *par la participation au moins égale de la commune sur le ban de laquelle l'opération est réalisée ;*
- *par la participation au moins égale de l'Eurométropole par une subvention en cas de cession d'un foncier ou d'un immeuble ;*
- *biens cédés vacants à au moins 75% et pas d'opération en VEFA*

Le versement de cette subvention fera l'objet d'un conventionnement avec les services référents.

constate

la désaffectation de l'ensemble immobilier sis 6 et 6A rue Prechter à Strasbourg.

décide

- *l'imputation de la dépense de 1,00 € sur la ligne budgétaire fonction 824, nature 2111, programme 785, service AD03,*

- *l'imputation de la recette de 2450 € sur la ligne budgétaire ville de Strasbourg : fonction 820, nature 775 programme AD03B ;*

- *la nouvelle imputation de la recette de 2 360 000 € tirée de la vente ville de Strasbourg/SCI DU MAENNELSTEIN, des volumes situés dans l'immeuble 1 rue du 22 novembre et 6 rue du Jeu des enfants sur la ligne budgétaire de la ville de Strasbourg, service AD03, fonction 820, nature 775 ;*

- *d'annuler l'imputation de la dépense d'un montant de 130 000 € HT sur la ligne budgétaire suivante : fonction 020 nature 204132 programme crv cp00 AP2018/022 ;*

- *l'imputation de la dépense de 90.000€ sur la ligne budgétaire suivante : fonction 824, nature 204 182, programme 7055, service AD03 ;*

- *l'imputation de la dépense de 12.000€ sur la ligne budgétaire suivante : fonction 824, nature 204 182, programme 7055, service AD03.*

autorise

La Maire ou son-sa représentant(e) à :

- *signer tout document concourant à la bonne exécution de la présente délibération ;*
- *signer l'avenant au compromis de vente ville de Strasbourg/SCI DU MAENNELSTEIN en date du 5 octobre 2021, les actes de vente à intervenir, ainsi que tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération.*

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

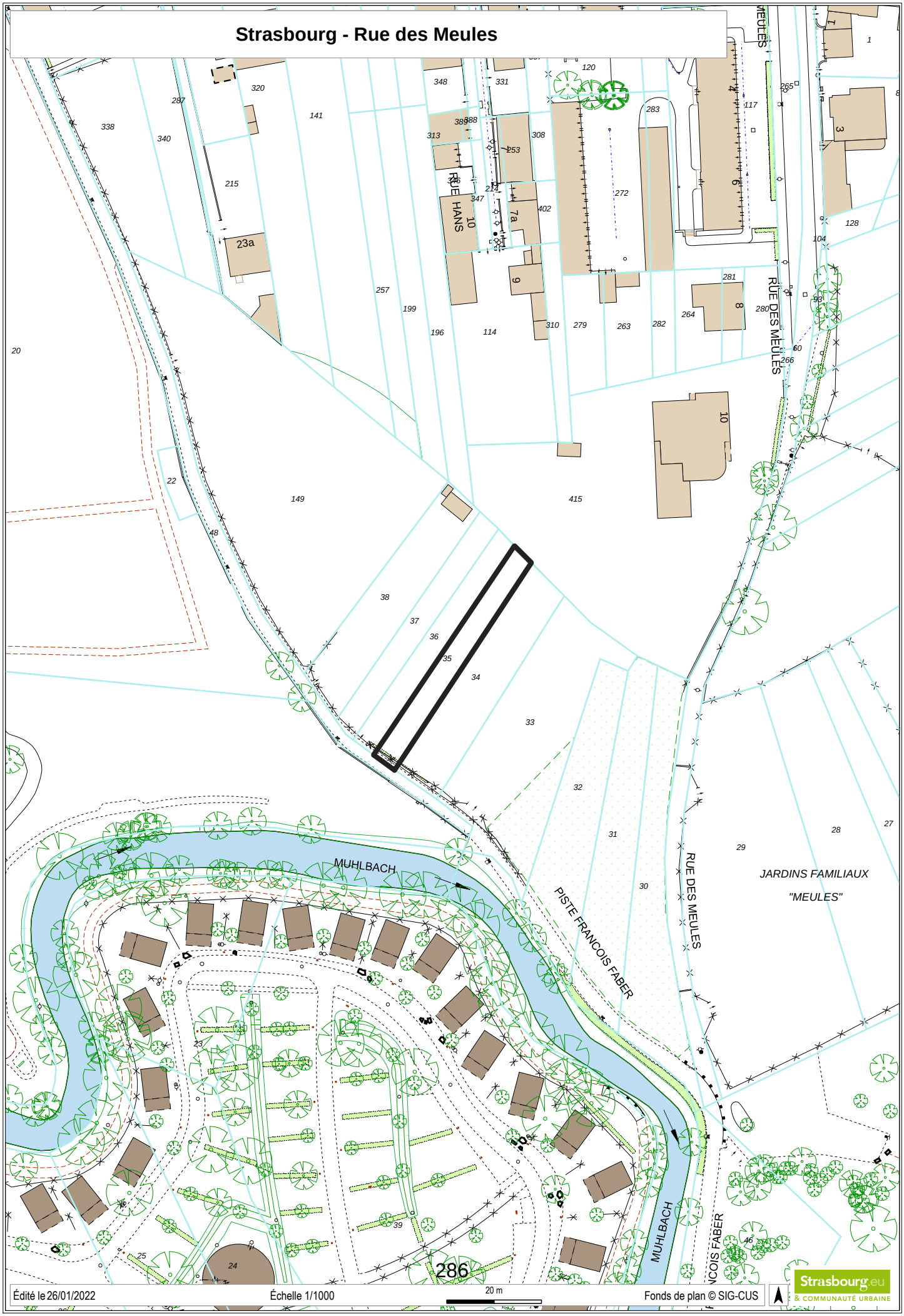
Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144453-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Strasbourg - Rue des Meules



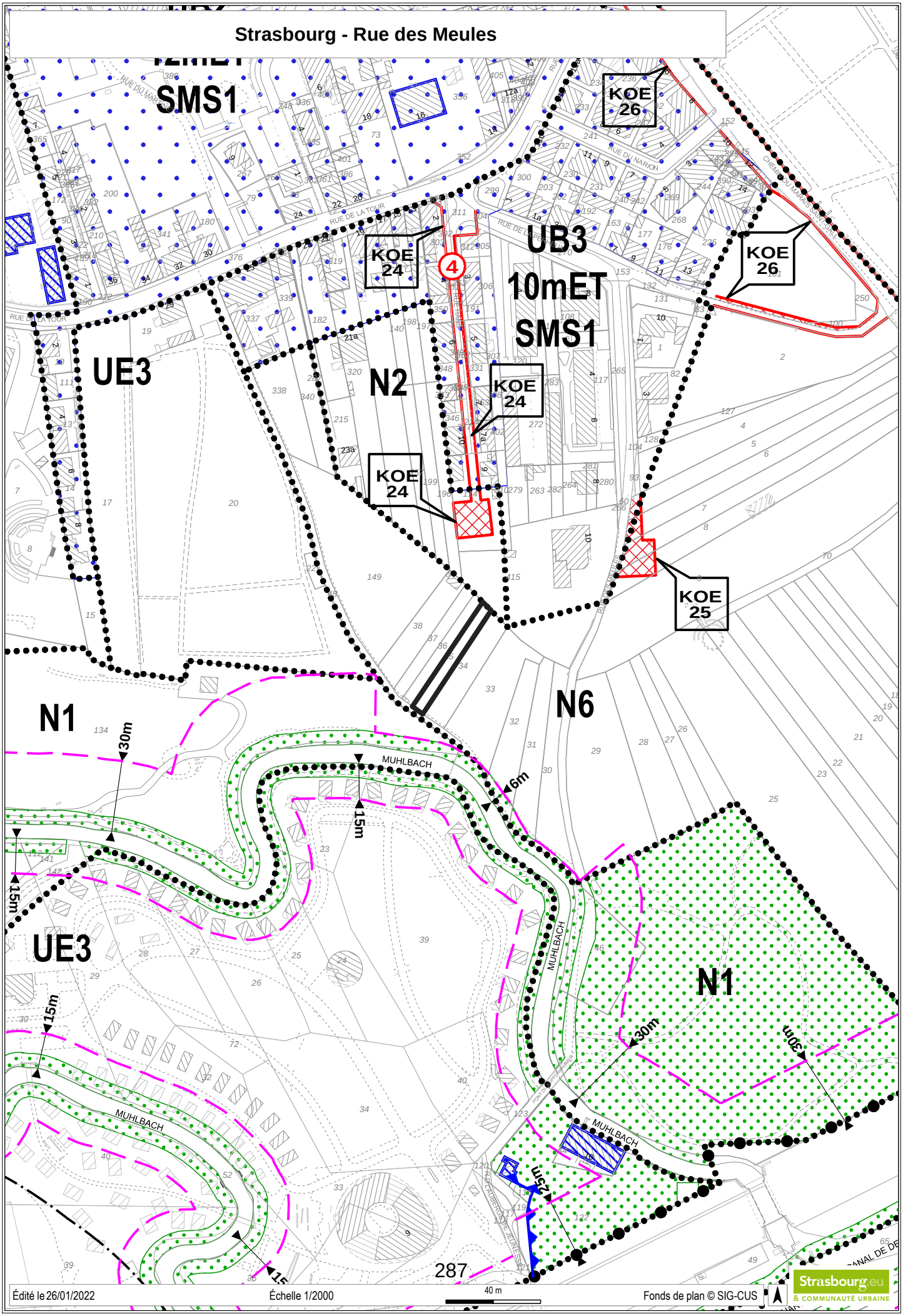
Strasbourg - Rue des Meules



Édité le 26/01/2022 | Échelle 1/1000 | Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE

Strasbourg - Rue des Meules



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 06.10.01.82.83
Référence :
Réf DS: **6527528**
Réf OSE **: 2021-67482-83136**

Le 24/11/2021

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est du département du Bas-Rhin

à

Ville de Strasbourg

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Désignation du bien :	Emprise foncière
Adresse du bien :	74, avenue de Colmar
Commune :	Strasbourg-Neudorf
Valeur:	**2 450 € HT.** S'agissant d'une cession à un propriétaire riverain, un prix de convenance qu'il n'appartient pas au service du Domaine d'apprécier, pourra être retenu

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

1 - SERVICE CONSULTANT

Ville de Strasbourg
Affaire suivie par **Mme Yasmina NASSOUH** yasmina.nassouh@strasbourg.eu
Vos références:/

2 - DATE

de consultation : 08/11/2021
de visite :/
de dossier en état : 08/11/2021

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET - PRIX ENVISAGÉ

Régularisation foncière : cession d'un foncier de 7 m² que la copropriété voisine s'est appropriée de fait pour réaliser une construction à usage d'habitation

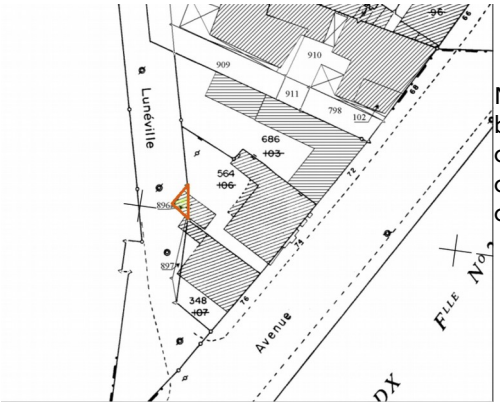
4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1 Références cadastrales

L'emprise sous expertise figure au cadastre de la ville de **STRASBOURG** sous les références suivantes:

Section	Parcelle	Adresse/Lieu-dit	Superficie (are)
DX	896/297	Rue de Lunéville	0,07
		TOTAL	**0,07**

4.2 Descriptif



Micro parcelle de forme triangulaire supportant l'extrémité d'un petit bâtiment à usage d'habitation construit en briques sur deux niveaux. La cession permettra de régulariser une situation de fait en permettant à la copropriété voisine de mettre un terme à la situation actuelle d'une construction sur sol d'autrui.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Ville de Strasbourg

5.2. Conditions d'occupation actuelles

Occupé de fait et sans titre

6 - URBANISME

6.1 Règles actuelles

Au PLU intercommunal en vigueur, la parcelle est située en zone **UB2** (10 mètres ET, SMS2). Elle reçoit la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du code de l'expropriation.

6.2 Date de référence et règles applicables

Non recherchée dans les circonstances de l'espèce

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

La valeur vénale de l'emprise sous expertise peut être déterminée par la **méthode dite par comparaison** dans la mesure ou il existe localement suffisamment de mutation de biens présentant des caractéristiques similaires ou proches. (terrain recevant la qualification de terrain à bâtir mais non constructible en raison d'une trop faible contenance ou d'une mauvaise configuration).

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

L'étude de marché s'attachera à recenser les ventes de terrain à bâtir de très petite contenance (< 1 are) situés dans le quartier du Neudorf.

TERMES DE COMPARAISON : micro-parcelles en zone urbanisée

Date	Section	n°	Adresse	T (are)	Prix HT	Prix/are	POS-PLUi	Observations
29/07/19	ED	130	Bâle 98	0,41	20 000 €	**48 780 €**	UB3	Jardin : lot 25 de la copropriété
11/01/17	EB	392	Taennechel	0,37	12 950 €	**35 000 €**	UB6	En nature de chemin - Ville/SSCV
28/11/16	DL	226	Route du Rhin	0,19	3 100 €	**16 316 €**	UB46	SEI 2015/1663 (3100 €)
29/09/16	HI	542	Rue de Riquewihr	0,37	7 500 €	**20 270 €**	U	SARL ADY/Fernandez
29/06/15	DW	468	-	0,15	3 000 €	**20 000 €**	ZAC étoile	Ville/SERS - SEI 1219 de 2015 (3 000 €)
25/06/14	DY	476	Belfort 28	0,27	9 450 €	**35 000 €**	UB2	Terrain de fond (< 40 mètres) prélevé sur UF surbâtie , cédé à un propriétaire riverain
13/07/13	DW	561	Polygone 24	0,33	11 500 €	**34 848 €**	UB5	
			Moyenne	0,30	9 643 €	30 031 €		
			Médiane	0,33	9 450 €	34 848 €		

Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

L'évaluation de la parcelle sous expertise sera réalisée sur la base d'une valeur unitaire de **35 000 € l'are** correspondant au prix médian de l'étude de marché

10-DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

Surface (are)	valeur unitaire retenue	Abat	VU après abat	Valeur vénale
0,07	35 000 €	0 %	35 000 €	2 450 €

Nota :

S'agissant d'une cession à un propriétaire riverain, un prix de convenance qu'il n'appartient pas au service du Domaine d'apprécier, pourra être retenu.

11 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

12 - OBSERVATIONS

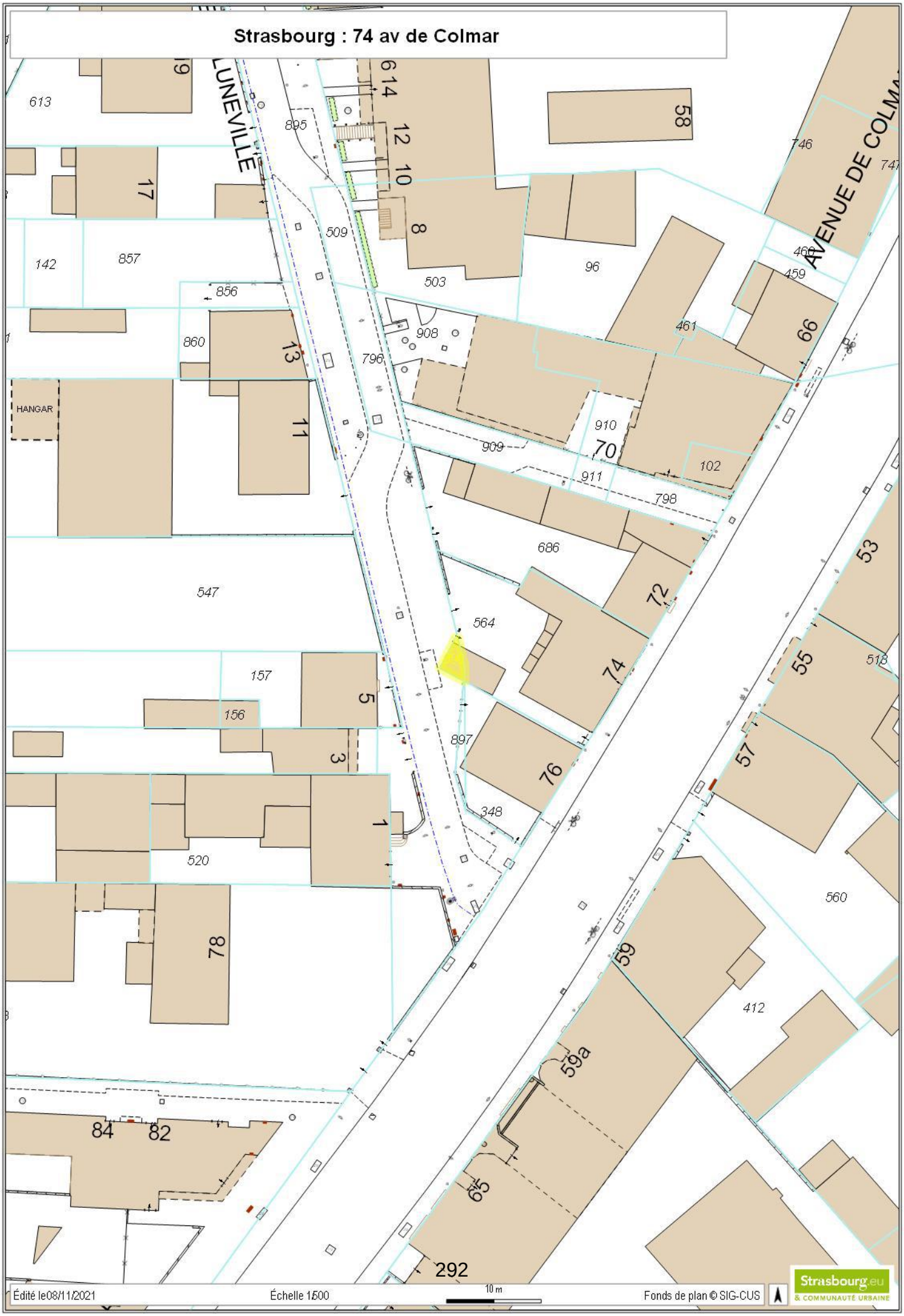
La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent rapport.

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

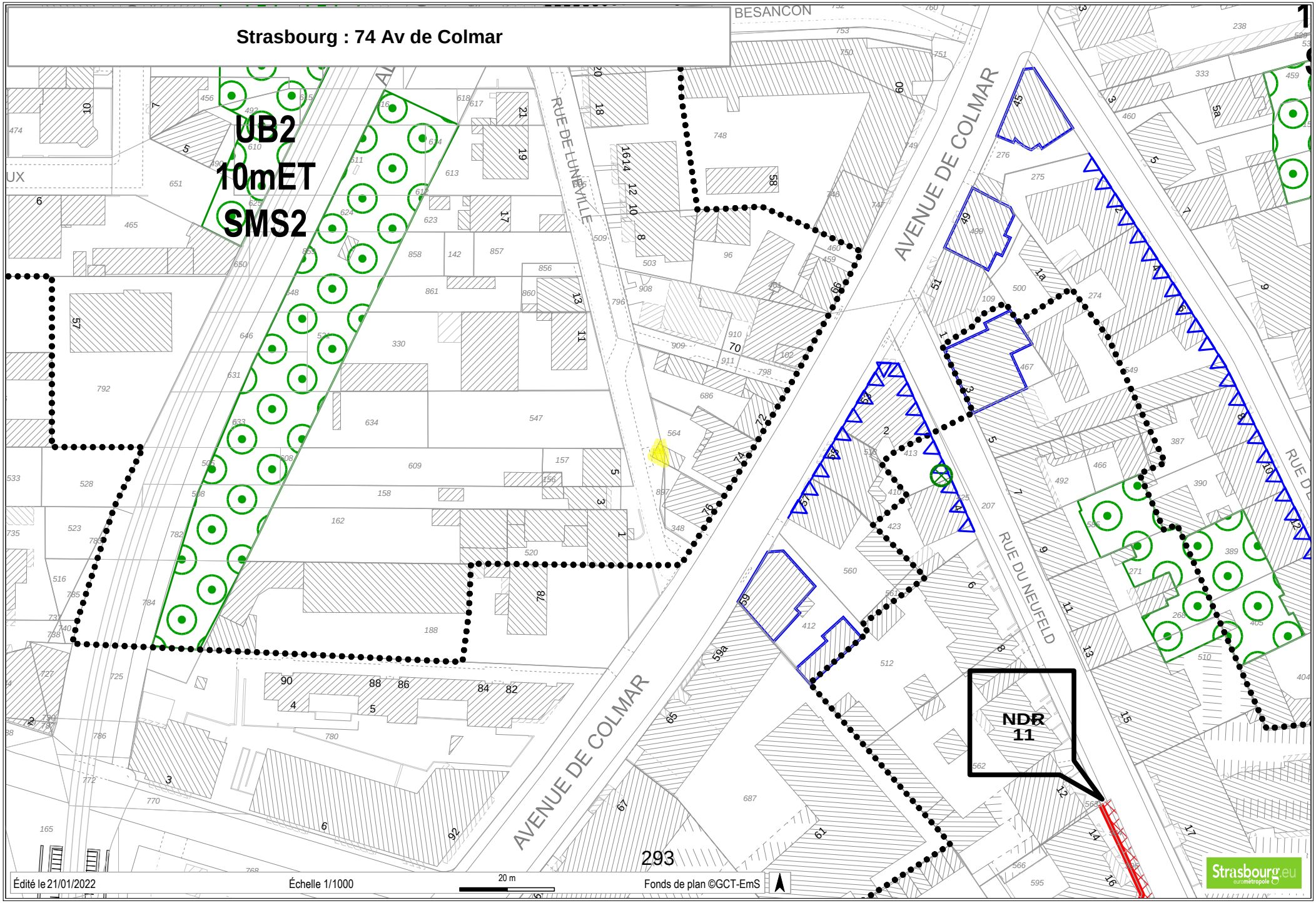
Une nouvelle consultation du Pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur et par délégation,
GOGUELY Patrick
Inspecteur des Finances publiques

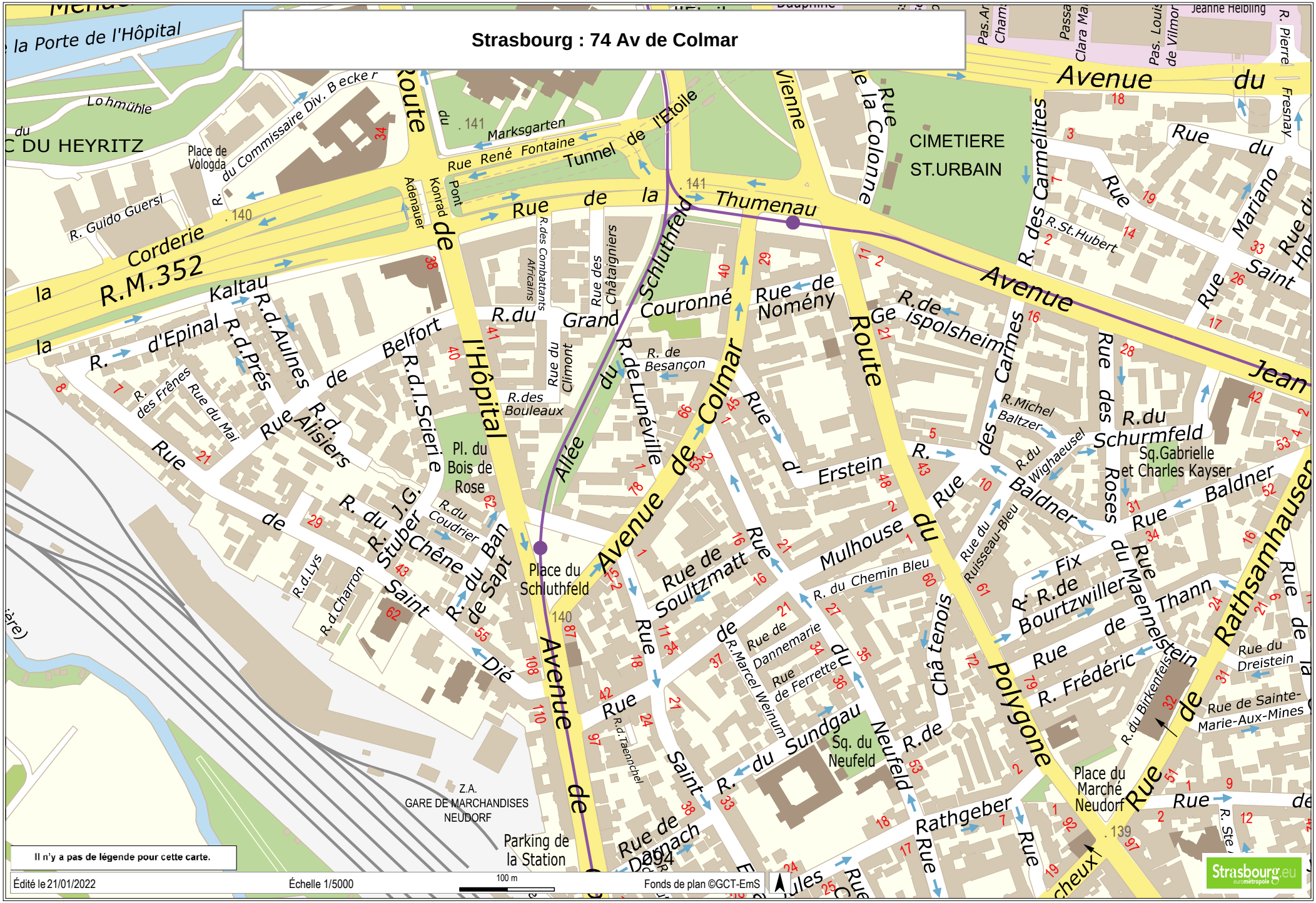
L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.


Strasbourg : 74 av de Colmar
AVENUE DE COLMAR
LUNEVILLE
HANGAR
613
895
614
12
10
8
58
746
747
17
509
142
857
856
503
96
466
459
860
908
461
66
13
796
910
909
70
102
11
911
798
686
547
564
72
53
74
55
518
157
156
5
897
76
57
3
348
1
520
560
78
59
412
59a
84
82
65
292
Édité le08/11/2021
Échelle 1:500
10 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

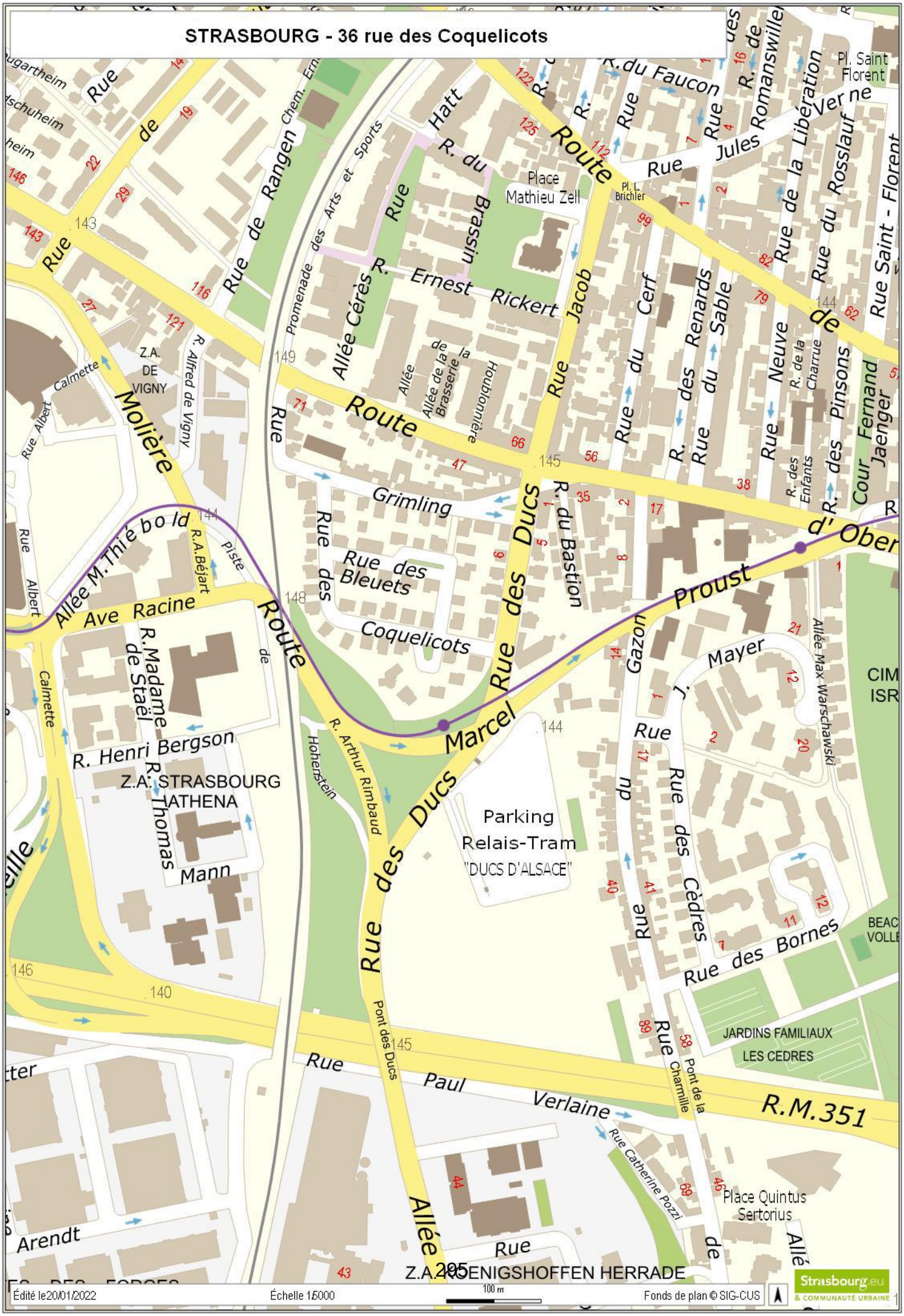
Strasbourg : 74 Av de Colmar



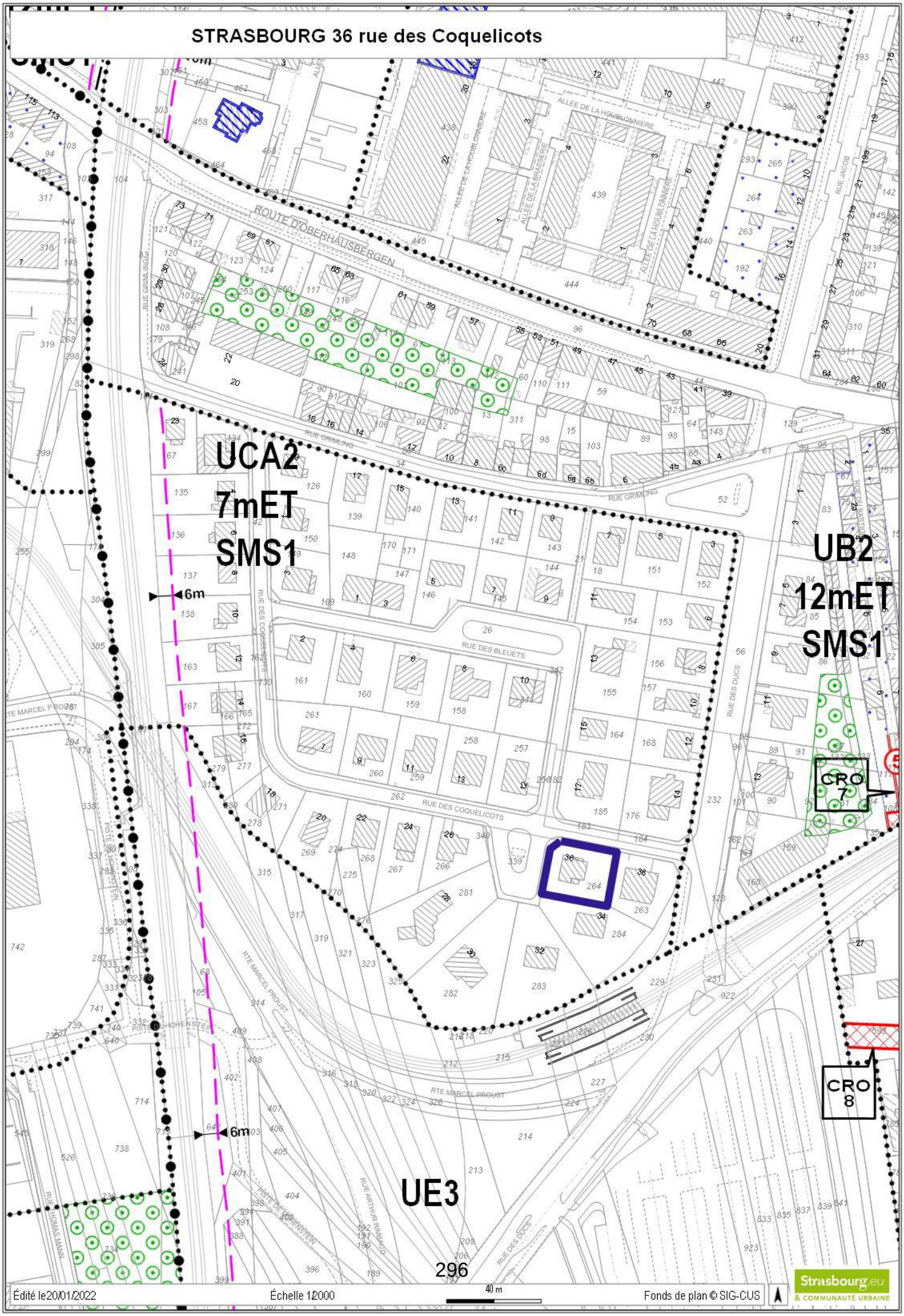
Strasbourg : 74 Av de Colmar



STRASBOURG - 36 rue des Coquelicots

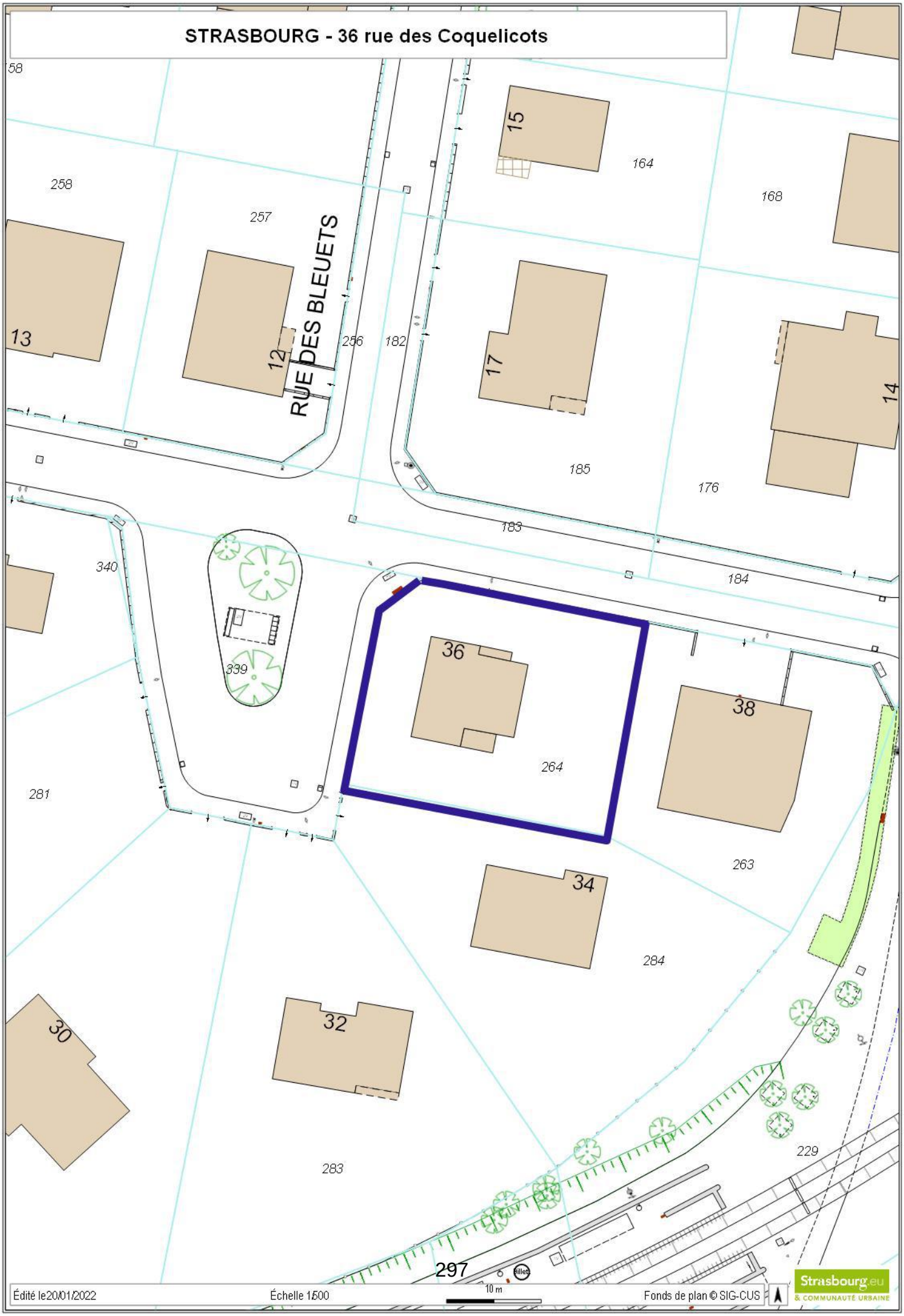


STRASBOURG 36 rue des Coquelicots



Édité le 20/01/2022 Échelle 1:2000 40 m Fonds de plan © SIG-CUS

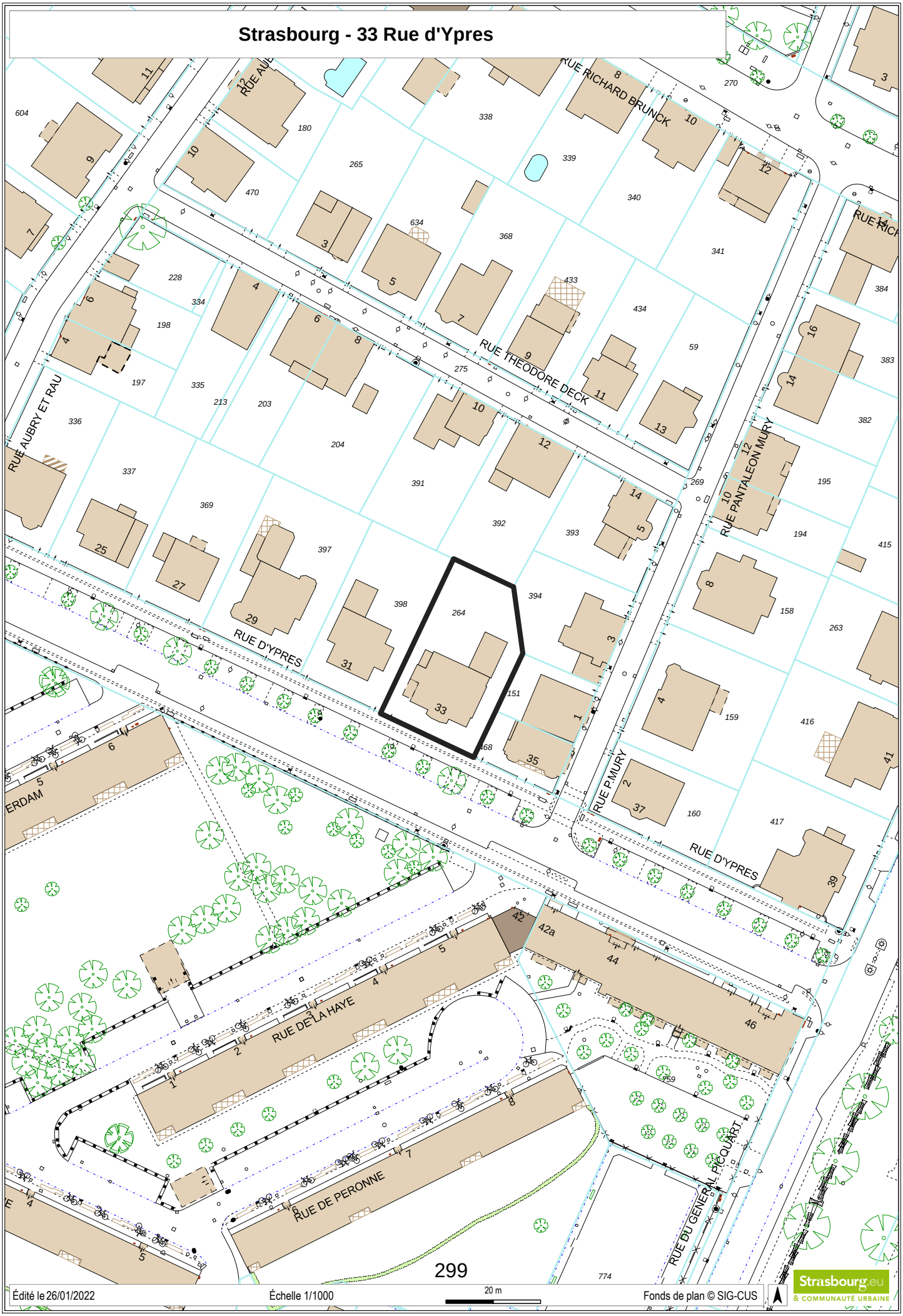
Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE


STRASBOURG - 36 rue des Coquelicots
58
15
164
168
258
257
RUE DES BLEUETS
13
12
256
182
17
14
185
176
183
184
340
339
36
38
264
281
263
34
284
32
30
283
229
Édité le 20/01/2022
Échelle 1/500
10 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

Strasbourg - 33 Rue d'Ypres



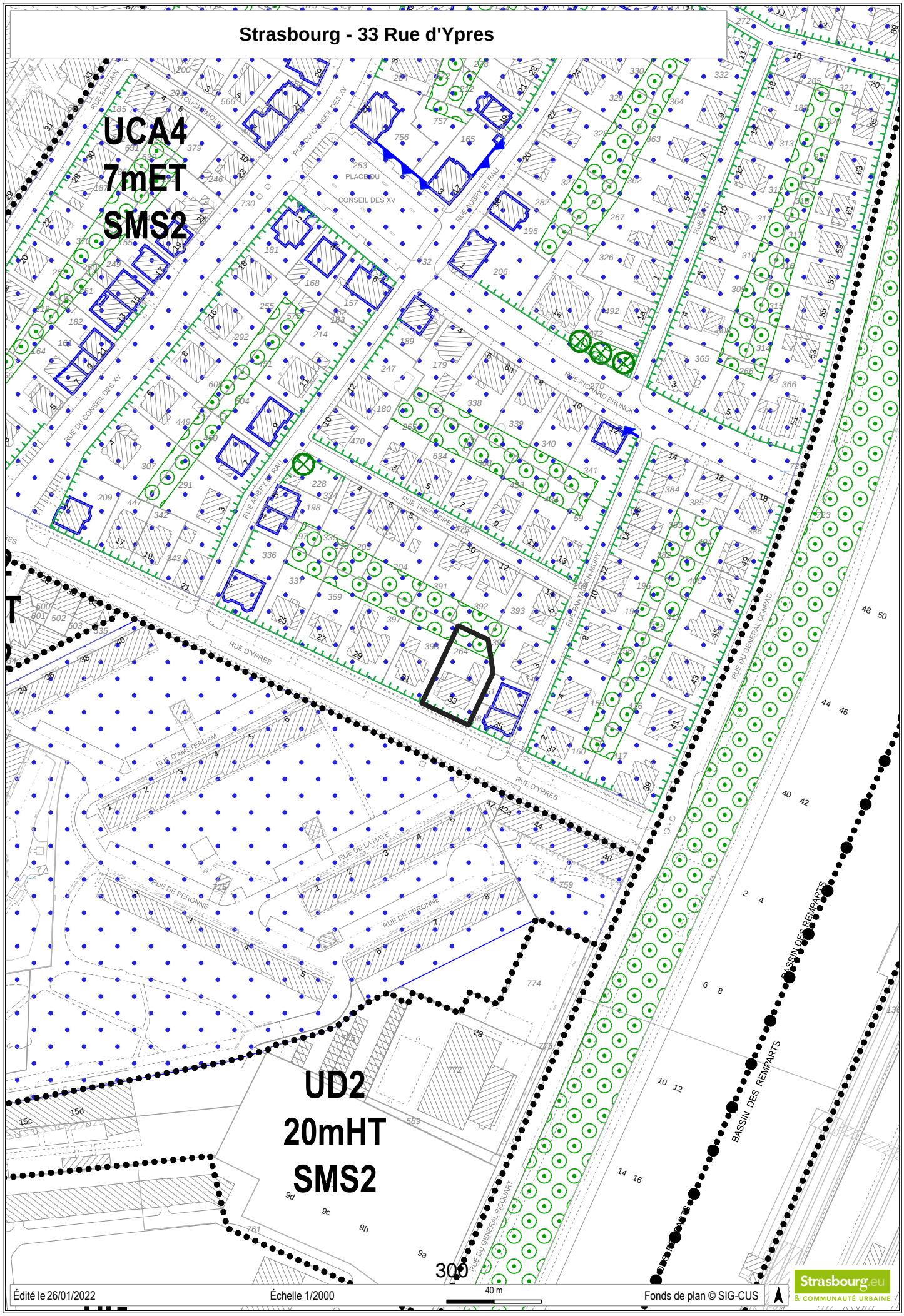
Strasbourg - 33 Rue d'Ypres



Édité le 26/01/2022 | Échelle 1/1000 | 20 m | Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE

Strasbourg - 33 Rue d'Ypres



Édité le 26/01/2022 | Échelle 1/2000 | Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE

Strasbourg.eu
eurométropole

Capitale européenne

Direction urbanisme et territoires
Politique foncière et immobilière
11.11.1616

ETUDE D'IMPACT

Procédure de déclassement anticipé d'emprises du domaine public sises avenue du Rhin à Strasbourg

SOMMAIRE

1. SUR LE CONTEXTE

2. SUR LE RECOURS À LA CESSION

3. SUR LE DECLASSEMENT

4. SUR LES MOTIFS DU DECLASSEMENT ANTICIPE

5. SUR LES AVANTAGES ET INCONVENIENTS DE L'ENSEMBLE DE L'OPERATION

a. Les inconvénients de l'opération

b. Les avantages de l'opération

1. SUR LE CONTEXTE

L'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Strasbourg ont engagé la réalisation du grand projet urbain des Deux Rives visant à assurer le développement commercial, artisanal et tertiaire de la zone située le long de l'avenue du Rhin et du bassin Dusuzeau à Strasbourg.

Dans ce cadre, et tout en poursuivant la satisfaction de l'intérêt général, il est envisagé de réaménager le terrain sis route du Rhin en permettant la construction d'un immeuble de bureaux utilisant au maximum le matériau bois.

Une consultation d'opérateurs a été organisée à cette fin ; le projet du groupe Lazard a été retenu. Il consiste en la construction d'un immeuble tertiaire de bureaux, de type R+7, assortie d'une reconstitution du plateau sportif existant sur le même terrain d'assiette.

La ville de Strasbourg, considérant l'intérêt public de ce projet, y est particulièrement favorable.

2. SUR LA VENTE DE L'IMMEUBLE

La ville de Strasbourg est propriétaire des parcelles cadastrées section DR, numéros 666, 667, 670, et section DP, numéros 550 et 572, représentant une surface totale de 23,46 ares, sises avenue du Rhin à Strasbourg.

En application d'un arrêté du 7 avril 1986, elle a pu y édifier un gymnase et y aménager un parking et des équipements sportifs (sautoir et plateau multisports) ; l'ensemble était rattaché au collège de la Musau (aujourd'hui collège Louise Weiss).

Au fil des ans, cette structure sportive a connu quelques évolutions. En effet, le collège Louise Weiss disposant d'un nouveau gymnase, celui de la Musau n'a plus été utilisé pour l'enseignement sportif. Depuis plusieurs années, ce gymnase et ses parkings accessoires sont dès lors mis à la disposition des associations sportives ; le plateau sportif est quant à lui laissé libre d'accès ; la piste de sautoir est tombée en désuétude.

La ville de Strasbourg souhaite céder au groupe Lazard les terrains précédemment énumérés, et devant lui servir d'assise foncière. Ces terrains relèvent du domaine public municipal en raison de leur affectation à l'usage direct du public.

3. SUR LE DECLASSEMENT

En application de la loi (article L. 3111-1 du code général de la propriété des personnes publiques), les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public sont inaliénables et imprescriptibles.

Les parcelles suivantes font l'objet de la cession ; elles sont cadastrées :

- section DP, numéro 550 pour une surface de 8,59 ares
- section DP, numéro 572 pour une surface de 5,09 ares
- section DR, numéro 666 pour une surface de 4,93 ares
- section DR, numéro 667 pour une surface de 0,52 are
- section DR, numéro 670 pour une surface de 4,33 ares

soit une surface totale d'environ 23,46 ares.

L'attachement de ces emprises au domaine public municipal nécessite que, préalablement à leur cession, elles soient déclassées conformément aux dispositions de l'article L. 2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques, et intégrées au domaine privé de la ville de Strasbourg.

4. SUR LES MOTIFS DU DECLASSEMENT ANTICIPE

Le législateur prévoit que « *le déclassement d'un immeuble appartenant au domaine public artificiel des personnes publiques et affecté à un service public ou à l'usage direct du public peut être prononcé dès que sa désaffectation a été décidée alors même que les nécessités du service public ou de l'usage direct du public justifient que cette désaffectation ne prenne effet que dans un délai fixé par l'acte de déclassement* » (article L. 2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques).

En l'espèce, le déclassement anticipé des emprises des parcelles cadastrées section DR, numéros 666, 667, 670, et section DP, numéros 550 et 572, intervenant donc avant leur désaffectation, est justifié par la nécessité de permettre usagers des structures sportives aménagées sur les emprises concernes de continuer à les utiliser.

En principe, la procédure de déclassement d'une emprise du domaine public implique au préalable que le bien concerné soit désaffecté avant que son déclassement puisse être formellement prononcé. Cette désaffectation et ce déclassement sont des étapes préalables, obligatoires, et nécessaires pour faire sortir un bien du domaine public afin de le valoriser sous le régime de la domanialité privé.

Dans le cas de ces emprises, la désaffectation nécessaire à leur déclassement et, par la suite, à leur cession, nécessiterait qu'elles ne soient plus accessibles au public.

Or, ces parcelles vont continuer à être mises à la disposition du public pour leurs pratiques sportives. Une désaffectation immédiate n'est donc pas envisagée, car elle empêcherait la satisfaction de l'intérêt général en terme de circulation.

En l'espèce, il est donc envisagé d'approuver le déclassement des parcelles cadastrées :

- section DP, numéro 550
- section DP, numéro 572
- section DR, numéro 666
- section DR, numéro 667
- section DR, numéro 670

telles que représentées sur le plan joint, et de décider que leur désaffectation interviendra au plus tard le 20 mars 2025.

5. SUR LES AVANTAGES ET INCONVENIENTS DE L'ENSEMBLE DE L'OPERATION

Les débats parlementaires relatifs au déclassement anticipé ont permis de mettre en avant qu'il s'agit là « *d'une opération dérogatoire au droit commun et comportant un risque financier* » ; de fait, « *il convient de permettre à l'organe délibérant de se prononcer sur le projet de cession en tenant compte de l'éventuel aléa. L'étude d'impact pluriannuelle permet de mettre en perspective, à court et moyen termes, l'ensemble des avantages et éventuels inconvénients liés à l'opération envisagée. Cette insertion apporte des garanties sur la faisabilité du projet tout en permettant à l'organe délibérant de se prononcer au regard de l'impact sur les finances locales de la collectivité* » (Assemblée nationale, 25 avril 2016, déclassement anticipé, n° 3668, amendement n° 2).

1. Les inconvénients de l'opération

Le déclassement anticipé fait peser un risque sur la promesse de vente et la réitération de l'acte authentique de vente si la désaffectation qui a été reportée n'est pas assurée dans le délai fixé. En effet, la non désaffectation des emprises entraînerait en principe la caducité de la promesse de vente si cette condition n'était pas réalisée.

Les inconvénients d'une éventuelle rupture de promesse de vente porteraient essentiellement sur la perte de dépenses engagées pour mettre en place la procédure (publicité, frais de personnel des services, etc.).

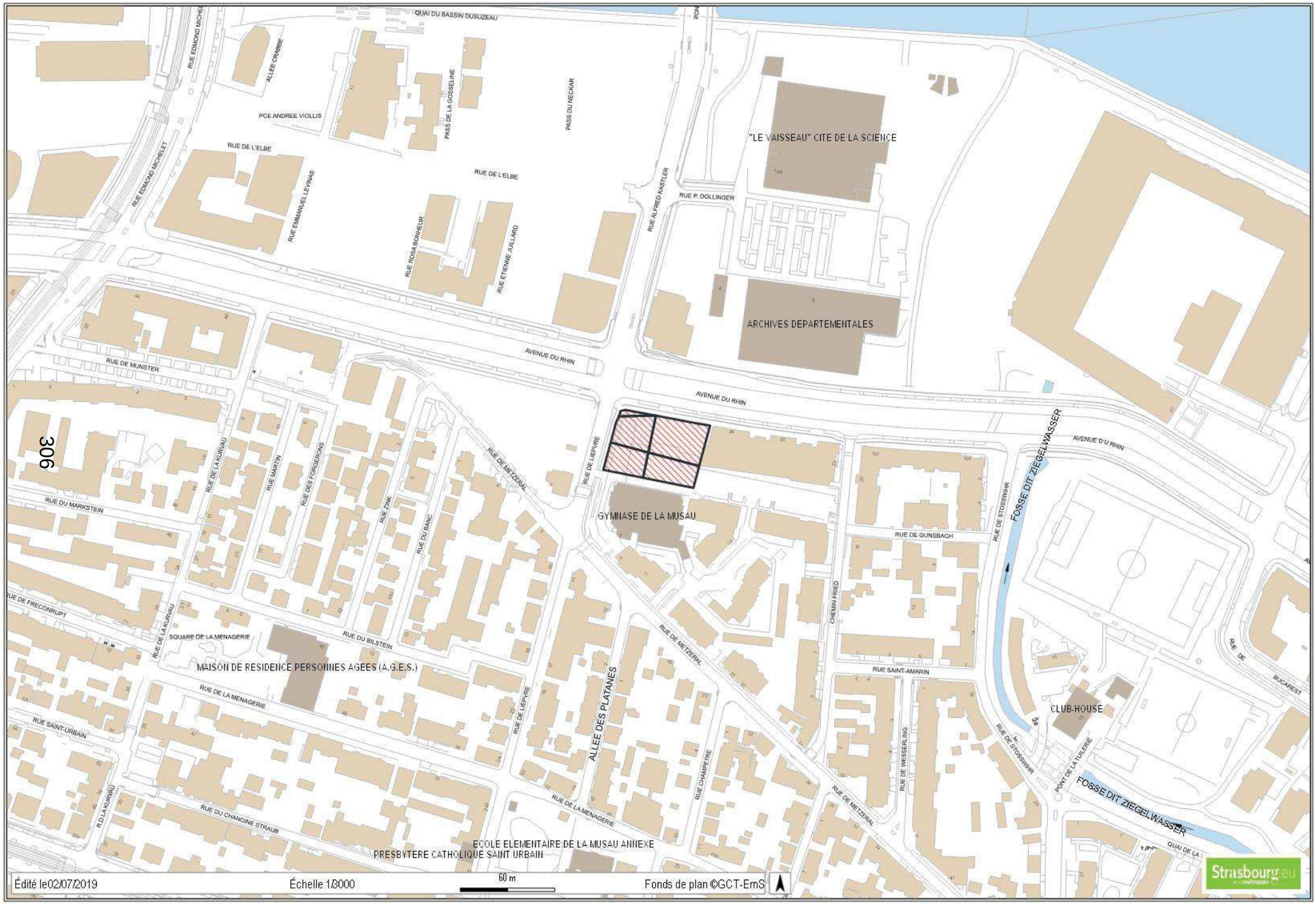
Les travaux et ouvrages éventuellement réalisés feraient retour à la ville de Strasbourg. La société ayant acquis les emprises pourrait donc recevoir une compensation sur le fondement de l'enrichissement sans cause, et obtenir le remboursement des dépenses qu'il aurait engagées.

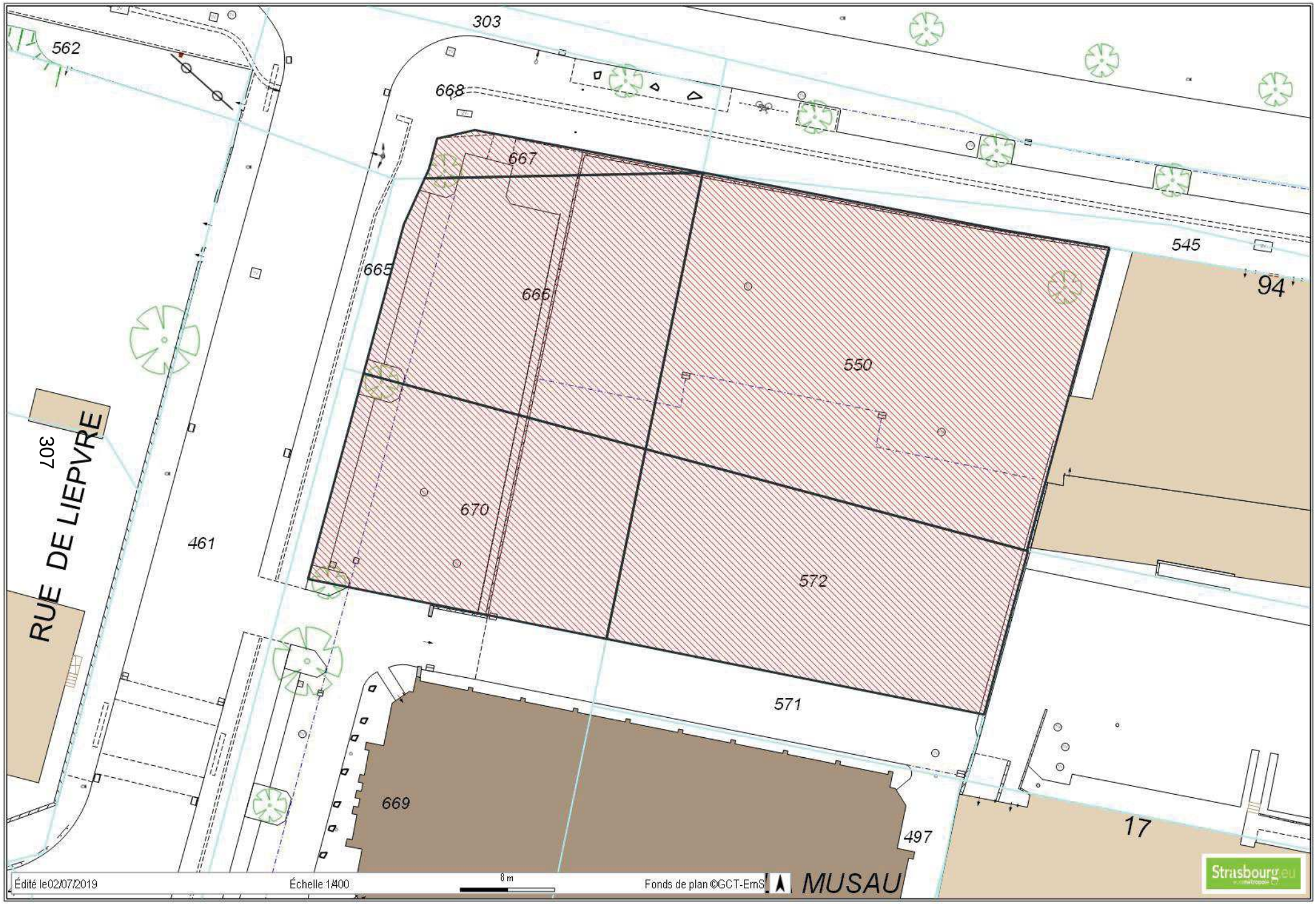
2. Les avantages de l'opération

Le déclassement anticipé a pour objet de faire tomber les emprises concernées immédiatement dans le domaine privé de la ville de Strasbourg à la date du déclassement anticipé et de la maintenir à la disposition du public, jusqu'à sa libération, soit au plus tard le 20 mars 2025.

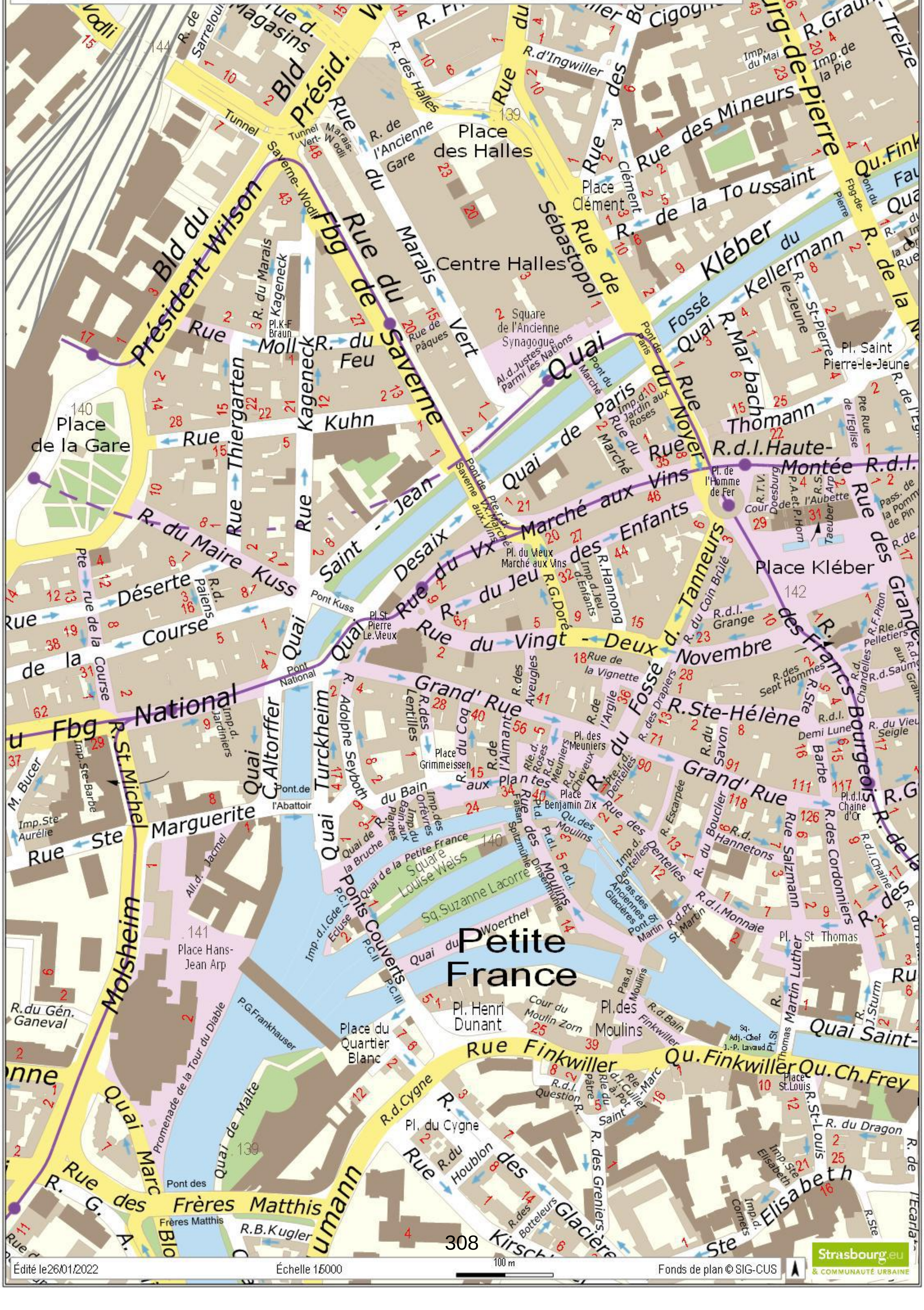
Il permet également à l'acquéreur, sur des terrains qui passent ainsi du domaine public au domaine privé, d'y réaliser des travaux.

Enfin, la vente des parcelles constitue une ressource immédiate pour le budget municipal alors même qu'elles continuent à être utilisées pour une mission de service public.


306
QUAI DU BASSIN DUSUZEAU
RUE EDMOND MICHELET
ALLEE CRABBE
PCE ANDREE VIOLLIS
PASS DE LA GOSSELINE
PASS DU NECKAR
RUE DE L'ELBE
RUE EMMANUEL LEVINAS
RUE ROSA BONHEUR
RUE ETIENNE JUILLARD
RUE ALFRED KASTLER
RUE P. DOLLINGER
"LE VAISSEAU" CITE DE LA SCIENCE
ARCHIVES DEPARTEMENTALES
AVENUE DU RHIN
RUE DE MUNSTER
RUE DE LA KURAU
RUE MARTIN
RUE DES FORGERONS
RUE ZINK
RUE DU BANC
RUE DE METZERAL
RUE DE LIEPVRE
GYMNASE DE LA MUSAU
RUE DU MARKSTEIN
RUE DE GUNSBACH
RUE DE STOSSWIHR
FOSSE DIT ZIEGELWASSER
AVENUE D'U RHIN
CHEMIN FRIED
RUE DE FRECONRUPT
SQUARE DE LA MENAGERIE
RUE DU BILSTEIN
MAISON DE RESIDENCE PERSONNES AGEES (A.G.E.S.)
RUE DE LA MENAGERIE
RUE SAINT-URBAIN
ALLEE DES PLATANES
RUE SAINT-AMARIN
RUE DE WESSERLING
CLUB-HOUSE
RUE DE BUCAREST
PONT DE LA TUILERIE
RUE DU CHANOINE STRAUB
ECOLE ELEMENTAIRE DE LA MUSAU ANNEXE
PRESBYTERE CATHOLIQUE SAINT URBAIN
QUAI DE LA
Édité le02/07/2019
Échelle 1/8000
60 m
Fonds de plan ©GCT-EmS
Strasbourg.eu

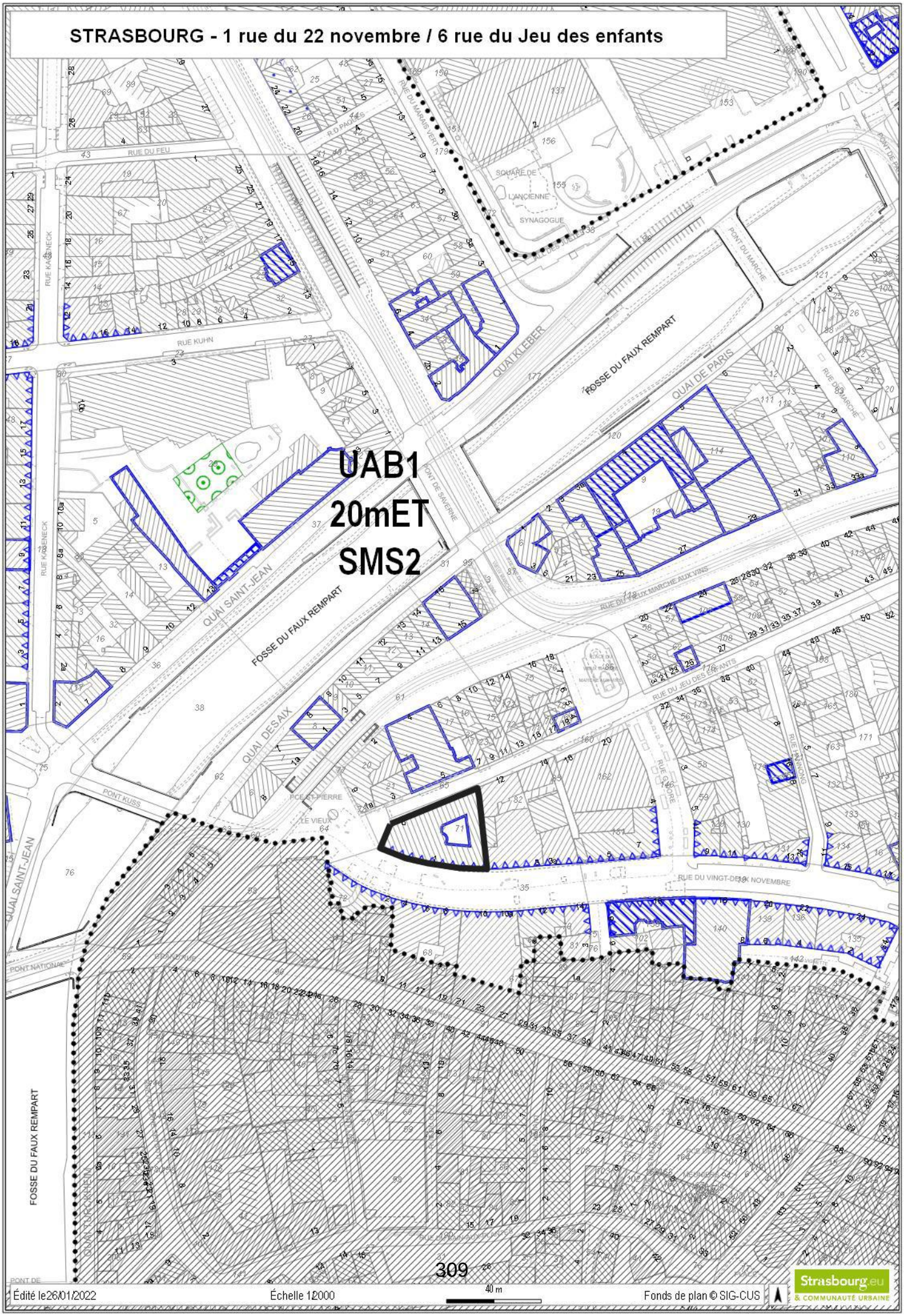

303
562
668
667
665
666
550
545
94
307
RUE DE LIEPVRE
461
670
572
571
669
497
17
MUSAU
Édité le02/07/2019
Échelle 1/400
8 m
Fonds de plan ©GCT-EmS
Strasbourg.eu

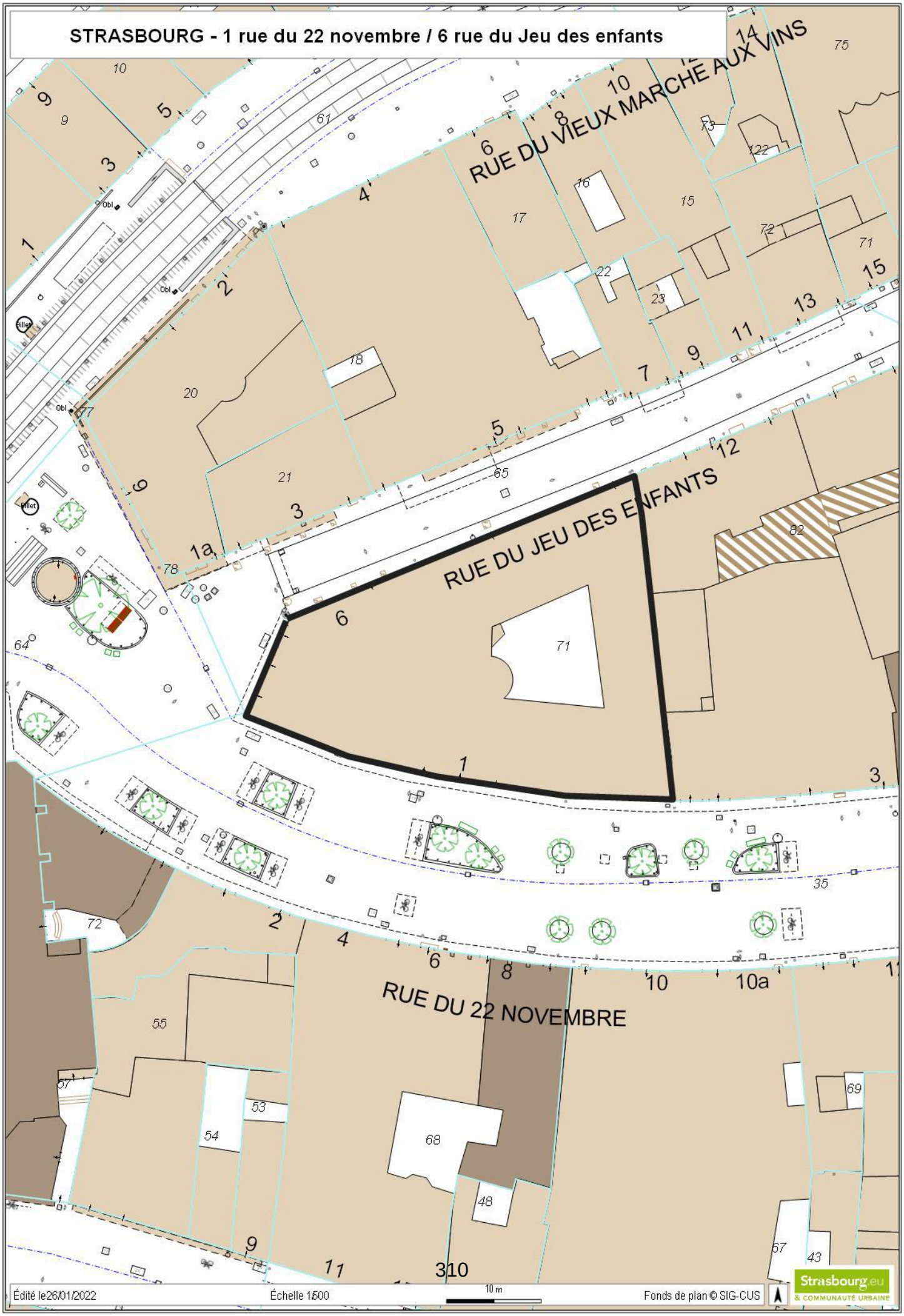
STRASBOURG - 1 rue du 22 novembre / 6 rue du Jeu des enfants

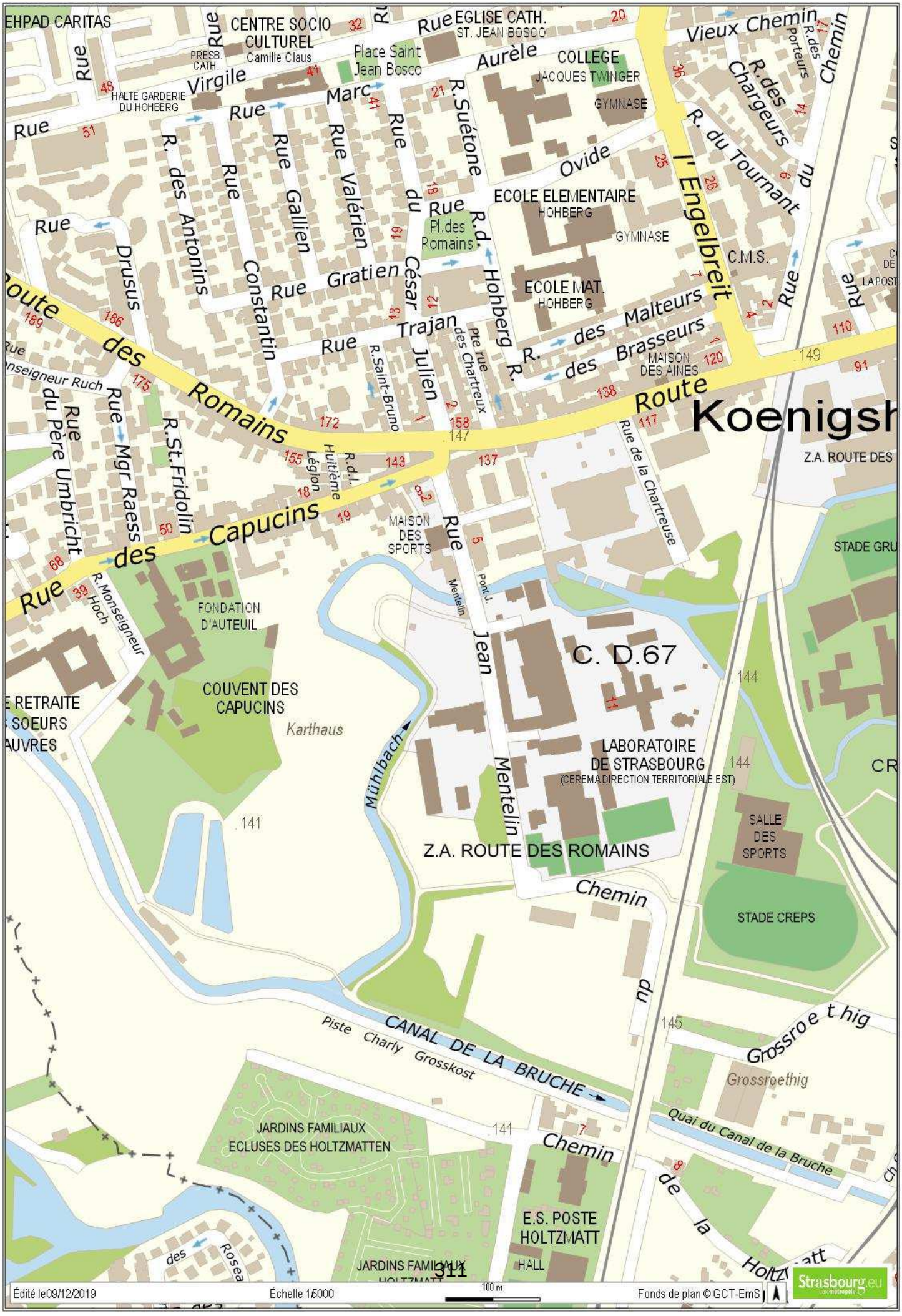


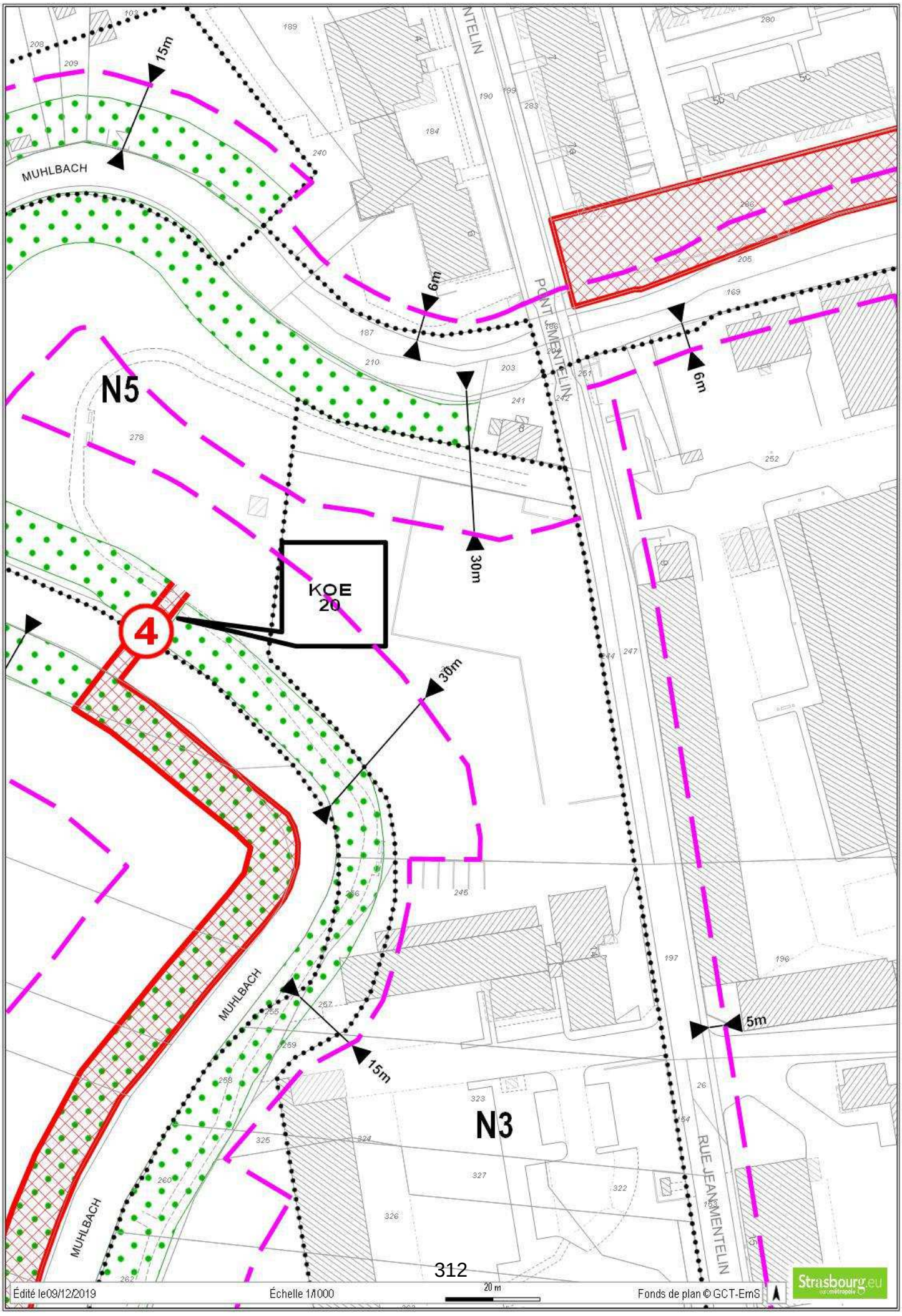
Édité le 26/01/2022 Échelle 1/5000 100 m Fonds de plan © SIG-CUS Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE

STRASBOURG - 1 rue du 22 novembre / 6 rue du Jeu des enfants




STRASBOURG - 1 rue du 22 novembre / 6 rue du Jeu des enfants
RUE DU VIEUX MARCHE AUX VINS
RUE DU JEU DES ENFANTS
RUE DU 22 NOVEMBRE
Obl
Pillet
Édité le26/01/2022
Échelle 1:500
10 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE


EHPAD CARITAS
CENTRE SOCIO CULTUREL
Camille Claus
PRESB. CATH.
HALTE GARDERIE DU HOHBERG
EGLISE CATH. ST. JEAN BOSCO
Place Saint Jean Bosco
COLLEGE JACQUES TWINGER
GYMNASE
Vieux Chemin
R. des Porteurs
R. des Chargeurs
R. du Tournant
Chemin du
Rue Virgile
Rue Marc Aurèle
R. Suétone
Rue Ovide
Rue Gallien
Rue Valérien
Rue du César
R. des Antonins
Rue Constantin
Rue Gratien
Rue Trajan
Rue Drusus
ECOLE ELEMENTAIRE HOHBERG
GYMNASE
Pl. des Romains
R.d. Hohberg
ECOLE MAT. HOHBERG
C.M.S.
I' Engelbreit
R. des Malteurs
R. des Brasseurs
MAISON DES AINES
Route des Romains
Route
Koenigsh
Z.A. ROUTE DES
Rue Monseigneur Ruch
Rue du Père Umbricht
Rue Mgr Raess
R.St.Fridolin
R.d.J. Huitième Légion
R.Saint-Bruno
pte rue des Chartreux
Rue de la Chartreuse
Rue des Capucins
MAISON DES SPORTS
Pont J. Mentelin
STADE GRU
R. Monseigneur Hoch
FONDATION D'AUTEUIL
COUVENT DES CAPUCINS
Karthaus
E RETRAITE
SOEURS
AUVRES
Mühlbach
Rue Jean Mentelin
C. D.67
LABORATOIRE DE STRASBOURG
(CEREMA DIRECTION TERRITORIALE EST)
SALLE DES SPORTS
Z.A. ROUTE DES ROMAINS
Chemin
STADE CREPS
CANAL DE LA BRUCHE
Piste Charly Grosskost
Grossroethig
Quai du Canal de la Bruche
JARDINS FAMILIAUX ECLUSES DES HOLTZMATTEN
Chemin
E.S. POSTE HOLTZMATT
HALL
JARDINS FAMILIAUX
de la Holtzmatt
141
144
145
147
149
Édité le09/12/2019
Échelle 15000
100 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu


15m
MUHLBACH
6m
PONT JEAN MENTELIN
6m
N5
30m
KOE
20
4
30m
MUHLBACH
15m
5m
N3
RUE JEAN MENTELIN
MUHLBACH
Édité le09/12/2019
Échelle 1/1000
20 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Le Directeur à

le 03/02/2021

Direction générale des Finances publiques
Direction régionale des Finances publiques du Grand-Est et du Bas-Rhin
Pôle Pilotage des Missions, Animation du Réseau
Division du Domaine – Pôle d'Evaluation Domaniale
4, place de la République
CS 51002
67070 STRASBOURG CEDEX
Téléphone : 03.88.10.35.00
Courriel : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : M. GOGUELY Patrick
Téléphone : 03.88.10.35.13
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. DS : 3411164
Réf Lido : 2021-482-V0109

Ville de Strasbourg
Service politique foncière et immobilière
1, parc de l'étoile
67076 Strasbourg Cedex

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

Désignation du bien	Terrain à bâtir
Adresse du bien :	92, route du Rhin à Strasbourg-Neudorf
Valeur vénale :	1 400 000 euros H.T.

Il est rappelé que les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent sur délibération motivée s'écarter de cette valeur.

1 – Service consultant

Ville de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Paule WEISS** paule.weiss@strasbourg.eu
Mr Kevin FISCH kevin.FISCH@strasbourg.eu

2 – Date

de consultation 21/01/2021
de réception : 21/01/2021
de visite:/
de réception de renseignements complémentaires :
de dossier en état : 21/01/2021

3 – Opération soumise à l'avis du Domaine – Description du projet envisagé

Cession d'une emprise foncière de 23,47 ares, destinée à la réalisation d'un immeuble tertiaire démonstrateur bois à faible bilan carbone.

4 – Description du bien

Commune de Strasbourg-Neudorf

Désignation cadastrale :

Section	Parcelle	Adresse	Superficie (en ares)
DP	550	route du Rhin	8,59
DP	572	route du Rhin	5,09
DR	670	Rue de Metzeral	4,33
DR	666	Rue de Metzeral	4,93
DR	667	route du Rhin	0,52
		TOTAL	**23,46**

Descriptif sommaire :

Emprise foncière de forme rectangulaire (55 mètres de long sur un axe Est/Ouest et 45 mètres de profondeur sur l'axe opposé) en nature terrain de sport, parking et espaces verts, bordée à l'ouest par la rue de Liepvre, au sud par le gymnase de la Musau, à l'est par le chemin Fried et au nord par l'avenue du Rhin.

Le projet envisagé sur le terrain porte sur la construction d'un immeuble tertiaire démonstrateur bois à bas bilan carbone développant 4 500m² de surface de plancher à usage de bureaux et 500 m² à usage de services avec en souterrain un parking de 59 places.

5 – Situation juridique

Propriétaire (s) : Ville de Strasbourg
Situation d'occupation: libre

6 – Urbanisme – Réseaux

La zone UD correspond à des secteurs urbains dont l'objectif est de permettre la rénovation, le renouvellement et le développement de projets urbains avec une démarche d'urbanisme durable qui veille notamment à la réduction des consommations énergétiques (bâtiments BBC, maisons passives..). Ce nouveau quartier se caractérise par le soin apporté aux espaces publics, la mixité des fonctions

urbaines et sociales, et leur innovation architecturale.

Les règles d'urbanisme de la zone UD sont relativement souples, que ce soit pour l'implantation du bâti ou l'emprise au sol, permettant plus qu'ailleurs l'innovation urbaine.

7 – Détermination de la valeur vénale

Compte tenu de leurs caractéristiques propres ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale actuelle des parcelles considérées peut être fixée à 1 400 000 € HT.

Nota :
La présente évaluation est donnée pour un terrain estimé à l'état nu et libre, sans tenir compte des éventuelles servitudes pouvant affecter l'utilisation des sols et/ou contraintes liées à leur pollution.

8– Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 18 mois.

9 – Observations particulières

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, ~~de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb~~ ou de pollution des sols.

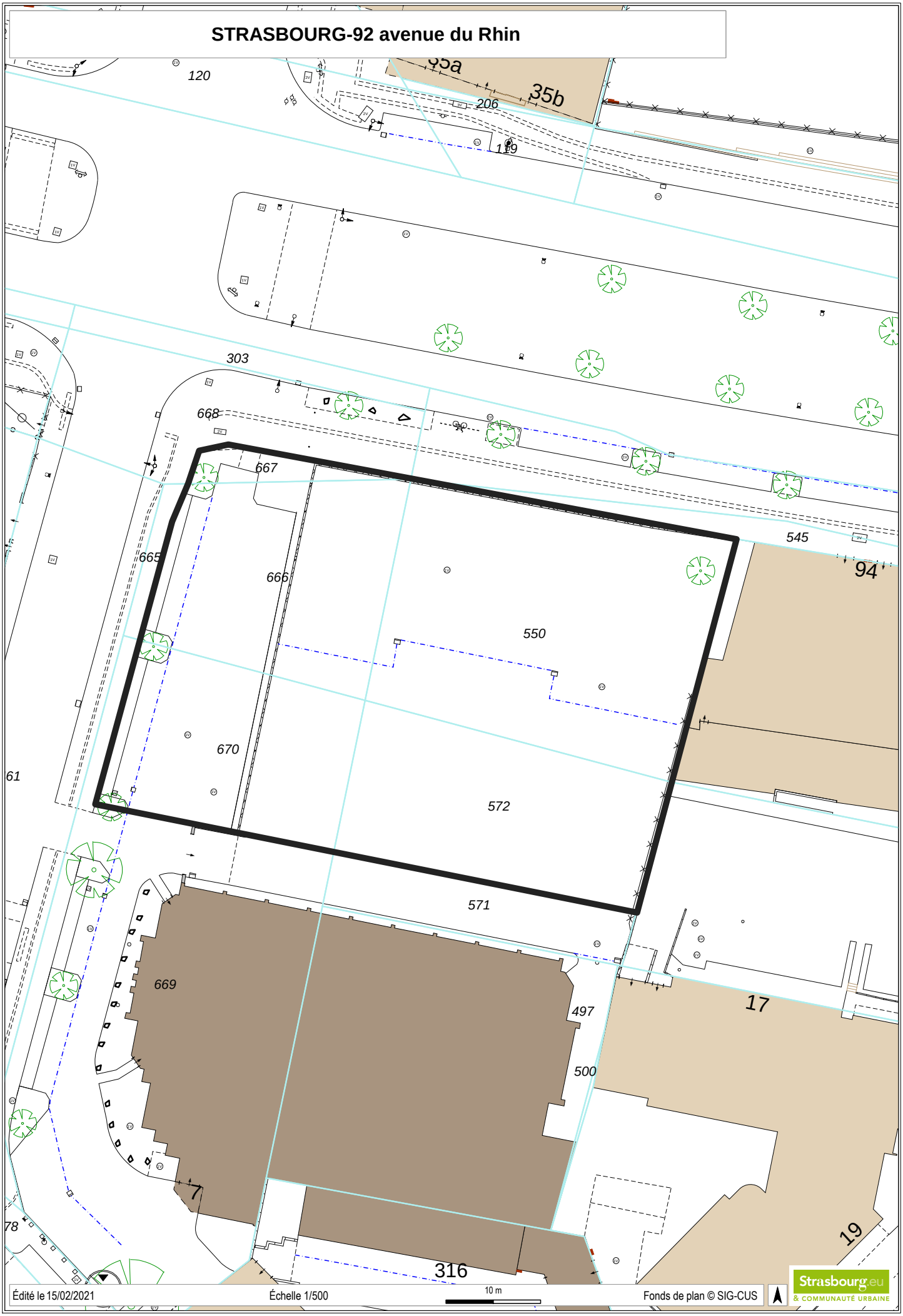
Une nouvelle consultation du Pôle d'Évaluation Domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,

L'Inspectrice principale des Finances publiques
Responsable du pôle d'évaluation domaniale
Anne-Fleur FIEGEL

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

STRASBOURG-92 avenue du Rhin



STRASBOURG - 92 avenue du Rhin



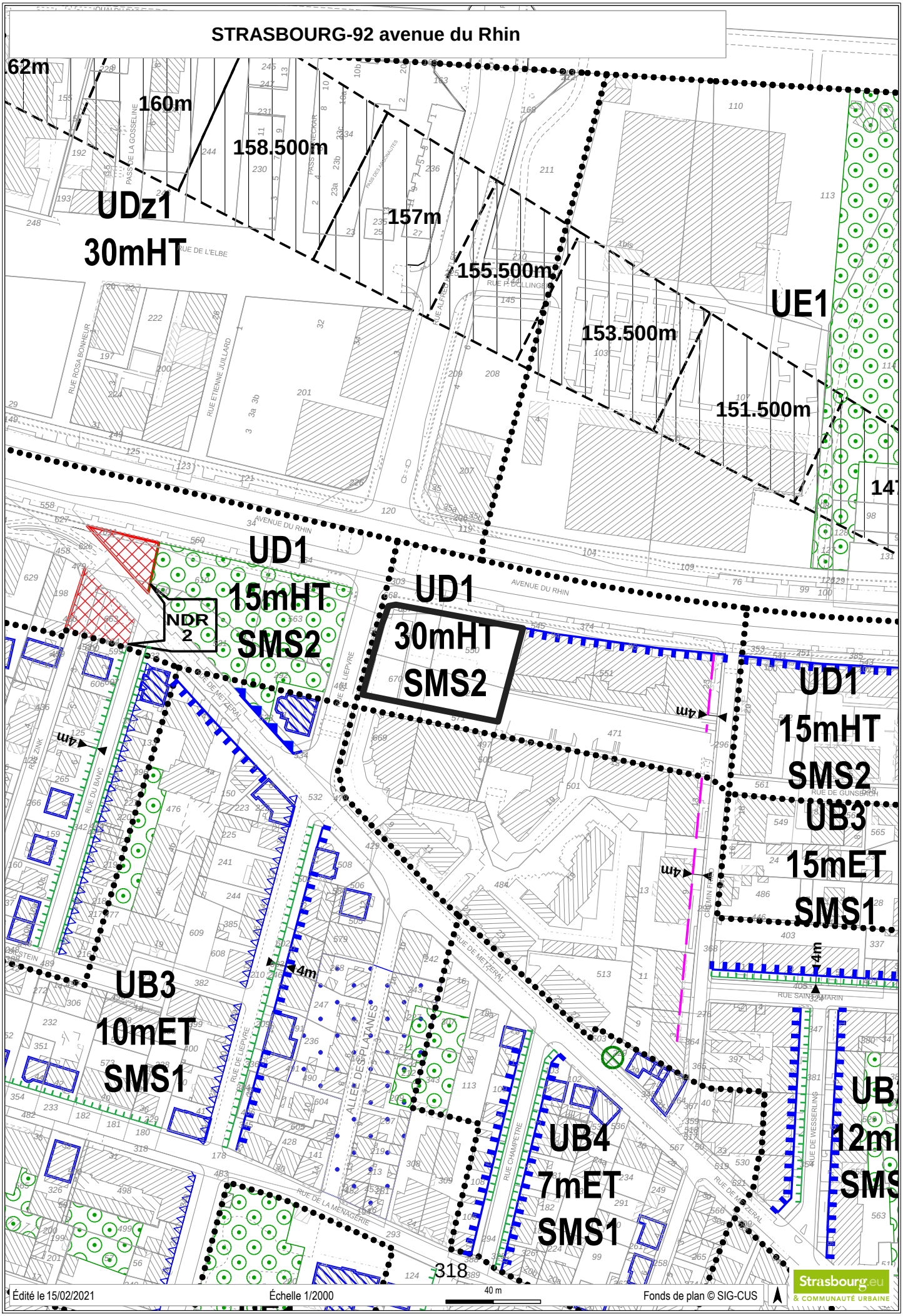
Édité le 15/02/2021

Échelle 1/8000

160 m

Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE


STRASBOURG-92 avenue du Rhin
62m
160m
158.500m
157m
155.500m
153.500m
151.500m
UDz1
30mHT
UE1
UD1
15mHT
SMS2
NDR
2
UD1
30mHT
SMS2
UD1
15mHT
SMS2
UB3
15mET
SMS1
UB3
10mET
SMS1
UB4
7mET
SMS1
UB
12m
SMS
4m
AVENUE DU RHIN
RUE DE L'ELBE
RUE ROSA BONHEUR
RUE ETIENNE JUILLARD
RUE DU BANC
RUE DE LIEPVRE
RUE DE METZERAL
ALLEE DES PLATANES
RUE DE LA MENAGERIE
RUE CHAMPETRE
RUE DE WISSEMBOURG
RUE DE GUNSBACH
RUE SAINT-MARIN
318
Édité le 15/02/2021
Échelle 1/2000
40 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03.88.10.35.13
Référence :
Réf DS: **4887988**
Réf OSE **: 2021-67482-51232**

Le 20/07/2021

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est du département du Bas-Rhin

à

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Service politique foncière et immobilière
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG Cedex

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Désignation du bien :	Terrain à bâtir
Adresse du bien :	21, route d'Altenheim
Commune :	Strasbourg-Neuhof
Valeur:	**402 500 € HT** (350 € /m² SDP pour un projet de 1 150 m²) soit le prix annoncé dans la demande du consultant.

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

1 - SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg
Affaire suivie par **Mme Fanny PFEIFFER** fanny.pfeiffer@strasbourg.eu
Vos références:/

2 - DATE

de consultation : 01/07/2021
de visite : /
de dossier en état : 01/07/2021

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET - PRIX ENVISAGÉ

Vente d'une emprise sur-bâtie destinée après démolition du bâti qui l'encombre à la réalisation d'un programme de logements sociaux.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1 Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre de la ville de **STRASBOURG** sous les références suivantes:

Section	Parcelle	Adresse/Lieu-dit	Superficie (are)
IS	57	21, route d'Altenheim	4,71
IS	319/55	21, route d'Altenheim	2,25
IS	328/57	Route d'Altenheim	2,65
		TOTAL	**9,61**

4.2 Descriptif

Unité foncière en forme de L, constituée d'une parcelle rectangulaire cadastrée IS n° 57, située au contact de la rue d'Altenheim sur-bâtie d'un ensemble immobilier à usage d'habitation et dépendances soumis au régime de la copropriété et de deux parcelles à l'état nu, respectivement cadastrées IS n° 319 et IS n° 328; la première de forme trapézoïdale (19 mètres de large sur une profondeur comprise entre 6 et 9 mètres) est située dans le prolongement du bâti, la seconde de forme rectangulaire (20 mètres de large sur 12 mètres de profondeur) décalée sur la gauche, jouxte les limites arrières de la propriété voisine.

Cette emprise est destinée après démolition du bâti existant à recevoir un programme de 18 logements neufs.

Dans le cadre des prescriptions imposées par les services techniques de l'EMS, l'immeuble à construire, de type R+3+combles sur parc de stationnement semi-enterré, développera une surface de plancher comprise entre **1 000 m² et 1 200 m².**

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Eurométropole de Strasbourg (acquisition par voie de préemption en 2017)

5.2. Conditions d'occupation actuelles

Libre d'occupation

6 - URBANISME

6.1 Règles actuelles

Au PLU intercommunal en vigueur, les parcelles sont situées en zone **UB2** (12 mètres ET, SMS2).

Elles forment une unité foncière qui reçoit la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du code de l'expropriation (situation en zone constructible et accès à des voies publiques équipées des réseaux).

6.2 Date de référence et règles applicables

Non recherchée dans les circonstances de l'espèce

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

Compte tenu de la nature du projet poursuivi, les biens soumis à expertise seront évalués par référence au marché des terrains à bâtir

Leur valeur vénale sera déterminée par la **méthode dite par comparaison** dans la mesure ou il existe localement suffisamment de mutation de biens présentant des caractéristiques similaires ou proches.

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

L'étude de marché s'attachera à recenser les ventes de terrain à bâtir situés sur les grands axes (route d'Altenheim, avenue du Neuhof) et/ou proche du centre du Neuhof et présentant un potentiel constructible similaire ou comparable (hauteur des constructions et nature et densité du programme réalisé).

Date	Section	plan	n°	adresse	T	prix déclaré	prix/are	POS-PLUi	Htr	SDP	€ m² SDP	Cos eff
06/05/19	IM	213,59,109	4	Hirondelles	13,49	540 000 €	**40 030 €**	UB3	10 ET	1 369	**394 €**	1,0
21/12/18	IS	130	31	Klebsau	13,79	550 000 €	**39 884 €**	UB2-UCB1	12 ET	3 161	**348 €**	1,1
21/12/18	IS	129	33	Klebsau	15,47	550 000 €	**35 553 €**	UB2-UCB1	12 ET		**348 €**	1,1
30/05/17	IW	244,336	30	Canonniers	16,34	820 000 €	**50 184 €**	UCB1-UD2	12/20 HT	1 920	**427 €**	1,2
16/09/14	IW	333	2	Neuhof (ave)	38,58	1 130 000 €	**29 290 €**	UB13	12	3 180	**296 €**	0,9
				MOYENNE	19,53	718 000 €	**38 988 €**			2 408	**363 €**	1,1
				MEDIANE	15,47	550 000 €	**39 884 €**			2 541	**348 €**	1,1
07/11/18	HC	2/8,3/8,6,25	2-4	Rheinmatt	16,5	650 000 €	**39 394 €**	UCB1	12 ET	2 828	**230 €**	1,7
07/12/18	HC	176/10		Vanneaux	15,78	681 897 €	**43 213 €**	UCB1	12 ET	2 830	**241 €**	1,8
27/03/15	IV	91,92,350,353,354,355,356,411	75	Neuhof	11,25	425 063 €	**37 783 €**	UA	15	2 377	**179 €**	2,1
				MOYENNE	14,51	585 653	**40 130 €**			2 678	**217 €**	1,9
26/02/20	KT	217	111	Ganzau	24,62	845 000 €	**34 322 €**	UCA2	7 ET	1 521	**556 €**	0,6
08/12/15	IL	350,351/41	59	Altenheim	4,23	115 000 €	**27 187 €**	UB5	12	231	**498 €**	0,5
23/07/14	KT	925,927	10A	Faisanderie	15,1	510 000 €	**33 775 €**	UB8	7	745	**685 €**	0,5
				MOYENNE	14,65	490 000	**31 761 €**			832	**579 €**	0,5
14/12/15	IS	444,446,386,445	9	Klebsau	17,45	565 166 €	**32 388 €**	UD3-UB5	12			
27/03/15	IV	92,91		Neuhof-Indre	3,97	150 000 €	**37 783 €**	UA	15	-		

2. Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

L'emprise à évaluer est destinée à la réalisation d'un projet de construction qui devra tenir compte des prescriptions imposées par les services techniques de l'EMS. Son potentiel constructible a donc été limité pour être fixé entre 1 000 et 1 200 m² de SDP.

Ce niveau de densification doit nous amener à nous rapprocher du premier groupe de mutations figurant dans le tableau des termes de comparaison

Sur ce segment de marché le prix de vente moyen (et/ ou médian) se situe autour de **40 000 € € l'are** et la charge foncière autour de **350 € /m² SDP**

Compte tenu des caractéristiques propres de l'emprise à évaluer ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale de l'unité foncière considérée peut être déterminée sur la base d'une charge foncière de **350 € HT /m² SDP,** soit la charge foncière médiane constatée sur le secteur pour des projets présentant une densité comparable

10-DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

Surface Unité Foncière (are)	9,61				
Surface de plancher	**Charge foncière**	**Abat**	**VU après abat**	**Valeur vénale**	**Valeur à l'are**
1000	350 €	0%	350 €	**350 000 €**	**36 420 €**
1200	350 €	0%	350 €	**420 000 €**	**43 704 €**

Nota :
La valeur est donnée pour un terrain estimé « nu et libre », les coûts de démolition et de dépollution étant pris en charge par l'EMS

11 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 12 mois.

12 - OBSERVATIONS

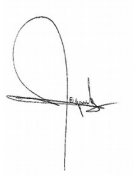
La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent rapport.

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

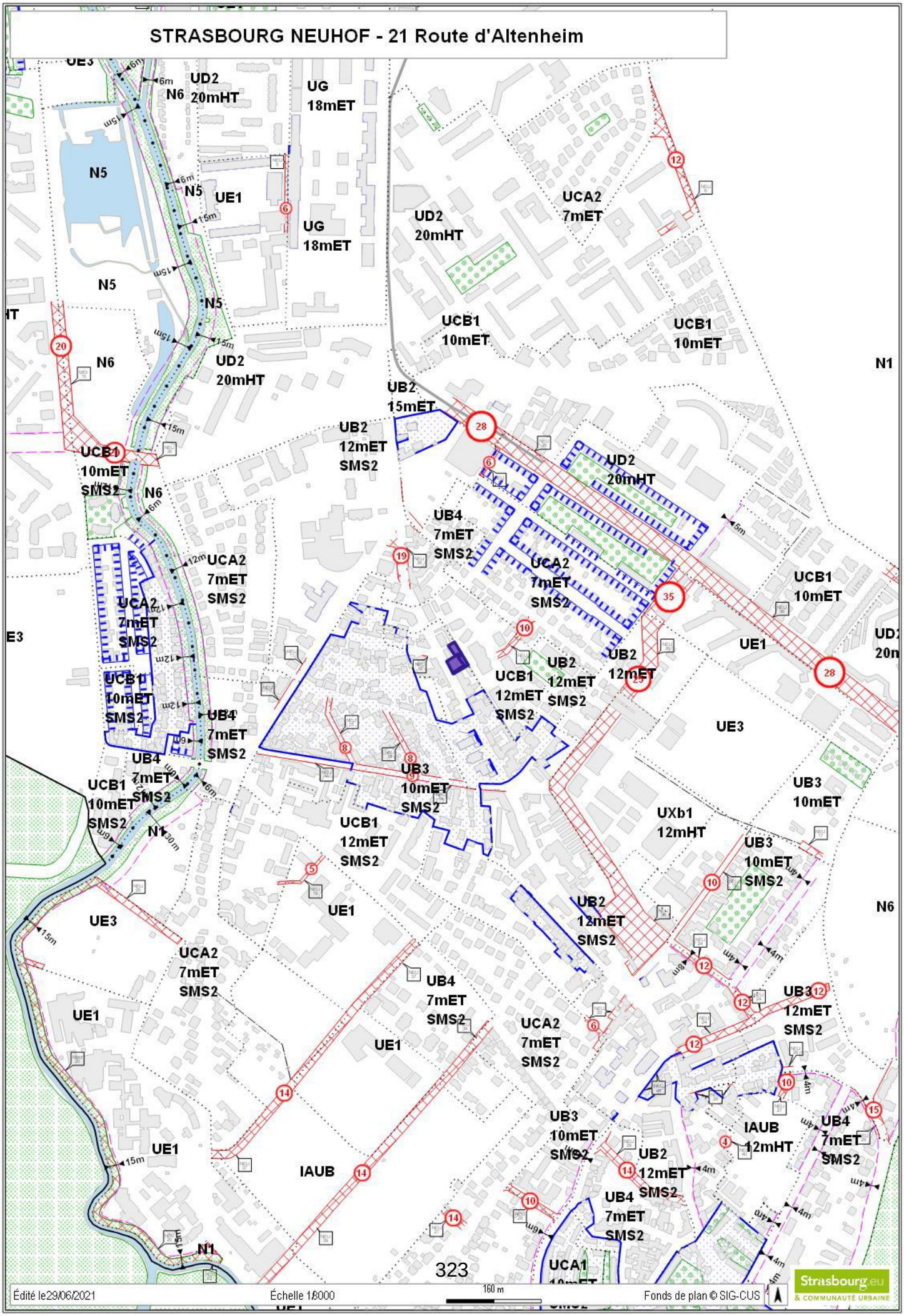
Une nouvelle consultation du Pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur et par délégation,

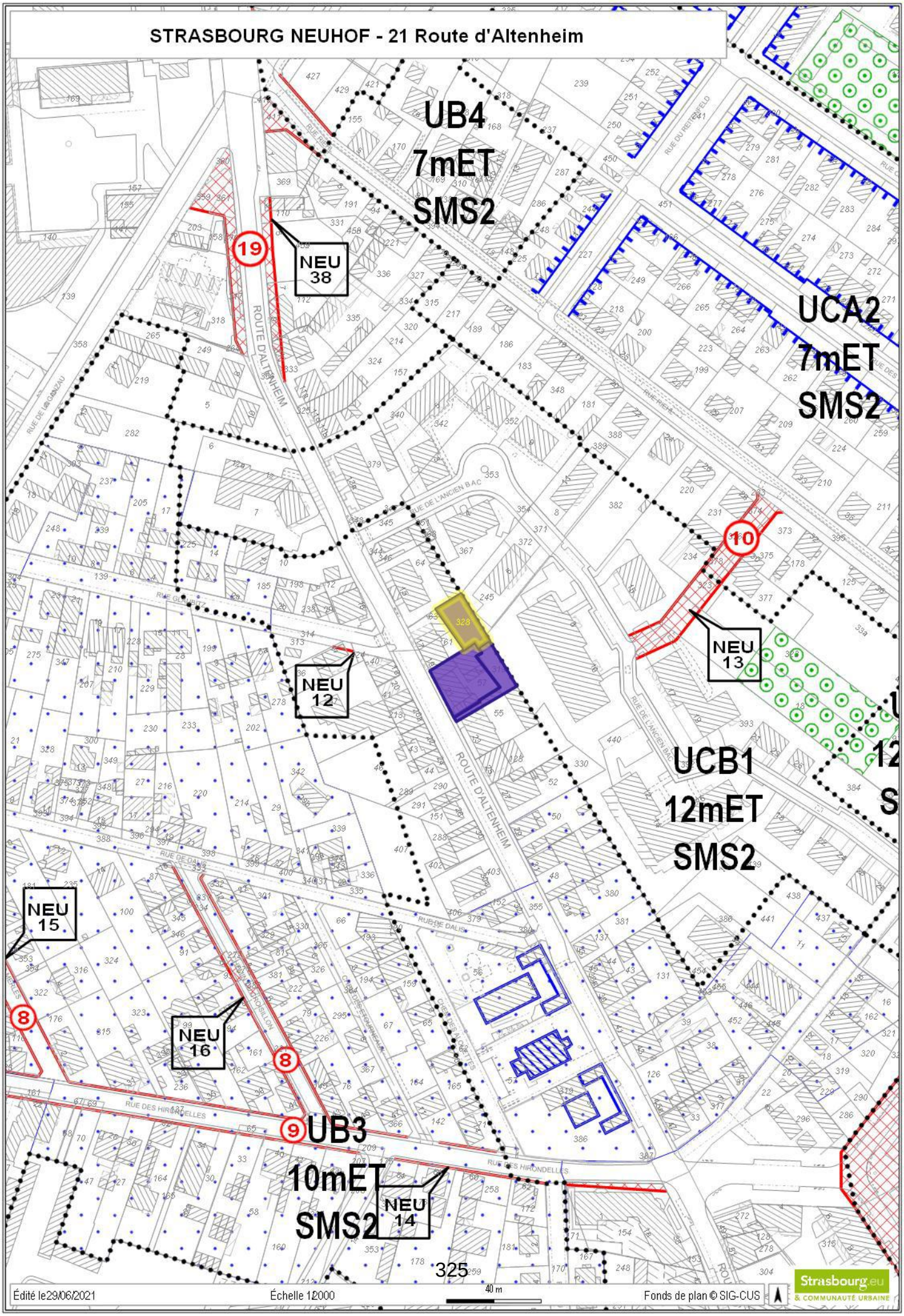
GOGUELY Patrick
Inspecteur des Finances publiques



L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.


STRASBOURG NEUHOF - 21 Route d'Altenheim
UE3
UD2
20mHT
N6
UG
18mET
N5
UE1
UCA2
7mET
UB2
15mET
UB2
12mET
SMS2
UCB1
10mET
SMS2
UB4
7mET
SMS2
UCA2
7mET
SMS2
UB2
12mET
SMS2
UCB1
12mET
SMS2
UB3
10mET
SMS2
UXb1
12mHT
UE3
UE1
IAUB
12mHT
UB4
7mET
SMS2
UCA1
N1
N6
UD2
20m
UCB1
10mET
E3
IT
Édité le29/06/2021
Échelle 1/8000
160 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE


STRASBOURG NEUHOF - 21 Route d'Altenheim
ROUTE D'ALTENHEIM
ROUTE D'ALTENH
328
345
351
354
371
368
372
344
367
346
64
9
15
245
16
63
17
61
19
224
40
18
319
20
57
21
41
213
20a
55
22
23
43
24
123
46
44
25
52
290
289
27
291
28
151
Édité le29/06/2021
Échelle 1:500
10 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE


STRASBOURG NEUHOF - 21 Route d'Altenheim
UB4
7mET
SMS2
UCA2
7mET
SMS2
UCB1
12mET
SMS2
UB3
10mET
SMS2
19
NEU 38
10
NEU 13
NEU 12
NEU 15
NEU 16
NEU 14
8
9
ROUTE D'ALTENHEIM
RUE DES HIRONDELLES
RUE DE DALIS
RUE DE L'ANCIEN BAC
RUE DU RIED-PELD
RUE DE LA GRANZAU
Édité le29/06/2021
Échelle 12000
40 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

RÉPUBLIQU FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée,

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03.88.10.35.13
Référence :
Réf DS: **6271313**
Réf OSE **: 2021-67482-75971**

Le 10/09/2021

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est du département du Bas-Rhin

à

Eurométropole de Strasbourg

LETTRE VALANT AVIS

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr

SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg
Affaire suivie par **Mme Fanny PFEIFFER** fanny.pfeiffer@strasbourg.eu

Par courrier du 12/10/2021 vous m'avez sollicité pour l'actualisation de l'avis domanial n° 2020-355 du 13/05/2020, ayant une durée de validité de dix-huit mois, dans le cadre de l'opération envisagée, à savoir : **vente par l'Eurométropole de Strasbourg au profit de la Société Habitation Moderne d'un ensemble immobilier à usage d'habitation sis 41, route d'Altenheim à Strasbourg-Neuhof.**

En se référant aux pièces annexées à votre demande, il apparaît que les conditions tant matérielles que juridiques de l'opération, sont restées identiques à celles prises en compte dans l'avis initial.

Au vu de ces éléments, la validité de l'avis n° n° 2020-355 du 13/05/2020 peut être prorogée de 6 mois, soit jusqu'au 13 mai 2022.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur et par délégation
Patrick GOGUELY
Inspecteur des Finances publiques



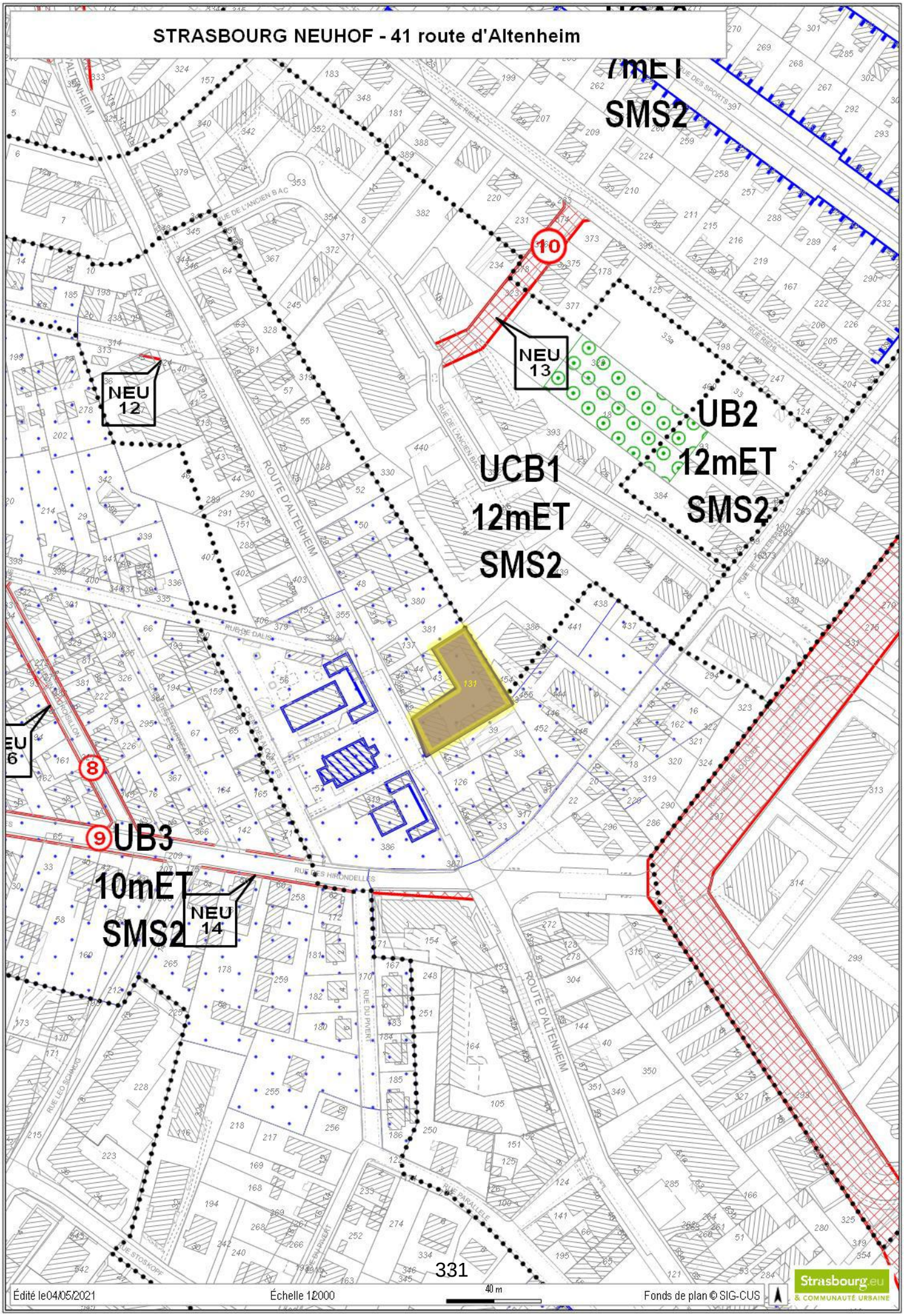
STRASBOURG NEUHOF - 41 route d'Altenheim



Édité le04/05/2021 Échelle 1/8000 160 m Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE


STRASBOURG NEUHOF - 41 route d'Altenheim
ROUTE D'ALTENHEIM
HANGAR
131
48
380
31a
381
137
33
44
45
39a
43
39
41
454
455
386
9a
439
444
446
452
38
126
319
36
45a
47
317
3
5
31
22
387
Édité le04/05/2021
Échelle 1:500
10 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE


STRASBOURG NEUHOF - 41 route d'Altenheim
7mET
SMS2
10
NEU 13
NEU 12
UB2
12mET
SMS2
UCB1
12mET
SMS2
8
9 UB3
10mET
SMS2
NEU 14
ROUTE D'ALTENHEIM
RUE DE L'ANCIEN BAC
RUE DE DALHUNDEN
RUE DES HIRONDELLES
RUE DU PIVERT
RUE DES SPORTS
RUE RIEHL
Édité le04/05/2021
Échelle 12000
40 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

CONSEIL MUNICIPAL DU 21 MARS 2022 - Point n°14

Transactions amiables sur le territoire de la ville de Strasbourg.

Pour	**45**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre	**16**	**BARRIERE Caroline, BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHALCK Elsa, TRAUTMANN Catherine, VETTER Jean-Philippe**
Abstention	**0**	

15

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Secteur Gare-Laiterie: Souscription par la ville de Strasbourg d'une convention de portage avec l'Établissement Public Foncier d'Alsace (EPF) en vue de l'acquisition du bâtiment dit ' Semencerie ' sis 42 rue du Ban de la roche.

Numéro E-2022-203

I. Contexte

Une réflexion globale relative à la transformation urbaine et humaine du secteur de la Laiterie est engagée.
A ce titre, les aménagements et requalifications des rues du Ban de la roche, du Howald et de la Broque opèrent les prémisses de cette mutation conçue avec les habitants, tout comme le projet d'extension de la Laiterie/artefact.
L'institution d'un périmètre de prise en considération mis en place par délibération du Conseil métropolitain en date du 4 février 2022, vise à sauvegarder l'harmonie des actions menées sur le secteur.

Dans ce contexte, la volonté des propriétaires de céder le hangar « Semencerie », sis 42 rue du Ban de la roche, a été examinée avec le plus vif intérêt.
L'opportunité d'acquérir s'explique tant par la situation du hangar au cœur du quartier Laiterie en mutation, que par la maîtrise foncière métropolitaine de 19,23 ares de foncier limitrophe.
Le site, situé dans le Quartier Prioritaire de la Ville (QPV) Laiterie, est par ailleurs occupé depuis 2010 par l'association « LA SemenceRIE », qui regroupe des artistes autour de productions urbaines alternatives en perpétuel renouvellement.

Ainsi, l'emprise de 21,17 ares supportant ce bâtiment de 1 800 m² environ, édifié au XIXème siècle par l'armée prussienne pour y héberger un manège à chevaux, devrait faire partie intégrante de l'axe culturel en devenir de la rue du Ban de la roche et de la rue des Remparts.

L'acquisition du bâtiment par l'Établissement Public Foncier d'Alsace pour le compte de la Ville permettra de l'inscrire dans la vision stratégique globale sur l'évolution du secteur « Semencerie-Laiterie ». La démarche de schéma urbain de quartier, conduite par la Ville de Strasbourg, au courant de l'année 2022 se verra alimentée par une concertation avec les habitant.e.s et usager.e.s du quartier.

II. Souscription par la ville de Strasbourg à une convention de portage auprès de l'Etablissement Public Foncier d'Alsace

Une convention partenariale a été conclue entre l'Eurométropole et l'EPF d'Alsace, en date du 29 janvier 2019.

L'opportunité d'acquisition et de portage de l'emprise foncière de la parcelle cadastrée section 45 n°28 de 21,17 ares par l'EPF d'Alsace a pu être confirmée après analyse des impacts pour la Ville en comparaison avec une acquisition et un portage en régie.

Il ressort de cette analyse les avantages suivants :
- diminution et report de l'engagement budgétaire relatif à la dépense d'investissement à prévoir pour la Ville pour permettre l'acquisition :
- possibilité de mobilisation du dispositif de soutien en faveur des friches voté par le Conseil d'Administration de l'EPF en date du 16 juin 2021 pour la période 2019-2023, dans les conditions précisées dans la décision ci-annexée ;
- sécurisation du site assurée dans le cadre de marchés de prestation de services délivrés et suivis par l'EPF, sans sollicitation des services gestionnaires.

Dans ce contexte et dans le respect des objectifs décrits dans la convention partenariale, l'acquisition du bien immobilier « Semencerie » a été identifiée comme pouvant faire l'objet d'un portage externalisé via l'opérateur foncier.

Objet de la convention

La convention de portage vise à définir les engagements pris par l'EPF et la Ville en vue de la réalisation du projet et à préciser les modalités d'intervention de l'EPF.

La Ville confie à l'EPF la mission de conduire les actions foncières de nature à faciliter la réalisation du projet.

Cette mission portera notamment sur tout ou partie des actions suivantes :
- acquisition foncière par tous moyens ;
- portage foncier et gestion des biens, comprenant la gestion locative du site ainsi que toutes mesures nécessaires à la sécurité des occupants ;
- études de nature à préciser le niveau de pollution du site et les mesures de gestion à prévoir;
- réalisation de travaux, notamment de déconstruction le cas échéant, de dépollution ou mesures conservatoires.

La future cession à réaliser entre l'EPF et la Ville en vue du projet fera l'objet d'une délibération ultérieure du Conseil municipal de la ville de Strasbourg et du conseil d'administration de l'EPF.

Périmètre d'intervention de l'EPF

Le bien objet de la convention de portage à conclure avec l'EPF est cadastré comme suit :

Ban communal de STRASBOURG
Lieudit rue du Ban de la roche
Section 45 n°28 pour 21,17 ares

Consistant en une emprise sur-bâtie d'un hangar de 1 800 m² environ

Gestion du bien acquis :

La gestion de l'immeuble acquis sera portée par l'EPF.
Elle est entendue de manière très large et porte notamment, sans que cette liste ne soit exhaustive, sur :

- la gestion courante du bien, notamment la surveillance, l'entretien, les mesures conservatoires le cas échéant : travaux de sécurisation, fermeture du site, traitement des situations d'occupations illicites ;
- le transfert automatique des droits du bailleur à son nom ou la conclusion d'une nouvelle convention d'occupation avec l'association présente sur le site ;
- si l'état des biens à conserver l'exige, l'EPF, en tant que propriétaire, procédera aux travaux de grosses réparations définies par l'article 606 du code civil ;
- le paiement des impôts et charges de toutes natures dus au titre de la propriété.

Occupation des biens

Le bâtiment est actuellement occupé par l'association « LA SemenceRIE » au titre d'un bail précaire conclu en 2010 avec les actuels propriétaires. L'association deviendra locataire de l'EPF par transfert automatique des droits du bailleur lors de l'acquisition, soit dans le cadre d'une nouvelle convention d'occupation dans des conditions qu'il conviendra de définir entre les parties prenantes, en lien avec la Ville.

Durée du portage :

Les projets publics sur l'axe rue du Ban de la Roche/rue des Remparts et plus globalement sur la quartier Laiterie doivent être concertés et maturés.

Tenant compte de ce temps de travail avec les habitants, il est proposé à la Ville de souscrire à une convention de portage auprès de l'EPF pour une durée de cinq ans à compter de la signature de l'acte d'acquisition du bien sis 42 rue du Ban de la roche.

Ses effets prendront fin lorsque le bien concerné par la convention aura été cédé par l'EPF et que les comptes financiers auront été apurés.

Une prolongation de la convention initiale pourra faire l'objet d'un avenant qui interviendra sous réserve de l'adoption d'une nouvelle délibération du Conseil municipal de la ville de Strasbourg et de l'accord préalable du Conseil d'administration de l'EPF.

Modalités de l'acquisition par l'EPF

Un accord est intervenu entre les propriétaires et l'EPF en vue d'une vente au prix de 2 929 850 €, soit à une valeur conforme à l'avis de la Division du Domaine.

Frais afférents à la souscription de la convention :

Pendant la période de portage foncier**,** la Ville remboursera à l'EPF, chaque année :

- Les frais de gestion du bien éventuellement minorés des recettes de gestion (remboursement des indemnités d'occupation/loyers, d'assurances, de dégrèvement de taxe foncière,...) ;

- les frais de portage, calculés selon un taux fixe de 1,5% HT de la valeur du bien en stock (constituée du prix principal d'acquisition, des frais d'acquisition et des coûts de travaux éventuels).

A la fin du portage foncier, la Ville s'engage à rembourser à l'EPF d'Alsace les différents postes financiers résiduels, à savoir :

- la valeur du stock résiduel (prix principal d'acquisition, frais d'acquisition et coûts de travaux et prestations intellectuelles minorés le cas échéant des aides ou subventions obtenues au titre du dispositif de soutien aux friches) lors de la cession totale du bien, qu'elle intervienne au terme de la durée de portage ou de manière anticipée ;

- les frais de gestion et des frais de portage restants dus à la date de cession.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
vu l'arrêté préfectoral n° 2018-771 portant extension du périmètre
d'intervention de l'Etablissement Public Foncier d'Alsace du 27 décembre 2018
vu l'avis de France Domaine n°2021-67482-87043 du 14 décembre 2021
après en avoir délibéré

approuve

1. *la conclusion entre la ville de Strasbourg et l'Etablissement Public Foncier (EPF) d'Alsace d'une convention de portage qui aura pour objet l'acquisition et le portage du bien immobilier cadastré comme suit :*

Lieudit rue du Ban de la roche
Section 45 n°28 pour 21,17 ares

Consistant en une emprise sur-bâtie d'un hangar de 1 800 m² environ.

2. l'objet de la convention qui visera à définir les engagements pris par l'EPF et la Ville en vue de la réalisation du projet et à préciser les modalités d'intervention de l'EPF et notamment :

- *acquisition foncière par tous moyens ;*
- *portage foncier et gestion des biens ;*
- *participation aux études menées par la ville de Strasbourg ;*
- *réalisation de travaux, notamment de déconstruction/dépollution et/ou mesures d'entretien et conservatoires.*

3. la prise en gestion par l'EPF d'Alsace, au titre de la convention, du bien acquis et notamment (sans que cette liste ne soit exhaustive) :

- *la gestion courante du bien, notamment la surveillance, l'entretien des biens, les mesures conservatoires le cas échéant : travaux de sécurisation, fermeture du site, traitement des situations d'occupations illicites ;*
- *si l'état des biens à conserver l'exige, l'EPF, en tant que propriétaire, procédera aux travaux de grosses réparations définies par l'article 606 du code civil afin de préserver les biens ;*
- *la prise en charge de toutes mesures visant à assurer la sécurisation du site au regard de son occupation par l'association La SEmenceRIE ;*
- *le paiement des impôts et charges de toutes natures dus au titre de la propriété.*

4. la conclusion de cette convention pour une durée de 5 ans à compter de la signature de l'acte d'acquisition de l'emprise foncière objet des présentes.

Une prolongation de la convention initiale pourra faire l'objet d'un avenant qui interviendra sous réserve de l'adoption d'une nouvelle délibération du Conseil municipal de la ville de Strasbourg et de l'accord préalable du Conseil d'administration de l'EPF.

5. le montant d'acquisition de l'ensemble immobilier par l'EPF au prix de 2 929 850 €, toutes taxes éventuelles en sus.

6. les frais afférents à la souscription de la convention tels que définis ci-après :

*Pendant la période de portage foncier**,** la Ville remboursera à l'EPF, chaque année, les frais de gestion du bien éventuellement minorés des recettes de gestion (remboursement des indemnités d'occupation/loyers, d'assurances, de dégrèvement de taxe foncière, ...)*

Durant le portage la Ville s'engagera également à régler à l'EPF, chaque année, les frais de portage, calculés comme suit : un taux fixe de 1,5% HT de la valeur du bien en stock (constituée du prix principal d'acquisition, des frais d'acquisition et des coûts de travaux éventuels).

A la fin du portage foncier, la Ville s'engage à rembourser à l'EPF d'Alsace les différents postes financiers résiduels, savoir :

- *la valeur du stock résiduel (prix principal d'acquisition, frais d'acquisition, coûts de travaux et prestations intellectuelles minorés le cas échéant des aides ou subventions obtenues au titre du dispositif de soutien aux friches) lors de la cession totale du bien, qu'elle intervienne au terme de la durée de portage ou de manière anticipée ;*
- *les frais de gestion et des frais de portage restants dus à la date de cession.*

7. *la sollicitation du dispositif de soutien en faveur des friches voté par le Conseil d'Administration de l'EPF en date du 16 juin 2021 pour la période 2019-2023, lorsque les conditions précisées dans la décision ci-annexée sont réunies.*
   Cette sollicitation pourra également intervenir dans le cadre des futurs dispositifs de soutien aux friches qui succéderont au dispositif ayant cours sur la période 2019-2023.

Prend acte

de la poursuite de la convention existante au nom de l'EPF devenu bailleur ou de la conclusion d'une nouvelle convention d'occupation du bien entre l'EPF et l'association La SEmenceRIE, encadrant l'occupation du site à compter de son acquisition.

décide

l'imputation budgétaire de la dépense relative aux frais de portage sur le budget de la ville de Strasbourg Fonction 820 – Nature 6226 – Service AD03A

les autres frais liés au portage seront inscrits au budget de la Ville

autorise

la Maire de Strasbourg ou son-sa représentant-e à signer :

- *la convention de portage foncier avec l'Établissement Public Foncier d'Alsace pour permettre l'acquisition et le portage sur une durée de 5 ans ;*

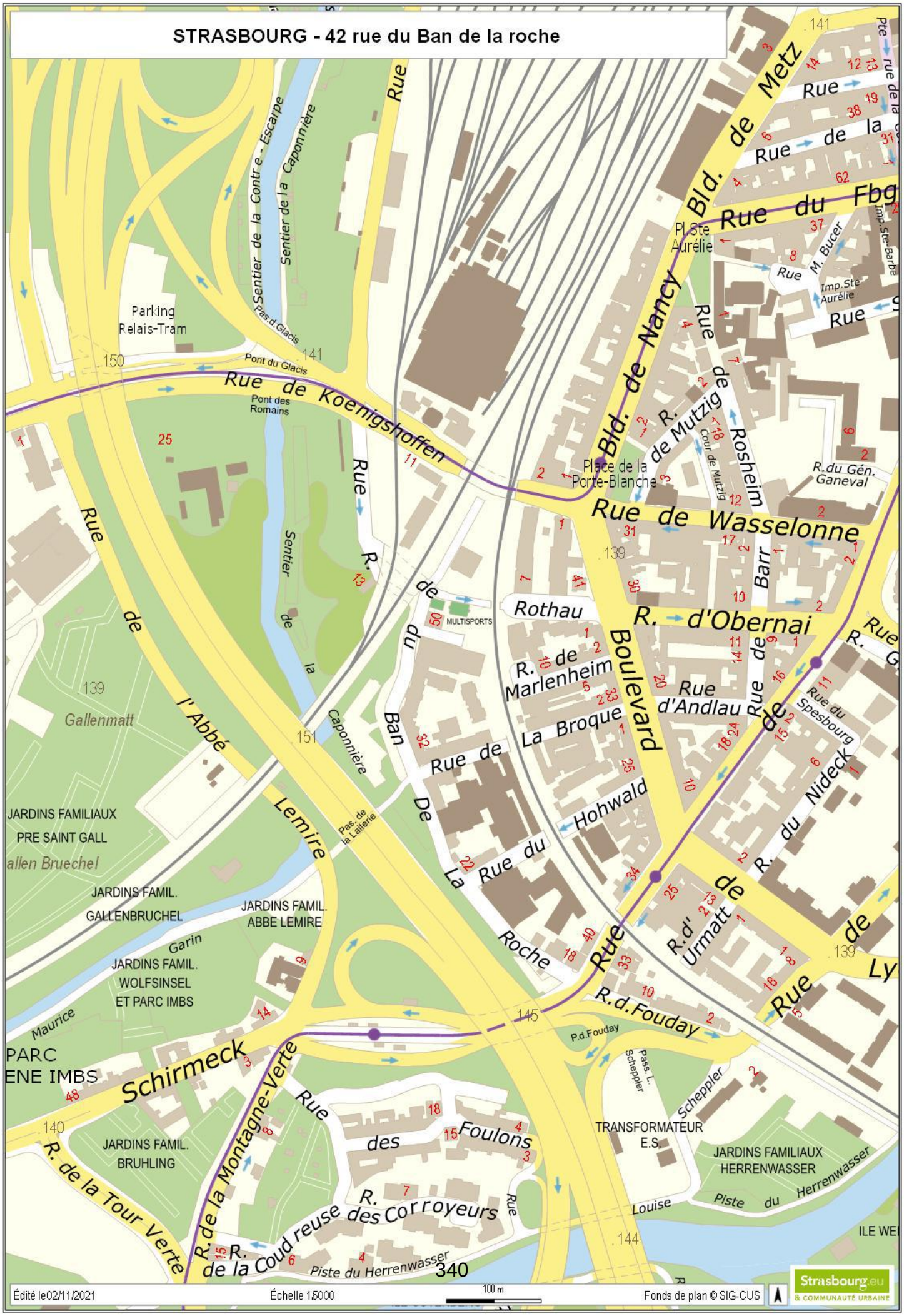
- *tout document en vue de la sollicitation du dispositif de soutien aux friches voté par l'EPF pour la période en cours (2019-2023) et en vue de la sollicitation des dispositifs qui seront votés pour les périodes suivantes.*

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144516-DE-1-1)

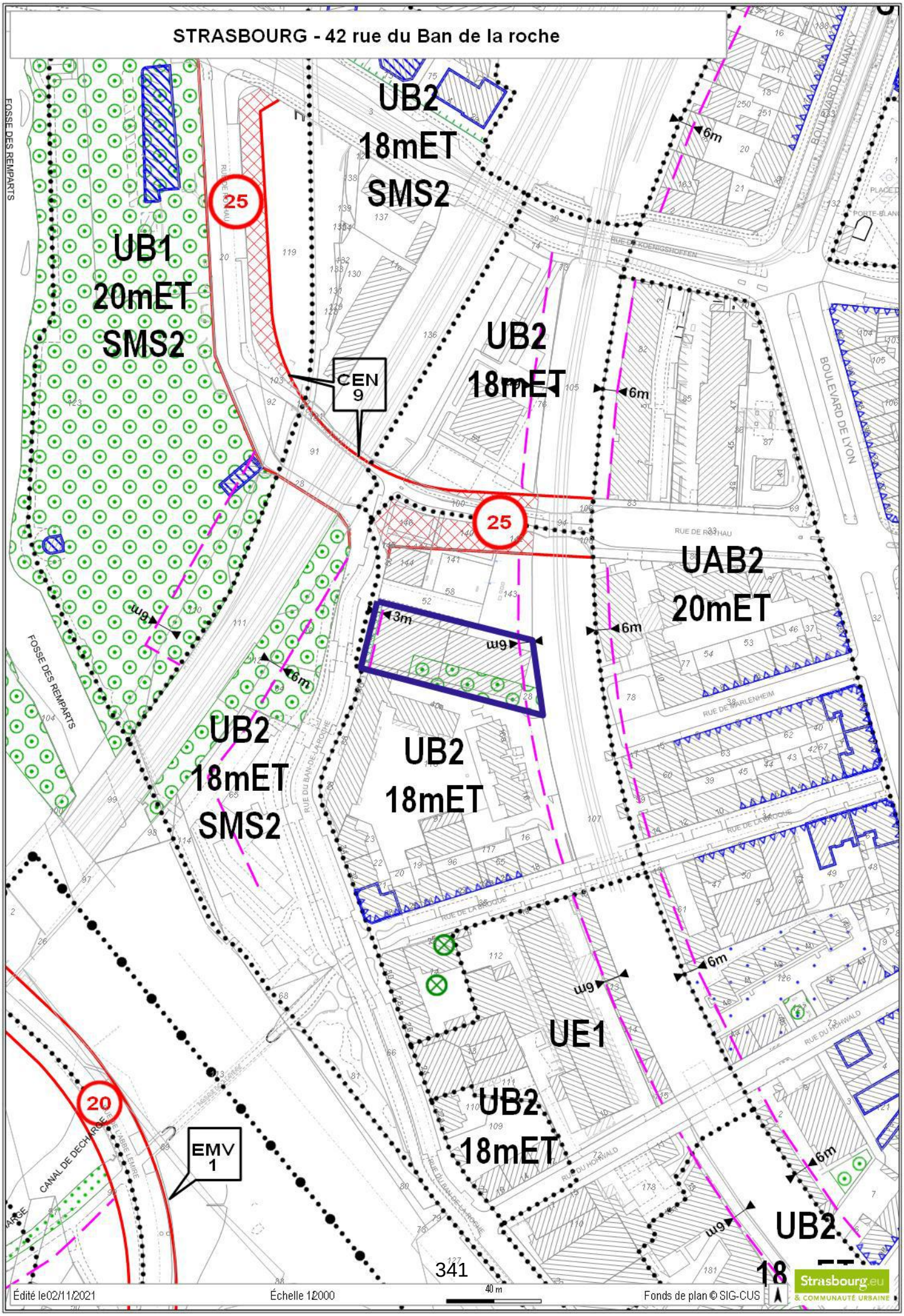
et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

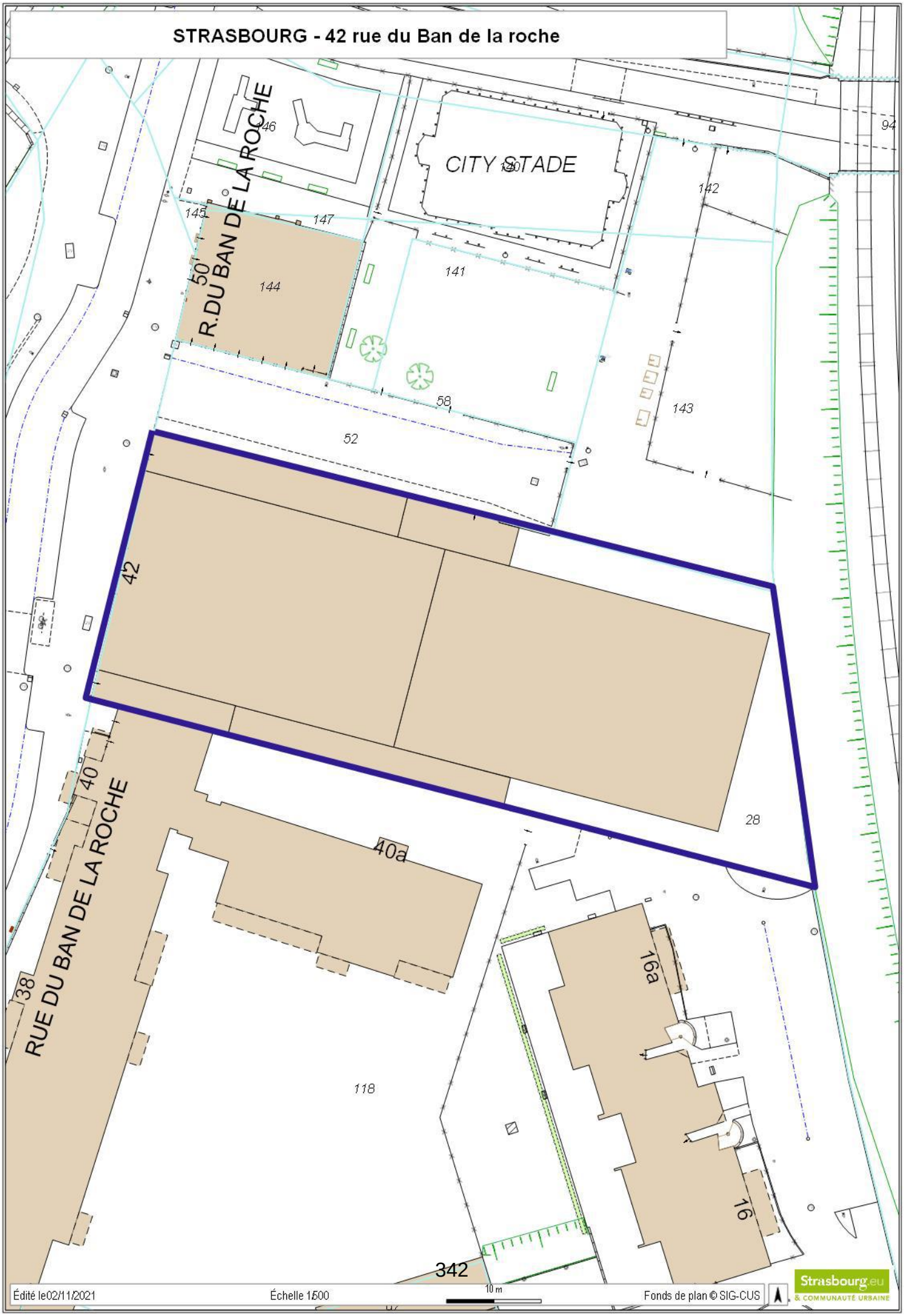
STRASBOURG - 42 rue du Ban de la roche



Édité le02/11/2021 Échelle 1:5000 100 m Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE


STRASBOURG - 42 rue du Ban de la roche
UB2
18mET
SMS2
UB1
20mET
SMS2
25
CEN
9
UB2
18mET
6m
BOULEVARD DE NANCY
BOULEVARD DE LYON
RUE DE KOENIGSHOFFEN
RUE DE RATHSHAU
UAB2
20mET
3m
6m
FOSSE DES REMPARTS
UB2
18mET
SMS2
UB2
18mET
RUE DU BAN-DE-LA-ROCHE
RUE DE LA BROQUE
RUE DE MARLENHEIM
UE1
RUE DU HOHWALD
UB2
18mET
20
CANAL DE DECHARGE
EMV
1
UB2
18
Édité le02/11/2021
Échelle 1:2000
40 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE


STRASBOURG - 42 rue du Ban de la roche
CITY STADE
R.DU BAN DE LA ROCHE
RUE DU BAN DE LA ROCHE
146
145
147
144
141
142
94
50
58
52
143
42
40
40a
38
28
118
16a
16
Édité le02/11/2021
Échelle 1:500
10 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Nathalie STAHL
nathalie.stahl@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03 88 10 35 18
Réf.DS : 6633314
Réf.OSE: 2021-67482-87043

Strasbourg, le 14/12/2021

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est et du département du Bas Rhin

à

Eurométropole de Strasbourg

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Désignation du bien :	Ensemble immobilier
Adresse du bien :	42 rue du Ban de la Roche
Commune :	67000 Strasbourg
Valeur :	**2 663 500 € HT assortie d'une marge d'appréciation de 10 %.**
	La collectivité locale peut, ainsi, acquérir l'immeuble sans justification particulière jusqu'à 2 929 850 € HT.

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

1 - SERVICE CONSULTANT

Affaire suivie par : M. Damien PASQUALI (damien.pasquali@strasbourg.eu)

2 - DATE

de consultation : 23/11/2021
de réception : 23/11/2021
de visite : 06/12/2021
de dossier en état : 09/12/2021

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET - PRIX ENVISAGÉ

Le consultant souhaite acquérir à l'amiable un ensemble immobilier en vue de développer un projet urbain social et/ou culturel.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

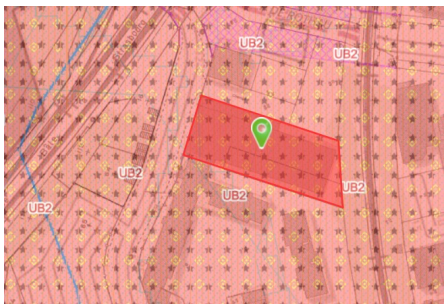
4.1. Références Cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre de STRASBOURG sous les références suivantes :

Section	Parcelle	Adresse	Superficie (en ares)	Zonage
45	28	42 rue du Ban de la Roche	21,17	UB2

4.2. Descriptif - Situation particulière (environnement, accessibilité, voirie et réseau)





Le quartier a été réaménagé récemment avec des routes à sens unique pour les véhicules, des emplacements de stationnement situés en bordure de voies, un parking.
L'emprise est située dans le quartier Gare et plus précisément à proximité de la Laiterie, site culturel composé d'une salle de concert et de plusieurs équipements. Elle est installée entre les voies ferrées et l'autoroute.

Elle est surbâtie d'un bâtiment ancien manège pour chevaux construit dans les années 1900 qui a, par la suite, été utilisée comme garage, atelier de ferronnerie puis semencerie.
Actuellement le bien est occupé par un collectif d'artistes.
L'immeuble est en mur de briques creuses ou mur en pan de bois avec remplissage EP 13mm. La charpente en bois est soutenue par des étais métalliques qui prennent appui sur les murs. Le toit est de type mammouth ; les fenêtres sont en bois simple vitrage tout comme les skydomes qui présentent des problèmes de fuites selon le locataire. Le sol est un plancher sur terre plein, la dalle est en béton. L'immeuble n'est pas isolé. Il possède l'accès à l'eau et à l'électricité. Il n'y a pas de système de chauffage.
L'ancienne cuve à mazout de 5 000 litres est en place. Il conviendra au préalable de vérifier le nettoyage, dégazage et l'absence de fuite.
A l'arrière, il profite d'un petit jardin avec quelques arbres plantés sur le côté. Ces arbres sont à conserver selon le PLUI.

Le consultant a remis les diagnostics. Il ressort que la toiture du hall de stockage est couverte de plaques ondulées en fibre-ciment. Les matériaux ne sont pas dégradés et présentent un risque faible.
Par ailleurs, il a indiqué que la surface de plancher constructible sur l'emprise s'élève à 3 500 m² SDP pour du logement correspondant à environ 65 appartements.

Un rendu téléphonique sur l'estimation établie a eu lieu ce jour, mardi 14 décembre, auprès de M. Pasquali.

4.3. Surfaces du bâti (énoncées et retenues après vérification)

La surface du bâti répertorié dans l'application cadastre est de 1 430 m² SU.
Le consultant a remis des plans émanant du collectif d'artistes pour une surface SU de 1832 m².

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble
L'ensemble immobilier appartient à la SAS IMMOBAN.

5.2. Conditions d'occupation actuelles
Le bien est loué par convention d'occupation précaire avec rétroactif au 1er janvier 2010. La location s'élève à ce jour à la somme de 422 € mensuel HT/HC.

6 - URBANISME

L'emprise est située en zone UB2 du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg, dont la dernière modification a été approuvée le 25 juin 2021.

La zone UB est une zone urbaine à vocation mixte (habitat, commerces, services, activités diverses, d'équipements publics et/ou d'intérêt collectif). Elle identifie des tissus bâtis hétérogènes tant par la forme du parcellaire que des volumes et des modes d'implantation.

Sauf dispositions particulières indiquées au règlement graphique, les constructions peuvent être édifiées à l'alignement des voies et places existantes, à modifier ou à créer, et ouvertes à la circulation publique. Elles peuvent toutefois s'en éloigner à condition que le recul soit au minimum de 1,50 mètre.
S'il y a le long de certaines voies un ordonnancement de fait des bâtiments existants qui marque le caractère de la rue et qui ne correspond pas aux règles citées ci-dessus, le respect d'un tel ordonnancement peut être imposé pour toute construction nouvelle qui s'y insérera.
L'implantation le long de la limite séparative peut être imposée lorsque sur la parcelle voisine il existe un bâtiment avec pignon existant en attente.
L'implantation le long d'une limite séparative latérale de toute construction d'une hauteur hors-tout supérieure à 3,50 mètres peut être interdite si la parcelle limitrophe est occupée par un bâtiment principal implanté à moins de 1,90 mètre de cette limite séparative.
L'emprise au sol des bâtiments ne peut excéder le pourcentage de 65 % en zone UB2.
L'emprise au sol n'est pas réglementée pour les équipements d'intérêt collectif et services publics.
La hauteur maximale des constructions est mesurée à l'égout principal de toiture par rapport au niveau moyen de la voie de desserte existante ou à créer pour les constructions implantées sur une profondeur de 20 mètres mesurée à partir de la limite d'emprise du domaine public ; par rapport au niveau moyen du terrain d'assise de la construction pour les constructions implantées au-delà d'une profondeur de 20 mètres mesurée à partir de la limite d'emprise du domaine public.
Au-dessus de la hauteur maximale autorisée à l'égout principal de toiture, la hauteur maximale hors tout des constructions est limitée à 8 mètres dans le secteur de zone UB2.
Il est exigé pour toute construction nouvelle un pourcentage minimal de terrain réservé à des aménagements paysagers réalisés en pleine terre de 15 % en UB2.
Conformément aux paragraphes 8.1 et 8.2 de l'article 13 des « Dispositions applicables à toutes zones », le coefficient de biotope par surface est fixé à 25 % en zone UB2.

La parcelle est impactée par une marge de recul de 3 mètres en façade de rue et de 6 mètres à l'arrière tout le long de a voie de chemin de fer.

Qualification du terrain :
L'emprise a la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation, car située dans une zone déclarée constructible et desservie par les VRD.

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Trois approches d'estimation sont possibles :
La première consiste à évaluer le bâtiment en poursuite d'usage par rapport à des bâtis de style entrepôt ou ancienne usine construite dans les années 1900. Toutefois, dans ce cas, la valeur du bien vaudrait moins que la valeur du terrain même hors coût de démolition.

Par conséquent, ne seront retenus que la méthode par comparaison basée sur le marché des terrains à bâtir hors coût de démolition et dépollution, recoupée par la méthode basée sur la base prévisionnelle des mètres de surface de plancher constructibles.

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

A) par la méthode par comparaison de TAB

8.1. Études de marché

8.1.Sources et critères de recherche – Termes de référence

L'étude a porté sur des actes notariés de cession de terrain à bâtir de taille supérieure à 5 ares et inférieure à 7 ares installés à Strasbourg pour la période 2016 à 2019.

DATE	SECTION	N° PLAN	SURFACE/ ARE	QUARTIER	ADRESSE	PRIX	VALEUR/ ARE	P.O.S/PLUI	Observations
31/08/16	DX	889	5,17	NEUDORF	Grand couronné	275 223 €	53 235 €	UB2	
07/11/16	74	26	6,07	GARE	rue des magasins	538 000 €	88 633 €	UYB	TAB surbâti d'un liacl à usage commercial à démolir - Construction de 2 bâtiment résidence service pour 1877 m² SDP
07/12/16	DR	278,64	6,53	NEUDORF	9 rueChanoine Straub	245 020 €	37 522 €	UB20	
12/12/16	EC	19	6,95	NEUDORF	6 rue Ste Marie aux mines	900 000 €	129 496 €	UB2	
22/12/16	DL	217	5,96	NEUDORF	Rhin (route du)	592 710 €	99 448 €	Udz1	
11/06/18	DP	243/5	6,41	NEUDORF	Fried (chemin) 16	820 000 €	127 925 €	UB3	
21/06/18	DP	486	6,1	NEUDORF	Fried (chemin) 14	780 000 €	127 869 €	UB3	
01/10/18	DT	549,551	6,84	NEUDORF	Saint Urbain – Rhin	936 159 €	136 865 €	UB2	
17/11/19	BX	576	23,19	WACKEN	Boulevard de Dresde	2 572 400 €	110 927 €	UD1	
						Moyenne	**101 324 €**		
						Médiane	**110 927 €**		

Les prix sont compris entre 37 522 € HT/are et 136 865 € HT/are. La moyenne et la médiane sont respectivement à 101 324 € HT/are et 110 927 € HT/are.

8.2. Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

Tous les termes répertoriés dans le tableau correspondent à des terrains à bâtir installés dans le centre de Strasbourg.

Deux termes semblent particulièrement pertinents, car il s'agit de deux ventes de parcelles situées dans le même zonage UB2. Les parcelles sont toutefois de contenance plus petite que le bien à estimer. Les ventes ont été réalisées le 12/12/2016 au prix de 129 496 € HT/are et celle du 01/10/2018 au prix de 136 865 € HT/are.

L'acte du 17/11/2019 est lui aussi intéressant, car le bien cédé est de contenance similaire à la parcelle à évaluer.L e bien n'est par contre pas situé dans le même zonage.

Compte tenu de ce qui précède, des caractéristiques du bien et du marché immobilier local, la valeur vénale est fixée à la valeur haute des termes de comparaison arrondie à 140 000 € HT/are assortie d'un abattement de 30 % pour encombrement, le site étant occupé en presque totalité par un ancien bâtiment soit :

(21,17 ares x 140 000 € HT/are) x 70 % = **2 074 660 € HT**

B) par la méthode par comparaison de SDP

8.1. Études de marché

8.1. Sources et critères de recherche – Termes de référence

Cette valeur est recoupée par la méthode par comparaison au m² de surface de plancher. Toutefois, cette méthode nécessite la démolition de la maison et ses dépendances.

La surface de plancher prévisionnelle pour l'emprise constituée de la section 45 N° 28 d'une superficie de 21,17 ares est de 3 500 m² SDP de logement mixte accession libre et/ou social.

L'étude se réfère à des prix de vente au regard des m² de surface de plancher constructible pour des programmes regroupant des logements privés et/ou sociaux.

Les prix sont compris entre 417 € HT/m² SDP et 950 € HT/m² SDP en fonction du type de logement construit et de leur situation géographique. La moyenne et la médiane sont respectivement à 684 € HT/m² SDP et 761 € HT/m² SDP.

DATE	QUARTIER	SECTION	N° PLAN	SURFACE (ares)	ADRESSE	PRIX €	ZONE PLUi	SDP (m²)	VALEUR/m² SDP	OBSERVATIONS
17/11/14	GARE	48	106	3,78	Rue faubourg Nationel – Boulevard de Metz	605 000 €	UAB2	1373	**441 €**	TAB anciennement à usage de station service en mauvais état- dépollution à prévoir/SDP logements
07/11/16	GARE	74	26	6,07	rue des magasins	538 000 €	UYB	1220	**441 €**	TAB surbâti d'un liacl à usage commercial à démolir - Construction de 2 bâtiment résidence service pour 1220 m² SDP
13/11/16	ROBERTSAU	CZ	81-98-(1)/55	30,88	rue Himmerich	1 964 350 €	UB4	2383	**824 €**	
14/11/16	ROBERTSAU	CZ	18-19	39,79	rue Himmerich	595 000 €	UB4	683	**871 €**	
06/12/16	ROBERTSAU	BP	160	8,03	rue de la Carpe Haute	610 000 €	UB4	642	**950 €**	programme accession libre
14/12/16	ROBERTSAU	AV	392-397-452	10,98	rue de l 'Angle	490 500 €	UCB1	771	**636 €**	
08/03/17	ROBERTSAU	AS	146	7,96	5 r Gal Lejeune	500 000 €	UB4	628	**796 €**	entre stés//PC 21/01/16 imm coll
07/04/17	ROBERTSAU	BO	Divers	78,37	rue Himmerich /chemin du Beulenwoerth	4 970 000 €	UB4	6291	**790 €**	Entre rue Himmerich/ch du Beulenwoerth//dont 4380 m² logts privés et 1911 m² logts sociaux
11/07/17	KOENIGSHOFFEN	MI	159-247-465	17,32		1 139 583 €	UB5	2735	**417 €**	TAB imm coll par promoteur, prix hors démolition/47 rue des Petites Fermes//PC 15/03/16 -> 47 logts
21/06/18	NEUDORF	DP	486- 243/5	12,51		1 590 000 €	UB3	2090	**761 €**	
30/01/20	NEUDORF	HS	56	12,10	Musau Guynemer	310 000 €	UB4	524	**592 €**	
								Moyenne	**684 €**	
								Médiane	**761 €**	

8.2. Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

Ainsi le prix des parcelles sises sur le quartier de La Robertsau sont acquis plus chères que celle de Neudorf. Les prix les moins chers sont recensés sur le quartier Gare et Koenigshoffen. Les actes retenus correspondent à des projets d'accession libre ou mixte. Tous les termes se rapportant à des programmes de logement locatif social ou d'accession sociale ont été écartés afin de ne pas fausser le marché retenu.

Deux actes semblent intéressants. Il s'agit des actes des 17/11/2014 et 07/11/2016 pour des parcelles situées sur la quartier de la gare. Mais les parcelles sont plus petites et déjà anciennes dans un contexte d'évolution rapide du marché pour ce type de bien plutôt rare en centre-ville. Par ailleurs l'acte du 07/11/2016 correspond à la réalisation d'une SDP pour une résidence de service composée de studios avec parties communes : salle de détente, laverie.

Deux autres actes sont pertinents.

L'acte du 07/04/2017 concerne la vente d'une emprise de belle contenance sur laquelle est prévue la construction d'un programme mixte d'accession libre et logements sociaux. La vente a été réalisée au prix de 790 € HT/m² SDP pour une surface globale de 6 291 m² SDP.

L'acte du 21/06/2018 se rapporte à la vente d'une parcelle pour une surface de plancher de 2 090 m². Le prix de vente est de 761 € HT/m² SDP, valeur identique à la médiane du tableau. Le bien est située à Neudorf, quartier limitrophe du centre-ville.

La parcelle cadastrée section 45 N° 28 est de belle configuration. Elle est implantée dans un quartier populaire, environnée d'un périmètre de résidence à caractère social. Si l'emprise est belle, elle est nichée entre deux voies de chemin de fer et l'actuel autoroute futur boulevard urbain. Dès lors, sa situation géographique engendre une moins-value par rapport au quartier plus résidentiel de La Robertsau et de Neudorf.

Elle bénéficie de la proximité des transports en commun. Le tramway et des lignes de bus sont à environ 9 minutes à pied tout comme les commerces installés en façade du boulevard de Lyon ou de la rue de Molsheim, ou encore des écoles placées à Sainte Aurélie ou à l'entrée de la rue coté Laiterie.

Enfin, la parcelle est surbâtie d'un ancien bâtiment de type entrepôt qu'il faudrait démolir. Le consultant a communiqué que la SDP pourrait être de 3 500 m² SDP pour du logement.

Compte tenu de ce qui précède, des caractéristiques de la parcelle, de l'éventualité de construire un programme de logements de 3 500 m² SDP, la valeur vénale est fixée à la médiane du tableau soit 761 € m² SDP :

3 500 m² SDP x 761 € HT/ m² SDP = **2 663 500 € HT**

La valorisation au m² de SDP est retenue au regard des possibilités de construction.

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

La valeur vénale de la parcelle cadastrée section 45 N° 28 évaluée par la méthode par comparaison est estimée à la somme de **2 663 500 € HT assortie d'une marge d'appréciation de 10 %.**

La collectivité locale peut, ainsi, acquérir l'immeuble sans justification particulière jusqu'à 2 929 850 € HT.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

11 - OBSERVATIONS

La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent rapport.
Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.
Une nouvelle consultation du Pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur et par délégation,

Le Directeur du pôle pilotage des missions et animation du réseau



Jean-Yves MAY

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Envoyé en préfecture le 05/07/2021
Reçu en préfecture le 05/07/2021
Affiché le 05 JUIL. 2021
ID : 067-507679033-20210616-2021_082-DE

epf Alsace
ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 16 JUIN 2021

DATE DE CONVOCATION :
26 mai 2021

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :
Benoît GAUGLER

NOMBRE DE MEMBRES :
En exercice : 55
Présents : 28
Pouvoirs : 3
Votants : 31

VOTE :
Pour : 31
Contre : 0
Abstentions : 0

Délibération n° 2021/082

OBJET : Modification du Règlement Intérieur

La Présidente certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le

05 JUIL. 2021

La Présidente,

EPF D'ALSACE ★ 3 rue Him - 67000 STRASBOURG ★ Le Président

Marie-Paule LEHMANN

Le seize juin deux mille vingt et un à 9h00, le conseil d'administration de l'Établissement Public Foncier d'Alsace s'est réuni, à l'Espace Vauban à Strasbourg et en visioconférence, sur convocation de la Présidente, Madame Marie-Paule LEHMANN, par courriel, en date du 26 mai 2021.

Présents (présentiel) : Mme LEHMANN Marie-Paule.

Présents (distanciel) : Mmes BROLLY Suzanne, GOEHRY Mireille, HESTIN Noëllie, LUTZ Michèle, SCHMIDIGER Pascale, WOLFHUGEL Christiane, MM BACH Guy, BATT Jean-Louis (partiellement), BERTRAND Rémi, BIHL Pierre, BRENDER Claude, BURG André, CARBIENER Thierry, GERARD Daniel (partiellement), HABIG Michel, HERR Michel, HOMÉ Antoine, ISEL Roger, JANDER Nicolas, JANUS serge, JEHL François, MACIEJEWSKI Patrick, METZ Jean-Marc, MULLER Dominique, NETZER Jean-Lucien, NEUMANN Rémy, PFENDLER Pierre, ROUX Olivier, SCHEER Marc, SCHALLER Claude, SCHLATTER Jean-Claude (partiellement), SIEGRIST Gabriel, SITTER Jean-Louis, SPECHT Philippe, STUTZMANN Gérard, WAHL Bertrand, WALTER Hubert.

Absents ayant donnés pouvoir : Mme DAMBACH Danielle (Patrick MACIEJEWSKI), MM JORDAN Fabian (Rémy NEUMANN), MEYER Jean-Paul (PFENDLER Pierre).

Présents non votants : M. SCHEUER Jean-Louis.

Excusés : Mmes BECKER Marie-Odile, FISCHER Marie-Reine, HUCKERT Claudine, JUNG Colette, KOHLER Christel, LECKLER Michèle, LOTZ Suzanne, MILLION Lara, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHEIB Esther, SCHMITT Anne-Christelle, SCHNEIDER Elisabeth, SENGLER Véronique, MM AGHA BABEI Syamak, BAUER Marcel, BÉHÉ Jean-Marie, BELLONI Thierry, BIEHLER Jean, BLANCK Michel, BRAUN Daniel, BRESCHBUHL Philippe, BURRUS Jean-Marc, CLAUSS Robin, DEBEVE Christian, DELMOND Max, DI STEFANO Pascal, DISCHINGER Pierre, EICHWALD Claude, ENGER Pierre-Paul, ESCHRICH Emmanuel, GAST René, GROSSKOST Alain, JACQUEY Guy, JULLY Jean-Claude, KLEITZ Francis, KLETHI Eric, KLIPFEL Martin, LAAS Francis, LENGENFELDER Daniel, LERCH Laurent, LOM Michel, LUDAESCHER Christophe, MANDRY Jean-Claude, MEYER Jean-Paul, MICHEL Patrick, MULLER Lucien, OEHLER Serge, OMEYER Jean-Paul, OTT Jean-Marie, SAUTIVET Thierry, SCHAAL Stéphane, SCHAEFFER Jean-Michel, SCHAEFFER Serge, SCHILDKNECHT Jean-Luc, SCHLEGEL André, SENE Marc, SOMMERHALTER Pascal, STICH Grégory, SUTTER Christian, SUTTER Laurent, TOUCAS Jean-Pierre, TURRI Pascal,

Envoyé en préfecture le 05/07/2021
Reçu en préfecture le 05/07/2021
Affiché le 05 JUIL. 2021
ID : 067-507679033-20210616-2021_082-DE

DATE DE CONVOCATION :
26 mai 2021

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :
Benoît GAUGLER

NOMBRE DE MEMBRES :
En exercice : 55
Présents : 28
Pouvoirs : 3
Votants : 31

VOTE :
Pour : 31
Contre : 0
Abstentions : 0

Délibération n° 2021/082

OBJET : Modification du Règlement Intérieur

La Présidente certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le

05 JUIL. 2021

La Présidente,

EPF D'ALSACE 3 rue Him - 67000 STRASBOURG Le Président

Marie-Paule LEHMANN

WEISS Damien, WENDLINGER Laurent, WOLF Etienne, ZIMMERMANN Christian.

Assistaient également : Mmes BUCOURT Leslie, GALTIER Etiennette, GARTNER Louise, HERTRICH Sabrina, LANDIER Annabelle, LE MOING Cécile, PINAUD Vanessa, POITEAUX Déborah, TERZIC Elisabeth, MM BRUCKERT Antoine, DEBEAUPUIS Stéphane, DERSÉ Fabien, DUCHENE Christophe, FATON-PONTUS Dominique, GAUGLER Benoît, GUICHARD Baptiste.

Avec le développement progressif des missions de l'EPF depuis 14 ans, et notamment des expertises apportées aux communes et intercommunalités en matière juridique mais également techniques sur les aspects pollution notamment, il conviendrait de réajuster le règlement intérieur de l'EPF, qui a vocation à détailler les modalités d'intervention et de gestion.

Aussi, les collectivités membres expriment des attentes fortes d'accompagnement de l'EPF sur des sujets difficiles, coûteux et/ou à enjeux, tels que :

- Le développement de l'offre en logements aidés, que ce soit en location ou accession à la propriété, dans les secteurs tendus ou détendus, dans les villes ou les villages ; demande d'autant plus complexe et urgente dans les communes soumises à la loi SRU, lorsqu'elles sont déficitaires et/ou carencées au regard des objectifs nationaux.

- La reconversion de friches économiques, dans notre région alsace, historiquement industrielle mais pas seulement : des friches commerciales, militaires, sanitaires, agricoles, touristiques... apparaissent, et demandent souvent une technicité forte afin de pouvoir repartir sur de nouveaux usages.

Enfin, sur des biens plus communs (corps de ferme, maisons d'habitations, petits commerces qui ferment...), il est de plus en plus judicieux, en amont des acquisitions (afin de pouvoir mieux appréhender le bien et mieux négocier le prix d'acquisition) mais également pendant le portage foncier, de mener un certain nombre d'études ou de diagnostics techniques.

Les évolutions législatives et réglementaires en cours, notamment au travers du PJL « Climat & résilience » en cours de discussion au Sénat, nous poussent également à mieux et plus accompagner nos collectivités : l'objectif ZAN (zéro artificialisation nette) affiché dans la loi nous oblige à devoir de plus en plus travailler dans l'enveloppe urbaine existante, rationaliser la consommation foncière, favoriser la réhabilitation des immeubles existants (structurellement sain ou à intérêt patrimonial) et recycler le foncier existant, bâti ou non bâti.

Il est donc proposer une modification du règlement intérieur :

- Sur la forme, afin de mieux articuler les modalités d'interventions de l'EPF et donc simplifier la lisibilité ;

Envoyé en préfecture le 05/07/2021
Reçu en préfecture le 05/07/2021
Affiché le 05 JUIL. 2021
ID : 067-507679033-20210616-2021_082-DE

DATE DE CONVOCATION :
26 mai 2021

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :
Benoît GAUGLER

NOMBRE DE MEMBRES :
En exercice : 55
Présents : 28
Pouvoirs : 3
Votants : 31

VOTE :
Pour : 31
Contre : 0
Abstentions : 0

Délibération n° 2021/082

OBJET : Modification du Règlement Intérieur

La Présidente certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le

05 JUIL. 2021

La Présidente,

EPF D'ALSACE 3 rue Him - 67000 STRASBOURG Le Président

Marie-Paule LEHMANN

- Mais surtout sur le fond, en proposant tout à la fois des dispositifs d'appui plus complets (plus de diagnostics possibles afin de mieux connaître les biens acquis ou à acquérir), sous MOA EPF, avec une participation financière significativement plus importante de l'EPF. Ceci, tout à la fois car les études à mener sont souvent plus nombreuses et plus coûteuses, et donc rendent les projets plus difficiles à équilibrer ; mais également, afin de pouvoir accompagner de manière plus professionnelle les projets poursuivis par nos membres.

Ainsi, les dispositifs communs d'intervention visent à faciliter toutes les opérations de préparation et/ou de remise en état du foncier. Dans ce cadre, il est proposé que ***l'EPF puisse dorénavant prendre en charge 100 % du coût des certains diagnostics*** : diagnostics techniques immobiliers, diagnostics amiante et plomb avant travaux ou démolition, diagnostics structure (solidité ou sanitaire), pyrotechniques, géotechniques, ou de sensibilité environnementale.

L'EPF continuera à proposer de réaliser les travaux de protoaménagement (déconstruction, désamiantage, dépollution, mise en sécurité) et services associés ; mais elle refacturera les coûts lors de la revente du bien à la collectivité.

En matière de reconversion de friches, où plus d'études ou de diagnostics sont souvent indispensables, l'EPF proposerait un accompagnement financier plus important :

- Jusqu'à ***50% du coût des études et diagnostics*** menés, sous MOA EPF, avant acquisition, avec une aide plafonnée à 100.000 € (au lieu de 50.000 € actuellement) ;

- Jusqu'à ***80% du coût des études et diagnostics*** menés, sous MOA EPF, après acquisition, avec une aide plafonnée à 500.000 € par site (au lieu de 200.000 € actuellement) ;

- Jusqu'à **60% du coût des travaux réalisés avec une aide plafonnée à 1 M€** par site (au lieu de 50% d'un plafond de 500.000 € actuellement) ;

- Et exceptionnellement jusqu'à ***80% du coût des travaux avec une aide plafonnée à 2 M€*** pour les sites soit à responsable défaillant, ne pouvant bénéficier d'autres cofinancements ou présentant des risques avérés pour la santé et/ou l'environnement.

Enfin, en matière de logements aidés, pour les communes carencées, il est proposé, en complément des éléments votés lors

Envoyé en préfecture le 05/07/2021
Reçu en préfecture le 05/07/2021
Affiché le 05 JUIL. 2021
ID : 067-507679033-20210616-2021_082-DE

DATE DE CONVOCATION :
26 mai 2021

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :
Benoît GAUGLER

NOMBRE DE MEMBRES :
En exercice : 55
Présents : 28
Pouvoirs : 3
Votants : 31

VOTE :
Pour : 31
Contre : 0
Abstentions : 0

Délibération n° 2021/082

OBJET : Modification du Règlement Intérieur

La Présidente certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le

05 JUIL. 2021

La Présidente,

Le Président

Marie-Paule LEHMANN

du CA de mars dernier (taux dérogatoire de portage à 0%) de déplafonner la durée de portage (pas de minimum de 2 ans, car souvent il faut pouvoir aller vite dans le projet avec le bailleur) et d'être plus souple sur les fonciers mobilisables (extension urbaine possible par exemple).

Le nouveau règlement intérieur modifié entre en vigueur à compter de son adoption par le conseil d'administration de l'EPF d'Alsace. Il sera applicable pour tout nouveau courrier ou délibération de sollicitation de l'EPF d'Alsace pris à compter de l'entrée en vigueur du règlement intérieur.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité, d'adopter le projet de nouveau règlement intérieur.

Envoyé en préfecture le 05/07/2021
Reçu en préfecture le 05/07/2021
Affiché le 05 JUIL. 2021
ID : 067-507679033-20210616-2021_082-DE

epf Alsace
ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER

REGLEMENT INTERIEUR

Modalités d'intervention et de gestion de l'EPF d'Alsace

- Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.324-1 à L.324-9 et R.324-1 à R.324-4 ;
- Vu le Code général des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2007 portant création de l'Etablissement Public Foncier du Bas-Rhin ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2014 portant transformation de l'EPF du Bas-Rhin en EPF d'Alsace ;
- Vu les statuts de l'EPF d'Alsace ;
- Vu les délibérations du conseil d'administration des 2 juillet 2008, 12 décembre 2008, 15 septembre 2010, 11 juin 2014 (n°2014/024), 17 juin 2015 (n°2015/036), 16 décembre 2015 (n°2015/079), 15 juin 2016 (n°2016/042), 19 septembre 2017 (n°2017/077), du 12 décembre 2018 (n°2018/070), du 18 décembre 2019 (n°2019/091), du 16 décembre 2020 (n°2020/102), du 17 mars 2021 (n°2021/041) et du 16 juin 2021 (n°2021/082) portant modification du règlement intérieur de l'EPF d'Alsace.

ARTICLE 1 : ENGAGEMENT DES ACQUISITIONS

Article 1.1 : Principe général d'intervention

Conformément à l'article L.324-1 du Code de l'urbanisme, l'EPF d'Alsace est créé en considération d'enjeux d'intérêt général en matière d'aménagement et de développement durables.

Il met en place des stratégies foncières afin de mobiliser du foncier et de favoriser le développement durable et la lutte contre l'étalement urbain. Ces stratégies contribuent à la réalisation de logements, notamment de logements sociaux, en tenant compte des priorités définies par les programmes locaux de l'habitat.

Dans le cadre de ses compétences, il peut contribuer au développement des activités économiques, à la politique de protection contre les risques technologiques et naturels ainsi que, à titre subsidiaire, à la préservation des espaces naturels et agricoles en coopération avec la société d'aménagement foncier et d'établissement rural et les autres organismes chargés de la préservation de ces espaces, au travers de conventions.

L'EPF d'Alsace est un établissement public local à caractère industriel et commercial (EPIC).

Il est compétent pour réaliser, pour son compte, pour le compte de ses membres ou de toute personne publique, toute acquisition foncière ou immobilière en vue de la constitution de réserves foncières en application des articles L.221-1 et L.221-2 du Code de l'urbanisme ou de la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement au sens de l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme.

Envoyé en préfecture le 05/07/2021
Reçu en préfecture le 05/07/2021
Affiché le 05 JUIL. 2021
ID : 067-507679033-20210616-2021_082-DE

A l'intérieur des périmètres délimités en application de l'article L.143-1 du Code de l'urbanisme, il peut procéder, en coopération avec la société d'aménagement foncier et d'établissement rural et après information des Communes et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) concernés, aux acquisitions foncières nécessaires à la protection d'espaces agricoles et naturels périurbains, le cas échéant en exerçant, à la demande et au nom du Département, le droit de préemption prévu par l'article L.142-3 du Code de l'urbanisme ou, en dehors des zones de préemption des espaces naturels sensibles, le droit de préemption prévu par le 9° de l'article L.143-2 du Code rural et de la pêche maritime.

L'EPF d'Alsace intervient sur le territoire des Communes ou des EPCI qui en sont membres et, à titre exceptionnel, il peut intervenir à l'extérieur de ce territoire pour des acquisitions nécessaires à des actions ou opérations menées à l'intérieur de celui-ci.

L'exercice du droit de préemption, en application du deuxième alinéa de l'article L.210-1 du Code de l'urbanisme, s'inscrit dans le cadre de conventions passées avec le représentant de l'Etat dans le Département.

Les acquisitions et cessions foncières et immobilières réalisées par l'EPF d'Alsace pour son propre compte ou pour le compte d'une collectivité territoriale, d'un EPCI ou d'un syndicat mixte sont soumises aux dispositions relatives à la transparence des opérations immobilières de ces collectivités ou établissements.

Il peut exercer, par délégation de leurs titulaires, les droits de préemption et de priorité définis par le Code de l'urbanisme dans les cas et conditions qu'il prévoit et agir par voie d'expropriation. Il peut agir dans le cadre des emplacements réservés prévus aux articles L.123-1-5 et L.123-2 du Code de l'urbanisme. Il gère les procédures de délaissement prévues aux articles L.230-1 à L.230-6 du Code de l'urbanisme à la demande de ses collectivités.

Sauf convention prévue au sixième alinéa du présent article, aucune opération de l'EPF d'Alsace ne peut être réalisée sans l'avis favorable de la Commune sur le territoire de laquelle l'opération est prévue. Cet avis est réputé donné dans un délai de deux mois à compter de la saisine de la Commune.

Article 1.2 : Conditions d'intervention

Les acquisitions foncières ou immobilières, qui ne sont pas réalisées pour le propre compte de l'EPF d'Alsace, sont réalisées à la demande :

- des collectivités territoriales (Communes, Collectivité européenne d'Alsace, Région) ou des EPCI membres de l'EPF d'Alsace,
- des Communes faisant partie des EPCI membres,
- ou de tout autre structure/organisme poursuivant des missions d'intérêt public.

Pour une lecture simplifiée, le vocable « collectivité » sera utilisé ci-après pour désigner l'ensemble des bénéficiaires pouvant solliciter l'intervention de l'EPF Alsace.

L'EPF d'Alsace n'a pas vocation à acquérir et porter des terrains et/ou immeubles d'ores et déjà propriétés des collectivités, sauf en cas d'acquisition en relais des droits de préemption ou de priorité. De la même manière, les dispositifs d'aides proposés par l'EPF (minoration foncière, dispositifs friches...) n'ont pas vocation à s'appliquer aux biens déjà propriété des collectivités.

Conformément aux articles L.1311-9 et suivants du Code général des collectivités territoriales, l'EPF d'Alsace est notamment tenu de consulter France Domaine en amont de toute acquisition d'un montant supérieur à un certain seuil fixé par décret (180.000 €).

Envoyé en préfecture le 05/07/2021
Reçu en préfecture le 05/07/2021
Affiché le 05 JUIL. 2021
ID : 067-507679033-20210616-2021_082-DE

Article 2.1 : Définition des postes

- **Le prix principal d'acquisition** du bien est celui figurant dans l'acte d'acquisition ; ce prix ne pourra en aucun cas être revu à la hausse ou à la baisse lors du calcul du prix de rétrocession et ce quelle que soit la raison du changement de valeur.

- **Les frais d'acquisition** sont composés notamment des frais d'établissement de l'acte notarié, des indemnités d'éviction ou de remploi, des frais éventuels d'avocat, d'expert, de géomètre et/ou d'intermédiaires (agence immobilière...).

- **Le coût du proto-aménagement**, réalisés en Maîtrise d'Ouvrage directe par l'EPF d'Alsace, sans que cette liste ne soit exhaustive, sont composés :

    - Des travaux proprement dits : sécurisation du site, défrichage initial, démolition, déconstruction, désamiantage, dépollution, réseaux et concessionnaires de réseaux
    - Des services et prestations intellectuelles nécessaires à la réalisation desdits travaux : Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO), études, expertises techniques, financières ou juridiques, diagnostics réglementaires avant travaux, géomètre, Maîtrise d'Œuvre, indemnités de concours ou de toute procédures prévues au CCP, Pilote de chantier (OPC), Coordonnateur Sécurité et Protection de la santé (CSPS), Contrôleur technique, ...

- **Les frais de gestion** du bien sont composés des impôts, taxes et charges de propriété (assurances, gardiennage, télésurveillance, entretien paysager, ...) et plus généralement toute dépense liée à la bonne gestion du bien pendant la durée de portage.

- **Les frais de portage** (ou frais d'intervention) correspondent à la rémunération de l'EPF d'Alsace pour le portage foncier du bien. Ils sont calculés au regard de la valeur du stock, c'est-à-dire :
    - Le prix d'acquisition du bien ;
    - Les frais d'acquisition ;
    - Les éventuels coûts de proto-aménagement.

Article 2.2 : Durée de portage

La durée du portage est arrêtée avec la collectivité lors de la signature de la convention de portage la liant à l'EPF d'Alsace. Elle est au minimum de deux (2) ans et au maximum de dix (10) ans, sauf accord express du conseil d'administration.

Pour les opérations d'acquisitions inscrites dans le cadre de baux longs termes (bail emphytéotique, bail à réhabilitation ou bail à construction), l'EPF d'Alsace, en tant que bailleur, peut s'engager sur des durées maximales de 20 ans.

Le principe du renouvellement du portage reste exceptionnel. La forme (annuités ou remboursement à terme) et le taux de portage seront alors examinés au cas par cas par le conseil d'administration en fonction des priorités définies par les membres de l'EPF d'Alsace.

Lorsque la collectivité souhaite la cession anticipée, partielle ou totale, du bien porté, elle est tenue de solliciter l'accord préalable du conseil d'administration de l'EPF d'Alsace.

Envoyé en préfecture le 05/07/2021
Reçu en préfecture le 05/07/2021
Affiché le 05 JUIL. 2021
ID : 067-507679033-20210616-2021_082-DE

De manière générale, les acquisitions de biens par l'EPF d'Alsace se font dans la limite de l'évaluation donnée par France Domaine, lorsque sa saisine est obligatoire, avec une marge de 10% maximum.

Après approbation par délibération de la collectivité, une convention de portage foncier est signée entre *la* collectivité et l'EPF d'Alsace, laquelle engage la collectivité sur le respect des conditions et modalités de portage figurant au présent règlement intérieur de l'EPF d'Alsace (cf. art. 2), notamment en premier lieu, l'engagement de garantir le rachat des biens concernés en fin de période de portage, soit en propre, soit par un organisme désigné par ses soins.

L'EPF d'Alsace intervient pour des acquisitions d'un montant minimum de 10.000 €.

Toutefois, de manière exceptionnelle et au regard de circonstances particulières, le conseil d'administration peut décider à la majorité des votants d'acquérir un bien :
- à un prix supérieur à l'estimation de France Domaine ;
- à un montant inférieur à 10.000 € ;

Ces facultés de dérogations devront être particulièrement motivées et justifiées par la collectivité.

Article 1.3 : Validation des interventions

L'intervention de l'EPF d'Alsace est menée dans le cadre d'un programme pluriannuel d'intervention (PPI).

Les opérations à réaliser dans le cadre de la mise en œuvre du PPI relèvent en dernier ressort de la décision du conseil d'administration de l'EPF d'Alsace qui statue par délibération en fonction des priorités et des capacités d'intervention de l'EPF d'Alsace.

Article 1.4 : Délégation et exercice du droit de préemption

Pour ce qui concerne le droit de préemption et dans le cadre des dispositions prévues par l'article L. 324-1 et suivants et R. 324-1 et suivants du Code de l'urbanisme, outre les délégations spécifiques portant sur des biens ayant fait l'objet de déclaration d'intention d'aliéner (DIA) déposées, l'EPF d'Alsace peut accepter la délégation sur des secteurs prédéterminés en concertation avec la collectivité.

Conformément à l'article R.324-2 du Code de l'urbanisme, le directeur peut être chargé d'exercer au nom de l'établissement les droits de préemption dont l'établissement est délégataire ou titulaire. Il rend compte de cet exercice au conseil d'administration à chacune de ses réunions.

Article 1.5 : Expropriation

Conformément à l'article L.324-1 alinéa 8 du Code de l'urbanisme, l'EPF d'Alsace peut agir par voie d'expropriation.

ARTICLE 2 : MODALITÉS DE PORTAGE ET DE GESTION DES BIENS

Les frais d'intervention (ou de portage) ainsi que les frais de gestion sont facturés à la collectivité, pour lequel l'EPF d'Alsace intervient.

Envoyé en préfecture le 05/07/2021
Reçu en préfecture le 05/07/2021
Affiché le 05 JUIL. 2021
ID : 067-507679033-20210616-2021_082-DE

Cas particulier de l'exercice du droit de préemption urbain par l'EPF Alsace après subdélégation de ce droit par l'Etat en vue de la création de logements aidés sur le territoire d'une commune carencée :

Lorsque l'EPF d'Alsace fait exercice du droit de préemption urbain après subdélégation de ce droit par l'Etat en vue de la création de logements aidés sur le territoire d'une commune ayant fait l'objet d'un arrêté de carence au titre du non-respect de ses obligations triennales en matière de logement social, aucune durée de portage minimale n'est requise.
De même, lorsque, l'EPF d'Alsace a acquis un bien par exercice du droit de préemption urbain après subdélégation de ce droit par l'Etat, une cession anticipée, partielle ou totale, du bien porté pourra intervenir à tout moment d'un commun accord des parties, sur demande de l'opérateur ou du bailleur signataire de la convention de portage foncier.

Article 2.3 : Taux de portage

Il est défini quatre taux de portage foncier en fonction du type de projet :

- Un taux fixe de 2% HT, par an, pour les opérations d'extension urbaine ;

- Un taux fixe de 1,5% HT, par an, pour les opérations de renouvellement urbain, de comblement de dents creuses et de reconversion de friches ;

- Un taux fixe de 1% HT, par an, pour les opérations de logement aidé et/ou conventionné. Les modalités d'application seront détaillées dans une fiche spécifique ;

- Un taux exceptionnel de 0%, par an, pour les bailleurs sociaux (ou tout autre organisme garantissant la production de logements aidés) intervenants dans les communes carencées lorsque l'exercice du droit de préemption a été transféré au préfet de département en application de l'article L. 210-1 du code de l'urbanisme et subdélégué à l'EPF d'Alsace.

Les portages peuvent être mobilisés sous deux formes :
- Soit avec un remboursement du capital (coût d'acquisition) à la fin de période de portage (= remboursement 'in fine') ;
- Soit avec un remboursement du capital (coût d'acquisition) par annuités constantes.

Article 2.4 : Modalités de gestion des biens propriété de l'EPF d'alsace

L'EPF d'Alsace assume toutes les responsabilités et charges du propriétaire durant la période de portage, notamment en matière d'impôts, de taxes et d'assurances pour les biens bâtis ou de réalisation d'études et de travaux de proto-aménagement (détaillés à l'article 3).

La collectivité ne pourra pas faire usage du bien ou y réaliser des travaux sans y avoir été autorisé au préalable par l'EPF d'Alsace. Des conventions *ad hoc* de mise à disposition du bien (pour usage et/ou travaux) ou baux longs termes (emphytéotique, construction ou réhabilitation) pourront être signées en ce sens, entre l'EPF d'Alsace et la collectivité, une fois l'acquisition réalisée par l'EPF d'Alsace.

En cas d'occupation du bien en amont de l'acquisition ou à l'issue, l'EPF d'Alsace peut accompagner la collectivité dans la résiliation des baux en cours (agricole, habitation, commercial,...), le paiement d'éventuelles indemnités et la mise en place de conventions d'occupation précaires. La perception de loyers ou d'indemnités d'occupation pourra se faire contractuellement directement au bénéfice de la collectivité.

Envoyé en préfecture le 05/07/2021
Reçu en préfecture le 05/07/2021
Affiché le 05 JUIL. 2021
ID : 067-507679033-20210616-2021_082-DE

ARTICLE 3 : DISPOSITIFS COMMUNS D'INTERVENTION EN FAVEUR DE LA RECONVERSION ET/OU REHABILITATION DES BIENS

Objectif du dispositif :

Afin de faciliter les opérations de préparation et/ou de remise en état du foncier en vue de la réalisation d'un projet (aménagement, construction, réhabilitation) l'EPF pourra, sous sa Maitrise d'Ouvrage, faire réaliser des diagnostics et les travaux de proto-aménagement (démolition, déconstruction, désamiantage, dépollution), dans le respect des règles de la commande publique.

Ce dispositif a vocation à s'appliquer pendant le portage EPF, mais peut, au cas par cas pour la réalisation de certains diagnostics, s'appliquer avant l'acquisition du bien.

Article 3.1 : Diagnostics

Sous maîtrise d'ouvrage EPF d'Alsace, la prise en charge financière est de **100% du coût** :

- Des diagnostics obligatoires (diagnostics plomb et amiante avant travaux ou démolition, diagnostic gestion des déchets, si nécessaire) en lien avec l'opération de proto-aménagement menée par l'EPF ;

- Au cas par cas, des diagnostics spécifiques qui s'avèrent pertinents à l'opération, à juste appréciation de l'EPF. A titre d'illustration, les diagnostics concernés pourraient être, sans que cette liste soit exhaustive :
  - Diagnostics techniques immobiliers obligatoires,
  - Diagnostics structure : solidité, sanitaire ...,
  - Diagnostics pyrotechniques,
  - Diagnostics géotechniques,
  - Diagnostics de sensibilité environnementale.

Article 3.2 : Opérations de proto-ménagement

L'EPF d'Alsace peut réaliser les travaux et avance les coûts de l'opération de proto-aménagement qui sont les suivants (cf article 2.1) :
- Les travaux : déconstruction, désamiantage, dépollution, mise en sécurité, concessionnaires ;
- Les services et prestations intellectuelles, sans que cette liste soit exhaustive : Assistant à Maîtrise d'Ouvrage, Maître d'œuvre, Pilote et Coordonnateur de chantier, Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé, Contrôleur technique, Géomètres, Bureaux d'études techniques, ...

L'EPF refacture ces coûts lors de la revente du bien à la collectivité.

Conditions :

- Dispositifs mobilisables uniquement sur les biens en portage par l'EPF,

- Pour les diagnostics, l'EPF d'Alsace intervient sur simple demande de la collectivité (courrier de sollicitation).

- Pour les opérations de proto-aménagement, l'EPF d'Alsace intervient à la demande de la collectivité faite par courrier de sollicitation et délibération. Une ou des délibérations complémentaire(s) pourront être exigées si le montant estimatif des travaux est dépassé et si l'affermissement des tranches ou la levée d'options est nécessaire.

Envoyé en préfecture le 05/07/2021
Reçu en préfecture le 05/07/2021
Affiché le 05 JUIL. 2021
ID : 067-507679033-20210616-2021_082-DE

Les diagnostics réalisés sont présentés annuellement au Conseil d'Administration de l'EPF d'Alsace pour information.

Les opérations de proto-aménagement sont présentées au Conseil d'Administration de l'EPF d'Alsace pour information, sauf si le coût des travaux dépasse 500 k€ HT. Dans ce cas, il est demandé une délibération (accord financier) préalable du Conseil d'administration de l'EPF d'Alsace.

ARTICLE 4 : CONDITIONS DE SORTIE DE RESERVE FONCIERE

Article 4.1 : Etat de sorties de réserve foncière

Chaque année, le conseil d'administration de l'EPF d'Alsace fixe l'état des propriétés arrivant au terme de la durée de portage en application du présent règlement intérieur.

Cet état de sorties du patrimoine en portage par l'EPF d'Alsace à l'année n+1, est notifié au plus tard le 1er septembre de l'année n, auprès des collectivités garantes, lesquels doivent justifier, au plus tard au 1er novembre de l'année n, d'une éventuelle demande de prorogation de portage par l'EPF d'Alsace, dans le respect des dispositions prévues par le règlement intérieur.
En l'absence de demande de prorogation, l'EPF d'Alsace sera en capacité d'inscrire le produit de la vente des biens concernés au projet de budget en cours d'élaboration. La signature des actes de cession doit intervenir au plus tard dans un délai de six mois suivant la date anniversaire de l'acte d'acquisition par l'EPF d'Alsace.

Article 4.2 : Bénéficiaire du bien porté par l'EPF d'Alsace

La convention précise le bénéficiaire à terme de la revente du bien, sachant que la collectivité bénéficiaire pourra y substituer un organisme désigné par elle, tel qu'un bailleur social public ou privé, une société d'économie mixte, une collectivité ou un EPCI, un établissement public, une association, ...

Article 4.3 : Période de portage supplémentaire

L'appréciation du maintien d'un portage pour une période supplémentaire relève de la seule décision du conseil d'administration de l'EPF d'Alsace, les collectivités garantes devant s'engager à mettre en œuvre la sortie de réserve foncière sur demande de l'EPF d'Alsace.

Article 4.4 : Mode de calcul du prix de cession final

Outre le prix initial d'acquisition du bien, la collectivité s'engage à rembourser à l'EPF d'Alsace les différents postes financiers résiduels, savoir :

- les **frais de gestion et des frais de portage restants dus à la date de cession.** Ils seront minorés en cas de perception d'indemnités d'occupation/loyers par l'EPF d'Alsace pour le bien porté et de remboursement anticipé en capital effectué par la collectivité ou remboursement d'assurances, de dépôt de garantie, d'électricité, ... En cas d'exercice d'un droit de préemption (Safer, preneur rural...) lors de la rétrocession du bien, le solde des frais de portage restera du et ceux déjà facturés ne seront pas récupérables par la collectivité.

- et les éventuels **coûts du proto-aménagement** engagés par l'EPF d'Alsace.

Envoyé en préfecture le 05/07/2021
Reçu en préfecture le 05/07/2021
Affiché le 05 JUIL. 2021
ID : 067-507679033-20210616-2021_082-DE

En cas de cession anticipée au cours de la première année, les frais d'intervention (ou de portage) restent acquis à l'EPF d'Alsace et seront facturés à la collectivité. En cas de cession anticipée au-delà de la 1ère année de portage, un *prorata temporis* sera effectué.

Article 4.5 : Calcul de la durée de portage

La durée de portage du bien est constituée par la période séparant, d'une part la signature du 1er acte authentique d'acquisition réalisant la vente au bénéfice de l'EPF d'Alsace, et, d'autre part, l'acte de cession au profit de la collectivité, de l'EPCI ou l'organisme de son choix.

ARTICLE 5 : DISPOSITIFS SPECIFIQUES D'INTERVENTION

En complément des dispositifs communs à tous les biens présentés à l'Article 3, l'EPF Alsace apporte un soutien supplémentaire pour les cas suivants et aux conditions financières énoncées ci-après :

- la reconversion des friches,
- la création de logements aidés.

Article 5.1 : Dispositif de soutien en faveur des friches

Définition de la friche :

L'EPF d'Alsace considère qu'une friche peut correspondre à tout bien foncier bâti ou non (la démolition a pu être faite), à l'exception des friches d'habitat. Le bien en question doit être en état d'abandon avéré (friche froide) ou programmé (friche chaude) sans condition de surface ou de durée d'abandon.

Quel que soit leur usage passé (industriel, commercial, militaire, sanitaire, touristique, agricole, ...), leur reconversion permettrait la réalisation de projets variés, tout en limitant l'étalement urbain et en favorisant le recyclage d'un foncier souvent dégradé par le temps et son histoire. La renaturation ou l'instauration de mesures compensatoires peuvent être des projets poursuivis par les collectivités pour ces sites.

PHASE 1 : ETUDES ET DIAGNOSTICS AVANT ACQUISITION EPF

Objectif :
Afin d'aider les collectivités à mieux appréhender l'état de la friche avant son acquisition, et pour mieux évaluer le coût global des travaux (et par conséquent la viabilité du projet de reconversion), l'EPF Alsace sous sa Maitrise d'Ouvrage, pourra faire réaliser les études et diagnostics permettant d'avoir une meilleure connaissance de l'état du site à acquérir, dans le respect des règles de la commande publique.

Etudes et diagnostics pris en charge, sans que cette liste soit exhaustive et à juste appréciation de l'EPF :

- Etudes historiques, documentaires, vulnérabilité,
- Etudes hydrogéologiques,
- Etudes environnementales sur les différents milieux (sols, gaz du sol, eaux souterraines et superficielles, végétaux, ...),
- Etudes quantitatives des risques sanitaires.

Dispositif :
Sous maîtrise d'ouvrage EPF d'Alsace, la prise en charge financière maximale est de **50% du coût des études et diagnostics menés, avec une aide plafonnée à 100.000 € HT par site**, quel que soit le nombre d'études à réaliser.

Envoyé en préfecture le 05/07/2021
Reçu en préfecture le 05/07/2021
Affiché le 05 JUIL. 2021
ID : 067-507679033-20210616-2021_082-DE

Conditions cumulatives requises :

- L'EPF d'Alsace n'intervient pas sur une friche déjà propriété de la collectivité,
- L'EPF d'Alsace assure la maîtrise d'ouvrage des études et des diagnostics,
- L'EPF d'Alsace n'apportera pas d'aide à un ancien exploitant ou propriétaire qui souhaiterait revaloriser son bien,
- Courrier de sollicitation puis délibération de la collectivité sollicitant la Phase 1 du dispositif friches mis en place par l'EPF d'Alsace ; et acceptant les termes d'une convention financière.
  Une ou des délibérations complémentaire(s) pourront être exigées si le montant estimatif de l'étude (ou des études) est dépassé, et si l'affermissement des tranches ou la levée d'options est nécessaire.
- Information du conseil d'administration de l'EPF d'Alsace.

PHASE 2 : ETUDES ET DIAGNOSTICS PENDANT LE PORTAGE EPF

Objectif :
Afin d'aider les collectivités à prendre l'initiative de la réhabilitation de la friche et les soutenir dans les différentes phases de ce projet et plus particulièrement dans la phase d'acquisition de données sur le bien, l'EPF Alsace sous sa Maitrise d'Ouvrage et dans le respect des règles de la commande publique, pourra faire réaliser les études permettant :

- D'avoir une connaissance approfondie du site permettant de mieux appréhender le coût des travaux de réhabilitation,
- De vérifier la compatibilité du projet futur envisagé avec l'état du site,

Etudes et diagnostics pris en charge, sans que cette liste soit exhaustive et à juste appréciation de l'EPF :

- Etudes historiques, documentaires, vulnérabilité,
- Etudes hydrogéologiques,
- Etudes environnementales sur les différents milieux (sols, gaz du sol, eaux souterraines et superficielles, végétaux, ...),
- Etudes quantitatives des risques sanitaires,
- Plan de gestion permettant de valider les usages futurs du projet avec l'état des milieux, si nécessaire IEM – Interprétation de l'Etat des milieux (si impact sur l'extérieur du site),
- Bilans massiques et études géostatistiques, Bilan coûts/avantages,
- Plan de conception des travaux et essais pilotes de dépollution,

Dispositif :
Sous maîtrise d'ouvrage EPF d'Alsace, la prise en charge financière maximale est de **80% du coût des études et diagnostics menés, avec une aide plafonnée à 500.000 € HT par site**, quel que soit le nombre d'études à réaliser.

Conditions cumulatives requises :

- L'EPF d'Alsace n'intervient pas sur une friche déjà propriété de la collectivité,
- La collectivité a engagé ou est en voie d'engager des études de projets ou de programmation (auquel l'EPF d'Alsace est associé),
- L'EPF d'Alsace assure la maîtrise d'ouvrage des études et des diagnostics,
- Courrier de sollicitation puis délibération de la collectivité sollicitant la Phase 2 du dispositif friches mis en place par l'EPF d'Alsace ; et acceptant les termes d'une convention financière (pour les conventions de portages en place), et sans convention financière (pour les nouvelles conventions de portage, incluant ces dispositifs). Une ou des délibérations complémentaire(s) pourront être exigées si le montant estimatif de l'étude (ou des études) est dépassé et si l'affermissement des tranches ou la levée d'options est nécessaire.
- Information du conseil d'administration de l'EPF d'Alsace.

Envoyé en préfecture le 05/07/2021
Reçu en préfecture le 05/07/2021
Affiché le 05 JUIL. 2021
ID : 067-507679033-20210616-2021_082-DE

PHASE 3 : TRAVAUX PENDANT LE PORTAGE EPF

Objectif :
Afin d'accompagner les collectivités dans la phase opérationnelle de réhabilitation de la friche et leur apporter un soutien technique et financier dans la réalisation des travaux de proto-aménagement que pourraient nécessiter le site avant son aménagement, l'EPF Alsace sous sa Maitrise d'Ouvrage et dans le respect des règles de la commande publique, pourra faire réaliser les travaux de proto-aménagement (démolition, déconstruction, désamiantage, dépollution).

Travaux pris en charge :
- Démolition, déconstruction,
- Désamiantage,
- Dépollution,
- Remise à plat du terrain, végétalisation,
- Mesures compensatoires éventuelles (pendant le portage).

Dispositif standard :
Sous maîtrise d'ouvrage EPF d'Alsace, la prise en charge financière maximale de l'EPF est de **60% du coût des travaux réalisés, avec une aide plafonnée à 1.000.000 € HT par site.**

Dispositif exceptionnel :
Sous maîtrise d'ouvrage EPF d'Alsace, après délibération motivée du Conseil d'Administration, la prise en charge financière de l'EPF pourra être portée à hauteur maximale de **80% du coût des travaux, avec une aide plafonnée à 2.000.000 € HT** pour les sites :
- à responsable défaillant,
- ne pouvant bénéficier d'autres co-financements,
- ou présentant des risques avérés pour la santé et/ou l'environnement.

Conditions cumulatives requises :
- L'EPF d'Alsace n'intervient pas sur une friche déjà propriété de la collectivité,
- Le projet de réhabilitation du site est déjà défini (ex : une étude de faisabilité devra être fournie) pour engager la phase travaux de dépollution,
- L'EPF d'Alsace assure la maîtrise d'ouvrage des travaux,
- Courrier de sollicitation puis délibération de la collectivité sollicitant la 'Phase 3 Travaux' du dispositif friches mis en place par l'EPF d'Alsace et acceptant les termes d'une convention financière (financements croisés) ; la collectivité pourra également délibérer au fur et à mesure de l'avancée des travaux, si le montant estimatif des travaux est dépassé et si l'affermissement des différentes tranches ou la levée d'options est nécessaire.
- Délibération du conseil d'administration de l'EPF d'Alsace.

Article 5.2 : Mise en place d'un fond de minoration foncière

Principe du dispositif :
Abaisser le coût du foncier (charge foncière) pour rendre réalisable/finançable et donc faciliter le montage d'opérations de construction de logements locatifs aidés, bien localisés et s'inscrivant dans les objectifs des politiques locales de l'habitat.

Objectif :
Faciliter les opérations neuves et d'acquisition/amélioration en allégeant la charge foncière (et le cas échéant du bâti existant) portée par l'opérateur (bailleur ou collectivité).

Envoyé en préfecture le 05/07/2021
Reçu en préfecture le 05/07/2021
Affiché le 05 JUIL. 2021
ID : 067-507679033-20210616-2021_082-DE

Mise en œuvre :
Un dispositif de prise en charge partielle du plan de financement de l'opération, dont le montant est calculé en fonction du nombre et de la typologie des logements aidés créés :
Jusqu'à 10.000 € par logement locatif aidé ou conventionné créé : **10.000 € par PLAI, 5.000 € par PLUS et 2.500 € par PLS.**
La collectivité devra, parallèlement au Conseil d'Administration de l'EPF d'Alsace, délibérer en faveur de cette minoration foncière.

Conditions d'éligibilité

1) Le dispositif s'adresse aux projets de renouvellement urbain et de comblement de dent creuse (les opérations en extension urbaine sont exclues du dispositif) ;
2) 75% de la surface de plancher crée par le projet doit être consacrée au logement locatif social ou conventionné ;
3) Le foncier doit être acquis par l'EPF d'Alsace à la valeur estimée par les services de France Domaine, ou à une valeur inférieure bien sûr si possible ;
4) La charge foncière admissible par l'opérateur de logements aidés dans le cadre de son projet doit être inférieure au prix d'acquisition du foncier ;
5) Les projets de centralité (bourgs centres, villes relais) sont favorisés et les opérations structurantes à l'échelle d'un îlot seront privilégiées. Ils devront dans les deux cas répondre aux enjeux définis dans le PLHi (si le document est approuvé) et les documents d'urbanisme (SCOT, PLUi, PLU) ;
6) Les projets proposés devront avoir fait l'objet d'une étude de faisabilité technique et financière permettant de définir clairement le(s) usage(s) futur (s), la viabilité économique opérationnelle, la situation du marché immobilier local, la destination du (ou des) service(s) et/ou commerce(s) prévus.
7) Le présent dispositif ne peut s'appliquer que si le dispositif friche n'a pas été sollicité.

La mise en œuvre de ce dispositif de minoration foncière est présentée au Conseil d'Administration de l'EPF d'Alsace pour validation avant cession du bien à la Commune, l'EPCi ou à tout organisme qu'elle aura désigné.

Cas particulier du portage foncier d'un bien par l'EPF Alsace en vue de la création de logements aidés sur le territoire d'une commune carencée :

Par exception, lorsque l'EPF d'Alsace a acquis un bien aux fins de mettre en œuvre des opérations de logements aidés sur le territoire d'une commune ayant fait l'objet d'un arrêté de carence, seules s'appliquent les conditions d'éligibilité 2, 5 et 6.

Lorsque l'EPF d'Alsace a acquis le bien par exercice du DPU, le Conseil d'Administration statue sur l'éligibilité au dispositif de minoration foncière dès l'accord pour signature de l'acte d'acquisition, sous réserve du respect des conditions susvisées.

ARTICLE 6 : ORGANISMES ASSOCIÉS

L'EPF d'Alsace peut participer, de par ses délégués, son directeur ou son personnel, à des travaux, rencontres, échanges ou assistance auprès d'organismes compétents en matière d'action foncière, d'aménagement et d'urbanisme ou d'action publique.

L'EPF d'Alsace peut adhérer aux structures et associations œuvrant dans son champ d'intervention et recourir aux prestations et services utiles à l'exercice de son activité.

Envoyé en préfecture le 05/07/2021
Reçu en préfecture le 05/07/2021
Affiché le 05 JUIL. 2021
ID : 067-507679033-20210616-2021_082-DE

ARTICLE 7 : MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

Le présent règlement intérieur peut à tout moment faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du Président ou d'un tiers (1/3) des délégués du conseil d'administration en exercice.

Le présent règlement intérieur peut être modifié par délibération du conseil d'administration à la majorité des membres présents ou représentés.

Le présent règlement intérieur modifié entre en vigueur à compter de son adoption par le conseil d'administration de l'EPF d'Alsace. Il sera applicable pour tout nouveau courrier ou délibération de sollicitation de l'EPF d'Alsace pris à compter de l'entrée en vigueur du règlement intérieur.

16

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Création d'un périmètre de prise en considération d'une opération d'aménagement sur le secteur de la maille Athena Sud à Strasbourg, quartier Hautepierre. Avis du Conseil municipal de Strasbourg.

Numéro V-2022-290

Dans le cadre de ses compétences en matière d'aménagement du territoire, l'Eurométropole de Strasbourg organise, en coopération avec ses communes membres un développement équilibré de son territoire.

L'outil juridique de périmètre de prise en considération est utile et approprié pour une action volontariste sur le territoire et permettre d'avoir un regard sur les autorisations d'urbanisme compris dans ce périmètre. Dans le cas où un projet situé à l'intérieur du périmètre est susceptible de compromettre ou de rendre plus onéreux la réalisation d'un projet d'aménagement, la collectivité peut lui opposer un sursis à statuer de deux ans. Le périmètre de « prise en considération » est valide à la date de la publication de la délibération de prise en considération, prise par l'autorité compétente et a une durée de 10 ans à compter de son entrée en vigueur.

Le secteur proposé pour la mise en place d'un périmètre de prise en considération concerne la partie Sud de la maille Athena à Hautepierre, située entre la rue Henri Bergson, les jardins familiaux à l'Est longeant la voie ferrée, l'avenue liant la rue Calmette à la RM 351 à l'Ouest et la RM351 au Sud. (Cf. annexe 1).

Ce secteur d'environ 5 ha est à l'interface du projet de liaison Hautepierre-Poteries autour de l'échangeur des Forges, du quartier d'Hautepierre et du site Ducs d'Alsace. Ce projet multimodale en cours d'étude apporte des opportunités d'une nouvelle mutation du secteur de la maille Athena Sud et accentue sa position stratégique. Le nouvel échangeur doit permettre un projet urbain de plus grande échelle permettant :

- D'aménager une « porte d'entrée » multimodale depuis la M351 vers les quartiers Ouest de Strasbourg et notamment vers les pôles d'emplois présents ;
- De créer une nouvelle liaison Nord-Sud pour les modes actifs (vélos, piétons) permettant de franchir la M351 à cet endroit ;
- De donner de nouveaux moyens d'accès et de dessertes, simples et lisibles, aux pôles d'emplois du territoire ;
- De créer, dans le cadre du réseau Express Métropolitain (REM), un pôle d'échanges à niveau pour faciliter les interfaces entre le réseau interurbain (TSPO et/ou autres lignes

interurbaines) et le réseau urbain par un aménagement entre la rue Calmette et la rue Madeleine Reberioux. Ce pôle d'échanges permettra de mieux mailler le territoire, de mieux relier les quartiers et communes de 1ère couronne ;
- D'accompagner le développement urbain sur les secteurs des Forges et de Hautepierre. Le travail sur la compacité de l'échangeur permettra d'examiner le potentiel foncier pouvant être dégagé. (Cf. annexe 6 : scénario).

Ainsi le secteur maille Athéna Sud deviendra une nouvelle porte d'entrée Ouest de l'agglomération Strasbourgeoise. Les études en cours impliquent pour le secteur une opération d'aménagement permettant la requalification des liaisons en modes doux, la réorganisation des lignes de bus et notamment passage de la ligne 50, la requalification des délaissés routiers et optimisation foncière, la réorganisation des accès aux ilots, des aménagements paysagers et plantations d'arbres.

Le secteur concerné par la proposition de périmètre de prise en considération comprend deux types de zones, UE et UXb4.

La zone à vocation d'équipements, classée en zone « UE1 » dans le PLU. Cette zone d'équipements est occupée pour majeure partie par plusieurs institutions, et une zone non bâtie de près de 6300m^2 utilisée temporairement à des fins de stationnement sis sur les n° 4 et 6 rue Thomas Mann. Au Sud-Est de ces équipements, une seule affectation indépendante existe au n° 12 rue Thomas Mann, elle loge le Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale tenu par l'association Horizons, centre dont le maintien sur le site est incertain.

La partie Sud, le long de la rue Henri Bergson, développe une zone à vocation d'activité économique, classée UXb4 avec deux immeubles. Le premier, anciennement bureaux de la mutuelle MGEN est vide actuellement et objet d'un permis de changement de destination de bureaux en commerce de gros et restaurant en cours d'instruction. Le second, le centre d'affaires Athena est en place depuis une vingtaine d'années et héberge différentes entreprises.

Au sud-ouest, on trouve encore un bâtiment tertiaire vide où siégeait une entreprise de logiciels SYDEC et Humanis mais qui, aujourd'hui, par le fait de la cessation d'activités de l'entreprise de logiciels et la fusion des entités Malakoff et Humanis, se retrouve sans occupants.

Il faut donc constater que ce secteur qui était construit avec l'intention d'un certain équilibre entre activités économiques / tertiaires et équipements fait preuve d'une fragilité en termes économiques car, actuellement, seul reste en activité le centre d'affaires Athena alors que sont vides ou inoccupés les parcelles 4, rue Henri Bergson ainsi que les 4, 6 et 8 rue Thomas Mann.

Le risque existe d'une coupure urbaine voire d'un fonctionnement renfermé sur lui-même de cette maille par un déséquilibre des affectations ou une absence d'occupations. Les impacts d'une mutation et d'une requalification non maitrisée de ce secteur pourraient être dommageables pour les équilibres établis en matière d'organisation urbaine, culturelle et sociale et à des échelles territoriales qui dépassent celles du quartier de Hautepierre.

Le secteur maille Athena Sud représente donc un enjeu majeur et représente une position clef. En conséquence, il est important de conserver toutes les possibilités de développement pour ces entreprises afin d'encourager leurs rôles de dynamique, de transformation et d'attractivité du territoire et les futurs liens avec la ZA des Forges qui sera directement reliée. Mais ces développements ne doivent pas obérer ou rendre plus onéreux les aménagements prévus dans les études en cours.

L'enjeu qui motive l'Eurométropole de Strasbourg à inscrire un périmètre de prise en considération porte donc sur la volonté de respecter cette vision stratégique globale et de permettre le projet de restructuration de l'échangeur des Forges.

L'instauration d'un périmètre de prise en considération, en vue de la conduite d'une opération d'aménagement liée à la revalorisation de l'entrée de Hautepierre, permettra à l'autorité compétente d'opposer un sursis à statuer aux demandes d'autorisation susceptibles de compromettre ladite opération ou de la rendre plus onéreuse.

L'avis du Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg est ainsi sollicité par l'Eurométropole de Strasbourg en vue d'approuver un périmètre de prise en considération sur le secteur « maille Athena sud » à Strasbourg.

À compter de la prise en compte du présent avis dans la délibération de l'Eurométropole de Strasbourg, un sursis à statuer de deux ans pourra être opposé aux demandes d'autorisations ou déclarations concernant les travaux, constructions ou installations situés dans le périmètre de prise en considération dans les formes et conditions prévues à l'article L. 424-1 du Code de l'urbanisme. Le périmètre de prise en considération est présenté en annexe à la délibération.

Le périmètre de prise en considération sera reporté, à titre informatif, en annexe du PLU de l'Eurométropole de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

sur proposition de la Commission plénière
vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L. 300-1 et L. 424-1
vu le Plan local d'urbanisme (PLU) de l'Eurométropole de Strasbourg,
dont la dernière modification a été approuvée par délibération du
conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 25 juin 2021
vu les objectifs poursuivis par la Ville de Strasbourg sur le périmètre concerné
après avoir délibéré

décide

d'émettre un avis favorable quant à la création par l'Eurométropole de Strasbourg d'un périmètre de prise en considération sur Athena Sud, sis entre la rue Henri Bergson, les jardins familiaux à l'Est longeant la voie ferrée, l'avenue liant la rue Calmette à la RM 351 à l'Ouest et la RM351 au Nord.

précise

qu'un sursis à statuer de deux ans pourra être opposé aux demandes d'autorisations ou déclarations concernant les travaux, constructions ou installations situés dans le périmètre de prise en considération dans les formes et conditions prévues à l'article L. 424-1 du Code de l'urbanisme, après adoption de la délibération ad hoc par l'Eurométropole de Strasbourg

que le périmètre de prise en considération sera reporté, à titre informatif, en annexe du PLU de l'Eurométropole de Strasbourg

charge

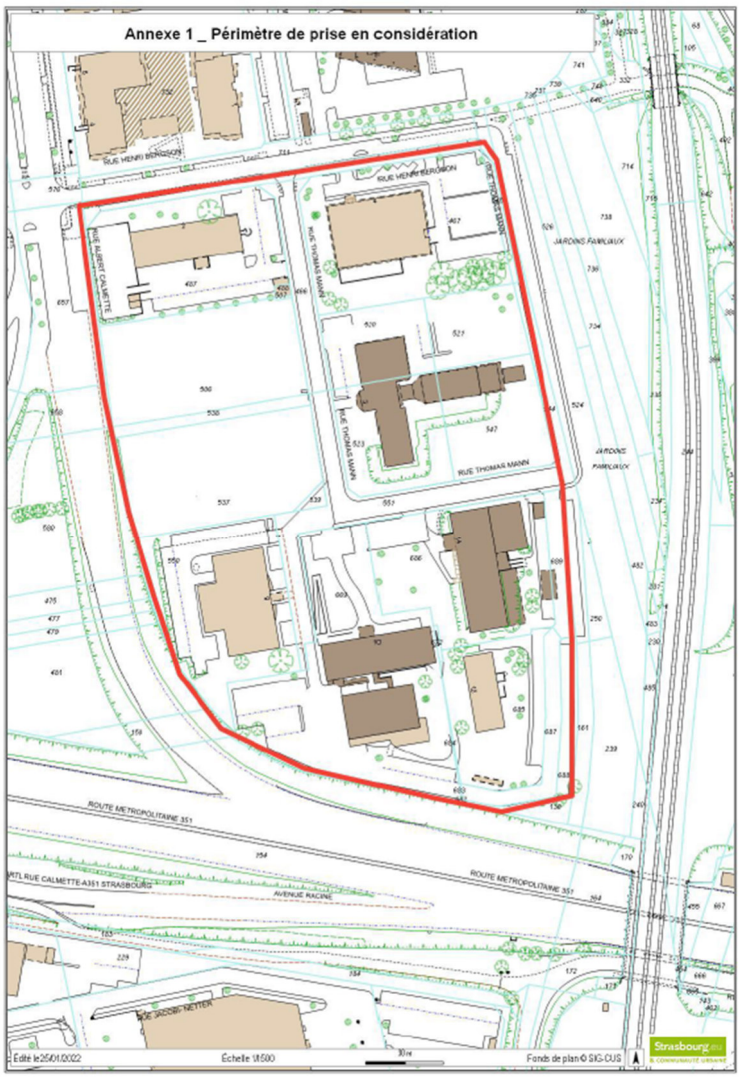
la Maire ou son-sa représentant-e de l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144879-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Annexe 1 _ Périmètre de prise en considération

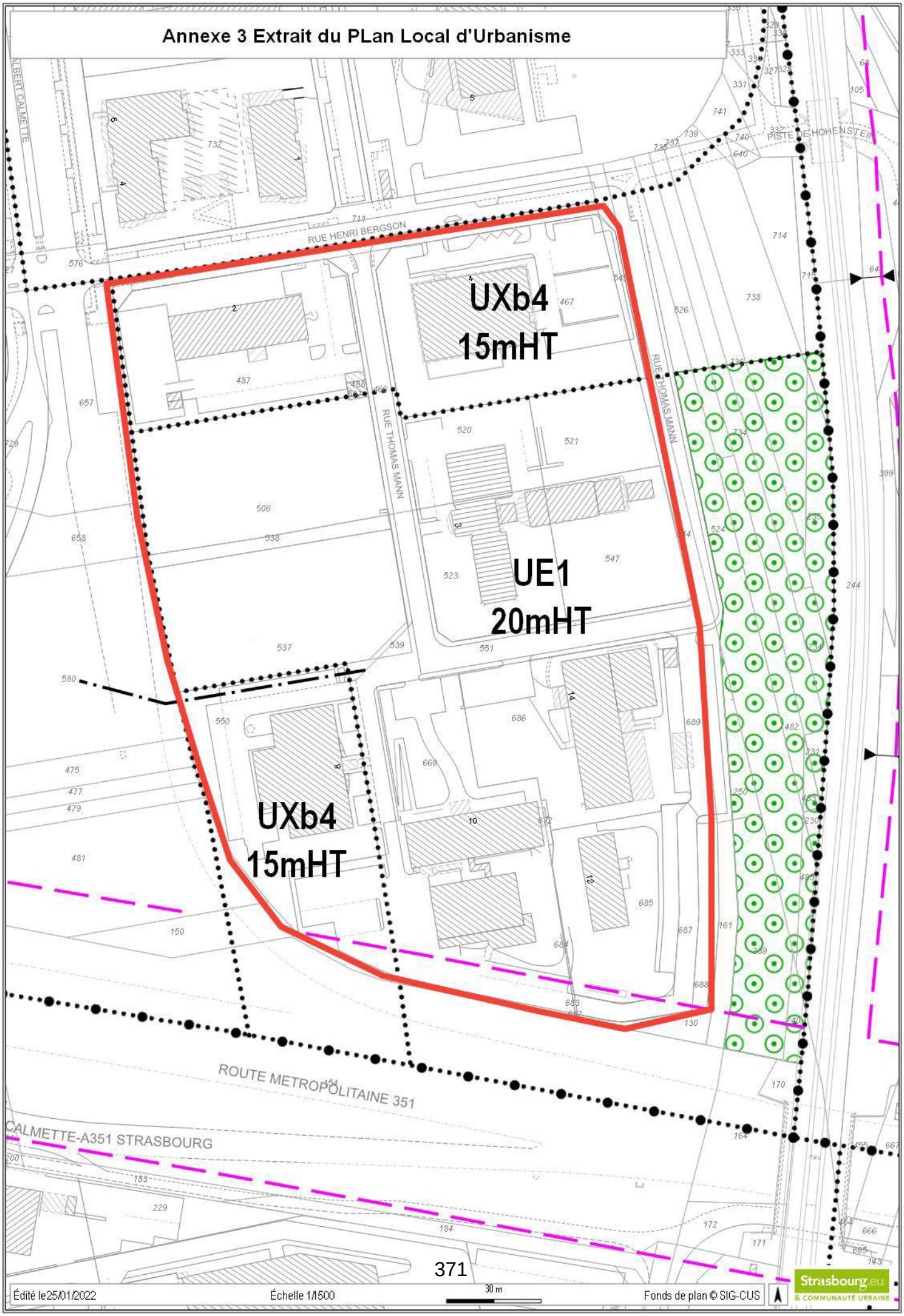


Section	numéro de parcelle	rue	Code postal
LS	467	H. Bergson	67200
LS	487	H. Bergson	67200
LS	488	T. Mann	67200
LS	506	T. Mann	67200
LS	507	T. Mann	67200
LS	520	T. Mann	67200
LS	521	T. Mann	67200
LS	523	T. Mann	67200
LS	537	T. Mann	67200
LS	538	T. Mann	67200
LS	539	T. Mann	67200
LS	545	T. Mann	67200
LS	547	T. Mann	67200
LS	550	T. Mann	67200
LS	669	T. Mann	67200
LS	672	T. Mann	67200
LS	684	T. Mann	67200
LS	685	T. Mann	67200
LS	686	T. Mann	67200
LS	687	T. Mann	67200
LS	688	T. Mann	67200
LS	689	T. Mann	67200

Annexe 2 _ Propriétaires institutionnels



Annexe 3 Extrait du PLan Local d'Urbanisme



17

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Archipel 2 : Lot H - Conclusion d'une promesse de vente et réitération auprès des sociétés SPIRIT IMMOBILIER, CREDIT MUTUEL REALISATIONS IMMOBILIERES et HABITATION MODERNE.

Numéro V-2022-247

I. Historique, contexte et évolutions

Historique

La ville de Strasbourg est engagée depuis 2012 dans la réalisation du quartier d'affaires international, dénommé Archipel, destiné à renforcer les fonctions tertiaires supérieures et européennes de Strasbourg, et à offrir des espaces adaptés aux entreprises, organisations et institutions, relevant de ces fonctions. Suite à la réalisation de la première phase d'Archipel, la collectivité a décidé d'engager la seconde phase opérationnelle.

Le périmètre du projet se développe au nord du boulevard de Dresde, jusqu'à la confluence de l'Aar, de l'Ill et du canal de la Marne au Rhin. La composition urbaine d'Archipel 2 est structurée autour de deux équipements publics, le nouveau théâtre du Maillon, et le hall Rhénus Sport ainsi que par le développement d'un grand parc urbain.

Contexte et évolutions

La seconde phase conserve les ambitions de rayonnement, d'identité forte et de performance de la phase précédente, en renforçant l'effet de vitrine d'excellence européenne de la ville mais, pour s'adapter au nouveau contexte économique et au ralentissement du marché du tertiaire, en adéquation avec les récentes évolutions d'organisation du travail, le projet privilégiera d'autres axes de développement.

Pour répondre aux enjeux de transition écologique, de justice sociale et d'équité territoriale, Archipel 2 s'appuiera sur quatre volets visant à :
- promouvoir le développement d'espaces verts majeurs,
- lutter contre le réchauffement climatique autour d'une optimisation des îlots de fraîcheur, des espaces en pleine terre ou de la végétalisation des lots à partir de choix énergétiques fortement orientés vers les énergies renouvelables,
- développer l'offre de logements et faire progresser la mixité sociale en offrant plus encore de produits résidentiels accessibles,

- donner une grande place aux mobilités actives et aux transports en commun par la création de cheminements continus à usage clairement différenciés.

Par délibération du 23 septembre 2019, le conseil municipal a désigné comme lauréat et attributaire du lot H, le groupement composé par les sociétés SPIRIT Immobilier, CM Réalisations Immobilières et le bailleur social Habitation Moderne. La présente délibération a pour objet de permettre la conclusion, d'une part, d'une promesse unilatérale de vente et, d'autre part, de l'acte de vente sur le lot H, en vue la réalisation de la seconde phase du projet Archipel.

II. Projet et programmation

Projet

Le projet de 8816 m² de surface de plancher (SDP), réalisé sur une emprise de 28,27 ares, porte sur la construction :

- D'un parking mutualisé silo de 254 places, comportant un local d'activité,
- De trois immeubles affectés à de l'habitation, permettant la réalisation de 129 logements.

Les logements seront répartis en 3 tours :

- H1.2 – immeuble en R+10, de 1625 m² de SDP comprenant 22 logements en accession,
- H1.3 – immeuble en R+17, de 3268 m² de SDP comprenant 52 logements en accession,
- H2 – immeuble en R+17, de 3702 m² de SDP, comprenant 55 logements locatifs sociaux.

Les logements locatifs sociaux sont, notamment, composés de 20 logements en PLAI et 31 logements en PLUS, soit 51 logements qui participent à la reconstitution de l'offre de logements dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), ainsi que quatre logements PLUS de droit commun.
Le permis de construire a été déposé le 8 novembre 2021.

Qualités paysagères, environnementales et énergétiques

L'intervention paysagère vise à promouvoir une densité et une abondance végétale venant coloniser les trois dimensions du bâtiment et chaque surface disponible :

- Au niveau du socle : pour donner un effet végétal dense dès la base du bâtiment, le socle sera bordé de bandes plantées en rez-de-chaussée.
- Au niveau de la terrasse en R+3 : le projet propose un jardin accessible et foisonnant organisé autour d'une terrasse plantée, d'une masse arborée dense apportant ombre et fraicheur au nord et d'espaces de jardins nourriciers plus ensoleillés au sud, à la disposition des résidents.
- Tours jardinées : des plantes grimpantes pousseront dans les jardinières placées le long des garde-corps des balcons. La végétation couvrira l'ensemble des façades sud des tours et ce, en débordant sur les côtés Est et Ouest.

Ce lot aujourd'hui complétement minéralisé bénéficiera d'un coefficient de biotope par surface de 0,54 (obligation issue de la M3 du PLUi – 0.1).
Les logements réalisés seront certifiés NF Habitat et raccordés au réseau de chaleur Eco2Wacken. Labellisé E3C1, le nouvel ensemble de logements collectifs permettra une sobriété énergétique réduisant l'empreinte carbone du projet.

III. Conclusion d'une promesse et d'un acte de vente

Parcelles et volumes cédés :

La Ville est propriétaire des parcelles cadastrées comme suit :

Section	**N° parcelle**	**Surface**	**Lieudit**
BY	276/35	00ha08a21ca	6 Rue Jean Wenger-Valentin
BY	278/29	00h20a06ca	6 Rue Jean Wenger-Valentin
Total : 28 a 27 ca			

Les parcelles ont été déclassées du domaine public municipal par délibération du Conseil municipal en sa séance du 23 septembre 2019.
En raison de l'imbrication des constructions qui doivent être réalisées, le montage immobilier prévoit que les parcelles d'assiette de l'ensemble immobilier fassent place à des volumes correspondant aux diverses affectations, notamment :

- V1, destiné à accueillir un silo de parkings,
- V2, destiné à accueillir l'immeuble H1.2,
- V3, destiné à accueillir l'immeuble H1.3,
- V4, destiné à accueillir l'immeuble H2,
- V9, destiné à accueillir un commerce.

Prix :
La division du domaine a estimé le prix de cession des parcelles permettant la réalisation du projet à la valeur de 3 080 450 €.
D'un commun accord entre les parties, il a été acté de déterminer la valeur de cession au prix de :

- 450 € HT/m² de SDP pour les logements en accession, pour 4893 m²,
- 230 € HT/m² de SDP pour les logements locatifs sociaux, pour 3702 m²,
- 250 € HT/m² de SDP pour le commerce, pour 221 m²,

À savoir :

- 2 257 100 € HT, TVA et frais éventuellement dus en sus par l'acquéreur, pour le groupement composé de SPIRIT Immobilier et CM Réalisations Immobilières,
- 851 460 €, TVA et frais éventuellement dus en sus par l'acquéreur, pour Habitation Moderne,

Soit pour un prix prévisionnel plancher global de 3 108 560 € HT, TVA et frais éventuellement dus en sus par l'acquéreur.
S'agissant d'un lot de lotissement, les acquéreurs ne pourront en aucun cas dépasser la surface de plancher affectée à la parcelle, sans l'accord préalable de la Ville. Le

prix ci-dessus est un prix plancher. Si les m² de SDP contenus dans le PC obtenu par l'Acquéreur sont supérieurs à ceux indiqués dans la délibération, le prix de vente sera susceptible d'évoluer à la hausse. Celui-ci ne pourra toutefois pas être inférieur au prix ci-dessus indiqué, même dans l'hypothèse où les m² de SP contenus dans le PC obtenu par l'Acquéreur sont inférieurs à ceux indiqués dans la délibération.

Conditions de la promesse :

La promesse conclue entre la Ville et les différents bénéficiaires sera soumise aux conditions suspensives suivantes :

- absence d'exercice du droit de préemption urbain,
- obtention de l'ensemble des autorisations d'urbanisme purgées de tous recours,
- compatibilité de l'état des sols avec la destination d'habitation,
- absence de nécessité de réaliser des fondations spéciales,
- libération des biens,
- régularisation d'une ou plusieurs promesses de vente en l'état futur d'achèvement sur les lots de places de stationnement,
- signature d'une convention de raccordement au réseau de chaleur,
- signature d'une convention de coordination avec les maitres d'ouvrage des lots A, B et J,
- obtention d'une garantie financière d'achèvement.

La promesse conclue entre la Ville et le bailleur social sera en outre soumise aux conditions suspensives particulières suivantes :

- obtention de l'agrément qui ouvre droit aux taux réduits de TVA et qui permet l'octroi des prêts mentionnés à l'article R.331-1 du Code de la Construction et de l'Habitation (prêts PLUS, PLAI),
- obtention de la totalité des financements PLUS et PLAI,
- obtention de la garantie de la collectivité et/ou d'un établissement bancaire sur les prêts.

Au cas où les conditions de la promesse seraient réalisées et que l'un ou l'autre des bénéficiaires ne régularise pas l'acte de vente, le bénéficiaire défaillant devra verser une clause pénale à la Ville à hauteur de 10 % du prix HT du volume concerné.

Réitération

L'acte de vente définitif devra être réitéré dans un délai de 15 mois, à compter de la signature de la promesse.
Une prorogation de la durée de la promesse pourra être octroyée en cas d'empêchement de la part des parties. Cette prorogation devra être délibérée par le Conseil Municipal.

Acte de vente

L'acte de vente à intervenir sera conclu aux termes des présentes conditions et intégrera les restrictions au droit de disposer suivantes au profit de la Ville :

- restriction d'affectation à du logement, à titre accessoire pour des professions libérales, des volumes V2 et V3, pour une durée de cinq ans à compter de la conclusion de l'acte de vente définitif,
- interdiction de revente des lots de volumes nus, pour une durée de cinq ans à compter de la conclusion de l'acte de vente définitif,
- clause d'insertion sociale.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Sur proposition de la Commission Plénière
Vu la délibération du conseil municipal 23 septembre 2019
Vu la délibération de la commission permanente du 27 septembre 2019
Vu l'avis de la division du Domaine
Après en avoir délibéré

approuve

I. La conclusion d'une promesse de vente entre la ville de Strasbourg et :

A) les sociétés SPIRIT IMMOBILIER et CREDIT MUTUEL REALISATIONS IMMOBILIERES, ou toute autre société qui s'y substituerait, des volumes (ou droit de superficie) à détacher du lot H dépendant du Lotissement sis à STRASBOURG (Bas-Rhin) dénommé « ARCHIPEL 2 - WACKEN », correspondant aux volumes V1, V2, V3 et V9, et de manière générale l'ensemble des volumes ASL (V5, V6, V7, V8 et V10), matérialisés provisoirement et schématiquement sur les plans du projet de division en volumes établi par le cabinet BILHAUT, géomètre expert à STRASBOURG dont copies ci-annexées ;
L'assiette foncière du lot H dont seront détachés lesdits volumes correspond aux parcelles cadastrées comme suit :
Ville de STRASBOURG
Section BY n° 276/35 d'une surface de 8,21 ares,
Section BY n°278/29 d'une surface de 20,06 ares ;

Au prix de 450 € HT du m² de surface de plancher pour les logements en accession et 250 € HT du m² de surface de plancher pour le commerce, soit moyennant le prix plancher, sur la base de 5.114 m² de surface de plancher prévisionnelle dans le programme de construction du Bénéficiaire, de 2 257 100 € HT, TVA et frais éventuellement dus en sus par l'acquéreur;

B) auprès du bailleur social Habitation Moderne, des volumes (ou droit de superficie) à détacher du lot H dépendant du Lotissement sis à STRASBOURG (Bas-Rhin) dénommé « ARCHIPEL 2 - WACKEN », correspondant au volume V4, matérialisé provisoirement et schématiquement sur les plans du projet de division en volumes établi par le cabinet BILHAUT ;

L'assiette foncière du lot H dont seront détachés lesdits volumes correspond aux parcelles cadastrées comme suit :
Ville de STRASBOURG
Section BY n° 276/35 d'une surface de 8,21 ares,
Section BY n°278/29 d'une surface de 20,06 ares ;
Au prix de 230 € HT du m², soit moyennant le prix plancher, sur la base de 3.702 m² de surface de plancher prévisionnelle à destination de logements en locatif social, dans le programme de construction du Bénéficiaire, de 851 460 € HT, TVA et frais éventuellement dus en sus par l'acquéreur ;

C) le supplément de prix, pour les cas où :
** le Bénéficiaire (ou ses ayants-droits) obtiendrait pour les volumes V2, V3 et V9, une autorisation d'urbanisme devenue définitive autorisant la réalisation d'une SP supplémentaire par rapport aux 5.114 m² de SP globale visés aux présentes, dans la limite de la SP de 5.200 m² affectée auxdits volumes,*
Toute surface supplémentaire par rapport à la SP globale de 5.114 m² serait facturée :
- à hauteur de 450 € HT par m² supplémentaire de SP cédé de LOGEMENT, TVA en sus,
- à hauteur de 250 € HT par m² supplémentaire de SP cédé de COMMERCE, TVA en sus,
** le bénéficiaire (ou ses ayants-droits) obtiendrait sur le volume V4 une autorisation d'urbanisme devenue définitive autorisant la réalisation d'une SP supplémentaire par rapport aux 3.702 m² de SP visés aux présentes, dans la limite de la SP de 3.750 m² affectée au volume V4,*
Toute surface supplémentaire par rapport à la SP de 3.702 m² serait facturée à hauteur de 230 € HT par m² supplémentaire de SP cédé, TVA en sus ;
Tout dépassement éventuel de la surface affectée aux volumes V2, V3, V4 et V9, le jour de la vente suivant la répartition susvisée devra obligatoirement faire l'objet d'une approbation préalable expresse de la Ville.
S'agissant d'un lot de lotissement, les acquéreurs ne pourront en aucun cas dépasser la surface de plancher affectée à la parcelle, sans l'accord préalable de la Ville. Le prix ci-dessus est un prix plancher. Si les m² de SDP contenus dans le PC obtenu par l'Acquéreur sont supérieurs à ceux indiqués dans la délibération, le prix de vente sera susceptible d'évoluer à la hausse. Celui-ci ne pourra toutefois pas être inférieur au prix ci-dessus indiqué, même dans l'hypothèse où les m² de SP contenus dans le PC obtenu par l'Acquéreur sont inférieurs à ceux indiqués dans la délibération.
II. La promesse conclue entre la Ville et les différents bénéficiaires sera soumise aux conditions suspensives suivantes :
- *Absence d'exercice du droit de préemption urbain,*
- *Obtention de l'ensemble des autorisations d'urbanisme purgées de tous recours,*
- *Compatibilité de l'état des sols avec la destination d'habitation,*
- *Absence de nécessité de réaliser des fondations spéciales,*
- *Libération des biens,*
- *Régularisation d'une ou plusieurs promesses de vente en l'état futur d'achèvement sur les lots de places de stationnement,*
- *Signature d'une convention de raccordement au réseau de chaleur,*
- *Signature d'une convention de coordination avec les maitres d'ouvrage des lots A, B et J,*
- *Obtention d'une garantie financière d'achèvement.*

La promesse conclue entre la Ville et le bailleur social sera en outre soumise aux conditions suspensives particulières suivantes :

- *Obtention de l'agrément qui ouvre droit aux taux réduits de TVA et qui permet l'octroi des prêts mentionnés à l'article R.331-1 du Code de la Construction et de l'Habitation (prêts PLUS, PLAI),*
- *Obtention de la totalité des financements PLUS et PLAI,*
- *Obtention de la garantie de la collectivité et/ou d'un établissement bancaire sur les prêts.*

Au cas où les conditions de la promesse seraient réalisées et que l'un ou l'autre des bénéficiaires ne régularise pas l'acte de vente, le bénéficiaire défaillant devra verser une clause pénale à la Ville à hauteur de 10 % du prix HT du volume concerné.

III. La réitération de l'acte de vente, ou des actes, dans un délai de 15 mois, à compter de la signature de la promesse, aux conditions suivantes :

- *Restriction d'affectation à du logement, à titre accessoire pour des professions libérales, des volumes V2 et V3, pour une durée de cinq ans à compter de la conclusion de l'acte de vente définitif,*
- *Interdiction de revente des lots de volumes nus, pour une durée de cinq ans à compter de la conclusion de l'acte de vente définitif.*
- *Clause d'insertion sociale.*

décide

L'imputation de la recette sur la Ligne budgétaire AP 2013-0174 programme 1248

autorise

La Maire ou son/sa représentante à signer l'ensemble des promesses, actes, ou tout autre document permettant de concourir à l'exécution des présentes.

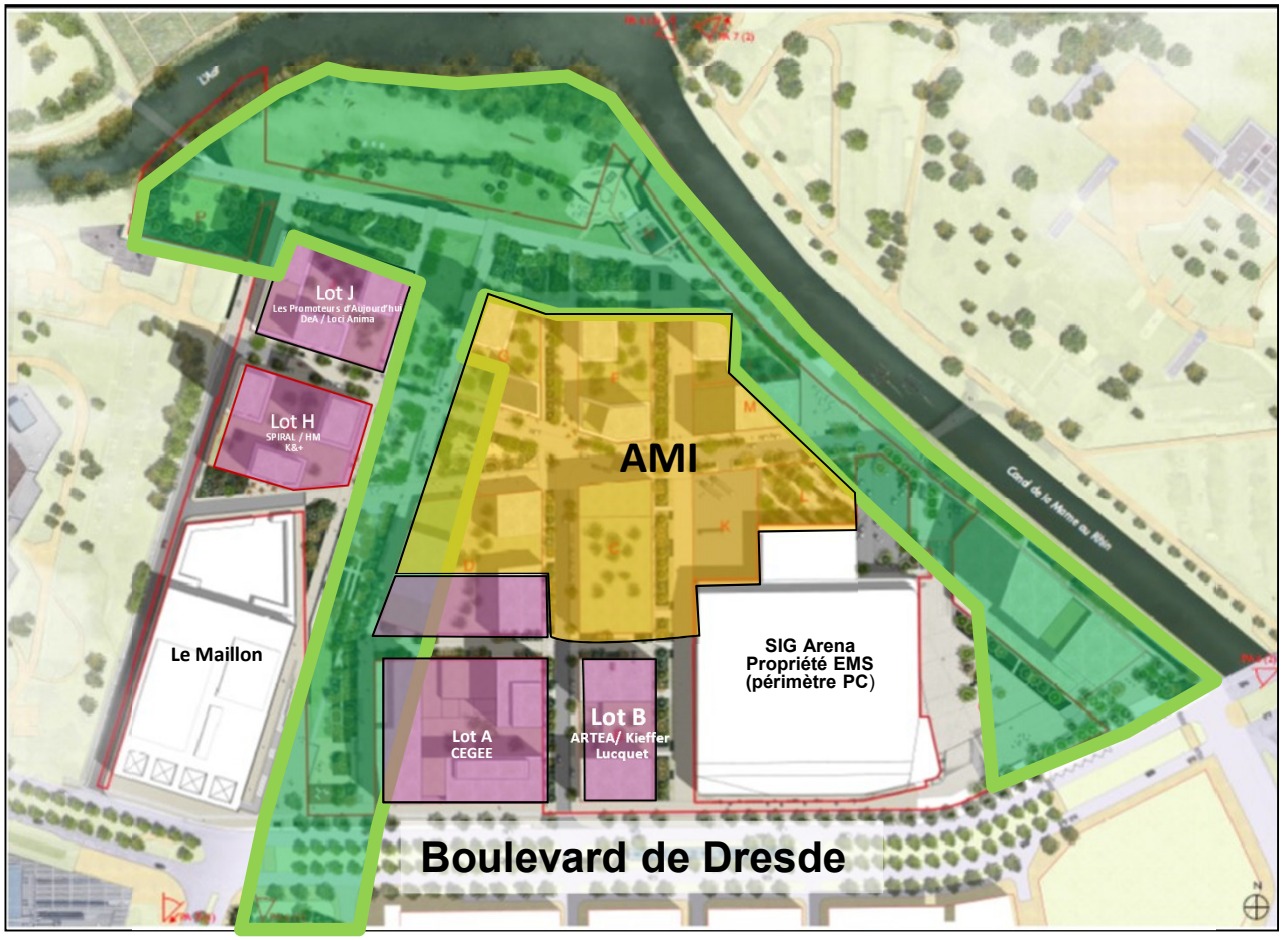
Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

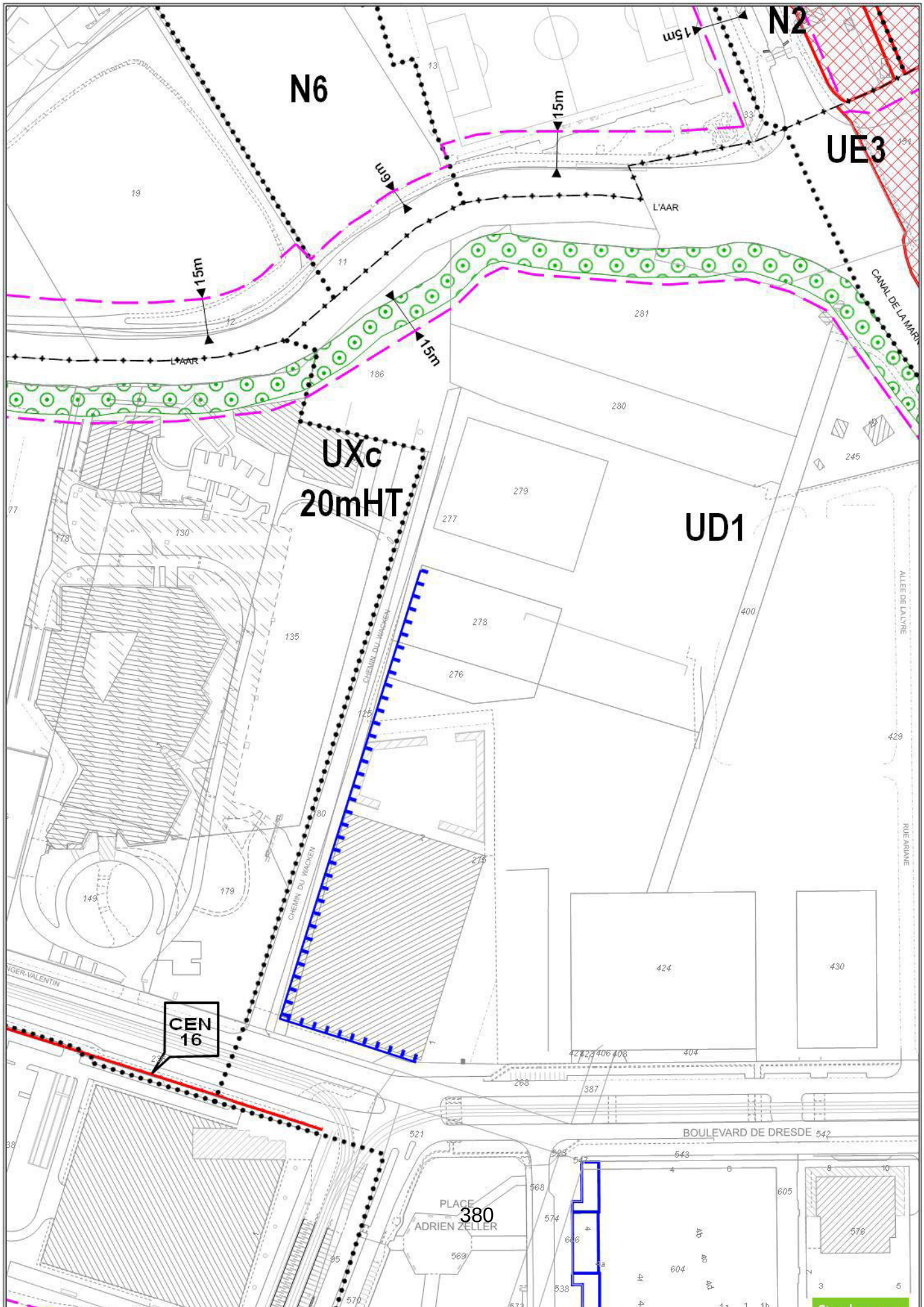
Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144551-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Archipel 2 Wacken à Strasbourg

Plan de situation




N6
N2
UE3
UXc
20mHT
UD1
15m
6m
L'AAR
CANAL DE LA MARN
CHEMIN DU WACKEN
ALLEE DE LA LYRE
RUE ARIANE
CEN
16
BOULEVARD DE DRESDE
PLACE
ADRIEN ZELLER

Esquisse n°

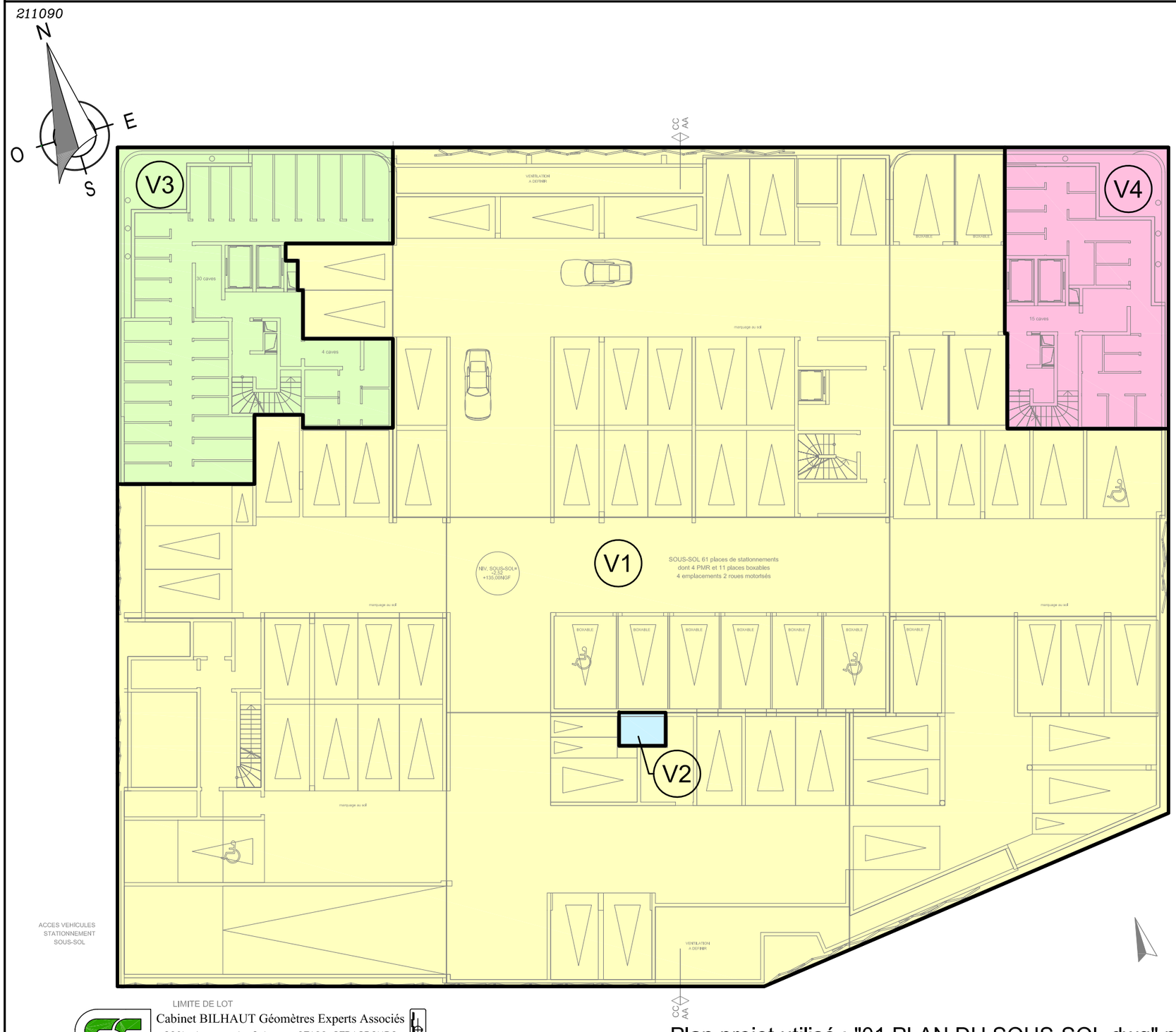
STRASBOURG

PROJET GRAPHIQUE DE DIVISION EN VOLUMES

Section BY Parc. n° 276 et 278 Quartier Wacken – Archipel 2 Lot H

V1-24/06/2021

211090



PLAN n°1

sans limitation de profondeur
à l'axe de la dalle séparant
le S.S. du R.D.C (ou le dessus
de l'étanchéité le cas échéant)

- Volume V1 : Silo parkings
- Volume V2 : bâtiment H1.2
- Volume V3 : bâtiment H1.3
- Volume V4 : bâtiment H2
- Volume V5 : transformateur
- Volume V6 : sous-station H1.2/H1.3
- Volume V7 : ASL Parvis H1.3/H2/park.
- Volume V8 : ASL Parvis commerce/H1.2
- Volume V9 : Commerce
- Volume V10 : ASL terrasse paysag. R+3

Cabinet BILHAUT Géomètres Experts Associés
269b Avenue de Colmar 67100 STRASBOURG
E-mail: strasbourg@bilhaut-geometre.fr
Téléphone : 03 88 39 33 36

Plan projet utilisé : "01 PLAN DU SOUS-SOL.dwg" phase APD indice A du 10/12/2020 fourni par K&+ Architecture

0 1m 2.5m 5m 7.5m

Echelle approx. 1/250

Esquisse n°

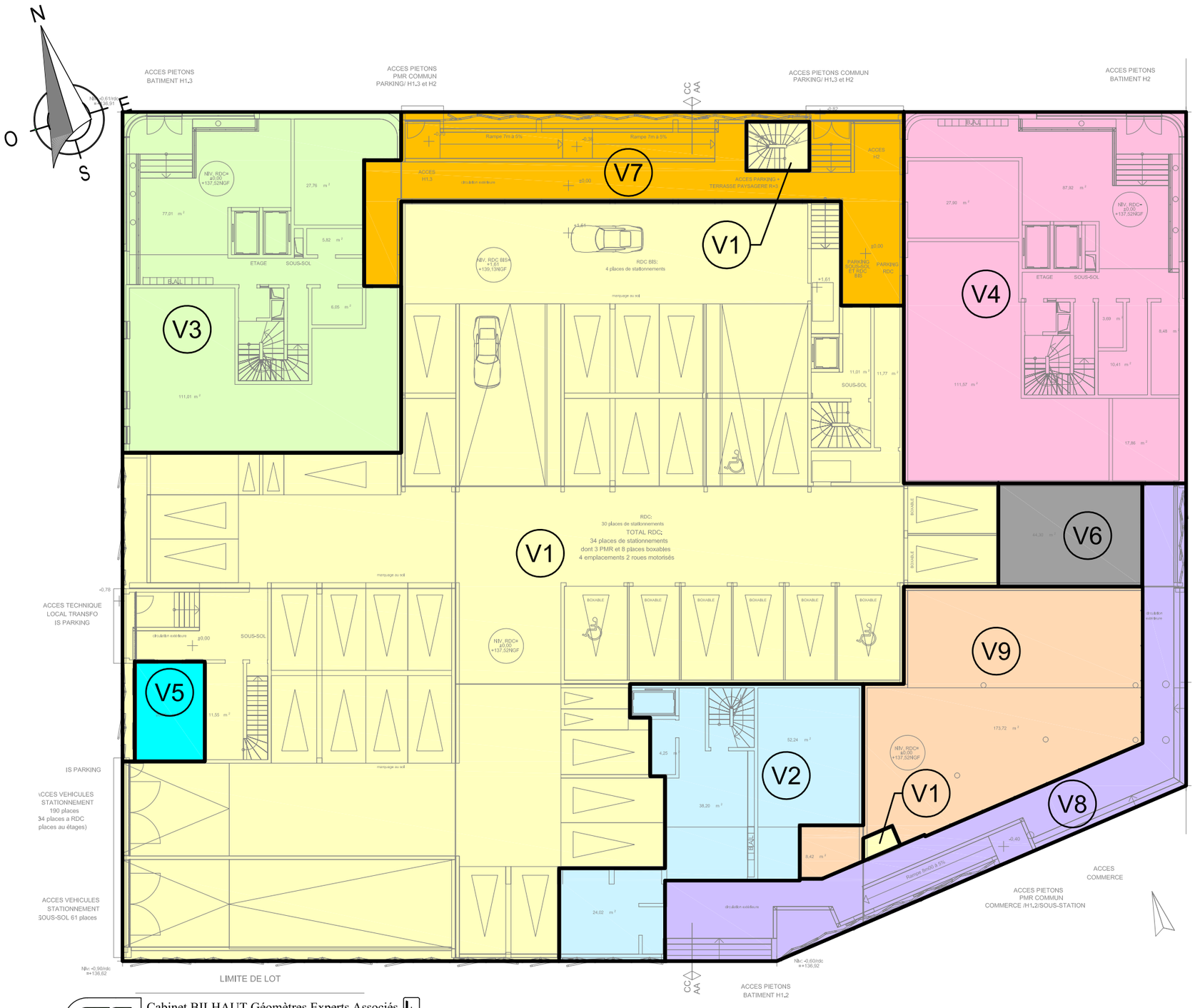
STRASBOURG

PROJET GRAPHIQUE DE DIVISION EN VOLUMES

Section BY Parc. n° 276 et 278 Quartier Wacken – Archipel 2 Lot H

V1-24/06/2021

211090



PLAN n°2

de l'axe de la dalle séparant le R-1 du R.D.C (ou le dessus l'étanchéité le cas échéant) à l'axe de la dalle séparant le RDC du R+1

- Volume V1 : Silo parkings
- Volume V2 : bâtiment H1.2
- Volume V3 : bâtiment H1.3
- Volume V4 : bâtiment H2
- Volume V5 : transformateur
- Volume V6 : sous-station H1.2/H1.3
- Volume V7 : ASL Parvis H1.3/H2/park.
- Volume V8 : ASL Parvis commerce/H1.2
- Volume V9 : Commerce
- Volume V10 : ASL terrasse paysag. R+3

Cabinet BILHAUT Géomètres Experts Associés
269b Avenue de Colmar 67100 STRASBOURG
E-mail: strasbourg@bilhaut-geometre.fr
Téléphone : 03 88 39 33 36

Plan projet utilisé : "02 PLAN DU RDC.dwg" phase APD indice A du 10/12/2020 fourni par K&+ Architecture

0 1m 2.5m 5m 7.5m

Echelle approx. 1/250

Esquisse n°

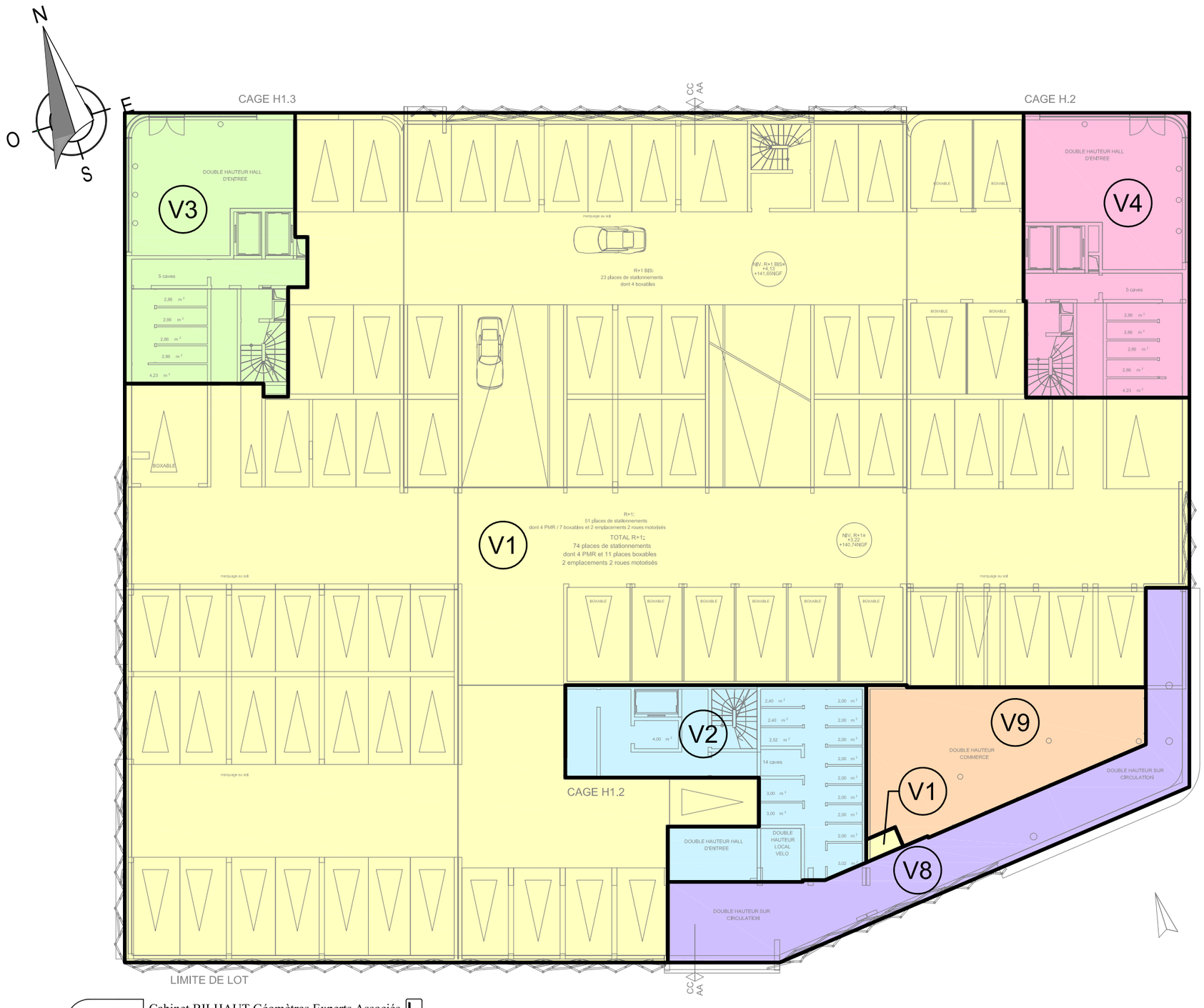
STRASBOURG

PROJET GRAPHIQUE DE DIVISION EN VOLUMES

Section BY Parc. n° 276 et 278 Quartier Wacken – Archipel 2 Lot H

V1-24/06/2021

211090



PLAN n°3

de l'axe de la dalle séparant le R.D.C du R+1 et l'axe de la dalle séparant le R+1 du R+2

- Volume V1 : Silo parkings
- Volume V2 : bâtiment H1.2
- Volume V3 : bâtiment H1.3
- Volume V4 : bâtiment H2
- Volume V5 : transformateur
- Volume V6 : sous-station H1.2/H1.3
- Volume V7 : ASL Parvis H1.3/H2/park.
- Volume V8 : ASL Parvis commerce/H1.2
- Volume V9 : Commerce
- Volume V10 : ASL terrasse paysag. R+3

Cabinet BILHAUT Géomètres Experts Associés
269b Avenue de Colmar 67100 STRASBOURG
E-mail: strasbourg@bilhaut-geometre.fr
Téléphone : 03 88 39 33 36

Plan projet utilisé : "02 PLAN DU R+1.dwg" phase APD indice A du 10/12/2020 fourni par K&+ Architecture

0 1m 2.5m 5m 7.5m

Echelle approx. 1/250

Esquisse n°

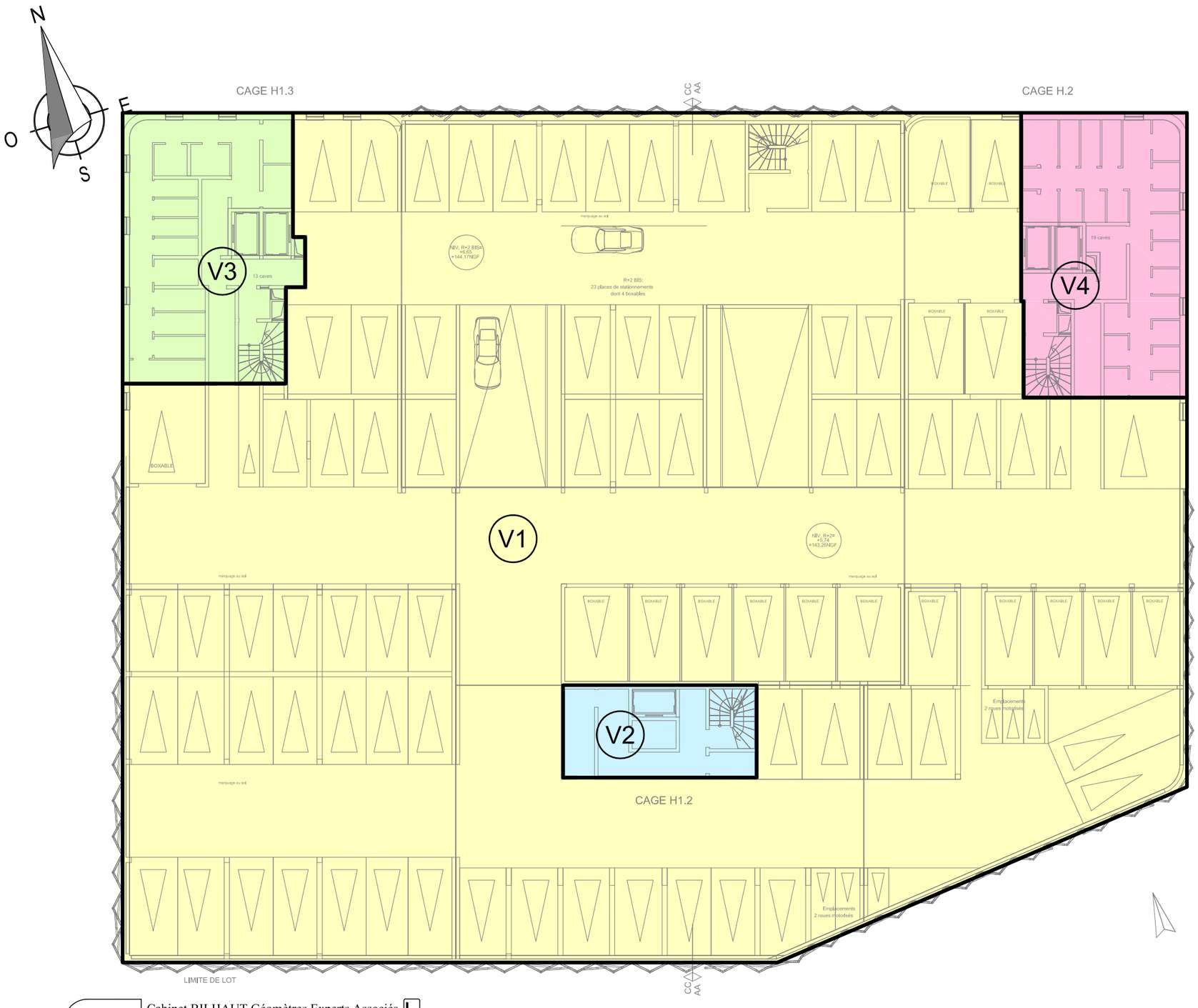
STRASBOURG

PROJET GRAPHIQUE DE DIVISION EN VOLUMES

Section BY Parc. n° 276 et 278 Quartier Wacken – Archipel 2 Lot H

V1-24/06/2021

211090



PLAN n°4

de l'axe de la dalle séparant le R+1 du R+2 et l'axe de la dalle séparant le R+2 du R+3

- Volume V1 : Silo parkings
- Volume V2 : bâtiment H1.2
- Volume V3 : bâtiment H1.3
- Volume V4 : bâtiment H2
- Volume V5 : transformateur
- Volume V6 : sous-station H1.2/H1.3
- Volume V7 : ASL Parvis H1.3/H2/park.
- Volume V8 : ASL Parvis commerce/H1.2
- Volume V9 : Commerce
- Volume V10 : ASL terrasse paysag. R+3

Cabinet BILHAUT Géomètres Experts Associés
269b Avenue de Colmar 67100 STRASBOURG
E-mail: strasbourg@bilhaut-geometre.fr
Téléphone : 03 88 39 33 36

Plan projet utilisé : "02 PLAN DU R+2.dwg" phase APD indice A du 10/12/2020 fourni par K&+ Architecture

0 1m 2.5m 5m 7.5m

Echelle approx. 1/250

Esquisse n°

STRASBOURG

PROJET GRAPHIQUE DE DIVISION EN VOLUMES

Section BY Parc. n° 276 et 278 Quartier Wacken – Archipel 2 Lot H

V1-24/06/2021

211090



PLAN n°5

de l'axe de la dalle séparant le R+2 du R+3 (ou le dessus de l'étanchéité le cas échéant) au dessus de la toiture de la cage Parkings/terrasse paysag.

- Volume V1 : Silo parkings
- Volume V2 : bâtiment H1.2
- Volume V3 : bâtiment H1.3
- Volume V4 : bâtiment H2
- Volume V5 : transformateur
- Volume V6 : sous-station H1.2/H1.3
- Volume V7 : ASL Parvis H1.3/H2/park.
- Volume V8 : ASL Parvis commerce/H1.2
- Volume V9 : Commerce
- Volume V10 : ASL terrasse paysag. R+3

Cabinet BILHAUT Géomètres Experts Associés
269b Avenue de Colmar 67100 STRASBOURG
E-mail: strasbourg@bilhaut-geometre.fr
Téléphone : 03 88 39 33 36

Plan projet utilisé : "02 PLAN DU R+3.dwg" phase APD indice A du 10/12/2020 fourni par K&+ Architecture

0 1m 2.5m 5m 7.5m

Echelle approx. 1/250

Esquisse n°

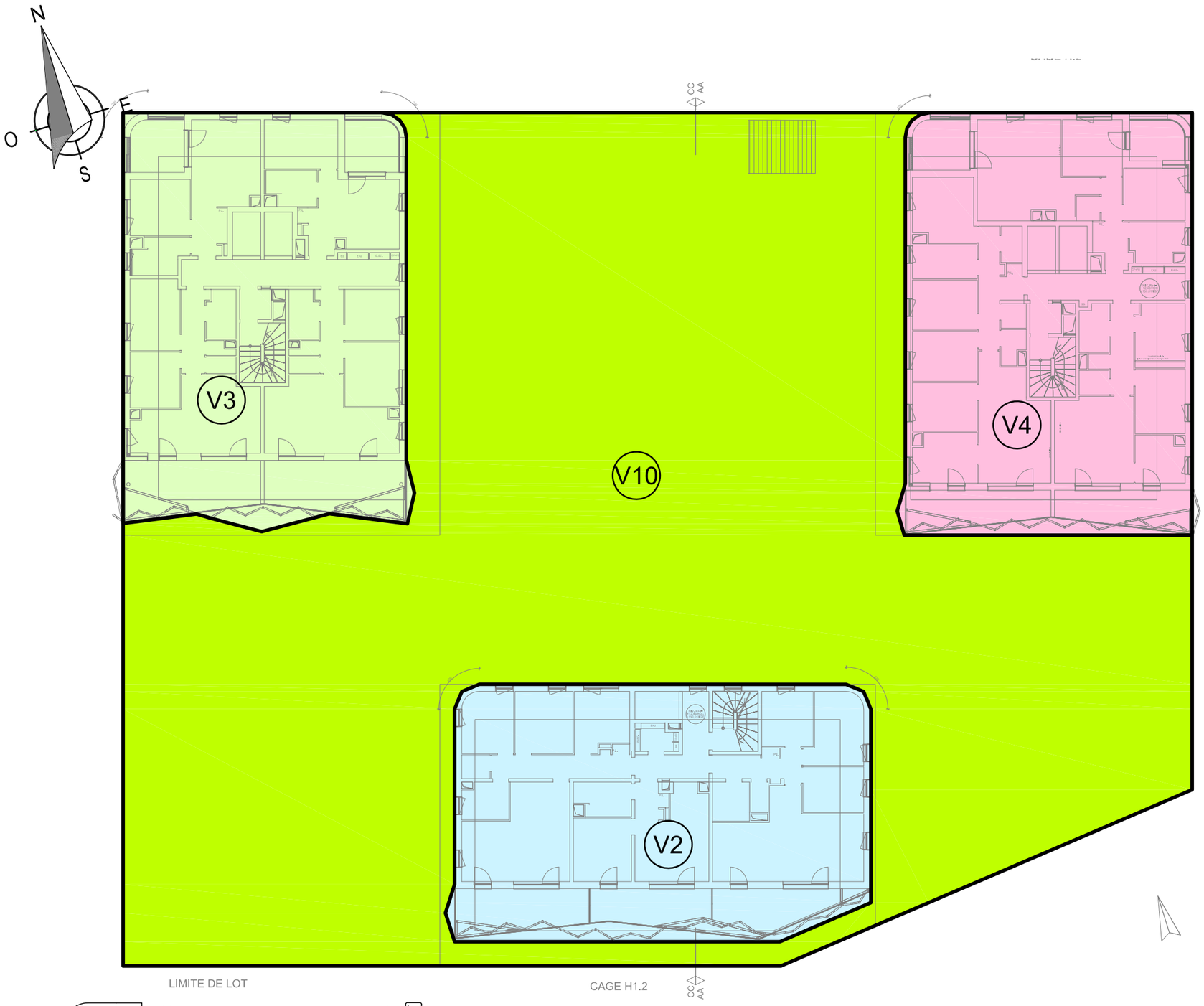
STRASBOURG

Section BY Parc. n° 276 et 278 Quartier Wacken – Archipel 2 Lot H

PROJET GRAPHIQUE DE DIVISION EN VOLUMES

V1-24/06/2021

211090



PLAN n°6

du dessus de la toiture de la cage Parkings/terrasse paysag. à sans limitaton de hauteur

- Volume V1 : Silo parkings
- Volume V2 : bâtiment H1.2
- Volume V3 : bâtiment H1.3
- Volume V4 : bâtiment H2
- Volume V5 : transformateur
- Volume V6 : sous-station H1.2/H1.3
- Volume V7 : ASL Parvis H1.3/H2/park.
- Volume V8 : ASL Parvis commerce/H1.2
- Volume V9 : Commerce
- Volume V10 : ASL terrasse paysag. R+3

Cabinet BILHAUT Géomètres Experts Associés
269b Avenue de Colmar 67100 STRASBOURG
E-mail: strasbourg@bilhaut-geometre.fr
Téléphone : 03 88 39 33 36

Plan projet utilisé : "02 PLAN DU R+4.dwg" phase APD indice A du 10/12/2020 fourni par K&+ Architecture

388

0 1m 2.5m 5m 7.5m

Echelle approx. 1/250

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 06.10.01.82.83
Référence :
Réf DS: **5238769**
Réf OSE **: 2021-67482-62422**

Le 07/10/2021

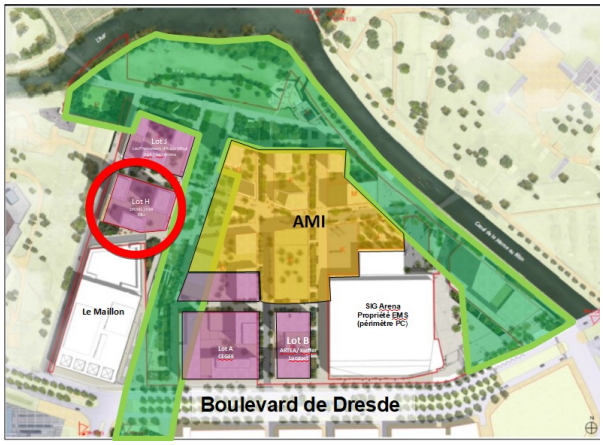
Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est du département du Bas-Rhin

à

la Ville de Strasbourg

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Désignation du bien :	Terrain à bâtir – Droits à construire
Adresse du bien :	Boulevard de Dresde
Commune :	Strasbourg
Valeur:	**3 080 450 € HT**, assortie d'une marge de négociation de 10 % La collectivité peut donc céder le terrain et les droits à construire considérés sans justificatif particulier jusqu'à 2 772 405 € HT .

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

1 - SERVICE CONSULTANT

Ville de Strasbourg
Affaire suivie par **Mme Charlotte DAMM** charlotte.damm@strasbourg.eu
Vos références:/

2 - DATE

de consultation : 19/08/2021
de visite : /
de réception de renseignements complémentaires : 28/09/2021
de dossier en état : 28/09/2021

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET - PRIX ENVISAGÉ

Cession d'un terrain à bâtir formant l'emprise du lot H du programme **Archipel 2** dans le quartier du Wacken à Strasbourg.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1 Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre de la ville de **STRASBOURG** sous les références suivantes:

Section	Parcelle	Adresse/Lieu-dit	Superficie (are)
BY	276/35	6, rue Jean Wenger Valentin	8,21
BY	278/29	6, rue Jean Wenger Valentin	20,06
		TOTAL	**28,27**

4.2 Descriptif

Parcelles formant l'emprise du **lot H** du programme **Archipel 2** dans le quartier du Wacken.

Les droits à construire attachés à ce lot permettront la réalisation de 127 logements répartis dans trois bâtiments (deux en R+17 et un en R+9) dont **53 logements locatifs sociaux** (habitation Moderne) dans la tour Est (R+17) et **74 logements à prix maîtrisés** dans les tours Ouest (R+17) et Sud (R+9) ainsi que d'un **local activité** de 300 m² en RDC

Le stationnement des futurs résidents sera assuré par un silo à voitures, mutualisé, de 250 places sur 4 niveaux dont 120 places sont dédiées au lot H.

Surface de plancher du projet
Logements à prix maîtrisés : 4 850 m²
Logements en locatifs sociaux : 3 715 m²
Commerces : 174 m²
TOTAL **8 739 m²**

Nb : Logements à prix maîtrisés :
Ce type de logements s'adresse aux classes moyennes (RFR pour une personne seule : maximum 33 468 € au titre de l'année N-2) Destinés aux ménages aux revenus modestes, ce dispositif permet de devenir propriétaire dans le neuf à des conditions avantageuses mais sous certaines conditions (en principe le dispositif est réservé aux primo-accédants, les immeubles doivent être construits selon une norme énergétique récente, les bénéficiaires ne peuvent dépasser un plafond de ressource basé sur le barème PSLA, PAS ou PLI, les prix de vente des logements ne doit pas dépasser un certain prix au m²….)
Il n'y a pas de pourcentage de remise officiel, mais il est possible d'espérer de 20 à 30 % de remise à l'achat par rapport au prix marché, celui des logements hors dispositif. Sur Strasbourg les prix vont de 2 000 € à 2 800 € / m² avec taux réduit de TVA

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Les parcelles appartiennent à la ville de Strasbourg

5.2. Conditions d'occupation actuelles

Libre d'occupation

6 - URBANISME

6.1 Règles actuelles

Au PLU i en vigueur les parcelles sont situées en zone **UD1,** zone à vocation mixte (habitat, commerces, services, activités diverses, d'équipements publics et/ou d'intérêt collectif), qui identifie les grands ensembles d'immeubles collectifs, les secteurs de renouvellement urbain et/ou de grands projets.

Hauteur des constructions : **non réglementée**

Les constructions, aménagements et installations doivent être compatibles avec les orientations d'aménagements et de programmation (OAP). Parmi les principes d'aménagement du quartier Wacken-Europe figure l'objectif de poursuivre sa refonte en diversifiant ses fonctions avec la réalisation notamment d'équipements, de logements de services, de lieux de convivialité ...

Le projet urbain se situe en zone inondable (concerné par des zones inondables par débordements de cours d'eau et par des zones de remontée de nappe phréatique).

6.2 Date de référence et règles applicables

Non recherchée dans les circonstances de l'espèce

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

La demande d'évaluation porte sur un terrain à bâtir et les droits à construire qui lui sont attachés (habitation dont une proportion de logements locatifs sociaux et commerce).

Sa valeur vénale sera déterminée par la **méthode dite par comparaison** dans la mesure ou il existe localement suffisamment de mutation de biens présentant des caractéristiques similaires ou proches.

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

L'étude de marché s'attachera à recenser les ventes de terrains à bâtir/droits à construire intervenues dans le quartier du Wacken et destinées à la réalisation de logements (accession privée et logements sociaux) , de bureaux et/ou commerces. Si la recherche devait s'avérer infructueuse, il conviendrait de l'élargir aux autres quartiers périphériques de la commune de Strasbourg

TERMES DE COMPARAISON : DROITS A CONSTRUIRE (DAC) BUREAUX- HABITATION- MIXTE

DATE	SECTION	N° PLAN	T (are)	QUARTIER	ADRESSE	PRIX	€/ ARE	P.O.S	Htr	PLUi	Htr	LOT	Vol	SDP	€ /m²SDP	Destination	IAD	Observations
04/11/19	BX	(1)/10	90,31	WACKEN	Boulevard de Dresde, allée du printemps	2 964 488 €	NS			UD1	NR			15195	195 €	Bureaux		Programme de bureaux pour une SDP MAXI de 15 195 m² selon PC avec 150 places de stationnement sur deux niveaux de ssol
23/05/19	BX/BZ	(2,3,4,5) /35 ** (2,6,7)/162, (4,5,8,9)/143	53,77	WACKEN	Boulevard de Dresde, jean Wenger	5 040 000 €	93 733 €			UD1	NR	A		18000	280 €	Bureaux	IAD	LOT A 18 000 m² SDP maxi de bureaux ; "5377 m² de bâtiment à démolir par la ville préalablement à la vente "
04/03/16	BX	567		WACKEN	Boulevard de Dresde	1 367 249 €		UB48	31	UD1	NR	1-2	AA-AB-AE	4855	282 €	Bureaux	IAD	AB (SDP/SS) : 5363 m² AC : 3901 m² pour un total de 254 places AA ouvrages collectifs
21/04/16	BX	567	57,81	WACKEN	Boulevard de Dresde	2 916 346 €	151 904 €	UB48	31	UD1	NR		AF	18493	158 €	Bureaux IGH	IAD	Immeuble de grande hauteur
04/03/16	BX	567		WACKEN	Boulevard de Dresde	4 498 000 €		UB48	31	UD1	NR		AC-AD	8996	500 €	Habitation	IAD	AC 224 900 € HT + AD 4273 100 € HT
17/11/19	BX	576	23,19	WACKEN	Boulevard de Dresde	2 572 400 €	110 927 €			UD1	NR	4	AA – AG	4590	560 €	Mixte (Habitation 95% - Com 5%)		WACKEN EUROPE LOT4 Volume AA 4348 m² Maxi Logements en accession privé + stationnement en superstructure Volume AG locaux commerciaux et/ou service 242 m² MAXI + stationnement en superstructure
27/02/14	90	170,181,148,238, 269,171,234,236	12,56	CONTADES	Quai Mulhenheim	803 526 €	63 975 €	UB7	7					1256	640 €	Habitation		COS 1
12/12/11	90	12	19,61	CONTADES	Schwilgué	1 960 000 €	99 949 €	UB7	7					1950	1 005 €	Habitation		COS 1
23/04/10	93	153-155	8,71	UNIVERSITE	Rue de Bruxelles	965 000 €	110 792 €	UB 24						1699	568 €	Habitation		COS 2
08/09/17	BX	577	26,12	WACKEN	Boulevard de Dresde	5 441 210 €	208 316 €			UD1	NR	3		11097	490 €	Mixte (habitation 50 % /Com 50%)	-	Mixte (50 % Burx,Com/ 50 % de Logements) m² Sup (jusqu'à 11 300 m²) 330 € /m² SDP pour le prof et 650 € pour le logement
26/07/19	BX	604	70,91	WACKEN	Place Adrien Zeller	4 497 439 €	63 425 €			UD1	NR	5		22606	199 €	Culturel/Hôtel	IAD	PC 18 V 0273 IAD = le maillon SDP 22606 m² (dont 250 chambres d'hôtel)
													Moyenne bureaux hors IGH	14136	252 €			
													Médiane Bureau hors IGH	16598	280 €			
													Moyenne Habitation hors programme mixte	6793	655 €			
													Médiane Habitation hors programme mixte	6793	568 €			

IAD = immeuble à démolir

Termes de comparaison : DAC au profit de logeurs sociaux : Habitation et/ou Mixte avec **logements LOCATIFS SOCIAUX**														
Date	**Section**	**N° plan**	**Adresse**	**Quartier**	**T (are)**	**Prix HT**	**Prix/are**	**ZAC - PLUI**	**HTR**	**SDP**	**Prix m² SDP**	**Cos eff**	**Projet**	
19/12/19	OE	587	ZAC Poteries	Hautepierre	10,91	460 680 €	42 225 €	Poterie	ZA6	1 900	**242 €**	1,7	Collectif	32 logements
22/12/16	DL	217	Rhin (route du)	Neudorf	5,96	592 710 €	99 448 €	Danube	Ilot A	2 577	**230 €**	4,3	Mixte	**Hab** (2321 m² de logements locatifs à 230 € / m² SDP) + **Activité** 256 m² à 230 € / m² sdp
18/10/16	KY	224, 226, 381	-	Cronenbourg	24,46	1 067 750 €	43 653 €	CRO UB10	20	4 271	**250 €**	1,7	Collectif	
26/05/16	DM	182	Nantes-Alice Bommer	Neudorf	76,94	1 267 000 €	DAC	UB44	18	5755	**220 €**	-	Collectif	2 lots de volumes AC (bat C de 33 logements 2364 m² SDP et lot AD (bat D de 52 logements 3391m² SDP)
07/12/15	LC	1307	Auf den Hengstweg	Cronenbourg	19,32	628 916 €	32 553 €	CRO UB9	12	2 813	**224 €**	1,5	Résid étudiante	
09/10/15	DX	878	Thumenau	Neudorf	13,26	846 000 €	63 801 €	Etoile	ZD1	3 760	**225 €**	2,8	Collectif	
									Moyenne	**3 835**	**232 €**			
									Médiane	**3 760**	**228 €**			
Termes de comparaison : DAC au profit de logeurs sociaux : Habitation et/ou Mixte avec **logements en L'ACCESSION SOCIALE**														
02/07/18	DL	211/25	Rhin (route du)	Neudorf	20,3	1 165 600 €	57 419 €	Danube	Ilot E	4 440	**263 €**	2,2	Mixte	**Hab** (1900 m² Sdp en accession sociale sécurisé + 1400 m² logements locatifs) **Activité** (1140 m² Sdp)
22/12/16	DL	219/2	Rhin (route du)	Neudorf	9,98	637 230 €	63 851 €	Danube	Ilot A	2 406	**265 €**	2,4	Mixte	**Hab** (1667 m² SDP en accession sociale (280 € /m² sdp + 336 m² Hébergement handicapé (230 € / m² sdp) + **Activité** (363 m² à 230 € / m² Sdp)
08/01/16	DW	576,578	Nomény	Neudorf	4,5	243 187 €	54 042 €	Etoile	ZD5	701	**347 €**	1,6	Collectif	9 logements en accession sociale
07/12/16	DR	278,64	Chanoine Straub 9	Neudorf	6,53	245 020 €	37 522 €	UB20	10	915	**268 €**	1,4	Collectif	12 logements
28/11/16	DK	193,195,197,208,243 à 247	Bassin Dusuzeau	Neudorf	15,96	2 396 000 €	150 125 €	UB48	50	9265,6	**259 €**	5,8	Collectif	
									Moyenne	**3 546**	**280 €**			

Termes de comparaison : DAC MIXTE (accession privée – Logements sociaux)														
Date	**Section**	**N° plan**	**Adresse**	**Quartier**	**T (are)**	**Prix HT**	**Prix/are**	**ZAC -PLUI**	**HTR**	**SDP**	**Prix m² SDP**	**Cos eff**	**Projet**	
24/03/16	ET	151,151,462	Saglio 3	Meinau	37,9	2 580 000 €	68 074 €	UB3	25	5562	**464 €**	1,5	Collectif	Logements sociaux + Accession privée : 115 logts dans 4 bâtiments au PC

8.2. Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

- Dans le quartier du Wacken et ceux immédiatement limitrophes, la charge foncière qui se dégage des ventes de droits à construire destinés à la réalisation de collectifs et/ou de programmes mixtes se situe dans une fourchette comprise entre 490 € et 1 000 € / m² SDP.
Si l'on se réfère aux programmes qui dégagent les plus fort coefficients d'occupation des sols (COS supérieur ou égal à 2) la charge foncière varie cette fois entre **490 € et 570 € / m² SDP**. La valeur la plus basse correspond à un programme mixte (50% de logements et 50% de locaux d'activités) avec un COS élevé (4,25) et la valeur haute à un programme consacré à 95 % à de l'habitat et de plus faible densité (1,98).

- Aucune mutation de programmes de logements sociaux (logements locatifs ou en accession) n'ayant été trouvée dans le quartier du Wacken, la recherche a été élargie aux quartiers périphériques de la commune de Strasbourg. Dans ces quartiers, la charge foncière des programmes de logements locatifs oscille entre 220 € et 250 €/ m² SDP avec un prix moyen et/ou médian autour de **230 €/m² SDP**. Celle des programmes consacrés ou comportant des logements en accession sociale, se situe quant à elle dans une fourchette de prix comprise entre 260 € et 347 €/ m² SDP avec un prix moyen de **280 € / m² SDP**

- S'agissant des programmes de locaux tertiaires, la charge foncière relevée dans le quartier du Wacken est comprise entre 195 € / m² SDP et 282 € / m² SDP. Elle atteint mème 330 € /m² SDP pour la partie des droits à construire (50%) acquis en septembre 2017 pour la réalisation d'un programme mixte. Sur ce segment de marché, le prix moyen et le prix médian s'élèvent respectivement **à 250 et 280 € / m² SDP.**

Compte tenu des comparaisons effectuées sur le marché local, la valeur des droits à construire attachés au lot H peut être fixée sur la base des charges foncières suivantes :

- Logements à prix maîtrisés : 450 €/m² SDP (570 €/ m² SDP [prix médian des programmes de logements en accession privée dans le quartier du Wacken] x 80 % [abattement de 20 % correspondant au taux de remise habituellement pratiqué pour ce type de logements cf fourchette basse)
- Logements locatifs sociaux : 230 €/m² SDP (prix moyen sur ce segment de marché)
- Commerces : 250 €/m² SDP (prix moyen sur ce segment de marché)

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

Sur la base du projet présenté par le consultant, la valeur vénale des droits à construire attachés au lot H peut être fixée comme suit :

		Surface du terrain (en are)	28,27
	SDP (m²)	Charge foncière €/m² SDP	Valeur vénale
Logements à prix maîtrisés	4850	450 €	2 182 500 €
Logements locatifs sociaux	3715	230 €	854 450 €
Commerces	174	250 €	43 500 €
TOTAL	8739	352 €	3 080 450 €
		Charge foncière Moyenne	**352 €**
		Valeur à l'are	108 965 €
		COS	3,09

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 %.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

11 - OBSERVATIONS

La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent rapport.

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Une nouvelle consultation du Pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur et par délégation,

L'administrateur des Finances publiques

François HUPPERT

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Prix de cession :

Logements à prix maîtrisés :	4.850 m² à 450 €/m² =	2 182 500	€
Logements locatifs sociaux :	3.715 m² à 230 €/m² =	854 450	€
Commerces :	174 m² à 250 €/m² =	43 500	€
		3 080 450	€

Charge foncière : 3.080.450 € HT

Conseil municipal du 21 mars 2022

Point 17 à l'ordre du jour : Archipel 2 : Lot H - Conclusion d'une promesse de vente et réitération auprès des sociétés SPIRIT IMMOBILIER, CREDIT MUTUEL REALISATIONS IMMOBILIERES et HABITATION MODERNE.

SERVICE DES ASSEMBLEES

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 55 voix + 2
+2 : Mme Lucette TISSERAND et M. Salah KOUSSA ont rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitaient voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 21 MARS 2022 - Point n°17

Archipel 2 : Lot H - Conclusion d'une promesse de vente et réitération auprès des sociétés SPIRIT IMMOBILIER, CREDIT MUTUEL REALISATIONS IMMOBILIERES et HABITATION MODERNE.

Pour

55

AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VETTER Jean-Philippe, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline

Contre

0

Abstention

0

18

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Archipel 2 : Lot B - Conclusion d'une promesse de vente et réitération auprès de la SAS ARTEA Grand Est.

Numéro V-2022-249

I. Historique, contexte et évolutions

Historique

La ville de Strasbourg est engagée depuis 2012 dans la réalisation du quartier d'affaires international, dénommé Archipel, destiné à renforcer les fonctions tertiaires supérieures et européennes de Strasbourg, et à offrir des espaces adaptés aux entreprises, organisations et institutions, relevant de ces fonctions. Suite à la réalisation de la première phase d'Archipel, la collectivité a décidé d'engager la seconde phase opérationnelle.
Le périmètre du projet se développe au nord du boulevard de Dresde, jusqu'à la confluence de l'Aar, de l'Ill et du canal de la Marne au Rhin. La composition urbaine d'Archipel 2 est structurée autour de deux équipements publics, le nouveau théâtre du Maillon, et le hall Rhénus Sport ainsi que par le développement d'un grand parc urbain.

Contexte et évolutions

La seconde phase conserve les ambitions de rayonnement, d'identité forte et de performance de la phase précédente, en renforçant l'effet de vitrine d'excellence européenne de la ville mais, pour s'adapter au nouveau contexte économique et au ralentissement du marché du tertiaire, en adéquation avec les récentes évolutions d'organisation du travail, le projet privilégiera d'autres axes de développement.

Pour répondre aux enjeux de transition écologique, de justice sociale et d'équité territoriale, Archipel 2 s'appuiera sur quatre volets visant à :
- promouvoir le développement d'espaces verts majeurs,
- lutter contre le réchauffement climatique autour d'une optimisation des îlots de fraîcheur, des espaces en pleine terre ou de la végétalisation des lots à partir de choix énergétiques fortement orientés vers les énergies renouvelables,
- développer l'offre de logements et faire progresser la mixité sociale en offrant plus encore de produits résidentiels accessibles,
- donner une grande place aux mobilités actives et aux transports en commun par la création de cheminements continus à usage clairement différenciés.

Par délibération du 23 septembre 2019, le conseil municipal a désigné comme lauréat et attributaire du lot B, la société ARTEA Grand Est. La présente délibération a pour objet de permettre la

conclusion d'une promesse unilatérale de vente et sa réitération par acte authentique pour le lot B, en vue la réalisation de la seconde phase du projet Archipel.

II. Projet et programmation

Projet
Le projet de 10.297 m² de surface de plancher (SDP), réalisé sur une emprise de 21,42 ares, porte sur la construction :

- de deux bâtiments affectés à de l'activité,
- d'un socle commun, composé d'une halle gourmande, de commerces,
- d'un parking en infrastructure.

Les surfaces seront réparties comme suit

- bâtiment 1 – immeuble en R+7, de 5548 m² de SDP comprenant des bureaux, et des locaux de co-working et de co-living/hôtellerie.
- bâtiment 2 – immeuble en R+7, de 4749 m² de SDP comprenant des plateaux de bureaux aménageables,
- un socle commun composé de commerces et d'une halle gourmande d'une surface de 1274 m²,
- d'un parking de trois niveaux en infrastructure, de 109 places.

Le permis de construire a été déposé le 13 juillet 2021.

Qualités paysagères, environnementales et énergétiques
Le projet se veut économe en énergie grâce à ses caractéristiques bioclimatiques : compacité du bâti, ouvertures en façades selon orientation, inertie de la structure béton, isolation performante, ventilation naturelle.
L'ensemble du projet répond au référentiel E+C- avec les caractéristiques E3 C1. Les bâtiments respecteront un niveau de performance énergétique conforme à la RT2012 – 20 %. Il est prévu de mettre en œuvre une installation de production photovoltaïque en toiture des deux bâtiments sur une surface environ égale à 660 m².

- le projet prévoit également plusieurs espaces végétalisés favorisant la biodiversité :
- le jardin au RDC, un espace de 250 m² de pleine terre, composé de différentes strates : arborées – arbustives – couvresols,
- la terrasse accessible du niveau 1, proposera deux types d'espaces : un premier, composé des mêmes strates que le jardin du RDC, mais aussi d'un espace planté dédié à la culture urbaine, comme la terrasse du niveau 7 initié par la ferme urbaine « Sous les Fraises ».

Le projet atteindra un coefficient de Biodiversité de Surface (CBS) de 0,37 (obligation du PLUi – 0,1).

III. Conclusion d'une promesse et réitération

Parcelle cédée :
La Ville est propriétaire de la parcelle cadastrée comme suit :

Section	N° parcelle	Surface
BZ	430/143	00ha21a42ca

La parcelle a été déclassée du domaine public municipal par délibération en date du 23 septembre 2019.

Prix :
La division du domaine a estimé le prix de cession de la parcelle permettant la réalisation du projet à une valeur comprise entre 2,8M€ et 3,1M€, au titre d'une charge foncière de 300 €/m² de surface de plancher.
D'un commun accord entre les parties, il a été acté de déterminer la valeur de cession au prix de :

- 300 € HT/m² de SDP pour l'ensemble des locaux – 10.297 m² de SDP,

À savoir, au prix prévisionnel plancher de 3.089.100€ HT, TVA et frais éventuellement dus en sus à la charge de l'acquéreur.
S'agissant d'un lot de lotissement, les acquéreurs ne pourront en aucun cas dépasser la surface de plancher affectée à la parcelle, sans l'accord préalable de la Ville. Le prix ci-dessus est un prix plancher. Si les m² de SDP contenus dans le PC obtenu par l'Acquéreur sont supérieurs à ceux indiqués dans la délibération, le prix de vente sera susceptible d'évoluer à la hausse. Celui-ci ne pourra toutefois pas être inférieur au prix ci-dessus indiqué, même dans l'hypothèse où les m² de SP contenus dans le PC obtenu par l'Acquéreur sont inférieurs à ceux indiqués dans la délibération.

Conditions de la promesse :
La promesse conclue entre la Ville et le bénéficiaire sera soumise aux conditions suspensives suivantes :

- absence d'exercice du droit de préemption urbain,
- obtention de l'ensemble des autorisations d'urbanisme purgées de tous recours,
- absence d'hypothèques, de servitude susceptible de déprécier la valeur du bien,
- compatibilité de l'état des sols avec la destination d'habitation,
- absence de nécessité de réaliser des fondations spéciales,
- libération des biens,
- purge des délais de recours des présentes.

Un poste de transformation électrique devra être intégré dans l'emprise permettant l'alimentation électrique du lot B Le Bénéficiaire s'obligera à constituer au profit de l'ELECTRICITE DE STRASBOURG SA, toute servitude nécessaire à l'installation, au fonctionnement et à l'entretien de ce poste de transformation qui sera installé dans le local destiné à cet effet.
Dans l'attente de la réalisation des voiries par la Ville sur les parcelles lui appartenant, cette dernière s'engage à constituer sans indemnité de part ni d'autre, lors de la régularisation des ventes réitérant les présentes, au profit du lot B une servitude de passage depuis le boulevard de Dresde et/ou la rue Jean Wenger-Valentin.
Au cas où, toutes les conditions relatives à l'exécution de celles-ci étaient remplies, le bénéficiaire, après avoir été mis en demeure, ne régulariserait pas l'un ou les actes authentique de vente, il devra verser au Promettant une somme égale à 10 % du prix HT à titre de clause pénale, indépendamment de tous dommages-intérêts.

Réitération
L'acte de vente définitif devra être réitéré, une fois les différentes conditions purgées, dans un délai de 6 mois à compter de la conclusion de la promesse, avec prorogation automatique de 6 mois en cas de recours contre le permis de construire.
Une nouvelle prorogation de la durée de celle-ci pourra être octroyée en cas d'empêchement de la part des parties. Cette prorogation devra être délibérée par le Conseil Municipal.
L'acte de vente à intervenir sera conclu aux termes des présentes conditions et intégrera les restrictions au droit de disposer suivantes au profit de la Ville :

- restriction d'affectation à du logement et du bureau, pour une durée de cinq ans à compter de la conclusion de l'acte de vente définitif,

- interdiction de revente de la parcelle nue, pour une durée de cinq ans à compter de la conclusion de l'acte de vente définitif,
- clause d'insertion sociale.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Sur proposition de la Commission Plénière
Vu la délibération du 23 septembre 2019
Vu la délibération du 27 septembre 2019
Vu l'avis de la division du Domaine
Après en avoir délibéré

Approuve

I. La conclusion d'une promesse de vente entre la ville de Strasbourg et la SAS ARTEA GRAND EST ou toute autre société qui s'y substituerait, de la parcelle cadastrée comme suit :

Ville de STRASBOURG

Section BZ n° 430/143 d'une surface totale de 21,42 ares,

En vue de la réalisation de :

- *Bâtiment 1 – immeuble en R+7, de 5548 m² de SDP comprenant des bureaux, et des locaux de co-working et de co-living/hôtellerie.*

- *Bâtiment 2 – immeuble en R+7, de 4749 m² de SDP comprenant des plateaux de bureaux aménageables,*

- *Un socle commun composé de commerces et d'une halle gourmande d'une surface de 1274 m²,*

- *D'un parking de trois niveaux en infrastructure, de 109 places.*

Au prix de 300 € HT/m² de SDP pour l'ensemble des locaux – 10.297m² de SDP,

Soit moyennant le prix prévisionnel plancher, sur la base de 10 297 m² de surface de plancher prévisionnelle dans le programme de construction du Bénéficiaire, de 3.089.100€ € HT, TVA et frais éventuellement dus en sus, à la charge de l'acquéreur ;

S'agissant d'un lot de lotissement, les acquéreurs ne pourront en aucun cas dépasser la surface de plancher affectée à la parcelle, sans l'accord préalable de la Ville. Le prix ci-dessus est un prix plancher. Si les m² de SDP contenus dans le PC obtenu par l'Acquéreur sont supérieurs à ceux indiqués dans la délibération, le prix de vente sera susceptible d'évoluer à la hausse. Celui-ci ne pourra toutefois pas être inférieur au prix ci-dessus indiqué, même dans l'hypothèse où les m² de SP contenus dans le PC obtenu par l'Acquéreur sont inférieurs à ceux indiqués dans la délibération.

II. La promesse conclue entre la Ville et le bénéficiaire sera soumise aux conditions suspensives suivantes :

- *Absence d'exercice du droit de préemption urbain,*
- *Obtention de l'ensemble des autorisations d'urbanisme purgées de tous recours,*
- *Absence d'hypothèques, de servitude susceptible de déprécier la valeur du bien,*
- *Compatibilité de l'état des sols avec la destination d'habitation,*
- *Absence de nécessité de réaliser des fondations spéciales,*
- *Libération des biens,*
- *Purge des délais de recours des présentes.*

Un poste de transformation électrique devra être intégré dans l'emprise permettant l'alimentation électrique du lot B le Bénéficiaire s'obligera à constituer au profit de l'ELECTRICITE DE STRASBOURG SA, toute servitude nécessaire à l'installation, au fonctionnement et à l'entretien de ce poste de transformation qui sera installé dans le local destiné à cet effet.

Dans l'attente de la réalisation des voiries par la Ville sur les parcelles lui appartenant, cette dernière s'engage à constituer sans indemnité de part ni d'autre, lors de la régularisation des ventes réitérant les présentes, au profit du lot B une servitude de passage depuis le boulevard de Dresde et/ou la rue Jean Wenger-Valentin.

Au cas où, toutes les conditions relatives à l'exécution de celles-ci étaient remplies, le bénéficiaire, après avoir été mis en demeure, ne régulariserait pas l'un ou les actes authentique de vente, il devra verser au Promettant une somme égale à 10 % du prix HT à titre de clause pénale, indépendamment de tous dommages-intérêts.

III. La réitération de l'acte de vente, ou des actes, dans un délai de 6 mois, à compter de la signature de la promesse, avec prorogation automatique de 6 mois en cas de recours contre le permis de construire, aux conditions suivantes :

- *Restriction d'affectation, pour une durée de cinq ans à compter de la conclusion de l'acte de vente définitif,*
- *Interdiction de revente de la parcelle nue, pour une durée de cinq ans à compter de la conclusion de l'acte de vente définitif,*
- *Clause d'insertion sociale.*

Décide

L'imputation de la recette sur la Ligne budgétaire AP 2013-0174 programme 1248

Autorise

La Maire ou son/sa représentante à signer l'ensemble des promesses, actes, ou tout autre document permettant de concourir à l'exécution des présentes.

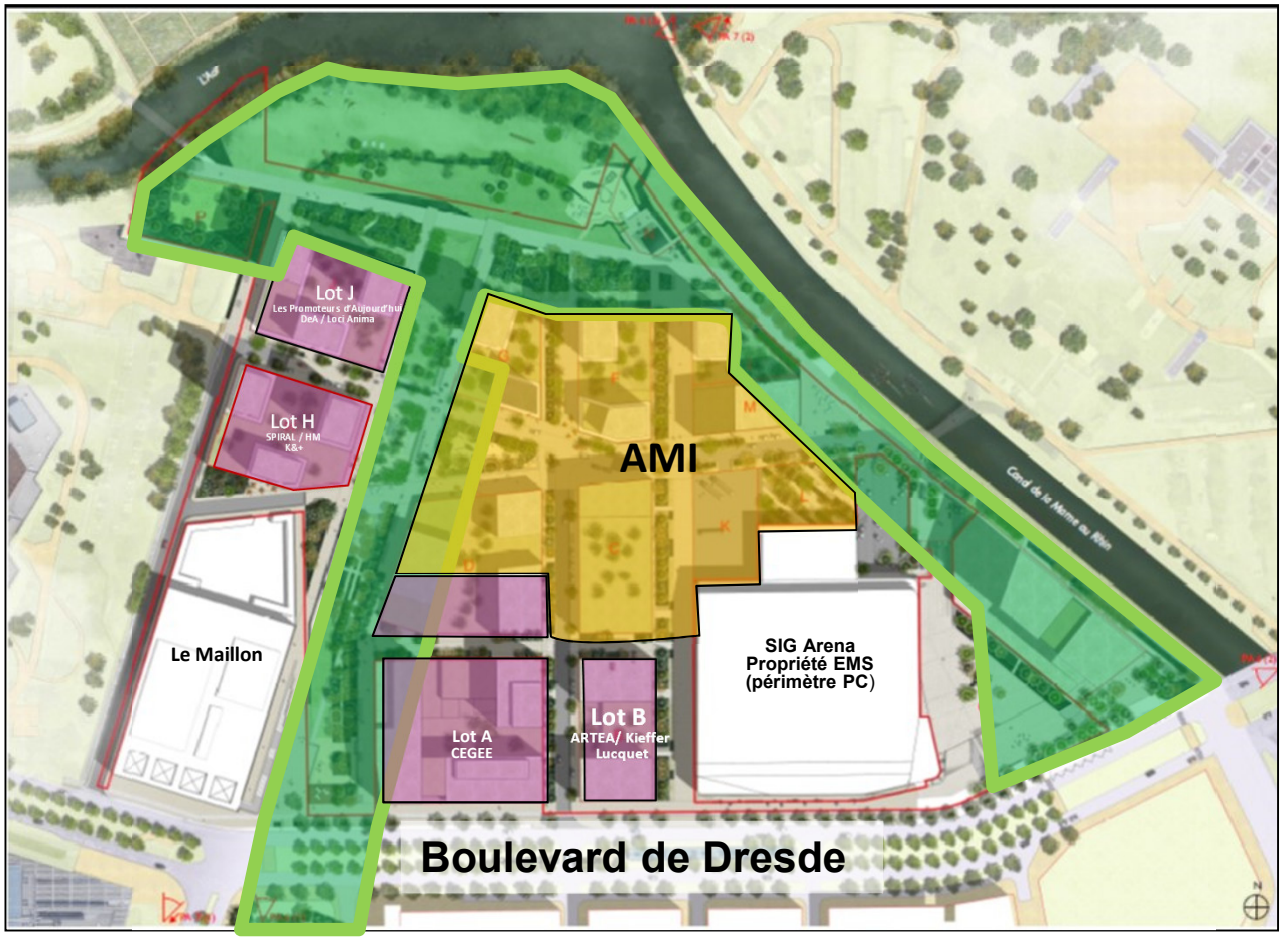
Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

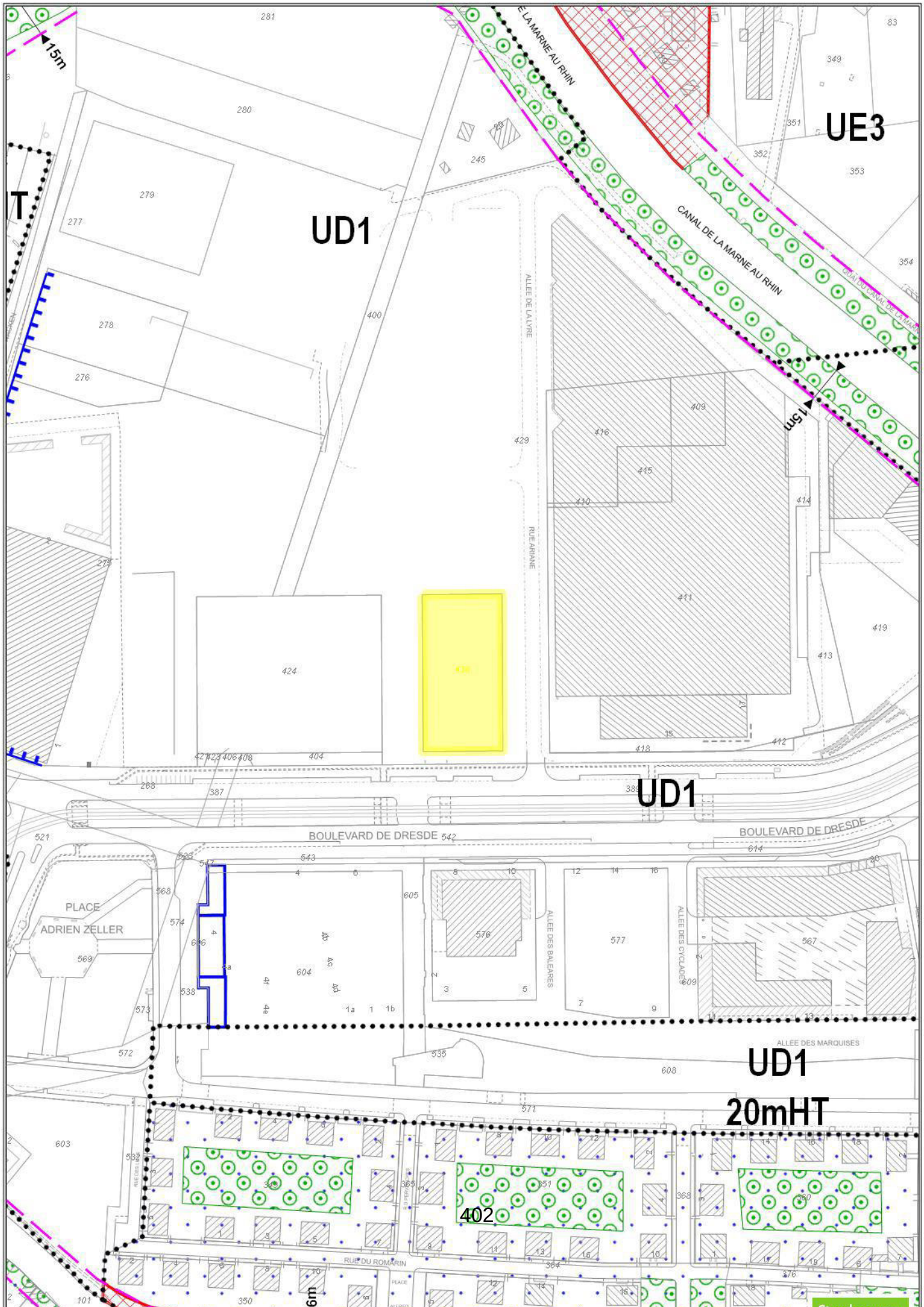
Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144559-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Archipel 2 Wacken à Strasbourg

Plan de situation




UD1
UE3
UD1
UD1
20mHT
15m
15m
CANAL DE LA MARNE AU RHIN
ALLEE DE LA LYRE
RUE ARIANE
BOULEVARD DE DRESDE
BOULEVARD DE DRESDE
PLACE
ADRIEN ZELLER
ALLEE DES BALEARES
ALLEE DES CYCLADES
ALLEE DES MARQUISES
RUE DU ROMARIN
402

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 06.10.01.82.83
Référence :
Réf DS**: 5239186**
Réf OSE **: 2021-67482-62423**

Le 15/09/2021

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est du département du Bas-Rhin

à

Ville de Strasbourg

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Désignation du bien :	Terrain à bâtir – **Droits à construire**
Adresse du bien :	Boulevard de Dresde
Commune :	Strasbourg-Wacken
Valeur :	**3 110 000 € HT** avec une marge d'appréciation de 10 % La ville de Strasbourg peut ainsi céder l'immeuble sans justification particulière jusqu'à 2 799 000€ HT.

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

1 - SERVICE CONSULTANT

Ville de Strasbourg
Affaire suivie par **Mme Charlotte DAMM** charlotte.damm@strasbourg.eu
Vos références:/

2 - DATE

de consultation : 19/08/2021
de visite : /
demande de renseignements complémentaires : /
de dossier en état : 19/08/2021

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET - PRIX ENVISAGÉ

Cession d'un foncier situé boulevard de Dresde à Strasbourg sur lequel sera réalisé un programme tertiaire.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1 Références cadastrales

Les droits à construire sous expertise sont exercés sur la parcelle figurant au cadastre de la ville de **STRASBOURG** sous les références suivantes:

Section	Parcelle	Adresse/Lieu-dit	Superficie (are)
BZ	430	Wacken	21,42
		TOTAL	**21,42**

4.2 Descriptif

Les biens soumis à expertise correspondent aux droits à construire disponibles sur le **lot B** du programme **Archipel 2** dans le quartier du Wacken.

Ces droits permettront la réalisation de deux bâtiments en R+7, dédiés aux fonctions tertiaires, prioritairement à des utilisateurs en compte propre.

Le programme prévoit une offre en coworking et coliving, une halle gourmande en rez-de-chaussée contribuant à l'animation du quartier et répondant aux besoins de ses usagers : achat + consommation sur place ou à emporter de produits locaux, café, espace évènementiel au niveau 7

Le stationnement sera assuré par un parking de trois niveaux de sous-sol ainsi que par 112 places en pleine terre.

Surface de Plancher : **10.366 m²** (dont 1 300 m² pour la halle gourmande et 855 m² pour l'évènementiel)

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Ville de Strasbourg

5.2. Conditions d'occupation actuelles

Libre d'occupation

6 - URBANISME

6.1 Règles actuelles

Au PLU i en vigueur la parcelle est située en zone **UD1,** zone à vocation mixte (habitat, commerces, services, activités diverses, d'équipements publics et/ou d'intérêt collectif), qui identifie les grands ensembles d'immeubles collectifs, les secteurs de renouvellement urbain et/ou de grands projets.

Hauteur des constructions : **non réglementée**

Les constructions, aménagements et installations doivent être compatibles avec les orientations d'aménagements et de programmation.

Le projet urbain se situe en zone inondable (concerné par des zones inondables par débordements de cours d'eau et par des zones de remontée de nappe phréatique).

6.2 Date de référence et règles applicables

Non recherchée dans les circonstances de l'espèce

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

La demande d'évaluation porte sur des droits à construire.

Leur valeur vénale sera déterminée par la **méthode dite par comparaison** dans la mesure ou il existe localement suffisamment de mutation de biens présentant des caractéristiques similaires ou proches.

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

Présentation du périmètre d'étude : Strasbourg, quartier du Wacken.

Énoncé des critères de recherche : mutations de droits à construire destinés à la réalisation de locaux tertiaires

TERMES DE COMPARAISON : Charges foncières tertiaire															
DATE	SECT	N° PLAN	T (are)	QUARTIER	ADRESSE	PRIX	P.O.S	Htr	PLUi	Htr	SDP	€ /m²SDP	Projet	IAD (*)	Vdr
04/11/19	BX	(1)/10	90,31	WACKEN	Boulevard de Dresde, allée du printemps	2 964 488 €			UD1		15195	195 €	Bureaux		Ville
23/05/19	BX/BZ	(2,3,4,5) /35 ** (2,6,7)/162, (4,5,8,9)/143	53,77	WACKEN	Boulevard de Dresde, allée du printemps, jean Wenger	5 040 000 €			UD1		18000	280 €	Bureaux	IAD	Ville
08/09/17	BX	577	26,12	WACKEN	Boulevard de Dresde	1 830 840 €			UD1	NR	5548	330 €	Bureaux	-	Ville
						3 606 200 €					5548	650 €	Habitation		
					TOTAL	5 441 210 €	TOTAL				11096	490 €	Mixte		
04/03/16	BX	567	57,81	WACKEN	Boulevard de Dresde	1 367 249 €	UB48	31	UD1	NR	4855	282 €	Bureaux	IAD	Ville
04/03/16	BX	567		WACKEN	Boulevard de Dresde	4 498 000 €	UB48	31	UD1	NR	8996	500 €	Habitation	IAD	Ville
21/4/16	BX	567		WACKEN	Boulevard de Dresde	2 916 346 €	UB48	31	UD1	NR	18493	158 €	Bureaux IGH	IAD	Ville
MOYENNE BUREAUX (HORS IMMEUBLE DE GRANDE HAUTEUR)												272 €			

Sur ce segment de marché, illustré par 5 mutations, les charges foncières se situent dans une fourchette de prix comprise entre 158 € / m² SDP (immeuble de grande hauteur) et 330 € /m² SDP.

Si l'on excepte la mutation portant sur l'IGH (charge foncière plus faible compte tenu des contraintes auxquelles ce type d'immeuble est soumis) l'écart de prix se ressert avec des charges foncières comprises entre 200 € et 330 €/ m² SDP et un prix dominant se situant autour de 280 € / m² SDP.

8.2. Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

Éléments pris en compte

- l'îlot B est libre de construction ;
- Le lot B sera assez fortement densifié avec la production de deux immeubles édifiés en R+7 (COS de 4,83) ;
- Les terrains qui supportent ces droits à construire bénéficient d'une situation avantageuse. Proche des accès d'autoroute et des lignes de tram, ce quartier à vocation tertiaire est en pleine mutation avec la volonté de le porter au standard de centre d'affaires internationales. Il est de surcroît situé à proximité des institutions européennes ;
- Les droits à construire seront majoritairement exercés pour la réalisation de locaux tertiaires, mais 2 155 m² de surface de plancher (soit 20 % de la superficie totale) seront néanmoins affectés à des locaux d'accompagnement (restauration et détente).

Valeur unitaire retenue

Compte des éléments précités et des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale des droits à construire considérés sera déterminée à partir d'une charge foncière arbitrée à **300 € HT / m² SDP**

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

Sur ces bases la valeur vénale des droits à construire considérée sera fixée à :
10 366 m² SDP x 300 € / m² SDP = **3 109 800 € HT**

Valeur arrondie à **3 110 000 € HT** et assortie d'une **marge d'appréciation de 10 %**

11 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

12 - OBSERVATIONS

La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent rapport.

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Une nouvelle consultation du Pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur du pôle pilotage des missions
et animation du réseau



Jean-Yves MAY

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

L'emprise à évaluer est destinée à la réalisation d'un projet de construction qui devra tenir compte des prescriptions imposées par LE PLU i . Son potentiel constructible a peut être fixé entre 1 000 et 1 200 m² de SDP.

Ce niveau de densification doit nous amener à nous rapprocher du premier groupe de mutations figurant dans le tableau des termes de comparaison

Sur ce segment de marché le prix de vente moyen (et/ ou médian) se situe autour de **40 000 € € l'are** et la charge foncière autour de **350 € /m² SDP**

Compte tenu des caractéristiques propres de l'emprise à évaluer ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale de l'unité foncière considérée peut être déterminée sur la base d'une charge foncière de **350 € HT /m² SDP,** soit la charge foncière médiane constatée sur le secteur pour des projets présentant une densité comparable

Surface Unité Foncière (are)	9,61				
Surface de plancher	**Charge foncière**	**Abat**	**VU après abat**	**Valeur vénale**	**Valeur à l'are**
1000	350 €	0%	350 €	**350 000 €**	**36 420 €**
1200	350 €	0%	350 €	**420 000 €**	**43 704 €**

Conseil municipal du 21 mars 2022

Point 18 à l'ordre du jour : Archipel 2 : Lot B - Conclusion d'une promesse de vente et réitération auprès de la SAS ARTEA Grand Est.

SERVICE DES ASSEMBLEES

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 57 voix + 2
+2 : Mme Lucette TISSERAND et M. Salah KOUSSA ont rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitaient voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 21 MARS 2022 - Point n°18

Archipel 2 : Lot B - Conclusion d'une promesse de vente et réitération auprès de la SAS ARTEA Grand Est.

Pour

57

AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TRAUTMANN Catherine, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline

Contre

0

Abstention

0

19

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Archipel 2 : Lot J - Conclusion d'une promesse de vente et réitération auprès de la société "LPA Archipel 2".

Numéro V-2022-250

I. Historique, contexte et évolutions

Historique

La ville de Strasbourg est engagée depuis 2012 dans la réalisation du quartier d'affaires international, dénommé Archipel, destiné à renforcer les fonctions tertiaires supérieures et européennes de Strasbourg, et à offrir des espaces adaptés aux entreprises, organisations et institutions, relevant de ces fonctions. Suite à la réalisation de la première phase d'Archipel, la collectivité a décidé d'engager la seconde phase opérationnelle.

Le périmètre du projet se développe au nord du boulevard de Dresde, jusqu'à la confluence de l'Aar, de l'Ill et du canal de la Marne au Rhin. La composition urbaine d'Archipel 2 est structurée autour de deux équipements publics, le nouveau théâtre du Maillon, et le hall Rhénus Sport ainsi que par le développement d'un grand parc urbain.

Contexte et évolutions

La seconde phase conserve les ambitions de rayonnement, d'identité forte et de performance de la phase précédente, en renforçant l'effet de vitrine d'excellence européenne de la ville mais, pour s'adapter au nouveau contexte économique et au ralentissement du marché du tertiaire, en adéquation avec les récentes évolutions d'organisation du travail, le projet privilégiera d'autres axes de développement.

Pour répondre aux enjeux de transition écologique, de justice sociale et d'équité territoriale, Archipel 2 s'appuiera sur quatre volets visant à :
- promouvoir le développement d'espaces verts majeurs,
- lutter contre le réchauffement climatique autour d'une optimisation des îlots de fraîcheur, des espaces en pleine terre ou de la végétalisation des lots à partir de choix énergétiques fortement orientés vers les énergies renouvelables,
- développer l'offre de logements et faire progresser la mixité sociale en offrant plus encore de produits résidentiels accessibles,

- donner une grande place aux mobilités actives et aux transports en commun par la création de cheminements continus à usage clairement différenciés.

Par délibération du 23 septembre 2019, le conseil municipal a désigné comme lauréat et attributaire du lot J, le groupement « Les Promoteurs d'Aujourd'hui » composé par la société TOPAZE Promotion et le bailleur social Habitat de l'Ill. La présente délibération a pour objet de permettre la conclusion d'une promesse unilatérale de vente et sa réitération par acte authentique pour le lot J, auprès de la société LPA ARCHIPEL 2, en vue la réalisation de la seconde phase du projet Archipel.

II. Projet et programmation

Projet

Le projet de 11 075 m² de surface de plancher (SDP), réalisé sur une emprise de 29,16 ares, porte sur la construction :

- de trois immeubles affectés à de l'habitation, permettant la réalisation de 139 logements,
- d'un bâtiment de bureaux pour une surface de 483 m² de SDP répartie en 3 niveaux (R+2) situé dans l'angle sud-ouest de la parcelle

Les logements seront répartis en 3 tours :

- tour Est – immeuble en R+17, de 4346 m² de SDP comprenant 53 logements en accession libre,
- tour Ouest – immeuble en R+17, de 4389 m² de SDP comprenant 57 logements en accession libre,
- tour Sud – immeuble en R+8, de 1857 m² de SDP, comprenant 29 logements en accession sociale au titre du bail réel solidaire.

Le Bail Réel Solidaire (BRS) est un dispositif juridique qui permet à un Organisme Foncier Solidaire (OFS) de porter l'achat du terrain pour dissocier le prix du terrain et le prix du bâti et par conséquent faire baisser le coût d'acquisition des logements. Le principe du Bail Réel Solidaire est adapté aux territoires où le marché immobilier est tendu, du fait du prix du terrain, puisqu'il permet de baisser significativement (30 à 40 %) le prix d'acquisition du logement. Cet outil porté par le bailleur permettra une accession à la propriété pour des ménages sous conditions de ressources.

Le permis de construire a été déposé le 9 novembre 2021.

Qualités paysagères, environnementales et énergétiques

Le projet sera réalisé comme un ilot ouvert avec des bâtiments espacés permettant de créer des ilots de verdure en pleine terre et en communication directe avec le parc urbain au Nord. L'immeuble de bureaux sera composé de brise-soleil et de façades végétalisées.
Les logements seront conçus de façon bioclimatique permettant de créer des habitations confortables et soucieuses de l'environnement, ceux-ci seront principalement bi (111) et tri-orientés (26).
Des aménagements seront réalisés pour contribuer à la vie de quartier avec la mise à disposition d'un lot de la tour Ouest permettant d'accueillir les évènements des habitants,

ainsi qu'une circulation paysagère extérieure qui ceinture la tour Est, ponctuée de quatre jardins attractifs favorisant la rencontre entre les habitants.
Les bâtiments réalisés seront labellisés E3C1 et raccordés au réseau de chaleur Eco2Wacken ce qui permettra une sobriété énergétique réduisant l'empreinte carbone du projet. Parallèlement le niveau RT 2012-32 % est atteint. Le travail mené sur l'économie des matériaux et de matières et sur les combinaisons du béton et du bois placent même le projet très proche de la performance « C2 ».
Le projet présente ainsi une identité forte en lien avec le végétal, confirmée par un coefficient biotope de surface atteignant 0,50 et un taux de pleine terre de 22 %.

III. Conclusion d'une promesse et réitération

Parcelle cédée :

La Ville est propriétaire de la parcelle cadastrée comme suit :

Section	**N° parcelle**	**Surface**
BY	279	00ha29a16ca

Celle-ci a été déclassée du domaine public municipal par délibération en date du 23 septembre 2019.

Prix :
La division du domaine a estimé le prix de cession de la parcelle permettant la réalisation du projet à une valeur comprise entre 4,9M € et 5,4M€.
D'un commun accord entre les parties, il a été acté de déterminer la valeur de cession au prix de :

- 520 € HT/m² de SDP pour les logements en accession libre, pour 8735 m²,
- 230 € HT/m² de SDP pour les logements en accession sociale, pour 1857 m²,
- 300 € HT/m² de SDP pour les bureaux, pour 483 m²,

À savoir un montant prévisionnel :

- 4 542 200 € HT, TVA et frais éventuellement dus, pour l'accession libre,
- 427 110 € HT, TVA et frais éventuellement, pour l'accession sociale,
- 144 900 € HT, TVA et frais éventuellement dus en sus, pour les bureaux,

Soit pour un prix plancher prévisionnel global de 5 114 210 € HT, TVA et frais éventuellement dus en sus à la charge de l'acquéreur.
S'agissant d'un lot de lotissement, les acquéreurs ne pourront en aucun cas dépasser la surface de plancher affectée à la parcelle, sans l'accord préalable de la Ville. Le prix ci-dessus est un prix plancher. Si les m² de SDP contenus dans le PC obtenu par l'Acquéreur sont supérieurs à ceux indiqués dans la délibération, le prix de vente sera susceptible d'évoluer à la hausse. Celui-ci ne pourra toutefois pas être inférieur au prix ci-dessus indiqué, même dans l'hypothèse où les m² de SP contenus dans le PC obtenu par l'Acquéreur sont inférieurs à ceux indiqués dans la délibération.

Conditions de la promesse :

La promesse conclue entre la Ville et le bénéficiaire sera soumise aux conditions suspensives suivantes :

- absence d'exercice du droit de préemption urbain,
- obtention de l'ensemble des autorisations d'urbanisme purgées de tous recours,
- absence d'hypothèques, de servitude susceptible de déprécier la valeur du bien,
- compatibilité de l'état des sols avec la destination d'habitation,
- absence de nécessité de réaliser des fondations spéciales,

Ainsi que sous la condition particulière de libération des biens.
Un poste de transformation électrique devra être intégré dans l'emprise permettant l'alimentation électrique du lot J. Le Bénéficiaire s'obligera à constituer au profit de ELECTRICITE DE STRASBOURG SA, toute servitude nécessaire à l'installation, au fonctionnement et à l'entretien de ce poste de transformation qui sera installé dans le local destiné à cet effet.
Dans l'attente de la réalisation des voiries par la Ville sur les parcelles lui appartenant, cette dernière s'engage à constituer sans indemnité de part ni d'autre, lors de la régularisation des ventes réitérant les présentes, au profit du lot J une servitude de passage depuis le boulevard de Dresde et/ou la rue Jean Wenger-Valentin.
Au cas où, toutes les conditions relatives à l'exécution de celles-ci étaient remplies, le bénéficiaire, après avoir été mis en demeure, ne régulariserait pas l'un ou les actes authentique de vente, il devra verser à la Ville une somme égale à 10 % du prix HT à titre de clause pénale, indépendamment de tous dommages-intérêts.

Réitération

L'acte de vente définitif devra être réitéré, une fois les différentes conditions purgées, dans un délai de 17 mois à compter de la conclusion de la promesse.
Une prorogation de la durée de celle-ci pourra être octroyée en cas d'empêchement de la part des parties. Cette prorogation devra être délibérée par le Conseil Municipal.
L'acte de vente à intervenir sera conclu aux termes des présentes conditions et intégrera les restrictions au droit de disposer suivantes au profit de la Ville :

- restriction d'affectation à du logement, à titre accessoire pour des professions libérales, et du bureau, pour une durée de cinq ans à compter de la conclusion de l'acte de vente définitif,
- interdiction de revente de la parcelle nue, pour une durée de cinq ans à compter de la conclusion de l'acte de vente définitif,
- clause d'insertion sociale.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Sur proposition de la Commission Plénière
Vu la délibération du 23 septembre 2019
Vu la délibération du 27 septembre 2019
Vu l'avis de la division du Domaine
Après en avoir délibéré

approuve

I. La conclusion d'une promesse de vente entre la ville de Strasbourg et la société LPA ARCHIPEL 2, ou toute autre société qui s'y substituerait, de la parcelle cadastrée comme suit :
Ville de STRASBOURG
Section BY n° 279 d'une surface totale de 29,16 ares,
En vue de la réalisation de

- *de trois immeubles affectés à de l'habitation, permettant la réalisation d'environ 139 logements.*
- *de locaux de bureaux pour une surface d'environ 483 m² de SDP.*

Au prix de :

- *520 € HT du m² de surface de plancher, TVA et frais éventuellement dus en sus à la charge de l'acquéreur, pour les logements en accession ; pour 8735 m²,*
- *230 € HT du m² de surface de plancher, TVA et frais éventuellement dus en sus à la charge de l'acquéreur, pour les en accession sociale ; pour 1857 m²,*
- *300 € HT du m² de surface de plancher, TVA et frais éventuellement dus en sus, à la charge de l'acquéreur ; pour 483 m².*

Soit moyennant le prix, sur la base de 11 075 m² de surface de plancher prévisionnelle dans le programme de construction du Bénéficiaire, de 5 114 210 € HT, TVA et frais éventuellement dus en sus, à la charge de l'acquéreur ;

Pour le cas où le Bénéficiaire (ou ses ayants-droits) obtiendrait sur l'emprise, une autorisation d'urbanisme devenue définitive autorisant la réalisation d'une SP supplémentaire, dans la limite de la surface de plancher de 11 150 m² affectée à la parcelle, toute surface supplémentaire par rapport à la SP globale de 11 075 m² serait facturée à hauteur des valeurs visées ci-dessus, en fonction de la programmation ;
Le prix ci-dessus est un prix plancher. Si les m² de SDP contenus dans le PC obtenu par l'Acquéreur sont supérieurs à ceux indiqués dans la délibération, le prix de vente sera susceptible d'évoluer à la hausse. Celui-ci ne pourra toutefois pas être inférieur au prix ci-dessus indiqué, même dans l'hypothèse où les m² de SP contenus dans le PC obtenu par l'Acquéreur sont inférieurs à ceux indiqués dans la délibération.

II. La promesse conclue entre la Ville et le bénéficiaire sera soumise aux conditions suspensives suivantes :

- *absence d'exercice du droit de préemption urbain,*
- *obtention de l'ensemble des autorisations d'urbanisme purgées de tous recours,*
- *absence d'hypothèques, de servitude susceptible de déprécier la valeur du bien,*
- *compatibilité de l'état des sols avec la destination d'habitation,*
- *absence de nécessité de réaliser des fondations spéciales,*

Ainsi que sous la condition particulière de libération des biens.
Un poste de transformation électrique devra être intégré dans l'emprise permettant l'alimentation électrique du lot J. Le Bénéficiaire s'obligera à constituer au profit de ELECTRICITE DE STRASBOURG SA, toute servitude nécessaire à l'installation, au fonctionnement et à l'entretien de ce poste de transformation qui sera installé dans le local destiné à cet effet.

Dans l'attente de la réalisation des voiries par la Ville sur les parcelles lui appartenant, cette dernière s'engage à constituer sans indemnité de part ni d'autre, lors de la régularisation des ventes réitérant les présentes, au profit du lot J une servitude de passage depuis le Boulevard de Dresde et/ou la Rue Jean Wenger-Valentin.
Au cas où, toutes les conditions relatives à l'exécution de celles-ci étaient remplies, le bénéficiaire, après avoir été mis en demeure, ne régulariserait pas l'un ou les actes authentique de vente, il devra verser à la Ville une somme égale à 10 % du prix HT à titre de clause pénale, indépendamment de tous dommages-intérêts.
III. La réitération de l'acte de vente, ou des actes, dans un délai de 17 mois, à compter de la signature de la promesse, aux conditions suivantes :

- *Restriction d'affectation à du logement, à titre accessoire pour des professions libérales, et du bureau, pour une durée de cinq ans à compter de la conclusion de l'acte de vente définitif,*
- *Interdiction de revente de la parcelle nue, pour une durée de cinq ans à compter de la conclusion de l'acte de vente définitif,*
- *Clause d'insertion sociale.*

décide

L'imputation de la recette sur la Ligne budgétaire AP 2013-0174 programme 1248

autorise

La Maire ou son/sa représentante à signer l'ensemble des promesses, actes, ou tout autre document permettant de concourir à l'exécution des présentes.

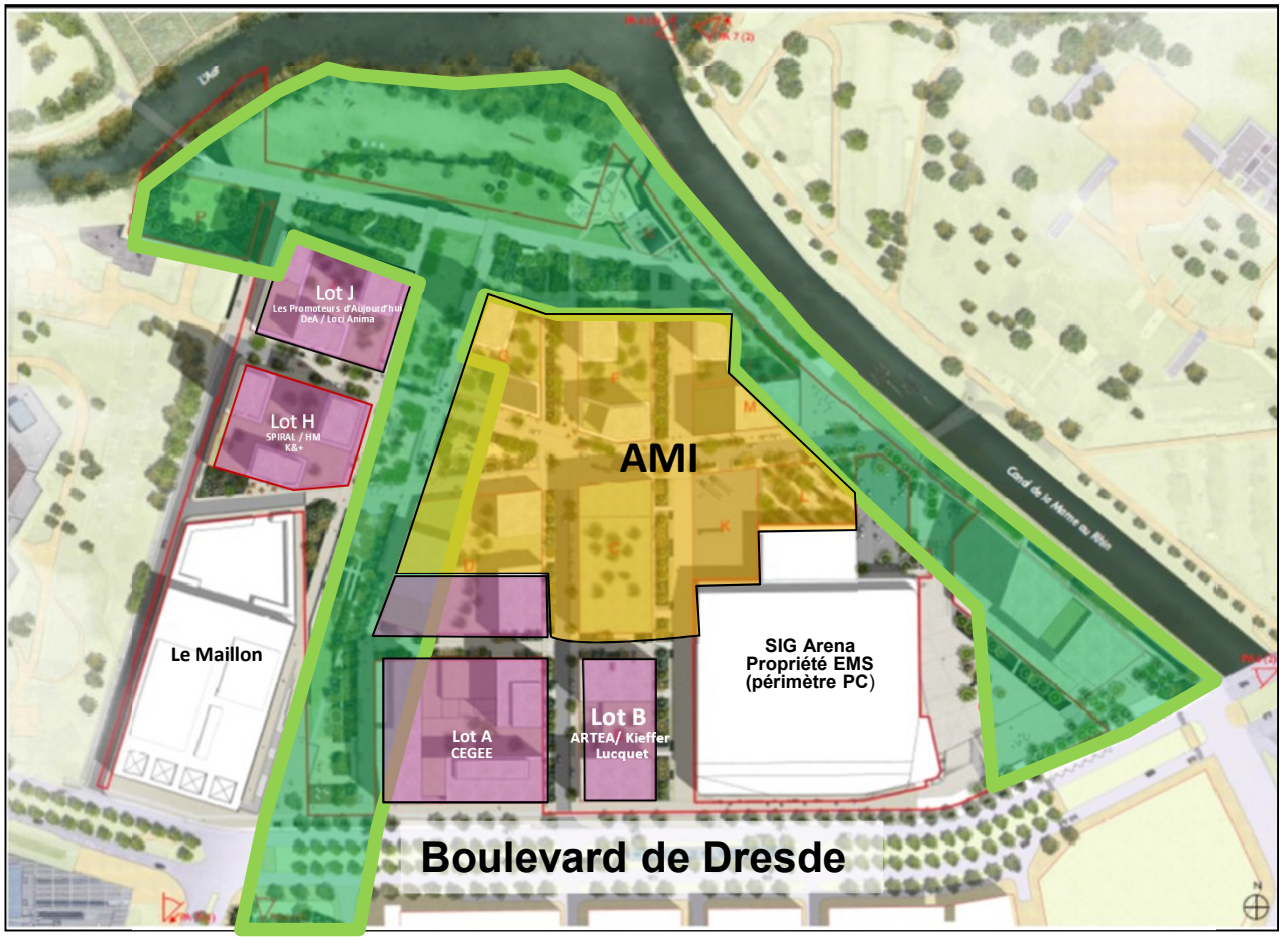
Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

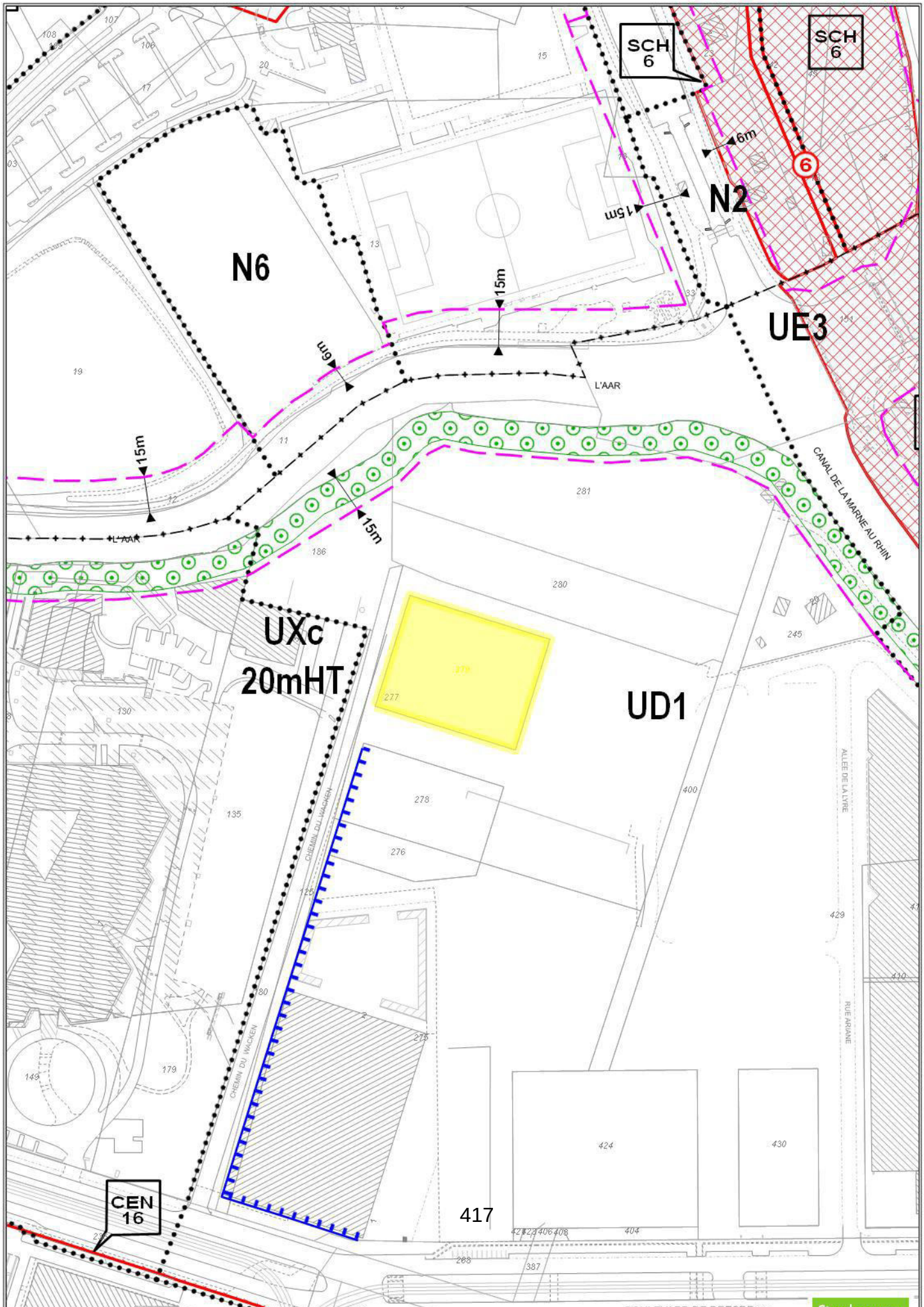
Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144565-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Archipel 2 Wacken à Strasbourg

Plan de situation




SCH 6
SCH 6
6m
6
N2
15m
N6
15m
UE3
6m
L'AAR
15m
15m
L'AAR
CANAL DE LA MARNE AU RHIN
UXc
20mHT
UD1
CHEMIN DU WACKEN
CHEMIN DU WACKEN
ALLÉE DE LA LYRE
RUE ARIANE
CEN 16

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03.88.10.35.13
Référence :
Réf DS: **5239229**
Réf OSE **: 2021-67482-62424**

Le 07/10/2021

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est du département du Bas-Rhin

à

la Ville de Strasbourg

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Désignation du bien :	Terrain à bâtir – Droits à construire
Adresse du bien :	Boulevard de Dresde
Commune :	Strasbourg
Valeur:	**5 456 470 € HT**, assortie d'une marge d'appréciation de 10 % La collectivité peut donc céder les droits à construire considérés sans justificatif particulier jusqu'à 4 910 823 €HT.

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

1 - SERVICE CONSULTANT

Ville de Strasbourg
Affaire suivie par **Mme Charlotte DAMM** charlotte.damm@strasbourg.eu
Vos références:/

2 - DATE

de consultation : 19/08/2021
de visite : /
de renseignements complémentaires : 28/09/2021
de dossier en état :28/09/2021

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET - PRIX ENVISAGÉ

Cession d'un terrain à bâtir formant l'emprise du lot J du programme **Archipel 2** dans le quartier du Wacken à Strasbourg.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1 Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre de la ville de **STRASBOURG** sous les références suivantes:

Section	Parcelle	Adresse/Lieu-dit	Superficie (are)
BY	279/29	6, rue Jean Wenger Valentin	29,16
		TOTAL	**29,16**

4.2 Descriptif

Les biens soumis à expertise correspondent au terrain à bâtir et droits à construire disponibles sur le **lot J** du programme **Archipel 2** dans le quartier du Wacken.

Ces droits permettront la réalisation de 146 logements répartis dans trois bâtiments (deux en R+16 et un en R+9) dont 117 logements en accession libre et 29 en accession de type « Bail réel solidaire » (BRS - sous plafond de ressources) portés par La Coopérative Foncière et Habitat de l'Ill ainsi que d'un local d'activité.

Le stationnement des futurs résidents sera assuré par le biais de 51 places de stationnements + 90 dédiées dans le lot H

Surface de plancher du projet

Logements accession libre : **8.639 m²**
Logements en BRS : **1.863 m²**
Local activités : **415 m²**
TOTAL **10 917 m²**

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

La parcelle appartient à la ville de Strasbourg

5.2. Conditions d'occupation actuelles

Libre d'occupation

6 - URBANISME

6.1 Règles actuelles

Au PLU i en vigueur la parcelle est située en zone **UD1,** zone à vocation mixte (habitat, commerces, services, activités diverses, d'équipements publics et/ou d'intérêt collectif), qui identifie les grands ensembles d'immeubles collectifs, les secteurs de renouvellement urbain et/ou de grands projets.

Hauteur des constructions : **non réglementée**
Les constructions, aménagements et installations doivent être compatibles avec les orientations d'aménagements et de programmation.
Le projet urbain se situe en zone inondable (concerné par des zones inondables par débordements de cours d'eau et par des zones de remontée de nappe phréatique).

6.2 Date de référence et règles applicables

Non recherchée dans les circonstances de l'espèce.

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

La demande d'évaluation porte sur des terrains à bâtir assortis de droits à construire qui seront majoritairement utilisés pour de l'habitation (dont une partie en accession BRS) et accessoirement pour du commerce.
Leur valeur vénale sera déterminée par la **méthode dite par comparaison** dans la mesure ou il existe localement suffisamment de mutations de biens présentant des caractéristiques similaires ou proches.

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Étude de marché

L'étude de marché s'attachera à recenser les ventes de terrains à bâtir/droits à construire intervenues dans le quartier du Wacken et destinées à la réalisation de logements (accession privée et logements sociaux) et de bureaux et/ou commerces.

Si la recherche devait s'avérer infructueuse, il conviendrait de l'élargir aux autres quartiers périphériques de la commune de Strasbourg

TERMES DE COMPARAISON : DROITS A CONSTRUIRE (DAC) BUREAUX- HABITATION- MIXTE																	
DATE	SECTION	N° PLAN	T (are)	QUARTIER	ADRESSE	PRIX	€/ ARE	P.O.S	Htr	PLUi	Htr	LOT	Vol	SDP	€ /m²SDP	Destination	IAD	Observations
04/11/19	BX	(1)/10	90,31	WACKEN	Boulevard de Dresde, allée du printemps	2 964 488 €	NS			UD1	NR			15195	195 €	Bureaux		Programme de bureaux pour une SDP MAXI de 15 195 m² selon PC avec 150 places de stationnement sur deux niveaux de ssol
23/05/19	BX/BZ	(2,3,4,5) /35 ** (2,6,7)/162, (4,5,8,9)/143	53,77	WACKEN	Boulevard de Dresde, jean Wenger	5 040 000 €	93 733 €			UD1	NR	A		18000	280 €	Bureaux	IAD	LOT A 18 000 m² SDP maxi de bureaux , "5377 m² de bâtiment à démolir par la ville préalablement à la vente "
04/03/16	BX	567	57,81	WACKEN	Boulevard de Dresde	1 367 249 €	151 904 €	UB48	31	UD1	NR	1-2	~~AA-AB-AE~~	4855	282 €	Bureaux	IAD	AB (SDP/SS) : 5363 m² AC : 3901 m² pour un total de 254 places AA ouvrages collectifs
21/04/16	BX	567		WACKEN	Boulevard de Dresde	2 916 346 €		UB48	31	UD1	NR		AF	18493	158 €	Bureaux IGH	IAD	Immeuble de grande hauteur
04/03/16	BX	567		WACKEN	Boulevard de Dresde	4 498 000 €		UB48	31	UD1	NR		~~AC-AD~~	8996	500 €	Habitation	IAD	AC 224 900 € HT + AD 4273 100 € HT
17/11/19	BX	576	23,19	WACKEN	Boulevard de Dresde	2 572 400 €	110 927 €			UD1	NR	4	AA – AG	4590	560 €	Mixte (Habitation 95% - Com 5%)		WACKEN EUROPE LOT4 Volume AA 4348 m² Maxi Logements en accession privé + stationnement en superstructure Volume AG locaux commerciaux et/ou service 242 m² MAXI + stationnement en superstructure
27/02/14	90	170,181,148,238, 269,171,234,236	12,56	CONTADES	Quai Mulhenheim	803 526 €	63 975 €	UB7	7					1256	640 €	Habitation		COS 1
12/12/11	90	12	19,61	CONTADES	Schwilgué	1 960 000 €	99 949 €	UB7	7					1950	1 005 €	Habitation		COS 1
23/04/10	93	153-155	8,71	UNIVERSITE	Rue de Bruxelles	965 000 €	110 792 €	UB 24						1699	568 €	Habitation		COS 2
08/09/17	BX	577	26,12	WACKEN	Boulevard de Dresde	5 441 210 €	208 316 €			UD1	NR	3		11097	490 €	Mixte (habitation 50 % /Com 50%)	-	Mixte (50 % Burx,Com/ 50 % de Logements) m² Sup (jusqu'à 11 300 m²) 330 € /m² SDP pour le prof et 650 € pour le logement
26/07/19	BX	604	70,91	WACKEN	Place Adrien Zeller	4 497 439 €	63 425 €			UD1	NR	5		22606	199 €	Culturel/Hôtel	IAD	PC 18 V 0273 IAD = le maillon SDP 22606 m² (dont 250 chambres d'hôtel)
														Moyenne bureaux hors IGH	14136	252 €		
														Médiane Bureau hors IGH	16598	280 €		
														Moyenne Habitation hors programme mixte	6793	655 €		
														Médiane Habitation hors programme mixte	6793	568 €		
IAD = immeuble à démolir																		

Termes de comparaison : DAC au profit de logeurs sociaux : Habitation et/ou Mixte avec logements LOCATIFS SOCIAUX														
Date	Section	N° plan	Adresse	Quartier	T (are)	Prix HT	Prix/are	ZAC - PLUI	HTR	SDP	Prix m² SDP	Cos eff	Projet	
19/12/19	OE	587	ZAC Poteries	Hautepierre	10,91	460 680 €	42 225 €	Poterie	ZA6	1 900	**242 €**	1,7	Collectif	32 logements
22/12/16	DL	217	Rhin (route du)	Neudorf	5,96	592 710 €	99 448 €	Danube	Ilot A	2 577	**230 €**	4,3	Mixte	**Hab** (2321 m² de logements locatifs à 230 € / m² SDP) + **Activité** 256 m² à 230 € / m² sdp
18/10/16	KY	224, 226, 381	-	Cronenbourg	24,46	1 067 750 €	43 653 €	CRO UB10	20	4 271	**250 €**	1,7	Collectif	
26/05/16	DM	182	Nantes-Alice Bommer	Neudorf	76,94	1 267 000 €	DAC	UB44	18	5755	**220 €**	-	Collectif	2 lots de volumes AC (bat C de 33 logements 2364 m² SDP et lot AD (bat D de 52 logements 3391m² SDP)
07/12/15	LC	1307	Auf den Hengstweg	Cronenbourg	19,32	628 916 €	32 553 €	CRO UB9	12	2 813	**224 €**	1,5	Résid étudiante	
09/10/15	DX	878	Thumenau	Neudorf	13,26	846 000 €	63 801 €	Etoile	ZD1	3 760	**225 €**	2,8	Collectif	
									Moyenne	**3 835**	**232 €**			
									Médiane	**3 760**	**228 €**			
Termes de comparaison : DAC au profit de logeurs sociaux : Habitation et/ou Mixte avec logements en L'ACCESSION SOCIALE														
02/07/18	DL	211/25	Rhin (route du)	Neudorf	20,3	1 165 600 €	57 419 €	Danube	Ilot E	4 440	**263 €**	2,2	Mixte	**Hab** (1900 m² Sdp en accession sociale sécurisé + 1400 m² logements locatifs) **Activité** (1140 m² Sdp)
22/12/16	DL	219/2	Rhin (route du)	Neudorf	9,98	637 230 €	63 851 €	Danube	Ilot A	2 406	**265 €**	2,4	Mixte	**Hab** (1667 m² SDP en accession sociale (280 € /m² sdp + 336 m² Hébergement handicapé (230 € / m² sdp) + **Activité** (363 m² à 230 € / m² Sdp)
08/01/16	DW	576,578	Nomény	Neudorf	4,5	243 187 €	54 042 €	Etoile	ZD5	701	**347 €**	1,6	Collectif	9 logements en accession sociale
07/12/16	DR	278,64	Chanoine Straub 9	Neudorf	6,53	245 020 €	37 522 €	UB20	10	915	**268 €**	1,4	Collectif	12 logements
28/11/16	DK	193,195,197,208,243 à 247	Bassin Dusuzeau	Neudorf	15,96	2 396 000 €	150 125 €	UB48	50	9265,6	**259 €**	5,8	Collectif	
									Moyenne	**3 546**	**280 €**			

Termes de comparaison : DAC MIXTE (accession privée – Logements sociaux)														
Date	Section	N° plan	Adresse	Quartier	T (are)	Prix HT	Prix/are	ZAC -PLUI	HTR	SDP	Prix m² SDP	Cos eff	Projet	
24/03/16	ET	151,151,462	Saglio 3	Meinau	37,9	2 580 000 €	68 074 €	UB3	25	5562	**464 €**	1,5	Collectif	Logements sociaux + Accession privée : 115 logts dans 4 bâtiments au PC

8.2. Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

Dans le quartier du Wacken et ceux immédiatement limitrophes, la charge foncière qui se dégage des ventes de droits à construire destinés à la réalisation de collectifs et/ou de programmes mixtes se situe dans une fourchette comprise entre 490 € et 1 000 € / m² SDP.
Si l'on se réfère aux programmes qui dégagent les plus fort coefficients d'occupation des sols (COS supérieur ou égal à 2) la charge foncière varie cette fois entre **490 € et 570 € / m² SDP**. La valeur la plus basse correspond à un programme mixte (50% de logements et 50% de locaux d'activités) avec un COS élevé (4,25) et la valeur haute à un programme consacré à 95 % à de l'habitat et de plus faible densité (1,98).

- Aucune mutation de programmes de logements sociaux (logements locatifs ou en accession) n'ayant été trouvée dans le quartier du Wacken, la recherche a été élargie aux quartiers périphériques de la commune de Strasbourg. Dans ces quartiers, la charge foncière des programmes de logements locatifs oscille entre 220 € et 250 €/ m² SDP avec un prix moyen et/ou médian autour de **230 €/m² SDP**. Celle des programmes consacrés ou comportant des logements en accession sociale, se situe quant à elle dans une fourchette de prix comprise entre 260 € et 347 €/ m² SDP avec un prix moyen de **280 € / m² SDP**

- S'agissant des programmes de locaux tertiaires, la charge foncière relevée dans le quartier du Wacken est comprise entre 195 € / m² SDP et 282 € / m² SDP. Elle atteint mème 330 € /m² SDP pour la partie des droits à construire (50%) acquis en septembre 2017 pour la réalisation d'un programme mixte. Sur ce segment de marché, le prix moyen et le prix médian s'élèvent respectivement **à 250 et 280 € / m² SDP.**

Compte tenu des comparaisons effectuées sur le marché local, la détermination de la valeur vénale des droits à construire attachés au lot H sera réalisée sur la base des charges foncières suivantes :

Logements en accession : 570 €/m² SDP (prix dominant sur ce segment de marché)
Logements locatifs sociaux : 230 €/m² SDP (prix moyen sur ce segment de marché)
Commerces : 250 €/m² SDP (prix moyen sur ce segment de marché)

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

Sur la base du projet présenté par le consultant, la valeur vénale des droits à construire attachés au lot J peut être fixée comme suit :

	Surface du terrain (en are)		29,16
	SDP m²	Charge foncière €/m² SDP	Valeur vénale
Accession privée	8639	570 €	4 924 230 €
Accession BRS	1863	230 €	428 490 €
Commerce	415	250 €	103 750 €
TOTAL	10917	500 €	5 456 470 €
		Charge foncière Moyenne	**500 €**
		Valeur à l'are	187 122 €
		COS	3,74

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 %.

NB : La charge foncière moyenne du projet ressort à 500 € / m² SDP, soit légèrement au-dessus de celle enregistrée pour le projet mixte (accession privée et logements sociaux) développée rue Saglio dans le quartier de la Meinau (464 € / m² SDP).

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

11 - OBSERVATIONS

La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent rapport.

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Une nouvelle consultation du Pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur et par délégation,

L'administrateur des Finances publiques

François HUPPERT

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

CONSEIL MUNICIPAL DU 21 MARS 2022 - Point n°19

Archipel 2 : Lot J - Conclusion d'une promesse de vente et réitération auprès de la société "LPA Archipel 2".

Pour **62**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre **0**	
Abstention **0**	

20

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Acquisitions de parcelles auprès du Conseil de Fabrique de la paroisse Saint Louis Robertsau et mise à disposition d'un jardin.

Numéro V-2022-252

Le Conseil de Fabrique de la Paroisse Saint Louis à la Robertsau est propriétaire d'une emprise correspondant à la cour du foyer sise, rue des Jardiniers ainsi que d'une emprise correspondant à un jardin sis, rue Charles de Foucauld.

L'emprise rue des Jardiniers, d'une surface de 11,57 ares, est située en zone UB2 du PLUi, et est également surbâtie d'une rangée de garages. Le jardin situé rue Charles de Foucauld, d'une surface de 9,64 ares, est situé en zone UB4 du PLUi et constitue un terrain à bâtir.

Afin de préserver ces espaces et d'en assurer la conservation, il est proposé que la ville de Strasbourg s'en porte acquéreur et mette à disposition l'emprise de 9.64 ares correspondant au jardin, au profit du Conseil de fabrique de cette paroisse.

L'acquisition de la cour du foyer, permettra la préservation de cet espace comme une emprise libre sur laquelle la collectivité pourra réaliser un aménagement paysager et de loisirs, permettant de créer un lieu de convivialité au sein du quartier, ainsi qu'un espace extérieur, notamment utilisé par l'association des scouts de France dont le local est actuellement situé au sein du Foyer.

De même, s'agissant de l'emprise du jardin, l'acquisition permettra de préserver sa nature d'espace vert, en inscrivant sur cette emprise une clause d'affectation et une servitude de non aedificandi permettant de maintenir cet espace comme ilot vert du secteur.

<u>Emprises à acquérir :</u>

Le projet d'acquisition de la ville de Strasbourg porte sur le foncier dont les parcelles sont cadastrées comme suit :

Strasbourg BC n°377 de 9,64 ares,
Strasbourg BI n°25 de 11,57 ares,

<u>Prix d'acquisition :</u>

Il est proposé d'acquérir la parcelle rue Charles de Foucauld à la valeur de 591 000 € HT et la parcelle de la Cour du Foyer Saint-Louis à la valeur de 624 440 € HT, soit un prix total de 1 215 440 € HT, prix qui a été accepté par le Conseil de Fabrique.

Conditions d'affectation :

L'emprise de la cour du foyer sera grevée par une clause d'affectation à un espace vert et de loisirs, inscrite au Livre Foncier.

Conclusion d'un bail emphytéotique administratif

Il est proposé que la mise à disposition de l'emprise correspondant au jardin sis rue Charles de Foucauld au profit du Conseil de Fabrique de la paroisse prenne la forme d'un bail emphytéotique administratif.

Les conditions du bail emphytéotique administratif

Dans le cadre de la mise en place du bail emphytéotique entre la ville de Strasbourg et le Conseil de Fabrique, les modalités essentielles du contrat sont les suivantes :

Caractère emphytéotique du bail :

Le bail sera soumis aux dispositions des articles L.1311-2 à L.1311-4-1 du Code général des collectivités territoriales.

Il est rappelé, au titre de ses caractéristiques générales, les différents éléments ci-dessous.

Dans le cadre d'un BEA, le preneur à la qualité de maitre d'ouvrage, mais les prérogatives de l'emphytéote sont cependant encadrées.

Le bail emphytéotique administratif confère au preneur des droits réels immobiliers susceptibles d'être hypothéqués (le contrat d'hypothèque doit cependant être approuvé par la collectivité bailleresse). Le preneur est donc investi des droits du propriétaire sur la surface du sol et sur le dessus. Le preneur a l'obligation du paiement des charges et impositions qui grèvent le terrain et les constructions. Le recours au crédit-bail est possible pour financer les investissements du preneur. La collectivité a la faculté de se substituer au preneur dans la charge des emprunts en résiliant ou modifiant le bail. Elle peut autoriser la cession du bail à une personne subrogée au preneur dans ses droits et obligations découlant du bail et le cas échéant les conventions non détachables. En fin de bail, les ouvrages doivent être remis au bailleur, en principe sans indemnité. Le bail prévoira une clause de résiliation anticipée pour motif d'intérêt général, une clause de résiliation unilatérale pour faute et une clause de résiliation en cas de force majeure.

Destination du bien objet du présent bail :

L'affectation de l'emprise foncière mise à disposition sera limitée à l'aménagement d'un espace vert et paysager, protégé et sanctuarisé comme ilot vert, au sein du quartier de la Robertsau.

Durée et redevance :

Il est proposé dans le cas présent de retenir une durée de 50 ans.

La division du Domaine a estimé le montant de la redevance à la valeur de 2 531 €/an.

Au regard de l'intérêt général que représente les associations cultuelles, qui contribuent à l'animation de la vie cultuelle et culturelle auprès des habitants du quartier, et par équité avec les autres associations cultuelles du territoire, il est proposé le versement d'une redevance symbolique de 15 € par an.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
vu le code général des collectivités territoriales
notamment ses articles L.1311-2 et suivants
vu les avis des domaines en date du 6 janvier 2021 et du 10 novembre 2021
après en avoir délibéré

approuve

1) *L'acquisition auprès du Conseil de Fabrique de la Paroisse Saint Louis Robertsau, des parcelles cadastrées comme suit :*

Strasbourg Section BC n°377 de 9,64 ares,
Au prix de 591.000,00 €

Strasbourg Section BI n°25 de 11,57 ares,
Au prix de 624 440 €

Soit une emprise totale de 21,21 ares, moyennant le prix de 1 215 440 €, hors frais et taxes éventuellement dus en sus par l'acquéreur.

L'emprise de la parcelle cadastrée Section BI n° 25 sera grevée d'une charge d'affectation à un espace vert ou de loisirs inscrites au Livre Foncier.

2) *La mise à disposition, auprès du Conseil de Fabrique de la Paroisse Saint Louis Robertsau, de la parcelle cadastrée section BC n°337 de 9,64 ares,*

Aux conditions suivantes :

- *une durée de 50 ans*
- *une redevance symbolique de 15 € par an,*

- *l'insertion dans le bail emphytéotique administratif d'une clause de résiliation pour motif d'intérêt général, dont le montant sera calculé sur la base de la règle de calcul suivante : 337 000 € – (2516 € * le nombre d'années échues du bail).*
- *caractère emphytéotique du bail :*

Le bail sera soumis aux dispositions des articles L.1311-2 à L.1311-4-1 du Code général des collectivités territoriales ainsi qu'il a été exposé au rapport.

- *destination des biens objet du présent bail :*

L'affectation de l'emprise foncière mise à disposition sera limitée à l'aménagement d'un espace vert et paysager, protégé et sanctuarisé comme ilot vert, au sein du quartier de la Robertsau.

décide

l'imputation de la recette de 1 215 440 € sur la ligne budgétaire ville de Strasbourg : fonction 824, nature 2111 programme 785, service AD03B ;

l'imputation de la redevance annuelle sur la ligne budgétaire ville de Strasbourg : fonction 820, nature 752, service/CRB : CP71G ;

autorise

La Maire ou son-sa représentant –e à signer les actes de vente à intervenir, ainsi que tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération,

La Maire ou son-sa représentant –e à signer le bail emphytéotique administratif ;

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144592-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Affaire suivie par : Éliane BAEHR
eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03 88 10 35 14
Réf.DS :
Réf.LIDO : 2020-482V0861

Strasbourg, le 6 janvier 2021

Le Directeur régional des Finances publiques

à

Ville et Eurométropole de Strasbourg

Service Politique foncière et immobilière

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : EMPRISE FONCIÈRE

ADRESSE DU BIEN : RUES DES JARDINIERS ET DU DR FREYSZ À STRASBOURG-ROBERTSAU.

VALEUR VÉNALE : 52 000 €/ARE, 800 €/M²/SDP POUR LES APPARTEMENTS ET 400 €/M²/SDP POUR LES LOCAUX PROFESSIONNELS.

Il est rappelé que les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de cette valeur.

1 – SERVICE CONSULTANT :

Ville et Eurométropole de Strasbourg
Affaire suivie par : Mme Coralie PECK (coralie.peck@strasbourg.eu)

2 – DATES :

Date de consultation : 22/10/2020
Date de réception : 23/10/2020
Date de visite :
Date de constitution du dossier en état : 15/12/2020

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Demande d'évaluation d'une emprise foncière de 11,57 ares constituant la cour du Foyer St Louis et donnant sur la rue des Jardiniers. La saisine s'inscrit dans le cadre de l'étude de projets alternatifs à celui envisagé par le promoteur « Avantgarde Promotion ».

4 – DESCRIPTION DU BIEN

VILLE DE STRASBOURG-ROBERTSAU

Section	Parcelle	Superficie /ares	Zonage PLUi	Adresse
BI	25	11,57	UB2 – 15mET – SMS2	4 rue des Jardiniers

Parcelle presque rectangulaire, sur-bâtie d'une rangée de garages très basiques avec des portes métalliques anciennes et une couverture en plaques de fibro-ciment. Elle figure dans le prolongement du Foyer St Louis et donne sur la rue des Jardiniers.
Le consultant demande la valorisation sur la base d'un prix à l'are ainsi que sur la valeur de la charge foncière admissible, soit 833 m²/SDP pour des appartements en accession libre et 335 m²/SDP pour des locaux destinés aux professions médicales.

5 – Situation juridique

Propriétaire : La Fabrique de la paroisse St Louis de la Robertsau.

6 – Urbanisme et Réseaux

Parcelle située en zone UB2 du PLUi de l'EMS approuvé le 16/12/2016, devenu opposable le 23/01/2017.
La zone UB est une zone urbaine à vocation mixte qui identifie les tissus bâtis hétérogènes.
En secteur UB2, hauteur de 15 mètres à l'égout de toiture, secteur de mixité sociale 2. Le site est situé dans la zone des 500 m de visibilité d'un monument historique soumise à l'avis de l'ABF.

Qualification de la parcelle :
La parcelle a la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation, car située dans une zone déclarée constructible et desservie par les VRD.

7 – Date de référence

Non concerné.

8 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Valeur basée sur un prix à l'are : 52 000 €/are * 11,57 ares = 601 640€.

Valeur basée sur la charge foncière selon projet d'Avantgarde Promotion :

► Appartements en accession privée : 800 €/m² * 833 m²/SDP = 666 400 €/HT ;

► Locaux professionnels destinés à des professions médicales : 400 €/m² * 335 m²/SDP = 134 000 €/HT.

Représentant une valeur totale de 800 400 €/HT.

9 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 18 mois.

10 – Observations particulières

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Une nouvelle consultation du Pôle d'Évaluation Domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour le Directeur régional des Finances publiques et par délégation,

L'Inspectrice principale des Finances publiques
Responsable du pôle d'évaluation domaniale
Anne-Fleur FIEGEL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Nathalie STAHL
nathalie.stahl@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03 88 10 35 18
Réf.DS : 6181287
Réf.OSE: 2021-67482-81854

Strasbourg, le 10/11/2021

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est et du département du Bas Rhin

à

Eurométropole de Strasbourg

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR DE LA REDEVANCE ANNUELLE DANS LE CADRE DE LA MISE EN PLACE D'UN BAIL EMPHYTÉOTIQUE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Désignation du bien :	Terrain à bâtir
Adresse du bien :	Rue Charles de Foucault
Commune :	STRASBOURG
Valeur vénale du bien :	591 000 € HT
Valeur de la redevance annuelle :	4 361€

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

1 - SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg
Affaire suivie par : Mme Charlotte DAMM

2 - DATE

de consultation : 07/10/2021
de réception : 07/10/2021
de visite : non visitée
de dossier en état : 27/10/2021

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET - PRIX ENVISAGÉ

Le consultant souhaite prendre sous bail emphytéotique de 99 ans le bien dans le cadre de la conservation du foncier en espace vert.

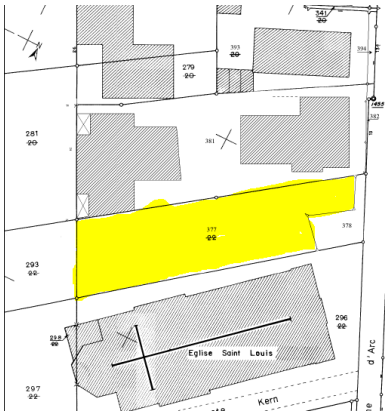
4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Références Cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre de Eschau sous les références suivantes :

Section	Parcelle	Adresse	Superficie (en ares)	Zonage
BC	377	Rue Charles de Foucault	9,64	UB4

4.2. Descriptif - Situation particulière (environnement, accessibilité, voirie et réseau)



La Robertsau s'est développée autour des activités agricoles, notamment la maraîchage. Le quartier était d'ailleurs considéré comme le grenier de la ville. Les activités liées aux nombreux cours d'eau (l'Ill, le canal de la Marne au Rhin et le Rhin), étaient également bien présentes : pêche, gravières, chantiers navals, etc. Aujourd'hui encore, le quartier conserve ce côté agricole.
Au XVIIIe siècle, la Robertsau est devenue un lieu de villégiature pour les nobles et les bourgeois, qui souhaitaient quitter le centre historique insalubre.
Un important développement urbain autour du « vieux quartier » de la Robertsau a eu lieu après le second conflit mondial. A l'ouest du quartier, dans une large boucle de l'Ill, la Cité de l'Ill avec ses 1 760 logements sociaux construits entre 1958 et 1961 constitue un exemple de grand ensemble. De son côté, la Cité des Chasseurs, au nord du quartier, constitue un ensemble de logements construits suivant le modèle des cités-jardins
Ces dernières années, la Robertsau se développe au nord-est
Le quartier est desservi par le tramway et diverses lignes de bus.
L'emprise est située au cœur du vieux quartier, au pied de l'église catholique. La parcelle est en état d'espace vert aménagé avec une allée gravillonnée. Elle est clôturée et munie d'un large portail.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

La parcelle est propriété de la Fabrique de l'Église catholique de la Robertsau

5.2. Conditions d'occupation actuelles

La parcelle est nue et libre d'occupation.

6 - URBANISME

La parcelle cadastrée section BC N° 377 est située en zone UB4 du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg dont la dernière modification a été approuvée le 27/09/2019 et devenue opposable le 02/11/2019.

En zone UB4, sur une profondeur de 13 mètres comptés à partir de l'alignement existant ou projeté ou de la ligne qui s'y substitue (dispositions graphiques ou ordonnancement de fait), les constructions peuvent être implantées le long de la limite séparative latérale. Au-delà d'une profondeur de 13 mètres, les constructions peuvent être implantées le long de toute limite séparative si leur hauteur hors tout, au droit de la limite séparative et dans les marges d'isolement, n'excède pas 3,50 mètres, ou lorsque le bâtiment peut être accolé à un pignon existant en attente, sans dépassement dans aucun sens. Dans tous les cas, les constructions implantées sur limite séparative ne peuvent jouxter plus de deux limites séparatives.
Lorsque les constructions ne sont pas implantées sur les limites séparatives (implantation avec prospect) sur une profondeur de 13 mètres comptés à partir de l'alignement existant ou projeté ou de la ligne qui s'y substitue (dispositions graphiques ou ordonnancement de fait), la distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à 1,90 mètre. Au-delà d'une profondeur de 13 mètres, la distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.
Les bâtiments non contigus doivent être implantés de telle manière que la distance comptée horizontalement entre les façades ou parties de façades des constructions situées en vis-à-vis, lorsque l'un au moins des bâtiments est à usage d'habitat, soit au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre le plancher du niveau le plus bas comportant des baies et le point le plus haut du nu de la façade en vis-à-vis, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres. Cette disposition s'applique à tout bâtiment faisant face à un bâtiment à usage d'habitation.
L'emprise au sol des bâtiments ne peut excéder le pourcentage 50 % en zone UB4.
La hauteur maximale à l'égout principal de toiture est indiquée au règlement graphique. En l'absence d'indication portée au règlement graphique, la hauteur n'est pas réglementée. Au-dessus de la hauteur maximale autorisée à l'égout principal de toiture, la hauteur maximale hors tout des constructions est limitée à 5 mètres dans la zone UB4.
Il est exigé pour toute construction nouvelle un pourcentage minimal de terrain réservé à des aménagements paysagers réalisés en pleine terre de 30 % en zone UB4.

Par ailleurs, l'OAP Trame Verte et Bleue annexée au PLUI est applicable sur l'ensemble du territoire de l'Eurométropole.
Elle précise que l'aménagement des espaces collectifs non circulés devra répondre à plusieurs enjeux :
— être favorables à la biodiversité, voire, s'il y a lieu, s'articuler avec les éléments de nature en ville situés à proximité du projet ;
— contribuer au bon fonctionnement environnemental du projet (prise en compte d'une sensibilité pré-existante du site, d'un aléa, du confort climatique, participation à la gestion des eaux pluviales,) ;
— offrir des espaces de convivialité pour les habitants (aire de jeux, square, parc, jardin partagé).

Qualification du terrain :
La parcelle a la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L322-3 du Code de l'expropriation car située dans une zone déclarée constructible en l'état actuel du PLU applicable et desservie par les réseaux.

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Le calcul de la redevance annuelle du bail emphytéotique est basé sur la « **Méthode de l'apport net** » qui correspond à la différence entre l'apport du bailleur et le capital qu'il conviendrait de placer à la conclusion du bail afin d'obtenir en fin de bail une somme égale à la valeur vénale supposée des aménagements et constructions édifiées par le preneur. Cette démarche repose sur le postulat que vétusté et/ou obsolescence et hausse de la valeur du marché se compensent en raison de l'obligation contractuelle mise à la charge du preneur de conserver le bâti en bon état d'entretien.(§10)

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

8.1. Sources et critères de recherche – Termes de référence

L'étude suivante a porté sur des actes notariés de cession de terrain à bâtir pour des parcelles de de contenance comprise entre 4,02 ares et 7,96 ares installées sur le quartier de La Robertsau pour les années 2017 à 2020.

DATE	QUARTIER	SECTION	N° PLAN	SURFACE (ares)	ADRESSE	PRIX €	VALEUR €/ are	ZONE PLUi	OBSERVATIONS
08/03/17	ROB	AS	146	7,96	5 r Gal Lejeune	500 000 €	62 814 €	UB4	entre stés//PC 21/01/16 imm coll
19/05/17	ROB	BC	214, 264, 397	5,14	rte LW	274 604 €	53 425 €	UB4	Retrait rte de LW
21/02/18	ROB	CY	608	4,46	29 r Constant Strohl	232 000 €	52 018 €	UB4	Entre stés//PC 19/08/16 MI//retrait rue
21/06/18	ROB	AW	433, 435, 438	4,02	2 r Frédéric Reech	246 536 €	61 327 €	UB4	Sté à partic.//PC 27/03/15 -> MI
26/11/18	ROB	AV	185, 577	5,74	r Angle/Félix	315 000 €	54 878 €	UB4	Entre partic//
27/12/18	ROB	CN	586	4,56	2 ch Jungerngut	200 000 €	43 860 €	UB4	Pas détail prix dans acte//Entre partic//PC 2/7/19 pour 219,13 m²
Acte	09/07/19	CN	57	5,65	Auel	254 000 €	44 956 €	UB4	Ville à SCI Est
2695	30/10/19	AY	633	5,73	r Riff/r Schultz	380 000 €	66 318 €	UB4	Entre particuliers
20/05/20	ROB	AR	363/121-366/19	4,58	26 Rte des Chasseurs	283 333 €	61 863 €	UB4	
03/09/20	ROB	CY	608	4,46	rue Constant Strohl	280 000 €	62 780 €	UB4	
25/09/20	ROB	BK	8	7,07	rue Mélanie	700 000 €	99 010 €	UB4	
						Moyenne	**60 295 €**		
						Médiane	**61 327 €**		

Les prix sont compris entre 43 860 € HT/are et 99 010 € HT/are. La moyenne et la médiane sont respectivement à 60 295 € HT/are et 61 327 € HT/are.

8.2. Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

Les termes recensés dans le tableau correspondent à des terrains à bâtir situés dans le quartier de la Robertsau. Les parcelles sont de bonne configuration de superficie plus ou moins grande, mais constructible en l'état.
Les termes anciens ont été écartés ainsi que les termes correspondant à des parcelles de contenance inférieure à 4 ares et supérieure à 10 ares.

Ce bien a fait l'objet d'une première estimation dans le cadre d'une éventuelle acquisition par le consultant par avis N° 2021- 67482-33914 en date du 10 mai 2021. La valeur vénale a été estimée à 528 000 € HT soit 54 800 € HT/are.
Pour cette estimation, les termes de comparaisons ont été abondés des actes collectés sur l'année 2020.
Il est constaté sur la période de 2017 à 2020 une hausse du marché immobilier pour ce type de bien.

Compte tenu de ce qui précède, des caractéristiques du bien et du marché immobilier local, la valeur vénale est arrêtée à la médiane du tableau arrondie à 61 330 € HT/are soit :

9,64 ares x 61 330 € HT/are = 591 221,20 € HT arrondie à 591 000 € HT

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

La valeur vénale de la parcelle cadastrée section BC N° 377 d'une contenance de 9,64 ares est estimée à la somme de 591 000 € HT.

10 - DÉTERMINATION DU MONTANT DE LA REDEVANCE DANS LE CADRE DU BAIL EMPHYTÉOTIQUE - MÉTHODE DE L'APPORT NET

Dans le cadre d'une autorisation d'occupation, le bailleur met à la disposition du preneur un bien immobilier que ce dernier s'engage à utiliser en bon père de famille.
Au cas présent, il s'agit d'une parcelle cadastrée section BC N° 377. Le bien appartient à la Fabrique de l'Église catholique de la Robertsau qui souhaite conclure un bail emphytéotique avec l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de la conservation du foncier en espace vert.

Pour déterminer le montant de la redevance, la méthode dite de l'apport net est utilisée.

Elle consiste à déterminer le montant des apports respectifs du bailleur et du preneur à la date de conclusion du bail et à appliquer à l'écart constaté, ou apport net du bailleur, un taux de rendement approprié.

L'apport net est égal à la valeur actuelle de l'immeuble donné à bail moins la valeur actualisée du prix des constructions ou de l'investissement, à l'échéance du bail.

Le calcul de la redevance à partir de l'apport net, est basé sur les éléments suivants :

- durée du bail : 99 ans (donnée communiquée par le consultant)
- valeur vénale du bien : 591 000 € HT (cf.§9)
- valeur de l'apport du preneur : 0 € HT (donnée communiquée par le consultant)

10.1 Détermination du taux d'actualisation

La construction du taux se compose de trois éléments distincts :

- **Le taux sans risque** : la valeur de référence est le taux du marché des emprunts d'État (OAT) et plus précisément le taux moyen de l'indice TEC 10, lissé sur les cinq dernières années (site Natixis). A la date des présentes, ce taux est arrondi à 0,47 %, majoré de 1,48 % pour tenir compte de la durée du bail de 99 ans soit un taux sans risque de 1,95 %.

- **Une prime de secteur immobilier** variant entre 0,20 % à 0,50 %, qui prend en compte la moindre liquidité du placement immobilier comparée aux autres formes d'investissements ou de placements. Les droits du bailleur et du preneur, engagés dans un bail emphytéotique étant peu liquide comparativement aux autres biens immobiliers, il est retenu au cas particulier un taux de 0,30 %.

- **La prime de risque** lié à l'immeuble qui peut varier entre 0,20 et 5 % est fonction de l'appréciation du risque lié à la valorisation future des constructions et au risque de défaillance du preneur. Au cas présent, un taux de 2 % sera retenu.

soit **un taux d'actualisation de :** 4,25 %

10.2. Détermination de la valeur actuelle de la valeur en fin de bail des améliorations

L'apport du preneur (valeur actuelle de la valeur en fin de bail des constructions) est égal à la somme qu'il convient de placer à un taux déterminé (cf. § ci dessus) en début de bail pour obtenir à la fin du bail une somme égale à la valeur présumée des constructions à cette date.

La valeur actuelle des améliorations apportées par le preneur s'obtient comme suit :

$$VAN = \frac{I}{(I+a)n}$$

VAN = valeur actualisée des investissements à la fin du bail
I = investissement réalisé
a = taux d'actualisation
n = durée du bail

2- Valeur actuelle d'un capital calcul inverse à celui ci-dessus => c

valeur en fin de période	C	591 000	euros
taux d'intérêt	a	4,25%	%
nombre d'annuités	n	99	ans
Capital initial	C_0	**9 595**	euros

10.3 Détermination de l'apport net du bailleur

9 595 € (apport du bailleur) – 0 € (apport du preneur) = 9 595 €
Dans la mesure où l'apport du bailleur est supérieur à l'apport du preneur, une redevance est exigible.

10.4 Détermination de la redevance annuelle ou capitalisée

La redevance vise à rémunérer l'apport net. Elle peut être annuelle ou capitalisée (apport net intégralement «rémunéré» dès la signature du bail.
La démarche la plus répandue considère que le bailleur est en droit d'attendre de son apport net une rentabilité égale à celle qu'il obtiendrait en donnant en location son immeuble. Un taux de rendement immobilier net est appliqué au montant de l'apport net.
Ce taux correspond à la nature de l'immeuble apporté (bâti ou non). Le taux utilisé est le taux d'actualisation précédemment cité ci-dessus.

CALCUL DE LA REDEVANCE ANNUELLE SELON LA METHODE DE L'APPORT NET

Durée (ans)		99				
Valeur vénale de l'apport du bailleur	VV	591 000 €	Valeur de l'apport du bailleur (estimation du bien en l'état)			
Coût des travaux à la charge du preneur		0 €				
Valeur actualisée du bien construit par le preneur	Va	9 595	**Coût des travaux actualisés (Cf formule 2 ci-dessus)**			
		581 405	Valeur de l'apport net du bailleur (Evaluation)			
		1,95%	taux sans risque (TEC 10 revalorisé en fonction de la durée) ---------->			
		0,30%	taux d'illiquidité (compris entre 0,2 et 0,5)			
		2,00%	Prime de risque			
		4,25%	taux d'actualisation			
redevance annuelle		4 361 €	Taux de rendement attendu	1,00%	ou financier	0,00%
évolution estimé de l'indexation des loyers		1,00%	évolution ICC, RL, ICRL , etc (au choix)			
Redevance capitalisée versée en 1 fois		**128 528 €**	**Formule 4 de la table de Violaine avec taux actualisation corrigé = Ta – indexation**			

11 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

12 - OBSERVATIONS

La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent rapport.
Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.
Une nouvelle consultation du Pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur et par délégation,

L'Inspectrice principale des Finances publiques
Responsable du pôle d'évaluation domaniale
Anne-Fleur FIEGEL

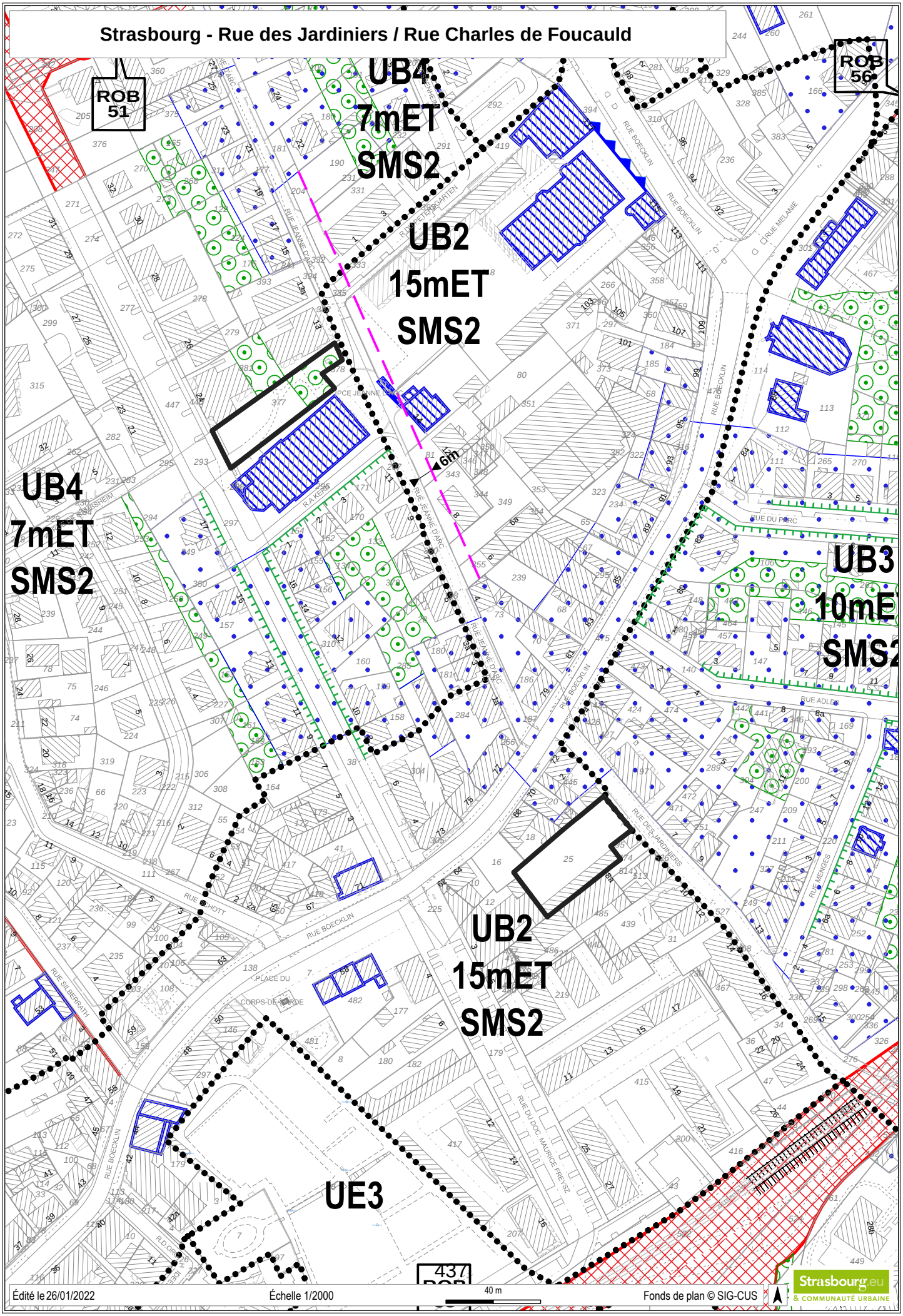
L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Strasbourg - Rue des Jardiniers / Rue Charles de Foucauld



Édité le 26/01/2022 | Échelle 1/8000 | 160 m | Fonds de plan © SIG-CUS | Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE

Strasbourg - Rue des Jardiniers / Rue Charles de Foucauld



Strasbourg - Rue des Jardiniers / Rue Charles de Foucauld



Édité le 26/01/2022 Échelle 1/2000 40 m Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE

CONSEIL MUNICIPAL DU 21 MARS 2022 - Point n°20

Acquisitions de parcelles auprès du Conseil de Fabrique de la paroisse Saint Louis Robertsau et mise à disposition d'un jardin.

Pour **58**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre **0**	
Abstention **1**	**MEYER Isabelle**

21

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Cession d'une emprise foncière surbâtie sise 88 rue Mélanie à Strasbourg

Numéro V-2022-256

I. Présentation du contexte

La ville de Strasbourg est propriétaire d'une emprise foncière de 41,72 ares située au 88 rue Mélanie à Strasbourg, qui se compose d'une maison d'habitation de 99,11 m² datant des années 1900, et de ses dépendances de 126 m². Cette emprise est située en zones UB4 et A1 du PLUi.

Cet ensemble immobilier désaffecté a été déclassé du domaine public municipal par délibération du Conseil Municipal du 26 septembre 2016.

Le bien et les terrains sont aujourd'hui inoccupés et sans affectation.

La maison d'habitation avait fait l'objet d'une délibération de cession auprès du bailleur social OPHEA en date du 10 février 2020. La présente délibération vise à modifier la délibération précédemment visée et céder l'emprise surbâtie auprès de la société AVANTGARDE PROMOTION, en vue de la réalisation d'une opération d'ensemble, y compris la création de logements locatifs sociaux au profit d'OPHEA

II. Projet et Programmation

La société AVANTGARDE PROMOTION souhaite réaliser, un programme immobilier de 2421 m² de surface de plancher (SDP) permettant la réalisation de 34 logements.

Le projet comprend la démolition totale de tous les bâtiments.

Ce projet participe à la reconstitution de l'offre hors site dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

Le programme comprend la réalisation de trois immeubles permettant la réalisation de 34 logements, composés de 10 T2, de 12 T3 et de 12 T4, répartis comme suit :

- deux bâtiments en R+2+sous-sol de 1596 m² de SDP, comprenant 22 logements en accession libre, avec 29 garages en sous-sol, un petit parking de quatre places de stationnement et un local à vélos,
- un bâtiment en R+2 de 825 m² comprenant 12 logements locatifs sociaux avec un parking de 12 places, portés par le bailleur social OPHEA.

Ces logements locatifs sociaux sont composés de 7 logements en PLUS et de 5 logements en PLAI, soit 12 logements qui participent à la reconstitution de l'offre dans le cadre du NPNRU.

Le permis de construire a été déposé le 22 décembre 2021.

Qualités paysagères, environnementales et énergétiques

Le projet immobilier prévoit une végétalisation significative :
- une partie du rez de chaussée sera traitée en jardin paysager avec une importante couverture végétale (40 à 50 cm) permettant de planter des arbustes,
- des jardins seront aussi aménagés, au-delà de la limite de zones au sud sur 7 m de profondeur, afin de prolonger le traitement paysager de l'opération.
- les toitures terrasses seront recouvertes, soit d'installations bio-solaires lorsqu'ils seront bien orientées, soit de couverture végétale.

Les espaces verts en pleine terre représenteront environ 49 % de la surface constructible, soit 1 557 m² de la surface constructible + 512 m² de jardins.

Cette opération bénéficiera d'un coefficient de biotope de 0,58 (obligation règlementaire du PLUi – 0.1).

III. Conditions de cession

Emprises cédées :

La vente porte sur une emprise foncière, de 41,72 ares, cadastrée comme suit :

- en zone UB4 :

Strasbourg CY n°610/154 de 6,55 ares,
Strasbourg CY n°612/168 de 2,58 ares,
Strasbourg CY n°614/275 de 2,08 ares,
Strasbourg CY n°615/275 de 0,33 are,
Strasbourg CY n°(1)/151 de 8,22 ares,
Strasbourg CY n°(7)/154 de 15,36 ares,
Strasbourg CY n°(10)/168 de 1,81 are,

- en zone A1 :

Strasbourg CY n°(9)/168 de 0,66 are,
Strasbourg CY n°(6)/154 de 3,39 ares,

Strasbourg CY n°(3)/151 de 0,74.

Prix de cession :

La division du domaine a estimé la valeur vénale de l'emprise située en UB4 au prix de 1 912 590,00 € pour les 2 421 m² de surface de plancher et au prix de 4 790 € pour l'emprise de 4,79 ares située en zone A1.

L'avis rappelle la valeur du m² à la SDP sur le secteur et fixe une tranche comprise entre 592 € HT/m² SDP et 950 € HT/m² SDP, pour réaliser une moyenne au prix de 790 €/m² de SDP. Cette valeur relève de la tranche haute des valeurs du secteur et ne prend pas en compte la réalisation d'un projet de logement locatif social sur plus d'un tiers de la surface de plancher réalisée.

En parallèle, l'avis a été rendu sans prise en compte de la charge supplémentaire engendrée par la démolition de la maison et de ses dépendances. Or, la cession de ce foncier interviendra en l'état, sans démolition préalable par la Ville.

Aussi, au regard de ces éléments, il est proposé de céder l'emprise :

- au prix prévisionnel plancher :
- de 650 €/m² de SDP pour les logements en accession libre, pour une surface de 1596 m²
- de 210 €/m² de SDP, pour les logements locatifs sociaux, pour une surface de 825 m²
- au prix fixe de 1 000 €/ l'are, pour les emprises situées en zone A, soit un total de 4.790,00 € pour 4,79 ares.

Soit un prix prévisionnel plancher de 1 215 440,00 €, hors frais et taxes éventuellement dus en sus par l'acquéreur.
Ce prix pourra faire l'objet d'un complément dans les conditions visées ci-dessus, pour chaque m² de SDP supplémentaire, au-delà de 2 421 m², dans la limite de +5 % par rapport à la surface de plancher indiquée dans le dossier de permis de construire.

Conditions particulières :

La cession de l'ensemble immobilier interviendra en l'état, sans démolition préalable.

Il est proposé de conclure dans un premier temps une promesse de vente, qui sera soumise aux conditions suspensives d'usage en matière de vente, auxquelles il conviendra d'ajouter notamment les conditions suspensives particulières suivantes :
- l'obtention d'un permis de démolir et d'un permis de construire purgés de tout recours des tiers, du retrait administratif et du déféré préfectoral,
- l'assurance que la nature du sol et du sous-sol ne comporte pas, au vu des études de sol, de pollution particulière nécessitant des travaux spécifiques compte tenu des normes et de l'utilisation envisagée (pas de travaux de dépollution et/ou de surcoût de construction lié à une éventuelle pollution) et rendant le terrain impropre à la destination d'habitat.

Au cas où les conditions de la promesse seraient réalisées et que l'un ou l'autre des bénéficiaires ne régularise pas l'acte de vente, le bénéficiaire défaillant devra verser une clause pénale à la Ville à hauteur de 10% du prix HT du volume concerné.

Réitération :

L'acte de vente définitif devra être réitéré au plus tard le 31 décembre 2022, étant précisé que ce délai pourra être prorogé d'un commun accord entre les parties.

Acte de vente :

L'acte de vente sera soumis aux conditions suivantes :
- l'interdiction de revendre les parcelles vendues à l'état libre et nu sans accord préalable du vendeur pendant une durée de cinq à compter de la signature de l'acte authentique de vente, garantie par une restriction au droit de disposer qui sera publiée au Livre Foncier ;
- l'insertion dans les marchés de travaux, d'une clause sociale prévoyant la réalisation d'un minimum d'heures d'insertion qui ne pourra être inférieur à 5 % des heures travaillées. Le Relais-emploi Chantiers et les services de la DUT seront partenaires et référents pour la mise en place des clauses d'insertion. En cas de non-respect de cette clause une astreinte de 50 € HT par jour de retard sera due par l'acquéreur au profit du vendeur ;
- l'obligation, sous peine de résolution de la vente, du démarrage significatif des travaux dans un délai de douze mois à compter de la signature de l'acte de vente.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
Vu les avis des domaines en date du 8 novembre 2021 et du 4 janvier 2022
Vu l'avis de la Commission Patrimoine du 23 février 2022
après en avoir délibéré

approuve

1) *la vente au profit de la société AVANTGARDE PROMOTION, ou toute société qui s'y substituerait, des parcelles cadastrées comme suit :*

Strasbourg Section CY n°610/154 de 6,55 ares,
Strasbourg Section CY n°612/168 de 2,58 ares,
Strasbourg Section CY n°614/275 de 2,08 ares,
Strasbourg Section CY n°615/275 de 0,33 are,
Strasbourg Section CY n°(1)/151 de 8,22 ares, issue de la parcelle cadastrée section CY n°151 de 16,12 ares,
Strasbourg Section CY n°(7)/154 de 15,36 ares, issue de la parcelle cadastrée section CY n°611/154 de 39,77 ares,

Strasbourg Section CY n°(10)/168 de 1,81 are, issue de la parcelle cadastrée section CY n°613/168 de 7,94 ares,
Strasbourg Section CY n°(9)/168 de 0,66 are, issue de la parcelle cadastrée section CY n°613/168 de 7,94 ares,
Strasbourg Section CY n°(6)/154 de 3,39 ares, issue de la parcelle cadastrée section CY n°611/154 de 39,77 ares,
Strasbourg Section CY n°(3)/151 de 0,74, issue de la parcelle cadastrée section CY n°151 de 16,12 ares.

Soit une emprise totale de 41,72 ares, propriété de la ville de Strasbourg, moyennant :
- *le prix prévisionnel plancher :*
- *de 650 €/m² de SDP pour les logements en accession libre, pour une surface de 1596 m² ;*
- *de 210 €/m² de SDP, pour les logements locatifs sociaux, pour une surface de 825 m² ;*
- *le prix fixe de 1 000 €/ l'are, pour les emprises situées en zone A, soit un total de 4.790,00 € pour 4,79 ares.*

Soit un prix prévisionnel plancher de 1.215.440,00 €, hors frais et taxes éventuellement dus en sus par l'acquéreur.

Ce prix pourra faire l'objet d'un complément dans les conditions visées ci-dessus, pour chaque m² de SDP supplémentaire, au-delà de 2 421 m², dans la limite de +5 % par rapport à la surface de plancher indiquée dans le dossier de permis de construire.

<u>Aux conditions essentielles suivantes :</u>

Cession du foncier en l'état, sans démolition préalable.

La conclusion dans un premier temps une promesse de vente, qui sera soumise aux conditions suspensives d'usage en matière de vente, auxquelles il conviendra d'ajouter notamment les conditions suspensives particulières suivantes :
- *l'obtention d'un permis de démolir et d'un permis de construire purgés de tout recours des tiers, du retrait administratif et du déféré préfectoral ;*
- *l'assurance que la nature du sol et du sous-sol ne comporte pas, au vu des études de sol, de pollution particulière nécessitant des travaux spécifiques compte tenu des normes et de l'utilisation envisagée (pas de travaux de dépollution et/ou de surcout de construction lié à une éventuelle pollution) et rendant le terrain impropre à la destination d'habitat.*

Au cas où les conditions de la promesse seraient réalisées et que l'un ou l'autre des bénéficiaires ne régularise pas l'acte de vente, le bénéficiaire défaillant devra verser une clause pénale à la Ville à hauteur de 10% du prix HT du volume concerné.

L'acte de vente définitif devra être réitéré au plus tard le 31 décembre 2022, étant précisé que ce délai pourra être prorogé d'un commun accord entre les parties, aux conditions suivantes :
- *interdiction de revendre les parcelles vendues à l'état libre et nu sans accord préalable du vendeur pendant une durée de cinq à compter de la signature de l'acte authentique*

de vente, garantie par une restriction au droit de disposer qui sera publiée au Livre Foncier ;

- *insertion dans les marchés de travaux, d'une clause sociale prévoyant la réalisation d'un minimum d'heures d'insertion qui ne pourra être inférieur à 5% des heures travaillées. Le Relais-emploi Chantiers et les services de la DUT seront partenaires et référents pour la mise en place des clauses d'insertion. En cas de non-respect de cette clause une astreinte de 50 € HT par jour de retard sera due par l'acquéreur au profit du vendeur ;*
- *obligation, sous peine de résolution de la vente, du démarrage significatif des travaux dans un délai de douze mois à compter de la signature de l'acte de vente.*

décide

l'imputation de la recette de 1.215.440,00 € sur la ligne budgétaire ville de Strasbourg : fonction 820, nature 775, service AD03B ;

autorise

La Maire ou son/sa représentant-e à signer les actes de vente à intervenir, ainsi que tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération,

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144641-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Nathalie STAHL
nathalie.stahl@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03 88 10 35 18
Réf.DS : 6021019
Réf.OSE: 2021-67482-72708

Strasbourg, le 08/11/2021

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est et du département du Bas Rhin

à

Eurométropole de Strasbourg

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Désignation du bien :	Ensemble immobilier
Adresse du bien :	88 rue de Mélanie
Commune :	67 000 STRASBOURG
Valeur :	**1 999 000 € HT** assortie d'une marge d'appréciation de 10 %.
	La collectivité locale peut, ainsi, céder l'immeuble sans justification particulière jusqu'à 1 799 100 €.

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

1 - SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg
Affaire suivie par : Mme Charlotte DAMM

2 - DATE

de consultation : 30/09/2021
de réception : 30/09/2021
de visite : 25/10/2021
de dossier en état : 25/10/2021

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET - PRIX ENVISAGÉ

Le consultant souhaite céder un foncier surbâti en vue de la réalisation d'un programme immobilier comprenant deux immeubles pour de l'accession privée et un immeuble locatif social. Il demande une évaluation en l'état et une valeur au M² SDP.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

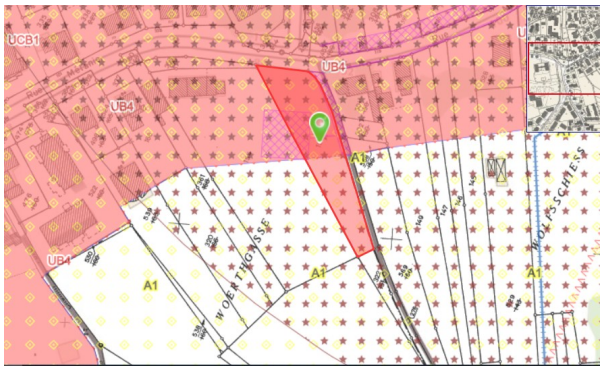
4.1. Références Cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre de Strasbourg sous les références suivantes :

SECTION	PARCELLE	Surface/are	Parcelle à détacher de la parcelle-mère	Zonage PLUI
CY	151	16,12	9,67	UB4
	610	6,55	6,55	
	611	39,77	15,35	
	612	2,58	2,58	
	613	7,94	1,8	
	614	2,08	2,08	
	615	0,33	0,33	
TOTAL			38,36	

4.2. Descriptif - Situation particulière (environnement, accessibilité, voirie et réseau)





L'emprise constituée des parcelles section CY N0 610, 612, 615 et des parcelles à détacher des parcelles-mère section CY N° 611, 613 et 151 sont situées en façade de la rue Mélanie dans le quartier recherché de la Robertsau, dans une zone constructible.
Elle est surbâtie d'une maison de type ferme construite dans les années 1900 avec grange attenante, appentis à bois accolé et une dépendance bâti isolée avec couverture en fibrociment.
La maison est de type R+1 sur sous-sol sous la partie habitation. Le rez-de-chaussée est surélevé. Il se compose d'une cuisine d'un séjour et d'une pièce. Un escalier en bois assez raide conduit à l'étage. Le palier étroit dessert trois chambres, une salle de bain. Les combles sont accessibles par une trappe avec escalier escamotable.
L'ensemble est dans un état moyen. Le bien a été mis hors eau. L'électricité est à revoir. La charpente et la toiture doivent faire l'objet d'une révision.
Le bien est inhabité depuis cinq ans.

Le consultant a précisé que l'emprise à céder est totalement en zone UB4. Il conserve la partie des parcelles en zone agricole. L'ensemble bâti a vocation à être démoli.
Toutefois, le bien n'étant pas en état de ruine, l'ensemble immobilier est évalué par la méthode par comparaison.

L'opération projetée est de réaliser trois immeubles dont deux bâtiments de type R+2 sur sous-sol de 22 logements en accession libre pour une SDP de 1 500 m² et un bâtiment de type R+2 comprenant 11 logements en accession en VEFA sociale pour une SDP de 750 m².
Le consultant souhaite obtenir une valeur au m² de surface de plancher.
En conséquence, deux analyses sont menées pour ce dossier.

4.3. Surfaces du bâti (énoncées et retenues après vérification)
Le consultant a indiqué que la maison d'habitation possède une surface habitable de 99,11 m² et 126 m² de dépendances. La dépendance bâtie isolée n'est pas valorisée en raison de sa toiture en fibrociment.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble
L'emprise est propriété de la commune de Strasbourg.

5.2. Conditions d'occupation actuelles
Le bien est libre d'occupation.

6 - URBANISME

L'emprise constituée des parcelles CY N° 610, 612, 615 et des parcelles à détacher des parcelles-mère section CY N° 611, 613 et 151 sont situées en zone UB4 du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg dont la dernière modification a été approuvée le 27/09/2019 et devenue le 02/11/2019.

La zone UB est une zone urbaine à vocation mixte. Elle identifie des tissus bâtis hétérogènes tant par la forme du parcellaire que des volumes et des modes d'implantation.
Les constructions peuvent être édifiées à l'alignement des voies et places existantes, à modifier ou à créer, et ouvertes à la circulation publique. Elles peuvent toutefois s'en éloigner à condition que le recul soit au minimum de 1,50 mètre. S'il y a le long de certaines voies un ordonnancement de fait des bâtiments existants qui marque le caractère de la rue et qui ne correspond pas aux règles citées ci-dessus, le respect d'un tel ordonnancement peut être imposé pour toute construction nouvelle qui s'y insérera.

L'implantation le long de la limite séparative peut être imposée lorsque sur la parcelle voisine, il existe un bâtiment avec pignon existant en attente. L'implantation le long d'une limite séparative latérale de toute construction d'une hauteur hors-tout supérieure à 3,50 mètres peut être interdite si la parcelle limitrophe est occupée par un bâtiment principal implanté à moins de 1,90 mètre de cette limite séparative.

Les bâtiments non contigus doivent être implantés de telle manière que la distance comptée horizontalement entre les façades ou parties de façades des constructions situées en vis-à-vis, lorsque l'un au moins des bâtiments est à usage d'habitat, soit au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre le plancher du niveau le plus bas comportant des baies et le point le plus haut du nu de la façade en vis-à-vis, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres. Cette disposition s'applique à tout bâtiment faisant face à un bâtiment à usage d'habitation.

L'emprise au sol des bâtiments ne peut excéder le pourcentage suivant en UB4 50 %
La hauteur maximale des constructions est mesurée à l'égout principal de toiture par rapport au niveau moyen de la voie de desserte existante ou à créer pour les constructions implantées sur une profondeur de 20 mètres mesurée à partir de la limite d'emprise du domaine public ; par rapport au niveau moyen du terrain d'assise de la construction pour les constructions implantées au-delà d'une profondeur de 20 mètres mesurée à partir de la limite d'emprise du domaine public.
Au-dessus de la hauteur maximale autorisée à l'égout principal de toiture, la hauteur maximale hors tout des constructions est limitée à 5 mètres dans le secteur de zone UB4.
Il est exigé pour toute construction nouvelle un pourcentage minimal de terrain réservé à des aménagements paysagers réalisés en pleine terre de 30 % en zone UB4.

Qualification du terrain :
Les parcelles ont la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L322-3 du Code de l'expropriation car situé dans une zone déclarée constructible en l'état actuel du PLU applicable et desservies par les réseaux.

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Dans le cadre de cette estimation, la maison est évaluée sur terrain intégré de 11,21 ares comprenant les parcelles section CY N° 610, 612 et 614.

Les emprises à détacher des parcelles-mère cadastrées section CY N° 151, 611, 613 et 615 d'une superficie de 27,15 installées en zone constructible sont évaluées comme terrain à bâtir.
La valeur de l'ensemble immobilier est recoupée par rapport à une estimation au m² de surface de plancher selon la demande du consultant.

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR PORTANT SUR LA MAISON TERRAIN INTÉGRÉ DE 11,21 ARES (PARCELLES SECTION CY N°610, 612 ET 614) : MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

8.1.1. Sources et critères de recherche – Termes de référence

L'étude a porté sur des actes notariés de cessions de maisons individuelles construites dans les années 1870 à 1910 installées sur des terrains de plus ou moins grande importance située dans le quartier de La Robertsau pour les années 2017 à 2020.

DATE	QUARTIER	SECT.	N° PLAN	N°	RUE	Surf. Terrain ares	PRIX €	CN	SH VISU ou acte/ m²	SH €/m²	OBSERVATIONS
16/03/17	ROB	BD	202-203	1	de l'Abbé Muhe	1,56	120 000 €	1906	87	1 379 €	
31/03/17	ROB	AZ	272	21	du Chevalier Robert	3,36	465 000 €	1910	130	3 577 €	Garage 12 m²//rénové avt vte
06/04/17	ROB	AR	70	4	Hirtzel	6,49	330 000 €	1910	180	1 833 €	Garage et remise
18/05/17	ROB	BO	138, 428, 429	15	Himmerich	5,23	721 500 €	1870	198	3 644 €	Rénovée, piscine 28 m²
30/06/17	ROB	AR	82	195	rte La Wantzenau	2,48	324 800 €	1900	110	2 953 €	Garage 20 m²//type alsacienne
11/01/19	ROB	BA	29	2	Petite rue des Tilleuls	3,67	260 000 €	1880	86	3 023 €	Vte avt rénovation
09/03/20	ROB	CN	162	246	Route de la Wantzenau	16,76	385 400 €	1900	267	1 443 €	
03/04/20	ROB	CA	190/14	53	Rte de la Wantzenau	1,97	300 000 €	1900	95	3 158 €	
18/05/20	ROB	CN	315/47	22	Chemin du Grand Belzwoerth	4,59	787 160 €	1898	160	4 920 €	
18/06/20	ROB	AY	251/7-323/11	42	rue du Dr François	8,70	575 000 €	1904	97	5 928 €	
29/09/20	ROB	CM	234A/202-234B/202	44	Route des Chasseurs	6,85	335 000 €	1900	65	5 154 €	
02/10/20	ROB	AZ	111	40	rue Jeanne d'Arc	7,71	710 000 €	1900	96	7 396 €	
									Moyenne	3 701 €	
									Médiane	3 367 €	

Les prix s'affichent entre 1 379 € HT/m² SH et 7 396 € HT/m² SH en fonction de leur localisation et de l'état d'entretien du bâtiment.
La moyenne et la médiane sont respectivement à 3 701 € HT/m² SH et 3 367 € T/m² SH.

8.1.2.Autres sources

Une analyse HOMIWOO a été initialisée ce jour. Elle porte sur le secteur immédiat du bien à évaluer et se base sur l'analyse d'un panel d'informations fournies par nos partenaires : banques, bailleur sociaux, agence immobilière.
Le prix défini pour des maisons de milieu de gamme est compris entre 1 265 € m² SH et 3 266 € m² SH pour une maison située dans le périmètre de la rue Mélanie. La moyenne portée est de 2 638 € m² SH.
La fourchette de prix est basée sur une appétence à payer estimée en fonction de l'adresse donnée. Dans le cadre de cette analyse, il convient de remarquer que le marché est en consolidation. C'est-à-dire que les prix et les temps de vente ont diminué. Par ailleurs, l'analyse tient compte des biens nécessitant des travaux et comparent leur prix par rapport à ceux qui ont des travaux à engager.

8.2. Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

Tous les termes correspondent à des maisons individuelles construites sur la même période d'occupation allemande et installées sur des terrains d'assiette de plus ou moins grande importance sur un périmètre géographique restreint au seul quartier de La Robertsau.

Les biens ont des caractéristiques différentes et aucun ne correspond au type d'habitat de style ferme avec grange attenante. Certains biens disposent toutefois de dépendance bâtie isolée et de beau terrain d'aisance.

Ainsi, au regard du visuel des termes, la maison sis rue de l'abbé Muhe, de type rez-de-chaussée surélevé combles aménagés, a été vendue en 2017 au prix de 1 379 €. Son terrain d'assiette est tout petit, inférieur à 2 ares.

La maison, sise rue du Chevalier Robert, a été rénovée dans les années 2014, soit avant sa vente en 2017. Elle profite d'un petit jardin. Elle est de type rez-de-chaussée plus combles aménagés. La vision de Google Maps date de 2014.

Le bien 4 rue Hirtzel est installé sur un beau terrain de 6,49 ares. Le visuel de Google Maps permet d'établir que le bien est en moins bon état extérieur que celui à estimer. Le prix de vente est de 1 833 € HT/m² SH.

La maison rue Himmerich est en meilleur état que le bien à estimer. Il possède une piscine.

La maison 195 route de la Wantzenau est une maison alsacienne à colombage. Elle est beaucoup plus vaste que le bien à évaluer. La vente a été réalisée au prix de 1 446 € HT/m² SH.

La maison installée 2 petite rue des Tilleuls est en bon état apparent. Toutefois, elle a été vendue avant rénovation au prix de 3 023 € HT/m² SH.

La maison 246 route de la Wantzenau a été rénovée après sa vente. Elle a été acquise au prix de 1 443 € HT/m² SH. Elle bénéficie d'un beau terrain de plus de 16 ares.

La maison 53 route de la Wantzenau et une maison typique des années 1900, avec son rez-de-chaussée surélevé et son étage sous comble. Elle a été acquise au prix de 3 158 € HT.

Le bien sis chemin du Grand Belzwoerth est en excellent état apparent. Il a été acquis au prix de 4 920 € HT/m² SH

La maison suivante, située dans son écrin de verdure, est en bon état. Elle a été vendue à 5 928 € HT/m² SH. Sa superficie est presque identique au bien a évalué.

La maison route des chasseurs installée avec façade en bordure de rue possède un beau terrain de plus de 6 ares en partie aménagé en verger.

Le dernier bien listé est une maison de type rez-de-chaussée surélevé plus combles aménagés, sur une parcelle de 7,71 ares, courette à l'avant et jardin à l'arrière. La maison est située rue Jeanne d'Arc au cœur de la Robertsau et à proximité immédiate de toutes les commodités : commerces, services et tramway. Le bien a été vendu à 7 396 € HT/ m² SH pour une surface habitable similaire au bien à estimer.

Au cas présent, la maison est installée sur un beau tènement avec une grange qui sert de garage et une dépendance bâtie isolée. L'ensemble est inhabitée depuis cinq ans environ. La maison était lors de son acquisition en 2015 dans un état moyen. La partie habitable a subi des dégradations liées aux écarts de température et au fait que le bien ne soit plus chauffé.
Elle profite toutefois d'un beau terrain et la grange est saine.

Compte tenu de ce qui précède, des caractéristiques du bien et du marché immobilier local, la valeur vénale est fixée à la médiane du tableau soit 3 367 € HT :

99,11 m² x 3 367 € HT/m² SH = **333 703 € HT arrondie à 334 000 € HT**

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR PORTANT SUR LE TERRAIN A BÂTIR (PARCELLES SECTION CY N°151, 611, 613 ET 615) : MÉTHODE COMPARATIVE

9.1. Études de marché

L'étude suivante a porté sur des actes notariés de cession de terrain à bâtir pour des parcelles de plus ou moins grande contenance installée sur le quartier de La Robertsau pour les années 2017 à 2020.

DATE	QUARTIER	SECTION	N° PLAN	SURFACE (ares)	ADRESSE	PRIX €	VALEUR €/ are	ZONE PLUi	SHON/SDP (m²)	VALEUR/m² SHON/SDP	OBSERVATIONS
08/03/17	ROB	AS	146	7,96	5 r Gal Lejeune	500 000 €	62 814 €	UB4	628	796	entre stés//PC 21/01/16 imm coll
07/04/17	ROB	BO	Divers	78,37		4 970 000 €	63 417 €	UB4	6291	790	Entre rue Himmerich/ch du Beulenwoerth//dont 4380 m² logts privés et 1911 m² logts sociaux
19/05/17	ROB	BC	214, 264, 397	5,14	rte LW	274 604 €	53 425 €	UB4		#DIV/0 !	Retrait rte de LW
21/02/18	ROB	CY	608	4,46	29 r Constant Strohl	232 000 €	52 018 €	UB4	137	1693	Entre stés//PC 19/08/16 MI// retrait rue
21/06/18	ROB	AW	433, 435, 438	4,02	2 r Frédéric Reech	246 536 €	61 327 €	UB4	182	1355	Sté à partic.//PC 27/03/15 -> MI
26/11/18	ROB	AV	185, 577	5,74	r Angle/Félix	315 000 €	54 878 €	UB4		#DIV/0 !	Entre partic//
27/12/18	ROB	CN	586	4,56	2 ch Jungerngut	200 000 €	43 860 €	UB4		#DIV/0 !	Pas détail prix dans acte//Entre partic//PC 2/7/19 pour 219,13 m²
20/05/20	ROB	AR	363/121-366/19	4,58	26 Rte des Chasseurs	283 333 €	61 863 €	UB4			
29/07/20	ROB	AS	458/59-459/59	4,02	33 rue de l'Angle	220 000 €	54 726 €	UCA2			
03/09/20	ROB	CY	608	4,46	rue Constant Strohl	280 000 €	62 780 €	UB4			
25/09/20	ROB	BK	8	7,07	rue woerlhin	700 000 €	99 010 €	UB4			
						Moyenne	60 920 €				
						Médiane	61 327 €				

Les prix sont compris entre 43 860 € HT/are et 99 010 € HT/are. La moyenne et la médiane sont respectivement à 60 920€ HT/are et 61 327 € HT/are.

9.2. Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

Les termes répertoriés dans le tableau concernent des cessions de terrain à bâtir de contenance comprise entre 4,02 ares et 78,37 ares.
Plusieurs actes semblent pertinents.
L'acte du 07/04/2017 est une vente d'un tènement de 78,37 ares au prix de 63 417 € HT/are.
L'acte du 21/02/2018 se rapporte à la vente d'une parcelle à bâtir située rue Constant Strohl vendue 52 018 € HT/are.
De même, l'acte du 03/09/2020 correspond à la vente d'un petit terrain à bâtir situé dans cette même petite rue débouchant sur la rue Mélanie. Le prix de vente s'élève à 62 780 € HT/are.

L'acte du 25/09/2020 est intéressant, car il s'agit de la vente d'un terrain situé rue Woerlhin à proximité de la rue Mélanie. La parcelle de 7 ares a été cédée au prix de 99 010 € HT/are.

Compte tenu de ce qui précède, de la caractéristique de l'emprise correspondant à un beau terrain à bâtir plat avec accès direct à la rue Mélanie, et une partie siy=tué à l'arrière de l'ensemble bâti, du marché immobilier local, la valeur vénale est estimée à la valeur médiane soit 61 327 € HT/are :

27,15 ares x 61 327 € HT/are = 1 665 028,05 ares ; arrondie à **1 665 000 € HT**

10 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE DE SURFACE DE PLANCHER

La valeur vénale de l'ensemble cadastrée section CY N° 151, 610, 611, 612, 613, 614 et 615 d'une superficie de 38,36 ares surbâties d'une maison d'habitation et de ses dépendances estimée par la méthode par comparaison s'élève à la somme de **1 999 000 € HT (334 000 € + 1 665 000 €)**.

Cette valeur est recoupée par la méthode par comparaison au m² de surface de plancher. Toutefois, cette méthode nécessite la démolition de la maison et ses dépendances.
La surface de plancher prévisionnelle pour l'emprise constituée des parcelles section CY N° 151, 610, 611 ,612, 613, 614 et 615 d'une superficie de 38,36 ares est de 2 250 m² SDP répartie en 1 500 m² SDP de logement en accession libre et 750 m² en accession social.

L'étude se réfère à des prix de vente au regard des m² de surface de plancher constructible pour des programmes regroupant des logements privés et/ou sociaux.

DATE	QUARTIER	SECTION	N° PLAN	SURFACE (ares)	ADRESSE	PRIX €	ZONE PLUi	SHON/SDP (m²)	VALEUR/m² SHON/SDP	OBSERVATIONS
13/11/16	ROB	CZ	81-98-(1)/55	30,88	rue Himmerich	1 964 350 €	UB4	2383	824 €	
14/11/16	ROB	CZ	18-19	39,79	rue Himmerich	595 000 €	UB4	683	871 €	
06/12/16	ROB	BP	160	8,03	rue de la Carpe Haute	610 000 €	UB4	642	950 €	
14/12/16	ROB	AV	392-397-452	10,98	rue de l 'Angle	490 500 €	UCB1	771	636 €	
08/03/17	ROB	AS	146	7,96	5 r Gal Lejeune	500 000 €	UB4	628	796 €	entre stés//PC 21/01/16 imm coll
07/04/17	ROB	BO	Divers	78,37	rue Himmerich /chemin du Beulenwoerth	4 970 000 €	UB4	6291	790 €	Entre rue Himmerich/ch du Beulenwoerth//dont 4380 m² logts privés et 1911 m² logts sociaux
21/06/18	NEUDORF	DP	486- 243/5	12,51		1 590 000 €	UB3	2090	761 €	
30/01/20	NEUDORF	HS	56	12,10	Musau Guynemer	310 000 €	UB4	524	592 €	
								Moyenne	778 €	
								Médiane	793 €	

Les prix s'établissent entre 592 € HT/m² SDP et 950 € HT/m²SDP en fonction du type de logement construit et de leur situation géographique.
Ainsi le prix des parcelles sises sur le quartier de La Robertsau sont acquis plus chères que celle de Neudorf.
Deux actes semblent pertinents.
Le premier date du 13/11/2016 pour la construction d'une surface de plancher de 2 383 m² presque identique au bien à évaluer. Le prix de la vente est de 824 € HT m² SDP. Toutefois, il n'est précisé ni le type de construction privée ou social, ni la répartition entre de la SDP destinée à de la vente libre ou vente pour de l'accession sociale ou locatif social.
L'acte du 07/04/2017 est intéressant, car il s'agit de la vente d'une emprise de belle contenance sur laquelle est prévue la construction de logements sociaux pour environ 1/3 et 2/3 pour des logements d'accession libre. La vente a été réalisée au prix de 790 € HT/m² SDP pour une surface globale de 6 291 m² SDP.

Compte tenu de ce qui précède, des caractéristiques de l'emprise installée dans le quartier recherché de La Robertsau et du marché immobilier local, la valeur vénale, basée sur la méthode par comparaison de surface de plancher, est estimée à la médiane du tableau arrondie à 790 € HT/m² SDP soit :

2 250 m² SDP x 790 € HT/m² SDP = **1 777 500 € HT**

11 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

La valeur vénale de l'emprise constituée des parcelles cadastrées section CY N° 151, 610, 611 ,612, 613, 614 et 615 d'une superficie de 38,36 ares surbâtie d'une maison d'habitation et d'une dépendance bâtie isolée est évaluée à la somme de 1 999 000 € HT assortie d'une marge d'appréciation de 10 %.

La collectivité locale peut, ainsi, céder l'immeuble sans justification particulière jusqu'à 1 799 100 €.

12 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

13 - OBSERVATIONS

La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent rapport.
Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.
Une nouvelle consultation du Pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur du pôle pilotage des missions
et animation du réseau



Jean-Yves MAY

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Nathalie STAHL
nathalie.stahl@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03 88 10 35 18
Réf.DS : 7156536
Réf.OSE: 2021-67482-94081

Strasbourg, le 04/01/2022

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est et du département du Bas Rhin

à

Eurométropole de Strasbourg

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Désignation du bien :	Terre agricole
Adresse du bien :	88 rue Mélanie
Commune :	67000 STRASBOURG
Valeur :	**4 790 € HT assortie d'une marge d'appréciation de 10 %.**
	La collectivité locale peut, ainsi, céder l'immeuble sans justification particulière jusqu'à 4 311 €.

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

1 - SERVICE CONSULTANT

Affaire suivie par : Mme Charlotte DAMM (charlotte.damm@strasbourg.eu)

2 - DATE

de consultation : 21/12/2021
de réception : 21/12/2021
de visite : 25/10/2021
de dossier en état : 21/12/2021

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET - PRIX ENVISAGÉ

La cession du foncier situé 88 rue Mélanie pour les parcelles situées en UB4 ont déjà fait l'objet d'une estimation par le service du Domaine lors d'une précédente saisine.
La présente demande porte sur des emprises situées en zone agricole que le promoteur souhaite acquérir afin de gérer la transition entre le projet d'un ensemble immobilier d'habitation et les espaces cultivés environnants.

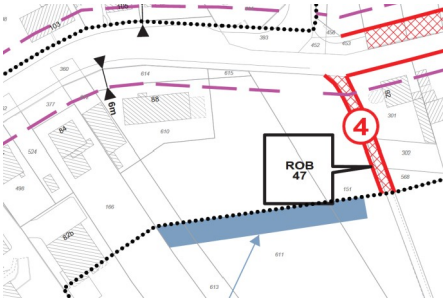
4 - DESCRIPTION DU BIEN

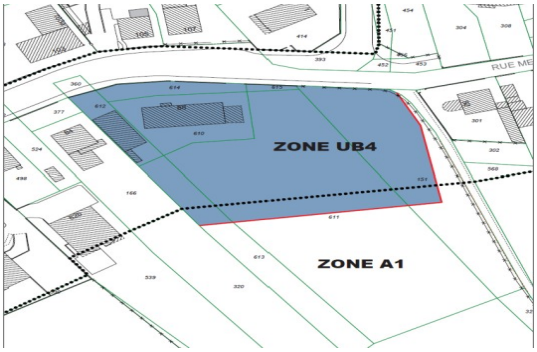
4.1. Références Cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre de STRASBOURG sous les références suivantes :

SECTION	PARCELLE	Surface/are	Parcelle à détacher de la parcelle-mère	Zonage PLUI
CY	151	16,12	0,74	A1
	611/154	39,77	3,39	
	613/168	7,94	0,66	
TOTAL		63,83	4,79	

4.2. Descriptif - Situation particulière (environnement, accessibilité, voirie et réseau)





L'emprise constituée des parcelles à détacher des parcelles-mère section CY N° 611, 613 et 151 sont situées à l'arrière de l'ensemble immobiliersis 88 rue Mélanie dans le quartier recherchée de la Robertsau, dans la zone agricole.
L'emprise cédée doit permettre au promoteur de gérer la transition entre les immeubles d'habitation à construire sur le site et la zone cultivée environnante.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

L'emprise est propriété de la commune de Strasbourg.

5.2. Conditions d'occupation actuelles

Le bien est libre d'occupation.

6 - URBANISME

L'emprise à détacher des parcelles-mères cadastrées section CY N° 151, 611 et 613 sont en zone A1 du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg dont la dernière modification a été approuvée le 25 juin 2021.

La zone A est une en zone agricole dont les secteurs sont à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Dans le secteur de zone A1 sont admises les installations légères d'une superficie maximale de 20 m² à condition d'être liées et nécessaires à une exploitation agricole ou forestière.

Qualification de la parcelle ;

Les parcelles n'ont pas la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation, car non équipées ni desservies par les réseaux en l'état actuel pour la zone A.

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

L'étude a porté sur des actes notariés de cessions de terrains agricoles et naturels situés sur la Robertsau et élargie aux quartiers environnants de Strasbourg : Montagne verte et Koenigshoffen pour la période 2016-2020.

8.1. Sources et critères de recherche – Termes de référence

DATE	QUARTIER	SECTION	N° PLAN	SURFACE (ares)	nature de culture	PRIX €	VALEUR (€/are)	ZONE PLUI	OBSERVATIONS
21/10/16	ROB	CN	577 devenu 580, 581	18,56	prés	10 000	**539**	A1	Auel//Limite zone U//Acte avec TAB
14/11/16	ROB	CZ	23, 24, 25	30,46	terre	15 000	**492**	A1	cf acte TAB 64 r Himmerich//Griesw oerthel, Wolfsschiess
29/03/17	ROB	CN	577	18,56	terre	10 000	**539**	A1	Auel//Limite zone UB4//Promogim à particuliers
07/12/18	KOE	MR	65	38,1	terre	28 598	**751**	N1	Karthaus//Borde le Muhlbach, au sud rue des Capucins
07/12/18	KOE	NA	14	15,05	terre	11 288	**750**	N6	Gallenmatt
07/12/18	MV	NX	12	15,43	terre	11 573	**750**	N1	Holzmatt
10/07/19	ROB	CN	596	6,36	terre	6 000	**943**	N1	Limitrophe zone UB4/acquisition promoteur
31/03/20	ROB	BZ	42-43	12,12		7 270	**600**	A1	
						Moyenne	**670 €**		
						Médiane	**675 €**		

Les prix sont compris entre 492 € HT/are et 943 € HT/are.
La moyenne et la médiane sont respectivement à 670 € HT/are et 675 € HT/are.

8.2. Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

Sur les secteur de Koenigshoffen et la Montagne Verte, les ventes ont été réalisées au prix de 750 € HT/are. Les emprises sont proches de parcelles urbanisées.
Sur le secteur de la Robertsau, il est relevé environ une vente par an. Toutefois, la vente du 10/07/2019 semble pertinente, car il s'agit d'une emprise de moins de 10 ares dont la situation géographique est similaire au bien à évaluer.
Les termes plus anciens ont été écartés. Il ressort de l'analyse réalisée qu'une cession datant du 06/08/2015 sur le secteur de l'Elsau correspondant à une parcelle de 5, 78 ares située en zone ND1, à proximité immédiate d'une zone urbaine a été cédée au prix de 1 038 € HT/are.

Compte tenu de ce qui précède, des caractéristiques de l'emprise qui jouxte une zone urbanisée et du marché immobilier local, la valeur vénale de l'emprise constituées des parcelles à détacher des parcelles-mères section CY N° 151, 611 et 613 d'une contenance de 4,79 ares est estimée à 1 000 € HT/are, soit :

4,79 ares x 1000 € HT/are = 4 790 € HT

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

La valeur vénale des parcelles à détacher des parcelle-mère cadastrée section CY N° 151, 611 et 613 d'une contenance de 4,79 ares est estimée à **4 790 € HT assortie d'une marge d'appréciation de 10 %**.

La collectivité locale peut, ainsi, céder l'immeuble sans justification particulière jusqu'à 4 311 €.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

11 - OBSERVATIONS

La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent rapport.
Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.
Une nouvelle consultation du Pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur et par délégation,



Nathalie STAHL

Inspectrice des Finances publiques

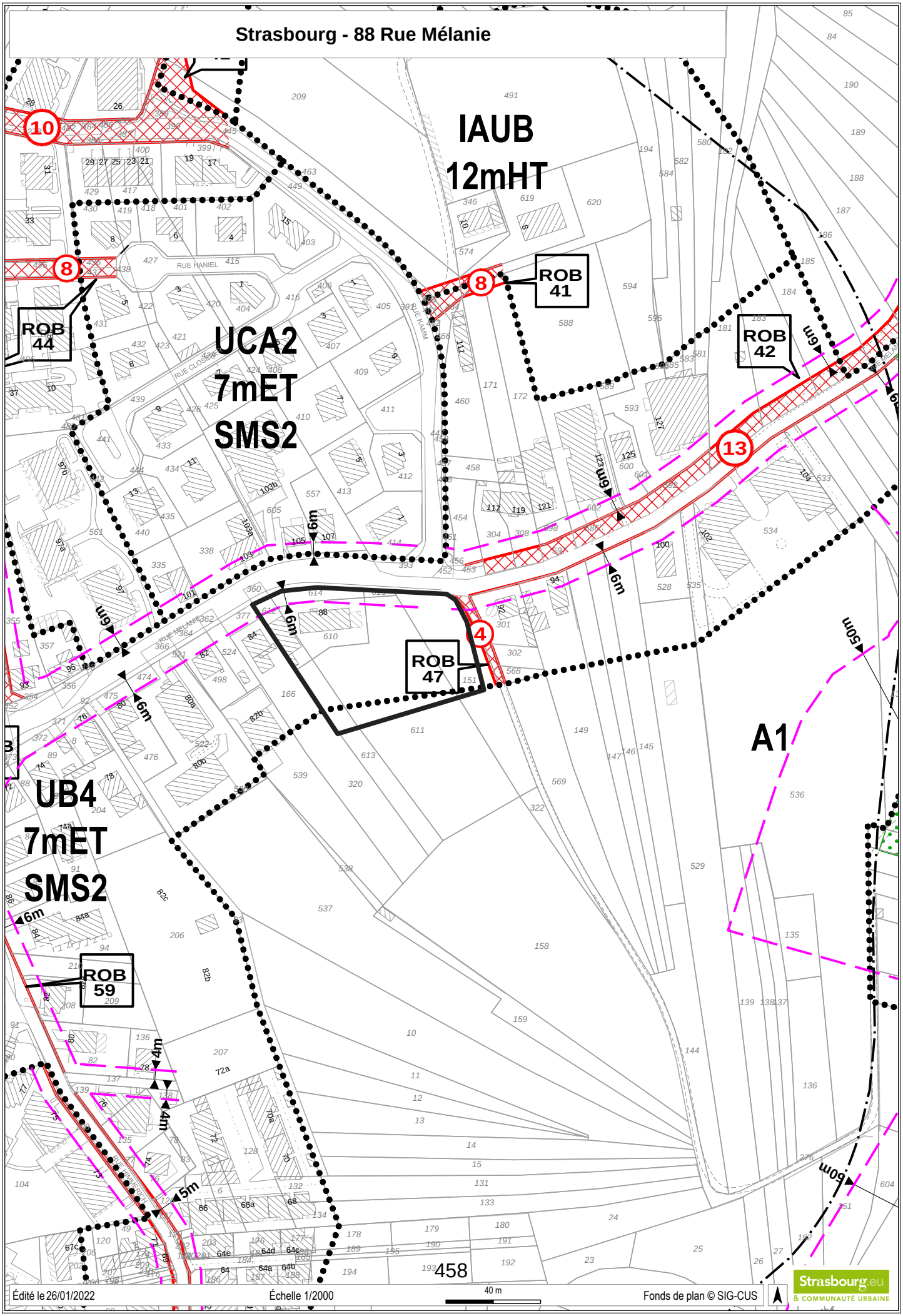
L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Strasbourg - 88 Rue Mélanie

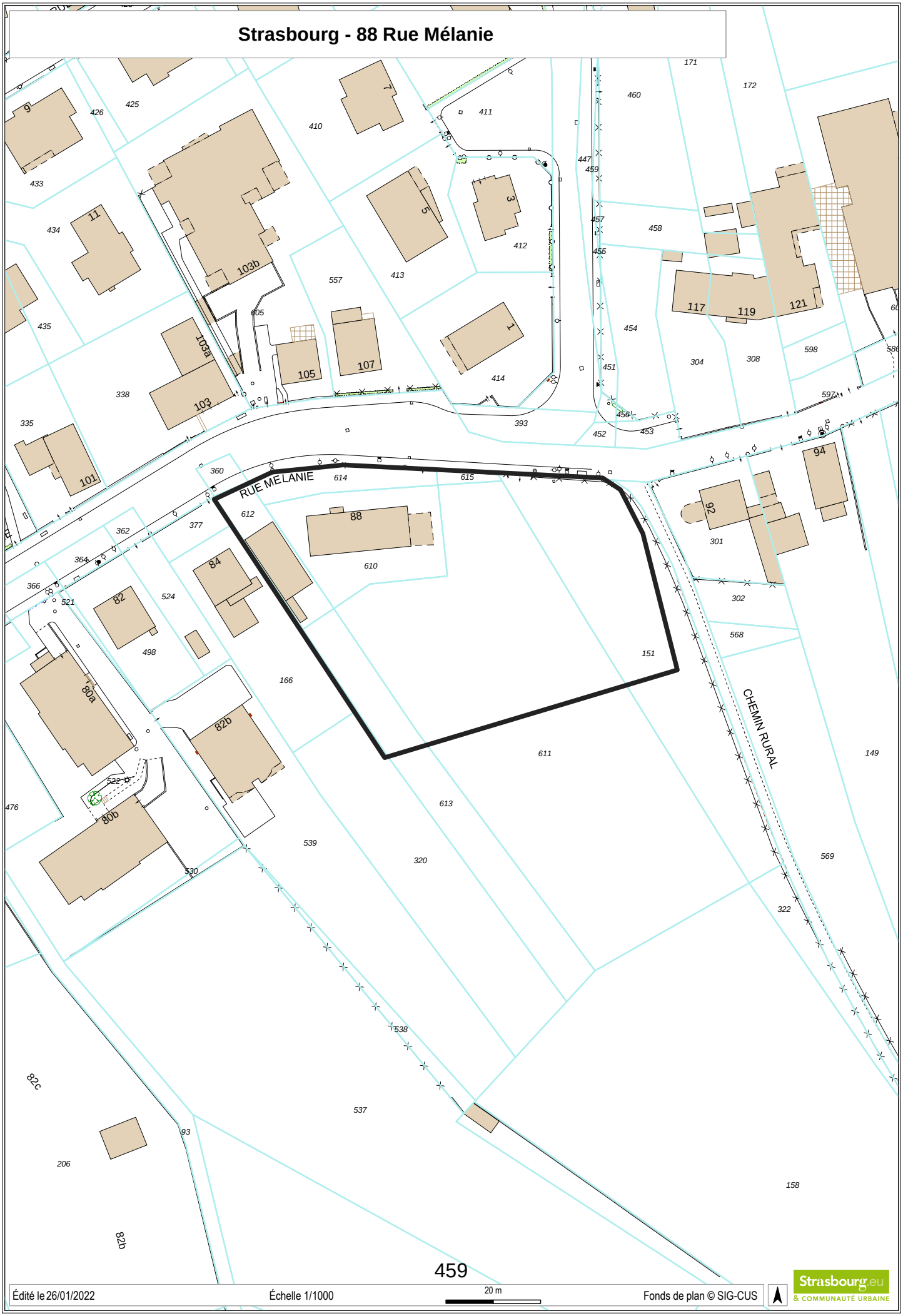


Édité le 26/01/2022 Échelle 1/8000 160 m Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg - 88 Rue Mélanie



Strasbourg - 88 Rue Mélanie



459

Édité le 26/01/2022 | Échelle 1/1000 | 20 m | Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 21 MARS 2022 - Point n°21

Cession d'une emprise foncière surbâtie sise 88 rue Mélanie à Strasbourg

Pour	**49**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HOFFSESS Marc, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline**
Contre	**11**	**BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MANGIN Pascal, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, SCHALCK Elsa, VETTER Jean-Philippe**
Abstention	**0**	

22

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Reconversion de la Manufacture des Tabacs à Strasbourg
Approbation de deux conventions financières, entre l'UNISTRA et la ville de Strasbourg d'une part, et la SERS et la ville de Strasbourg d'autre part.

Numéro V-2022-237

I. Rappel du contexte

Suite à la fermeture de l'exploitation de la SEITA, en 2010, la ville de Strasbourg, en lien avec l'Eurométropole de Strasbourg, a développé un projet de reconversion de la Manufacture des tabacs visant la création d'un écosystème innovant et créatif en constant devenir, centré sur la jeunesse, les arts, les sciences et l'expérimentation.

Pour mémoire, le projet de reconversion accueille une multiplicité de programmes complémentaires :

- le pôle G2EI (Géosciences – Eau et Environnement – Ingénierie), qui regroupera géographiquement deux écoles d'ingénieurs, l'Ecole nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg (ENGEES) et l'Ecole et observatoire des sciences de la Terre (EOST), projet porté par l'Université de Strasbourg (Unistra) ;
- le redéploiement partiel de la Haute Ecole des Arts du Rhin (HEAR) porté par la ville de Strasbourg ;
- un incubateur de start-up et de promotion de la créativité (maîtrise d'ouvrage SERS) ;
- la création d'un hostel "nouvelle génération" de type auberge de jeunesse (maîtrise d'ouvrage SERS) ;
- des restaurants, une épicerie et un magasin de producteurs proposant exclusivement des produits issus de l'agriculture biologique (maître d'ouvrage la SERS);
- un espace événementiel développant une programmation combinant des événements d'entreprises, des projets d'acteurs du quartier et de la diffusion culturelle et artistique ;
- une recyclerie de sport et des espaces d'innovation, de création artistique et de formation musicale.

II. Objet de la convention entre la ville de Strasbourg et l'Université de Strasbourg

Afin de mettre en cohérence les projets avec les surfaces effectivement présentes dans les bâtiments et de dynamiser les relations entre les établissements, les aménagements suivants ont été prévus dès les phases de conception :

- dans le cadre du projet de la HEAR, la mutualisation du centre de ressources documentaires (CRD) du G2EI avec celui de la HEAR ;
- dans le cadre du projet de G2EI, 187 m² de surfaces utiles (occupées initialement par le CRD), sont affectées à la HEAR au 3ème étage de l'aile D pour accueillir deux salles de tournage et une salle de cours d'animation.

La convention a pour objet de :

- confirmer la réalisation par la ville de Strasbourg en qualité de maître d'ouvrage de l'espace CRD mutualisé pour la HEAR, l'EOST (Ecole Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg) et l'ENGEES ;
- confirmer la réalisation par l'Université en qualité de maître d'ouvrage des locaux pour la HEAR dans les espaces G2EI ;
- définir la participation de l'Université à l'aménagement du CRD ;
- définir la participation de la Ville à l'aménagement des locaux pour la HEAR dans les espaces G2EI.

Les principes de gestion ultérieure de l'équipement commun CRD seront établis par le biais d'une convention de gestion spécifique entre les gestionnaires (HEAR, EOST, ENGEES).

Une convention formalisant l'autorisation d'occupation temporaire sera établie par l'Université au bénéfice de la HEAR/ville pour l'occupation des locaux dédiés à la HEAR, sis au 3ème étage de l'aile D du pôle G2EI.

III. Objet de la convention entre la ville de Strasbourg et la SERS

La SERS a fait l'acquisition du site de l'ancienne Manufacture des Tabacs dans le quartier de la Krutenau sur le ban de la commune de Strasbourg afin d'organiser la reconversion de ce site emblématique.

La ville de Strasbourg a acquis le volume AG auprès de la SERS en novembre 2019.
Deux volumes mitoyens, AB (réalisation d'un HOSTEL) et AG (annexe de la HEAR) concernent des ERP (Établissements Recevant du Public) et doivent à ce titre bénéficier de mesures d'isolement spécifiques. N'ayant pu être scindés entre les deux maîtres d'ouvrages, il a été convenu qu'elles seraient supportées pour moitié par les deux propriétaires. Les travaux ont été réalisés et préfinancés par la SERS en sa qualité de maître d'ouvrage de son bâtiment.

La présente délibération porte sur la participation financière de la ville de Strasbourg aux travaux d'isolement réalisés par la SERS.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil municipal

Vu la délibération du 8 juillet 2013 qui approuve la mise en œuvre d'un projet d'intérêt général autour de la Manufacture des Tabacs,
Vu la délibération du 19 novembre 2018 qui approuve l'acquisition par la ville de Strasbourg d'un volume immobilier auprès de la SERS,
Vu la délibération du 29 avril 2019 qui approuve l'adhésion de la ville de Strasbourg à la convention de maîtrise d'ouvrage unique et lancement de l'opération de redéploiement partiel des activités de la Haute Ecole des Arts du Rhin,

après en avoir délibéré

approuve

- *la convention de la ville de Strasbourg et l'UNISTRA telle que définie ci-après,*

  a. *la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du CRD mutualisé est assurée par la ville de Strasbourg.*
  b. *la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des locaux qui seront occupés par la HEAR dans le pôle G2EI est assurée par l'université.*
  c. *le périmètre de financement :*
     - *le coût total des travaux de réalisation du CRD réalisés par la ville : 1 040 000 € HT, soit 1 248 000 € TTC. La participation de l'université au financement de ces travaux s'élève à 50 %, soit 624 000 € TTC ;*
     - *la participation de la ville à la réalisation des locaux destinés à la HEAR au 3ème étage de l'aile D se porte à 175 000 € HT, soit 210 000 € TTC ;*
     - *l'université versera à la ville sa participation au financement des travaux du CRD précités à hauteur de 624 000 – 210 000 = 414 000 € TTC ;*

- *le projet de convention entre la ville de Strasbourg et la SERS tel que définie ci-après,*
  - *Le coût des travaux de désolidarisation structurelle s'élève à un montant total de 47.449,39 € HT, TVA en sus, soit 56.939,27 TTC, étant précisé que ce montant comprend le coût des travaux ainsi que les honoraires de la maîtrise d'œuvre.*
  - *La ville de Strasbourg prend à sa charge la moitié de ce coût et s'engage ainsi à rembourser à la SERS la somme de 23.724,70 € HT, TVA en sus, soit un montant TTC de 28.469,64 €.*

autorise

La Maire ou son/sa représentant-e à signer :

- *la convention financière avec l'UNISTRA, relative à l'aménagement du centre de ressources documentaires commun et à l'aménagement de locaux pour la HEAR dans la Manufacture des Tabacs, dont la copie est jointe en annexe,*

- *la convention financière avec la SERS relative au partage du coût des travaux permettant l'isolement des bâtiments du volume acquis par la Ville de Strasbourg et l'Hostel, dont la copie est jointe en annexe.*

approuve

- *la participation forfaitaire de l'Université qui sera versée à la ville de Strasbourg, selon les échéances fixées à l'article 5 de la convention, dépense à imputer sur l'AP 2017/0208 programme 1173.*

- *la participation de la ville de Strasbourg qui sera versée à la SERS selon les conditions fixées à l'article 3 de la convention, dépense à imputer sur l'AP 2017/0208 programme 1173.*

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144490-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

CONVENTION FINANCIERE

Entre,

La Ville de Strasbourg, collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département du Bas-Rhin, dont la mairie est au Centre Administratif, à 67100 STRASBOURG, 1 Parc de l'Etoile, identifiée au SIREN sous le numéro 216.704.825.,

Ici représentée par la Maire, Madame Jeanne BARSEGHIAN

Et,

La S.E.R.S. La Société dénommée **SOCIETE D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE STRASBOURG – (sigle S.E.R.S.)**, Société Anonyme d'économie mixte au capital de 8.068.800,00 €, ayant son siège social à 67000 STRASBOURG, 10 rue Oberlin, identifiée sous le numéro SIREN 578 505 687 RCS STRASBOURG,

Ici représentée par son Directeur Général, Monsieur Eric **HARTWEG**, domicilié à 67000 STRASBOURG 10 rue Oberlin, nommé à cette fonction pour une durée de six ans suivant délibération du Conseil d'Administration prise en sa séance du 24 septembre 2020, dont une copie certifiée conforme d'un extrait du procès-verbal est annexé à un acte de dépôt reçu par Maître Stéphane GLOCK, notaire à La Wantzenau, le 28 septembre 2020, RN° 97.599, et ayant tous pouvoirs en vertu des statuts et de la loi.

EXPOSE

La S.E.R.S. a fait l'acquisition du site de l'ancienne Manufacture des Tabacs dans le quartier de la KRUTENAU sur le ban de la commune de STRASBOURG, suivant acte de vente reçu par Maître Stéphane GLOCK, le 30 septembre 2015, RN° 73602, afin d'organiser la reconversion de ce site emblématique.

Il s'agit d'un ensemble immobilier bâti dont la reconversion constitue une opération complexe de par la cohabitation prévue entre des activités diverses et la diversité des maîtres d'ouvrages et usages futurs (publics et privés), le tout intervenant en site restreint.

Cette reconversion a, été fléchée pour accueillir un projet global constitué :

- du pôle G2EI (Géosciences – Eau et Environnement – Ingénierie), projet porté par l'Université de Strasbourg (Unistra)
- de l'extension de la Haute Ecole des Arts du Rhin, projet porté par la Ville de Strasbourg
- d'une auberge de jeunesse : projet porté par la S.E.R.S.
- d'un pôle regroupant des activités diverses également porté par la S.E.R.S. et à destination d'activités ouvertes aux public du type restauration, épicerie, marché de producteurs etc... (projet arrêté avec les porteurs suivants : LAB/ Terra Symbiosis, SEMIA, ACCRO, espaces modulables à usages non figés etc...) ,

le tout devant fonctionner en synergie.

Le montage opérationnel retenu est celui de la division en volumes du bâti existant.

La Ville de Strasbourg a acquis le volume AG auprès de la SERS par acte de vente régularisé le 26 novembre 2019.

Au sein de cet acte de vente a été précisé que :

«

Par ailleurs, le VENDEUR déclare qu'afin d'assurer une séparation règlementaire entre les bâtiments restant appartenir au VENDEUR et celui objet du présent acte, le VENDEUR a fait réaliser une séparation des structures porteuses par sciage ainsi qu'une reprise en sous-œuvre de ces dernières. La responsabilité de l'ACQUEREUR ne pourra pas être engagée si des dégradations sur le bâtiment de l'ACQUEREUR en lien avec ces travaux devaient apparaitre par la suite. Le VENDEUR produira tout document (DOE, notes de calcul, attestation de solidité, validation du contrôleur technique) permettant d'apporter des éléments d'information à l'ACQUEREUR.

Le partage du coût de l'isolement de ces deux bâtiments (faisant l'objet chacun d'un ERP) au regard de la réglementation en vigueur sera traité ultérieurement par convention entre les parties aux présentes et au plus tard avant la date d'achèvement des travaux du VENDEUR.

»

Les travaux permettant ainsi l'indépendance structurelle du volume acquis par la Ville de Strasbourg étant désormais achevés, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 :

Les parties aux présentes reconnaissent que le coût des travaux de désolidarisation structurelle s'élève à un montant total de 47.449,39 € HT, TVA en sus, soit 56.939,27 TTC, étant précisé que ce montant comprend le coût des travaux ainsi que les honoraires de la maîtrise d'œuvre (cf tableau récapitulatif des coûts de désolidarisation) .

Article 2 :

Les travaux en question étant à la fois indispensables à la séparation structurelle des deux ERP et n'ayant pu être scindés entre les deux maîtres d'ouvrages, il a été convenu qu'ils seraient supportés à 50/50 par les deux propriétaires et préfinancés par la S.E.R.S. en sa qualité de maître d'ouvrage de son bâtiment. La Ville de Strasbourg reconnait, par conséquent, devoir prendre à sa charge la moitié de ce coût et s'engage ainsi à rembourser à la S.E.R.S. la somme de 23.724,70€ HT, TVA en sus, soit un montant TTC de 28.469,64 €.

Article 3 :

Le remboursement devra s'effectuer dans un délai de .15 jours à compter de la signature des présentes. En cas de non-paiement à l'échéance prévue, la somme due portera intérêt aux taux de l'intérêt légal au jour de l'échéance non régulée, majorée de quatre (4) points. Ces intérêts sont calculés prorata temporis, c'est-à-dire sans qu'il ne soit besoin d'une mise en demeure, et sans que la paiement de ces intérêts ne dégage l'acquéreur de son obligation de payer la S.E.R.S. à l'échéance prévue, laquelle conserve la faculté de l'y contraindre et ce sans préjudice pour la S.E.R..S. de son droit à se prévaloir à des dommages et intérêts.

Article 4 :

Pour l'exécution des présentes, les Parties font élection de domicile en leur siège social respectif. Tous les litiges relatifs au présent protocole sont de la compétence de Strasbourg.

ANNEXE :

- tableau récapitulatif du coût des travaux de désolidarisation

Fait en deux exemplaires à Strasbourg le

M. ERIC HARTWEG	Madame Jeanne BARSEGHIAN

CONVENTION FINANCIÈRE RELATIVE A

« L'AMENAGEMENT DU CENTRE DE RESSOURCES DOCUMENTAIRES COMMUN ET L'AMENAGEMENT DE LOCAUX POUR LA HEAR DANS LA MANUFACTURE DES TABACS »

ENTRE

L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPSCP)
Sis 4, rue Blaise Pascal – CS90032- 67081 Strasbourg cedex
Représenté par son Président, Monsieur Michel DENEKEN,

Ci-après désignée "l'université",

D'une part,

ET
LA VILLE DE STRASBOURG

1 parc de l'Etoile,
67076 Strasbourg cedex
Représenté par la Maire, Madame Jeanne BARSEGHIAN

Ci-après dénommée «la Ville »

D'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE:

Le projet d'implantation du Pôle Géosciences, Eau et Environnement, Ingénierie (G2EI) dans l'ancienne Manufacture des Tabacs de Strasbourg est inscrit dans l'Opération Campus sous la maîtrise d'ouvrage de l'Université de Strasbourg.
Ce Pôle G2EI regroupera les formations et la recherche de l'École nationale du génie de l'eau et de l'Environnement de Strasbourg (Engees), ainsi que les formations de l'École et observatoire des sciences de la terre (Eost), école interne de l'Université de Strasbourg.
Les travaux sont en cours et la mise en service est prévue début 2022.

Le projet de redéploiement partiel de la HEAR sous MOA Ville s'inscrit dans le projet global de la réhabilitation de la Manufacture des Tabacs. Les pôles de scénographie, d'art, de photographie, de musique, le centre de ressources documentaire, ainsi qu'un espace associatif pour les étudiants se déploieront sur 4 320 m². Les travaux sont en cours et la mise en service est prévue en septembre 2023.

Dans le cadre du projet global de la Manufacture, la mutualisation du centre de ressources documentaires (CRD) du G2EI avec celui de la Haute école des arts du Rhin (Hear) a été décidée afin de :

- créer du lien entre les différentes écoles,
- mutualiser les espaces (consultations, salles de travail, rayonnages),
- mutualiser les personnels pour offrir des amplitudes d'ouverture plus larges.

Une implantation du CRD au rez-de-chaussée du bâtiment a été privilégiée, permettant d'assurer à la fois une accessibilité aisée et une bonne lisibilité depuis l'extérieur.
Le CRD comprendra 668 m2 de surfaces utiles (SU), décomposés comme suit sur deux étage accessibles par escalier ou ascenseur :

- 82 m² SU pour la partie accueil du public (prêt-retour stockage, repro),
- 451 m² SU pour les espaces de collections et de consultations (88 places de consultations au total et 1 200 mètres linéaires dont 550 pour la partie G2EI),
- 71 m² SU d'espaces de coworking (5 salles de travail en groupe de 6 places chacune),
- 52 m² de moyens communs dont 2 bureaux pour le pôle G2EI,
- 8 m² SU pour des sanitaires,
- un local entretien de 4 m² SU.

187 m² de surfaces utiles, occupées initialement par le CRD dans le projet G2EI, seront affectées à la Hear au 3ème étage de l'aile D pour accueillir les locaux suivants :

- Salle de tournage animation stop motion 20,9m²,
- Salle de tournage banc titre 11,7 m²,
- Salle d'animation numérique 27,5 m²,

- Salle de cours d'animation 55,4 m²,
- Bureau et stockage 17,5 m²,
- Circulation 53,8 m².
- Avec un accès direct depuis l'établissement Hear.

Voir **plans en annexes** :
1 – Plan de masse de la Manufacture.
2 – Plan du CRD (dans la partie Hear).
3 – Plan des locaux dédiés à la Hear dans la partie G2EI.

ARTICLE 1. - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de :

- confirmer la réalisation par la ville de Strasbourg en qualité de maître d'ouvrage de l'espace CRD mutualisé pour la HEAR, l'EOST et l'ENGEES;
- confirmer la réalisation par l'Université en qualité de maître d'ouvrage des locaux pour la Hear dans les espaces G2EI ;
- définir la participation de l'université à l'aménagement du CRD ;
- définir la participation de la Ville à l'aménagement des locaux pour la Hear dans les espaces G2EI.

Les principes de gestion ultérieure de l'équipement commun CRD seront établis ultérieurement par le biais d'une convention de gestion spécifique entre les gestionnaires (Hear, Eost, Engees).

Une convention formalisant l'autorisation d'occupation temporaire sera établie par l'université au bénéfice de la Hear/Ville pour l'occupation des locaux dédiés à la Hear, sis au 3ème étage de l'aile D du pôle G2EI.

ARTICLE 2. - Responsabilités

La maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du CRD mutualisé est assurée par la Ville. La Ville assure la pleine et entière responsabilité des procédures, appels d'offres et autres consultations nécessaires au bon déroulement des études et des travaux. La Ville associe l'université dans la conception et la définition des locaux dédiés au CRD, et prend en compte les besoins des futurs utilisateurs (Eost, Engees). La Ville assure l'ensemble des responsabilités directes et indirectes de la maîtrise d'ouvrage, y compris après réception des nouveaux locaux.

La maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des locaux (hors CRD) qui seront occupés par la Hear dans le pôle G2EI est assurée par l'université. L'université assure la pleine et entière responsabilité des procédures, appels d'offres et autres consultations nécessaires au bon déroulement des études à compter de la phase PRO et des travaux, sur la base du programme des travaux (étude de niveau APD) réalisé par le maître d'œuvre du projet Hear, et validés conjointement entre la Ville et l'université. L'université assure l'ensemble des responsabilités directes et indirectes de la maîtrise d'ouvrage, y compris après réception des nouveaux locaux.

En signant la présente convention, la Ville et l'université s'engagent à :

- utiliser les fonds octroyés conformément à leur objet ;
- pour l'université, transmettre à la Ville un bilan financier des travaux réalisés pour le compte de la Hear au 3ème étage de l'aile D, tels que décrits dans l'article 3 ;

- pour la Ville, transmettre à l'université un bilan financier des travaux pour la réalisation du CRD, tels que décrits dans l'article 3 ;
- de manière générale, faciliter le contrôle par les services respectifs de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables.

ARTICLE 3. - Périmètre du financement

Le coût total des travaux d'aménagement du CRD mutualisé réalisés par la Ville s'élève à 1 040 000 € HT, soit 1 248 000 € TTC. La participation de l'université au financement de ces travaux s'élève à 50%, soit 624 000 € TTC, qui correspond au détail suivant :

- financement à hauteur de 50% de 668m² de surface utile

La participation de la Ville à la réalisation des locaux destinés à la Hear au 3ème étage de l'aile D se porte à 175 000 € HT, soit 210 000 € TTC, qui correspond au détail suivant :

- financement à hauteur de 100% de 187² de surface utile

L'université versera à la Ville sa participation au financement des travaux du CRD précités à hauteur de 624 000 – 210 000 = 414 000 € TTC ; ce montant constituant le plafond de cette participation.

ARTICLE 4. - Paiement

La participation forfaitaire de l'université à la Ville sera versée, selon les échéances fixées à l'article 5 sur le compte ouvert au nom de XX

ARTICLE 5. - Echéances de paiement et modalités de paiement

Les versements seront effectués selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Année (suivi avancement provisionnel)	Avancement prévisionnel	Montant *%*
2022	Signature de la convention	165 600 € *40 %*
2023	Réception des travaux et mise en service du CRD	207 000 € *50 %*

2024	Solde	41400 € *10 %*
Total		414 000 € *100 %*

Les différents acomptes seront versés forfaitairement sur appel de fonds de la Ville ; le solde sera versé sur présentation des bilans financiers respectifs : des travaux d'aménagements du 3e étage de l'opération G2EI pour les locaux de la Hear par l'Unistra, et des travaux du CRD mutualisé par la Ville, certifiés par le représentant légal.

La Ville s'engage à transmettre à l'université toutes les pièces justificatives de la bonne réalisation des phases successives de l'opération citées dans l'échéancier.

Les versements de l'université à la Ville seront effectués dans les 30 jours à compter de la réception de chaque appel de fonds.

ARTICLE 6. - Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature par les deux parties, et est établie pour la durée des opérations (réalisation des locaux du 3ème étage dédiés à la Hear, et réalisation du CRD mutualisé) jusqu'au terme de l'année de parfait achèvement de chaque projet.

ARTICLE 7. - Règlement des litiges

En cas de litige né de l'interprétation ou de l'exécution des clauses de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leurs différends à l'amiable.

À défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le XX/XX/2021 *(> 19/03/2021 élection président Unistra)*

Convention établie en deux exemplaires originaux.

Pour la Ville de Strasbourg,

La Maire,

Pour l'Université de Strasbourg,

Le Président,

Jeanne BARSEGHIAN Michel DENEKEN

23

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Attribution de la subvention annuelle à la Ligue de Protection des Oiseaux d'Alsace (LPO-Alsace) dans le cadre du partenariat 2021-2024.

Numéro V-2022-265

La Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) Alsace, association régie par la loi de 1924, a pour objet d'agir pour l'oiseau, la faune sauvage, la nature et l'homme, et lutter contre le déclin de la biodiversité, par la connaissance, la protection, l'éducation et la mobilisation.

Reconnue d'utilité publique, elle est une association locale faisant partie du réseau de la Ligue pour la Protection des Oiseaux.

Cette association accompagne la collectivité depuis 2009 pour permettre une meilleure cohabitation avec la faune sauvage en ville. Son expertise et sa réactivité en font un acteur primordial pour l'accompagnement de la collectivité sur cette thématique qui prend de l'ampleur d'année en année.

Quatre thématiques principales composent le partenariat :
- la médiation faune sauvage et le soutien à la thématique de l'animal en ville ;
- la labellisation et la valorisation de sites en Refuge LPO (parcs, cimetières, foncier de la collectivité et espaces sanctuarisés) ;
- la mise en place d'un groupe de travail pour une meilleure prise en compte de la faune dans le bâti et l'accompagnement à l'expérimentation de dispositifs intégrés aux constructions ;
- l'accompagnement de la collectivité dans les actions de valorisation et de communication en lien avec ces thématiques.

Il est proposé d'attribuer à l'association le financement annuel de 5 000 € conformément à la convention d'objectifs pluriannuelle 2021-2024.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *l'allocation de la subvention de fonctionnement conforme aux objectifs de gestion de la collectivité à l'association LPO-Alsace à hauteur de 5 000 € pour l'année 2022*
- *l'arrêté pour l'année 2022*

la proposition ci-dessus est à imputer sur les crédits ouverts sous le code AD01J, nature 6574, « Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé ».

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer l'arrêté ainsi que tout avenant nécessaire à la bonne réalisation des objectifs de ce partenariat dans le respect de l'enveloppe précitée.

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144707-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

ARRÊTÉ

La Maire de la Ville de Strasbourg,

Vu les articles L.1611-4 et L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération du Conseil municipal du 21 mars 2022,
Vu la demande présentée par l'association « Ligue de Protection des Oiseaux d'Alsace - LPO » ci-après dénommée l'association,
inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro « LXXIV – n°106/1996 »,
dont le siège est au « 29, boulevard de la Victoire, 67000 STRASBOURG »
représentée par M. Yves MULLER, son Président,
et tendant à l'octroi d'une subvention,

Considérant qu'il y a lieu d'accorder une subvention à l'association précitée, eu égard à la nature de l'activité exercée par celle-ci et à l'importance que la collectivité accorde au domaine dans lequel elle intervient : Prise en compte, cohabitation et valorisation de la faune sauvage en ville.

Préambule :
L'association et la Ville de Strasbourg ont conclu une convention d'objectifs en date du « 21 juin 2021 ». Dans ce cadre et pour l'année en cours, le présent arrêté définit les modalités de l'intervention financière de la Ville.

arrête

Article 1er :

Une subvention d'un montant de 5 000 €, est accordée à l'association aux fins
de soutenir son action au titre de l'année 2022 conformément à son objet cité ci-dessus ;

Article 2 :

La subvention sera créditée :
- ✓ en « 1 » versement,
- ✓ sur le compte bancaire n° 00019383945 au nom de « la Ligue pour la Protection des Oiseaux – délégation Alsace, auprès du « Crédit Mutuel Strasbourg-Vosges ».

Article 3 :

L'association est tenue de respecter les points suivants :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à son objet associatif et conformément à la convention d'objectifs précitée ;

- ✓ Fournir à la Ville de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], certifiés conformes par le président ou, le cas échéant, par le commissaire aux comptes[2] (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes est disponible sous l'adresse internet : https://www.strasbourg.eu/communication-annuelle-comptes;

- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du-de la commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;

- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

- ✓ Informer la Ville de Strasbourg sous un mois à compter de leur survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- ✓ Signaler à la collectivité toute situation de conflits d'intérêts et veiller à la faire cesser, au besoin en concertation avec la collectivité ;

- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Article 4 :

L'absence totale ou partielle du respect des exigences énumérées à l'article 3 du présent arrêté d'attribution est susceptible d'entraîner :

- ✓ l'interruption de l'aide financière de la Ville,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

---

[1] Règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020 (et préalablement à cette échéance, règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations).

[2] la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

Article 5 :

La Directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au Receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Strasbourg, le

Jeanne BARSEGHIAN

affaire suivie par : Adine HECTOR – 03 68 98 73 38 – adine.hector@strasbourg.eu

24

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Attribution de subventions au titre des Espaces verts et de nature :
- Université de Strasbourg - Jardin botanique;
- Eco-Conseil - 48 heures de l'agriculture urbaine;
- Eco-Conseil - Accompagnement dans des jardins familiaux.

Numéro V-2022-214

Il est proposé au Conseil de se prononcer sur l'attribution des subventions suivantes :

Université de Strasbourg

Le Conseil municipal de Strasbourg a approuvé, en septembre 2000, une convention de partenariat avec l'Université de Strasbourg, par laquelle la Ville s'engageait à verser chaque année une subvention de fonctionnement de 60 000 €, en contrepartie de l'élargissement des horaires d'ouverture du jardin botanique en semaine et le week-end. Cette subvention représente la contribution de la Ville à l'accroissement des charges de fonctionnement -nettoyage et gardiennage- liées à l'augmentation des horaires d'ouverture.

Par ailleurs, la Ville rembourse également l'entretien de l'allée du Barry, passage public entre la rue de l'Observatoire et la rue de l'Université pour un montant de 7 132.94 €.

Eco-Conseil - 48 h de l'agriculture urbaine

La ville de Strasbourg est partenaire de cette nouvelle édition des « 48 heures de l'agriculture urbaine », évènement national de promotion de la végétalisation et du jardinage urbain organisé dans une quinzaine de villes de France, chaque printemps.

Cette initiative s'inscrit pleinement dans les objectifs de la Ville qui consistent à favoriser l'autosuffisance alimentaire au travers du concept de "ville nourricière", à associer les habitants pour développer la végétalisation de l'espace public et à lutter contre les ilots de chaleurs. Concrètement, cette fête mobilise les acteurs strasbourgeois du jardinage urbain et de la végétalisation de la ville. Elle permet de marquer le lancement de la saison de jardinage en faisant découvrir aux habitants les différentes manières d'agir sur l'espace public, améliorant ainsi le cadre de vie et cultivant le goût du mieux vivre ensemble.

Le programme de cet évènement se déroulera les 14 et 15 mai 2022 pour lancer et célébrer la saison de jardinage. À ce weekend printanier s'ajouteront des dates avant/après pour permettre à des structures de proposer des visites de sites, ateliers de découverte, de projections ciné-débat et de balades itinérantes :

- vendredi 13 mai 2022 : journée « Off » de conférences, ateliers et tables rondes, visites de lieux exemplaires, projection ciné-débat ;
- samedi 14 mai 2022 : marché de la balconnière, quais du château/ des Bateliers ;
- dimanche 15 mai 2022 : festival du jardinage urbain et de la Nature en Ville (lieu à déterminer) : création de quelques potagers - Espace restauration – Stands de partenaires – concerts et spectacles. Création d'un jardin-forêt en vue d'être installé dans une école de la ville.

Son organisation repose sur un collectif d'associations, dont ECO-Conseil est la représentante.

Pour l'année 2022, il est proposé d'allouer une subvention de 30 000 €.

Eco-Conseil - Conseil et accompagnement dans 4 lotissements de jardins familiaux

En mai 2021, l'association ECO-Conseil a répondu à l'appel à projet pour proposer des animations répondant aux objectifs de la Ville en matière d'agriculture vivrière, de développement du lien social, ainsi que de préservation de la biodiversité et des ressources.

L'association s'engage à :

- accompagner les jardiniers et les conseillers sur des pratiques de jardinage respectueuses de l'environnement,
- s'assurer de la bonne application des nouvelles pratiques et des formations dispensées.

En contrepartie de la réalisation de ces actions et conformément aux conventions d'objectifs et financière, il est proposé au Conseil le versement pour l'année 2022 d'une subvention forfaitaire de 25 € par jardin confié, pour les lotissements :

- Herrenwasser, soit 44 jardins,
- Cité de l'Ill, soit 143 jardins,
- Helenengarten, soit 334 jardins,
- Église Rouge, soit 79 jardins.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil,
Sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré

approuve

l'affectation des subventions suivantes :

1) *67 132,94 € à l'Université de Strasbourg montant à imputer sur la ligne budgétaire 823 6574 EN03D ;*

2) *30 000 € à l'Association Eco-Conseil montant à imputer sur la ligne budgétaire 823 6574 EN03 D ;*

3) *15 000€ à l'Association Eco-Conseil, montant à imputer sur la ligne budgétaire 823 6574 EN03 C.*

autorise,

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions correspondantes et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144426-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Service Espaces verts et de nature

TABLEAU DE SYNTHESE

Subventions 2022

	Réalisé 2021	Demandée 2022	Proposée 2022
Université de Strasbourg	67 132,94 €	67 132,94 €	67 132,94 €
ECO CONSEIL 48 heures de l'agriculture urbaine	30 000 €	30 000 €	30 000 €
ECO CONSEIL jardins familiaux	15 000 €	15 000 €	15 000 €

Strasbourg.eu
eurométropole

GTS du 1er février 2022
Conseil Municipal du 21 mars 2022 **BUDGET 2022**

Élu-e thématique :	Hervé POLESI	Service instructeur :	Espaces verts et de nature	dispositif contractuel (le cas échéant) :
Élu-e de quartier :		Service référent :		

ECO CONSEIL

Territoire d'intervention :
National

Objet social de l'association :
actions favorisant la prise en compte de l'environnement , s'inscrivant dans le cadre du développement durable

Président-e :
M. Benoît COLLET

Directeur-trice :
Mme Michèle ERNEWEIN

Budget réalisé (montant):

Nombre d'ETP salariés :
6

Territoire d'intervention :
Strasbourg

Public touché :

Tous les citoyens

Subv.Ville-EMS/ budget:

Elu-e(s) au CA :

La demande

date de réception :

Type de subvention : **Projet** **Montant : 15 000 €**

gestion associative des jardins familiaux

Avantages en nature accordés /demandés :
Valeur des avantages (total annuel) :

Subventions versées en : année n-2 0 €
année n-1 0 €
année en cours 0 €

Budget du projet:

Exercices/années concernés			Exercices/années concernés		
dépenses	*réalisé*	*prév.*	*recettes*	*réalisé*	*prév.*
Achats			recettes propres		
Services externes			subventions :		
Impôts taxes			Ville/Eurométropole		15 000
Charges de personnel		15 000	Etat (CUCS)		
Dotations			Conseil général		
engagements à réaliser			Conseil régional		
Autres charges			CAF		
			autres subventions		
			autres produits hors cotisations		
			cotisations		
			produits financiers		
			produits exceptionnels		
			reprises amortiss provis		
			report de ressources		
Contributions volontaires en nature			Contributions volontaires en nature		
total	0	15 000	**total**	0	15 000
total	**0**	**15 000**	**total**	**0**	**15 000**

L'objet de la demande

Dans le cadre d'une démarche volontariste en matière environnementale, sociale et économique,, la Ville de Starsbourg, propriétaire de près de 4900 jardins familiaux permettant une agriculture vivrière, développant le lien social,et favorisant la biodiversité et la protection des ressources , a décidé de confier l'animation et le contrôle de l'exploitation de 600 jardins familiaux à l'institut Eco conseil .
Le versement de cette subvention s'inscrit dans le cadre d'une convention d'objectifs pluriannuelle validée en Conseil municipal du 22 février 2021 point 23
Public visé/nombre de participants attendus :

Points de vigilance sur l'association à la date du

- ☐ Résultat négatif récurrent et/ou significatif
- ☐ Fonds propres négatifs
- ☐ Réserves du commissaire aux cptes
- ☐ Trésorerie > 6 mois / total budget
- ☐ Concernant la gouvernance

Les avis des services

Service instructeur :
Subvention demandée: 15 000 €

Service référent (si différent) :

Direction de proximité :

Subvention proposée: 15 000 €

Montant proposé au vote : 15 000 €

CONVENTION FINANCIERE
exercice 2022

Entre :

- la ville de Strasbourg, représentée Hervé POLESI et

- l'association ECO CONSEIL ci-après dénommée l'association,
  inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro 54 Folio 30, et dont le siège est 33A rue de la Tour 67200 STRASBOURG
  représentée par son Président en exercice, Monsieur François Pfzalgraf

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- l'avis de la Commission consultative des jardins familiaux du 11 février 2021,
- la délibération du Conseil municipal du 22 février 2021

Préambule :
L'association et la ville de Strasbourg ont conclu une convention d'objectifs en date du 15 juin 2021. Dans ce cadre et pour l'année en cours, la présente convention définit les modalités de l'intervention financière de la Ville.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

L'association a pour objet de former des éco conseillers et d'accompagner les organisations dans leur projet de transition écologique. L'association intervient aussi dans l'animation du réseau des jardins collectifs, sur la coordination des 48H de l'agriculture urbaine et accompagne à la création ou à la redynamisation des associations de jardins partagés
Compte tenu de l'importance qu'accorde la ville de Strasbourg au domaine dans lequel l'association intervient, elle s'engage à soutenir financièrement l'objet général de l'association les actions suivantes que l'association s'engage à réaliser :

- Accompagner les jardiniers et les conseiller sur des pratiques de jardinage respectueuses de l'environnement
- S'assurer de la bonne application des nouvelles pratiques et des formations dispensées

Article 2 : Budget prévisionnel

Le budget nécessaire à la réalisation des actions retenues s'élève à 25.€ par jardin. Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Ile inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988
Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 : Versement de la subvention

Pour 2022, l'aide de la ville de Strasbourg à la réalisation des actions retenues s'élève au total à la somme de 25 €/jardin pour 600 parcelles réparties comme suit :

Cité de l'Ill 143 parcelles
Eglise rouge 79 parcelles
Helengarten 334 parcelles
Herrenwasser 44 parcelles.

La subvention sera créditée :

- ✓ en 1 versement de 15 000 € sur le compte bancaire n° FR76 4255 9100 0008 0044 3888 511 au nom de Institut Eco conseil», auprès du Crédit coopératif Strasbourg

Article 4 : Engagements de l'association

En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à son objet associatif et aux objectifs à la convention d'objectifs précitée ;

- ✓ Fournir à la ville de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention, le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], certifiés conformes par le Président ou, le cas échéant, par le-la commissaire aux comptes[2] (en ce cas, joindre également le rapport du-de la commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes conforme au plan comptable est disponible sous l'adresse internet : http://associations.strasbourg.fr ;

- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

- ✓ Informer la ville de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

[1] règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations.

[2] la nomination d'un-e commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

Article 5 : Non-respect des engagements de l'association

Le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :
✓ l'interruption de l'aide financière de la Ville,
✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2022. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par le Président.

Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme à Mme la Maire de Strasbourg.

Article 7. Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Strasbourg.

Article 8 : Exécution

La comptable assignataire de la dépense est Madame la trésorière de Strasbourg municipale – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le ……. 20..

Pour la ville de Strasbourg	**Pour l'association**
La Maire Par délégation	Le Président
Hervé POLESI	François PFZALGRAF

25

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Conclusion d'un accord-cadre à marchés subséquents ayant pour objet l'accompagnement des services dans la réalisation de projets centrés sur les usagers-ères et approbation d'une convention de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro V-2022-306

Le *Livre blanc de l'assistance à maîtrise d'usage* (2020) définit l'assistance à maitrise d'usage (AMU) comme un domaine d'activités et de missions professionnelles visant à intégrer les besoins et les aspirations des usagers-ères et à les associer à certains choix/ décisions du cadre de vie bâti, de la phase "stratégie amont " à l'exploitation, voire à la requalification. L'objectif est de favoriser à la fois l'appropriation de leur lieu de vie et les liens avec les acteurs techniques et de conception, et au final de concilier durablement confort, sobriété, performance et qualité de vie.

La collectivité cherche ainsi à se faire accompagner par des prestations d'assistance à maitrise d'usage pour aider les directions et services à faire évoluer leurs démarches et outils. L'AMU permet de mieux définir les besoins, contenus et objectifs des projets en partant des besoins et des expériences des usagers-ères en amont de projets immobiliers, d'aménagements, de construction d'équipements publics ou dans la (re)réfinition de services aux usagers-ères.

Les approches développées pour traiter les sujets sont issues du design de service et de politiques publiques. Elles peuvent s'enrichir d'autres disciplines (sociologie, ergonomie, graphisme, architecture, écriture, etc.).

I. Conclusion d'un accord-cadre à marchés subséquents ayant pour objet l'accompagnement des services dans la réalisation de projets centrés sur les usagers-ères.

L'accord-cadre à marchés subséquents sera lancé sous forme d'appel d'offre conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. Les marchés subséquent fixeront toutes les stipulations contractuelles et seront exécutés au fur et à mesure de leur passation dans les conditions fixées aux articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-10 du Code de la commande publique.

Ils seront passés pour une durée maximale de quatre ans.

Les montants minimum et maximum des accords-cadres à marchés subséquents sont les suivants concernant la Ville de Strasbourg :

Montant minimum annuel	Montant maximum annuel	Montant minimum sur 4 ans	Montant maximum sur 4 ans
9 000 € H.T.	250 000 € H.T.	36 000 € H.T.	1 000 000 € H.T.

II. Approbation d'une convention de groupement de commandes concernant le marché d'accompagnement des services dans la réalisation de projets centrés sur les usagers-ères.

L'ensemble des besoins concernant l'accompagnement des services dans la réalisation de projets centrés sur les usagers-ères est similaire pour la Ville comme pour l'Eurométropole de Strasbourg, c'est pourquoi il a été convenu d'arrêter les bases d'une mise en concurrence commune.
Elle s'inscrit dans la logique du groupement de commandes en application des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique, associant les deux collectivités sous la coordination de la Ville de Strasbourg.

Les montants minimum et maximum pour chaque collectivité seront les suivants :

	Montant minimum annuel	Montant maximum annuel	Montant minimum sur 4 ans	Montant maximum sur 4 ans
Ville de Strasbourg	9 000 € H.T.	250 000 € H.T.	36 000 € H.T.	1 000 000 € H.T.
Eurométropole de Strasbourg	6 000 € H.T.	150 000 € H.T.	24 000 € H.T.	600 000 € H.T.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la conclusion de la convention de groupement de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, cette dernière assurant la mission de coordinateur, pour la passation d'accords-cadres à marchés subséquents relatifs aux prestations d'accompagnement des services dans la réalisation de projets centrés sur les usagers-ères ;*

- *sous réserve de disponibilité des crédits, la passation d'accords-cadres à marchés subséquents relatifs aux prestations d'accompagnement des services dans la réalisation de projets centrés sur les usagers-ères pour un montant minimum annuel de 9 000 € H.T. et un montant maximum annuel de 250 000 € H.T. concernant la Ville de Strasbourg ;*

décide

l'inscription des crédits nécessaires au budget sur les lignes concernées ;

autorise

Madame la Maire ou son-sa représentant-e :

- *à signer la convention de groupement de commandes avec l'Eurométropole de Strasbourg;*

- *à lancer les consultations, à signer et notifier les accords-cadres à marchés subséquents précités y compris pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg ;*

- *à exécuter les accords-cadres à marchés subséquents en résultant pour la Ville de Strasbourg.*

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144899-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique

Prestations d'accompagnement des services dans la réalisation de projets centrés sur les usagers.

Vu les articles L 2113-6 et L 2113-7 du Code de la Commande Publique il est constitué :

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Madame Pia IMBS, Présidente agissant en application de la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 15 juillet 2020 ainsi qu'en vertu du décret n°2014-1603 du 23 décembre 2014, qui a créé l'Eurométropole de Strasbourg par transformation de la Communauté Urbaine de Strasbourg, au 1er janvier 2015

Et

La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 2020

un groupement de commandes pour le lancement de marchés publics ayant pour objet des prestations d'accompagnement des services dans la réalisation de projets centrés sur les usagers.

SOMMAIRE

Préambule 3
Article 1 : Constitution du groupement 3
Article 2 : Objet du groupement 3
Article 3 : Organes du groupement 4
Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur 5
Article 5 : Responsabilité 5
Article 6 : Fin du groupement 5
Article 7 : Règlement des différends entre les parties 6

Préambule

PRESENTATION DU MARCHE ET DU CONTEXTE

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Le groupement de commandes associe les deux collectivités sous la coordination de la Ville de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Le Code de Commande Publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Ainsi, en vertu de ce dispositif décrit dans le Code de la Commande Publique, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution. Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de référer à cette demande.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la Commande Publique.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à L. 2113-8, ci-après désignés "*le groupement*" a pour objet la passation d'un marché public relatif aux prestations d'accompagnement des services dans la réalisation de projets centrés sur les usagers.

Le marché sera lancé selon la procédure d'appel d'offres, conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la Commande Publique. Conformément aux dispositions des articles L. 2125-1 1°, et R. 2162-1 à R. 2162-10, il s'agit d'un accord à marchés subséquents avec des montants minimums et maximums.

Les montants concernés sont les suivants :

	Montant minimum annuel	**Montant maximum annuel**	**Montant minimum sur 4 ans**	**Montant maximum sur 4 ans**
Ville de Strasbourg	9 000 € H.T.	250 000 € H.T.	36 000 € H.T.	1 000 000 € H.T.
Eurométropole de Strasbourg	6 000 € H.T.	150 000 € H.T.	12 000 € H.T.	300 000 € H.T.

La durée des accords-cadres sera maximum de quatre ans.

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement ont convenu de désigner la Ville de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés. Ainsi, la commission d'appels d'offres de la Ville de Strasbourg est désignée pour choisir les titulaires des marchés. Elle est composée des membres suivants :

Titulaires :	Suppléants :
❖ Marc Hoffsess ❖ Marina Lafay ❖ Carole Zielinski ❖ Catherine Trautmann ❖ Pierre Jacubowicz	❖ Sophie Parisot ❖ Patrice Schoepff ❖ Soraya Ouldji ❖ Salah Koussa ❖ Rebecca Breitmann

Le représentant du coordonnateur et président de la commission d'appel d'offres est Monsieur Christian BRASSAC, Conseiller municipal délégué.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultations des entreprises, réception des offres, analyses des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à l'Eurométropole de Strasbourg, les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la Commande Publique ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée l'Eurométropole de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure d'évolution des marchés, en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, l'Eurométropole de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.

Inversement, le coordonnateur pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par l'Eurométropole de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Strasbourg, le

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg	La Maire de Strasbourg
Pia IMBS	Jeanne BARSEGHIAN

CONSEIL MUNICIPAL DU 21 MARS 2022 - Point n°25

Conclusion d'un accord-cadre à marchés subséquents ayant pour objet l'accompagnement des services dans la réalisation de projets centrés sur les usagers-ères et approbation d'une convention de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg.

Pour	**56**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre	**0**	
Abstention	**5**	**BARRIERE Caroline, GEISSMANN Céline, MASTELLI Dominique, RICHARDOT Anne-Pernelle, TRAUTMANN Catherine**

26

Communication au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.

Numéro V-2022-8

Conformément à l'article L 2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente communication vise à informer le Conseil des marchés attribués et notifiés en application de la délégation donnée à l'exécutif en matière de marchés publics par la délibération du 4 juillet 2020.

Par ailleurs, au-delà des seuls marchés entrant dans le champ d'application de ladite délégation, la présente information englobe l'ensemble des marchés dont le montant est supérieur ou égal à 25 000 € HT passés par la ville de Strasbourg, qu'ils résultent d'une procédure adaptée ou formalisée.

Pour mémoire à compter du 1er janvier 2022, les marchés passés selon une procédure adaptée sont ceux dont le montant est inférieur à 215 000 € HT (fournitures et services) et à 5 382 000 € HT (travaux).

La présente communication porte, en l'espèce, sur les marchés dont la notification est intervenue entre le 1er novembre et le 31 décembre 2021.

Communiqué le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-142929-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Procédures formalisées, marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 2, 3 et 4

(Le montant en euro HT prend en compte la durée totale du marché, périodes de reconductions comprises)

Accords-cadres à bons de commande

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum notifié € HT
2021/1017	FOURN. ET LIVRAISON DE CHANGES COMPLETS JETABLES A USAGE UNIQUE ET LINGETTES JETABLES ETABLISSEMENTS PETITE ENFANCE	LABORATOIRES RIVADIS SAS	79100 LOUZY	60 000,00
2021/1024	PRESTATION DE MAINTENANCE DES PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUE VDS, OND, EMS	SOCIETE ASCENSORISTE INDEPENDANT	67450 MUNDOLSHEIM	180 000,00
2021/1026	SÉANCES D'ÉVEIL MUSICAL POUR LES ENFANTS DE 0 À 4 ANS DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ACCUEIL GÉRÉS PAR VDS	ARTENREEL	67000 STRASBOURG	43 000,00
2021/1030	FOURNITURE, POSE ET RÉPARATION D'ABRIS DE JARDIN	RUSTYLE	67120 DUTTLENHEIM	250 000,00
2021/1048	ACCORD CADRE DE TRAVAUX DE MENUISERIE EN ALUMINIUM EN MAINTENANCE CORRECTIVE ET POUR DES INTERVENTIONS PONCTUELLES	ALURHIN SARL	67870 BISCHOFFSHEIM	213 990,00
2021/1051	ACQUISITION DE CHÈQUES ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ - SIMILAIRE AU MARCHÉ 20VDS0162	UP CHEQUE CADHOC REV ET SENS CHEQUE DO	92230 GENNEVILLIERS	650 000,00
2021/1066	ACQUISITION D'APPAREILS DE SENSIBILISATION À LA QUALITÉ DE L'AIR INTÉRIEUR DANS LES ÉCOLES ET ÉTABLISSEMENTS VDS	DISTRAME	10300 SAINTE SAVINE	89 000,00
2021/1094	ACQUISITION DE BIENS, PRESTATION DE SERVICE ET FOURNITURES - BD ASIATIQUES	BILDERGARTE	67000 STRASBOURG	40 000,00
2021/1098	FOURN. D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE D'ETUDE ET DE CONCERT ET ACCESSOIRES DIRECTION DE LA CULTURE VDS	RYTHMES ET SONS	67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	5 000,00
2021/1099	FOURN. D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE D'ETUDE ET DE CONCERT ET ACCESSOIRES DIRECTION DE LA CULTURE VDS - LOT 9 CONTREBASSES PIECES	ARUN	67000 STRASBOURG	15 000,00
2021/1100	FOURN. D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE D'ETUDE ET DE CONCERT ET ACCESSOIRES DIRECTION DE LA CULTURE VDS - LOT 10 HARPES CAMAC PIECES	BRACQ	88447 WARTHAUSEN ALLEMAGNE	1 000,00
2021/1104	SON ET LUMIERES POUR LE TAPS	LAGOONA STRASBOURG	67450 MUNDOLSHEIM	45 600,00

2021/1137	ANIMATION DE LA CONCERTATION RELATIVE À LA VÉGÉTALISATION ET À LA TRANSFORMATION DES USAGES DES COURS DES ÉCOLES	INSTITUT CONSEIL ENVIRONNEMENT	67200 STRASBOURG	1 200 000,00
2021/1138	PRESTATIONS D'ENTRETIEN DE FOSSÉS FORÊT DU HOHWALD	COLAS FRANCE	67540 OSTWALD	80 000,00
2021/1139	PRESTATIONS D'ENTRETIEN DE FOSSÉS FORÊT DE L'OEDENWALD	COLAS FRANCE	67540 OSTWALD	80 000,00
2021/1140	PRESTATIONS D'ENTRETIEN DE FOSSÉS FORÊT DU HERRENWALD	COLAS FRANCE	67540 OSTWALD	80 000,00
2021/1143	LOCATION DE CHAPITEAUX ET STRUCTURES ASSIMILÉES	BRELET CENTRE EUROPE	67100 STRASBOURG	600 000,00
2021/1144	PRESTA DE RESTAURATION SUR SITE POUR LES 2 MAISONS DE LA PETITE ENFANCE DE LA MONTAGNE VERTE ET KOENIGSHOFFEN	ALSACIENNE DE RESTAURATION	67300 SCHILTIGHEIM	1 200 000,00
2021/1153	ACQUISITION DE BIENS ET PRESTATION DE SERVICE ET ACQUISITION DE FOURNITURES POUR L'ÉQUIPEMENT DE FOURNITURE DE CD AUDIO	GROUPEMENT D ACHAT POUR MEDIATHEQUES	74960 ANNECY	2 000 000,00
2021/1154	ACQUISITION DE BIENS, PRESTATION DE SERVICE ET FOURNITURES - LIVRES IMPRIMÉS	LA BOUQUINETTE	67000 STRASBOURG	3 200 000,00
2021/1155	TRAVAUX PLÂTRERIE MAINTENANCE CORRECTIVE ET INTERVENTION PONCTUELLES SUR LE PATRIMOINE VDS EMS ET OND	STENGER PLATRE ET STAFF	67100 STRASBOURG	1 700 000,00
2021/1164	ACQUISITION DE MATÉRIEL DE STOCKAGE ET DE RAYONNAGE	MANUTAN COLLECTIVITES	79000 NIORT	24 000,00
2021/1193	MISSION DE VÉRIFICATIONS TECHNIQUES RÉGLEMENTAIRES SUR LE PATRIMOINE VDS EMS ET OND	APAVE ALSACIENNE SAS	67550 VENDENHEIM	Accords-cadres à bons de commande sans mini sans maxi
2021/1197	ACQUISITION D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE D'ÉTUDES ET DE CONCERT, ET D'ACCESSOIRES POUR LES SERVICES DE LA DIREC DE LA CULTURE CLAVICORDES, PIÈCES ET ACCESSOIRES	POTVLIEGHE	TOLLEMBEEK BELGIQUE	32 000,00
2021/1198	ACQUISITION D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE D'ÉTUDES ET DE CONCERT, ET D'ACCESSOIRES POUR LES SERVICES DE LA DIREC DE LA CULTURE PIANOFORTES, PIÈCES ET ACCESSOIRES	RENOUX	68500 GUEBWILLER	40 000,00
2021/1206	ACQUISITION DE BIENS, PRESTATION DE SERVICE ET FOURNITURES - FOURNITURE DE LIVRES IMPRIMÉS ET LIVRES ENREGISTRES JEUNESSE	LIBRAIRIE INTERNATIONALE	67000 STRASBOURG	800 000,00
2021/1207	ACQUISITION DE BIENS, PRESTATION DE SERVICE ET FOURNITURES - FOURNITURE DE LIVRES IMPRIMÉS ET ENREGISTRES DOCUMENTAIRES POUR ADULTE	LIBRAIRIE INTERNATIONALE	67000 STRASBOURG	500 000,00

2021/1208	ACQUISITION DE BIENS, PRESTATION DE SERVICE ET FOURNITURES - PETIT MATÉRIEL	ASLER DIFFUSION	69530 BRIGNAIS	500 000,00
2021/1209	ACQUISITION DE FOURNITURE DE BUREAU ET DE PAPIER - FOURNITURE DE BUREAU ET DE PAPIERS	FIDUCIAL BUREAUTIQUE	92400 COURBEVOIE	1 159 000,00
2021/1210	ACQUISITION DE FOURNITURE DE BUREAU ET DE PAPIER - PAPIER DE REPROGRAPHIE	INAPA FRANCE	91813 CORBEIL ESSONNES CEDEX	213 000,00
2021/1211	ACQUISITION DE FOURNITURE DE BUREAU ET DE PAPIER PAPIERS DESTINÉS AUX PRESSES	INAPA FRANCE	91813 CORBEIL ESSONNES CEDEX	365 000,00
2021/1219	MISSION D'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LA GESTION DES EAUX PLUVIALES ACCOMPAGNEMENT TECHNIQUE	ARTELIA	67300 SCHILTIGHEIM	100 000,00
2021/1229	ACQUISITION, LOCATION ET LIVRAISONS DE CONTAINERS MARITIMES POUR LES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS EMS	BATILOC	67118 GEISPOLSHEIM	89 000,00
2021/1230	TRAVAUX DE MENUISERIE BOIS EN MAINTENANCE CORRECTIVE ET INTERVENTIONS PONCTUELLES SUR LE PATRIMOINE VDS EMS OND	JANTZI ERNEST	67100 STRASBOURG	1 700 000,00
2021/1232	TRAVAUX DE GROS-OEUVRE EN MAINTENANCE CORRECTIVE ET INTERVEN PONCTUELLES SUR LE PATRIMOINE VDS EMS ET OND	CONCEPTEURS BATISSEURS ASSEMBLEURS	67550 VENDENHEIM	2 500 000,00

Marchés ordinaires ou à tranches optionnelles

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant notifié € HT
2021/1021	TRAVAUX D'INSTALLATION DES ATELIERS DE LA HEAR DANS LA MANUFACTURE DES TABACS À STRASBOURG - RECONSULTATION PLATRERIE - FAUX PLAFONDS	BATI MULTI TACHES	67100 STRASBOURG	1 020 168,00
2021/1022	TRAVAUX DE RÉNOVATION, DE TRAITEMENT THERMIQUE DE L'ENVELOPPE, MISE EN SÉCURITÉ ET ACCESSIBILITÉ DE L'ECOLE MATERNELLE DE LA MEINAU - CLOISONS / DOUBLAGES / FAUX PLAFONDS	REATECH	67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	85 000,00
2021/1028	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT D'UNE MAISON DE SPORT SANTÉ DANS L'AILE MÉDICALE DES BAINS MUNICIPAUX SANITAIRES	BEYER SA	67170 BRUMATH	214 139,72
2021/1050	TRVX RENOVATION TRAITEMENT THERMIQUE DE L'ENVELOPPE MISE EN SECURITE ACCESSIBILITE ECOLE MATERNELLE DE LA MEINAU TERRASSEMENT	THIERRY MULLER	67118 GEISPOLSHEIM GARE	34 469,60
2021/1060	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT D'UNE MAISON DE SPORT SANTÉ DANS L'AIL MÉDICALE DES BAINS MUNICIPAUX PEINTURE	DECOPEINT	67840 KILSTETT	94 407,32
2021/1077	CRÉATION D'UNE SALLE DE GYMNASTIQUE ET MISE EN SÉCURITÉ, AMÉLIORATIONS THERMIQUES ET ACCESSIBILITÉ HANDICAPÉE DU GYMNASE DE LA CANARDIÈRE À STRASBOURG - FOURNITURE DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS	TECHNI GYM	31400 TOULOUSE	129 963,00
2021/1078	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT D'UNE MAISON DE SPORT SANTÉ DANS L'AIL MÉDICALE DES BAINS MUNICIPAUX - REVÊTEMENT DE SOL COULÉ	TERRA CLEAN INNOVEM	67410 DRUSENHEIM	38 700,00
2021/1079	TRAVAUX DE RÉNOV, DE TRAITEMENT THERM DE L'ENVELOPPE MISE EN SÉCURITÉ ET ACCESSIBILITÉ DE L'ECOLE MATERNELLE MEINAU - ELECTRICITE	K3E	67470 MOTHERN	119 000,00
2021/1080	MOE RENOVATION ET RESTRUCTURATION PARTIELLE DES BATIMENTS EXISTANTS DU GPE SCOLAIRE GLIESBERG A STRASBOURG	SWA	67800 HOENHEIM	70 200,00
2021/1081	APPEL A MANIFESTATION D'INTERET "USAGES EPHEMERES"	BUSSIERE	67000 STRASBOURG	28 436,02
2021/1084	MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE POUR LES TRAVAUX DE RESTRUC DU RESTAURANT GS CONSEIL DES XV - PROCESSUS	LAMA ARCHITECTES	67000 STRASBOURG	47 300,00
2021/1089	APPEL A MANIFESTATION D'INTERET "USAGES EPHEMERES"	YOLAND CIE	67000 STRASBOURG	29 131,00

2021/1090	TRAVAUX TCE DE MISE EN ACCESSIBILITÉ DES SALLES DE TENNIS DE TABLE ET DU DOJO AU HALL JEAN NICOLAS MULLER - MARCHÉ SUBSEQUENT 3	CONCEPTEURS BATISSEURS ASSEMBLEURS	67550 VENDENHEIM	159 664,82
2021/1092	TRAVAUX DE RÉNOVATION, DE TRAITEMENT THERMIQUE DE L'ENVELOPP MISE EN SÉCURITÉ ET ACCESS DE L'ECOLE MATERNELLE MEINAU PEINTURES INTERIEURES	DECOPEINT	67840 KILSTETT	25 964,12
2021/1101	PSYCHOLOGIE SUPERVISION ET ANALYSE DE PRATIQUES POUR LE SERVICE ASP- LOT 1 SUPERVISION	TONIC PLUS GROUPE SYNERGIE PRO SA	75008 PARIS	9 700,00
2021/1102	PSYCHOLOGIE SUPERVISION ET ANALYSE DE PRATIQUES POUR LE SERVICE ASP - LOT 2 ANALYSE DE PRATIQUES	TONIC PLUS GROUPE SYNERGIE PRO SA	75008 PARIS	19 400,00
2021/1110	TRAVAUX DE RÉNOV, DE TRAITEMENT THERM DE L'ENVELOPPE MISE EN SÉCURITÉ ET ACCESSIBILITÉ DE L'ECOLE MATERNELLE MEINAU REVÊTEMENT DE SOL SOUPLE	LV SOLS	67200 STRASBOURG	28 495,00
2021/1118	MISSIONS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DU CHEMIN DE L'ANGUILLE À LA ROBERTSAU	SODEREF	27009 EVREUX	9 168,00
2021/1119	TRAVAUX DE RÉNOV, DE TRAITEMENT THERM DE L'ENVELOPPE MISE EN SÉCURITÉ ET ACCESSIBILITÉ DE L'ECOLE MATERNELLE MEINAU - MENUISERIES INTERIEURES BOIS	MENUISERIE HUNSINGER SA	67290 WEISLINGEN	164 165,00
2021/1120	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT D'UNE MAISON DE SPORT SANTÉ DANS L'AIL MÉDICALE DES BAINS MUNICIPAUX - AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS	THIERRY MULLER	67118 GEISPOLSHEIM GARE	73 797,60
2021/1122	TRAVAUX DE RÉNOV, DE TRAITEMENT THERM DE L'ENVELOPPE MISE EN SÉCURITÉ ET ACCESSIBILITÉ DE L'ECOLE MATERNELLE MEINAU CHAUFFAGE - VENTILATION	PAUL HERRBACH	67600 SELESTAT	230 415,41
2021/1133	TRAVAUX DE RÉNOV, DE TRAITEMENT THERM DE L'ENVELOPPE MISE EN SÉCURITÉ ET ACCESSIBILITÉ DE L'ECOLE MATERNELLE MEINAU - PLOMBERIE / SANITAIRE	FRANCOIS ET FILS	67300 SCHILTIGHEIM	63 237,56
2021/1135	TRAVAUX DE RÉNOVATION, DE TRAITEMENT THERMIQUE DE L'ENVELOPPE MISE EN SÉCURITÉ ET ACCESSIBILITÉ DE L'ECOLE MATERNELLE MEINAU - DÉMÉNAGEMENT	RHENUS LOGISTICS ALSACE	67100 STRASBOURG	8 450,00
2021/1136	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT D'UNE MAISON DE SPORT SANTÉ DANS L'AILE MÉDICALE DES BAINS MUNICIPAUX - APPAREILS ÉLÉVATEURS	ASCENSEUR MONTAGE SYSTEME	67370 WIWERSHEIM	43 513,58
2021/1166	MISSIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE ÉLARGISSEMENT PISTE CYCLABLE CRÉATION ENCORBELLEMENT FOSSÉ DES REMPARTS À STRASBOURG-CENTRE	SAMUEL LOLLIER INGENIERIE	67170 MITTELSCHAEFFOLSHEIM	11 053,00

2021/1167	MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE LOCAUX ET TRAITEMENT DES SURCHAUFFES AU GS LÉONARD DE VINCI	LAMA ARCHITECTES	67000 STRASBOURG	45 000,00
2021/1182	CONSEIL SCENOGRAPH PR EXPO MARCELLE CAHN 04/22 - 07/22	CASANOVA	75009 PARIS 9	23 820,00
2021/1184	TRVX DE CONSTRUCTION DU CENTRE SOCIO-CULTUREL DU PORT DU RHIN A STRASBOURG - RESINE DE SOL	HOLTZMANN ET HITTIER RESINES DE SOL	67590 SCHWEIGHOUSE SUR MODER	32 735,45
2021/1199	RECONSULTATION DU MARCHÉ DE REMPLACEMENT DE L'ASCENSEUR SITUÉ AU 31-33 RUE KAGENECK.	OTIS	67200 STRASBOURG	45 400,00
2021/1203	PRESTATIONS DE NETTOYAGE POUR LA DIRECTION DE L'ENFANCE ET DE L'ÉDUCATION MPE KOENIGSHOFFEN	SCOPROBAT	67020 STRASBOURG CEDEX	1 044 795,40
2021/1222	MOE TRX DE MISE EN ACCESSIBILITE DE LA MAISON DES CIMETIERES 1 PLACE DES PEUPLIER STRASBOURG ROBERTSAU	LAMA ARCHITECTES	67000 STRASBOURG	18 960,00
2021/1231	AMO REALISATION BATIMENT PREFABRIQUE EN BOIS POUR CREATION SALLE DE CLASSE ECOLE LEZAY MARNESIA	TOA ARCHITECTES ASSOCIES	67200 STRASBOURG	70 900,00
2021/1233	TX CONSTRUCTION DU NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE DE LA MEINAU RENFORCEMENT DE SOL	KELLER FONDATIONS	67120 DUTTLENHEIM	112 000,00
2021/1234	TRAVAUX DE CRÉATION D'UN NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE RUE JEAN MENTELIN À STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN RECO METALLERIE-SERRURERIE	SOBRIMA	67720 HOERDT	820 389,24
2021/1235	TRAVAUX DE CRÉATION D'UN NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE RUE JEAN MENTELIN À STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN RECO PLOMBERIE / SANITAIRE	EJ ENERGIES	67118 GEISPOLSHEIM	536 822,00
2021/1237	TRAVAUX DE CRÉATION D'UN NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE RUE JEAN MENTELIN À STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN RECO MENUISERIE EXT BOIS	MENUISERIE HUNSINGER SA	67290 WEISLINGEN	901 038,00
2021/1238	TRVX CRATION NVEAU GS RUE JEAN MENTELIN CHAUFFAGE VENTILATION	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES LOHNER	67120 DUPPIGHEIM	772 642,04
2021/1240	TRVX CRATION NVEAU GS RUE JEAN MENTELIN STRUCTURE BOIS	SOC EXPL MENUIS CHARPENTE MARTIN FILS	67220 NEUBOIS	1 442 032,35
2021/1241	AMO STRATÉGIE DU PARTENARIAT VIE FLUVIALE VDS VOIES NAVIGABLES DE FRANCE	ASSOCIATION IDEES	67205 OBERHAUSBERGEN	30 000,00

2021/1242	AMO RÉDACTION CAHIER DES CHARGES CONCEPTION PRODUCTION AUDIOVISUELS MULTIMÉDIA RÉNOVATION MUSEE ZOOLOGIQUE	DUCKS SCENO	69100 VILLEURBANNE	62 750,00
2021/1245	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE MEINAU CUISSON	KUTHE SAS	57050 METZ	145 213,41
2021/1247	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE MEINAU CHAMBRES FROIDES	MESOCLIMAT	67000 STRASBOURG	46 337,00
2021/1248	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE MEINAU ELECTRICITE	ELECTRICITE KOESSLER	67170 BRUMATH	624 354,78
2021/1249	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE MEINAU ECHAFAUDAGES	FREGONESE ET FILS	67450 MUNDOLSHEIM	86 302,65
2021/1250	AMO STRATÉGIE DE SENSIBILISATION AUX RISQUES MAJEURS	ASS DEPART PROTECTION CIVILE BAS RHIN	67100 STRASBOURG	14 837,50
2021/1251	FOURNITURE ET LA POSE DE MOBILIERS SPÉCIFIQUES DE STOCKAGE COLLECTIONS DES MUSÉES DE STRASBOURG PÔLE ÉTUDE	BRUYNZEEL RANGEMENTS	67200 STRASBOURG	1 246 834,00
2021/1253	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE DE LA MEINAU ETANCHÉITÉ	SOPREMA ENTREPRISES	67026 STRASBOURG	499 722,85
2021/1254	TRAVAUX DE CRÉATION D'UN NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE RUE JEAN JEAN MENTELIN À STRASBOURG - KOENIGSHOFFEN GROS-OEUVRE	WIMMER	67520 KUTTOLSHEIM	2 399 999,99
2021/1255	TRAVAUX DE CRÉATION D'UN NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE RUE JEAN MENTELIN À STRASBOURG - KOENIGSHOFFEN PROTECTIONS SOLAIRES	TIR TECHNOLOGIES TOILES INDUS RHIN TEC	67840 KILSTETT	131 891,00
2021/1256	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE DE LA MEINAU - STORES/OCCULTATION	TIR TECHNOLOGIES TOILES INDUS RHIN TEC	67840 KILSTETT	123 016,00
2021/1257	TRAVAUX DE CRÉATION D'UN NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE RUE JEAN MENTELIN À STRASBOURG - KOENIGSHOFFEN ETANCHEITE ZINGUERIE	SOPREMA ENTREPRISES	67026 STRASBOURG	384 661,29
2021/1258	TRAVAUX DE CRÉATION D'UN NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE RUE JEAN MENTELIN À STRASBOURG - KOENIGSHOFFEN BARDAGE BOIS	SCHOENENBERGER	68027 COLMAR CEDEX	513 000,50
2021/1259	PRESTATION DE CONVERSION VEHICULE DIESEL EN VÉHICULE ÉLEC	PHOENIX MOBILITY	59300 FAMARS	24 710,00
2021/1260	MOE TRAVAUX DE MISE EN ACCESSIBILITE DE LA MAISON DES CIMETIERES 1 PLACE DES PEUPLIERS STRASBOURG ROBERTSAU	LAMA ARCHITECTES	67000 STRASBOURG	18 960,00

2021/1261	CONCEPTION ET RÉALISATION DES SUPPORTS DE COMMUNICATION DU TAPS	MOCHEL	67300 SCHILTIGHEIM	96 000,00

27

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Marchés publics et avenants.

Numéro V-2022-9

1. **Autorisation de signature de marchés publics**

Il est proposé d'autoriser la signature du marché public suivant, attribué par la Commission d'appel d'offres :

N° de marché	Objet du marché	Durée du marché	Attributaire	Montant (€ HT)	Date CAO/ comité interne
21VDS0106	Travaux préparatoires à la démolition du Hall Nord du Rhénus	La durée du marché est de 12 mois à compter de la date de notification du contrat à son titulaire.	SANTERNE ALSACE/ SEDIME/OTE INGENIERIE/ HOWILLER/SOPREMA/ URBAN DUMEZ/ VONTHRON	1 651 373,29	03/03/2022

2.Avenants

Les détails relatifs aux avenants proposés à l'approbation du Conseil sont retracés dans l'annexe ci-jointe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

*1. **Autorisation de signature de marchés publics***

Autorise la signature du marché public suivant, attribué par la Commission d'appel d'offres :

N° de marché	***Objet du marché***	***Durée du marché***	***Attributaire***	***Montant (€ HT)***	***Date CAO/ comité interne***
21VDS0106	*Travaux préparatoires à la démolition du Hall Nord du Rhénus*	*La durée du marché est de 12 mois à compter de la date de notification du contrat à son titulaire.*	*SANTERNE ALSACE/ SEDIME/OTE INGENIERIE/ HOWILLER/SOPREMA/ URBAN DUMEZ/ VONTHRON*	*1 651 373,29*	*03/03/2022*

2.<u>Avenants</u>

approuve la passation des avenants énumérés dans l'annexe jointe à la présente délibération ;

la Maire ou son-sa représentant-e à signer le marché, exécuter les avenants et les documents y relatifs.

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144760-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Annexe : avenants nécessitant un avis favorable de la Commission d'appel d'offres ou du Comité interne avant inscription en délibération (avenants de plus de 5% passés sur des marchés dont le montant est supérieur à 215 000 € HT)

Abréviations utilisées *:*

CAO= Commission d'appels d'offres ; PF= Procédure formalisée ; MAPA= Marché à procédure adaptée.

DAP = Direction Architecture et Patrimoine ; DMEPN= Direction Mobilité Espace Publics et Naturels ; DRL= Direction des Ressources Logistiques ; etc.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF	DAP	V2017/1057	Travaux de restructuration, extension et mise en sécurité du groupe scolaire Gustave Doré à Strasbourg, Lot N° 27, Espaces verts / Aménagements extérieurs	228 868,25	EST PAYSAGES D'ALSACE SAS	4	5 309,10 (le montant des avenants précédents s'élève à 19 064,24 € HT)	10,65	253 241,59	16/12/2021
Objet de l'avenant au marché V2017/1057: le présent avenant porte sur l'adaptation du projet initial de la cour maternelle dans le cadre d'un objectif de déminéralisation des cours d'école en densifiant la couverture végétale.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF	DAP	V2017/896	Travaux de restructuration, extension et mise en sécurité du groupe scolaire Gustave Doré à Strasbourg, Lot N° 26, Electricité courant fort - courant faible	681 283,73	VEIT ELECTRICITE	5	14 514,61 (le montant des avenants précédents s'élève à 63 992,05 € HT)	11,52	759 790,39	09/12/2021
Objet de l'avenant au marché V2017/896: le présent avenant porte sur des prestations ajoutées pour l'extension de l'école maternelle, portant ainsi le nombre de salles de classe de 10 à 11 dans le bâtiment C.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
MAPA	DAP	V2020/787	Travaux de restructuration et de mise en sécurité du groupe scolaire du Schluthfeld à Strasbourg - phases 3 à 5 -relance lots 221/222 (ex lot 202) et 217, Lot N° 217, VOIRIE ET RESEAUX DIVERS	328 136,82	ZWICKERT	1	48 385,88	14,75	376 522,70	06/01/2022
Objet de l'avenant au marché V2020/787: le présent avenant porte sur la modification du cheminement des réseaux secs dans la cour d'école, ainsi que sur différentes modifications d'aménagement de la cour d'école maternelle, dans la perspetive d'une déminéralisation et végétalisation des cours d'école.										
MAPA	DAP	2021/526	TRAVAUX DE DEPLOMBAGE DESAMIANTAGE DECONSTRUCTION DE L'AILE MEDICALE DES BAINS MUNICIPAUX à STRASBOURG, Lot N° 03, TRAVAUX DE DEPLOMBAGE DESAMIANTAGE DECONSTRUCTION	206 966,70	PREMYS	2	19 494,50 (le montant de l'avenant précédent s'élève à 9 230,50 € HT)	13,88	235 691,70	20/12/2021
Objet de l'avenant au marché 2021/526: le présent avenant porte sur la mise en œuvre des adaptations demandées par l'ABF dans le cadre de l'instruction du permis de construire, engendrant des travaux en plus-value sur les cloisons conservées : la dépose de la faïence murale, des revêtements muraux plombés, la protection des réseaux dans la salle d'hydrothérapie. Il porte également sur l'aspiration des sols pollués par des particules de plomb découvertes suite au mesures réalisées au début des travaux.										

28

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Conclusion de conventions transactionnelles.

Numéro V-2022-10

La convention transactionnelle est un instrument juridique prévu par les articles 2044 et suivants du Code civil destiné à permettre le règlement, par voie amiable, des litiges survenus avec les tiers, notamment ceux nés dans le cadre de l'exécution de contrats publics.

Ces litiges doivent, pour permettre le recours à cette voie amiable, avoir fait l'objet d'une réclamation en lien avec l'exécution du contrat, présenter un caractère certain et ne pas pouvoir être réglés dans le cadre contractuel.
Les transactions suivantes sont soumises à l'approbation du Conseil municipal.

Convention transactionnelle relative aux marchés n° 2017/1098 et n°2019/585 (marché similaire) ayant pour objet la mission de maîtrise d'œuvre pour la restructuration du bâtiment du centre socio-culturel et du multi-accueil de l'Elsau - 6 rue Mathias Grünewald à Strasbourg

Les marchés susvisés ont été conclus avec le groupement FLUOR architectes – HAGENMULLER SA - INGEDEC - ES SERVICES ENERGETIQUES - EURO SOUND PROJECT.

Le montant cumulé des marchés de maîtrise d'œuvre attribués s'élève à 219 402,30 € HT.

Le montant initial estimatif des travaux issu du programme établi par le maître d'ouvrage était estimé à 1 213 800 € HT correspondant au programme des travaux.

A l'issue du chantier, le maître d'œuvre a fait valoir une réclamation pour des honoraires supplémentaires de maîtrise d'œuvre correspondant à des travaux supplémentaires liés à une modification de programme et des aléas de chantier ayant nécessité des études complémentaires de conception (dépôt d'un permis de construire modificatif) et des honoraires pour le suivi des travaux correspondants.

Ces travaux supplémentaires s'élèvent à 316 487,40 €HT et sont justifiés notamment par :
- des travaux liés aux modifications d'accès et des travaux d'adaptation structuraux de la salle de street workout, des travaux nécessaires à la mise en place d'un nouveau

complexe d'étanchéité de la salle polyvalente et des travaux supplémentaires de désamiantage non prévisibles initialement ;
- un allongement de la durée du chantier de l'ordre de 7 mois suite à la modification du programme de travaux générant des honoraires supplémentaires dans le cadre de la mission de maîtrise d'œuvre OPC (organisation, pilotage, coordination) ;
- la nécessité de lancer, en cours de chantier, une nouvelle consultation en raison du dépôt de bilan, de l'entreprise de plâtrerie/faux-plafonds.

La réclamation du groupement de maîtrise d'œuvre s'élevait à 32 664,47 €HT soit 39 197,36 €TTC.

Les travaux faisant l'objet de la réclamation correspondent à des demandes supplémentaires du maître d'ouvrage ainsi que des aléas qu'un acheteur diligent ne pouvait pas identifier lors des études de maîtrise d'œuvre. La demande d'honoraires supplémentaires est par conséquent justifiée.

Compte-tenu des bonnes conditions dans lesquelles l'opération s'est déroulée et la volonté de continuer de travailler avec la Ville, le groupement de maîtrise d'œuvre :

- consent un rabais sur les honoraires de maîtrise d'œuvre, ainsi :
  - 50% des coûts correspondant aux travaux de désamiantage supplémentaires sont pris en compte dans le calcul de la rémunération de l'équipe de maîtrise d'œuvre,
  - 50% des coûts correspondant aux travaux de remplacement et reprises d'étanchéité supplémentaire ont été considérés dans le calcul de la rémunération pour FLUOR,
  - 10% des coûts correspondant aux travaux de remplacement et reprises d'étanchéité supplémentaire ont été considérés dans le calcul de la rémunération pour HAGENMULLER (vérification de la charpente nécessaire),
  - les honoraires des bureaux d'études HAGENMULLER et INGEDEC ont été déterminés sur la base des travaux supplémentaires portant sur leur spécialité.

- renonce aux prestations de maîtrise d'œuvre liées à la crise sanitaire (adaptation des installations de chantier et interruption des études en raison du confinement de mars à mai 2020).

Eu égard à l'application de la notion juridique «d'enrichissement sans cause» par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les études nécessaires à l'aboutissement de la mission, donc utiles à la collectivité, la VILLE DE STRASBOURG et les sociétés FLUOR, HAGENMULLER et INGEDEC ont convenu que le montant des prestations pouvant donner lieu à une rémunération s'élève à **29 221,23 € HT soit 35 065,48 € TTC** réparti de la manière suivante :

- Société FLUOR : 14 163,41 € HT soit 16 996,10 € TTC
- Société HAGENMULLER : 957,99 € HT soit 1 149,59 € TTC
- Société INGEDEC : 14 099,83 € HT soit 16 919,80 € TTC.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le principe du règlement amiable des différends entre la Ville de Strasbourg et les entreprises suivantes, au moyen de conventions transactionnelles portant règlement des prestations réalisées et utiles à la collectivité;*
- *l'imputation des dépenses relatives à ces transactions sur les crédits prévus au budget tels que définis par le tableau ci-dessous :*

Entreprise	***Objet de la convention transactionnelle***	***Somme à verser par la Ville de Strasbourg au titulaire du contrat***	***Imputation budgétaire***
FLUOR architectes – HAGENMULLER SA - INGEDEC - ES SERVICES ENERGETIQUES - EURO SOUND PROJECT	*Mission de maîtrise d'œuvre pour la restructuration du bâtiment du centre socio-culturel et du multi-accueil de l'Elsau - 6 rue Mathias Grünewald à Strasbourg*	*29 221,23 € HT soit 35 065,48 € TTC répartie comme suit:* *Société FLUOR : 14 163,41 € HT soit 16 996,10 € TTC* *Société HAGENMULLER : 957,99 € HT soit 1 149,59 € TTC* *Société INGEDEC : 14 099,83 € HT soit 16 919,80 € TTC*	*Fonction 422 Nature 2313 Programme 1189 Enveloppe 2015/ AP0187 CRB CP45*

- *la conclusion de la convention transactionnelle jointe à la présente délibération entre la Ville de Strasbourg et lesdites entreprises,*
- *l'engagement des parties à la présente convention transactionnelle à renoncer à tout recours l'une envers l'autre, à toute instance et/ou action portant sur les faits entrant dans le champ transactionnel objet de la présente délibération et tendant à obtenir une somme d'argent supplémentaire, sous réserve du respect de l'article L 2131-10 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ainsi, la Ville de Strasbourg n'entend pas renoncer à exercer notamment les garanties contractuelles et post-contractuelles se rattachant à la qualité de constructeur ; les entreprises renoncent quant à elles au surplus de leurs réclamations,*

autorise

la Maire ou son.sa représentant.e à signer et à exécuter la convention transactionnelle jointe à la présente délibération.

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144757-CC-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Convention transactionnelle

Entre :

La ville de Strasbourg, sise 1, parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par sa Maire, Madame Jeanne BARSEGHIAN, agissant en exécution d'une délibération du Conseil Municipal du 21 mars 2022, rendue exécutoire en vertu de sa transmission au contrôle de légalité.
Ci-après dénommée « VILLE de STRASBOURG » d'une part,

Et :

D'autre part, les sociétés ci-dessous :

- La société FLUOR architecture, représentée par M. Hervé Schneider de l'agence FLUOR et pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention,

  Ci-après dénommée «FLUOR », d'autre part,

- La société HAGENMULLER représentée par M. Olivier Delbono et pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention,

  Ci-après dénommée «HAGENMULLER », d'autre part,

- La société INGEDEC représentée par M. Jean-Pierre Truchot et pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention,

  Ci-après dénommée «INGEDEC », d'autre part,

Vu le Code civil (art. 2044 et suivants),

Vu la Circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits (JORF n°0083 du 8 avril 2011 page 6248),

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat du 5 juin 2019 (CE, 5-6 chr, 5 juin 2019, n° 412732)
« 1. Aux termes de l'article 2044 du code civil dans sa rédaction applicable en l'espèce : « La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître ». En vertu de l'article 2052 du même code, un tel contrat a, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. L'article 6 du code civil interdit de déroger par convention aux lois qui intéressent l'ordre public. Il résulte de ces dispositions que l'administration peut, ainsi que le rappelle désormais l'article L. 423-1 du code des relations entre le public et l'administration, afin de prévenir ou d'éteindre un litige, légalement conclure avec un particulier un protocole transactionnel, sous réserve de la licéité de l'objet de ce dernier, de l'existence de concessions réciproques et équilibrées entre les parties et du respect de l'ordre public »

Exposé des faits faisant l'objet de la transaction

Objet du marché :

La Ville de Strasbourg a conclu avec le groupement de maitrise d'œuvre FLUOR architectes – HAGENMULLER SA - INGEDEC - ES SERVICES ENERGETIQUES - EURO SOUND PROJECT (ESP) un marché référencé n° 2017/1098, notifié le 11 janvier 2018 et un marché similaire référencé n°2019/585, notifié le 18 juillet 2019, ayant pour objet la mission de maîtrise d'œuvre pour la restructuration du bâtiment du centre socio-culturel et du multi-accueil de l'Elsau - 6 rue Mathias Grunewald à Strasbourg

Le montant cumulé des marchés de maîtrise d'œuvre attribués s'élève à 219 402.30 € HT, réparti de la manière suivante :
- 83 839,41 € HT pour l'agence FLUOR (mandataire),
- 93 894,53 € HT pour la société INGEDEC,
- 21 189,42 € HT pour la société HAGENMULLER,
- 10 809,01 € HT pour la société EURO SOUND PROJECT
- 5 190,21 € HT pour la société ES SERVICES ENERGETIQUES.

Le montant initial estimatif des travaux issu du programme établi par le maître d'ouvrage était estimé à 1 213 800 €HT correspondant au programme des travaux suivant :

- Améliorations fonctionnelles et patrimoniales :

    - construction d'une extension en terrasse pour le centre socio-culturel afin de libérer des locaux dans le bâtiment octogonal pour l'extension de l'espace multi-accueil,
    - travaux de réorganisation et d'agrandissement de l'espace multi-accueil situé au rez-de-chaussée,
    - interventions dans la salle polyvalente consistant à améliorer l'acoustique interne et modifier les accès,

- Mise en sécurité et accessibilité :

A l'issue de la phase APD (avant-projet définitif) du marché de maîtrise d'œuvre, un avenant d'un montant de 0,00 €HT a été conclu avec l'équipe de maîtrise d'œuvre, le montant des travaux sur lequel s'est engagé le maître d'œuvre s'élevait à 1 277 320 €HT.

A l'issue du chantier, le maître d'œuvre a fait valoir une réclamation pour des honoraires supplémentaires de maîtrise d'œuvre correspondant à :

1- Des travaux supplémentaires liés à une modification de programme et des aléas de chantier ayant nécessité des études complémentaires de conception (dépôt d'un permis de construire modificatif) et des honoraires pour le suivi des travaux correspondants. Ces travaux supplémentaires s'élèvent à 316 487, 40 €HT et sont justifiés de la manière suivante :

Le bâtiment regroupant le centre social et culturel et le multi-accueil a été construit en deux phases, l'une à la fin des années soixante, l'autre au début des années quatre-vingt-dix. Le bâtiment est vétuste et n'a pas fait l'objet d'interventions de rafraîchissement d'ampleur depuis des années alors qu'il

constitue un équipement public structurant dans un quartier qui va connaître des évolutions significatives dans les années à venir.

Par ailleurs, la Ville est devenue propriétaire du bâtiment en 1989 et ne disposait alors pas de la totalité des plans de construction et restructuration.

Ainsi, il est apparu nécessaire de réaliser les travaux décrits ci-dessous :

Salle de street workout :

Le programme initial des travaux, élaboré en 2017, circonscrit à quelques interventions permettant d'assurer une mise aux normes et des améliorations fonctionnelles a été élargi afin d'intégrer la salle de street workout, salle d'activités à enjeu sportif et social dans le quartier. Cette salle est équipée d'installations sportives aménagées selon un concept de « gymnastique de rue » conçu et élaboré par des jeunes du quartier et se prolongeant sur le parvis extérieur.
Dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier de l'Elsau, dont le plan guide a été finalisé après l'élaboration du programme, les agrès extérieurs devront être déplacés. Afin de maintenir la liaison fonctionnelle avec la salle, il a été nécessaire de modifier les accès à cette dernière depuis l'extérieur. La modification de façade (nécessitant un permis de construire modificatif) a nécessité des travaux d'adaptation structuraux et a été complétée par des travaux de rafraîchissement intérieurs. Ces travaux non prévisibles se sont ajoutés en cours de chantier.

Salle polyvalente :

Le programme des travaux prévoyait des interventions ponctuelles dans la salle polyvalente afin d'améliorer l'acoustique de cette salle et permettre des activités et représentations plus élargies.

Or, lors de la dépose du faux-plafond, il est apparu des désordres structurels conséquents, liés à des sinistres survenus dans les années précédentes et non connues par la maîtrise d'ouvrage. Par ailleurs, la structure de la couverture de la salle, recevant le complexe d'étanchéité ne possédait pas les caractéristiques requises permettant la mise en place d'un nouveau complexe d'étanchéité.

Travaux supplémentaires de désamiantage :

En cours de chantier, la présence d'amiante a été identifiée et a nécessité outre des travaux de désamiantage supplémentaire, des travaux de rafraîchissement des locaux concernés.

2- Un allongement de la durée du chantier de l'ordre de 7 mois suite à la modification du programme de travaux générant des honoraires supplémentaires dans le cadre de la mission de maîtrise d'œuvre OPC (organisation, pilotage, coordination)

3- La nécessité de lancer, en cours de chantier, une nouvelle consultation en raison du dépôt de bilan, de l'entreprise de plâtrerie/faux-plafonds

La réclamation du groupement de maîtrise d'œuvre s'élevait à : 32 664,47 €HT soit 39 197,36 €TTC.

Une régularisation des honoraires de maîtrise d'œuvre en cours de chantier n'était pas envisageable compte-tenu de la multiplication des aléas et imprévus survenus dans le cadre du déroulement des travaux. Il a donc été convenu, d'un commun accord entre la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage, que le règlement des honoraires supplémentaires ferait l'objet d'un protocole transactionnel.

Suite à la transmission de la réclamation, la Direction architecture et patrimoine et les représentants de la maîtrise d'œuvre se sont rapprochés en vue d'échanger sur le bien-fondé de la réclamation et définir ses termes.

Les travaux faisant l'objet de la réclamation correspondent à des demandes supplémentaires du maître d'ouvrage ainsi que des aléas qu'un acheteur diligent ne pouvait pas identifier lors des études de maîtrise d'œuvre. La demande d'honoraires supplémentaires est par conséquent justifiée.

Compte-tenu des bonnes conditions dans lesquelles l'opération s'est déroulée et la volonté de continuer de travailler avec la Ville, le groupement de maîtrise d'œuvre :

- consent un rabais sur les honoraires de maîtrise d'œuvre. Ainsi :
  - 50% des coûts correspondant aux travaux de désamiantage supplémentaires sont pris en compte dans le calcul de la rémunération de l'équipe de maîtrise d'œuvre,
  - 50% des coûts correspondant aux travaux de remplacement et reprises d'étanchéité supplémentaire ont été considérés dans le calcul de la rémunération pour FLUOR,
  - 10% des coûts correspondant aux travaux de remplacement et reprises d'étanchéité supplémentaire ont été considérés dans le calcul de la rémunération pour HAGENMULLER (vérification de la charpente nécessaire) ;
  - les honoraires des bureaux d'études HAGENMULLER et INGEDEC ont été déterminés sur la base des travaux supplémentaires portant sur leur spécialité.

- renonce aux prestations de maîtrise d'œuvre liées à la crise sanitaire (adaptation des installations de chantier et interruption des études en raison du confinement de mars à mai 2020)

Eu égard à l'application de la notion juridique «d'enrichissement sans cause» par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les études nécessaires à l'aboutissement de la mission, donc utiles à la collectivité, la VILLE DE STRASBOURG et les sociétés FLUOR, HAGENMULLER et INGEDEC ont convenu que le montant des prestations pouvant donner lieu à une rémunération s'élève à 29 221,23 € HT soit 35 065,48 € TTC réparti de la manière suivante :

- Société FLUOR : 14 163,41 € HT soit 16 996,10 € TTC
- Société HAGENMULLER : 957,99 € HT soit 1 149,59 € TTC
- Société INGEDEC : 14 099,83 € HT soit 16 919,80 € TTC

Dans le souci de ne pas pénaliser les sociétés FLUOR, HAGENMULLER et INGEDEC en raison du caractère dûment justifié de leur réclamation, et également pour éviter une procédure contentieuse, il est expressément convenu et accepté que le maître d'ouvrage versera à :

- La société FLUOR, une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 14 163,41 € HT.
- La société HAGENMULLER, une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 957,99 € HT.
- La société INGEDEC, une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 14 099,83 € HT.

Il est prévu de régler ces prestations aux sociétés dans le cadre d'un processus transactionnel régi par les articles 2044 et suivants du Code Civil.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er - Objet de la présente convention :

La présente convention vise à approuver le principe de l'indemnisation des sociétés FLUOR, HANGENMULLER et INGEDEC pour les prestations réalisées et utiles et de déterminer les modalités du règlement financier des sociétés.

Article 2 - Montant de l'indemnité à verser par la VILLE DE STRASBOURG aux sociétés FLUOR, HAGENMULLER et INGEDEC et concessions réciproques :

La VILLE DE STRASBOURG s'engage à verser, dans le cadre du présent protocole transactionnel, aux sociétés FLUOR, HAGENMULLER et INGEDEC sur le fondement de l'enrichissement sans cause, les sommes suivantes :

- FLUOR : la somme de 14 163,41 € hors taxes soit 16 996,10 € toutes taxes comprises,
- HAGENMULLER : la somme de 957,99 € hors taxes soit 1 149,59 € toutes taxes comprises,
- INGEDEC : la somme de 14 099,83 € hors taxes soit 16 919,80 € toutes taxes comprises,

La répartition prévue est la suivante :

Éléments de mission	Total sur honoraire %	Total global HT	Répartition par cotraitant		
			FLUOR	HAGENMULLER	INGEDEC
AVP	10 %	2 800,00 €	2 300,00 €	0,00 €	500,00 €
PRO	24 %	6 923,32 €	5 050,00 €	957,99 €	915,33 €
ACT	3 %	990,29 €	740,29 €	0,00 €	250,00 €
DET	25 %	7 373,12 €	5 423,12 €	0,00 €	1950,00 €
AOR	3 %	750,00 €	650,00 €	0,00 €	100,00 €
OPC	36 %	10 384,50 €	0,00 €	0,00 €	10 384,50 €
TOTAL	**100 %**	**29 221,23 €**	**14 163,41 €**	**957,99 €**	**14 099,83 €**

Soit au total la somme de 29 221,23 euros hors taxes, soit 35 065,48 euros toutes taxes comprises au titre des prestations réalisées.
Les sociétés renoncent au surplus de leurs demandes correspondant à la somme de 3 443.24 € hors taxes et renoncent à percevoir toute somme complémentaire au titre de l'exécution des prestations objet du contrat.

Article 3 - Modalités de paiement de l'indemnité :

Le paiement de l'indemnité définie à l'article 2 de la présente convention se fera selon les règles de la comptabilité publique, par mandatement administratif dans un délai de 30 (trente) jours maximum à compter de sa transmission au contrôle de la légalité, en application de l'article L.441-6 du Code de commerce.

Le paiement se fera, par tous moyens, sur le compte bancaire de :

la société FLUOR
Code banque : 14707
Compte : 70213070760
Clé RIB : 88
IBAN : FR76 14707500 0170 2130 7076 088
BIC : CCBPFRPPMTZ

la société HAGENMULLER
Code banque : 30087
Compte : 00015482602
Clé RIB : 02
IBAN : FR76 3008 7332 0000 0154 8260 202
BIC : CMCIFRPP

la société INGEDEC
Code banque : 17607
Compte : 70211298541
Clé RIB : 91
IBAN : FR76 1760 7000 0170 2112 9854 191
BIC : CCBPFRPPSTR

Article 4 - Engagement de non recours :

La VILLE DE STRASBOURG, la société FLUOR, la société HAGENMULLER, la société INGEDEC renoncent à tout recours, instance, et/ou action portant sur les faits dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.

La VILLE DE STRASBOURG renonce à toute action entrant strictement dans le champ de la présente transaction, sous réserve du respect de l'article L.2131-10 du CGCT.

Ainsi, la VILLE DE STRASBOURG n'entend pas renoncer à exercer notamment les garanties contractuelles et post-contractuelles se rattachant notamment à la qualité de constructeur.

Article 5 - Portée et entrée en vigueur de la présente convention :

La présente transaction est conclue conformément aux articles 2044 et suivants du Code Civil, et bénéficie de la chose jugée en dernier ressort, conformément à l'article 2052 du Code Civil.

A ce titre, elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents excepté les stipulations de l'article 4 ci-dessus.

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir été notifiée aux sociétés FLUOR, HAGENMULLER et INGEDEC.

Article 6 - Compétence d'attribution en cas de litige :

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires originaux.

Strasbourg, le

Pour la société FLUOR
Hervé SCHNEIDER

Strasbourg, le

Pour la VILLE DE STRASBOURG
La Maire,
Jeanne BARSEGHIAN

Pour la société HAGENMULLER
Olivier DELBONO

Pour la société INGEDEC
Jean-Pierre TRUCHOT

29

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Avis sur l'ajustement technique du tableau des emplois.

Numéro V-2022-220

Les emplois relevant des compétences de la Ville de Strasbourg sont créés par le Conseil de l'Eurométropole et la charge est répartie entre les deux collectivités selon la convention du 3 mars 1972.

La délibération qui vous est soumise porte sur :
- la suppression de 2 emplois à temps non complet permettant la création concomitante d'1 emploi identique à temps complet ;
- la création d'emplois temporaires pour répondre aux besoins saisonniers de certains services ;
- des transformations d'emplois créés précédemment rendues nécessaires lorsque les missions et/ou la configuration de l'emploi sont modifiées (changement d'intitulé, de la nature des fonctions, et/ou de la fourchette de grades), notamment les actuels emplois d'accueillants petite enfance impactés par le passage en catégorie B des auxiliaires de puériculture.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil,
vu l'article L5211-57 du Code général des collectivités territoriales,
vu la Convention du 3 mars 1972 entre la CUS et la ville de Strasbourg,
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré,

approuve,

après avis du CT, les suppressions, créations et transformations d'emplois présentées en annexe.

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-145216-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Annexe 1 à la délibération du Conseil municipal du 21 mars 2022 relative à la suppression d'emplois

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de la Culture	Conservatoire	2 enseignants en musique	Dispenser un enseignement artistique dans sa discipline dans le respect du schéma d'orientation pédagogique, en relation avec l'équipe pédagogique et en accord avec le projet d'établissement.	Temps non complet 10h	Assistant d'enseignement artistique	Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe à 1ère classe	Suppression d'emplois soumise au CT du 24/02/22.

Annexe 2 à la délibération du Conseil municipal du 21 mars 2022 relative à la création d'emplois permanents

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de la Culture	Conservatoire	1 enseignant en musique	Dispenser un enseignement artistique dans sa discipline dans le respect du schéma d'orientation pédagogique, en relation avec l'équipe pédagogique et en accord avec le projet d'établissement.	Temps complet	Assistant d'enseignement artistique	Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe à 1ère classe	

Annexe 3 à la délibération du Conseil municipal du 21 mars 2022 relative à la création d'emplois correspondant à un besoin saisonnier

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nombre de mois de travail**	**Nature des fonctions**	**Cadre d'emplois**	**Grade**	**Traitement de base**
Direction Solidarités santé jeunesse	Santé autonomie	Agent canicule	6	Réaliser la campagne d'appel et de visites à domicile des personnes âgées.	Adjoint administratif	Adjoint administratif	IB 367 à 378
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Périscolaire et éducatif	Animateur ateliers *(BAFA)*	23	Participer à la mise en place d'ateliers artistiques et de visites de musées de la Ville. Animer ces ateliers et visites auprès de groupes d'enfants des accueils de loisirs municipaux. Assurer la sécurité physique, affective et morale des enfants confiés.	Adjoint d'animation	Adjoint d'animation principal de 2ème classe	IB 368
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Périscolaire et éducatif	Animateur en accueil de loisirs *(BAFA)*	26	Accueillir et animer un groupe d'enfants dans un accueil de loisirs. Assurer la sécurité physique, affective et morale des enfants confiés. Contribuer à leur éducation, leur socialisation et leur épanouissement.	Adjoint d'animation	Adjoint d'animation principal de 2ème classe	IB 368
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Patrimoine pour l'enfance et l'éducation	Aide au responsable technique de site	16	Assurer diverses tâches d'entretien, de petite manutention et de déplacement de mobilier. Assurer l'ouverture/fermeture d'établissement.	Adjoint technique	Adjoint technique	IB 367
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Famille et petite enfance	Agent d'entretien	2	Assurer le nettoyage des locaux.	Adjoint technique	Adjoint technique	IB 367
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Inscriptions et scolarité	Agent administratif	1,5	Instruire et saisir les inscriptions scolaires et les renouvellements d'inscriptions périscolaires. Réaliser des tâches de tri, de contrôle et de classement.	Adjoint administratif	Adjoint administratif	IB 367
Direction de la Culture	Musées	Agent d'accueil et de surveillance	33	Assurer la surveillance dans les musées.	Adjoint du patrimoine	Adjoint du patrimoine	IB 367
Direction des Sports	Vie sportive	Animateur *(sans ou avec BAFA)*	34	Animer des activités dans les piscines et plans d'eau.	Adjoint d'animation	Adjoint d'animation ou adjoint d'animation principal de 2ème classe	IB 367 ou 368
Direction des Sports	Vie sportive	Educateur sportif	20	Encadrer et animer des activités dans les piscines et plans d'eau.	Educateur des APS	Educateur des APS	IB 388 à 452
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	Evènements	Agent logistique et technique	8	Veiller au respect des conditions de sécurité des opérations sur l'espace public. Assurer le fonctionnement logistique et technique des opérations.	Adjoint technique	Adjoint technique	IB 367
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	Evènements	Agent d'accueil	6	Accueillir, informer et guider les publics. Accompagner les groupes d'intervenants dans la mise en place. Assurer l'interface opérationnelle avec les chefs de projet.	Adjoint d'animation	Adjoint d'animation	IB 367
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	Evènements	Animateur *(BAFA)*	6	Assurer des activités d'animation à destination du grand public.	Adjoint d'animation	Adjoint d'animation principal de 2ème classe	IB 368

Annexe 4 à la délibération du Conseil municipal du 21 mars 2022 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Transformations avec incidence financière à la hausse							
Direction de la Culture	Médiathèques	1 assistant de bibliothèque	Gérer un secteur thématique de collections. Traiter les documents. Participer aux propositions d'acquisitions. Accueillir le public et participer aux animations.	Temps complet	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant agent de bibliothèque calibré adjoint du patrimoine à adjoint du patrimoine principal de 1ère classe).
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Famille et petite enfance	47 auxiliaires de puériculture	Prendre en charge les enfants. Conseiller et animer les activités d'éveil. Garantir la santé, la sécurité physique et affective des enfants. Contribuer à l'éducation, à la socialisation et à l'épanouissement des enfants.	Temps complet	Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture de classe normale à classe supérieure	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant accueillant petite enfance calibré auxiliaire de puériculture de classe normale à classe supérieure, ASEM principal de 2ème classe à 1ère classe, et agent social à agent social principal de 1ère classe) suite au décret n° 2021-1882 du 29/12/21.
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Famille et petite enfance	1 auxiliaire de puériculture volante	Prendre en charge les enfants. Conseiller et animer les activités d'éveil. Garantir la santé, la sécurité physique et affective des enfants. Contribuer à l'éducation, à la socialisation et à l'épanouissement des enfants.	Temps complet	Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture de classe normale à classe supérieure	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant accueillant petite enfance calibré auxiliaire de puériculture de classe normale à classe supérieure, ASEM principal de 2ème classe à 1ère classe, et agent social à agent social principal de 1ère classe) suite au décret n° 2021-1882 du 29/12/21.
Direction Solidarités santé jeunesse	Santé autonomie	1 assistant de projets	Contribuer à l'organisation, à la gestion et à la mise en œuvre de projets. Participer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'actions de communication.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant secrétaire-assistant calibré adjoint administratif principal de 2ème classe à rédacteur).
DGA "Transformation démocratique, Europe, territoires et prévention"	Mission Sécurité civile	1 assistant de direction	Assurer le secrétariat (accueil, frappe, gestion d'agenda, classement). Préparer et suivre des dossiers spécifiques.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant secrétaire-assistant calibré adjoint administratif principal de 2ème classe à rédacteur).
Transformations avec incidence financière à la baisse							
Direction de la Culture	Médiathèques	1 chargé des collections et médiations de l'Artothèque	Accueillir le public. Gérer les collections et participer aux propositions d'acquisitions. Proposer et mettre en œuvre des actions de médiation autour de l'Artothèque.	Temps complet	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant responsable de l'artothèque calibré attaché de conservation du patrimoine).
Transformations sans incidence financière							
Cabinet	Secrétariat des Elus	1 assistant d'élu(s)	Assurer le secrétariat (accueil, frappe, gestion d'agenda, classement). Instruire et suivre les courriers. Préparer et suivre des dossiers spécifiques.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant assistant d'adjoint de quartier).
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Famille et petite enfance	35 accueillants petite enfance	Prendre en charge les enfants. Animer les activités d'éveil. Assurer la sécurité physique et affective des enfants. Contribuer à l'éducation, à la socialisation et à l'épanouissement des enfants.	Temps complet	Agent spécialisé des écoles maternelles ou agent social	ASEM principal de 2ème classe à 1ère classe Agent social à agent social principal de 1ère classe	Modification de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant calibré auxiliaire de puériculture de classe normale à classe supérieure, ASEM principal de 2ème classe à 1ère classe, et agent social à agent social principal de 1ère classe) suite au décret n° 2021-1882 du 29/12/21.
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Famille et petite enfance	2 accueillants petite enfance volant	Prendre en charge les enfants. Animer les activités d'éveil. Assurer la sécurité physique et affective des enfants. Contribuer à l'éducation, à la socialisation et à l'épanouissement des enfants.	Temps complet	Agent spécialisé des écoles maternelles ou agent social	ASEM principal de 2ème classe à 1ère classe Agent social à agent social principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé pour l'un, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades pour les deux (avant accueillant petite enfance calibré auxiliaire de puériculture de classe normale à classe supérieure, ASEM principal de 2ème classe à 1ère classe, et agent social à agent social principal de 1ère classe) suite au décret n° 2021-1882 du 29/12/21.

Annexe 4 à la délibération du Conseil municipal du 21 mars 2022 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction des Espaces publics et naturels	Espaces verts et de nature	1 responsable études faune, flore et milieux	Piloter études et gestion de la faune, de la flore, des milieux et de l'éco-pâturage. Contribuer à l'élaboration des documents de gestion. Elaborer et suivre les budgets et les marchés publics. Encadrer une équipe.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable études et prospective).

30

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Avis de la Ville de Strasbourg concernant la vente par le Consistoire Israélite du Bas-Rhin d'une maison à Brumath.

Numéro V-2022-253

Conformément à l'article L 2541-14 du Code général des collectivités territoriales, la ville de Strasbourg, où le Consistoire Israélite du Bas-Rhin a son siège, est appelée à se prononcer sur la vente par le Consistoire d'une maison à usage d'habitation.

Cette maison de 2 a 27 ca, à usage d'habitation, sise à Brumath (67170), 3 rue du Fossé, figurant au cadastre de la commune de Brumath section 14 N° 7, est vendue au prix de DEUX CENT CINQ MILLE EUROS (205.000,00 €).

Cette vente, d'une maison qui n'est aujourd'hui plus utilisée, permettra de financer des travaux dans la synagogue de la commune de Brumath.

Il est par conséquent proposé d'émettre un avis favorable à cette vente.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

émet

un avis favorable à la donation par vente, d'une maison à usage d'habitation, par le Consistoire Israélite du Bas-Rhin.

Cette maison de 2 a 27 ca, à usage d'habitation sise à Brumath (67170), 3 rue du Fossé, figurant au cadastre de la commune de Brumath section 14 N° 7, est vendue au prix de DEUX CENT CINQ MILLE EUROS (205.000,00 €).

Cette vente permettra de financer des travaux dans la synagogue.

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144601-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

31

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Projet de fusion des consistoires réformés de Bischwiller, Sainte Marie aux Mines et Strasbourg.

Numéro V-2022-248

Par courrier du 20 janvier 2022, le bureau des cultes de la Préfecture du Bas-Rhin informe la ville de Strasbourg que le président du Conseil synodal de l'Église protestante réformée d'Alsace et de Lorraine (EPRAL) a sollicité la modification des circonscriptions territoriales de cette Église.

Le projet de l'EPRAL consiste en la fusion des consistoires réformés de Bischwiller, Strasbourg et Sainte Marie aux Mines.
Il sera dénommé « Consistoire de Strasbourg ».

Cette réorganisation institutionnelle s'inscrit dans le cadre d'une simplification de l'organisation administrative de cette Église.
Le synode de l'EPRAL ainsi que les assemblées des trois consistoires concernés ont approuvé ce projet.

En application de l'article L 2541-14 du Code Général des Collectivités territoriales, le conseil municipal est obligatoirement appelé à donner son avis sur la délimitation des circonscriptions des cultes reconnus, en tant que ces circonscriptions intéressent le territoire de la commune ou une partie de ce territoire.

Il est proposé d'émettre un avis favorable à ce projet de fusion.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

autorise

Le projet de fusion des consistoires réformés de Bischwiller, Strasbourg et Sainte Marie aux Mines, qui sera dénommé « Consistoire de Strasbourg ».

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144552-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

32

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Adhésions à l'ANDEV, Association Nationale des Directeurs et des cadres de l'Éducation des Villes et des collectivités territoriales, et à l'AGORES, Association nationale des directeurs de la restauration collective.

Numéro V-2022-287

Les participations à l'ANDEV et à l'AGORES ont pour objectif d'appuyer la collectivité dans la mise en œuvre opérationnelle de sa politique éducative. Ces deux réseaux professionnels de référence, respectivement dans le domaine de l'éducation et de la restauration, proposent différents formats d'échanges, de rencontres et de contenus, qui sont une source d'information, d'inspiration et de mise en perspective, pour questionner ses pratiques au quotidien et capitaliser sur les réussites d'autres territoires.

1. **Adhésion à l'ANDEV, Association Nationale des Directeurs et des cadres de l'Éducation des Villes et des collectivités territoriales**

L'Association Nationale des Directeurs et des cadres de l'Éducation des Villes et des collectivités territoriales est un réseau professionnel composé de 474 adhérents, qui accompagne les professionnels dans leurs missions en sa qualité de réseau de réflexions, d'échanges d'expériences et de communication.

L'ANDEV se positionne dans une dynamique d'« action-recherche ». De nombreux projets, coopérations et interventions sont organisés en lien avec le CNFPT. Ces formations sont l'occasion de partager les initiatives et expériences des territoires, d'échanger autour des pratiques professionnelles, de se positionner sur les enjeux des politiques éducatives territoriales, de produire des contenus et des supports de formation.

Le site Internet de l'ANDEV ainsi que la Newsletter visent à mettre en lumière les enjeux éducatifs débattus au niveau national, valoriser des innovations territoriales à partager ensemble pour enrichir la réflexion et l'action de tous au service des politiques éducatives locales.

L'ANDEV est régulièrement sollicitée pour apporter son expertise sur les questions éducatives, via la participation à des observatoires et la réponse à des sollicitations institutionnelles : ministères et commissions parlementaires…

Enfin, l'ANDEV organise un Congrès annuel, mêlant la recherche, la mutualisation des expériences, l'échange pluridisciplinaire et la production d'écrits. Les derniers congrès ont porté sur l'éducation et le développement durable (Metz 2021), le numérique (Marseille, 2019), l'éducation inclusive (Saint-Étienne, 2018), la culture et la transmission (Le Havre, 2017), ou encore la place des parents (Brest, 2016).

Le montant de l'abonnement participatif est de 700 €.

2. Adhésion à l'AGORES, Association nationale des directeurs de la restauration collective

Soucieuse de promouvoir une alimentation plus saine et plus goûteuse pour les enfants, accessible pour tous et toutes et plus respectueuse de l'environnement, la ville de Strasbourg a amorcé une transformation ambitieuse de son service de restauration collective de la petite enfance et de l'enfance. À ce titre, l'adhésion à l'AGORES doit permettre aux pilotes de cette transformation d'alimenter leur réflexion en bénéficiant du partage d'expériences et des contenus qu'offre ce réseau professionnel.

L'Association nationale des directeurs de la restauration collective est un réseau de veille et d'échange rassemblant plus de 1000 professionnels de la restauration publique territoriale et médico-sociale répartis sur le territoire métropolitain et des Dom-Com.
Il permet d'accéder à une interface numérique, à des réunions régionales, à des journées thématiques, ainsi qu'à un forum annuel. Cette mise en relation des métiers de la restauration collective donne la possibilité d'aborder tous les sujets qui intéressent la collectivité, parmi ceux-ci : alimentation et nutrition, achats publics, démarches de territoire, ressources humaines, hygiène et sécurité alimentaire, ingénierie, techniques de production innovantes…

L'AGORES se positionne comme un interlocuteur des professionnels de terrain en proposant des contenus variés, allant des enjeux de gestion quotidienne aux aspects plus stratégiques. Elle fournit par ailleurs à ses adhérents une veille régulière sur les métiers de la restauration collective (veille réglementaire, collecte et diffusion des statistiques de la profession, échanges de bonnes pratiques...).

Enfin, l'AGORES organise un forum annuel, dont la programmation entend répondre aux enjeux d'actualité. A titre d'exemple, l'édition 2021 a été organisée en partenariat avec le Ministère de l'agriculture et de l'Alimentation sur la thématique de la mise en œuvre de la Loi EgAlim à horizon 2022 (« *Loi EgAlim, comment réussir sa mise en œuvre ?* »).

Le montant de l'adhésion annuelle est de 100 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- l'abonnement participatif à l'association ANDEV pour un montant annuel de 700 €,
- l'adhésion à l'association AGORES pour un montant annuel de 100 €,

décide

- l'imputation de ces adhésions sur la ligne budgétaire 020 6281 LO01A pour un montant total de 800€ pour l'exercice 2022 ;

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer tout document nécessaire à l'adhésion de la ville de Strasbourg à ces associations

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144807-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

33

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Désignation des représentant·e.s de la ville de Strasbourg pour la Commission locale du patrimoine mondial.

Numéro V-2022-4

L'ensemble Grande-Île et *Neustadt* est inscrit sur la liste du patrimoine mondial par l'UNESCO et dispose d'un plan de gestion, l'actuel étant en vigueur depuis 2017, regroupant une soixantaine d'actions à mettre en œuvre pour mieux connaître, conserver, valoriser, et mettre en partage le bien inscrit. Conformément à la Charte pour la gestion des biens français inscrits sur la liste du patrimoine mondial du 20 décembre 2010 signée entre l'État et l'Association des Biens français du patrimoine mondial et à l'instruction ministérielle n°2012/004 du 12 avril 2012 du Ministère de la culture et de la communication relative à la gestion des biens inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, une Commission locale du patrimoine mondial a été instituée dans le cadre de la gestion du bien inscrit.

Le rôle de cette Commission locale est d'assurer un suivi du plan de gestion du bien inscrit, d'examiner les projets pouvant impacter la valeur universelle exceptionnelle du bien et de permettre une concertation et coordination entre le gestionnaire du bien et l'État. Elle doit être présidée par le représentant de l'État (Préfet) et est composée de trois collèges :

- les élu.e.s désigné.e.s par la Ville,
- les services de l'État,
- les personnalités qualifiées.

La composition de la Commission locale respecte un équilibre entre les trois collèges.

À Strasbourg, cette instance a été instituée par arrêté préfectoral du 18 juin 2013, modifié en 2015, et doit faire l'objet d'un nouvel arrêté préfectoral de modification consécutif au changement de mandat et au renouvellement des personnalités qualifiées.

Au regard de la proximité du sujet UNESCO avec celui de la révision – extension du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur et des sujets constituant le cœur du plan de gestion UNESCO Grande-Île et *Neustadt* (patrimoine, urbanisme et tourisme), il est proposé de modifier les représentant.e.s désigné.e.s à la suite du changement de mandat dans le cadre de la délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2020 portant sur la désignation des représentants de la ville de Strasbourg au sein des sociétés, établissements publics et organismes divers.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu la convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, adoptée par l'Unesco le 16 novembre 1972,
vu l'inscription de l'ensemble Grande-Île et Neustadt sur la liste du patrimoine mondial,
vu la Charte pour la gestion des biens inscrits sur liste du patrimoine mondial, signée le 20 septembre 2010 entre l'Etat et l'Association des biens français du patrimoine mondial,
vu la circulaire ministérielle du 12 avril 2012 qui instaure des commissions locales pour les biens inscrits sur la liste du patrimoine mondial,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la désignation des conseillers municipaux suivants pour le représenter au sein de la Commission locale du patrimoine mondial :

Titulaires	*Suppléants*
Jeanne BARSEGHIAN	*Sophie DUPRESSOIR*
Anne MISTLER	*Pierre OZENNE*
Suzanne BROLLY	*Joël STEFFEN*
Pascal MANGIN	*Salem DRICI*
Alain FONTANEL	*Pierre JAKUBOWICZ*

étant précisé que cette liste sera arrêtée par le Préfet.

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144434-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

34

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Première adhésion au titre de l'année 2022 au Collectif ' 50/50 ' (Collectif pour l'égalité, la parité et la diversité dans le cinéma et l'audiovisuel) au titre des actions de la Ville de Strasbourg en faveur de ces sujets.

Numéro V-2022-215

Dans le cadre de sa politique culturelle – qui veille à promouvoir l'égalité de genre et l'égale représentation de toutes et tous dans leur diversité – et plus généralement de sa politique active en faveur de l'égalité, la ville de Strasbourg souhaite prendre part aux réflexions initiées par le Collectif 50/50, engagé pour l'égalité, la parité et la diversité dans l'industrie cinématographique et audiovisuelle.

Créé entre autres par Céline Sciamma, Jacques Audiard, Rebecca Zlotowski, Agnés Jaoui, Tonie Marshall ou Aissa Maiga, le Collectif 50/50 réunit à ce jour plus de 1500 professionnel.le.s de la création et de l'industrie du cinéma et de l'audiovisuel français. Le Collectif 50/50 élabore des études, développe des actions, crée des outils et propose des mesures incitatives aux pouvoirs publics et aux différents acteurs du secteur pour accélérer le changement sur ces questions.

Au-delà des grands festivals ou autres rendez-vous cinématographiques et audiovisuels adhérents (festival de Cannes, festivals de Berlin et de Venise, festival de la Fiction TV de La Rochelle, Séries Mania, etc.), le Collectif 50/50 compte de nombreux partenaires dont le CNC, France Télévisions, Unifrance, Arte, ou La Femis.

Cette adhésion – dont le montant annuel est fixé à 300 € – permettra à la ville de Strasbourg d'intégrer un réseau de professionnel.le.s dynamique et de participer activement à la réflexion et aux engagements du Collectif à l'échelle nationale et européenne.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *l'adhésion de la ville de Strasbourg au Collectif 50/50 pour l'année 2022,*
- *le règlement de la cotisation annuelle relative à cette adhésion ;*

décide

l'imputation de la dépense sur la ligne budgétaire Fonction 20, Nature 6281, CRB L001A ;

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144430-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

35

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Attribution de subventions dans le cadre du dispositif de soutien pour les aides à la création 2022 du spectacle vivant.

Numéro V-2022-277

Convaincue que les arts et les cultures sont parties prenantes des trois priorités politiques qui guident l'action du mandat, la ville de Strasbourg construit sa politique culturelle autour des œuvres et des artistes, en soutenant activement la création et en réaffirmant la place centrale des créateurs-rices. S'appuyant sur les grandes orientations définies par la délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2020 relative au cadre de la politique culturelle pour Strasbourg, elle soutient particulièrement les projets visant à croiser les publics et les esthétiques et à tendre vers l'égalité entre les femmes et les hommes.

La ville de Strasbourg s'engage par ailleurs résolument aux côtés des artistes durement touchés par les conséquences de la crise sanitaire, qui engendre une incertitude sur l'avenir et fragilise la construction de leurs projets.

Pour soutenir les acteurs du spectacle vivant, elle met en œuvre un dispositif municipal approuvé par une délibération du 23 janvier 2017, visant, en articulation avec l'action des autres collectivités territoriales et du Ministère de la Culture, à créer une dynamique en faveur de la production artistique, à accompagner les équipes professionnelles dans les évolutions de leur parcours, à favoriser l'émergence de nouveaux talents, à permettre la réalisation de projets ambitieux et à toucher un public diversifié.

Ce dispositif prévoit en particulier la possibilité d'accorder des aides à la création en direction des opérateurs culturels du spectacle vivant selon les critères d'éligibilité suivants :

- une implantation sur le territoire de l'aire urbaine strasbourgeoise en y exerçant une réelle activité ;
- des équipes professionnelles, titulaires d'une licence d'entrepreneur du spectacle et constituées juridiquement en personnes morales de droit privé ;
- des projets qui attestent :
    - d'une exigence artistique,
    - d'une dynamique de diffusion de l'équipe sur les dernières années,
    - de l'élaboration d'un plan de diffusion sur l'Eurométropole et au niveau régional voire national,
    - d'un budget prévisionnel cohérent et sincère,

- d’un calendrier de création cohérent mentionnant les partenariats de l’équipe artistique.

Ces aides à la création sont plafonnées à 12 000 € dans la limite de 15% du budget prévisionnel et ne peuvent bénéficier aux mêmes équipes artistiques deux années consécutives.

Les demandes déposées pour l’année 2022, comprenant la description des projets de création, ont été présentées le 20 janvier 2022 à une commission consultative réunie par la ville de Strasbourg et composée de représentants de la DRAC Grand Est, de la Région Grand Est et de la Collectivité Européenne d’Alsace ainsi que de personnes qualifiées dans le domaine du spectacle vivant.

Suite à l’instruction de ces dossiers et aux avis émis par cette commission, il est proposé, dans le cadre du dispositif de soutien au spectacle vivant et des crédits inscrits au budget 2022 de la Ville, de soutenir les projets suivants, pour un montant total de 151 700 € :

Association	**Domaine**	**Nom du projet**	**Montant proposé (en €)**
Compagnie Gavroche Théâtre	Théâtre	Le malade	5 500
Association Fantôme	Théâtre	Le Renard de l'Histoire	9 000
Compagnie Actémo Théâtre	Théâtre	Paysage Intérieur Brut	7 000
Le Cri des poissons	Théâtre et musique	Ce samedi il pleuvait	5 000
Artenréel#1 pour Cie Bas Les Pathibulaires	Théâtre et musique	Machinarmonium	7 000
De Strass en strass	Théâtre	Burlesquement Votre	2 400
Artenréel#1 pour Cie L'Indocile	Théâtre	Battre le ciel	8 000
Démostratif	Théâtre	Adieu mes chers cons	10 000
Association Le Talon Rouge	Théâtre	Histoire d'Amour	9 000
Association Dinoponera / Howl Factory / GROUPE TONGUE	Théâtre	Hôtel Proust	11 000
Compagnie Les Imaginoires / Association Ailleurs	Marionnettes et théâtre d'objet	Le Parfait	6 000
Association Papier Plum’	Danse	Broutille	4 000
Artenréel #1 pour The Cracked Cookies	Musique actuelle	Crockeuses de swing	6 000
Mimiladoré	Musique actuelle	Theodore Wild Ride	5 000

Zakote	Musique actuelle	Mama Miti	5 000
Assoce Pikante pour Sousta Politiki	Musique actuelle	Nouveau spectacle	5 000
Machette Production pour Gwada Funk	Musique actuelle	Nouveau spectacle	5 000
Runny Noise	Musique actuelle	Runny Noise #2	6 000
Sokan pour Fuz Quartet	Musique actuelle	Kind of Ukraine	2 300
October Tone pour Laventure	Musique actuelle	Nouveau répertoire	6 500
Tipping Point pour Maeva	Musique actuelle	Premier spectacle	3 300
Tipping Point pour Mojo Sapiens	Musique actuelle	American Dream	5 000
Aliel Project pour Leila	Musique actuelle	Premier spectacle	3 200
Dreieck Interférences pour le groupe Nuits	Musique classique et contemporaine	Aposiopèse	4 500
Lovemusic	Musique classique et contemporaine	MAPPA	5 000
Latitude- Ensemble Atrium	Musique classique et contemporaine	Les beaux sons de voisinage	6 000

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'attribution des subventions ci-après :

Association	***Nom du projet***	***Montant proposé (en €)***
Compagnie Gavroche Théâtrre	*Le malade*	*5 500*
Association Fantôme	*Le Renard de l'Histoire*	*9 000*

Compagnie Actémo Théâtre	*Paysage Intérieur Brut*	*7 000*
Le Cri des poissons	*Ce samedi il pleuvait*	*5 000*
Artenréel#1 pour Cie Bas Les Pathibulaires	*Machinarmonium*	*7 000*
De Strass en strass	*Burlesquement Votre*	*2 400*
Artenréel#1 pour Cie L'Indocile	*Battre le ciel*	*8 000*
Démostratif	*Adieu mes chers cons*	*10 000*
Association Le Talon Rouge	*Histoire d'Amour*	*9 000*
Association Dinoponera / Howl Factory / GROUPE TONGUE	*Hôtel Proust*	*11 000*
Compagnie Les Imaginoires / Association Ailleurs	*Le Parfait*	*6 000*
Association Papier Plum'	*Broutille*	*4 000*
Artenréel #1 pour The Cracked Cookies	*Crockeuses de swing*	*6 000*
Mimiladoré	*Theodore Wild Ride*	*5 000*
Zakote	*Mama Miti*	*5 000*
Assoce Pikante pour Sousta Politiki	*Nouveau spectacle*	*5 000*
Machette Production pour Gwada Funk	*Nouveau spectacle*	*5 000*
Runny Noise	*Runny Noise #2*	*6 000*
Sokan pour Fuz Quartet	*Kind of Ukraine*	*2 300*
October Tone pour Laventure	*Nouveau répertoire*	*6 500*
Tipping Point pour Maeva	*Premier spectacle*	*3 300*
Tipping Point pour Mojo Sapiens	*American Dream*	*5 000*
Aliel Project pour Leila	*Premier spectacle*	*3 200*
Dreieck Interférences pour le groupe Nuits	*Aposiopèse*	*4 500*
Lovemusic	*MAPPA*	*5 000*
Latitude- Ensemble Atrium	*Les beaux sons de voisinage*	*6 000*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 151 700 € à imputer sur les crédits ouverts sous AU10C – fonction 33 – nature 6574 – programme 8015 du budget 2022 dont le disponible avant le présent Conseil est de 786 111 €.

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 21 mars 2022

par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144763-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Conseil Municipal du 21 mars 2022 - Aides à la création en spectacle vivant

Association	Nature du projet	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué n*1
Compagnie Gavroche Théâtrre	Création	8 000	5 500	0
Association Fantôme	Création	12 000	9 000	0
Compagnie Actémo Théâtre	Création	10 000	7 000	0
Le Cri des poissons	Création	10 000	5 000	0
Artenréel#1 pour Cie Bas Les Pathibulaires	Création	8 000	7 000	0
De Strass en strass	Création	4 000	2 400	0
Artenréel#1 pour Cie L'Indocile	Création	11 000	8 000	0
Démostratif	Création	12 000	10 000	0
Association Le Talon Rouge	Création	12 000	9 000	0
Association Dinoponera / Howl Factory / GROUPE TONGUE	Création	12 000	11 000	0
Compagnie Les Imaginoires / Association Ailleurs	Création	12 000	6 000	0
Association Papier Plum’	Création	4 000	4 000	0
Artenréel #1 pour The Cracked Cookies	Création	7 500	6 000	0
Mimiladoré	Création	5 000	5 000	0
Zakote	Création	8 000	5 000	0
Assoce Pikante pour Sousta Politiki	Création	6 500	5 000	0
Machette Production pour Gwada Funk	Création	6 300	5 000	0
Runny Noise	Création	6 000	6 000	0
Sokan pour Fuz Quartet	Création	3 500	2 300	0
October Tone pour Laventure	Création	6 500	6 500	0
Tipping Point pour Maeva	Création	5 000	3 300	0
Tipping Point pour Mojo Sapiens	Création	7 000	5 000	0
Aliel Project pour Leila	Création	3 200	3 200	0
Dreieck Interférences pour le groupe Nuits	Création	4 500	4 500	0
Lovemusic	Création	5 000	5 000	0
Latitude - Ensemble Atrium	Création	10 000	6 000	0

36

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Convention de mise à disposition de locaux et exonération de redevance au profit de l'association La Maison théâtre.

Numéro V-2022-207

L'association « la Maison Théâtre » existe depuis 2012 et a pour objet la sensibilisation du public à la pratique du théâtre ainsi que la réflexion sur le développement des outils pour la pratique du théâtre en amateur.

L'association développe ainsi différentes actions :
- Des ateliers hebdomadaires de pratique du théâtre hors temps scolaire (groupe enfant, adolescents et adultes) ;
- Des ateliers de sensibilisation à la pratique du théâtre sur le temps scolaire ;
- Des rencontres artistiques et pédagogiques entre artistes professionnels ;
- Des représentations en lien avec les stages ou la programmation de l'association « la Maison Théâtre » ;
- Différents projets dont « *Faites du Théâtre* » : projet qui a permis de toucher près de 500 jeunes issus d'établissements scolaires pour une journée découverte de la pratique du théâtre ; « *Spach Land* » : projet avec un auteur ou autrice sur 2 ans de résidence au sein du QPV Cité Spach.

L'association occupe depuis 2014 le théâtre du Tambourin, propriété de la Ville qui était mis à disposition jusqu'à maintenant à l'ARES avec l'ensemble du bâtiment dédié au centre socioculturel. Suite à des échanges entre les associations et la Ville, il a été décidé de proposer la mise à disposition du théâtre du Tambourin à la Maison théâtre qui en assurera la gestion et l'exploitation.

Au vu des missions portées par l'association, qui se traduisent par sa contribution au rayonnement culturel de Strasbourg –développement de projets culturels principalement axés sur la pratique du théâtre en amateur, son activité relève de l'intérêt général. Au regard de l'article 3 des statuts de l'association, sa gestion est désintéressée. Elle remplit alors les conditions pour être exonérée du paiement de redevance pour l'occupation du domaine public.

À ce titre, il est proposé d'approuver l'exonération de redevance accordée à l'association La Maison théâtre pour l'utilisation du théâtre du Tambourin et de valider la convention

de mise à disposition. Cette mise à disposition représente un avantage en nature évalué annuellement à la somme de 47 675,34 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la mise à disposition de la salle du Tambourin sis 7bis rue d'Istanbul 67000 Strasbourg à l'association La Maison théâtre pour l'exercice de ses activités statutaires. Cette mise à disposition intervient à titre gratuit pour une durée de 3 ans à compter de la date de signature par les deux parties ;*

- *l'exonération de redevance évaluée annuellement à 47 675,34 € au profit de l'association pour l'occupation du Tambourin.*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :

- *à signer la convention d'occupation temporaire du domaine public jointe au présent rapport ;*

- *à prendre tout acte, convention ou mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.*

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144544-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PATRIMOINE IMMOBILIER DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés

LA VILLE DE STRASBOURG, 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame la Maire, Jeanne BARSEGHIAN, dûment habilitée à cet effet par délibération du Conseil Municipal du 21 mars 2022,

Ci-après désigné par les termes « LE PROPRIETAIRE »,

D'une part,

ET

L'Association la Maison Théâtre, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le VOL n°90 FOL n°297 dont le siège est au 10 rue d'Ankara 67000 STRASBOURG et représentée par Andrée PASCAUD, sa présidente en exercice. Dont l'objet est le développement de la pratique et de la création artistique et plus spécifiquement pour la pratique du théâtre.

Ci-après désigné par les termes « L'EXPLOITANT »,

D'autre part,

Préambule

Consciente de leur caractère d'intérêt général, la Ville de Strasbourg apporte son soutien aux associations participant à l'organisation et au développement des activités culturelles, sportives, citoyennes, humanitaires et de loisirs représentant un intérêt local en mettant gratuitement à disposition des locaux désignés à l'article 1.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques,

Il a été convenu ce qui suit :

CHAPITRE I : CONDITIONS GENERALES

Article 1: Objet de la convention

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de L'EXPLOITANT, l'espace immobilier municipal dénommé ci-dessous LE TAMBOURIN :

Identification de l'immeuble

Dénomination : Pavillon le Tambourin

Adresse : 7 bis rue d'Istanbul 67000

Strasbourg Quartier : Esplanade

Caractéristiques techniques (hors extérieurs)

Immeuble 2 : pavillon Le Tambourin
Surface totale en m² : 445,13 m²

Références cadastrales Sections : 39 Numéros : 192

Tambourin (468,55)			
salle polyvalente	Pédagogique	RDC	158,37
vestiaire	Logistique	RDC	28,91
bureau	Administratif	RDC	10,73
Hall	Logistique	RDC	27,7
Arrière scène	Pédagogique	RDC	51,46
Bureau	Pédagogique	RDC	24,46
Cuisine	Administratif	RDC	21,28
Stockage administratif	Logistique	RDC	10,78
vestiaires/stockage	Logistique	RDC	8,84
sanitaires	Logistique	RDC	21,73
Stockage Costumes	Pédagogique	RDC	19,04
Stockage décors	Logistique	RDC	11,88
dégagement	Logistique	RDC	3
Stockage accessoires	Logistique	RDC	9,18
dégagement escalier	Logistique	RDC	5,07
régie+ autres locaux techniques	Logistique	1er étage	17,7
sous station	Logistique	RDC	15

Article 2: Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public, dans la mesure où l'immeuble appartient à une personne publique, qu'il participe à la mise en œuvre d'une mission de service public exercée par l'EXPLOITANT, et qu'il a fait l'objet d'un aménagement indispensable à cet effet.

Cette mise à disposition prend donc la forme d'une occupation privative du domaine public.

De fait, la mise à disposition ne peut être que temporaire et est consentie à titre précaire et révocable à tout moment, conformément aux dispositions des articles L. 2122-2 et L. 2122-3 du code général des collectivités territoriales.

En conséquence, l'EXPLOITANT ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3: Durée

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée maximale de trois années, entières et consécutives, à compter de la date de signature par les deux parties.

Toutefois, cette entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la collectivité d'un exemplaire de la présente convention dûment signée par le représentant légal de l'association.

Elle ne peut donner lieu à renouvellement tacite. Il appartient à L'EXPLOITANT de demander son renouvellement par courrier auprès du PROPRIETAIRE au moins trois mois avant la date d'échéance de la convention.

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées aux articles 24, 25, 26 et 27.

Article 4: Prise en charge des lieux

L'EXPLOITANT prend les lieux dans l'état où ils se trouvent au jour de l'entrée en jouissance.

Article 5: Destination des locaux

L'ensemble immobilier, objet de la présente, est à l'usage exclusif d'activités culturelles à destination de tous publics.

L'EXPLOITANT s'engage à affecter les locaux à l'usage exclusif énoncé ci-dessus dans le présent article. Cette destination ne pourra faire l'objet d'aucun changement sans l'accord exprès écrit et préalable du PROPRIETAIRE.

L'EXPLOITANT déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agrément, autorisations d'ouverture et d'accueil du public et autres. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant en sa qualité d'occupant, le tout de manière à ce que la responsabilité du PROPRIETAIRE ne puisse être recherchée.

CHAPITRE II : CONDITIONS D'UTILISATION

La présente convention est consentie et acceptée sous les charges et conditions qui suivent.

Toute modification ne pourra résulter que d'un commun accord écrit et circonstancié des parties et fera l'objet d'un avenant. En conséquence, toute tolérance ne devra jamais être considérée comme un droit même avec le temps, LE PROPRIETAIRE pouvant toujours y mettre fin.

Article 6: Conditions générales de jouissance

L'EXPLOITANT s'engage à user du bien mis à disposition en bon père de famille paisiblement.

Par ailleurs, les charges d'entretien des installations, de vérifications périodiques et de réparations locatives relevant de l'EXPLOITANT sont précisées en annexes 1, 2 et 3 de la présente convention.

L'EXPLOITANT prendra toutes les précautions nécessaires pour que l'exercice de ses activités ne puisse nuire en quoi que ce soit à l'entretien, à la tranquillité, au bon aspect et à la bonne tenue de l'immeuble.

Il ne pourra être introduit ou conservé dans les locaux toute espèce d'animal (à l'exception des chiens guides d'aveugles), des matières dangereuses, insalubres et mal odorantes, notamment le stockage d'hydrocarbures, de gaz, de tous produits ou matières volatils, explosifs ou inflammables, exception faite des produits éventuellement volatils et inflammables, nécessaires dans le cadre de l'activité de l'EXPLOITANT à condition expresse qu'ils soient introduits en quantité infime, sous la responsabilité de l'EXPLOITANT, couverts par l'assurance de ce dernier et n'ayant pas vocation à être stockés.

L'installation et le stockage d'appareils à combustion, à mazout ou à gaz ou tout autre produit de synthèse pétrolier ou de charbonnage est formellement interdite.

L'EXPLOITANT devra faire son affaire personnelle de la surveillance de l'ensemble immobilier.

Article 7: Abonnements et refacturation de charges

L'EXPLOITANT fera son affaire personnelle des démarches administratives en vue de souscrire les contrats d'abonnement nécessaires pour les télécommunications et la télésurveillance des locaux mis à disposition et s'engage à résilier les abonnements pour le jour de son départ.

Pour les fournitures non stockables (électricité, gaz, chauffage, eau.), les abonnements seront souscrits par l'EXPLOITANT qui règlera l'intégralité des factures.

Néanmoins, en cas d'absence de compteurs individualisés ou de sous-compteurs pour les fournitures non stockables (électricité, gaz, chauffage, eau, etc.), et par conséquent d'abonnements souscrits par le PROPRIETAIRE, une refacturation des consommations à L'EXPLOITANT sera effectuée par LE PROPRIETAIRE annuellement sur la base du relevé des sous-compteurs ou en l'absence de ceux-ci, au prorata des surfaces, réalisé en présence d'une personne déléguée par L'EXPLOITANT.

Les charges relatives aux contrôles et vérifications réglementaires périodiques sont l'affaire de l'EXPLOITANT, sauf dispositions particulières en cas de groupement d'exploitation.

Article 8: Entretien

L'EXPLOITANT s'engage à préserver le patrimoine municipal en assurant l'entretien des locaux et en veillant à leur utilisation rationnelle, afin d'éviter toute dégradation ou toute usure anormale des équipements.

L'EXPLOITANT sera tenu d'effectuer dans les locaux, pendant toute la durée de la convention et à ses frais, tous travaux et réparations locatives ainsi que l'entretien et le nettoyage des locaux.

Il devra également faire nettoyer et entretenir à ses frais, périodiquement et au moins une fois par an, tous les appareils et installations diverses mises à sa disposition (climatisation, ventilation, installations électriques, installation de chauffage, système de détection de l'incendie, chaudière, etc.) pouvant exister dans les locaux et fournir au PROPRIETAIRE les justifications demandées et les homologations sécurité des différents matériels.

L'EXPLOITANT ne devra en aucun cas rien faire ou laisser faire qui puisse détériorer les locaux. Il prendra toute précaution contre le gel.

L'EXPLOITANT devra aviser immédiatement LE PROPRIETAIRE de toute réparation à la charge de ce dernier dont il sera à même de constater la nécessité sous peine d'être tenu responsable de toute aggravation résultant de son silence ou de son retard.

A défaut d'exécution des travaux énumérés ci-dessus à la charge de L'EXPLOITANT et de tous travaux qui paraîtraient nécessaires au PROPRIETAIRE, ce dernier pourra se substituer à L'EXPLOITANT, après injonction, adressée par courrier recommandé avec accusé de réception, demeurée quinze jours sans effet, et les faire réaliser par une entreprise de son choix, aux frais exclusifs de L'EXPLOITANT sans préjudice de tous frais de remise en état consécutif à des dommages causés par l'inobservation des dispositions de la présente clause.

Article 9: Travaux & Aménagements

Tous les travaux et aménagements réalisés par L'EXPLOITANT, dans l'ensemble immobilier, pouvant changer sa destination, sa distribution, ses espaces et volumes, sa solidité, son aspect extérieur (pose de plaque, d'enseigne, de store, etc.), doivent faire l'objet de la demande, dès le stade de leur projet, d'un accord préalable et écrit du PROPRIETAIRE, sans préjudice des autorisations formelles à obtenir par ailleurs (permis de construire, déclaration de travaux, autorisation de la commission locale de sécurité, etc.) et doivent être réalisés suivant les règles de l'art et conformément aux réglementations relatives à la sécurité, l'urbanisme et l'hygiène.

A défaut d'accord exprès délivré par le service gestionnaire, le PROPRIETAIRE pourra exiger une remise à l'état initial des locaux transformés, à la charge exclusive de l'EXPLOITANT.

Tous les aménagements et installations faits par L'EXPLOITANT deviendront, sans indemnité, propriété du PROPRIETAIRE à la fin de l'occupation, à moins que ce dernier ne préfère que les lieux soient rétablis dans leur état primitif.

Afin d'obtenir l'autorisation d'exécuter les travaux, L'EXPLOITANT communiquera au PROPRIETAIRE tous documents relatifs aux travaux ou installations projetés tels que plans, notes techniques ou tout autre document que le PROPRIETAIRE jugera nécessaire.

L'EXPLOITANT fera son affaire personnelle de toutes réclamations faites par les voisins ou les tiers lors de la réalisation de ces travaux et souscrira toutes les assurances nécessaires à la réalisation desdits travaux.

L'EXPLOITANT et les occupants devront supporter sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité, tous travaux que le PROPRIETAIRE serait amené à faire exécuter en cours de convention dans les locaux quelles qu'en soient la nature et la durée. Il devra donner accès aux architectes, techniciens, entrepreneurs, ouvriers chargés de surveiller, conduire et exécuter ces travaux. Pour faciliter au mieux leur accueil et l'accès des entreprises à la structure, l'EXPLOITANT sera informé en amont des visites.

Pour les travaux dont il aura la maîtrise, le PROPRIETAIRE veillera à ce qu'ils soient faits avec diligence et de façon à limiter dans la mesure du possible la gêne qu'ils pourraient occasionner à L'EXPLOITANT, tout en garantissant le respect des règles de sécurité pour le public.

Article 10: Dispositions relatives à la sécurité incendie de l'Etablissement Recevant du Public (ERP)

L'EXPLOITANT s'engage à respecter les normes de sécurité et le nombre de personnes pouvant être accueillies simultanément défini par la commission de sécurité.
Pour information :

- l'immeuble « pavillon le tambourin » est classé dans la catégorie des établissements de type L de 4ème catégorie avec un effectif maximum de 290 personnes.

L'EXPLOITANT désigne, en son sein un Responsable Unique de Sécurité, dont le nom et les coordonnées seront communiqués à la Ville, qui aura en charge de :

- ✓ D'instruire les personnels, placés sous son autorité et ceux travaillant dans les locaux, des précautions à prendre pour assurer leur propre sécurité et celle du public accueilli ; à cet effet, les informations et instructions leur seront données en ce qui concerne notamment les conditions de circulation dans l'établissement et les dispositions à prendre en cas d'incendie, d'accident et de sinistre ;
- ✓ De prendre toutes les mesures de sécurité prévues par la réglementation en matière de locaux accueillant du public, afin de garantir la sécurité des personnes et des équipements ;
- ✓ De procéder aux contrôles et vérifications périodiques obligatoires. Il fournira au PROPRIETAIRE, copie des rapports établis par un organisme agréé ;
- ✓ De tenir à jour le registre de sécurité et procéder régulièrement aux essais de l'alarme incendie du bâtiment ainsi qu'à des exercices d'évacuation, en collaboration avec les autres établissements. Il doit également s'informer et se former à la règlementation sécurité incendie. Il devra être présent le jour de la visite de la Sous Commission Départementale de Sécurité du Bas-Rhin.

Article 11: Dispositions relatives aux bruits et aux nuisances sonores

Conformément à l'arrêté municipal du 9 Juillet 1998, sont interdits les bruits gênants par leur intensité, leur durée ou leur caractère répétitif et notamment ceux produits par les émissions sonores de toute nature, les émissions vocales et musicales, l'emploi d'appareils et de dispositifs de diffusion sonore.

Des dérogations aux interdictions d'émissions sonores de toute nature, d'émissions vocales et musicales, de tirs de pièces d'artifice et des dérogations d'emploi d'appareils et de dispositifs de diffusion sonore peuvent être accordées par le Maire lors de circonstances particulières telles que manifestations commerciales, fêtes, réjouissances publiques et privées.

L'EXPLOITANT doit prendre toutes mesures utiles pour que les bruits et notamment la musique émanant des locaux et ceux qui sont liés à leur exploitation ne soient à aucun moment gênants pour les habitants du même immeuble, des immeubles mitoyens et du voisinage.

L'EXPLOITANT doit rappeler aux utilisateurs des locaux par tout moyen adéquat la nécessité de respecter la tranquillité du voisinage en sortie d'établissement, en terrasse ou sur le parvis.

Article 12: Mise à disposition ponctuelle à un tiers

L'EXPLOITANT est autorisé à mettre à disposition les locaux ou une partie de ceux-ci pour des utilisations et manifestations ponctuelles prévues par une convention spécifique, établie par l'EXPLOITANT.

L'autorisation est subordonnée à la réalisation des conditions suivantes :

- ✓ l'utilisation des locaux devra être réservée à une action conforme à la vocation de l'association et de l'immeuble ;
- ✓ l'utilisation des locaux devra être conforme aux arrêtés et réglementations en vigueur ;
- ✓ l'utilisation des locaux ne devra porter d'aucune manière atteinte à l'ordre public ; lors de ces occupations, toutes les mesures d'hygiène et de sécurité devront être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage ;
- ✓ la pratique du culte est interdite.

En outre, L'EXPLOITANT s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans un cadre républicain et laïc, c'est-à-dire assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier dans le cadre de manifestations politiques et cultuelles ; Il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

Compte tenu de la mission de l'exploitant (la pratique artistique et des activités culturelles) et du soutien de la Ville pour le développement de la pratique artistique en amateur, un principe d'ouverture des locaux pour des projets de cette nature ainsi qu'une ouverture sur le quartier est demandé.

Il est entendu que ces mises à disposition sont réservées aux associations dont l'objet associatif est conforme aux valeurs défendues par l'exploitant.

Le conseil d'administration de l'EXPLOITANT est décisionnaire de la mise à disposition des salles sur la base du respect des critères mentionnés ci-dessus.

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application du présent article, toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cet article devra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Article 13: Conditions de mise à disposition

Dans le cadre des mises à disposition de locaux prévues à l'article 12 (hormis le cas des mises à disposition gratuites mentionnées dans l'article 12), L'EXPLOITANT est autorisé à encaisser une somme forfaitaire calculée selon un forfait journalier.

Il correspond au remboursement des charges locatives, déterminées sur la base du compte d'exploitation de la structure et comprend notamment les frais de chauffage, d'éclairage, de nettoyage et de gardiennage.

Chaque année le forfait journalier d'occupation ainsi que son mode de calcul seront communiqués au PROPRIETAIRE. L'EXPLOITANT s'engage à appliquer strictement ces tarifs.
L'EXPLOITANT, gestionnaire du lieu, exerce une mission de service public. En conséquence, le principe d'égalité des usagers s'applique et signifie que toute personne dispose d'un droit égal à l'accès au service, participe de manière égale aux charges financières résultant du service et enfin doit être traitée de la même façon que tout autre usager du service.

Article 14: Impôts et taxes

L'EXPLOITANT s'acquitte de l'ensemble des taxes et contributions afférentes à l'immeuble qui fait l'objet de la présente convention, hormis celles incombant au PROPRIETAIRE.

Article 15: Visite et surveillance des locaux

Pendant toute la durée de la convention, L'EXPLOITANT devra laisser le PROPRIETAIRE ou ses mandataires visiter les lieux mis à disposition pour s'assurer de leur état, et devra fournir dès leur première demande toutes les justifications qui pourraient lui être demandées de la bonne exécution de la convention.

L'EXPLOITANT laissera également pénétrer dans les lieux les agents ayant à effectuer les travaux jugés utiles par le PROPRIETAIRE, qui s'engage à prévenir l'EXPLOITANT au moins 48h à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 16: Contrôles du PROPRIETAIRE

L'EXPLOITANT s'engage :

- ✓ à informer le PROPRIETAIRE de tous les problèmes pouvant survenir dans l'exercice de la présente convention, notamment de tous dommages survenus aux biens mis à disposition ;
- ✓ à autoriser le contrôle de ses actions et l'examen de ses comptes par les services du PROPRIETAIRE, notamment par l'accès aux locaux et aux documents administratifs et comptables.

Article 17: Obligation d'information et de communication

L'EXPLOITANT s'engage à informer le PROPRIETAIRE, sous un mois à compter de leur survenance, de tous les changements survenus dans son fonctionnement, dans son administration ou sa direction, et à lui transmettre ses statuts actualisés.

Selon leur nature, ces changements pourront donner lieu à une révision de la présente convention par voie d'avenant, voire à sa résiliation dans les conditions prévues aux articles 25, 26, 27 et 28.

L'EXPLOITANT s'engage à faire état du soutien du PROPRIETAIRE dans sa communication.

Article 18: Droit d'utilisation temporaire

La mise à disposition permanente des locaux et matériels n'exclut pas pour le PROPRIETAIRE la possibilité de demander à L'EXPLOITANT l'utilisation temporaire de l'équipement pour lui-même ou pour d'autres personnes morales privées ou publiques.

Les demandes, signifiées à L'EXPLOITANT, devront préciser les conditions d'utilisation et dégager la responsabilité de L'EXPLOITANT.

L'EXPLOITANT ne pourra pas demander de contrepartie financière au PROPRIETAIRE, ni au titre de la mise à disposition des locaux, ni au titre des frais et charges en découlant.

En cas d'impossibilité de donner satisfaction, L'EXPLOITANT devra motiver son refus par écrit.

Article 19: Restitution des locaux

L'EXPLOITANT devra, au plus tard le jour de l'expiration de la convention, rendre les biens immobiliers mis à disposition en bon état dans la limite de leur usure normale de réparation et d'entretien locatif, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel L'EXPLOITANT remettra les clés aux représentants du PROPRIETAIRE.

Cet état des lieux devra être effectué 15 jours avant la date d'expiration de la convention.

Si des réparations ou travaux à la charge de L'EXPLOITANT s'avéraient nécessaires, ce dernier devra notifier au PROPRIETAIRE, dans les 48h du jour de l'état des lieux, son intention de les exécuter lui– même.

A défaut, le PROPRIETAIRE pourra réaliser les travaux de remise en état aux frais de L'EXPLOITANT.

CHAPITRE III : CONDITIONS FINANCIERES

Article 20: Redevance

La mise à disposition est consentie et acceptée à titre gratuit, sous réserve que, conformément aux dispositions de l'article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques,

l'EXPLOITANT dispose d'un statut d'association à but non lucratif qui concourt à la satisfaction d'un intérêt général.

Pour information, il est précisé que la valeur locative annuelle des locaux mis à disposition est évaluée à 47 675,34 €.

L'avantage en nature ainsi alloué fera l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de L'EXPLOITANT.

A chaque date anniversaire de la convention, la valeur locative fera l'objet d'une révision annuelle de plein droit en fonction de la variation de l'Indice du Coût de la Construction (I.C.C.) établi trimestriellement par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (I.N.S.E.E.)

Article 21: Aide au fonctionnement

Le propriétaire s'engage à verser à l'exploitant un montant permettant d'assurer les charges de fonctionnement liées à l'exploitation du bâtiment. Cela fera l'objet d'une demande de subvention annuelle présentant un bilan.

CHAPITRE IV : AUTRES CONDITIONS

Article 22: Assurances

L'EXPLOITANT s'engage à souscrire une police d'assurance auprès d'une compagnie d'assurances notoirement connue et solvable, couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes éventuellement placées sous sa responsabilité. La police d'assurance devra comprendre par ailleurs les garanties afférentes, notamment :

- ✓ À l'incendie, l'explosion, les dommages électriques ou causés par la foudre ;
- ✓ Aux dégâts des eaux ;
- ✓ Au vol, vandalisme y compris les détériorations à la suite d'un vol ;
- ✓ Aux dommages d'incendie, d'explosions occasionnées par les émeutes, mouvements populaires, attentats, actes de terrorisme et de sabotage ;
- ✓ Aux bris de glace ;
- ✓ Aux recours des voisins et des tiers ;
- ✓ Aux catastrophes naturelles.

L'EXPLOITANT devra justifier à chaque demande du PROPRIETAIRE de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes. L'EXPLOITANT s'engage à aviser immédiatement LE PROPRIETAIRE de tout sinistre.

Le PROPRIETAIRE informe l'EXPLOITANT qu'il a souscrit une assurance dommage aux biens concernant l'ensemble de son patrimoine immobilier.

Article 23: Mesures d'ordre public

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publiques ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le PROPRIETAIRE se réserve le droit de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par la Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

Article 24: Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le PROPRIETAIRE peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis d'un mois adressé par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à L'EXPLOITANT.

Article 25: Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure, adressée par courrier recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse dans un délai d'un mois. Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- ✓ le défaut d'obtention des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un mois suivant l'installation les locaux ;
- ✓ le défaut de présence effective de l'occupant dans les locaux pour une durée supérieure à un mois, consécutifs ou non, en dehors des périodes de congés ;
- ✓ le défaut de présentation des doubles de la ou des police(s) d'assurances par l'EXPLOITANT conforme(s) aux dispositions de l'article 23 de la présente Convention au jour de l'entrée dans les locaux ;

Sera ou seront constitutif(s) d'une faute de L'EXPLOITANT donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de L'EXPLOITANT sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer L'EXPLOITANT des sommes dues au PROPRIETAIRE ou des obligations contractées à son égard.

Article 26: Résiliation à l'initiative de l'EXPLOITANT

Durant la période d'occupation de la présente convention, L'EXPLOITANT aura la faculté de résilier la convention en notifiant au PROPRIETAIRE sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trente jours au moins avant le terme choisi.

La présente convention prendra fin au plus tôt, au terme de trente jours calendaires à compter de la date de réception de la lettre recommandée, sous réserve que L'EXPLOITANT soit à jour de l'ensemble de ses redevances et obligations financières vis-à-vis du PROPRIETAIRE dans le cadre de la présente convention.

Les charges restent dues jusqu'à l'extinction de la présente convention.

Article 27: Autre cas de résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution ou la liquidation de l'EXPLOITANT pour quelle que cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des locaux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le PROPRIETAIRE de ses droits éventuels contre l'EXPLOITANT si la destruction peut être imputée à ce dernier. La résiliation de la présente convention par le PROPRIETAIRE ne donnera lieu à aucune indemnisation.

Article 28: <u>Litige</u>

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Article 29: <u>Élection de domicile</u>

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile au Centre Administratif,

1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX.

Fait en double exemplaire, à Strasbourg, le 1er avril 2022

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l'association des Résidents de l'Esplanade de Strasbourg - ARES
La Maire	La présidente
Jeanne BARSEGHIAN	**Andrée PASCAUD**

Signature précédée de la mention « lu et approuvé »

Annexe 1 : Liste des vérifications techniques réglementaires (extrait du registre de sécurité ERP de la ville de Strasbourg).

VERIFICATIONS TECHNIQUES PERIODIQUES

(= vérification de l'état de conservation et du maintien du bon fonctionnement)

à faire réaliser par un organisme de contrôle ou un technicien compétent suivant le cas, selon une périodicité définie réglementairement :

INSTALLATIONS TECHNIQUES	PERIODICITE A RESPECTER	VENANT	TEXTE	RVATIONS
INSTALLATIONS ELECTRIQUES	1 AN	Organisme agréé ou technicien compétent	EL 19 et GE6 à GE9	
MOYENS DE SECOURS EXTINCTEURS, RIA	1 AN	Technicien compétent	MS 73	
INSTALLATIONS DE DESENFUMAGE	1 AN	Organisme agréé ou technicien compétent	DF 8	
INSTALLATIONS DE DETECTION INCENDIE	1 AN	Technicien compétent	MS 73	
SYSTEME DE SECURITE INCENDIE	3 ANS	Organisme agréé pour les SSI A et B	MS 73	= Triennale SSI (avec remise en cause possible de la conception)
EQUIPEMENT D'ALARME	1 AN	Organisme agréé ou technicien compétent	MS 73	
INSTALLATIONS DE GAZ	1 AN	Organisme agréé ou technicien compétent	GZ 30	
ASCENSEURS + Câbles et chaînes de suspension	5 AN 6 MOIS	Organisme agréé Entreprise chargée de l'entretien	AS 9	Examen conformité et essais vitesse et dispositifs de sécurité
INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE	1 AN	Organisme agréé ou technicien compétent	CH58	Les vérifications concernent : les brûleurs et foyers, les dispositifs de protection et régulation, l'étanchéité des appareils et canalisations d'alimentation Butane, propane : contrôle étanchéité tuyauteries et accessoires, bon fonctionnement accessoires
CHAUFFERIE DE PUISSANCE > 1000KW (ZPS)	2 ANS	Organisme agréé (contrôle à la diligence et aux frais de l'exploitant)	Décret 98-833 du 16 septembre 1998	Contrôle périodique consistant en un calcul du rendement et le contrôle de sa conformité, le contrôle du bon fonctionnement des appareils de mesure et contrôle, la vérification du bon état et bon fonctionnement, la vérification de la tenue du livret de chaufferie
APPAREILS DE CUISSON	1 AN	Organisme agréé ou technicien compétent	GC 22	
EQUIPEMENTS SPORTIFS (cages de but foot, hand, hockey et basket)				Vérification stabilité et solidité à effectuer lors de l'installation, puis Entretien seul imposé par le décret 96-495
PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES	6 MOIS	Technicien compétent	Code du travail : arrêté du 21/12/93	

Annexe 2 : Liste des installations à entretenir (extrait du registre de sécurité ERP de la ville de Strasbourg).

ENTRETIEN DES INSTALLATIONS

à la charge de l'utilisateur, réalisé selon le cas par le personnel compétent de l'établissement ou par une entreprise spécialisée par le biais de contrats de maintenance :

INSTALLATIONS TECHNIQUES	INTERVENANT	TEXTE	OBSERVATIONS
INSTALLATIONS ELECTRIQUES	Une personne physique de l'établissement (présence pendant ouverture public pour 1ère et 2ème catég.)	EL18 et décret 14 nov. 88	Entretien et maintien en bon état de fonctionnement : les défectuosités et défauts d'isolement doivent être réparés dès leur constatation. Eclairage de sécurité : 1 fois par mois, s'assurer du passage à la position de fonctionnement et de la remise automatique en position de veille, 1 fois tous les 6 mois s'assurer de l'autonomie d'au moins 1 h.
MOYENS DE SECOURS EXTINCTEURS, RIA	Technicien compétent	MS 72	Maintien en permanence du bon état de fonctionnement ; Le contrat d'entretien doit inclure des essais fonctionnels
INSTALLATIONS DE DESENFUMAGE	Personnel compétent	DF 7	Procéder périodiquement à l'entretien de la source de sécurité suivant EL18, et à l'entretien courant des éléments mécaniques et électriques
INSTALLATIONS DE DETECTION AUTOMATIQUE INCENDIE	Personnel compétent	DF7	Le contrat d'entretien obligatoire doit inclure des essais fonctionnels Procéder périodiquement à l'entretien des détecteurs de fumées suivant notice constructeur
SYSTEME DE SECURITE INCENDIE	Technicien compétent	MS68	Les SSI A et B doivent faire l'objet d'un contrat d'entretien
EQUIPEMENT D'ALARME	Technicien compétent ou installateur	MS68	Maintenir en bon état de fonctionnement
INSTALLATIONS DE GAZ	Exploitant	GZ29	Annuellement : Contrôle visuel de bon état et ramonage / visite des conduits d'évacuation
ASCENSEURS	Personnel spécialisé	AS 8	Contrat d'entretien et maintenance obligatoire par arrêté du 11 mars 1997 Contrôle tous les 6 mois en application de AS9
TRAITEMENT D'AIR ET VENTILATION	L'utilisateur	CH39	Entretien des filtres : tenue d'un livret d'entretien, visite périodique tous les 3 mois
INSTALLATION DE CHAUFFAGE		CH57	Doivent être entretenues régulièrement et maintenues en bon état de fonctionnement Les conduits de fumée, cheminées doivent être ramonés et nettoyés tous les ans
APPAREILS DE CUISSON	Exploitant	GC 21	Maintenir en bon état de fonctionnement et ramonage conduits d'évacuation tous les 6 mois Circuit extraction air vicié buées graisses à nettoyer 1 fois par an, filtres 1 fois par semaine
EQUIPEMENTS SPORTIFS		Décret 96-495 du 4 juin 1996	Entretenir régulièrement les équipements de façon à répondre en permanence aux exigences de sécurité fixées dans le décret Périodicité non définie, laissée à l'appréciation du propriétaire qui doit établir un plan de vérification et d'entretien
PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES	Technicien compétent	CO 48 arrêté du 21 déc. 93	Doivent faire l'objet d'un contrat d'entretien

Annexe 3 : Autres réparations ayant le caractère de réparations locatives.

I. - Parties extérieures dont le locataire a l'usage exclusif.

a) Jardins privatifs :

Entretien courant, notamment des allées, pelouses, massifs, bassins et piscines.
Taille, élagage, échenillage des arbres et arbustes. Remplacement des arbustes.
Réparation et remplacement des installations mobiles d'arrosage.
Peintures et menues réparations des bancs de jardins et des équipements de jeux et grillages.
Entretien du matériel horticole.

b) Auvents, toitures, terrasses et marquises :

Enlèvement de la mousse et des autres végétaux.

c) Descentes d'eaux pluviales, canalisations d'évacuations, caniveaux, chéneaux et gouttières :

Dégorgement des conduits.
Entretien courant nettoyage.

d) Aire de jeux :

Entretien courant.
Remplacement du sable des bacs et du petit matériel de jeux.
Peintures et menues réparations des équipements de jeux.

II. - Ouvertures intérieures et extérieures.

a) Sections ouvrantes telles que portes et fenêtres :

Graissage des gonds, paumelles et charnières.
Menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds, crémones et espagnolettes, remplacement notamment de boulons, clavettes et targettes.

b) Vitrages :

Réfection des mastics.
Remplacement des vitres détériorées.
Nettoyages des façades vitrées.

c) Dispositifs d'occultation de la lumière tels que stores et jalousies :

Graissage.
Remplacement notamment de cordes, poulies ou de quelques lames.

d) Serrures et verrous de sécurité :

Graissage.
Remplacement de petites pièces ainsi que des clés égarées ou détériorées.

e) Grilles :

Nettoyage et graissage.
Remplacement notamment de boulons, clavettes, targettes.

III. - Parties intérieures.

a) Plafonds, murs intérieurs et cloisons :

Maintien en état de propreté.
Menus raccords de peintures et tapisseries.
Remise en place ou remplacement de quelques éléments des matériaux de revêtement tels que faïence, mosaïque, matière plastique.
Rebouchage des trous rendu assimilable à une réparation par le nombre, la dimension et l'emplacement de ceux-ci.

b) Parquets, moquettes et autres revêtements de sol :

Encaustiquage et entretien courant de la vitrification.
Remplacement de quelques lames de parquets et remise en état, pose de raccords de moquettes et autres revêtements de sol, notamment en cas de taches et de trous.

c) Placards et menuiseries telles que plinthes, baguettes et moulures :

Remplacement des tablettes et tasseaux de placard et réparation de leur dispositif de fermeture ; fixation de raccords et remplacement de pointes de menuiseries.

IV. - Installations de plomberie.

a) Canalisations d'eau :

Dégorgement.
Remplacement des joints, colliers, clapets et presse-étoupes des robinets.
Remplacement des joints, flotteurs et joints cloches des chasses d'eau.

b) Canalisations de gaz :

Entretien courant des robinets, siphons et ouvertures d'aération.
Remplacement périodique des tuyaux souples de raccordement.

c) Fosses septiques, puisards et fosses d'aisance :

Vidange, entretien courant et graissage des pompes de relais, jauges, contrôleurs de niveau.
Entretien des groupes moto-pompes de puisards, pompes de relevage.

d) Chauffage, production d'eau chaude et robinetterie :

Contrôles des raccordements et de l'alimentation des chauffe-eau électriques, contrôle de l'intensité absorbée.
Contrôle des groupes de sécurité.
Contrôle et réfection d'étanchéité des raccordements eau froide eau chaude.
Réglage des thermostats et contrôle de la température d'eau.
Réglage de débit et température de l'eau chaude sanitaire.
Vérification et réglage des appareils de commande, d'asservissement, de sécurité d'aquastat et de pompe.
Dépannage.
Remplacement des bilames, pistons, membranes, boîtes à eau, allumage piézo-électrique, résistances, thermostats, clapets et joints des appareils à gaz .
Rinçage et nettoyage des corps de chauffe et tuyauteries.
Nettoyage des gicleurs, électrodes filtres et clapets des brûleurs.
Graissage des vannes, robinets et réfections des presse-étoupes.
Remplacement des ampoules des voyants lumineux et ampoules de chaufferie.
Entretien et réglage des appareils de régulation automatique et de leurs annexes.
Vérification et entretien des régulateurs de tirage.
Réglage des vannes, robinets et tés ne comprenant pas d'équilibrage.
Purge des points de chauffage.
Frais de contrôle de combustion.
Entretien des épurateurs de fumée.

Opérations de mise en repos en fin de saison de chauffage, rinçage des corps de chauffe et tuyauteries, nettoyage de chaufferies, y compris leurs puisards et siphons, ramonage des chaudières, carneaux et cheminées.
Vérification, nettoyage et graissage des organes des pompes à chaleurs.
Contrôles périodiques visant à éviter les fluides de fluide frigogène des pompes à chaleur.
Réparations visant à remédier aux fuites de fluides frigorigènes des pompes à chaleur
Recharge en fluide frigorigène des pompes à chaleur.
Entretien de l'adoucisseur, du détartreur d'eau, du suppresseur et du détendeur.

e) Éviers et appareils sanitaires :

Nettoyage des dépôts de calcaire, remplacement des tuyaux flexibles de douches.

V. - Équipements d'installations d'électricité.

Remplacement des interrupteurs, prises de courant, coupe-circuits et fusibles, des ampoules, tubes lumineux.
Réparation ou remplacement des baguettes ou gaines de protection.
Entretien ou réparation des digicodes et interphones
Remplacement des schémas électriques perdus ou égarés.

VI. - Autres équipements.

a) Entretien courant et menues réparations des appareils tels que réfrigérateurs, machines à laver le linge et la vaisselle, sèche-linge, hottes aspirantes, adoucisseurs, capteurs solaires, pompes à chaleur, appareils de conditionnement d'air, antennes individuelles de radiodiffusion et de télévision, meubles scellés, cheminées, glaces et miroirs.

b) Menues réparations nécessitées par la dépose des bourrelets.

c) Graissage et remplacement des joints des vidoirs.

d) Ramonage des conduits d'évacuation des fumées et des gaz ainsi que des conduits de ventilation.

e) Nettoyage périodique de la face extérieure des capteurs solaires. Vérification, nettoyage et graissage des organes des capteurs solaires.

f) Cloison mobile :

Roulement à billes, galets, poignée de manœuvre, cylindre, système de réglage, contrôle de stabilité et d'aplomb, lessivage des supports et remplacement des éléments détériorés.
Nettoyage et graissage des rails.

g) Boîte aux lettres :

Entretien, réparation et remplacement de serrure.

VII. - Hygiène.

Sacs en plastique et en papier nécessaires à l'élimination des déchets.
Produits relatifs à la désinsectisation et la désinfection, y compris des colonnes sèches de vidoir

37

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Attribution de subventions aux écoles de musique associatives.
Aides financières pour la pratique des élèves les plus défavorisé.es ainsi que pour des projets spécifiques.

Numéro V-2022-208

L'attribution de subventions aux écoles de musique associatives de Strasbourg s'inscrit dans le cadre de :

- la délibération relative au cadre de la politique culturelle pour Strasbourg du 14 décembre 2020 qui entend notamment légitimer la place et le rôle de la pratique en amateur comme moteur et acteur de la vitalité de l'écosystème artistique Strasbourg ;

- la délibération sur la politique de soutien aux pratiques artistiques en amateur du 21 juin 2021 qui réaffirme son soutien aux écoles de musique.

Les pratiques artistiques en amateur s'inscrivent au cœur des enjeux sociétaux actuels. Elles favorisent le développement de la personne, la participation active à la vie artistique et culturelle de la cité, l'implication citoyenne, la diversité sociale et intergénérationnelle et le bien-vivre ensemble sur le territoire. Elles permettent par ailleurs d'apporter des propositions en termes d'équité territoriale et sociale.

Riche d'un réseau de 17 écoles de musique associatives, la pratique musicale en amateur tient une place importante à Strasbourg et fait partie du quotidien de nombreux concitoyens qui partagent leur passion avec leur entourage ou avec leurs proches. Les écoles de musique y contribuent fortement en offrant un cadre d'exercice de la pratique en amateur, centré sur l'apprentissage et sur l'épanouissement des élèves de tout âge.
Pour l'année scolaire 2021–2022, les 17 écoles de musique de Strasbourg enseignent cet art à 3 555 élèves.

La ville de Strasbourg soutient financièrement les écoles de musique par :

- une subvention de fonctionnement dite « socle »,
- des subventions d'aides aux projets,
- des subventions pour favoriser l'inscription des personnes les plus défavorisés (aides solidaires à la pratique musicale).

La présente délibération propose le versement de subventions pour les écoles de musique dans le cadre des aides financières pour la pratique des élèves les plus défavorisés ainsi que pour des projets spécifiques.

Pour les aides aux élèves
Le montant de l'aide financière concerne les familles ayant un quotient familial inférieur ou égal à 750 selon la répartition ci-dessous :
- 250 € d'aide pour un élève dont le quotient familial est entre 0 et 350.
- 210 € d'aide pour un élève dont le quotient familial est entre 351 et 550.
- 190 € d'aide pour un élève dont le quotient familial est entre 551 et 750.

Le montant ne peut excéder 90 % des frais d'écolage.

Dans le cadre des crédits inscrits au budget 2022 de la Ville, il est proposé d'allouer les subventions suivantes aux écoles de musique, au titre des aides financières pour la pratique des élèves les plus défavorisés :

Ecole de musique	Nombre d'élèves éligibles à une aide financière	Montant octroyé au titre des aides financières pour les élèves défavorisés
ECOLE DE MUSIQUE SAINT THOMAS	62	13 066 €
ASSOCIATION DU CSC FOSSE DES TREIZE	3	670 €
ARES –Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg	55	11 350 €
ECOLE DE MUSIQUE DE POLE SUD	43	8 182 €
ADEMSC – Association pour le Développement de l'Ecole de Musique de Strasbourg Centre	26	5 730 €
CEMC ROBERTSAU Centre d'Education Musicale et Culturel	7	1 390 €
LE PELICAN MUSICIEN	7	1 510 €
ASSOCIATION MUSICALE ET CULTURELLE DE CRONENBOURG	50	10 400 €
ECOLE DE MUSIQUE DE L'HARMONIE CAECILIA 1880 DE LA ROBERTSAU	0	0 €
ASSOCIATION MUSICALE ET CULTURELLE DE NEUHOF-STOCKFELD	13	2 635 €
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE HAUTEPIERRE	80	15 599 €
CENTRE MUSICAL DE LA KRUTENAU	41	8 850 €
ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN – CSC CAMILLE CLAUSS	40	8 132 €
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	134	28 020 €
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIOCUTUREL DE NEUDORF	20	3 955 €
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE L'ELSAU	23	4 654 €
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE LA MONTAGNE VERTE	38	6 862 €
Total	**642**	**131 005 €**

Pour les aides aux projets spécifiques, les subventions tiennent compte de quatre priorités :

- l'école dans son territoire : actions qui contribuent aux dynamiques de territoire ;
- l'école et les publics spécifiques : actions en direction du public éloigné ;
- la participation des écoles à des projets structurants portés par la ville de Strasbourg ou soutenus par elle et plus largement des projets partenariaux ;
- la proposition de projets pluridisciplinaires, faisait appel à différentes esthétiques (musique/danse, musique/arts plastique, etc.).

Dans le cadre des crédits inscrits au budget 2022 de la Ville, il est proposé d'allouer les subventions suivantes pour 12 projets portés par 7 écoles de musique pour un total de 26 725 € :

École de musique du CSC Neudorf	**3 725 €**

- Neudorf fête la musique avec la machine à voyager dans le temps

Spectacle musical réunissant tous les élèves de l'école de musique à l'occasion des 40 ans du CSC Neudorf le 24 juin 2022.

École de musique du CSC Neuhof	**11 000 €**

- ateliers musique improvisée avec QUATUOR AVENA (saxophones) : 2 000 €

Ateliers de musique à destination des élèves de l'école de musique : découverte d'œuvres du répertoire du quatuor de saxophones AVENA avec restitution lors du concert du groupe AVENA le 3 avril à l'espace Django.

- concert Jazz manouche à l'Opéra : 3 000 €

Ateliers délocalisés de jazz manouche assurés par Francko Merhstein dans trois écoles de musique (ARES, St Thomas et Pôle Sud) en plus de l'école du CSC Neuhof à destination des élèves guitaristes dans la perspective d'un concert pour fêter l'anniversaire de Django Reinhardt qui était prévue en 2020. Après plusieurs reports, le projet s'inscrit dans un partenariat avec l'Opéra dans le cadre du festival ARSMONDO dédié cette année à la culture tsigane.

- parcours créatif pour chanteurs-chanteuses : 2 000 €

Processus de création de chansons, de l'écriture à l'enregistrement studio pour 20 enfants de 8 à 12 ans pendant les vacances scolaires. Enregistrement professionnel avec la découverte du studio des Sons de la Rue.

- orchestre éphémère de 50 jeunes : 4 000 €

Programmation d'un moment musical festif rassemblant 50 jeunes de 11 à 20 ans : les anciens et les nouveaux du NHF Orchestra : 4 journées de travail de mai à juin pour une première restitution le 21 juin lors de la fête de musique (idéalement sur le parvis de l'hôpital Lyautey).

École de musique Saint Thomas	**1 500 €**

- résidence de Jean Bisello autour de la musique de Jimi Hendrix

Ateliers pédagogiques animés par Jean Bisello (bassiste de renom et directeur de la prestigieuse Music Academy international de Nancy) à destination des élèves bassistes du réseau des écoles de musique autour de la musique de Jimi Hendrix (50 ans de la mort de l'artiste). Une restitution de ces ateliers est prévue le 8 mars dans le cadre du concert Music Live du réseau des écoles au Fossé des 13.

École de musique du CSC Elsau	**1 000 €**

- la ligne 2 musique (chant et création musicale)

Stage d'une semaine pendant les vacances autour d'activités de chant et création musicale pour un groupe de jeunes âgés de 12 à 25 ans de différents quartiers : Elsau, Neuhof et Port du Rhin. Possibilité de se produire sur scène au mois de mars dans le cadre du concert "Music'Actuel Live" organisé par le réseau des écoles de musique le 8 mars.

Association musicale et culturelle de Cronenbourg	**4 000 €**

- concerts en EPHAD

Concerts dans les maisons de retraite « Bethlehem » et « Les Essentielles » un dimanche par mois de novembre 2021 à juin 2022.

École de musique du CSC Fossé des Treize	**2 500 €**

- concerts du réseau des écoles (2 concerts pédagogiques et la fête de la musique)

Accueil et intervention pédagogique sur trois concerts du réseau des écoles de musique pour les ateliers de musique actuelle : 5 mars autour de Jimi Hendrix, 8 mars avec les ateliers de musique actuelle du réseau et 21 juin pour la fête de la musique. Les concerts sont précédés de balance pédagogique.

École de musique du CSC Montagne Verte	**3 000 €**

- fête du parc naturel urbain : 500 €

Contributions de l'école de musique aux différentes animations proposées par le secteur Koenigshoffen Montagne Verte Elsau à l'occasion de la fête du PNU : concert à la tour du Schloessel mais aussi déambulation le long du canal de la Bruche. Création sonore envisagée avec les élèves sur le thème de la nature.

- spectacle participatif : 1 000 €

Soirée participative "live" au foyer St Arbogast un samedi début mai avec présentation des travaux de tous les secteurs du CSC dont l'école de musique et avec pour objectif d'ouvrir aux habitant-es du quartier et de leur donner la parole.

- Montagne Verte en fête : 1 500 €

Fête de quartier organisée par le CSC : l'école de musique y tient une place importante notamment à travers les pratiques collectives mais surtout pour l'organisation technique et artistique. La fête ouverte aux associations du quartier prendra en 2022 la forme d'un mini-festival sur une semaine entière (du 19 au 26 juin) avec un final le dimanche.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'attribution des subventions ci-après :

Au titre de l'exercice 2022 à hauteur de 131 005 € pour les aides financières pour la pratique des élèves les plus défavorisés :

Ecole de musique	*Nombre d'élèves*	*Montant octroyé au titre des aides*

	éligibles à une aide financière	*financières pour les élèves défavorisés*
ECOLE DE MUSIQUE SAINT THOMAS	*62*	*13 066 €*
ASSOCIATION DU CSC FOSSE DES TREIZE	*3*	*670 €*
ARES –Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg	*55*	*11 350 €*
ECOLE DE MUSIQUE DE POLE SUD	*43*	*8 182 €*
ADEMSC – Association pour le Développement de l'Ecole de Musique de Strasbourg Centre	*26*	*5 730 €*
CEMC ROBERTSAU Centre d'Éducation Musicale et Culturel	*7*	*1 390 €*
LE PELICAN MUSICIEN	*7*	*1 510 €*
ASSOCIATION MUSICALE ET CULTURELLE DE CRONENBOURG	*50*	*10 400 €*
ECOLE DE MUSIQUE DE L'HARMONIE CAECILIA 1880 DE LA ROBERTSAU	*0*	*0 €*
ASSOCIATION MUSICALE ET CULTURELLE DE NEUHOF-STOCKFELD	*13*	*2 635 €*
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE HAUTEPIERRE	*80*	*15 599 €*
CENTRE MUSICAL DE LA KRUTENAU	*41*	*8 850 €*
ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN – CSC CAMILLE CLAUSS	*40*	*8 132 €*
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	*134*	*28 020 €*
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIOCUTUREL DE NEUDORF	*20*	*3 955 €*
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE L'ELSAU	*23*	*4 654 €*
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE LA MONTAGNE VERTE	*38*	*6 862 €*
Total	***642***	***131 005 €***

Au titre de l'exercice 2022 à hauteur de 26 725 € pour les aides financières pour des projets spécifiques :

ASSOCIATION DU CENTRE SOCIOCUTUREL DE NEUDORF	*3 725 €*
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	*11 000 €*
ECOLE DE MUSIQUE SAINT THOMAS	*1 500 €*
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE L'ELSAU	*1 000 €*
ASSOCIATION MUSICALE ET CULTURELLE DE CRONENBOURG	*4 000 €*

ASSOCIATION DU CSC FOSSE DES TREIZE	*2 500 €*
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE LA MONTAGNE VERTE	*3 000 €*
Total	***26 725 €***

Soit un total (aides pour les élèves et aides pour des projets spécifiques) à hauteur de 157 730 €.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif de la ville de Strasbourg sous la fonction 311, nature 6574, activité CU01B au titre de l'exercice 2022, dont le disponible avant le présent Conseil est de 245 960 € ;

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières relatives à ces subventions.

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144542-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

DATE DU GTS : mardi 1 février 2022

DATE DU CONSEIL MUNICIPAL : lundi 21 mars 2022

STRUCTURE	INTITULE	NATURE	MONTANT SOLLICITE	MONTANT ATTRIBUE N-1	MONTANT PROPOSE	N° FIPRO
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUDORF	Neudorf fête la musique avec la machine à voyager dans le temps	AIDE AU PROJET	3 725,00€	-€	3 725 €	1
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	Atelier de musique improvisée avec le quatuor AVENA autour de leur spectacle "Le tour du monde en 80 jours"	AIDE AU PROJET	2 700,00€	-€	2 000 €	2
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	Concert de Jazz manouche à l'Opéra	AIDE AU PROJET	3 530,00€	900€	3 000 €	3
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	Parcours créatif pour jeunes chanteurs : de l'écriture au studio d'enregistrement	AIDE AU PROJET	2 400,00€	-€	2 000 €	4
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	Création d'un orchestre éphémère de 50 jeunes du Neuhof pour la fête de la musique	AIDE AU PROJET	4 580,00€	-€	4 000 €	5
ECOLE E MUSIQUE SAINT-THOMAS	Résidence de Jean Bisello autour de la musique de Jimi Hendrix	AIDE AU PROJET	1 500,00€	2 500€	1 500 €	6
CENTRE SOCIAL ET CULTURE DE L'ELSAU	LA LIGNE 2 MUSIQUE	AIDE AU PROJET	1 000,00€	-€	1 000 €	7
ASSOCIATION MUSICALE ET CULTURELLE DE CRONENBOURG	Concerts dans les maisons de retraite "Bethlehem" et "Les essentielles"	AIDE AU PROJET	4 100,00€	2 000€	4 000 €	8
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU FOSSE DES 13	Concerts pédagogiques pour tous les ateliers de musique actuelle du réseau des écoles	AIDE AU PROJET	2 500,00€	2 500€	2 500 €	9
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE LA MONTAGNE VERTE	Fête du Parc Naturel Urbain (PNU)	AIDE AU PROJET	500,00€	-€	500 €	10
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE LA MONTAGNE VERTE	Spectacle participatif 2022	AIDE AU PROJET	1 000,00€	1 000€	1 000 €	11
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE LA MONTAGNE VERTE	Montagne Verte en fête juin 2022	AIDE AU PROJET	1 500,00€	1 500€	1 500 €	12
			29 035 €	**10 400 €**	**26 725 €**	

38

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Attribution de subventions pour la pratique artistique en amateur et les projets en direction du développement des publics.

Numéro V-2022-209

Dans le cadre des crédits inscrits au budget 2022 de la Mission développement des publics, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes pour la mise en œuvre de projets culturels.

Ces propositions s'inscrivent dans le cadre de :

- la délibération du 14 décembre 2020 relative au cadre de la politique culturelle pour Strasbourg qui entend notamment légitimer la place et le rôle de la pratique en amateur comme moteur et acteur de la vitalité de l'écosystème artistique de Strasbourg et intégrer les habitants.es dans les temps forts de la vie culturelle en encourageant les formes participatives ;
- la délibération sur la politique de soutien aux pratiques artistiques en amateur du 21 juin 2021 qui vise à développer le tissu artistique local et la création et œuvrer pour l'épanouissement et la bonne santé physique et mentale de chacun ; elle prévoit ainsi le soutien financier notamment aux associations qui ont une forte ambition artistique et ont recours à des professionnels, celles qui participent de l'équité et du dynamisme territorial, celles qui œuvrent à l'élargissement des publics ainsi que tous les projets impliquant des publics dits « éloignés » de la culture et comportant une dimension intergénérationnelle ou interculturelle, celles qui favorisent l'émergence, l'aide à la professionnalisation des jeunes artistes en leur offrant des premières expériences artistiques.

PRATIQUES ARTISTIQUES EN AMATEUR

DANSE

Académie de danse Daniela Gihr	**3 000 €**

La danse pour tous : l'école de danse Daniela Gihr propose des cours de danse classique et jazz pour tous les publics à partir de 4 ans avec un projet de création de bourses pour l'accès à l'école de danse notamment pour enfants défavorisés.

Association West Coast Connexion	**1 000 €**

À travers l'enseignement de la danse et l'organisation de manifestations culturelles et dansantes (stages, soirées, flashmobs), West Coast Connexion cherche à offrir au grand public dans la région strasbourgeoise, une possibilité d'avoir une activité physique ludique et artistique. Plus d'une centaine d'élèves suivent chaque année les cours réguliers à l'année de west coast swing, répartis en quatre niveaux.

CIRA	**30 000 €**

L'association CIRA (Centre International de Rencontres Artistiques) conçoit un projet transversal entre l'art et l'individu dans la société sous forme d'ateliers hebdomadaires, de stages de danse et d'évènements grand public : vacances en danse et Strasbourg danse l'été sont deux projets phare.

Compagnie Watt	**9 000 €**

Création chorégraphique « Keep the beat hearting » : 3 000 €
La compagnie de danse prépare une création avec 15 danseurs amateurs encadrés par un professionnel.

Club'in house : 6 000 €
Organisation de cinq éditions de Club'in house (danse urbaine amateur) : transmission d'un patrimoine artistique culturel à près de 130 participants-es par soirée. Cinq éditions prévues : funk, hip hop, house, street festival et breakdance.

De cœur et d'art	**3 000 €**

The show must go on : ateliers de pratiques de danse contemporaine et spectacle de danse des élèves de l'école de danse contemporaine en fin de saison.

Le carré d'Art	**3 000 €**

« La danse du train où vont les choses » : création d'un spectacle de danse-éphémère sur le réseau ferré qui donne lieu à un livre photos.

Mindset Studio 116	**3 000 €**

Le Studio 116 propose des ateliers à la carte principalement en danses urbaines. Le projet soutenu est celui de l'accompagnement d'un groupe d'une dizaine de jeunes danseurs hip-hop qui viennent de manière régulière au Studio 116. Proposition de créneaux d'entrainement fixes avec des professionnels et créneaux libres. Lien avec des professionnels locaux. Partenariat avec Pôle Sud. Opportunité de création chorégraphique notamment pour des matchs de la SIG.

THEATRE

ARTUS	**4 000 €**

L'ARTUS propose cette année une saison composée de sept spectacles et de quatre ateliers de pratique artistique pour environ 50 personnes (théâtre, éclairage scénique, maquillage de scène). Les représentations ont lieu en grande majorité au Cube Noir géré par le collectif Trois.14 dont l'ARTUS est membre. Un spectacle de la saison est également programmé à la POKOP (salle Paul Collomp dont l'ouverture est prévue au printemps 2022).

CACTUS	**5 000 €**

CACTUS propose une formation des amateurs de tous âges aux disciplines de cabaret satirique alsacien (écriture, mise en scène, interprétation, danse et chant). Les répétitions se déroulent autour de reprise de textes de la Choucrouterie et des créations de sketches et de chansons pour donner lieu à un spectacle présenté en fin d'année au théâtre de la Choucrouterie.

La Maison Théâtre	**30 000 €**

La Maison Théâtre propose des ateliers de pratique du théâtre de manière hebdomadaire aux enfants, adolescents et adultes. Au-delà de ces ateliers, une réflexion et une dynamique sont menées autour de la pratique en amateur, des publics, du répertoire, avec les encadrants professionnels et les amateurs. Cette dynamique s'articule autour de quatre pôles : les Rencontres de la Maison théâtre ; Faites du théâtre ; Spach Land 3 et répertoire en construction.

Théâtre en l'Air – Der Lufteater	**5 000 €**

Le Théâtre en l'air a pour objet la découverte et la diffusion de la culture juive à travers des spectacles, concerts et animations ouverts à toutes et tous. Le spectacle qui se jouera cette année s'inscrit dans la continuité du travail avec le chœur Lomir Zingen constitué d'une vingtaine de choristes amateurs. Les représentations ont lieu à Strasbourg (Munsterhof, choucrouterie, CSC du Fossé des 13), dans le Bas-Rhin et en Allemagne.

Trois.14, collectif de théâtre amateur	**13 000 €**

Le collectif Trois.14 regroupe 33 troupes de théâtre amateur non dialectal strasbourgeoises. Il assure la gestion et l'organisation de la saison de spectacles proposés par ces compagnies au Cube Noir ainsi que l'organisation du festival de théâtre amateur Théatralis.

CHORALES ET ENSEMBLES VOCAUX

Chœur des 4 saisons	**4 000 €**

Chorale de 40 choristes amateur sous la direction de Damien Schubert.
Programmation de quatre concerts (deux à Strasbourg, un à Haguenau et un dans le Haut-Rhin) réunissant trois chœurs amateurs (100 choristes au total) et un ensemble instrumental de six instruments au minimum. Les trois chœurs amateurs : chœur des quatre saisons, chœur des enseignants de Haguenau et l'ensemble vocal Synadelphe. Projet de répertoire : panorama subjectif de l'histoire de la polyphonie, du Moyen-Âge au XXIème siècle sous la forme de dictionnaire amoureux du chant choral.

Chœur St Guillaume	**30 000 €**

Le Chœur de Saint-Guillaume est une formation musicale associative constituée de choristes et d'instrumentistes exigeants ayant pour volonté de produire les œuvres du grand répertoire avec des solistes professionnels de renom. Son histoire, sa réputation et l'ambition concertante qui le caractérisent, en font un acteur de premier plan du patrimoine musical et culturel en Alsace.

Le chœur a pour projet la commémoration du 70ème anniversaire de la création du Stabat Mater de Francis Poulenc à Strasbourg. Cette commémoration se déroulera du 28 mai au 5 juin 2022 autour de conférences universitaires, concerts au Palais des fêtes et mise en dépôt d'autographes du compositeur à la BNU.

Chorale strasbourgeoise	**3 600 €**

Chœur mixte dirigé par Gérald de Montmarin
Saison composée de différents concerts (un grand concert annuel et plusieurs concerts intermédiaires).

Collegium vocal Strasbourg Ortenau	**3 000 €**

Chorale qui réunit 50 choristes français et 50 allemands d'un chœur de l'Ortenau avec quatre concerts par an en moyenne pour un public de plus de 300 personnes à chaque concert.

Ensemble vocal Allegro	**3 000 €**

Ensemble vocal dirigé par Werner Pfaff qui propose une saison en six concerts : deux autour de Goethe, un sur les musiques de film (Allegro fait son cinéma) et deux à trois concerts à Noël idéalement dans le cadre de Strasbourg Capitale de Noël.

Ensemble vocal de musiques hébraïques	**3 000 €**

Ensemble vocal mixte interconfessionnel de 40 choristes sous la direction d'Hector Sabo. Concert hommage à Claude Vigée, écrivain poète juif alsacien, grand prix de poésie de l'académie française en 1993. Il est décédé en 2020. Le concert a été donné à Bischwiller (lieu de naissance de Claude Vigée). Il sera proposé à Strasbourg.

Ensemble vocal de Strasbourg	**3 000 €**

L'ensemble vocal de Strasbourg est composé de 50 choristes sous la direction de Christian UHLMANN et qui présente chaque année une œuvre du répertoire classique en associant selon les œuvres des solistes et instrumentistes professionnels.

Ensemble vocal Plurielles	**3 000 €**

Ensemble vocal féminin dirigé par Gérald de Montmarin qui se compose d'une trentaine de femmes. Pour 2022, projet de résidence qui s'articule autour du chant, de la danse et de la mise en scène avec un répertoire nouveau pour le chœur : la chanson française (Brel, Gainsbourg, Piaf, les frères Jacques, 4 barbus, Chansons plus bifluorée). Intervention de deux professionnels dans le cadre de cette résidence : Ivana Villada pour la danse et Fred Cacheux, comédien.

Ensemble vocal universitaire de Strasbourg	**3 000 €**

Ensemble vocal composé d'étudiants-es, personnels de l'université et autres choristes fidèles, sous la direction de Clothilde Gaborit. Les concerts seront donnés en juin 2022 à l'église St Paul et l'église St Léon.

Ensemble vocal Variations	**3 000 €**

Ensemble vocal de 30 chanteurs-ses dirigé par Damien Simon. Proposition de saison autour de deux concerts : « amours » et « requiem for the living ».

La Cohue – chœur de l'université de Strasbourg	**3 000 €**

La Cohue-chœur universitaire de Strasbourg réunit des étudiants, du personnel de l'université et toute personne qui désire étudier, pratiquer et propager le chant choral. Cette année le chœur propose une œuvre ambitieuse, la cantate de St Nicolas pour plusieurs représentations. Le chœur sera accompagné par un ensemble à cordes, deux pianistes, deux percussionnistes, un orgue et un ténor soliste en fin d'étude au conservatoire.

Manécanterie des petits chanteurs de Strasbourg – Maîtrise de l'ONR	**7 000 €**

Les Petits Chanteurs de Strasbourg - Maîtrise de l'Opéra national du Rhin sont créés en 2001 par Philippe Utard et actuellement dirigés par Luciano Bibiloni. Chœur d'enfants de référence, il exporte l'image de jeunesse et d'excellence de l'Opéra, de la ville de Strasbourg et de l'Alsace dans toute l'Europe lors de concerts. Depuis 2009, ils font partie de l'organisation musicale de l'Opéra national du Rhin. Le chœur d'enfants intervient en fonction des programmations prévues dans la saison, tout en menant en parallèle ses propres prestations publiques. Pour cette année, la maîtrise élargit son rayonnement avec des tournées et échanges (Dresde, Venise, Argentine), des interventions dans le cadre des Noëlies, productions d'opéra avec l'ONR, concerts caritatifs (Passions Alsace).

Pélicanto	**3 000 €**

Pélicanto est une chorale associative LGBTI+ composée de 55 choristes luttant contre les discriminations liées au genre et aux sexualités. La création d'un spectacle annuel fédère les choristes tout au long de l'année en plus des concerts qui peuvent être ponctuellement donnés.

Sun Gospel Singers	**3 000 €**

« Sun Gospel Singers » est une chorale pour la promotion des spirituals et du chant Gospel qui propose la 2ème édition du Festival Gospel de Strasbourg qui se tiendra les 20,21 et 22 mai 2022.

ORCHESTRES ET ENSEMBLES INSTRUMENTAUX

CEDIM	**20 000 €**

Le CEDIM propose l'expérimentation de diverses formes de musiques actuelles et improvisées par des ateliers, qui sont des groupes formant des orchestres complets travaillant à raison de deux heures par semaine, d'octobre à juin, sous la direction de musiciens professionnels expérimentés, passionnés de pédagogie et spécialistes dans leur projet stylistique. Plusieurs formats sont proposés : des cours individuels, un cours théorique, des Jam sessions, CEDIM full (grand orchestre ouvert à tous les élèves), un orchestre transfrontalier avec le théâtre de Freiburg. Une nouveauté : le Strasbourg Jazz Big band en partenariat avec les écoles de musique et le conservatoire (classe de musiques improvisées).

Horizome	**5 000 €**

Depuis 2018 un studio d'enregistrement musical est mis à disposition des jeunes artistes amateurs et depuis septembre 2021 le studio se situe au sein du tiers lieu « Pépinière » à Hautepierre. Le studio peut accueillir au total jusqu'à 50 jeunes de Hautepierre et d'autres

QPV : un accompagnement artistique et technique est proposé encadré par un jeune professionnel.

La Philharmonie de Strasbourg	**9 000 €**

La Philharmonie de Strasbourg propose depuis plus de 120 ans des concerts symphoniques avec un répertoire varié (grand répertoire, musique à danser, variétés, musiques de films) en collaboration avec de jeunes solistes et artistes locaux. Le 120ème anniversaire est l'occasion de donner un concert exceptionnel au Palais des fêtes.

Musica International	**4 000 €**

Musica international a pour mission la constitution et la gestion d'une bibliothèque numérique internationale du répertoire choral avec mise à disposition de la communauté mondiale chorale.

Musical Comédie	**3 500 €**

L'association « Musical Comédie » propose à travers la création du spectacle « We Will rock you » consacré au groupe QUEEN, l'encadrement de 12 jeunes chanteurs-ses de 17 à 23 ans avec un encadrement professionnel exigeant. Une dizaine de représentations sont prévues en 2022.

Orchestre Harmonie Caecilia	**5 000 €**

L'orchestre d'Harmonie Caecilia propose chaque année un grand concert au Palais de la musique et des congrès, salle Érasme devant 1 800 personnes. Cette année le concert aura lieu le 6 novembre 2022.

Orchestre des jeunes de Strasbourg	**5 000 €**

L'Orchestre symphonique des Jeunes de Strasbourg (OJS), fondé en 1988, permet à des jeunes musiciens amateurs et ambitieux, issus de tous horizons musicaux, de découvrir le monde de l'orchestre symphonique. Il proposera pour sa fin de saison deux concerts au mois de juin au centre culturel Marcel Marceau et poursuivra dans le cadre des fêtes musicales de Savoie une tournée dans quatre villes différentes autour d'un programme varié alliant musiques classiques et modernes.

Orchestre universitaire de Strasbourg	**10 000 €**

L'Orchestre universitaire de Strasbourg propose une saison particulière qui marque les 60 ans de l'Orchestre : un grand concert anniversaire en juin 2022 et des concerts tout au long de l'année (trois concerts symphoniques, deux concerts de musique de chambre, une tournée européenne à l'été 2022).

PROJETS EN DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES PUBLICS

Compagnie Les Gladiateurs	**6 000 €**

Interventions artistiques (cirque, théâtre, improvisation) de la compagnie Les Gladiateurs auprès des gens du voyage résidant sur l'aire de la rue de Dunkerque pour l'année 2022.

La Fabrique Opéra d'Alsace	**8 000 €**

La Fabrique Opéra d'Alsace propose pour sa première édition à Strasbourg de monter la comédie musicale Cabaret, mise en scène par Philippe Arlaud. Le projet implique des jeunes issus de formations techniques et professionnelles de plusieurs lycées de l'Eurométropole et du Haut-Rhin dans la conception et la réalisation d'un spectacle afin de les sensibiliser à l'art lyrique, contribuant ainsi à réduire la distance qui peut séparer l'opéra de son public. Les représentations auront lieu au Zénith de Strasbourg les 1er et 2 juin 2022.

La Mesnie H	**7 000 €**

La Mesnie H est une compagnie d'acteurs professionnels ou en cours de professionnalisation qui propose un répertoire de théâtre classique avec de nombreuses représentations dédiées aux scolaires. Cette année, à l'occasion des 400 ans de Molière, la Mesnie H propose un spectacle hommage à ce dramaturge avec une pièce proposant un florilège de ses textes.

Compagnie TOC TOC	**5 000 €**

La compagnie TOC TOC a pour objet d'offrir à un public très large donc les publics dits « empêchés » une découverte artistique à travers des rencontres, des échanges et des créations artistiques. Elle organise depuis plusieurs années le festival EQUINOXE qui se déroulera cette année sur trois jours du 23 au 25 septembre 2022. Le micro-théâtre permet de présenter une diversité de spectacles de formats courts.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'attribution des subventions ci-après :

Au titre de l'exercice 2022, à hauteur de 245 100 € au titre de l'aide aux pratiques artistiques en amateur :

Structure	*Montant octroyé*
Académie de danse Daniela Gihr	*3 000 €*
Association West Coast Connexion	*1 000 €*
CIRA	*30 000 €*
Compagnie Watt	*9 000 €*
De cœur et d'art	*3 000 €*
Le carré d'Art	*3 000 €*
Mindset Studio 116	*3 000 €*
ARTUS	*4 000 €*

CACTUS	*5 000 €*
La Maison Théâtre	*30 000 €*
Théâtre en l'Air – Der Lufteater	*5 000 €*
Trois.14, collectif de théâtre amateur	*13 000 €*
Chœur des 4 saisons	*4 000 €*
Chœur St Guillaume	*30 000 €*
Chorale strasbourgeoise	*3 600 €*
Collegium vocal Strasbourg Ortenau	*3 000 €*
Ensemble vocal Allegro	*3 000 €*
Ensemble vocal de musique hébraïques	*3 000 €*
Ensemble vocal de Strasbourg	*3 000 €*
Ensemble vocal Plurielles	*3 000 €*
Ensemble vocal universitaire de Strasbourg	*3 000 €*
Ensemble vocal Variations	*3 000 €*
La Cohue – chœur de l'université de Strasbourg	*3 000 €*
Manécanterie des petits chanteurs de Strasbourg – Maîtrise de l'ONR	*7 000 €*
Pélicanto	*3 000 €*
Sun Gospel Singers	*3 000 €*
CEDIM	*20 000 €*
Horizome	*5 000 €*
La Philharmonie de Strasbourg	*9 000 €*
Musica International	*4 000 €*
Musical Comédie	*3 500 €*
Orchestre Harmonie Caecilia	*5 000 €*
Orchestre des jeunes de Strasbourg	*5 000 €*
Orchestre universitaire de Strasbourg	*10 000 €*
TOTAL	*245 100 €*

Au titre de l'exercice 2022 à hauteur de 23 000 € au titre de l'aide aux projets de développements des publics

Structure	*Montant octroyé*
Compagnie Les Gladiateurs	*6 000 €*
La Fabrique Opéra d'Alsace	*8 000 €*
La Mesnie H	*7 000 €*
Compagnie TOC TOC	*5 000 €*
TOTAL	*26 000 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme totale de 271 100 € à imputer sur les crédits ouverts sous CU01G – fonction 33 – nature 6574 – programme 8087 du budget 2022 dont le disponible avant le présent Conseil est de 590 000 €.

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes et conventions relatifs à ces subventions.

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144547-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

DATE DU GTS : mardi 1 février 2022
DATE DU CONSEIL MUNICIPAL : lundi 21 mars 2022

STRUCTURE	INTITULE	NATURE	MONTANT SOLLICITE	MONTANT ATTRIBUE N-1	MONTANT PROPOSE	N° FIPRO
ACADÉMIE DE DANSE DANIELA GIHR	La Danse pour tous	AIDE AU FONCTIONNEMENT	18 500,00 €	- €	3 000 €	1
ASSOCIATION WEST COAST CONNEXION	Cours à l'année de West coast swing	AIDE AU FONCTIONNEMENT	1 000,00 €	- €	1 000 €	2
CIRA	Vacances en danse et Strasbourg, danse l'été (les rencontres à tisser et le grand stage de la rentrée)	AIDE AU PROJET	30 000,00 €	44 000 €	30 000 €	3
CIE WATT	Création chorégraphique "Keep the beat hearting"	AIDE AU PROJET	5 000,00 €	- €	3 000 €	4,1
CIE WATT	Club in House	AIDE AU PROJET	6 000,00 €	- €	6 000 €	4,2
DE CŒUR ET D'ART	The show must go on	AIDE AU PROJET	3 000,00 €	- €	3 000 €	5
LE CARRE D'ART	La danse du train où vont les choses », spectacle de danse-éphémère sur le réseau ferré, livre	AIDE AU PROJET	3 000,00 €	3 000 €	3 000 €	6
MINDSET - STUDIO 116	Accompagnement d'un groupe de jeunes danseurs amateur	AIDE AU PROJET	11 790,00 €	- €	3 000 €	7
ARTUS	SAISON 2021-2022	AIDE AU FONCTIONNEMENT	4 000,00 €	3 000 €	4 000 €	8
CACTUS	9ème saison de formations aux disciplines artistiques du cabaret satirique	AIDE AU FONCTIONNEMENT	18 000,00 €		5 000 €	9
LA MAISON THÉÂTRE	Saison 2021-2022 articulée autour de 4 pôles	AIDE AU FONCTIONNEMENT	31 000,00 €	25 000 €	30 000 €	10
LE THEATRE EN L'AIR - DER LUFTEATER	Spectacle Les mondes yiddish d'Itzik	AIDE AU PROJET	5 000,00 €	- €	5 000 €	11
COMPAGNIE TROIS 14	Saison 2021-2022	AIDE AU FONCTIONNEMENT	- €	13 000 €	13 000 €	12
ASSOCIATION CHŒUR DES 4 SAISONS	Une brève histoire de la polyphonie	AIDE AU PROJET	4 000,00 €	- €	4 000 €	13
CHŒUR DE SAINT GUILLAUME	Commémoration de la création mondiale du Stabat Mater de Francis Poulenc à Strasbourg	AIDE AU PROJET	30 000,00 €	- €	30 000 €	14
CHORALE STRASBOURGEOISE	Saison 2021-2022 de la chorale strasbourgeoise	AIDE AU FONCTIONNEMENT	10 765,00 €	3 600 €	3 600 €	15
CVSO - COLLEGIUM VOCALE STRASBOURG ORTENAU	Messe de St Cécile de Gounot et les béatitudes de César Franck	AIDE AU PROJET	4 000,00 €	2 500 €	3 000 €	16
ENSEMBLE VOCAL ALLEGRO DE STRASBOURG	Saison 2021-2022	AIDE AU FONCTIONNEMENT	3 000,00 €	3 000 €	3 000 €	17
ENSEMBLE VOCAL DE MUSIQUES HÉBRAÏQUES - EVMH	Concert Hommage à Claude Vigee	AIDE AU PROJET	3 000,00 €		3 000 €	18
ENSEMBLE VOCAL DE STRASBOURG	Préparation et présentation publique du REQUIEM DE VERDI	AIDE AU FONCTIONNEMENT	10 000,00 €	2 500 €	3 000 €	19
ENSEMBLE VOCAL FÉMININ PLURIELLES	Résidence Plurielles 2021-2022 : chant, corps et espace scénique autour de la chanson française	AIDE AU PROJET	3 000,00 €	- €	3 000 €	20
ENSEMBLE VOCAL UNIVERSITAIRE DE STRASBOURG	MESSE EN UT MINEUR DE Wolfgang Amadeus MOZART	AIDE AU FONCTIONNEMENT	8 000,00 €	2 500 €	3 000 €	21
ENSEMBLE VOCAL VARIATIONS	Amours, musique française des XIXème et XXème siècles Requiem For The Living, musique américaine du XXIème siècle	AIDE AU FONCTIONNEMENT	5 000,00 €	2 500 €	3 000 €	22
LA COHUE - CHŒUR DE L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG	Cantate de Saint Nicolas de Benjamin Britten	AIDE AU PROJET	4 000,00 €	- €	3 000 €	23
MANECANTERIE DES PETITS CHANTEURS DE STRASBOURG – MAÎTRISE DE L'ONR	SAISON 2021/2022	AIDE AU FONCTIONNEMENT	7 000,00 €	7 000 €	7 000 €	24
PELICANTO	Création du spectacle musical annuel de Pélicanto	AIDE AU PROJET	5 000,00 €	- €	3 000 €	25
SUN GOSPEL SINGERS	Festival Gospel de Strasbourg, aux racines de l'esclavage – 2ème édition (festival annuel)	AIDE AU PROJET	3 000,00 €	- €	3 000 €	26
CENTRE D'ENSEIGNEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'IMPROVISATION MUSICALE (CEDIM)	Pédagogie, animations, masterclasss, production dans le domaine du spectacle vivant, des musiques actuelles et improvisées et des pratiques musicales en amateur.	AIDE AU FONCTIONNEMENT	21 830,00 €	16 000 €	20 000 €	27
HORIZOME	Accompagnements artistiques et techniques au Studio LA RUCHE à Hautepierre	AIDE AU FONCTIONNEMENT	8 000,00 €	- €	5 000 €	28
LA PHILHARMONIE	Grand concert de gala du 120ème anniversaire (reporté)	AIDE AU PROJET	12 219,00 €	- €	9 000 €	29
MUSICA INTERNATIONAL	Développement et gestion de la bibliothèque virtuelle multimédia et multilingue du répertoire choral	AIDE AU FONCTIONNEMENT	7 000,00 €	4 000 €	4 000 €	30
MUSICAL COMÉDIE	Spectacle "We will rock you" consacré au groupe QUEEN	AIDE AU PROJET	3 500,00 €	- €	3 500 €	31
ORCHESTRE D'HARMONIE CAECILIA 1880	Grand concert de l'Harmonie Caecilia au PMC	AIDE AU PROJET	14 000,00 €	12 000 €	5 000 €	32

ORCHESTRE SYMPHONIQUE DES JEUNES DE STRASBOURG	Fin de saison 2021-2022 de l'Orchestre	AIDE AU FONCTIONNEMENT	5 000,00 €	- €	5 000 €	33
ORCHESTRE UNIVERSITAIRE DE STRASBOURG	Saison 2021-2022 de l'Orchestre Universitaire de Strasbourg	AIDE AU FONCTIONNEMENT	19 000,00 €	10 000 €	10 000 €	34
GLADIATEURS	CHANTIERS IN SITU : Théâtre et cirque auprès des gens du voyage	AIDE AU PROJET	7 000,00 €	6 000 €	6 000 €	35
LA FABRIQUE D'OPÉRA D'ALSACE	CABARET	AIDE AU PROJET	30 000,00 €	- €	5 000 €	36
LA MESNIE H	MOLIERE !	AIDE AU FONCTIONNEMENT	7 000,00 €	7 000 €	7 000 €	37
CIE TOC TOC	Festival Equinoxe	AIDE AU PROJET	5 700,00 €	2 600 €	5 000 €	38
			376 304 €	**169 200 €**	**268 100 €**	

39

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Sollicitation du fonds de concours métropolitain pour les écoles de musique au titre de l'année 2022.

Numéro V-2022-210

En vertu du Code Général des collectivités territoriales, et notamment son article L5215-26, la délibération du Conseil de la communauté urbaine de Strasbourg en date du 18 décembre 1998 a instauré le fonds de concours communautaire pour les écoles de musique de l'agglomération.

La ville de Strasbourg, membre de la Communauté urbaine devenue Eurométropole en 2015, soutient financièrement 17 écoles de musique associatives pour un montant en fonctionnement de 1 026 040 € pour l'année 2022.
Le montant de la participation de l'Eurométropole est de 73,93 € par élève inscrit dans une école de musique. Les écoles de musique de Strasbourg accueillent cette année 3 555 élèves.

Il est proposé de demander à l'Eurométropole de Strasbourg le versement d'un fonds de concours en vue de participer au financement des écoles de musique à hauteur de 262 821 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la demande de 262 821 € au titre du fonds de concours à l'Eurométropole de Strasbourg ;

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer tout acte afférant à cette demande.

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144535-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

40

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Attribution de bourses d'études municipales, de prix pour l'année 2021/2022 aux élèves du Conservatoire de Strasbourg ainsi que du prix international d'improvisation et d'interprétation à l'orgue Boëllmann-Gigout.

Numéro V-2022-224

Les élèves du Conservatoire résidant à Strasbourg et suivant un cursus complet au sein de l'établissement (initiation/éveil, cycles 1 et 2, cycle d'orientation amateur, cycle d'orientation professionnelle, préparation à l'enseignement supérieur) ont pu déposer une demande de bourse municipale pour l'année scolaire 2021/2022.

Ces bourses sont destinées à couvrir tout ou partie des frais d'inscription ainsi que toutes les dépenses annexes liées à leurs études (achat, location ou entretien d'un instrument, de partitions, de livres, d'accessoires, etc.).

Bourses municipales

Les bourses pour l'année 2021/2022 sont attribuées selon les critères suivants :

a. Le montant de la bourse est fonction du quotient familial.

Détermination de la bourse en fonction du quotient familial :

Quotient familial	Montant de la bourse
Supérieur à 745	0 €
De 621 à 745	100 €
De 309 à 620	150 €
De 0 à 308	200 €

b. Un avis favorable du Directeur et de l'équipe pédagogique au vu du parcours scolaire de chaque élève et des appréciations des professeurs.

92 dossiers ont satisfait aux critères d'attribution retenus et les propositions d'attribution s'établissent comme suit :

Bourses à 100 €	16
Bourses à 150 €	36

Bourses à 200 €	40
TOTAL	**92**

Soit une enveloppe totale de **15 000 €** pour les bourses municipales.

Prix de la Ville de Strasbourg et Prix Pierre Pflimlin

Par ailleurs, il est proposé au Conseil municipal d'attribuer un prix s'élevant à 1 000 € dénommé « Prix de la ville de Strasbourg » à l'élève du Conservatoire qui aura obtenu un maximum de récompenses en Cycle d'Orientation Professionnelle (COP) au cours de l'année scolaire 2021/2022.

D'autre part, il est proposé d'attribuer le « Prix Pierre Pflimlin » s'élevant également à 1 000 € à l'élève du Conservatoire ayant obtenu la meilleure récompense dans les disciplines d'interprétation instrumentale, chorégraphique ou théâtrale au cours de l'année scolaire 2021/2022.

Prix international d'interprétation et d'improvisation à l'orgue Boëllmann-Gigout

La ville de Strasbourg organise le prix international Boëllmann-Gigout mis au concours par le Conservatoire. Ce prix est une récompense destinée, en exécution des dispositions testamentaires de Marie-Louise Boëllmann-Gigout, à encourager l'art de l'improvisation à l'orgue et la promotion de l'œuvre des deux compositeurs Léon Boëllmann et Eugène Gigout.

Il peut être décerné un Premier prix d'improvisation à hauteur de 3 000 € et un Premier prix d'interprétation à hauteur de 3 000 €. Si l'un ou l'autre des prix n'est pas décerné, la somme correspondante est reportée au budget de la ville de Strasbourg en vue d'une attribution ultérieure. Les prix sont attribués à l'issue d'un concours se déroulant habituellement en décembre.

Le jury du concours est composé de deux personnalités musicales étrangères, deux personnalités musicales françaises et du directeur du Conservatoire de Strasbourg ou son représentant, président.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

L'allocation pour l'année 2021/2022 de bourses d'études selon la répartition suivante :

- *40 bourses à 200 €,*
- *36 bourses à 150 €,*

- *16 bourses à 100 €.*

L'attribution des récompenses 2021/2022 suivantes :

- *le prix de la ville de Strasbourg de 1 000 € à l'élève du Conservatoire ayant obtenu un maximum de récompenses en Cycle d'Orientation Professionnelle (COP) au cours de l'année 2021/2022,*
- *le prix Pierre Pflimlin de 1 000 € à l'élève du Conservatoire ayant obtenu la meilleure récompense dans les disciplines d'interprétation instrumentale, chorégraphique ou théâtrale au cours de l'année 2021/2022,*

L'attribution, dans le cadre du Prix Boëllmann-Gigout, du Premier prix d'interprétation (3 000 €) et du Premier prix d'improvisation (3 000 €),

décide

que l'imputation de la dépense des bourses municipales, du Prix Pierre Pflimlin et du Prix de la ville de Strasbourg se montant à 17 000 € est de nature 6714 – fonction 311, CRB AU15B du budget primitif 2022 dont le montant disponible avant le présent Conseil est 17 000 €,

que l'imputation budgétaire de la dépense des Premiers prix d'improvisation et d'interprétation du Prix Boëllmann-Gigout se montant à 6 000 € porte le code fonction : 70, la nature comptable : 6714 et le code activité : HP06Z, via la structure de gestion numéro 4485 concédée au Conservatoire par le service Fondations de la ville de Strasbourg,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à désigner les lauréats du Prix de la ville de Strasbourg, du Prix Pierre Pflimlin ainsi que des Prix Boëllmann-Gigout et attribuer les récompenses afférentes au vu des décisions de l'équipe pédagogique du Conservatoire de Strasbourg.

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144450-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22



41

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Attribution de subventions à des associations culturelles.

Numéro V-2022-275

Les associations culturelles ont été, pour la plupart, fortement impactées par une baisse sans précédent de leur activité engendrée par la crise sanitaire en 2020 et 2021. Les diverses mesures prises par la ville de Strasbourg pour soutenir les acteurs culturels et les accompagner face à cette situation inédite, notamment le maintien des niveaux de subvention, les aides à la reprise, les programmations et captations de spectacles et les acquisitions d'œuvres, ont permis d'en amortir les conséquences. L'amorce d'une dynamique de reprise de l'activité de ces associations depuis la réouverture des lieux de culture à la rentrée 2021 reste fragile du fait des incertitudes quant à l'évolution de la situation sanitaire. S'appuyant sur les grandes orientations définies par la délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2020 relative au cadre de sa politique culturelle, la ville de Strasbourg est attentive à marquer son soutien aux acteurs culturels dans la durée et à accompagner l'émergence sur son territoire.

Dans le cadre des crédits inscrits au budget 2022, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes pour la mise en œuvre de projets culturels.

FONCTIONNEMENT

ARTS VISUELS

INACT	**7 000 €**

Cette association défend l'art performatif et inter médias à Strasbourg avec une place privilégiée pour les nouvelles pratiques numériques. Elle organisera du 5 au 12 juin 2022 la 12ème édition de la manifestation annuelle qu'elle propose : INACT/Festival des arts mutants. Les artistes sont sélectionnés dans le cadre d'un appel à candidature à l'international.

LIVRE-ILLUSTRATION

Fauteuil Vapeur – Rencontres de l'Illustration	**15 000 €**

L'association soutient la jeune création en illustration par son activité de diffusion avec notamment le festival « Central vapeur » et son accompagnement professionnel avec « Central Pro ». Elle animera par ailleurs dans le cadre des Rencontres de

l'Illustration 2022, dont le thème sera « Au-delà des frontières », un projet mutualisé entre les principaux partenaires de la manifestation autour de l'accueil de l'illustrateur allemand Henning Wagenbreth, auteur de l'affiche originale des Rencontres de l'illustration. La présente subvention porte sur ce projet particulier.

Un bout de Chemin	**2 500 €**

Cette jeune maison d'édition associative prépare la publication de l'ouvrage d'intérêt historique « Lettres à Irma, de Nancy à Écrouves, fragment d'une correspondance mars 1943 – mars 1944 » de Laurence Bloch, qui retrace la correspondance de l'intéressée, déportée, avec son fils, Marcel Bloch, parti rejoindre la zone libre. Le livre inclura les facsimilés des lettres manuscrites.

AUDIOVISUEL ET CINEMA

Consistoire Israélite du Bas-Rhin	**2 000 €**

Cette association organisera en juin 2022, au cinéma Star St Exupéry, le festival « Shalom Europa », qui proposera des reprises et des avant-premières de films inédits, israéliens ou en lien avec Israël. Une partie des séances sera suivie de débats sur le film. Un vote du public désignera le meilleur film, qui sera rediffusé en dernière séance.

Rencontres cinématographiques d'Alsace	**15 000 €**

Les Rencontres cinématographiques d'Alsace organisent sur 10 jours, du 24 mars au 3 avril 2022 la première édition du festival des cinémas d'Europe sans frontières, autour de projections dans cinq sections (Compétition, Carte blanche à la Deutsche Kinematek de Berlin, Hommage à Ken Loach, l'Europe au miroir de ses cinémas, Centenaire Pasolini) dans quatre salles françaises (Odyssée, mais aussi Vox, Ugc et le Trèfle) et trois salles allemandes (Kino Center de Kehl, Forum à Offenburg et 8:1/2 de Saarbrücken).

MUSIQUES ACTUELLES

Becoze - Espace Django	**5 000 €**

L'association Becoze anime et programme depuis janvier 2016 l'Espace Django dans l'espace culturel Django Reinhardt situé sur le quartier du Neuhof. Son projet, qui fait l'objet d'un conventionnement pluriannuel d'objectifs avec la ville de Strasbourg pour la période 2019-2022, vise à faire de ce lieu un espace culturel de référence autour des musiques actuelles, un équipement de proximité ancré sur son quartier, un lieu de développement et d'accompagnement de la scène locale et un instrument de mise en réseau et de partenariat. La présente subvention vient compléter la subvention de 425 000 € attribuée en décembre 2021 par le Conseil municipal pour l'exercice 2022, conformément à la convention d'objectifs.

Mémoires Vives	**60 000 €**

Créée en 2006, la Compagnie Mémoires Vives contribue par ses projets au développement artistique et culturel des quartiers populaires et à l'insertion scolaire, sociale et professionnelle des jeunes. L'association a fait évoluer son projet désormais dénommé Fabrique Artistique Culturelle et Citoyenne autour de quatre axes développés en large partenariat : une création pluridisciplinaire et participative sur les mémoires des territoires, l'accompagnement des musiciens émergents au travers du label Facctory, la formation et

l'entrainement de danseurs amateurs au sein de Faccrew et l'organisation du festival OQP pour valoriser les actions artistiques des territoires. Ce projet se décline en France et au Sénégal sur plusieurs territoires (Strasbourg, Marseille et Dakar). L'association a signé avec la ville de Strasbourg et la DRAC Grand Est une convention pluriannuelle d'objectifs pour la période 2019-2021, en cours de renouvellement.

Yurga	**5 000 €**

L'association Yurga est spécialisée dans la production d'actions de prévention des risques auditifs auprès essentiellement du jeune public par le biais de spectacles et d'ateliers dans les écoles. En parallèle, l'association s'est spécialisée dans l'organisation d'ateliers de sensibilisation aux médias et propose des initiations à l'usage d'une sonorisation pour les musiciens débutants.

Sturm Production	**23 000 €**

L'association Sturm Production est à l'initiative du festival Jazz à la Petite France dont la première édition a eu lieu place St Thomas en juillet 2021. Cet événement a pour vocation de promouvoir la scène jazz régionale en privilégiant la parité homme femme. Pour 2022, l'association projette d'organiser des conférences et tables-rondes pour interroger la place de la femme dans la musique. Ces temps d'échanges seront suivis de concerts pour découvrir une artiste. L'association propose en outre de créer des groupes de parole mensuels pour accompagner les musiciennes dans leur développement professionnel.

Strasbourg-Méditerranée	**60 000 €**

L'association Strasbourg-Méditerranée organise un festival biennal autour des cultures de la Méditerranée. L'année hors festival, elle participe à divers événements culturels, anime ses réseaux sur les mémoires de l'immigration et organise « les Rencontres Strasbourg-Méditerranée ». En 2022, l'association souhaite harmoniser ses actions pour arriver à un meilleur équilibre entre les diverses séquences de programmation, avec notamment des temps forts mieux répartis sur les deux années et le déploiement d'une action culturelle dans la continuité.

La Grenze	**10 000 €**

La Grenze est une terrasse culturelle estivale, située rue Wodli/rue des Remparts, sur un terrain mis à disposition par Voies Ferrées de France. Durant la saison estivale, l'association y programme en partenariat avec des acteurs culturels strasbourgeois, dont notamment Pelpass, Contre-temps et l'Espace Django, diverses activités culturelles (concerts, DJ'set, ateliers artistiques et de sensibilisation) et accueille des activités de l'économie solidaire (vide-grenier-bourse aux disques). En dehors des soirées gratuites ou à prix libre, les animations sont accessibles selon une tarification adaptée à un large public.

Nouvelle Ligne	**10 000 €**

Nouvelle Ligne est l'association qui organise chaque année depuis 2011 le « NL Contest », festival international de cultures urbaines qui a lieu au skatepark de la Rotonde. La quinzième édition se tiendra du 15 au 22 mai 2022. Cette compétition nationale autour des sports de glisse est suivie d'une programmation musicale live en soirée sur le site de la manifestation. Pour enrichir le contenu culturel de la manifestation, le NL Contest propose divers événements dans la ville (mix Dj, concerts) en lien avec les acteurs culturels de la place.

MUSIQUE CLASSIQUE ET CONTEMPORAINE

Arts et Lumière en Alsace	**3 000 €**

L'association « Arts et Lumières d'Alsace » organise la manifestation « Voix et Route Romane », seul festival itinérant et thématique sur le répertoire de la musique médiévale en France, destiné à mettre en valeur les édifices romans de l'Alsace en y faisant résonner la musique correspondant à cette période. En 2022, il proposera neuf concerts répartis sur trois week-ends du 26 août au 11 septembre dont un à Strasbourg,

Les Amis de La Chapelle Rhénane	**5 000 €**

La Chapelle Rhénane, créée en 2001, est un ensemble professionnel de chanteurs et instrumentistes solistes à géométrie variable, composé de musiciens français et allemands, explorant le répertoire vocal européen baroque. Il mène des actions de sensibilisation au répertoire baroque et a enregistré plusieurs CD pour lesquels il a obtenu diverses récompenses. Il est régulièrement invité par des festivals de renom. Il est par ailleurs ancré sur le territoire strasbourgeois avec une saison de concerts et des actions culturelles sur la durée, en partenariat avec les écoles des quartiers. La présente subvention vient compléter la subvention de 30 000 € attribuée en décembre 2021 par le Conseil municipal pour l'exercice 2022, afin d'accompagner le développement de cet ensemble dans la perspective de la reprise d'un conventionnement pluriannuel d'objectifs avec la DRAC Grand Est et la ville de Strasbourg.

Arts et Culture du Temple Neuf	**3 000 €**

Cette association porte le projet culturel de la paroisse du Temple Neuf, qui comprend notamment l'organisation d'un festival d'été dans cette église. En 2022, ce festival, objet de la présente subvention, proposera 24 concerts de musique classique, musique du monde et jazz durant trois semaines en juillet, faisant appel à des artistes confirmés et émergents de la région et du reste de la France. Ce festival éclectique et de qualité contribue à enrichir l'offre musicale proposée aux strasbourgeois et aux visiteurs en été et offre une visibilité aux artistes émergents.

Lovemusic	**4 000 €**

Créé en 2017, Lovemusic est un collectif de jeunes musiciens professionnels basé à Strasbourg, se donnant pour objectif de sensibiliser le grand public à la musique contemporaine par des concerts renouvelant le rapport avec les spectateurs ainsi que par des actions de médiation pour aller vers de nouveaux publics. Très présent à Strasbourg, où il proposera en 2022 une nouvelle saison, il se produit également au national et à l'international et développe par ailleurs une importante action de transmission.

Quatuor Adastra	**5 000 €**

Né en 2013 au sein de l'Académie Supérieure de musique de la Haute Ecole des Arts du Rhin, le Quatuor Adastra revendique une approche ouverte de la musique, en s'associant notamment à des projets hors du cadre classique, autour du jazz, du théâtre ou de l'art contemporain. Invité par divers festivals internationaux dont Musica, il se produit en France et à l'international et a décidé depuis un an de s'ancrer à Strasbourg. En 2022, il y proposera plusieurs concerts et mènera divers projets d'action culturelle notamment en direction du jeune public.

Stras'Orgues	**30 000 €**

Le Festival Stras'Orgues, créé en 2017, vise à mettre en valeur le riche patrimoine organistique présent sur le territoire de Strasbourg et de l'Eurométropole en proposant au grand public une série de concerts dans divers édifices religieux. Il fait pour cela appel à des organistes et autres instrumentistes régionaux, nationaux et internationaux de renom. Les spectacles, qui ont lieu à divers moments de la journée, font pour certains dialoguer les orgues avec divers instruments et proposent des croisements avec danse, textes ou encore peinture. Le festival propose par ailleurs des temps de rencontre entre le public et les artistes et des excursions à la découverte d'orgues en Alsace. En 2022, il se déroulera du 21 au 27 août et invitera notamment des organistes de Stuttgart dans le cadre du 60ème anniversaire du jumelage entre cette ville et Strasbourg.

Association des Amis de l'Orgue Ste Aurélie	**2 000 €**

Cette association, à l'origine de la restauration de l'orgue Sibermann de l'église Ste Aurélie, organisera du 26 au 28 mai 2022, les troisièmes Rencontres autour des claviers destinées à mettre en valeur le riche répertoire d'œuvres pour orgue, clavecin, et piano. Elle proposera plusieurs concerts par des interprètes français reconnus, des conférences par des facteurs d'instruments et musicologues et des actions pédagogiques autour de ces instruments.

PATRIMOINE

Musée Vodou	**14 000 €**

Le Château Vodou présente une collection d'objets ouest-africains témoignant de la culture et de la philosophie Vodou. La programmation culturelle et éducative favorise la découverte du Vodou par la rencontre entre cette religion/culture et des pratiques contemporaines, avec, en 2022, des actions éducatives à destination du jeune public, notamment scolaire, et l'exposition temporaire « Panthéon vodou ».

Maison Européenne de l'Architecture - Rhin supérieur	**15 000 €**

La Maison Européenne de l'Architecture - Rhin supérieur est engagée dans une démarche de diffusion de la culture architecturale sur le territoire transfrontalier du Rhin supérieur. Elle mène une action de qualité qui touche des publics très divers. Elle organisera en 2022 à Strasbourg, Mulhouse et Bâle le festival « Les Journées de l'architecture », sur le thème « Architecture et ressources ». Les manifestations au programme s'adressent tant aux professionnels qu'au grand public et aux scolaires grâce à la mobilisation de partenaires variés et à des formats multiples, notamment conférences, visites, ateliers, spectacles et jeux.

VALORISATION CULTURELLE

SINE	**5 000 €**

L'association SINE, signataire d'une convention d'objectifs avec l'Eurométropole de Strasbourg renouvelée pour la période 2022-2025, a pour vocation d'organiser, coordonner et promouvoir des actions d'éducation à la nature et à l'environnement de tout public sur le territoire de l'Eurométropole et ses environs, en partenariat avec de nombreux acteurs. Elle gère et coordonne dans ce cadre le CINE Bussières, Centre d'Initiation à l'Environnement situé à la Robertsau. Outre l'accueil d'actions d'éducation à

l'environnement, ce centre propose une programmation artistique de qualité et diversifiée, en lien avec sa thématique, dans les champs des arts visuels et du spectacle vivant. La présente subvention porte sur ce dernier volet de son action.

Artenréel- Info Conseil Culture	**10 000 €**

Créée en 2004, Artenréel est une Coopérative d'Activités et d'Emploi dédiée aux métiers artistiques et culturels. Elle soutient les acteurs culturels dans leur structuration et la gestion de leurs activités par un accompagnement et une offre de services mutualisés, parmi lesquels le dispositif « Info Conseil Culture », objet de la présente subvention. S'adressant à tout porteur de projet artistique ou culturel, il propose un accompagnement personnalisé concernant notamment la stratégie de communication, la diffusion, la recherche de financements et le lien avec les réseaux professionnels.

INVESTISSEMENT

ARTS VISUELS

La Chambre	**15 000 €**

La Chambre développe un projet exigeant autour de la photographie contemporaine à travers un programme d'expositions régulières dans sa galerie à Strasbourg. La présente subvention vise à soutenir les travaux d'investissement et le renouvellement de son équipement nécessaire pour le bon fonctionnement de l'association après 10 ans d'activité. Il s'agit, d'une part, de travaux de rénovation thermique et d'amélioration du fonctionnement des locaux, d'autre part, d'une remise à niveau du parc de matériel pédagogique.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'attribution des subventions ci-après :

FONCTIONNEMENT

INACT	*7 000 €*
Fauteuil Vapeur – Rencontres de l'Illustration	*15 000 €*
Un bout de Chemin	*2 500 €*
Consistoire Israélite du Bas-Rhin	*2 000 €*
Rencontres Cinématographiques d'Alsace	*15 000 €*
Becoze - Espace Django	*5 000 €*
Mémoires Vives	*60 000 €*
Yurga	*5 000 €*
Sturm Production	*23 000 €*

Strasbourg-Méditerranée	*60 000 €*
La Grenze	*10 000 €*
Nouvelle Ligne	*10 000 €*
Arts et Lumière en Alsace	*3 000 €*
Les Amis de La Chapelle Rhénane	*5 000 €*
Arts et Culture du Temple Neuf	*3 000 €*
Lovemusic	*4 000 €*
Quatuor Adastra	*5 000 €*
Stras'Orgues	*30 000 €*
Association des Amis de l'Orgue Ste Aurélie	*2 000 €*
Musée Vodou	*14 000 €*
Maison Européenne de l'Architecture - Rhin supérieur	*15 000 €*
SINE	*5 000 €*
Artenréel- Info Conseil Culture	*10 000 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 310 500 € à imputer sur les crédits ouverts sous AU10C – fonction 33 – nature 6574 – programme 8015 du budget 2022 dont le disponible avant le présent Conseil est de 788 611 €.

INVESTISSEMENT

La Chambre	*15 000 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 15 000 € à imputer sur les crédits ouverts sous AU10 – fonction 33 – nature 20421 – programme 7009 du budget 2022 dont le disponible avant le présent conseil est de 35 000 €.

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes et conventions relatifs à ces subventions.

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144819-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Conseil Municipal du 21 mars 2022

Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué n-1
INACT	Projet culturel	10 000	7 000	5 000
Fauteuil vapeur - Rencontres de l'Illustration	Projet culturel	30 000	15 000	30 000 en 2020 (2021 annulé)
Un bout de chemin	Projet culturel	5 000	2 500	0
Consistoire israelite du Bas-Rhin	Projet culturel	8 000	2 000	1 500
Rencontres Cinématographiques d'Alsace	Projet culturel ponctuel	60 000	15 000	0
Becoze - Espace Django	Projet culturel	5 000	5 000	430 000
Mémoires Vives	Projet culturel	60 000	60 000	60 000
Yurga	Nouveau projet culturel	10 000	5 000	0
Sturm Production	Projet culturel	55 000	23 000	18 000
Strasbourg-Méditerranée	Projet culturel	80 000	60 000	100 000
La Grenze	Projet culturel	15 000	10 000	10 000
Nouvelle Ligne	Projet culturel	67 000	10 000	10 000
Arts et Lumière en Alsace	Projet culturel	3 000	3 000	3 000
Les Amis de la Chapelle Rhénane	Projet culturel	40 000	5 000	30 000
Arts et Culture du Temple Neuf	Nouveau projet culturel	10 000	3 000	0
Lovemusic	Projet culturel	15 000	4 000	4 000
Quatuor Adastra	Nouveau projet culturel	15 000	5 000	0
Stras'Orgues	Projet culturel	35 000	30 000	27 000
Association des Amis de l'Orgue Ste Aurélie	Nouveau projet culturel	4 500	2 000	0
Musée Vodou	Projet culturel	35 000	14 000	12 000
Maison Européenne de l'Architecture - Rhin supérieur	Projet culturel	25 000	15 000	15 000
SINE	Nouveau projet culturel	20 000	5 000	0
Artenréel- Info Conseil Culture	Projet culturel	10 000	10 000	10 000
La Chambre	Investissement	15 000	15 000	0

42

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Soutien au sport de performance.

Numéro V-2022-218

Le sport de performance contribue à l'animation ainsi qu'au dynamisme de la cité, propose des exemples de réussite individuelle et collective pour la jeunesse, et invite notamment les enfants et les adolescent-e-s à pratiquer un sport. La Ville souhaite ainsi accompagner les clubs et athlètes dans leurs projets sportifs.

Les dispositifs de subventions aux associations sportives et athlètes intègrent les enjeux environnementaux, sociaux et démocratiques définis par la ville de Strasbourg notamment par la promotion du sport féminin et handisport. De même, le dialogue de gestion mené avec tous les acteurs du sport (clubs, organisateurs de manifestations, athlètes) prend en compte ces dimensions afin d'être appliquées de manière accrue dans leurs activités.

1. **Versement des soldes de subventions aux clubs de performance - sports collectifs - Saison sportive 2021-2022**

Pour permettre aux clubs de performance de faire face aux lourdes dépenses engendrées dans la saison sportive (frais de déplacement, d'hébergement, recrutement des entraîneurs et joueurs…), il est proposé de verser aux clubs le solde de l'aide financière octroyée pour la saison en cours (2 acomptes ayant été validés en 2021).

Le montant total de ces soldes, qui s'élève à la somme de 79 000 €, est réparti comme suit :

ASPTT Strasbourg soutien aux activités de handball féminin => N1 : 11 400 € soutien aux activités de badminton => Top 12 : 6 400 €	**17 800 €**
Association Strasbourg Handisport Passion Aventure Soutien aux activités de handibasket => Nat B	**5 000 €**
Neuhof Futsal soutien aux activités de futsal => D2	**1 000 €**
Sports et Loisirs Constantia Soutien aux activités de volley féminin => N3	**1 000 €**
Strasbourg Alsace Rugby soutien aux activités de rugby masculin => Fédéral 3	**1 000 €**

Strasbourg Université Club soutien aux activités de volley-ball masculin => N2 : 2 400 € soutien aux activités de volley-ball féminin => N2 : 2 400 €	**4 800 €**
Strasbourg Volley-Ball soutien aux activités de volley-ball masculin => N2	**2 400 €**
Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS soutien aux activités de water-polo masculin => Pro A	**46 000 €**

2. Versement des subventions aux clubs de performance - sports individuels - Saison sportive 2021-2022

La Ville soutient les efforts des clubs accompagnant leurs athlètes au plus haut niveau national et international. Le dispositif bénéficie aux associations sportives ayant des athlètes de haut niveau, selon les critères suivants :

- figurer sur la liste ministérielle 2022 des sportifs-ves de haut niveau en catégorie « Collectif Nationaux », « Espoir », « Relève », « Senior » ou « Elite »,
- être licencié-e dans un club sportif strasbourgeois,
- pratiquer un sport individuel (les sports collectifs ne sont pas concernés par le dispositif),
- les disciplines olympiques bénéficient d'un bonus de 50 %.

21 associations sportives strasbourgeoises accueillant 72 athlètes sont concernées par ce dispositif en 2022.

Toutes les aides financières allouées dans le cadre de ce dispositif sont versées aux clubs d'appartenance.

Le montant total des subventions de ce dispositif s'élève à 199 988 € répartis comme suit :

Activités Sportives, Culturelles et de Plein Air (ASCPA) (canoé-kayak : 2 484 €) (escalade : 7 453 €)	**9 937 €**
ASL Robertsau (squash)	**1 242 €**
ASPTT Strasbourg (athlétisme : 4 968 €) (paratriathlon: 4 140 €) (haltérophilie : 6 625 €) (sport adapté : 2 484 €)	**18 217 €**
Aviron Strasbourg 1881 (aviron)	**2 484 €**
Ballet Nautique de Strasbourg (natation artistique)	**61 283 €**
Bischheim Strasbourg Skating (roller)	**4 140 €**

Centre École de Parachutisme d'Alsace (parachutisme)	**2 070 €**
Club orientation Strasbourg Europe (course d'orientation)	**1 656 €**
Eurométropole Strasbourg Taekwondo (taekwondo)	**11 594 €**
FC Kronenbourg tennis (tennis)	**2 484 €**
Fitboxing (savate)	**2 070 €**
Ill Tennis Club (tennis)	**7 453 €**
Skieurs de Strasbourg (ski alpin)	**4 140 €**
Société de Gymnastique et de Sports La Strasbourgeoise (gymnastique artistique)	**3 312 €**
Strasbourg Agglomération Athlétisme (athlétisme)	**3 312 €**
Strasbourg Eaux Vives (canoë-kayak)	**21 532 €**
Strasbourg GRS (gymnastique rythmique)	**2 484 €**
Strasbourg Université Club (escrime : 16 563 €) (judo : 7 453 €)	**24 016 €**
Team Strasbourg SNS – ASPTT - PCS (plongeon)	**3 312 €**
Tennis Club de Strasbourg (tennis)	**7 453 €**
Two wheels (BMX freestyle)	**5 797 €**

3. Versement de subventions pour l'organisation d'événements et animations sportives

Dans le cadre de la labellisation « Terre de Jeux », la ville de Strasbourg participe à des actions d'animations et/ou de rayonnement du territoire, dans les disciplines olympiques. Il est ainsi proposé de soutenir les associations suivantes :

Association Taekwondo Strasbourg	1 500 €

Soutien à l'organisation d'un open international de taekwondo au gymnase Rotonde les 26 et 27 mars 2022 (en complément d'une valorisation logistique de 1 550 €)	
Nouvelle Ligne Soutien à l'organisation du NL Contest au skate park de la Rotonde du 20 au 22 mai 2022 (en complément d'une valorisation logistique de 10 300 €)	16 000 €
Strasbourg Université Club Soutien à l'accueil de l'équipe du Japon de sabre (masculin et féminin) à la salle d'arme du gymnase A Briand au 1er trimestre 2022 (en complément d'une valorisation de mise à disposition d'équipement de 3 696 €)	1 500 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'allocation de subventions pour un montant total de 297 988 € répartis comme suit :

- ***79 000 € sur le compte 40 / 6574 / 8060 / SJ03C aux associations sportives suivantes :***

ASPTT Strasbourg *soutien aux activités de handball féminin => N1 : 11 400 €* *soutien aux activités de badminton => Top 12 : 6 400 €*	***17 800 €***
Association Strasbourg Handisport Passion Aventure *Soutien aux activités de handibasket => Nat B*	***5 000 €***
Neuhof Futsal *soutien aux activités de futsal => D2*	***1 000 €***
Sports et Loisirs Constantia *Soutien aux activités de volley féminin => N3*	***1 000 €***
Strasbourg Alsace Rugby *soutien aux activités de rugby masculin => Fédéral 3*	***1 000 €***
Strasbourg Université Club *soutien aux activités de volley-ball masculin => N2 : 2 400 €* *soutien aux activités de volley-ball féminin => N2 : 2 400 €*	***4 800 €***
Strasbourg Volley-Ball *soutien aux activités de volley-ball masculin => N2*	***2 400 €***
Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS *soutien aux activités de water-polo masculin => Pro A*	***46 000 €***

- ***199 988 € sur le compte SJ0C3 / 6574 / 8061 / 40 aux associations sportives suivantes :***

Activités Sportives, Culturelles et de Plein Air (ASCPA) *(canoé-kayak : 2 484 €)* *(escalade : 7 453 €)*	***9 937 €***
ASL Robertsau *(squash)*	***1 242 €***
ASPTT Strasbourg *(athlétisme : 4 968 €)* *(paratriathlon: 4 140 €)* *(haltérophilie : 6 625 €)* *(sport adapté : 2 484 €)*	***18 217 €***
Aviron Strasbourg 1881 *(aviron)*	***2 484 €***
Ballet Nautique de Strasbourg *(natation artistique)*	***61 283 €***
Bischheim Strasbourg Skating *(roller)*	***4 140 €***
Centre École de Parachutisme d'Alsace *(parachutisme)*	***2 070 €***
Club orientation Strasbourg Europe *(course d'orientation)*	***1 656 €***
Eurométropole Strasbourg Taekwondo *(taekwondo)*	***11 594 €***
FC Kronenbourg tennis *(tennis)*	***2 484 €***
Fitboxing *(savate)*	***2 070 €***
Ill Tennis Club *(tennis)*	***7 453 €***
Skieurs de Strasbourg *(ski alpin)*	***4 140 €***
Société de Gymnastique et de Sports La Strasbourgeoise *(gymnastique artistique)*	***3 312 €***
Strasbourg Agglomération Athlétisme *(athlétisme)*	***3 312 €***
Strasbourg Eaux Vives *(canoë-kayak)*	***21 532 €***
Strasbourg GRS *(gymnastique rythmique)*	***2 484 €***

Strasbourg Université Club *(escrime : 16 563 €)* *(judo : 7 453 €)*	***24 016 €***
Team Strasbourg SNS – ASPTT - PCS *(plongeon)*	***3 312 €***
Tennis Club de Strasbourg *(tennis)*	***7 453 €***
Two wheels *(BMX freestyle)*	***5 797 €***

- ***19 000 € sur le compte SJ0C3 / 6574 / 8057 / 40 aux associations suivantes :***

Association Taekwondo Strasbourg *Soutien à l'organisation d'un open international de taekwondo au gymnase Rotonde les 26 et 27 mars 2022* *(en complément d'une valorisation logistique de 1 550 €)*	*1 500 €*
Nouvelle Ligne *Soutien à l'organisation du NL Contest au skate park de la Rotonde du 20 au 22 mai 2022* *(en complément d'une valorisation logistique de 10 300 €)*	*16 000 €*
Strasbourg Université Club *Soutien à l'accueil de l'équipe du Japon de sabre (masculin et féminin) à la salle d'arme du gymnase A Briand au 1er trimestre 2022* *(en complément d'une valorisation de mise à disposition d'équipement de 3 696 €)*	*1 500 €*

décide

l'imputation des dépenses sur les lignes budgétaires :

- *SJ03C / 6574 / 8060 / 40 sur l'exercice 2022, dont le solde disponible avant le présent Conseil s'élève à 1 136 800 €,*

- *SJ0C3 / 6574 / 8061 / 40 sur l'exercice 2022, dont le solde disponible avant le présent Conseil s'élève à 330 000 €,*

- *SJ0C3 / 6574 / 8057 / 40 sur l'exercice 2022, dont le solde disponible avant le présent Conseil s'élève à 60 000 € ;*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144638-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Conseil municipal du 21 mars 2022

Versement des soldes de subventions aux clubs de performance - sports collectifs - Saison sportive 2021-2022

Le montant total des soldes de ce dispositif s'élève à 79 000 € répartit comme suit :

	Solde 2021-2022	Total 2021-2022	Total 2020-2021
ASPTT Strasbourg soutien aux activités de handball féminin => N1 : 11 400 € soutien aux activités de badminton => Top 12 : 6 400 €	17 800 €	89 000 €	89 000 €
Association Strasbourg Handisport Passion Aventure Soutien aux activités de handibasket => Nat B	5 000 €	25 000 €	25 000 €
Neuhof Futsal soutien aux activités de futsal => D2	1 000 €	5 000 €	5 000 €
Sports et Loisirs Constantia Soutien aux activités de volley féminin => N3	1 000 €	5 000 €	5 000 €
Strasbourg Alsace Rugby soutien aux activités de rugby masculin => Fédéral 3	1 000 €	5 000 €	5 000 €
Strasbourg Université Club soutien aux activités de volley-ball masculin => N2 : 2 400 € soutien aux activités de volley-ball féminin => N2 : 2 400 €	4 800 €	24 000 €	24 000 €
Strasbourg Volley-Ball soutien aux activités de volley-ball masculin => N2	2 400 €	12 000 €	12 000 €
Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS soutien aux activités de water-polo masculin => Pro A	46 000 €	230 000 €	230 000 €

Versement des subventions aux clubs de performance - sports individuels - Saison sportive 2021-2022

Le montant total des subventions de ce dispositif s'élève à 199 988 € répartit comme suit :

Activités Sportives, Culturelles et de Plein Air (ASCPA) (canoé-kayak : 2 484 €) (escalade : 7 453 €	**9 937 €**
ASL Robertsau (squash)	**1 242 €**

ASPTT Strasbourg (athlétisme : 4 968 €) (paratriathlon: 4 140 €) (haltérophilie : 6 625 €) (sport adapté : 2 484 €)	**18 217 €**
Aviron Strasbourg 1881 (aviron)	**2 484 €**
Ballet Nautique de Strasbourg (natation artistique)	**61 283 €**
Bischheim Strasbourg Skating (roller)	**4 140 €**
Centre École de Parachutisme d'Alsace (parachutisme)	**2 070 €**
Club orientation Strasbourg Europe (course d'orientation)	**1 656 €**
Eurométropole Strasbourg Taekwondo (taekwondo)	**11 594 €**
FC Kronenbourg tennis (tennis)	**2 484 €**
Fitboxing (savate)	**2 070 €**
Ill Tennis Club (tennis)	**7 453 €**
Skieurs de Strasbourg (ski alpin)	**4 140 €**
Société de Gymnastique et de Sports La Strasbourgeoise (gymnastique artistique)	**3 312 €**
Strasbourg Agglomération Athlétisme **(**athlétisme)	**3 312 €**
Strasbourg Eaux Vives (canoë-kayak)	**21 532 €**
Strasbourg GRS (gymnastique rythmique)	**2 484 €**
Strasbourg Université Club (escrime : 16 563 €) (judo : 7 453 €)	**24 016 €**
Team Strasbourg SNS – ASPTT - PCS (plongeon)	**3 312 €**
Tennis Club de Strasbourg (tennis)	**7 453 €**
Two wheels (BMX freestyle)	**5 797 €**

Soutien à l'organisation d'événements et animations sportives

Le montant total de ce dispositif s'élève à 19 000 € et se répartit comme suit :

Dénomination de l'Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
Association Taekwondo Strasbourg	Soutien à l'organisation d'un open international de taekwondo au gymnase de la Rotonde les 26 et 27 mars 2022. (en complément d'une valorisation logistique de 1 550 €)	2 000 €	1 500 €	3 000 €
Nouvelle Ligne	Soutien à l'organisation du NL Contest au skate park de la Rotonde du 20 au 22 mai 2022	20 000 €	16 000 €	16 000 €
Strasbourg Université Club	Soutien à l'accueil de l'équipe du Japon de sabre (masculin et féminin) à la salle d'arme du gymnase Aristide Briand au 1er trimestre 2022 (en complément d'une valorisation de mise à disposition d'équipement de 3 696 €	3 700 €	1 500 €	- €

43

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Signature de conventions pluriannuelles d'accompagnement avec des associations du champ du spectacle vivant.

Numéro V-2022-276

Convaincue que les arts et les cultures sont parties prenantes des priorités politiques qui guident l'action du mandat, la ville de Strasbourg construit sa politique culturelle autour des œuvres et des artistes, en soutenant activement la création et en réaffirmant la place centrale des créateurs-rices. S'appuyant sur les grandes orientations définies par la délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2020 relative au cadre de la politique culturelle pour Strasbourg, elle soutient particulièrement les projets visant à croiser les publics et les esthétiques et à tendre vers l'égalité entre les femmes et les hommes.

La ville de Strasbourg s'engage par ailleurs résolument aux côtés des artistes durement touchés par les conséquences de la crise sanitaire, qui engendre une incertitude sur l'avenir et fragilise la construction de leurs projets.

Pour soutenir les acteurs du spectacle vivant, elle met en œuvre un dispositif municipal approuvé par une délibération du 23 janvier 2017, visant, en articulation avec l'action des autres collectivités territoriales et du Ministère de la Culture, à créer une dynamique en faveur de la production artistique, à accompagner les équipes professionnelles dans les évolutions de leur parcours, à favoriser l'émergence de nouveaux talents, à permettre la réalisation de projets ambitieux et à toucher un public diversifié.

Ce dispositif prévoit en particulier la possibilité pour la Ville de conclure des conventions pluriannuelles d'accompagnement avec des équipes artistiques professionnelles du spectacle vivant ayant un réel ancrage sur notre territoire et nécessitant un soutien pour passer un cap significatif dans leur développement.

Durant la période de conventionnement, ces associations ne peuvent prétendre à une aide à la création. La subvention accordée dans le cadre de ces conventions est par contre cumulable avec une aide au déplacement en Avignon et/ou une aide à la mobilité internationale. D'autre part, ces conventions sont renouvelables une seule fois, avec une aide dégressive sur la seconde période triennale.

Les demandes de conventionnement déposées pour la période 2022-2024, comprenant la description des projets correspondants, ont été présentées le 19 janvier 2022 à une commission consultative réunie par la ville de Strasbourg et composée de représentants de la DRAC Grand Est, de la Région Grand Est et de la Collectivité Européenne d'Alsace ainsi que de personnes qualifiées dans le domaine du spectacle vivant.

Suite aux avis émis par cette commission, au vu des bilans et projets présentés, quatre associations ont été retenues pour bénéficier de ce conventionnement sur la période 2022-2024 :

- compagnie Dégadézo, danse (renouvellement après un premier conventionnement sur la période 2019-2021) ;
- compagnie La Main de l'Homme, arts du cirque (renouvellement après un premier conventionnement sur la période 2019-2021) ;
- compagnie Toutes nos histoires, théâtre (premier conventionnement) ;
- ensemble No Limit Orchestra, musique classique, musique de jeux vidéo et bande son de films (premier conventionnement).

Pour ces quatre associations, le projet soutenu répond aux objectifs suivants :

- produire au moins une création sur la durée de la convention,
- renforcer la structuration de l'association au plan de la production et de l'administration,
- élargir son périmètre de diffusion aux niveaux national et international,
- développer sur le territoire de la Ville une action culturelle en direction de publicséloignés de la culture, en partenariat avec les acteurs locaux.

Compte tenu des budgets prévisionnels présentés et sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au titre des exercices concernés, il est proposé que la ville de Strasbourg soutienne les associations retenues à hauteur des montants annuels suivants à reconduire sur les trois années du conventionnement :

- Compagnie Dégadézo : 12 000 €
- Compagnie La Main de l'Homme : 12 000 €
- Compagnie Toutes nos histoires : 15 000 €
- Ensemble No Limit Orchestra : 15 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la signature de conventions pluriannuelles d'accompagnement entre la ville de Strasbourg et les associations suivantes pour la période 2022-2024 :

- *compagnie Dégadézo ;*
- *compagnie La Main de l'Homme ;*
- *compagnie Toutes nos histoires ;*
- *ensemble No Limit Orchestra.*

l'attribution dans ce cadre des subventions suivantes pour l'année 2022 :

Compagnie Dégadézo :	*12 000 €*
Compagnie La Main de l'Homme	*12 000 €*
Compagnie Toutes nos histoires	*15 000 €*
Ensemble No Limit Orchestra	*15 000 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 54 000 € à imputer sur les crédits ouverts sur la fonction 33, nature 6574, activité AU10C du budget 2022 dont le disponible avant le présent Conseil est de 786 111 €

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions correspondantes.

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144771-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

44

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Versement de subventions dans le cadre du dispositif bourses d'aide à la licence sportive.

Numéro V-2022-227

La pratique sportive est un vecteur d'inclusion, d'émancipation et de vivre ensemble dans la ville. Elle permet à chacun·e de vivre concrètement la citoyenneté et participe directement au bien-être et à la bonne santé des habitant·e·s.

Cependant, le coût de la pratique sportive a été identifié comme un frein à l'inscription des jeunes dans les clubs sportifs. Par ailleurs, dans un contexte de crise sanitaire durable, les clubs sportifs du territoire connaissent une baisse du nombre de leurs licencié·e·s.

Le dispositif de bourse d'aide à la licence sportive permet donc à la fois de garantir aux clubs un certain nombre de licencié·e·s et d'aider les jeunes strasbourgeois·e·s à pratiquer le sport en club.

Pour la rentrée 2021-2022, un élargissement du dispositif a ainsi été acté pour rendre éligibles à la bourse d'aide à la licence sportive toutes les familles strasbourgeoises ayant un quotient familial (QF) inférieur ou égal à 720 €, quel que soit leur lieu d'habitation dans la ville. L'éligibilité ne dépend donc plus du critère d'habitation en quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV).

Actuellement, 70 associations sportives représentant 62 disciplines différentes se sont portées volontaires et ont obtenu la labellisation partenariale « club sport citoyen » permettant d'accueillir les bénéficiaires de la bourse d'aide à la licence sportive. Ces associations partenaires s'engagent par convention à former leurs encadrant.e.s aux valeurs de la République et à organiser des actions citoyennes, participant ainsi à la mise en œuvre de la transformation démocratique.

Ainsi, l'aide à la pratique sportive forme la pierre angulaire d'un dispositif global construit autour de l'accompagnement des acteurs, du renforcement humain des clubs et de l'accès au sport pour toutes et tous. Ce dispositif participe directement à la prise en compte des enjeux sociaux et démocratiques vécus par les habitant·e·s.

Les subventions proposées dans la présente délibération s'appliquent pour la saison 2021-2022. Le dispositif d'aide à la licence sportive a fait l'objet d'une demande de soutien financier à hauteur de 80 000 € auprès de l'Etat au titre des Contrats de Ville.

Rappel des modalités pratiques saison 2021-2022

Les critères d'éligibilité des bénéficiaires pour la saison 2021-2022 :
- être âgé-e de moins de 18 ans (au 1er janvier de l'année en cours),
- être (ou les parents) non imposable, avec un quotient familial inférieur ou égal à 720 €,
- s'inscrire dans un club sportif strasbourgeois partenaire, labellisé sport citoyen.

Modalités du dispositif :
1. Sur présentation de l'attestation délivrée par le service Vie sportive, les bénéficiaires du dispositif obtiennent une remise de 80 € immédiate sur le montant de la cotisation et de la licence, lors de son inscription dans un club sportif partenaire.
2. Les associations reçoivent une subvention de 100 € par jeune bénéficiaire accueilli.

La présente délibération vise ainsi à financer une troisième partie des bénéficiaires du dispositif, soit 814 inscrits portant le total provisoire à 2 010 jeunes. Il est dès lors proposé d'allouer une aide financière **d'un montant total de 81 400 €** aux associations sportives ci-dessous :

Associations	**Disciplines**	**Nombre de bénéficiaires**	**Subvention proposée**
AJF Hautepierre	Football	9	900 €
Amicale du Personnel du Département du Bas-Rhin	Tennis	1	100 €
Apsara Muay Thaï	Boxe thaï	5	500 €
AS Cheminots de Strasbourg	Athlétisme-judo-natation-tir-trampoline	9	900 €
AS Corona	Boxe	6	600 €
AS Electricité de Strasbourg	Basket	2	200 €
AS Menora	Basket-football	11	1 100 €
AS Musau	Football	7	700 €
AS Pierrots Vauban	Football	43	4 300 €
AS Strasbourg Elsau Portugais	Football	8	800 €
ASL Gendarmerie d'Alsace	Judo	2	200 €
ASPTT Strasbourg	Athlétisme-capoeira-danse-football-handball-	198	19 800 €

	judo-taekwondo-tennis-triathlon		
Association Educative et Sportive de la Cité de l'Ill	Football	12	1 200 €
Association Sportive Strasbourg	Basket – football	5	500 €
Ballet Nautique de Strasbourg	Natation artistique	2	200 €
Cercle Sportif du Neuhof	Football	11	1 100 €
Cercle Sportif Meinau	Gymnastique	13	1 300 €
Club Alpin Français de Strasbourg	Escalade	5	500 €
Club des Sports de Glace	Hockey sur glace	1	100 €
Club Sportif de Hautepierre	Karaté	1	100 €
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	Taekwondo	48	4 800 €
FC Kronenbourg	Football	31	3 100 €
FC Montagne-Verte	Football	1	100 €
FC Olympique Strasbourg Koenigshoffen 06	Football	7	700 €
FC Stockfeld Colombes	Football	2	200 €
Hapkido System	Hapkido	11	1 100 €
International Meinau Académie	Football	40	4 000 €
Joie et Santé Koenigshoffen	Basket-boxe-football-karaté-taekwondo	39	3 900 €
Judo Netsujo Strasbourg Neudorf	Judo	2	200 €
Karaté Club Cronenbourg	Karaté	11	1 100 €
La Sportive Neuhof	Gymnastique	37	3 700 €
Les Libellules Basket Club Strasbourg	Basket	41	4 100 €
Meinau Boxing Club	Boxe	10	1 000 €
Mixsage	Karaté	23	2 300 €
One Boxe Strasbourg	Boxe	4	400 €
Panza Gymnothèque	Boxe-karaté-kickboxing-MMA	25	2 500 €
Racing Club de Strasbourg Omnisport	Athlétimse-judo-karaté-tennis de table	27	2 700 €
Société Athlétique Koenigshoffen	Boxe-karaté	25	2 500 €

Société Ouvrière de Gymnastique et de Sport l'Avenir Strasbourg	Gymnastique	2	200 €
Sporting Club Red Star	Football	4	400 €
Strasbourg Alsace Rugby	Rugby	4	400 €
Strasbourg GRS	Gymnastique	13	1 300 €
Strasbourg Thaï Boxing	Boxe thaï	5	500 €
Strasbourg Université Club	Basket-gymnastique-judo-karaté	15	1 500 €
Strasbourg Volley-Ball	Volley-ball	3	300 €
Team Strasbourg SNS ASPTT PCS	Natation – water polo	21	2 100 €
Tennis Club Meinau	Tennis	3	300 €
Union Sportive Egalitaire	Football – gymnastique	4	400 €
W-Fight-	Boxe	5	500 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le versement, au titre du dispositif d'aide à la licence sportive, d'une subvention pour chacune des associations sportives référencées ci-dessous pour un montant total de ***81 400 €***

Associations	***Disciplines***	***Nombre de bénéficiaires***	***Subvention proposée***
AJF Hautepierre	*Football*	*9*	*900 €*
Amicale du Personnel du Département du Bas-Rhin	*Tennis*	*1*	*100 €*
Apsara Muay Thaï	*Boxe thaï*	*5*	*500 €*

AS Cheminots de Strasbourg	*Athlétisme-judo-natation-tir-trampoline*	*9*	*900 €*
AS Corona	*Boxe*	*6*	*600 €*
AS Electricité de Strasbourg	*Basket*	*2*	*200 €*
AS Menora	*Basket-football*	*11*	*1 100 €*
AS Musau	*Football*	*7*	*700 €*
AS Pierrots Vauban	*Football*	*43*	*4 300 €*
AS Strasbourg Elsau Portugais	*Football*	*8*	*800 €*
ASL Gendarmerie d'Alsace	*Judo*	*2*	*200 €*
ASPTT Strasbourg	*Athlétisme-capoeira-danse-football-handball-judo-taekwondo-tennis-triathlon*	*198*	*19 800 €*
Association Educative et Sportive de la Cité de l'Ill	*Football*	*12*	*1 200 €*
Association Sportive Strasbourg	*Basket – football*	*5*	*500 €*
Ballet Nautique de Strasbourg	*Natation artistique*	*2*	*200 €*
Cercle Sportif du Neuhof	*Football*	*11*	*1 100 €*
Cercle Sportif Meinau	*Gymnastique*	*13*	*1 300 €*
Club Alpin Français de Strasbourg	*Escalade*	*5*	*500 €*
Club des Sports de Glace	*Hockey sur glace*	*1*	*100 €*
Club Sportif de Hautepierre	*Karaté*	*1*	*100 €*
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	*Taekwondo*	*48*	*4 800 €*
FC Kronenbourg	*Football*	*31*	*3 100 €*
FC Montagne-Verte	*Football*	*1*	*100 €*
FC Olympique Strasbourg Koenigshoffen 06	*Football*	*7*	*700 €*
FC Stockfeld Colombes	*Football*	*2*	*200 €*
Hapkido System	*Hapkido*	*11*	*1 100 €*
International Meinau Académie	*Football*	*40*	*4 000 €*
Joie et Santé Koenigshoffen	*Basket-boxe-football-karaté-taekwondo*	*39*	*3 900 €*

Judo Netsujo Strasbourg Neudorf	*Judo*	*2*	*200 €*
Karaté Club Cronenbourg	*Karaté*	*11*	*1 100 €*
La Sportive Neuhof	*Gymnastique*	*37*	*3 700 €*
Les Libellules Basket Club Strasbourg	*Basket*	*41*	*4 100 €*
Meinau Boxing Club	*Boxe*	*10*	*1 000 €*
Mixsage	*Karaté*	*23*	*2 300 €*
One Boxe Strasbourg	*Boxe*	*4*	*400 €*
Panza Gymnothèque	*Boxe-karaté-kickboxing-MMA*	*25*	*2 500 €*
Racing Club de Strasbourg Omnisport	*Athlétimse-judo-karaté-tennis de table*	*27*	*2 700 €*
Société Athlétique Koenigshoffen	*Boxe-karaté*	*25*	*2 500 €*
Société Ouvrière de Gymnastique et de Sport l'Avenir Strasbourg	*Gymnastique*	*2*	*200 €*
Sporting Club Red Star	*Football*	*4*	*400 €*
Strasbourg Alsace Rugby	*Rugby*	*4*	*400 €*
Strasbourg GRS	*Gymnastique*	*13*	*1 300 €*
Strasbourg Thaï Boxing	*Boxe thaï*	*5*	*500 €*
Strasbourg Université Club	*Basket-gymnastique-judo-karaté*	*15*	*1 500 €*
Strasbourg Volley-Ball	*Volley-ball*	*3*	*300 €*
Team Strasbourg SNS ASPTT PCS	*Natation – water polo*	*21*	*2 100 €*
Tennis Club Meinau	*Tennis*	*3*	*300 €*
Union Sportive Egalitaire	*Football – gymnastique*	*4*	*400 €*
W-Fight-	*Boxe*	*5*	*500 €*

décide

l'imputation des dépenses sur le compte 412 / 6574 / 8092 / SJ03 B du Budget Primitif 2022 dont le montant disponible avant le présent conseil s'élève à ***253 000****€*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144664-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Conseil municipal du 21 mars 2022

Subventions Bourses d'aide à la licence sportive

3e versement saison sportive 2021-2022

Montant total 81 400 €

Associations	Disciplines	Nombre de bénéficiaires	Subvention proposée	Montant total versé saison sportive 2020/2021
AJF Hautepierre	Football	9	900 €	900 €
Amicale du personnel du Département du Bas-Rhin	Tennis	1	100 €	-
Apsara Muay Thaï	Boxe thaï	5	500 €	2 300 €
AS Cheminots de Strasbourg	Athlétisme-judo-natation-tir-trampoline	9	900 €	1 100 €
AS Corona	Boxe	6	600 €	1 100 €
AS Electricité de Strasbourg	Basket	2	200 €	800 €
AS Menora	Basket -Football	11	1 100 €	-
AS Musau	Football	7	700 €	1 400 €
AS Pierrots Vauban	Football	43	4 300 €	-
AS Strasbourg Elsau Portugais	Football	8	800 €	-
ASL Gendarmerie d'Alsace	Judo	2	200 €	-
ASPTT Strasbourg	Athlétisme-capoeira-danse-football-handball-judo-taekwondo-tennis-triathlon	198	19 800 €	11 800 €
Association Sportive et Educative de la Cité de l'Ill	Football	12	1 200 €	4 600 €
Association Sportive Strasbourg	Basket – football	5	500 €	3 500 €
Ballet Nautique de Strasbourg	Natation artistique	2	200 €	-
Cercle Sportif du Neuhof	Football	11	1 100 €	800 €
Cercle Sportif Meinau	Gymnastique	13	1 300 €	2 600 €
Club Alpin Français de	Escalade	5	500 €	700 €

Strasbourg				
Club des Sports de Glace Strasbourg Alsace	Hockey sur glace	1	100 €	-
Club Sportif de Hautepierre	Karaté	1	100 €	200 €
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	Taekwondo	48	4 800 €	10 300 €
FC Kronenbourg	Football	31	3 100 €	5 300 €
FC Montagne-Verte	Football	1	100 €	2 100 €
FC Olympique Strasbourg Koenigshoffen 06	Football	7	700 €	11 300 €
FC Stockfeld Colombes	Football	2	200 €	-
Hapkido System	Hapkido	11	1 100 €	500 €
International Meinau Académie	Football	40	4 000 €	6 600 €
Joie et Santé Koenigshoffen	Basket-boxe-football-karaté-taekwondo	39	3 900 €	6 200 €
Judo Netsujo Strasbourg Neudorf	Judo	2	200 €	200 €
Karaté Club Cronenbourg	Karaté	11	1 100 €	1 400 €
La Sportive Neuhof	Gymnastique	37	3 700 €	900 €
Les Libellules Basket-Club Strasbourg	Basket	41	4 100 €	1 400 €
Meinau Boxing Club	Boxe	10	1 000 €	2 200 €
Mixsage	Karaté	23	2 300 €	3 300 €
One Boxe Strasbourg	Boxe	4	400 €	1 900 €
Panza Gymnothèque	Karaté-kickboxing-boxe- MMA	25	2 500 €	-
Racing Club de Strasbourg Omnisport	Athlétisme – karaté – judo – tennis de table	27	2 700 €	4 300 €
Société Athlétique Koenigshoffen	Boxe – karaté	25	2 500 €	2 200 €
Société Ouvrière de Gymnastique et de Sport l'Avenir Strasbourg	Gymnastique	2	200 €	-
Sporting Club Red Star	Football	4	400 €	2 800 €
Strasbourg Alsace Rugby	Rugby	4	400 €	2 000 €
Strasbourg GRS	Gymnastique rythmique	13	1 300 €	600 €

Strasbourg Thaï Boxing	Boxe thaï	5	500 €	1 000 €
Strasbourg Université Club	Basket-gymnastique-judo-karaté	15	1 500 €	200 €
Strasbourg Volley Ball	Volley-ball	3	300 €	-
Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS	Natation – water polo	21	2 100 €	2 000 €
Tennis Club Meinau	Tennis	3	300 €	700 €
Union Sportive Egalitaire	Football-gymnastique-	4	400 €	-
W Fight	Boxe	5	500 €	100 €

45

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Conclusion d'un accord-cadre à émission de bon de commande relatif à l'acquisition, la livraison, la pose et la dépose de sapins naturels dans le cadre de l'évènement Strasbourg Capitale de Noël et approbation d'une convention de groupement de commandes.

Numéro V-2022-292

Avec plus de 2 millions de visiteurs, de fin novembre à fin décembre, Strasbourg Capitale de Noël est l'un des grands évènements de Strasbourg et de son territoire. Chaque année, la Ville est illuminée et décorée dans une ambiance unique et chaleureuse.

Dans ce contexte festif, les services de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg décorent avec des sapins naturels certains espaces publics intérieurs et extérieurs ou assurent la fourniture de sapins pour les structures municipales, eurométropolitaines et associatives.

Il est demandé au Conseil d'approuver le lancement d'une consultation pour l'acquisition, la livraison, la pose et la dépose de sapins naturels dans le cadre de l'évènement Strasbourg Capitale de Noël et de la période de fin d'année. L'objectif de ce marché public étant la désignation d'un titulaire en mesure d'assurer ces prestations tout en démontrant son implication dans le respect de l'environnement, tant au niveau de sa gestion durable des plantations que dans les modalités écologiques de transport et d'installation des arbres.

I. Conclusion d'accords-cadres à émission de bon de commande relatifs l'acquisition, la livraison, la pose et la dépose de sapins naturels.

Les accords-cadres à émission de bon de commande seront lancés sous forme d'appel d'offre conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. Ils fixeront toutes les stipulations contractuelles et seront exécutés au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Ils seront passés pour une durée d'un an reconductible trois fois.

La consultation fait l'objet d'un allotissement comme suit :

- lot n°1 : Prestation complète d'acquisition, d'installation et de dépose de sapins naturels sur l'espace public
- lot n°2 : Fourniture et livraison de sapins naturels

Les montants minimum et maximum des accords-cadres à émission de bons de commandes sont les suivants concernant la Ville de Strasbourg :

	Montant minimum annuel	**Montant maximum annuel**	**Montant minimum sur 4 ans**	**Montant maximum sur 4 ans**
Lot n°1	10 000 € H.T.	80 000 € H.T.	40 000 € H.T.	320 000 € H.T.
Lot n°2	500 € H.T.	15 000 € H.T.	2 000 € H.T.	60 000 € H.T.

II. Approbation d'une convention de groupement de commandes concernant l'acquisition, la livraison, la pose et la dépose de sapins naturels pour la Ville et pour l'Eurométropole de Strasbourg.

L'ensemble des besoins concernant l'acquisition, la livraison, la pose et la dépose de sapins naturels est similaire pour la Ville comme pour l'Eurométropole de Strasbourg, c'est pourquoi il a été convenu d'arrêter les bases d'une mise en concurrence commune. Il s'inscrit dans la logique du groupement de commandes en application des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique, associant les deux collectivités sous la coordination de la ville de Strasbourg.

Les montants minimum et maximum pour chaque collectivité seront les suivants :

		Montant minimum annuel	**Montant maximum annuel**	**Montant minimum sur 4 ans**	**Montant maximum sur 4 ans**
Ville de Strasbourg	Lot n°1	10 000 € HT.	80 000 € HT.	40 000 € HT.	320 000 € HT.
	Lot n°2	500 € HT.	15 000 € HT.	2 000 € HT.	60 000 € HT.
Eurométropole de Strasbourg	Lot n°1	Sans	10 000 € HT.	Sans	40 000 € HT.

	Lot n°2	Sans	5 000 € HT.	Sans	20 000 € HT.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la conclusion de la convention de groupement de commande entre l'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Strasbourg, cette dernière assurant la mission de coordinateur, pour la passation d'accords-cadres à émission de bon de commande relatifs à l'acquisition, la livraison, la pose et la dépose de sapins naturels ;*

- *sous réserve de disponibilité des crédits, la passation d'accords-cadres à émission de bon de commande faisant l'objet de l'allotissement suivant :*
  - *Lot n°1 : Prestation complète d'acquisition, d'installation et de dépose de sapins naturels sur l'espace public pour un montant minimum annuel de 10 000 € H.T. et un montant maximum annuel de 80 000 € H.T. concernant la Ville de Strasbourg ;*
  - *Lot n°2 : Fourniture et livraison de sapins naturels pour un montant minimum annuel de 500 € H.T. et un montant maximum annuel de 15 000 € H.T. concernant la Ville de Strasbourg*

décide

l'inscription des crédits nécessaires au budget sur les lignes concernées ;

autorise

Madame la Maire ou son -sa représentant-e :

- *à signer la convention de groupement de commandes ci-jointe en annexe avec l'Eurométropole de Strasbourg;*

- *à lancer les consultations, à signer et notifier les accords-cadres à émission de bon de commande précités y compris pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg ;*

- *à exécuter les accords-cadres à émission de bon de commande en résultant pour la ville de Strasbourg.*

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144813-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique

Acquisition, livraison, pose et dépose de sapins naturels.

Vu les articles L 2113-6 et L 2113-7 du Code de la Commande Publique il est constitué :

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Madame Pia IMBS, Présidente agissant en application de la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 15 juillet 2020 ainsi qu'en vertu du décret n°2014-1603 du 23 décembre 2014, qui a créé l'Eurométropole de Strasbourg par transformation de la Communauté Urbaine de Strasbourg, au 1er janvier 2015

Et

La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 2020

un groupement de commandes pour le lancement de marchés publics ayant pour objet l'acquisition, la livraison, la pose et la dépose de sapins naturels.

SOMMAIRE

Préambule	3
Article 1 : Constitution du groupement	3
Article 2 : Objet du groupement	3
Article 3 : Organes du groupement	4
Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur	5
Article 5 : Responsabilité	5
Article 6 : Fin du groupement	5
Article 7 : Règlement des différends entre les parties	6

Préambule

PRESENTATION DU MARCHE ET DU CONTEXTE

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Le groupement de commandes associe les deux collectivités sous la coordination de la Ville de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Le Code de Commande Publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Ainsi, en vertu de ce dispositif décrit dans le Code de la Commande Publique, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution. Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de référer à cette demande.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la Commande Publique.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à L. 2113-8, ci-après désignés "*le groupement*" a pour objet la passation d'un marché public relatif à l'acquisition, la livraison, la pose et la dépose de sapins naturels.

Le marché sera lancé selon la procédure d'appel d'offres, conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la Commande Publique. Conformément aux dispositions des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14, il s'agit d'un accord à émission de bons de commandes avec des montants minimums et maximums.

La consultation fait l'objet d'un allotissement comme suit :

- ✓ Lot n°1 : Prestation complète d'acquisition, d'installation et de dépose de sapins naturels sur l'espace public.
- ✓ Lot n°2 : Fourniture et livraison de sapins naturels.

Les montants minimum et maximum pour chaque collectivité seront les suivants :

		Montant minimum annuel	Montant maximum annuel	Montant minimum sur 4 ans	Montant maximum sur 4 ans
Ville de Strasbourg	Lot n°1	10 000 € H.T.	80 000 € H.T.	40 000 € H.T.	320 000 € H.T.
	Lot n°2	500 € H.T.	15 000 € H.T.	2 000 € H.T.	60 000 € H.T.
Eurométropole de Strasbourg	Lot n°1	Sans	10 000 € H.T.	Sans	40 000 € H.T.
	Lot n°2	Sans	5 000 € H.T.	Sans	20 000 € H.T.

La durée des marchés sera d'un an, reconductible tacitement trois fois.

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement ont convenu de désigner la Ville de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés. Ainsi, la commission d'appels d'offres de la Ville de Strasbourg est désignée pour choisir les titulaires des marchés. Elle est composée des membres suivants :

Titulaires :	Suppléants :
❖ Marc Hoffsess ❖ Marina Lafay ❖ Carole Zielinski ❖ Catherine Trautmann ❖ Pierre Jakubowicz	❖ Sophie Parisot ❖ Patrice Schoepff ❖ Soraya Ouldji ❖ Salah Koussa ❖ Rebecca Breitmann

Le représentant du coordonnateur et président de la commission d'appel d'offres est Monsieur Christian BRASSAC, Conseiller municipal délégué.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultations des entreprises, réception des offres, analyses des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à l'Eurométropole de Strasbourg, les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la Commande Publique ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée l'Eurométropole de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure d'évolution des marchés, en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, l'Eurométropole de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.

Inversement, le coordonnateur pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par l'Eurométropole de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Strasbourg, le

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg	La Maire de Strasbourg
Pia IMBS	Jeanne BARSEGHIAN

46

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Droits de place - Capitale de Noël 2022 - Mise à jour.

Numéro V-2022-283

Conformément aux années précédentes, il est proposé au Conseil d'approuver la mise à jour des droits de place de Capitale de Noel pour l'édition 2022.

Cette mise à jour permet également :
- d'inclure les nouveaux sites investis par le Marché de Noël,
- d'établir une équité de traitement entre les exposants de l'ensemble des places.

Pour ce faire la présente délibération établit :
- une nouvelle classification des places :
  - Tarif 1 pour les places emblématiques du centre-ville (places Kléber, Broglie, Cathédrale et Château)
  - Tarif 2 pour les autres places.
- une revalorisation des tarifs en fonction de l'inflation à hauteur de 2%,
- une revalorisation du tarif des stands partagés,
- la participation des commerçants aux frais de fournitures d'électricité supportés par la Ville,
- la facturation des surfaces de type « stockage ».

Ces évolutions ont été annoncées aux commerçants non sédentaires de Capitale de Noël lors d'une réunion plénière en janvier 2022.

Ainsi il est proposé :

- de réviser la classification tarifaire des places qui accueillent la manifestation : les marchés présents sur les places autres que les places emblématiques du centre-ville (places Kléber, Broglie, Cathédrale et Château) bénéficieront d'un tarif moins élevé que les places précédemment citées. Un commerçant disposant d'un chalet classique présent sur une place anciennement au tarif 1 (1406€ pour un mois) et désormais au tarif 2 (1074,8€ pour un mois) verra son droit de place réduit de 331,2 € pour la période ;

- de revaloriser les tarifs de 2%.

Soit pour un chalet classique (4x2m) dépendant du tarif 1, une augmentation de 28 € et, si dépendant du tarif 2 une augmentation de 20 € pour la période de 4 semaines ;

- d'augmenter les droits de place des chalets ou stands partagés pour que le montant de la redevance soit proportionnellement similaire à celle des chalets ou stands bénéficiant du tarif 2 ;

- que l'ensemble des vendeurs de sapins situés dans la Grande Île participent aux frais de promotion et de gardiennage au même niveau que les chalets et stands. Les vendeurs de sapins hors de la Grande Île, ne bénéficiant pas de ces prestations, en seront exemptés ;

- de facturer les structures de type « stockage » sur le Marché de Noël. Le montant proposé correspond au montant d'une « autre occupation du domaine public ne faisant pas l'objet d'un tarif spécifique » dans la Grande Île, mis en place par le service occupation du domaine public ;

- de facturer les structures de type « stockage » sur le Marché de Noël. Le montant proposé correspond au montant d'une « autre occupation du domaine public ne faisant pas l'objet d'un tarif spécifique » dans la Grande Île, mis en place par le service occupation du domaine public.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

les droits de place tels que figurant à l'annexe 1 jointe à la présente délibération,

autorise

Madame la Maire ou son-sa représentant-e à signer toute pièce relative à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144776-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

DROITS DE PLACE DU MARCHE DE NOËL 2022

SITES	MODE DE CALCUL	TARIF
1. Chalets, stands et manèges[1] : - **Place Kléber** - **Place Broglie** - **Place de la Cathédrale** - **Place du Château**		
Droits de place	par m²/pour la durée de la manifestation	108,10 €
Participation aux frais de promotion	forfait/pour la durée de la manifestation	181,60 €
Participation aux frais de gardiennage	forfait/pour la durée de la manifestation	387,60 €
2. Chalets, stands et manèges[1] : - **Place Benjamin Zix** - **Place des Meuniers** - **Place Saint Thomas** - **Place du Temple Neuf** - **Place du Corbeau** - **Place du Marché-aux-Poissons** - **Terrasse Rohan** - **Place et rue Gutenberg** - **Rue des Hallebardes** - **Autres sites le cas échéant**		
Droits de place	par m²/pour la durée de la manifestation	63,20 €
Participation aux frais de promotion	forfait/pour la durée de la manifestation	181,60 €
Participation aux frais de gardiennage	forfait/pour la durée de la manifestation	387,60 €
3. Chalets ou stands partagés		
Droits de place	par m²/par jour	2,30€
Participation aux frais de promotion	forfait/par jour	6,50€
Participation aux frais de gardiennage	forfait/par jour	13,80€
4. Vendeurs de sapins		
a) Sur la Grande Île		
Droits de place	par emplacement/pour la durée de la manifestation	708,90 €

[1] Toutes les surfaces intégrées à l'équipement de vente principal.

Participation aux frais de promotion	forfait/pour la durée de la manifestation	181,60 €
Participation aux frais de gardiennage	forfait/pour la durée de la manifestation	387,60 €
b) Autres sites hors Grande Île		
Droits de place	par emplacement/pour la durée de la manifestation	708,90 €
5. Noël du Livre		
Droits de place	par table/pour la durée de la manifestation	225,40 €
6. Participation aux frais de fournitures d'électricité supportés par la Ville[2]		
3kvA	forfait/pour la durée de la manifestation	120,00€
6kvA	forfait/pour la durée de la manifestation	160,00€
9kvA	forfait/pour la durée de la manifestation	200,00€
12kvA	forfait/pour la durée de la manifestation	300,00€
18kvA	forfait/pour la durée de la manifestation	400,00€
24kvA	forfait/pour la durée de la manifestation	500,00€
36kvA	forfait/pour la durée de la manifestation	600,00€
7. Autres surfaces (stockage, …)		
Droits de place	par m²/pour la durée de la manifestation	33,50€

Observations :

Conformément aux dispositions de l'article L.2125-1 du Code Général de la propriétédes personnes publiques, l'autorisation d'occupation du domaine public pourra être délivrée à titre gratuit aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Lors du recouvrement, les montants encaissés seront arrondis à la dizaine de centime la plus proche.

[2] Uniquement sur les places concernées.

Conseil municipal du 21 mars 2022

Point 46 à l'ordre du jour : Droits de place - Capitale de Noël 2022 - Mise à jour.

SERVICE DES ASSEMBLEES

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 55 voix + 1
+1 : M. Jean WERLEN a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 5 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 21 MARS 2022 - Point n°46

Droits de place - Capitale de Noël 2022 - Mise à jour.

Pour	**55**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre	**0**	
Abstention	**5**	**BARRIERE Caroline, GEISSMANN Céline, MASTELLI Dominique, RICHARDOT Anne-Pernelle, TRAUTMANN Catherine**

47

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Attribution de subventions à divers organisateurs de manifestations à Strasbourg.

Numéro V-2022-284

Il est proposé d'attribuer, pour un montant total de 48 200 €, les subventions suivantes à divers organisateurs de manifestations à Strasbourg. En fonction de l'évolution de la situation sanitaire, certaines de ces animations pourraient être annulées, reportées, modifiées ou amputées d'une partie de leur contenu. Par conséquent, le montant de la subvention pourra être ajusté en fonction des dépenses réelles engagées par les bénéficiaires.

Association Ballade	**5 000 €**

Organisation de plusieurs animations dans le cadre du 20ème anniversaire de l'association, de décembre 2021 à juin 2022.

Institut des Arts et Traditions Populaires d'Alsace - IATPA	**6 200 €**

Organisation des Bretzels d'or au Palais des Fêtes, le 27 février 2022
Il s'agit cette année d'une cérémonie exceptionnelle dont l'orchestre Philarmonique de Strasbourg est le principal lauréat.
D'autres acteurs du domaine social, gastronomique, associatif ou encore du domaine économique sont également récompensés à cette occasion.
La visibilité de cet événement est également soulignée par sa diffusion en direct sur les réseaux sociaux.

Nouvelle Ligne	**15 000 €**

Organisation du NL Contest, du 20 au 22 mai 2022. À la fois festival international des cultures urbaines et compétition de skate, roller, trottinette et BMX, cet événement se déroulera au skate-park de la Rotonde.

Association Sturm Production	**12 000 €**

Participation aux frais d'organisation d'un festival Jazz à la Petite France, d'une scène musicale féminine et promotion de l'égalité femmes-hommes dans la musique.

Association des Locataires et Résidents du Stockfeld - ALRS	**2 000 €**

2ème édition de la « Fête de la place des Colombes » située au cœur du Stockfeld, le 14 mai 2022.
Une journée festive pour petits et grands,

- Après-midi : animations ludiques (maquillage, plantations de graines, …), sportives (tournoi sport collectif, mur escalade, …) et musicales (démonstration de danses, …)
- Soirée : repas et soirée dansante

L'ambition est de proposer une fête de qualité aux habitants afin de favoriser les échanges entre les habitants, les plus jeunes et les moins jeunes, dont le dialogue est parfois tendu sur cette place même; de véhiculer les valeurs de laïcité, et de faire connaitre les associations locales aux habitants et la réserve naturelle du Neuhof.

Association D-CLIC	**8 000 €**

Organisation de trois dictées lors des vacances scolaires dans trois Centres socio-culturels de la ville avec une grande finale en juin/juillet sur la Place Kléber. L'idée est d'intervenir dans différents quartiers avec cette idée ludique et fédératrice et d'inviter tous ces quartiers et leurs habitants à rejoindre le cœur de la ville de Strasbourg à l'occasion d'une grande finale au début de l'été. Par ailleurs, il s'agit de proposer un projet fédérateur à l'échelle du quartier et notamment lors des congés scolaires afin de dynamiser davantage cette période.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement des subventions suivantes en faveur de :

Association Ballade	*5 000 €*
Institut des Arts et Traditions Populaires d'Alsace - IATPA	*6 200 €*
Nouvelle Ligne	*15 000 €*
Association Sturm Production	*12 000 €*
Association des Locataires et Résidents du Stockfeld - ALRS	*2 000 €*
Association D-CLIC	*8 000 €*

le crédit nécessaire pour le mandatement de ces subventions, soit 48 200 € est disponible sur le compte : "fonction : 33, nature : 6574, programme 8038, activité : PC02B" dont le disponible avant le présent Conseil est de 313 076 €,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144781-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
Association Ballade	Subvention affectée	5 000,00 €	5 000,00 €	
Institut des Arts et Traditions Populaires d'Alsace - IATPA	Subvention affectée	7 000,00 €	6 200,00 €	
Nouvelle Ligne	Subvention affectée	15 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €
Association Sturm Production	Subvention affectée	40 000,00 €	12 000,00 €	
Association des Locataires et Résidents du Stockfeld - ALRS	Subvention affectée	2 500,00 €	2 000,00 €	
Association D-CLIC	Subvention affectée	8 000,00 €	8 000,00 €	

48

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Attribution de subventions au titre des relations européennes et internationales.

Numéro V-2022-128

Cette délibération porte sur le soutien de la Ville aux associations strasbourgeoises qui œuvrent en faveur du rayonnement européen et international de Strasbourg. D'un montant de 40 100 €, ces subventions visent à conforter le positionnement de Strasbourg en tant que capitale européenne de la démocratie et des droits humains.

Pôle Europe

Association Parlementaire Européenne (APE)	**2 500 €**

Par son action, l'Association Parlementaire Européenne cherche à promouvoir le statut de Strasbourg en tant que capitale européenne et à rapprocher les citoyen-nes des institutions européennes.

Ainsi, depuis 2011, à l'occasion de chaque présidence tournante du Conseil de l'Union européenne, elle organise des manifestations culturelles auprès du grand public pour faire connaître le pays à l'honneur et mettre ainsi en valeur la diversité culturelle européenne. Ces évènements recouvrent généralement une soirée culturelle (soit sous la forme du vernissage d'une exposition, soit d'un concert, soit de la projection d'un documentaire), d'une conférence-débat avec des Députés européens du pays concerné et un petit-déjeuner thématique. Ces actions sont organisées en partenariat avec les services diplomatiques des pays concernés, et pendant une session plénière du Parlement européen. Elles se déroulent généralement au printemps et à l'automne, dans les locaux de l'association, Villa Schutzenberger au 76 allée de la Robertsau, à Strasbourg. Ces locaux appartiennent à la ville de Strasbourg et sont mis à disposition de l'association moyennant le versement d'un loyer symbolique.

En 2021, en raison des restrictions et précautions imposées par la pandémie, l'association a dû revoir le format des « journées du Portugal », pour proposer deux événements en ligne ouverts au public. En conséquence, le budget dédié à ces journées avait été revu à la baisse (1 500 € au lieu des 2 500 € demandés).

En 2022, en correspondance avec le calendrier des présidences du Conseil de l'Union européenne, l'APE prévoit d'organiser les « journées de la France » pendant la session parlementaire du mois de mai, et les « journées de la République Tchèque » pendant celle du mois d'octobre, dans un format qu'elle espère revenu à la normale. L'association sollicite donc de nouveau la Ville à hauteur de 2 500 €.

Il est proposé que la Ville contribue au financement de ces événements à hauteur de 2 500 €.

Pôle Solidarité et Partenariats internationaux

GESCOD	**30 000 €**

Depuis juillet 2017, le territoire du Grand Est s'est vu doté d'une plate-forme pour agir dans le domaine de la coopération et de la solidarité internationale. Cette entité, appelée GESCOD - Grand Est Solidarités et Coopérations pour le Développement-, est née de la fusion de trois associations : l'IRCOD Alsace, MultiCoLor, réseau lorrain des acteurs de la coopération internationale, l'ARCOD Champagne-Ardenne, auxquels s'est joint le réseau champardennais des acteurs de la coopération Réciproc'.

Ce rapprochement s'est fait dans le respect des histoires de chacune des structures et des équilibres territoriaux. La mutualisation des savoir-faire et des expériences de chacune des entités constituant GESCOD, reconnues aux niveaux régional, national et international se traduit par deux fonctions principales : l'appui à la mise en œuvre de programmes et d'actions et l'animation du territoire par la mise en réseau et l'accompagnement de tous les acteurs impliqués dans la solidarité et la coopération internationale dans la Région Grand Est.

GESCOD fait partie des réseaux régionaux multi-acteurs (RRMA) créés dans la plupart des régions de France avec le soutien du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères. GESCOD a son siège social à Strasbourg et dispose de deux antennes territoriales à Nancy et à Châlons-en-Champagne. Son Conseil d'administration respecte les équilibres territoriaux et compte 4 collèges : 12 sièges pour les collectivités territoriales, 12 sièges pour les associations de solidarité internationale, 12 sièges pour les institutions économiques, sociales et environnementales, universitaires et hospitalières et 9 sièges réservés aux personnalités qualifiées.

La Ville de Strasbourg adhère à GESCOD, comme elle adhéra à l'IRCOD dès 1991. Elle est membre de ses instances et participe activement à la dynamique régionale de coopération et de solidarité internationale emmenée par GESCOD et ses partenaires.

Strasbourg souhaite poursuivre cet engagement en 2022 et contribuer au fonctionnement et aux activités de GESCOD, sur lequel elle s'appuie pour la mise en œuvre et le suivi de trois partenariats de coopération décentralisée à Jacmel (Haïti), Douala (Cameroun) et Kampala (Ouganda), en complément de l'expertise interne mobilisée sur ces projets.

Pôle coopération transfrontalière et espaces germanophones

Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Strasbourg (ENSAS)	**1 600 €**

L'ENSAS et la Technische Universität de Dresde entretiennent de longue date une coopération étroite, notamment dans le cadre d'un double Master franco-allemand. Cette collaboration s'étend depuis l'an passé au Master ASPU (Urbanisme et projets urbains) co-habilité par l'ENSAS et l'INSA de Strasbourg. Dans ce cadre, une semaine d'atelier international sera organisée du 10 au 14 octobre 2022 à Strasbourg.

L'objectif de cet atelier est d'apprendre aux étudiants à travailler en équipes pluridisciplinaires et transnationales. Le projet sur lequel s'appuie cet atelier est celui du réseau Express Métropolitain qui prévoit de faire évoluer les réseaux de trains régionaux. Les étudiants travailleront à des scénarios de développement de 4 sites de gares qui sont, pour certains, peu valorisés. Outre les enjeux de transports, les problématiques urbanistiques seront également prises en compte par les étudiants.

Une présentation publique sera organisée en fin de semaine de travail.

Outre les étudiants de Strasbourg et de Dresde, cet atelier international réunira des étudiants d'autres universités partenaires de l'ENSAS : la TU Delft, la CUT Prague, la CUT Krakow et la Chalmers University de Göteborg (par le biais de financements distincts).

Dans ce cadre, 15 étudiants de Dresde seront accueillis à Strasbourg.

Association Adèle de Glaubitz / Centre Louis Braille – 60ème anniversaire de jumelage avec Stuttgart- Projet « With no one elese's eye »	**6 000 €**

L'association Adèle de Glaubitz est une structure spécialisée qui développe des programmes complexes et innove dans les domaines des déficiences intellectuelles et sensorielles et du polyhandicap. En partenariat avec deux structures homologues à Stuttgart et à Lodz (Pologne) et à l'initiative de M. Eric Vazzoler, photographe professionnel, 30 jeunes porteurs de déficiences visuelles, issus de ces établissements spécialisés, prendront part à un projet intitulé « With no one else's eyes ».

Ce projet très original relève le défi d'aborder le thème de l'approche artistique photographique avec un public pour lequel l'accès à l'image est très difficile. Il vise à appréhender avec eux l'art photographique : découverte du résultat (la photographie) et production de cette dernière (techniques de prises de vues). Il permettra aux jeunes des trois structures concernées de s'approprier différemment leur environnement / leur ville, et de montrer au grand public de quelle manière ils la perçoivent. La découverte de leur manière de « voir » les choses sera donc un enrichissement réciproque. À Strasbourg, 12 ateliers d'initiation s'adresseront à 10 jeunes, filles et garçons, de 15 à 20 ans, en grande

difficulté scolaire, inscrits dans un "parcours citoyen" destiné à favoriser leur intégration dans le monde qui les entoure.

Ce projet trinational donnera lieu à une exposition dans les 3 villes concernées, à la réalisation d'un film présentant le déroulement des ateliers et d'un catalogue d'exposition. À Strasbourg, l'exposition sera présentée à la Médiathèque Malraux du 30 septembre au 29 octobre 2022.

S'agissant de Strasbourg et de Stuttgart, il s'agit d'une nouvelle coopération qui s'inscrit dans le cadre des festivités du 60ème anniversaire de jumelage qui sera célébré cette année. Ce projet permettra de toucher, de manière très concrète, un public peu concerné par les coopérations développées à ce jour entre les villes. Selon l'évolution de la situation sanitaire, une rencontre entre les jeunes et /ou les équipes pédagogiques pourrait être organisée en fin d'année.

La subvention sollicitée par l'association s'élève à 10 000 euros, la salle d'exposition de la Médiathèque Malraux sera cependant gracieusement mise à disposition des porteurs de projet durant 4 semaines. S'agissant d'un projet qui croise différents enjeux de politiques publiques (éducation artistique et culturelle, inclusion, coopération européenne), il est proposé, en tenant compte de l'avantage en nature, d'accorder un soutien financier à hauteur de 6 000 euros.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le versement d'une subvention de :

- *2 500 € à l'Association Parlementaire européenne ;*
- *30 000 € à GESCOD ;*
- *1 600 € à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Strasbourg (ENSAS) ;*
- *6 000 € à l'Association Adèle de Glaubitz / Centre Louis Braille.*

décide

- *l'imputation de la dépense à hauteur de 3 600 € sur les crédits ouverts à la DREI sous la ligne budgétaire AD 06D - fonction 041, nature 6574, programme 8054, dont le disponible avant le présent Conseil est de 25 000 € ;*

- *l'imputation de la dépense à hauteur de 2 000 € sur les crédits ouverts à la Direction de la Culture sous la ligne budgétaire CU 01G - fonction 33 - nature 6574 - programme 8087 dont le disponible avant le présent Conseil est de 590 000 € ;*

- *l'imputation de la dépense à hauteur de 2 000 € sur les crédits ouverts à la DSSJ sous la ligne budgétaire AS05L - fonction 61 – nature 6574 – programme 8010 dont le solde disponible avant le présent Conseil est de 740 000 € ;*

- *l'imputation de la dépense de 2 500 € (APE) sur les crédits suivants : fonction 041 nature 6574 AD06B programme 8051 dont le disponible avant le présent Conseil est de 645 805 € ;*

- *l'imputation de la dépense de 30 000 € sur les crédits suivants : fonction 041, nature 6574, programme 8052, activité AD06C dont le disponible avant le présent Conseil est de 84 000 €*

autorise

la Maire ou son/sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions d'attribution y afférents.

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144496-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Attribution de subventions au titre des relations européennes et internationales.
Conseil Municipal du 21 mars 2022

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
GESCOD	Subvention de fonctionnement	30 000 €	30 000 €	30 000 €
APE	Dans le cadre des présidences du Conseil de l'Union européenne, l'APE prévoit d'organiser les « journées de la France » pendant la session parlementaire du mois de mai, et les « journées de la République Tchèque » pendant celle du mois d'octobre	2 500 €	2 500 €	1 500 €
ENSAS	Dans le cadre du jumelage entre Strasbourg et Dresde, organisation par l'ENSAS et l'INSA d'un atelier international du 10 au 14 octobre 2022 à Strasbourg avec la participation d'étudiants de la Technische Universität de Dresde.	1 600 €	1 600 €	-
Association Adèle de Glaubitz / Centre Louis Braille	Dans le cadre des festivités du 60 ème anniversaire de jumelage entre Strasbourg et Stuttgart et en partenariat avec deux structures homologues à Stuttgart et à Lodz (Pologne), 30 jeunes porteurs de déficiences visuelles prendront part à un projet intitulé « With no one else's eyes ». Il relève le défi d'aborder l'approche artistique photographique avec un public pour lequel l'accès à l'image est très difficile. Il permettra aux jeunes de s'approprier différemment leur ville et de montrer au grand public de quelle manière ils la perçoivent. Un avantage en nature est également apporté par la mise à disposition d'un espace d'exposition à la Médiathèque Malraux.	10 000 €	6 000 €	-
TOTAUX		44 100 €	40 100 €	31 500 €

49

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Conclusion d'accords-cadres à émission de bon de commande relatifs aux prestations de transferts par voiture des Parlementaires Européens et de délégations et approbation d'une convention de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro V-2022-241

Le statut de « Strasbourg capitale européenne » est incontestablement lié à l'histoire et, bien évidemment, aux sièges des institutions européennes et plus particulièrement du Parlement européen et du Conseil de l'Europe, qui font de Strasbourg la capitale parlementaire de l'Europe.
La présence des institutions européennes contribue ainsi directement au rayonnement économique, touristique et culturel de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Le nouveau Contrat triennal signé en 2021 intègre un dispositif de cofinancement inédit Ville/Etat/Région pour l'amélioration des conditions d'accueil des parlementaires. La Ville de Strasbourg met ainsi à disposition des parlementaires européens des facilités de transport lors des 12 sessions plénières annuelles du Parlement européen, des 4 sessions annuelles de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe et des 2 sessions annuelles du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, en finançant notamment le transfert des parlementaires européens depuis et vers les différents aéroports limitrophes de Strasbourg, à raison d'un transport aller-retour par session.

Par ailleurs, la Ville de Strasbourg accueille également des délégations nationales ou internationales et des personnalités, qui bénéficient occasionnellement d'une prestation de transport par voiture pris en charge par la collectivité.

Ainsi ces besoins de transport de personnes par voiture feront l'objet d'une mise en concurrence conformément à une procédure formalisée : l'appel d'offres ouvert.

A noter que ces dispositions viennent compléter la stratégie globale d'accessibilité multimodale de Strasbourg telle qu'elle figure au contrat triennal, via notamment le financement des dessertes aériennes sous obligation de service public, les projets de transports urbains en cours ou les projets d'amélioration de l'accessibilité ferroviaire moyenne et grande distance.

I. Conclusion d'accords-cadres à émission de bon de commande relatifs aux prestations de transferts par voiture des Parlementaires Européens et de délégations

Les accords-cadres à émission de bon de commande seront lancés sous forme d'appel d'offre conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. Ils fixeront toutes les stipulations contractuelles et seront exécutés au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Ils seront passés pour une durée d'un an reconductible trois fois.

La consultation fait l'objet d'un allotissement comme suit :

- lot n°1 : Prestation de transport par voiture pour le transfert des Membres du Parlement Européen, mandatés par la Ville de Strasbourg.
- lot n°2 : Prestation de transport par voiture pour le transfert des Membres des assemblées du Conseil de l'Europe, mandatés par la Ville de Strasbourg.
- lot n°3 : Prestation de transport par voiture de personnalités ou de délégations nationales ou internationales mandatée par la Ville ou par l'Eurométropole de Strasbourg.

Les montants minimum et maximum des accords-cadres à émission de bons de commandes sont les suivants concernant la Ville de Strasbourg:

	Montant minimum annuel	Montant maximum annuel	Montant minimum sur 4 ans	Montant maximum sur 4 ans
Lot n°1	40 000 € H.T.	240 000 € H.T.	160 000 € H.T.	960 000 € H.T.
Lot n°2	30 000 € H.T.	180 000 € H.T.	120 000 € H.T.	720 000 € H.T.
Lot n°3	250 € H.T.	15 000 € H.T.	1 000 € H.T.	60 000 € H.T.

II. Approbation d'une convention de groupement de commandes concernant la prestation de transport par voiture de personnalités ou de délégations nationales ou internationales mandatée par la Ville ou par l'Eurométropole de Strasbourg.

L'ensemble des besoins concernant la prestation de transport par voiture de personnalités ou de délégations nationales ou internationales et exprimé par l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg est identique, c'est pourquoi il a été convenu d'arrêter les bases d'une mise en concurrence commune.

Il s'inscrit dans la logique du groupement de commandes en application des articles L 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique, associant les deux collectivités sous la coordination de la Ville de Strasbourg.

Les montants minimum et maximum pour chaque collectivité seront les suivants :

	Minimum annuel	Maximum annuel	Minimum sur quatre ans	Maximum sur quatre ans
Ville de Strasbourg	250 € H.T.	15 000€ H.T.	1 000 € H.T.	60 000 € H.T.
Eurométropole de Strasbourg	Sans	15 000 € H.T.	Sans	60 000 € H.T.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la conclusion de la convention de groupement de commande entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, cette dernière assurant la mission de coordinateur, pour la passation d'un accord-cadre à émission de bon de commande relatif à la prestation de transport par voiture de personnalités ou de délégations nationales ou internationales,*

- *sous réserve de disponibilité des crédits, la passation d'accords-cadres à émission de bon de commande faisant l'objet de l'allotissement suivant :*
  - *lot n°1 : Prestation de transport par voiture pour le transfert des Membres du Parlement Européen, mandatés par la Ville de Strasbourg pour un montant minimum annuel de 40 000 € H.T. et un montant maximum annuel de 240 000 € H.T ;*
  - *lot n°2 : Prestation de transport par voiture pour le transfert des Membres des assemblées du Conseil de l'Europe, mandatés par la Ville de Strasbourg, pour un montant minimum annuel de 30 000 € H.T. et un montant maximum annuel de 180 000 € H.T ;*
  - *lot n°3 : Prestation de transport par voiture de personnalités ou de délégations nationales ou internationales mandatée par la Ville ou par l'Eurométropole de Strasbourg pour un montant minimum annuel de 250 € H.T. et un montant maximum annuel de 15 000 € H.T. concernant la Ville de Strasbourg.*

décide

l'inscription des crédits nécessaires au budget primitif 2023 et suivants sur les lignes concernées ;

autorise

Madame la Maire ou son -sa représentant-e :

- *à signer la convention de groupement de commandes ci-jointe en annexe avec l'Eurométropole de Strasbourg;*
- *à lancer les consultations, à signer et notifier les accords-cadres à émission de bon de commande précités y compris pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg concernant le lot n°3 - Prestation de transport par voiture de personnalités ou de délégations nationales ou internationales mandatée par la Ville ou par l'Eurométropole de Strasbourg ;*
- *à exécuter les accords-cadres à émission de bon de commande en résultant pour la Ville de Strasbourg.*

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144596-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique

Prestation de transport par voiture de personnalités ou de délégations nationales ou internationales mandatée par la Ville ou par l'Eurométropole de Strasbourg.

Vu les articles L 2113-6 et L 2113-7 du Code de la Commande Publique il est constitué :

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Madame Pia IMBS, Présidente agissant en application de la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 15 juillet 2020 ainsi qu'en vertu du décret n°2014-1603 du 23 décembre 2014, qui a créé l'Eurométropole de Strasbourg par transformation de la Communauté Urbaine de Strasbourg, au 1er janvier 2015

Et

La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 2020

un groupement de commandes pour le lancement de marchés publics ayant pour objet la prestation de transport par voiture de personnalités ou de délégations nationales ou internationales mandatée par la Ville ou par l'Eurométropole de Strasbourg.

SOMMAIRE

Préambule	3
Article 1 : Constitution du groupement	3
Article 2 : Objet du groupement	3
Article 3 : Organes du groupement	4
Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur	5
Article 5 : Responsabilité	5
Article 6 : Fin du groupement	5
Article 7 : Règlement des différends entre les parties	6

Préambule

PRESENTATION DU MARCHE ET DU CONTEXTE

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Le groupement de commandes associe les deux collectivités sous la coordination de la Ville de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Le Code de Commande Publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Ainsi, en vertu de ce dispositif décrit dans le Code de la Commande Publique, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution. Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de référer à cette demande.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la Commande Publique.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à L. 2113-8, ci-après désignés "*le groupement*" a pour objet la passation d'un marché public relatif à la prestation de transport par voiture de personnalités ou de délégations nationales ou internationales mandatée par la Ville ou par l'Eurométropole de Strasbourg.

Le marché sera lancé selon la procédure d'appel d'offres, conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la Commande Publique. Conformément aux dispositions des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14, il s'agit d'un accord à émission de bons de commandes avec des montants minimums et maximums.

Les montants concernés sont les suivants :

	Minimum annuel	Maximum annuel	Minimum sur quatre ans	Maximum sur quatre ans
Ville de Strasbourg	250 € H.T.	15 000 € H.T.	1 000 € H.T.	60 000 € H.T.
Eurométropole de Strasbourg	Sans	15 000 € H.T.	Sans	60 000 € H.T.

La durée des marchés sera de un an, reconductible tacitement trois fois.

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement ont convenu de désigner la Ville de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés. Ainsi, la commission d'appels d'offres de la Ville de Strasbourg est désignée pour choisir les titulaires des marchés. Elle est composée des membres suivants :

Titulaires :	Suppléants :
❖ Marc Hoffsess ❖ Marina Lafay ❖ Carole Zielinski ❖ Catherine Trautmann ❖ Pierre Jakubowicz	❖ Sophie Parisot ❖ Patrice Schoepff ❖ Soraya Ouldji ❖ Salah Koussa ❖ Rebecca Breitmann

Le représentant du coordonnateur et président de la commission d'appel d'offres est Monsieur Christian BRASSAC, Conseiller municipal délégué.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultations des entreprises, réception des offres, analyses des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à l'Eurométropole de Strasbourg, les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la Commande Publique ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée l'Eurométropole de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure d'évolution des marchés, en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, l'Eurométropole de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.

Inversement, le coordonnateur pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par l'Eurométropole de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Strasbourg, le

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg	La Maire de Strasbourg
Pia IMBS	Jeanne BARSEGHIAN

50

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Candidature de Strasbourg au Label et Plaque ville européenne.

Numéro V-2022-251

Porté par les Jeunes Européens, le Mouvement Européen – France et l'Union des Fédéralistes Européens-France, structures qui constituent le comité de suivi, le Label Ville européenne est une initiative créée en janvier 2020 afin de promouvoir la démocratie européenne et de faire vivre l'esprit européen dans les villes et communes françaises.

Ce Label est un label citoyen et transpartisan qui incite les responsables politiques locaux à se saisir de thématiques européennes et à la mettre en œuvre sur leur territoire par des actions concrètes pour la promotion de la citoyenneté européenne.

Pour obtenir le Label Ville européenne, une commune doit respecter des critères consistant à placer dans la mairie un drapeau européen à côté du drapeau français, identifier par un pictogramme formé du drapeau européen tout projet financé par l'Union européenne au sein de la commune, organiser au moins une fois par an un évènement portant sur un thème européen ou un pays européen (conférence, exposition, jumelage…). Une fois ces critères respectés, la commune, par la voie de la maire, signe une Charte d'engagement jointe en annexe qui permettra également d'adhérer à un réseau de villes et de territoires.

Les communes signataires s'engagent ensuite à mettre en place des actions recensées dans le tableau en annexe de la Charte d'engagement.

Strasbourg, capitale européenne, est pleinement investie dans la mise en pratique des politiques européennes sur son territoire et au plus près des citoyennes et des citoyens en faveur de la démocratie, de la citoyenneté européenne et à l'élaboration d'une culture européenne commune par le renforcement des liens entre les Strasbourgeois.es et l'Europe en s'appuyant sur l'ensemble des institutions européennes présentes à Strasbourg.

Le renforcement et la valorisation du statut européen de Strasbourg s'affirme également dans la stratégie internationale, européenne et transfrontalière de la Ville, adoptée par délibération du conseil municipal du 14 décembre 2020.

Au vu des politiques européennes mises en œuvre par la Ville de Strasbourg, Strasbourg est également éligible à l'obtention de la Plaque Ville européenne. Cette plaque, étape suivante du Label Ville européenne, récompense les communes pour leur engagement fort et novateur dans le développement et la promotion des thématiques européennes sur leur territoire. L'obtention de cette plaque engage les communes dans un réseau de partenaires à l'échelle nationale œuvrant dans la promotion de la démocratie européenne et contribue à la consolidation des villes labellisées en facilitant le partage des bonnes pratiques.

Pour obtenir la plaque Ville Européenne, les communes s'engagent à :

- valoriser le Label dans la communication municipale (site internet, Stras'Mag, réseaux sociaux…) ;
- faire un bilan d'activité sur les actions menées dans le cadre du Label et présenter ce bilan aux 3 associations porteuses du Label (Jeunes Européens – France, Mouvement Européen-France et Union des Fédéralistes Européens – France) ;
- contribuer au réseau Label Ville Européenne en participant aux journées de bonnes pratiques organisées par le réseau.

L'obtention du Label et de la Plaque Ville européenne par Strasbourg s'inscrit en cohérence dans la continuité des actions menées en faveur de la promotion de l'Union européenne sur le territoire, tout en réaffirmant sa position et son rôle dans la construction européenne. Le Label ainsi que la Plaque présentent en outre l'occasion pour Strasbourg de s'insérer dans un réseau national permettant une mise en commun, un partage et une valorisation de l'ensemble des initiatives construites en lien avec et pour l'Europe.

Souhaitant renforcer encore davantage le statut et la vocation européenne et internationale de Strasbourg, la ville agira avec détermination pour continuer le travail entamé et promouvoir la participation citoyenne.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la candidature de Strasbourg au Label et Plaque Ville européenne ;

décide

de soumettre un dossier de candidature au comité de suivi du Label Ville européenne ;

autorise

la Maire à signer la Charte d'engagement de Label et Plaque Ville européenne, à adhérer au réseau de territoires et à prendre toutes les dispositions relatives à la mise en œuvre des critères énoncés.

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144578-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

CHARTE D'ENGAGEMENT : Label Ville européenne

Maire, je m'engage pour la promotion de l'Europe sur le territoire de ma commune !

Je soussigné(e) .....

Maire de .....

m'inscris dans les objectifs du Label Ville européenne et m'engage a minima à :

- ✔ Respecter les critères du niveau 1 du Label Ville européenne.
- ✔ Mettre en œuvre le maximum d'actions recensées dans le Label Ville européenne.
- ✔ Rencontrer, les membres des associations portant le Label Ville européenne.
- ✔ Rendre compte, une fois par an, des actions du Label Ville européenne menées dans ma commune.

Mail du signataire : .....

Contacts importants (cabinet, Adjoint-e, services) :

.....

.....

.....

.....

Date et signature :

La présente Charte doit être envoyée à l'adresse : ville-europeenne@jeunes-europeens.org

PRÉSENTATION :

Le Label Ville européenne est une action transpartisane menée par plusieurs associations : les Jeunes Européens - France, le Mouvement Européen - France, l'Union des Fédéralistes Européens - France.

Le Label Ville européenne a pour vocation d'évaluer l'engagement européen des 35.000 communes françaises. Il se veut accessible, incitatif et surtout, participatif. C'est pourquoi, l'engagement des villes ne sera pas uniquement évalué par des critères financiers, mais par la réalisation effective d'un ensemble d'actions répertoriées dans le tableau ci-dessous.

Les actions sont réparties selon quatre grandes thématiques :

- 🌀 **Pédagogie** pour des communes qui accompagnent les habitants dans la compréhension de l'Union européenne,
- 🌀 **Coopération** pour des communes qui s'engagent à mener des projets européens associant le tissu associatif local et d'autres villes européennes,
- 🌀 **Citoyenneté** pour des communes qui intègrent les citoyens ressortissants d'un autre Etat membre à la vie locale,
- 🌀 **Culture** pour des communes qui font vivre l'esprit européen au travers des loisirs.

Le Maire signataire s'engage à ce que sa commune intègre le réseau Label Ville européenne et réalise des actions destinées à placer l'Europe dans le quotidien des citoyens pour éveiller la conscience européenne !

A portée de toutes les municipalités, les critères de niveau 1 doivent être respectés par les élus signataires. La commune adhérente à la charte du Label Ville européenne doit donc :

- ✔ Placer, dans sa mairie, un drapeau européen à côté du drapeau français
- ✔ Marquer, par la présence d'un pictogramme formé du drapeau européen, tout projet financé par l'UE dans sa commune
- ✔ Organiser, au minimum une fois par an, un évènement (conférence, projection, exposition, jumelage) avec pour thème l'Europe ou un pays européen

Les associations attribueront aux communes engagées pour l'Europe via le Label un niveau en fonction des actions réalisées, chaque année et pour une durée d'un an ! N'attendons plus pour promouvoir la démocratie européenne sur nos territoires !

LE LABEL VILLE EUROPÉENNE

Indicateur	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5

PÉDAGOGIE

Information	Information sur l'UE disponible dans chaque mairie	Information sur ce que fait l'UE pour la commune disponible en mairie/office du tourisme	Organisation de visite des biens financés par l'UE	Adhésion aux "Maisons de L'Europe" ou ouverture d'un centre d'information "Europe direct"
Langues	Organiser une journée de sensibilisation langue (type "Tire ta langue") dans la moitié des écoles primaires de la commune	Proposer une formation permettant d'apprendre la langue parlée dans la ville jumelée	Mettre en place des assistant.e.s de langue pour faciliter l'apprentissage des langues dès le plus jeune âge	Ouvrir au moins une classe bilingue dans chaque école primaire
Communication	Encourager les villes à promouvoir leurs actions à caractère européen sur leurs réseaux sociaux	Réserver une partie du bulletin municipal à un sujet européen	Mise en avant des projets menés dans la ville, dont une partie au moins est financée par l'UE	Proposer une soirée électorale pour chaque élection nationale d'un État membre
Éducation	Organiser une semaine de la citoyenneté européenne	Organiser des actions de sensibilisation à la citoyenneté européenne et aux cultures d'Europe dans au moins 50% des écoles de la ville, en lien avec les associations.	Financer un créneau « UE » dans les activités relevant du plan mercredi	Avoir une école européenne
Initiation	Proposer des activités en lien avec l'Europe dans les centres socioculturels	Organiser des rencontres inter-générationnelles pour échanger sur la vision de l'Europe	Organiser un débat sur un sujet européen au moins deux fois dans l'année	Organiser une session par mois, hors temps scolaire (pour les enfants de 4 à 10 ans) afin de les initier à l'Union européenne

COOPÉRATION

Politiques européennes et fonds européens	Afficher, par une signalétique, les langues parlées par les agents d'accueil de la ville	Information et sensibilisation aux droits de vote des citoyens européens non français	Indiquer la partie du budget de la ville dédiée aux questions européennes et les bénéfices pour la municipalité et les citoyens	Candidater à des programmes européens (Capitale Verte européenne, Capitale de la culture...)
Jumelage	Présentation annuelle de la ville jumelée	Organiser une rencontre annuelle entre les jeunes issus des villes jumelées	Parrainage de mobilier urbain pour des villes européennes	Organiser des Conseils municipaux communs avec les communes jumelées (physique ou à distance)
Implication des élus	Nomination d'un élu "Europe" au sein du conseil municipal	Valorisation de l'action des représentations européennes des collectivités territoriales	Organisation d'un séminaire de réflexion rassemblant des élus d'au moins 7 pays européens	Implication dans des projets européens (hors politique de cohésion)
Tissu associatif	Organisation de rencontres de coordination par la ville pour mettre en place des actions autour de l'Europe	Soutien de la municipalité aux projets à dimension européenne menés par les acteurs associatifs	Organiser un séminaire de formation sur l'Union européenne	Organiser une foire européenne pour faire se rencontrer les acteurs associatifs engagés sur les thématiques européennes
Intégration politique	Organisation de débats sur la politique de l'Union européenne au niveau local	Prises de positions communes avec d'autres maires, français ou européens, sur des thèmes liés à la démocratie européenne	Participation à au moins un réseau européen (CCRE, ALDA, ...)	Développer un réseau d'élus pour repenser la gouvernance européenne et la répartition des compétences du niveau local au niveau global
Action trans-frontalière ***Pour les communes appartenant aux GECT**	Organiser, avec les villes voisines, un marché commun mettant à l'honneur les produits locaux	Multiplier les actions avec les villes frontalières dans les régions transfrontalières	Organiser une manifestation sportive rassemblant des équipes formées par des villes transfrontalières	Organiser des Conseils municipaux communs avec les communes miroirs

CITOYENNETÉ

Citoyenneté européenne	Organiser une réunion d'accueil (à l'année) à la mairie pour les citoyens européens arrivant dans la commune	Informer les ressortissants européens sur leurs droits : publication des tracts d'information appropriés dans les principales langues des citoyens européens	Faciliter l'insertion des nouveaux arrivants européens dans la ville d'accueil (travail, vie de famille, etc.) via un accompagne-ment juridique et administratif	Impliquer les récents arrivants européens (jusqu'à N+3) dans l'accueil officiel des nouveaux arrivants par la mairie (ex. leur donner un statut officiel, les transformant en interlocuteurs directs des arrivants)
Événementiel	Organiser un évènement le 9 mai	Participer à la semaine européenne de la démocratie locale	Rassembler les personnes étrangères en vacances ou qui séjournent dans la ville afin qu'elles puissent rencontrer des citoyens locaux et partager leur regard sur la ville	Organiser une nuit des étudiants internationaux
Mobilité	Organisation d'un temps d'échange annuel pour connaître les modalités d'un départ à l'étranger : les destinations, les aides possibles, mise en relation avec des personnes déjà parties en voyage	Proposer à tous les élèves du secondaire une réunion d'information sur les échanges possibles dans le cadre des programmes et partenariats européens de mobilité	Recrutement de jeunes du Corps européen de solidarité pour officier dans les établissements communaux (mairie, écoles primaires, crèches, Maison de l'Europe...)	Organisation d'un Prix européen, dont les lauréats (environ 10) gagneraient une bourse de mobilité

CULTURE

Artistique	Mettre à l'honneur par une campagne de communication des artistes européens dans les lieux dédiés	Diffusion grand public de l'Eurovision	Organiser localement un évènement qui vise à valoriser une région, une tradition ou un courant artistique européens afin de faire vivre la richesse culturelle européenne	Organiser une semaine culturelle mettant en avant un pays européen
Gastronomie	Présentation du plat traditionnel de la ville jumelée	Organiser une semaine de la gastronomie européenne dans les cantines publiques	Organiser une soirée de dégustation de produits d'un pays européen	Organiser un marché culinaire européen
Sport	Diffusion grand public des finales des compétitions sportives européennes	Mise en place d'une Olympiade entre plusieurs écoles (chaque école représentant un pays européen)	Organisation d'une rencontre sportive avec une équipe issue de la ville jumelée	Organiser une compétition sportive rassemblant des équipes venant d'au moins trois pays européens
Littérature	Disposer d'un rayon européen dans les bibliothèques de la commune (tous types d'ouvrages et de références)	Organiser une intervention pédagogique sur l'UE dans les bibliothèques sur des thèmes tels que "contes et légendes d'Europe", "héros de la littérature européenne";	Organiser un salon de la littérature européenne	Organiser un concours littéraire "prix jeune auteur européen", dont le lauréat recevra une bourse de mobilité européenne/un voyage dans la ville jumelée.

La présente Charte d'engagement se lit avec la Convention à destination des mairies labellisées.

La convention à destination des mairies labellisées

Préambule

Le Label Ville européenne se veut incitatif et donc non contraignant pour les communes dans la mise en œuvre des actions qu'il propose.

Toutefois, la signature de la Charte concrétise un véritable engagement pour les élus auprès des Jeunes européens - France, du Mouvement européen - France et de l'Union des fédéralistes européens, que nous appellerons ci-après les "associations porteuses du Label".

Les communes identifiées par le Label constituent des acteurs clés dans la promotion de la démocratie européenne. Nous souhaitons ainsi réaffirmer le noyau dur des principes directeurs encadrant l'utilisation et le fonctionnement du Label Ville européenne. Cette convention permet d'établir un standard minimum que les communes signataires s'engagent à respecter, constituant ainsi le terreau des bonnes relations et pratiques entre les élus et les associations porteuses du Label.

Il est ainsi convenu ce qui suit :

Article 1 - Objectif de la convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements des élus des communes ayant signé la Charte d'engagement du Label Ville européenne envers les associations porteuses du Label.

Article 2 - Respect des conditions de départ

La commune s'engage à respecter **les critères de niveau 1** à savoir la présence du drapeau européen aux côtés du drapeau français dans les mairies, le marquage par un pictogramme formé du drapeau européen de tout projet financé par l'Union européenne sur son territoire géographique et l'organisation une fois par an d'un événement avec pour thème l'Europe ou un pays européen.

Article 3 - Validation de la décision d'engagement par le Conseil municipal

La décision du Maire de signer la Charte d'engagement du Label Ville européenne et d'adhérer ainsi à un réseau de territoires doit être validée en Conseil municipal.

Article 4 - Utilisation de la marque

La commune s'engage à ne pas utiliser la marque du Label Ville européenne à des fins polémiques ou contraires à l'ordre public. L'usage politique qui pourrait en être fait ne doit pas se traduire par une exploitation abusive de la marque pour tirer avantage de certaines situations. Le Label a une vocation transpartisane et ne doit pas servir une idéologie politique.

Article 5 - Evaluation annuelle

La commune s'engage à se soumettre de bonne foi à l'évaluation annuelle menée par les membres des associations porteuses du Label. Cette évaluation permet à la commune de mesurer sa progression dans la mise en œuvre du Label, en fonction du nombre d'indicateurs validés, autrement dit, du nombre d'actions mises en place dans chaque catégorie.

L'évaluation est effectuée de manière approfondie pour permettre de contrôler le caractère effectif de la mise en œuvre des actions en cause. La pratique de "l'action écran"[1] n'est pas admise.

A l'issue de l'évaluation, la commune recevra un certificat attestant du niveau obtenu. Le certificat doit être signé conjointement par l'élu référent de la commune labellisée et par un membre d'une des trois associations porteuses du Label Ville européenne.

Article 6 - Modalités d'évaluation du niveau de la Ville labellisée

La commune adhérente se verra attribuer, pour une année civile, **le niveau pour lequel elle valide un nombre d'indicateurs défini** et un certain score. Le score est obtenu par l'addition des points acquis pour toute action effectivement réalisée par la commune.

Pour chaque action réalisée, la commune obtient un nombre de points défini en fonction du niveau de l'action :

- Pour la réalisation d'une action de niveau 2, la commune obtient **2 points**,
- Pour la réalisation d'une action de niveau 3, la commune obtient **4 points**,
- Pour la réalisation d'une action de niveau 4, la commune obtient **10 points**,
- Pour la réalisation d'une action de niveau 5, la commune obtient **25 points**.

[1] L'action écran est caractérisée par une validation malhonnête d'un item pour obtenir le niveau supérieur. Concrètement, il s'agit de toute action n'ayant pas réellement été réalisée à défaut de volonté ou de mise en œuvre des moyens disponibles. Par conséquent, cette action n'a pas pu profiter de manière effective aux habitants de la commune et n'a donc pas répondu aux objectifs du Label Ville européenne (à savoir: sensibiliser les citoyens sur les actions européennes menées par la commune)

Ainsi:

- Le niveau 2 est obtenu lorsque la commune a mis en œuvre 11 actions du niveau 2 ou cumule 20% du total des points, **soit au moins 139 points**.
- Le niveau 3 est obtenu lorsque la commune a notamment mis en œuvre 11 actions du niveau 3 ou cumule 40% du total des points, **soit au moins 279 points**.
- Le niveau 4 est obtenu lorsque la commune a notamment mis en œuvre 11 actions du niveau 4 ou cumule 60% du total des points, **soit au moins 418 points**.
- Le niveau 5 est obtenu lorsque la commune a notamment mis en œuvre 11 actions du niveau 5 ou cumule 80% du total des points, **soit au moins 558 points**.

Les modalités d'évaluation des communes appartenant à un Groupement européen de coopération territoriale (GECT) relèvent d'un régime spécifique d'évaluation au regard du nombre d'actions plus important. Les modalités sont spécifiées en Annexe I.

Une action n'est plus valide lorsqu'elle n'a pas été mise en œuvre depuis au moins deux ans.

Article 7 - Relations élus - bénévoles

La commune s'engage à recevoir au minimum une fois par an les bénévoles des associations porteuses du Label, en plus de l'évaluation annuelle, afin d'effectuer un bilan et de discuter des actions communes qu'il serait possible de mener. Ces temps de rencontre pourront notamment servir à établir un planning prévisionnel d'actions s'étendant sur l'année en cours.

Pour le cas des communes éloignées des locaux des sections locales, un accord peut être trouvé sur l'organisation des rencontres.

Cette disposition constitue un standard minimum. Les bénévoles des associations porteuses du Label et les élus sont libres d'augmenter la fréquence de leurs rencontres.

Article 8 - Coopération

La commune s'engage à préserver une relation privilégiée avec les bénévoles des associations porteuses du Label dans l'organisation de rencontres ou de débats et pour la participation aux évènements prévus par la charte d'engagement. Les élus s'engagent à contacter les sections locales, à visée informative, dans le cadre de manifestations sur un thème européen.

Article 9 - Communication

La commune s'engage à communiquer sur les actions réalisées dans le cadre de la grille d'évaluation du Label, via les réseaux sociaux et particulièrement via Twitter avec la mention du compte Label Ville européenne (@VilleEuropeenne). La communication doit être formalisée par la publication d'une photo illustrant l'action et d'une légende.

Article 10 - Retrait

En cas de non-respect des engagements énoncés par les dispositions de la présente convention, les associations se réservent le droit de retirer le Label à la commune. Cette décision doit être prise à l'unanimité lors du comité de pilotage du Label réunissant les 3 associations porteuses du Label.

Article 11 - Révision

La présente convention pourra être révisée à tout moment par le Comité de pilotage du Label Ville européenne. Toute modification devra donner lieu à un avenant signé par les parties.

Je soussigné(e) .....

Maire de .....m'engage à respecter la présente convention.

Fait à ..... le ...../...../.....

Signature

ANNEXES I

- Grille d'évaluation générale :

Conditions d'obtention	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5
Indicateurs : (Sur 17)	11 indicateurs du niveau 2	11 indicateurs du niveau 3 13 indicateurs du niveau 2	11 indicateurs du niveau 4 13 indicateurs du niveau 3 15 indicateurs du niveau 2	11 indicateurs du niveau 5 13 indicateurs du niveau 4 15 indicateurs du niveau 3 17 indicateurs du niveau 2
Score minimum requis :	22 points	70 points	192 points	499 points
Bonus* : (Sur : 697 points)	139 points (20%)	279 points (40%)	418 points (60%)	558 points (80%)

*Score à partir duquel la commune obtient un niveau quel que soit le nombre d'indicateurs réalisés

- Grille d'évaluation pour les communes appartenant à un Groupement européen de coopération territoriale (GECT) :

Conditions d'obtention	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5
Indicateurs : (Sur 18)	12 indicateurs du niveau 2	12 indicateurs du niveau 3 14 indicateurs du niveau 2	12 indicateurs du niveau 4 14 indicateurs du niveau 3 16 indicateurs du niveau 2	12 indicateurs du niveau 5 14 indicateurs du niveau 4 16 indicateurs du niveau 3 18 indicateurs du niveau 2
Score minimum requis :	24 points	76 points	208 points	540 points
Bonus* : (Sur : 738 points)	148 points (20%)	296 (40%)	443 points (60%)	591 points (80%)

*Score à partir duquel la commune obtient un niveau quel que soit le nombre d'indicateurs réalisé

La convention à destination des communes détentrices de la Plaque

Préambule

La Plaque Ville européenne est une étape supérieure dans l'aventure du Label qui permet de réaliser notre vœu partagé de s'investir davantage dans la promotion de la démocratie européenne. L'inauguration de la Plaque concrétise un engagement particulièrement fort pour les élus auprès des Jeunes européens - France, du Mouvement européen - France et de l'Union des Fédéralistes européens - France, que nous appellerons ci-après les "associations porteuses de la Plaque". A ce titre, la Plaque Ville européenne emporte des obligations pour les communes détentrices, à l'inverse du Label.

Cette convention a vocation à établir des engagements allant au-delà du standard minimum accepté et respecté par les élus en vertu de la Convention Label Ville européenne à destination des mairies.

En effet, les communes détentrices de la Plaque sont des exemples pour les villes du réseau et constituent des acteurs clés dans la promotion de la démocratie européenne et du Label Ville européenne. Nous souhaitons ainsi réaffirmer les engagements contraignants relatifs à la Plaque Ville européenne.

Il est ainsi convenu ce qui suit :

Article 1 - Objectif de la convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements des élus des communes ayant inauguré la Plaque Ville européenne envers les associations porteuses du Label. Celle-ci vient se superposer à la Convention Label Ville européenne à destination des mairies.

Article 2 - Utilisation de la marque

La commune s'engage à ne pas utiliser la marque "Ville européenne" inscrite sur la Plaque, à des fins polémiques ou contraires à l'ordre public. L'usage politique qui pourrait en être fait ne doit pas se traduire par une exploitation abusive de la marque pour tirer avantage de certaines situations. La Plaque, à l'image du Label, a une vocation transpartisane et ne doit pas servir une idéologie politique.

Article 3 - Communication

La commune s'engage à communiquer sur les actions européennes réalisées, les politiques menées à visée européenne et sur le partenariat avec les associations engagées sur les questions européennes. Cette communication peut se faire via les réseaux sociaux et

particulièrement via Twitter avec la mention du compte du Label Ville européenne mais aussi par la consécration d'une rubrique européenne sur le site internet de la Ville et dans le journal de la commune.

Dans l'objectif de valoriser ses actions et ses engagements, la commune doit rendre public son rapport d'activité afin que les citoyens et les différents partenaires de la ville puissent en prendre connaissance.

Article 4 - Contribution à la vie du réseau

La commune s'engage à participer à la **Journée de partage de bonnes pratiques** prévue chaque année à l'automne.

Outre cet événement, les élus s'engagent de manière générale à contribuer à la vie du réseau en participant aux conférences, aux débats et aux journées à thème organisées par les associations porteuses de la Plaque au bénéfice des communes du réseau.

Article 5 - Dialogue avec les villes du réseau Label Ville européenne

La commune s'engage à initier et à alimenter le dialogue avec les communes appartenant au réseau du Label Ville européenne.

Article 6 - Rapport d'activité

La commune s'engage à remettre chaque année et dans les temps, son rapport d'activité rendant compte des actions mises en œuvre, faisant état des conséquences bénéfiques pour la commune de la démarche expérimentale adoptée par les élus avec la Plaque et présentant son programme prévisionnel. Ce rapport d'activité doit être fidèle au document cadre "Structure du rapport d'activité" et se fonder sur la base de la grille annexée à la Charte d'engagement.

Article 7 - Consultations de suivi

La commune s'engage à recevoir au minimum une fois par an les bénévoles des associations porteuses de la Plaque afin d'effectuer un suivi sérieux et approfondi. Ces temps de rencontre seront destinés à accompagner au mieux les communes dans leur expérimentation et à constater la mise en œuvre des engagements de départ en termes de promotion de l'Union européenne.

Cette consultation sera assurée par la ou les section(s) locale(s) des associations partenaires les plus proches de la Ville modèle, ou, à défaut, par un des membres du comité de pilotage de la Plaque Ville européenne.

Article 8 - Dialogue avec les associations porteuses de la Plaque

La commune s'engage à consulter les associations porteuses de la Plaque au sujet de la promotion de l'Union européenne dans son processus décisionnel. Cette consultation pourra,

par exemple, prendre la forme de Comité de Pilotage. En sa qualité de ville modèle dans la promotion de la démocratie européenne sur son territoire, la commune doit inclure les associations porteuses dans la gouvernance locale de la commune.

Article 9 - Retrait

En cas de non-respect des engagements énoncés par les dispositions de la présente convention, les associations se réservent le droit de retirer la Plaque à la commune. Cette décision doit être prise à l'unanimité lors du Comité de Pilotage du Label réunissant les trois associations porteuses de la Plaque.

Par ailleurs, une commune détentrice de la Plaque peut se voir retirer celle-ci au profit d'une commune plus méritante, dont la candidature a été validée par le Comité de Pilotage. Cette décision doit être prise à l'unanimité et exclusivement sur le fondement du dernier rapport d'activité témoignant d'une régression de l'engagement de la commune en question.

Article 10 - Révision

La présente convention pourra être révisée à tout moment par le Comité de Pilotage du Label Ville européenne. Toute modification devra donner lieu à un avenant signé par les parties.

Je soussigné(e)

.....

Maire de .....m'engage à respecter la présente convention.

Fait à ..... le ...../...../.....

Signature :

51

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Soutien aux actions en faveur de l'emploi et de l'insertion professionnelle.

Numéro V-2022-242

La Ville participe, aux côté de l'Eurométropole, à favoriser l'accès à l'emploi des personnes en difficulté : chômeurs de longue durée, habitants des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV), personnes en situation d'isolement, de handicap ou d'exclusion, jeunes, bénéficiaires du RSA (BRSA).

Les opérateurs de l'emploi, comme les Missions Locales ou le Relais Chantiers, participent aux objectifs communs définis par la collectivité et contribuent par leur accompagnement aux priorités du Service Public de l'Emploi.

1. Soutien aux acteurs de l'accompagnement vers l'emploi

Mission Locale Pour l'Emploi Strasbourg et Eurométropole *Fonctionnement 2022*	**140 000 €**

La Mission Locale de Strasbourg exerce une mission de service public de proximité avec pour objectif d'accueillir, d'informer et d'accompagner tous les jeunes de 16 à 25 ans dans leurs parcours d'insertion professionnelle et sociale. Elle développe des actions sur le territoire de l'Eurométropole en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes et est soutenue par la Ville de Strasbourg, notamment pour leur intervention auprès des jeunes des Quartiers de la Politique de la Ville (QPV).

En 2021, la Mission Locale de Strasbourg a accueilli dans un contexte très particulier 2 290 jeunes strasbourgeois pour la première fois et accompagné vers l'emploi et l'autonomie 5 926 jeunes.

En 2022, la Mission Locale de Strasbourg s'est fixée comme objectifs de :
- mettre en place des actions afin de réduire les tensions de recrutement sur le territoire,
- faciliter le parcours des jeunes vers le monde du travail via un programme d'accompagnement professionnel, le Contrat d'Engagement Jeune qui viendra remplacer la Garantie Jeunes dès 2022,
- apporter une expertise en tant que membre du comité de pilotage et mobiliser les publics éloignés de l'emploi dans le cadre des démarches expérimentales qui se

développent dans les QPV de Strasbourg : Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (Elsau-Montagne verte et Port du Rhin-Ampère), les Cités éducatives et Cité de l'emploi (Hautepierre-Cronenbourg).

La Mission locale maintient par ailleurs son investissement pour sécuriser les parcours d'insertion professionnelle des jeunes les plus en précarité par l'accès aux aides financières ; cela concerne notamment le Fonds d'Aide aux Jeunes dont elle a la gestion. Elle souhaite continuer sa participation active dans la plateforme « Job coaching » d'accompagnement et de préparation intensive à l'activité des nouveaux entrants dans le dispositif RSA.

Il est proposé de porter le soutien de la Ville à hauteur de 140 000 €.

Relais Chantiers *Fonctionnement 2022*	**10 000 €**

Le Relais chantiers assure une mission d'insertion en mobilisant le développement du dispositif des clauses sociales dans les marchés publics, depuis 1994 au sein de la Mission locale pour l'emploi puis sous forme autonome, avec la constitution de l'association Relais chantiers en 2012. Cette association a poursuivi son évolution en 2019 pour constituer une Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC), le Relais 2D, assurant les missions d'accompagnement des donneurs d'ordre au titre de l'analyse et du suivi de leurs propres marchés.

L'association Relais chantiers accompagne quant à elle les publics éloignés de l'emploi par leur remise à l'emploi et la construction de parcours au titre du dispositif des clauses sociales. Cette activité permet d'offrir aux personnes en difficultés d'insertion des opportunités d'emploi. Le Relais chantiers intervient depuis 2007 plus spécifiquement sur les différents territoires en renouvellement urbain.

La clause sociale a représenté en 2020, 53 maîtres d'ouvrages partenaires, 359 entreprises suivies, plus de 853 757 heures d'insertion ce qui correspond à près de 567 équivalents temps plein.

Grâce aux clauses sociales, 1 689 candidats en difficulté d'accès à l'emploi ont pu accéder à une expérience professionnelle et 372 personnes ont pu bénéficier d'une formation (22 %).

Le public accueilli est pour 86 % titulaire de formation de niveau 3 et moins correspondant à un CAP ou un BEP. 44 % d'entre eux sont des jeunes sans qualification ou expérience, 22 % sont bénéficiaires de l'allocation RSA et 41 % sont des demandeurs d'emploi de longue durée.

Les clauses sociales se sont traduites par des embauches directes en entreprises à hauteur de 74 %. Les contrats de travail d'une durée supérieure à 6 mois, représentaient 49 % des contrats.

29 % des candidats bénéficiaires de la clause sociale résident dans un quartier politique de la ville. Dans le cadre du deuxième programme de renouvellement urbain, l'association souhaite accroître la mobilisation des publics résidant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, en lien avec les équipes projet renouvellement urbain, les maîtres d'ouvrage et les acteurs de l'emploi.

Il est proposé de porter le soutien de la Ville à hauteur de 10 000 €.

2. Signature de la convention cadre Cité de l'emploi Hautepierre-Cronenbourg

Sur la base des critères socio-démographiques et d'opportunités d'articulation avec d'autres dispositifs Politique de la ville, le quartier prioritaire de la politique de la ville de Hautepierre a été labellisé « Cité de l'emploi » le 10 juillet 2021 par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT). La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont intégré cette démarche en tant que co-pilotes lors du premier Comité de pilotage organisé en octobre 2021 par l'État, en présence de la Collectivité européenne d'Alsace, également collectivité co-pilote, et de Pôle Emploi, coordinateur de la Cité de l'emploi. Pour consolider les partenariats existant avec les acteurs du quartier de Cronenbourg, au sein du groupe opérationnel appelé « Atelier Territorial des Partenaires de l'Insertion (ATPI) », le QPV de Cronenbourg a été intégré au périmètre de la Cité de l'emploi.

Les « Cités de l'emploi » ont pour but d'améliorer le repérage et le raccrochage des demandeurs d'emplois des QPV aux dispositifs de droit commun (plan de relance, stratégie nationale de lutte contre la pauvreté entre autres). Il s'agit aussi de mieux articuler les dispositifs préexistants, en décloisonnant les interventions des acteurs de la chaîne « emploi-formation-insertion » et de lever les effets de concurrence sur les territoires. Priorité est donnée au soutien à l'expérimentation et l'innovation, en favorisant la participation des bénéficiaires et surtout, en impliquant les entreprises.

La démarche se veut expérimentale. Il s'agit d'une instance de gouvernance initiée par l'État qui mandate Pôle Emploi sur la coordination des acteurs impliqués sur toutes les stratégies qui visent le retour à l'emploi. Sa plus-value repose sur une forte mobilisation des entreprises, très souvent absentes des instances en place. À ce titre, le Club d'entreprises inclusives du Bas-Rhin, animé par la Maison de l'emploi et la Collectivité européenne d'Alsace (Pacte avec tous les quartiers pour toutes les entreprises - PaQte) sera mobilisé pour faire le lien entre les acteurs de l'emploi, de l'insertion et les entreprises locales. La sensibilisation et l'accompagnement à l'entreprenariat sera un des axes du plan d'action, de même que la mobilisation de cohortes de publics cibles (femmes, seniors, jeunes éloignés de l'emploi) autour d'actions phares comme les opérations de renouvellement urbain ou d'actions portées par des associations de proximité locales.
En signant la « Convention cadre Cité de l'emploi Hautepierre-Cronenbourg », la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg officialisent leur intention de participer à la dynamique lancée durant deux années d'expérimentation, d'apporter une expertise sur le volet emploi-insertion professionnelle et de garantir une bonne articulation avec les projets emploi et insertion financés dans le cadre de l'appel à projets du Contrat de Ville, avec le plan d'actions de la Cité éducative de Hautepierre (publics 16-25 ans) et les travaux menés dans le cadre de l'Atelier Territorial des Partenaires de l'Insertion Hautepierre-Cronenbourg-

Hohberg-Forges. En signant cette convention cadre, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg s'engagent également à échanger des informations nécessaires à la réalisation d'un diagnostic socio-professionnelle conformément au RGPD.

3. Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée : validation des élu-e-s membres des Comités Locaux pour l'Emploi de Strasbourg

La Ville de Strasbourg s'est engagée dans la démarche expérimentale nationale Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée dont l'objectif est l'éradication du chômage à l'échelle d'un territoire. Les territoires émergents de Strasbourg qui préparent leur candidature pour une habilitation au second semestre 2022 sont : Elsau-Montagne Verte et Port du Rhin-Ampère.

Afin de mettre en œuvre le droit à l'emploi, la démarche prévoit la création d'un Comité Local pour l'Emploi pour chaque territoire émergent. Il s'agit d'une instance politique et stratégique, du collectif d'acteurs locaux (élus, partenaires institutionnels, associations, représentants d'entreprises et de salariés, Personnes Privées Durablement d'Emploi…) qui pilote le projet sur le territoire.

En l'occurrence, le rôle du Comité Local pour l'Emploi d'Elsau-Montagne Verte et celui de Port du Rhin-Ampère sera :
- d'assurer le pilotage du projet Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée à l'échelle du territoire avec les partenaires,
- de diffuser les informations relatives au projet,
- de définir et mettre en œuvre collectivement les moyens pour atteindre l'exhaustivité : recensement et rencontre des personnes privées durablement d'emploi, identification de travaux utiles et préfiguration des entreprises à but d'emploi permettant de produire les emplois en quantité suffisante,
- de s'assurer du respect de la supplémentaritéì des emplois créés par les entreprises à but d'emploi,
- de coordonner les différents acteurs.

D'après le décret n° 2021-1742 du 22 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-863 du 30 juin 2021 relatif à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée », le Comité Local pour l'Emploi est « présidé par l'élu représentant la collectivité territoriale ou l'établissement public de coopération intercommunale dont relève le territoire habilité pour l'expérimentation. Lorsque le territoire habilité relève de plusieurs collectivités, une co-présidence est organisée. »

En vue du dépôt de candidature pour une habilitation des territoires Elsau-Montagne Verte et Port du Rhin-Ampère, il est proposé que Madame Jeanne BARSEGHIAN ou son représentant, Monsieur Pierre ROTH préside les futurs Comités Locaux pour l'Emploi d'Elsau-Montagne Verte et de Port du Rhin-Ampère.

Par ailleurs, les Comités Locaux pour l'Emploi de Strasbourg seront représentés par un ou plusieurs membres au Comité Local pour l'Emploi de l'Eurométropole, auquel la Ville de Strasbourg participe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'attribuer la subvention suivante pour l'exercice budgétaire 2022 :*

Mission Locale Pour L'emploi Strasbourg Et Eurométropole	*140 000 €*
Relais Chantiers	*10 000 €*
TOTAL	***150 000 €***

- *d'imputer la somme de 147 000 € sur les crédits ouverts de la ligne budgétaire 6574 –DU05D programme 8024 dont le montant disponible avant le présent Conseil municipal est de 705 000 €,*

- *d'imputer la somme de 3 000 € sur les crédits ouverts à la direction politique de la ville pour la subvention Relais Chantiers :ligne budgétaire Fonction 020 - Nature 6574 - Activité DL04B – Programme 8012 €,*

- *de participer à la démarche Cité de l'emploi Hautepierre-Cronenbourg, de mettre en œuvre les dispositions nécessaires à la collaboration et la mise en œuvre de la démarche et de signer la convention cadre y afférent,*

- *de désigner les élus représentants au comité local pour l'emploi stratégique de l'Eurométropole dans le cadre de la démarche TZCLD,*

autorise

- *la Maire ou son-sa représentant-e à signer les décisions d'attribution nécessaires : conventions, arrêtés et avenants ;*
- *la Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention cadre de la Cité de l'Emploi Hautepierre-Cronenbourg ;*
- *la Maire ou son-sa représentant-e à présider les comités locaux pour l'emploi des territoires Elsau-Montagne verte et Port du Rhin-Ampère l dans le cadre de la démarche Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée et de signer les documents relatifs à la construction de ces comités et ses actes courants.*

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144602-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

PRÉFET
DU BAS-RHIN

Liberté
Égalité
Fraternité

CITÉS DE L'EMPLOI

Convention cadre de la CITÉ DE L'EMPLOI HAUTEPIERRE CRONENBOURG STRASBOURG

VU la loi de finances initiale pour 2021 et le décret portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances

VU la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine

VU la charte de la laïcité

VU la circulaire n°6057-SG du Premier ministre du 22 janvier 2019 relative à la mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers

VU le Vadémécum Cités de l'emploi de mars 2021

VU le comité de suivi du Comité interministériel des villes (CIV) du 10 juillet 2021

VU le comité de Pilotage du 14 octobre 2021

VU la délibération du conseil municipal de Strasbourg du 21 mars 2022, qui engage la commune dans le programme des Cités de l'emploi

VU la délibération du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 25 mars 2022, qui engage la collectivité dans le programme des Cités de l'emploi

VU la délibération de la commission permanente du 16 mai 2022 de la Collectivité Européenne d'Alsace qui engage la collectivité dans le programme des Cités l'emploi

Entre

L'État, représenté par la Préfète du département du Bas-Rhin,

La Ville de Strasbourg, représentée par la Maire de Strasbourg,
L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par la Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg,

La Collectivité Européenne d'Alsace, représenté par le Président de la Collectivité Européenne d'Alsace.

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), le taux de chômage est près de 3 fois supérieur à la moyenne nationale. Ce constat est lié à la surreprésentation, dans ces territoires, d'actifs qui, de par leur niveau de qualification ou leur catégorie socio-professionnelle, sont particulièrement exposés à ce risque (ouvriers, employés, personnes de faible niveau de formation, jeunes sortis précocement du système éducatif, intérimaires…).

Pour remédier à cette situation, la politique de la ville a poursuivi l'objectif de renforcer l'accès à l'emploi et à la formation professionnelle des habitants des QPV, en facilitant, d'une part le recours au droit commun et, d'autre part, en mobilisant des dispositifs spécifiques à l'instar du PaQte, des emplois francs ou encore des crédits contrats de ville.

Les Cités de l'emploi, dessinées début 2020, proposent une collaboration renforcée des opérateurs de l'emploi, pilotée par le Préfet. En appui du pilier « Emploi et développement économique » des contrats de ville, ce collectif d'acteurs, institutionnels et associatifs, vise à garantir aux résidents des QPV les mêmes opportunités d'insertion, le même accès à l'information, le même accompagnement qu'à l'ensemble de la population.

LES ENJEUX

- ✓ Corriger les effets de la crise en renforçant l'accompagnement des résidents des QPV, particulièrement impactés,
- ✓ Identifier les parcours, les risques de décrochage et veiller à une meilleure articulation entre les différents acteurs,
- ✓ Renforcer les dynamiques « d'aller-vers » au bénéfice des publics les plus fragiles · Embarquer les entreprises du territoire et améliorer le rapprochement offre/demande d'emploi,
- ✓ Décloisonner les interventions des acteurs sur la chaîne emploi - formation – insertion
- ✓ Lever les effets de concurrence entre les dispositifs de l'emploi.

LA LOGIQUE D'ACTION

Par la collaboration renforcée, les Cités de l'emploi permettent de mieux répondre aux besoins des habitants en mobilisant, au moment opportun, les dispositifs de droit commun. Par ailleurs, pour les besoins non couverts, ce collectif d'acteurs propose un suivi adapté aux besoins du public repéré.

LES PRINCIPES DE MISE EN ŒUVRE

À l'image des Cités éducatives, les Cités de l'emploi n'ont pas vocation à venir se surajouter aux autres dispositifs mais cherchent à mieux coordonner l'action des acteurs du territoire et montrer des résultats tangibles sur l'accès à la formation et à l'emploi des habitants des QPV.

Leur mise en œuvre s'appuie en premier lieu sur l'analyse des besoins, réalisée par les partenaires territoriaux (collectivités, SPE, acteurs associatifs, entreprises…) coordonnée par les services préfectoraux. Ce diagnostic précis et objectivé permet de positionner l'action de la Cité de l'emploi.

Cet état des lieux doit conduire à établir de nouvelles modalités d'actions, particulièrement celles qui permettent aux acteurs d'aller-vers, voire d'aller-avec les résidents des QPV et leur proposer des parcours « sans couture » articulés avec l'ensemble des mesures renforcées par le plan de relance.

La démarche cherche à apporter des solutions et faciliter l'accès de tous les habitants des quartiers aux mesures d'accès à l'emploi. De surcroît, les diagnostics territoriaux permettent d'identifier des publics pour lesquels une ingénierie peut utilement être déployée pour compenser les difficultés repérées et non couvertes par le droit commun : les jeunes, les femmes, les séniors et les chefs de famille monoparentales notamment.

Le déploiement des Cités de l'emploi est piloté par les préfectures de département et associe pleinement les collectivités locales dans leurs compétences institutionnelles. Son pilotage, mais également son suivi, doivent s'appuyer sur des instances préexistantes (instances de suivi du contrat de ville, par exemple) ou ad hoc. L'ANCT, en lien avec la DGEFP, est chargée d'animer les échanges entre Cités de l'emploi et de capitaliser les bonnes pratiques. Le suivi et l'évaluation de l'action des Cités de l'emploi s'appuieront sur un socle d'indicateurs mis à disposition par l'ANCT, en lien avec la DGEFP.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention fixe les orientations stratégiques et le cadre d'action de la Cité de l'emploi ainsi que ses modalités d'organisation, de financement et d'évaluation.

ARTICLE 2 – PERIMETRE DE LA CITE DE L'EMPLOI

La Cité de l'emploi couvrira les quartiers prioritaires de la ville de Hautepierre et de Cronenbourg.

ARTICLE 3 – PILOTAGE ET GOUVERNANCE

Trois niveaux de conduite du projet et une coordination sont mis en place pour permettre une bonne lisibilité de la gouvernance et assurer la représentativité, au bon échelon, des différentes parties prenantes :

Instances de gouvernance	*Partenaires actuellement mobilisés*	*Partenaires additionnels à mobiliser*	*Rythme de réunion*
Comité de pilotage décide de la Stratégie et des orientations des actions à mettre en place.	État, Ville et Eurométropole de Strasbourg, Collectivité Européenne d'Alsace Avec participation de Pôle Emploi		Biannuelle
Comité technique met en œuvre de manière opérationnelle le plan d'actions et assure le suivi budgétaire de la Cité de l'emploi	État, Ville et Eurométropole de Strasbourg, Collectivité Européenne d'Alsace, Pôle Emploi	Région, Cap Emploi	Tous les mois
Instance de coordination portée par Pôle Emploi, coordinateur de la Cité de l'Emploi, met en œuvre les actions et coordonne les opérateurs du territoire	Pôle Emploi, partenaires de la Cité de l'emploi, Activ'action, adultes relais, Cités éducatives, etc.		Autant que de besoin.

Par ailleurs, l'État réunira régulièrement les coordinateurs des trois projets en place sur le Territoire (Cité de l'emploi, Cité éducative, Projet 100% inclusion « Territoire à Haut potentiel »), afin de s'assurer de l'efficience et de la complémentarité des actions proposées.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION ET ARTICULATION AVEC LE CONTRAT VILLE

La présente convention pluriannuelle est conclue pour une durée de deux ans, soit du 1er septembre 2021 au 31 décembre 2023.

Les Cités de l'emploi, dessinées début 2020, proposent une collaboration renforcée des opérateurs de l'emploi, pilotée par le Préfet. En appui du pilier « Emploi et développement économique » des contrats de ville, ce collectif d'acteurs, institutionnels et associatifs, vise à garantir aux résidents des QPV les mêmes opportunités d'insertion, le même accès à l'information, le même accompagnement qu'à l'ensemble de la population.

ARTICLE 5 – CONTRIBUTION DU PROGRAMME 147 DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Après instruction par la coordination nationale, sur décision des ministres, et sous réserve du vote des crédits en loi de finances, une enveloppe est réservée à la Cité de l'emploi de Strasbourg, au titre des exercices 2021 et 2022. Cette enveloppe s'élève à un montant prévisionnel de : 200 000 € répartis comme suit :

Engagement 2021 : 100 000 €.

Conformément aux décisions du COPIL stratégique du 14 octobre 2021, les fonds 2021 seront attribués à Pôle Emploi, coordinateur de la Cité. Ils financeront en partie la coordination et en partie des actions suivant les directives du COPIL stratégique et du Comité technique.

Engagement 2022 : 100 000 € financent en partie la coordination et des actions en fonction des nécessités de terrain. À ce titre, les actions pourront se réaliser jusqu'à la fin de l'année 2023.

ARTICLE 6 – DELEGATION AUX PREFETS DES ENVELOPPES SPECIFIQUES DU PROGRAMME 147

Les dotations spécifiques annuelles abonderont l'enveloppe départementale du programme 147, dont le préfet est ordonnateur, consacrée au contrat de ville, selon les mêmes procédures de délégation et d'attribution des subventions.

L'enveloppe 2021 est attribuée suite à la transmission de la feuille de route de la Cité de l'emploi le 30 septembre 2021.

Les modalités de versement de l'enveloppe 2022 seront précisées ultérieurement.

ARTICLE 7 RESPECT DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE

Les bénéficiaires de l'aide de l'État dans le cadre de la présente convention s'engagent à promouvoir et à faire respecter toutes les valeurs de la République. Ils s'engagent également sur l'ouverture à tous des actions financées sans distinction d'origine, de religion ou de sexe. Tout manquement à ces principes conduirait à la dénonciation de la subvention et à son reversement au Trésor public.

ARTICLE 8 – PARTAGE D'EXPERIENCES ET COMMUNICATION

Le Logo CITÉS DE L'EMPLOI peut être librement utilisé par les partenaires de la Cité de l'emploi pour labelliser les actions financées dans ce cadre.

Tous les documents de promotion et de communication (affiches, flyers, programmes, site internet...) doivent porter le logotype et la mention « avec le soutien » de la préfecture, ainsi que la mention et le logo des autres financeurs.

Des actions de communication pourront être mises en place afin de valoriser les actions développées dans le cadre de la Cité de l'emploi.

ARTICLE 9 – CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

Les collectivités et les signataires s'engagent à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'État ou par l'Agence nationale de la cohésion des territoires de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 10 : PROTECTION DES DONNEES

Les acteurs réunis au sein de la Cité de l'emploi peuvent déployer des actions spécifiques pour assurer, dans une logique de cohorte, un suivi individualisé et adapté aux difficultés de publics particulièrement fragilisés.

Dans le cadre de ces objectifs, l'échange et la collecte de données personnelles est indispensable, afin de proposer des actions adaptées aux besoins des personnes prises en charge.

Les conditions d'échange d'informations, en particulier nominatives, entre les différents partenaires de la Cité de l'emploi doivent respecter les règles juridiques qui s'imposent en la matière, notamment celles relatives à la protection des données personnelles.

La circulation des informations à caractère personnel entre les membres signataires de la présente convention cadre, devra se faire dans le respect du règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Par ailleurs, une convention spécifique relative à la protection des données à caractère personnel traitées par la Cité de l'emploi de Hautepierre-Cronenbourg, sera établie et cosignée en autant d'exemplaires que de partenaires (qu'ils soient des collectivités, des associations, des bailleurs sociaux ou des entreprises engagées). Chaque partenaire devra désigner un référent RGPD et respecter les termes de la convention sous peine de retrait en cas de manquement à ses obligations.

Enfin, il est rappelé l'importance des engagements pris par le coordonnateur de la Cité de l'emploi. En effet le coordonnateur joue un rôle central dans l'échange des données collectées avec les signataires de la convention.

ARTICLE 11 – AVENANT

Toute modification sensible du programme ou du plan d'actions tels qu'ils ont été définis dans la présente convention nécessite l'accord préalable du préfet de département, sur avis de la coordination nationale. Dans le cas où des modifications du plan d'actions seraient nécessaires, un avenant à la convention devra être conclu avant que ces modifications ne soient mises en œuvre.

ARTICLE 12 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit du préfet, celui-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention. Il en informe les signataires par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS FINALES

La présente convention est établie en quatre exemplaires originaux. Après approbation, l'administration renverra au bénéficiaire, pour notification, un exemplaire original.

Strasbourg, le

La Préfète du département du Bas-Rhin Josiane CHEVALIER	**La Maire de Strasbourg** Jeanne BARSEGHIAN
Le Président de la Collectivité Européenne d'Alsace Frédéric BIERRY	**La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg** Pia IMBS

Attribution de subventions
Conseil Municipal
du 21 mars 2022

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
MLPE	Fonctionnement	140 000 €	140 000 €	140 000 €
Relais Chantiers	Fonctionnement	10 000 €	10 000 €	10 000 €
TOTAL		**150 000 €**	**150 000 €**	**150 000 €**

CONSEIL MUNICIPAL DU 21 MARS 2022 - Point n°51

Soutien aux actions en faveur de l'emploi et de l'insertion professionnelle.

Pour	Contre	Abstention
60	0	0

AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia

52

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Adoption du plan d'action municipal 2020-2026 pour l'enfance et la jeunesse dans le cadre de la convention "Ville Amie des enfants" conclue entre l'Unicef et la Ville.

Numéro V-2022-13

Dans le cadre de son partenariat avec l'UNICEF France, la ville de Strasbourg souhaite mettre en œuvre un plan d'action ambitieux après avoir obtenu le 14 septembre 2021 le titre de « Ville amie des enfants » pour le présent mandat 2020/2026. Ce label de référence accordé par l'UNICEF est un marqueur fort qui met en lumière l'engagement de la collectivité.

Le plan d'action « Ville amie des enfants » pour le mandat 2020-2026 rassemble des actions ambitieuses, qui irriguent l'ensemble des pans de la politique de la petite enfance et de l'enfance de la Ville. Il se décline en cinq engagements.

1. **Assurer le bien-être de chaque enfant à travers une dynamique publique locale favorisant et accompagnant son épanouissement, son respect et son individualité**

La Ville s'engage en priorité sur deux recommandations :

- **Lutter contre la pollution de l'air et aux abords des lieux éducatifs et sportifs fréquentés par les enfants et les jeunes**, notamment au travers des projets de végétalisation des cours d'école et des établissements petite enfance, de réduction à l'exposition à la pollution de l'air (SCOL'AIR 2021-2022 et Air-climat-énergie du PLUi), des Plans piéton et vélo (création de rues-école…), de l'extension de la Zone à faible émissions, mais également de la gratuité des transports pour les moins de 18 ans.
- **Considérer la nutrition comme facteur déterminant du développement de l'enfant et de l'adolescent,** en s'engageant sur la diversification des modes de productions des repas en restauration scolaire et petite enfance en donnant une priorité au « fait maison », mais aussi à travers le projet « Joue pour ta santé » et la poursuite du dispositif PRECOSS.

2. **Affirmer sa volonté de lutter contre l'exclusion, contre toute forme de discrimination et agir en faveur de l'égalité**

Il s'agit d'assurer un accès aux services publics pour tous les enfants y compris les plus défavorisés en agissant notamment sur la tarification des services publics ou leur gratuité (transports, carte Atout Voir pour les CM2…), le financement de nouvelles classes à horaires aménagés et de projets artistiques dans les écoles (développement du projet DEMOS), l'aide à l'accès aux licences sportives, le développement de l'offre sportive pour les filles, ainsi que le développement du projet de réussite éducative (PRE) pour les 3–6 ans.

3. **Permettre et proposer un parcours éducatif de qualité à tous les enfants et jeunes de son territoire**

L'objectif est de décloisonner l'éducation pour garantir un parcours éducatif cohérent aux enfants et aux jeunes des territoires, en particulier par la mise en œuvre de deux « Cités éducatives », dispositif Etat-collectivité porté sur l'accès au numérique, l'accompagnement à l'insertion, l'éducation à la santé et à la citoyenneté. D'autres mesures peuvent être citées, notamment la création d'un observatoire local des politiques éducatives et le renouvellement du Plan mercredi, qui porte sur l'accueil et les loisirs des enfants et des jeunes.

4. **Développer, promouvoir, valoriser et prendre en considération la participation et l'engagement de chaque enfant et jeune**

Cette orientation consiste à faire vivre des espaces formels et informels de consultation et d'expression pour tous les enfants et jeunes en renouvelant le conseil des jeunes et en promouvant les conseils des enfants.

5. **Nouer un partenariat avec UNICEF France pour contribuer à sa mission de veille, de sensibilisation et de respect des droits de l'enfant en France et dans le monde**

Afin d'élaborer une vision commune et partagée de la place de l'enfant dans la Ville, il est proposé de participer à la Consultation nationale des 6/18 ans, à l'évènement annuel UNIDAY et de contribuer à l'éducation citoyenne sur des droits des enfants.

En outre, la ville de Strasbourg s'engage à organiser des temps forts à l'occasion des dates anniversaire de la Convention internationale du droit des enfants (en célébrant, chaque année, **la journée mondiale des droits de l'enfant le 20 novembre)** et à participer, chaque année, à un événement ou projet de sensibilisation et d'engagement d'UNICEF France destiné à accompagner enfants et adultes sur la nécessité de l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant en France et à travers le monde.

Enfin, la ville de Strasbourg continuera à soutenir et encourager l'implication du comité local d'UNICEF France à mener l'ensemble de ses actions de sensibilisation, d'engagement et de solidarité.

La mise en œuvre de ce plan d'action pendant la durée du mandat municipal s'inscrira dans le cadre d'une concertation interne transversale à toutes les directions concernées par les enjeux éducatifs et **externe** avec les acteurs éducatifs locaux.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le plan d'action municipal 2020-2026 pour l'enfance et la jeunesse dans le cadre de la démarche « Ville amie des enfants »

autorise

Madame la Maire ou son/sa représentant.e à signer le présent protocole d'accord et à prendre toutes les mesures nécessaires à son application.

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-142947-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

CONVENTION

Ville amie des enfants

entre UNICEF France et une collectivité territoriale

Entre

La Ville de représentée par son Maire,

Monsieur/Madame

ci-après dénommée « la Ville »

D'une part,

Le Comité français pour l'UNICEF, association loi 1901, reconnue d'utilité publique par décret du 2 décembre 1970, dont le siège est situé à PARIS 06, 3 rue Duguay-Trouin, représentée territorialement par Monsieur/Madame , Président·e du Comité UNICEF ,
dûment habilité·e à l'effet des présentes par délégation consentie par Monsieur Jean-Marie DRU, Président et représentant légal de l'UNICEF France, ci-après dénommé « l'UNICEF France »

D'autre part.
Ci-après collectivement désignées par les « Parties » et individuellement par la « Partie ».

I. Introduction

1. La présente convention précise les modalités de la participation de la ville de à l'initiative de l'UNICEF « Ville amie des enfants » (l'initiative VAE).

2. Depuis 1996, l'initiative VAE d'UNICEF aide les villes de toutes les régions du monde à respecter les droits des enfants et des jeunes, sur la base de la Convention internationale des droits de l'enfant. Partout dans le monde, le réseau des villes amies des enfants rassemble les parties prenantes qui s'engagent à faire de leurs villes et de leurs communautés des espaces accueillants pour les enfants. Il permet à ces parties prenantes de concevoir des villes et des communautés plus sûres, plus propres, plus résilientes.

Cette initiative a été lancée en 2002 par UNICEF France en partenariat avec l'Association des maires et présidents d'intercommunalités de France (AMF).

3. Une Ville amie des enfants développe des actions en lien avec les cinq engagements communs à toutes les villes membres du réseau et les recommandations proposées aux villes partenaires pour apporter les réponses les mieux adaptées aux situations que connaissent les enfants et les jeunes et en particulier les plus fragiles.

Dans une Ville amie des enfants, les enfants et les jeunes doivent être ou devenir des acteurs de la vie sociale. Leurs besoins, leurs voix, leurs opinions, leurs projets sont pris en compte et influencent, dans tous les domaines qui les concernent, la prise de décision des élus locaux.

Dans cet esprit, une Ville amie des enfants se préoccupe de faire connaître les droits de l'enfant et d'en évaluer l'application sur son territoire.

4. La ville de souhaite être partenaire du réseau Ville amie des enfants d'UNICEF France.

5. Par conséquent, la Ville et UNICEF France, dans un esprit de coopération, concluent la présente convention pour définir les modalités de la participation de la ville de à l'initiative VAE d'UNICEF et de l'appui qu'UNICEF apportera à la ville de pour l'aider à agir en tant que Ville amie des enfants.

II. Activités de collaboration

1. La ville de s'engage à :

- Collaborer avec UNICEF France afin de dresser le bilan des droits de l'enfant sur son territoire.
- Concevoir et approuver un plan d'action pour être Ville amie des enfants. Ce plan d'action comprendra des objectifs clairs, des indicateurs d'impact, des indices de référence, un budget prévisionnel, un calendrier précis.
- Mettre en œuvre le plan d'action pendant la durée du mandat électoral municipal, et ce en étroite collaboration avec UNICEF France et ses partenaires éventuels.
- Suivre les progrès accomplis en regard des objectifs et des indicateurs du plan d'action et assurer la collecte des données pertinentes, dans le but d'identifier et de pallier les obstacles potentiels à la mise en œuvre du plan d'action.
- Informer a minima une fois par an UNICEF France et ses partenaires éventuels au sujet des progrès, des opportunités et des défis de la mise en œuvre du plan d'action.
- Participer de manière active aux groupes de travail et de réflexion thématiques ou généralistes liés aux engagements et recommandations VAE proposés pour le mandat municipal 2020/2026.
- Diffuser largement les actions et progrès accomplis en regard des objectifs du plan d'action, notamment auprès des enfants et des jeunes eux-mêmes et de l'ensemble de la population du territoire.
- Promouvoir l'appartenance à l'initiative « Ville amie des enfants » auprès des élus, des agents de la collectivité et l'ensemble des habitants du territoire en vue d'élaborer une vision commune et partagée de la place de l'enfant dans la ville.
- Commander à UNICEF France la formation spécifique qui sera dispensée aux élus et agents de la collectivité afin de renforcer leur connaissance des droits de l'enfant et leur application sur le territoire de la commune et dans le monde en vue d'élaborer une vision commune et partagée de la place de l'enfant dans la ville.
- Mettre en œuvre la Consultation nationale des 6/18 ans d'UNICEF France au moins une fois sur le mandat et tirer matière à réflexion des extractions locales des résultats.
- Promouvoir les droits de l'enfant en célébrant, chaque année, la journée mondiale des droits de l'enfant le 20 novembre et en participant, chaque année, à au moins un événement ou projet de sensibilisation et d'engagement d'UNICEF destinés à accompagner enfants et adultes sur la nécessité de l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant en France et à travers le monde. Il peut notamment s'agir du Prix UNICEF de littérature jeunesse, de la Nuit de l'Eau, d'UNIday et de tout autre projet non existant à ce jour. L'ensemble de ces éléments est disponible et en téléchargement libre sur le site www.myunicef.fr.
- Accompagner et encourager l'implication des comités et délégations bénévoles locales d'UNICEF à mener l'ensemble de leurs actions de sensibilisation, d'engagement et de solidarité sur le territoire. Cet accompagnement peut notamment se matérialiser par la mise à disposition gracieuse et en continue de locaux adaptés. Cette mise à disposition se fera à la demande expresse de la représentation locale d'UNICEF.
- Afficher et communiquer sur l'appartenance de la Ville au réseau Ville amie des enfants pour en partager la philosophie et les objectifs et de diffuser largement les actions et progrès accomplis en regard des objectifs du plan d'action, notamment auprès des enfants et des jeunes eux-mêmes et de l'ensemble de la population du territoire, en particulier dans la publication de la collectivité, sur son site internet et ses comptes réseaux sociaux.
- Relayer sur l'ensemble de ses réseaux sociaux et son site internet les campagnes d'appels aux dons lancés par UNICEF lors de situations d'urgence.

2. UNICEF France s'engage à :

- Assurer l'accompagnement de la Ville dans son processus de reconnaissance comme « Ville amie des enfants » puis pendant toute la durée du mandat municipal, notamment grâce à l'implication de ses comités et délégations bénévoles locales, avec la nécessaire vigilance que les personnes référentes de chacune des parties soient clairement identifiées et en contact réguliers.
- Apporter le concours de son expertise et expérience internationale notamment au sein du réseau Child Friendly Cities Initiative (CFCI) mais aussi en lien avec ses programmes terrain et études de recherche de portée mondiale.
- Créer et animer des groupes de travail et de réflexion thématiques ou généralistes liés aux engagements et recommandations VAE proposés pour le mandat électoral municipal 2020/2026. Ces groupes de travail pourront réunir des représentants des Villes amies des enfants, des représentants du siège d'UNICEF France et de ses délégations et comités bénévoles locaux ainsi que des partenaires et experts techniques.
- Partager tous les éléments utiles (études, orientations, outils) concernant l'initiative VAE qui sont susceptibles d'accompagner la Ville dans la mise en œuvre de son plan d'action.
- Contribuer à la mise en place d'un processus efficace de suivi des recommandations.
- Contribuer à l'évaluation des progrès accomplis et de l'impact de l'initiative VAE.
- Proposer des rencontres, formations et conseils aux parties prenantes de l'initiative VAE.
- Mettre à la disposition de la ville un outil d'évaluation de l'exercice des droits de l'enfant sur son territoire grâce à la Consultation nationale des 6/18 ans et à ses extractions locales de résultats ;
- Promouvoir la collaboration avec la ville sur le site web d'UNICEF consacré à l'initiative : www.villeamiedesenfants.fr et plus globalement grâce aux sites, newsletters et autres médias sociaux associés à UNICEF France et à cette initiative.
- Proposer tout au long de l'année des événements, projets et outils d'engagement et de sensibilisation aux droits de l'enfant destinés à accompagner enfants et adultes sur la nécessité de l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant en France et à travers le monde. L'ensemble de ces éléments est en téléchargement libre sur le site www.myunicef.fr. Il peut notamment s'agir de la célébration de la journée mondiale des droits de l'enfant le 20 novembre, du Prix UNICEF de littérature jeunesse, de la Nuit de l'Eau, d'UNIday et de tout autre projet non existant à ce jour.

3. Outre les actions énumérées ci-dessus, chacune des parties peut accepter des responsabilités supplémentaires dans le cadre de la présente collaboration. Dans ce cas, ces responsabilités supplémentaires seront confirmées par écrit.

nom, prénom, fonction, téléphone et mail

4. sera le référent municipal de la ville de . La délégation ou le comité local bénévole UNICEF présent sur le territoire est le principal interlocuteur de ce référent municipal. À défaut, et pour certaines opérations, le siège, et en particulier son service Plaidoyer et Sensibilisation, peut également être amené à contacter ce référent municipal ainsi que les personnes mentionnées en contact possible. Si l'une des parties change de coordinateur, elle en informera l'autre, par écrit, dans les meilleurs délais.

III. Plan d'action municipal 2020/2026 pour l'enfance et la jeunesse

1. Dans le cadre de sa candidature, la ville de a élaboré, en collaboration avec UNICEF France, un plan d'action municipal 2020/2026 pour l'enfance et la jeunesse sur la base des propositions d'engagements et de recommandations présentées dans le Guide Ville amie des enfants.
2. Ce plan d'action a été examiné et approuvé par la commission d'attribution du titre VAE d'UNICEF France. Il a ensuite été adopté en Conseil municipal.
3. Le plan d'action municipal 2020/2026 est joint à la présente convention accompagnée de la délibération qui a permis son adoption.

IV. Supports de communication, utilisation des noms et des logos

1. Tous les documents de communication et de sensibilisation créés et édités dans le cadre de la présente collaboration doivent respecter les obligations propres à l'usage de la marque UNICEF France et celles de la Ville. Sous réserve du respect des procédures d'approbation internes des parties, il sera apposé sur ces documents les noms, logos, emblèmes et marques déposées respectifs.

2. Il est expressément convenu que la collectivité ne sera pas autorisée à utiliser le logo UNICEF seul mais uniquement le logo Ville amie des enfants en respectant la charte graphique jointe au logo.

3. Une fois intégrée dans le réseau des Villes amies des enfants, la collectivité devra également :

    i. installer des panneaux d'entrée de ville « Ville amie des enfants partenaire de l'UNICEF ». UNICEF France fournira les fichiers pour leur réalisation, accompagnés de la charte graphique. Ces panneaux sont réalisés et financés par la Ville. Elle devra s'assurer des autorisations nécessaires à cette installation avec les services municipaux ou départementaux concernés.

    ii. créer une page ou un espace Ville amie des enfants sur son site Internet et y insérer un lien avec le site www.villeamiedesenfants.fr. Cette page sera mise à jour régulièrement.

    iii. renseigner une fiche de présentation (en annexe) de la ville destinée à alimenter le site www.villeamiedesenfants.fr

4. Dans le cadre de la présente collaboration, chaque partie pourra demander à l'autre l'utilisation du nom, du logo de l'emblème ou de la marque de l'autre partie. Dans ce cas, nous convenons que nous demanderons l'autorisation de l'autre partie, par l'intermédiaire de nos coordinateurs respectifs, avant d'utiliser le nom, le logo, l'emblème ou la marque de l'autre partie ; cette demande précisera l'utilisation qui en sera faite. Aucune des parties ne se verra dans l'obligation de donner l'autorisation demandée. Toute utilisation se fera dans le respect le plus strict des conditions fixées dans l'autorisation et sera conforme aux règlements ou aux recommandations concernant la marque en question (documents que chaque partie communiquera à l'autre).

5. La ville de reconnaît que le nom, le logo et l'emblème d'UNICEF, le nom et le logo de l'initiative « Ville amie des enfants » d'UNICEF et toute autre marque ou élément de propriété intellectuelle d'UNICEF (les droits de propriété intellectuelle d'UNICEF) restent la propriété exclusive d'UNICEF et sont protégés par le droit international et les législations applicables. De la même manière, la ville de reconnaît que le nom, le logo, l'emblème et les autres droits de propriété intellectuelle d'UNICEF France restent la propriété exclusive d'UNICEF France et sont protégés par le droit international et les législations applicables. UNICEF France confirme qu'il a reçu les autorisations requises pour accorder une sous-licence concernant les noms, logos et emblèmes d'UNICEF et de l'initiative Ville amie des enfants, dans le cadre de la présente convention.

6. La ville de s'abstiendra de tout abus, infraction ou violation des droits de propriété intellectuelle d'UNICEF France. La ville de confirme qu'elle connaît les idéaux, les objectifs ainsi que les valeurs morales et éthiques d'UNICEF et reconnaît que les droits de propriété intellectuelle d'UNICEF et d'UNICEF France ne peuvent être associés à une quelconque cause politique ou sectaire ni utilisés d'une façon qui serait incompatible avec le statut, la réputation et la neutralité d'UNICEF. Les parties conviennent que le non-respect de cet article IV constituerait une violation d'une disposition essentielle du présent protocole d'accord. Le présent article IV restera d'application à l'expiration ou en cas de résiliation du présent protocole d'accord.

V. Partage des informations non confidentielles

1. Pendant la présente collaboration, chacune des parties est autorisée à partager avec l'autre les données, études ou autres informations protégées non publiques. Dans un tel cas, la partie qui divulgue ces informations peut fixer des conditions supplémentaires raisonnables concernant leur utilisation, notamment pour ce qui concerne toute diffusion supplémentaire. La partie qui reçoit lesdites informations doit respecter toutes les conditions qui lui auront été communiquées.
2. Sauf disposition contraire énoncée au paragraphe précédent et sans préjudice de tout autre accord écrit, aucun des documents ou informations (quel qu'en soit le format) partagés entre les parties, aucune information ou support de communication résultant de la présente collaboration ne seront considérés comme « confidentiels ».

VI. Confidentialité

Les parties s'engagent à conserver une stricte confidentialité concernant la présente convention ainsi que tout document, information, donnée, image, dessin ou graphique, quel qu'en soit le support, qu'elles pourront échanger ou dont elles disposent à l'occasion de son exécution.

Elles pourront cependant communiquer toutes informations utiles à l'exécution des présentes aux membres de leur personnel ou à leurs conseils extérieurs, qui sont par ailleurs tenus par une obligation de confidentialité.

Cette obligation de confidentialité continuera de produire ses effets, nonobstant la résiliation ou l'expiration de la présente convention pour quelque raison que ce soit, aussi longtemps que les informations ne seront pas tombées dans le domaine public

Chacune des parties s'engage à s'abstenir de tout acte susceptible de porter atteinte, directement ou indirectement, aux droits de propriété intellectuelle (en particulier, aux droits de marques ou de logos ou aux noms de domaine) de l'autre partie.

VII. Données personnelles et respect du Règlement européen sur la protection des données (RGPD)

Dans le cadre de cette Convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation française et européenne en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, « le règlement européen sur la protection des données – RGPD ».

À ce titre, si une des parties est amenée à collecter des données dans le cadre de cette convention, elle s'engage à recueillir le consentement préalable des personnes concernées et les avoir informés, conformément aux dispositions du RGPD et de la loi « Informatique et libertés » 78-17 du 6 janvier 1978 telle que modifiée :

- de la finalité du traitement mis en œuvre par l'Association, responsable du traitement ;
- des destinataires ou catégories de destinataires des données ;
- des droits d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation ou d'opposition pour motifs légitimes à la collecte et à l'enregistrement des données à caractère personnel des donataires et plus généralement de tout droit dont ils disposent aux termes desdits textes ;
- des modalités d'exercice du droit d'accès aux données.

Les parties s'engagent à coopérer et à remplir les exigences légales relatives à la protection des données à caractère personnel, afin notamment de respecter les droits des personnes concernées en vertu du RGPD et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique et aux libertés ou en cas de demande d'information qui pourrait leur être adressée ou en cas de contrôle de la part des autorités compétentes.

Pour toute demande relative à l'exercice de ces droits, il convient de s'adresser au sein de la Ville à

et à UNICEF France à dpo@unicef.fr ou par courrier postal au 3, rue Duguay-Trouin, 75006 Paris.

Chaque Partie s'engage à maintenir en place pendant toute la durée de cette Convention, toute mesure technique et d'organisation appropriée pour éviter tout accès accidentel, non autorisé ou traitement illicite, destruction, perte, dommage ou divulgation des données personnelles et des programmes et procédures de sécurité adéquats afin de s'assurer qu'aucune personne non autorisée ne puisse accéder à un quelconque équipement utilisé pour le traitement ou la conservation des données personnelles.

VIII. Coûts et responsabilités dans le cadre de la présente collaboration

1. La collectivité s'engage à adhérer à UNICEF France en tant que personne morale. Le montant annuel de la cotisation s'élève à 200€ (deux cents euros) à partir de l'année de signature de la présente convention et pendant la totalité de sa durée.
2. En dehors des frais annuels d'adhésion, chacune des parties prendra en charge les coûts qu'elle encourra au titre de la présente collaboration, sauf disposition contraire dans un cas particulier devant faire l'objet d'un accord écrit distinct. Chacune des parties sera entièrement responsable de ses actes dans le cadre de la présente collaboration ; cette responsabilité s'étend aux actes des collaborateurs, des contractants, des fournisseurs et des consultants des parties.

IX. Engagement déontologique

1. Les parties reconnaissent qu'il est essentiel de prendre toutes les précautions requises pour éviter la fraude, la corruption (dans le secteur public ou non) et les conflits d'intérêts. À cette fin, dans le cadre de la mise en œuvre de la présente collaboration, les parties soumettront leurs collaborateurs, contractants, consultants et fournisseurs respectifs aux critères de conduite les plus stricts tels que définis dans les règles et réglementations, politiques ou procédures correspondantes.
2. Chaque partie informe l'autre dès que l'une d'elles est avisée d'un incident ou d'un rapport incompatible avec les engagements et les confirmations visées aux paragraphes précédents. Les parties coopèrent en conséquence afin d'adopter les mesures requises.

X. Résolution des différends

Pour tout litige relatif à l'exécution des présentes, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. À défaut d'y parvenir, le litige sera porté devant les tribunaux compétents.

XI. Durée de la collaboration ; fin de la collaboration

1. La présente collaboration est établie pour une durée équivalente à celle du temps restant pour terminer le mandat municipal actuel soit 6 (six) ans au total maximum jusqu'en mars 2026, selon la réglementation en vigueur. Avant la fin de la présente collaboration, les parties se réuniront pour faire le bilan.
2. Chacune des deux parties peut, si elle le souhaite, mettre fin à la présente collaboration avant son terme, moyennant notification écrite préalable par lettre recommandée avec AR avec un préavis de trente (30) jours.
3. Dès réception d'une telle notification, les parties collaboreront pour terminer de façon ordonnée toutes les activités communes engagées dans le cadre de la présente collaboration. La présente collaboration prendra fin à l'expiration de ce délai de trente jours. À l'expiration de la présente collaboration ou après sa résiliation, tous les droits et autorisations conférés par l'une des parties à l'autre s'éteindront, notamment les droits et autorisations conférés en matière de propriété intellectuelle.

4. Si la ville de informe UNICEF France de tout incident ou rapport incompatible avec les engagements déontologiques décrits ci-dessus, ou si l'une des parties considère de bonne foi que la poursuite de la présente collaboration a compromis ou risque de sérieusement compromettre ses missions ou valeurs ou de porter atteinte à la réputation ou à la considération associées à ses nom, logo, emblème ou droits de propriété intellectuelle (selon le cas), les deux parties examineront ensemble les mesures susceptibles d'être adoptées pour remédier à cette situation.

5. Dans les cas extrêmes, UNICEF France peut, s'il l'estime nécessaire, mettre fin à la présente collaboration sans préavis, notamment dans le cas où la collectivité ferait volontairement preuve sur son territoire de manquements graves à l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant, en particulier en lien avec l'accès à l'éducation, la non-discrimination et l'égalité d'accès aux services proposés aux enfants et aux jeunes par la collectivité.

Dans un tel cas, la ville de n'aura plus le droit d'utiliser les éléments de propriété intellectuelle d'UNICEF France et mettra un terme à toutes les activités de promotion et de relations publiques au titre de la présente collaboration.

XII. Dispositions générales

1. Les parties ne créent pas une co-entreprise ou une entreprise commune et la présente collaboration ne saurait être interprétée dans ce sens. Les parties conservent une totale indépendance et collaborent dans la limite des présentes dispositions afin de contribuer à créer des environnements urbains propices à la défense des droits de l'enfant.

2. Si l'une des parties souhaite modifier les termes de la présente collaboration, les parties se concerteront et, en cas d'accord mutuel sur ladite modification, celle-ci sera consignée par écrit dans un document signé par les deux parties, et entrera en vigueur à la date de la signature.

Pour la Ville de

Nom / Prénom

Fonction

Signature

Pour UNICEF France

Nom / Prénom

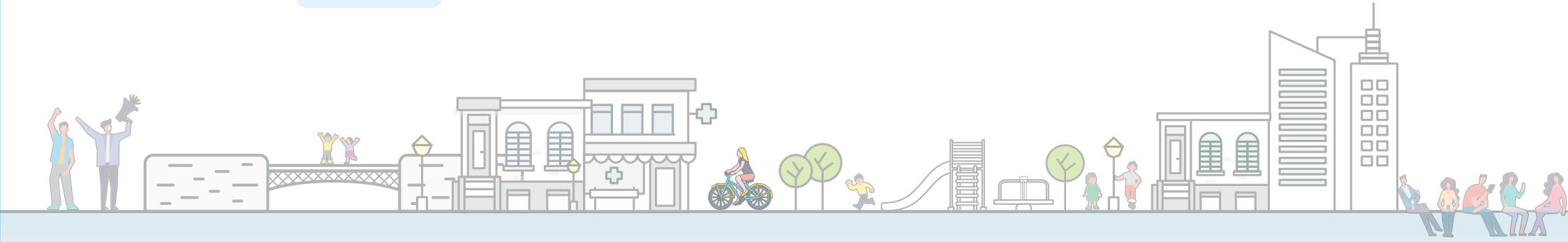
Fonction

Signature

CHARTE
Ville amie des enfants

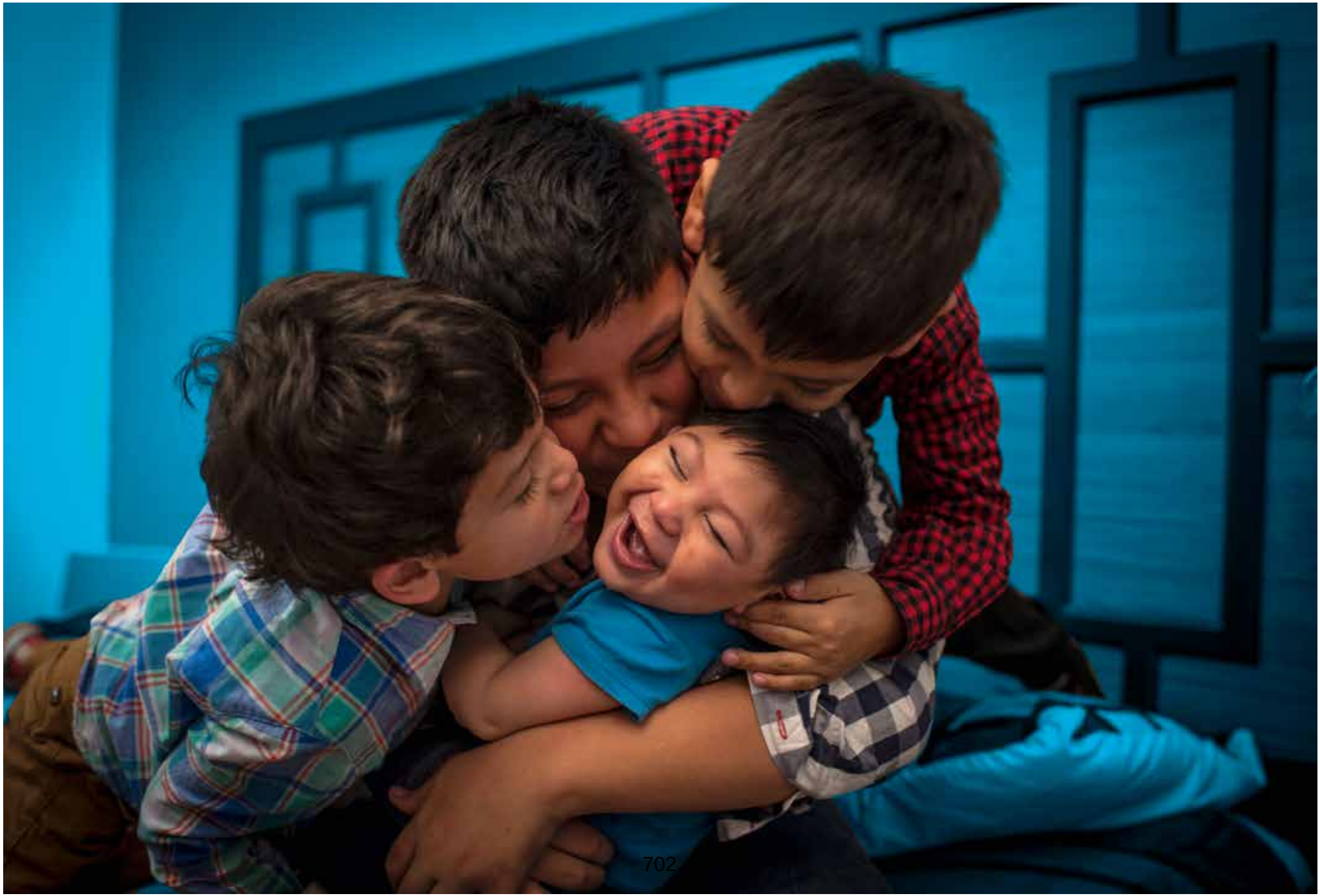
2020 / 2026

Cinq engagements en faveur des droits de l'enfant



Ville amie des enfants

unicef
pour chaque enfant



© UNICEF/UN0148747_bluewash/Volpe



La Ville de STRASBOURG

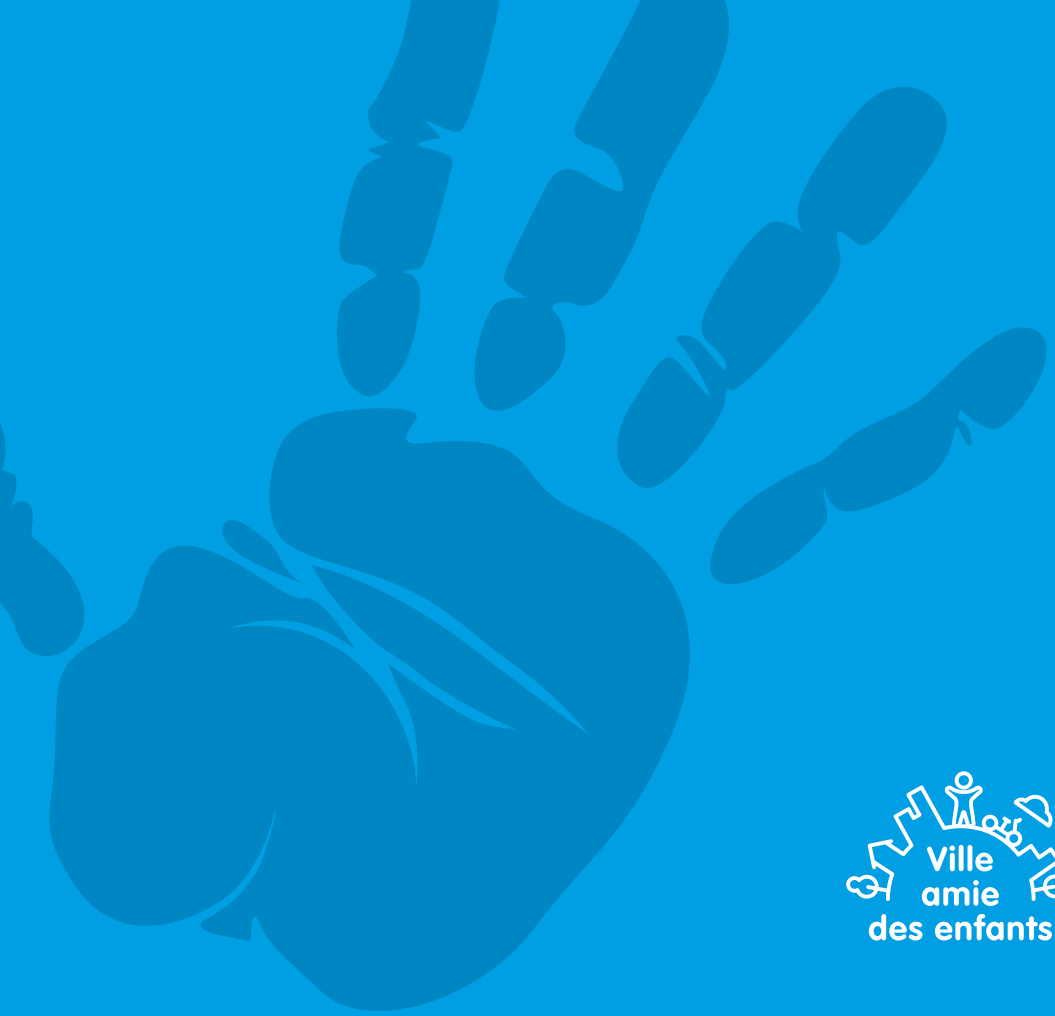
a obtenu le titre Ville amie des enfants d'UNICEF France pour le mandat 2020/2026.

Dans le plein respect des principes de la Convention internationale des droits de l'enfant, notre Ville s'engage à :

- **Assurer le bien-être de chaque enfant à travers une dynamique publique locale favorisant et accompagnant son épanouissement, son respect et son individualité.**
- **Affirmer sa volonté de lutter contre l'exclusion, contre toute forme de discrimination et d'agir en faveur de l'équité.**
- **Permettre et proposer un parcours éducatif de qualité à chaque enfant et jeune de son territoire.**
- **Développer, promouvoir, valoriser et prendre en considération la participation et l'engagement de chaque enfant et jeune.**
- **Nouer un partenariat avec UNICEF France pour contribuer à sa mission de veille, de sensibilisation et de respect des droits de l'enfant en France et dans le monde.**

Cette charte a été signée pour la Ville par La Maire Jeanne BARSEGHIAN pour UNICEF France par .....

Le .....



Ville amie des enfants

unicef
pour chaque enfant

704

www.villeamiedesenfants.fr

Ville Amie des enfants 2020-2026

L'éducation de la petite enfance à l'âge adulte constitue un levier d'émancipation et de liberté. Plus on est éduqué plus on a le choix, plus on est éduqué plus on a de sens critique, plus on est éduqué plus on peut devenir acteur de sa propre vie mais aussi devenir citoyen actif et engagé dans - de - la cité.
C'est ce sens que la ville de Strasbourg souhaite donner à sa politique éducative en direction de tous les jeunes enfants, dans une volonté d'équité territoriale pour que chacun et chacune d'entre elles, d'entre eux trouve sa place, développe son sens critique et trouve sa voie.

Plus que jamais, à l'heure de cette crise de société inédite, la politique éducative doit être porteuse de sens, de valeurs, de justice sociale, doit pouvoir s'appuyer sur l'ensemble de la communauté éducative pour partager ensemble des objectifs communs et construire de concert des plans d'actions adaptés, doit s'articuler avec l'ensemble des champs des politiques publiques : sport, culture, citoyenneté, action sociale.
Plus que jamais la politique éducative constitue une priorité du mandat de l'équipe municipale

Forte d'un budget de 110 millions consacré à l'éducation, la Ville de Strasbourg ambitionne de réduire les inégalités en donnant accès à chaque famille et enfant à une offre éducative de qualité sur tous les quartiers.
Cette politique éducative s'appuie sur les trois piliers de la politique municipale à savoir, la transformation et la justice sociales, la transformation écologique du territoire et le renouvellement du cadre démocratique.
Le programme d'actions proposé s'articulera autour de trois grandes ambitions et se construira à partir d'une méthode de travail participative avec l'ensemble des acteurs de la communauté éducative.

Ambition N°1 : Renforcer l'équité territoriale pour garantir l'égal accès à une éducation plus solidaire et inclusive.
Chaque enfant, quel que soit son origine sociale ou son lieu de domiciliation, doit disposer des mêmes droits pour réussir et doit bénéficier d'une offre éducative de qualité.

Ambition N°2 : Construire un cadre de vie sain et durable pour grandir en toute sécurité.
Chaque enfant doit pouvoir avoir accès à des bâtiments scolaires accueillants et fonctionnels, à des lieux de végétalisation et à une restauration locale et de qualité.

Ambition N°3 : Vivre ensemble, s'ouvrir aux autres et au monde pour une école/ville plus apaisée, hospitalière et tolérante.
Chaque enfant est un citoyen qui a des droits et des devoirs, qui s'engage et agit dans la cité.

L'ensemble des politiques de la collectivité, qu'elle soit dans le domaine de la santé, l'environnement, des déplacements, du sport de la culture ou encore de la jeunesse sont désormais construites à l'aune de ce triptyque : l'équité sociale, environnement et citoyenneté. Les recommandations de l'Unicef trouvent des concordances évidentes avec la politique portée par l'équipe de la maire Madame BARSEGHIAN.

ENGAGEMENT #1. ASSURER LE BIEN-ÊTRE DE CHAQUE ENFANT À TRAVERS UNE DYNAMIQUE PUBLIQUE LOCALE FAVORISANT ET ACCOMPAGNANT SON ÉPANOUISSEMENT, SON RESPECT ET SON INDIVIDUALITÉ
Résultats attendus au terme du mandat

Recommandations choisies	Niveau de départ	Actions envisagées	Objectifs visés	Échéances intermédiaires et envisagées	Publics cibles	Moyens dédiés
Lutter contre la pollution de l'air et aux abords des lieux éducatifs et sportifs fréquentés par les enfants et les jeunes	2020 : 3 écoles	Travaux de ***végétalisation des cours d'école***, concertation avec les acteurs, repenser la fonction éducative des cours, formation des personnels.	Lutter contre les effets du réchauffement climatique, oasis de fraicheur dans les écoles Veiller à une utilisation égalitaire de l'espace entre les filles et les garçons Définir la place des cours dans l'écosystème d'un quartier. Réduire l'exposition à la pollution de l'air intérieur et extérieur des écoles et/ou crèche dans les secteurs les plus impactés.	2021 : 10 écoles réaménagées 2 sites EAJE Années suivantes : travaux dans 20 écoles par an et 4 établissements EAJE Sensibilisation des parents et accompagnement des équipes éducatives au fur et à mesure des réaménagements pour de nouveaux usages des cours Et Accompagnement des mêmes publics dans la perspective de réduire les inégalités entre filles et garçons	25 000 enfants scolarisés 3-11 ans et les enfants de 17 établissements petite enfance. et les familles.	Budget/Concertation Travaux : 250 000 € en moyenne par école Démarche de concertation avec les acteurs éducatifs et les enfants sur la conception des espaces, le projet éducatif et pédagogique, les nouveaux usages Budget de 230 000 euros / an.
	2020 la Ville et l'EMS sont retenues à l'appel à projet de l'Ademe « AACT'AIR »	***Programme SCOL'AIR*** 2021-2022 Mesure du dioxyde d'azote	Réduire l'exposition à la pollution de l'air intérieur et extérieur des écoles et/ou crèche dans les secteurs les plus impactés	2021-2022 : mesure dans 4 établissements du dioxyde d'azote à l'intérieur et à l'extérieur Sensibilisation des professionnels de l'enfance à ce sujet. Si les mesures font apparaitre des dépassements ou des valeurs proches des valeurs limites des visites techniques et des corrections seront mises en place (ventilation, gestion des ouvrants, aménagements voirie, restriction de circulation, rénovation du bâti)	Enfance et petite enfance	Budget/Concertation 94 000 € (dont 40% part Ville) Rencontre avec les associations de défense de la qualité de l'air (qui inclut des parents d'élèves Mesures correctives seront chiffrées au fur et à mesure.
		Renforcement du volet ***Air-climat-énergie du Plan Local d'Urbanisme***	Réduire l'exposition à la pollution de l'air intérieur et extérieur des écoles et/ou crèche dans les secteurs les plus impactés	Automne 2021 Mesure de zone tampon (périmètre autour de 4 écoles) Règlement local plus exigeant sur les dispositifs constructifs à mettre en œuvre à proximité des secteurs exposés (pour nouvelles constructions)	A destination de publics sensibles : EAJE, établissement scolaires, de soins	Budget/Concertation
	2014 à 2018 : 1er campagne	***Qualité de l'air intérieur*** Mesure de la qualité air intérieure campagne obligatoire tt les 7 ans formaldéhyde et benzène et une mesure d'indice de confinement CO2	Amélioration de la qualité intérieure de l'air	Nouvelle campagne en 2021 sur plusieurs années dans tous les établissements scolaires et petite enfance. Si dépassement : recherche des origines et action de correction si besoin		Budget : 2021-2024 622 000 euros (bureau d'études)
	Patrimoine éducation et petite enfance = 37 % de la consommation énergétique de la Ville	Démarche ***Négawatt*** Sobriété énergétique = identification des gaspillages énergétiques et les résorber	Réduction impact énergétique et environnemental du bâti, moins 40 % d'ici 2030 Sensibilisation et éducation à la sobriété énergétique des générations futures	Elaboration d'un plan d'actions (1er plan en 2021) sobriété et performance énergétique d'ici 2026 Visite de chaque complexe, diagnostic, plan d'action : travaux de rénovation énergétique des bâtiments, formation des responsables techniques des écoles Education aux bonnes pratiques, – défi sobriété pour les écoles 2022		Budget/Concertation Recrutement d'un économe flux Plan pluri-annuel d'investissement (non chiffré à ce jour)

Recommandations choisies	Niveau de départ	Actions envisagées	Objectifs visés	Échéances intermédiaires et envisagées	Publics cibles	Moyens dédiés
Lutter contre la pollution de l'air et aux abords des lieux éducatifs et sportifs fréquentés par les enfants et les jeunes	1er plan piéton 2012 - 2020 2 écoles en 2018-2019	***Plan de mobilité*** ***Plan piéton 2021-2030*** Délibération cadre de mai 2021 Création de 10 rues-écoles par an : circulation partiellement ou définitivement fermée aux voitures Prioriser les aménagements de voiries sur les itinéraires vers les écoles Développer les pédibus et vélobus	Favoriser la marche vers l'école et développer les rues-écoles sécurisées, végétalisées et ludiques pour : - encourager les familles à se rendre à l'école en mode actif, - favoriser l'autonomie des enfants, - lutter contre la sédentarité, - protéger de la pollution automobile, - créer des lieux de rencontres de la communauté éducative	Délibération cadre de mai 2021 Trois étapes : Etude des déplacements scolaires des parents et enfants (sondages) 2 écoles par an Cartographie des déplacements Restriction de circulation : Rue scolaires : fermeture 1h matin et soir de la rue à la circulation	Parents et enfants	Budget (Information à venir) Concertation 1 poste et bureau études Sondage auprès des familles
		Plan vélo : développement des pistes cyclables accessibles aux enfants et dans toute la ville et en particulier pour desservir les écoles	Favoriser la mobilité active piéton et vélo (en moyenne les déplacements domicile-école = 1 à 2 km)	Délibération cadre au conseil municipal de juin 2021		Un budget de 100 millions est prévu sur le mandat.
	2018 - 2019 : ZFE – livraison Grande Ile (hyper centre)	***Zone à faibles émissions*** (ZFE)	Améliorer la qualité de l'air et la santé des habitants au regard des obligations règlementaires (Etat) et d'une politique volontariste de l'Eurométropole : - Diminution de la pollution atmosphérique provenant du trafic routier tout en garantissant le droit à la mobilité - Diminution de l'usage des carburants carbonés	1er étape janvier 2022 les véhicules non classés et vignette 5 seront interdits dans toute la ville, suivi par des interdictions définitives pour les Crit'Air 4 prévue en 2025, en 2027 pour les Crit'Air 3 et en 2028 pour la dernière étape des Crit'Air 2	Tous publics	Budget/Concertation Prime à la conversion locale : Aide Eurométropole (en plus des aides d'Etat) pour les ménages les plus précaires pour changer de véhicule (1M€) Octroi d'un chèque mobilités (transport en commun, vélo en remplacement d'1 véhicule polluant) aide de 1 M € par an jusqu'en 2026 Prime à la conversion locale (cumulable aux aides de l'Etat) pour les petites et moyennes entreprises (1M€) Organisation d'une conférence citoyenne : printemps 2021 sur les mesures d'accompagnement Le Conseil mobilité en lien avec l'Agence pour le climat guichet territorial de proximité : information sur les aides existantes et conseil en mobilités pour les habitants et entreprises (budget Agence 600 000 € dont 160 000€ pour le conseil en mobilité)
	Transport payant	***Gratuité des transports pour les moins de 18 ans***	Inciter les parents à moins utiliser les voitures, réduction des trajets d'accompagnement notamment domicile-école	Délibération en février 2021 effectivité septembre 2021	25% des abonnés	

ENGAGEMENT #1. ASSURER LE BIEN-ÊTRE DE CHAQUE ENFANT À TRAVERS UNE DYNAMIQUE PUBLIQUE LOCALE FAVORISANT ET ACCOMPAGNANT SON ÉPANOUISSEMENT, SON RESPECT ET SON INDIVIDUALITÉ

Résultats attendus au terme du mandat

Recommandations choisies	Niveau de départ	Actions envisagées	Objectifs visés	Échéances intermédiaires et envisagées	Publics cibles	Moyens dédiés
Considérer la nutrition comme facteur déterminant du développement de l'enfant et de l'adolescent	Restauration scolaire en liaison froide. Plus de 50% des effectifs fréquentant les cantines scolaires bénéficient d'un service en inox. Part du bio : 18,6% en valeur achat, 1 repas végétarien/semaine. Petite enfance : 7 accueils en liaison froide	***Diversification des modes de productions des repas avec une priorité donné aux préparations «fait maison ».*** Supprimer progressivement l'exposition aux perturbateurs endocriniens et limiter l'usage de certains additifs et des produits ultra transformés 30% de produits bio (en valeur d'achat) dont 20% en bio local et 20% de produits labellisés (sept 2021)	Des enjeux environnemental nutritionnel, sanitaire, social, économique et démocratique : vers une large transition alimentaire pour un haut niveau de qualité nutritionnelle et sanitaire, une moindre emprunte environnementale et une meilleure soutenabilité économique et sociale	Septembre 2021 : un nouveau marché privilégiant des repas « fait maison ». 1ère étape vers une transition alimentaire 2ème étape 2022 : lancement d'une étude pour la diversification des modes de confection des repas et construire un cadre stratégique et opérationnel prenant en compte les enjeux de consommation énergétique, d'agriculture locale, de réduction des déchets, de santé publique, de transports de marchandises, d'économie circulaire, sociale et solidaire, de solidarité territoriale. Passage progressif à une cuisine sur place ou liaison chaude dans la majeure partie des EAJE passage progressif en tout inox.	18 000 enfants inscrits en restauration scolaire (10 500 repas /jour), 450 repas en accueil de loisirs municipaux 3-6 ans et enfin 7 établissements petite enfance	RH : 2 postes diététiciennes et 1 poste nouveau pour l'étude de diversification des modes de production Budget / étude seule : 250 000 € Commissions régulières avec des représentants de parents d'élèves
	En 2019 : 177 En 2020 : 142	***Dispositif PRECCOSS*** de prévention du surpoids et de l'obésité enfants Portage par le GIP Maison Santé Action de soutien à la parentalité, (sensibilisation dans les écoles et associations)	Prévention contre le surpoids et l'obésité par une prise en charge pluridisciplinaire pour un accompagnement de 1 an minimum sur demande	275 pour 2021 (en raison de la crise sanitaire augmentation des demandes de suivi). Actions d'éducation thérapeutique : qui se déclinent par des ateliers sportifs, des ateliers avec des diététiciennes (notions théoriques et des ateliers cuisine « réapprendre à cuisiner » des produits frais, de saison avec les familles). Suivi par un psychologue rendez-vous avec les familles et un infirmier (3 RV initial, à 6 mois et un an pour bilan) et reconduction du suivi si besoin.	3 – 18 ans Maintien du suivi d'un nombre de situation environ 275 enfants et adolescents.	Mise à dispo et de personnels 5/6 postes
	Nouveau projet (anciennement je me bouge dans mon quartier) Taux surpoids et obèse 30% des enfants dans les quartiers populaires (23% taux moyen ville)	***Joue pour ta santé***	Action de prévention Lutte contre le surpoids et l'obésité	Bâtir un programme visant à l'acquisition précoce des enjeux « manger bouger ». Les activités seront construites avec les enfants/parents/écoles : 2021 un hackathon pour designer les actions. Interventions 10 écoles en 2022 écoles sélectionnées par le service santé, santé scolaire de manière ludique et interactive (non injonctive)	3 -18 ans	Mise à disposition de personnel – 1 personne Information et communication : façon innovante et co-construite avec les habitants de diffuser des messages de prévention dans une optique de sensibilisation et de mise en œuvre ludique au sein du cercle familial

ENGAGEMENT #2. AFFIRMER SA VOLONTÉ DE LUTTER CONTRE L'EXCLUSION, CONTRE TOUTE FORME DE DISCRIMINATION ET AGIR EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ
Résultats attendus au terme du mandat

Recommandations choisies	Niveau de départ	Actions envisagées	Objectifs visés	Échéances intermédiaires et envisagées	Publics cibles	Moyens dédiés
Assurer un accès aux services publics pour tous les enfants y compris les plus défavorisés	Tarification solidaire ou gratuité pour : les accueils de la petite enfance, les accueils et services périscolaires, les établissements culturels musées et médiathèque la pratique sportive piscine et patinoire Transports payants	***Maintien des tarifications au QF ou gratuité*** **+** ***Gratuité des transports pour les moins de 18 ans***	Réduire les inégalité sociales et inégalités d'accès des enfants et jeunes aux services municipaux et aux loisirs, à la culture, aux sports, à la scolarité et à l'autonomie des jeunes Droit à la mobilité, facteur d'inclusion sociale	Délibération en février 2021 Effectivité septembre 2021	Tous les moins de 18 ans, ce qui représente 25% des abonnés	
	Culture 5 Classes à horaires aménagés, DEMOS 1	Carte Atout voir : gratuité pour les enfants de CM2 (tarif préférentiels vers lieux culturels non municipaux) Soutien pour l'implantation de ***nouvelles classes à horaires aménagés ou orchestre à l'école, résidence d'artistes*** dans les écoles **DEMOS 2** **Cursus post DEMOS**	Faciliter l'accès aux lieux culturels Développer les dispositifs d'éducation artistiques : 3 classes d'orchestre à l'école, 1 classe maitrisienne (CHAM vocale) Dispositif d'éducation musicale doublé d'un fort accompagnement social Poursuite de la pratique des CM2 partant au collège	Mise en œuvre 2021 Rentrée 2021 Rentée 2022 Rentrée 2021 : 60 enfants de CE1 et montée en puissance pour inclure 150 enfants à la rentrée 2024 Rentrée 2021 pour 3 années scolaires Rentrée 2021 pour 4 années scolaires	3 600 enfants Ecoles des quartiers REP/QPV Ecole public prioritaire 120 enfants de CE2 pour 3 ans d'écoles en QPV Environ 80 collégiens seront concernés répartis dans 4 collèges	Multi financeurs, non chiffrés part ville Entre 30 000 et 50 000 euros selon les années Budget Ville 200 000 /an Budget Ville 100 000 /an
	Actions pour les 3-6 ans = 10% des prises en charge à ce jour	Développement du ***projet de réussite éducative*** PRE	Doubler le nombre de prise en charge pour les 3-6 ans et leur famille Renforcement du dispositif dans les cités éducatives	100 enfants supplémentaires		Budget (20 000 euros) 1 poste PRE

	Sports	Soutenir par les subventions de fonctionnement ou des conventions d'objectifs les clubs favorisant l'augmentation de la ***pratique chez les adolescentes*** Aide pour l'accès aux licences et développement de l'offres sportives pour les filles Promouvoir et soutenir une équipe féminine de haut-niveau	Développement du sport féminin en lien avec la mission Droits de femme et égalité de genre			*Les éléments chiffrés ne sont pas disponibles à ce jour*
Recommandations choisies	**Niveau de départ**	**Actions envisagées**	**Objectifs visés**	**Échéances intermédiaires et envisagées**	**Publics cibles**	**Moyens dédiés**
Assurer un accès aux services publics pour tous les enfants y compris les plus défavorisés	Aide à la licence dans les Quartier Prioritaire de la Ville	Sport citoyen / ***Label club citoyen*** Ouverture des bourse d'aide aux licences sous condition de QF (inf 720) dans QPV et hors QPV		Extension Hors QPV de l'aide aux licences pour les 60 clubs labellisés (sensibilisation valeurs de la République)	10 000 enfants supplémentaires Aide de 100 € par licence	80 000 € suppl en 2021 / 243 000 au total Communication aux familles : permanence 1 fois par semaines en été et à la rentrée scolaire dans des gymnases
	60 enfants Trois territoire REP-REP+ Un lieu accueillant les classes transplantées	***Mercredis actifs***	Développer la pratique sportive dans les quartiers prioritaires Classes transplantées	8 – 12 ans : développement des plaines sportifs et augmentation non chiffrée à ce jour. Augmenter le nombre de lieux d'accueil de classes transplantée : objectif 2 nouveaux lieux.		*Les éléments chiffrés ne sont pas disponibles à ce jour*
	4 écoles	Strasbourg « Terre de jeux » 2024 ***Ecole génération 2024***	Déploiement de la labellisation « génération 2024 »	Actions en partenariat avec l'Éducation nationale Soutien de la Ville : animations lors de la semaine olympique, venue d'athlètes locaux de haut-niveau et sensibilisation handisports		2024 : parcours avec l'EN Actions en régie

ENGAGEMENT #3. PERMETTRE ET PROPOSER UN PARCOURS ÉDUCATIF DE QUALITÉ À TOUS LES ENFANTS ET JEUNES DE SON TERRITOIRE
Résultats attendus au terme du mandat

Recommandations choisies	Niveau de départ	Actions envisagées	Objectifs visés	Échéances intermédiaires et envisagées	Publics cibles	Moyens dédiés
Décloisonner l'éducation pour garantir un parcours éducatif cohérent aux enfants et aux jeunes des territoires	Politique de la Ville	***Cités éducatives*** Trois axes : L'acquisition d'une culture numérique et l'accompagnement des familles Accompagnement personnalisé au service de la construction des parcours scolaire et insertion professionnelle. Le renforcement de l'éducation à la santé et à la citoyenneté (dont un programme d'éducation à l'égalité fille-garçon).	Volet renforcé du contrat de Ville Intensifier les prises en charges éducatives des enfants à partir de leur naissance et des jeunes jusqu'à 25 ans, avant, pendant, autour et après le cadre scolaire. Une coordination étroite des acteurs éducatifs pour contrer les logiques de ségrégation et de décrochage dans les quartiers mixité sociale limitée.	1er année du dispositif 2021-22 Définition d'un programme d'actions multi partenaires dans les 3 domaines : acquisition matériel informatique, renforcement action PRE, FLE parents, développement du sport scolaire chez les ados, DEMOS, orchestre à l'école Recrutement d'un coordonnateur printemps 2021 rattaché à la direction de l'éducation (pilotage, mise en œuvre du plan d'action triennal et évaluation avec l'observatoire régional d'intégration de la ville) Recrutement de 30 ATSEM (une atsem par classe) en 2021 Création d'une cité éducative à Hautepierre dossier en cours de rédaction au printemps 2021	Enfants et jeunes des quartier Meinau-Neuhof, Elsau	1 poste de coordonnateur financement Ville 50% du poste (soit 30 000 €) Part de cofinancement des actions par la ville 500 000 € Recrutement 30 Atsem (CF ci-dessus programme sport, culture, végétalisation cours d'école et PRE pour les écoles relevant des cités éducatives)
	Plan mercredi – PEDT 2019-2022	Renouvellement du ***plan mercredi – PEDT***	Renforcer les capacités de coopération de la communauté éducative Renforcer le bien vivre ensemble et le développement de la citoyenneté active Construire des parcours éducatifs cohérents et accessibles à tous	Accompagnement des partenaires CSC- pôles jeunesse et associations organisatrices d'ACEM vers une charte qualité portant sur : La prise en compte participation des jeunes, Une tarification plus équitable Des structures porteuses d'éducation à l'environnement Développer les actions de rues et animations pour les jeunes	Enfants et jeunes	Service jeunesse Service éducatif et périscolaire
		Création d'un ***observatoire local des politiques éducatives***	Éclairer les dynamiques sociales sur le territoire dans le domaine de l'éducation, en capitalisant l'ensemble des travaux produits en terme de diagnostic, d'évaluation ou d'observation sociale, par les institutions et en proposant des enquêtes et des sujets d'études. L'objectif est d'analyser l'efficience et l'impact des actions publiques et d'offrir une dimension prospective aux élus	2021 : instauration du comité 2022 – 2026 : sujets d'études à déterminer précisément autour des enjeux suivants : la question des inégalités, de la mixité et de l'égalité de genre, du plurilinguisme, des parcours éducatifs et des loisirs	Enfants et jeunes	CDD 3 ans Budget global de fonctionnement : 60 0000/an sur 3 ans
	Différents dispositifs auxquels la ville contribution : GIP ACMISA, ateliers éducatifs, projets artistiques notamment dans les QPV	Vers un ***100 % EAC*** dans le cadre d'un contrat de territoire avec la DRAC		Démarche à venir pour une meilleure articulation des dispositifs et des projets afin de mailler le territoire.		Les directions de l'éducation et de la culture 2021 - 2022 : 50 000 € Par année scolaire

ENGAGEMENT #4. DÉVELOPPER, PROMOUVOIR, VALORISER ET PRENDRE EN CONSIDÉRATION LA PARTICIPATION ET L'ENGAGEMENT DE CHAQUE ENFANT ET JEUNE

Résultats attendus au terme du mandat

Recommandations choisies	Niveau de départ	Actions envisagées	Objectifs visés	Échéances intermédiaires et envisagées	Publics cibles	Moyens dédiés
Faire vivre des espaces formels et informels de consultation et d'expression pour tous les enfants et jeunes pour les associer aux projets de ville	Le conseil des jeunes 162 Conseiller.ère.s jeunes élu.e.s dans 129 classes de 5e et 4e en octobre 2019) Démarche d'éducation à la citoyenneté initiée par la Ville de Strasbourg en lien avec les services de l'Éducation Nationale se concrétisant notamment par l'élection des délégués de classe et le renouvellement du Conseil des jeunes dans les collèges strasbourgeois Bourse aux projets Jeunes Talents 80 000 €		Une refonte du fonctionnement du CJ est en cours de réflexion. Les éléments seront portés à connaissance ultérieurement			2 postes en suivi animation
Oui cf doc transmis	Conseils des enfants Quartier de la Meinau et Elsau		Une refonte du fonctionnement des conseils est en cours de réflexion. Les éléments seront portés à connaissance ultérieurement			
	60 jeunes en service civique chaque année, pour une durée de 6 mois	Recrutement et accompagnement de jeunes en services civiques	Insertion professionnelle	6 mois à l'appui des services et des missions plus courte en lien avec Unies Cités 100 jeunes accueillis à terme		Encadrement par les services ½ poste dédié une participation financière (150 € / SC)

ENGAGEMENT #5. NOUER UN PARTENARIAT AVEC UNICEF FRANCE POUR CONTRIBUER À SA MISSION DE VEILLE, DE SENSIBILISATION ET DE RESPECT DES DROITS DE L'ENFANT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

2 Se **Résultats attendus au terme du mandat**

Recommandations choisies	Niveau de départ	Actions envisagées	Objectifs visés	Échéances intermédiaires et envisagées	Publics cibles	Moyens dédiés
Élaborer une vision commune et partagée de la place de l'enfant dans la Ville		Participer à la Consultation nationale des 6/18 ans		2022-2023	Une partie du public scolaire et jeunes	Equipe périscolaire Conseil des jeunes Services civiques Bénévoles Unicef
	Une action en 2016 (street art)	UNDIDAY		Mai 2022 – actions à préciser en fonction du thème choisi par l'UNICEF	Accueil de loisirs municipaux	A préciser
	Organisation d'une conférence annuelle au 20 novembre pour les professionnels ou grand public	CIDE		Conférence Interventions de plaidoyers dans les écoles	6 – 11 ans	Budget en fonction du projet (conférence, film,) et des intervenants

CONSEIL MUNICIPAL DU 21 MARS 2022 - Point n°52

Adoption du plan d'action municipal 2020-2026 pour l'enfance et la jeunesse dans le cadre de la convention "Ville Amie des enfants" conclue entre l'Unicef et la Ville.

Pour

59

AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, JAKUBOWICZ Pierre, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia

Contre

0

Abstention

0

53

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Déminéralisation/végétalisation des cours d'école et d'établissements d'accueil du jeune enfant : conclusion d'accords-cadres avec marchés subséquents ou avec émissions de bons de commandes.

Numéro V-2022-297

Pour assurer la résilience de Strasbourg face au changement climatique, dans un contexte d'état d'urgence climatique, la Ville de Strasbourg s'est engagée dans un plan massif de déminéralisation et de renforcement de la place de la nature en ville à travers les ambitions du Plan Canopée.

Les cours d'école représentent des surfaces importantes, minéralisées et imperméabilisées, souvent pour des raisons fonctionnelles et de facilité d'entretien. Les déminéraliser et les végétaliser peut, d'une part, contribuer à lutter substantiellement contre le réchauffement climatique et, d'autre part, permettre de repenser leur fonction éducative. Le plan de déminéralisation/ végétalisation a été approuvé par la délibération « Réaménager les cours d'établissements scolaires et de la petite enfance pour lutter contre les changements climatiques, pour réinventer les usages et favoriser l'égalité filles-garçons » du 16 novembre 2020.

Ce plan constitue une des fiches-actions du Plan Climat de la Ville de Strasbourg, qui s'inscrit en complémentarité des orientations du Plan Climat Air Énergie Territorial de l'Eurométropole (PCAET).
Après des interventions de déminéralisation expérimentales au sein de trois premières écoles (Fischart, Rhin et Branly) dès l'automne 2020, des actions ont été et seront programmées sur les autres cours de la ville de Strasbourg.

Ainsi, en 2021, et au terme d'un processus de concertation avec les acteurs de la communauté éducative et avec le soutien de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, ont été reconfigurées :

- pour la rentrée scolaire, deux cours d'établissements d'accueil du jeune enfant (jardin d'enfants et halte-garderie rue Fritz et la maison de la petite enfance Koenigshoffen) et sept cours d'école (Académie maternelle, Schoepflin, Musau maternelle et extension élémentaire, Albert Le Grand élémentaire, Catherine maternelle et élémentaire) ;
- deux cours, dans le cadre de la rénovation des écoles Doré maternelle et Schluthfeld maternelle.

En terme d'organisation, les délais entre les phases de concertation et de travaux ayant été globalement courts, ces opérations ont toutes été conçues en maitrise d'œuvre interne et les travaux réalisés via un marché à bons de commandes dédiés.

À partir de 2022, afin d'accompagner la dynamique engagée et pour permettre l'adéquation entre les réalisations et les attentes des équipes éducatives et des enfants et familles, les opérations suivront un processus donnant une part plus importante à la concertation et à l'accompagnement de l'évolution des usages (mode d'utilisation pédagogique des nouveaux équipements et matériaux, entretien, …).

Ainsi, pour le programme 2022, les démarches de concertation ont démarré dès début janvier afin de réaliser des travaux à l'automne au sein des cours d'école ou Établissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) suivants : Sainte Madeleine (maternelle), Oberlin (maternelle), Schumann (maternelle), Canardière (élémentaire), Niederau (maternelle et élémentaire), Wurtz (maternelle), EAJE Elsau, EAJE Indre.

À partir de l'année 2023, il s'agira d'intensifier nos interventions avec un objectif de traitement de 15 à 18 cours par an, tout en maintenant un niveau de concertation et de qualité d'aménagement très élevé.

Au regard du volume conséquent de nos projets, il convient donc de faire preuve d'agilité et de souplesse en nous dotant d'outils efficients dans un cadre adapté à nos besoins. Pour ce faire, il est souhaitable de mettre en place des marchés sous la forme d'accords-cadres pour les études et les travaux.

Ainsi, le recours au marché d'accord-cadre à marchés subséquents pour les études de maitrise d'œuvre permettra de gagner en réactivité, tout en prenant en compte les spécificités de chaque groupe scolaire.
Ce marché devra permettre d'une part un enchaînement optimisé de la concertation, des études et des travaux et d'autres parts d'appréhender précisément et par anticipation les coûts des projets et permettre de répartir les travaux entre les différents attributaires.

La mise en œuvre de ces marchés est soumise au Code de la Commande Publique. Conformément à l'article R.2162-2 de celui-ci les consultations seront effectuées sous forme d'accords-cadres soit avec passation de marchés subséquents pour les missions d'études, soit avec émissions de bons de commandes pour les travaux. La durée de ces accords-cadres sera de 4 ans maximum (durée initiale d'un an, reconductible tacitement trois fois). Ces marchés seront passés conformément aux orientations du Schéma de Promotion des Achats Publics Socialement et Ecologiquement Responsables, notamment en intégrant des clauses sociales lorsque cela est possible et en des critères environnementaux dans l'analyse des offres.

Ces consultations seront passées en cumulant les montants maxima sur la durée totale du marché, soit en procédure adaptée.

Objet de la consultation	*Montant minimum en € HT / an*	*Montant maximum en € HT / an*
Accord-cadre multi-attributaires avec passation de marchés subséquents Pour les missions de maitrise d'œuvre pour la déminéralisation / végétalisation des groupes scolaires et des établissements d'accueil du jeune enfant.	100 000 €	500 000 €
Accord-cadre avec émission de bons de commandes Pour les travaux de déminéralisation / végétalisation de groupes scolaires et des établissements d'accueil du jeune enfant Lot 1 : Secteur Sud soit groupes scolaires situés dans les quartiers de Neudorf-Musau, Port-du-Rhin, Meinau, Neuhof-Nord et Neuhof-Sud	300 000 €	1 500 000 €
Accord-cadre avec émission de bons de commandes Pour les travaux de déminéralisation / végétalisation de groupes scolaires et des établissements d'accueil du jeune enfant Lot 2 : Secteur Centre/Nord soit les écoles situées dans les quartiers Gare, Grande-Ile, Tribunal-Contades, Bourse-Krutenau, Orangerie-Conseil des XV, Esplanade, Robertsau-Wacken, et Robertsau-Cité de l'Ill	300 000 €	1 500 000 €
Accord-cadre avec émission de bons de commandes Pour les travaux de déminéralisation / végétalisation de groupes scolaires et des établissements d'accueil du jeune enfant Lot 3 : Secteur Ouest soit les groupes scolaires situés dans les quartier, Cronenbourg Nord, Cronenbourg Sud, Hautepierre, Poteries-Hohberg, Koenigshoffen, Montagne-Verte et Elsau	300 000 €	1 500 000 €

La conclusion et la signature de ces accords-cadres sont conditionnées par le vote des crédits correspondants.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

Sous réserve de disponibilité des crédits, la conclusion des accords-cadres avec passation de marchés subséquents ou avec émissions de bons de commandes énumérés ci-dessous, pour l'exécution de travaux et prestations de services, éventuellement reconductibles pour la Direction des Espaces Publics et Naturels :

- **<u>Déminéralisation/végétalisation des cours d'école et d'établissements d'accueil du jeune enfant</u>**

Objet de la consultation	***Montant minimum en € HT / an***	***Montant maximum en € HT / an***
Accord cadre multi-attributaires avec passation de marchés subséquents *pour les missions de maitrise d'œuvre pour la déminéralisation / végétalisation des groupes scolaires et des établissements d'accueil du jeune enfant*	*100 000 €*	*500 000 €*
Accord-cadre avec émission de bons de commandes *Pour les travaux de déminéralisation / végétalisation de groupes scolaires des établissements d'accueil du jeune enfant* *Lot 1 : Secteur Sud soit groupes scolaires situés dans les quartiers de Neudorf-Musau, Port-du-Rhin, Meinau, Neuhof- Nord et Neuhof- Sud*	*300 000 €*	*1 500 00 €*
Accord-cadre avec émission de bons de commandes *Pour les travaux de déminéralisation / végétalisation de groupes scolaires des établissements d'accueil du jeune enfant* *Lot 2 : Secteur Centre/Nord soit les écoles situées dans les quartiers Gare, Grande-Ile, Tribunal-Contades, Bourse-Krutenau, Orangerie-Conseil des XV, Esplanade, Robertsau-Wacken et Robertsau-Cité de l'Ill*	*300 000 €*	*1 500 000 €*
Accord-cadre avec émission de bons de commandes	*300 000 €*	*1 500 000 €*

Pour les travaux de déminéralisation / végétalisation de groupes scolaires des établissements d'accueil du jeune enfant *Lot 3 : Secteur Ouest: Groupes scolaires situés dans les quartier, Cronenbourg Nord, Cronenbourg Sud, Hautepierre, Poteries-Hohberg, Koenigshoffen, Montagne Verte et Elsau*		

décide

- d*'imputer les dépenses sur les crédits d'investissement et de fonctionnement du budget principal de la Ville de Strasbourg,*

autorise

Madame la Maire ou son-sa représentant-e :

- *à lancer les consultations, à prendre toutes les décisions y relatives,*

- *à signer les accords-cadres avec émissions de bons de commandes en résultant, ainsi que les avenants et tous autres documents relatifs aux marchés en phase d'exécution,*

- *à signer les accords-cadres avec marchés subséquents en résultant, ainsi que les avenants et tous autres documents relatifs aux marchés en phase d'exécution.*

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144847-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 21 MARS 2022 - Point n°53

Déminéralisation/végétalisation des cours d'école et d'établissements d'accueil du jeune enfant : conclusion d'accords-cadres avec marchés subséquents ou avec émissions de bons de commandes.

Pour **63**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre **0**	
Abstention **0**	

54

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Démarche d'ajustement de la sectorisation scolaire sur le territoire strasbourgeois. Premières mesures pour la rentrée scolaire 2022.

Numéro V-2022-213

La ville de Strasbourg place l'équité territoriale au cœur de sa politique éducative et veille à ce que chaque enfant bénéficie d'un accueil de qualité dans une école qui lui garantisse un cadre de vie sain et durable.

La sectorisation scolaire permettant de répartir les élèves dans les différentes écoles strasbourgeoises et relevant de décisions du Conseil municipal est ainsi un levier qui a pour objectifs :

- d'offrir aux parents l'accès à une école publique de proximité et de faciliter leurs cheminements ; à cet égard, toutes les propositions exposées ci-dessous ont été examinées en tenant compte des distances et du temps de déplacement des familles ;
- de proposer les meilleures conditions de fonctionnement possibles aux écoles par une répartition des effectifs en rapport avec leurs capacités d'accueil respectives ;
- de promouvoir la diversité et la mixité des publics d'enfants accueillis.

La population scolaire des écoles connaît régulièrement des variations liées à l'évolution urbanistique et sociologique des quartiers et la démarche de sectorisation qui s'engage par cette délibération se poursuivra tout au long du mandat afin d'adapter au mieux l'école à la ville.

Ainsi, la présente délibération propose de corriger des déséquilibres qui se sont révélés dans quelques écoles par un ajustement de la sectorisation scolaire dans plusieurs quartiers, dès la rentrée 2022.

Par ailleurs, au fur et à mesure de la mise en service des nouveaux équipements scolaires programmés, la sectorisation des écoles fera l'objet de redéfinitions ultérieures. De nouvelles délibérations seront alors proposées au Conseil municipal.

En lien avec les directions de territoires concernées, les propositions exposées ci-dessous ont été concertées avec :

- les élu.e.s référents de quartiers et les élu.e.s siégeant en conseil d'école,

- les partenaires de l'Education Nationale (directions d'école et inspecteurs.trices de circonscription),
- les parents d'élèves élus aux conseils des écoles concernées.

Les propositions exposées ci-dessous ont été concertées en plusieurs étapes, tout d'abord avec les élu.e.s référents de quartier et les directions de territoire, en lien avec l'élue thématique, puis, en parallèle, avec les partenaires de l'Education nationale (DASEN Adjoint, les inspecteurs.trices de circonscription et les directions d'école) et enfin, avec les parents d'élèves élus aux conseils des écoles concernées et les élu.e.s siégeant dans ces conseils d'école.

1. Quartier du Neuhof (plan Annexe 1)

Implantée dans le sud du quartier, l'école primaire Neuhof, qui comporte 13 classes maternelles et élémentaires, connaît depuis plusieurs années des effectifs chargés, particulièrement dans les niveaux élémentaires. L'école ne dispose pas dans l'immédiat de locaux de réserve qui permettraient une ouverture de classe.

Son périmètre de recrutement est concerné par plusieurs projets immobiliers en cours de réalisation ou prévus d'ici 2025 (environ 300 logements) dont une petite centaine est livrable durant l'année scolaire 2022/2023.

A une moindre échelle, la problématique est identique pour la petite école maternelle Neuhof B, composée de 2 classes. Ces écoles doivent par ailleurs intégrer les directives nationales de plafonnement de certains niveaux de classes à 24 élèves.

En revanche, les écoles maternelle et élémentaires du groupe scolaire Reuss disposent de capacités d'accueil plus conséquentes et sont peu impactées par des futurs projets immobiliers.

Dans ce contexte, un petit redécoupage des secteurs scolaires est proposé au départ des écoles maternelle Neuhof B et primaire Neuhof vers les écoles maternelle et élémentaires Reuss.

Il concerne le transfert d'un îlot situé à proximité immédiate des écoles Reuss, composé d'habitat privatif existant et de 35 futurs logements, dont la construction est prévue rue Paul Bourson.

Cette opération devrait permettre d'alléger la pression qui pèse sur les effectifs des écoles du Neuhof et apporter une plus grande mixité dans le public des élèves qui fréquentent les écoles Reuss dans l'attente d'un redécoupage plus conséquent de la sectorisation du sud du quartier du Neuhof lié à la construction d'un nouveau groupe scolaire sur le site du Jésuitenfeld susceptible de répondre aux besoins du quartier élargi pour la rentrée 2027.

2. Quartier de Cronenbourg - Hautepierre (plan Annexe 2)

Les écoles maternelle et élémentaire Gustave Doré situées à Cronenbourg et composées respectivement de 10 et 17 classes, ont des effectifs très chargés et doivent intégrer les directives nationales de plafonnement de certains niveaux de classes à 24 élèves. Dans ce contexte, leurs conditions de fonctionnement risquent d'être contraintes à la rentrée 2022, notamment dans le niveau élémentaire.

A l'inverse, dans les écoles voisines Rosa Parks et Catherine situées à Hautepierre, les effectifs sont en baisse régulière et génèrent des fermetures de classes répétées depuis deux années, notamment à l'école maternelle Rosa Parks.

Dans ce contexte, un petit redécoupage des secteurs scolaires est proposé au départ des écoles maternelle et élémentaire Gustave Doré vers les écoles maternelles et élémentaires Rosa Parks et Catherine.
Il concerne le transfert de deux îlots d'habitation composés essentiellement d'habitat privatif et situés au sud de la Route d'Oberhausbergen, à proximité des écoles précitées.

Cette opération devrait permettre d'alléger la pression qui pèse sur les effectifs des écoles Gustave Doré et apporter une plus grande mixité dans le public des élèves qui fréquentent les écoles Rosa Parks et Catherine.

3. Quartier de l'Elsau (plan Annexe 3)

Le quartier comporte deux groupes scolaires dont les périmètres scolaires sont concernés par des projets de démolitions - reconstructions de logements, prévues pour l'essentiel dans le cadre du projet de renouvellement urbain. Les opérations qui s'étalent jusqu'en 2030 concernent, à terme, la démolition de 412 logements et la construction de 402 logements.

La ventilation de ces opérations de démolitions - reconstructions est inégalement répartie entre les secteurs des deux groupes scolaires.
En effet le secteur de recrutement des écoles Léonard de Vinci devrait s'étoffer au global de 142 logements tandis que celui des écoles Martin Schongauer aurait un solde négatif de 152 logements.

À ce jour, des fermetures de classes ont déjà commencé à impacter l'effectif de ces écoles, concurremment aux départs des habitants d'immeubles voués prochainement à la démolition.

Aussi, afin de rétablir un équilibre des effectifs entre les deux groupes scolaires, il est proposé de détacher l'îlot Rembrandt - qui représente 212 logements - des secteurs des écoles Léonard De Vinci et de le transférer aux écoles Martin Schongauer.

4. Quartier Centre Gare Tribunal-Contades (plan Annexe 4)

L'école primaire Schoepflin, composée de 6 classes maternelles et 10 classes élémentaires, est concernée par une baisse des effectifs, notamment dans la filière monolingue, et connaît à ce titre des fermetures de classes répétées depuis deux années.

A l'inverse, les écoles voisines du groupe scolaire Saint Jean fonctionnent avec un nombre élevé de classes (10 classes maternelles et 18 classes élémentaires), dans des conditions très contraintes au plan des locaux.

Elles accueillent par ailleurs un public d'enfants très mixte, composé pour partie d'enfants allophones et/ou issus de familles en grande précarité ; à ce titre, les équipes nécessiteraient également de pouvoir disposer davantage de locaux pour assurer un accompagnement différencié des élèves.

Dans ce contexte, un rééquilibrage des effectifs est proposé en limite des secteurs scolaires, par le transfert d'un îlot d'habitat du quartier gare.

Modalités d'application de la nouvelle sectorisation à la rentrée de septembre 2022 :

Il est proposé que ces ajustements de sectorisation ne s'appliquent qu'aux nouvelles inscriptions d'enfants à l'école maternelle ou élémentaire et à ceux venant à emménager dans les zones visées par un transfert.

Dans tous les cas, les élèves déjà présents dans ces zones transférées seront tenus de terminer le cursus scolaire maternel ou élémentaire en cours dans l'école dans laquelle ils sont actuellement inscrits.

Les demandes particulières (regroupements de fratries, changements en cours de cursus en maternelle ou en élémentaire) feront l'objet d'un examen dans le cadre d'un groupe de travail spécifique avec les directions d'écoles et seront étudiées au regard des effectifs des écoles.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré,
décide

- ***quartier du NEUHOF***

- *Le transfert des rues suivantes, au départ des secteurs des écoles maternelle Neuhof B et élémentaire Neuhof, vers les secteurs des écoles maternelle et élémentaire Reuss:*
    - *RUE CARRE DE MALBERG, numéros pairs du 14 au 48*
    - *RUE DES SPORTS, côtés pair et impair*
    - *RUE RIEHL, côtés pair et impair*
    - *RUE DE LA KLEBSAU, des numéros pairs 34 au 38 et impairs 35 au 51*
    - *RUE DU REITENFELD, des numéros impairs du 1 au 9 et pairs du 2 au 12*

- *RUE ALPHONSE ADAM, des numéros impairs 11 à la fin et pairs 12 à la fin*
- *AVENUE DU NEUHOF numéro 167*

- *Le transfert, au départ des secteurs de maternelle et élémentaire de l'école primaire du Neuhof, vers les secteurs des écoles maternelle et élémentaire Reuss du :*
  - *CHEM DU SCHULZENFELD, des numéros impairs du 51 au 71*

- ***quartiers de Cronenbourg – Hautepierre***

- *Le transfert des rues suivantes, au départ des secteurs des écoles maternelle et élémentaire Gustave Doré, vers les secteurs des écoles maternelle et élémentaire Catherine:*
  - *RTE D'OBERHAUSBERGEN, des numéros impairs du 143 au 201*
  - *RUE PAUL CLAUDEL, côtés pair et impair*
  - *RUE LA BRUYERE, côtés pair et impair*
  - *AVE MOLIERE, numéro 20*

- *Le transfert des rues suivantes, au départ des secteurs des écoles maternelle et élémentaire Gustave Doré, vers les secteurs des écoles maternelle et élémentaire Rosa Parks:*
  - *RTE D'OBERHAUSBERGEN, des numéros impairs du 205 à la fin*
  - *RUE BOILEAU, côtés pair et impair*
  - *RUE MARIVAUX, côtés pair et impair*
  - *AVE MOLIERE, numéros pairs 78 et 80*

- ***quartier de l'Elsau***

- *Le transfert, au départ des secteurs des écoles maternelle et élémentaire Léonard de Vinci, vers les secteurs des écoles maternelle et élémentaire Martin Schongauer, de la :*
  - *RUE REMBRANDT, des numéros pairs du 2 au 18*

- ***quartiers Centre, Gare, Tribunal - Contades***
  - *Le transfert des rues suivantes, au départ des secteurs des écoles maternelle et élémentaire Saint Jean, vers les secteurs maternelle et élémentaire de l'école primaire Schoepflin:*
    - *QUAI SAINT- JEAN, numéros pairs et impairs*
    - *QUAI DESAIX, numéros pairs et impairs*
    - *QUAI DE PARIS, numéros pairs et impairs*
    - *RUE DU VIEUX MARCHE AUX VINS, côté impair*
    - *RUE DU NOYER, côté pair*
    - *RUE DU MARCHE, côtés pair et impair*
    - *IMP DU JARDIN AUX ROSES, côtés pair et impair*
    - *RUE DU MARAIS VERT, des numéros impairs du 1 au 13*
    - *RUE DE PÂQUES, côtés pair et impair*
    - *RUE DU FAUBOURG DE SAVERNE, des numéros impairs du 2 au 18 et impairs du 1 au 11*

- *RUE KUHN, côtés pair et impair*
- *RUE THIERGARTEN, des numéros impairs du 2 au 18 et impairs du 1 au 13*
- *RUE KAGENECK, des numéros impairs du 2 au 10 et impairs du 1 au 19*
- *PCE DE LA GARE, numéros pairs 10 et 12*

autorise

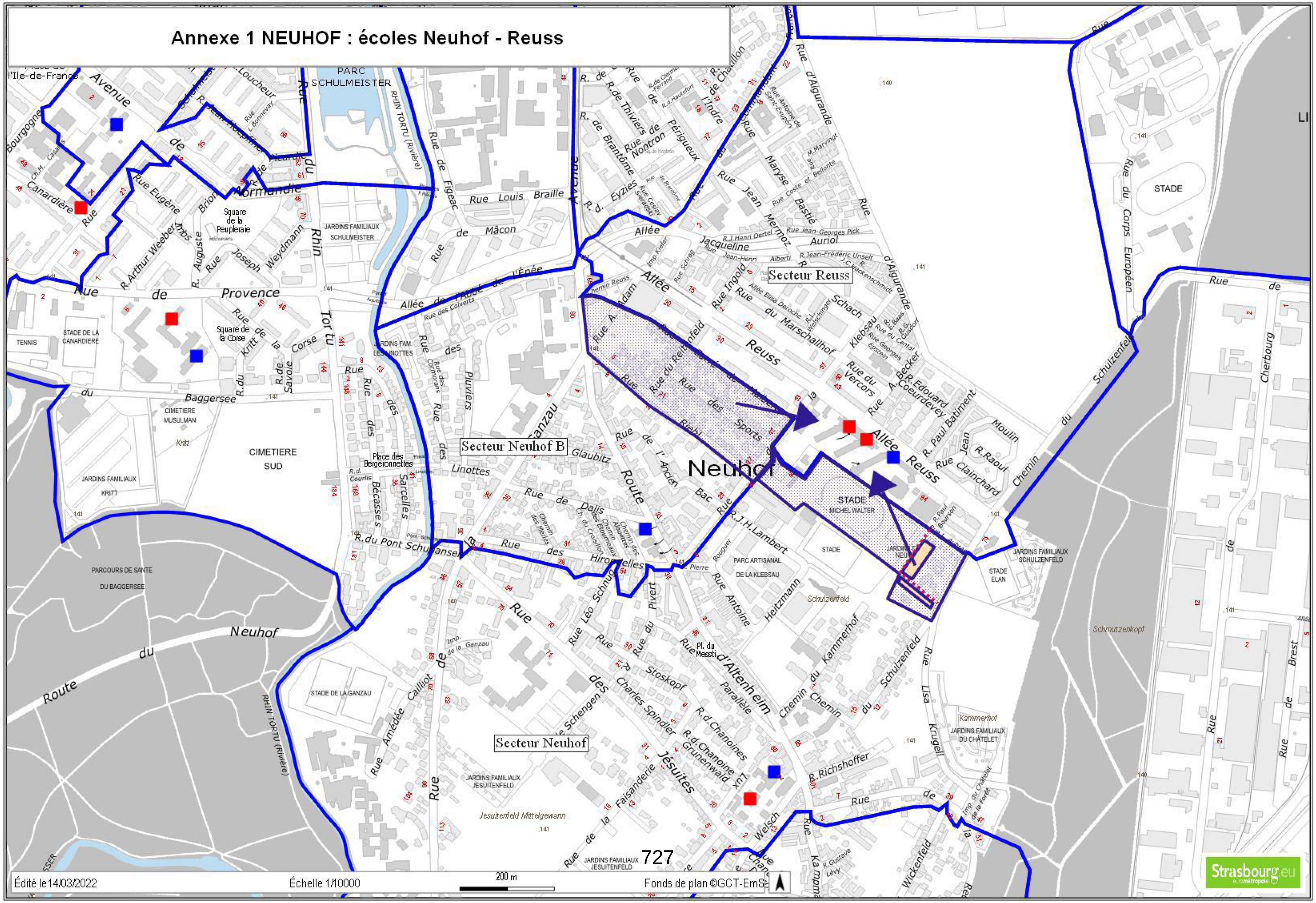
Le Maire ou son représentant à signer tous actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

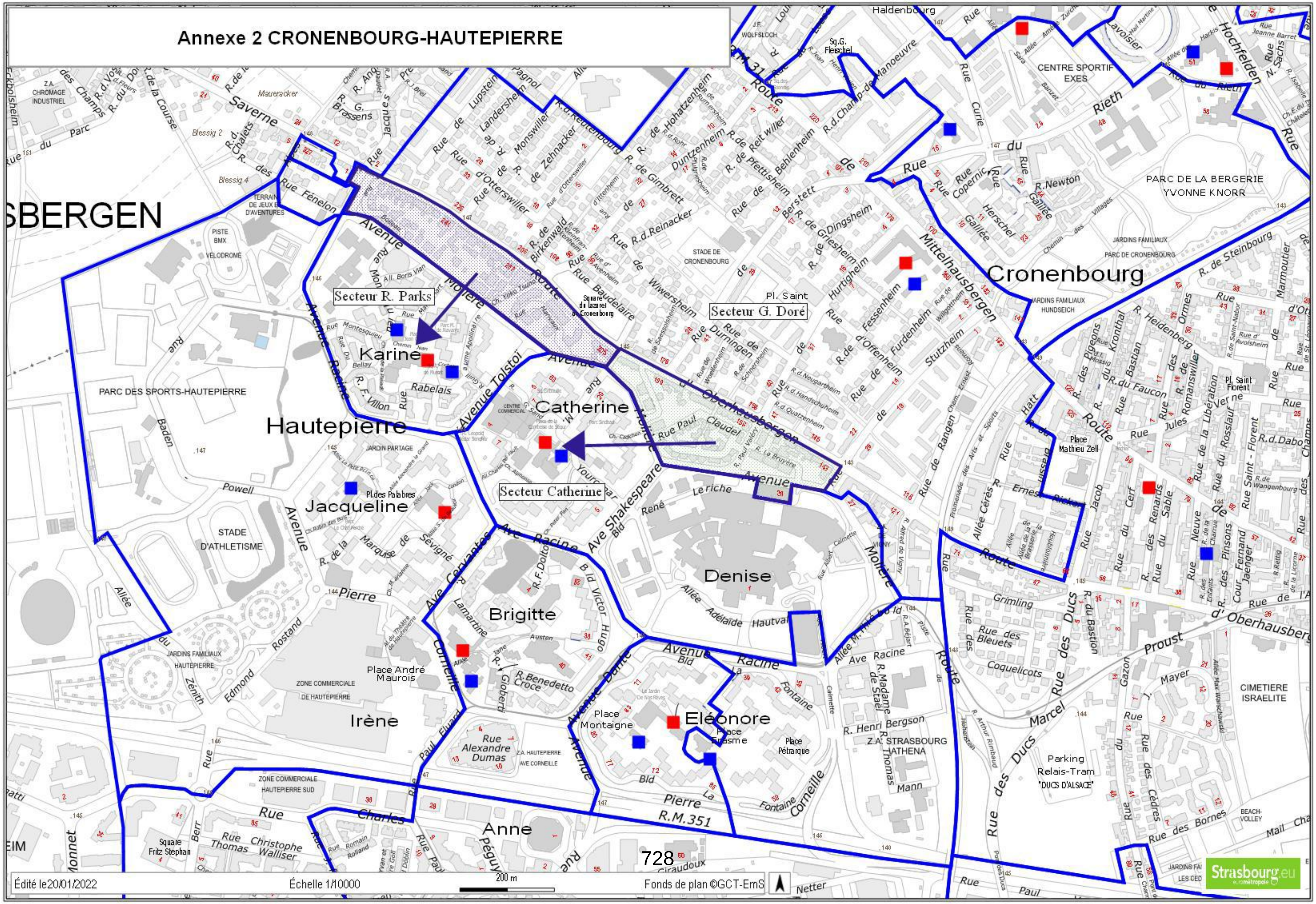
Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144414-DE-1-1)

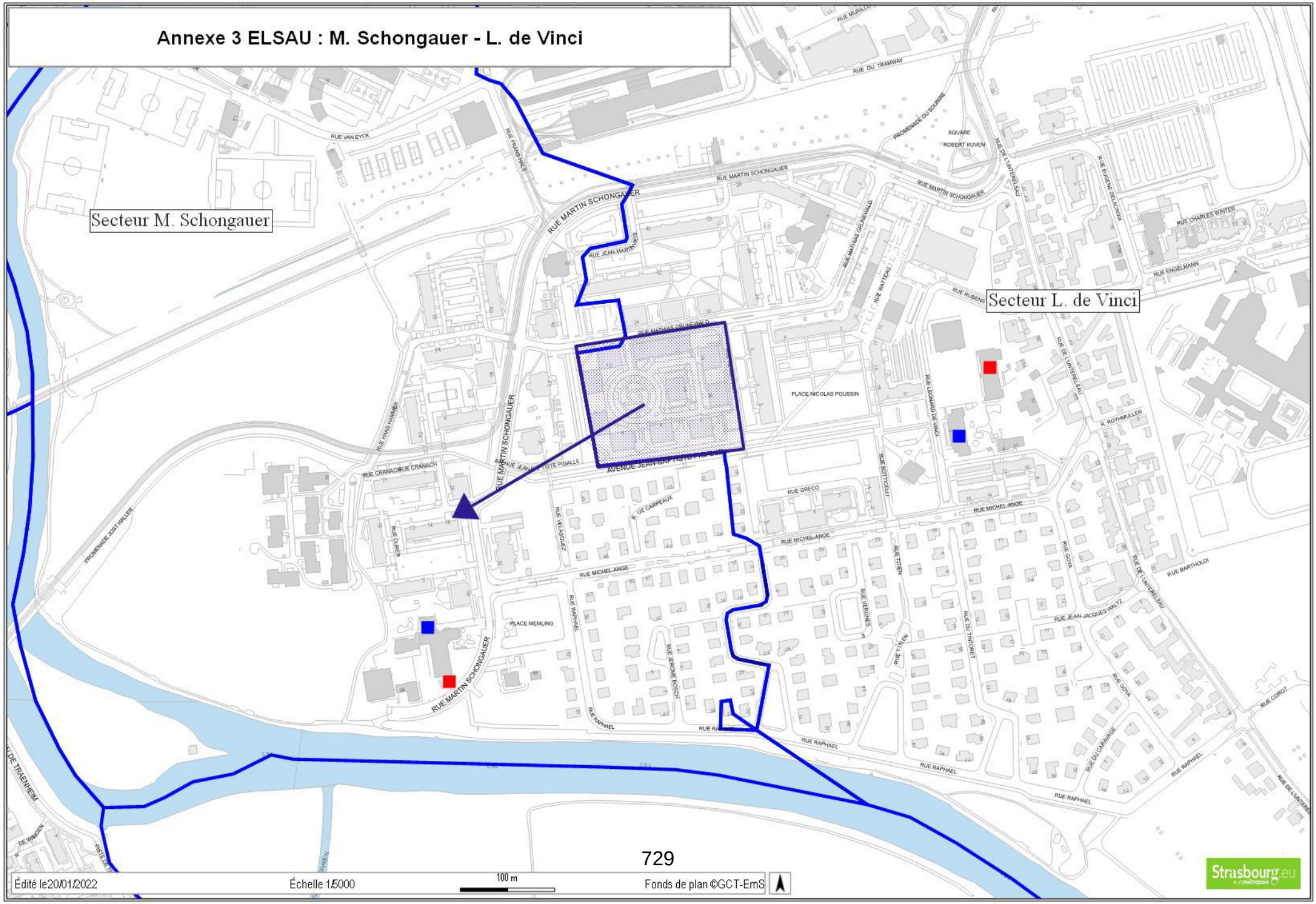
et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Annexe 1 NEUHOF : écoles Neuhof - Reuss

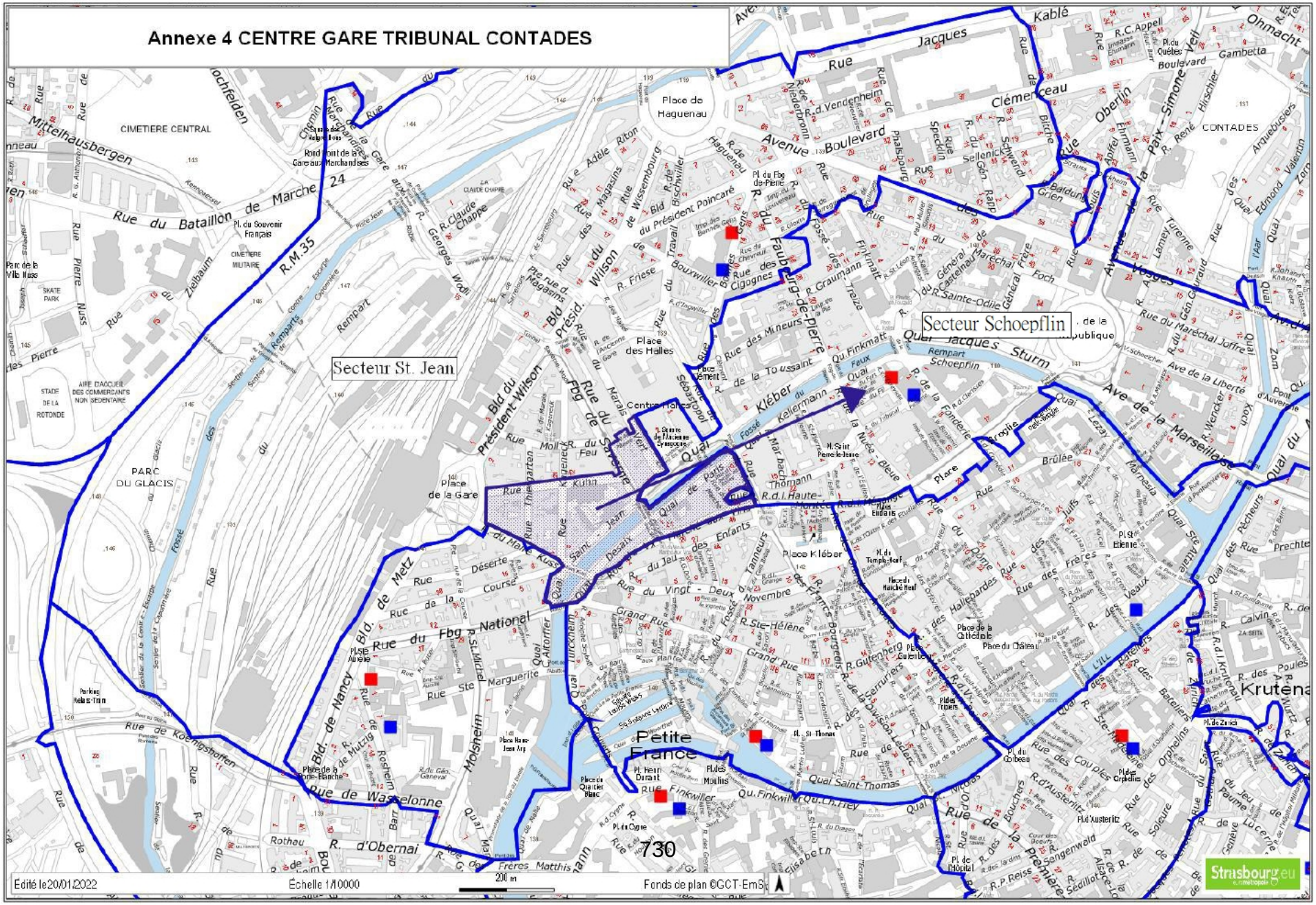


Annexe 2 CRONENBOURG-HAUTEPIERRE




Annexe 3 ELSAU : M. Schongauer - L. de Vinci
Secteur M. Schongauer
Secteur L. de Vinci
RUE MARTIN SCHONGAUER
AVENUE JEAN-BAPTISTE PIGALLE
PLACE NICOLAS POUSSIN
PLACE MEMLING
RUE MICHEL-ANGE
RUE RAPHAEL
RUE GRECO
RUE BOTTICELLI
RUE LEONARD DE VINCI
RUE RUBENS
RUE WATTEAU
RUE DE L'ARTERELSAU
RUE VAN EYCK
RUE DU TRAMWAY
PROMENADE DU SOUBRE
SQUARE ROBERT KUVEN
RUE ENGELMANN
RUE CHARLES WINTER
RUE BARTHOLDI
RUE JEAN-JACQUES WALTZ
RUE COROT
RUE GOYA
RUE DU CARNAVAL
RUE DU TINTORET
RUE TITIEN
RUE VERONESE
RUE JEROME BOSCH
RUE VELASQUEZ
RUE DURER
RUE CRANACH
RUE HANS HOMMER
PROMENADE JOST HALLER
Édité le 20/01/2022
Échelle 1/5000
100 m
Fonds de plan ©GCT-EmS
Strasbourg.eu

Annexe 4 CENTRE GARE TRIBUNAL CONTADES



Conseil municipal du 21 mars 2022

Point 54 à l'ordre du jour : Démarche d'ajustement de la sectorisation scolaire sur le territoire strasbourgeois. Premières mesures pour la rentrée scolaire 2022.

SERVICE DES ASSEMBLEES

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 47 voix + 1 -2
+1 : Mme Sophie PARISOT a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.
-2 : Mme Céline GEISSMANN et Mme Isabelle MEYER se sont trompées : elles souhaitaient voter ABSTENTION

Contre : 0 voix

Abstention : 12 voix +2
+2: Mme Céline GEISSMANN et Mme Isabelle MEYER se sont trompées : elles souhaitaient voter ABSTENTION.

CONSEIL MUNICIPAL DU 21 MARS 2022 - Point n°54

Démarche d'ajustement de la sectorisation scolaire sur le territoire strasbourgeois. Premières mesures pour la rentrée scolaire 2022.

Pour	**47**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre	**0**	
Abstention	**12**	**BARRIERE Caroline, BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, JAKUBOWICZ Pierre, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHALCK Elsa, TRAUTMANN Catherine, VETTER Jean-Philippe**

55

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Soutien aux associations œuvrant en faveur de l'autonomie des personnes.

Numéro V-2022-291

La délibération cadre du Conseil municipal du 21 juin 2021 « pour une Ville inclusive et accessible à toutes et tous soutenant l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap » établit que penser une ville inclusive et accessible pour toutes et tous, c'est prendre en compte chaque habitant.e à tout âge et dans toute situation, et c'est en particulier veiller à son autonomie et son bien-vivre dans la cité, quelles que soient sa situation ou ses difficultés. Au-delà des mesures de soutien individuelles personnalisées mises en place, c'est l'enjeu de l'accessibilité universelle qui suscite l'attention toute particulière de la Ville pour ses habitant.e.s en situation de handicap ou âgé.e.s.
La présente délibération s'inscrit dans cette stratégie et propose un renouvellement des soutiens aux associations œuvrant au profit des habitant.e.s en situation de handicap ou âgé.e.s pour un montant total de 119 110 €.

I. Soutien aux associations œuvrant au profit des séniors.

Clubs associatifs Séniors et actions des centres socioculturels

Les associations ci-dessous proposent des activités en direction des séniors dans les différents quartiers de la ville de Strasbourg. Ces actions participent à la lutte contre l'isolement des personnes et au maintien du lien social.

Club des séniors de Koenigshoffen – *Fonctionnement*	9 000 €
Joie de vivre – *Fonctionnement*	2 300 €
Initiatives de la Montagne Verte - *Fonctionnement du club « la fleur de l'âge »*	4 500 €
Association du centre social et culturel Victor Schoelcher - *Fonctionnement de l'espace séniors*	16 920 €
Association pour le soutien des personnes âgées de la cité de l'Ill - *Fonctionnement*	5 000 €
Association pour le soutien des personnes âgées de la cité de l'Ill – *acquisition de matériel informatique*	1 700 €
Club 3 - Centre communautaire israélite -	950 €

Fonctionnement	
Club du 3eme âge de l'Orangerie – *Fonctionnement*	6 630 €
Centre socio culturel de la Robertsau l'Escale – *Fonctionnement du pôle séniors*	3 000 €
Centre social et culturel du Neuhof - *Fonctionnement des clubs séniors (espace Klebsau et espace Ziegel)*	5 000 €
Centre socio culturel de Neudorf - *Lieu de convivialité des aînés* *Le projet AINES : Actions d'Inclusion Numérique Et Sociale*	4 090 €
Association d'éducation populaire Kammerhof – *Fonctionnement du club séniors*	7 400 €
Association du centre social et culturel de Hautepierre le Galet – *Fonctionnement du club des aînés*	3 100 €
Association du centre socioculturel de la Meinau – *Fonctionnement du club 55 ans et +*	3 500 €
Association populaire joie et santé Koenigshoffen – *Fonctionnement du Club "Amitié de l'âge d'or"*	1 750 €
Association du centre socio culturel de l'Elsau – *Fonctionnement du club troisième âge*	3 000 €
Association du centre social et culturel de la Montagne Verte - *Fonctionnement du club séniors*	3 000 €

Associations favorisant le maintien du lien social et accompagnant la fin de vie

Association Pierre Clément	**3 050 €**

Fonctionnement

L'association forme des bénévoles pour accompagner des personnes gravement malades ou en fin de vie. 90 bénévoles interviennent quotidiennement dans plusieurs structures sur le territoire eurométropolitain (service de dialyse, soins palliatifs, EHPAD…).

Jusqu'à La Mort Accompagner la Vie	**1 500 €**

Fonctionnement

L'association rassemble 50 bénévoles et les forme afin d'accompagner les personnes en fin de vie en prenant en compte la spécificité des personnes âgées. Elle mène également des actions de sensibilisation des concitoyens, en lien avec les problématiques sociétales actuelles : maladie grave, grand âge, fin de vie, deuil, droits des malades, développement des soins palliatifs.

Les amis des services des personnes âgées des hôpitaux universitaires de Strasbourg	**1 820 €**

Fonctionnement

L'ASPAH soutient la vie sociale et relationnelle des personnes séjournant au sein des hôpitaux universitaires de Strasbourg. Elle propose plusieurs actions telles que la tenue d'un salon de thé, une aide au courrier, des promenades, des ateliers pâtisseries…

II. Soutien aux associations œuvrant au profit des personnes en situation de handicap

Association des paralysés de France	**5 000 €**

Fonctionnement

L'association œuvre pour la défense des droits et accompagne des personnes en situation de handicap et leurs proches. La délégation bas-rhinoise propose un accueil physique et téléphonique, un appui aux démarches, une aide à l'accès au logement adapté, un soutien de l'accès aux loisirs, aux pratiques culturelles et sportives. Elle développe également des actions de sensibilisation visant à répondre au besoin d'intégration des personnes dans les lieux clés de l'inclusion.

Association clair de terre	**14 400 €**

Fonctionnement du « relais culture et loisirs »

Le relais culture et loisirs permet à des personnes adultes en situation de handicap mental de vivre en commun avec d'autres personnes des évènements, des loisirs, des activités culturelles, des projets et tout moment favorisant leur inclusion sociale et ce, afin de rompre leur isolement.

Fédération des malades et handicapés - Union départementale du Bas-Rhin	**8 500 €**

Fonctionnement

Association présente sur les quartiers du Neuhof et de la Meinau. Elle offre un lieu de ressources, d'écoute et d'accompagnement en faveur des personnes isolées et démunies par la maladie, le handicap et la vieillesse. Elle a pour objectif de faciliter l'accès aux droits et à l'information. Elle propose également diverses activités (programme culturel et de loisirs, ateliers rencontres ...) pour rompre l'isolement et favoriser les rencontres.

URILCO Alsace Lorraine association des stomisés du Bas-Rhin	**1 000 €**

Fonctionnement

L'objectif de l'association est de favoriser l'autonomie des malades stomisés ou en voie de l'être, dans le cadre de leur projet d'insertion ou réinsertion familiale, sociale et professionnelle. Elle apporte également des connaissances aux visiteurs de stomisés appelés « stomisés contacts » et ce afin d'éviter l'isolement des stomisés. L'association intervient à la demande des patients ou dans le cadre d'une convention passée avec les établissements de santé.

Vue d'ensemble	**3 000 €**

Le projet « Entendez-Voir »

Le festival Entendez-Voir aura lieu à Strasbourg du 23 au 26 juin 2022 à l'Aubette. Il s'agit de la 4ème édition d'un événement à la fois culturel et inclusif, accessible à tou.te.s qui propose des œuvres cinématographiques et littéraires de qualité, des animations diverses, accessibles aux personnes malvoyantes, sourdes et/ou malentendantes ainsi qu'aux personnes valides.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

1. Club des séniors de Koenigshoffen – Fonctionnement	*9 000 €*
2. Joie de vivre – Fonctionnement	*2 300 €*
3. Initiatives de la Montagne Verte - Fonctionnement du club « la fleur de l'âge »	*4 500 €*
4. Association du centre social et culturel Victor Schœlcher - Fonctionnement de l'espace séniors	*16 920 €*
5. Association pour le soutien des personnes âgées de la cité de l'Ill - Fonctionnement	*5 000 €*
6. Association pour le soutien des personnes âgées de la cité de l'Ill – acquisition de matériel informatique	*1 700 €*
7. Club 3 - Centre communautaire israélite - Fonctionnement	*950 €*
8. Club du 3eme âge de l'Orangerie – Fonctionnement	*6 630 €*
9. Centre socio culturel de la Robertsau l'Escale – Fonctionnement du pôle séniors	*3 000 €*
10. Centre social et culturel du Neuhof - *11. Fonctionnement des clubs séniors (espace Klebsau et espace Ziegel)*	*5 000 €*
12. Centre socio culturel de Neudorf - *Lieu de convivialité des aînés* *Le projet AINES : Actions d'Inclusion Numérique Et Sociale*	*4 090 €*
13. Association d'éducation populaire Kammerhof – Fonctionnement du club séniors	*7 400 €*

14. Association du centre social et culturel de Hautepierre le Galet – *Fonctionnement du club des aînés*	*3 100 €*
15. Association du centre socioculturel de la Meinau – *Fonctionnement du club 55 ans et +*	*3 500 €*
16. Association populaire joie et santé Koenigshoffen – *Fonctionnement du Club "Amitié de l'âge d'or"*	*1 750 €*
17. Association du centre socio culturel de l'Elsau – *Fonctionnement du club troisième âge*	*3 000 €*
18. Association du centre social et culturel de la Montagne Verte - *Fonctionnement du club séniors*	*3 000 €*
19. Association Pierre Clément *Fonctionnement*	*3 050 €*
20. Jusqu'à La Mort Accompagner la Vie *Fonctionnement*	*1 500 €*
21. Les amis des services des personnes âgées des hôpitaux universitaires de Strasbourg *Fonctionnement*	*1 820 €*
22. Association des paralysés de France *Fonctionnement*	*5 000 €*
23. Association clair de terre *Fonctionnement du « relais culture et loisirs »*	*14 400 €*
24. Fédération des malades et handicapés union départementale du Bas-Rhin *Fonctionnement*	*8 500 €*
25. URILCO Alsace Lorraine association des stomisés du Bas-Rhin *Fonctionnement*	*1 000 €*
26. Vue d'ensemble *Le projet « Entendez-Voir »*	*3 000 €*

- *d'imputer les subventions 1 à 5 et 7 à 26 d'un montant total de 117 410 € au compte AS05L – 6574 – 61 – prog. 8010 dont le disponible avant le présent Conseil est de 790 000 €*

- *d'imputer la subvention 6 d'un montant de 1 700 € au compte AS10 –20421 - 523 – prog. 7002 dont le disponible avant le présent Conseil est de 332 750 €*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions et tous documents y afférents.

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144809-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Annexe n°1 : Subventions allouées aux associations oeuvrant dans le champ des solidarités et de la ville inclusive

Association	nature de la demande	Montant demandé	allouée en 2021	subvention proposée au CM du 21 mars 2022
Club des séniors de Koenigshoffen	le fonctionnement général	11 000,00 €	1 000 €	9 000,00 €
Joie de vivre	le fonctionnement général	2 300,00 €	0 €	2 300,00 €
Initiatives de la Montagne Verte	Fonctionnement du club " la fleur de l'âge "	4 500,00 €	2 000 €	4 500,00 €
Association du centre social et culturel Victor Schoelcher	Fonctionnement de l'espace séniors	16 920,00 €	16 920 €	16 920,00 €
Association pour le soutien des personnes âgées de la cité de l'Ill	le fonctionnement général	6 000,00 €	3 000 €	5 000,00 €
Association pour le soutien des personnes âgées de la cité de l'Ill	acquisition de matériel informatique	1 700,00 €	0 €	1 700,00 €
Club 3 - Centre communautaire israélite	le fonctionnement général	950,00 €	950 €	950,00 €
Club du 3eme âge de l'Orangerie	le fonctionnement général	7 000,00 €	6 630 €	6 630,00 €
Centre socio culturel de la Robertsau l'Escale	Fonctionnement du pôle séniors	3 720,00 €	2 000 €	3 000,00 €
Centre social et culturel du Neuhof	Fonctionnement des clubs séniors (espace Klebsau et espace Ziegel) et le lieu de convivialité des aînés et Le projet AINES : Actions d'Inclusion Numérique Et Sociale	5 800,00 €	2 000 €	5 000,00 €
Centre socio culturel de Neudorf	Fonctionnement et projet AINES	8 630,00 €	1 090 €	4 090,00 €
Association d'éducation populaire Kammerhof	Fonctionnement du club séniors	7 400 €	0 €	7 400,00 €
Association du centre social et culturel de Hautepierre le Galet	Fonctionnement du club des aînés	4 900 €	3 100 €	3 100,00 €
Association du centre socioculturel de la Meinau	Fonctionnement du club 55 ans et +	4 500 €	2 500 €	3 500,00 €
Association populaire joie et santé Koenigshoffen	fonctionnement du Club "Amitié de l'âge d'or"	1 750 €	1 750 €	1 750,00 €
Association du centre socio culturel de l'Elsau	Fonctionnement du club troisième âge	6 000 €	3 960 €	3 000,00 €
Association du centre social et culturel de la Montagne Verte	Fonctionnement du club séniors	9 000 €	1 750 €	3 000,00 €
Association Pierre Clément	le fonctionnement général	3 050 €	3 050 €	3 050,00 €
Jusqu'à La Mort Accompagner la Vie	le fonctionnement général	1 500 €	1 500 €	1 500,00 €
Les amis des services des personnes âgées des hôpitaux universitaires de Strasbourg	le fonctionnement général	2 600 €	1 820 €	1 820,00 €
Association des paralysés de France	le fonctionnement général	10 000 €	5 000 €	5 000,00 €
Association clair de terre	le fonctionnement du « relais culture et loisirs »	18 000 €	14 400 €	14 400,00 €
Fédération des malades et handicapés union départementale du Bas-Rhin	le fonctionnement général	10 000 €	8 500 €	8 500,00 €
URILCO Alsace Lorraine association des stomisés du Bas-Rhin	le fonctionnement général	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €
Vue d'ensemble	le projet suivant : entendez-voir	9 000,00 €	3 000 €	3 000,00 €
TOTAL		**157 220,00 €**	**86 920 €**	**119 110,00 €**

56

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Soutien aux associations socio-culturelles.

Numéro V-2022-294

Soutien à l'installation du Centre Socio-Culturel « Au-delà des Ponts » au sein d'un nouveau bâtiment

Territoire en pleine mutation, le Port du Rhin, quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV), constitue aujourd'hui un véritable trait d'union dans les logiques transfrontalières, entre la ville de Strasbourg et l'Allemagne.

Afin de pouvoir accompagner au mieux les habitant.e.s de ce quartier dans leur vie quotidienne, la ville de Strasbourg a souhaité réaliser un nouveau bâtiment permettant d'accueillir le centre socioculturel (CSC) « Au-delà des Ponts » et le centre médico-social (CMS) du territoire.

Cette réalisation, représentant un investissement de 3,4 M€ et entrant en service à l'été 2022, a pour objectif de renforcer et d'offrir aux habitant.e.s du Port du Rhin une réelle offre de services de proximité. L'enjeu de cet espace commun portera également sur la consolidation des dynamiques et des synergies de travail dans le domaine de l'animation sociale et socioéducatif avec une demande très forte sur ce territoire.

Il est proposé d'attribuer une subvention d'investissement à l'association du CSC « Au-Delà des Ponts » pour un montant de 105 000 €, permettant l'achat du mobilier qui équipera le futur bâtiment, la partie CMS étant directement équipée par la Ville.

Attribution d'une subvention à l'association Gospel Kids

L'association Gospel Kids a pour objectif la valorisation des jeunes par la mise en place de cours de gospel dans les différents quartiers de Strasbourg. Les enfants sont issus de toutes conditions sociales et de toutes origines. Ils se réunissent pour chanter, tout en apprenant les techniques vocales et en découvrant l'histoire et les valeurs d'unité et de partage du Gospel.
Il est proposé de verser une première tranche de la subvention de fonctionnement de l'association pour un montant total de 26 950 €. Une seconde tranche sera présentée en conseil municipal au cours de l'année 2022.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

1. Au-delà des Ponts	*105 000 €*
2. Gospel Kids	*26 950 €*

- *d'imputer la subvention n°1 d'un montant total de 105 000 € au compte AS00 – 20421 – 520 – prog. 7017 dont le disponible avant le présent Conseil est de 266 050 €*

- *d'imputer la subvention n°2 d'un montant total de 26 950 € au compte AS00B – 6574 – 422 – prog. 8013 au titre du BP 2022 dont le disponible avant le présent Conseil est de 3 539 513 € ;*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions et tous documents y afférents.

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-144824-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Annexe n°1 - Subventions Jeunesse Education Populaire

Association	nature de la demande	Montant demandé	allouée en 2021	subvention proposée au CM du 21 mars 2022
CSC Au-delà-des Ponts	investissement	149 171 €	0 €	105 000 €
Gospel Kids	fonctionnement général	42 000 €	38 500 €	26 950 €

57

Délibération au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Programmation du Contrat de ville : première étape de soutien aux projets pour l'année 2022.

Numéro V-2022-258

Le Contrat de ville de l'Eurométropole de Strasbourg 2015-2022, dont la durée vient d'être prorogée d'un an jusqu'à fin 2023 par la loi de finances 2022, a été signé par 43 partenaires et porte un projet global d'équité urbaine et de cohésion sociale pour les habitant.es du territoire de la métropole, caractérisé par de très grandes inégalités socio-spatiales. Le Contrat de ville vise à mettre en œuvre une stratégie partagée de développement social, urbain et économique pour les 18 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) de l'agglomération, dont les 13 QPV de la ville de Strasbourg.

L'appel à projets annuel constitue l'un des leviers pour répondre aux objectifs du Contrat de ville. Il s'agit, à travers des projets portés principalement par des associations, de renforcer sur des territoires fragiles l'action des politiques publiques pour contribuer à réduire les écarts socio-économiques entre les quartiers prioritaires et l'ensemble de la métropole, et améliorer les conditions de vie de leurs habitant.es. Les projets soutenus s'inscrivent en complément des actions menées dans le cadre de politiques publiques de droit commun et sont ainsi au service de l'innovation sociale. Ils constituent des réponses aux défis sociaux, démocratiques et environnementaux auxquels font face ces territoires et sont parties prenantes des politiques de réduction des inégalités.

L'appel à projets 2022, joint en annexe de la délibération, a été lancé le 1er octobre 2021 par l'Eurométropole de Strasbourg en concertation avec les partenaires co-financeurs (l'État, la Région Grand Est, la Collectivité Européenne d'Alsace, la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin, les communes de Strasbourg, Schiltigheim, Bischheim, Illkirch-Graffenstaden et Lingolsheim). Il prévoit deux échéances de dépôt de dossiers : une première qui avait été fixée au 15 novembre 2021 pour les projets se déroulant sur l'année civile 2021, et une seconde à venir le 1er avril 2022 pour les projets sur l'année scolaire 2022/2023.

Dans le cadre de cet appel à projets, les partenaires ont conjointement fixé les priorités suivantes :

- renforcer l'accompagnement des enfants et des jeunes en situation de fragilité sociale et éducative ;
- faciliter l'insertion et l'accès à l'emploi, en priorité des jeunes ;

- améliorer la qualité de vie des habitant.es, notamment :
  - o renforcer le lien social à travers la médiation, le développement de l'offre de services de proximité et l'inclusion numérique ;
  - o développer l'animation de proximité ;
  - o accompagner les habitants à la transition écologique ;
- favoriser la prévention et la promotion de la santé ;
- soutenir les actions en faveur des femmes.

La présente délibération concerne la première étape d'attribution de subventions aux porteurs de projets qui ont répondu à l'appel à projets 2022 du Contrat de ville pour l'année civile 2022. Elle sera suivie d'autres étapes de soutien aux projets. **Elle propose de soutenir 196 projets pour un montant global de 919 776 €.** 138 projets sont en reconduction et 58 sont de nouveaux projets. 35 projets relèvent plus spécifiquement du dispositif « Ville-Vie-Vacances ».

Le détail des projets soutenus, présenté par programme du Contrat de ville et précisant le ou les quartiers d'intervention, figure en annexe jointe à la délibération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'attribuer au titre de la **Direction Urbanisme et Territoires – Direction de projet Politique de la ville**, les subventions suivantes :*

ACTION MEDIATION INSERTION HAUTEPIERRE *Sport Loisirs Santé* *VVV Été*	**4 500 €** *2 500 €* *2 000 €*
ACTIONS CITOYENNES INTERCULTURELLES - ASTU *Agir pour prévenir le burn-out Parental*	**2 000 €**
ASSOCIATION POUR L'ACCES AU DROIT POUR LES ENFANTS ET LES JEUNES THEMIS *Service Droit des Jeunes*	**57 435 €**
ASSOCIATION CULTURELLE DES AFGHANS DE STRASBOURG *Rencontres et des actions culturelles pour l'insertion et l'intégration*	**1 500 €**
ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU *Création d'une chanson et d'un clip vidéo sur une thématique citoyenne* *Chantier participatif de solidarité* *Tout Schuss !!* *Ville Vie Vacances Février 2022 : être acteur de son territoire !* *Ville Vie Vacance Printemps 2022 : le sport pour tous à l'honneur !* *"Bric-à-bacs"*	**10 000 €** *1 500 €* *2 000 €* *2 000 €* *1 500 €* *1 500 €* *1 500 €*

ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE *Ville Vie Vacances Février 2022* *Ville Vie Vacances Avril 2022* *Jardins Part'AGEs* *Accueils des enfants : « un pied dans la rentrée : » au quartier Vauban Cité Spach 2022*	**8 000 €** *2 000 €* *2 000 €* *3 000 €* *1 000 €*
ASSOCIATION AUDIORAMA *Ateliers Musique et Vidéo sur ipads - Neuhof-Meinau - VVV*	**2 000 €**
ASSOCIATION BECOZE *Entrer dans l'ère du post-équipement : une impulsion inédite pour un lieu culturel dans un QPV*	**15 000 €**
ASSOCIATION CONTACT ET PROMOTION *Action de socialisation et d'éducation à la protection de l'environnement*	**3 000 €**
ASSOCIATION DE GESTION DES ATELIERS DU NEUHOF *AGATE : outil de la participation des habitants*	**27 000 €**
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES FRANCAS DU BAS-RHIN *Émancipation des femmes partage de savoirs et montée en compétences* *Émancipation des femmes et lutte contre les discriminations (cours d'autodéfense et cercles de colère)*	**3 000 €** *1 500 €* *1 500 €*
ASSOCIATION HORIZOME *Horizome 2022 : Projet cohésion sociale et cadre de vie*	**10 000 €**
ASSOCIATION LES DISCIPLES *Séjour de vacances Printemps 2022. Thème : « Enfants de tous pays ! »* *Séjour de vacances Hiver 2022. « Au-delà de nos frontières Préjugés, discriminations, racisme, exclusion »*	**3 800 €** *1 900 €* *1 900 €*
ASSOCIATION NADI CHAABI *Les quatre saisons de la famille* *Les discriminations parlons-en* *Raconte-moi la laïcité* *Construisons le mieux vivre ensemble* *Rencontres avec les parents au sein d'écoles maternelles* *Formation agir pour prévenir le burn-out parental*	**18 400 €** *10 000 €* *1 000 €* *2 000 €* *2 000 €* *2 500 €* *900 €*
ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN *Vacances d'hiver 2022* *Vacances d'avril 2022* *Jardin et Ecocitoyens 2022*	**4 500 €** *1 000 €* *1 000 €* *2 500 €*
ASSOCIATION RÉGIONALE SPÉCIALISÉE D'ACTION SOCIALE D'EDUCATION ET D'ANIMATON *OPI Séjour jeunes au cœur des volcans d'Auvergne* *Déscolarisation et après...*	**5 500 €** *1 500 €* *4 000 €*
ASSOCIATION SOLIDARITE CULTURELLE *Journée ski découverte nature Champ du Feu* *Visite Pédagogique et Educative de la Montagne des Singes et de la Volerie des Aigles* *Le vélo : un challenge pour la sensibilisation à l'environnement*	**2 150 €** *650 €* *600 €* *900 €*
ASSOCIATION STRASBOURG MEDITERRANEE *Projets quartiers prioritaires de la ville Strasbourg Méditerranée*	**4 000 €**

CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE HAUTEPIERRE	**7 500 €**
VVV Séjours de découverte pour adolescents - CSC de Hautepierre Pôle Animations de Rue : Sud de la France en été enfants	*1 500 €*
VVV Séjours de découverte pour adolescents - CSC de Hautepierre Pôle Jeunesse : Sud de la France en été	*1 500 €*
VVV-ANCV Séjours de découverte pour adolescents - CSC de Hautepierre : Lisbonne à la Toussaint 2022	*1 500 €*
Education à l'environnement et à l'écologie pour les enfants et les familles de Hautepierre	*2 000 €*
Promotion du bien-être et de l'empowerment des femmes du quartier de Hautepierre, et de l'égalité femmes-hommes	*1 000 €*
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL AU DELA DES PONTS	**1 000 €**
Séjour « plein d'oxygène »	
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	**16 650 €**
Environnement agir dans mon quartier	*1 500 €*
VVV Hiver 2022	*6 000 €*
VVV Printemps 2022 Vendée	*3 000 €*
Séjour à la neige	*4 500 €*
VVV Vacances Printemps 2022 Sports de pleine nature	*1 650 €*
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL VICTOR SCHOELCHER	**8 000 €**
Accompagner les habitants dans la transition écologique	*2 000 €*
S'ouvrir au monde au travers des séjours de rupture	*6 000 €*
CENTRE SOCIOCULTUREL DU FOSSE DES TREIZE	**11 000 €**
Place au parvis !	*3 000 €*
Action de prévention de rue auprès d'enfants (6 / 10 ans)	*5 000 €*
Bien dans sa tête, bien dans ses baskets	*3 000 €*
CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU	**2 000 €**
Vacances de printemps 2022 "Découvrir la capitale"	*1 000 €*
Vacances d'hiver 2022 "Mixité et expression de soi"	*1 000 €*
COMITE REGIONAL SPORTS POUR TOUS GRAND EST	**1 000 €**
Belles en sport	
COORDINATION ALSACIENNE DE L'IMMIGRATION MAGHREBINE	**14 500 €**
Vieillissement de l'immigration et accès aux droits	*4 000 €*
Atelier mémoire et transmission	*4 500 €*
Lutte contre le racisme et les discriminations	*6 000 €*
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL MONTAGNE VERTE	**9 500 €**
Paroles d'enfants	*1 500 €*
Ciné débats	*1 000 €*
Activités de loisirs pour les jeunes du quartier de la Montagne Verte vacances de février	*2 000 €*
Mini-Séjours hors la ville	*5 000 €*
CENTRE LOISIRS ET JEUNESSE POLICE URBAINE	**8 500 €**
Dispositif Ville Vie Vacances Premier Semestre 2022	*1 500 €*
Dispositif Ville Vie Vacances Deuxième Semestre 2022	*7 000 €*
COMPAGNIE LU²	**5 000 €**
(Interstices)	
FEMMES D'ICI ET D'AILLEURS	**3 000 €**
Soutien à la parentalité	

INITIATIVES DE LA MONTAGNE VERTE *J'aime mon quartier*	**1 000 €**
INTEGRATION EDUCATION SYNERGIE *Découverte de l'Alsace* *Je suis Champion* *L'alsace en été* *Activités sportives et de loisirs estivales pour enfants / jeunes des QPV de Strasbourg*	**5 000 €** *2 000 €* *1 000 €* *1 000 €* *1 000 €*
JEUNES EQUIPES D'EDUCATION POPULAIRE *Mini-séjours MNA 2022* *Place aux Habitants MNA 2022* *Le Festival des Talents : la Meinau du Talent*	**4 200 €** *1 200 €* *1 000 €* *2 000 €*
LES DEFRICHEURS *Webradio « Les ondes qui font du bien »*	**3 000 €**
LIFETIME PROJECTS *Spach en Créa! Conte et Spectacle. Stage de création artistique pour les enfants des des quartiers Vauban-Cité Spach-Rotterdam pendant les vacances scolaires d'hiver et de printemps 2022*	**6 000 €**
LUTTE POUR UNE VIE NORMALE LUPOVINO *VVV Printemps 2022* *VVV Hiver 2022 – vacances de février*	**4 200 €** *3 000 €* *1 200 €*
ASSOCIATION CULTURELLE DES MERVEILLES DE LA MONTAGNE VERTE *Jeunesse – Culture & Loisirs*	**2 000 €**
OFFICE CENTRAL DE LA COOPÉRATION À L'ECOLE - ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DU BAS-RHIN *Exposition à ciel ouvert écoles maternelles Ste Aurélie et Scheppler sur 2 nouveaux panneaux et renouvellement de l'exposition place Sainte Aurélie pour l'école élémentaire*	**4 200 €**
PAR ENCHANTEMENT *Bel Enchamptement* *Prenons place !* *Découvrir, s'ouvrir et s'engager pour mieux vivre ensemble* *Les femmes se prennent en main à Koenigshoffen – Sortons des cases* *Bouge ton Koenig's – Saison 2*	**34 000 €** *4 000 €* *10 000 €* *5 000 €* *5 000 €* *10 000 €*
RESPIR *Randonnées sportives interculturelles et solidaires*	**4 000 €**
SINE *La nature dans les quartiers*	**2 000 €**
SPORTING STRASBOURG FUTSAL *Les vendredis du futsal, du jeu à l'emploi*	**3 500 €**
THE THREE CRAZY MONKEY'S PRODUCTION *Regards croisés d'ici et d'ailleurs : de la mémoire parlée à la mémoire filmée !*	**1 500 €**

TROC SAVOIRS – RESEAU D'ECHANGES RECIPROQUES DE SAVOIRS DE STRASBOURG *Action « Tous Passeurs de Savoirs »*	**3 000 €**
UNIS VERS LE SPORT *Programme UNIS VERS le SPORT (UVS)* *Séjour d'initiation aux activités de neige* *Séjour de découverte des activités de pleine nature* *Vélocité Meinau-Neuhof* *Programme VIVACITE* *Journée UNIS VERS le SPORT*	**10 900 €** *1 000 €* *700 €* *700 €* *1 500 €* *6 000 €* *1 000 €*
VIVRE *Réalisation d'un film au sujet de l'intégration des personnes russophones dans la société française et de l'aspect de la cohésion sociale* *Animation et gestion d'une troupe de danse*	**4 000 €** *2 500 €* *1 500 €*
WONDER WIZART *De A à A*	**1 500 €**
UNION DEPARTEMENTALE DE LA CONSOMMATION, DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE DU BAS-RHIN *Les rendez-vous de l'environnement et de la citoyenneté d'Ampère* *Café des Habitants d'Ampère : "L'instant Thé ou Café"*	**1 000 €** *500 €* *500 €*

*D'imputer les montants ci-dessus qui représentent la somme de **364 435 €** sur la ligne suivante : fonction 020, nature 6574, activité DL04B, programme 8012.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction du Développement Économique et de l'Attractivité**, la subvention suivante :*

CONCIERGERIE SOLIDAIRE D'ALSACE *Développement de l'activité à la Conciergerie Solidaire d'Ampère - poursuivre et renforcer l'expérimentation avec les habitant-e-s*	**15 000 €**

D'imputer le montant ci-dessus sur la ligne suivante : nature 6574, activité DU05D, programme 8024.

- *d'attribuer au titre de la **Direction de la Culture – Mission Développement des Publics**, les subventions suivantes :*

APOLLONIA *Tag Végétal et citoyenneté*	**3 000 €**
ASSOCIATION RÉGIONALE SPÉCIALISÉE D'ACTION SOCIALE D'EDUCATION ET D'ANIMATON *Ciné Plein air 2022*	**1 200 €**
ASSOCIATION AUDIORAMA *Musiques aux quartiers Neuhof – Meinau 2022*	**8 000 €**

ASSOCIATION BALLADE *Résidence territoriale de diffusion culturelle et artistique* *Ateliers socio-culturels via la musique – QPV Port du Rhin*	**8 000 €** *6 000 €* *2 000 €*
ASSOCIATION CONTACT ET PROMOTION *Kiosque culturel*	**1 500 €**
ASSOCIATION HORIZOME *Horizome 2022 : Arts et créativité au pied des immeubles*	**10 000 €**
ASSOCIATION INACT *Notre mouvement*	**1 200 €**
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL AU DELA DES PONTS *Projet culturel global*	**8 000 €**
COLORS URBAN ART *De l'art dans mon quartier : des rues hautes en couleur*	**5 000 €**
COMPAGNIE 12 :21 *Retrouvailles*	**6 000 €**
COMPAGNIE LU² *(Interstices)*	**4 800 €**
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL MONTAGNE VERTE *Courts métrage d'habitants* *Balades et dessins*	**4 000 €** *2 000 €* *2 000 €*
HANATSUMIROIR *Création participative d'un spectacle témoignage* *Action culturelle jeune public dans les Quartiers Prioritaires de la Ville*	**5 000 €** *2 500 €* *2 500 €*
JEUNES EQUIPES D'EDUCATION POPULAIRE *A chacun sa cam - HTP*	**1 000 €**
LES BRUITS DE LA LUNE *TAB LAB : médiation numérique audiovisuelle dans les lieux culturels*	**750 €**
LIFETIME PROJECTS *Spach en Créa !*	**1 700 €**
MISTRAL EST *Trajectoires* *Robertsau Connexion / Meinau Connexion / Neuhof Connexion / Cronenbourg Connexion / Elsau Connexion* *Cultures urbaines : « des Arts premiers, aux Arts urbains »*	**16 500 €** *7 000 €* *7 500 €* *2 000 €*
SPEAKER *Lumière sur mon quartier 2022* *Speak' Show*	**8 500 €** *3 500 €* *5 000 €*
TÔT OU T'ART *Groupe autonome de spectateurs : expérimentation à Strasbourg (Quartier Laiterie)*	**2 500 €**
UNION DEPARTEMENTALE DE LA CONSOMMATION, DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE DU BAS-RHIN *Conte et lecture à Ampère*	**1 000 €**
VIDEO LES BEAUX JOURS *Le quartier par mes yeux – Atelier vidéo documentaire et citoyen*	**2 000 €**

*D'imputer les montants ci-dessus qui représentent la somme de **99 650 €** sur la ligne suivante : fonction 33, nature 6574, activité CU01G, programme 8087*

- *d'attribuer au titre de la **Direction des Sports**, les subventions suivantes :*

ALLEZ LES FILLES *Pratique de la boxe féminine et séances de prévention protection défense féminine contre les violences faites aux femmes*	**5 000 €**
CLUB ALPIN FRANÇAIS SECTION STRASBOURG *Développement de l'escalade et des activités de pleine nature au Neuhof*	**2 000 €**
CLUB SPORTIF DE HAUTEPIERRE *Animations des quartiers basée sur le BMX* *Découverte sportive près de chez toi !*	**6 000 €** *3 000 €* *3 000 €*
SPORTING STRASBOURG FUTSAL ASSOCIATION *Médiation, éducation, pratique féminine et mixité par le sport à l'Elsau* *Mercredi du futsal* *Activités sportives en accès libre*	**8 800 €** *3 000 €* *3 000 €* *2 800 €*

*D'imputer les montants ci-dessus qui représentent la somme de **21 800 €** sur la ligne suivante : fonction 415, nature 6574, activité SJ03B, programme 8056*

- *d'attribuer au titre de la **Mission Projet Digital**, les subventions suivantes :*

CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF *Ateliers Fablab parents-enfants* *Repair Café* *Code Club*	**12 500 €** *2 000 €* *7 000 €* *3 500 €*
EMMAUS CONNECT *Accompagner aux compétences numériques et équiper les publics fragiles des QPV de l'Eurométropole - Parcours thématiques (jeunes, demandeurs d'emploi, seniors, parents)*	**5 000 €**
FEDERATION DES OEUVRES LAIQUES - BAS-RHIN *Déambu'Lab, Tiers-lieu itinérant d'inclusion numérique*	**4 000 €**
ASSOCIATION MIGRATION SOLIDARITE ET ECHANGE POUR LE DEVELOPPEMENT *La fabrique de l'e-citoyenneté : des web trotteurs pour une utilisation citoyenne du web*	**8 000 €**

*D'imputer les montants ci-dessus qui représentent la somme de **29 500 €** sur la ligne suivante : fonction 90, nature 6574, Activité DU06A, programme 8099*

- *d'attribuer au titre de la **Direction Urbanisme Territoire - Mission Parc Naturel Urbain**, les subventions suivantes :*

SOPHIE DJIKOLAJ WEISS *Cabane de Nico – Square Appert*	**1 500 €**

CENTRE SOCIAL ET CULTUREL MONTAGNE VERTE *Rencontre Nature entre habitants*	**3 840 €**
ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU *« Bric-à-bacs »*	**1 500 €**
APOLLONIA *Tag végétal et citoyenneté*	**3 000 €**

*D'imputer les montants des trois premiers projets, représentant la somme de **6 840 €** sur la ligne suivante : activité AD00A, nature 6574 ;*
*d'imputer le montant du dernier projet, **3 000 €** sur la ligne d'investissement AP 0192, programme 1174, activité AD07, nature 20421*

- *d'attribuer au titre de la **Direction de l'Enfance et de l'Education – Service Famille Petite Enfance**, la subvention suivante :*

LE FURET *Lutter contre les stéréotypes et préjugés dans le secteur de la petite enfance : comment accompagner l'évolution des pratiques ???*	**1 600 €**

D'imputer le montant ci-dessus sur la ligne suivante : fonction 64, nature 6574, activité DE04G

- *d'attribuer au titre de la **Direction de l'Enfance et de l'Éducation – Service Périscolaire Éducatif**, la subvention suivante :*

ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES FRANCAS DU BAS-RHIN *Graine de philo*	**4 000 €**

D'imputer le montant ci-dessus sur la ligne suivante : fonction 255, nature 6574, activité DE02 C, programme 8028

- *d'attribuer au titre de la **Mission Droit des Femmes Egalite de Genre**, les subventions suivantes :*

ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES FRANCAS DU BAS-RHIN *Émancipation des femmes partage de savoirs et montée en compétences* *Émancipation des femmes et lutte contre les discriminations (cours d'autodéfense et cercles de colère)*	**3 000 €** *1 500 €* *1 500 €*
PAR ENCHANTEMENT *Les femmes se prennent en main à Koenigshoffen – Sortons des cases*	**7 000 €**
CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES *Action collective d'information juridique et sociale de proximité* *BAIE*	**7 000 €** *3 000 €* *2 000 €*

Éducation à l'égalité Strasbourg 2022	*2 000 €*

*D'imputer les montants ci-dessus, représentant la somme de **17 000 €** sur la ligne suivante : fonction 524, nature 6574, activité DF00B, programme 8029*

- *d'attribuer au titre de la **Direction Solidarités Santé Jeunesse – Service Jeunesse Éducation Populaire**, les subventions suivantes :*

ARACHNIMA ART ET ECHANGE *Arachnima en tournée 2022*	**122 000 €**
ASSOCIATION POUR L'ACCES AU DROIT POUR LES ENFANTS ET LES JEUNES THEMIS *Tournée des quartiers Arachnima*	**6 000 €**
ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN *Koenig's Animations 2022*	**5 000 €**
ASSOCIATION SOLIDARITE CULTURELLE *Sensibilisation au racisme et antisémitisme par le sport et la culture* *Animations de proximité au quartier du Hohberg* *Animations d'été* *A la découverte du patrimoine culturel et historique par les habitants du quartier du Hohberg*	**5 000 €** *1 600 €* *1 800 €* *700 €* *900 €*
CENTRE LOISIRS ET JEUNESSE POLICE URBAINE *Volet sportif Arachnima*	**13 000 €**
CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU *Cocci' Trophy*	**5 000 €**
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL MONTAGNE VERTE *Montagne Verte Plage 2022*	**5 000 €**
ASSOCIATION BRETZ'SELLE *Ateliers pédagogiques de mécanique cycle sur la tournée Arachnima*	**4 500 €**
MAISON DES JEUX *Caravane des jeux 2022* *Fête du Jeu 2022*	**11 000 €** *9 000 €* *2 000 €*
FEDERATION DES ŒUVRES LAIQUES DU BAS RHIN *Lire et faire lire*	**7 500 €**

*D'imputer les montants ci-dessus, représentant la somme de **184 000 €** sur la ligne suivante : sous la fonction 422, nature 6574, activité AS11C, programme 8013*

- *d'attribuer au titre de la **Direction Solidarités Santé Jeunesse – Service Santé Autonomie**, les subventions suivantes :*

CLUB DU 3ème AGE DE L'ORANGERIE *Projet Sport Santé adapté aux séniors*	**1 200 €**
ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE *Réseau départemental des PAEJ – Point d'accueil et d'écoute pour les jeunes*	**16 200 €**

ASSOCIATION NADI CHAABI *Club des séniors d'ici et d'ailleurs*	**4 500 €**
MIGRATIONS SANTE ALSACE *Favoriser l'accès à la santé en direction des populations migrantes* *Prévention et lutte contre les discriminations dans le domaine de la santé : mobiliser les habitants-es, former et mettre en réseau des acteurs et actrices professionnel-les de la santé et du social*	**10 500 €** *6 000 €* *4 500 €*
ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN *Projet réseau santé « du Je au Nous » 2022*	**6 000 €**
VRAC VERS UN RESEAU D'ACHAT EN COMMUN STRASBOURG – EUROMETROPOLE *Développement du réseau VRAC Strasbourg et des questions d'alimentation durable dans les QPV Strasbourgeois*	**1 500 €**

*D'imputer les montants ci-dessus, représentant la somme de **42 900 €** sur la ligne suivante : sous la fonction 40, nature 6574, activité AS00F, programme 8031*

- *d'attribuer au titre de la **Direction Solidarités Santé Jeunesse – Département Développement des Politiques Sociales**, les subventions suivantes :*

CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE L'ELSAU *Ateliers socio-linguistiques 2022*	**5 500 €**
CENTRE SOCIOCULTUREL DU FOSSE DES TREIZE *Ateliers socio-linguistiques tous publics QPV Laiterie*	**3 000 €**
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL VICTOR SCHOELCHER *Ateliers d'acquisition de savoirs socio-linguistiques 2022*	**7 066 €**
CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU *Apprentissage du français à visée sociale, culturelle et citoyenne*	**4 000 €**
ASSOCIATION CONTACT ET PROMOTION *Cours de français langue étrangère* *Ecrivain-e Public-que Numérique : lutte contre la fracture numérique*	**26 000 €** *23 000 €* *3 000 €*
VIVRE *Accompagnement et aide à l'intégration citoyenne, soutien aux démarches et apprentissage du français pour les populations russophones*	**5 000 €**
ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN *Ateliers socio-linguistiques à Koenigshoffen et Hohberg*	**10 600 €**
ASSOCIATION SOLIDARITE CULTURELLE *Apprendre le français en pratiquant l'activité couture*	**1 200 €**
CHEMINS D'ECRITURES *Le plaisir d'écrire & de dire, animation de réseau soutenant et valorisant les pratiques d'écriture, lecture & apprentissage de la langue française, en collaboration avec structures et associations*	**1 500 €**
PLURIELLES *Action linguistique sur le QPV Laiterie*	**10 300 €**
JEUNES EQUIPES D'EDUCATION POPULAIRE *Atelier socio-linguistique de proximité à visée sociale 2022*	**10 485 €** *3 500 €* *6 985 €*

Insertion des personnes bénéficiaires du R.S.A. et des autres minimas sociaux 2022	
COLLEGE JACQUES TWINGER *La famille à l'école*	**4 000 €**
COORDINATION POUR PROMOUVOIR COMPETENCE ET VOLONTARIAT *Formation linguistique à destination de parents d'enfants scolarisés dans les REP Stockfeld-Solignac*	**9 500 €**
UNION DEPARTEMENTALE DE LA CONSOMMATION, DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE DU BAS-RHIN *Français Langue Étrangère Ampère*	**1 000 €**
RETRAVAILLER ALSACE *Transition pro – Séniors résidant majoritairement en QPV*	**4 400 €**
LE PARCOURS *Construire la mise en confiance et l'estime de soi auprès des personnes, sur le plan personnel, social et dans l'insertion professionnelle, par un travail sur l'apparence et l'image*	**12 000 €**
ASSOCIATION MIGRATION SOLIDARITE ET ECHANGE POUR LE DEVELOPPEMENT *Écrivain public* *La Maison Digitale à la Cité Ampère*	**5 300 €** *2 300 €* *3 000 €*
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF *Citoyen numérique ou comment utiliser l'outil numérique pour exercer ma citoyenneté*	**3 000 €**
ASSOCIATION LA RESU *Espace des possibles, un espace de travail partagé associatif au Neuhof*	**3 000 €**
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ASSO FAMILIALES LAIQUES DU BAS-RHIN *« e-Ecrivain, le numérique : accès au droit, aux services dématérialisés et à la formation au numérique pour tous »*	**3 000 €**

*D'imputer les montants ci-dessus qui représentent la somme de **129 851 €** sur la ligne suivante : fonction 520, nature 6574, activité AS01B, programme 8003*

- *d'attribuer au titre de la **Direction Solidarités Santé Jeunesse – CCAS Lutte contre l'Exclusion**, les subventions suivantes :*

MOUVEMENT ATD QUART MONDE *Festival des Savoirs et des Arts – Quartier du Port du Rhin – Strasbourg* *Bibliothèque de rue – Quartier du Port du Rhin - Strasbourg*	**3 200 €** *1 200 €* *2 000 €*

*D'imputer les montants ci-dessus qui représentent la somme de **3 200 €** sur la ligne suivante : fonction 523, nature 6574, activité AS10A, programme 8078.*

Adopté le 21 mars 2022

par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-145109-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Strasbourg.eu
eurométropole

Contrat de ville de l'Eurométropole de Strasbourg

APPEL À PROJETS 2022



PRÉFET DU BAS-RHIN
Liberté
Égalité
Fraternité

Strasbourg.eu
eurométropole

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf
du Bas-Rhin

ALSACE
Collectivité européenne

Grand Est
ALSACE CHAMPAGNE-ARDENNE LORRAINE
L'Europe s'invente chez nous

VILLE DE BISCHHEIM

Illkirch-Graffenstaden

LINGOLSHEIM

SCHILTIGHEIM

SOMMAIRE

1. CONTEXTE DU CONTRAT DE VILLE 2015-2022 2

2. ATTENDUS À L'ÉGARD DES PROJETS DÉPOSÉS 4

2.1. Les priorités de l'appel à projets 2022 4

2.2. Le caractère innovant et/ou structurant pour le territoire 6

2.3 Un contact avec les correspondant-es du Contrat de ville 6

2.4 L'attention portée au budget du projet 6

3. PROCÉDURE DE L'APPEL À PROJETS 7

3.1 Critères de recevabilité 7

3.2 Démarche à suivre pour la présentation du dossier de demande de subvention 8

3.3 Étapes et calendrier opérationnel d'instruction des dossiers 10

3.4 Contacts 11

3.5 Dispositifs particuliers dans le cadre du Contrat de ville 15

3.5.1 Atelier santé ville de Strasbourg 15

3.5.2 Ville Vie Vacances (VVV) 17

4. ANNEXES 19

4.1 Les priorités et modalités de financement des partenaires du Contrat de ville 19

4.1.1 Priorités de la Collectivité européenne d'Alsace 19

4.1.2 Priorités de la Région Grand Est 22

4.1.3 Priorités de la CAF du Bas-Rhin 25

4.2 Grille d'analyse pour la prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans les projets 27

1. CONTEXTE DU CONTRAT DE VILLE 2015-2022

La Politique de la ville vise à réduire les écarts de développement au sein des agglomérations, à restaurer l'égalité républicaine dans les quartiers défavorisés et à améliorer les conditions de vie de leurs habitant-es.

Issu de la Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, le Contrat de ville de l'Eurométropole 2015-2022, cadre unique de mise en œuvre de la Politique de la ville, affiche les engagements pris par l'État, les collectivités territoriales et les autres partenaires de la Politique de la ville au bénéfice des quartiers défavorisés et de leurs habitant-es.

L'Eurométropole de Strasbourg porte, en lien avec 42 partenaires signataires, la mise en œuvre du Contrat de ville sur les 18 quartiers prioritaires (QPV) et les 4 quartiers de veille active de la métropole jusqu'en 2022 (cf. carte page 3).

L'appel à projets 2022 a pour objectif de soutenir des actions cohérentes dans les territoires avec les enjeux prioritaires du Contrat de ville. Ces enjeux sont traduits en objectifs opérationnels dans la convention cadre du Contrat de ville, ses 19 programmes thématiques, et les 18 conventions d'application territoriales (CAT) établies pour chaque QPV. En 2019, un avenant au Contrat de ville a intégré de nouveaux enjeux pour répondre à l'évolution des besoins dans les territoires.

Ces documents contractuels sont disponibles via le lien suivant :
https://www.strasbourg.eu/vie-quotidienne/egalite-urbaine-cohesion-sociale

Le schéma ci-dessous synthétise l'ensemble des champs d'intervention du Contrat de ville.

Des axes transversaux

- action avec et pour les jeunes
- prévention et lutte contre les discriminations
- égalité femmes-hommes
- apprentissage de la langue française
- développement durable
- image des quartiers
- vieillissement de la population

3 piliers du Contrat de ville

COHÉSION SOCIALE

Prévention décrochage scolaire

Attractivité des établissements scolaires

Accompagnement des parents

Accès à la culture

Santé

Partenariat avec l'Université

Pratique sportive

Inclusion numérique

EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Parcours vers l'emploi

Qualifications et compétences

Lien habitant-es - entreprises - acteurs de l'emploi

Attractivité des territoires et entreprises

Création et pérennisation des entreprises

CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN

Programme de renouvellement urbain

Gestion urbaine de proximité

Convention intercommunale attribution

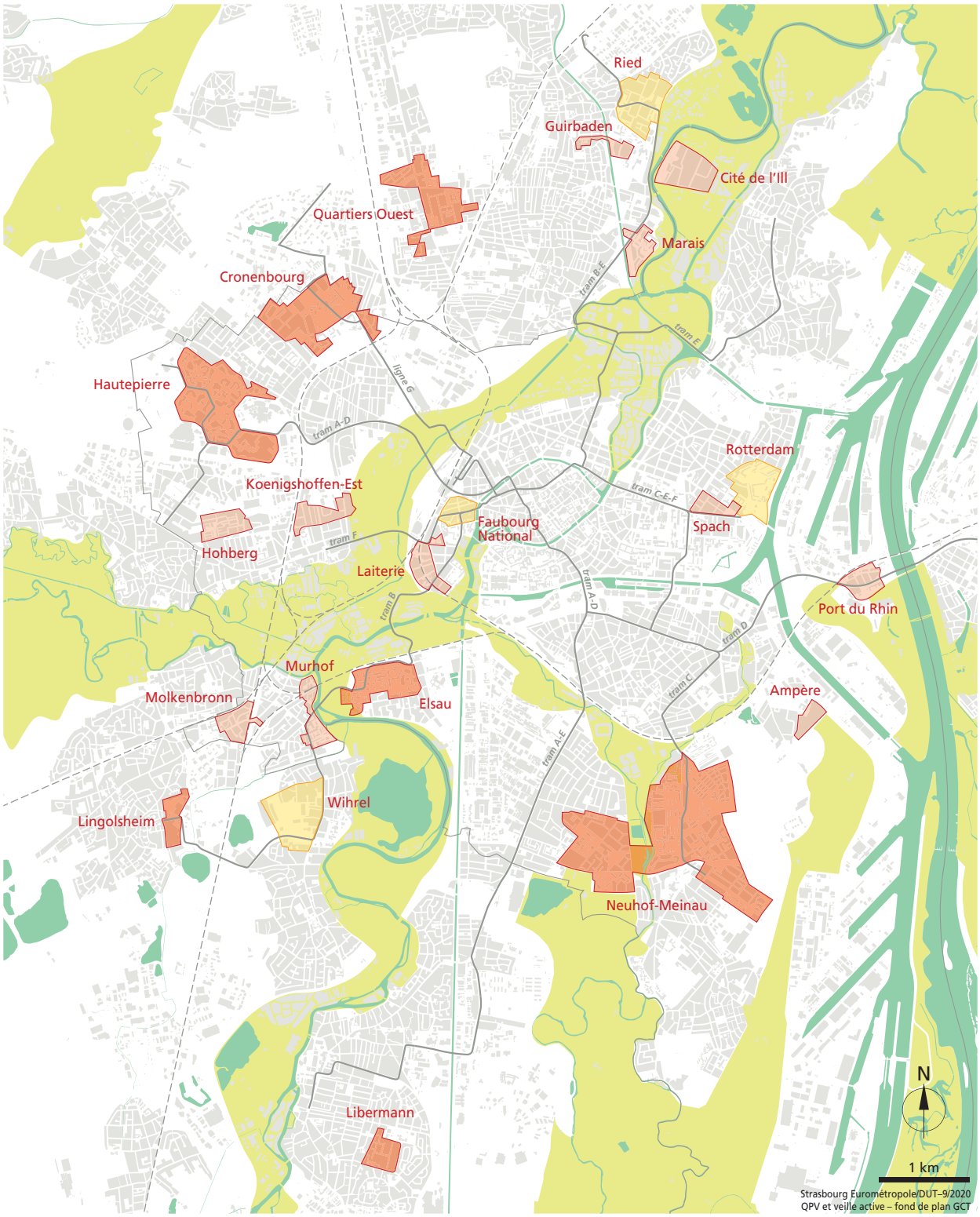
Prévention et sécurité (CISPD-R)

Prévention de la radicalisation

• Carte des territoires d'intervention de la Politique de la ville

L'Eurométropole de Strasbourg compte 18 QPV et 4 quartiers de veille active répartis sur 6 communes : Bischheim, Illkirch-Graffenstaden, Lingolsheim, Ostwald, Schiltigheim et Strasbourg.

Parmi ces QPV, 7 territoires bénéficient du 2ème programme de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg (2019-2030).



QPV
QPV en ANRU
quartier de veille active
trame verte et bleue
tissu bati
transport en commun en site propre
voie ferrée

759

2. ATTENDUS À L'ÉGARD DES PROJETS DÉPOSÉS

L'instruction des projets se fera sur la base des attendus décrits ci-après.

2.1 Les priorités de l'appel à projets 2022

La pandémie qui sévit depuis début 2020 est venue renforcer les inégalités dans les quartiers prioritaires. Les difficultés subies par les habitant-es se sont accrues et sont d'autant plus visibles : accentuation de la précarité et difficulté à satisfaire les besoins de première nécessité, isolement et rupture du lien social, fracture numérique... Ces constats conduisent les partenaires de la Politique de la ville à adapter leurs priorités d'action au regard de besoins émergents ou renforcés. L'Etat et les collectivités souhaitent prioriser les financements en 2022 autour des enjeux suivants :

- Renforcer l'accompagnement des enfants et des jeunes en fragilité sociale et éducative

  Les conséquences de la pandémie frappent les enfants et les jeunes, en affectant leur santé psychologique, leurs apprentissages et leur niveau de vie. Les difficultés des élèves et des familles se sont accrues dès le premier confinement, avec des freins pour accéder aux outils numériques d'enseignement à distance, l'absence de soutien scolaire à domicile,... Face à l'accentuation des fragilités sociales et éducatives, les partenaires souhaitent apporter un soutien particulier aux actions contribuant à renforcer l'accompagnement des enfants et des jeunes et les liens parents-enfants.

- Faciliter l'insertion et l'accès à l'emploi

  Malgré les mesures de protection des salariés et le soutien apporté aux entreprises et aux associations, la crise sanitaire a des conséquences lourdes sur l'emploi des habitant-es des quartiers prioritaires. Les partenaires souhaitent apporter un soutien renforcé aux projets qui contribuent à apporter des solutions concrètes pour accompagner et remettre à l'emploi les habitant-es, et notamment les jeunes.

- Améliorer la qualité de vie des habitantes et des habitants

  Renforcer le lien social à travers la médiation, le développement de l'offre de services de proximité et l'inclusion numérique

  La crise sanitaire et les différentes phases de confinement ont amplifié les situations difficiles des populations vulnérables. De nombreuses actions de solidarité portées par les acteurs associatifs se sont multipliées pour maintenir le lien social et offrir des espaces d'échanges avec les habitant-es permettant de prévenir le repli sur soi et l'isolement. Elles ont constitué un appui important pour les habitant-es.

  Dans ce contexte, les partenaires du Contrat de ville souhaitent encourager la pérennisation d'actions visant à renforcer le lien social et à favoriser le lien avec les familles ou les personnes isolées pour faciliter l'accès aux services : aide aux démarches administratives, orientation vers les services publics, lutte contre la fracture numérique... Dans un contexte marqué par le vieillissement de la population, une attention particulière sera accordée aux actions prenant en compte les besoins des personnes âgées.

En complément, le contexte actuel amène également à apporter une attention particulière sur les sujets suivants :

Favoriser l'animation de proximité

Dès la sortie du confinement, les associations ont largement développé leurs actions dans les quartiers, en particulier pendant les vacances scolaires. Les partenaires du Contrat de ville souhaitent maintenir un haut niveau d'animations de proximité et d'activités dans les quartiers.

Accompagner les habitantes et les habitants à la transition écologique

Les habitant-es des quartiers populaires sont parmi les plus touchés par la précarité énergétique, les pics de chaleurs, les problèmes de santé liés à la pollution de l'air intérieur et extérieur... Pourtant, les problématiques environnementales semblent perçues comme éloignées des préoccupations des ménages dans ces territoires vulnérables. L'intégration d'un nouvel axe transversal « développement durable » dans l'avenant au Contrat de ville vise à prendre en compte les orientations du Plan Climat 2030 de l'Eurométropole dans un objectif de solidarité sociale et écologique. Dans ce contexte, les partenaires du Contrat de ville souhaitent encourager le développement d'actions répondant aux enjeux de la transition écologique. Une attention particulière sera accordée aux projets contribuant à l'initiation, l'apprentissage et l'accompagnement à la pratique du vélo.

- Favoriser la prévention et la promotion de la santé

Les inégalités de santé frappent particulièrement les habitants des quartiers prioritaires. Le lien entre conditions de vie et état de santé est aujourd'hui communément admis : l'état de santé d'une population résulte d'interactions complexes entre plusieurs déterminants d'ordre sociaux, territoriaux ou encore environnementaux. Les partenaires du Contrat de ville apporteront une attention particulière aux actions permettant d'améliorer le bien-être et l'état de santé des habitants, et visant à la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé (cf p.15 pour les projets déposés au titre de l'Atelier santé ville de Strasbourg).

- Une priorité accordée aux actions en faveur des femmes

La crise sanitaire a eu un effet démultiplicateur des inégalités existantes, et en particulier des inégalités de genre. Les femmes sont les premières touchées par les impacts économiques de la crise engendrée par la pandémie, du fait de leur surreprésentation dans les métiers les plus précaires. La crise sanitaire a également accru la double charge des femmes entre le travail et les responsabilités à domicile, avec les tâches ménagères, la garde des enfants,... Les partenaires du Contrat de ville souhaitent accorder une priorité aux actions en faveur des femmes, dans tous les domaines.

Pour faciliter l'intégration de cet axe transversal dans les projets déposés, une grille d'analyse vous est proposée en annexe. Des formations au montage de projets en faveur de l'égalité femmes-hommes, ou au développement social et à l'urbanisme sensibles au genre sont également organisées pour vous accompagner.

Ces priorités ne remettent pas en cause les piliers et objectifs définis dans le cadre du Contrat de ville. Les projets proposés répondant aux objectifs opérationnels du Contrat de ville et aux enjeux territoriaux des QPV définis dans les CAT demeurent éligibles à un soutien de la part des financeurs.

2.2 Le caractère innovant et/ou structurant pour le territoire, en complément des actions menées dans le cadre de politiques publiques de droit commun

Une attention particulière sera apportée sur :

- La qualité de l'analyse des besoins et de la réponse apportée aux habitantes et aux habitants des quartiers prioritaires

Le dossier doit notamment expliquer en quoi l'action tend à réduire les inégalités.

- La dimension partenariale du projet et la cohérence avec les actions menées par les opérateurs du territoire

L'initiative est co-construite avec les partenaires et forces vives du territoire. L'inscription dans le territoire et son tissu partenarial est une condition essentielle qui doit être mise en oeuvre à toutes les étapes du projet.

- La participation et la mobilisation des habitantes et des habitants

La participation et la mobilisation des habitant-es à différentes étapes du projet sont attendues, en les associant de préférence dès son élaboration, lors de sa mise en oeuvre et pendant toute la démarche d'évaluation.

2.3 Un contact avec les correspondant-es du Contrat de ville pris préalablement au dépôt du dossier

En amont du dépôt du dossier, il est **obligatoire** de prendre contact avec les référents locaux concernés:

- **le ou la correspondant-e de la Direction de projet du quartier** (agents des communes ou de l'Eurométropole) ;
- **le ou la délégué-e de la Préfète**.

Ils/elles peuvent accompagner les porteurs de projets : aide au montage de projet, rôle facilitateur dans la mise en réseau, conseils pour flécher les demandes de financement (droit commun/crédits spécifiques, etc...)

Si le projet concerne plus de 5 QPV, un contact devra être pris avec la Direction de projet Politique de la ville de l'Eurométropole de Strasbourg (cf. coordonnées des contacts page 11).

2.4 L'attention portée au budget du projet

- Des subventions qui ne peuvent couvrir que les frais directement liés à l'action

  Les crédits relevant de la Politique de la ville financent des projets. Les dépenses liées au fonctionnement permanent de la structure porteuse du projet ne sont pas éligibles à une mobilisation des crédits spécifiques de la Politique de la ville. Ce type de dépenses courantes peut, le cas échéant, faire l'objet d'une prise en charge par le droit commun.

- Le budget précise les montants des subventions attendues de chaque partenaire financier, en recherchant un équilibre entre les cofinancements

  Toute demande de financement au titre du Contrat de ville devra prioritairement et systématiquement mobiliser les crédits de droit commun des institutions partenaires.

- Les crédits qui peuvent être sollicités dans le cadre de l'appel à projets du Contrat de ville sont principalement :

  - des crédits spécifiques « Politique de la ville » de l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires (ANCT) ;
  - des crédits des services déconcentrés de l'Etat correspondant au domaine dans lequel l'action s'inscrit ;
  - des crédits des collectivités locales sur leurs champs de compétences :
    - les communes de Strasbourg, Schiltigheim, Bischheim, Illkirch-Graffenstaden et Lingolsheim ;
    - l'Eurométropole de Strasbourg ;
    - la Collectivité européenne d'Alsace ;
    - le Conseil Régional Grand Est ;
  - des crédits de la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin (CAF) pour des actions entrant dans son champ de compétences.

3. PROCÉDURE DE L'APPEL À PROJETS

3.1 Critères de recevabilité

- l'appel à projet s'adresse à **des associations, des collectivités territoriales et des établissements publics**. Les associations sont éligibles dès lors qu'elles sont déclarées et qu'elles ont reçu un numéro de SIRET ;

- le projet concerne **un ou plusieurs QPV et bénéficie aux habitant-es des QPV dans une proportion très significative** (supérieure ou égale à 50%). Le porteur de projet décrit et quantifie le public des QPV ciblé par son ou ses action(s), énonce les résultats attendus, qualitatifs et quantitatifs, pour le public ciblé ;

- le dossier doit être **déposé sur la plateforme Dauphin** (cf. modalités de dépôt ci-après) :

⚠ **au plus tard le 15 novembre 2021 pour les projets se déroulant sur année civile 2022, ou pour les projets « Ville Vie Vacances » se déroulant pendant les vacances de février et printemps 2022 ;**

⚠ **au plus tard le 1er avril 2022 pour les projets se déroulant sur année scolaire 2022/2023, ou pour les projets « Ville Vie Vacances » se déroulant pendant les vacances d'été, de Toussaint ou de Noël 2022 ;**

⚠ **Tout dossier reçu après ces dates sera déclaré irrecevable.**

- le dossier doit être complet et comprendre toutes les pièces justificatives listées dans le dossier de demande de subvention (CERFA) : **cf notice Dauphin à télécharger via le site** www.strasbourg.eu ;

- pour des actions en renouvellement, la recevabilité du dossier est conditionnée à **la production du bilan** montrant les résultats de l'action passée et permettant de mesurer la pertinence de son renouvellement.

3.2 Démarche à suivre pour le dépôt de dossier de demande de subvention

Les demandes de subvention devront être saisies en ligne sur l'outil de dépôt dématérialisé, le portail Dauphin mis en place par l'ANCT : https://usager-dauphin.cget.gouv.fr

Pour toute aide concernant la saisie en ligne, les porteurs de projet peuvent contacter la cellule d'assistance technique de l'ANCT par téléphone au 09 70 81 86 94 ou par mail à l'adresse suivante : support.P147@proservia.fr

⚠ **Une fois le dossier saisi sur Dauphin, le dossier doit obligatoirement être envoyé en format PDF à l'adresse mail suivante : contratdeville@strasbourg.eu**

⚠ **Points de vigilance :**

- La saisie du budget prévisionnel

Il est demandé d'avoir une attention particulière au budget prévisionnel de l'action. Pour que le dossier soit visible par les instructeurs du Contrat de ville, il conviendra de saisir à minima une demande d'un montant de 1€ au financeur suivant : 67-ETAT-POLITIQUE-VILLE.

- Le cas spécifique des subventions demandées à la DRAC Grand Est

Pour les porteurs de projets intervenant dans le champ culturel et qui solliciteraient des subventions de la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) du Grand Est, le dépôt d'un projet au titre de l'appel à projet du Contrat de ville ne vaut pas dépôt à l'appel à projets de la DRAC. Il est ainsi nécessaire de faire une demande spécifique via le lien suivant :

https://www.culture.gouv.fr/Aides-demarches/Appels-a-projets/Actions-culturelles-en-faveur-des-habitants-des-quartiers-de-la-politique-de-la-Ville-du-Grand-Est

Dans ce cadre, les demandes de subventions sont à déposer avant le 30 novembre 2021 au plus tard.

- Le cas spécifique des subventions demandées à la CAF au titre du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) et du Réseau d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP)

Pour les porteurs de projets qui solliciteraient des subventions de la CAF au titre du CLAS et/ou du REAPP, la demande doit être déposée **uniquement** sur la nouvelle plateforme dématérialisée ELAN accessible via le lien suivant : https://elan.caf.fr/aides

Il n'est pas nécessaire de déposer une demande sur la plateforme Dauphin.

L'appel à projets 2022 du REAAP sera lancé en décembre 2021. Les dossiers pourront être déposés tout au long de l'année. La plateforme de dépôt des dossiers sera accessible jusqu'à fin septembre 2022.

L'appel à projets 2022/2023 du CLAS sera lancé en avril 2022, avec une date limite de dépôt des dossiers définie à fin mai 2022.

La CAF communiquera les informations relatives à ces appels à projets aux porteurs de projets concernés.

- Le cas spécifique des subventions demandées à la Région Grand Est

Pour les porteurs de projets qui solliciteraient des subventions de la Région Grand Est, la demande doit **également** être déposée en ligne à l'adresse suivante

https://www.grandest.fr/vos-aides-regionales/vie-associative-de-proximite-divap/

L'analyse des demandes se fera au fil de l'eau. La demande portant sur une manifestation ou une action datée devant se faire au minimum 3 mois avant celle-ci.

- Si l'action est un projet existant ou ayant déjà été financé dans le cadre de la Politique de la ville

Le bilan financier et qualitatif de l'action 2021 est à transmettre sur le portail Dauphin. Cette démarche est obligatoire pour justifier de l'utilisation des subventions allouées en 2021.

3.3 Étapes et calendrier opérationnel d'instruction des dossiers

DIFFUSION DE L'APPEL À PROJETS

le 1er octobre 2021

Projets sur année civile 2022	Projets sur année scolaire 2022/2023
ACCOMPAGNEMENT DES PORTEURS DE PROJETS **En amont du dépôt du dossier, le porteur de projet doit contacter le ou la correspondant-e de la Direction de projet du quartier (agents des communes ou de l'Eurométropole) et le ou la délégué-e de la Préfète. Si le projet concerne plus de 5 QPV, un contact devra être pris avec la Direction de Projet Politique de la ville.**	
du 1er octobre au 15 novembre 2021	**du 1er octobre 2021 au 1er avril 2022**
SAISIE EN LIGNE SUR LA PLATEFORME DAUPHIN - https://usager-dauphin.cget.gouv.fr	
Date limite de dépôt du dossier 15 novembre 2021	**Date limite de dépôt du dossier 1er avril 2022**
INSTRUCTION PARTAGÉE DES DOSSIERS **Organisation de réunions de coordination entre les financeurs**	
Courant janvier 2022	**1ère quinzaine de mai 2022**
COMITÉ DES FINANCEURS - **Temps d'arbitrage financier**	
Courant février 2022	**début juin 2022**
INFORMATION AUX PORTEURS DE PROJETS **Les instances décisionnelles étant propres à chaque institution, les calendriers pourront être différés**	
à compter de mi-mars 2022	**à compter de mi-juin 2022**

3.4 Contacts

COMMUNES ET EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	ÉTAT
SUJETS TRANSVERSAUX / SUPPORTS TECHNIQUES	
DIRECTION DE PROJET POLITIQUE DE LA VILLE Mme Delphine SAUVEUR - assistante de projets 03 68 98 69 41 - contratdeville@strasbourg.eu Direction de Projet Politique de la ville Ville et Eurométropole de Strasbourg Centre Administratif - 1 parc de l'Étoile 5ème étage - bureau 512 67076 Strasbourg Cedex	**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'EMPLOI DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS** ddets-mission-ville@bas-rhin.gouv.fr DDETS - Direction départementale de l'emploi du travail et des solidarités Mission Ville Cité administrative - 14 rue du Maréchal Juin CS 50016 - 67084 Strasbourg Cedex
CORRESPONDANT.E.S DANS LES TERRITOIRES	
QPV GUIRBADEN	
Mme Anne-Laure HAMELIN - responsable service sport - jeunnesse - vie associative - politique de la ville 03 88 18 01 55 al.hamelin@ville-bischheim.fr	M. François VAUTRIN - délégué de la préfète 06 76 10 43 26 francois.vautrin@bas-rhin.gouv.fr
QPV QUARTIERS OUEST	
Mme Clarisse PHAM - cheffe de projet renouvellement urbain et social 03 68 98 64 62 clarisse.pham@strasbourg.eu	M. François VAUTRIN - délégué de la préfète 06 76 10 43 26 françois.vautrin@bas-rhin.gouv.fr
QPV MARAIS	
Mme Sarah LAYMAND - chargée de projets Développement durable, Démocratie participative et Contrat de ville 03 88 83 90 00 sarah.laymand@ville-schiltigheim.fr	M. François VAUTRIN - délégué de la préfète 06 76 10 43 26 françois.vautrin@bas-rhin.gouv.fr
QUARTIER PRIORITAIRE DE LINGOLSHEIM	
M.Philippe LEGLIZE - directeur du pôle travaux urbanisme 03 88 78 88 84 leglizep@lingolsheim.fr	M. Djamel ROUABAA - délégué de la préfète 07 85 40 41 19 djamel.rouabaa@bas-rhin.gouv.fr

QPV LIBERMANN	
Mme Christine CHEVALLAY - directrice des Solidarités à la ville d'Illkirch-Graffenstaden **03 88 66 80 73** **c.chevallay@illkirch.eu**	**M. Jean-Marc KIEFFER - délégué de la préfète** **06 18 29 48 87** **jean-marc.kieffer@bas-rhin.gouv.fr**
QPV CITÉ DE L'ILL	
Mme Karen GEIGER - chargée de mission quartier **03 88 45 88 54** **karen.geiger@strasbourg.eu**	**M. François VAUTRIN - délégué de la préfète** **06 76 10 43 26** **francois.vautrin@bas-rhin.gouv.fr**
QPV CRONENBOURG	
Mme Véronique JACOB-BOHN - chargée de mission quartier **03 88 77 75 97** **veronique.jacob-bohn@strasbourg.eu**	**Mme Asma KILICOGLU - déléguée de la préfète** **06 77 38 19 29** **asma.kilicoglu@bas-rhin.gouv.fr**
QPV HAUTEPIERRE	
Mme Sandrine DE BONN - chargée de mission quartier **03 88 77 75 89** **sandrine.de-bonn@strasbourg.eu**	**Mme Asma KILICOGLU - déléguée de la préfète** **06 77 38 19 29** **asma.kilicoglu@bas-rhin.gouv.fr**
QPV HOHBERG	
Mme Véronique JACOB-BOHN - chargée de mission quartier **03 88 77 75 97** **veronique.jacob-bohn@strasbourg.eu**	**M. Djamel ROUABAA - délégué de la préfète** **07 85 40 41 19** **djamel.rouabaa@bas-rhin.gouv.fr**
QPV LAITERIE	
Mme Christelle LADENBURGER - chargée de mission quartier **03 68 98 72 42** **christelle.ladenburger@strasbourg.eu**	**M. Jean-Marc KIEFFER - délégué de la préfète** **06 18 29 48 87** **jean-marc.kieffer@bas-rhin.gouv.fr**

QPV KOENIGSHOFFEN-EST	
Mme Karen DE CHAZELLES - chargée de mission quartier **03 88 10 54 85** **karen.de-chazelles@strasbourg.eu**	**M. Djamel ROUABAA - délégué de la préfète** **07 85 40 41 19** **djamel.rouabaa@bas-rhin.gouv.fr**
QPV MOLKENBRONN / MURHOF	
Mme Karen DE CHAZELLES - chargée de mission quartier **03 88 10 54 85** **karen.de-chazelles@strasbourg.eu**	**M. Jean-Marc KIEFFER - délégué de la préfète** **06 18 29 48 87** **jean-marc.kieffer@bas-rhin.gouv.fr**
QPV ELSAU	
Mme Lucie-Lou GASCHY - chargée de mission quartier **03 88 10 54 83** **lucie-lou.gaschy@strasbourg.eu**	**M. Jean-Marc KIEFFER - délégué de la préfète** **06 18 29 48 87** **jean-marc.kieffer@bas-rhin.gouv.fr**
QPV MEINAU	
M. Yannick FURGAL - chargé de mission quartier **03 88 79 78 35** **yannick.furgal@strasbourg.eu**	**Mme Linda CHABOUNIA - déléguée de la préfète** **06 77 38 50 08** **linda.chabounia@bas-rhin.gouv.fr**
QPV NEUHOF	
Mme Lucia CARRONDO - chargée de mission quartier **06 73 19 92 44** **lucia.carrondo@strasbourg.eu**	**Mme Linda CHABOUNIA - déléguée de la préfète** **06 77 38 50 08** **linda.chabounia@bas-rhin.gouv.fr**
QPV PORT DU RHIN	
Mme Valentine SBERRO - chargée de mission quartier **06 47 71 43 12** **valentine.sberro@strasbourg.eu**	**M. Djamel ROUABAA - délégué de la préfète** **07 85 40 41 19** **djamel.rouabaa@bas-rhin.gouv.fr**
QPV AMPÈRE	
Mme Marion OBERLE - chargée de mission quartier **03 68 98 66 64** **marion.oberle@strasbourg.eu**	**M. Djamel ROUABAA - délégué de la préfète** **07 85 40 41 19** **djamel.rouabaa@bas-rhin.gouv.fr**

QPV SPACH ET TERRITOIRE DE VEILLE ACTIVE ROTTERDAM	
Mme Elodie SEGURA - chargée de mission quartier **03 90 41 17 36** **elodie.segura@strasbourg.eu**	**Mme Asma KILICOGLU - déléguée de la préfète** **06 77 38 19 29** **asma.kilicoglu@bas-rhin.gouv.fr**

3.5 Dispositifs particuliers dans le cadre du Contrat de ville

3.5.1 Atelier Santé Ville de strabourg: prévention et promotion de la santé

Le lien entre conditions de vie et état de santé est aujourd'hui communément admis : l'état de santé d'une population résulte d'interactions complexes entre plusieurs déterminants d'ordre sociaux, territoriaux ou encore environnementaux.

Les actions menées doivent permettre :

- de renforcer la politique santé municipale à destination des habitants des quartiers les plus populaires pour améliorer leur bien-être et leur état de santé,
- de viser la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé

Priorité sera donnée aux projets qui développent et soutiennent les compétences psychosociales ainsi que la qualité des partenariats pour les mener à bien

- Ces projets doivent s'inscrire dans une ou plusieurs des thématiques suivantes :

Thématiques
Santé Communautaire Accompagner la mobilisation des habitants des QPV sur des actions de promotion de la santé sur les enjeux de : • bien-être, mieux-être et cadre de vie favorable à la santé, • accès aux droits et aux soins, • coordination des parcours de santé, • accès à la prévention en santé notamment concernant le dépistage organisé des cancers.
Santé Mentale Accompagner l'évolution des représentations autour de la maladie mentale et l'intégration dans la ville des personnes souffrant de troubles de santé mentale en lien, notamment, avec la Semaine d'information en santé mentale.
Addictions Accompagner la lutte contre les addictions : tabagisme et autres substances psychoactives (cannabis, alcool, protoxyde d'azote…) en insistant sur : • l'information auprès des publics les plus jeunes sur les risques des consommations, en lien notamment avec le développement des « parcs sans tabac », • la protection des plus jeunes dans l'entrée dans les conduites addictives, • l'aide des consommateurs à arrêter et réduire les risques et dommages liés aux consommations.
Vieillissement de la population Accompagner le soutien à l'autonomie des personnes âgées dans leur parcours de vie en particulier en ce qui concerne la prévention contre l'isolement social et relationnel, l'accès aux soins et aux services et l'adaptation du cadre de vie.
Hygiène de vie active Accompagner les messages de prévention en intégrant une approche par déterminants de la santé. Favoriser l'interaction entre les comportements adoptés pour sa santé et les conditions de vie, la santé est dépendante de ce que l'on mange, de là où l'on vit, grandit, travaille, se divertit, de ses émotions…

L'essentiel des actions est à prévoir pour l'année civile 2022

- **date limite de dépôt des dossiers = 15/11/2021**

Si l'action doit être mise en œuvre sur l'année scolaire 2022/2023

- **date limite de dépôt des dossiers = 01/04/2022**

Contact pour le montage du projet : Service santé et autonomie Ville de Strasbourg, coordinatrice de l'Atelier santé ville et des contrats locaux de santé : maud.ebstein-breton@strasbourg.eu

3.5.2 Programme Ville Vie Vacances (VVV) 2022

Le programme Ville Vie Vacances (VVV) s'adresse prioritairement aux **enfants et jeunes en difficulté des quartiers de la Politique de la ville, âgés de 11 à 18 ans** et éloignés de l'accès aux loisirs et aux vacances. Ce programme n'a pas vocation à soutenir des prestations de loisirs de droit commun pendant les vacances scolaires (ex : Centre de loisirs sans hébergement).

Les actions soutenues doivent **répondre à une logique éducative, culturelle et sportive** et ciblent davantage les publics orientés par la protection judiciaire de la jeunesse, la prévention spécialisée, l'aide sociale à l'enfance, l'administration pénitentiaire et le programme de réussite éducative.

Attention, les projets VVV pour la période de Noël 2021 doivent s'inscrire dans un programme d'actions annuel, le cas échéant, il ne sera pas soutenu financièrement par l'Etat.

- Critères de sélection du projet

Public, territoire, période visée	• Jeunes de 11 à 18 ans • Quartier prioritaire de la ville (18) • Pendant les vacances scolaires
Critère de priorisation pour un financement	• Activités ayant lieu le week-end et plus particulièrement durant la période du mois d'août • Activités organisées en dehors des quartiers qui permettent une plus grande ouverture des jeunes au monde extérieur et favorisent la mobilité • Mixité garçons/filles avec un objectif de 50 % de jeunes filles bénéficiaires • Actions reposant sur une forte implication des jeunes, à toutes les étapes des actions, de leur élaboration à leur réalisation ainsi que les éventuelles modalités de restitution • Pour les demandes de renouvellement, remise du bilan N-1 lors du dépôt du dossier
Critère d'appréciation des financeurs	• Modalité de repérage des jeunes plus particulièrement des jeunes filles • Adéquation objectifs généraux/coût, réalisme financier et sérieux de gestion
Partenariat	• Nécessité d'un dialogue renforcé entre associations et avec les institutions dans un souci de cohérence tant au niveau de la mobilisation du public que des activités. Les actions coproduites seront favorisées
Informations importantes	• Les changements de calendrier, de lieux et d'horaires devront être annoncés préalablement aux partenaires financeurs • Des visites et contrôles pourront être effectués sur les sites • En cas de financement de votre action, vous devrez mentionner dans toutes vos communications la participation de la ville et/ou de l'État à votre projet • Les accueils collectifs de mineurs, avec ou sans hébergement, doivent être obligatoirement déclarés sur le site https://tam.extranet.jeunesse-sports.gouv.fr

- Constitution des dossiers

La démarche et le dépôt d'un projet VVV sont identiques au dépôt d'un dossier déposé au titre du Contrat de ville. Toutefois, chaque projet doit être accompagné d'un budget distinct et d'une description détaillant les critères visés.

- Calendrier

Projet prévu pour les vacances de :	Date limite de dépôt des dossiers :
février et printemps 2022	**15 novembre 2021**
d'été, Toussaint et Noël 2022	**le 1er avril 2022**

4. LES ANNEXES

4.1 Les priorités et modalités de financement des partenaires du Contrat de ville

4.1.1 Priorités de la Collectivité Européenne d'Alsace dans le cadre du Contrat de ville

Si vous demandez une subvention à la Collectivité Européenne d'Alsace, il est indispensable de prendre contact avec : Mme Cécile SIMONIN – cecile.simonin@alsace.eu

La Collectivité Européenne d'Alsace est partenaire des 3 contrats de ville signés sur le périmètre du Territoire Bas-Rhin. Ces 3 contrats concernent au total 21 quartiers prioritaires désignés Quartiers Politique de la Ville (QPV) :

- le Contrat de ville de l'EMS qui couvre 18 QPV
- le Contrat de ville de Haguenau-Bischwiller-Kaltenhouse qui concerne 2 QPV
- le Contrat de ville de Saverne pour 1 QPV

L'engagement de la collectivité au titre de cette politique publique recouvre deux réalités : le droit commun au titre des compétences « régaliennes » de la collectivité et une enveloppe spécifique.

1. Droit commun

La collectivité, de par sa position de chef de file des politiques sociales, est amenée à intervenir dans les domaines qui constituent les trois piliers des contrats de ville, particulièrement celui relatif à la cohésion sociale. Son action peut s'illustrer notamment à travers son action sociale de proximité, déléguée ou non, l'insertion et la lutte contre les exclusions, la protection de l'enfance, la santé, l'autonomie liée au handicap ou à l'âge.

La Collectivité Européenne d'Alsace est également compétente pour l'accueil des collégiens avec la mise à disposition d'équipements adaptés et la carte scolaire. Elle développe par ailleurs une politique volontariste en faveur de la jeunesse qui se traduit par différentes politiques légales ou volontaristes du de la collectivité (sociale et de prévention, éducative, sportive et culturelle, etc.).

Par ailleurs, elle décline une politique culturelle à partir de ses compétences obligatoires, notamment relatives au Schéma départemental des enseignements artistiques, de ses établissements tels que le Vaisseau, le Haut-Koenigsbourg, les Archives départementales et par sa contribution en faveur du développement artistique et culturel des territoires. Enfin, la Collectivité Européenne d'Alsace est engagée sur l'intégralité des programmes des trois contrats de ville dont le Conseil Départemental du Bas-Rhin était signataire

2. Priorités portées par la Collectivité Européenne d'Alsace

Par ailleurs, la Collectivité Européenne d'Alsace souhaite maintenir une enveloppe spécifique destinée à soutenir des projets autour de trois grands enjeux sociétaux : la jeunesse, la culture et l'insertion en particulier en soutien aux personnes bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active.

Ainsi au titre de la campagne 2022, **10 priorités seront portées par la Collectivité Européenne d'Alsace.**

• LA JEUNESSE

Priorité 1 : la pratique sportive

Seront soutenues des actions favorisant l'accès aux sports de nature et les pratiques sportives associant au moins deux enjeux repérés comme importants à savoir : la santé, l'insertion et la citoyenneté.

Priorité 2 : L'engagement
Seront soutenues des actions qui incitent les jeunes à s'investir dans, leur quartier : donner des clefs à ces citoyens en devenir pour comprendre le monde environnant, les évolutions sociétales et leurs impacts (radicalisation, racisme...) ; la société vieillissante et la nécessité de renforcer les échanges d'expériences.

Priorité 3 : L'accompagnement à la scolarité et la prévention du décrochage scolaire
Seront soutenues des actions s'adressant en priorité à un public collégien. Ces actions devront obligatoirement associer plusieurs acteurs du territoire (ex : un collège associé à une Fédération professionnelle). Il s'agira d'apprendre au collégien à identifier puis utiliser les potentiels socioéconomiques présents sur son quartier.

Priorité 4 : L'attractivité et la valorisation des établissements scolaires
Seront soutenues des actions contribuant à améliorer l'attractivité des collèges situés dans les QPV du territoire. Les projets d'excellence dans les domaines culturels, linguistiques, scientifiques, associant des partenaires « prestigieux » (grandes écoles, fondations...) seront particulièrement soutenus.

Priorité 5 : L'accompagnement des parents
Seront soutenus des projets de soutien à la parentalité visant à mettre les parents pleinement acteurs de l'évolution de leurs enfants, en particulier s'agissant de collégiens.

• L'INSERTION

Priorité 6 : L'apprentissage et la maîtrise de la langue française
Seront soutenues des actions favorisant des parcours progressifs dans l'apprentissage de la langue et favorisant une mixité (hommes/femmes) dans les groupes. Les porteurs/porteuses de projet d'un territoire identique s'accorderont notamment à présenter une offre « complète » et complémentaire aux habitant-es du territoire ciblé.

Priorité 7 : Les parcours vers l'emploi
Seront soutenues des actions favorisant l'insertion professionnelle en partenariat avec le monde économique pour les publics les plus éloignés de l'emploi et basées sur l'accompagnement individuel du parcours d'insertion : les jeunes, les seniors et, prioritairement, les bénéficiaires du RSA (remobilisation, accès à la formation, alternance, clauses d'insertion, chantiers écoles, forum, job dating, tutorat, parrainage ou autres).
Un soutien pourra également être accordé aux actions visant à assurer une meilleure coordination entre les dispositifs d'insertion et emploi afin d'éviter les ruptures de parcours dans une perspective d'employabilité des personnes.

Priorité 8 : L'orientation et la formation
Seront soutenues des actions permettant l'acquisition de compétences numériques et luttant contre le risque d'addiction aux écrans : codage, langages informatiques, création de sites, blogs...
Un « bonus » sera attribué aux actions poursuivant ce double objectif : acquisition de compétences numériques et prévention de l'addiction aux écrans.
Un soutien pourra également être accordé à des actions permettant de créer les liens entreprises-jeunesse-formation : les actions d'accompagnement et de soutien aux parcours d'orientation développant la rencontre entre les jeunes et les entreprises dans le cadre d'accès aux stages de découverte des métiers et favorisant l'accessibilité aux contrats d'alternance tout en développant la mobilité.

Priorité 9 : Création d'entreprises et pérennisation

Seront soutenues des actions favorisant la notion d'entreprendre chez les jeunes adultes et notamment ceux bénéficiaire du RSA ou suivi dans la cadre de la garantie jeune.

Les projets inscrits dans une démarche collective ou collaborative (coopérative, pépinières d'entreprise, incubateur,...) seront considérés comme prioritaires.

• LA CULTURE

Priorité 10 : L'accès aux équipements et projets culturels

Seront soutenues des actions permettant aux publics éloignés d'une pratique culturelle, pour des raisons personnelles ou liées à leur situation au regard de la santé ou du handicap, de découvrir de nouvelles formes culturelles et d'accéder à l'offre culturelle existante.

Bénéficieront également d'une lecture bienveillante les projets initiant ou accompagnant le développement de pratiques et compétences artistiques dans des parcours associant amateurs et professionnels.

Enfin, un soutien pourra également être accordé aux actions de création ou de valorisation de la culture du conte (découverte ou transmission de contes traditionnels, travail sur des approches multiculturelles, lecture, écriture, mise en scène) pouvant intégrer le programme de diffusion du festival départemental VOOL (Vos Oreilles Ont la Parole).

3. Critères d'éligibilité des projets

Seront prioritairement retenus les projets reposant sur les critères d'éligibilité suivants :

- répondre aux priorités de la Collectivité Européenne d'Alsace stipulées au cahier des charges ;
- mobiliser le réseau partenarial et la recherche de cofinancement ;
- mutualiser les ressources et moyens disponibles sur le territoire ;
- définir précisément le périmètre du projet tant dans sa dimension territoriale qu'humaine (public ciblé) ;
- favoriser l'innovation dans le projet et encourager la responsabilisation des habitant-es (parents, jeunes, enfants,...) par leur engagement dans la construction du projet ;
- respecter le principe de mixité (hommes, femmes).

4.1.2 Priorités de la Région Grand Est dans le cadre du Contrat de ville

Le dispositif de soutien à la vie associative de proximité https://www.grandest.fr/vos-aides-regionales/vie-associative-de-proximite-divap/

Plus que jamais, les associations apparaissent comme des porte-paroles des populations et deviennent des acteurs incontournables pour permettre à la société d'évoluer vers plus de lien social et d'humanité.
Elles permettent l'engagement citoyen individuel et/ou collectif, mènent des projets socialement innovants et contribuent à l'attractivité des territoires. Elles constituent le ferment du faire ensemble en région.

1. Contexte

La Région Grand Est soutient les associations à travers des politiques thématiques telles que la culture et le patrimoine, la jeunesse, le sport, l'environnement, la lutte contre les discriminations, le devoir de mémoire, le tourisme, l'éducation populaire, l'innovation sociale, la cohésion sociale ou l'emploi.
Elle souhaite aussi être à leur côté dans des actions et manifestations plus ciblées, au plus près des villages et communes, là où se tisse, en proximité, le lien social, le vivre ensemble.
A ce titre, la Région Grand Est a mis en place un dispositif d'aide au projet, facilement mobilisable et agile, permettant de soutenir financièrement les projets associatifs de proximité, originaux et reconnus d'intérêt local par les acteurs et les citoyens.

2. Objectifs

Ce dispositif dédié permet de soutenir des projets ou manifestations qui ne répondent pas aux critères d'intervention des politiques sectorielles de la collectivité, démontrent un intérêt reconnu localement, favorisent l'animation des territoires, renforcent le lien social. La Région Grand Est, convaincue de la force de l'engagement de ses habitants, soutiendra les animations et manifestations faisant la promotion de la vie associative locale. Elle entend ainsi concourir à la valorisation des associations du territoire et apporter une reconnaissance au travail et à l'engagement des bénévoles.

En territoires ruraux comme dans les quartiers urbains, la Région Grand Est accordera une aide financière à :

- Des manifestations de proximité et des projets originaux liés aux particularités du territoire concerné (date anniversaire exceptionnelle, coutumes locales...). Une attention particulière sera portée par ailleurs aux projets visant à promouvoir des comportements écoresponsables ;
- Des projets d'utilité sociale présentant un caractère populaire ou impliquant fortement la population dans l'organisation du projet, ou répondant à un besoin spécifique d'accès à une pratique, notamment sportive ;
- Des projets d'exception favorisant le bien vivre ensemble mettant en avant les valeurs de fraternité, d'échanges ou de lutte contre les discriminations. Les projets favorisant le ''aller vers '' à destination de populations exclues ou isolées, en raison de leur âge, de leur handicap, de leur origine, de leur lieu d'habitation, … ;
- Des projets caritatifs visant à lutter contre la précarité et favorisant l'entraide et la solidarité ;
- Des projets commémoratifs ou manifestations locales liés à la mémoire des conflits ou à la mémoire des grands événements du passé. Des projets en territoires ruraux visant à entretenir/valoriser le patrimoine d'intérêt local ou régional (notamment en lien avec le passé industriel de la Région) ;

3. Bénéficiaires

Ce dispositif s'adresse à toutes les associations ayant leur siège répertorié dans le Grand Est ou disposant d'une antenne en Région grand Est avec un n° de Siret Propre, et dont les activités s'inscrivent dans les différents domaines de compétences de la Région.

Les associations doivent faire preuve d'une gouvernance démocratique et d'un ancrage territorial avéré.

4. Critères

Les projets ou manifestations doivent :

- Démarrer durant l'année en cours,
- Répondre à une démarche non récurrente (à l'exception des projets ayant fait l'objet d'une demande d'aide parallèle au titre de la politique de la ville),
- Répondre à une démarche non commerciale et non concurrentielle,
- Justifier d'un intérêt pour l'animation du territoire concerné, en termes d'originalité, de nouveauté ou d'innovation,
- Impliquer les habitantes et habitants du ou des territoires concernés.

Une attention particulière sera apportée aux projets mettant en oeuvre un partenariat avec au moins un acteur du territoire (public, institutionnel ou associatif) par le biais d'une subvention ou par la mise à disposition gratuite d'une salle, de biens ou de personnes.

Sont exclus, les projets :

- Déposés par une association dont le siège social est hors du territoire de la Région Grand Est et ne possédant pas d'antenne spécifique avec un SIRET propre sur le territoire de la Région Grand Est ;
- Entrant dans un cadre exclusivement scolaire ;
- Relevant des secteurs de la petite enfance, de l'aide à la parentalité, de la médiation sociale et familiale, du grand âge, et tout secteur relevant de l'action sociale à l'exception du secteur caritatif ;
- Les rassemblements dédiés aux professionnels (assemblée générale, séminaire, colloque, salon, congrès, …) ;
- Les manifestations de type commercial (brocantes, marché artisanal, vide-grenier…) ;
- Les manifestations payantes, sauf si la participation demandée est raisonnable et de nature à couvrir une partie des frais d'organisation ;
- Les manifestations sportives dont la finalité principale est la compétition (tournoi, match …) inscrites au calendrier fédéral ;
- Les projets portés par les comités départementaux des fédérations sportives ;
- Les projets relevant d'un autre dispositif régional.

Sont également exclues les demandes portant sur les coûts de fonctionnement relatifs au projet associatif global de la structure.

Une même structure ne pourra déposer qu'une seule demande tous les deux ans. Dispositif non cumulable avec ELAN Bénévoles.

5. Modalités d'intervention de la région

Montant de l'aide au fonctionnement :

- Nature : subvention
- Section : fonctionnement
- Taux maxi : 60 %
- Plafond : 5 000 €
- Plancher : 300 €

Dans le cadre des dépenses de fonctionnement, sont éligibles :

- Les achats (dont achats de gel et masques) et prestations de services,
- Les locations,
- Les rémunérations intermédiaires et honoraires pour la réalisation du projet ou de la manifestation,
- La publicité, les frais de publication,
- Les déplacements, missions nécessaires à la réalisation du projet ou de la manifestation,
- Les charges de personnel pour la réalisation du projet ou de la manifestation.

Sont en revanche expressément exclus les frais liés à des prestations de services ou optionnelles (assurances, impôts et taxes sauf impôts sur les salaires …), les consommables (papiers, cartouches d'encre, essence, …).

La participation financière de la Région sera versée conformément à la décision attributive de subvention.

6. Modalités de dépôt des demandes

Toute demande doit être déposée en ligne via le site internet de la Région Grand Est (procédure dématérialisée) : https://www.grandest.fr/vos-aides-regionales/vie-associative-de-proximite-divap/

L'analyse des demandes se fera au fil de l'eau. La demande portant sur une manifestation ou une action datée devant se faire au minimum 3 mois avant celle-ci.

7. Modalités de sélection

Un Comité ad'hoc composé d'élus régionaux, issus de tous les groupes politiques, désignés par le Président du Conseil Régional se réunira régulièrement. Le Comité statuera sur la base du dossier déposé et la connaissance du territoire concerné.
Les décisions d'attribution des aides régionales seront prises par la Commission Permanente du Conseil Régional au regard de l'avis formulé par les membres du Comité et de l'enveloppe budgétaire disponible.

Pour toute demande d'information complémentaire, nous restons à votre disposition à l'adresse suivante : vieassociative@grandest.fr

4.1.3 Priorités de la CAF du Bas-Rhin dans le cadre du Contrat de ville

La Caf mobilise les moyens financiers de droit commun tels que prévus dans la convention d'objectifs et de gestion (COG) 2018 – 2022 pour accompagner les actions relevant directement de son champ de compétences.

Par référence à la COG, les objectifs et engagements prioritaires de la CAF sont les suivants :

- développer l'offre d'accueil du jeune enfant en luttant contre les inégalités sociales et territoriales et en améliorant son efficience
  - pérenniser l'offre d'accueil collective existante et créer de nouvelles places notamment dans les zones prioritaires, tout en favorisant leur accès aux familles modestes ou confrontées au handicap d'un jeune enfant ;
  - accompagner des gestionnaires en difficulté afin d'améliorer la gestion de leurs structures EAJE et la qualité des projets ;
  - soutenir l'accueil individuel en poursuivant le maillage territorial des RAM et le soutien à l'exercice de la profession d'assistant maternel ;
  - mettre en œuvre des principes de qualité d'accueil posés par la charte nationale pour l'accueil du jeune enfant.

- accompagner les parcours éducatifs des enfants âgés de 3 à 11 ans
  - poursuivre le soutien aux ALSH, notamment sur le temps du mercredi et favoriser leur accessibilité ;
  - faciliter l'accès aux loisirs des enfants, notamment les plus défavorisés ;
  - soutenir la diversification de l'offre de loisirs et de vacances proposée aux enfants et dynamiser les départs en vacances.

- soutenir les jeunes âgés de 12 à 25 ans dans leur parcours d'accès à l'autonomie
  - accompagner, soutenir et valoriser les projets portés par les adolescents ;
  - renforcer la présence éducative numérique et renouveler les modalités de contact avec les jeunes pour favoriser leur engagement citoyen ;
  - soutenir l'engagement des jeunes notamment par une aide pour l'obtention du BAFA et l'accueil de jeunes en service civique ;
  - soutenir l'accès à l'autonomie des jeunes en matière de décohabitation.

- valoriser le rôle des parents et contribuer à prévenir les difficultés rencontrées avec ou par leurs enfants
  - accompagner les parents à l'arrivée de l'enfant en améliorant les dispositifs existants et en concourant à leur bonne articulation ;
  - soutenir les parents dans l'éducation de leurs enfants, notamment les adolescents ;
  - accompagner et prévenir les ruptures familiales, notamment grâce à la promotion des offres de services ;
  - accompagner les séparations pour favoriser la coparentalité, à la fois sur le champ de l'information, de l'accompagnement des situations les plus fragiles, du maintien des liens parents/enfants et de l'apaisement des conflits ;
  - renforcer la visibilité, la structuration et la cohérence des dispositifs.

- soutenir les politiques du logement
  - poursuivre et optimiser les partenariats avec les différents acteurs mobilisés dans la prévention des expulsions et la lutte contre l'habitat indigne ;
  - détecter le plus en amont possible des situations d'impayés et renforcer l'offre d'accompagnement social en faveur des allocataires pour favoriser la résorption de l'impayé et le maintien dans le logement ou le relogement de l'allocataire et le cas échéant de sa famille ;
  - poursuivre l'aide des ménages pour le maintien dans un logement décent, à travers la sensibilisation des bailleurs privés sur le respect des normes de décence.

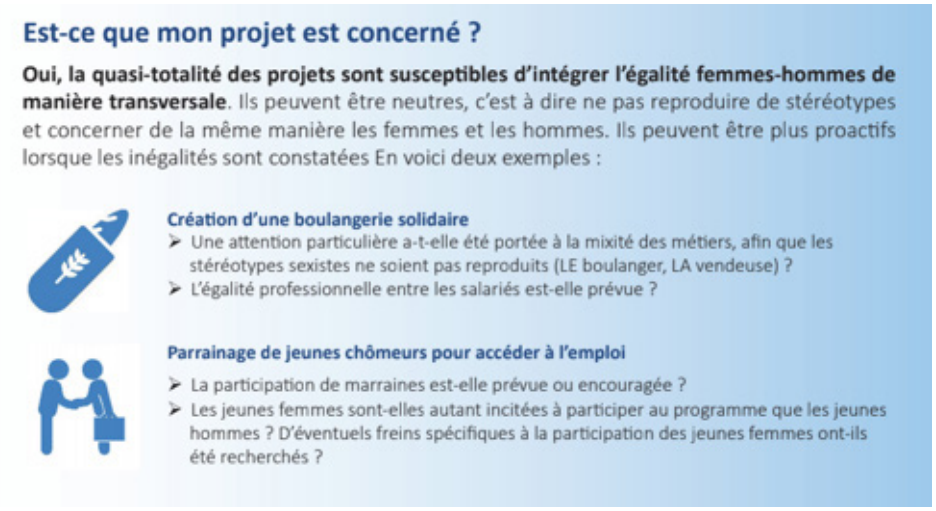
- contribuer à l'accompagnement social des familles et développer l'animation de la vie sociale notamment dans les territoires prioritaires
  - contribuer à la levée des freins à l'insertion sociale et professionnelle ;
  - créer les conditions de maintien ou d'accroissement des équipements « animation de la vie sociale » (AVS), notamment dans les quartiers prioritaires de la ville et les zones de revitalisation rurale ;
  - veiller à la diversification de l'offre AVS pour développer, en particulier dans les quartiers prioritaires de la Politique de la ville :
    - l'accès des jeunes et des familles à des actions d'accompagnement des parents
    - une offre de socialisation précoce pour les familles de jeunes enfants
    - des actions d'accueil et d'écoute des jeunes et des solutions d'accès aux droits

- garantir la qualité et l'accès aux droits et services
  - renforcer entre partenaires la connaissance des usagers pour adapter le contenu des offres de services aux spécificités des publics sur les territoires ;
  - développer et optimiser les échanges dématérialisés avec les partenaires dans une logique d'accès aux droits et de simplification des démarches ;
  - mettre en œuvre les dispositifs proactifs de lutte contre le non recours.

4.2 Grille d'analyse pour la prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans les projets

Afin d'intégrer l'égalité femmes-hommes de manière transversale dans votre projet, quel qu'il soit, voici quelques points méthodologiques à garder en tête au moment de l'élaboration et de la rédaction de votre dossier.

N'oubliez pas qu'intégrer l'égalité femmes-hommes dans son projet est aujourd'hui à la fois une nécessité et un atout pour que le projet soit retenu et financé.



Egalité salariale et professionnelle

Les questions clés à (se) poser !

Les questions en gras sont les questions qui ont été identifiées comme étant les plus importantes :

DIAGNOSTIC	Le diagnostic initial du projet intègre-t-il des données chiffrées désagrégées par sexe ?	
	Le diagnostic initial intègre-t-il une analyse des situations et pratiques différenciées des femmes et des hommes ?	
CONTENU	**Dans son contenu, le projet prévoit-il une ou plusieurs actions pour favoriser l'égalité femmes-hommes ou lutter contre les stéréotypes de sexe ?** • Action de sensibilisation • Action de prévention des violences sexistes et sexuelles • Action de valorisation de rôle modèles de femmes ou d'hommes dans des secteurs où ils sont peu présents...	
	Dans son contenu, si le public est mixte, le projet prévoit-il des éléments pour prévenir les comportements excluants envers les femmes et/ou les garçons ?	
	Dans son contenu, si le public est mixte, le projet prévoit-il de mettre en place des éléments pour favoriser une répartition équilibrée des tâches entre les femmes et les hommes ?	
	Les intervenant-es sont-ils ou vont-ils être formé-es à l'égalité femmes-hommes ?	
GOUVERNANCE	Les modalités de décision permettent-elles à tous et toutes de s'exprimer ? La structure porteuse du projet a-t-elle une réflexion sur l'égalité femmes-hommes en interne (répartition des tâches, prévention des violences etc) ? Si la structure porteuse du projet est engagée en faveur de l'égalité, a-t-elle communiqué cet engagement aux prestataires engagés ?	

MOBILISATION DU PUBLIC-CIBLE	**Avez-vous identifié des freins spécifiques à la participation des femmes et/ou des garçons ?** • Accessibilité du lieu • Sentiment de sécurité • Infrastructures (toilettes, tenues, équipements) • Horaires • Besoin de mode de garde • Communication stéréotypée • Tarification • Thématiques stéréotypées	
	Des moyens sont-ils prévus pour contourner les freins spécifiques que vous avez identifié ? • Tarification spécifique • Modes de garde • Communication sans stéréotypes de sexe • Utilisation d'un langage inclusif • Thématiques choisies diversifiées pour inclure le plus de monde possible • Mise en avant de modèle identificatoires ou travail sur les représentations • Relances ciblées envers un public sous-représenté	
	Le projet prévoit-il une communication sans stéréotypes de sexe ?	
	Des partenaires spécifiques sont-ils identifiés pour aller vers le public sous-représenté ?	
ÉVALUATION ET SUIVI	Si le projet est mixte, des indicateurs sexués sont-ils prévus ? Si oui, lesquels ? Participation, Abandon, Impact, Satisfaction	
	Des indicateurs sont-ils prévus pour mesurer l'impact du projet sur l'égalité femmes-hommes et les stéréotypes de sexe ?	

Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
ACTION MEDIATION INSERTION HAUTEPIERRE	VVV Été (2022)	RENOUVELLEMENT	Hautepierre	2 000 €	1 200 €	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU	Tout SCHUSS !!	PREMIERE	Cité De L'Ill	2 000 €		2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU	Ville Vie Vacances Février 2022 : Etre acteur de son territoire !	RENOUVELLEMENT	Cité De L'Ill	1 500 €	1 500 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU	Ville Vie Vacances Printemps 2022 : le sport pour tous à l'honneur !!!	RENOUVELLEMENT	Cité De L'Ill	1 500 €	0 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE (ARES)	Ville Vie Vacances Février 2022	PREMIERE	Spach	2 000 €		2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE (ARES)	Ville Vie Vacances Avril 2022	PREMIERE	Spach	2 000 €		2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION AUDIORAMA	Ateliers Musique et Vidéo sur ipads - Neuhof-Meinau - VVV - 2022	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	4 000 €	2 000 €	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION LES DISCIPLES	Séjour de vacances Printemps 2022. Thème : « Enfants de tous pays ! »	RENOUVELLEMENT	Cronenbourg	1 970 €	1 300 €	1 900 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION LES DISCIPLES	Séjour de vacances Hiver 2022. « Au-delà de nos frontières Préjugés, discriminations, racisme, exclusion »	RENOUVELLEMENT	Cronenbourg	1 970 €	1 300 €	1 900 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN	Vacances d'hiver 2022	RENOUVELLEMENT	Hohberg, Koenigshoffen-Est	2 538 €	1 000 €	1 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN	Vacances d'Avril 2022	RENOUVELLEMENT	Hohberg, Koenigshoffen-Est	2 944 €	1 000 €	1 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION RÉGIONALE SPÉCIALISÉE D'ACTION SOCIALE D'EDUCATION ET D'ANIMATON	OPI Séjour jeunes au cœur des volcans d'Auvergne	PREMIERE	Hohberg	1 500 €		1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE HAUTEPIERRE	VVV Séjours de découverte pour adolescents - CSC de Hautepierre Pôle Animations de Rue : Sud de la France en été	PREMIERE	Hautepierre	2 500 €		1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE HAUTEPIERRE	VVV Séjours de découverte pour adolescents - CSC de Hautepierre Pôle Jeunesse : Sud de la France en été	RENOUVELLEMENT	Hautepierre	3 000 €	2 000 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE HAUTEPIERRE	VVV-ANCV Séjours de découverte pour adolescents - CSC de Hautepierre : Lisbonne à la Toussaint 2022	RENOUVELLEMENT	Hautepierre	3 000 €	1 500 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL AU DELA DES PONTS	Séjour " plein d'oxygène"	PREMIERE	Port Du Rhin	1 029 €		1 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	VVV Hiver 2022	PREMIERE	Neuhof - Meinau	6 000 €		6 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	VVV Printemps 2022 Vendée	PREMIERE	Neuhof - Meinau	4 000 €		3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	Séjour à la Neige	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	4 500 €	2 000 €	4 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL VICTOR SCHOELCHER	S'ouvrir au monde au travers de séjours de rupture	PREMIERE	Cronenbourg	6 000 €		6 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	VVV Printemps 2022 Sports de pleine nature	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	2 500 €	3 000 €	1 650 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIO CULTUREL DU FOSSE DES TREIZE	Bien dans sa tête, bien dans ses baskets	PREMIERE	Laiterie	3 000 €		3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU	Vacances de printemps 2022 "Découvrir la capitale"	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	1 000 €	1 000 €	1 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU	Vacances d'hiver 2022 "Mixité et expression de soi"	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	1 000 €	2 500 €	1 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville

CSC MONTAGNE VERTE	Activités de loisirs pour les jeunes du quartier de la Montagne Verte - Vacances de février	PREMIERE	Molkenbronn, Murhof	2 000 €		2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CTRE LOISIRS ET JEUNESSE POLICE URBAINE	Dispositif Ville Vie Vacances premier semestre 2022	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau, Elsau	1 500 €	1 500 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CTRE LOISIRS ET JEUNESSE POLICE URBAINE	Dispositif Ville Vie Vacances deuxième semestre 202	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	10 000 €	7 000 €	7 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
INTÉGRATION EDUCATION SYNERGIE	Découverte de l'Alsace	PREMIERE	Molkenbronn, Murhof	2 200 €		2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
INTÉGRATION EDUCATION SYNERGIE	Activités sportives et de loisirs estivales pour enfants / jeunes des QPV de Strasbourg	PREMIERE	Molkenbronn, Murhof, Elsau, Cité De L'Ill, Neuhof - Meinau, Hautepierre	1 300 €		1 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
JEUNES EQUIPES D'EDUCATION POPULAIRE	Mini-séjours MNA 2022	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	1 200 €	2 500 €	1 200 €	Direction de Projet Politique de la Ville
LIFETIME PROJECTS	Spach en Créa! Conte et Spectacle. Stage de création artistique pour les enfants des des quartiers Vauban-Cité Spach-Rotterdam pendant les vacances scolaires d'hiver et de printemps 2022	RENOUVELLEMENT	Spach	7 762 €	6 000 €	7 700 €	Direction de Projet Politique de la Ville (6 000 €) + Direction de la Culture - Mission Développement des Publics (1 700 €)
LUTTE POUR UNE VIE NORMALE LUPOVINO	VVV Printemps 2022	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	3 000 €	0 €	3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
LUTTE POUR UNE VIE NORMALE LUPOVINO	VVV Hiver 2022 - Vacances de février	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	3 250 €	2 000 €	1 200 €	Direction de Projet Politique de la Ville
UNIS VERS LE SPORT	Programme UNIS VERS le SPORT (UVS)	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	9 000 €	3 000 €	1 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
UNIS VERS LE SPORT	Séjour d'initiation aux activités de neige	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	700 €	800 €	700 €	Direction de Projet Politique de la Ville

JEUNESSE - DISPOSITIF VILLE VIE VACANCES : 80 250€

Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
ARACHNIMA ART ET ECHANGE	Arachnima en tournée 2022	RENOUVELLEMENT	Strasbourg	131 000 €	131 000 €	122 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
ASSOCIATION POUR L'ACCES AU DROIT POUR LES ENFANTS ET LES JEUNES THEMIS	Tournée des quartiers Arachnima	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau, Cité De L'Ill, Hautepierre, Koenigshoffen-Est, Elsau, Port Du Rhin, Murhof	6 000 €	6 000 €	6 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
ASSOCIATION POUR L'ACCES AU DROIT POUR LES ENFANTS ET LES JEUNES THEMIS	Service droit des jeunes	RENOUVELLEMENT	Strasbourg	57 435 €	57 435 €	57 435 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE (ARES)	Accueils des enfants : "Un pied dans la rentrée!" au quartier Vauban-Cité Spach 2022	RENOUVELLEMENT	Spach	2 000 €	0 €	1 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION BRETZ'SELLE	Ateliers pédagogiques de mécanique cycle sur la tournée Arachnima	RENOUVELLEMENT	Hautepierre, Neuhof - Meinau, Koenigshoffen-Est, Port Du Rhin, Elsau, Hohberg, Laiterie, Cité De L'Ill	4 500 €	4 500 €	4 500 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire

ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES FRANCAS DU BAS-RHIN	Graines de Philo	RENOUVELLEMENT	Koenigshoffen-Est, Hohberg, Cronenbourg, Laiterie, Neuhof - Meinau, Ampère, Spach, Port Du Rhin, Elsau	4 000 €	4 000 €	4 000 €	Direction de l'Enfance et de l'Education - Service Educatif et Périscolaire
ASSOCIATION SOLIDARITE CULTURELLE	Journée ski découverte nature Champ du feu	RENOUVELLEMENT	Hohberg	650 €	600 €	650 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION SOLIDARITE CULTURELLE	Animations d'été	PREMIERE	Hohberg	700 €		700 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
ASSOCIATION SOLIDARITE CULTURELLE	Sortie pédagogique et éducative à la Volerie des Aigles et à la Montagne des Singes	PREMIERE	Hohberg	1 300 €		600 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIO CULTUREL DU FOSSE DES TREIZE	Action de prévention de rue auprès d'enfants (6/10 ans)	PREMIERE	Laiterie	6 000 €		5 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CSC MONTAGNE VERTE	Paroles d'enfants	PREMIERE	Murhof, Molkenbronn	1 500 €		1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CSC MONTAGNE VERTE	Montagne verte Plage 2022	RENOUVELLEMENT	Murhof, Molkenbronn	5 000 €	5 000 €	5 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
CSC MONTAGNE VERTE	Mini-Séjours hors la ville	PREMIERE	Molkenbronn, Murhof	5 030 €		5 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU	Cocci'Trophy	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	10 000 €	5 000 €	5 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
CENTRE LOISIRS ET JEUNESSE POLICE URBAINE	Volet sportif Arachnima	RENOUVELLEMENT	Port Du Rhin, Koenigshoffen-Est, Elsau, Neuhof - Meinau, Hautepierre	13 000 €	13 000 €	13 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
FEDERATION DES OEUVRES LAIQUES	Lire et faire lire	RENOUVELLEMENT	Laiterie, Neuhof - Meinau, Elsau, Cronenbourg, Koenigshoffen-Est, Hautepierre, Hohberg, Marais, Quartiers Ouest, Quartier Prioritaire De Lingolsheim, Libermann, Guirbaden	7 500 €	7 500 €	7 500 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
INTÉGRATION EDUCATION SYNERGIE	Je suis Champion	RENOUVELLEMENT	Molkenbronn, Murhof	5 000 €	4 000 €	1 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
INTÉGRATION EDUCATION SYNERGIE	L'Alsace en été	RENOUVELLEMENT	Molkenbronn, Murhof	1 700 €	4 300 €	1 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
JEUNES EQUIPES D'EDUCATION POPULAIRE	A chacun sa cam - HTP	RENOUVELLEMENT	Hautepierre	1 500 €	2 800 €	1 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
JEUNES EQUIPES D'EDUCATION POPULAIRE	Place aux habitants MNA 2022	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	1 000 €	1 000 €	1 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
JEUNES EQUIPES D'EDUCATION POPULAIRE	Le Festival des Talents : la Meinau du Talent	PREMIERE	Neuhof - Meinau	2 000 €		2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville

MAISON DES JEUX DE STRASBOURG	Caravane des jeux 2022	RENOUVELLEMENT	Port Du Rhin, Molkenbronn, Murhof	11 000 €	9 000 €	9 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
MAISON DES JEUX DE STRASBOURG	Fête du jeu 2022	RENOUVELLEMENT	Murhof	2 000 €	2 500 €	2 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
ASSOCIATION CULTURELLE DES MERVEILLES DE LA MONTAGNE VERTE	Jeunesse - Culture & Loisirs	RENOUVELLEMENT	Molkenbronn, Murhof	2 000 €	2 000 €	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
PAR ENCHANTEMENT	Bouge ton Koenig's - Saison 2	PREMIERE	Koenigshoffen-Est	13 485 €		10 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
UNIS VERS LE SPORT	Séjour de découverte des activités de pleine nature	PREMIERE	Neuhof - Meinau	700 €		700 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN	Koenigs'Animations 2022	RENOUVELLEMENT	Koenigshoffen-Est	8 000 €	5 000 €	5 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
JEUNESSE : 273 585 €							
Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
ASSOCIATION NADI CHAABI	Les discriminations parlons-en	RENOUVELLEMENT	Laiterie	1 000 €	1 000 €	1 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
COORDINATION ALSACIENNE DE L'IMMIGRATION MAGHREBINE	Lutte contre le racisme et les discriminations	PREMIERE	Cité De L'Ill, Cronenbourg, Hautepierre, Koenigshoffen-Est, Neuhof - Meinau, Marais	8 000 €		6 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION SOLIDARITE CULTURELLE	Sensibilisation au racisme et antisémitisme par le sport et la culture	PREMIERE	Hohberg	1 600 €		1 600 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS : 8 600 €							
Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES FRANCAS DU BAS-RHIN	Émancipation des femmes partage de savoirs et montée en compétences	PREMIERE	Spach	3 000 €		3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville (1 500 €) + Mission Droit des Femmes Egalité de Genre (1 500 €)
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES FRANCAS DU BAS-RHIN	Émancipation des femmes et lutte contre les discriminations (cours d'autodéfense et cercles de colère)	PREMIERE	Spach	3 000 €		3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville (1 500 €) + Mission Droit des Femmes Egalité de Genre (1 500 €)
CENTRE D' INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES	BAIE	RENOUVELLEMENT	Strasbourg	3 000 €	2 000 €	2 000 €	Mission Droit des Femmes Egalité de Genre
CENTRE D' INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES	Education à l'égalité Strasbourg 2022	RENOUVELLEMENT	Eurométropole de Strasbourg	2 000 €	1 000 €	2 000 €	Mission Droit des Femmes Egalité de Genre
CENTRE D' INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES	Action collective d'information juridique et sociale de proximité	RENOUVELLEMENT	Cronenbourg, Laiterie, Hautepierre	3 000 €	0 €	3 000 €	Mission Droit des Femmes Egalité de Genre
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE HAUTEPIERRE	Promotion du bien-être et de l'empowerment des femmes du quartier de Hautepierre, et de l'égalité femmes-hommes	RENOUVELLEMENT	Hautepierre	1 300 €	1 500 €	1 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
PAR ENCHANTEMENT	Les femmes se prennent en main à Koenigshoffen - Sortons des cases !	RENOUVELLEMENT	Koenigshoffen-Est	22 000 €	12 000 €	12 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville (5 000 €) + Mission Droit des Femmes Egalité de Genre (7 000 €)
EGALITE FEMMES - HOMMES : 26 000 €							
Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
ASSOCIATION CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE L ELSAU	Ateliers socio-linguistiques 2022	RENOUVELLEMENT	Elsau	11 000 €	5 500 €	5 500 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
ASSOCIATION CONTACT ET PROMOTION	Cours de Français Langue Etrangère	RENOUVELLEMENT	Hautepierre, Koenigshoffen-Est, Marais	23 000 €	23 000 €	23 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales

ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN	Ateliers sociolinguistiques à Koenigshoffen et Hohberg	RENOUVELLEMENT	Hohberg, Koenigshoffen-Est	18 141 €	10 600 €	10 600 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
ASSOCIATION SOLIDARITE CULTURELLE	Apprendre le français en pratiquant l'activité couture	PREMIERE	Hohberg, Koenigshoffen-Est	1 200 €		1 200 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL VICTOR SCHOELCHER	Ateliers d'acquisition de savoirs socio-linguistiques 2022	RENOUVELLEMENT	Cronenbourg	12 000 €	10 600 €	7 066 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
CENTRE SOCIO CULTUREL DU FOSSE DES TREIZE	Ateliers socio linguistiques tous publics QPV Laiterie	RENOUVELLEMENT	Laiterie	4 500 €	3 000 €	3 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU	Apprentissage du français à visée sociale, culturelle et citoyenne	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	6 000 €	4 000 €	4 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
CHEMINS D'ÉCRITURES	Le Plaisir d'écrire & de dire, animation de réseau soutenant & valorisant les pratiques d'écriture, lecture & apprentissage de la langue française, en collaboration avec structures & associationsi	RENOUVELLEMENT	Strasbourg Quartiers Ouest, Marais	1 500 €	1 500 €	1 500 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
COLLEGE JACQUES TWINGER	La Famille à l'école	RENOUVELLEMENT	Hohberg, Koenigshoffen-Est	4 104 €	4 000 €	4 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
COORDINATION POUR PROMOUVOIR COMPETENCE ET VOLONTARIAT	Formation linguistique à destination à destination de parents d'enfants scolarisés dans les REP-Stockfeld-Solignac	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	11 000 €	9 500 €	9 500 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
JEUNES EQUIPES D EDUCATION POPULAIRE	Atelier Sociolinguistique de Proximité à visée sociale 2022	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	4 500 €	3 500 €	3 500 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
PLURIELLES	Action linguistique sur le QPV Laiterie	RENOUVELLEMENT	Laiterie	10 300 €	10 300 €	10 300 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
UNION DEPARTEMENTALE DE LA CONSOMMATION, DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE DU BAS-RHIN	Français Langue Etrangère Ampère	RENOUVELLEMENT	Ampère	1 500 €	1 000 €	1 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
VIVRE	Accompagnement et aide à l'intégration citoyenne, soutien aux démarches et apprentissage du français pour les populations Russophones.	RENOUVELLEMENT	Hautepierre	8 000 €	5 000 €	5 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
APPRENTISSAGE ET MAITRISE DE LA LANGUE FRANCAISE : 89 166€							
Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
ASSOCIATION RÉGIONALE SPÉCIALISÉE D'ACTION SOCIALE D'EDUCATION ET D'ANIMATON	Déscolarisation et après…	PREMIERE	Neuhof - Meinau	8 093 €		4 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
PREVENTION ET LUTTE CONTRE LE DECROCHAGE SCOLAIRE : 4 000€							
Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
ASSOCIATION NADI CHAABI	Les 4 saisons de la famille	RENOUVELLEMENT	Laiterie	10 000 €	10 000 €	10 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION NADI CHAABI	Rencontres avec les parents au sein d'écoles maternelles"	RENOUVELLEMENT	Elsau, Laiterie	2 500 €	2 500 €	2 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION NADI CHAABI	Formation agir pour prévenir le burn-out parental	PREMIERE	Laiterie	900 €		900 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ACTIONS CITOYENNES INTERCULTURELLES - ASTU	Agir pour prévenir le burn-out parental	PREMIERE	Laiterie	2 500 €		2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville

LE FURET	Lutter contre les stéréotypes et préjugés dans le secteur de la petite enfance : comment accompagner l'évolution des pratiques ? ?	RENOUVELLEMENT	Elsau, Port Du Rhin, Neuhof - Meinau, Koenigshoffen-Est, Spach, Hohberg, Laiterie, Marais, Quartiers Ouest, Guirbaden, Libermann	1 600 €	1 600 €	1 600 €	Direction de l'Enfance et de l'Education - Service Famille Petite Enfance
FEMMES D'ICI ET D'AILLEURS	Soutien à la parentalité	RENOUVELLEMENT	Hautepierre	3 000 €	3 000 €	3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville

SOUTIEN A LA PARENTALITE : 20 000 €

Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
APOLLONIA	Tag végétal et citoyenneté	PREMIERE	Cité De L'Ill	9 000 €		6 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics (3 000 €) + Direction Urbanisme et Territoires - Mission PNU (3 000 €)
ASSOCIATION RÉGIONALE SPÉCIALISÉE D'ACTION SOCIALE D'EDUCATION ET D'ANIMATON	Ciné plein air 2022	RENOUVELLEMENT	Elsau	1 200 €	1 550 €	1 200 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU	Création d'une chanson et d'un clip vidéo sur une thématqiue citoyenne	PREMIERE	Cité De L'Ill	3 000 €		1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION AUDIORAMA	Musiques aux quartiers Neuhof-Meinau 2022	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	8 000 €	8 000 €	8 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
ASSOCIATION BALLADE	Résidence territoriale de diffusion culturelle et artistique	RENOUVELLEMENT	Cronenbourg	23 000 €	6 000 €	6 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
ASSOCIATION BALLADE	Ateliers socio-culturels via la musique	RENOUVELLEMENT	Port Du Rhin	3 000 €	2 000 €	2 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
ASSOCIATION BECOZE	Entrer dans l'ère du post-équipement : une impulsion inédite pour un lieu culturel dans un QPV	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	15 000 €	15 000 €	15 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION CONTACT ET PROMOTION	Kiosque culturel	RENOUVELLEMENT	Hautepierre, Marais, Quartiers Ouest	1 500 €	1 500 €	1 500 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
ASSOCIATION HORIZOME	Horizome 2022 : Arts et créativités : L'art au pied des immeubles	RENOUVELLEMENT	Hautepierre	15 000 €	10 000 €	10 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
ASSOCIATION INACT	Notre Mouvement	PREMIERE	Port Du Rhin, Spach, Laiterie, Koenigshoffen-Est	1 200 €		1 200 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
ASSOCIATION SOLIDARITE CULTURELLE	A la découverte du patrimoine culturel et historique par les habitants du quartier du Hohberg	PREMIERE	Hohberg	900 €		900 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
ASSOCIATION STRASBOURG MEDITERRANEE	Projets quartiers prioritaires de la ville Strasbourg Méditerranée	RENOUVELLEMENT	Strasbourg	4 000 €	15 000 €	4 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL AU DELA DES PONTS	Projet culturel global	PREMIERE	Port Du Rhin	8 314 €		8 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
COLORS URBAN ART	De l'art dans mon quartier : des rues hautes en couleur	RENOUVELLEMENT	Port Du Rhin	5 000 €	5 000 €	5 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
COMPAGNIE 12:21	Retrouvailles	PREMIERE	Cronenbourg, Hohberg	6 000 €		6 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics

COMPAGNIE LU²	(interstices)	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	9 800 €	10 000 €	9 800 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics (4 800 €) + Direction de Projet Politique de la Ville (5 000 €)
CSC MONTAGNE VERTE	Balades & dessins	PREMIERE	Murhof, Molkenbronn	2 100 €		2 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
CSC MONTAGNE VERTE	Ciné débats	RENOUVELLEMENT	Murhof, Molkenbronn	1 000 €	1 000 €	1 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CSC MONTAGNE VERTE	Court métrage d'habitants	RENOUVELLEMENT	Murhof, Molkenbronn	2 000 €	2 000 €	2 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
HANATSUMIROIR	Création participative d'un spectacle-témoignage	RENOUVELLEMENT	Laiterie	2 500 €	2 750 €	2 500 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
HANATSUMIROIR	Action culturelle jeune public dans les Quartiers Prioritaires Politique de la Ville	PREMIERE	Laiterie, Neuhof - Meinau	2 500 €		2 500 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
MIGRATION SOLIDARITE ET ECHANGE POUR LE DEVELOPPEMENT	La fabrique de l'e-citoyenneté : des web trotteurs pour une utilisation citoyenne du web	RENOUVELLEMENT	Cronenbourg, Hautepierre, Neuhof - Meinau, Koenigshoffen-Est	8 000 €	5 000 €	8 000 €	Mission Projet Digital
MISTRAL EST	Trajectoires	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	11 000 €	7 000 €	7 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
MISTRAL EST	Robertsau Connexion / Meinau Connexion / Neuhof Connexion / Cronenbourg Connexion / Elsau Connexion	RENOUVELLEMENT	Cité De L'Ill, Neuhof - Meinau, Cronenbourg, Elsau	12 500 €	7 500 €	7 500 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
MISTRAL EST	Cultures urbaines : « Des Arts premiers, aux Arts urbains »	RENOUVELLEMENT	Eurométropole de Strasbourg	2 300 €	2 000 €	2 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
MOUVEMENT ATD QUART MONDE	Bibliothèque de rue	RENOUVELLEMENT	Port Du Rhin	2 000 €	2 000 €	2 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Lutte contre l'Exclusion
MOUVEMENT ATD QUART MONDE	Festival des Savoirs et des Arts	RENOUVELLEMENT	Port Du Rhin	1 500 €	1 200 €	1 200 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Lutte contre l'Exclusion
OFFICE CENTRAL DE LA COOPÉRATION À L'ECOLE - ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DU BAS-RHIN	Exposition à ciel ouvert écoles maternelles Ste Aurélie et Scheppler sur 2 nouveaux panneaux et renouvellement de l'exposition place Sainte Aurélie pour l'école élémentaire.	RENOUVELLEMENT	Laiterie	4 200 €	5 000 €	4 200 €	Direction de Projet Politique de la Ville
SPEAKER	Lumière sur mon quartier 2022	RENOUVELLEMENT	Hautepierre, Cronenbourg, Spach	7 500 €	3 500 €	3 500 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
SPEAKER	Speak Show	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau, Hautepierre, Cronenbourg, Spach	7 500 €	5 000 €	5 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
THE THREE CRAZY MONKEY'S PRODUCTION	Regards croisés d'ici et d'ailleurs : de la mémoire parlée à la mémoire filmée !	PREMIERE	Cité De L'Ill	3 000 €		1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
TOT OU T'ART	Groupe autonome de Spectateurs : expérimentation à Strasbourg	PREMIERE	Laiterie	2 500 €		2 500 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
UNION DEPARTEMENTALE DE LA CONSOMMATION, DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE DU BAS-RHIN	Conte et Lecture Ampère	RENOUVELLEMENT	Ampère	1 500 €	1 000 €	1 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
VIDEO LES BEAUX JOURS	Le quartier par mes yeux - Atelier vidéo documentaire et citoyen	RENOUVELLEMENT	Hautepierre	2 000 €	0 €	2 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
VIVRE	Animation et gestion d'une troupe de danse	RENOUVELLEMENT	Hautepierre	5 000 €	1 500 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
WONDER WIZ'ART	de A à A	PREMIERE	Ampère	1 500 €		1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ACCES AUX EQUIPEMENTS ET PROJETS CULTURELS : 146 500€							
Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur

ACTION MEDIATION INSERTION HAUTEPIERRE	Sport Loisirs Santé (2022)	RENOUVELLEMENT	Hautepierre	5 000 €	2 500 €	2 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE ALT	Réseau départemental des PAEJ - Points d'Accueil et d'Ecoute pour les jeunes	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau, Hautepierre, Cité De L'Ill, Marais, Quartiers Ouest, Guirbaden, Libermann	27 480 €	16 200 €	16 200 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Santé Autonomie
ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN	Projet Réseau Santé "Du Je au Nous" 2022	RENOUVELLEMENT	Hohberg, Koenigshoffen-Est	6 000 €	6 000 €	6 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Santé Autonomie
MIGRATIONS SANTE ALSACE	Favoriser l'accès à la santé en direction des populations migrantes	RENOUVELLEMENT	Hautepierre, Laiterie, Neuhof - Meinau, Cité De L'Ill, Cronenbourg	7 000 €	6 000 €	6 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Santé Autonomie
MIGRATIONS SANTE ALSACE	Prévention et lutte contre les discriminations dans le domaine de la santé : mobiliser les habitants-es, former et mettre en réseau des acteurs et actrices professionnels-les de la santé et du social	RENOUVELLEMENT	Hautepierre, Cité De L'Ill, Neuhof - Meinau	5 000 €	4 500 €	4 500 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Santé Autonomie
UNIS VERS LE SPORT	Vélocité Meinau-Neuhof	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	5 000 €	1 500 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
VRAC VERS UN RESEAU D'ACHAT EN COMMUN STRASBOURG-EUROMETROPOLE	Développement du réseau VRAC Strasbourg et des questions d'alimentation durable dans les QPV strasbourgeois	RENOUVELLEMENT	Spach, Koenigshoffen-Est, Hohberg, Neuhof - Meinau, Ampère, Murhof, Molkenbronn, Hautepierre, Libermann	2 000 €	1 500 €	1 500 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Santé Autonomie
SANTE : 38 200 €							
Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
JEUNES EQUIPES D'EDUCATION POPULAIRE	Insertion des personnes bénéficiaires du R.S.A. et des autres minimas sociaux 2022 - Programme 11 : Parcours vers l'emploi	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	6 985 €	5 485 €	6 985 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
LE PARCOURS	Construire la mise en confiance et l'estime de soi auprès de personnes, sur le plan personnel, social et dans l'insertion professionnelle, par un travail sur l'apparence et l'image.	RENOUVELLEMENT	Cité De L'Ill, Neuhof - Meinau, Spach, Port Du Rhin, Elsau, Quartier Prioritaire De Lingolsheim, Quartiers Ouest, Marais, Guirbaden, Cronenbourg, Hautepierre, Koenigshoffen-Est	12 000 €	12 000 €	12 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
RETRAVAILLER ALSACE	Transition pro - Séniors résidant majoritairement en QPV	RENOUVELLEMENT	Strasbourg	4 400 €	4 400 €	4 400 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
SPORTING STRASBOURG FUTSAL ASSOCIATION	Les vendredis du futsal, du jeu à l'emploi	RENOUVELLEMENT	Strasbourg	3 500 €	3 500 €	3 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville

PARCOURS VERS L'EMPLOI : 26 885 €							
Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
ASSOCIATION DE GESTION DES ATELIERS DU NEUHOF	AGATE, outil de la participation des Habitants	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	33 000 €	23 000 €	27 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
SOPHIE DJIKOLAJ WEISS	CABANE DE NICO - SQUARE APPERT	PREMIERE	Koenigshoffen-Est	1 500 €		1 500 €	Direction Urbanisme et Territoires - Mission PNU
ASSOCIATION HORIZOME	Horizome 2022 : Projet cohésion sociale et cadre de vie	RENOUVELLEMENT	Hautepierre	15 000 €	10 000 €	10 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIO CULTUREL DU FOSSE DES TREIZE	Place au parvis !	PREMIERE	Laiterie	3 500 €		3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
GESTION URBAINE DE PROXIMITE (GUP) : 41 500 €							
Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
ALLEZ LES FILLES	Pratique de la boxe féminine et séances de prévention protection défense féminine contre les violences faites aux femmes.	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau, Hautepierre	10 000 €	5 000 €	5 000 €	Direction des Sports
CLUB ALPIN FRANCAIS SECTION STRASBOURG	Développement de l'escalade et des activités de pleine nature au Neuhof	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	2 000 €	1 500 €	2 000 €	Direction des Sports
CLUB SPORTIF DE HAUTEPIERRE	Animation des quartiers basée sur le BMX	RENOUVELLEMENT	Hautepierre	3 000 €	3 000 €	3 000 €	Direction des Sports
CLUB SPORTIF DE HAUTEPIERRE	Découverte sportive près de chez toi !	RENOUVELLEMENT	Hautepierre	3 000 €	1 500 €	3 000 €	Direction des Sports
COMITE REGIONAL SPORTS POUR TOUS GRAND EST	Belles en Sport	RENOUVELLEMENT	Laiterie	1 700 €	1 000 €	1 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
RESPIR	Randonnées sportives interculturelles et solidaires	PREMIERE	Eurométropole de Strasbourg	5 500 €		4 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
SPORTING STRASBOURG FUTSAL ASSOCIATION	Médiation, Education, Pratique Féminine et Mixité par le sport à l'Elsau	RENOUVELLEMENT	Elsau	3 000 €	1 500 €	3 000 €	Direction des Sports
SPORTING STRASBOURG FUTSAL ASSOCIATION	MERCREDI DU FUTSAL	RENOUVELLEMENT	Strasbourg	3 000 €	3 000 €	3 000 €	Direction des Sports
SPORTING STRASBOURG FUTSAL ASSOCIATION	ACTIVITES SPORTIVES EN ACCES LIBRE	PREMIERE	Strasbourg	2 800 €		2 800 €	Direction des Sports
UNIS VERS LE SPORT	Programme VIVACITE	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau, Port Du Rhin, Hautepierre, Marais, Quartiers Ouest	12 000 €	6 000 €	6 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
UNIS VERS LE SPORT	Journée UNIS VERS le SPORT	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	1 000 €	1 000 €	1 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
SPORT : 33 800 €							
Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
ASSOCIATION CULTURELLE DES AFGHANS DE STRASBOURG	Rencontres et des actions culturelles pour l'insertion et l'intégration	RENOUVELLEMENT	Hautepierre	2 000 €	1 500 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION NADI CHAABI	Construisons le mieux vivre ensemble	RENOUVELLEMENT	Laiterie	2 000 €	2 000 €	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION SOLIDARITE CULTURELLE	Animations de proximité au quartier du Hohberg	RENOUVELLEMENT	Hohberg	3 700 €	0 €	1 800 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
COORDINATION ALSACIENNE DE L'IMMIGRATION MAGHREBINE	Atelier Mémoire et Transmission	RENOUVELLEMENT	Cité De L'Ill, Cronenbourg, Koenigshoffen-Est, Hautepierre, Hohberg, Neuhof - Meinau, Murhof	7 000 €	4 500 €	4 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
INITIATIVES DE LA MONTAGNE VERTE	J'aime mon quartier	RENOUVELLEMENT	Molkenbronn, Murhof	1 200 €	1 000 €	1 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
LES DÉFRICHEURS	Webradio "Les ondes qui font du bien!"	PREMIERE	Neuhof - Meinau	8 000 €		3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville

TROC SAVOIRS - RESEAU D ECHANGES RECIPROQUES DE SAVOIRS DE STRASBOURG	Action "Tous Passeurs de Savoirs"	RENOUVELLEMENT	Molkenbronn, Elsau, Murhof	3 000 €	3 000 €	3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
UNION DEPARTEMENTALE DE LA CONSOMMATION, DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE DU BAS-RHIN	Café des Habitants d'Ampère : "L'instant Thé ou Café"	RENOUVELLEMENT	Ampère	1 000 €	300 €	500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
VIVRE	Réalisation d'un film au sujet de l'intégration des personnes russophones dans la société française et de l'aspect de la cohésion sociale	PREMIERE	Hautepierre	5 000 €		2 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CONCIERGERIE SOLIDAIRE D'ALSACE	Développement de l'activité à la Conciergerie Solidaire d'Ampère - poursuivre et renforcer l'expérimentation avec les habitant-e-s	PREMIERE	Ampère	15 000 €		15 000 €	Direction du Développement Economique et de l'Attractivité
ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU	Chantier participatif de solidarité	PREMIERE	Cité De L'Ill	2 250 €		2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
LIEN SOCIAL - INTERCULTURALITE : 36 800 €							
Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
ASSOCIATION NADI CHAABI	Raconte-moi la laïcité	RENOUVELLEMENT	Laiterie	2 000 €	2 000 €	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
PAR ENCHANTEMENT	Prenons place !	RENOUVELLEMENT	Koenigshoffen-Est	10 000 €	10 000 €	10 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
PAR ENCHANTEMENT	Découvrir, s'ouvrir et s'engager pour mieux vivre ensemble	RENOUVELLEMENT	Koenigshoffen-Est	5 000 €	5 000 €	5 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CITOYENNETE : 17 000 €							
Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
ASSOCIATION CONTACT ET PROMOTION	Ecrivain·e Public·que Numérique : lutte contre la fracture numérique	PREMIERE	Hautepierre	2 000 €		3 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
ASSOCIATION LA RESU	Espace des possibles, un espace de travail partagé associatif au Neuhof	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	4 000 €	3 000 €	3 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	Citoyen numérique ou comment utiliser l'outil numérique pour exercer ma citoyenneté	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	3 000 €	3 000 €	3 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	CyberGrange - ateliers fablab parents/enfants	PREMIERE	Neuhof - Meinau	2 000 €		2 000 €	Mission Projet Digital
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	CyberGrange - Repair café	PREMIERE	Neuhof - Meinau	15 000 €		7 000 €	Mission Projet Digital
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	CyberGrange - Code club	PREMIERE	Neuhof - Meinau	3 500 €		3 500 €	Mission Projet Digital
CONSEIL DEP ASS FAMILIALES LAIQUES	« e-écrivain, le numérique : accès aux droits, aux services dématérialisés et à la formation au numérique pour tous »	RENOUVELLEMENT	Cronenbourg	4 000 €	3 000 €	3 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
EMMAUS CONNECT FONDATEUR ABBE PIERRE	Accompagner aux compétences numériques et équiper les publics fragiles des QPV de l'Eurométropole - Parcours thématiques (jeunes, demandeurs d'emploi, seniors, parents)	RENOUVELLEMENT	Hohberg, Neuhof - Meinau, Koenigshoffen-Est, Cité De L'Ill, Cronenbourg, Port Du Rhin, Elsau, Hautepierre, Spach, Quartier Prioritaire De Lingolsheim, Marais	5 000 €	0 €	5 000 €	Mission Projet Digital

FEDERATION DES OEUVRES LAIQUES	Déambu'Lab, Tiers-lieu itinérant d'inclusion numérique	PREMIERE	Elsau, Koenigshoffen-Est, Libermann	4 000 €		4 000 €	Mission Projet Digital
LES BRUITS DE LA LUNE	TAB LAB :médiation numérique audiovisuelle dans les lieux culturels	RENOUVELLEMENT	Port Du Rhin	750 €	0 €	750 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
MIGRATION SOLIDARITE ET ECHANGE POUR LE DEVELOPPEMENT	Ecrivain Public	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau, Spach	4 500 €	2 300 €	2 300 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
MIGRATION SOLIDARITE ET ECHANGE POUR LE DEVELOPPEMENT	La Maison Digitale à la Cité Ampère	RENOUVELLEMENT	Ampère	5 000 €	3 000 €	3 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
INCLUSION NUMERIQUE - ACCES AUX DROITS : 39 550 €							
Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
ASSOCIATION NADI CHAABI	Club des seniors d'ici et d'ailleurs	RENOUVELLEMENT	Laiterie	4 500 €	4 500 €	4 500 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Santé Autonomie
CLUB DU 3EME AGE DE L'ORANGERIE	Projet sport santé adapté aux séniors	RENOUVELLEMENT	Spach	2 200 €	1 200 €	1 200 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Santé Autonomie
COORDINATION ALSACIENNE DE L'IMMIGRATION MAGHREBINE	vieillissement de l'immigration et accès aux droits	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau, Hautepierre, Cronenbourg, Koenigshoffen-Est, Cité De L'Ill, Murhof	7 000 €	4 000 €	4 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
PERSONNES AGEES : 9 700 €							
Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU	Bric-à-bacs	PREMIERE	Cité De L'Ill	4 200 €		3 000 €	Direction Urbanisme et Territoires - Mission PNU (1 500€) + Direction de Projet Politique de la Ville (1 500€)
ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE (ARES)	Jardins part'AGEs	PREMIERE	Spach	6 000 €		3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION CONTACT ET PROMOTION	Action de socialisation et d'éducation à la protection de l'environnement	RENOUVELLEMENT	Cronenbourg	3 000 €	3 000 €	3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN	Jardin et Ecocitoyens 2022	RENOUVELLEMENT	Koenigshoffen-Est, Hohberg	3 000 €	2 500 €	2 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION SOLIDARITE CULTURELLE	Le vélo: un challenge pour la sensibilisation à l'environnement	RENOUVELLEMENT	Hohberg	900 €	1 500 €	900 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE HAUTEPIERRE	Education à l'environnement et à l'écologie pour les enfants et les familles de Hautepierre	PREMIERE	Hautepierre	2 100 €		2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	Environnement - Agir dans mon quartier	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	2 000 €	1 500 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL VICTOR SCHOELCHER	Accompagner les habitants dans la transition écologique	PREMIERE	Cronenbourg	5 000 €		2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CSC MONTAGNE VERTE	Rencontres Nature entre habitants	PREMIERE	Molkenbronn, Murhof	3 840 €		3 840 €	Direction Urbanisme et Territoires - Mission PNU
PAR ENCHANTEMENT	Bel Enchamptement	RENOUVELLEMENT	Koenigshoffen-Est	4 000 €	4 000 €	4 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
SINE	La nature dans les quartiers	RENOUVELLEMENT	Cité De L'Ill, Laiterie, Hautepierre, Koenigshoffen-Est, Neuhof - Meinau	3 000 €	1 300 €	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
UNION DEPARTEMENTALE DE LA CONSOMMATION, DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE DU BAS-RHIN	Les rendez-vous de l'environnement et de la citoyenneté d'Ampère	RENOUVELLEMENT	Ampère	900 €	400 €	500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ENVIRONNEMENT : 28 240 €							

Motion au Conseil Municipal du lundi 21 mars 2022

Motion de soutien au peuple ukrainien et à la paix.

Numéro V-2022-583

Élu-es du Conseil municipal de Strasbourg réunis le 21 mars 2022, **nous affirmons notre soutien plein et entier au peuple ukrainien** qui subit, depuis huit ans et avec encore plus d'intensité depuis le 24 février 2022, les terribles conséquences de l'invasion russe sur son territoire souverain.

Élu-es de Strasbourg, ville de paix, siège des institutions européennes, capitale des droits humains, **nous condamnons avec la plus grande fermeté la guerre meurtrière menée par Vladimir Poutine**, appelons au strict respect du droit international et à la cessation des crimes de guerre perpétrés en Ukraine ainsi qu'à la poursuite des sanctions internationales contre le régime russe. Nous nous tenons debout aux côtés de toutes celles et ceux qui, partout dans le monde, et aussi en Russie malgré la violente répression, dénoncent et s'opposent aux assauts destructeurs de Vladimir Poutine.

Nous exprimons, au nom des habitant·es de Strasbourg, notre amitié et notre solidarité au peuple ukrainien. Nous soutenons leur aspiration et leur droit à vivre dans un pays en paix, indépendant et démocratique. Nous sommes aux côtés de la communauté ukrainienne de notre ville qui vit dans l'inquiétude permanente depuis le début de ce conflit.

Nous nous engageons, avec nos partenaires institutionnels et associatifs, à fournir une aide humanitaire rapide pour venir en aide aux habitant·es de l'Ukraine, aux personnes déplacées dans leur pays, ainsi qu'à celles qui ont pris le chemin de l'exil dans les pays limitrophes.

Nous réaffirmons notre profond attachement à la paix sur notre continent et dans le monde, ainsi qu'à la recherche d'une résolution diplomatique au conflit en cours. C'est bel et bien la seule voie possible. Nous en appelons aux autorités nationales des États membres de l'Union européenne afin qu'elles défendent d'une seule voix les valeurs de respect des droits humains et des libertés fondamentales au cœur du projet européen et montrent la détermination nécessaire pour défendre l'intégrité et la sécurité de l'Ukraine. Nous saluons la rapidité avec laquelle les États et institutions européennes ont pris des mesures fortes et coordonnées, sur le plan des sanctions à l'encontre de la Russie mais aussi en donnant une perspective à l'adhésion de l'Ukraine, ainsi que celle de la Géorgie et

de la République de Moldova, à l'Union européenne. **Strasbourg continuera de soutenir sans exception toutes celles et ceux qui se battent pour la paix, la démocratie et l'État de droit**. À ce titre, Strasbourg accompagnera par son expertise et ses réseaux la volonté de l'Ukraine d'intégrer pleinement la famille européenne en adhérant à l'Union européenne le moment venu. Elle s'engage également à construire une relation durable d'amitié, d'échanges et de coopération avec une ville ukrainienne, une fois la paix revenue et la souveraineté de l'Ukraine assurée.

Nous appelons les collectivités locales et régionales européennes à faire preuve de solidarité envers les réfugié·es de la guerre en Ukraine, comme de l'ensemble des réfugié·es en Europe. Nous appelons également l'Union européenne à élargir le statut de protection temporaire accordé aux Ukrainien·nes fuyant la guerre à toutes les personnes souhaitant quitter l'Ukraine, sans exception, y compris aux ressortissants étrangers en possession de titres de séjours courts, pour qu'aucune discrimination dans les procédures d'asile ne s'ajoute à cette catastrophe humanitaire.

En lien avec l'État, les autres collectivités locales, les réseaux de villes et nos partenaires transfrontaliers, les associations et les forces vives de notre territoire, **Strasbourg, fidèle à sa tradition humaniste et à sa vocation hospitalière, prendra toute sa part dans l'accueil inconditionnel des personnes victimes de cette guerre**. Nous répondrons présents à l'appel de ces hommes et de ces femmes et ferons preuve d'humanité envers les Ukrainien·nes, comme envers toutes celles et ceux qui cherchent refuge dans notre ville. Au-delà de l'urgence, nous mobiliserons les moyens de la collectivité pour scolariser, accompagner, garantir des conditions de vie décentes à Strasbourg.

Adopté le 21 mars 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 mars 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220321-145865-AU-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 28/03/22

Conseil municipal du 21 mars 2022

Point 0 à l'ordre du jour : Motion de soutien au peuple ukrainien et à la paix.

SERVICE DES ASSEMBLEES

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :
Pour : 58 voix + 5
+5 : Mme Ariane HENRY, Mme Christelle WIEDER, Mme Elsa SCHALCK, M. Aurélien BONNAREL et M. Nicolas MATT ont rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitaient voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 21 MARS 2022 - Point n°0

Motion de soutien au peuple ukrainien et à la paix.

Pour	Contre	Abstention
58	0	0

AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia